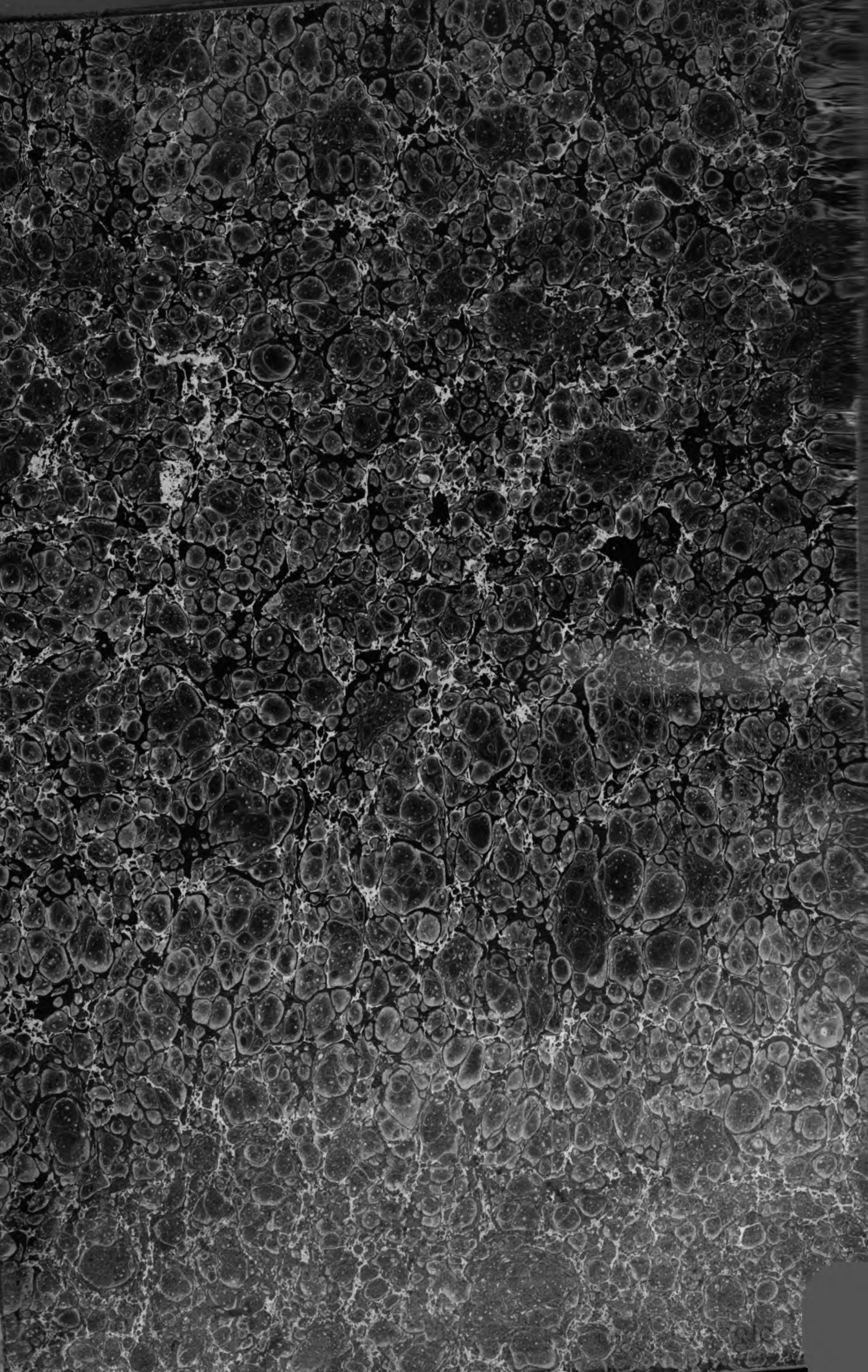

HDI
HW 32TZ 3
Digitized by Google





COLLECTION

D'HISTOIRES COMPLÈTES

DE TOUS

LES ÉTATS EUROPÉENS.

SAINT-CLOUD.—IMPRIMERIE DE BELIN-MANDAR.

HISTOIRE

D'ESPAGNE,

DEPUIS L'AN 1157 JUSQU'A LA MORT DE CHARLES III.

D'APRÈS

ASCHBACH, LEMBKE, DUNHAM, BOSSI, FERRERAS, ETC.

PAR M. PAQUIS,

ET CONTINUÉE

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE CHARLES IV JUSQU'A LA MORT DE FERDINAND VII,

PAR M. DOCHEZ.

TOME SECOND.



PARIS,
PARENT-DESBARRES, ÉDITEUR,
RUE DE SEINE, N° 48.
1838.

HISTOIRE

D'ESPAGNE.

CHAPITRE PREMIER.

HISTOIRE DE L'ESPAGNE CHRÉTIENNE, DEPUIS LA MORT DE L'EMPEREUR ALFONSO RAYMUNDEZ, JUSQU'A L'AVÉNEMENT AU TRONE DU ROI D'ARAGON ALFONSO II.

Pendant la longue lutte des mahométans et des chrétiens dans la Péninsule, la victoire passait d'un parti à l'autre avec une étonnante rapidité; c'était comme le flux et reflux de la mer. Peu de temps avant l'arrivée des Almoravides la cause de l'islamisme paraissait perdue, et déjà Alfonso VI prenait le titre d'empereur de toutes les Espagnes; mais après la bataille de Salaca, tout changea d'aspect, et la chrétienté ne fut pas moins menacée que l'islamisme l'avait été auparavant. Toutefois l'abaissement subit de la puissance des Almoravides, et la réunion de toutes les forces de l'Espagne chrétienne sous le pouvoir de l'empereur Alfonso Raymundez, rendirent bientôt la prépondérance au christianisme. Le partage de l'Espagne chrétienne qui eut lieu après la mort de ce puissant prince, et les conquêtes des Almohades en Andalousie et dans les provinces voisines amenèrent un nouveau changement dans la situation des deux partis; l'islamisme reprit encore une fois la supériorité, et le christianisme se trouva bientôt réduit à un état si critique qu'il ne paraissait plus pouvoir se relever.

La fortune, qui jusqu'alors avait donné la victoire aux chrétiens, parut les abandonner. Il manquait un chef, et surtout l'unité de volonté aux États chrétiens. Cinq États, pres-

que égaux en puissance, oublièrent l'ennemi commun pour se livrer à des querelles intestines; et ce ne fut que quand une chute prochaine les menaça tous, qu'ils se réunirent pour résister à un danger qui devenait de jour en jour plus imminent.

Le fatal partage qu'avait fait l'empereur avait donné la couronne de Castille à son fils aîné, Sancho III, qui régnait ainsi sur les provinces voisines du Tage supérieur; il fit de Tolède sa capitale. Sancho était aussi le suzerain des rois de Navarre et d'Aragon. Ferdinand II, fils puîné de l'empereur, eut en partage le royaume de Léon, la Galice, les Asturies, une partie des conquêtes récemment faites dans l'Estramadure, ainsi que la suzeraineté encore disputée sur le Portugal. Si l'empereur Alfonso VIII avait eu peine, avec toutes les forces réunies de la Castille, à contraindre le roi de Portugal à l'obéissance et à défendre l'indépendance des Pyrénées, il était facile de prévoir qu'après ce partage de l'empire les cinq États chrétiens de la Péninsule suivraient bientôt leurs intérêts particuliers, sans s'occuper de ceux de la patrie commune. Il arriva de là que souvent les Castillans, les Léonais, les Portugais, les Navarrais et les Aragonais s'attaquaient entre eux avec plus de violence qu'ils n'avaient jadis attaqué les mahométans, leurs ennemis communs. Cependant le clergé espagnol parvint souvent, par ses constants efforts, à réconcilier les princes chrétiens et à les armer pour la défense commune et pour le triomphe de la croix.

Quand l'empereur partagea son empire entre ses deux fils (ceci eut lieu près de dix ans avant sa mort), il n'avait pas le dessein de le diviser en deux royaumes indépendants; le royaume de Castille devait être le centre de la domination chrétienne en Espagne, et Léon devait en dépendre comme fief de la couronne, à l'exemple de l'Aragon et de la Navarre. Il fut stipulé dans cette ordonnance que le roi Sancho III de Castille prendrait le titre d'empereur. Mais la Castille n'était pas assez puissante pour défendre sa supériorité sur les autres États espagnols sans garder une force armée prépondérante, et ceci était impossible sans une alliance étroite avec le roi de Léon. Les grandes et puissantes familles de Léon et de Castille étaient divisées par la haine et la jalousie, et bientôt tous les liens du sang furent sans force, et ces deux royaumes s'armèrent l'un contre l'autre. A dater de ce moment, la Castille dut renoncer à la suzeraineté sur l'Espagne chrétienne. L'Aragon et la Navarre cherchèrent bientôt à s'y soustraire, et y parvinrent en peu de temps.

Le roi Sancho III rétablit promptement, et avec beaucoup de vigueur, l'autorité déchue de la Castille; mais son règne fut trop court pour donner à ses œuvres quelque stabilité. Son frère, Ferdinand de Léon, avait exilé les grands de son royaume (entre autres le valeureux comte Pontius de Minerva) qu'il soupçonnait d'être favorables à la Castille, et leur avait enlevé leurs biens et leurs dignités. Il espérait, par cette mesure, pouvoir mieux assurer l'indépendance de Léon. Les exilés trouvèrent en Castille, non-seulement une réception amicale, mais aussi des secours contre l'oppression. Sancho les ramena dans le royaume de Léon avec une nombreuse armée, et contraignit son frère, qui n'était pas préparé à cette attaque, de rendre aux exilés leurs emplois et leurs biens, et de lui jurer foi et hommage.

Cette mésintelligence entre les deux frères fournit à Sancho VI, roi de Navarre et leur beau-frère, une occasion de chercher à se débarrasser de la suzeraineté de la Castille et à reprendre la province de Rioja. Une réconciliation avec l'Aragon lui laissa bientôt plus de liberté d'agir, et la province de Rioja fut rapidement occupée; mais il devint plus difficile de la garder. Le roi de Navarre avait espéré que la guerre de Léon occuperait longtemps les forces castillanes, et qu'en même temps le roi d'Aragon imiterait son exemple; rien n'arriva comme il l'avait pensé. Il ne put résister seul, et abandonna, même sans combattre, la province conquise

sur le roi de Castille, non sans craindre pour ses propres États. Un traité de paix rétablit bientôt tout sur le même pied qu'avant les hostilités.

C'est ainsi que Sancho III se montra roi courageux et ferme, en forçant promptement son frère et le roi de Navarre à rentrer dans le devoir. Déjà il faisait les préparatifs de son couronnement, où sans doute il eût pris le titre d'empereur. Il avait été décidé que Raimond Bérenger IV, roi d'Aragon et de Catalogne, porterait dans la cérémonie l'épée du roi, comme vassal de Castille, et que les rois de Léon et de Navarre y assisteraient en qualité de feudataires. On espérait que cette réunion des princes chrétiens amènerait une alliance offensive contre les Almohades; car ceux-ci faisaient depuis quelque temps des conquêtes inquiétantes.

Tous ces projets s'évanouirent par la mort inattendue de Sancho III, qui eut lieu à Tolède après un règne d'un an et quelques jours (depuis le 1er août 1157 jusqu'au 31 août 1158). Ce prince remarquable et chevaleresque était surnommé *le Désiré*, et les chroniqueurs sont unanimes dans les éloges qu'ils lui accordent. Sancho ne laissa qu'un fils âgé de trois ans, Alphonse le Magnifique ou le Petit. Pour priver le roi de Navarre et de Léon de toute influence dans les affaires de la Castille, Sancho III ne donna la tutelle de son fils ni à sa veuve la reine Blanche, sœur du roi de Navarre, ni à son frère Ferdinand de Léon, mais au comte Guttiero Fernandez, de la puissante famille des Castro. Il ordonna en même temps que tous les grands et dignitaires du royaume fussent maintenus dans leurs positions jusqu'à l'époque de la majorité du jeune prince.

L'histoire de l'Espagne prend, à dater de ce moment, un nouveau caractère. Ce n'est plus le trône qui forme le centre du pouvoir et du gouvernement, mais bien les grandes et puissantes familles du pays. Celles-ci influent non-seulement sur les événements intérieurs; mais elles s'emparent aussi de tout le pouvoir militaire contre les ennemis extérieurs. Il est vrai que l'origine de cette aristocratie, qui s'élevait au-dessus du pouvoir royal, ne remonte pas à la même époque dans les cinq États chrétiens; mais tous en contenaient déjà le germe depuis longtemps. Partout en effet l'épée et la bravoure étaient les seuls moyens d'élévation; partout la nécessité d'être toujours armé pour combattre les étrangers avait créé un esprit belliqueux qui, pendant la paix extérieure, avait peine à se soumettre aux lois. Un tel état de choses devait naturellement amener la lutte de la force brutale contre le gouvernement. Sans doute la Péninsule ne manquait pas de rois énergiques et puissants qui savaient défendre leurs prérogatives : Sancho III de Castille, Alfonso de Portugal, Ferdinand II de Léon, Sancho VI de Navarre et Raymond Bérenger de Catalogne et d'Aragon, étaient des princes qui, dans de nombreuses batailles, avaient donné l'exemple de la bravoure à la tête de leurs chevaliers. Mais le colosse de l'aristocratie devint bientôt si puissant, qu'après la mort de ces rois leurs héritiers mineurs ne furent plus en état de le contenir et de résister à ses envahissements. On en vit la première preuve après la mort de Sancho III; et pendant la minorité de son fils, un exemple analogue se reproduisit en Aragon et en Catalogne après celle du comte Raymond Bérenger IV, qui laissa aussi un fils mineur, Alfonso II.

Raymond Bérenger IV fut le fondateur du royaume-uni d'Aragon et de Catalogne; il régna trente et un ans sur ses États héréditaires, et à peu près aussi longtemps sur l'Aragon; il s'était montré aussi vaillant capitaine que prince sage et éclairé. Il voyait clairement la situation de l'Espagne, et s'était de bonne heure soumis à la puissance prépondérante de l'empereur Alfonso Raymundez. Il sacrifia à cette alliance l'indépendance même de son royaume, comprenant qu'avec le secours de la Castille, ses États, formés d'éléments hétérogènes, pourraient avant peu se consolider et s'affermir.

Toute sa vie fut consacrée à combattre

contre les Sarrasins, le roi de Navarre et les seigneurs français de Provence et de Languedoc. Nous avons déjà parlé de la part qu'il prit aux affaires d'Espagne, surtout à l'occasion de la prise d'Almeria, de ses conquêtes de Tortose, de Mequinès, de Lerida et de Fraga, de ses guerres avec la Navarre et de l'amitié qui l'unissait à l'empereur Alfonso : il nous reste à faire mention des combats qu'il soutint en Languedoc et en Provence ; notre récit sera bref, car ces événements appartiennent plutôt à l'histoire de France qu'à celle d'Espagne.

Aussitôt que la Catalogne et l'Aragon furent réunis en un seul royaume, toute relation féodale avec la France cessa, et l'usage même de rappeler, dans les documents, l'année du règne des rois français, disparut. Une grande partie du Languedoc, ainsi qu'on a pu le voir précédemment, appartenait au comte de Catalogne; le comte de Provence, Raymond Bérenger IV, frère puîné de Bérenger Raymond, gouvernait le pays comme héritier de sa mère, la comtesse Dolce de Provence.

Le comte Raymond de Baur, qui avait épousé la sœur cadette de Dolce, éleva des prétentions sur la moitié de la Provence; et, pour les faire valoir, il combattit le comte Raymond Bérenger avec l'appui du comte Alphonse de Toulouse et des Génois, et à l'aide d'un parti puissant qu'il avait parmi les chevaliers de cette contrée. Avant même que son frère Raymond Bérenger IV pût venir au secours de l'Aragon, le comte de Provence avait trouvé la mort dans un combat sur un vaisseau génois, en 1144. Le comte de Catalogne prit la tutelle du fils mineur du comte de Provence, le fit élever à sa cour, et défendit son héritage, quoique le comte de Baur eût reçu en fief, pour lui et ses descendants, les territoires en litige des mains de l'empereur Conrad III, qui, à cette époque, était maître du royaume de Bourgogne. Raymond Bérenger IV, après la prise d'Arles, contraignit les grands du pays à lui prêter serment de fidélité, et depuis cette époque il prit le titre de comte de Provence, comme régent des États de son neveu. Raymond de Baur fut obligé de renoncer à toutes ses prétentions sur la Provence. Cependant, après sa mort, en 1150, son fils Hugo voulut les faire revivre; et comme il avait obtenu l'appui de l'empereur Frédéric Ier, la guerre recommença. Raymond Bérenger IV entra en Provence avec une armée considérable, et contraignit son adversaire de demander la paix, et de renoncer, à l'exemple de son père, à toutes ses prétentions.

Pendant que Raymond Bérenger IV luttait, tantôt dans le midi de la France, tantôt dans les Pyrénées, contre la Navarre et contre les Sarrasins, il resserra de plus en plus l'union entre la Catalogne et l'Aragon. Lorsque la mort de l'empereur Alfonso Raymundez permit aux princes espagnols de concevoir l'espérance de recouvrer leur indépendance, il demanda à l'entrevue d'Osma, au roi Sancho III, d'être relevé de ses devoirs de vassal. A la vérité son désir ne fut pas accompli dans toute son étendue; mais on lui promit, à cause des progrès menaçants que les musulmans faisaient dans le sud de l'Espagne, que les devoirs de feudataires pour les rois d'Aragon se borneraient à l'avenir à paraître au couronnement des rois de Castille et à d'autres fêtes particulières, et à se rendre à l'appel qui leur serait fait pour combattre sous la bannière suzeraine. Du reste le roi de Castille renonça, en 1158, au droit qu'il avait de mettre garnison dans les châteaux et villes d'Aragon.

A la même époque où l'union avec la Castille devint moins intime, le roi d'Aragon conclut un traité avec le roi d'Angleterre Henri II, contre le comte Raymond de Toulouse, beau-frère du roi Louis VII de France. Henri II élevait des prétentions sur Toulouse, comme héritier de son épouse la comtesse Éléonore de Guyenne. La ville de Toulouse fut assiégée par les forces réunies d'Angleterre et d'Aragon commandées par Raymond Bérenger, mais sans succès, Louis VII s'étant hâté de secourir son

beau-frère et de neutraliser les efforts de ses ennemis. Un armistice amena bientôt après, en 1160, la conclusion de la paix entre les parties belligérantes, et Raymond conserva Toulouse.

Le roi de Castille, Sancho III, était mort dans l'intervalle. Cette circonstance occasionna une nouvelle explosion de l'inimitié qui régnait entre la Navarre et l'Aragon; mais elle fut bientôt calmée par les efforts du clergé. En Provence, le comte Hugo de Baur chercha à exciter de nouveaux troubles, mais sans succès. Enfin l'empereur Frédéric Ier, jusqu'alors défenseur de Hugo, se déclara pour le comte de Catalogne. Celui-ci reçut de l'empereur, ainsi que son neveu, le fief de Provence, tel que son père l'avait possédé. Il obtint en outre la ville d'Arles et le comté de Forcalquier; mais les deux comtes furent obligés de prêter serment de fidélité et de reconnaître le pape Victor III. Étant partis pour aller recevoir l'investiture à Turin, où se trouvait l'empereur, Raymond Bérenger tomba malade en route, et mourut le 6 août 1162, à l'âge de cinquante-deux ans. Son neveu, Bérenger II, continua son voyage, et reçut l'investiture à Turin.

On peut avec raison regarder Raymond Bérenger IV, qui ne prit jamais le titre de roi d'Aragon, même après la mort de Ramiro II, comme le vrai fondateur de la puissance aragonaise. C'était, et nul ne le conteste, un prince remarquable, qui réunissait toutes les vertus à un haut degré. Il avait un esprit chevaleresque; il était juste, sévère, et se montra en tout temps l'ennemi des infidèles. Quand la nouvelle de sa mort arriva en Espagne, sa veuve, Petronella, convoqua les trois états du royaume à Huesca. Il est fait mention expresse des procuradores, ou députés des villes, qui assistèrent à cette assemblée. Le testament du feu prince fut présenté; son fils aîné, qui prit le nom d'Alfonso II, fut reconnu comme son héritier. Seulement les comtés de Cerdagne et de Carcassonne, ainsi que les fiefs du vicomte Raymond Francavel, et une partie de Narbonne qui avait appartenu à Raymond Bérenger IV, furent destinés, comme apanage, à son second fils Pedro, sous condition toutefois de rester vassal de son frère aîné. Alfonso II n'avait pas dix ans, et sa mère prit la régence. Mais ce fut son oncle, le comte Bérenger de Provence, qui gouverna la Catalogne, et le jeune prince, qui déjà portait le titre de roi, fut élevé à Barcelone. Dès l'an 1163, Petronella, après avoir assuré la tranquillité du royaume par des traités avec la Castille, l'Angleterre et la Navarre, remit, avec l'approbation des grands, l'administration à son fils Alphonse. Petronella vécut encore dix ans, et mourut en 1173 à Barcelone.

CHAPITRE II.

DE L'ORIGINE DES ORDRES RELIGIEUX ET CHEVALERESQUES EN ESPAGNE ET EN PORTUGAL.

L'origine des ordres religieux et chevaleresques remonte aux temps où l'union des États chrétiens avait cessé, et où la puissance croissante et les conquêtes des Almohades menaçaient de plus en plus la chrétienté. Comme les rois espagnols étaient occupés à guerroyer les uns contre les autres, on ne pouvait en attendre aucun secours contre les progrès des infidèles : on songea donc à créer des institutions semblables à celles qui avaient été si utiles en Palestine. Sans elles les fruits des efforts de plusieurs siècles eussent été perdus en peu d'années.

Si l'Aragon et la Catalogne n'ont fondé aucun ordre de chevaliers, les rois de ces contrées eurent du moins le mérite d'en comprendre l'importance. Déjà le roi Alphonse Ier, surnommé le Belliqueux, avait eu le projet d'établir un ordre chevaleresque à une époque où il n'en existait pas encore en Orient. Il est probable que ce fut une institution semblable établie chez les Sarrasins qui lui en donna l'idée. Chez les Maures d'Espagne, il existait déjà depuis longtemps, des chevaliers nommés rabites, chargés de défendre les frontières. Ils menaient une vie sévère, ne se recrutaient que de guerriers d'une bravoure reconnue et sans tache. Ils combattaient avec vaillance ; la fuite leur était défendue : si la victoire ne couronnait pas leurs efforts, leur devoir et leur désir était de mourir. Chez les chrétiens espagnols, il y avait aussi, à cette époque, des associations de chevaliers étroitement unis entre eux ; ce n'étaient pas toutefois des corporations exclusivement consacrées à leurs propres intérêts. Au commencement du XIIe siècle, les Arabes appelaient almagawares les troupes légères de l'Aragon : elles étaient endurcies aux fatigues et habituées à supporter toutes les souffrances ; cependant elles ne formaient pas d'*ordre militaire*.

Quand Alphonse Ier, après la prise de Saragosse (1118), fit bâtir le château de Montreal sur la frontière, il avait le dessein d'y établir un ordre de chevaliers pour le défendre contre les Sarrasins ; il est incertain qu'il ait eu à cette époque connaissance de l'ordre des chevaliers du Temple et de Saint-Jean. Le roi d'Aragon présenta son plan aux barons du royaume, et assigna des sommes considérables pour l'entretien de l'ordre. Mais ce projet ne fut pas réalisé ; car il ne trouva pas assez de partisans.

Cependant cette idée porta ses fruits ; comme l'institution d'un ordre religieux espagnol n'avait pas réussi, on chercha à transplanter en Espagne l'ordre des templiers. Le comte Raymond Bérenger III se fit recevoir dans l'ordre peu de jours avant sa mort. Son fils et successeur fonda un couvent du Temple en Catalogne. Mais Alphonse, comme nous l'avons déjà dit,

alla, dans son testament, jusqu'à donner le tiers de son royaume à l'ordre des templiers, qui toutefois ne profita pas de cette donation; car le peuple aragonais s'opposa au partage du royaume; mais il fut convenu avec l'ordre, quand il voulut faire valoir ses droits plusieurs années après la mort d'Alphonse, sous le règne de Raymond, que les templiers auraient pour eux, parmi les contrées enlevées aux Sarrasins Huesca, Balbastro, Calatayud, Saragosse et quelques autres lieux; mais, en revanche, leurs bras devaient en tout temps combattre les ennemis des chrétiens. Ce traité fut conclu dans une assemblée à Gerona (1143), où se trouvait le légat du saint-siége, ainsi que beaucoup d'évêques et de grands d'Aragon et de Catalogne.

Bientôt le secours des templiers se manifesta contre les Sarrasins, surtout à la défense des frontières méridionales de l'Aragon, d'une manière si brillante, qu'on leur confia, ainsi qu'aux chevaliers de Saint-Jean, la garde des châteaux nouvellement conquis. Ceci explique comment en Castille et en Portugal on laissa la défense des principaux châteaux sur les frontières des Sarrasins à l'ordre des templiers, et comment ceux-ci reçurent en récompense de grandes possessions.

En imitation de l'ordre du Temple, on créa un autre ordre en Espagne et en Portugal, celui des chevaliers d'Avis. Les débuts de ces institutions ont toujours été faibles; c'est la force des choses et les besoins du temps qui firent leur puissance.

En Aragon, où les templiers furent d'abord introduits, on n'institua aucun nouvel ordre militaire, car le besoin ne s'en fit pas sentir; mais dans la Nouvelle-Castille et en Estramadure, qui étaient exposées aux incursions des Almohades, et où peu de châteaux étaient confiés aux templiers, on institua, peu d'années après, deux ordres militaires. Le clergé, qui vivait dans les cloîtres plutôt pour combattre ou prêcher la croisade que pour se vouer à une vie de cénobites, reconnut bientôt, lors du partage du royaume de Castille, et au milieu des dissensions intestines, qu'il fallait établir un ordre militaire indépendant de toute mutation politique, et qui pût défendre la foi chrétienne. Plusieurs tentatives de ce genre furent faites à cette époque.

Les historiens ne s'accordent pas sur la question de savoir quel fut le premier ordre de chevaliers établi en Castille. Mais il est à croire que, si l'ordre d'Alcantara (il prit ce nom plus tard, en 1219) est un des plus anciens, il ne s'éleva pas aussi vite que celui de Calatrava. L'origine de l'ordre d'Alcantara est inconnue; pourtant on raconte que peu avant la mort de l'empereur Alphonse, en 1156, deux chevaliers de Salamanque, Guero et Gomez, qui voulaient consacrer leur vie à combattre les Sarrasins, se réunirent à un ermite nommé saint Amandus, dans le dessein de chercher un endroit convenable pour y bâtir un château et y établir un ordre militaire destiné à combattre perpétuellement les infidèles. Ils trouvèrent la contrée où vivait l'ermite saint Julien très-convenable à ce but; et avec la permission de l'évêque Vedosio de Salamanque, dans le diocèse duquel se trouvait l'ermitage, ils construisirent un château. Plusieurs chevaliers et hommes pieux se réunirent à eux, et s'engagèrent à combattre et à mourir pour la foi. Ainsi s'éleva un ordre militaire qui d'abord fut nommé ordre de Salamanque, dont le château était Saint-Julien de Pereiro, et qui reçut de l'évêque Ordosio la règle de saint Benoît, semblable à celle de l'ordre de Cîteaux. Plus tard, dans le commencement du XIIIe siècle, cet ordre prit le nom d'Alcantara.

Le silence des chroniqueurs au sujet de cet ordre et de ceux qui furent institués plus tard, rend très-suspect ce que nous en dit la tradition. Nous avons des renseignements plus exacts sur l'origine des chevaliers de Calatrava. Ils nous sont transmis par un historien qui vécut postérieurement, l'archevêque Rodrigue de Tolède : voici ce qu'il en raconte. Après la

réconciliation du roi Sancho III avec son frère Ferdinand (1158), et quand le premier fut retourné à Tolède, on annonça que les Sarrasins s'avançaient avec une nombreuse armée contre Calatrava. Les templiers, à qui la garde de cette forteresse était confiée, désespérèrent de pouvoir la défendre contre d'aussi puissants ennemis, et la rendirent au roi de Castille. Il se trouvait à cette époque à Tolède un homme pieux, l'abbé Raymond de Fitero, et chez lui un moine nommé Diago Velasquez, appartenant à une famille noble, et qui jadis s'était distingué à la guerre comme chevalier; il avait été élevé à la cour. Quand ces deux hommes virent combien le roi s'affligeait de la perte inévitable de Calatrava, et que, depuis que les templiers l'avaient abandonnée, personne n'osait se charger de la défendre, ils se décidèrent à l'entreprendre, et prièrent le roi de la leur confier. Sancho, qui connaissait la piété de l'abbé et son influence sur le peuple, acquiesça à sa demande. L'archevêque Jean de Tolède appuya l'abbé et son allié en accordant une indulgence plénière à tous ceux qui s'armeraient pour la défense de Calatrava. En peu de temps, l'abbé eut autour de lui plus de vingt mille combattants, et ceux qui ne pouvaient assister en personne à cette expédition lui envoyèrent des chevaux, des équipements, des provisions et de l'argent, en sorte que la forteresse fut bientôt pourvue de tout ce qui était nécessaire. Les Sarrasins n'osèrent l'attaquer, et Calatrava fut sauvée.

Afin de fonder une institution durable pour la défense de la religion chrétienne en Espagne, l'abbé Raymond décida que tous ceux qui étaient réunis pour combattre, qui voulaient vouer leur vie à la guerre contre les infidèles, entreraient dans une sorte de confrérie. Ainsi se forma l'ordre de Calatrava, qui eut pour bases la religion et la bravoure. Les moines du couvent de Fitero formèrent l'élite des chevaliers. Tous ceux dont l'âge n'était pas trop avancé, ou qui n'étaient pas d'une constitution trop faible, furent appelés par l'abbé à Calatrava, où ils vinrent avec toutes les richesses dont le couvent était en possession. Les chevaliers furent soumis à l'observance de Cîteaux, mais avec des formes guerrières. L'abbé Raymond fut le premier grand maître; et plus tard, quand l'ordre commença à s'étendre, et qu'il fut confirmé par le pape Alexandre III, il acquit chaque jour plus de considération et de richesses, grâce aux donations que lui firent le roi et de simples particuliers. A cette époque, on croyait en Espagne ne pouvoir mieux défendre la patrie et servir la religion qu'en enrichissant cet ordre militaire.

Comme chaque jour l'importance des services rendus par les chevaliers devenait plus évidente, et comme chaque jour aussi la mésintelligence qui régnait entre les rois chrétiens rendait plus périlleuses les attaques des Sarrasins, le peuple chercha lui-même à se défendre. Trois ans après la fondation de l'ordre de Calatrava (en 1161), un nouvel ordre de chevaliers, celui de Saint-Jacques, fut fondé en Galice. On cite comme fondateurs quelques chevaliers pillards qui, ayant commis beaucoup de crimes pendant une vie de désordre et de brigandages, s'amendèrent d'après les exhortations de quelques clercs; ils se repentirent de leurs fautes, et promirent de consacrer le reste de leurs jours à la défense de la foi chrétienne et des pèlerins qui allaient visiter le tombeau de l'apôtre saint Jacques à Compostelle. A la tête de cette confrérie fut placé, comme grand maître, avec la permission du roi Ferdinand de Léon, Pedro Fernandez, né à Fuenta Encalada, près d'Astorga. Il soumit ses chevaliers aux règles de saint Augustin. Les frères de l'ordre pouvaient se marier, mais non ceux de Calatrava. Le signe de l'ordre était l'épée sanglante de saint Jacques en forme de croix. Grâce à de nombreuses dotations faites surtout par les rois, les chevaliers de Saint-Jacques acquirent de grandes richesses et une grande puissance.

En Portugal, les templiers et les chevaliers de Saint-Jean furent admis après la fondation du royaume. Pendant sa lutte

avec la Castille et Léon, Affonso Henriquez comprit l'utilité des ordres chevaleresques, et résolut d'en établir un semblable dans son royaume. Il est faux, du reste, que l'origine de cet ordre date de 1147; elle doit être reportée à l'année 1161. L'acte de dotation pour cet ordre, qui alors s'appelait *nouvelle milice* (nova militia), est daté de 1162. Les statuts sont presque semblables à ceux des chevaliers de Calatrava. Les règles de l'ordre étaient celles de Cîteaux. Les chevaliers étaient obligés de combattre pour la foi chrétienne, d'être continuellement en campagne contre les Sarrasins. Ils vivaient en cénobites, et étaient soumis à la visite du grand maître de Calatrava, quoiqu'ils eussent un grand maître à eux. On est même tenté de croire que le nouvel ordre n'était qu'une dépendance de celui de Calatrava.

Le premier grand maître, Pierre, était frère du roi de Portugal. Quand les nouveaux chevaliers, en 1166, se rendirent maîtres d'Evora, on leur en confia la garde, et ils reçurent le titre de chevaliers d'Evora. Plus tard enfin, lorsqu'Affonso II, en 1211, leur donna la place d'Avis, où ils établirent un château, ils furent appelés chevaliers d'Avis. Leur uniforme consistait en un capulaire long surmonté d'un capuchon noir, qui était très-gênant dans le combat; plus tard on le changea. On accorda aussi aux chevaliers la permission de se marier, mais seulement une fois.

Quelques années après, Affonso Henriquez fonda un nouvel ordre (1167), sous l'invocation de saint Michel. On dit que celui-ci fut établi à l'occasion de l'apparition d'un bras armé que l'on vit combattre pour Affonso à la bataille de Santarem, où il remporta une victoire éclatante. D'après un document dont l'authenticité est plus que douteuse, les chevaliers de Saint-Michel pouvaient se marier, appartenir à une famille noble. Ils devaient toujours, pendant la bataille, entourer le roi et se tenir auprès de l'étendard royal. Ils étaient sous les ordres de l'abbé d'Alcobaça, et portaient sur la poitrine, comme signe de l'ordre, une aile de couleur pourpre et resplendissante d'or.

Comme on n'a sur l'ordre de Saint-Michel que des renseignements contradictoires, et comme, surtout après la mort d'Alphonse, il n'en est plus question, on est en droit de douter si jamais il a existé. Lorsque les frontières furent ainsi défendues par les chevaliers contre les incursions des Sarrasins, les rois chrétiens s'occupèrent moins des guerres des infidèles, et commencèrent entre eux une lutte longue et sanglante, qui dura jusqu'au moment où un danger imminent les força de se réunir sous le pouvoir des rois espagnols pour lutter contre l'ennemi commun.

CHAPITRE III.

LES CASTRO ET LES LARA SE DISPUTENT LE POUVOIR EN CASTILLE.

A l'époque de la mort de Sancho III, deux familles puissantes dominaient en Castille; elles étaient presque égales entre elles par leurs richesses, leur influence et le nombre de leurs partisans. Toutes deux avaient contribué à fonder la puissance royale, et en récompense elles avaient reçu beaucoup de terres en fief, et avaient été revêtues des plus hautes dignités.

Mais Sancho III, dans son testament, s'étant montré favorable aux Castro en confiant la tutelle de son fils au chef de cette famille, au vieux Guttiero Fernandez, son ancien gouverneur, la jalousie des Lara s'éveilla et amena une guerre très-nuisible à la Castille. Guttiero avait prévu ce malheur; il voulut l'éviter en faisant quelques concessions; mais loin d'atteindre son but, il accéléra plutôt la catastrophe. Il y eut de sa part plus d'amour pour la paix que de sagesse, lorsqu'il changea, de sa propre autorité, les articles du testament du roi. A la tête des Lara étaient trois frères, fils du comte Pedro et d'Ava, Almanrique, Alvaro et Nuño, qui possédaient de grands domaines sur les rives du Douro; Garcia de Atia, de la famille des comtes de Cabra, était étroitement uni avec eux par les liens de la parenté et la communauté des intérêts.

Guttiero, pour montrer qu'il ne voulait pas seul avoir le jeune roi sous sa direction, confia à Garcia le soin de son éducation, après que les Lara eurent solennellement juré de conserver la paix; et comme c'était un homme qui devait plaire à tous par la douceur de son caractère, et qui était allié de la famille des Lara, Guttiero espérait avoir écarté toute cause de mésintelligence jusqu'à la majorité du roi; mais il arriva précisément le contraire de ce qu'il attendait. Le comte Garcia était un homme qui n'avait ni beaucoup de force d'âme, ni beaucoup d'activité. L'éducation du prince et les peines qui en étaient la suite lui étaient désagréables, d'autant plus que les honoraires n'avaient pas été fixés, et qu'il craignait d'être obligé d'y subvenir de sa bourse. Il ne fut donc pas difficile au comte Almanrique, l'aîné des Lara, de lui persuader de lui confier le jeune roi, et celui-ci tomba, de cette manière, des mains des Castro dans celles des Lara. Aussitôt que Guttiero l'apprit, il demanda que le prince fût remis à sa garde; mais ses adversaires se moquèrent de sa réclamation, et le régent comprit qu'il avait maladroitement agi. Prendre les armes, c'était aggraver le mal. La mort, qui bientôt après vint frapper le vieux Guttiero, lui évita les reproches mérités de ses parents; et comme il ne laissa pas d'enfants, les fils de son frère Roderigo Fernandez, Ferdinand, Alvaro, Pedro et Guttiero, réunis à Alvaro Rodriguès de Guzman, défendirent les intérêts de leur maison. L'aîné, Ferdinand, se mit à leur tête. Ils s'appuyèrent sur le testament du roi, qui confiait la ré-

gence aux Castro ; mais comme les Lara ne rendaient pas le jeune roi, les Castro demandèrent du secours au roi Ferdinand de Léon, qui devait défendre son neveu. Ferdinand accourut promptement avec une nombreuse armée, occupa presque tout le pays, s'empara du gouvernement et de la régence, et fut reconnu par la majorité des Castillans (en 1159). Il inspira une telle épouvante aux Lara, qu'ils restituèrent à la fin le jeune Alphonse au régent. Que Ferdinand ait eu l'intention d'enlever la couronne de Castille à son neveu, c'est ce qu'on ne saurait guère affirmer. Il domina sur toute la contrée, comme son père l'avait fait, et prit même le titre de roi d'Espagne. Il reconnut dans les Castro, qui l'avaient appelé, ses partisans les plus fidèles, leur donna toutes les places et dignités, et considéra au contraire les Lara comme des rebelles. Comme il était dit expressément dans le testament de Sancho III, que chacun devait être maintenu dans ses fiefs, places et dignités, jusqu'à la majorité du jeune roi, les Lara s'appuyèrent sur cette disposition et réclamèrent leurs domaines et leurs droits. Leur demande ayant été accueillie par un refus, ils tirèrent de son caveau le cadavre de Guttiero, et jurèrent de ne pas enterrer le parjure qu'on ne leur eût rendu justice. Le tribunal qui fut rassemblé à cette occasion décida contre les Lara, et donna au testament une autre explication. Alors commença une guerre sanglante qui dura plusieurs années, et pendant laquelle les Castro ne remportèrent la victoire que grâce au secours du roi de Léon. Les fertiles provinces de la Castille furent dévastées, les châteaux pris par escalade, les villes et bourgades incendiées, les citoyens dépouillés, emprisonnés et même assassinés. Les forces des Lara s'étant à la fin épuisées, le roi Ferdinand s'empara de la capitale, qui jusqu'alors avait été possédée par ses adversaires, et tous les impôts furent payés au roi de Léon. Les Lara parurent tout à fait écrasés sous le poids de ces désastres ; ils déclarèrent même qu'ils étaient prêts à jurer fidélité à Ferdinand, si le jeune roi était préalablement remis entre leurs mains ; qu'ils consentiraient alors, comme défenseurs et gardiens de leur roi, à prêter foi et hommage à Ferdinand de Léon.

Pendant que les Lara négociaient avec Ferdinand et son jeune neveu, dans une assemblée à Soria, on remit au comte Almanrique de Lara le jeune prince, en lui adressant ces paroles : « Nous vous laissons ce prince comme libre, et il doit être gardé libre. » A l'instant même l'enfant se mit à crier sur les bras de celui qui le portait, par l'effet du mal qu'on lui faisait en secret ; puis, sous prétexte de le calmer, on l'emporta. Le roi Ferdinand entra alors en conseil avec les comtes et barons, en attendant le réveil du jeune roi. Un chevalier plein d'audace, et intimement ami des Lara, nommé Pedro Nuñez, enleva le roi, s'enfuit sur un cheval rapide, et le porta le même jour dans la forteresse d'Estevan de Gormaz, qui appartenait aux Lara. Aussitôt le comte de Lara, instruit de cet événement, s'enfuit de l'assemblée avant d'avoir prêté serment de fidélité. Ferdinand connut trop tard la ruse par laquelle on l'avait trompé. Quand il envoya au comte Almanrique un chevalier pour l'accuser de parjure et de traîtrise, Lara ne fit que rire de ses menaces ; il déclara qu'il ne voulait pas rechercher s'il avait agi en fidèle sujet ou en traître, qu'il savait seulement qu'il avait délivré son seigneur légitime, et que les lois et l'opinion publique le lavaient de toute accusation de crime ou de trahison.

Depuis ce temps (1161), la puissance des Lara s'accrut considérablement, parce qu'on était généralement habitué à voir le gouvernement là où se trouvait le roi. Les villes les plus fortes du Duero, qui appartenaient aux Lara, résistèrent énergiquement à leurs ennemis. Cependant la supériorité des armes se trouvait du côté de Ferdinand et des Castro. Le haut clergé lui-même et surtout l'archevêque de Tolède, se déclarèrent pour eux ; ce qui prouve néanmoins que les Lara

disposaient de ressources considérables, c'est que, malgré plusieurs défaites, ils surent continuer la lutte, et que même, tandis qu'ils avaient à combattre contre les Castro et le roi de Léon, un nouvel ennemi se leva contre eux, le roi Sancho VI de Navarre, qui enleva la province de Rioja et la réunit à son royaume. Sancho regardait cette conquête comme tellement assurée qu'il laissa Rioja sans garnison et envoya des secours à son allié l'émir de Valence. Les Lara surent profiter de cette négligence; Rioja fut reconquise par eux, mais non sans de grands efforts.

Pendant que les Lara continuaient à défendre l'indépendance nationale, les Castro, à qui on attribuait le malheur des armes chrétiennes dans la guerre contre les Sarrasins, perdirent peu à peu leur influence. Avant de la voir complétement ruinée, ils se hatèrent de chercher à la rétablir au moyen d'un traité avec leurs adversaires, traité qui fut conclu à Soria (1163). Un armistice fut convenu afin de pouvoir lutter ensemble contre les infidèles. Mais les deux partis se bornèrent dans la guerre contre les Almohades à secourir les chevaliers de Calatrava et du Temple, à qui ils confièrent la défense des forts situés sur la frontière. Les dangers qui menaçaient les mahométans furent de nouveau écartés par les dissensions intestines qui éclatèrent encore en Castille. Les Lara n'avaient consenti à l'armistice que pour inspirer de la confiance à leurs adversaires et tenter plus facilement un coup de main contre Tolède; mais Ferdinand Ruiz était sur ses gardes, l'attaque sur Tolède fut repoussée, et le vaillant Almanrique de Lara perdit la vie dans la mêlée (1164). Son frère Nuño, qui prit alors le titre de régent de Castille, continua avec plus d'acharnement encore la guerre contre les Castro. Les Lara eurent bientôt rassemblé toutes leurs forces; en se servant adroitement de l'avantage que leur assurait la présence du jeune roi parmi eux, ils attirèrent dans leur parti beaucoup de Castillans qui jusqu'alors avaient tenu pour les Castro. Nuño fit des conquêtes si importantes dans la province de Tolède, que le roi Ferdinand s'unit aux ennemis les plus acharnés des Castro, au roi Sancho de Navarre et au roi Affonso I[er] de Portugal contre son neveu et contre ses défenseurs; car il voyait avec douleur que leur autorité augmentait de jour en jour en Castille. Il est probable que chez les Castillans la crainte de voir un gouvernement étranger porter atteinte aux droits du pays avait rendu les Castro suspects, parce qu'ils s'appuyaient sur les Léonais. L'alliance avec le Portugal n'eut pas pour Ferdinand les suites qu'il en attendait : en Estramadure les villes de Salamanque et d'Avila s'étaient révoltées, probablement à l'instigation des Lara ou du roi de Portugal; elles avaient nommé pour roi un certain Nuño Serranoz; Ferdinand dut combattre les révoltés. Il parvint à les soumettre avec beaucoup de peine et après de grands efforts; il fit décapiter le roi des séditieux, qui avait été fait prisonnier.

Cependant, comme les Castro excitaient par leurs violences de grands mécontentements et poursuivaient avec acharnement tous ceux qui à Tolède avaient favorisé leurs adversaires, leur domination devint chaque jour plus intolérable. Les Lara surent profiter avec adresse de cette disposition des esprits, ils entretinrent des relations secrètes avec des habitants de Tolède et exécutèrent par un coup de main ce qu'ils n'avaient pu faire jusqu'à ce jour, ils se rendirent maîtres de la capitale. Ils ne tardèrent pas à faire proclamer le jeune Alfonso, qui n'avait encore que onze ans, et qu'ils gardaient comme garantie de leurs prétentions au gouvernement (1166). Ils appelèrent tous les Castillans sous l'étendard de leur roi légitime pour chasser les Léonais et les Castro.

Depuis ce temps, dans presque toute la Castille on prêta serment à Alfonso le Magnanime, à qui quelques auteurs ont aussi donné le surnom de *Petit*, et tout le pouvoir passa dans les mains des Lara. Le clergé lui-même, qui jusqu'alors s'était montré favorable au roi de Léon, se déclara pour Alfonso, parce qu'après la mort de l'arche-

vêque Jean de Tolède, gouverneur du roi, l'évêque Cerebrun de Siguenza fut élevé à la dignité de primat de l'Église espagnole, et celui-ci fit tout son possible pour consolider le trône du jeune prince. En concluant avec le roi de Navarre un armistice de dix ans, et quelques années après, en 1170, une alliance offensive et défensive avec l'Aragon, les Lara affermirent leur puissance; le roi Ferdinand de Léon, voyant que les circonstances étaient trop défavorables à ses amis les Castro, les abandonna à leur destinée, pour ne pas être entraîné dans une guerre contre la Castille. Chassés de leur patrie par la haine du peuple, les Castro n'eurent plus d'asile que chez les ennemis de la foi chrétienne, où ils s'occupèrent des moyens de se venger.

La guerre civile était seulement suspendue pour quelque temps en Castille. Les Castro exilés, ayant à leur tête Ferdinand Ruiz, persuadèrent aux Almohades de faire de continuelles incursions en Castille, et obtinrent à la fin du roi de Léon qu'il leur permît de revenir dans ses États. Pour nuire à son neveu, qui était entièrement sous l'influence des Lara, et qui le haïssait, Ferdinand secourut les proscrits et les excita à entrer en Castille avec une armée, pour y ravager les domaines de leurs ennemis. De nouvelles victimes de la haine des partis succombèrent donc encore; une bataille sanglante fut livrée dans les environs d'Estevan de Gormaz (1174). Dans les rangs des Lara, où combattait le comte Osorius, beau-frère de Ferdinand Ruiz, non-seulement celui-ci périt avec l'élite des nobles et chevaliers castillans, mais aussi beaucoup d'autres et les comtes Nuño et Rodrigo, fils de Guttiero, furent faits prisonniers.

Ils ne furent rendus à la liberté que momentanément et sous serment de venir reprendre leurs chaînes. Voyant la fortune des armes se déclarer contre eux, les Lara recoururent à la ruse pour regagner ce qu'ils avaient perdu. Le comte Rodrigo Guttiero, qui avait juré de revenir après l'enterrement de son frère Alvaro tué dans le combat, fit mettre le corps dans un sarcophage, retarda l'enterrement jusqu'à la mort de Ferdinand Ruiz et éluda ainsi sa promesse. Le comte Nuño, qui avait fait serment de revenir à un jour et dans un endroit fixés, l'observa jusqu'à un certain point, en revenant ainsi qu'il était convenu, mais suivi de six cents chevaliers, en sorte que personne n'osa l'arrêter; il se crut, de cette manière, dégagé de sa parole.

Ce qui prouve quelle influence les Castro exerçaient à cette époque sur Ferdinand de Léon, c'est qu'il donna en mariage sa sœur dona Stephana, dont descend le célèbre Pedro Fernandez, à Ferdinand Ruiz qui avait répudié sa première femme, fille du comte Osorius. Mais d'un autre côté le roi de Léon, qui avait divorcé avec la princesse Urraca de Portugal à cause de la parenté qui les liait, épousa dona Theresia, fille du comte Nuño de Lara; on peut en conclure que les Lara étaient alors considérés comme famille princière. Au reste il est probable que cette union contribua beaucoup à terminer les querelles des Lara et des Castro; car depuis ce temps il n'en est plus fait mention dans l'histoire de Castille. Ferdinand Ruiz mourut en 1185.

CHAPITRE IV.

HISTOIRE DE LÉON, DEPUIS LA MORT DE L'EMPEREUR ALFONSO JUSQU'À CELLE DES ROIS AFFONSO HENRIQUEZ ET FERDINAND II.

Ferdinand, roi de Léon, de Galice et des Asturies, avait reçu en outre de son père la suzeraineté, jusqu'alors contestée, du Portugal. Mais comme ce pays, par ses victoires sur les Sarrasins et par les institutions excellentes de son roi, devenait chaque jour plus puissant, et que tout le peuple portugais s'était énergiquement prononcé contre toute dépendance de l'Espagne, il devint impossible au roi de Léon de faire valoir ses droits. Il le put d'autant moins que d'abord ses forces furent dirigées contre la Castille, puis, après la mort de son frère Sancho III, occupées dans la guerre civile qui dévastait ce royaume. Mais, aussitôt que sa domination en Castille fut affermie par les secours des Castro, il commença à préparer une agression contre le Portugal, quoiqu'il parût y avoir une alliance étroite entre les deux royaumes pour la ruine de la Castille et des Sarrasins. Ferdinand avait épousé une fille du roi portugais, la princesse Urraca (1165); mais bientôt il montra que les alliances de famille ne pouvaient mettre un frein à l'ambition et à l'amour des conquêtes. D'après les conseils d'un Portugais exilé qui avait trouvé un accueil amical à la cour de Léon, il fortifia Ciudad Rodrigo (1165), place située sur les frontières du Portugal, et de là fit faire beaucoup d'incursions sur les terres voisines, au détriment des Portugais. Il construisit en outre plusieurs châteaux et forteresses sur les frontières communes, et menaça ainsi continuellement ce royaume naissant.

Comme le roi Affonso Henriquez faisait à cette époque des conquêtes importantes sur le territoire des Sarrasins, prenait entre autres la forteresse d'Evora (1166), et que Ferdinand II était occupé en partie à comprimer la révolte de Salamanque et d'Avila, en partie à faire des incursions dans les États maures, où il prit Alcantara, Albuquerque et Elvas, les hostilités entre le Portugal et Léon furent suspendues, quoique les éléments inflammables fussent loin de manquer.

Aussitôt que le roi de Portugal connut la situation des affaires en Castille, que les Castro en avaient été chassés, et que la domination de Ferdinand y était menacée par la victoire des Lara, il assura sa frontière méridionale contre les Sarrasins, en donnant aux chevaliers d'Evora la garde de cette place, et il envoya une armée sous les orde son fils l'infant Sancho pour s'emparer de Ciudad Rodrigo. Lui-même avec des forces considérables (1167) entra dans la province de Galice, et y occupa Limia et ses environs, sous prétexte que ces contrées appartenaient au Portugal comme ayant fait partie de la dot de la reine Theresia. Pendant ce temps l'armée commandée par l'infant fut complétement battue par les Léonais.

Lorsque l'année suivante Affonso Henriquez s'avança pour prendre Badajoz, que les Sarrasins occupaient, et que le siége fut commencé, il apprit que le roi de Léon s'approchait avec des troupes nombreuses, et que Ferdinand voulait l'empêcher de se rendre maître de cette ville importante, sous prétexte qu'elle était située sur son territoire. Affonso, qui savait que c'était toujours au plus fort à dicter des lois, se hâta de prendre la ville avant l'arrivée de Ferdinand, et il y réussit; les Sarrasins durent se retirer dans la citadelle. Quand le roi de Léon arriva avec son armée, les Maures eurent sous les yeux un spectacle singulier, celui de deux armées et de deux rois chrétiens combattant pour la possession de cette ville. Affonso, dont une partie des troupes avait combattu sans succès contre celles de Ferdinand, et qui se sentait trop faible pour défendre une ville dont il n'occupait pas la forteresse, la livra tout à coup aux Sarrasins, avec lesquels il se réconcilia, et monté sur un cheval léger s'enfuit avec les siens. Mais les Maures, trop pressés de fermer les portes de la ville, portèrent un coup au genou d'Affonso; son cheval se cabra, le jeta à terre où il se brisa le pied en tombant; Affonso fut fait prisonnier par les Léonais.

Ferdinand se montra cependant magnanime; il fit soigner les blessures de son beau-père, et le traita avec tous les honneurs dus à son rang. Quoique le roi de Portugal, pour recouvrer sa liberté, consentît à reconnaître la suzeraineté de Léon, Ferdinand se borna à réclamer la restitution de toutes les places et contrées qu'Affonso avait conquises en Galice. Aussitôt que cela fut exécuté, Affonso retourna dans ses États, emportant le chagrin de cette défaite et celui de ne plus pouvoir combattre à cheval à cause de ses blessures. Ferdinand assiégea Badajoz, que les Sarrasins ne purent défendre plus longtemps; ils préférèrent se soumettre à un roi qui s'était montré si généreux envers un ennemi vaincu. Ils lui jurèrent fidélité, et Ferdinand maintint le chef sarrasin dans sa dignité de commandant de la ville et retourna dans ses États. Il eut cependant bientôt à se repentir de sa bonté envers les Maures; car ils se révoltèrent peu de temps après et se soumirent de nouveau aux Almohades. Ceux-ci ne pouvaient faire d'incursions armées en Estramadure qu'autant qu'ils étaient maîtres de Badajoz.

On voit facilement à quel point les princes chrétiens étaient soupçonneux et envieux quand l'un d'eux faisait quelque conquête sur les infidèles; chaque victoire remportée sur les ennemis de la foi leur inspirait des craintes pour leurs propres États. Les rois de Portugal et de Léon surtout semblaient croire que chaque ville enlevée aux Maures par l'un d'eux l'était sur leurs propres États. La paix était donc presque impossible entre ces deux royaumes, d'autant plus que les rebelles proscrits étaient toujours bien accueillis à la cour du roi voisin, et qu'ils faisaient tout leur possible pour entretenir et même exciter ces sentiments hostiles. Lorsque les Almohades voulurent arrêter les conquêtes des chrétiens et reconquérir ce qu'ils avaient perdu, ils bloquèrent Santarem avec une armée nombreuse (1171), et l'on pouvait prévoir dès lors qu'après une défaite de l'armée portugaise les circonstances seraient favorables pour envahir le Portugal. Le roi Ferdinand leva de suite une armée et s'approcha du théâtre de la guerre, afin d'attendre les circonstances et agir dans le sens le plus favorable à ses intérêts. Heureusement avant son arrivée le roi de Portugal avait non-seulement forcé les Sarrasins à lever le siége de Santarem, mais il les avait complétement battus. Affonso fut très-étonné quand il connut l'approche du roi de Léon; mais il se sentit si fort et si bien préparé qu'il se tint prêt à tout événement. Ferdinand crut qu'il ne serait pas sage de tenter une lutte avec les Portugais encore enflammés de leur victoire récente; il voulut même écarter tout soupçon de ses desseins hostiles, et envoya des députés à Affonso pour le féliciter de sa victoire et lui exprimer ses regrets de n'être pas ar-

rivé assez à temps pour le secourir. Affonso le remercia de ce secours qu'il n'avait pas demandé, et profita de cette apparence d'amitié avec le roi de Léon pour augmenter la terreur des Sarrasins.

Mécontent de la mauvaise issue de son plan, Ferdinand retourna à Léon. Nous ne pensons pas que ce soit par égard pour les ordres du pape qu'il divorça avec son épouse, l'infante Urraca, bien qu'il en eût déjà un fils, l'infant Alfonso; mais nous croyons plutôt que ce fut pour rompre l'alliance avec le Portugal.

Affonso Henriquez, n'étant plus attaqué depuis ce temps par les rois chrétiens ses voisins, régna tranquillement sur les contrées qu'il avait arrachées aux infidèles. Le pape Alexandre III décida enfin dans une bulle (1179) la question, longtemps incertaine, de l'indépendance du Portugal. Dans cette bulle le titre de roi fut accordé à Affonso, son royaume fut déclaré libre de toute dépendance féodale et pris même sous le patronage particulier du saint-siége, pour lequel le roi de Portugal s'engagea volontairement à payer une redevance annuelle de deux livres d'or. La décision d'Alexandre III, à cause de l'importance qu'à cette époque on accordait en Espagne au pouvoir apostolique, était pour le Portugal une forte garantie de son indépendance vis-à-vis de tous les États chrétiens. Elle prouve en même temps la faiblesse des rois espagnols de ce temps, faiblesse dont les papes savaient user pour étendre leur domination.

Affonso Henriquez a droit au titre de fondateur du royaume de Portugal; par son épée il conquit le sceptre qu'une mère dénaturée et un beau-père envieux voulaient lui ravir, il enleva aux Sarrasins la majeure partie de ses États, enfin il recouvra l'indépendance du Portugal et l'affranchit de de toute soumission féodale. Il est en outre l'auteur de plusieurs institutions pleines de sagesse et d'intelligence; il affermit ainsi le pouvoir qu'il devait à ses armes victorieuses; il sut se concilier le clergé, qui était alors tout-puissant, en lui faisant des dotations considérables et en lui accordant d'importants priviléges. Il sut élever le peuple portugais à des sentiments religieux et se l'attacher par une constitution qui assura à chaque classe ses droits et ses libertés; il régla l'ordre de successibilité au trône, et empêcha ainsi pour l'avenir les guerres civiles et les discordes intestines; il occupa les grands du royaume à des combats continuels contre les Sarrasins; par l'institution de l'ordre des chevaliers d'Evora, il donna à l'esprit belliqueux des nobles, qui causait tant de maux dans les autres États de la Péninsule, une direction avantageuse au pays et à la religion. Par cette sage conduite, Affonso Henriquez, à bon droit nommé le conquérant, régna longtemps sur le Portugal, se fit craindre de l'Espagne chrétienne et musulmane, et mourut après un règne de près d'un demi-siècle, en 1185, à l'âge de soixante-seize ans.

Les Portugais, surtout les clercs, ont toujours honoré la mémoire de ce roi. Les moines d'Alcobaca, qui lui doivent la fondation de leur abbaye, célèbrent encore de notre temps le jour de sa fête avec des solennités semblables à celles accordées aux saints. Cependant on n'a jamais pu obtenir sa canonisation du saint-siége, malgré les efforts du roi Jean III.

Peu d'années après, l'adversaire d'Affonso, Ferdinand II de Léon mourut pendant un pèlerinage qu'il faisait au tombeau de l'apôtre saint Jacques, le 28 janvier 1188. Ce roi s'est plutôt distingué par des qualités chevaleresques, par sa bravoure, sa magnanimité et sa piété, que par son intelligence et sa sagesse. Sa libéralité envers le clergé connut si peu de bornes qu'il lui donna presque tous ses domaines. Il était si affable qu'il était plutôt aimé que craint. Son règne est un tissu de contradictions que ses contemporains eux-mêmes ne peuvent expliquer; car, lorsque la conduite d'un prince n'a pour mobile que l'impression du moment ou son bon plaisir et non les principes fixes de la politique, il est impossible de justifier cha-

cun de ses actes. Quant à ce qui concerne ses guerres contre le Portugal, il aima mieux arriver à ses vues par ruse et à l'aide de circonstances favorables, que par une guerre ouverte. En Castille il agit de la même manière; d'abord il protégea les Castro à qui il devait sa domination dans ce royaume, puis il permit plus tard leur expulsion; il les rappela cependant encore à sa cour, et les mit à la tête de ses armées. Quand il eut remporté de grands avantages en Castille sur les Lara, il se déclara subitement pour eux et épousa même dona Theresia, fille de Ferdinand de Lara et veuve du comte Nuño (1176). Par cette alliance nouvelle il rompit celle qui l'attachait aux Castro. Il fut plusieurs fois attaqué par les Castillans; ce ne fut que par la médiation du roi d'Aragon qu'un armistice fut conclu en 1180 entre la Castille et Léon. Depuis ce temps, Léon céda à la grande activité d'Alphonse le Magnanime; l'histoire ne dit plus rien de Ferdinand, si ce n'est qu'après la mort de sa seconde femme il se remaria avec dona Urraca, fille du comte biscayen Lupus; il en eut deux fils, Sancho et Garcia, et mourut peu de temps après. Son successeur fut Alphonse VIII, ou suivant d'autres chroniqueurs Alphonse IX, parce qu'ils comprennent dans le nombre le roi d'Aragon Alphonse Ier. Alphonse VIII était né du premier mariage de Ferdinand avec Urraca de Portugal; ses deux frères n'eurent pas de provinces en apanage, quoique ce fût l'usage dans le royaume de Léon, lorsque le roi laissait plusieurs fils.

CHAPITRE V.

HISTOIRE DE L'ESPAGNE CHRÉTIENNE SOUS LE RÈGNE DU ROI D'ARAGON ALFONSO II.

Quand, après la prise de Tolède par les Lara, Alfonso III, fils de Sancho III, qui n'avait que onze ans, fut proclamé roi de Castille (1166), il ne fit d'abord que prêter son nom pour tous les actes du gouvernement; mais cela ne dura que quelques années, et bientôt le jeune roi prit avec énergie les rênes de l'administration. Ceci eut lieu en 1169, quand sa majorité fut reconnue à l'assemblée des états de Burgos, bien que le testament de son père l'eût fixée à l'époque où il aurait atteint sa quinzième année. Afin de ramener l'ordre et la tranquillité dans ses États déchirés par les luttes intestines et continuellement menacés par les Castro, le roi de Léon et les Sarrasins, Alfonso III fit la paix avec ses voisins du nord, les rois Sancho de Navarre et Alfonso d'Aragon; avec le premier il convint d'une trêve de dix ans au sujet de la province de Rioja, qui du reste ne fut pas observée; avec le dernier, que le roi de Castille avait vaincu à Callahora en 1170, il conclut un traité de paix et d'amitié. Le médiateur de ce traité fut le roi Henri II d'Angleterre, qui avait toujours été l'allié fidèle de l'Aragon pendant les guerres qu'il avait soutenues dans le midi de la France, et dont la fille Éléonore était destinée à monter sur le trône de Castille. Le mariage d'Alphonse III avec la princesse anglaise eut lieu dans la même année. L'archevêque Cerebrun de Tolède et le comte Nuño de Lara, les plus puissants vassaux du royaume, furent envoyés pour recevoir la reine en Guyenne, et comme on n'était pas tout à fait assuré des sentiments pacifiques du roi de Navarre, on préféra faire un détour par l'Aragon. Le roi vint attendre son épouse à Tarragone, accompagné du roi d'Aragon, son ami et son feudataire; les fiançailles furent célébrées avec de grandes solennités.

L'activité et la sollicitude du roi de Castille furent bientôt absorbées par les progrès des Almohades dans le sud de l'Espagne. Aucune contrée n'était plus exposée que la Castille. Bien qu'à l'exception de la Navarre tous les États chrétiens fussent plus ou moins menacés, il était cependant impossible de former entre eux une union durable; au contraire chacun d'eux voyait avec envie les victoires remportées par son voisin. Ils ne changèrent même pas de conduite quand l'émir Iben Sad (ou, comme d'autres l'appellent, Abenlope), prince indépendant de Valence et de Murcie (1167), et qui était devenu vassal de Castille, invoqua leur appui. Comme on ne le secourut ni avec force ni avec ensemble, l'émir fut battu (1172), et le dernier boulevard des chrétiens de ce côté fut détruit. Le puissant ennemi de la chrétienté se trouva maître des

provinces de Valence et de Murcie et en contact immédiat avec les États chrétiens, les remplissant de terreur par des incursions continuelles. Ils furent forcés de faire de grands préparatifs. Pendant que le roi de Léon élevait des prétentions sur les conquêtes que faisait le roi de Portugal sur le territoire des Maures, et que la jalousie neutralisait ainsi les forces des chrétiens dans le nord-est de l'Espagne, les trois autres rois se combattaient par les mêmes motifs, au moment même où ils étaient sur le point de devenir la proie commune de l'ennemi. Les traités entre ces rois étaient aussi vite rompus que conclus; bientôt cependant un intérêt commun força la Castille et l'Aragon à une alliance plus étroite. Aucun roi espagnol n'eût égalé en puissance le roi d'Aragon si ses États eussent été plus compactes; en outre l'Aragon avait moins à souffrir que la Castille des divisions intestines que suscitait partout l'orgueil des vassaux, qui avaient en leur pouvoir toute la force militaire. Le roi d'Aragon ne manquait ni de courage, ni d'activité, ni d'amour de la justice; dès sa jeunesse il s'était montré digne de la couronne. Lorsqu'il monta sur le trône en 1162, sous la tutelle de sa mère Petronella, il n'avait que onze ans. Il publia des ordonnances sages pour le maintien de la paix intérieure. A cette époque, l'assemblée des états de Saragosse mit autant qu'elle put des bornes aux exigences et à la puissance des grands, et on décida que celui qui susciterait des troubles intérieurs serait puni comme criminel de lèse-majesté.

Aussitôt qu'Alphonse II eut été fait chevalier et déclaré majeur, il fut entraîné dans une guerre pour défendre les possessions de la couronne d'Aragon dans le midi de la France : toutes ses forces y furent occupées; car ces provinces étaient dans un état de guerre continuel, tant par la turbulence de ses vassaux que par l'ambition de ses voisins. L'oncle d'Alphonse II, le comte Bérenger de Provence, avait succombé, en 1166, au siége de Nice; le comte Raymond de Toulouse, dont le fils avait épousé une fille de Bérenger, occupa le comté de Provence; et, pour donner du poids à ses prétentions sur ce riche pays, il épousa lui-même Richilde, veuve du feu comte. Mais le roi d'Aragon, dont le père avait reçu de l'empereur Frédéric Barberousse un fief comme comte de Provence, avait sur ce pays des prétentions plus fondées. Il défendit ses droits avec l'épée, et fut secouru par la plus grande partie des nobles provençaux et par les Génois. Alphonse remporta d'autant plus facilement la victoire sur son adversaire, que celui-ci était alors en guerre avec Henri II, roi d'Angleterre. Comme, à raison de son éloignement de l'Aragon, le gouvernement de cette province était difficile, et que les troubles continuels qui régnaient dans ses États, y rendaient sa présence nécessaire, Alphonse fit un échange avec son frère cadet Pedro; il lui céda le comté de Provence comme fief, en échange des comtés de Cerdagne, Carcassonne et d'une partie de Narbonne. Au moyen d'une réconciliation avec le comte de Toulouse (1176), la possession de ces contrées fut assurée. La ville de Nice, en punition de la mort de Bérenger, paya une somme d'argent considérable au roi d'Aragon.

En Espagne, les rois animés de l'esprit chevaleresque faisaient guerre sur guerre. Quoique d'abord les relations de l'Aragon avec la Castille fussent peu pacifiques, Alfonso II comprit cependant que son intérêt exigeait qu'il obtînt la paix avec ce pays, afin de pouvoir diriger ses armes contre les Sarrasins et contre la Navarre. Il fit plusieurs incursions dans le royaume de Valence, rendit tributaires les petits princes mahométans, et en fortifiant Teruel il établit un point d'appui pour les conquêtes qu'il pourrait faire plus tard dans ces contrées.

Ces victoires excitèrent la jalousie de Sancho VI de Navarre; pendant que le roi d'Aragon marchait contre les Sarrasins, Sancho entra en Aragon et força Alphonse de renoncer à ses conquêtes du sud pour

venir combattre l'ennemi dans ses États. Alphonse d'Aragon se lia plus étroitement avec la Castille ; il épousa l'infante Sancha (1174), sœur d'Alphonse le Magnanime, quoique sa première fiancée, la princesse impériale Eudoxie de Constantinople, fût déjà en route pour l'Espagne. La guerre que la Castille réunie à l'Aragon fit pendant plusieurs années à la Navarre eut peu de succès. Il était très-difficile de faire des conquêtes durables dans ce pays montagneux et hérissé de châteaux forts. Les rois d'Aragon et de Castille se rendirent donc volontiers à l'invitation du roi Henri II d'Angleterre, et commencèrent des négociations sous sa médiation. Bien qu'ils ne fussent pas satisfaits de sa décision, ils consentirent provisoirement à un armistice, qui mit fin aux dévastations et aux pillages.

Quand on examine de près la situation intérieure du pays, on comprend de quelle importance était pour le roi de Castille ce traité avec l'Aragon. Alphonse de Castille avait presque toujours manqué d'argent ; à l'assemblée des états de Burgos où il demanda des secours aux nobles du royaume, Pedro de Lara s'éleva avec violence contre cette demande qui était contraire aux droits de la noblesse, et il quitta l'assemblée suivi d'une grande partie des assistants. La tranquillité n'était pas encore tout à fait rétablie : les Castro et les Lara guerroyaient encore, et le roi Ferdinand secourait alternativement l'une ou l'autre famille. Le roi Sancho était toujours prêt à marcher contre Burgos au sujet de la province de Rioja. Les Sarrasins menaçaient chaque année de dévaster le pays avec de nombreuses armées ; l'Estramadure, province castillane, était tout entière au pouvoir du roi de Léon. Le roi de Portugal était un vassal infidèle. Au milieu de tous ces ennemis, le roi de Castille n'avait d'autre allié que celui d'Aragon, et encore fallait-il acheter son amitié au prix de grands sacrifices. C'est ainsi que pour obtenir son secours dans une guerre contre les Almohades, il dut lui accorder la suppression de ses obligations de vassal du fief de Saragosse et des fiefs qui lui avaient été donnés par l'empereur Alphonse. La prise de Cuença (1177) fut la suite de cette expédition, et l'armée des Almohades, qui avait pénétré jusqu'aux environs de Tolède, fut repoussée avec perte. Mais Alphonse de Castille ne put poursuivre ces avantages ; car bientôt la jalousie de l'Aragon s'éveilla et craignit que la Castille ne devînt trop puissante et ne s'emparât de Valence et de Murcie, qui suivant Alphonse II appartenaient de droit à sa couronne. Ferdinand, roi de Léon, se remua de nouveau ; non content d'entrer en Castille et d'enlever à son neveu quelques places, il s'arma pour une nouvelle expédition, qui amena un traité entre la Castille, l'Aragon et le Portugal contre Léon et la Navarre (1178). Mais le roi d'Aragon ayant été appelé en France pour y assurer ses possessions, telles que le comté de Roussillon et quelques places des environs de Beziers qu'il avait acquis par héritage, et les agressions des Almohades ne permettant pas aux princes chrétiens de perdre ceux-ci de vue, les rois espagnols furent de nouveau réconciliés par la médiation d'Alphonse d'Aragon et de Henri II d'Angleterre. Les rois de Léon et de Castille eurent une entrevue à Tordesillas (1180) ; une paix fut conclue entre les grandes familles des Castro et des Lara, et leur querelle fut ainsi apaisée. Les causes des mésintelligences furent écartées lorsque dans une assemblée à Cazole (1179) il fut convenu entre les rois de Castille et d'Aragon que Xativa, Valence, Murcie et leurs environs appartiendraient à cette dernière puissance, qui du reste avait encore à les conquérir sur les infidèles, tandis que les contrées situées à l'ouest, surtout Grenade, devaient appartenir à la Castille.

Nous n'entrerons pas dans le détail des événements les plus importants qui arrivèrent pendant les dix années suivantes ; nous voulons, pour ne pas fatiguer le lecteur par le récit de faits absolument identiques, pré-

senter seulement un tableau sommaire de la situation de l'Espagne à cette époque, dont du reste la Castille fut toujours le point central.

Un tel état de barbarie s'était introduit en Espagne à la suite des hostilités continuelles entre les rois chrétiens, que le droit du plus fort était le seul reconnu, et que toute la Péninsule était en quelque sorte livrée au pillage et à la dévastation. Les grands et les chevaliers étaient partout en guerre; les factions, les brigandages continuels, les haines des partis avaient relâché ou rompu tous les liens de famille. Des assassinats, des embûches là où on ne pouvait employer la force ouverte, étaient les événements de chaque jour. La dissolution du corps social était imminente. Les églises et les clercs eux-mêmes, que la religion rendait sacrés pour tous, n'étaient plus respectés; toutes les lois divines et humaines étaient foulées aux pieds. Il en résulta que tous les ordres religieux militaires qui combattaient pour la foi chrétienne, avaient aussi souvent à combattre des chevaliers chrétiens que des Sarrasins. Quoique le roi Alphonse d'Aragon défendît courageusement ses droits contre les ennemis extérieurs, et qu'après la mort de son frère Pedro, assassiné en 1181, il eût réuni à ses États le comté de Provence (fief de la couronne d'Aragon) malgré la résistance du comte Raymond de Toulouse, il ne put réprimer les violences des grands, qui ne cessèrent de se livrer aux plus terribles excès. A Tarragone deux archevêques furent assassinés. Dans la première année de son règne une querelle s'éleva entre l'archevêque Hugo de Cervellos et le commandant de la ville, Robert Bordet, et le fils de ce dernier, Guillaume, ravagea tous les environs de Tarragone. Lorsque le roi voulut employer la sévérité, l'archevêque fut assassiné à l'instigation de Robert, et quand celui-ci eût été exilé avec toute sa famille, il se réfugia dans l'île de Majorque auprès des Sarrasins où il pouvait devenir redoutable pour la Catalogne. On permit à l'assassin et à sa famille de revenir dans leur pays sans être punis; cette impunité eut de tristes suites, et le même crime se renouvela quelques années après et dans la même ville. Guillaume Raimundez de Moncada, qui s'était conduit avec le roi d'une manière hautaine, eut quelques discussions au sujet des droits de la couronne; c'est par la main de cet homme, qui appartenait aux premières familles de la Catalogne, que fut frappé l'archevêque Bérenger de Tarragone (1194). Les auteurs ne nous disent pas quel mobile le poussa.

Les querelles multipliées entre les rois chrétiens aidèrent non-seulement les Lara et les Castro à s'emparer du pouvoir, mais des tentatives semblables eurent lieu dans les autres royaumes. En Aragon Pedro Nuyz de Azagra, Navarrais établi en Aragon, se fit remarquer sous ce rapport. Il avait quelque ressemblance avec l'ancien héros, le Cid; c'était un chevalier courageux, grand capitaine : tantôt allié des Sarrasins, tantôt leur ennemi, il vendait ses services alternativement à l'Aragon, à la Castille et à la Navarre, et retirait de grands avantages de leurs hostilités continuelles, en se rendant utile à tous et ne dépendant d'aucun d'eux. Allié également de l'émir de Valence, il se maintint à Albarazin où était l'ancien château de Santa-Maria bien fortifié par l'art et la nature, et se procura l'appui et l'amitié du clergé et des Espagnols pieux par le rétablissement du siége épiscopal de Segobrigo; en quoi il fut aidé par le pape Alexandre III et par l'archevêque Jean de Tolède. Quand les rois d'Aragon et de Castille s'aperçurent de ces menées et l'attaquèrent, Pedro de Azagra trouva un secours puissant dans la jalousie réciproque de ces princes; car chacun d'eux aimait voir les châteaux importants des montagnes au pouvoir de Pedro plutôt qu'à celui d'un roi voisin. C'est ainsi qu'il put se maintenir jusqu'à sa mort en possession d'Albarazin et transmettre même ses possessions héréditaires à sa famille.

Pour augmenter les troubles et les dé-

sordres intérieurs de l'Espagne, il ne manquait plus que de voir les rois en état d'hostilité avec le saint-siége; le pays fut privé des consolations religieuses.

Autant Alphonse Henriquez de Portugal et Ferdinand de Léon avaient été partisans dévoués de l'Église et des clercs, autant Sancho Ier (1185) et Alphonse IX (1188) se montrèrent peu disposés à imiter leurs pères. Au commencement du règne des deux rois, la longue haine qui avait divisé le Portugal et le royaume de Léon était tout à fait oubliée. Une entrevue avait eu lieu entre le roi Alphonse le Magnifique et le jeune roi de Léon à Carrion (1188), et ce dernier avait reçu d'Alphonse l'accolade de chevalier; mais si Alphonse IX, dans la chaleur de sa reconnaissance, baisa la main du roi de Castille, il eut lieu de s'en repentir dans la suite; car celui-ci considéra cette démarche comme un acte de vasselage. Il est vrai que la guerre n'éclata pas aussitôt : l'année suivante on voit même les deux rois tenter ensemble une expédition dans les environs de Séville contre les Sarrasins. Mais à peine cette expédition fut-elle terminée qu'on en vint aux mains au sujet des conquêtes que le roi de Castille réclama en qualité de suzerain, et que le roi de Léon prétendit lui appartenir comme faisant partie de son territoire. Le jeune roi de Léon, entouré de deux voisins puissants, dont l'un, le roi de Castille, malgré les liens de la parenté, le menaçait toujours, se vit forcé pour sa défense de faire un traité avec l'autre. Quoique la fille du roi de Portugal, l'infante dona Theresia, fût sa parente (la mère d'Alphonse de Léon était la tante de l'infant) à un degré que l'Église considère comme prohibé pour le mariage, il l'épousa cependant (1189), et cette union fut regardée comme consolidant le trône de Léon.

Aussitôt que le pape Clément III eut connaissance de ce mariage, il en ordonna la rupture par un légat qu'il envoya en Espagne. Sancho, roi de Portugal, qui bientôt montra combien il aimait peu l'Église et les clercs, ne s'inquiéta nullement des ordres du pape, et son neveu et gendre Alphonse de Léon comprenant, ainsi que lui, que ce mariage était pour les deux royaumes un gage assuré de paix et de tranquillité, ils ne voulurent ni l'un ni l'autre reconnaître au pape le droit d'appliquer à des têtes couronnées des lois faites pour les simples particuliers.

Pendant ces discussions Célestin III monta sur le siége de saint Pierre; il poursuivit cette affaire avec plus d'ardeur que son prédécesseur : son légat déclara dans le synode convoqué à cet effet à Salamanque (1192) que le mariage n'était pas valable, et il demanda la séparation des conjoints. Les évêques de Léon, Astorga, Salamanque et Zamora déclarèrent au contraire que cette union était valable, qu'elle n'avait été conclue ni contre les lois divines, ni contre les lois canoniques, qu'un empêchement qui ne reposait que sur le droit civil ne pouvait être obligatoire pour des rois, puisque ceux-ci avaient le pouvoir d'abolir ce qu'ils avaient prescrit, et ils ajoutèrent qu'on ne pouvait appliquer à des personnages si haut placés des lois faites pour le commun des hommes. Malgré ces explications le légat persista dans son opinion; il excommunia les évêques opposants et menaça de la même peine les deux rois, s'ils persévéraient dans leur désobéissance. Ceux-ci ne voulant céder en aucune manière, les royaumes de Portugal et de Léon (1193) furent mis en interdit. Cette mesure accrut les désordres intérieurs, les violences et les cruautés à un degré effrayant. Chez des peuples déjà trop habitués à ne reconnaître que la loi du plus fort, et que les guerres continuelles contre les Sarrasins avaient familiarisés avec les combats et les meurtres, la religion seule avait pu jusqu'alors servir de frein aux passions mauvaises. La résistance des rois ayant pour résultat d'enlever à leurs peuples toute célébration de leur culte, ceux-ci n'en devinrent que plus féroces et plus emportés. Le clergé espagnol se prononça hautement

contre la conduite du pape, et celui-ci céda enfin aux prières de l'Évêque de Zamora, qui s'était rendu à Rome. L'interdit fut levé sous la seule condition qu'aucun acte religieux ne serait célébré en présence du roi et de la reine de Léon. Ce ne fut que quelques années après, lorsque déjà trois enfants étaient nés de ce mariage, que les époux cédèrent aux prières des clercs qui étaient restés soumis au pape; après une lutte de cinq années contre le saint-siége, le divorce fut consenti. Il est assez croyable que cette concession aux ordres du pape fut causée par le danger toujours croissant des incursions des Almohades; le peuple croyait que les victoires des Sarrasins étaient une punition envoyée par le ciel à cause des péchés des deux rois, et les clercs ne négligeaient rien pour entretenir cette croyance.

Le roi de Castille n'avait à cette époque aucun héritier mâle (son fils Sancho était mort); il n'avait que des filles, entre autres Bérengère. Celle-ci devait, tant qu'il n'y avait aucun infant, être considérée comme héritière du royaume suivant le droit public de Castille. Alphonse crut qu'il donnerait à sa couronne un nouvel appui s'il s'alliait à la puissante famille des Hohenstauffen. L'empereur régnant, Frédéric Barberousse, penchait pour cette alliance, dans l'espoir d'acquérir pour son fils cadet Conrad la couronne de Castille. Le contrat de mariage était déjà signé, le prince était arrivé en Castille, il avait reçu l'accolade des mains d'Alphonse le Magnanime, et les fiançailles avaient été célébrées avec beaucoup de solennité; mais, à raison de la jeunesse de Bérengère, le mariage n'avait pas été consommé. Sur ces entrefaites la reine de Castille accoucha d'un fils qu'on nomma Ferdinand. Cet événement enleva à Conrad tout espoir de monter sur le trône, et le mariage projeté fut rompu. Bérengère épousa plus tard le roi Alphonse IX de Léon.

Cependant la guerre entre les trois rois dont les États se touchaient vers les sources du Duero fut plus d'une fois sur le point d'éclater; mais chaque fois on parvint à comprimer l'explosion. Les traités furent conclus et rompus sans aucune vue politique arrêtée, mais suivant ce que les passions ou les besoins du moment exigeaient. Néanmoins Alphonse II d'Aragon, à qui on ne peut refuser la connaissance de son époque, conclut avec son plus grand ennemi, le roi Sancho VI de Navarre (1190), une alliance contre son allié le plus fidèle, le roi de Castille, alliance dont le seigneur d'Albarasin retira seul quelques avantages. Les historiens ne font pas connaître les causes de cette alliance, qui bientôt (1191) devint plus menaçante pour la Castille, quand les rois de Léon et de Portugal y prirent part. Mais plus ce traité était menaçant pour la Castille, moins il pouvait conduire à quelque résultat; les discordes et la jalousie causèrent bientôt sa rupture, ce qui fut une nouvelle source de querelles. Le roi d'Aragon, chef de la coalition, n'avait pu agir avec succès contre la Castille; car de nouvelles hostilités de la part du comte de Toulouse et les incursions des Almohades sur ses frontières méridionales absorbèrent toute son attention.

Il ne faut pas s'étonner si le roi Alphonse de Castille fut battu en luttant seul contre les forces réunies des Almohades à l'affaire sanglante d'Alarco (1195); aucun des rois chrétiens n'était venu à son aide. L'un d'eux, le roi de Navarre, secourut ouvertement, l'autre, le roi de Léon, aida en secret les ennemis de la foi chrétienne en feignant, tous deux des sentiments d'amitié pour la Castille.

Le roi de Castille fut enfin obligé pour sauver sa couronne de se jeter dans les bras des Maures, et d'imiter la politique égoïste des rois de Navarre et de Léon. Alors le pape Célestin III et le roi Alphonse d'Aragon comprirent toute l'étendue du péril; ce dernier se hâta de réunir toutes les forces chrétiennes. Il alla à S.-Iago, s'entretint avec le roi de Léon, se rendit ensuite auprès du roi Sancho de Portugal à

Coïmbre, eut des entrevues avec les rois de Castille et de Navarre, sur les frontières de leurs États à Tarragone; mais ces démarches furent infructueuses. Les sentiments hostiles des rois de Léon et de Castille, quoique proches parents, ne purent se soumettre à aucune conciliation.

Irrité de l'insuccès de cette tentative, Alphonse II rentra dans son royaume, convoqua les états de Languedoc et de Provence à Perpignan; mais il y tomba malade et y mourut à l'âge de quarante-cinq ans, après un règne de trente et un, le 25 avril 1196: il laissa la réputation d'un roi chevaleresque, juste et intelligent. Il protégea surtout les chevaliers de S.-Jean et les templiers comme les meilleurs défenseurs des frontières contre les infidèles; il chercha à conserver la paix intérieure souvent compromise par les violences habituelles de cette époque; il protégea les voyageurs qui traversaient ses États, favorisa l'agriculture et assura le bien-être de ses sujets par des institutions sages, et en protégeant la sûreté personnelle des laboureurs et des bourgeois. Il montra une libéralité extraordinaire envers les églises et le clergé. Il fut sévère dans ses mœurs, et honora la couronne par toutes les vertus qui conviennent à un monarque.

Il est vrai qu'on lui reproche d'avoir souvent manqué à sa parole; mais comme cette accusation vient de ses ennemis, qui ont toujours montré qu'ils se laissaient plutôt inspirer par la haine que par l'amour de la vérité, on ne peut trop y ajouter foi: car le but de cette accusation n'était que d'entacher la mémoire d'un prince chevaleresque.

Alphonse II fut, comme son père, l'ami des poëtes et des troubadours; ses possessions dans le midi de la France étaient les contrées où l'on cultivait avec le plus d'éclat la poésie provençale. Alphonse II, qui luttait avec son ami Richard Cœur de Lion d'esprit chevaleresque et de goût pour les fêtes splendides, où les poëtes ne manquaient pas, réunit à sa cour les troubadours les plus célèbres de ce temps, Pierre Raymond de Toulouse, Hugo Brunet et Pierre Vidal.

Presque tous ces troubadours jouissaient de la faveur et des libéralités du roi, dont ils louèrent les vertus dans leurs chants. Le seul Bertrand de Born, le chantre des armes (comme l'appelait le Dante), et dont la langue mordante n'épargnait personne, même les plus hauts personnages, accumule dans ses sirventes les accusations et les reproches contre le roi d'Aragon, qui pendant une expédition dans le midi de la France avait eu le malheur de l'offenser. Ces accusations ne peuvent cependant jeter aucune tache sur la renommée d'Alphonse II.

Alphonse n'était pas seulement le patron et l'ami des troubadours; il était aussi, comme le roi Richard d'Angleterre, troubadour lui-même. Mais de tous ses chants il ne nous en est resté qu'un veritablement remarquable par un style exquis et par beaucoup de sensibilité. Il légua le patronage de la poésie et ses États à son fils aîné Pierre, qu'il désigna dans son testament comme devant lui succéder sur le trône d'Aragon et dans ses domaines du midi de la France, à l'exception de la Provence, des districts de Gévaudan, de Milhaud et de Montpellier, qui devaient appartenir à son second fils Alphonse. Le troisième, Ferdinand, devint moine de l'ordre de Cîteaux.

Sancho VI, qui avait été souvent l'adversaire d'Alphonse II, et dans les derniers temps souvent aussi son allié, était mort deux ans avant Alphonse, après un règne de quarante-quatre ans (1194). Quoiqu'il fût souvent attaqué par la Castille et l'Aragon réunis, ou par ces deux puissances séparément, il sut cependant se défendre. Dans son petit royaume, entouré de voisins puissants, il résista à toutes les attaques, et quand une occasion favorable se présentait de porter la guerre sur le territoire de ses ennemis, il ne la lais-

sait pas échapper. Il dôit être intéressant de connaître par quels moyens Sancho VI sut défendre son indépendance; mais, comme nous n'avons aucune histoire de Navarre pour cette époque, il est impossible d'en dire sur le règne de ce roi plus que nous l'avons fait. Son fils et successeur Sancho VII, surnommé le Sage, suivit l'exemple de son père. Sa situation ne devint pas moins pénible.

CHAPITRE VI.

HISTOIRE DES ALMOHADES EN ESPAGNE, DEPUIS LA PRISE DE GRENADE JUSQU'A LA MORT DE JACUB ALMANZOR, VAINQUEUR D'ALARCO.

§ I. ÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT DES ALMOHADES SOUS ABDELMUMEN.

Nous avons raconté dans le livre précédent comment la domination des Almoravides fut détruite en Afrique et en Espagne par Abdelmumen, sultan des Almohades, et comment celui-ci consolida son trône à Maroc contre les révoltés et s'empara de toute l'Andalousie. Abdelmumen ayant aggrandi son empire par des victoires remportées sur les Arabes dans le centre de l'Afrique et sur les Normands, qui à cette époque en occupaient les côtes septentrionales et les forteresses Mahadia et Tunis, et porté ses frontières à l'orient jusqu'au delà de la province de Kairwan, en sorte qu'il devint le voisin des sultans Fatimites d'Égypte, l'empire des Almohades se trouva bientôt plus étendu que ne l'avait été celui des Almoravides. Il était borné au sud par le grand désert du Sahara, à l'ouest par l'Océan, à l'est par les plaines de sable qui le séparaient de l'Égypte, et au nord par la Méditerranée et par le détroit au delà duquel se trouvait la Péninsule espagnole l'objet principal des conquêtes des Almohades. Ils y possédaient toute la contrée qu'on nomme aujourd'hui Andalousie avec les capitales populeuses et fortes de Séville, Cordoue, Grenade, Malaga et Almeria, de sorte que toutes les rives du Guadalquivir leur appartenaient; dans le nord-est, des montagnes escarpées et des châteaux forts, ainsi que des gorges étroites, les séparaient des États du roi de Castille et de l'émir Ibn Sad, qui gouvernait Valence et Murcie, et qui était allié des chrétiens; dans le nord-ouest, vers la Guadiana, dont ils occupaient toute la rive gauche, ils avaient sur la rive droite plusieurs villes; toutes les Algarves et quelques villes sur le Tage présentaient une frontière plus accessible, et c'était aussi sur ce point que les Almohades étaient le plus vulnérables et le plus exposés aux attaques de leurs ennemis.

Avant de continuer ses conquêtes en Espagne, Abdelmumen en prince prudent posa les fondements d'un gouvernement durable et bien organisé. Il ne conserva pas les institutions presque toutes militaires des Almoravides, qui à la fin, grâce à la barbarie et à l'orgueil des chefs, avaient soulevé le peuple et lui avaient rendu odieuse la domination almoravide; les sciences et l'étude, contre lesquelles la dynastie déchue s'était montrée très-hostile, retrouvèrent faveur et appui dans la religion, et l'État fut constitué de

nouveau sous des formes militaires. En conséquence la capitale de l'empire, Maroc, où l'on avait construit de riches mosquées et des académies avec les trésors des Almoravides, devint le siége et le point central de toutes les sciences. On ne devait toutefois les cultiver qu'autant qu'elles étaient utiles au gouvernement, et jamais la jeunesse ne pouvait s'y consacrer que sous une surveillance supérieure, et en continuant à se livrer aux exercices des armes; car Abdelmumen craignait que la culture continuelle des sciences et des lettres n'efféminât l'esprit belliqueux des Almohades.

A Maroc, Abdelmumen établit une école pour l'instruction des hommes d'État, des magistrats et des officiers. Dans cette école on admettait tous les fils des grands de l'empire, au nombre de trois mille. On les nommait Hafites ou Talben; ils étudiaient, indépendamment du Koran, les sentences du Mahadi et les apprenaient par cœur. Ils devaient étudier les ouvrages sur l'administration générale et sur celle des provinces. Chaque vendredi, quand le sultan allait faire sa prière à Azzalah, il rassemblait les hafites dans son palais et les examinait pour s'assurer de leur instruction; il leur posait lui-même des questions, et ne négligeait rien pour les exhorter à l'application, et pour en former des hommes savants et intelligents, qui pussent être utiles au sultan et au pays et lui donner des conseils en temps de paix comme en temps de guerre. D'autres jours de la semaine, le sultan s'assurait de leurs progrès dans les exercices des armes, tels que le maniement de la lance, le tir à l'arc, l'escrime, l'équitation, la course, la stratégie, ainsi que la navigation et les combats sur l'eau. A cet effet il avait fait construire auprès du palais une naumachie où se trouvaient de grands et de petits vaisseaux. Là les jeunes gens s'exerçaient aux combats sur mer; ils apprenaient à ramer, à piloter, à monter à l'abordage, et acquéraient les qualités corporelles nécessaires au service de la marine. Ceux qui se distinguaient dans ces exercices guerriers par leur habileté et leur courage étaient récompensés par des louanges et de riches présents qu'Abdelmumen leur distribuait lui-même pour mieux enflammer leur ardeur. Non-seulement les études, mais aussi les dépenses nécessaires à l'entretien des élèves étaient payées par l'État; les Hafites recevaient même gratuitement les chevaux et les armes.

Parmi les hafites se trouvaient treize fils d'Abdelmumen, et les auteurs arabes assurent qu'ils se distinguaient tous par leur habileté dans les exercices mi itaires et leurs grandes connaissances dans les examens. Comme le sultan choisissait habituellement parmi les hafites les cadi, les alfaki, les wali, les alimen, et leur donnait tous les emplois et places d'honneur, il put dans un espace de vingt ans former ainsi une administration nouvelle; car d'anciens magistrats ne pouvaient que voir de mauvais œil les jeunes institutions. Il crut avoir ainsi bien affermi la domination des Almohades, et il chercha à la rendre héréditaire dans sa famille (car les deux *décemvirs* qui existaient encore, et que Mahadi avait placés au même rang qu'Abdelmumen, pouvaient après sa mort faire annuler la domination de ses héritiers). Il assembla les gouverneurs et les chefs de toutes les provinces de son vaste empire (h. 549—1154), et déclara son fils aîné Muhammed son successeur; il ordonna de prononcer son nom dans les prières publiques à côté du sien, et l'associa ainsi à son empire.

Dans la même assemblée, Abdelmumen se fit prier par les chefs de partager ses provinces entre ses fils, qui tous, comme l'aîné, portaient le titre de cid (princes), de manière qu'elles fussent transmises par héritage en ligne directe. Comme conseillers et secrétaires généraux, il leur donna les chefs les plus expérimentés et les plus intelligents des hafites; ils devaient prendre leurs conseils dans toutes les affaires importantes. Cid Abu Hafas reçut la province de Telencen, cid Abu Said le district de Ceuta et de Tanger et quelques districts des côtes d'Andalousie,

cid Abu Muhammed Abdallah le gouvernement de Bougie, cid Abu Hafen la province importante de Fez, et cid Abu Jacub Jussef le gouvernement d'Andalousie, ou Séville et ses dépendances. Quoiqu'il eût été résolu que chacun des frères aurait pour l'aider dans le gouvernement des chefs expérimentés, un co-régent ou deux secrétaires intimes de son père, on ne remarqua cependant rien de semblable près de cid Abu Jacub Jussef; il n'avait près de lui que wali Abu Zaide ben Radschid, de Cordoue : cela prouve qu'Abdelmumen lui accordait une plus grande confiance qu'à ses autres fils.

Quoique Abdelmumen conservât partout lui-même l'administration de ses États, et surtout qu'il s'efforçât d'empêcher les injustices, les oppressions et les cruautés des gouverneurs despotiques et des wali ambitieux, il n'y réussissait pas toujours, à cause de l'étendue de son empire, et parfois il n'avait connaissance du mal que quand il était fait. Comme des révoltes avaient souvent lieu en Afrique, où même une fois la capitale, Maroc, tomba dans les mains des rebelles pendant une absence du sultan, la sévérité des punitions contre les provinces et villes séditieuses fut augmentée sur l'ordre d'Abdelmumen; le sultan ne voulut cependant pas qu'on déployât une cruauté qui pût faire naître des haines implacables. A cette occasion, Abu Zaccaria ben Jumur, qui, après la prise de Leila, avait fait massacrer douze mille prisonniers, sans distinction d'âge ni de sexe, reçut non-seulement des reproches du sultan, mais il fut même jeté en prison, quoiqu'il se fût toujours montré général très-intelligent et très-habile. Il paraît que le sultan fut surtout irrité contre lui parce que, après le carnage, il avait fait exposer les femmes, les vierges et les enfants, pour être vendus, sous les étendards des troupes; en sorte qu'on pouvait croire que ce marché avait été ordonné par Abdelmumen lui-même. Le vizir Abu Dschafar ben Atia, Andalous et poëte distingué, qui s'était permis de grandes oppressions envers le peuple, perdit également sa place et ses biens. Son successeur dans le vizirat, Abdel Selim, empoisonna Ebn Atia, qui avait été congédié, et dont il redoutait la vengeance, au moyen d'un poison subtil, jeté sur du papier où étaient écrits quelques vers; le meurtrier, quand il tomba dans la disgrâce de son maître, fut puni de la même peine.

C'était par leur barbarie et leurs oppressions, que les Almoravides avaient perdu l'amour des peuples et occasionné la révolte. Le prince des Almohades l'avait vu, et il chercha, autant que possible, à présenter son gouvernement sous un jour plus avantageux; il crut donc convenable de révoquer la défense, portée par les Almoravides, de lire ou copier certains livres, surtout ceux qui regardaient la chevalerie, et qui contenaient des narrations chevaleresques et des aventures fabuleuses. Il les favorisa dans toute l'étendue de son empire, et ordonna même de lire ces livres dans les mosquées; ce qui était tout à fait contraire aux édits des Almoravides, qui avaient signalé ces ouvrages comme impies et très-nuisibles. Abdelmumen fit écrire, par des hommes savants et intelligents, des mémoires dirigés contre le gouvernement des Almoravides et leurs principes, surtout contre le Cordouan Abul Hasan Abdel Melek ben Ayas.

Abdelmumen donna une grande attention à la stratégie, et l'art militaire du moyen âge reçut de lui une réforme complète. La description que nous donne un auteur arabe de l'ordre de marche, et de la division de l'armée d'Abdelmumen, quand il s'avança contre les Normands siciliens, à Mahadia et Tunis, est pleine d'intérêt.

L'armée se mettait toujours en marche après la prière du matin (azohbi), avant le lever du soleil. Le signal consistait en trois coups donnés sur un immense tambour, qui avait quinze aunes de circonférence, et était

peint en vert, couleur des Almohades. Ce tambour était fait d'un bois très-sonore; on pouvait, quand il était placé un peu haut, et que le vent était calme, entendre les coups à une demi-journée de marche. Les tribus suivaient leurs propres étendards, qui pendant la marche étaient enfermés dans leurs étuis; l'avant-garde seule portait ses drapeaux déployés : ils étaient blancs et bleus, et ornés d'un croissant doré. Les chameaux et les bêtes de somme portaient les tentes, les bagages et les vivres; de nombreux troupeaux de bœufs et de brebis, conduits par des bergers, suivaient l'armée. Les troupes réglées d'Abdelmumen consistaient, sans compter la cavalerie, en soixante et dix mille fantassins, qui étaient partagés en quatre divisions; elles se suivaient à un jour de marche de distance, afin d'éviter le manque d'eau, et d'avoir toujours un emplacement convenable pour le campement. Comme les troupes, en général, étaient pesamment armées, les étapes étaient courtes; on ne marchait que depuis le lever du soleil jusqu'à midi, afin que les troupes pussent continuer le lendemain avec des forces renouvelées par le repos. Il arriva de là qu'Abdelmumen eut besoin de six mois pour aller de Saleh à Tunis, route que la cavalerie pouvait faire en deux mois. Avant de monter à cheval, Abdelmumen, entouré de chefs et de généraux, faisait avec eux les prières du matin; puis chacun se rendait à son poste, et prenait le commandement des troupes placées sous ses ordres. Cent chefs ou colonels chevauchaient devant le sultan sur des coursiers magnifiques; ils étaient revêtus de brillants costumes. Abdelmumen faisait porter devant lui comme une relique sacrée le Koran des kalifes Otman et Afan, que les Almohades avaient pris à Cordoue. Il était placé dans un coffre richement travaillé et tout couvert d'or, de perles et de pierres précieuses; on pouvait dire avec raison que les trésors des Ommaiades, des Beni Abed de Séville, des Beni Hud de Saragosse, et des Almoravides se trouvaient là réunis. Le coffre était garni d'anses précieuses, et à ses quatre côtés étaient quatre drapeaux. Immédiatement après venait le trésor de l'empire. L'empereur le suivait : à son côté marchait un de ses fils, son secrétaire intime cid Abul Hafas, gouverneur de Telencen, frère jumeau de cid Abu Jacub Jussef; à une petite distance venaient les autres fils d'Abdelmumen, puis les porte-drapeaux de toutes les tribus, suivant leur ordre, avec un nombreux cortége de timbaliers, montés sur de grands chevaux, et de trompettes et de clairons, et autres instruments guerriers, dans le plus grand ordre. Quand le moment était arrivé de camper, chaque division recevait son emplacement, et personne ne pouvait quitter le camp sans permission. Les vivres, que l'on avait en abondance, étaient distribués à la même heure à toutes les troupes, en sorte que personne ne pût en manquer.

De cet ordre sévère dans ses marches et des exercices militaires fréquemment répétés, on peut conclure qu'Abdelmumen apportait dans ses expéditions guerrières la plus grande attention à la position stratégique et à tout ce qui concernait la guerre en général, et qu'avant lui aucun prince, ni d'Afrique ni d'Espagne, n'avait autant perfectionné l'art militaire. Comme son esprit plein de sagacité inventait à tout instant des combinaisons nouvelles qui, quoique simples, étaient cependant utiles, il donna à l'art militaire une nouvelle direction et à son armée une discipline plus sévère. Il faisait consister sa force non dans le nombre, mais dans la valeur de ses troupes. Contrairement à l'usage des Almoravides et de la plupart des princes africains, il voyait la force d'une armée dans une infanterie bien équipée et bien exercée; d'elle seule devaient dépendre le sort des batailles, la prise des forteresses. Il est vrai qu'il avait une cavalerie nombreuse; mais il n'y attachait pas autant d'importance, parce que le cavalier maure n'est pas fait pour combattre en ligne.

Quand Abdelmumen eut fait mesurer géométriquement toute l'étendue de son empire, et qu'il eut reçu des wali (1162) des renseignements exacts sur la population et les produits de chaque province, quand il connut leur richesse et leur fertilité, il fixa les impôts d'après ces données. Cet aperçu servit aussi à déterminer le nombre d'hommes que chaque province devait fournir; les côtes d'Afrique et d'Andalousie devaient donner des marins et des vaisseaux; les habitants des déserts et les provinces riches en chevaux fournir des cavaliers, des chevaux et des bêtes de somme; les autres provinces fournissaient de l'infanterie et les armes nécessaires. Seulement les provinces ou les gouverneurs qui étaient punis à cause d'une révolte étaient obligés de fournir un contingent double et quelquefois même plus fort. C'est ainsi que la tribu Sumia avait été condamnée à envoyer vingt mille cavaliers, ce qui était énorme en proportion de sa population; pour gagner la faveur du prince, les chefs de la tribu doublèrent ce nombre. Ils vinrent avec quarante mille cavaliers bien armés et bien exercés, à la grande terreur du sultan, qui craignait quelque coup de main audacieux. Abdelmumen en admit un grand nombre dans sa garde pour leur donner une marque de confiance, et leur permit, lors de leur entrée à Maroc, de déployer leur habileté dans l'équitation, ce qu'ils firent en défilant devant lui.

Quant aux armes, Abdelmumen, afin d'avoir de grands magasins, fit construire de vastes manufactures dans plusieurs villes de l'empire; là on fabriquait des épées, des lances, des flèches, des arcs et autres armes défensives et offensives.

Ce que dit un auteur arabe que dans l'empire des Almohades on confectionna, sous le règne d'Abdelmumen, dix quintaux de flèches, semble un peu exagéré, ou du moins une erreur de compte. Le sultan paraît avoir eu de grandes connaissances dans l'art des siéges : avec les machines construites par ses ordres il prit les villes les plus fortes. On peut cependant douter qu'il ait connu l'usage de la poudre, quoiqu'il soit bien certain qu'il fut répandu en Andalousie et en Afrique avant de l'être en Europe; dans le XIII[e] siècle, les successeurs d'Abdelmumen l'employèrent en Espagne.

Après qu'Abdelmumen eut fait mesurer son empire par les princes mahométans d'Afrique, suivant la longitude et la latitude, on le divisa en provinces, districts, arrondissements, villes et bourgades; suivant la population, la situation et la fertilité des terres, il détermina les impôts, prenant aussi en considération l'état de l'agriculture et le nombre des bestiaux.

Tandis qu'Abdelmumen était occupé en Afrique à comprimer les révoltes, et à défendre ses conquêtes à l'est de son empire contre les Normands de Mahadia et de Tunis, il confia la conduite de la guerre d'Espagne à son fils Abu Jacub Jusef, gouverneur d'Andalousie, et à un capitaine habile qui était sous ses ordres. Mais après avoir combattu les Normands sur terre et sur mer, après les avoir chassés de toutes leurs conquêtes en Afrique, le sultan des Almohades se prépara à passer lui-même dans la Péninsule.

Dans ce dessein, il rassembla une armée à Tanger pour passer de là en Andalousie. Déjà il était arrivé à Oran, et il avait passé ses troupes en revue, lorsqu'il fut sur le point d'être victime d'une révolte de ses propres soldats. Ceux-ci, fatigués d'une longue campagne et tourmentés de la maladie du pays, virent tomber leur espoir de rentrer dans leurs foyers, en apprenant qu'ils devaient commencer une nouvelle campagne; ils crurent que le seul moyen de voir s'accomplir une si chère espérance était la mort de leur sultan, qui marchait d'une conquête à une autre, et ils résolurent de l'assassiner pendant son sommeil. Un chef eut connaissance de ce complot, mais trop tard, non pour avertir Abdelmumen, mais pour réunir assez de troupes et arrêter les conjurés. Il ne vit d'autre moyen de sauver son maître que de se dévouer pour lui; le sultan accepta, et ce fidèle serviteur, cou-

ché dans le lit et sous la tente de son maître, périt sous le poignard des conjurés, qui croyaient frapper le sultan. Celui-ci eut bientôt pris toutes les mesures nécessaires pour punir les révoltés; mais, comme les coupables faisaient partie de son entourage, que leur crime n'était pas facile à prouver, et que surtout il fallait éviter le bruit d'une décapitation publique, Abdelmumen ordonna que les chefs fussent mis à mort par un poison subtil introduit dans des lettres ou dans des potions. Il ordonna en outre que la mémoire du sujet fidèle, dont le nom cependant ne nous a pas été conservé, fût éternisée par un mausolée précieux et par la fondation de la ville de Bateba.

§ II. NOUVELLE EXPÉDITION DES ALMOHADES EN ESPAGNE, SOUS ABDELMUMEN.

Depuis la prise de Grenade (1157), aucune conquête importante n'avait été faite en Espagne ; il est vrai que les Almohades exécutèrent de fréquentes incursions dans les États chrétiens et dans le royaume de Murcie, qui était administré par Ibn Sad ; mais ils ne pouvaient faire d'expéditions lointaines, parce qu'ils n'étaient pas assez secourus par Abdelmumen, que des guerres retenaient dans l'est de son empire. Ceci fut aussi cause que le roi de Castille, Sancho III, remporta une grande victoire sur les Almohades, et que le roi de Portugal Alphonse Henriquez obtint quelques avantages sur eux en prenant d'assaut le château d'Alcacer dans les Algarves, dont tous les habitants furent passés au fil de l'épée (h. 555—1160).

L'année suivante (1161), Abdelmumen passa lui-même en Espagne; il débarqua à Gibraltar, qu'il rendit imprenable par de grands ouvrages. Cette citadelle fut aussi appelée le *Rocher de la Victoire*. Après avoir examiné ses fortifications et les avoir trouvées en bon état, il séjourna deux mois dans la ville. Pendant ce temps les wali et les alcades d'Andalousie lui remirent des rapports sur leur administration, sur les événements de la guerre ; les savants et les troubadours vinrent aussi en grand nombre pour contempler le sultan des Almohades et lui rendre hommage dans leurs discours et dans leurs vers.

Pendant son séjour en Andalousie, il entreprit une campagne dans les États chrétiens ; il augmenta l'armée des Almohades de dix-huit mille cavaliers. Elle se dirigea sur la Guadiana dans les Algarves; car c'était de ce côté que les Almohades étaient surtout attaqués par les chrétiens. Si l'on veut s'en rapporter aux récits des Arabes, ces Almohades conquirent une forteresse auprès de Badajoz, dont la garnison fut massacrée, et livrèrent au roi Alphonse de Tolède un combat sanglant, où celui-ci perdit, sans compter les prisonniers, six mille morts. Comme conséquence de cette campagne glorieuse, on cite la prise des villes de Badajoz, Beja, Beira et Alcazar. Après cela le sultan résolut de repasser la mer. Muhammed ben Aly Alhag fut nommé gouverneur de la province soumise. Le prince almohade retourna ensuite en Afrique et rentra dans sa capitale.

Les historiens chrétiens ne disent rien de cette campagne ; les Arabes commettent des erreurs graves ; ils confondent le roi Ferdinand de Léon avec Alphonse III de Castille, qui, à cette époque, était encore enfant et ne régnait pas. Ils racontent au contraire que dans cette année une nombreuse armée des Almohades attaqua Ibn Sad, émir de Valence et de Murcie, et que celui-ci fut sauvé par le secours que lui envoya son allié Sancho de Navarre sous la conduite du brave Pedro Ruyz de Azagra, qui reçut en récompense Albarazin comme seigneurie indépendante.

L'année suivante (hég. 557 — 1162), Ibn Sad recommença la guerre pour reprendre Grenade, qu'il avait possédée

autrefois; ici les auteurs arabes et chrétiens sont d'accord; les premiers cependant donnent des récits plus détaillés. Tous les Andalous qui étaient opposés à la domination des Almohades, surtout les soldats de Cadix, d'Almunecab, d'Alhadra et surtout des Alpuxarres, se réunirent dans la province de Jaen, ainsi que les moslims espagnols les plus célèbres et les plus patriotes, et accoururent autour d'Ibn Sad; sous ses drapeaux vinrent aussi se ranger les restes des Almoravides pour tenter une dernière fois de chasser les Almohades de la Péninsule. De nombreux auxiliaires chrétiens de Castille et d'Aragon furent appelés par l'émir de Valence, qui se vit ainsi à la tête de troupes considérables.

A la nouvelle des armements d'Ibn Sad, les Almohades marchèrent contre lui avec une armée formidable surtout en cavalerie, et vinrent dans le voisinage de Grenade. Les armées ennemies se rencontrèrent et se livrèrent une grande bataille; malgré la bravoure et la ténacité avec lesquelles Ibn Sad et ses troupes combattirent, les Almohades surent conserver leur réputation d'invincibles. Aussitôt que de nouvelles troupes furent rassemblées, les Almoravides osèrent tenter une seconde bataille de Cordoue (h. 557—1163) : elle ne fut pas aussi favorable ; ils furent obligés de se retirer dans leur pays.

Dans l'intervalle le sultan des Almohades avait fait de grands préparatifs ; de toutes les provinces du royaume des troupes étaient en marche pour la sainte guerre d'Espagne. En peu de temps elles s'étaient réunies auprès de Saleh, dans le camp d'Abdelmumen; les tribus d'Afrique, surtout celles des Zenètes, avaient envoyé trois cent mille cavaliers, dont quatre-vingt mille bien exercés, et cent mille fantassins. Une flotte de quatre cents vaisseaux devait non-seulement servir à transporter l'armée, mais aussi concourir aux opérations de la campagne. L'Espagne chrétienne, divisée en cinq royaumes continuellement en guerre, paraissait devoir être une proie facile, quand la mort subite d'Abdelmumen, qu'enleva une maladie grave, écarta le péril qui menaçait la chrétienté.

Abdelmumen mourut après un règne de trente-trois ans à Saleh, à l'âge de soixante-trois ans (h. 558, le 10 dschumade 11, le 15 mai 1163). Quelque temps avant sa mort il avait déshérité son fils aîné, cid Muhammed, parce que celui-ci, aveuglé par son désir de monter sur le trône, avait pris part à une conjuration; d'après l'ordre du sultan, le nom de Muhammed fut rayé de la Chotba et son exclusion publiée dans toutes les provinces de l'empire. A la place du prince déshérité Abdelmumen avait désigné son second fils cid Abu Jacub Jussef, qui avait fait preuve de talents et d'habileté militaires en Andalousie, dont il était gouverneur. La mort d'Abdelmumen fut gardée secrète jusqu'à ce que Jacub Jussef fut arrivé de Séville à Maroc.

Abdelmumen était d'un extérieur affable et plein de dignité, son teint était coloré, ses yeux pleins de feu, sa chevelure bouclée; les traits de sa figure étaient beaux et réguliers, et l'ensemble plein de majesté. Sa taille, sans être élevée, était souple et propre à tous les exercices. Les facultés de son esprit étaient également remarquables; sa raison savait toujours trouver les moyens les plus efficaces pour atteindre son but; il pouvait par son éloquence gagner les suffrages de ceux mêmes qui lui étaient opposés. Possédant une instruction variée et étendue, il distinguait facilement parmi les savants de son empire ceux qui étaient les plus dignes, et il était autant leur patron que leur ami; sa protection fit fleurir les arts et les sciences dans toute l'étendue de l'empire, surtout en Andalousie, bien que ce pays fût toujours en guerre. C'est à cela qu'il faut attribuer l'attachement des musulmans espagnols à la cause des Almohades et la promptitude avec laquelle ils quittèrent celle des Almoravides. Abdelmumen possédait à un haut degré toutes les qualités nécessaires à un conquérant, le courage, la décision, l'étendue des vues et la présence d'esprit. Il savait supporter les fatigues et

les souffrances de la guerre, et les peuples africains, si sobres eux-mêmes, admiraient la sobriété de leur sultan. La guerre fut sa seule passion. Il conquit successivement toutes ses provinces par la force des armes. En mourant il laissa un empire dont la longueur, depuis l'Océan jusqu'à l'Égypte, ne pouvait être parcourue qu'en quatre mois, et la largeur, depuis le Grand Désert jusqu'à la Sierra Morena en Espagne, avait une étendue de cinquante jours de marche. Toutes ces conquêtes avaient été exécutées en moins de vingt années à compter de la prise de Maroc.

§ III. RÈGNE ET EXPÉDITIONS D'ABU JACUB JUSSEF.

Abu Jacub Jussef eût eu peine à assurer les commencements de son règne sans la discrétion et l'attachement du cadi Abul Hegab Jussef ben Omar, et il eût même difficilement conservé l'empire sans partage. Son frère déshérité, cid Muhammed, et son autre frère, cid Abdallah, wali de Cordoue, se montraient peu disposés à le reconnaître. La guerre civile paraissait imminente; mais le cadi Abul Hegab fit en sorte de cacher la mort d'Abdelmumen jusqu'à l'arrivée d'Abu Jacub Jussef, qui fut immédiatement salué comme émir. Deux années cependant s'écoulèrent avant de pouvoir réprimer toutes les tentatives de ses ennemis; il convoqua à Maroc tous les chefs et gouverneurs des provinces, et se fit reconnaître par eux. Ses frères rebelles mêmes, Muhammed et cid Abdallah, se soumirent. L'émir se concilia l'attachement des peuples d'Afrique, quand à son avénement au trône il réduisit le service militaire et congédia la grande armée réunie à Saleh. Il s'attacha surtout les généraux, les soldats, les gardes et les wali des provinces en leur faisant de grandes dotations, et il charma le peuple de la capitale en réduisant les impôts et en donnant de grandes fêtes publiques.

Quoique Jussef fût encore bien jeune (il n'avait que vingt-quatre ans), il se montra toujours actif et réservé. Son esprit savait embrasser le présent et l'avenir; il tenait lui-même les rênes du gouvernement et n'abandonnait rien à la décision de ses ministres. Il en résulta que les grands, ainsi que les ministres, qui avaient eu tant d'influence sous Abdelmumen, la perdirent entièrement sous le règne de son successeur; son frère lui-même, secrétaire d'Abdelmumen, sentit avec douleur qu'il avait perdu tout son pouvoir à la cour; c'est probablement pour ce motif qu'il se révolta contre l'émir.

Le regard perçant et l'esprit plein de tact de Jussef savaient trouver les hommes les plus capables, pour leur confier les emplois et les dignités. Il paraît même qu'il avait l'habitude de changer souvent les fonctionnaires, afin de les rendre plus dépendants du gouvernement. Ceci pouvait du reste se faire d'autant plus facilement, que dans chaque personne employée on supposait une instruction variée et des connaissances étendues dans toutes les branches des sciences cultivées par les musulmans. C'est ce qui explique comment on voyait le même homme occuper des places tout à fait contradictoires; c'est ainsi que le poëte et savant Abul Walid ben Raschid fut d'abord Alfaki (prêtre), puis cadi (juge), puis wali alhazina (ministre des finances), et enfin premier médecin de Jussef.

Quoiqu'il eût diminué le service militaire, qui était en général oppressif, et qu'il eût congédié la grande armée rassemblée par son père, Jussef ne perdit pas de vue la guerre de la Péninsule.

Malgré les discordes des rois chrétiens, et tout ce qu'avaient souffert les royaumes de Castille et de Léon par suite des discordes des grands, les Almohades avaient ce-

pendant, depuis la mort d'Abdelmumen, essuyé sur plusieurs points des pertes sensibles. Le roi Affonso Henriquez de Portugal étendit non-seulement ses limites vers le sud, mais il s'empara même des forteresses placées sur les frontières; d'un autre côté, le roi Ferdinand de Léon se préparait à de grandes conquêtes sur la Guadiana; il parvint même, ainsi que nous l'avons dit précédemment, à s'emparer d'Alcantara, d'Albuquerque, d'Elvas et de Badajoz. La Castille et l'Aragon se bornaient en général dans leurs guerres contre les Almohades à envoyer des secours à l'émir de Valence, Mohammed ben Sad ben Mardennis, dont ils recevaient des sommes d'argent et la promesse de partager le butin.

Deux années s'étaient à peine écoulées depuis la mort d'Abdelmumen, quand l'émir de Valence (1165) réunit sous ses drapeaux tous les Andalous opposés aux Almohades et en outre treize mille Castillans et Aragonais, et s'avança contre les troupes des Almohades, que commandait cid Abu Said Abderrahman, frère du sultan; le combat s'engagea dans les environs de Murcie, il fut sanglant. La ténacité des Almohades remporta là, comme ailleurs, une victoire éclatante, et les alliés s'accusèrent réciproquement de l'issue malheureuse de la bataille; la division s'introduisit parmi eux, en sorte que plusieurs chefs andalous, d'abord en secret, et plus tard publiquement, se réunirent au parti des Almohades : parmi eux se trouvait le brave Ahmed Abu Dschafar ben Abderrhaman Alosti, autrefois wali de Jaen et de Murcie, homme aussi savant que brave, et poëte distingué. Il se jeta dans les bras des Almohades, et se rendit plus tard à Maroc, où il se distingua dans une chasse en tuant un lion sauvage avec sa lance, et en chantant ses actions en beaux vers.

Comme la puissance des Almohades s'accroissait journellement dans le sud de l'Espagne, Badajoz et d'autres places de la frontière tombèrent en leur pouvoir, et, par le grand nombre de transfuges chrétiens et mahométans qui passèrent dans les rangs des Almohades, la domination de Mohammed ben Sad, de Valence, et les royaumes chrétiens se trouvèrent de jour en jour dans un danger plus pressant. Le roi de Castille Alphonse III et Alphonse II d'Aragon s'allièrent plus étroitement avec Mohammed, qui, pour consolider le traité, était venu à Tolède en 1167, et s'était déclaré vassal de la Castille. L'émir de Valence réussit aussi à apaiser les mésintelligences qui divisaient plusieurs chefs, et à les réunir sous ses drapeaux. Parmi eux était le brave Alosti, qui avait séjourné pendant quelque temps à Maroc. Valence avait une garnison d'auxiliaires chrétiens, surtout des Castillans; ce qui déplut aux musulmans, et fut cause que plusieurs chefs quittèrent le parti des chrétiens.

Pendant ce temps cid Abu Hafas, frère de l'émir Almumenin, se trouvait sur les frontières de Portugal et d'Estramadure, et y faisait des incursions avec vingt mille cavaliers d'Afrique; mais la valeur du roi de Portugal et des chevaliers d'Evora défendit la frontière avec vigueur, et le roi de Léon, en rappelant les Castro, qui s'étaient réfugiés chez les Almohades et avaient occasionné la guerre, enleva aux ennemis leur plus grand appui. Mais comme à Valence les chefs étaient mécontents de l'émir, et que ce mécontentement augmentait chaque jour, ils se révoltèrent bientôt ouvertement, et appelèrent les Almohades à leur secours. Le sultan avait apaisé toutes les séditions en Afrique; il voulut profiter de l'état des choses, qui lui était favorable en Espagne, pour soumettre à son empire tout le sud de la Péninsule habité par les musulmans.

Dans le mois de safer de l'hég. 566 (1171), Abu Jacub Jussef passa en Espagne et vint à Séville, résidence du gouverneur d'Andalousie. Là il reçut les visites des wali, des cadi, des alcades, des alfaki et des alimen de toutes les villes et contrées soumises à la domination des Almohades, et se fit remettre par eux des rapports sur la situation du

pays. Par suite des discordes des musulmans qui agitaient toujours les provinces de Valence et de Murcie, de la faiblesse des secours que les rois de Castille, de Navarre et d'Aragon envoyèrent à leurs alliés, et des hostilités qui éclatèrent entre l'émir Mohammed et son ancien allié Alphonse II d'Aragon, Valence ne put garder son indépendance plus longtemps. Pendant que l'émir Muhammed marchait contre Tortose et Tarragone, les bloquait par terre et par mer, et livrait plusieurs combats où les chrétiens étaient battus, Valence, par la trahison d'un chef, Abu Bekar ben Sofian, wali de Gezira Schucar, tomba au pouvoir des Almohades. La prise de la capitale contraignit l'émir à lever le siége des villes chrétiennes de la Catalogne; il se rendit avec sa flotte dans l'île de Majorque, qu'il avait enlevée aux fils du général almoravide Ibn Gama; il y mourut peu après (h. 567—1172). Ses fils, obligés de lutter contre plusieurs chefs rebelles, toujours attaqués par les Almohades, et se voyant hors d'état de se défendre contre des ennemis si nombreux, conclurent avec le sultan des Almohades un traité de paix, par lequel ils lui cédèrent tout le pays qui leur avait appartenu, avec les villes de Valence, Murcie, Murviedro, Xativa, Denia, Alicante, Segura, Lorca, depuis l'embouchure de l'Èbre jusqu'à Carthagène, ainsi que les îles Baléares; ils reçurent en échange des domaines dans l'intérieur de l'empire. Pour consolider l'amitié entre les deux familles, Abu Jacub Jussef épousa une sœur des princes de Valence. C'est ainsi que les Almohades entrèrent en possession des contrées qu'ils n'avaient pas espéré pouvoir conquérir par la force des armes, et presque tout le midi de l'Espagne, habité par les moslims, passa sous leur domination. Depuis cette époque, les Almohades firent des incursions continuelles sur les territoires des royaumes chrétiens, qu'ils espéraient soumettre d'autant plus facilement que l'union entre tous les mahométans était plus solide.

Abu Jacub Jussef séjourna en Espagne quatre ans et quelques mois; pendant ce temps, il fit entreprendre plusieurs expéditions contre les chrétiens. D'abord il attaqua Séville et le pays des Algarves, le sud du Portugal, avec des troupes nombreuses; il assiégea sans succès (h. 567—1172) Santarem, et se dirigea par Badajoz et Albuquerque contre Alcantara, dont il s'empara, s'il faut en croire les auteurs arabes. L'expédition fut poussée jusqu'à Ciudad-Rodrigo; mais cette ville ne put être prise. Après avoir dévasté toute la contrée, les Maures se retirèrent en emportant un grand butin, et emmenant plusieurs milliers de chrétiens prisonniers.

Dans les deux années suivantes (h. 568 et 569—1173 et 1174) il envoya, sous les ordres de chefs habiles, de nouvelles troupes vers les rives du Tage, et ces troupes firent en Castille d'horribles ravages. Pendant que, dans ce dernier royaume, les Castro et les Lara sacrifiaient les forces du pays à leur haine mutuelle, les frontières étaient exposées aux agressions ennemies. L'ordre de Calatrava, qui s'était déjà montré puissant, sauva le royaume; mais, s'il pouvait défendre les citadelles, il ne fut pas assez fort pour repousser sur tous les points les incursions des Almohades. Les rapports des auteurs chrétiens et arabes sont tout à fait opposés au sujet de ces deux campagnes: ceux-ci disent que, dans la première, une victoire éclatante fut remportée sur le prince Sancho Abulbarda (père de Hellebarde), dont le cheval de bataille portait une selle d'un grand prix et richement ornée d'or et de pierres précieuses; que l'armée chrétienne, forte de trente-six mille hommes, fut détruite entièrement, et que même le prince Sancho fut trouvé parmi les morts; les chrétiens parlent du siége de Tarragone dans l'ouest de l'Espagne, de l'entrée du roi d'Aragon dans la province de Valence, et de la garnison qu'il mit dans la citadelle de Teruel (1172), s'ouvrant ainsi le chemin à des conquêtes ultérieures au sud de l'Aragon. En Portugal, suivant eux, le prince Sancho remporta une grande victoire (1175) sur les Almohades, qu'il contraignit

à lever le siége de Niebla, près de Beja.

Abu Jacub Jussef voulut signaler sa présence en Espagne, non-seulement par la guerre et les dévastations, mais aussi par des constructions coûteuses qui devaient éterniser sa mémoire. A Séville où il séjourna surtout, il éleva, à grands frais et en peu de temps, une mosquée magnifique; il fit jeter sur le Guadalquivir un pont de vaisseaux liés entre eux avec de fortes chaînes, et bâtir de grands magasins pour servir d'entrepôts; il entoura Séville d'une enceinte de murailles neuves, et, au moyen d'un aqueduc, la ville fut approvisionnée d'eau potable.

Quand Abu Jacub Jussef (h. 571—1176) eut quitté l'Espagne et fut retourné à Maroc, la guerre contre les chrétiens fut continuée avec beaucoup d'ardeur, quoique les forces des Almohades ne fussent plus aussi considérables. On se battit avec acharnement dans les montagnes de Cuença (1177), où les Castillans furent sauvés par le secours du roi Alphonse II d'Aragon et de Pedro Ruiz de Azagra, qui contraignirent les Sarrasins à la retraite. C'est probablement pour cela que les auteurs arabes ne parlent en aucune manière de cette campagne, qui doit avoir été très-importante. D'après les rapports des chrétiens, Cuença tomba dans les mains des Castillans.

Jusqu'en 1183, presque chaque année les Almohades firent des incursions dans les territoires chrétiens, et les rois de Portugal, de Castille, de Léon et d'Aragon dans le sud de l'Espagne; et cette lutte sanglante continua avec des succès variés et sans résultat important. A cette époque, la guerre parut prendre une nouvelle tournure, et fut portée sur un élément où l'on ne s'était pas encore mesuré; car les Almohades, ainsi que les puissances de Portugal et de Castille, armèrent des flottes; et on combattit non loin des îles Baléares et près de l'embouchure du Tage. Plusieurs batailles navales furent livrées sur les côtes des Algarves, batailles qui ne furent pas plus décisives que celles sur terre.

Abu Jacub Jussef, voyant combien ses armes avaient peu de succès, se décida à passer lui-même en Espagne, après avoir de nouveau pacifié les provinces d'Afrique, et après que celles-ci furent un peu reposées de la terreur qu'avait jetée partout une peste qui avait dévasté toute cette contrée et avait même frappé plusieurs frères du sultan. Abu Jussef arriva à Ceuta au commencement de l'hégire 580 (1184); il y resta jusqu'à ce qu'il eût réuni toutes les troupes, les Zenètes, les Masamudes, les Magarares et autres tribus berbères. L'armée des Almohades, bien équipée et bien exercée, suivait ces hordes irrégulières. Quand toutes furent rassemblées et passées en Espagne, Jacub Jussef, suivi de sa garde, de sa cour et de son conseil d'État, mit à la voile et débarqua à Gibraltar, d'où il se rendit à Séville pour commencer immédiatement les opérations de la guerre contre les chrétiens.

De tous les rois chrétiens, celui qui avait fait le plus de mal aux Almohades était le roi de Portugal; aussi le sultan dirigea-t-il sa première attaque contre lui, afin de pouvoir plus facilement soumettre les autres par la seule terreur de ses armes.

Le plan du sultan consistait à attaquer d'abord le roi de Portugal par terre et par mer, à soumettre ce royaume jusqu'au Duero; puis, après cela, à porter ses armes loin du Tage et du Duero, dans l'intérieur des royaumes de Léon et de Castille, pendant que d'autres armées occuperaient dans le sud toutes les forces des chrétiens. A cet effet, des masses considérables, sans compter les troupes nombreuses venues d'Afrique, tous les musulmans d'Andalousie furent appelés aux armes; les fils de l'émir Almumenin, cid Abu Isaac, wali de Séville, cid Abdallah Abu Jahya, wali de Cordoue, cid Abu Said Abderrhaman, wali de Grenade, cid Abu Gamia, wali de Valence et de Murcie, après avoir laissé des troupes suffisantes dans leurs provinces, réunirent toutes leurs forces à

celles de leur père, à Séville. D'après les chroniques chrétiennes, le nombre des soldats sarrasins était de beaucoup plus considérable qu'à aucune autre époque ; car cette armée dépassait de soixante-dix-huit mille hommes toutes les armées commandées par ses prédécesseurs depuis Tarek. Une flotte nombreuse, contenant des magasins de toute espèce et des machines de siége, vint à l'embouchure du Guadalquivir et de la Guadiana, et se tint prête à seconder toutes les opérations de la campagne.

Pour ne pas donner aux chrétiens le temps de s'armer, de mettre leurs citadelles sur un pied de défense, d'y placer des garnisons et de les approvisionner, l'émir Almumenin quitta tout à coup Séville, et dirigea sa marche à la tête du corps principal par Badajoz sur Lisbonne. Mais avant de pouvoir commencer le siége de cette ville avec espoir de succès, il fallait se rendre maître de Santarem, ville située dans le voisinage de Lisbonne et sur la rive droite du Tage. Aussitôt que l'armée eut traversé ce fleuve, il fit commencer le siége, dans l'espoir que cette ville pourrait être prise avant l'arrivée de la flotte, qui devait bloquer Lisbonne par mer. Autour de l'émir se trouvaient trente-sept généraux et autant de corps d'armée pourvus de toutes les machines de siége nécessaires. Santarem fut attaquée jour et nuit; la garnison, qui souffrait du manque de vivres, ne put résister à des forces aussi disproportionnées, et dès le troisième jour de l'assaut (22 juillet 1184) les Sarrasins étaient maîtres de la ville, à l'exception de la citadelle, où la garnison continua sa défense avec courage. Abu Jacub Jussef commandait en personne, et ne regardait les généraux que comme des instruments aveugles de sa volonté; cette hauteur orgueilleuse inspira un grand mécontentement à de vieux hommes de guerre remplis d'expérience. Déjà dans le conseil de guerre on s'était prononcé contre le changement de position du camp qui se trouvait à l'est, et que l'émir voulait établir au nord-ouest de Santarem, où il serait exposé à se voir lui-même assiégé par les ennemis; mais la volonté du maître prévalut sur les sages avis de ses conseillers.

Aussitôt que la nuit fut venue, Abu Jacub ordonna à son fils Abu Isaac, wali de Séville, de se mettre en marche le matin avec toutes les troupes d'Andalousie, et de faire une pointe dans la direction de Lisbonne, pour assurer de cette manière l'assaut de la citadelle de Santarem et le couvrir de ce côté. Soit par esprit de révolte ou pour avoir mal compris les ordres de son père, Abu Isaac, au lieu d'attendre le matin, partit dans la nuit même, et, au lieu de se diriger vers Lisbonne, repassa le Tage et marcha avec toute l'armée andalouse dans la direction de Séville. Aussitôt que les autres troupes s'aperçurent de ce mouvement, une terreur panique et une grande confusion se répandirent dans tous les rangs, d'autant plus qu'on apprit que l'infant de Portugal, Sancho, approchait avec une armée de quinze mille hommes. L'émir Almumenin avait cependant exécuté ses mouvements contre Alcobaça; et, pour ne pas être embarrassé dans sa marche par les prisonniers chrétiens, il en avait fait massacrer dix mille. En changeant la position du camp, il rencontra l'armée portugaise.

Le changement de camp que l'émir avait exécuté contre l'avis de ses généraux, la position même de l'armée portugaise, l'éloignement des troupes andalouses, qui ressemblait tant à une défection, et enfin la certitude de l'approche d'une seconde armée ennemie, firent bientôt naître une si grande terreur dans les rangs des Sarrasins, que les ordres de l'émir ne furent plus écoutés, et que tout fut dans le trouble et dans le désordre. Quand le jour suivant une armée chrétienne de vingt mille hommes, conduite par l'archevêque de S.-Iago, se fut réunie à celle de l'infant Sancho, ils attaquèrent l'ennemi sans délai, et la garnison de la citadelle de Santarem soutint cette attaque en faisant des sorties.

Comme une grande partie de l'armée des Almohades avait déjà passé le Tage, il ne restait guère à l'émir que sa garde avec de faibles détachements, et en outre il était embarrassé de tous les bagages qui, dans cette hâte, n'avaient pu suivre les troupes en retraite.

Jacub Jussef vit avec fureur qu'il était trahi et livré à ses ennemis; mais il ne voulut pas fuir comme un lâche. La bataille commença promptement, les troupes chrétiennes pénétrèrent dans le camp de la garde et massacrèrent tout ce qu'ils rencontrèrent; ils entrèrent dans la tente de l'émir, déchirèrent tout ce qui s'y trouvait, et tuèrent même avec barbarie plusieurs des femmes de son harem. Abu Jacub Jussef, qui était monté à cheval, en fut trois fois renversé; il continua à combattre, l'épée à la main, contre six chevaliers chrétiens, jusqu'à ce que lui-même tombât percé d'un coup de lance.

Plusieurs fugitifs de la garde des Almohades portèrent la nouvelle de ce désastre à l'armée en retraite, commandée par cid Abu Isaac. Celui-ci rétrograda à l'instant, dans l'espoir de pouvoir sauver la vie de son maître, et, dès qu'il fut arrivé sur la rive droite du Tage, une seconde bataille eut lieu, où coulèrent des flots de sang des deux côtés, et où l'on combattit avec une valeur et un acharnement inouïs. Il est douteux que les Sarrasins aient, pendant cette bataille, pris d'assaut Santarem, comme le prétendent les auteurs arabes. Ils avouent même que les Maures ont supporté une perte considérable (les chrétiens l'estiment à trente mille), et qu'après la bataille l'armée s'était retirée, par un pont bien défendu, sur la rive droite du Tage, pour retourner à Séville, laissant aux chrétiens leur camp rempli de richesses considérables. La flotte des Sarrasins, qui était arrivée devant Lisbonne, prit la fuite, en apprenant l'issue de la bataille de Santarem.

Il règne sur la mort de Jacub Jussef une obscurité que l'on ne peut dissiper d'après les rapports contradictoires des auteurs de ce temps. Il était naturel que l'on fît courir beaucoup de bruits faux, pour cacher la mort de l'émir Almumemin; il en résulte qu'on ne sait s'il fut tué dans la bataille, s'il se noya dans le Tage en fuyant, ou s'il mourut de ses blessures à Séville ou à Gezira Alhadra, ou bien enfin à Maroc (12 h. 580—24 juillet 1181): ce qui est à peu près certain, c'est qu'il ne survécut pas au combat.

Abu Jacub Jussef régna pendant vingt-deux ans. Son défaut principal était de vouloir tout faire par lui-même, de ne jamais prendre les conseils des vieillards expérimentés, de ne jamais consentir à revenir sur une résolution une fois prise. De cette manière, et en châtiant avec sévérité les grands qui opprimaient le peuple, il s'était attiré beaucoup d'ennemis; on trouve aussi là l'explication du désastre qui termina son règne et sa vie. Jacub Jussef fut le premier des sultans des Almohades qui commandât en personne ses armées contre les chrétiens. Du reste il était d'une bravoure remarquable et rempli d'esprit naturel; il avait l'âme généreuse et pleine d'humanité; il se montra libéral en toute occasion. Son extérieur était imposant et affable à la fois, sa taille élégante et noble.

§ IV. JACUB BEN JUSSEF ET LA BATAILLE D'ALARCOS.

A Abu Jacub Jussef succéda son fils Jacub ben Jussef, qui se nommait aussi Abdallah Jacub, et dont le surnom était Almanzor Bifadl Allah. On n'est pas certain si Jacub monta sur le trône parce qu'il était fils aîné d'Abu Jacub Jussef, ou parce que son père l'avait désigné. L'ordre de succession au trône n'était pas fixé par les lois; il

dépendait de la volonté du sultan régnant d'indiquer son successeur. Jacub, qui se trouvait au camp de Santarem, en prit le commandement aussitôt après la mort de son père, jusqu'au moment où il fut revenu en Afrique; là on lui prêta serment de fidélité.

Quand il fut monté sur le trône, le nouveau sultan gagna l'attachement du peuple en distribuant de fortes sommes aux pauvres, en ordonnant de mettre en liberté les prisonniers dont les crimes étaient peu graves, et en accordant des indemnités à ceux que le gouvernement précédent avait lésés. Les impôts qui n'étaient pas payés furent remis à ceux qui les devaient.

Malgré cela, il éleva les traitements des juges (cadi), des prêtres (alfaki), depuis l'Océan jusqu'à Barca. La solde de l'armée régulière fut aussi augmentée sur tous les points du royaume où il était le plus menacé, et il mit dans les places fortes des garnisons d'élite. Il fit plusieurs voyages dans le nord de l'Afrique, pour s'assurer lui-même de l'exécution de ses ordres et de ce qui restait à faire. On lui doit un grand nombre d'institutions bienfaisantes, de mosquées et d'écoles. Il fit bâtir des hôpitaux, et leur assigna des revenus. Pour faciliter le commerce et les voyages, il ordonna de construire sur les grandes routes et sur les chemins des caravanserais, des tours, des ponts et des auberges; il fit creuser des puits et des citernes. Jacub Jussef fut en outre l'ami et le protecteur des savants; il établit des académies, divisa les savants en classes, et leur distribua des dignités et des récompenses. Il se montrait surtout libéral envers les médecins et les chefs des hôpitaux.

Comme cela avait toujours lieu chez les Maures à chaque changement de gouvernement, l'avénement de Jacub Almanzor fut accompagné de troubles qui ébranlèrent l'État. Les Almoravides, qui avaient trouvé un dernier refuge dans les îles Baléares, et qui étaient restés paisibles sous l'émir Mohammed ben Sad de Valence, et, après la mort de celui-ci, sous Abu Jacub Jussef, au point que leur existence était presque totalement oubliée, se soulevèrent tout à coup à la nouvelle du désastre des Almohades à Santarem. Ali ben Isaac, qui descendait de Aben Gania, célèbre capitaine des Almoravides, s'empara, avec le secours de ses nombreux partisans à Majorque, de la flotte des Andalous qui y stationnait, y fit monter des Almoravides et des habitants des Baléares, se dirigea vers Begaya (Alger), chassa le wali cid Suleiman ben Abdallah, neveu de l'émir Almumenin, et se rendit maître de la ville sans résistance. Il ordonna que dans la Chotba on prononçât le nom du kalife des Abassides de Bagdad, Nur Eddin Allah. Il parvint ainsi à insurger tous les environs contre la domination des Almohades.

Les commencements heureux de cette entreprise inspirèrent de l'audace à d'autres chefs mécontents. Deux frères mêmes de l'émir Almumenin, cid Abu Jahya et cid Omar, et son oncle cid Abul Rabie, paraissent avoir été en connivence avec les révoltés; avant qu'ils aient pu se réunir à eux, ils furent emprisonnés et décapités. Mais tous les peuples insurgés en Afrique, entre autres les Almoravides, ne furent soumis qu'en 584 de l'h. (j. 1188); car ceux-ci avaient gagné de grandes forces par les secours envoyés d'Égypte. Déjà ils avaient remporté plusieurs victoires, et s'étaient même rendus maîtres de la deuxième ville de l'empire, de Fez, et plus tard de Tripoli, port important, quand Jacub Almanzor anéantit les révoltés dans une grande bataille, et reprit Fez, dont les habitants, à cause de leur défection, furent massacrés. La terreur qu'inspira cette victoire comprima toutes les autres révoltes dans les différentes provinces de l'empire.

Aussitôt que la tranquillité fut rétablie en Afrique, Jacub Almanzor s'occupa de la guerre contre les chrétiens d'Espagne, qui pendant ce temps avaient fait plusieurs

incursions en Andalousie, et tantôt avaient remporté des victoires, tantôt avaient essuyé des désastres. Ce fut dans le mois de rebiuwel de l'h. 585 (1189) que Jacub passa en Andalousie. Les Arabes disent qu'il dirigea sa marche contre Santarem et Lisbonne, pour venger la défaite et la mort de son père, que dans cette expédition il ravagea les campagnes, incendia les bourgades, pilla les magasins, massacra ou emmena en captivité les habitants, et poussa, de l'aveu même des auteurs mahométans, la cruauté au dernier degré; mais, malgré ces dévastations, Jacub ne retira de cette campagne qu'un riche butin, et emmena treize mille femmes et enfants en captivité. Bientôt il fut obligé de quitter l'Espagne en toute hâte, parce que de nouveaux troubles qui venaient d'éclater en Afrique réclamaient sa présence. Au mois de resched 585, il était de retour à Fez.

Pendant que Jacub Almanzor était occupé à comprimer les révoltes en Afrique, et se dirigeait à cet effet sur Tunis, les Portugais profitèrent de son absence pour consolider leurs conquêtes dans le sud du royaume et dans les Algarves.

En cette conjoncture même arriva une flotte de soixante vaisseaux, portant dix mille croisés de l'Allemagne, du Bas-Rhin, de la Lorraine, qui revenaient de leur visite au saint sépulcre; ils débarquèrent sur les côtes de Galice, dans les environs de Saint-Jacques, et un grand nombre d'entre eux firent un pèlerinage au tombeau de cet apôtre. Mais, comme les habitants de Compostelle s'effrayèrent du bruit que l'on avait répandu, que les croisés étaient venus dans l'intention de voler la tête de saint Jacques, et même de s'emparer des trésors accumulés à Compostelle, ils prirent les armes et empêchèrent les étrangers d'entrer dans la ville. Un combat sanglant s'engagea, et les croisés furent contraints de se rembarquer.

A la même époque, une autre flotte de croisés anglais et flamands arriva à Lisbonne; et, comme la saison était avancée, ils se laissèrent persuader par le roi Sancho de Portugal de prendre part à une croisade contre les infidèles, dans les Algarves. Probablement les croisés qui avaient été repoussés des côtes de Galice vinrent aussi se joindre à eux. Le roi de Portugal se trouva ainsi appuyé par une flotte considérable. Sancho envoya une armée contre Beja et Evora pour reprendre ces places, qu'il avait perdues les années précédentes parce qu'elles avaient été mal gardées. Il mit à la voile avec la flotte, se dirigea vers les côtes méridionales de l'Algarve, et débarqua ses troupes sur un point où on ne l'attendait pas. Aussitôt il commença le siége de Sylves, et, quand il fut parvenu à couper l'eau qui alimentait la ville, elle fut obligée de se rendre.

A l'insu des croisés, elle fit une capitulation secrète avec le roi Sancho; mais malgré cela son sort fut affreux: car d'une population de soixante mille âmes il n'en resta que treize mille; le reste fut massacré ou emmené en captivité. Le butin, suivant les conventions, fut partagé entre les croisés, et la ville appartint au roi de Portugal. Beaucoup d'Anglais s'y établirent; ils nommèrent pour leur évêque un prêtre de la flotte, appelé Nicolas de Flandre. Chaque occasion prouva bientôt que ces étrangers pouvaient moins s'accommoder avec les habitants de la ville que les chrétiens espagnols. Peu après leur arrivée dans le Tage, ils avaient commis contre les juifs et les Maures qui habitaient l'Espagne beaucoup d'excès et de violences.

On ne sait pas d'une manière certaine si Sylves resta toujours au pouvoir des chrétiens. La plupart de leurs historiens affirment que tous les efforts des Almohades pour la reprendre furent inutiles, et que toutes leurs attaques furent repoussées par la bravoure de la garnison et par les secours venus à propos de Portugal et de Léon, ainsi que par ceux des flottes anglaises. Les auteurs arabes au contraire, et même l'archevêque Rodrigue de Tolède, prétendent qu'aussitôt que les Almohades eurent réuni des troupes plus considérables, ils revinrent

sous la conduite du wali Muhammed de Cordoue, assiégèrent jour et nuit Sylva, et s'en rendirent enfin maîtres après un assaut sanglant. Ils ajoutent que les autres villes des Algarves tombèrent également en leur pouvoir, et qu'ils emmenèrent en captivité treize mille hommes et quinze mille femmes, dont une partie fut conduite à Cordoue. Cette campagne dut se terminer dans le mois de schawal de l'hégire 587 (nov. 1191).

Pendant quelques années, les Arabes restèrent en repos. Le sultan des Almohades, qui avait à comprimer de nouvelles révoltes en Afrique, tomba malade à Maroc, et se vit ainsi dans l'impossibilité de continuer la guerre contre les rois chrétiens. Ceux-ci étaient alors tellement divisés entre eux, qu'on ne pouvait penser à aucune expédition contre les Sarrasins. Ajoutez à cela que le Portugal et Léon étaient en interdit, et l'Aragon et la Navarre occupés à des guerres dans le midi de la France. Toute la charge de la lutte contre les Sarrasins pesait donc sur la Castille seule. Le roi Alphonse était trop sage pour exciter la vengeance des ennemis par de nouvelles incursions. Mais quand Martin de Pisuerga, après la mort de Gonsalo, devint archevêque de Tolède, ce prélat violent et belliqueux excita une nouvelle guerre en faisant une expédition en Andalousie. Il entra dans cette contrée, deux ans après son avénement à l'épiscopat, avec une troupe nombreuse. Il fut encouragé dans cette entreprise par la négligence avec laquelle les frontières étaient gardées, et par la nouvelle de la maladie de Jacub. Il pénétra en Andalousie, par la Sierra-Morena, en passant le Guadalquivir. Tout fut ravagé par le fer et par le feu; les moissons et les vignobles furent détruits, les oliviers abattus, les villes et bourgades incendiées, une quantité considérable de bétail enlevé, les femmes et les hommes sans armes emmenés en esclavage; ceux qui furent pris les armes à la main furent massacrés. Les infortunés Maures d'Espagne, qui furent punis, quoique innocents, des cruautés des Almohades d'Afrique, ne trouvèrent ni secours ni appui contre leur ennemi. La cavalerie légère des chrétiens porta la mort et la dévastation au delà de Séville et d'Ecija, jusqu'à l'extrémité méridionale de l'Andalousie.

Non content de cette expédition, dont l'archevêque Martin remporta à Tolède un si riche butin, le roi de Castille, Alphonse, écrivit une lettre au sultan des Almohades, pour le provoquer à une guerre nouvelle, et dans les termes les plus orgueilleux:

Au nom du Dieu bon et miséricordieux, le roi chrétien au prince des mahométans: Venez, et envoyez des troupes contre moi; ou, si vous ne pouvez, je vous enverrai des vaisseaux pour les transporter en Espagne, afin que moi et mon armée nous puissions vous combattre. Si je succombe, je serai votre esclave, vous aurez de grands trésors, et serez maître absolu; mais, si je suis vainqueur, tout sera en mon pouvoir, que je veux dorénavant diriger contre l'islamisme.

A peine Jacub eut-il lu cette lettre, que son âme s'enflamma pour l'islamisme; il se sentit courroucé de l'orgueil du roi de Castille, et se prépara à une nouvelle guerre contre l'Espagne. Pour exciter le fanatisme de son armée, il ordonna de lire la lettre d'Alphonse dans tous les rangs; les soldats accueillirent cette lecture avec de grands cris, et tous demandèrent à combattre et à partir immédiatement. L'émir chargea son fils et son successeur déjà désigné, cid Muhammed, de répondre au roi de Castille; celui-ci, après avoir lu la lettre, écrivit aussitôt sur le revers, les mots suivants du Koran:

Allah tout-puissant a dit: Je dois me tourner contre eux et les réduire en poussière; je veux les précipiter dans l'enfer, et les anéantir par mes hommes de guerre, qu'ils n'ont jamais vus, et auxquels ils ne pourront résister.

Jacub approuva cette réponse, et l'envoya au roi de Castille. Il fit aussitôt préparer sa tente rouge et son épée de combat, comme signe d'un appel général pour la guerre sainte, et ordonna à toutes les trou-

pes de se diriger immédiatement sur Ceuta et sur d'autres points d'embarquement. Dans tout le nord de l'Afrique, depuis Saleh jusqu'à Barca, le cri de guerre retentit contre les chrétiens qui avaient menacé l'islamisme. Presque à la même époque où les chrétiens d'Occident marchaient pour conquérir Jérusalem et combattre Saladin, les hommes de tout âge, les montagnards, les habitants des déserts et des côtes d'Afrique se réunissaient en armes pour envahir l'Espagne; et, tandis qu'on voulait planter la croix en Orient, elle était près de succomber en Occident, sous les coups des infidèles, ou du moins menacée d'un grand danger.

Jacub Almanzor aborda sur les côtes d'Espagne le 20 du mois de resched de l'hégire 591, et débarqua près d'Algesiras; mais soit qu'il craignît le manque de vivres, soit qu'il voulût profiter de l'esprit guerrier de ses troupes, il ne s'arrêta que peu de jours et marcha contre la Castille. Le plan du sultan consistait à entrer dans le cœur de l'Espagne et à s'emparer de Tolède; après quoi il lui serait facile d'attaquer les autres royaumes avec avantage et promptitude. Apprenant que le roi de Castille avait rassemblé, entre Cordoue et Calatrava, une forte armée, Jacub s'avança dans cette direction, afin de livrer bataille à l'ennemi. Quand il fut à deux jours de marche, il assit son camp le 3 schaban de l'hég. 591 (juillet 1195), qui était un jeudi, et rassembla ses généraux et ses officiers pour s'entretenir avec eux des mesures à prendre.

Après avoir écouté toutes les opinions, il se tourna vers les chefs andalous, et accorda surtout toute son attention à Abu Abdallah ben Semanid, homme intelligent et expérimenté; car l'émir croyait que les Maures d'Espagne connaissaient les meilleurs moyens de combattre les chrétiens, avec lesquels ils étaient continuellement en guerre, et ne pouvaient ignorer leur tactique et leurs ruses. D'après les conseils du chef andalous, on s'occupa avant tout de mettre de l'ordre et de l'ensemble dans le matériel de guerre; ce qui jusqu'alors avait manqué dans toutes les campagnes des Almohades, et surtout à la bataille de Santarem. Un général en chef fut désigné, et le choix de l'émir tomba sur le premier vizir, le célèbre Abu Jahia, qui s'était distingué dans beaucoup de guerres et de batailles par sa présence d'esprit et sa bravoure.

Les Andalous étaient commandés par leurs propres chefs; car le contraire avait plusieurs fois causé des mésintelligences dans l'armée, et les troupes d'Andalousie combattaient avec moins d'ardeur quand elles étaient conduites par des chefs étrangers. Elles formèrent, il est vrai, un corps d'armée séparé, mais cependant de manière que le général en chef eût toujours le commandement suprême sur elles. Comme les Andalous et les Almohades, troupes réglées d'Afrique, formaient la force principale de l'armée, Abu Abdallah ben Semanid conseilla de les placer de manière à recevoir le premier choc de l'ennemi. Le deuxième corps d'armée, qui se composait de troupes irrégulières, en grande partie de Maures et de Berbères, et d'un grand nombre de volontaires, devaient seconder les Andalous et les Almohades, et comme réserve et comme auxiliaires. Jacub Almanzor devait lui-même, avec sa garde noire et blanche, décider la bataille; il devait se tenir à une certaine distance, derrière une hauteur, et placé en embuscade dans un fond, d'où, sans être attendu, il pourrait attaquer avec des troupes fraîches l'ennemi fatigué, et achever la victoire par son énergique concours. Tels furent les conseils du chef andalous; et Jacub trouva ce plan si avantageux, qu'il l'approuva dans tous ses points, et donna ses ordres en conséquence.

Cependant le roi de Castille n'était pas resté dans l'inaction. Proportionnellement à la petitesse de son royaume, il avait fait des armements immenses; il était non-seulement soutenu par tous les chevaliers castillans et par les ordres du Temple et de Calatrava, mais aussi par le clergé du royaume. Bien qu'il fût parvenu à rassembler une armée de plus de cent mille combattants (les au-

teurs arabes l'évaluent à trois cent mille), il pensa que cette force était insuffisante pour résister à ses innombrables ennemis. A l'approche du danger qui menaçait en même temps tous les rois chrétiens, il exhorta ceux de Léon et de Navarre à oublier toute inimitié, et à réunir leurs forces aux siennes pour combattre l'ennemi commun. Ceux-ci, probablement plutôt contraints par le clergé et par le peuple, que conduits par leur propre volonté, promirent du secours, rassemblèrent des troupes, et se mirent eux-mêmes à leur tête. Mais leurs mouvements furent si lents, qu'Alphonse de Castille ne put compter sur la sincérité de leur amitié. Il lui sembla qu'ils avaient plutôt dessein de combattre contre la Castille que contre les Sarrasins. Dans cette incertitude, il lui parut plus prudent de renoncer à la coutume habituelle des Espagnols dans leurs guerres contre les Sarrasins, coutume qui consistait à éviter toute bataille décisive, et à s'enfermer dans les citadelles jusqu'à ce que l'armée immense des infidèles, fût obligée de se retirer faute de vivres, par maladie, ou à cause de la saison. Alphonse, au contraire, fier d'avoir une armée si nombreuse et si bien équipée, croyait d'un côté qu'il était peu honorable de se retirer devant l'ennemi, et de l'autre il espérait pouvoir seul remporter la victoire sur les nombreux enfants de l'Afrique.

Ce fut le 19 juillet de l'an 1195, ou le 9 schaban de l'hég. 591, que fut livrée la bataille mémorable d'Alarcos. Jacub Almanzor, afin d'enflammer encore davantage l'ardeur des siens, fit courir, le matin, dans tous les rangs, le bruit qu'il avait, pendant la nuit, vu en songe un chevalier, monté sur un palefroi blanc, sortir des portes du ciel. Il tenait à la main un grand drapeau vert, qui couvrait toute la terre, et la bouche d'un ange du septième ciel lui avait annoncé qu'il remporterait une victoire complète par la volonté de Dieu. L'armée, que l'on dit avoir été forte de six cent mille hommes, et à laquelle trente généraux avaient envoyé leur contingent, fut rangée dans l'ordre de bataille suivant : les Almohades furent placés au centre, les Arabes, c'est-à-dire les descendants des premiers conquérants mahométans d'Afrique, occupèrent la gauche, et sur la droite on voyait les Andalous, commandés par Abu Abdallah ben Semanid.

Jacub Almanzor forma à quelque distance la réserve avec l'élite de l'armée et les gardes. Les volontaires, composés en grande partie de troupes légères et de frondeurs, furent envoyés en avant de la ligne en partisans, et guidés par un étendard vert, couleur des Almohades; c'étaient eux qui devaient engager le combat. Tous brûlaient d'une ardeur sans égale pour gagner la couronne du martyre.

Pendant ce temps, le roi de Castille avait mis en ordre ses troupes valeureuses, et sa ligne de bataille était défendue d'un côté par la forteresse d'Alarcos, et de l'autre par une montagne où l'on ne pouvait arriver que par des chemins étroits et difficiles. A tout prendre, l'armée castillane occupait une position avantageuse sur une hauteur.

Quand les troupes d'attaque des Sarrasins eurent pénétré jusqu'au pied de la hauteur occupée par Alphonse, elles cherchèrent à l'escalader, excitées par les paroles d'exhortation de leurs chefs. Sept à huit mille chevaliers chrétiens en harnais de bataille se précipitèrent sur les Sarrasins avec une irrésistible violence. Deux fois cette foudroyante attaque de la cavalerie chrétienne fut repoussée. Les Arabes et les tribus berbères avaient fait tous leurs efforts pour résister à ces chocs; mais quand les chevaliers castillans, secourus par des troupes fraîches, renouvelèrent l'attaque pour la troisième fois et redoublèrent d'ardeur, les rangs ennemis se rompirent, et une partie fut taillée en pièces; les autres s'enfuirent. Des milliers de Sarrasins y trouvèrent la mort, parmi eux le général en chef Abu Jahia ben Hafas. Déjà les chrétiens croyaient avoir remporté une victoire complète, ayant rompu le centre de l'armée des Almohades, lorsque les Anda-

lous et quelques tribus zenètes, sous les ordres d'Abu Abdallah ben Semanid, s'avancèrent contre le centre d'Alphonse, qui se trouvait à découvert par la marche trop fougueuse des chevaliers castillans. Là était le roi de Castille lui-même, entouré de dix mille chevaliers, entre autres ceux du Temple et de Calatrava. Il reçut avec beaucoup de courage le choc de ses ennemis. Une lutte longue et violente s'engagea; ce qui manquait en nombre aux chrétiens, ils le suppléèrent par leur bravoure. Même lorsque le sultan s'avança avec sa garde, chassant devant lui les chevaliers castillans, Alphonse ne céda pas avec ses dix mille chevaliers; car ceux-ci, le matin, dans leurs prières, avaient solennellement juré de périr plutôt que de fuir. Le combat continua avec un carnage effrayant. Les Arabes, couverts de poussière, combattaient avec rage; tout le pays d'alentour retentissait des cris, des piétinements des chevaux, du son des tambours, du cliquetis des armes et des gémissements des mourants. Quoique les Almohades n'avançassent que sur des monceaux de cadavres des leurs, ils furent cependant certains de la victoire, quand ils ne virent plus autour du roi de Castille que les débris de l'armée chrétienne. Pour anéantir ces débris ou pour les disperser, l'émir Almumenin se mit à la tête des siens; on portait devant lui le saint étendard blanc, avec cette inscription : *Le Allah illeh Allah, Muhammed rasul Allah, le gallib illeh Allah* (Nul n'est Dieu que Dieu, Mahomet est son prophète, nul n'est vainqueur que Dieu). Alors il attaqua de nouveau les chevaliers chrétiens. Quoique Alphonse fût à chaque instant plus en danger, il refusa de chercher son salut dans la fuite et de survivre à la douleur de cette défaite. La plupart des chevaliers, fidèles à leur serment, tombèrent autour du roi, que l'on dut arracher par violence au champ de bataille, sur lequel il voulait périr.

Telle fut la terrible issue de la journée sanglante d'Alarcos. Trente mille hommes restèrent sur le champ de bataille: la fleur des chevaliers espagnols, tout le camp et les richesses qu'il contenait furent la proie des ennemis; les forteresses de Calatrava et d'Alarcos furent prises d'assaut; mais les Espagnols eurent encore la douleur d'apprendre que ce coup fatal leur avait été porté par les conseils des chrétiens exilés qui suivaient l'armée des Almohades, surtout par ceux du comte Pedro Fernandez de Castro, exilé de Castille, qui montra une grande activité pour préparer ce désastre à sa patrie.

La victoire d'Alarcos accrut de beaucoup la gloire des Almohades. Jacub Almanzor la fit publier dans toutes les mosquées de son vaste empire. La cinquième partie du butin fut partagée entre toutes les troupes, le reste fut employé à construire une mosquée magnifique à Séville, et un vaste château à Maroc pour éterniser le souvenir de la victoire.

Il faut dire à l'honneur du sultan des Almohades qu'il ne souilla sa gloire par aucune cruauté inutile contre les prisonniers et les personnes désarmées. Vingt mille prisonniers avaient été faits à Alarcos; au lieu de les massacrer, comme c'était l'usage dans les guerres de ce temps, ou de les emmener en esclavage, il les rendit à la liberté sans rançon. Cette magnanimité mécontenta beaucoup les Almohades; ils la considérèrent comme une faiblesse chevaleresque de leur prince, et les auteurs arabes assurent qu'il s'en repentit plus tard.

Jamais la puissance des Almohades en Espagne n'avait été aussi grande. Plusieurs circonstances concoururent à l'agrandir encore. Non-seulement l'union manquait entre les cinq rois chrétiens; mais la Castille, qui était presque ouverte aux Sarrasins, était même en guerre avec Léon et la Navarre.

Ces États entamèrent dès cette époque des négociations avec les Almohades pour conclure un traité. L'Aragon était dévasté par les discordes intestines, et en deuil de la mort d'Alphonse II. Le Portugal, sans appui étranger, ne pouvait rien entreprendre d'important; cependant on ne saurait nier qu'il montra plus de vigueur que les autres contre les ennemis de la foi.

Pour profiter de ces circonstances favorables, Jacub fit au printemps suivant (1196) une nouvelle expédition pour pénétrer au cœur des pays chrétiens. Il entra par l'Estramadure, et marcha vers les rives de la Guadiana et du Tage; et, après avoir pris plusieurs châteaux (Truxillo, Escalona, Eulalia), et plusieurs bourgs (Talavera et Magueda excepté), il parut devant les portes de Tolède, où le roi Alphonse s'était enfermé avec une petite armée, n'osant pas, avec des troupes si peu nombreuses, attendre l'ennemi en rase campagne. Il était cependant résolu à défendre avec vigueur Tolède, ce boulevard de la chrétienté, et de mourir plutôt que de se rendre. Lorsque Jacub, après dix jours de siége, vit que tous les assauts échouaient contre les fortifications, qui étaient imprenables, il se dirigea au nord de Tolède, vers Salamanque, emporta d'assaut cette ville, massacra tous ceux qui étaient en état de porter les armes, emmena les femmes et les enfants en esclavage, distribua toutes les richesses à ses soldats, incendia la ville et rasa les fortifications. Guadalaxara et d'autres villes eurent le même sort. Madrid et Alcala se défendirent vigoureusement, et résistèrent avec succès.

Comme les habitants du plat pays s'étaient réfugiés dans les forteresses, et qu'après la bataille d'Alarcos toutes les moissons avaient été détruites, l'armée des Sarrasins souffrit bientôt de la disette. Les maladies s'accrurent, et les Almohades furent obligés de commencer leur retraite. Quand Jacub fut arrivé près du Duero, dont les rives n'avaient pas vu depuis longtemps une armée maure, il commit des dévastations terribles en sortant des pays chrétiens, et en rentrant dans le sien. Partout où les Maures portèrent leurs pas, ce ne fut plus qu'un désert, comme s'ils avaient su que cette expédition serait la dernière qui serait tentée pour prendre Tolède, et qui serait poussée jusqu'à la Sierra-Guadarama. Si l'on s'en rapporte aux historiens arabes, Jacub dirigea sa retraite sur Albalat et Truxillo, c'est-à-dire, par l'Estramadure, vers Séville. Les auteurs chrétiens disent qu'il se porta, par Ucles, Cuença et Murcie, sur l'Andalousie. Il est probable que l'armée fut divisée en deux corps, et que chacun d'eux prit une de ces routes. Dans cette expédition Jacub Almanzor put se convaincre qu'il lui était plus facile de gagner une bataille, ou de pénétrer même dans l'intérieur du pays, que de s'emparer des forteresses bien défendues. Il regarda aussi comme plus facile de conquérir l'Espagne par les chrétiens eux-mêmes; déjà les rois de Navarre et de Léon avaient fait un traité avec lui. Ce dernier espérait, avec l'aide du sultan, pouvoir faire des conquêtes en Castille. Afin de déjouer ce projet, Alphonse le Magnanime, en 1196, conclut un traité avec les Almohades. Pour vaincre d'autant plus volontiers ses adversaires, Jacub consentit à un armistice avec la Castille; et il le fit surtout parce que des révoltes nouvelles réclamaient sa présence à Maroc. Il voulait aussi assurer à son fils cid Muhammed Abu Abdallah la succession au trône. Après avoir rétabli la tranquillité, il obtint promptement la reconnaissance du prince de tous les walis et gouverneurs des provinces. A dater de cette époque il laissa son fils prendre part à toutes les affaires du gouvernement, et son nom fut prononcé dans les prières publiques. Peu de temps après, Jacub Almanzor tomba malade, et mourut dans la quarantième année de son âge et dans la quinzième de son règne (22 rebie 1 de l'hégire 595—21 janvier 1199).

Jacub Almanzor fut un des princes les plus distingués et les plus vertueux qui aient gouverné les Almohades; par lui la domination fut assurée aux princes de sa famille. Aucun de ses prédécesseurs ne fit construire autant de mosquées et de bâtiments magnifiques. Son caractère était excellent; il connaissait peu le désir de la vengeance et se montrait toujours indulgent, vertu bien rare en Afrique. Il aimait beaucoup les savants, et récompensait leurs travaux en prince. Il montrait beaucoup de sagacité dans le choix de ses ministres; car il savait toujours décou-

vrir les hommes les plus convenables pour chaque branche d'administration. Il était en relation avec tous les princes mahométans de son époque. Le célèbre Saladin, qui pendant son règne conquit Jérusalem, lui envoya un ambassadeur pour lui demander son alliance contre les princes chrétiens, qui en ce temps menaçaient l'Orient. Mais comme Saladin ne l'avait pas, dans sa dépêche, désigné sous le titre d'émir Almumenin, la négociation échoua. Néanmoins son ambassadeur fut bien accueilli; pour une pièce de quarante vers qu'il présenta au prince des Almohades, il reçut un présent de quarante mille pièces d'or, en récompense, comme disait Jacub, de sa science distinguée, et surtout de son talent poétique.

LIVRE V.

DÉCADENCE DE LA DOMINATION DES ALMOHADES, ET ACCROISSEMENT DE LA PRÉPONDÉRANCE DE LA CASTILLE ET DE L'ARAGON DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIII[e] SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER.

ÉTAT DE L'EUROPE APRÈS LA BATAILLE D'ALARCOS JUSQU'AU SIÉGE DE TOLOSA.

Le désastre d'Alarcos mit les chrétiens dans la position la plus périlleuse où ils se fussent jamais trouvés. Ce n'était pas assez que les infidèles eussent établi leur camp devant les portes de la capitale de l'Espagne chrétienne, les discordes et une guerre sanglante divisaient entre eux les rois chrétiens, et empêchaient toute réunion contre le danger commun. L'Espagne dut son salut au retour précipité du khalife des Almohades, Jacub Almanzor, en Afrique, et à sa mort inattendue, qui mit fin aux conquêtes des Almohades. L'entière soumission de la Péninsule par les Sarrasins eût réussi à cette époque, si le successeur de Jacub, Muhammed, eût conduit la guerre avec la même sagesse et la même vigueur, et profité des avantages remportés par son père. L'Espagne n'était qu'un chaos où se combattaient des éléments contraires. Un prince des Almohades qui eût, suivant les principes de la politique nouvelle, employé la haine de l'un des rois espagnols contre l'autre, et se fût mêlé, par des alliances, aux affaires intérieures, eût pu soumettre en peu d'années l'Espagne à l'islamisme. Jacub Almanzor, qui avait suivi cette politique, serait certainement arrivé à son but s'il eût vécu. Bien que le roi d'Aragon, Alphonse II, qui vivait encore à cette époque, et le pape Célestin III fissent tous leurs efforts pour pénétrer les princes d'Espagne de la nécessité d'être d'accord et de s'unir, ils ne purent réussir. Les rois de Castille et d'Aragon, quoique parents, se haïssaient mutuellement. Alphonse le Magnanime, vaincu à Alarcos, attribua son désastre à l'absence des troupes léonaises. Il reprocha amèrement à son cousin cet abandon lors de leur première entrevue. De là naquit une animosité,

qui bientôt éclata en une guerre ouverte. Pendant que les Almohades traversaient, en le dévastant, le sud de la Castille, les rois de Léon et de Navarre, comme leurs alliés, entrèrent dans le nord de ce royaume, occupèrent plusieurs provinces, et prirent quelques places mal fortifiées. A peine Alphonse le Magnanime eut-il, par un armistice avec Jacub, éloigné le danger le plus imminent, qu'il s'allia étroitement avec le roi d'Aragon, Pierre II, qui était monté sur le trône depuis peu; ils attaquèrent les rois de Léon et de Navarre. Ceux-ci furent si effrayés du péril qui les menaçait, qu'ils demandèrent du secours aux Sarrasins; et bien que le pape Célestin eût menacé des foudres de l'Église tout prince chrétien qu s'allierait aux infidèles, Sancho ne vit d'autre salut pour la Navarre contre son puissant ennemi que dans une semblable alliance.

Alphonse de Castille dirigea toutes ses forces contre Léon; c'était surtout contre le roi de ce pays que sa colère était au comble, car il avait reçu une armée auxiliaire des infidèles afin de pouvoir mieux porter la guerre contre la Castille. Dans deux campagnes, les Castillans, secourus par les Aragonais, entrèrent dans le royaume de Léon; et comme ils voulaient tirer vengeance des dévastations exercées par les Sarrasins en Castille, ils dévastèrent toute la contrée jusqu'aux portes de Léon, dont les murs fortifiés les empêchèrent d'avancer : seulement les faubourgs et le quartier des juifs furent brûlés. Astorga même ne put être prise; mais ses environs furent ravagés.

Lorsque la Castille, unie à l'Aragon, ouvrit une nouvelle campagne, les clercs et les chevaliers cherchèrent, par leur médiation, à rétablir la paix entre elle et Léon, afin de ne pas absorber ainsi toutes les forces de l'Espagne dans des guerres civiles. Alphonse IX de Léon, qui à la fin (1195), suivant la volonté du pape, avait répudié son épouse, l'infante portugaise Thérèse, ne se laissa pas effrayer des suites de l'excommunication, et épousa de nouveau une parente, l'infante de Castille, Bérangaria, fille du roi Alphonse le Magnanime, afin d'assurer à ses États une paix durable; et Alphonse de Castille s'étant montré disposé à donner en dot à sa fille toutes les places entre la Castille et Léon, qu'il avait conquises pendant la dernière guerre, toute cause de discorde et de rupture parut éloignée pour longtemps, et la réconciliation entre ces deux maisons royales également assurée. On ne s'occupa ni des prohibitions de l'Église, ni des ordres du pape : les clercs même d'Espagne parlèrent hautement en faveur de cette alliance, parce qu'il s'agissait du bien de deux États chrétiens. Le mariage eut lieu aux acclamations du peuple (1197).

Comme avant le mariage on n'avait pas demandé la dispense du pape, Célestin III le déclara nul. Il envoya le cardinal Guido de S.-Angelo en Espagne, avec mission de rompre cette alliance, et en cas de désobéissance d'interdire les deux rois. Comme le roi de Léon aimait sincèrement sa nouvelle épouse, il méprisa les menaces du pape. Le roi de Castille, qui avait fait la paix avec Léon, et restitué les places conquises malgré lui, se déclara prêt à reprendre sa fille, redemandant en même temps sa dot.

Bien qu'on pût prévoir quels troubles épouvantables amènerait la dissolution de ce mariage, l'excommunication fut lancée contre le roi de Léon et son épouse, contre les évêques de Salamanque, Zamora, Astorga et Léon, et tout le royaume fut mis en interdit jusqu'à ce que le roi se fût séparé de sa femme.

Lorsque peu après Innocent III fut monté sur le trône, il chercha, par des lettres et des légats, à persuader aux rois d'obéir aux ordres de l'Église. Mais cette démarche n'ayant eu aucun résultat, et l'évêque d'Oviedo, qui avait obéi au saint-siége, ayant été obligé de s'enfuir pour échapper à la vengeance du roi, le pape fit renouveler l'interdit par le moine Rainer Bann, et les envoyés du roi, partis pour Rome pour y représenter la véritable situation des affaires et les suites

fatales du divorce, furent à peine admis à l'audience du pape.

L'Espagne pouvait-elle être plus troublée qu'à cette époque? A chaque instant, de nombreuses troupes de Sarrasins menaçaient d'envahir les pays chrétiens, parce que l'armistice était expiré. La Castille et Léon, ostensiblement réconciliés, étaient animés de sentiments haineux et de désirs de vengeance. Ils furent pourtant d'accord pour attaquer en commun le Portugal, malgré les anciens traités; et déjà les armées étaient prêtes, et n'attendaient plus que l'ordre de marcher. Dans la ville de Léon, tout était en désordre; les clercs mêmes, qui étaient du parti du pape, se plaignaient de ce que l'interdit favorisait l'incrédulité et l'immoralité. Quand le culte et les sermons cessèrent, l'ardeur du peuple contre les infidèles diminua. Les clercs tombèrent dans le mépris, du moment où ils ne se montraient plus au peuple comme les serviteurs de Dieu et les dispensateurs de sa grâce. En Aragon, le roi Pierre II était en hostilité continuelle avec ses vassaux, qui se combattaient mutuellement; et, pour augmenter le désordre, le roi Sancho VII de Navarre fit une alliance publique avec les Almohades, malgré les menaces du pape, espérant, par leur aide, pouvoir résister avec succès aux rois de Castille et d'Aragon. Aussitôt que ce traité fut connu, les ennemis de la Navarre se crurent en droit d'entrer dans ce pays pour se le partager.

Dès son avénement au trône, Sancho VII (1194) avait nourri le projet de se lier étroitement avec les ennemis de la foi chrétienne contre la supériorité croissante de ses ennemis. A cette époque la Navarre était encore en possession du pays basque; mais l'étendue de ses États était cependant petite en comparaison de la grandeur de la Castille et de l'Aragon. Ce n'était que grâce à la nature du sol, qui était coupé par des montagnes escarpées et par des défilés étroits, par le solide attachement des Navarrais à leur dynastie, que le roi Sancho avait réussi jusqu'alors à contenir ses puissants voisins. Abstraction faite de la religion, et à ne consulter que les maximes de la vraie politique, les Almohades étaient les alliés naturels de la Navarre.

Déjà immédiatement après la bataille d'Alarcos, le roi Sancho avait commencé les hostilités contre la Castille, en s'alliant avec Léon pour attaquer Alfonso le Magnanime. Il est très-probable que dès cette époque les Almohades avaient exhorté les Navarrais à ces hostilités. Il est vrai que le roi de Castille, dans une entrevue avec le roi Sancho, à Tarragone, où assistait le roi d'Aragon, chercha à engager ces deux princes voisins à une guerre commune contre les ennemis de la foi, et à les attirer tous deux dans son parti contre Léon. Mais le roi de Navarre crut l'occasion trop favorable pour anéantir tout à fait la puissance de ses voisins; et les offres des Almohades étaient si séduisantes, qu'il ne se laissa pas effrayer des menaces du pape, et se crut encore moins obligé par sa religion et par son honneur de rompre son alliance avec les infidèles.

Comme la Castille était, à la même époque, en guerre avec les Almohades et les Léonais, et que l'Aragon, après la mort d'Alfonso II, était, sous le jeune Pierre II, affaiblie par des discordes intérieures suscitées par l'orgueil de vassaux trop puissants, le roi de Navarre espérait, avec l'aide des Almohades, devenir seul maître de l'Espagne. Déjà Jacub Almanzor, le vainqueur d'Alarcos, lui promettait sa fille pour épouse et pour dot tous les pays chrétiens que ses armes pourraient conquérir; il avait même l'Andalousie en perspective. Sancho devait reconnaître la suzeraineté des Almohades; mais son pouvoir royal ne pouvait subir aucune restriction dans les contrées où il devait régner. Nous ne pouvons affirmer si le roi Sancho s'obligea à embrasser l'islamisme.

Pour ne pas dévoiler ses desseins avant le temps, Sancho envoya l'archevêque de Pampelune à Rome avec mission d'assurer au pape Célestin III qu'il était bien éloigné d'une alliance avec les Sarrasins. Il était cependant déjà en mesure de se montrer avec vigueur comme allié des Almohades. A peine son lé-

gat était-il de retour et les bruits d'une union avec les infidèles oubliés, que Sancho confia le gouvernement de son royaume à quelques grands de sa cour en qui il avait confiance, la défense des forteresses bien approvisionnées aux comtes les plus fidèles et les plus expérimentés, et se rendit avec un grand nombre de chevaliers au camp des Almohades, pour terminer promptement les négociations et épouser la fille de Jacub Almanzor.

Comme les auteurs chrétiens et espagnols (à l'exception de l'archevêque de Tolède qui ne donne qu'une courte narration) passent sous silence cette défection du roi de Navarre, on est forcé de se contenter des récits arabes ou de ceux d'un Anglais, Roger de Hoveden, qui diffèrent en beaucoup de points. Évidemment les auteurs arabes confondent l'ambassade du roi Jean sans Terre d'Angleterre au khalife des Almohades, Muhammed, fils et successeur de Jacub Almanzor, avec le voyage de Sancho de Navarre, lorsqu'ils disent qu'il a eu lieu dans l'année 1210 (hég. 607), la même année où l'émir Almumenin vint d'Afrique à Séville pour attaquer l'Espagne. Aussi ils ne désignent Sancho que sous le nom de roi de Bajona (Bayonne). Mais on peut voir par le récit arabe que c'est du roi Sancho qu'il s'agit. Voici comment le voyage de celui-ci au camp des Almohades est raconté par les Arabes. Aussitôt que le roi de Bayonne eut appris l'arrivée de l'émir à Séville, il demanda et obtint la permission de le visiter. Sur toute sa route, depuis les frontières chrétiennes jusqu'à Carmona, le roi avec sa femme, ses ministres, ses serviteurs et sa suite nombreuse, fut traité splendidement. A Carmona il dut laisser mille chevaliers de sa suite; il continua sa route jusqu'à Séville, accompagné d'un nombre égal et à l'ombre des lances et des épées de guerriers magnifiquement équipés et rangés sur deux lignes, que le monarque almohade avait envoyés pour lui faire honneur. Là il eut une entrevue avec l'émir dans une tente dressée auprès de la porte. Pour satisfaire l'étiquette et ménager son orgueil, Muhammed avait disposé la tente de manière que chacun entrât en même temps, mais par un côté opposé. Après l'entrevue, dans laquelle le gouverneur andalous servit d'interprète, Muhammed fit son entrée solennelle à Séville, à la tête de la garde. Le roi chrétien offrit en présent au khalife un Koran dont il avait hérité de ses ancêtres. Il était placé dans un coffre d'or, rempli de musc, dont le couvercle et la garniture étaient d'une étoffe de soie verte très-précieuse, ornés d'or, de pierres fines, de diamants et de rubis. Après que Muhammed eut bien traité son hôte pendant quelque temps et l'eut comblé de présents, il le congédia.

Ce que les relations chrétiennes disent de ce voyage est un peu moins explicite, mais plus vrai. Sancho était à peine en marche, avec une suite de chevaliers assez nombreuse, qu'il apprit la mort de Jacub. Le voyage fut alors ajourné à la fin de l'année 1198 ou au commencement de l'année 1199 ; tous les récits sont d'accord à cet égard. Sancho ne se laissa pas détourner de son projet par la mort de son ami. Il séjourna d'abord pendant quelque temps en Andalousie pour attendre le retour des ambassadeurs qu'il avait envoyés à Muhammed, successeur de Jacub. Et quand ceux-ci lui annoncèrent que le nouveau khalife lui portait les mêmes sentiments d'amitié que son père, il résolut de se rendre à Maroc à la cour du sultan des Almohades. Celui-ci le reçut avec beaucoup d'honneurs, et consentit aussi à son mariage avec sa sœur, mais non à la cession des États espagnols. Cette raison empêcha Sancho de hâter le mariage ; mais il se laissa volontiers persuader d'accompagner avec ses chevaliers les Almohades contre les rebelles africains, dans les montagnes de Gomera, où il montra beaucoup de bravoure.

Pendant que Sancho séjournait à la cour du khalife des Almohades et avait encore quelque espoir de devenir, par son aide, maître de l'Espagne, il perdit la plus grande partie de son royaume; car aussitôt qu'Alfonso le Magnanime et son allié le roi d'Aragon se crurent déliés, par le départ de Sancho, de tout traité avec la Navarre, son roi étant allié avec l'ennemi héréditaire de l'Es-

pagne, ils entrèrent avec leurs fôrces réunies dans ses États (1199) pour se les partager. Mais ils trouvèrent plus d'obstacles qu'ils ne l'avaient pensé. Les forteresses, approvisionnées pour une longue résistance, furent vaillamment défendues. Ce ne fut qu'après un long siége qu'Alfonso parvint à prendre Vittoria, et à s'emparer des provinces d'Alava, Biscaye et Guiposcoa, qui avaient déjà appartenu à la Castille. Pour gagner l'amour des habitants, il promit solennellement de conformer son gouvernement à leurs lois et coutumes.

Le roi d'Aragon était moins heureux : il ne parvint à prendre que quelques petites places frontières. Pampelune et les autres forteresses plus importantes se défendirent avec ténacité et avec succès. A la fin, le roi Sancho revint dans ses États, après avoir compris qu'on voulait bien lui donner la main d'une princesse des Almohades, mais nullement le gouvernement de l'Andalousie et des autres possessions des infidèles en Espagne. Mécontent de cette mauvaise issue de ses projets, il renonça aux négociations commencées, et après une absence de deux ans il revint (1201) dans ses États assez à temps pour exhorter ses fidèles Navarrais à la résistance contre leurs implacables ennemis. Secouru par le comte Diego Lopès de Biscaye, qui était en pleine révolte contre la Castille, il reprit une grande partie des places perdues, et par la médiation du clergé, un armistice fut conclu pour trois ans. Peu de temps après, Sancho fonda contre les bandes de brigands qui dévastaient le pays, une société armée qui fut le premier début de la sainte hermandade (1204).

Dans le royaume de Léon, les discordes continuèrent. Une partie du clergé était pour, une autre contre le roi et son union avec l'infante de Castille. Le roi montra dans sa conduite beaucoup de fermeté et d'énergie. Tous ceux qui mirent obstacle à son gouvernement, soit laïques, soit clercs, furent jetés dans les cachots. Ce fut non-seulement son amour pour sa nouvelle épouse qui le rendit si ferme dans cette affaire, mais aussi sa sollicitude pour les enfants issus de ce mariage, qui auraient été regardés comme illégitimes, si la rupture en eût été prononcée. D'un autre côté, la restitution de la dot de Bérengère eût été pénible, parce que parmi les places qui en faisaient partie, il y en avait plusieurs fortes et importantes, situées sur les frontières.

Lorsqu'Innocent III apprit les suites funestes de l'interdit, il céda aux prières de quelques clercs Léonais, et le modifia de manière à permettre la célébration du culte et l'administration des sacrements. Mais partout où le roi et la reine, ainsi que ses conseillers excommuniés, se trouvaient, les églises devaient être fermées et les bouches des prêtres se taire. Malgré ces défenses, le premier enfant issu de ce mariage, Ferdinand, depuis surnommé le Saint, fut baptisé avec de grandes solennités dans la cathédrale de Léon (1199) ; et lorsqu'un second fils et quelques princesses eurent encore vu le jour, il fut reconnu comme successeur légitime par les cortès du royaume (1204). Ce fut alors que Bérengère, pour rendre la tranquillité au pays, consentit à une séparation. Elle renonça à sa dot, et revint en Castille auprès de son père. A l'instant le pape fit lever l'interdit par les évêques de Castille, et déclara légitimes les enfants issus du mariage de Bérengère.

A peine la paix était-elle rétablie avec le pape, que la guerre se ralluma entre les maisons royales de Léon et de Castille. Cette guerre, après la dissolution du mariage qui avait ramené la paix, éclata avec une nouvelle violence. Le roi prétendit que les places données en dot à sa fille, devaient être restituées à la Castille. Le pape se prononça dans le même sens ; mais ses paroles ne purent concilier des intérêts si opposés. Le peuple avait déjà longtemps avec anxiété prévu ces nouvelles hostilités. La multitude, toujours superstitieuse, prétendait avoir vu plusieurs apparitions miraculeuses annonçant un avenir plein de malheurs et de périls. Son pressentiment ne fut pas trompé : une guerre de plusieurs années, commencée et continuée avec toute l'animosité possible, ravagea

la Castille et Léon. Toutes les tentatives de médiation de la part du pape furent écoutées avec d'autant plus de mépris qu'on voyait en lui la vraie cause de ces malheurs.

Ce ne fut que quand les Almohades firent des préparatifs effrayants pour profiter de ces discordes et soumettre toute l'Espagne chrétienne, qu'on écouta la voix de la paix et de la réconciliation. Pour que l'Espagne ne fût pas la proie des Sarrasins, il fallait que les chrétiens fussent unis. Les rois de Léon et de Castille firent alors la paix. Alfonso de Léon donna à son épouse Bérengère, tant qu'elle resta en Castille chez son père, les places contestées. Ainsi l'honneur pour ce prince chevaleresque fut au moins sauvé.

CHAPITRE II.

LA BATAILLE DE NAVAS-TOLOSA.

Après la mort de Jacub Almanzor, son fils, déjà déclaré son successeur pendant sa vie, monta sur le trône. Muhammed, surnommé Abu Abdallah Annasir Ledinillah, était dans la force de l'âge. Sa taille était bien faite et élevée, son teint blanc, ses yeux beaux et voilés de longues paupières; il portait la barbe grande; son regard était spirituel et indiquait de la profondeur dans la pensée. Quoiqu'il fût actif et intelligent, il montra cependant peu de circonspection et de sagesse dans le choix de ses ministres et de ses généraux. Il confia bien souvent la conduite des affaires à des hommes incapables, qui avaient toute sa confiance.

Ainsi que tous les khalifes des Almohades, il avait eu, au commencement de son règne, à comprimer des révoltes qui éclatèrent dans les montagnes de Gomera. A peine étaient-elles réprimées, que des ennemis que les Almohades regardaient comme vaincus se soulevèrent de nouveau. Les Almoravides, après avoir été complétement soumis en Afrique et en Espagne, avaient trouvé une retraite dans les îles Baléares. Ils vécurent d'abord sous un gouvernement particulier, ensuite sous celui de l'émir de Valence Ibn Sad ben Mardenis; à la fin (depuis 1172) ils s'étaient placés sous la domination des Almohades; mais ils rassemblèrent en secret tous leurs partisans sur un seul point, à Majorque. Pendant que Muhammed Annasir était occupé à réprimer une sédition dans le voisinage de Fez, les Almoravides crurent le moment favorable pour tenter de nouveau la fortune des armes, espérant attirer dans leurs intérêts les Berbères, qui se révoltaient facilement contre toute espèce de pouvoir. Sous la conduite de Jahia ben Ischak el Majorki, descendant de Jussef ben Taschfin, les Almoravides mirent à la voile de Majorque, se dirigèrent sur l'Afrique, et s'emparèrent de plusieurs villes dans les environs de Carthage, avec l'aide de nombreux renforts qu'ils reçurent des Berbères révoltés. Muhammed avait rassemblé toutes ses forces pour mettre fin aux progrès de cette révolte ; car le général ennemi était un homme habile et expérimenté. Cependant les Almoravides ne purent réussir à rétablir leur domination : leur fortune était brisée pour toujours. Ce fut la dernière tentative d'un parti insurgé qui, encore une fois battu, ne donna plus signe de vie. Depuis longtemps les murs de la forteresse de Mahadia, sur la côte nord d'Afrique, en face de la Sicile, avait été un point d'appui pour les Almoravides. Malgré la courageuse résistance de Jahia ben Ischak, et malgré la force de la place, la ville fut enfin prise, après plusieurs assauts, par les Almohades, qui, avec des machines d'une grandeur et d'une forme jusqu'alors inconnues, y lancè-

rent plus de cent blocs énormes de pierres et des boules de fer, écrasant ainsi les murs et les maisons. Muhammed Annasir accorda un pardon magnanime aux habitants et à Jahia, quand ils lui eurent rendu la ville, qu'ils ne pouvaient défendre plus longtemps (h. 601—1205).

La clémence du khalife des Almohades ne servit qu'à exciter les Almoravides, trois ans plus tard, à une nouvelle révolte. Jahia se mit encore une fois à la tête des rebelles, dont le nombre fut grossi par les Zenètes mécontents. Mais une bataille sanglante tourna encore une fois contre les Almoravides. Toute leur armée resta sur le champ de bataille. Jahia trouva avec peine son salut dans la fuite. Pour anéantir tout à fait les derniers débris de ce parti, le khalife ordonna une expédition contre Majorque, où régnait Abdallah, frère de Jahia.

Les troupes de Muhammed débarquèrent malgré la résistance la plus opiniâtre des Almoravides, assiégèrent la capitale, la prirent d'assaut, et décapitèrent Abdallah. Ils envoyèrent sa tête enveloppée à Maroc; le corps fut suspendu aux murs de la ville. Les autres îles, Minorque et Iviça, n'osèrent résister et se rendirent à discrétion (hégire 604—1208). Ainsi furent anéantis les derniers débris des Almoravides.

Ce ne fut qu'alors que le khalife des Almohades tourna toute son attention sur la Péninsule, pour élever l'islamisme sur les ruines de la chrétienté. Après avoir éternisé sa mémoire par des constructions magnifiques et étonnantes dans plusieurs villes d'Afrique, il voulut aussi surpasser la gloire de ses ancêtres par de brillants exploits militaires.

Les belliqueux Castillans ne pouvaient vivre en paix. Après avoir entrepris, dans l'intérêt des Français, une expédition de peu de succès (1204) en Guyenne contre les Anglais, et fait la paix avec leurs voisins chrétiens, surtout d'après les prières du pape, le roi de Castille, Alfonso le Magnanime, commença avec vigueur les hostilités contre les Sarrasins, qui depuis la mort de Jacub Almanzor n'avaient pas troublé la tranquillité.

Après avoir mis la forteresse frontière de Mora sur un meilleur pied de défense (1209), Alfonso entra en Andalousie avec une armée castillane, suivi des chevaliers de Calatrava, dévastant les campagnes, les bourgades, emmenant en captivité les habitants qui ne tombaient pas sous le tranchant de l'épée. De retour de cette expédition, il eut une entrevue avec les rois de Navarre et d'Aragon, consolida la paix avec eux, et en reçut la promesse d'être secouru. Alors il pensa à effacer la honte de la défaite d'Alarcos par une victoire éclatante sur les Almohades. Dès l'année suivante, il recommença ses incursions en Andalousie, ravagea les environs de Jaen, Baeça, Andujar, s'avança jusqu'aux portes de Murcie, et revint à Tolède, chargé d'un riche butin.

A la nouvelle de ces hostilités, Muhammed proclama la guerre sainte. Par les masses de combattants qu'il transporta en Espagne, il espérait écraser les États chrétiens. Ses bandes nombreuses inondèrent la Péninsule. Les Berbères formaient le premier corps d'armée, les Maures le second, les Andalous le troisième, les Almohades ou troupes régulières composées par une sorte de recrutement le quatrième; enfin le cinquième corps était composé des volontaires accourus des différentes provinces de l'empire. Ce dernier ne comptait pas moins de cent soixante mille combattants, tant cavaliers que fantassins. Quand même on se défierait des relations des auteurs arabes qui citent des chiffres incroyables, on peut estimer à un demi-million d'hommes les troupes réunies en Espagne par Muhammed. Le 25 dyhade de l'hégire 607 (au commencement de mai 1211), le khalife débarqua lui-même à Tarifa, d'où après un court séjour il se rendit à Séville.

Muhammed commit une grande faute en consumant la première ardeur de ses troupes devant la forteresse imprenable de Salvatierra (les Arabes l'appellent Sarbatera). Pendant huit mois toute l'armée campa devant cette place. Sur les conseils de son hhadjeb ou grand visir, nommé Ibn Said ben Gamea, que les Almohades représentent comme mal-

intentionné envers eux, et qui cependant jouissait de toute la confiance de l'émir, Muhammed s'opiniâtra à ne pas pousser plus loin ses armes avant de s'être rendu maître de cette forteresse. Le siége dura tout l'été et se prolongea jusque vers l'hiver. Sur ces hautes montagnes, les Africains souffrirent beaucoup des rigueurs de la saison. Les maladies en moissonnèrent des milliers, et les approvisionnements nécessaires à une armée aussi nombreuse devinrent de jour en jour plus difficiles. La tentative d'Alfonso de Castille, qui envoya son fils Ferdinand avec une armée en Estramadure, pour contraindre, par une puissante diversion, Muhammed à lever le siége, ne réussit pas; le roi eut au contraire la douleur de perdre son fils, qui succomba aux fatigues de la guerre (mais le peuple prétendit qu'il avait été empoisonné par les juifs de Madrid). Salvatierra fut obligée par la famine de capituler, et tomba dans les mains des infidèles : mais sa longue et courageuse résistance avait sauvé l'Espagne chrétienne.

Le roi de Castille avait envoyé l'évêque Gerhard de Ségovie au pape Innocent III, pour le prier d'appeler les peuples chrétiens de l'Europe à une croisade contre les Maures d'Espagne. L'archevêque Roderigue de Tolède, historien célèbre, et d'autres prélats furent envoyés en France, pour enflammer, par le feu de leur éloquence, les nations d'Occident, depuis les Pyrénées jusqu'à la mer Noire, et les engager à s'armer pour la croix.

Tandis que le pape et l'archevêque de Tolède appelaient l'Europe chrétienne au secours de la Castille contre les infidèles, Alfonso le Magnanime épuisait ses efforts pour unir les rois d'Espagne contre les Almohades. Il tint à cet effet un congrès à Cuença, où Alfonso ne vit arriver que le roi Pedro II d'Aragon. Toutefois les autres rois chrétiens de l'Espagne y avaient envoyé leurs plénipotentiaires, avec promesse de lui donner de l'aide en soldats et en argent. Ainsi s'écoula l'année 1211, sans de grands apprêts pour la guerre. Avant la fin de l'hiver, de nombreux corps se réunirent à Tolède, point du rassemblement. Au commencement de l'année, l'archevêque de Tolède était déjà arrivé avec un grand nombre de Français. Bientôt parurent les bannières de beaucoup de villes de l'Empire, des chevaliers des différentes provinces de Castille, les grands maîtres et prieurs de Calatrava, de Saint-Jacques, de Saint-Jean, des templiers, avec leurs belliqueux frères. Les comtes et chevaliers s'étaient rassemblés autour de leur roi Alfonso le Magnanime, dans tout l'éclat de leur armure, pour paraître terribles aux yeux de leurs ennemis, et en même temps d'une manière digne de leur haute position. Les plus distingués par leur courage, leur esprit chevaleresque et leurs richesses étaient les comtes de Lara; les plus renommés pour leur habileté et leur expérience militaire étaient les comtes Diego Lopès et Lopès Diaz de Haro. A la tête des chevaliers de Saint-Jacques et de Calatrava étaient Gomez Ramirez et Pedro Ariaz, grands maîtres de l'ordre. Guttiero, fils d'Hermenegild, commandait les chevaliers de Saint-Jean. Les évêques parurent à la tête des troupes particulières de leurs villes et de leurs diocèses, qu'ils avaient armées à leurs propres frais. On cite surtout l'archevêque Roderigue de Tolède, Tellius évêque de Valence, Roderigue évêque de Siguenza, Menendus évêque d'Osma, Pierre évêque d'Avila. Les communes envoyèrent aussi leurs hommes de guerre munis de tout ce qui était nécessaire, avec les chevaux, armes et voitures, et beaucoup de vivres, de manière à pouvoir même en offrir à ceux qui en manquaient.

Bien que tous les pays de l'Europe eussent envoyé leur contingent, les Français cependant étaient les plus nombreux. Guillaume, archevêque de Bordeaux, l'évêque de Nantes et d'autres prélats français arrivèrent, avec de braves chevaliers et une nombreuse armée de fantassins, des provinces de Guyenne, Limoges, Saintonge, Berri, Poitou, Anjou, Bretagne, du Languedoc, de la Provence et de la Bourgogne. L'archevêque Arnold de Narbonne, l'ardent persé-

cuteur des Albigeois, amena une armée qui brûlait du désir de gagner le ciel en combattant les Sarrasins. Arnold rendit aussi l'important service de persuader au roi Sancho de Navarre, qui haïssait encore le roi de Castille, de secourir non-seulement la cause commune de l'Espagne, en envoyant troupes et argent, mais aussi d'entrer lui-même en campagne avec ses chevaliers.

Au mois de mai il se trouvait en Castille, des croisés venant des différentes contrées de l'Europe, deux mille barons avec leur suite, dix mille chevaliers et cinquante mille fantassins, c'est-à-dire environ soixante et dix mille combattants. Des troupes considérables des pays plus éloignés étaient encore en marche, et n'arrivèrent que plus tard. Le dimanche de la Trinité (au commencement de juin) le roi d'Aragon arriva aussi avec son armée bien équipée. Il fut reçu avec beaucoup d'honneurs par le roi de Castille. La plus grande partie des puissants vassaux d'Aragon et les chevaliers les plus distingués accompagnaient leur roi dans cette expédition. Avec lui étaient aussi beaucoup de templiers, qui avaient de grandes possessions en Aragon. Enfin on vit aussi arriver les auxiliaires de Léon, de Galice, de Portugal: ces derniers en grand nombre, cavaliers et fantassins, distingués par leur habileté et leur courage; un infant portugais, Pedro, troisième fils du roi Sancho Ier, les commandait. L'infant Sancho Fernandez, dernier frère du roi de Léon, était à la tête des troupes de ce royaume, le roi n'assistant pas à l'expédition, parce qu'il avait de nouvelles controverses avec le roi de Castille au sujet de quelques places frontières. On attendit le roi de Navarre, qui n'avait pas achevé ses préparatifs.

Tolède et ses environs offraient un aspect extrêmement animé. Le nombre des combattants était si grand, que la ville ne pouvait les contenir tous. Des milliers de soldats campaient sous des tentes, dans les jardins royaux, dans des prairies hors des murs. C'était un mélange bizarre de costumes et d'armes. Les mœurs et le langage présentaient une variété non moins grande. Il était bien difficile de maintenir la paix et la discipline dans une réunion d'éléments aussi hétérogènes. Avec une sage prévoyance, le roi de Castille avait rassemblé d'immenses magasins de vivres, de manière que rien ne manqua, à l'étonnement de tous. Bien qu'il fournît aux ultramontains (les croisés qui n'étaient pas d'origine espagnole) tentes, vivres et même chevaux, ils arrachèrent tous les fruits des arbres de Tolède, et brûlèrent le bois des vignobles et les arbres, pour préparer leur cuisine. A ces désordres s'en joignirent bien d'autres d'une nature différente. Les ultramontains commençant à persécuter les nombreux juifs de Tolède, Alfonso eut beaucoup de peine à empêcher un massacre général; plusieurs cependant tombèrent victimes de cet absurde et sauvage fanatisme.

L'importance qu'on attacha en Occident à cette croisade contre les Sarrasins d'Espagne peut se comprendre par la part active qu'on prit à cette expédition; des milliers d'hommes reçurent la croix. Il n'est, en outre, pas douteux que de fortes sommes d'argent, de grands approvisionnements d'armes et de vivres furent envoyés de France et d'Italie au roi de Castille. Alfonso était en état non-seulement d'approvisionner l'armée des ultramontains, qui, au commencement de juin 1212, comptait dix mille cavaliers et cent mille fantassins, mais même de payer par jour à chaque cavalier vingt solidi, et cinq à chaque fantassin, et de faire de riches présents aux généraux.

A Rome Innocent III ordonna trois jours d'abstinence au pain et à l'eau, pour obtenir que Dieu accordât la victoire aux armes chrétiennes. Il y eut des prières publiques, Les moines, les clercs et les nones marchèrent en public les pieds nus et couverts d'habits de deuil. Des processions parcoururent religieusement les rues, d'une église à l'autre. Le pape lui-même prononça un sermon pour la croix, et exhorta les chrétiens à prier Dieu d'accorder la victoire aux princes espagnols.

Lorsque les nombreuses troupes se furent rassemblées dans Tolède et hors des murs,

et qu'elles se furent reposées des fatigues de la marche, l'armée chrétienne décampa le 20 juin 1212 pour aller au-devant de l'ennemi. Elle marchait en trois colonnes séparées, afin que le nombre ne mît pas d'obstacle à la marche. Les ultramontains formaient l'avant-garde, au nombre de soixante mille combattants au moins, et suivant d'autres cent mille. Le général castillan Diego Lopès de Haro les commandait. Les autres corps particuliers étaient sous les ordres des archevêques de Narbonne et de Bordeaux, de l'évêque de Nantes et d'autres comtes du midi et de l'ouest de la France. Le roi Pierre II commandait le second corps d'armée. Sous ses ordres il n'y avait que des Aragonais, des Castillans et les templiers. Le troisième corps et le plus fort, qui était composé des troupes de Castille, de Léon et de Portugal, et dans lequel se trouvaient les chevaliers de Saint-Jacques, de Calatrava et de Saint-Jean, était commandé par le roi de Castille lui-même. Sous lui étaient les grands maîtres des ordres militaires, l'infant de Léon, Sancho Fernandez, l'infant portugais Pedro, l'archevêque Roderigue de Tolède et d'autres prélats. Ce corps comptait trente mille chevaliers : on ne dit pas quel était le nombre des fantassins.

Dès le cinquième jour (le 24 juin), les ultramontains prirent d'assaut le château de Magalon, et passèrent la garnison au fil de l'épée. Comme les vivres commençaient à manquer, et que la chaleur était accablante pour les ultramontains, après cette affaire l'ardeur belliqueuse commença à diminuer, et plusieurs pensèrent à retourner chez eux. Le roi de Castille, qui n'arriva à Magalon que le jour suivant, apaisa le mécontentement par une abondante distribution de vivres ; et les croisés continuèrent leur marche sur la forteresse de Calatrava, occupée par une forte garnison d'Almohades. Le passage de la Guadiana, sur les bords de laquelle est située cette ville, présentait beaucoup de difficultés (les Sarrasins ayant placé sur les bords des sauts de loup et des pointes de fer aiguës que recouvraient les eaux). Cette ville, presque imprenable, fut attaquée de trois côtés par les trois armées, et tomba bientôt en leur pouvoir. Mais la citadelle, défendue par des tours élevées et des murailles épaisses, faisait craindre un long siége. A l'assaut de la ville le roi d'Aragon et les ultramontains s'étaient particulièrement distingués, mais ils avaient aussi éprouvé de grandes pertes. La conservation d'un prêtre qui, la sainte hostie à la main, s'était avancé à la tête des combattants au milieu de la ville, quoique ses vêtements eussent été percés de soixante flèches, parut miraculeuse.

Avant d'entreprendre un nouvel assaut contre le château, on tint conseil pour savoir s'il valait mieux le bloquer, et, sans se laisser retarder par un siége, marcher contre l'ennemi qui, éloigné de quelques marches, s'était porté de l'autre côté de la Manche entre Jaen et Cordoue. Mais ceux qui voulaient que la citadelle fût prise, l'emportèrent, parce qu'on savait qu'elle contenait de grands magasins de vivres et des trésors considérables. Aussitôt que les infidèles furent informés de cette résolution, le commandant almohade envoya secrètement un homme de confiance au roi de Castille, pour lui offrir la reddition de la citadelle et l'abandon de grandes richesses, pourvu que la garnison pût se retirer librement avec ses armes. Alfonso ne parut pas opposé à de telles conditions, afin d'être sans retard maître de ce point important. Mais les Aragonais et les ultramontains ne voulurent pas entendre parler d'un accord qui assurait la vie sauve à la garnison. Cependant, comme les Sarrasins se montraient résolus à faire la résistance la plus opiniâtre, on permit enfin à la garnison de sortir, mais sans armes. A cette occasion, les princes espagnols montrèrent combien ils étaient supérieurs à leurs frères d'Occident, en bonne foi et en loyauté chevaleresque. Quoiqu'on eût promis aux mahométans un libre passage et sûreté pour les personnes, les ultramontains voulaient massacrer la garnison quand elle sortit de la citadelle. Mais Alfonso et Pierre se déclarèrent hautement et avec fermeté contre une telle

perfidie. Ils empêchèrent de faire aucun outrage aux infidèles, et veillèrent à leur sûreté. Alfonso donna aux Aragonais et aux ultramontains les immenses magasins trouvés à Calatrava; il ne garda absolument rien pour lui et les siens. Il paraît cependant que les ultramontains crurent qu'il s'était réservé les trésors et les choses précieuses. Calatrava fut rendu aux chevaliers de cet ordre. Cette conquête fut une pomme de discorde au milieu de l'armée chrétiennne. Les ultramontains, irrités de ce que la garnison leur avait échappé, mécontents d'Alfonso de Castille, qu'ils soupçonnaient d'avoir enlevé toutes les richesses de Calatrava, qu'ils avaient convoitées, prétextèrent qu'ils ne pouvaient supporter plus longtemps le climat chaud de l'Espagne, et refusèrent de combattre davantage pour le salut de la Péninsule. Ils crurent s'être acquittés de leurs promesses par les combats de Magalon et de Calatrava. L'archevêque de Bordeaux, le plus considéré de leurs prélats, les confirma dans leur résolution. Malgré les prières et les promesses des rois espagnols, ils persistèrent et retournèrent dans leur patrie. Les Espagnols ne s'expliquaient ce départ précipité qu'en supposant une maladie du pays ou une mauvaise inspiration du diable. Comme la séparation des ultramontains de l'armée chrétienne eut lieu presque en présence de l'ennemi, à qui on était sur le point de livrer une grande bataille, les ultramontains sacrifièrent les exigences de leur croyance et leur propre gloire au désir de se venger du roi de Castille. A l'exception de l'archevêque Arnold de Narbonne et du comte Théobald Blascon, né Espagnol, qui avait amené du Languedoc et du Poitou cent cinquante chevaliers, les ultramontains, au nombre de cinquante mille, repassèrent les Pyrénées couverts du mépris des Espagnols, qui partout, dans la crainte du pillage, leur fermaient les portes de leurs villes.

Quelque pénible que fût aux chrétiens espagnols l'éloignement d'un si grand nombre de combattants au moment décisif, ils ne perdirent pas courage, et s'avancèrent avec confiance pour livrer bataille à l'ennemi. Ce qui releva aussi leur ardeur, ce fut la prise d'Alarcos, cette place sous les murs de laquelle le roi de Castille, dix-sept ans auparavant, avait été complétement battu; ce fut aussi l'arrivée du roi Sancho de Navarre, qui allait combler le vide laissé par le départ des ultramontains.

Sur ces entrefaites, les trois rois alliés s'approchèrent de Salvatierra, que le khalife des Almohades avait prise l'année précédente après un long siége. Ici les rois passèrent l'armée en revue : l'Espagne chrétienne n'en avait jamais vu une semblable. Sans s'arrêter à faire le siége d'une forteresse imprenable, on passa devant Salvatierra, et le 12 juillet on entra dans les défilés de Muradal de Sierra-Morena pour livrer bataille aux Sarrasins de l'autre côté de la montagne.

Muhammed Annasir, malgré ses masses nombreuses, avait jusqu'ici évité la bataille, parce qu'il craignait les croisés d'Occident qui se trouvaient dans l'armée espagnole; car la gloire des Francs s'était répandue d'Orient en Afrique. Mais aussitôt qu'il apprit l'éloignement des croisés ultramontains, il chercha lui-même le combat, espérant frapper les Espagnols d'un désastre semblable à celui que son père leur avait fait essuyer à Alarcos.

D'ailleurs la perte de Calatrava lui avait été très-sensible. Quoique le chef andalous Aben Cadis (Rodrigue le nomme Abencalix) eût fait tous ses efforts pour défendre cette place, il ne parut pas cependant aux yeux du khalife avoir bien rempli ses devoirs. Il le fit décapiter lorsqu'il arriva dans le camp, avec une partie de la garnison, par le conseil du grand visir Abu Said ben Gamea, homme intrigant, haïssant tous les chefs andalous et almohades. Toute l'armée désapprouva cette exécution, qui exaspéra les Andalous; car ils savaient qu'Aben Cadis s'était défendu jusqu'à la dernière extrémité, et que sa mort était la suite des conseils infâmes du grand visir.

Immédiatement après la capitulation de Calatrava, Muhammed s'était avancé avec son armée de Jaen vers la rive droite du

Guadalquivir jusqu'à Baeça, et avait fait occuper les défilés qui conduisent de la Sierra-Morena à Ubeda et Baeça par l'élite de ses troupes. Malgré cela les chrétiens entrés dans les défilés de Muradal s'emparèrent, après un combat sanglant, du petit château de Ferral, situé sur le sommet de la montagne, où les Almohades avaient négligé de mettre une garnison suffisante. L'armée chrétienne n'avait cependant pas beaucoup gagné par là; car, à cause du manque d'eau, on ne pouvait séjourner longtemps sans danger sur un point aussi élevé. On n'avait pas non plus beaucoup d'espérance de s'emparer de la sortie des montagnes, qui était bien défendue. Les Sarrasins, n'ayant pu se maintenir sur les hauteurs, fortifièrent aussi bien qu'ils le purent le défilé qui conduisait aux plaines de Tolosa. Le roi de Castille assura dans une lettre au pape que l'on ne pourrait, avec toutes les troupes du monde, forcer ce passage, s'il était bien défendu seulement par mille combattants. Dans cette position dangereuse, où l'on ne devait pas penser à avancer, il parut plus prudent, et même comme la seule voie de salut, pour ne pas périr de soif et de faim dans ces montagnes, de commencer la retraite, et de chercher à pénétrer en Andalousie par un autre point. Le roi de Castille refusait tout mouvement rétrograde; car il ne voulait pas céder ainsi la victoire aux ennemis, sans combat.

Un berger des environs se présenta, qui promit de conduire l'armée par un chemin d'où, sans être aperçu de l'ennemi, on pourrait descendre sans obstacle dans les plaines d'Ubeda. Les rois reçurent la confirmation de cette allégation par le brave Diego Lopès de Haro, qu'ils envoyèrent visiter cette route. Ils décampèrent le même jour (samedi 14 juillet), et guidés par le berger qu'on regardait comme un sauveur envoyé du ciel, ils prirent possession de la hauteur indiquée, dominée par un plateau convenable pour un camp, et qu'ils fortifièrent sans retard. Eux-mêmes restèrent en arrière avec la réserve, pour cacher leurs mouvements à l'ennemi, et quittèrent les derniers le château de Ferral, que les avant-postes des Sarrasins, qui croyaient que les chrétiens battaient en retraite, occupèrent de nouveau.

Mais bientôt ils virent leurs ennemis dans une position nouvelle. Quoique les chrétiens eussent par là obtenu un grand avantage, le souverain des Almohades, confiant dans la supériorité de ses forces, offrit le même jour la bataille que les rois chrétiens n'acceptèrent pas, parce que l'armée était fatiguée de la marche dans les montagnes, et que la fortification du camp dans sa nouvelle position n'était pas terminée.

Même le jour suivant, quand Muhammed rangea son armée en bataille, les chrétiens restèrent encore dans leur camp; quelques chevaliers seulement sortirent, pour montrer leur bravoure aux avant-postes dans quelques combats singuliers. Les chevaliers ne voulurent pas ensanglanter le saint jour du dimanche et ajournèrent la bataille au lendemain. Mais, comme les vivres commençaient de nouveau à manquer, et que l'eau était rare, le combat ne pouvait être retardé. Muhammed, qui avait appris par quelques déserteurs la situation de l'armée, se vanta qu'avant trois jours les rois ennemis, cernés sur la hauteur, seraient ses prisonniers.

Les soldats chrétiens, après s'être préparés au combat par des prières et en recevant les sacrements après l'absolution générale accordée par le pape, furent le 16 juillet, avant le lever du soleil, rangés en bataille par leurs rois, en partie au pied de la montagne, en partie sur les hauteurs, et dans l'ordre suivant : le centre, sous les ordres du roi Alfonso, qui en quelque sorte commandait toute l'armée, était composé de quatre corps, le premier de montagnards castillans, sous les ordres de Diego Lopès; le second des chevaliers de Calatrava, de Saint-Jacques, du Temple, de Saint-Jean et de quelques troupes des frontières, sous les ordres du comte Gonzalo Nuñez de Lara; le troisième composé des soldats de la Vieille-Castille, des Asturies et de la Biscaye, sous les ordres du comte Roderigo Diaz de los Cameros; le quatrième, ou la réserve, composé

de ceux de Tolède et de quelques troupes de Léon, commandé par le roi lui-même. Dans ce corps se trouvaient l'archevêque Roderigue de Tolède, l'historien de cette guerre, et plusieurs évêques de Castille et de Léon, avec leurs soldats.

Le brave roi Sancho de Navarre commandait l'aile droite. Il avait sous ses ordres non-seulement ses propres chevaliers, mais aussi les bannières de Soria, Avila, Ségovie et Medina-Cœli; en outre les chevaliers français qui avaient suivi l'archevêque Arnold de Narbonne, et les troupes de Galice et de Portugal, où se trouvait aussi l'infant portugais.

A l'aile gauche, divisée en quatre corps, et qui se composait, sauf quelques fantassins castillans, des troupes aragonaises, se trouvait comme chef le roi Pierre, entouré de ses grands et de son clergé.

Suivant la maniere des Almohades, Muhammed rangea son armée sur cinq lignes de profondeur, en face des chrétiens, dans les plaines de Tolosa. Les volontaires formèrent l'avant-garde; leur nombre, d'après les auteurs arabes, était de cent soixante mille combattants. Les Andalous occupaient l'aile droite, les tribus berbères l'aile gauche. Le centre et la réserve renfermaient l'élite de l'armée, les Maures, les troupes régulières et les véritables Almohades. Au milieu de la ligne de bataille, Muhammed avait fait placer sa tente splendidement décorée; devant la porte était son cheval de bataille couvert d'or et d'argent. Lui-même il était assis dans sa tente sur son bouclier, signe de la bataille qui allait commencer. Autour de la tente du khalife étaient rangés les gardes à pied et à cheval, non-seulement les Almohades de la Mauritanie, mais même les nègres. En avant, vis-à-vis de l'ennemi, les lances présentaient un mur infranchissable; en même temps o navait formé un vaste demi-cercle avec de fortes chaînes en fer, en sorte que le khalife se trouvait pour ainsi dire dans un château. Des hauteurs les chrétiens pouvaient compter les masses immenses des infidèles, et même apercevoir distinctement la tente du souverain des Almohades.

Lorsque tous les préparatifs du combat furent terminés, le khalife, couvert d'un manteau noir de combat, héritage du chef des Almohades Abdelmumen, sortit de sa tente. Il tenait d'une main le Koran, de l'autre son sabre : il donna le signal du combat.

Du côté des infidèles les volontaires, du côté des chrétiens les Castillans s'avancèrent, et les ailes des deux armées se mirent en mouvement : le combat devint bientôt général. Le premier choc des mahométans fut violent; mais il ne put rompre la ligne des chevaliers chrétiens. Ceux-ci, secourus par les chevaliers de Calatrava battirent au contraire l'avant-garde, et plusieurs milliers de moslims trouvèrent la couronne du martyre qu'ils ambitionnaient, en mourant pour leur foi. Mais lorsque les Castillans, en poursuivant les volontaires, s'avancèrent contre le centre de l'armée ennemie où se trouvaient les meilleures troupes de Muhammed, ils rencontrèrent la résistance la plus acharnée. Bientôt même les chrétiens, naguère vainqueurs, durent quitter le champ de bataille et fuir : les chevaliers de Calatrava furent aussi entraînés par les fuyards.

Lorsque le roi de Castille, de la hauteur où il était placé, vit ce désavantage, il voulut s'avancer à la tête des troupes de Léon et de Tolède, qui formaient la réserve, pour faire une dernière tentative désespérée. Ses paroles à l'évêque de Tolède : « A présent il est temps de mourir glorieusement ! » prouvent qu'il n'avait pas un grand espoir de remporter la victoire.

Les remontrances de l'archevêque et des comtes l'empêchèrent de s'exposer au plus grand péril. On envoya au secours des fuyards les troupes les plus valeureuses, et les prélats eux-mêmes se jetèrent, à la tête des combattants, au milieu du carnage, où se trouvaient les étendards de la sainte Vierge, l'image du Sauveur, et enflammèrent par leur exemple le courage des soldats de la foi.

L'arrivée des troupes fraîches permit aux chevaliers des ordres et aux montagnards de se rallier, et avec ceux qui étaient venus à leur aide ils s'avancèrent de nou-

veau, renversant tout ce qu'ils rencontraient, et marchant vers le centre, où se trouvait Muhammed avec sa garde. En se jetant sur le demi-cercle enfermé par les chaînes de fer, derrière lequel un mur hérissé de lances était formé, ils battirent et rompirent les deux ailes des Sarrasins. Les Andalous qui ne combattaient que par crainte des Almohades, prirent la fuite dès le commencement de la bataille. Cette fuite occasionna du désordre dans les rangs des Maures. Les troupes régulières des Almohades dans le cercle faisaient seules résistance et paraissaient vouloir disputer encore la victoire aux chrétiens. Les intrépides Almohades, défendus par la fortification, repoussèrent toutes les attaques avec une bravoure et des efforts inouïs. Mais les chevaliers chrétiens cherchèrent à briser cette chaîne, qui pouvait rendre douteuse l'issue de la bataille. Alvaro Nuñez de Lara, à la tête des chevaliers castillans, tenant en main l'étendard royal, se jeta, malgré les lances des ennemis, dans l'intérieur de cette espèce de forteresse, et presque en même temps les rois Pierre et Sancho rompirent aussi la chaîne. Ils étaient venus des points opposés, après avoir mis en fuite les ennemis qui étaient devant eux, pour se trouver au centre, où était Muhammed, et où devait se décider la bataille.

Par la rupture de la chaîne, la ruine des infidèles fut décidée et la victoire assurée aux chrétiens. Le carnage fut terrible. Muhammed, qui à la fin avait tout fait pour enflammer la bravoure de sa garde, parut ne pas vouloir survivre au malheur des siens et à la mort de son fils aîné, qui avait été tué en combattant en héros. Muhammed était encore assis sur son bouclier dans sa tente quand les vainqueurs approchèrent. Lorsqu'un Arabe lui annonça la fuite totale de ses troupes et le conjura de ne pas rester davantage, le khalife lui répondit: « Dieu seul est vrai; le diable est perfide. » Il monta ensuite à cheval et se hâta, avec quelques fidèles, de quitter le champ de bataille. Il prit le chemin de Baeça et se retira sans tarder à Séville.

Cette victoire éclatante des chrétiens, qui porta le coup de mort à la domination des Africains en Espagne, est nommée par les Espagnols, bataille de Navas de Tolosa ou d'Ubeda. Les mahométans la nomment bataille d'Alcalab, et comptent ce jour, le 15 safer de l'hégire 609 ou 16 juillet 1212, au nombre des plus désastreux de leur histoire. Ils attribuèrent la perte de la bataille en partie à l'orgueil du khalife, qui comptait trop sur ses cent mille combattants, sur leur discipline, sur les talents de ses généraux, et perdit ainsi l'aide du ciel. D'un autre côté ils accusèrent les Andalous de lâcheté et de trahison, parce qu'ils avaient pris la fuite dès le commencement de la bataille. Les chrétiens attribuèrent à Dieu cette victoire miraculeuse sur un ennemi dont les forces étaient doubles des leurs. Ils avaient imploré son appui avant le combat : ils n'oublièrent pas, dans un hymne chanté sur le champ de bataille par le clergé et les chevaliers, de lui rendre grâces de sa céleste protection.

Si l'on compare les relations des chrétiens avec celles des Arabes, on les trouvera d'accord sur la perte énorme des Sarrasins. Contre leur coutume, les mahométans évaluent leur désastre plus haut que leurs ennemis. Comme il était expressément défendu par les rois, sous peine de mort, de faire des prisonniers, on massacra plus de Sarrasins dans la poursuite que pendant la bataille. Les Espagnols les poursuivirent pendant quatre heures, et taillèrent en pièces tout ce qu'ils rencontrèrent. Les Arabes disent que d'une armée de six cent mille hommes, cent mille seulement se sauvèrent, perte probablement exagérée. Les relations de trois témoins oculaires, du roi Alfonso et des deux archevêques de Tolède et de Narbonne, contiennent des chiffres moins élevés; Roderigue dit deux cent mille, Alfonso cent quatre-vingt-cinq mille cavaliers et un nombre immense de fantassins (d'après le dire de serviteurs et secrétaires de Muhammed faits prisonniers), dont cent mille restèrent sur le champ de bataille, les autres périrent pendant la déroute. L'archevêque de Narbonne ne parle

que de cinquante mille morts dans la bataille et dans la fuite, ajoutant cependant qu'il est possible que ce nombre ait été plus grand. L'infante de Castille, dans une lettre à sa sœur, la reine Blanche de France, écrit qu'après la bataille, on massacra quatre-vingt-cinq mille prisonniers, dont quinze mille femmes.

Quant à la perte des chrétiens, quoique toutes leurs relations soient unanimes, elle est cependant évaluée si bas, qu'on a peine à y croire; car le roi Alfonso et l'archevêque Roderigue prétendent que les Espagnols n'ont eu que vingt-cinq morts, l'archevêque de Narbonne cinquante, et Bérengère deux cents. La reine Blanche, dans sa lettre à la comtesse de Champagne, dit que quarante chrétiens sont tombés sur le champ de bataille à la première attaque. Il est clair qu'au commencement du combat, lorsque les Castillans et les ordres militaires furent repoussés par les Almohades, les Espagnols ont dû perdre beaucoup de monde. Le moine Alberic, qui vécut dans un temps assez rapproché de cette époque, et qui connaissait tous les détails de la bataille, donne les meilleurs renseignements pour expliquer cette perte insignifiante. Il déclare que cent mille Sarrasins ont péri, et qu'un grand nombre de chrétiens ont été tués; mais que, lorsque la victoire fut décidée, pendant la poursuite des fuyards, on ne perdit plus que trente hommes.

Le butin que les Espagnols firent dans le camp était immense; on y trouva de l'or, de l'argent, des objets précieux, des étoffes de soie, des tapis, des vases et monnaies en abondance. Les fantassins et une partie des chevaliers aragonais se livrèrent seuls au pillage, pendant que le reste de l'armée n'avait d'autre pensée que d'anéantir les derniers débris de l'ennemi. Le nombre des bêtes de somme et la quantité de vivres saisis étonnèrent les vainqueurs. Avec les flèches, javelots, lances qu'on trouva sur le champ de bataille, les croisés purent se chauffer pendant plusieurs jours, et cependant on n'en consomma que la moitié. Plus de mille bêtes de somme n'auraient pas suffi, dit un contemporain, pour les porter.

La chronique générale d'Espagne, qui porte le nom du roi Alfonso dit le Sage, ne contient qu'une courte relation de la bataille; elle rapporte qu'avant qu'elle commençât, une grande croix lumineuse apparut dans le ciel comme un heureux augure de la victoire. Comme ni les deux évêques présents, ni le roi Alfonso, dans leurs récits, ne font mention de ce miracle, et que même les meilleures copies de cette chronique n'en disent pas un mot, on doit s'étonner que beaucoup d'auteurs espagnols y aient ajouté foi, et qu'on en ait fait mention dans les prières publiques nommées le *Triomphe de la Croix*, et qui étaient célébrées autrefois annuellement le 15 juillet, à Tolède.

La première suite de cette grande victoire fut la conquête facile de plusieurs forteresses. Ferral, Bilches, Baños, Tolosa, Baeça tombèrent au pouvoir des vainqueurs. A Baeça il n'était resté que des malades et des convalescents : il paraît que là se trouvait l'hôpital de l'armée maure. Dans la mosquée principale ces infortunés attendaient avec anxiété le sort qui leur était réservé. Les Espagnols eurent la barbarie de les faire tous périr par le fer ou par le feu, à l'exception d'un petit nombre qui furent faits prisonniers. Enthousiasmés de leur victoire, les chrétiens se montrèrent encore plus avides de carnage dans la ville d'Ubeda, où quelques débris de l'armée en déroute et les habitants des environs s'étaient réfugiés pour trouver protection derrière ses murs et ses fortifications. Comme cette ville était très-forte par la nature et par l'art, les Sarrasins espéraient repousser toutes les attaques de leurs ennemis. Aussi un assaut général, qui coûta beaucoup de monde aux chrétiens, n'eut-il aucun succès, bien que les Aragonais, escaladant le côté le plus faible des murs y aient pris position. Mais comme ni la citadelle ni le reste de la ville, malgré tous les efforts des Espagnols, ne purent être pris, le roi et les comtes furent d'avis qu'il était plus sage et plus humain d'accepter les offres des Sarrasins. Ceux-ci, effrayés de ce qu'une

partie des murs était occupée par les Espagnols, offrirent aux rois un million de pièces d'or, si on leur permettait d'habiter à l'avenir la ville, et d'y vivre indépendants sous leurs lois et dans la pratique de leur culte. Les rois, voyant la difficulté du siége, acceptèrent ces propositions et furent maîtres de la ville. Mais le clergé, comme jadis le grand prêtre Samuel, altéré du sang des ennemis, regarda le traité comme non valable, et voulut que la ville se rendît à discrétion.

Les rois furent assez faibles pour rompre l'accord déjà fait. Parce que les Sarrasins, qui avaient ouvert les portes, n'avaient pas pu recueillir sur-le-champ la somme énorme stipulée, on crut avoir un bon prétexte pour traiter les prisonniers avec cruauté. Soixante mille mahométans furent tués, un nombre égal emmené en captivité; et comme on ne pouvait peupler la ville, qui était grande, elle fut rasée. Alors les prélats furent contents, et chantèrent des hymnes à la gloire de Dieu en implorant sa miséricorde.

Les excès de tout genre qui accompagnent toujours la victoire furent tels après la prise d'Ubeda, que les magasins de vivres furent bientôt consommés, et que la disette commença à se faire sentir. A cela se joignirent des maladies qui firent de cruels ravages. C'est ce qui empêcha l'armée de poursuivre ses avantages et la força de revenir à Calatrava, où elle trouva le duc Léopold d'Autriche, qui venait secourir les Espagnols avec de nombreuses troupes allemandes. Les rois le remercièrent de ce témoignage d'amitié; mais comme la campagne était finie, il retourna en Aragon avec le roi Pedro son parent (Sancha, mère de Pedro, et Léopold, descendaient du duc Léopold IV). Les deux autres rois firent leur entrée solennelle à Tolède; et les princes, les clercs, l'armée et le peuple se rendirent en une immense procession dans l'église de Sainte-Marie où fut chanté un *Te Deum*, accompagné de musique. En mémoire de cette victoire glorieuse, on célébrait chaque année, le 15 juillet, à Tolède et dans le royaume de Castille, une grande fête anniversaire, qu'on appelait le Triomphe de la Croix. Des présents précieux furent envoyés au successeur de saint Pierre, une tente de soie, une clef d'or et l'étendard des Sarrasins, qui fut placé dans l'église de Saint-Pierre en commémoration de cette journée.

CHAPITRE III.

PEDRO II, ROI D'ARAGON.

Comme nous avons déjà parlé de la part que prit Pedro à la guerre contre les Sarrasins, aussi bien que de son alliance avec la Castille contre la Navarre et Léon, nous nous bornerons ici à ce qui regarde l'Aragon luimême. Lorsque Pierre II, âgé de vingt-trois ans (le 16 mai 1196), succéda à son père Alfonso, il paraît que sa mère, Sancha, à cause de sa jeunesse, voulut lui contester le pouvoir; car ce ne fut qu'à l'assemblée de Daroca (le 13 septembre 1196) qu'il prit, avec le consentement des états et de la reinemère, le gouvernement de son royaume et le titre de roi. Les lois et priviléges (*fueros* et *observancias*) qu'Alfonso Ier, Ramiro II et Raymond Bérenger IV avaient donnés furent renouvelés et confirmés.

Bientôt après son avénement, Pedro chercha à affermir son autorité contre ses puissants vassaux les barons (*ricos hombres*), descendants des premiers conquérants du pays. Les plus hautes dignités et les grands fiefs du royaume, qui pour ainsi dire appartenaient par droit de succession aux premières familles du pays, d'après les anciens usages et coutumes, Pierre se les appropria en vertu de son droit royal, pour les distribuer selon son bon plaisir. Pour apaiser le mécontentement des grands, il leur donna les fiefs et la basse justice qui y était attachée, sous certaines conditions, comme l'obligation de prendre part aux expéditions militaires. En récompense, les grands donnèrent au roi le pouvoir de juger (dans l'ancienne histoire d'Allemagne c'était celui des *comtes de cantons*). De sept cents fiefs le roi en donna, à cette époque, cinq cent soixante-dix-neuf. Probablement tous n'acceptèrent pas avec plaisir ce nouvel ordre de choses. Les juges furent nommés par le roi pour un temps fixe ou à vie. Il pouvait les choisir parmi la haute noblesse (*ricos hombres*), et parmi la noblesse inférieure, les chevaliers (*cavalleros*); mais en général il fit son choix parmi ces derniers; et le justicier-major fut toujours un chevalier, pour mettre des bornes d'autant plus fortes à l'influence des grands. C'est évidemment l'origine du grand justicier d'Aragon, dont à la fin le pouvoir prit le dessus même sur celui du roi.

Le *justitia major*, la haute cour, à l'époque de Pierre II, qui peut être regardé comme le fondateur de ce tribunal, était un collége suprême, dont les jugements nonseulement étaient valables à l'égard des sujets, mais aussi dans les procès entre les sujets et le roi. Il devait défendre les droits du gouvernement et remplacer la personne royale, comme en Allemagne, au moyen âge, le comte palatin du Rhin, ainsi que les priviléges de la noblesse et des bour-

geois contre les atteintes du pouvoir royal. Il dépendait toujours de la bonne direction du gouvernement que ce pouvoir judiciaire suprême favorisât ou non la consolidation et l'estime du pouvoir royal : dans ce dernier cas, on lui donnait les prérogatives les plus importantes.

Les douze familles des *ricos hombres* d'Aragon, qui jusqu'au règne de Pierre II avaient eu la plus grande partie des fiefs et revenus du pays, et dont toute la force militaire, la chevalerie, était liée au service féodal, perdirent, outre le droit de juger, la prérogative de former à elles seules la haute noblesse. Pierre éleva au même rang des fonctionnaires de sa cour qu'il voulait favoriser, et leur assigna des fiefs et revenus pour les mettre en état, comme *ricos hombres*, de prendre à leur solde des chevaliers, et devenir ainsi barons. Ils reçurent aussi le nom de *ricos;* mais, pour les distinguer de ceux qui l'étaient par droit de naissance, ils furent surnommés *de mesnada,* c'est-à-dire de la maison royale. C'était une imitation de la noblesse visigothe des gardinges et des palatins. Les premiers possédaient des terres par droit de naissance, les derniers par la grâce du roi.

Au reste on peut prouver qu'en Aragon, comme dans tous les États chrétiens d'Espagne, il y avait sept degrés de liberté : au premier appartenait le roi, parce qu'il n'était soumis à personne; au second, le haut clergé; au troisième, les *ricos hombres* de naissance, parce qu'ils ne devaient au roi que le service de guerre ; au quatrième, les *ricos de mesnada*, parce qu'ils pouvaient être au service des *ricos hombres*, dans les rangs desquels ils avaient été jadis placés : ces quatre degrés composaient la haute noblesse. Les *infanzones* ou bannerets (nommés ailleurs *primi milites*), et qui ne devaient aucun impôt, formaient le cinquième degré ; les *cavalleros*, les chevaliers, hommes de fief des *ricos hombres* et *mesnaderos*, le sixième ; au septième appartenaient les bourgeois libres des villes du royaume.

Il est vrai que le royaume d'Aragon, après la mort d'Alphonse II, fut de beaucoup diminué par la séparation du comté de Provence, qui fut donné au plus jeune frère de Pierre, Alphonse ; mais cela même donna à l'État plus d'ensemble, car cette province éloignée avait dû être continuellement défendue contre des voisins jaloux. Il y eut cependant toujours une alliance solide entre les deux frères. Lorsqu'Alphonse, comte de Provence, fut attaqué par le comte de Forcalquier et par ses alliés, Pierre se hâta d'aller à son secours avec une armée nombreuse ; les ennemis furent si effrayés, qu'ils se montrèrent prêts à la paix, qui fut conclue en 1202.

Ensuite Pierre épousa Marie, héritière du comte Guillaume VIII de Montpellier, mort en 1202 ; elle avait déjà été mariée avec le comte Bernard de Comminges, mais elle s'en était séparée sous prétexte de parenté. Le mariage fut célébré au mois de juin 1204 ; Pierre promit de ne rien vendre des biens héréditaires de sa femme, et s'engagea envers les habitants de Montpellier, qui avaient consenti à ce mariage, à les défendre et à conserver leurs coutumes et usages. Après avoir de cette manière arrangé ses affaires, réprimé l'orgueil des grands et s'être réconcilié avec sa mère Sancha, qui avait gagné plusieurs vassaux et formé un parti contre lui, il pensa à donner à sa couronne plus de sainteté et de considération en la recevant des mains des clercs. Pierre avait sans doute beaucoup de penchant pour la splendeur et le luxe extérieur, mais ceci ne le détermina pas seul à se faire couronner à Rome ; il voulait plutôt par là mettre fin pour toujours aux prétentions des grands qui croyaient conférer la couronne, et à celles des rois de Castille, qui jusqu'en 1177 avaient exercé la suzeraineté sur l'Aragon. Avec une suite nombreuse de barons et de seigneurs de Catalogne et de Provence, il se rendit par Marseille à Gênes ; sous prétexte de faire un traité avec Pise pour conquérir les îles Baléares, il s'embarqua à Gênes avec sa suite, sur cinq galères, et au lieu d'aller à Pise, il se rendit à l'embouchure du Tibre, où il débarqua le 8 novembre 1204. Tout avait été préparé à

Rome par le pape Innocent III pour lui faire une réception solennelle.

Le troisième jour de son arrivée, le jour de la fête de saint Martin, le pape se rendit avec les cardinaux, un clergé nombreux, des nobles, et suivi de beaucoup de peuple, dans le couvent de Pancrace; là le roi d'Aragon fut oint, en présence d'une assemblée nombreuse, par l'évêque d'Ostie; puis le pape lui mit la couronne sur la tête et lui présenta les insignes royaux. Alors le roi prêta le serment suivant : « Moi, Pierre, roi d'Aragon, promets et jure d'être toujours fidèle et obéissant à monseigneur le pape Innocent III et à ses successeurs, de maintenir mon royaume dans la même obéissance et fidélité, de conserver la foi catholique, de poursuivre les hérétiques, de défendre les droits et immunités de l'Église, et de rendre justice dans tous mes États. Que Dieu me soit en aide! »

Puis Pierre, couvert de ses habits royaux, se rendit en compagnie du pape dans l'église de Saint-Pierre. Il déposa sur l'autel la couronne et le sceptre, offrant par là son royaume à saint Pierre; le pape lui donna d'abord l'épée, ce qui signifiait qu'il lui donnait le royaume en fief. Pierre déposa sur l'autel un acte authentique, dans lequel il offrait son royaume au saint-siége, et s'obligeait pour lui et ses successeurs de payer un tribut annuel de deux cent cinquante *macemutines* (soixante pièces d'or), moyennant quoi il réclamait l'appui et la protection du pape.

La bulle papale détermina tout ce qui regardait pour l'avenir le couronnement des rois d'Aragon; il devait avoir lieu à Saragosse, par l'archevêque de Tarragone, au nom du pape, aussitôt que le roi aurait reçu l'investiture à Rome.

Lorsque Pierre fut de retour dans ses États, les barons et les chevaliers exprimèrent hautement leur mécontentement de ce qu'il s'était fait tributaire du saint-siége. Quoique le roi leur assurât, pour calmer leur irritation, qu'il n'avait pas abdiqué leurs droits, mais seulement les siens, ils considérèrent sa démarche comme une atteinte grave à leurs priviléges, non-seulement pour l'élection du roi, s'il en mourait un sans laisser d'héritiers, mais aussi parce que le royaume était grevé d'une redevance sans avoir obtenu d'avantages équivalents. Ils prévirent probablement aussi que beaucoup de leurs prérogatives devraient cesser à la suite de cette démarche; car, connaissant le caractère ambitieux de Pierre, on pouvait penser qu'il ne s'était pas volontairement rendu tributaire, sans de grands avantages. Il était moins désagréable pour lui d'être ostensiblement tributaire d'un pape éloigné, que d'être soumis à l'orgueil des grands qui étaient près de lui.

Pierre se laissa peu effrayer du mécontentement des grands; on peut le voir par les mesures qu'il adopta l'année suivante, et qui ne pouvaient qu'accroître l'irritation. Comme à l'exemple de ses prédécesseurs il avait, par une trop grande libéralité envers le clergé, et par trop de luxe et de dépenses, diminué les domaines et les revenus de la couronne, il se vit obligé, pour faire face à ses besoins, de recourir à de nouveaux impôts. Presque tous les revenus de la couronne étaient dans les mains du clergé et des chevaliers; les impôts généraux ne rapportaient presque rien, parce que tous les clercs, barons, *infanzones* et toutes les villes privilégiées, telles que Saragosse, étaient exemptés de les payer. Pierre institua alors un nouvel impôt par une ordonnance royale (novembre 1205), d'après laquelle tous les membres de la haute et de la basse noblesse et les bourgeois libres des villes devaient payer, sur la valeur de leurs biens meubles et immeubles, douze deniers pour livre. Les *infanzones*, qui jusqu'alors avaient été exempts d'impôts, n'en furent exceptés qu'au cas où ils seraient faits chevaliers et astreints à un service militaire; car alors ils étaient obligés de s'équiper eux-mêmes et de payer les frais d'entretien des chemins, des fortifications, des portes et des ponts : ils ne pouvaient sans une grande injustice être imposés comme les autres.

Aussitôt que Pierre eut publié cette ordonnance, tous les états du royaume se soulevèrent; les barons et les chevaliers, c'est-

à-dire la haute et basse noblesse, dont les intérêts avaient toujours été opposés, se réunirent pour résister à cette nouvelle charge. Saragosse suivit cet exemple, et se confédéra avec les autres villes. Le roi fut obligé de modérer l'impôt; mais la loi ne fut pas retirée, en sorte que suivant les circonstances elle fut mise à exécution, tantôt avec moins, tantôt avec plus de rigueur.

Ce qui prouve combien Pierre manqua souvent d'argent, c'est que dans la guerre contre le roi Sancho VII de Navarre, qu'il avait conduite avec bonheur, il fit la paix parce que son adversaire lui donna vingt mille maravédis d'or (1209); et il n'eût pu achever la campagne contre les Sarrasins, dans laquelle ceux-ci furent battus à Tolosa, si le pape ne l'eût autorisé à employer pour les frais de la guerre une partie des revenus du clergé de son royaume. A cette époque il introduisit aussi en Catalogne un nouvel impôt, le bovage, qui se payait sur chaque paire de bœufs, et qui bientôt fut exigible dans tous ses États.

Aussitôt après son retour de Tolosa (1212), Pierre tourna toute son attention sur ses États situés de l'autre côté des Pyrénées; là la guerre des Albigeois excitait de grandes dissensions; comme il n'appartient pas à l'histoire d'Espagne de rechercher la cause de l'accroissement de l'hérésie des Vaudois, nous remarquerons seulement que dès 1165, dans un concile à Lombers, l'arrêt de condamnation fut prononcé contre eux, mais que cependant les instruments pour l'exécuter manquèrent, les rois d'Angleterre et de France ayant refusé d'entreprendre cette persécution odieuse contre les hérétiques. Mais quand une commission papale condamna tous les habitants des environs d'Albi, le vicomte Roger II de Béziers, Carcassonne, Albi et Razez, vassal du comte Raymond de Toulouse et du roi d'Aragon, prit la défense de ses sujets; ceci donna occasion au pape de lancer une bulle contre le vicomte, et d'envoyer contre lui une armée de croisés, sans cependant rien obtenir. Le roi Alphonse II paraît ne s'être occupé des controverses avec les hérétiques que comme d'un moyen d'affermir son autorité en Languedoc contre le comte de Toulouse; il chercha à éviter tout ce qui pouvait occasionner quelque mécontentement parmi les habitants de ces contrées, et quoique ne favorisant en aucune manière les hérétiques, il paralysa les menaces des moines envoyés par le pape, en ne leur prêtant aucun appui. Mais son fils se montra plus sévère; peu de temps après son avénement, il publia plusieurs ordonnances contre les hérétiques excommuniés par l'Église, et les menaça d'être brûlés vifs et dépouillés de leurs biens, s'ils ne quittaient ses États. Quand il vint en Languedoc en 1203, avec le dessein de se faire couronner à Rome, il se montra disposé à statuer définitivement sur les controverses; quelques évêques espagnols l'y engagèrent, ainsi que Dominique, qui voulaient voir l'hérésie anéantie par le fer et par le feu. A Carcassonne, dont presque tous les habitants étaient Vaudois, il fit en présence du légat du pape exposer par plusieurs hérétiques le contenu de leurs doctrines, pour juger par lui-même s'ils avaient embrassé une fausse religion. Leur croyance lui parut tout à fait en contradiction avec la religion catholique, et il fut persuadé du fondement des plaintes élevées contre eux. Il s'obligea, lors de son couronnement à Rome, de les poursuivre et exterminer. Mais les querelles qu'il eut avec les habitants de Montpellier, et les efforts qu'il dut faire pour contenir les grands d'Aragon, ne lui permirent pas de mettre son projet à exécution.

Il prouva clairement qu'il n'était pas l'ami des Vaudois, lorsque le pape Innocent III envoya une armée de croisés contre le vicomte Roger de Béziers; et quand celui-ci, comme vassal, demanda le secours de Pierre, il en reçut un refus. Béziers fut anéantie, et ses habitants, hérétiques et fidèles, passés au fil de l'épée. Narbonne se sauva par une prompte soumission; Carcassonne, que le vicomte s'était chargé de défendre lui-même, fut, après que la médiation de Pierre fut refusée, contrainte par fa-

mine à capituler, et le vicomte, après une longue captivité, fut tué; l'histoire ne nous dit pas de quelle manière. Les domaines du vicomte, sans qu'on en donnât avis au roi, furent conférés au comte Simon de Montfort par le légat du pape; le roi d'Aragon, mécontent, refusa l'investiture, et exhorta les chevaliers du comte à se révolter contre Simon, en leur promettant aide et secours. Mais il était dans le caractère du roi de ne pas tenir à ses résolutions et de manquer souvent à sa parole : pour obtenir du pape sa séparation de sa digne épouse, Marie, il se laissa persuader par Innocent III d'investir Simon de Montfort du comté de Carcassonne. En janvier 1211, il reçut de lui le serment de foi et hommage, et promit même de marier son fils Jaimes ou Jacques avec la fille de ce dernier, et comme gage de sa fidélité à tenir cette promesse il donna au comte son fils âgé de trois ans pour l'élever à Carcassonne.

A la même époque où il se concilia le pape et les persécuteurs des Albigeois par ces concessions, il les irrita de nouveau contre lui par son alliance intime avec le comte Raymond de Toulouse, que le légat papal et Simon de Montfort voulaient dépouiller de ses États; pour l'empêcher, Raymond céda son comté à son fils, à qui le roi d'Aragon donna en mariage sa sœur Sancha. Lorsque Simon assiégea Toulouse, il fut repoussé avec perte; mais bientôt remis de cet échec, il recommença, contre le vœu du pape, ses conquêtes sur le comte de Toulouse, pendant que Pierre faisait tous ses efforts auprès du saint-siége pour rétablir la paix entre les parties belligérantes. Innocent confia la décision de l'affaire à un concile rassemblé à Arles sous la présidence du légat papal; le roi d'Aragon et le comte de Toulouse y vinrent. Mais, comme on voulait imposer à ce dernier des conditions humiliantes, tous deux irrités quittèrent la ville; le concile prononça contre le plus faible, le comte de Toulouse, l'excommunication, qui fut confirmée par le pape, qui en confia l'exécution à Simon de Montfort; celui-ci accomplit sa mission avec d'autant plus de succès, que le roi d'Aragon était alors occupé à la guerre contre les Sarrasins.

Lorsque Pierre revint dans ses États et apprit combien les comtes de Toulouse, de Foix et de Comminges étaient menacés par l'armée des croisés, il employa encore une fois sa médiation auprès du pape : tout ce qu'il obtint fut de faire renvoyer la décision à un autre concile à Lavaur, où les légats du pape, par leur opiniâtreté et leurs passions, empêchèrent toute réconciliation. Les demandes les plus modérées furent rejetées, et même l'appel au pape refusé. Pierre en fut si irrité qu'il se décida à protéger avec toutes ses forces les persécutés et à marcher contre ses adversaires; il montra d'abord son mécontentement contre son vassal, Simon de Montfort; il le provoqua en combat singulier, et déclara que l'investiture du fief était annulée. Simon chercha à apaiser le roi; mais il rompit bientôt tout ménagement quand il vit que tous ses efforts étaient inutiles; le langage d'abord pacifique du pape et plus tard ses menaces furent sans succès.

Uni aux comtes de Toulouse, de Foix et de Comminges, Pierre, dans l'automne de 1213, entra en campagne pour reconquérir les domaines de ses alliés; pendant qu'il assiégeait la forteresse de Muret, à quelques lieues de Toulouse, Simon s'approcha avec l'armée des croisés. Comme les alliés avaient négligé de prendre possession des défilés qui pouvaient arrêter la marche des ennemis, ces derniers non-seulement passèrent la Garonne, mais entrèrent même dans Muret, qui fut ainsi sauvée. Le jour suivant 13 septembre 1213, ils offrirent la bataille à Pierre. Le roi, plutôt chevalier valeureux que bon général, rejeta les sages conseils du comte de Toulouse, qui voulait attendre l'attaque de l'ennemi, et en ce cas la victoire n'eût pas été douteuse. Sa bravoure et son esprit guerrier le portèrent à changer ses armes royales contre celles d'un simple chevalier, et à se ranger parmi les premiers combattants. Malgré cela il fut reconnu, et toutes les attaques furent dirigées con-

tre lui; le héros intrépide combattit contre les chevaliers qui l'attaquaient de tous côtés, jusqu'au moment où il succomba sous leurs efforts réunis. Sa mort, pour l'armée alliée, qui se composait en grande partie de fantassins, fut le signal d'une terreur panique et d'une déroute complète. Cela donna aux croisés sujet d'attribuer leur victoire à une intervention miraculeuse; car avec quinze cents chevaliers, c'est-à-dire ceux qui avaient combattu contre les chevaliers de Pierre, ils avaient vaincu une armée de plus de cent mille combattants.

Pierre était célèbre par sa valeur et son esprit chevaleresque, que sa taille herculéenne et sa force de corps rare avaient fait beaucoup exagérer. Comme son contemporain Richard d'Angleterre, il y avait en lui un mélange étrange de sentiments nobles, généreux et royaux, unis à une dureté, une cruauté, un goût pour tout ce qui était dispendieux, qu'on a peine à s'expliquer. Il était lui-même troubadour (on a encore de lui un poëme); protecteur chevaleresque des femmes, il se montra cependant dur et orgueilleux dans sa conduite avec sa mère. Il était chancelant dans ses résolutions. Il voulut se séparer de son épouse, Marie de Montpellier, princesse distinguée par sa vertu et sa piété. Innocent III parut d'abord entrer dans ses vues, peut-être par politique et pour maintenir Pierre dans ses bonnes résolutions; mais, quand celui-ci se fut déclaré le protecteur des comtes persécutés de Languedoc, il refusa de consentir au divorce, prétextant que les cardinaux s'y opposaient (1213).

CHAPITRE IV.

HISTOIRE DES ROYAUMES DE LÉON ET DE CASTILLE DEPUIS LA BATAILLE DE TOLOSA JUSQU'A LEUR RÉUNION.

Malheureusement de nouvelles querelles s'élevèrent entre la Castille et Léon, immédiatement après la bataille de Tolosa, et empêchèrent de profiter des avantages de cette victoire et de poursuivre les conquêtes; une grande famine qui désola toute la Péninsule et surtout la Castille, et qui força à suspendre les hostilités, fut plus fatale encore; des milliers d'hommes moururent de faim, et les riches eux-mêmes furent contraints de se contenter de vivres qu'ils eussent autrefois rejetés avec dégoût. Il fut impossible de penser à poursuivre les Sarrasins, et si l'on fit quelques petites expéditions contre eux, elles échouèrent par le manque de subsistances.

Alphonse le Magnanime ne resta pas longtemps dans sa résidence sans apprendre que le roi de Léon avait commencé les hostilités; celui-ci avait mis garnison dans les forteresses castillanes du Duero, situées sur la frontière de ses États, et qui étaient dégarnies de troupes. Il prétendait que ces places lui avaient été injustement enlevées; le succès encouragea le roi de Léon à déclarer la guerre au roi de Portugal, qui s'était emparé par la force des armes des biens de ses sœurs. Alphonse de Léon marcha de Ciudad-Rodrigo et de Galice avec deux armées contre les Portugais, et les battit complétement à Portella de Baldever.

Au milieu de ces hostilités entre les princes chrétiens, Alphonse de Castille ne pouvait espérer aucun succès pour ses armes contre les infidèles. Moins ambitieux que les autres rois, et souhaitant plus sincèrement la paix entre les chrétiens, il n'hésitait pas à faire des sacrifices personnels lorsque le bonheur de l'Espagne le demandait; pour exciter de nouveau Léon et le Portugal à une expédition commune contre les Sarrasins, non-seulement il se porta médiateur entre eux, mais il ne pensa pas même à tirer vengeance de l'occupation des places frontières par les Léonais. Pour écarter les soupçons du roi de Léon, il lui laissa les forteresses qu'il avait prises, et en démolit quelques autres. En revanche, Alphonse de Léon lui promit des auxiliaires pour sa prochaine expédition contre les Almohades. Malgré ces promesses, Alphonse de Castille fut obligé au printemps suivant d'entrer seul en campagne, et quoiqu'il prît Alcarez et que ses troupes aient pénétré de Talavera jusqu'aux environs de Séville, la campagne fut douteuse, parce que les auxiliaires de Léon et de Portugal ne vinrent pas se joindre à lui. Les Maures de Séville repoussèrent non-seulement les troupes légères, mais firent eux-mêmes une incursion en Castille, d'où ils furent cependant chassés par ceux de Tolède.

Ce ne fut que dans l'automne qu'Alphonse

de Léon remplit sa promesse, et entreprit une expédition contre les Sarrasins; secouru par une troupe de chevaliers castillans, il conquit Alcantara, pendant que le roi de Castille, envahissant l'Andalousie, se proposait de se réunir avec l'armée de Léon. Mais, quand il apprit que celle-ci s'était retirée après avoir échoué au siége de Cacerès, il changea la direction de sa marche vers Séville et se présenta devant Baeça, qu'il assiégea pendant trois mois sans succès. Le manque de vivres et des maladies suivies d'une grande mortalité le forcèrent à la retraite, sans qu'il eût rien pu exécuter d'important.

Il paraît que la grande famine qui à cette époque ravagea l'Espagne fit suspendre les hostilités entre les parties belligérantes. Les chroniques ne font aucune mention d'événements militaires au printemps de 1214. Le roi de Castille séjourna à cette époque à Burgos, et invita le roi Affonso de Portugal à une entrevue à Placentia, sur les frontières des deux royaumes. Alphonse de Léon devait peut-être aussi s'y trouver. Cette entrevue avait pour but de consolider la paix entre les deux maisons royales, et de stipuler une convention au sujet d'une expédition commune contre les ennemis de la foi. Au milieu de ces projets, et pendant qu'il était en route pour Placentia, Alphonse de Castille tomba malade dans un bourg près d'Arevalo. Entouré de sa femme Éléonore, de sa fille Bérengère, de son fils Henri, de ses petits-fils Ferdinand et Alphonse, fils de Bérengère, et de l'archevêque de Tolède, des mains duquel il reçut les derniers sacrements, il expira le 6 octobre 1214, à l'âge de cinquante-huit ans, après un règne de plus d'un demi-siècle. Il fut enterré dans le couvent de las Huelgas, à Burgos. Son portrait, probablement fait par ses contemporains, fut conservé longtemps dans une église : il était de taille moyenne; sa figure était belle et animée, son front était bombé, ses cheveux noirs; il avait les yeux bleus et le nez aquilin. Les chroniqueurs sont unanimes pour le louer. Son ardeur pour propager la foi chrétienne était grande. Aussi il combattit toujours les infidèles, et aucun sacrifice ne lui coûta. Sa libéralité envers les églises et les couvents était extrême. Il était généreux envers les pauvres, magnanime envers ses ennemis, valeureux à la guerre, juste envers tous, et généralement admiré par les clercs, les chevaliers et le peuple; les Sarrasins eux-mêmes l'estimèrent. Il favorisa surtout les bourgeois, pour en faire un nouvel appui pour le trône contre les prétentions des vassaux trop puissants. Il se montra aussi l'ami des arts et des sciences, et s'acquit une gloire éternelle en fondant la première université chrétienne en Espagne. D'après les conseils de l'archevêque Roderigue, qui avait fait de profondes études à Paris et en Italie, et qui aimait les sciences, des chaires furent établies à Palentia (1209) non-seulement pour l'enseignement de la théologie, mais aussi pour celui d'autres branches des sciences humaines; des savants furent appelés de France et d'Italie pour les remplir; des revenus annuels leur furent assurés, tandis que les arts étaient professés par de grands maîtres; plus tard cette première université de l'Espagne chrétienne fut transférée à Valladolid, et non à Salamanque, comme le prétendent à tort plusieurs auteurs; la seule chose que les Espagnols blâmèrent dans le roi Alphonse fut la violente passion qu'il ressentit pour une jeune fille juive, et qui le domina pendant huit ans. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les deux prélats ses contemporains, Roderigue de Tolède et Lucas de Tuy, ne parlent pas de cet amour, qui fut le scandale de cette époque.

Alphonse le Magnanime avait eu quatre fils; mais le cadet, Henri Ier, succéda seul à son père; à la mort de Henri, il n'avait que dix ans. La reine-mère Éléonore fut la tutrice de son fils mineur, et régente du royaume; mais elle suivit son époux dans la tombe dans le cours de la même année (le 31 octobre 1214).

Alors Bérengère, sœur de Henri et épouse séparée du roi de Léon, se chargea de la tutelle et de la régence; elle était l'aînée des

filles d'Alphonse, et avait été par son testament formellement nommée pour son héritière, dans le cas où son frère Henri mourrait sans descendants. Ses sœurs étaient Uracca, épouse d'Alphonse II roi de Portugal, Blanche épouse de Louis VIII de France, et Léouore que le roi Jacques d'Aragon épousa plus tard. Lorsque Bérengère prit la régence, beaucoup de troubles éclatèrent, parce que les nobles ambitieux de Castille ne voulaient pas que l'éducation de leur roi fût confiée à une femme, et prétendaient que l'administration pendant la minorité, qui devait suivant le testament d'Alphonse ne finir qu'à l'âge de quatorze ans, ne pouvait être dans d'autres mains que les leurs. A la tête de la noblesse de Castille était la puissante famille des Lara, qui fit tous ses efforts pour avoir le jeune roi en son pouvoir et prendre les rênes du gouvernement, comme l'avaient fait leurs ancêtres pendant la minorité d'Alphonse le Magnanime. La régente Bérengère, trop faible pour résister à la puissance de la noblesse, qui avait aussi gagné le clergé et une partie du peuple, et craignant d'exciter en Castille de nouvelles dissensions intestines, écoutant surtout de mauvais conseils, déposa volontairement la régence aux cortès de Burgos (1215), et fut contrainte par l'assemblée de donner au nouveau régent, le comte Alvaro Nuñez de Lara, le gouvernement du royaume et l'éducation de Henri. Cependant le comte fut obligé de jurer solennellement entre les mains de l'archevêque Roderigue de Tolède de n'exercer aucun droit de souveraineté sans en avoir obtenu le consentement de la reine; car Bérengère conserva ce titre. On voit par là qu'elle ne déposa pas à proprement parler la régence, mais qu'elle céda seulement le gouvernement et l'éducation du roi à la noblesse, dont le chef était le comte Alvaro. Parmi les droits de souveraineté que Bérengère se réserva, il y avait celui de dotation et de séquestre des fiefs, celui de déclarer la guerre et conclure des traités, celui d'augmenter les impôts. Alvaro était seulement chargé de veiller sur la personne du roi et sur le salut du royaume, de maintenir chacun dans ses places et honneurs, et de conserver la paix avec les rois chrétiens.

Aussitôt que le jeune roi fut au pouvoir du comte Alvaro, celui-ci ne se laissa pas lier par ces stipulations, mais gouverna suivant son bon plaisir. Nous devons cependant dire que la source principale où nous puisons l'histoire de cette époque est évidemment hostile aux Lara. Si l'on peut ajouter foi à l'archevêque Roderigue de Tolède, qui fait preuve dans sa chronique d'une haine profonde contre cette famille, le comte Alvaro se rendit partout odieux par sa tyrannie; il persécuta les nobles, rançonna les riches bourgeois, et s'empara d'une partie des dîmes de l'Église, sous prétexte de subvenir aux frais de la guerre contre les Sarrasins. L'archevêque seul, en se prononçant contre lui, l'empêcha d'aller plus loin dans ses persécutions contre l'Église.

Il n'est pas douteux que Bérengère ne fut pas étrangère à la guerre civile qui éclata bientôt; irritée d'avoir perdu la tutelle et l'éducation de son frère, elle tâcha d'exciter ses amis à chasser le nouveau régent et à remettre le jeune roi sous sa direction. Une partie de la noblesse, voyant avec envie la prépondérance de la maison de Lara, se rassembla à Valladolid et offrit de nouveau à Bérengère la régence du royaume; depuis ce moment le comte de Lara se montra son ennemi déclaré; il s'empara de ses biens et lui ordonna en maître de quitter le royaume. Bérengère se retira dans la forteresse d'Autillo, encourageant ses partisans à la résistance, et continuant la guerre civile. La fuite du jeune roi auprès de sa sœur fut rendue impossible par la vigilance d'Alvaro. Pour le mieux garder dans sa dépendance, quoiqu'il n'eût que douze ans, il voulut le marier, et alla lui-même en Portugal pour demander au roi Affonso II la main de sa fille pour Henri. Le comte Lara emmena avec lui Mafalda (c'était le nom de l'infante) en Castille, et la fiança au jeune roi; cependant le régent n'atteignit pas son but; Henri ne voulut pas de son épouse, et comme le pape Innocent III, à l'instigation de Bérengère,

prononça la dissolution de ce mariage pour cause de parenté; Mafalda retourna en Portugal après que le comte de Lara eut fait des tentatives inutiles pour l'épouser.

Tandis que le régent séjournait avec Henri à Maqueda, place du district de Tolède, Bérengère envoya en secret un serviteur fidèle pour s'informer de la santé de son frère, et de quelle manière était dirigée son éducation, ou plutôt pour chercher par quel moyen on pourrait l'enlever. Mais l'émissaire de Bérengère ne put éviter l'œil clairvoyant d'Alvaro; il fut emprisonné et pendu. Le régent publia une lettre revêtue du sceau et de la signature de Bérengère, qu'il dit avoir trouvée sur son affidé, et qui parlait du projet d'empoisonner son frère; mais il trouva peu de personnes qui crurent à l'authenticité de cette lettre; on regardait Bérengère comme incapable d'une telle atrocité, et on devina facilement la ruse du comte Alvaro. Comme le clergé, une partie de la noblesse et plusieurs villes se déclaraient pour Bérengère, le régent dut quitter le territoire de Tolède et se retirer à Hueta. A la haine croissante du peuple et à la puissance de la reine, il vit qu'il fallait agir rapidement et désarmer ses adversaires avant d'être désarmé lui-même. Au nom du roi qui était auprès de lui, et qu'il surveillait avec vigilance, il déclara tous les partisans de Bérengère rebelles et coupables de haute trahison. La crainte de combattre le roi était telle que les villes et le peuple se soumirent au régent, les châteaux et les forteresses de la noblesse ne purent résister à ses forces supérieures; il paraît aussi que la reine se montra découragée et irrésolue, et sans même combattre dans une seule bataille le comte de Lara, laissa journellement ses forces se dissiper, et s'enferma avec un petit nombre de grands fidèles dans des forteresses imprenables. Mais le régent persécuta avec une grande tyrannie tous ceux qui lui étaient contraires. Bientôt un événement inattendu donna une tout autre tournure à la guerre civile; de Valladolid, où il se trouvait avec le roi, le comte Alvaro se rendit à Palentia; il fixa sa résidence dans le palais épiscopal, et le diocèse pourvut aux frais de la cour. Un jour que le jeune roi jouait avec ses compagnons du même âge dans la cour du palais, une flèche tirée en haut toucha une brique; celle-ci se détacha et vint frapper Henri à la tête et lui faire une blessure si grave, qu'il en mourut quelques jours après (6 juin 1217); il n'avait pas encore quatorze ans, et deux années s'étaient à peine écoulées depuis la mort de son père. Cet événement devait être considéré par la Castille comme très-heureux; le régent ambitieux et tyrannique perdait ce qui avait fait l'appui de son pouvoir, le roi, au nom duquel il avait commis tant de violences. D'après le testament d'Alphonse, la couronne de Castille, dans le cas où Henri mourrait sans enfants, appartenait à Bérengère et à ses héritiers légitimes. Comme le clergé et la noblesse avaient consenti à ce testament, et que les partisans des Lara n'avaient aucune raison fondée de ne pas obéir à la reine, malgré une forte résistance du régent, elle fut reconnue par les cortès de Valladolid, qui lui prêtèrent serment. Cette princesse sage, à la première nouvelle de la mort de son frère, avait envoyé des affidés à Léon, et avait fait amener en Castille son fils Ferdinand, né de son mariage avec Alphonse IX.

Le comte de Lara refusait de se prêter à toute réconciliation, si on ne lui confiait l'éducation et la garde de l'infant Ferdinand, héritier de la couronne. Bérengère s'y refusa, instruite par l'expérience du passé. Trois partis se formèrent en Castille; le plus fort était celui qui reconnaissait l'autorité royale de Bérengère; le clergé et le peuple se montrèrent très-fidèles envers elle, ainsi que les chevaliers qui étaient opposés aux Lara. Le comte Alvaro Nuñez de Lara était à la tête du second, avec une armée assez nombreuse et maître de plusieurs citadelles. Contre tous deux on vit se présenter le roi Alphonse de Léon, époux de Bérengère et père de l'infant Ferdinand; comme chef de la famille, il éleva des prétentions sur la couronne de Castille; avec une nombreuse armée, il envoya son frère

Sancho sur les frontières de ce royaume pour en prendre possession. Bérengère, secourue par les comtes et seigneurs de la Nouvelle-Castille et de l'Estramadure, ne négligea rien pour arriver à un événement décisif et anéantir les deux partis opposés. Sachant bien que le gouvernement d'une femme ne pouvait plaire aux Castillans, elle sacrifia ses droits en faveur de son fils; elle renonça à ses droits au trône et les reporta sur son fils Ferdinand, qui à cette époque avait dix-huit ans, et à Valladolid, en présence d'une nombreuse assemblée, elle lui remit tous ses pouvoirs. Le 31 août 1217, Ferdinand, surnommé plus tard le Saint, reçut le serment de fidélité dans la cathédrale de Valladolid. Cette démarche décisive décida le roi de Léon et le comte de Lara, après que celui-ci eut vainement sollicité le roi Philippe II de France, père de Louis VIII, époux de Blanche, sœur cadette de Bérengère, de prendre possession de la Castille. Alphonse de Léon, poussant une armée contre Burgos, et oubliant l'intérêt de sa famille, se réunit aux séditieux et combattit son propre fils à qui la couronne appartenait après sa mort; de l'autre côté Alvaro, avec ses frères et ses partisans, faisait tout son possible pour entretenir la guerre civile dans le sud de la Castille.

D'abord Bérengère chercha par prières et remontrances auprès de son ancien époux, et par l'entremise des évêques de Burgos et de Valence, à séparer les armes de Léon de celles des séditieux; mais l'ambitieux roi, qui était très-irrité de ce qu'à son insu on eût mis son fils sur un trône qui lui appartenait suivant lui, n'écouta ni prières ni remontrances; il continua les hostilités, et marcha contre Burgos, ancienne capitale de la Castille, pour s'en rendre maître. Les sages préparatifs de Bérengère, la résolution et la bravoure de Ferdinand, l'ardeur de la majorité des Castillans pour sa cause, contraignirent bientôt le roi de Léon à rentrer dans ses États; car il reconnut au siége de la ville de Burgos, que les Castillans défendirent avec courage, l'insuffisance de ses forces; et pour éviter un échec, il se retira tout à coup, très-affligé de ce que le comte de Lara s'était fait illusion sur l'opinion des Castillans. Lorsque le plus grand danger du côté de Léon fut heureusement éloigné, et que les partisans du comte de Lara furent comprimés par la frayeur des armes de Ferdinand, celui-ci fit inhumer avec de grandes solennités, à Burgos, où étaient les tombes des rois, les restes de son prédécesseur, Henri, qui étaient demeurés au pouvoir de ses adversaires.

Malgré les avantages qu'il avait remportés, Ferdinand rencontra cependant de grandes difficultés dans le commencement de son règne; beaucoup de places fortes dans la province de Rioja et dans la Vieille-Castille, ainsi que sur la rive droite du Duero, étaient encore au pouvoir des Lara. Il n'était pas même en sûreté à Burgos, et les séditieux commettaient des excès de tout genre sur divers points de la Castille, sans que Ferdinand pût l'empêcher. Comme les Lara pouvaient disposer de beaucoup d'argent, ils ne manquaient pas de troupes. Le roi de Castille au contraire manquait d'argent, à tel point que sa mère fut obligée de vendre toute sa parure pour payer les frais de la guerre. Cependant Ferdinand ne put à la longue la continuer; ce fut alors un événement très-heureux qu'Alvaro Nuñez fût fait prisonnier par les chevaliers du roi, justement au moment où on était sur le point de livrer une grande bataille à Palencia.

Cette circonstance enleva leur chef aux séditieux; pour regagner sa liberté, Lara promit de se soumettre et de livrer les citadelles occupées par lui; bientôt les frères du comte Alvaro furent obligés d'adhérer aux mêmes conditions. La menace faite par le pape Honorius d'excommunier tous les séditieux étouffa tout à fait la guerre civile en Espagne (1218); et l'autorité de Ferdinand fut reconnue dans tout le royaume.

Les turbulents comtes de Lara ne purent cependant conserver la paix. Six mois après

ils se révoltèrent de nouveau, et envoyèrent des forces considérables ravager les environs de Palencia. Ce ne fut que quand Ferdinand marcha contre les rebelles avec une grande armée, et que les Lara virent que leurs forces n'étaient pas égales aux siennes, qu'ils se tournèrent encore vers le roi de Léon pour lui demander du secours, et l'on vit de nouveau le père s'armer contre son fils. Aussitôt que l'armée léonaise eut dépassé les frontières de la Castille, Ferdinand envoya une division dans les environs de Salamanque. En voyant le père et le fils armés l'un contre l'autre, les évêques et quelques grands cherchèrent à interposer leur médiation avant qu'on en vînt aux mains. La maladie subite du comte de Lara rendit le roi de Léon plus accommodant, et un armistice fut bientôt conclu. Le comte Alvaro mourut plein de chagrin de n'avoir pu réussir dans ses tentatives pour expulser Ferdinand. Peu de temps avant sa mort, il s'était fait revêtir des insignes de l'ordre de Saint-Jacques; il fut enterré à Uclès, aux frais de la reine Bérengère, à qui pendant sa vie il avait fait tant de mal; car, ayant consommé toute sa fortune en expéditions militaires, il était mort très-pauvre. Enfin une paix durable fut conclue entre les rois de Léon et de Castille; le premier comprit à la fin qu'il ne devait pas secourir des rebelles contre son fils. Il l'aida à attaquer le dernier appui de la maison de Lara, le comte Ferdinand, frère d'Alvaro, et celui-ci fut forcé de quitter le pays (1219). Il se réfugia auprès des Sarrasins à Maroc, où il mourut peu de temps après avoir revêtu l'habit des chevaliers hospitaliers.

Lorsque la tranquillité fut entièrement rétablie, Ferdinand célébra son mariage avec Béatrix, fille de l'empereur Philippe, de la maison des Hohenstaufen. Avant la cérémonie le roi se fit lui-même chevalier et se revêtit des armes que l'évêque de Burgos avait bénites pour lui. Les grands du royaume avec leurs femmes, les députés des villes et de nombreux chevaliers contribuèrent par leur présence à augmenter l'éclat de cette cérémonie (30 novembre 1219) ; malgré les révoltes qui éclatèrent tant en Castille que dans le royaume de Léon, la bonne intelligence entre les deux rois ne fut pas troublée. En Castille, c'étaient toujours les partisans des Lara qui agitaient le pays ; en général les rebelles après leur défaite se réfugiaient chez les Maures. Dans le royaume de Léon, Sancho Fernandez devint l'ennemi de son frère, le roi Alphonse IX ; il avait réuni autour de lui quarante mille hommes sous prétexte de les faire entrer au service du khalife des Almohades à Maroc. Une grande partie de son armée le quitta sur les frontières du royaume et de l'Andalousie, où il laissa entrevoir son dessein de se former une puissance en Espagne ; avec ceux qui lui étaient restés fidèles, il se défendit dans la Sierra Morena jusqu'à la mort, qu'il trouva dans une chasse en luttant contre un ours (1220).

Depuis ce temps, le père et le fils conduisirent presque tous les ans leurs vaillantes troupes contre les Sarrasins ; les rois d'Aragon et de Portugal combattirent aussi les ennemis de la foi autant que le permettait l'état des troubles de leurs royaumes. La Castille et Léon profitèrent surtout de l'anarchie qui éclata en Andalousie à la chute de la domination des Almohades. En vendant alternativement leurs secours aux divers compétiteurs qui se disputaient la couronne, en attaquant Aben Hud, qui avait enlevé aux Almohades presque toute l'Andalousie, ils contribuèrent à porter à leur comble les désordres et les dévastations dans les contrées habitées par les Maures. Comme nous parlerons plus loin des expéditions que firent les Castillans et les Léonais comme auxiliaires des Almohades, nous n'en ferons pas mention ici. Nous rappellerons seulement qu'Alphonse IX de Léon s'acquit une grande gloire dans ces guerres ; il fut surtout secouru par les chevaliers d'Alcantara. Les expéditions d'Alphonse étaient principalement dirigées contre Aben Hud, khalife de toute l'Andalousie. Après avoir conquis en 1230 la ville de Mérida, les Sarrasins marchèrent avec une grande armée (soixante

mille fantassins et vingt mille chevaux) contre lui. Il ne s'effraya pas du nombre de ses ennemis, et leur livra une bataille où il remporta une victoire qu'on regarda comme si miraculeuse, que la croyance pieuse de cette époque l'attribua à l'assistance de l'apôtre saint Jacques et à une troupe d'anges. A la suite de cette victoire, Badajos tomba dans les mains des Léonais.

Elle fut le dernier fait d'armes d'Alphonse de Léon; au point de faire un pèlerinage au tombeau du saint apôtre pour lui rendre des actions de grâces, il tomba malade, et mourut le 23 septembre 1230, après un règne de quarante-deux ans. Il fut enterré à S.-Iago, où l'avait été son père. Quoique les auteurs de cette époque, surtout son contemporain l'évêque Lucas, parlent de lui avec beaucoup d'éloges, l'histoire cependant cite peu d'actes louables, ce qui rend ces éloges un peu suspects. En esprit chevaleresque, Alphonse était supérieur à tous ses vassaux; il était libéral envers le clergé. Il donnait aux couvents presque tout ce qu'il gagnait à la guerre; il était clément et plein de bienveillance pour les malheureux. Sa sévérité contre les pillards allait jusqu'à la cruauté; il les faisait précipiter du haut des tours, brûler ou jeter dans l'eau bouillante ou dans la mer, ou enfin écorcher vifs. Mais ces châtiments sévères, dit un contemporain, maintinrent la paix et la justice dans le pays. Malheureusement il avait trop de confiance en de mauvais conseillers; ce fut un grand avantage pour son royaume quand il céda aux prières et aux conseils de son épouse Bérengère, et améliora des institutions et des lois surannées, et supprima beaucoup d'abus. Il aimait les constructions magnifiques, et on lui en doit plusieurs. A Léon, il fit bâtir un grand palais et un vaste hôpital pour y recevoir les pauvres pèlerins de S.-Iago; il releva les tours de Léon qu'Almanzor avait dévastées en partie ou démolies. Sur le tombeau de l'apôtre saint Jacques, il fonda une église magnifique, et beaucoup de châteaux et de forteresses dans les différents districts du royaume furent construits par ses ordres; il les peupla et y mit garnison.

Il fit entretenir avec soin les chemins et les ponts sur les fleuves; il montra son penchant pour les sciences en fondant la célèbre université de Salamanque (1222); on a cru à tort que l'académie qui avait été plus anciennement établie à Palentia avait été changée en celle de Salamanque; cela ne pouvait avoir lieu à cette époque, puisque les couronnes de Castille et de Léon étaient séparées. Il est certain que le roi Alphonse IX, en établissant une nouvelle université, donna de l'essor aux sciences par l'émulation qui s'éleva entre elle et celle de Palentia.

Alphonse IX fut deux fois marié : de sa première femme, l'infante portugaise Thérèse, il eut deux filles Sancha et Dulcia; un fils nommé Ferdinand mourut en 1214. De son second mariage avec l'infante de Castille Bérengère, il avait eu quatre enfants, deux fils, Ferdinand et Alphonse, deux filles, Bérengère et Constance; quoique ces deux mariages aient été dissous par le pape pour cause de parenté, les enfants furent reconnus comme légitimes. De là Ferdinand, qui était déjà roi de Castille, devint aussi de droit, par la mort de son père, roi de Léon; car, quoiqu'il eût des sœurs plus âgées, celles-ci n'avaient de prétention à la couronne qu'en cas où leur père n'aurait pas d'héritiers mâles. Quoiqu'Alphonse IX eût nommé son fils Ferdinand héritier du trône, il se trouva cependant, à l'ouverture du testament royal, que ses filles aînées Sancha et Dulcia étaient désignées comme héritières de la couronne.

Ferdinand était occupé à une expédition contre les Sarrasins et au siége de Jaen, quand il apprit la mort de son père et les dispositions de son testament. A Léon deux partis se formèrent; à la tête de l'un se trouvaient les archevêques, qui étaient pour Ferdinand, à qui ils avaient déjà prêté serment de fidélité comme héritier du trône; à la tête de l'autre, et s'appuyant sur le testament royal, les deux infantes. Ce dernier parti était surtout puissant à Zamora, dans les

provinces de Galice et des Asturies. La résidence même, Léon, resta partagée, jusqu'à ce que le comte Diego Diaz qui y commandait, probablement gagné par des présents et des promesses, se déclarât pour Ferdinand. Ce dernier, déterminé par les sages conseils de sa mère, se rendit en hâte à Léon, et après avoir juré de conserver les droits et privilèges du royaume, se fit prêter serment de fidélité par les clercs, la noblesse et les députés des bourgeois, quoique le royaume presque entier fût occupé par ses adversaires. La mère des infantes, la reine Thérèse, était arrivée de Portugal en Galice auprès de ses filles, pour continuer la guerre contre Ferdinand. Les chevaliers de Saint-Jacques, la noblesse de Galice et des Asturies étaient décidés à défendre les droits des infantes. Une nouvelle guerre civile paraissait devoir de nouveau désoler l'Espagne; mais la sage modération de la reine Bérengère sut rétablir la paix. Elle invita la reine Thérèse à une entrevue à Valence, auprès du Minho; là se réconcilièrent les deux veuves d'Alphonse. Elles arrangèrent les différends qui divisaient leurs enfants ; les deux infantes renoncèrent à la couronne, reconnurent Ferdinand comme roi légitime, et celui-ci s'engagea à leur payer pendant leur vie une somme annuelle de trente mille pièces d'or.

Après la conclusion de ce traité, Ferdinand fut reconnu dans tout le royaume; depuis ce temps les couronnes de Castille et de Léon (y compris l'Estramadure, la Galice et les Asturies) ont été toujours réunies; et, si cette réunion ne fut pas sanctionnée par un acte authentique, il faut cependant reconnaître comme principe établi depuis lors (1230) qu'à l'avenir la Castille et Léon formeraient un seul royaume inséparable, que la succession appartiendrait au fils aîné, et qu'à défaut d'héritiers mâles seulement les princesses monteraient sur le trône. Par là le frère cadet de Ferdinand, Alphonse, fut exclu d'une partie du gouvernement de Léon. Cette réunion des deux couronnes est l'événement le plus important survenu en Espagne dans le XIII[e] siècle; il acheva la ruine de la domination maure, et donna un appui solide aux conquêtes de Ferdinand en Andalousie.

CHAPITRE V.

DÉCADENCE ET CHUTE DE LA DOMINATION DES ALMOHADES EN ESPAGNE.

La malheureuse bataille de Tolosa anéantit non-seulement les forces du khalife Muhammed en Andalousie, mais elle prépara même la chute de la domination des Almohades en Afrique. Bien que les chrétiens n'aient pas poursuivi les avantages de cette victoire autant que le conseillaient la sagesse et l'affaiblissement de leurs ennemis, le khalifat des Almohades ne put cependant se relever de ce désastre, qui l'avait épuisé. Tant que vécut le roi Alphonse de Castille, il continua ses expéditions guerrières contre les Sarrasins; malheureusement ses forces furent divisées par les nouvelles hostilités qui éclatèrent contre Léon. Les troubles étaient alors plus grands dans les royaumes d'Espagne qu'ils ne l'avaient été à aucune autre époque; dans un intervalle de deux ans au plus, trois couronnes différentes passèrent sur de nouvelles têtes, et la Castille et l'Aragon, les plus considérables États de la Péninsule, souffraient tous les inconvénients qu'entraîne une minorité; en Portugal régnait un prince plus intrigant et plus ambitieux que brave et chevaleresque. Tandis que de cette manière les royaumes d'Espagne, au moment où ils étaient parvenus à un haut degré de force et de vigueur, retombaient dans le désordre et les troubles des régences et dans les guerres civiles suscitées par l'ambition des grands, les haines, les intrigues, les excommunications, la domination des Almohades disparut d'abord de la Péninsule, et plus tard tomba en Afrique; et de nouvelles dynasties moins puissantes prirent sa place.

Muhammed, en quittant le champ de bataille que couvraient les cadavres de ses soldats, se rendit à Séville, où dans la première violence de sa colère il sacrifia tous ses généraux. Les Andalous, qui avaient été les premiers à prendre la fuite, et à qui le khalife attribuait son désastre, éprouvèrent surtout l'effet de son courroux. Beaucoup furent décapités; tous ceux qui avaient des places d'honneur furent destitués. Mais il oubliait que la haine fait naître la haine. Après avoir traité les Andalous avec toute la rage d'un tigre altéré de sang, il passa en Afrique, non pour ramasser une autre armée et relever l'honneur militaire des Almohades, mais pour étouffer sa colère et oublier son malheur en se plongeant dans les plaisirs et les voluptés les plus effrénées. La seule affaire importante qu'il fit fut de désigner pour son successeur son fils mineur âgé de dix ans, Abu Jacub Jussef, surnommé Almostansir Billah. Après avoir publié cette nomination, il s'enferma à Maroc dans ses palais et ses jardins, où il n'eut d'autre occupation que de se livrer aux plaisirs. Ce prince, jadis si belliqueux, ne vécut de cette manière que peu de temps, une année. Ses serviteurs eux-mêmes lui pré-

parèrent du poison, qui l'arracha à ces plaisirs honteux dans sa trente-quatrième année (11 schaban 610, 25 décembre 1213). Son règne avait duré quinze ans et quelques mois.

L'assertion d'un auteur arabe, que Muhammed faisait de nouveaux préparatifs de guerre pour effacer l'affront qu'il avait reçu, mais qu'il était mort au milieu de ces apprêts, est évidemment fausse; c'est confondre les derniers jours d'Abdelmumen avec ceux de Muhammed. Quoique la nature eût doué ce prince de qualités brillantes, dès le commencement de son gouvernement il abandonna toute l'administration à des visirs haïs du peuple, dont plusieurs n'avaient aucune espèce de talent; ce qui ne contribua pas peu à ébranler les fondements de la domination des Almohades. Muhammed est, selon toute probabilité, le khalife de Maroc à qui Jean, roi d'Angleterre, envoya une ambassade (1213), lui offrant de lui céder son royaume en fief, de se faire son tributaire, de renoncer à la foi chrétienne et de prendre le turban, s'il voulait le secourir avec ses troupes. Le khalife, voyant peu d'avantage dans cette acquisition, repoussa l'offre de Jean avec hauteur et dédain.

Si la domination des Almohades avait déjà commencé à baisser, elle tomba de plus en plus sous les règnes suivants, à tel point qu'aucun khalife ne put parvenir à la relever. Dans un État exposé aux troubles, rien n'est plus fatal qu'une minorité. Les États puissants et bien organisés ont souvent par cette seule circonstance marché à leur ruine; que n'était-ce pas pour un empire prêt à se dissoudre par la séparation et le choc d'éléments hostiles? Lorsque le khalife Abu Jacub Jussef Almostansir Billah, nommé aussi Almanzor Billah, succéda à son père, il n'avait que onze ans. Trop faible pour tenir lui-même les rênes du gouvernement, il les laissa à ses ambitieux oncles, et à ses visirs, qui l'étaient plus encore, qui ne pensaient qu'à leurs propres intérêts et à agrandir leur pouvoir. En Espagne, quatre oncles d'Almostansir gouvernaient sans frein et sans bornes, Cid Abu Muhammed Abdallah ben Almanzor, Valence, Xenia, Xativa et Murcie; Cid Muhammed, Cordoue; Cid Abu Ali, Séville; Cid Abu Abdallah, le sud de l'Andalousie. Ce dernier distribua tous les gouvernements et tous les emplois à ceux qui pouvaient les acheter, ou suivant son bon plaisir et l'avis de ses conseillers; les hommes les plus distingués, surtout les Andalous, furent écartés, insultés de plusieurs manières et souvent même persécutés. La justice disparut aussi; car les juges, qui avaient chèrement payé leur office, cherchaient en opprimant le peuple à regagner au double ce qu'ils avaient dépensé.

Cette oppression sous laquelle gémissaient les moslims d'Espagne excita bientôt des ressentiments si profonds contre les Almohades, qu'il ne fallait qu'une étincelle pour rallumer la guerre civile dans le sud de l'Espagne. L'issue malheureuse de la guerre contre les chrétiens en fournit l'occasion. Quoique ces derniers fussent à cette époque empêchés par les dissensions intestines et par la famine de préparer une grande expédition contre les Sarrasins, leurs armes ne restaient cependant pas inactives. Des incursions isolées du roi Alphonse de Léon, des chevaliers de Calatrava et de S.-Julien (Alcantara), du Portugal et de l'archevêque Roderigue de Tolède, occupaient tellement les garnisons des Almohades, et les troupes des frontières qu'elles ne pouvaient donner que peu d'attention aux troubles intérieurs. Le nom des Almohades n'inspirait plus la même crainte qu'autrefois. Plusieurs places des frontières, et plusieurs châteaux tombèrent au pouvoir des chrétiens. En 1313, Alphonse de Castille s'empara d'Alcaraz, et ses troupes légères s'avancèrent jusque dans le voisinage de Séville; l'année suivante, Alphonse de Léon s'empara d'Alcantara, où quelques années après (1219) une partie des chevaliers de Calatrava fixa sa résidence et prit son nom de celui de cette ville. Mais à cette époque Caceres et Baeza se défendaient encore, et elles furent en vain assiégées par les Castillans et les Léonais. Les

guerres civiles en Castille et dans le royaume de Léon, de 1215 à 1218, qui furent soutenues par la puissante famille des Lara, ne permirent pas aux chrétiens d'entreprendre aucune expédition importante contre les Sarrasins, quoique les chevaliers et le clergé fissent de continuelles incursions en Andalousie. Rarement ils essuyèrent des échecs; comme ils revenaient toujours avec un riche butin, leur hardiesse s'accrut; les incursions furent poussées jusqu'aux portes de Séville et de Carmona : tout était brûlé et ravagé sur leur passage. Les soldats, les femmes, les enfants et les vieillards furent traités avec barbarie. Le Almohades, quoique luttant avec le courage du désespoir, perdirent bientôt cette confiance en leurs armes qui jadis avait fait leur force.

La chute de leur domination en Espagne fut hâtée par le rétablissement de la paix entre la Castille et Léon, et par les dissensions qui s'élevèrent dans la famille royale des Almohades, dont les membres se disputaient le trône. Lors qu'Alphonse Ier de Léon se fut réconcilié avec son fils, Ferdinand, roi de Castille, ils réunirent leurs forces contre l'ennemi commun, et presque chaque année ils conduisirent leurs chevaliers belliqueux à la victoire, et les menèrent butiner sur le territoire des Sarrasins. Pendant ce temps le prince des Almohades vivait dans l'inaction, enfermé dans son palais de Maroc, et se livrant aux plaisirs et au luxe. Il n'était entouré que de femmes et d'esclaves; son unique soin était de penser à s'amuser. Au lieu de s'occuper du gouvernement, il se livrait à des occupations indignes d'un prince, comme de faire paître des troupeaux. Quoiquil n'eût que vingt et un ans, son corps épuisé par les excès de tout genre s'approchait chaque jour du tombeau. Sa vie inactive s'acheva sans gloire. Occupé de faire paître ses brebis, il fut tué par une vache, qui courut sur lui et le frappa de ses cornes à la poitrine. Il mourut le 13 dulhedsche de l'hégire 620, ou 6 janvier 1224.

Sans doute on ne peut reprocher à Almostansir son incapacité et sa mollesse : ses parents et ses ministres l'avaient habitué à la jouissance des plaisirs, l'avaient énervé et rendu incapable de tout acte viril, afin de conserver pendant sa longue minorité les rênes du gouvernement. Ils atteignirent leur but; mais l'empire fut déchiré par l'anarchie et par des guerres civiles épouvantables.

La mort inattendue d'Almostansir, qui ne laissait pas d'héritiers, ouvrit un vaste champ aux prétentions ambitieuses de ses parents, qui gouvernaient déjà comme États indépendants de vastes provinces de l'empire. De là aussi des discordes qui amenèrent la guerre civile. A Maroc, le grand-oncle d'Almostansir, Abul Melek Abdelwahid, qui auparavant avait comme fakir vécu suivant les règles des moines mendiants, s'empara du pouvoir. En Espagne, son neveu, Abdallah Abu Muhammed, fils de Jacub Almanzor, se fit proclamer khalife de Murcie, avec le surnom d'Aladel Billah, et son frère, le wali Abu Ali Edris, se fit reconnaître à Séville comme souverain. Non content d'avoir fondé une domination indépendante en Andalousie, Aladel, par ses amis et partisans à Maroc, fit détrôner Abul Melek Abdelwahid (13 safer 621, ou 8 septembre 1224), qui s'était engourdi dans la mollesse, et qui fut assassiné trois jours après, n'ayant régné que huit mois; mais Aladel ne conserva pas longtemps ce sceptre ensanglanté. Ceux-là mêmes qui l'avaient élevé, préparèrent sa chute. Comme il voulait mettre des bornes à l'ambition des wali, des cadis et des chefs, introduire la justice et l'ordre dans le gouvernement, et affermir l'autorité royale, il trouva partout de la résistance. Une sédition éclata d'abord en Espagne, où les parents d'Aladel, les princes Almohades (nommés Cid), Muhammed de Cordoue, Abu Ali de Séville, Abderrahman de Valence, et le wali Muhammmed de Baeça, arborèrent l'étendard de la révolte; le dernier fit même cause commune avec les Castillans, contre les troupes fidèles d'Aladel. Ferdinand, roi de Castille, se trouva par là en possession des citadelles de Baeça, d'Andujar, de Marto, et reçut le quart des revenus de ces places.

Pour ne pas perdre toute l'Andalousie, Aladel fit une alliance avec le roi de Castille. Muhammed, wali de Baeça, qui avait embrassé le parti des chrétiens, fut nommé général en chef des troupes almohades en Espagne; on livra en même temps à Ferdinand les forteresses les plus importantes. Les ennemis d'Aladel, qui était déjà odieux au peuple, surent tirer parti de sa conduite en cette affaire. Le commandant de la citadelle de Capilla refusa d'obéir à ses ordres et de recevoir le roi de Castille dans ses murs. Les Cordouans se voyaient déjà tellement pressés par les chrétiens, qu'ils pouvaient prévoir leur chute. Le mécontentement occasionné par l'alliance avec les Castillans s'accrut de jour en jour. On regarda Aladel comme traître envers l'islamisme : son nom ne fut plus prononcé dans les prières publiques, le khalife fut proclamé dans les mosquées ennemi de la religion et roi illégitime. Bientôt on corrompit les chefs de sa garde; ceux-ci l'attaquèrent à l'improviste dans son palais, et lui demandèrent de renoncer volontairement à la couronne. Comme il refusait avec fermeté, ils le saisirent et lui plongèrent la tête dans un réservoir plein d'eau, déclarant qu'ils ne l'en sortiraient que s'il consentait à leur demande. Mais Aladel refusa avec opiniâtreté; alors ils lui jetèrent son turban autour du cou, et l'étranglèrent tandis que sa tête était encore sous l'eau. Ainsi finit ce prince, victime de sa sévérité et de l'ambition de ses proches et des grands du royaume, le 21 schawal 624 de l'hégire, ou 5 octobre 1227, après un règne de trois ans, huit mois et quelques jours. A la même époque le gouverneur Muhammed de Cordoue fut aussi assassiné par les conjurés. La ville de Baeça, dont la citadelle était occupée par le grand maître des chevaliers de Calatrava, chercha à expulser de nouveau les chrétiens; mais tous ses efforts furent inutiles. Après la prise de la forteresse de Capilla, que Ferdinand assiégea pendant quatre mois, il put non-seulement venir au secours des chevaliers de Calatrava, mais même se rendre maître de la ville. Les habitants la quittèrent, et les chrétiens restèrent en possession de cette place importante, qui servit de point d'appui pour des conquêtes ultérieures en Andalousie.

Le chef de la conspiration qui avait frappé Aladel était son frère Abu Ali Edric, gouverneur d'Andalousie; il fixa d'abord sa résidence à Séville, puis à Malaga, où il se fit construire un palais magnifique. Il avait employé le mécontentement des chefs en Espagne pour renverser l'autorité de son frère. Quand il eut réussi, il ne lui fut pas difficile d'en faire autant en Afrique. Aladel était monté sur le trône par sédition, trahison et assassinat, il devait en tomber par les mêmes moyens. Son frère Abu Ali, que les séditieux proclamèrent khalife sous le nom d'Almanun, ne pouvait se promettre un règne plus paisible que ses prédécesseurs. La disparition de tout ordre et de toute obéissance le força à se montrer sévère et presque tyran. Comme les illégalités et les abus provenaient surtout des deux conseils des cinquante et des soixante-dix, qui étaient adjoints au prince des Almohades par l'institution du Mahadi, Abu Ali dirigea tous ses efforts pour réprimer leur pouvoir, les ramener à ce qu'ils avaient été, des assemblées consultantes, et les dissoudre même si la chose était possible. Son premier ministre le confirma dans ce dessein; c'était Abu Zacaria ben Ali Amir, qui établit en principe qu'il n'y avait pour un bon gouvernement d'autre pouvoir et d'autre loi que la loi de Dieu et la volonté des princes. Dans ce but, Almanun, ou en son nom le visir ci-dessus nommé, publia un écrit contre les institutions et les lois du Mahadi, afin d'améliorer la constitution des Almohades. Par cette déclaration du prince, les chefs et surtout les membres des deux conseils se virent menacés dans la jouissance de leurs droits. Almanun chercha à introduire un despotisme illimité; ceux qui se crurent lésés dans leurs priviléges travaillèrent de toutes leurs forces contre un pareil envahissement. Cette résistance irrita le khalife des Almohades, et ne servit qu'à l'affermir davantage dans ses plans de réforme. Une lutte violente éclata

bientôt entre les deux pouvoirs, et se changea en guerre ouverte. La résistance des deux conseils des cinquante et des soixante-dix fut punie par leur dissolution. Mais ils bravèrent la sentence, se déclarèrent en permanence, proclamèrent l'illégitimité du gouvernement d'Almanun, et s'arrogèrent le droit de désigner le successeur d'Aladel. Sans retard ils élevèrent sur le trône le fils de l'ancien khalife, Muhammed Annasir, âgé de quatorze ans, sous le nom d'Abu Zacaria Jahia, et lui prêtèrent serment de fidélité. Comme prince on lui donna le surnom d'Almotasem Billah, et ses partisans l'envoyèrent à la tête d'une armée en Espagne, où se trouvait alors Almanun, pour le renverser du trône. Aussitôt qu'Almanun eut avis de l'approche de son adversaire, il marcha contre lui avec des troupes nombreuses, parmi lesquelles se trouvaient des auxiliaires castillans, et le défit dans une bataille sanglante à Sidonia; le prince avec les débris de son armée s'enfuit dans les montagnes des Alpuxarres, afin d'y attendre une occasion favorable d'attaquer de nouveau Almanun. Comme les chrétiens employaient le temps des guerres civiles des Sarrasins à faire des incursions continuelles et franchissaient sur tous les points les frontières des mahométans, Almanun pensa qu'il était plus urgent de diriger ses armes contre eux que de rechercher les misérables débris d'Almotasem réfugiés dans les montagnes. Il se tourna ainsi tout à coup contre les Castillans, qui à cette époque s'avançaient en dévastant tout sur leur passage vers Grenade, et assiégeaient Jaen; il les attaqua tellement à l'improviste, qu'après une grande perte ils durent chercher leur salut dans la fuite. La délivrance de Jaen et la prise de plusieurs forteresses des frontières, ainsi qu'un grand butin, furent les fruits de cette victoire.

Quand les frontières d'Andalousie furent ainsi assurées, il se rendit en hâte en Afrique pour punir les chefs qui avaient voulu le détrôner, ou qui ne l'avaient pas reconnu. De Séville il s'embarqua sur une grande flotte, et battit dans le voisinage de Ceuta l'amiral d'Almotasem, Ibrahim ben Ganea, qui voulait s'opposer au débarquement. Comme Almanun laissa son infanterie en arrière et ne prit que sa cavalerie, il arriva si promptement à Maroc, que personne n'eut le temps de se sauver. Les membres des deux conseils, qui s'étaient montrés si hostiles, tombèrent tous entre ses mains. Il les condamna à la mort comme traîtres, et les fit immédiatement exécuter par sa garde.

Tous les partisans de l'ancien régime furent persécutés, non-seulement dans la capitale, mais encore dans les provinces. Les ordres sanglants d'Almanun furent si bien exécutés, qu'en peu de temps cinq mille têtes furent envoyés à Maroc, et placées au-dessus des murailles. Le gouvernement cruel d'Almanun n'excita que haine et terreur; dans ses gardes andalous et nègres, il trouva de prompts et aveugles exécuteurs de ses ordres. Les notables almohades qui échappèrent à la mort étaient découragés et abattus. Les deux conseils d'État ne furent bientôt composés que des créatures d'Almanun. Ils n'avaient plus la parole dans les affaires du gouvernement, et n'étaient que les assesseurs du ministre de la justice; ils étaient forcés de donner leur assentiment à toutes les illégalités de celui-ci. Afin d'avoir un prétexte de réformer toute la constitution des Almohades, on déclara que le Mahadi, son fondateur, était un imposteur. Il fut défendu de prononcer son nom dans les prières publiques, moins encore dans les sermons; il disparut des monnaies et des inscriptions. Il était naturel qu'Almanun fût regardé par le peuple comme un impie, un renégat et un infidèle et que la terreur qu'inspirait sa cruauté et la force de sa garde, empêchât seule l'explosion du mécontentement général. Aussi Almanun était-il forcé d'entretenir cette terreur, et ne put-il revenir à un gouvernement plus doux, même après l'exécution de plusieurs milliers de victimes. Les têtes des suppliciés, malgré les grandes chaleurs, et l'odeur fétide et insalubre qu'elles répandaient, ne

furent pas enlevées des murailles de la ville. « Les esprits qui avaient animé ces têtes, disait-il, gardant la ville, leur odeur est agréable et aromatique pour mes amis; elle n'est pestilentielle et mortelle que pour mes ennemis. Je sais ce que demande le bien général. »

Pendant qu'Almanun gouvernait l'Afrique avec un sceptre de fer, et forçait les partisans de ses adversaires, après les avoir vaincus dans plusieurs combats, à chercher un asile dans les montagnes de l'Atlas, une grande partie de l'Espagne maure s'était soustraite à la domination des Almohades. Dans la province de Murcie, Abu Abdallah Muhammed ben Jussef, de la famille des Beni Hud, qui régnaient anciennement à Saragosse, se leva le premier. Grâce à la haine générale contre les Almohades, le noble arabe trouva beaucoup de partisans. Il ne manqua pas non plus du secours des chevaliers chrétiens. Muhammed s'empara sans peine de Murcie et se fit proclamer émir sous le nom d'Almotawakkel Ale Allah. Pour se concilier les Andalous, il promit de les délivrer du joug injuste et de la domination tyrannique des Africains, de ne pas établir d'impôts extraordinaires et de restaurer le véritable islamisme. Les Almohades furent déclarés hérétiques, et Almotawakkel fit bénir de nouveau, avec des cérémonies solennelles les églises que leurs prêtres, les alfakis, avaient profanées. Il se présenta lui-même vêtu de noir, et ordonna que les chefs fussent habillés de la même couleur, en signe de deuil, comme le croit Roderigue de Tolède, ou comme signe de ralliement. En effet, pour mieux combattre les Almohades, Almotawakkel reconnut la suzeraineté des khalifes Abassides de Bagdad, dont le noir était la couleur distinctive.

En peu de temps, non-seulement Murcie, mais presque toute l'Andalousie, ainsi que les villes importantes de Jaen, Cordoue, Mérida et Badajos reconnurent l'autorité du descendant des Béni Hud; et ce qui ne contribua pas peu à affermir sa puissance, c'est qu'il se déclara ennemi implacable des chrétiens, et que la confirmation de son avénement au pouvoir par les khalifes Abassides arriva en Andalousie. Il eut à lutter d'abord contre le roi Alphonse IX de Léon. Non-seulement il conquit plusieurs châteaux sur la frontière de l'Estramadure, mais même, après avoir dans une grande bataille vaincu l'armée nombreuse d'Almotawakkel, il s'empara de Mérida, ville considérable sur la Guadiana, et de Badajos, forteresse de la plus grande importance (1230).

Almotawakkel ne négligea rien pour détrôner Almanun. Il n'hésita pas à secourir le prétendant à la couronne Almostasem Jahia, qui avait envoyé de nouvelles troupes en Espagne pour combattre Almanun, et retiré de grands avantages de la révolte du frère de ce dernier, Abu Musa ben Almanzor, wali de Ceuta. Il ne lui fut pas difficile, dès qu'il eut le peuple andalous pour lui, de vaincre le khalife des Almohades, jusqu'ici si heureux, et de conquérir la ville importante de Grenade (1230). A partir de ce moment les Almohades perdirent successivement villes et provinces. Pour éviter une ruine complète, on ne vit d'autre moyen que d'invoquer le secours des chrétiens. Comme autrefois les Ommaiades et les Almoravides, les Almohades cherchèrent à défendre leur existence menacée au moyen d'auxiliaires chrétiens.

L'orgueilleux khalife des infidèles prit à sa solde douze mille guerriers castillans, qui furent embarqués pour l'Afrique, afin de défendre Maroc et le pays principal contre Jahia et ses partisans. Pour cela il céda au roi de Castille dix forteresses sur la frontière, lui donna de fortes sommes d'argent, permit de bâtir une église chrétienne à Maroc, et promit que l'exercice de la religion chrétienne serait toléré et même protégé dans tout l'empire, en sorte que les chrétiens pourraient, même dans l'Espagne maure, se servir de cloches. Mais, qu'il ait été stipulé dans le traité, que tout chrétien, qui voudrait embrasser l'islamisme en serait empêché, tandis que tout musulman

qui voudrait embrasser la foi chrétienne pourrait le faire en toute liberté, c'est là une chose fort douteuse; il en est de même d'un discours qu'Almanun aurait prononcé devant le peuple, et dans lequel il aurait dit que le Mahadi, fondateur de la foi almohade, était un imposteur, qu'il n'y avait d'autre Mahadi (sauveur) que Jésus, fils de Marie. Car, quand même Almanun eût été un ami du christianisme, il ne pouvait s'exposer à perdre à la fois le trône et la vie en faisant publiquement une telle déclaration.

Quoique Almanun fît tout pour triompher de ses adversaires, il voyait cependant avec peine diminuer chaque jour son pouvoir, malgré les secours que lui prêtaient ses alliés chrétiens par leurs fréquentes expéditions contre Muhamed ben Hud. Mais l'alliance avec les chrétiens ne pouvait être agréable aux Andalous: ils secoururent d'autant plus les adversaires d'Almanun. C'est ainsi qu'il perdit la riche et fertile Valence. Le frère d'Almanun, Cid Abu Abdallah Muhammed en était wali; pour pouvoir se défendre contre Motawakkel et les Andalous rebelles, il invoqua le secours du roi d'Aragon, Jacques Ier, et lui promit d'être toujours son tributaire et son vassal. Les habitants de Valence en furent si irrités, qu'ils se réunirent au chef Abu Dschomail Zeyan ben Mudafe Aldschuzami, qui avait autrefois gouverné Valence, chassèrent le prince des Almohades et nommèrent Zeyan leur émir. Il ne resta à Cid Abu Abdallah que de se réfugier à la cour du roi d'Aragon. Il se montra vassal, soumis, se fit baptiser avec ses filles, et Jacques eut alors un prétexte pour diriger ses armes contre le royaume de Valence, ayant l'espoir d'être secouru par une partie des habitants, encore attachés aux Almohades.

Pendant que le frère d'Almanun, Abu Musa, wali de Ceuta, réunissait ses troupes avec les rebelles d'Andalousie, et que Jahia Annasir s'emparait de Maroc, malgré la garnison chrétienne, dévastait la nouvelle église catholique, pillait et tuait les chrétiens et les juifs, Almanun abandonna l'Espagne à son sort et à ses alliés chrétiens. Il s'embarqua à Séville, la seule ville importante qui restât aux Almohades, et passa en Afrique, afin de reconquérir Maroc. Les événements d'une dynastie mourante sont rarement racontés avec vérité et clarté; quand un historien appartient à un parti, il écrit suivant ses passions. C'est ce qui fait qu'on ignore si Almanun, pendant son voyage, mourut d'une attaque d'apoplexie, avant d'arriver à Maroc, ou s'il combattit encore contre Jahia Annasir, et fut enlevé par une mort imprévue à ses projets de reconquérir l'Andalousie. Il mourut le 30 du mois dylhedsche de l'hégire 629 (16 octobre 1232), après un règne de cinq ans, qui fut agité par des révoltes continuelles. Sa mort amena la chute de la domination des Almohades en Afrique. Il s'en conserva quelques débris pendant un demi-siècle, et leur sort, quoique n'appartenant pas à l'histoire d'Espagne, mérite cependant de fixer un instant l'attention.

Après la mort d'Almanun, le parti qui avait élevé son neveu Abu Zacaria sur le trône employa tous ses efforts pour faire reconnaître son protégé par tous les Almohades. Mais la plus grande partie, et surtout la plus forte, grâce à l'appui des chrétiens, se prononça pour lefi ls d'Almanun, âgé de quatorze ans, Abu Muhammed Abdelwahid, nommé Raschid, et presque toute la Mauritanie et une partie de l'Andalousie (Séville et le sud de la Péninsule) le reconnurent comme khalife légitime, après une lutte sanglante de quatre ans, pendant laquelle Jahia fut presque toujours battu, et mourut dans les environs de Fez (ramadan de l'hégire 633—juin 1236). Sa mort ne mit cependant pas fin aux troubles, bien qu'Abdelwahid fît tout son possible pour les réprimer. Son cheval s'emporta et le jeta dans un marais, ou dans le bassin d'une fontaine, où il se noya, après avoir régné dix ans et quelques mois; il n'était âgé que de vingt-quatre ans. Pendant son règne les chrétiens s'emparèrent en Espagne de Cordoue, de Valence et d'autres villes et districts où avaient commandé

autrefois Muhammed ben Hud et Abu Dschomail Zeyan.

A Maroc, le frère d'Abdelwahid, Abu Hasen Aly, surnommé Said, fut élu khalife des Almohades. Son règne fut encore plus malheureux que celui de ses prédécesseurs. De nouveaux ennemis s'élevèrent contre les Almohades dans la personne de Beni Zeyan et Beni Mérin, qui leur disputèrent la domination en Mauritanie. Le khalife fut heureux contre les Mérines ; il les vainquit dans une bataille sanglante, grâce au secours des troupes chrétiennes qu'il avait à sa solde. Vaincu par Abu Jahia ben Zeyan, prince de Tlemcen, dans un combat important, il perdit la vie après un règne de six ans (29 safer, hég. 646—24 juin 1248). A cette époque, Séville, la dernière possession des Almohades en Espagne, fut assiégée, et comme les Mérines et les Zeianes empêchaient Aly d'y envoyer un secours suffisant, elle tomba dans les mains du roi de Castille, Ferdinand III.

Omar ben Abu Ibrahim Ischak, petit-fils d'Abu Jacub Jussef, surnommé Almortadi, succéda à Aly sur le trône de Maroc. C'était un prince sage, vertueux, qui combattit les ennemis de sa maison avec vigueur, mais qui ne fut pas aidé par la fortune. Ses efforts mêmes pour rétablir les institutions du Mahadi, qu'Almanun avait en partie anéanties, ne consolidèrent pas son pouvoir ; car lorsque les fondements d'un trône sont ébranlés, de vieux piliers ne suffisent pas pour prévenir sa chute. Son pèlerinage même à Tinmal, au tombeau du Mahadi, suivant l'exemple du premier khalife des Almohades, ne fit aucune impression sur le peuple, parce que celui-ci, depuis Almanun, n'était plus habitué à regarder le fondateur de la domination des Almohades comme un prophète, un envoyé de Dieu, mais bien comme un imposteur. Pendant qu'Omar essayait infructueusement de rétablir le trône en relevant l'ancien ordre de choses, les différentes provinces se séparaient successivement de l'empire des Almohades. En Espagne, les derniers débris de leurs États étaient envahis par l'émir de Grenade Muhammed Alhamar, par la Castille et le Portugal. A Ceuta éclatèrent des révoltes qu'Omar ne put réprimer. Fez fut prise par les Merines ; et, pour comble de malheur, un prince almohade (25 muharem 665 ou 25 octobre 1266), Abuloli Edris ben Muhammed ben Abi Hafas ben Ibrahim ben Abdelmumen, surnommé Abu Dibus (porteur de massue), se révolta. Pour renverser Omar et s'élever à sa place, il s'allia avec les Mérines et leur livra Maroc, que ceux-ci occupèrent. Omar se sauva ; abandonné de tous, il erra pendant quelque temps dans les campagnes, puis fut assassiné par un esclave qui l'accompagnait (22 safer, hég. 665.—21 nov. 1266). Il avait régné près de dix-neuf ans. Dans la suite, le peuple honora son souvenir, et on fit des pèlerinages à son tombeau comme à celui d'un saint.

Edris Abu Dibus, appuyé par les Mérines, monta sur le trône vacant qu'il avait lui-même miné. Les fils de son prédécesseur furent jetés dans les cachots pour assurer son gouvernement. Cependant il ne fut pas long : Edris vit ce que valaient les secours des Mérines ; ceux-ci voulaient qu'il régnât comme leur vassal, ce qu'Edris refusa nettement. La guerre éclata. Edris rassembla toutes les forces qui restaient aux Almohades, et après avoir combattu avec un égal succès, à la fin de la troisième année (2 muharem, hég. 668.—1er septembre 1269), on engagea, sur les bords du Gualdilguafir, une bataille meurtrière, où Edris fut tué en combattant en héros, après que son armée eut été rompue et battue sur tous les points. La plus grande partie des Almohades restèrent avec lui sur le champ de bataille. Ici se termina la domination de ces derniers, après une durée de cent cinquante et un ans ; elle finit avec son quatorzième prince, Edris Abu Dibus, et fut renversée par les Mérines.

CHAPITRE VI.

QUERELLES DE JACQUES LE CONQUÉRANT AVEC SES ONCLES, SES GUERRES AVEC LES SARRASINS DANS LES ILES BALÉARES ET DANS LE ROYAUME DE VALENCE, JUSQU'A LA SOUMISSION TOTALE DE CES DEUX PAYS A LA COURONNE D'ARAGON.

La nouvelle de la mort de Pierre fut le signal de l'explosion de luttes sanglantes entre les grands d'Aragon et de Catalogne. Aussitôt les frères du feu roi, les infants Sancho et Fernando, élevèrent des prétentions à la couronne, en attaquant la naissance légitime de Jayme ou Jacques, parce que Pierre lui-même n'avait pas regardé comme légitime son mariage avec Marie. Mais, avant la mort de Pierre, le pape en avait reconnu la légitimité, et presque tout le clergé et une grande partie des chevaliers se déclarèrent pour Jayme. Ils envoyèrent des plénipotentiaires au pape Innocent III, et reçurent, par sa médiation, la délivrance de l'héritier de la couronne d'Aragon, qui était au pouvoir du comte Simon de Montfort (1214). Jaimes, qui n'avait que sept ans, fut conduit par le cardinal Pierre de Bénévent et le comte Raymond Bérenger de Provence en Aragon, et présenté à l'assemblée de Lérida, où le haut clergé, les barons et chevaliers, ainsi que dix députés de chaque ville, étaient réunis. Les deux oncles de Jayme, avant son arrivée en Aragon, s'étant procuré de nombreux partisans et ayant refusé de se rendre à l'assemblée des grands de l'État, le cardinal persuada à ceux-ci de jurer sur-le-champ fidélité au roi, chose qui ne s'était jamais vue lors de l'avénement d'un nouveau roi.

L'assemblée arrêta que la garde et l'éducation du jeune roi seraient confiées au grand maître des templiers en Aragon, Guillaume de Monredon, noble catalan, généralement estimé, d'une haute science et d'une grande expérience militaire; que le pays serait administré par trois gouverneurs, deux aragonais et un catalan; et, pour ne pas blesser les droits des oncles du roi, la régence fut donnée à l'infant Sancho, comte de Roussillon.

Ces arrangements, au lieu de rétablir l'ordre dans le royaume, y augmentèrent les troubles. L'ambition des oncles du roi, qui n'avaient nullement renoncé à leurs prétentions, en fut la cause principale. Comme ils n'avaient en vue que leurs propres avantages, et qu'ils n'employaient les revenus du pays qu'à servir leurs desseins, les finances de l'État se trouvèrent bientôt dans une triste situation; elles étaient déjà en mauvais état sous le règne de Pierre. Les juges royaux vendirent la justice pour vivre. Tout annonçait une de ces crises qui précèdent ordinairement la chute d'un état. Dans un danger si imminent, Ximeno Cornel, vieillard brave et estimé, sauva non-seulement son pays d'une ruine totale,

mais il assura encore la couronne à Jayme, qui était presque tenu prisonnier. Il forma parmi ses concitoyens patriotes une association qui aida le jeune roi à s'enfuir du château de Monzon, où il était gardé par son oncle Sancho, et le conduisit à Saragosse (1217). Quoique Jayme n'eût que dix ans, il était plus avancé qu'on ne le pensait. Aidé par des conseillers intelligents, il s'occupait déjà des affaires d'État; et l'année suivante il convoqua une assemblée à Lérida, où il se réconcilia avec son oncle Sancho, lui assigna des fiefs importants et de grands revenus; celui-ci renonça à la régence, à ses prétentions au trône, et lui prêta serment de fidélité.

Son autre oncle, Fernando, se présenta alors comme un adversaire dangereux. Les vassaux les plus puissants du pays, pleins de dépit et d'orgueil, refusant d'obéir aux ordonnances du roi, commencèrent une guerre acharnée contre Jayme. Pour ébranler le trône de son neveu, Fernando profita adroitement de ces troubles; les rebelles trouvèrent en lui un point d'appui. Chaque parti chercha à s'emparer de la personne de Jayme pour gouverner en son nom; c'est ainsi que Jayme tomba au pouvoir des Moncado et des Ahones, deux puissantes familles qui s'emparèrent de presque tout le pouvoir royal. Fernando avait eu part à tous ces événements, et avait même attiré dans ses intérêts les villes de Saragosse, Huesca et Jacca. Les haines et l'envie, qui créèrent de nouvelles dissensions parmi les alliés, et la sage conduite de Jayme au milieu de tous ces dangers, neutralisèrent seules les trames de la perfidie et de l'ambition. Chaque fois que Fernando se croyait prêt à obtenir le prix de ses machinations, il le voyait échapper. Jayme entra avec la Castille en relations amicales, en épousant Éléonore (1221), fille d'Alphonse le Magnanime, ce qui amena une courte réconciliation entre les parties belligérantes. Bientôt l'orgueil de Fernando et le nombre de ses partisans s'accrurent encore, Jaimes (1225) échappa encore par la fuite à la domination de vassaux puissants. Il crut trouver dans une guerre contre les Sarrasins un moyen de rétablir l'autorité royale; mais il ne fut d'abord pas heureux, n'ayant été suivi que de peu de barons et chevaliers. Dans les circonstances les plus difficiles, avec des moyens restreints, le jeune roi ne cessa cependant pas de soutenir ses droits les armes à la main contre de nombreux rebelles, et partout il faisait preuve de courage, de persévérance, d'habileté et de présence d'esprit. Déjà une grande partie des villes, même le clergé, s'étaient déclarés en faveur de Fernando. Le plus grand nombre des barons et des chevaliers s'étaient prononcés contre le roi; beaucoup suivaient Fernando. Les villes de Saragosse, Huesca et Jacca, qui s'étaient étroitement liées entre elles, voyaient en lui leur défenseur et leur patron. Par des négociations habiles avec les factieux, par la réconciliation des chefs des deux partis les plus nombreux en Catalogne, par des actes vigoureux et décisifs, Jayme réussit presque à désarmer Fernando, qui tout à coup se vit abandonné par un grand nombre de ses partisans, et fut si découragé, qu'il chercha par une prompte soumission (1227) à obtenir le pardon et les bonnes grâces de Jaimes. Le roi, qui ne voulait point par sa sévérité pousser son adversaire à une résistance désespérée, non-seulement lui pardonna quand il eut prêté serment de fidélité, mais il lui donna même trente fiefs de chevaliers, et étendit le pardon à tous ses partisans. La décision de toutes les querelles fut confiée à l'archevêque de Tarragone, à l'évêque de Lérida et au grand maître des templiers en Aragon. Cette mesure accéléra la pacification de ces deux royaumes, longtemps ravagés par des guerres civiles. On célébra le rétablissement de la tranquillité publique par des processions, des actions de grâces et des fêtes populaires. Aussitôt que les troubles intérieurs furent apaisés, et que Jayme se crut affermi sur le trône, il se laissa entraîner au penchant qu'il avait déjà annoncé dans sa jeunesse, et voulut tenter la fortune des

armes contre les infidèles et vouer toute son attention à de telles entreprises. On ne peut nier qu'il n'ait agi dans cette occasion avec sagesse, puisque immédiatement après la fin des guerres civiles, il ouvrit à l'activité des chevaliers et barons belliqueux une carrière nouvelle, où, sans faire tort à leur patrie, ils pouvaient consacrer leur vie à la guerre et aux combats. Les expéditions guerrières de Jaimes étaient en quelque sorte des préservatifs nécessaires contre de nouvelles guerres civiles. Le roi l'avait tenté déjà auparavant; mais alors les circonstances n'étaient pas favorables. Il fallait avant tout rétablir l'union à l'intérieur; aussi avait-il dès le commencement de son règne fondé, pour racheter les prisonniers chrétiens qui se trouvaient dans les cachots des infidèles, l'*ordre de la Merci*, et nommé pour premier général de cet ordre un de ses instituteurs, Pedro Nolasco, qui contribua beaucoup à ce que Jayme consacrât toute sa vie à combattre les infidèles.

En 1228, lorsque Jayme tenait sa cour à Tarragone, entouré d'une foule de barons et de chevaliers, on résolut dans un festin de tenter une expédition contre Majorque. Déjà quelques-uns des rois d'Aragon avaient formé le projet de conquérir les îles Baléares, qui jadis avaient été attaquées avec succès du côté de la Catalogne. Pedro Martel, marin expérimenté de Tarragone, en faisant un récit des richesses et de la fertilité de l'île, des pirateries continuelles de leurs habitants, de l'animosité de leur émir contre les Aragonais, anima les passions et la haine de tous ceux qui étaient présents. Ils prièrent le roi de commencer immédiatement la guerre contre ces princes sarrasins qui l'avaient traité lui-même dédaigneusement; cédant à leurs instances, le roi se déclara prêt à les satisfaire, et jura qu'il ne se regarderait pas comme un véritable roi tant qu'il n'aurait pas conquis Majorque.

Comme les Catalans, qui faisaient un grand commerce sur mer, étaient les plus intéressés à cette entreprise, ce fut à eux que Jayme demanda surtout des secours. A cet effet on convoqua une diète à Barcelone, dans laquelle on fixa le prix du pain. Les états permirent ensuite au roi d'imposer le *bovage*, ou l'impôt par chaque paire de bœufs, qui plus tard n'eut lieu qu'à l'avénement des rois. Dans cette circonstance extraordinaire chacun déclara le genre de secours que le roi pouvait attendre de lui dans la guerre. Jaimes promit en récompense de donner une certaine part du butin à ceux qui l'aideraient dans cette expédition. Cette part, ainsi que celle réservée au roi, devaient être désignées par l'évêque de Barcelone et quelques grands nommés à cet effet. L'Église et les clercs ne furent pas oubliés; une certaine portion de la conquête leur fut assignée. Quand on fut d'accord sur le partage de la conquête qu'on allait faire, le port de Salon fut désigné comme lieu de rassemblement, et le départ de l'expédition fixé à la fin de mai 1229.

Les circonstances désastreuses dans lesquelles se trouvait à cette époque l'empire des Almohades, qui marchait à grands pas vers sa chute, facilita beaucoup la conquête. Quelque temps auparavant, le frère d'Almanun, Cid Abu Abdallah Muhammed Almanzor, qui avait administré en qualité de wali Valence et les îles Baléares, en avait été chassé par la révolte d'Abu Dschomail ben Zeyan, et s'était réfugié auprès du roi d'Aragon, dont il avait promis d'être tributaire, en le priant d'attaquer l'usurpateur et de le réintégrer dans ses possessions. Jayme reçut bien le malheureux prince, et lui promit d'entreprendre à cet effet une expédition, et même celle qu'on prépara pour Majorque fut présentée à Cid Muhammed comme un moyen de le secourir.

Au temps fixé, l'armée, qui avait pris la croix, se rassembla et mit à la voile sur une flotte de cent cinquante grands vaisseaux, sans compter les petits. Les Génois et les Provençaux se réunirent en grand nombre à cette expédition.

A Majorque se trouvait Said ben Alhakem Aben Otman el Coraisi, né à Tavira en Algarve, wali soumis à l'émir Dschomail ben

Zeian de Valence. Connaissant d'avance l'attaque qui menaçait l'île, il avait rassemblé une armée considérable et l'avait postée dans les endroits où l'on présumait que le débarquement aurait lieu. On dit que le nombre des Sarrasins était de quarante-deux mille combattants. Malgré cela le débarquement fut opéré au milieu de la nuit sans accident; avant que les Sarrasins pussent se réunir, on était maître de la côte. Quelque heureux que fût ce début, la fin ne répondit cependant pas aux espérances qu'elle avait fait concevoir. Chaque pas dans l'intérieur de l'île créait de nouvelles difficultés, et coûtait de nouvelles pertes. Partout des embuscades, une lutte désespérée et une résistance opiniâtre. Avant de parvenir à la capitale et de pouvoir l'assiéger, beaucoup des chefs les plus considérés de la croisade avaient trouvé la mort dans des combats sanglants. Afin de ne pas laisser refroidir le courage et l'ardeur guerrière des chrétiens, les sermons fanatiques d'un dominicain nommé Miguel excitaient l'armée à une lutte sans relâche; l'espoir des richesses et des trésors renfermés dans la ville contribuèrent également à faire poursuivre le siége, malgré la lenteur avec laquelle il avançait. Lorsque déjà quelques chefs de la plaine se furent soumis, et que les assiégés paraissaient aussi disposés à capituler, tout à coup toute la population maure de l'île se souleva contre les chrétiens. Il paraît que les Sarrasins comptaient sur la saison des pluies pour anéantir les envahisseurs. Quand elle fut arrivée, Jayme comprit qu'il fallait sans retard se rendre maître de la ville; il s'agissait maintenant du succès ou de l'échec total de l'expédition, car on ne pouvait se maintenir plus longtemps dans un pays fait pour la petite guerre. Le dernier jour de l'année 1229, lorsque les chrétiens eurent entendu la messe et reçu la sainte hostie, Jayme les conduisit à l'assaut, vainquit les Sarrasins qui avaient fait une sortie, et entra dans la ville, que les Maures quittèrent en se sauvant en toute hâte. La citadelle, où le wali s'était renfermé, tint encore quelques jours; mais comme il n'avait aucun secours à attendre, il capitula sous condition qu'il resterait tributaire du vainqueur.

Une grande partie des Sarrasins défendit son indépendance dans les cavernes et les grottes des montagnes, et Jayme fut obligé de revenir deux fois (1232 et 1233) dans l'île, tant pour combattre les chefs qui n'étaient pas soumis et les rechercher dans leurs retraites, que pour défendre le pays contre les Maures de Tunis, qui menaçaient d'enlever la nouvelle conquête du roi d'Aragon. Mais Jayme poursuivit la soumission de l'île avec la plus grande activité. Pour commencer, il confirma l'ancien wali dans le poste de gouverneur des Sarrasins, pour rendre moins lourde la domination chrétienne. Mais comme des discordes éclataient souvent entre les Sarrasins eux-mêmes, et qu'ils entretenaient des communications avec les Maures d'Afrique, Jayme, lorsqu'il vint pour la troisième fois dans l'île, laissa peu de droits aux Sarrasins. Les barons et chevaliers catalans qui s'étaient distingués dans la guerre reçurent une grande partie des terres en fiefs. Les Maures de Minorque se soumirent aussi à la puissance chrétienne, et les chefs jurèrent fidélité au roi d'Aragon. Aussi l'archevêque de Tarragone, à qui le roi avait donné en fief la plus petite des îles Baléares n'eut-il pas de peine à en prendre possession; il s'y établit en 1235 avec l'aide des barons et chevaliers catalans. L'infant Pierre de Portugal, qui, probablement exilé depuis longtemps, avait vécu à Maroc, était rentré ensuite en Catalogne, et avait en épousant la comtesse héritière d'Urgel acquis ce comté, reçut en échange Majorque et Minorque.

Immédiatement après la conquête des îles Baléares s'accomplit celle plus importante de Valence. Dès 1229 Cid Muhammed Abu Abdallah avait imploré le secours de Jayme contre l'usurpateur Abu Dschomail ben Zeyan, et en avait obtenu une promesse positive. En revanche Cid Muhammed s'était obligé à céder à l'Aragon le quart des pays reconquis. Pendant que Jayme soumettait Majorque, Cid

Muhammed, secouru par les chevaliers d'Aragon, et surtout par Pedro Fernandez de Azagra et le puissant Blasco de Alazon, commença la guerre contre son adversaire; mais elle ne fut pas heureuse, parce que le pays était bien gardé et les troupes de Cid peu nombreuses. Ce ne fut que lorsque Jayme eut soumis Majorque (1233) et put prendre lui-même part à la guerre contre Valence, qu'on remporta quelques avantages. Burriana, place forte située sur le bord de la mer, fut obligée de capituler après un siége de deux mois. Cette prise fut suivie de celle de plusieurs autres places, telles que Peñiscola, qui était pour ainsi dire le boulevard de l'importante citadelle de Valence. L'émir Dschomail fit bien tous ses efforts pour ralentir les progrès des Aragonais et en faire lui-même sur leur territoire. A cet effet il s'était allié avec Muhammed ben Hud, qui régnait sur Grenade, Murcie et une grande partie de l'Andalousie; et dans l'espérance que celui-ci viendrait à son secours, il avait entrepris lui-même le siége de la citadelle d'Albaracin (que les Arabes appellent Hisn-Santa-Maria); mais le succès ne favorisa pas ses armes. Toutes ses tentatives échouèrent devant la bravoure et la résistance des chrétiens, que commandait Pedro Fernandez de Azagra; et il fut contraint, après des efforts inouis, de retourner à Valence.

Beaucoup de choses se réunirent pour favoriser l'expédition du roi d'Aragon contre Valence. Il réussit, à la diète de Monzon (octobre 1236), à réprimer les dissensions renouvelées en Aragon et à rétablir la paix du pays, en sorte qu'il put appeler sous ses drapeaux tous les barons et chevaliers, ainsi que les villes. Le pape Grégoire IX appuya lui-même l'expédition en prêchant une croisade aux peuples d'Occident. Un grand nombre de Français et d'Anglais se réunirent à l'expédition. Jayme était si décidé à se rendre maître de Valence, qu'il jura de ne jamais retourner dans ses Etats avant de l'avoir prise. Beaucoup de barons et chevaliers suivirent l'exemple du roi, et cela fit une grande impression sur les troupes.

Avec une armée que les chrétiens évaluent à mille chevaliers et soixante mille fantassins, tandis que les Arabes la disent forte de quatre-vingt mille combattants, Jayme attaqua Valence en 1237. Dschomail se trouva dans une position d'autant plus fâcheuse que son allié Muhammed ben Hud, sur le secours duquel il avait compté, fut assassiné à Almeria et que ses troupes lui manquèrent. Il chercha alors à conjurer l'orage en offrant de céder tous les châteaux forts entre Tortosa et Guadalaviar, et de se rendre tributaire de l'Aragon; mais Jayme, ne voulant pas laisser échapper une occasion aussi favorable, repoussa ces offres.

Quoique la cavalerie nombreuse de Dschomail fît tous ses efforts pour empêcher la marche de l'armée chrétienne en la harcelant continuellement, il fut impossible de ralentir ses succès. Tous les châteaux et les tours de Valence furent pris l'un après l'autre et la ville vivement assiégée par terre et par mer (17 ramazan hég. 635 — mai 1238). Dschomail espérait encore du secours; car il avait appelé à son aide non-seulement les Andalous, mais encore son parent Beni Zeian en Afrique. Les premiers étaient si occupés par leurs guerres civiles et tellement menacés par les Castillans, qu'ils ne purent envoyer de secours. Les derniers équippèrent bien une petite flotte et essayèrent d'entrer dans le port de Valence, mais ils en furent empêchés par la résistance de l'escadre ennemie et par les vents contraires. Ils retournèrent en Afrique sans avoir rien pu faire pour sauver Valence. Pressé par les dangers d'un long siége, fatigué des attaques chaque jour renouvelées, sans espoir de secours, Dschomail fut obligé de commencer les négociations pour la reddition de la ville. Le 28 septembre, le jour de Saint-Michel 1238, le traité fut conclu, au grand mécontentement des barons et chevaliers, qui s'étaient promis un riche butin. Valence fut livrée au roi d'Aragon sous condition qu'il serait permis à la population d'émigrer où bon lui semblerait, avec sûreté

pour les personnes et les biens; que ceux qui voudraient rester dans la ville jouiraient d'une entière liberté pour leur culte, leurs coutumes et leurs lois, et ne seraient pas obligés de payer plus d'impôts que les autres sujets du roi Jayme; avant vingt jours, toutes les bourgades et places sur la rive gauche du Xucar devaient être livrées au roi; mais en revanche celui-ci accordait à l'émir Dschomail et à ses vassaux un armistice de sept ans. Le même jour le roi fit son entrée solennelle à Valence; la grande mosquée fut immédiatement changée en église chrétienne par l'archevêque de Tarragone. Les Sarrasins, au nombre de près de cinquante mille, quittèrent la ville avant le cinquième jour, et passèrent sur l'autre rive du Xucar, parce qu'ils ne se croyaient pas en sûreté au milieu des chrétiens. Ils avaient déjà eu occasion d'observer que la loyauté du roi seule pouvait les protéger contre la haine des chevaliers. Les maisons et le territoire de la ville furent partagés entre le clergé, les barons, les chevaliers et villes qui avaient contribué à la conquête, et cela à raison de leur contingent. Parmi trois cents chevaliers qui reçurent des possessions à Valence, la plus grande partie étaient des Catalans; aussi étaient-ils plus que les Aragonais enclins à se fixer dans ce pays magnifique, qu'on a nommé avec raison *le jardin de l'univers*. A eux furent confiées la garde du pays et la conduite de la guerre. Cent chevaliers devaient toujours être sous les armes, et après un service de quatre mois ils devaient être remplacés par un nombre égal. Comme il y avait beaucoup de Catalans, les lois et les *fueros* promulgués par Jayme furent écrits en langue catalane et dans le dialecte de Limous, ce qui excita la jalousie des Aragonais.

Jayme croyait n'avoir achevé l'œuvre qu'à moitié, tant qu'il n'aurait pas conquis tout le royaume de Valence, surtout la rive droite du Xucar et ses importantes forteresses. Il voulait aussi prévenir la Castille, qui faisait des conquêtes en Murcie. Comme Dschomail était en guerre avec la plus grande partie des princes mahométans, Jayme put continuer ses conquêtes et ses expéditions contre les Sarrasins sans rompre l'armistice conclu pour sept ans. Pendant que Dschomail cherchait, à la tête des émigrés de Valence, à reprendre Murcie et à s'indemniser de la perte qu'il avait faite, les chevaliers des ordres militaires, les templiers, les chevaliers de Saint-Jean, ainsi que plusieurs chevaliers catalans, poussèrent la guerre sur l'autre rive du Xucar, jusqu'aux portes de Xativa, conquirent plusieurs châteaux et gagnèrent plusieurs victoires sur les troupes nombreuses de Sarrasins. Cependant Jayme ne se laissa pas longtemps arrêter par les scrupules que lui inspirait l'armistice conclu, et il procéda avec ardeur à la conquête totale du royaume de Valence, en dépit des accusations de trahison et de perfidie que Dschomail et les Sarrasins portaient contre lui. La prise de Xativa était surtout difficile; la situation de cette place était excellente, et sans sa possession aucune conquête importante ne pouvait être faite. Dès 1240 elle fut assiégée sans succès; Jayme fut obligé de lever le siége. Cependant il ne se laissa pas décourager; ruse, persuasion, menaces, force ouverte, tout fut employé pour se rendre maître de cette place. Après quatre années d'efforts, il parvint à gagner le commandant fidèle, qui avait sans succès demandé du secours aux Almohades. En 1244, Jayme conquit Xativa, au grand mécontentement du roi de Castille, qui l'eût voulu prendre lui-même. Les Maures de Xativa eurent permission de rester dans la ville; un des alcazabes fut même maintenu pendant deux ans dans ses fonctions, et l'alcade de la ville reçut pour lui et les siens les forteresses de Manresa et de Vellada.

Presque à la même époque, Jayme s'empara aussi de la ville de Denia. Elle se trouvait au pouvoir du brave alcade Jahia ben Muhammed Iza Abul Husein, ancien partisan du malheureux Muhammed ben Hud. Quelque bravoure et quelque habileté qu'il montrât dans la défense, il fut obligé d'ouvrir ses portes au roi d'Aragon, qui

l'assiégea par mer et par terre avec d'énormes machines de jet. Le 1er dyldesche l'an 641 de l'hégire 641 (mai 1248), Jayme entra dans la ville.

Comme les Sarrasins restaient dispersés dans tous le pays et qu'à chaque occasion ils se révoltaient contre les chrétiens, Jayme crut que sa conquête ne serait assurée que quand il en aurait entièrement expulsé les Maures. Ceci eut lieu en 1253. Le royaume de Grenade reçut les fugitifs, et augmenta par là ses forces et sa population; mais la prise du royaume de Valence valut à Jayme le surnom de Conquérant.

CHAPITRE VII.

CONQUÊTES DE FERDINAND III DANS LE SUD DE L'ESPAGNE, ET FIN DE LA DOMINATION DES ALMOHADES.

Pendant que le roi Jayme d'Aragon s'emparait du royaume de Valence, le roi de Castille Ferdinand III profitait des discordes et de l'abattement des Maures en Andalousie pour leur arracher la possession d'une ville après l'autre, jusqu'à ce qu'il se fût rendu maître de tout le pays. Après la mort du khalife des Almohades Almamun (1232), Muhammed Mottawakkel ben Hud s'était emparé d'une grande partie des villes d'Andalousie. Sa domination s'étendait depuis Malaga, sur Almeria, Grenade, Cordoue, jusqu'à Murcie, pendant que Nasaride Abu Abdallah Muhammed ben Allahmar défendait Arjona, Cadix, Baeça, Jaen, et qu'à Séville et dans ses environs régnaient encore des princes des Almohades. Tous ces princes maures étaient animés de jalousie et de haine les uns contre les autres, et se combattaient de toutes les manières possibles. Aussi la guerre était-elle facile à un ennemi étranger qui pouvait, comme Ferdinand, disposer de forces imposantes, et grâce aux circonstances favorables qu'il sut mettre à profit, les conquêtes se succédèrent rapidement.

En peu d'années, Ferdinand, tantôt ami et allié, tantôt adversaire des Almohades, avait fait de grandes conquêtes en Andalousie, pris une partie des châteaux, dévasté les plaines, massacré ou emmené en esclavage des milliers d'habitants. Moins les chrétiens avaient de représailles à craindre, plus ils devenaient cruels : vieillards, femmes, enfants, tout tombait sous le tranchant de l'épée.

Aussitôt que Ferdinand se fut affermi sur le trône de Léon et eut soumis les partis ennemis, il continua la guerre contre les Maures avec toutes ses forces réunies. Son frère, l'infant Alphonse, et le brave comte Alvaro Perez, furent envoyés avec une armée sur le territoire de Cordoue; le succès de leurs armes accrut leur témérité à tel point, qu'ils s'avancèrent non-seulement jusqu'à Séville, mais même de l'autre côté de Xérès jusqu'au Guadalète, où Tarek avait anéanti la domination des Wisigoths dans la fameuse bataille contre le roi Roderigue. Toute l'Andalousie était remplie de terreur, et les chrétiens l'augmentèrent encore par leurs cruautés. Les murmures du peuple s'élevèrent hautement contre les princes, qui laissaient dévaster et ruiner impunément le pays par les ennemis, tandis qu'ils ne s'occupaient que de leurs propres querelles. Pour se concilier l'opinion, Muhammed ben Hud renonça à continuer la guerre contre Muhammed ben Alahmar et appela tous les Andalous à prendre part à la guerre sainte contre les chrétiens. Le désir de la vengeance et l'ardeur religieuse amenèrent des troupes nombreuses sous les étendards de

Motawakkel ; on vit même arriver d'Afrique des Maures avec l'ardent désir de gagner la couronne du martyre. Motawakkel s'avança à la tête d'une forte armée, et rencontra les ennemis dans les environs de Xérès, sur les bords du Guadalète, où ils avaient un camp dans lequel ils déposaient leur riche butin, les prisonniers et les troupeaux. Le nombre des chrétiens n'était pas considérable ; ils étaient à peine quinze cents hommes, et rien ne paraissait pouvoir sauver ces téméraires d'une ruine totale. L'armée maure était assez nombreuse pour pouvoir les bloquer totalement. Quelque périlleuse que fût la position des Castillans, leur résolution était cependant prise. Alvaro Perez, se rappelant les exploits de Tarek, et comment avec peu de forces il avait vaincu une grande armée, exhorta les siens à combattre en désespérés. Après avoir massacré cinq cents prisonniers pour ne pas être embarrassés par leur garde, il dit aux Castillans : « Vous avez la mer derrière vous, l'ennemi en face ; il n'y a d'autre salut que dans le ciel ; sachons donc mourir en vendant chèrement notre vie. » Après s'être recommandés à Dieu et au saint apôtre Jacques, avoir demandé pardon de leurs péchés et reçu la communion, Alvaro Perez les rangea au lever du soleil en lignes bien serrées. L'avant-garde était commandée par Alvaro lui-même, le reste par l'infant Alphonse. On s'attaqua de part et d'autre avec une grande impétuosité et beaucoup de résolution. Bientôt les chrétiens furent tellement enveloppés par la cavalerie maure qu'ils se crurent tous perdus ; mais les Castillans, par leurs rangs bien serrés, ayant présenté à leurs ennemis un mur inébranlable, repoussèrent la cavalerie de Motawakkel, se frayèrent un passage à travers l'infanterie, que les cavaliers en fuite avaient déjà mise en désordre, massacrèrent tout ce qu'ils rencontrèrent, et parvinrent à échapper ainsi à une destruction presque assurée, quoique en supportant une perte sensible. Motawakkel les fit poursuivre, mais sans pouvoir leur faire beaucoup de tort. Cette victoire parut si miraculeuse que les chrétiens l'attribuèrent à l'apôtre saint Jacques, que plusieurs prétendirent avoir vu dans la bataille combattre sur un cheval blanc, et répandre la terreur dans les rangs des infidèles. Pour augmenter le miracle, les chrétiens prétendirent n'avoir perdu qu'un homme, et encore en punition de ce qu'il n'avait pas voulu, comme ses camarades, se réconcilier avec ses ennemis. Les auteurs chrétiens et arabes s'accordent pour fixer cette bataille à l'année 1233 (à la fin de l'an 630 de l'hégire).

L'année suivante, aussitôt que la saison le permit, les troupes castillanes entrèrent en Andalousie et remportèrent plusieurs avantages. Dès les premiers mois, les ordres militaires, commandés par l'évêque Adam de Placentia, s'emparèrent de Truxillo, Magacela, Medellin, Alhanga. Montiel fut conquise par l'ordre militaire de Saint-Jacques. Dans l'été, le roi Ferdinand s'avança lui-même avec une armée, assiégea Ubeda avec des machines de guerre, et s'en rendit maître. Le 29 septembre 1234 les Castillans occupèrent la citadelle après que la garnison mahométane eut obtenu un libre passage.

A la conquête d'Ubeda se joignit celle plus importante de Cordoue. Pendant que Motawakkel, après la nouvelle de la prise d'Ubeda, marchait avec une forte armée contre Muhammed ben Alahmar, une partie de l'armée chrétienne, qui avait assiégé Ubeda, entra avec d'autres troupes sur le territoire d'Andujar, dévasta le pays et fit beaucoup de prisonniers. On apprit de ceux-ci que la ville de Cordoue était mal gardée, et il se trouva même des traîtres parmi eux qui s'offrirent à faciliter un coup de main contre cette importante forteresse.

D'après le proverbe *Ce qui est témérairement tenté est à moitié gagné*, le faible corps castillan s'avança en silence et pendant la nuit devant le faubourg de Cordoue nommé Ascharkia (le 8 janvier 1236) ; une pluie abondante qui survint servit encore plus à cacher leurs mouvements. Conduits

par les traîtres mahométans, ils attachèrent les échelles aux murailles, et un petit nombre de ces téméraires chevaliers les escalada sans être aperçu par les gardes. Quand on approcha d'une tour où se trouvaient plusieurs Maures, dont l'un était gagné, on les trompa en répétant le mot d'ordre. On put ainsi désarmer les gardes qui n'étaient pas du complot et les jeter du haut des remparts, avant que la garnison s'aperçût de la présence des ennemis. On se rendit ainsi maître d'une tour très-forte, d'une partie des remparts et de la porte nommée Martos, où la garde fut massacrée, et devant laquelle les Castillans attendaient le moment d'entrer. Dans le faubourg les maisons furent prises d'assaut et les habitants horriblement maltraités. Au point du jour, on reçut la nouvelle de la prise du faubourg; les plus vaillants de la garnison firent sans retard des sorties contre les assaillants, les repoussèrent plusieurs fois des rues dans la tour, mais ne purent réussir à la reprendre par escalade. Les chrétiens restèrent ainsi maîtres du faubourg, et le fortifièrent par des barricades et des palissades.

Comme ils comprenaient que leurs forces peu nombreuses ne suffiraient pas pour conquérir une ville de cette importance, dans laquelle la population mâle formait à elle seule une armée, ils envoyèrent des exprès au général Alvaro Perez de Castro, qui commandait sur les frontières, et au roi Ferdinand lui-même, pour demander des secours en toute hâte et achever la conquête de Cordoue.

Déjà Alvaro Perez était en marche avec toutes les troupes qu'il avait pu rassembler sans nuire à la défense des frontières, et il se réunit bientôt à celles qui assiégeaient Cordoue; mais les chrétiens n'étaient pas encore assez nombreux pour rien entreprendre d'important. Aussitôt que Ferdinand, qui se trouvait à cette époque dans le royaume de Léon, en reçut la nouvelle, il la regarda comme si importante, qu'il se mit en route seulement accompagné de trente chevaliers, en donnant l'ordre à toute la chevalerie de le suivre aussi vite que possible, et aux ordres militaires ainsi qu'aux villes de rassembler leurs bannières, et de se réunir à l'armée devant les portes de Cordoue. Comme les fleuves étaient débordés, et que la saison n'était pas celle où l'on entrait ordinairement en campagne, la marche des troupes fut retardée. Ferdinand se rendit avec peu de monde, par Ciudad-Rodrigo et l'Estramadure, à Alcala, d'où il se réunit aux chrétiens dans le faubourg de Cordoue, après avoir rallié les troupes qui arrivaient de tous côtés.

Cette nouvelle releva beaucoup le courage des chrétiens et jeta l'épouvante parmi les assiégeants. Ils avaient placé leurs seules espérances dans Muhammed ben Hud Motawakkel; ils lui avaient envoyé des exprès pour lui demander une prompte assistance. Comme il ne pouvait méconnaître les dangers que courrait le croissant en Espagne, si cette importante barrière tombait au pouvoir des chrétiens, il rassembla en toute hâte une grande armée et accourut au secours de la ville menacée. Arrivé à Ecija il apprit que les chrétiens, sous les ordres du roi Ferdinand, étaient déjà en grand nombre sous les murs de Cordoue. Il se rappela ses anciens combats contre les forces inférieures des chrétiens, et dans lesquels ses nombreuses troupes n'avaient rien pu; il crut prudent de ne pas hasarder une bataille avant d'être certain des forces de l'ennemi. Dans le conseil, il se rallia à l'opinion des alcades, qui voulaient d'abord, par des espions, s'assurer du nombre des troupes de Ferdinand.

Dans l'armée maure se trouvait un chevalier galicien, nommé Laurentius Suarez, que le roi Ferdinand avait chassé du pays à cause de ses violences, et qui était entré avec quelques-uns de ses serviteurs au service de Motawakkel. C'est à ces chrétiens que le prince maure confia la mission de lui donner, avant trois jours, des renseignements certains sur les forces du roi de Castille. Laurent Suarez, ne consultant que ses propres intérêts, crut que cette occasion était favorable

pour gagner le pardon du roi Ferdinand et la permission de retourner dans sa patrie. Il s'introduisit secrètement dans le camp des chrétiens, demanda une entrevue au roi, lui communiqua la mission dont il était chargé et son projet de donner à Motawakkel de tels renseignements qu'il n'osât pas s'avancer au secours de Cordoue. Afin de mieux tromper l'ennemi, dans le cas où il chercherait des informations d'un autre côté, il fut convenu que le roi ferait doubler les feux du camp.

Lorsque Motawakkel reçut, par Laurent Suarez l'assurance que l'armée chrétienne était fort nombreuse et bien armée, il balança à hasarder le combat. Dans ce moment il reçut une nouvelle de Dschomail ben Zeyan, khalife de Valence, qui fixa son irrésolution. Celui-ci, vivement pressé par le roi Jayme d'Aragon, demandait à son voisin un prompt secours, lui promettant fidélité et tribut. Espérant pouvoir reconquérir les États de Dschomail, et craignant que ses troupes, encore découragées par le souvenir de leurs anciens désastres, ne fussent pas en état de se mesurer avec avantage contre l'armée de Ferdinand, il abandonna Cordoue à son sort; il se consola en pensant que cette ville populeuse pourrait elle-même repousser les attaques des chrétiens, ou bien peut-être espérait-il la reconquérir si elle était prise, parce que les chrétiens ne pourraient rester longtemps maîtres d'une population mahométane.

Cependant plusieurs combats sanglants et opiniâtres furent livrés dans les environs de Cordoue. Tant que les habitants espérèrent du secours, ils luttèrent avec courage pour la patrie, la liberté et la vie; ils se défendirent avec la plus grande opiniâtreté dans les rues, sur les places, et firent preuve d'une admirable constance; mais quand ils apprirent que Motawakkel les abandonnait à leur sort, et qu'il était déjà en marche pour aller au secours du wali de Valence, leur courage tomba; leur ancienne énergie fit place à l'abattement et au désespoir. Ferdinand, au contraire, qui avait reçu des renforts de tous côtés, poussa le siége avec vigueur, et serra la ville de si près, qu'on commença les négociations pour la capitulation. Mais les habitants ne purent obtenir d'autres conditions que la sûreté de la vie et la liberté de leurs personnes; leurs biens leur furent enlevés. Le 23 schawal 633 de l'hég., ou le 29 juin, jour de Saint-Pierre et Saint-Paul, de l'année 1236, les Maures perdirent cette ville après l'avoir possédée pendant cinq cent vingt-trois ans.

Aussitôt que les chrétiens furent maîtres de la ville, ils plantèrent une croix sur la grande mosquée que les khalifes des Ommaiades avaient construite avec tant de pompe, et l'étendard du roi de Castille flotta sur la tour de l'Alcazar. Dans une procession en tête de laquelle marchait le clergé avec les franciscains et les dominicains, ainsi qu'un grand nombre de chevaliers, on se rendit en chantant des hymnes dans la grande mosquée, qui tout de suite fut changée en une église chrétienne par l'évêque Jean d'Osma et bénite dans un service solennel. Les cloches qu'anciennement le célèbre Almanzor avait fait porter de S.-Iago à Cordoue sur les épaules des prisonniers chrétiens, Ferdinand ordonna, aussitôt qu'elles furent retrouvées, de les faire reporter à leur ancienne place par des esclaves sarrasins.

Les Maures, désespérés, quittèrent avec douleur Cordoue et cherchèrent de nouveaux pénates en Andalousie. Les chrétiens se partagèrent les maisons et les biens abandonnés.

Plusieurs citadelles et bourgs d'Andalousie se soumirent à la nouvelle de la prise de Cordoue: les villes les plus importantes qui se rendirent à Ferdinand furent Baeça, Esteva, Ecija, Almodovar et Retefilla.

La mort inattendue de Motawakkel amena de grands changements en Andalousie. Après avoir abandonné Cordoue à son sort, il était arrivé à Almeria, et était sur le point de faire embarquer ses troupes pour se rendre plus promptement à Valence et venir au secours de Dschomail.

Le commandant d'Almeria, Abderrahman, donna un grand repas à son hôte, et fit célébrer des fêtes splendides; mais, quand Motawakkel se retira dans la nuit pour se livrer au repos, il fut assassiné par le perfide Abderrahman (27 schumada de l'hég. 635—1237). Le lendemain on répandit le bruit qu'il était mort d'une attaque d'apoplexie à la suite d'un excès de boisson.

Tout le gouvernement de Motawakkel ne fut qu'une longue lutte contre les rebelles, contre les prétentions des chefs musulmans et les agressions des chrétiens. Au milieu de ces désordres, il était impossible d'affermir l'État et de lui donner de la force. Le descendant des Beni Hud, qui autrefois si puissant avait régné à Saragosse, vit avec douleur l'islamisme, même dans le sud de l'Espagne, menacé d'une chute prochaine. On peut voir combien sa présence servait aux Andalous de point de ralliement, en ce qu'aussitôt que sa mort fut connue, l'armée qu'il commandait se dispersa, et que ce fut en vain que les chefs cherchèrent à la retenir sous les drapeaux. La valeur et les vertus de Muhammed ben Hud sont célébrées en beaux vers par le poëte Muhammed Asabarri. On lui reprocha cependant de n'avoir pas été très-religieux; ce qui avait occasionné sa perte.

L'héritier des États que Motawakkel avait gouvernés fut en grande partie Muhammed ben Nasar ben Alahmar, prince de Jaen et d'Arjona. Non-seulement Almeria tomba en son pouvoir par la perfidie de l'alcade Abderrahman, mais encore la forteresse importante de Grenade, point central de la puissance de Motawakkel; Muhammed ben Nazar y fixa sa résidence (ramazan de l'hég. 635—avril 1238)?

Bientôt Malaga et d'autres villes d'Andalousie le reconnurent aussi. Seulement Séville, Xérès et les villes des Algarves restèrent indépendantes, ou se réunirent aux derniers débris de la puissance des Almohades.

Quant aux autres États de Motawakkel, son frère Aly ben Jussef Adeddaula en fut proclamé émir à Murcie (4 moharem 636—1238); mais peu de temps après il fut chassé, fait prisonnier, et décapité par Abu Dschomail ben Mudafe ben Jussef ben Sad el Gazemi (15 ramazan de l'hég. 636). Bientôt les chefs du pays de Murcie se disputèrent la souveraineté, de manière que cette province fut en proie à l'anarchie la plus complète.

Pendant que le roi Jaimes d'Aragon poursuivait ses conquêtes dans l'est de l'Espagne, et s'emparait de Valence, la puissance et l'autorité du Nasaride Muhammed ben Alahmar s'accroissaient de plus en plus dans le sud de la Péninsule, et tout Maure à qui le salut de l'islamisme était cher se soumit à sa domination. Il était né à Arjona d'une famille noble. Il quitta la culture de ses terres pour entrer dans la carrière des armes, lorsque sous le règne d'Almamun toute l'Andalousie était en proie au désordre, et ouverte aux attaques des chrétiens. Des événements heureux et le pressentiment d'un glorieux avenir qui élevait son courage l'ont sans doute favorisé à cette époque critique, où le croissant était en butte aux agressions continuelles des Castillans et des Aragonais. D'abord il fut reconnu comme chef à Arjona, lieu de sa naissance, et bientôt après dans les villes voisines; il se défendit avec succès contre Motawakkel, et étendit son pouvoir sur tout le sud de l'Espagne.

Muhammed ben Alahmar, en attirant chez lui tous les Maures expulsés des villes conquises par les chrétiens, devint bientôt le seul appui de l'islamisme. Celui qui ne se réunissait pas à lui paraissait traître à la religion de Mahomet. Il fit un appel au peuple pour combattre les chrétiens. Après avoir rassemblé une nombreuse cavalerie, et même une armée assez considérable de fantassins, il s'avança sur le territoire des chrétiens, et campa devant la forteresse de Martos; il était sur le point de s'en rendre maître, lorsqu'une armée castillane vint secourir les assiégés. Muhammed fut obligé de lever le siége, mais il ne craignit pas de livrer aux chrétiens une bataille dont il sortit vainqueur,

et ranima chez les siens la confiance dans les armes du croissant (1238).

Après avoir fait plusieurs excursions, et enlevé d'assaut quelques petites villes, Ferdinand gagna par une soumission pacifique toute une province du royaume de Murcie. Depuis l'assassinat de Muhammed ben Hud, le pays était divisé, et chaque ville, chaque citadelle avait dans son commandant un seigneur indépendant, dont toute l'activité tendait à envahir les possessions de son voisin, ou à se défendre des agressions de celui-ci. La guerre civile était ainsi générale, et le peuple souffrait beaucoup de l'oppression de chefs avides et ambitieux. Lorsque l'émir de Grenade, Muhammed ben Alahmar, parut vouloir profiter de cet état de choses, et s'emparer du royaume selon les désirs du peuple, qui espérait ainsi être délivré du joug des petits tyrans, ceux-ci aimèrent mieux conserver leur pouvoir comme vassaux de la Castille, que de livrer la province à l'émir, ou de la défendre en commun. Lorsqu'ils apprirent que l'infant Alphonse était sur les frontières de leur pays avec une grande armée, chacun d'eux lui envoya des députés pour entrer en négociations, et fixer les conditions de leur soumission au roi de Castille. Le traité fut fait à Alcaraz par Muhammed ben Aly ben Hud, wali de Murcie, et par les commandants d'Alicante, Elche, Oriola, Alhama, Alid, Aceca et Chinchila. Ils furent maintenus en possession de leurs revenus et de leurs places ; mais ils durent prêter serment de fidélité au roi de Castille comme à leur suzerain, lui payer tribut, et recevoir des troupes chrétiennes dans leurs citadelles. Le seul qui n'adhéra pas à ce traité fut le wali de Lorca, Aziz ben Abdelmelek ben Muhammed ben Chatib Abu Becar, parce qu'en qualité de successeur de Motawakkel il prétendait au gouvernement de toute la Murcie; mais il ne put conserver son autorité que dans trois villes, Lorca, Mula et Carthagène. Dans ces deux dernières, il avait nommé les commandants. Les villes de Xativa et de Denia, bien que séparées de ses possessions, reconnurent aussi sa domination; il y nomma commandant Jahia ben Ahmed Abul Hussein.

Dès qu'Alphonse eut accepté la soumission et reçu le serment des chefs à Alcaraz, et qu'il leur eût promis de les secourir contre tout danger, il se rendit, accompagné d'un grand nombre de chevaliers castillans et d'une partie des chefs soumis, à Murcie, où il fit son entrée en 1243, au milieu de fêtes brillantes. Pour s'assurer de la fidélité des habitants, on mit garnison dans les villes principales. A son retour, Alphonse tenta de réduire par la force des armes le wali de Lorca, qui refusait avec opiniâtreté de se soumettre. Il parvint à s'emparer de Mula, mais non de Lorca et de Carthagène, dont il dévasta le territoire (1244).

Ferdinand fut alors plus à même de tourner ses armes contre l'émir de Grenade. Il envoya encore une fois l'infant Alphonse contre Lorca et Carthagène, et, menaçant ainsi Grenade de ce côté, partit d'Andujar à la tête d'une armée, dévasta le territoire de Jaen, et envoya une division commandée par Nuño Gonçalez de Lara pour assiéger Arjona. Cette ville, qui n'avait pas été approvisionnée pour longtemps (une disette ayant à cette époque désolé le sud de l'Espagne), ouvrit ses portes aux chrétiens. Les habitants, à qui on avait promis la vie sauve, quittèrent la ville, et se retirèrent sur d'autres points des États de l'émir de Grenade. La prise d'Arjona encouragea tellement les chrétiens, qu'ils continuèrent la marche de leurs conquêtes : Castiella, Pegalajar, Montijar, Cartejar, tombèrent dans leurs mains, et dès l'automne de 1244, ils s'avancèrent jusque dans les vallées de Grenade, et même en vue de cette place, qu'ils assiégèrent de suite. La saison avancée, les sorties vigoureuses des assiégés qui occasionnaient de grandes pertes aux Castillans, et les mouvements d'un corps nombreux de Maures contre le château de Martos sur les derrières des assiégeants, contraignirent ceux-ci à se retirer; ils furent dans leur retraite harcelés par leurs ennemis. Cependant le pays de Murcie fut perdu pour les chrétiens ; la haine

des Maures contre leurs chefs, qui ne pouvaient se maintenir que par les secours des troupes de Castille, s'accrut chaque jour. Lorsque Dschomail ben Zeyan, qui après la perte de Valence fut poussé par Jaimes d'Aragon vers Murcie, entra dans le pays avec une armée assez considérable, le peuple secoua le joug; Xativa, Denia et plusieurs autres villes se déclarèrent pour l'ancien émir de Valence. Le wali Azir ben Abdelmelek de Lorca marcha à la rencontre du prince, et fut vaincu dans une bataille où il perdit la vie (26 ramazan de l'hég. 640). Cette victoire donna à l'émir Lorca, Carthagène et d'autres places. Les Castillans ne purent se défendre, et furent chassés de tous les points. Le roi d'Aragon ayant immédiatement après dirigé ses conquêtes vers Xativa et Denia, situées sur le territoire de Murcie, que la Castille considérait comme lui appartenant, ce mouvement fut la première cause des différends qui s'élevèrent entre les deux royaumes sur le droit de faire des conquêtes en Murcie.

Lorsqu'en l'année suivante (1245), l'émir de Grenade voulut approvisionner Jaen, parce qu'il prévoyait que cette place frontière devait bientôt être assiégée par le roi de Castille, il envoya un transport de seize cents bêtes de somme chargées de vivres et d'armes de Grenade à Jaen, sous l'escorte de cinq cents cavaliers. Aussitôt que les troupes chrétiennes en eurent connaissance, elles entrèrent sur le territoire de Jaen, et se mirent en embuscade pour surprendre le convoi. Mais les Sarrasins en furent instruits à temps, et ils rétrogradèrent vers Grenade. Les chrétiens, sachant que Jaen n'était pas assez approvisionnée, se tournèrent contre cette ville. Ils commencèrent par dévaster le pays autant que possible, de manière que la ville perdît tout espoir d'être ravitaillée. Malgré le nombre des assaillants, les assiégés se défendirent avec un rare courage; mais, comme tous les châteaux et forteresses du voisinage furent obligés de se rendre, et que Muhammed ben Alahmar, qui était venu de Grenade pour les secourir, fut battu, il fut facile de prévoir que la place, qui manquait de tout, ne pourrait résister longtemps. Les Castillans, d'après les ordres de Ferdinand, qui avait juré de se rendre maître de la ville, continuèrent le siége, contre la coutume, dans la saison avancée, et pendant des pluies continuelles.

Lorsque l'émir vit l'inutilité de toute résistance, comprenant aussi qu'après la prise de Jaen on ne pourrait mettre aucune borne aux conquêtes de Ferdinand, il prit le parti décisif de garantir ses États des dévastations des chrétiens, et même de trouver en eux un appui. Il se rendit, avec une grande confiance dans la loyauté de Ferdinand, à son camp devant Jaen, et lui découvrit qui il était. Il prêta serment au roi de Castille en qualité de vassal, reçut de lui tous ses États en fief, et lui baisa la main en signe de soumission. Le roi Ferdinand, surpris de la confiance et des offres pacifiques de son ennemi, eut assez de magnanimité pour ne pas tromper son espérance; il embrassa l'émir de Grenade, le nomma son ami et son allié, et déclara qu'il ne voulait plus lui enlever un pouce de terrain. Un traité fut conclu entre ces deux princes, de manière que l'émir de Grenade resta en possession de tous ses États: il devait défendre le roi de Castille contre toute attaque; mais à ces conditions Muhammed se reconnut vassal, et promit de payer annuellement un tribut de cinquante mille doublons d'or, et sur toute demande du roi de Castille, de le suivre dans ses expéditions avec un nombre déterminé de cavaliers, soit contre les ennemis chrétiens du roi, soit contre ses ennemis mahométans. A l'assemblée des cortès, l'émir de Grenade fut admis, ainsi qu'à toutes les fêtes de la cour, comme les autres vassaux de la couronne. La forteresse de Jaen fut donnée à Ferdinand en garantie de ce traité; il y fit son entrée au mois d'avril 1246, après l'avoir assiégée pendant dix mois. La grande mosquée fut changée en église, et une forte garnison castillane resta dans la ville.

Cette issue inattendue et prompte de la guerre contre Grenade permit à Ferdinand,

comme la saison était très-favorable, de penser à une autre entreprise. L'émir de Grenade était maintenant, non-seulement un prince ami, mais aussi obligé comme vassal de le secourir dans toute guerre. Ferdinand ajourna volontiers la conquête entière de Murcie, pour ne pas venir en collision avec l'Aragon; car déjà des dissensions avaient été sur le point d'éclater avec cette couronne, à cause de la prise de Xativa et de Denia. Il dut donc naturellement penser à porter ses armes sur un autre point, et vers des conquêtes plus importantes qu'aucun prince chrétien ne pût lui contester. Ce fut vers les plaines magnifiques de l'Andalousie, vers la riche et populeuse Séville, et les puissantes forteresses de Carmona et Constantina, dont la prise devait le rendre maître de tout le cours du Guadalquivir et anéantir les restes de la domination des Almohades, qu'il tourna son attention.

Huit mois après la prise de Jaen, aussitôt que tout fut mis en ordre dans cette forteresse, le roi Ferdinand se mit en marche avec son armée, après avoir demandé des auxiliaires à son nouveau vassal l'émir de Grenade, et entra sur le territoire de Carmona, où tout fut dévasté; ce qui avait toujours lieu à cette époque au siége de sgrandes villes, pour rendre impossible leur ravitaillement. Au jourfixé, l'émir de Grenade se réunit avec cinq cents cavaliers bien équipés à l'armée de Castille. La première place qui fut assiégée, fut Alcala de Guadaira : les Maures, trop faibles pour résister longtemps, envoyèrent des députés à Muhammed ben Alhamar, et lui rendirent la ville, espérant un meilleur traitement de lui que d'un chrétien. Ceci eût pu troubler la bonne harmonie entre l'émir et le roi; mais chacun d'eux était trop prudent pour sacrifier de graves intérêts à de petites choses. Muhammed céda la ville à Ferdinand, qui la confia à son allié comme sa première conquête. Maître de cette forteresse, on dirigea des incursions sur le territoire de Séville, que l'on ravagea jusqu'à Carmona et Xérès; ces deux villes furent assiégées par les ordres militaires de Saint-Jacques et de Calatrava. Pour couvrir les frais immenses de cette guerre, Ferdinand employa les dîmes avec le consentement du pape.

Avant qu'on pût assiéger Séville avec espoir de succès, il fallait être maître des environs, et disposer d'une flotte, afin de pouvoir empêcher l'approvisionnement du côté de la mer. On obtint le premier point au printemps de 1247 : jardins, vignobles, oliviers, arbres à fruits de toute espèce, tout fut détruit partout où on tarda à se soumettre. Alors le plus grand nombre préféra prendre ce dernier parti, et vivre tributaire des chrétiens, mais en paix. Carmona, Constantina, Lora, Alcolea, places bien fortifiées qui eussent pu résister longtemps, aimèrent mieux, après avoir attendu des secours pendant plusieurs mois, et obtenu même un armistice, recourir par une prompte soumission à la clémence des vainqueurs, que d'enflammer leur fureur par une résistance inutile, comme cela avait eu lieu à Cantillana, que les Castillans avaient prise d'assaut, et dont tous les habitants avaient été passés au fil de l'épée. L'émir de Grenade, qui par la persuasion avait obtenu la soumission de plusieurs citadelles, obtint du roi la permission de ne pas employer la force où elle ne serait pas nécessaire, et de sommer les villes de se rendre avant d'en commencer le siége. De cette manière Muhammed épargna le sang de ses compatriotes, et par sa médiation plusieurs places, entre autres Guillana, Alcala de Rio, Gerena, se rendirent sans résistance.

Au printemps de 1247, lorsque sous la conduite de Raymond Boniface, seigneur de Burgos, une flotte de treize voiles parut à l'embouchure du Guadalquivir, et que toutes les troupes furent réunies, le siége commença : les habitants avaient confié le commandement et la défense de la ville à un prince Almohade, Cid Abu Abdallah. Celui-ci partagea le premier avec son neveu, Abul Hasan, fils d'Abul Aly, qui autrefois avait commandé à Carmona, mais qui s'était rendu à Séville aussitôt qu'il s'était aperçu que cette ville était l'objet principal des projets de Ferdinand. Il avait reçu d'Afrique quel-

ques secours. Les princes Almohades, comprenant combien il était important pour eux de conserver la mer libre afin de pouvoir toujours recevoir des transports de vivres, avaient reçu une petite flotte de Maroc, qui fut placée à l'embouchure du Guadalquivir dans le port de Lucar, et qui empêcha la flotte castillane d'entrer dans ce fleuve.

Mais la flotte chrétienne, après plusieurs engagements avec les Maures, remporta la victoire; parmi les vaisseaux ennemis quelques-uns furent coulés, d'autres mis hors de combat, d'autres pris; et, comme les troupes de Castille occupaient les rives, leur flotte put s'avancer jusqu'à Séville. Depuis le 20 août 1247, Séville fut donc bloquée par mer et par terre, et le siége continua pendant toute l'année. Les assiégeants s'étaient munis de tout ce qui était nécessaire, et leur camp ressemblait, par le nombre de ses tentes, à une ville qui se serait élevée autour de Séville.

Après avoir bloqué Séville pendant tout l'hiver et avoir intercepté toutes ses communications, après avoir repoussé les secours amenés des Algarves par Muhammed, seigneur de Niebla, Ferdinand, au printemps de 1248, arma des forces considérables pour hâter la conquête de cette ville importante. Les grands et les chevaliers, rivalisèrent d'efforts pour le seconder. Au mois de mars arriva dans le camp l'infant Alphonse, fils du roi, avec une troupe de valeureux guerriers castillans; Alphonse infant d'Aragon, Pierre infant de Portugal, et le comte d'Argel, l'accompagnaient avec des cavaliers aragonais, catalans et portugais. Lopez de Haro arriva bientôt aussi avec des guerriers de la Biscaye et de la Vieille-Castille, l'archevêque Jean d'Arias de Saint-Jacques avec des troupes de la Galice. Les bannières de Medina, de Medellin, de Coria, vinrent aussi grossir l'armée. La plus grande partie des évêques, et beaucoup de prélats et de moines franciscains, dominicains, bénédictins, se trouvaient au camp et, enflammaient par leurs sermons l'ardeur des soldats. L'émir de Grenade arriva aussi avec le corps auxiliaire dont le nombre était fixé par le traité, et campa vis-à-vis le bourg d'Alfaraz. Son intelligence et sa bravoure, ainsi que sa cavalerie bien armée, rendirent de grands services. S'il faut en croire les Arabes, Séville n'était pas tout à fait bloquée du côté de la mer, puisqu'ils affirment que souvent des batailles navales très-sanglantes eurent lieu à l'embouchure du Guadalquivir. D'après le conseil de Muhammed, on parvint à la cerner entièrement. Le siége durait déjà depuis dix-huit mois, lorsque les chrétiens, sur l'avis de l'émir de Grenade et de l'amiral Raymond, incendièrent les vaisseaux ennemis dans le port de Séville, en jetant sur eux deux brûlots remplis de soufre et de matières inflammables. Au moyen de grands vaisseaux de transport, qui furent poussés par le vent et le courant du fleuve contre le pont de vaisseaux qui était attaché avec des chaînes de fer, on le brisa, et ainsi toute communication fut coupée entre la ville et la forteresse de Triana; il devint alors facile de s'emparer de celle-ci et du fort de Gules, et de se rendre maître des faubourgs d'Asophar et de Bab Macarena, dont tous les habitants furent massacrés. Malgré cela, les assiégés continuèrent leur défense avec vigueur; ils employèrent beaucoup de canons et de pierriers, et firent beaucoup de mal aux assiégeants.

Enfin les assiégés, n'ayant plus aucun espoir de secours, menacés d'une famine épouvantable, et fatigués du siége, commencèrent des négociations. D'après les relations chrétiennes, Ferdinand ne voulut entendre aucune condition; suivant les Arabes, il les accepta avec empressement pour être maître de la ville. Voici les conditions de la capitulation :

Il est permis aux Maures de rester dans la ville en pleine liberté et sécurité, et en conservant leurs maisons et possessions sans payer d'impôts extraordinaires; ils peuvent aussi vendre leurs biens et s'expatrier. Il est accordé à ces derniers un mois, et les chrétiens doivent faciliter leur départ par terre, en leur fournissant des bêtes de somme, et par mer des vaisseaux. Le roi Ferdinand donna au wali Abul Hasan (celui-ci paraît

avoir eu le commandement en dernier lieu : les chrétiens le nomment Orantes) non-seulement la permission de rester à Séville, mais il lui assigna une forte somme pour son entretien. Cependant il préféra s'expatrier. Aussitôt qu'il eut remis les clefs de la ville, il s'embarqua le même jour (23 novembre 1248) pour Ceuta et pour l'Afrique, afin de se réunir avec ses parents qui défendaient leur empire contre Beni Merin.

Ainsi finit la domination des Almohades à Séville. Ils l'avaient gardée pendant cent et quelques années, tandis que les Maures l'avaient possédée pendant cinq cent trente-sept ans depuis la conquête de Tarek. Trois cent mille Sarrasins quittèrent Séville, accompagnés par les chevaliers de Calatrava; une partie se rendit à Xerès, très-peu en Afrique auprès des Almohades, d'autres à Niebla et en Algarve, mais le plus grand nombre à Grenade, où Muhammed les reçut et les distribua dans ses États. C'est alors que Ferdinand fit une entrée solennelle à Séville. Devant lui on portait l'image de sainte Marie; à ses côtés marchait l'infant Alphonse, héritier du trône; derrière eux les autres infants; après eux venaient les infants d'Aragon et de Portugal, tout le clergé et les grands maîtres des ordres militaires, les grands du royaume et les chevaliers. Le cortége se rendit dans la grande mosquée, qui avait été purifiée par les clercs, et changée en église. A la même époque, sur la tour élevée de cette église, nommée Giraldo, et qui avait servi d'observatoire, on arbora l'étendard de la croix et celui du roi. Les autres mosquées eurent le même sort. A la grande douleur des Maures, les sépultures de leurs ancêtres furent démolies. Dès que la ville fut changée en une cité peuplée de chrétiens, Ferdinand s'attacha à se rendre maître des villes situées à l'embouchure du Guadalquivir et sur les rives du Guadalète. Il conquit (1250) Xérès de la Frontera, Medina, Sidonia, Alcala de Gazules, Velez, Cadix, San-Lucar, Santa-Maria del Porto, Rota, Arcos, Lebriza, Tribugena; et même, avant que les Maures fussent tout à fait expulsés de la Péninsule, Ferdinand pensait déjà, au moyen de sa flotte, à faire des conquêtes en Afrique. Celle-ci, conduite par l'amiral Raymond Boniface, remporta une victoire sur la flotte de Maroc, en 1251, victoire qui n'eut cependant pas d'autre suite à cause de la mort de Ferdinand, qui survint peu de temps après.

CHAPITRE VIII.

HISTOIRE DU PORTUGAL SOUS SANCHO Ier, JUSQU'A LA CONQUÊTE DES ALGARVES PAR ALPHONSE III.

§ Ier. SANCHO Ier.

Déjà, sous le règne de son père Aphonse, Sancho avait donné des preuves de sa bravoure et de son habileté à la guerre. Lorsqu'il monta sur le trône (6 décembre 1185), il suivit à l'égard du pape et du clergé une autre voie que ses prédécesseurs. Il est vrai que le Portugal devait principalement son existence comme royaume au patronage de saint Pierre; car le puissant empereur de Castille, Alfonso Raymundez, avait cessé depuis cette époque ses agressions contre le Portugal, et accepta la médiation du pape. Tant qu'il vécut, Affonso Henriquez n'oublia jamais à qui, outre son épée, il devait surtout sa couronne ; toujours il se montra soumis envers le saint-siége et libéral envers le pape, les églises et les couvents. Mais, lorsque son fils Sancho prit les rênes du gouvernement, les relations avec l'Espagne étaient bien changées. Comme les quatre royaumes chrétiens d'Espagne étaient continuellement en guerre entre eux et avec les Almohades, le Portugal put se placer au même rang que ses voisins, et s'y maintenir sans avoir besoin du secours du saint-siége. Comme la sagesse et les circonstances le demandaient, Sancho changea ses alliances. En guerre continuelle avec les Maures, il conquit, ainsi que nous l'avons dit, plusieurs forteresses sur la frontière, les peupla d'habitants chrétiens, et reçut de la postérité le surnom de *Poplador*. En prince sage, il chercha à établir l'ordre et la paix dans ses États, à rendre moins lourdes pour le peuple les charges de la guerre et des autres impôts. Il se montra très-libéral envers les ordres militaires, et les attacha davantage aux intérêts de la couronne. Il donna à plusieurs villes et provinces des droits et priviléges. Il favorisa surtout l'agriculture, concéda des cantons déserts ou en friche à des pauvres paysans pour les cultiver, et encouragea le travail en distribuant des récompenses. Les cultivateurs portugais lui donnèrent à cause de cela le surnom de *o Lavrador*, et le regardèrent comme leur patron.

Silves, après avoir été prise avec l'aide des croisés de la basse Allemagne, avait été reconquise par les Almohades; cette ville était située au cœur du pays occupé par les Maures. Ce ne fut qu'en 1197 que Sancho réussit à la reprendre pour la seconde fois. Elle fut démolie, et resta longtemps dépeuplée, de manière que les Sarrasins perdirent du moins en elle un fort boulevard.

Le Portugal étant, pendant les années suivantes, peu attaqué par les Maures, Sancho, à cause du mariage de sa fille Thérèse avec le roi Alphonse d'Aragon, se trouvait en hostilité avec le pape Innocent III ; ce dernier réclama le payement du tribut de cent pièces d'or promis par Affonso Henriquez. Le pape ne nia pas que le père de Sancho n'eût fait don au saint-siége, et en une fois, de mille pièces d'or par suite de ses sentiments pieux, mais il soutint que ce cadeau ne pouvait être considéré, ainsi que le prétendait Sancho, comme un payement anticipé de dix années du tribut promis. Rien dans les chroniques ne nous prouve que Sancho ait accédé aux demandes du pape, et d'ailleurs la chose n'est pas probable Car, bien que le pape ait observé le traité avec la Castille, menacé d'excommunication ceux qui le rompraient, et ait pris ainsi le Portugal sous sa protection spéciale, cependant Sancho ne se montra pas ami des clercs. Il est vrai qu'il permit au pape de régulariser les affaires de l'Église en Portugal, qu'il fixa la position des ordres religieux vis-à-vis de l'Église, jugea lui-même les différends des archevêques de Braga et de S.-Iago; chaque fois néanmoins que Sancho crut son autorité royale menacée, il ne souffrit d'envahissement d'aucune espèce ni de la part du clergé portugais, ni de celle du pape lui-même.

Sancho le prouva en deux occasions : une fois dans la querelle avec l'évêque de Porto, l'autre fois dans sa conduite avec celui de Coïmbre. Malgré la triste expérience que les rois chrétiens avaient faite des suites malheureuses des mariages contractés contre les lois de l'Église, Sancho fiança l'infant Alphonse, son fils, avec sa proche parente, l'infante de Léon, Uracca, fille d'Alphonse IX (1208). L'évêque de Porto, avec lequel Sancho avait déjà eu plusieurs querelles, mais qu'il croyait avoir apaisé par quelques concessions, se prononça avec violence contre cette alliance, et refusa de la bénir ; il poussa même l'arrogance épiscopale au point de ne pas rendre au roi et au prince les honneurs dus à leur rang, et prononça l'excommunication contre les nouveaux conjoints. Sancho, irrité, fit emprisonner le prélat, séquestra tous ses biens, et fit poursuivre sévèrement tous ceux qui obéiraient plutôt aux ordres de l'évêque qu'à ceux de leur roi. Il est vrai que l'évêque fut bientôt remis en liberté, quand il eut promis de lever l'interdit prononcé; mais il ne tint pas sa parole, et s'enfuit à Rome, y réclamant le secours du pape. Innocent III confia à l'archidiacre de Zamora le soin de réconcilier le roi et l'évêque. Celui-ci devait rentrer dans son diocèse et lever l'interdit, et le roi promit de ne pas s'immiscer dans les affaires de l'Église. Cependant on ne sait pas positivement comment se termina cette controverse ; mais on peut présumer que Sancho est resté vainqueur (1210).

Ces querelles n'étaient probablement pas encore terminées lorsqu'il s'en éleva une nouvelle, plus violente encore, avec l'évêque de Coïmbre. Le roi se permit plus d'envahissements sur les immunités de l'Église. En outre les chasses royales étaient très-onéreuses aux clercs, ceux-ci étant obligés de nourrir les hommes et les chevaux. En toute occasion le roi se permettait de jeter du ridicule sur le clergé, lui était en tout contraire, et il jeta même dans les cachots plusieurs prêtres.

L'évêque de Coïmbre lui fit d'abord des représentations, et, comme elles n'eurent aucun résultat, il en appela immédiatement au pape, sans avoir égard à l'archevêque de Braga, son supérieur, qu'il savait être favorable au roi; il fit un affreux tableau de la conduite de ce dernier. Il prétendit même qu'il avait toujours auprès de lui une diseuse de bonne aventure. Comme l'évêque avait fait publier l'interdit dans tout son diocèse, Sancho, n'écoutant que la violence de son caractère, voulut se venger sur-le-champ par la force des armes. Avant que l'évêque eût pu se sauver, le roi le fit prisonnier. Aussitôt que le pape en fut instruit, il prit la défense du prélat, et exhorta le roi, mais en vain, à lui donner satisfaction. Sancho fut inébranlable; mais bientôt il tomba malade, et, pré-

voyant une mort prochaine, se montra moins rigoureux. Plien de repentir, il demanda pardon, et promit satisfaction, pour obtenir les prières des clercs. Sur ces entrefaites l'archevêque leva l'excommunication. Il faut croire, d'après son testament, que Sancho ne resta pas animé de sentiments haineux contre le clergé ; car ce document fut fait deux ans avant sa mort (octobre 1209), avec le consentement et en présence de plusieurs grands et évêques du royaume. Dans cet acte le clergé fut richement doté, et le pape, à qui tous les articles furent soumis, et qui devait recevoir cent marcs d'or, ne tarda pas à envoyer son approbation. Mais celle-ci n'arriva qu'après la mort du roi, qui eut lieu le 27 mars 1211 ; cette approbation d'Innocent III est datée du 7 juin à Rome, où l'on n'avait pas connaissance de la mort de Sancho.

§ II. ALPHONSE II, DIT LE GROS.

Sancho Ier, ayant eu soin d'assurer à tous ses enfants des revenus fixes, avait aussi assigné à ses filles des propriétés territoriales. Alphonse avait, il est vrai, juré de laisser à ses sœurs la libre jouissance de ce que son père leur avait donné; mais, comme celles-ci se refusèrent à reconnaître la suzeraineté du roi sur ces domaines, il considéra ce refus comme un acte d'ambition démesurée, qu'il ne devait pas souffrir comme souverain. Les infantes, menacées dans leurs droits par leur frère, s'adressèrent au pape Innocent III, qui avait promis de veiller à l'exécution du testament de Sancho Ier. Le saint-père, sans prendre connaissance du fond de la contestation, se déclara le défenseur des infantes, qui, non tranquillisées par là, cherchèrent un appui à l'étranger, dans le cas où leur frère les attaquerait, et le roi Alphonse IX de Léon le leur promit. A sa cour se trouvait l'infant portugais Pierre, qui à cause de ces querelles domestiques avait quitté sa patrie ; celui-ci se mit, avec le fils de sa sœur Thérèse, l'infant Ferdinand de Léon, à la tête d'une armée, et entra en Portugal, ravageant tout sur son passage, afin de forcer le roi Alphonse à lever le siége qu'il avait posé devant les places fortes appartenant aux infantes. Bien que ce corps d'armée eût trouvé assez de partisans parmi les Portugais, et pris quelques places, et que les légats du pape eussent publié l'excommunication contre le roi Alphonse, cela ne put empêcher ce dernier de se rendre maître de plusieurs des villes des infantes. Alphonse II se montra alors prêt à une réconciliation; pendant l'armistice, Pierre marcha contre les Sarrasins, et se conduisit en héros à la célèbre bataille de Tolosa. Peu de temps après, il se rendit à Maroc auprès de l'émir Almumenin, contre lequel il s'était battu, et fit la campagne avec lui contre les révoltés d'Afrique.

Cependant la guerre en Portugal entre le frère et les sœurs se ralluma. Les légats du pape, qui auraient dû tout pacifier, élevèrent une injuste prétention en condamnant le roi à payer tous les frais de la guerre, avant de s'être assurés s'il avait droit ou non. Comme Alphonse s'y refusait, ils prononcèrent l'interdit contre lui. Cependant Innocent fut assez juste pour réparer cette faute. Après avoir examiné l'affaire lui-même, il annulla la sentence d'excommunication, ordonna de confier aux templiers les places en litige, et reconnut les droits des princesses aux revenus qui leur étaient assignés, ainsi que ceux du roi comme seigneur suzerain. Les frais de la guerre devaient être taxés par des arbitres impartiaux, et compensés de part et d'autre. Toutes les parties furent contentes de cet arrêt du pape, prononcé le 7 avril 1216.

Ce ne fut qu'alors qu'Alphonse put suivre son penchant pour la guerre contre les Sarrasins. Sur ces entrefaites (juillet 1217), une flotte de trois cents vaisseaux, portant des croisés de la basse Allemagne, arriva dans le port de Lisbonne, pour y réparer les dommages soufferts pendant le trajet. Elle était commandée par les comtes Guillaume de Hollande et George de Wied. Les exhortations du clergé portugais et des grands maîtres, la saison avancée et l'espoir d'un riche butin, persuadèrent à une grande partie des croisés de rester en Portugal, et de tenter quelque expédition contre les Sarrasins. Seulement les Frisons avec quatre-vingts vaisseaux continuèrent leur voyage pour la Palestine. Ceux qui étaient restés, de concert avec les chevaliers portugais, avec les chevaliers de Saint-Jacques, du Temple et de Saint-Jean, assiégèrent Alcacer do Sal. Une nombreuse armée maure, que les gouverneurs de Cordoue, de Jaen et de Séville avaient réunie à la hâte et amenée au secours de la ville, fut battue par les chrétiens, qui attribuèrent cette victoire à l'intervention des anges, qui s'étaient mêlés dans leurs rangs, habillés de blanc comme des chevaliers. Quatorze mille Sarrasins restèrent sur le champ de bataille (10 septembre 1217) ; malgré cette victoire éclatante, les chrétiens ne se rendirent maîtres de la ville qu'au bout de six semaines. Alcacer do Sal, qui ouvrit ses portes aux assiégeants (21 octobre 1217), fut traitée comme si elle eût été prise d'assaut. Tous ceux qui étaient en état de porter les armes furent massacrés, et les autres emmenés en esclavage. La place fut confiée aux chevaliers de Saint-Jacques, qui s'étaient surtout distingués pendant le siége. Les croisés ne quittèrent le Portugal qu'au printemps suivant, et mirent à la voile après avoir hiverné à Lisbonne.

Dans l'état où les affaires de l'Église étaient à cette époque à Lisbonne, il était impossible que la paix et la concorde fussent de longue durée entre le roi et les évêques. Le roi fut obligé dans ses guerres de réclamer leur secours à cause de leurs immenses possessions. Il ne lui fut pas toujours possible de réprimer les violences de ses sujets, qui éclataient à l'occasion des priviléges du clergé et de l'abus qu'il en faisait. Il se permit aussi de traduire devant les tribunaux laïques les clercs qui se rendaient coupables de quelque violation des lois. L'archevêque Étienne éleva des plaintes graves, dont le résultat fut la confiscation de quelques-unes de ses propriétés. Le prélat fut tellement irrité, qu'il excommunia le roi. Celui-ci n'y fit aucune attention, et obligea l'archevêque à se soustraire par la fuite à sa vengeance. Le pape Honorius essaya par deux lettres (4 et 16 janvier 1221) de réconcilier le roi et l'archevêque, en les exhortant à des concessions mutuelles, mais ce fut en vain. Excité par le prélat exilé, le pape, dans une bulle du 22 décembre 1221, menaça le roi, en cas de refus de sa part, de se prononcer pour l'archevêque, et non-seulement de frapper tout le royaume d'interdit, mais même de proclamer sa déchéance, et de conférer la couronne à un autre prince. Le roi resta cependant inébranlable. Il tomba bientôt malade, et mourut le 25 mars 1223. A cause de son énorme corpulence, qui lui valut le surnom de *o Gordo* (le Gros), il ne pouvait dans les dernières années de son règne assister aux expéditions militaires. Malgré cela, il fit preuve d'une admirable activité dans l'administration de son royaume, introduisit de l'ordre dans les finances, donna à plusieurs villes des *foraes*, et se montra aussi bon législateur.

Peu de temps après son avénement au trône, il avait convoqué les cortès à Coïmbre, où, avec leur assentiment, il publia plusieurs lois et ordonnances générales, qui furent plus tard incorporées dans le code d'Alphonse V. Par ces lois la sûreté personnelle fut garantie, la justice améliorée, la propriété assurée, les impôts oppressifs abrogés, les droits de l'Église et du clergé confirmés, mais aussi les abus sévèrement réprimés.

§ III. SANCHO II, SURNOMMÉ LE CAPUCHONNÉ (CAPELLO).

Lorsque Sancho II succéda à son père, il avait vingt ans. Son premier soin fut de se réconcilier avec le clergé. Aux cortès de Coïmbre, qu'il rassembla au mois de juin 1223, cette réconciliation eut lieu, dans laquelle on concéda au clergé toutes les prétentions qu'il avait élevées dans les deux règnes précédents, en sorte que l'arbitraire et les abus dont s'étaient plaints les évêques furent supprimés; mais aussi le pouvoir des prélats s'accrut aux dépens du pouvoir royal, puisque ce dernier, quoique patron de l'Église, n'eut plus droit de juger dans les controverses des clercs entre eux.

Le roi fit un traité particulier avec l'archevêque de Braga; il promit de lui payer non-seulement six mille cruzados, mais encore de l'indemniser de tous les dommages qu'il avait soufferts par suite de sa mésintelligence avec son père. L'archevêque, de son côté, leva l'excommunication, et donna sa bénédiction aux morts qui avaient été enterrés pendant ce temps sans les cérémonies de l'Église.

Sancho se réconcilia aussi avec ses tantes. Il les laissa non-seulement en possession des places que leur avait données le testament de son aïeul; mais il leur assigna aussi une pension annuelle de quatre mille maravédis. De leur côté, elles promirent de reconnaître la suzeraineté du roi, de le secourir dans ses guerres, et de recevoir dans leurs domaines les monnaies royales. Après leur mort les places principales, celles d'Alemquer et de Montemor devaient revenir à la couronne. Elles avaient déjà disposé de leurs autres possessions en faveur de l'Église et d'établissements religieux. Le roi Ferdinand de Léon et de Castille restitua au roi Sancho le château de S.-Estevao de Chaves, qu'il avait eu en gage. C'est ainsi que les longues dissensions de la dynastie portugaise furent tout à fait apaisées.

Après qu'il eut ainsi réglé tout ce qui pouvait troubler la paix intérieure, et tenu les rênes du gouvernement pendant quelques années avec activité et prudence, il se décida à faire la guerre contre les Sarrasins, qui, à cette époque, conduits par les princes des Almohades, faisaient des incursions sur les frontières méridionales de son royaume. Déjà en 1226 il avait pris d'assaut Elvas, et l'avait peuplée d'habitants chrétiens, auxquels il accorda les mêmes droits qu'à ceux d'Evora. L'année suivante il continua ses conquêtes, et lors de la chute de la domination des Almohades, pendant qu'Aben Hud cherchait à fonder une nouvelle puissance en Andalousie, Sancho profita de l'anarchie qui divisait les Maures entre eux, pour étendre les frontières du sud de ses États. Il conquit Serpa, Jurumenha et d'autres villes; et le pape Grégoire XI fut si joyeux de ces succès, qu'il publia, le 21 décembre 1234, une bulle dans laquelle il promit à ceux qui combattraient sous les drapeaux du roi Sancho les mêmes indulgences qu'on accordait aux croisés de la terre sainte. Sancho continua le cours de ses succès : il s'empara de Mertola, ville importante, qui, à cause de sa situation, pouvait servir de point d'appui à des conquêtes ultérieures. Pour s'assurer d'autant mieux la possession de cette ville, il la confia aux chevaliers de Saint-Jacques. Le premier résultat de ces conquêtes fut une série de campagnes heureuses contre les Sarrasins; ceux-ci furent attaqués par mer et par terre. Le pape enflamma les Portugais par une bulle de 1240, et les excita à redoubler d'efforts : Tavira, forteresse importante des Algarves, fut conquise par les chevaliers portugais en 1243. Sancho la donna aux chevaliers de Saint-Jacques, et le pape Innocent IV confirma cette donation.

Bien que le roi fît tout pour gagner le

clergé, et qu'il s'occupât continuellement de combattre les Sarrasins et de propager la foi chrétienne, bien qu'il fût appuyé par le pape, il ne put éviter les querelles avec les évêques, dont l'ambition croissait en proportion de la modération du souverain, et bientôt ceux-ci travaillèrent à sa perte.

Sancho eût dû renoncer à son autorité royale, s'il eût voulu céder aux prétentions de l'évêque Julien de Porto. Celui-ci, dès la quatorzième année du règne de Sancho, porta de graves plaintes auprès du pape, parce que le roi voulait exercer sa juridiction dans son diocèse. Le successeur de Julien, Pierre, ne voulut pas permettre que le roi fût juge dans les querelles des laïques avec les clercs, et se refusa à ce que ses vassaux suivissent le roi dans ses campagnes. Si Sancho eût cédé, les évêques eussent bientôt été des princes indépendants.

L'évêque soumit ses plaintes au pape; par la médiation de celui-ci, en 1223 une réconciliation eut lieu : le roi promit d'avoir égard aux droits et aux priviléges du clergé; mais il exigea avec fermeté que dans les guerres contre les Sarrasins, l'évêque de Porto fût contraint de le suivre, comme les autres prélats portugais. Il demanda aussi que les tribunaux de la couronne fussent juges des controverses entre les laïques et les clercs. Cette réconciliation ne fut pas de nature à mettre fin aux discordes, parce que le pape ne ratifia pas le dernier article.

La lutte entre la juridiction laïque et spirituelle éclata bientôt de nouveau. Peu après la pacification avec l'évêque de Porto, les magistrats royaux s'immiscèrent dans les affaires de l'Église; du moins l'archevêque de Braga le prétendit. Lorsque le roi se refusa à la satisfaction demandée, le prélat excommunia les magistrats, et porta ses plaintes au pape. Le contenu de celles-ci prouve suffisamment que des priviléges exorbitants accordés à un ordre, encouragent les autres à commettre des actes de violence et d'usurpation pour arriver à établir une certaine balance. Les plaintes sont principalement dirigées contre les magistrats royaux, c'est-à-dire contre le roi, au nom duquel ils agissent; des plaintes furent aussi directement portées contre lui, parce que dans les voyages il était onéreux au clergé en demandant de l'argent et des redevances, parce qu'il s'emparait des revenus des biens de l'Église vacants, et les faisait administrer par des laïques, parce qu'il s'arrogeait les droits de patronage sur des églises autrefois libres, et les conférait à des personnes incapables et indignes. Contre les magistrats on porta les plaintes suivantes : qu'ils contraignaient par des amendes l'archevêque et les clercs à partir pour les expéditions militaires; qu'ils faisaient nourrir les gens et les chevaux du roi aux frais de l'Église; qu'ils contraignaient le clergé de se soumettre aux règlements laïques, en le forçant à comparaître devant les juges royaux à l'occasion des controverses sur la possession de ses biens, et lui défendaient de faire des acquisitions au delà de ce qui était prescrit, même pour des donations pieuses; qu'ils empêchaient souvent l'archevêque de punir les clercs coupables, et, sous des prétextes frivoles, s'introduisaient dans les demeures des prêtres, les pillaient, et en outrageaient les maîtres.

Dans une bulle du 15 avril 1238, le pape ordonna la répression de ces abus; et, dans le cas où le roi s'y refuserait, il confia à l'archevêque le droit de renouveler l'excommunication; il ajouta d'autres menaces si ce moyen ne suffisait pas. Sancho ne trouva pas que dans la bulle du pape ses droits fussent directement attaqués; il promit et jura de faire exécuter les prescriptions du saint-siége, et cet orage qui l'avait menacé parut dissipé.

Cette modération du roi ne plut probablement pas à la noblesse. Plus les priviléges du clergé s'accroissaient, plus les expéditions militaires et les impôts pesaient sur les nobles. A la tête des ennemis du clergé était un frère cadet du roi, l'infant Ferdinand, seigneur de Serpa. Ce prince s'était permis les plus grandes violences contre les clercs, ce qui l'avait fait excommunier par l'archevêque de Braga. Le roi fut de nou-

veau accusé de ne pas avoir mis un terme aux violences des siens. Il est vrai que le prince Ferdinand fut obligé de se rendre à Rome (1239) pour demander au pape un pardon qu'il reçut sous promesse de s'abstenir à l'avenir de porter atteinte aux droits de l'Église. Mais Sancho n'eut pas assez de pouvoir pour contraindre à une telle soumission tous les grands qui se permettaient d'agir contre l'Église.

Encore pendant quelques années il chercha à remplir les devoirs d'un bon roi; il continua avec succès la guerre contre les Maures, combattit et réprima à l'intérieur le désordre et les injustices, et se consacra avec beaucoup de zèle aux affaires du gouvernement. Mais, comme journellement les difficultés s'accroissaient, les grands commencèrent à se révolter, et même ses parents firent cause commune avec eux. Le clergé lui était hostile, et n'attendait que l'occasion de préparer sa chute. Il ne faut pas s'étonner si Sancho, après tant d'efforts inutiles, tomba dans une espèce de découragement dont ses ennemis surent tirer parti contre lui. Comme une partie de la noblesse n'obéissait pas à ses ordres, la guerre contre les Sarrasins fut ajournée; les frontières mêmes ne furent pas suffisamment garanties contre leurs attaques. Au lieu de chercher dans la désobéissance des vassaux la cause de l'inaction des armes portugaises, et de les exhorter à la soumission, le clergé l'attribua à la négligence du roi, qui compromettait suivant eux la sûreté du royaume.

Chaque révolte devait amener des suites d'autant plus fâcheuses pour Sancho, que ses frères Alphonse et Ferdinand et son oncle Pierre n'y étaient pas étrangers, et que chacun d'eux avait son parti. L'indolence dans laquelle le roi était tombé, et l'influence pernicieuse de la reine dona Maria Lopez de Haro qui le dominait entièrement, découragèrent même ses fidèles serviteurs, et enhardirent ses ennemis.

Comme Sancho n'avait pas d'enfants, la situation du royaume avait d'autant plus d'intérêt pour les infants; leur ambition s'accordait avec le but des séditieux, qui était d'éloigner le roi du trône. Pour justifier un tel acte, on crut n'avoir besoin que de la sanction de l'Église. Pour cela les mécontents, à la tête desquels était le clergé, présentèrent leurs plaintes au pape Innocent IV qui était alors à Lyon, où était réuni le concile, et qui écrivit une lettre au roi, dans laquelle il l'exhortait à faire droit aux plaintes, le menaçant en cas de refus d'employer des moyens plus efficaces, et réclamés par le double intérêt du roi et du royaume. Sur ces entrefaites les évêques de Porto et de Coïmbre étaient partis pour Lyon avec l'archevêque de Braga, pour présenter en personne leurs griefs au saint-père. Plusieurs grands portugais les accompagnèrent comme envoyés du roi pour défendre ses droits; mais on put voir plus tard qu'ils trahissaient les intérêts de leur maître. Aussitôt que les prélats et les grands furent arrivés à Lyon, ils firent non-seulement leurs plaintes, mais les exagérèrent à tel point, qu'ils demandèrent la déchéance de Sancho et le couronnement de son frère, l'infant Alphonse. Ce dernier, par son mariage avec la comtesse Mathilde, était devenu seigneur de Boulogne. Depuis quelques années il s'était montré partisan zélé de l'Église, en promettant non-seulement d'aller secourir avec une armée l'Allemagne menacée par les Mongols, mais aussi en prenant part à une croisade contre les Sarrasins en Andalousie. En lui les prélats et les grands reconnurent un instrument docile pour l'exécution de leurs plans. N'écoutant que les demandes de quelques mécontents, sans attendre la réponse du roi à sa bulle du 13 mars 1245, Innocent IV proclama, le 24 juillet 1245, la déchéance de Sancho II, surtout parce qu'il avait violemment enlevé à l'Église ses possessions, et par son inaction et son insouciance avait laissé prédominer le désordre et l'anarchie. Il confia le gouvernement à son frère, l'infant Alphonse, héritier présomptif de la couronne dans le cas où Sancho mourrait sans enfants légitimes. Ainsi s'éleva Alphonse, qui devait, d'après les paroles du pape, plutôt être considéré comme

régent que comme roi, mais qui en réalité fit bientôt en sorte que la déchéance de son frère fût sans retour. Alphonse se trouvait à cette époque à Paris auprès de la reine Blanche de Castille, mère de saint Louis. Avant de se rendre en Portugal, il fut obligé de jurer entre les mains des évêques portugais l'observation d'une espèce de capitulation, dans laquelle il promit au clergé beaucoup de priviléges, la répression des abus, et la confirmation des lois générales et des priviléges locaux. Les prélats se réservèrent même une part dans le gouvernement.

Aussitôt qu'Alphonse eut juré cette capitulation (21 septembre 1245), il confia à sa femme l'administration du comté de Boulogne, et se rendit en Portugal, accompagné des prélats et des grands; il débarqua à la fin de l'année 1245 à Lisbonne, où on lui prêta sur-le-champ serment de fidélité.

Sancho fut consterné de cette solution des affaires, à laquelle il n'eût jamais pu s'attendre. Il n'avait pris aucune mesure pour se défendre, et ne put aller au-devant de son adversaire l'épée à la main. Alphonse comptait sur l'appui de tout le clergé et d'une grande partie de la noblesse. Le peuple, qui à cette époque n'était compté pour rien, fut obligé d'accepter ce que voulaient les deux premiers ordres. L'archevêque de Braga et l'évêque de Coïmbre avaient été autorisés par le pape à excommunier tous ceux qui résisteraient au gouvernement d'Alphonse. Pour ne pas tomber au pouvoir de ses ennemis, Sancho s'enfuit en Castille, où Ferdinand III, irrité des intrigues des prélats et de quelques grands, le reçut à Tolède, et lui promit aide et assistance contre les rebelles qui l'avaient détrôné.

Quoique Sancho fût secouru par les Castillans, et fût même entré en Portugal avec une armée où se trouvait l'infant Alphonse de Castille, sa cause était perdue sans retour. Alphonse III, le nouveau roi de Portugal, par la sagesse de sa conduite, par ses promesses, ses donations, s'était fait un grand nombre de partisans; par sa sévérité et sa fermeté, il en imposa à ceux qui voulaient résister. Seulement un petit nombre de forteresses, où se trouvaient des commandants fidèles et courageux, lui fermèrent leurs portes. Mais, quand l'armée de Castille entra sur le territoire portugais, Alphonse marcha au-devant d'elle avec une nombreuse armée; cependant, avant d'en venir aux mains, il préféra engager par des moyens pacifiques les Castillans à la retraite. Il communiqua à l'infant Alphonse la bulle papale qui lui confiait le gouvernement, et menaçait d'excommunication tous ceux qui y mettraient obstacle. Les prélats firent tous leurs efforts pour accélerer la retraite des Castillans; et l'infant Alphonse, qui ne voulait pas prendre la responsabilité d'un fait qui pouvait plus tard être préjudiciable à la Castille elle-même, se retira dans son pays sans avoir combattu. Sancho préféra vivre en Castille, où on lui assura un séjour sûr et agréable à Tolède, plutôt que de tenter de nouveau les chances de la guerre dans sa patrie. Plusieurs forteresses étaient encore au pouvoir des amis de Sancho, et menaçaient le gouvernement d'Alphonse de nouveaux dangers. Mais il paraît que Sancho avait pris goût à la vie privée. Ce prince, jadis si belliqueux, vécut près de trois ans comme un cénobite, ne s'occupant que de prières, de jeûnes, d'actes de piété, et tournant plutôt ses pensées vers l'autre monde que vers celui où il vivait. Il mourut à Tolède en janvier 1248.

Quoique Sancho eût, pour ainsi dire, lui-même abandonné le trône et ses partisans à leur destinée, il fallut cependant plusieurs années avant qu'Alphonse fût entièrement maître du royaume. Il fut obligé d'assiéger plusieurs châteaux, et ne put les forcer à capituler que par la famine. La citadelle de Coïmbre n'était même pas encore rendue à l'époque de la mort de Sancho. Le commandant Martin de Freitas se défendit avec une rare constance. Quand il apprit la mort de son maître, il ne renonça pas encore à la défense de la place qui lui était confiée. Il demanda à s'assurer par lui-même de la vérité de cette nouvelle, et obtint un sauf-

conduit d'Alphonse, avec lequel il se rendit à Tolède, se fit ouvrir le tombeau de Sancho, et déposa les clefs du château de Coïmbre dans les mains du cadavre. Ce ne fut qu'alors qu'il crut avoir rempli tous ses devoirs de fidèle vassal, et abandonna la place à Alphonse.

§ IV. LES CONQUÊTES D'ALPHONSE DANS LES ALGARVES.

Alphonse III ne prit le titre de roi qu'après la mort de Sancho, et qu'après avoir convoqué les cortès, qui lui jurèrent fidélité.

Aussitôt qu'il se vit affermi sur le trône, il pensa à continuer les conquêtes en Algarve. Les circonstances étaient très-favorables pour une guerre contre les Sarrasins. La prise de Séville par Ferdinand de Castille avait répandu l'épouvante dans toutes les contrées occupées par les Maures. Comme Sancho II avait déjà conquis une grande partie des Algarves, et pris même quelques châteaux sur la rive gauche de la Guadiana, il ne manquait, pour compléter la conquête du pays à l'ouest de l'embouchure de ce fleuve, que de soumettre quelques forteresses. Au milieu de l'abaissement de la domination des Almohades et de la désunion des Maures d'Andalousie, dont le prince le plus puissant, l'émir de Grenade, s'était reconnu vassal du roi de Castille, les citadelles des Algarves qui étaient encore au pouvoir des Maures ne devaient attendre aucun secours étranger. Alphonse commença par assiéger la forteresse de Faro, entre Silves et Tavira; il la bloqua par terre et par mer. Bientôt les Sarrasins reconnurent l'inutilité d'une plus longue résistance, et capitulèrent (1249). Les Maures qui ne voulaient pas quitter la ville obtinrent la faculté d'y rester comme sujets du roi de Portugal, en conservant leur religion, leurs propriétés et leurs lois; ils devaient payer à leur nouveau maître les mêmes impôts qu'ils avaient payés jusqu'alors. La conquête de Faro fut suivie de celle d'autres villes moins fortes : Albufeira avait déjà été prise précédemment; Loulé et d'autres places ne pouvaient faire aucune résistance, en sorte qu'avant le mois de juillet 1250 toute l'Algarve était au pouvoir des Portugais. Dans l'année suivante ils passèrent la Guadiana, continuèrent sur la rive gauche de ce fleuve leurs conquêtes en Andalousie, et s'emparèrent d'Aronche et d'Aracena dans le voisinage de Niebla. Par là le roi de Portugal se trouva en collision avec le roi de Castille. La manière dont ces différends furent terminés, et en général le reste de l'histoire du règne d'Alphonse III, appartiennent à l'histoire spéciale du Portugal.

Ainsi le Portugal, qui sous le premier roi, Affonso Henriquez, n'embrassait que le pays entre le Minho et le Mondego, fut agrandi par la valeur des habitants de presque du double dans l'espace d'un siècle. Déjà Alphonse Ier avait, par des expéditions heureuses, poussé ses frontières au delà du Tage, et conquis Lisbonne : son fils Sancho Ier entra le premier en Algarve, et y conquit plusieurs forteresses, dont l'isolement et la séparation rendaient la garde peu sûre. Mais, quand Alphonse II, avec l'aide des croisés, eut pris Alcacer do Sal, la conquête de l'Algarve fut presque assurée. Sancho II se montra surtout actif; il prit successivement plusieurs villes; depuis Elvas jusqu'à Agamunte et Tavira, il conquit tout ce qui était sur les rives de la Guadiana inférieure jusqu'à son embouchure, et facilita ainsi la soumission du reste du pays, qui fut réservée à son frère et successeur, Alphonse III, au milieu du XIIIe siècle. Le royaume du Portugal n'a, depuis cette époque, été agrandi sur aucun point.

CHAPITRE IX.

HISTOIRE DES ÉTATS ESPAGNOLS JUSQU'A LA MORT DE FERDINAND III.

Ferdinand III est surtout célèbre en Espagne par ses victoires et ses conquêtes. Aucun roi espagnol ne sut, dans les premiers siècles du moyen âge, éviter aussi bien que lui toute controverse avec les rois voisins, afin de ne pas être entravé dans ses expéditions contre les Maures. On ne peut nier que l'ardeur religieuse de propager la foi chrétienne ne l'ait poussé par-dessus tout à entretenir une lutte continuelle contre les infidèles; toutefois il suivit aussi dans ses entreprises un but politique, ainsi que le prouve son alliance avec l'émir de Grenade. Avec le roi Jayme, il était en position de se faire craindre, parce que celui-ci avait à lutter contre l'ambition de son fils et celle de quelques barons, tandis que Ferdinand n'avait rien à craindre de lui; car les conquêtes de Jayme dans le royaume de Murcie ne menaçaient aucunement la Castille. Il n'est pas vraisemblable que Ferdinand ait eu des vues sur la Navarre lorsque Sancho VII mourut sans enfants; les Navarrais et les Aragonais se fussent opposés à un tel accroissement de la domination castillane. Ferdinand était trop sage pour entamer une affaire aussi douteuse, qui l'eût forcé à abandonner ses conquêtes en Andalousie. Quoique le roi de Castille se mêlât peu des affaires intérieures du Portugal, il prit cependant la défense du roi Sancho II, détrôné par les efforts du clergé portugais. Il essaya même de le replacer sur le trône par la force des armes (1246) ; mais la bulle du pape qui le menaçait d'excommunication, et la mort de Sancho, qui avait trouvé un asile à Tolède, l'empêchèrent de persévérer dans cette entreprise. Le roi Jayme d'Aragon s'acquit aussi beaucoup de gloire par ses grandes conquêtes. Comme législateur, il obtint également quelque célébrité, mais seulement dans la dernière moitié de son règne, qui appartient à une autre époque que nous n'avons pas ici en vue. Ce prince se montra très-faible, changeant et capricieux dans les affaires de la succession : par là il fut sur le point d'anéantir tous les fruits de son règne glorieux. Parce que sa femme Éléonore ne lui plaisait pas, il s'en sépara sous prétexte de parenté; cependant, à la diète de Tarragone, il nomma héritier de tous ses États l'infant Alphonse, issu de cette union (1232).

Par là il foula aux pieds le traité fait avec le roi Sancho VII de Navarre. Depuis la célèbre bataille de Tolosa ce dernier renonça aux occupations guerrières, et, vivant en paix avec ses voisins, il se renferma dans ses montagnes. Il se réveilla de son inaction lorsque Ferdinand III réunit les couronnes de Castille et de Léon. A cet effet il s'allia avec le roi d'Aragon à Tudela (1231) contre la Castille. Tous deux s'adoptèrent mutuelle-

ment comme héritiers de leurs Etats, quoique Jayme eût des fils, et que Sancho eût destiné la succession de Navarre à son neveu, le comte Théobald de Champagne.

Mais, comme dès l'année suivante Jayme déclara son fils Alphonse successeur de son royaume, il rompit lui-même le traité avec la Navarre. Ses prétentions sur cette dernière couronne, lorsque Sancho VII, âgé de quatre-vingts ans, mourut le 7 avril 1234, étaient aussi très-injustes, et les états reconnurent unanimement le comte Théobald de Champagne comme leur roi légitime. Le roi d'Aragon renonça à ses prétentions, moins par les remontrances du clergé et du pape Grégoire IX, que pour ne pas être détourné de ses conquêtes sur les Sarrasins. L'histoire de cette nouvelle dynastie en Navarre, dont le chef, Théobald, s'acquit tant de gloire par ses institutions gouvernementales, appartient à une époque ultérieure.

La conduite de Ferdinand envers le roi d'Aragon fut surtout honorable; quoique celui-ci se fût séparé de l'infante de Castille, Éléonore, sous prétexte de parenté, et bien qu'après avoir nommé le fils de celle-ci, Alphonse, héritier de sa couronne, il cherchât cependant à lui enlever des parties de son héritage pour en doter les enfants issus de son second mariage, Ferdinand fit tout son possible pour pacifier les troubles occasionnés en Aragon par les ordonnances illégales de Jayme. Lorsque ce dernier (1235) épousa Iolande, fille du roi André II de Hongrie, et en eut eu des fils, il fit statuer à la diète de Daroca (1243) qu'Alphonse, fils du premier lit, n'hériterait que de l'Aragon proprement dit, tandis que Pierre, issu du second mariage, aurait la Catalogne. Une guerre sanglante, causée par cet arrangement de Jayme, dont l'infant Alphonse et presque tous les grands d'Aragon étaient mécontents, allait éclater entre le père et le fils, lorsque la médiation de Ferdinand calma tout. Il envoya son fils aîné, l'infant Alphonse, au roi d'Aragon, et il réussit dans l'entrevue d'Almira (1244) non-seulement à aplanir tous les différends entre l'Aragon et la Castille, au sujet des conquêtes de Murcie, mais aussi à pacifier tous les mécontentements prêts à éclater dans l'intérieur de l'Aragon. Pour fonder une amitié plus solide entre les deux couronnes, l'infant Alphonse de Castille se fiança avec l'infante Iolande, fille de Jayme, qui devait avoir en dot les places, objet de la contestation.

Aussitôt que la tranquillité fut ainsi rétablie, Jayme s'occupa à assurer le bonheur de ses sujets par des lois sages. Au commencement de 1247, il fit, à la diète de Huesca, publier un code rédigé par de savants jurisconsultes dans l'esprit des anciennes lois et coutumes. On ne peut nier que ce nouveau code ne portât atteinte aux droits de la noblesse; mais aussi les bourgeois y gagnèrent beaucoup. Dans ce code, les différentes lois du pays étaient réunies, tout ce qui était obscur était expliqué, les lacunes étaient comblées, ce qui était mauvais était changé. Dans les cas douteux, il fut prescrit de recourir à la décision d'arbitres impartiaux et éclairés. On y trouve surtout la collection des ordonnances antérieures sur le droit civil, sur la procédure, sur l'administration. On n'y fait pas mention du droit constitutif. Cette omission était faite à dessein, afin de se réserver dans l'avenir les moyens d'usurper les droits des vassaux; il est vrai que Jayme parut avoir oublié que les droits de la couronne, également omis, pouvaient aussi être l'objet des agressions des vassaux, ce qui arriva effectivement. Le partage de ses Etats entre ses fils troubla les dernières années du règne de Jayme. A peine eut-il rendu l'Aragon heureux par des lois meilleures, il n'eut pas la force de résister aux instances de son épouse Iolande, princesse sage et habile, mais en même temps ambitieuse à l'excès. La reine voulait que tous ses fils eussent part à l'héritage de son époux. Elle lui persuada de faire un nouveau partage (1249), par lequel Alphonse, du premier lit, devait avoir l'Aragon; Pierre, fils aîné d'Iolande, la Catalogne et les îles Baléares; Jayme, son second fils, Valence; Fernando, le comté de Roussillon, Conflans, la Cerdagne,

Montpellier et autres possessions au delà des Pyrénées : seulement le cadet Sancho, qui était destiné au service des autels, ne devait rien avoir. Quoique encore enfant, il fut revêtu de hautes dignités cléricales.

Ce nouveau partage excita des guerres civiles en Aragon; l'infant Alphonse se révolta de nouveau. Avec lui s'était allié l'infant Pierre de Portugal, qui avait de riches dotations dans le royaume de Valence (il avait cédé Majorque en échange). Ils furent, il est vrai, obligés de quitter le pays pendant quelque temps. Comme avec un grand nombre de leurs partisans, les plus braves chevaliers d'Aragon et de Valence, ils s'étaient retirés auprès du roi Ferdinand III, et lui avaient rendu des services éminents au siége de Séville, Jayme put prévoir que leur absence n'avait fait que retarder la guerre. Pour empêcher de plus graves dissensions, et éviter que la Castille se mêlât des affaires intérieures d'Aragon, Jayme demanda (1250) la médiation des états réunis à Alcaniz. Ceux-ci nommèrent des arbitres pour réconcilier les parties. On dut aux remontrances du roi Ferdinand que l'infant Alphonse et l'infant portugais Pierre se soumirent à cet arbitrage. Le roi de Castille désirait vivement voir se rétablir la paix intérieure en Aragon. L'infant Alphonse fut contraint de se soumettre à l'arrêt prononcé par les arbitres (à Barcelone le 26 mars 1251), quoiqu'il lui fût très-défavorable. On lui donna seulement l'Aragon et Valence, on confirma la possession de la Catalogne à l'infant Pierre; le troisième fils de Jayme eut les îles Baléares et Montpellier; le quatrième, Fernando, le comté de Roussillon, la Cerdagne et Conflans. Ainsi, par une préférence déraisonnable de Jayme pour ses enfants du second lit, le royaume d'Aragon fut divisé à la même époque où il venait de s'agrandir par la conquête de Valence, et où la Castille venait de rompre la balance des Etats espagnols en s'unissant au royaume de Léon, et par ses conquêtes dans le sud de la Péninsule. Le gouvernement ferme de Jayme, et la mort d'Alphonse survenue avant celle de son père, empêchèrent seuls la séparation des principaux Etats, l'Aragon, la Catalogne et Valence. Ferdinand, au contraire, consolida l'union de ses Etats héréditaires et de ceux qu'il avait conquis, et s'attira par là la reconnaissance des Espagnols, qui voient en lui le véritable fondateur de la monarchie.

Lorsqu'il fut sur son lit de mort, et se sentit près d'expirer, il se fit administrer les sacrements, après avoir éloigné tous les insignes royaux, et avoir demandé pardon à tous les assistants. A son fils et successeur l'infant Alphonse, qui dans la première année de sa naissance avait été aux cortès de Burgos (1222) proclamé héritier de la couronne, il recommanda, en présence des *ricos hombres*, de veiller sur ses frères, et de leur tenir lieu de père, de rendre à la reine Jeanne de Ponthieu (Ferdinand l'avait épousée après la mort de sa première femme, Béatrix) les égards et les honneurs qui lui étaient dus, de maintenir les droits et priviléges de ses vassaux, de ne pas augmenter les impôts sans une extrême nécessité, de rendre justice à chacun sans distinction de personnes, et de gouverner l'Etat religieusement. Ferdinand, regretté de tous comme un des meilleurs rois, mourut le 30 mai 1252, après avoir régné trente-cinq ans sur la Castille, et vingt-deux sur Léon. Il fut enterré à Séville, sa dernière conquête, qu'il avait choisie comme la capitale de son royaume. Sa piété lui fit donner par ses contemporains le surnom de Saint, et on rapporte que beaucoup de miracles furent opérés sur son tombeau. Il ne fut cependant canonisé qu'en 1677, sur la demande du roi Charles II, par le pape Clément X.

Depuis que la maison de Bourgogne était montée sur le trône de Castille et de Léon, la constitution de ces Etats avait subi quelques changements, quoique peu considérables. L'influence des institutions et des mœurs françaises était déjà remarquable lors de l'avénement de la maison de Navarre sur le trône de Castille; ceci ne fit qu'augmenter quand la dynastie de Bourgogne, issue de la race royale des Capet, arriva au pouvoir.

La puissance royale, qui avait été autrefois très-bornée, fut agrandie, et le principe du droit d'élection se perdit entièrement. Les rois devaient la faculté de désigner leurs successeurs, surtout à la circonstance qu'ils considérèrent toutes leurs conquêtes comme des propriétés privées, dont ils pouvaient librement disposer. Il est vrai qu'il était nécessaire d'avoir le consentement des grands (les comtes, barons et évêques), avec l'aide desquels ces conquêtes avaient été faites; ceci cependant n'était pas considéré comme une condition indispensable, mais seulement comme un moyen d'assurer l'exécution de la volonté du roi. C'est pour cela que tous les princes arrivèrent au trône de Castille et Léon, presque toujours à la suite des testaments de leurs prédécesseurs, confirmés par les cortès. Il dépendait du souverain de partager les provinces du royaume entre ses fils. Un royaume électif n'eût pu être partagé. D'abord Ferdinand III, qui fut roi de Léon contre la volonté de son père, exprimée dans son testament, porta une loi pour le bien général, qui défendait de séparer les couronnes de Castille et de Léon (probablement dès 1230). Mais il négligea de fixer, au cas où il n'y aurait pas d'héritiers mâles, dans quel ordre les branches collatérales devaient se présenter, et à quel degré les princes devaient avoir la préférence sur les lignes féminines. Bien que Ferdinand III possédât déjà presque les deux tiers de la Péninsule, et qu'il eût étendu les frontières de son royaume de Castille plus que ne l'avait fait aucun roi avant lui, cependant il ne put, comme les anciens rois de Castille, faire valoir sa suzeraineté sur les royaumes voisins. Il ne porta pas non plus comme ses prédécesseurs le titre d'empereur.

Les droits royaux et l'économie de la cour restèrent les mêmes que précédemment (vol. 1). Le premier ministre s'appelait majordome; après lui venaient l'*alferès* ou *armiger* (ministre de la guerre), le *merinus major* ou ministre de la justice; le notaire royal et le chancelier contre-signaient les ordonnances royales. La minorité d'Alphonse le Magnanime et celle de Henri eurent pour suite que la noblesse s'empara de presque tout le pouvoir royal. La majorité fut fixée à la quatorzième année. L'orgueil des nobles s'accrut à un tel point, qu'il devint assez commun de les voir renoncer à toute obéissance au roi. Alphonse le Magnanime et Ferdinand III réprimèrent ces orgueilleuses prétentions de la noblesse, qui, en même temps qu'elle était exempte du payement des impôts, possédait des terres considérables, des châteaux et des forteresses; ils furent aidés en cela par la puissance du clergé et par l'accroissement de l'influence des villes. On remarque, à propos du roi Alphonse le Magnanime, qu'il enleva surtout l'autorité à la noblesse, la persécuta, et arma les paysans et les bourgeois pour la combattre. La lutte contre les Sarrasins entretint un esprit belliqueux dans les villes, surtout dans celles du sud. Elles étaient administrées par des lois et coutumes (*fueros*) que les rois leur avaient données. Les bourgeois marchaient sous leurs propres bannières et sous leurs chefs, remportaient souvent des avantages éclatants sur l'ennemi, et revenaient chez eux chargés d'un riche butin; à cet égard, plusieurs villes de la Nouvelle-Castille et de l'Estramadure se distinguèrent, telles qu'Avila, Soria, Ségovie, Ciudad Rodrigo, Salamanque, etc. En Castille, à la fin du XII[e] siècle, cinquante des plus anciennes villes et bourgades donnèrent leur assentiment à une ordonnance d'Alphonse le Magnanime au sujet de la succession. De celles-ci, douze étaient au nord, les autres au sud du Douro; au midi de la Sierra Guadarama, quatorze; au nord-est, vingt-quatre. Lorsque Ferdinand, dans le XIII[e] siècle, conquit les grandes villes de Baeça, Ubeda, Jaen, Cordoue, Séville, et les peupla d'habitants chrétiens, le tiers état acquit une grande puissance. A cette époque les députés des villes n'assistaient pas aux cortès; ceux qui ont prétendu qu'Alphonse X est le premier (1325) qui ait appelé ces députés aux assemblés des états sont dans l'erreur. Plus tard (1349) seulement, le privilége fut accordé, dans les royaumes unis de Castille et de Léon, à dix-huit villes, d'envoyer des députés aux cortès,

Le fait le plus remarquable relatif aux cortès dans le XII[e] siècle est la disjonction des affaires de l'Église, pour lesquelles les synodes furent institués. Les évêques continuèrent à paraître dans les assemblées des états, mais plutôt comme seigneurs temporels. Les cortès étaient à cette époque appelées à décider sur trois points importants : 1° sur les ordonnances relatives à la succession au trône, à la régence, sur la législation, ou pour prendre au sujet de l'administration des arrangements pour lesquels on a besoin du consentement des grands.

2° Sur les expéditions contre les Sarrasins, pour fixer les frais de la guerre et le nombre des troupes.

3° Pour la fixation et la levée des impôts (nommés *pecha*). Comme ce dernier point regardait surtout les villes, l'usage était de faire assister aux assemblées les magistrats royaux (*potestates*) et les anciens (*majores*). Ceux-ci, au commencement, n'avaient pas voix délibérative ; ils ne paraissaient que pour soumettre des observations, quand les impôts étaient trop oppressifs. Pour les autres impôts venaient encore d'autres charges et services, *facendeira*, *fossadeira* et *posta*, qui consistaient dans les prestations à faire à l'armée, en travaux de fortification, gardes des villes et bourgs sur les frontières.

Comme presque chaque ville, chaque château, chaque cloître, avait son propre droit (*buenos foros*, *behetrias*), d'après lequel la justice était rendue, des collisions s'élevèrent souvent à cette occasion par suite de la prépondérance et de l'ambition de la noblesse ; cependant ces collisions n'étaient pas aussi communes qu'on pourrait le penser. Chacun tenait fermement à son *fuero*, sans s'inquiéter des observations de ses voisins. Les habitants qui fixaient leur domicile dans les villes nouvellement conquises recevaient ordinairement un *fuero*. Souvent ils empruntaient celui de la ville où ils avaient précédemment demeuré ; mais il devait être confirmé par le roi. Pour amener plus de conformité dans la législation, Ferdinand III chercha à introduire un code général, le code des Wisigoths, dont les différents *fueros* devaient autant que possible former la base. Cependant ce projet ne put être exécuté. Son fils et successeur, Alphonse X, fit publier une nouvelle loi, les *siete partidas*, mais suivant d'autres principes que ceux posés par son père.

Ferdinand III est le fondateur du conseil de Castille, espèce de tribunal suprême pour tout le royaume. Ce tribunal était composé de membres spirituels et laïques au nombre de dix. Il jugeait en dernier ressort de tous les procès, et pouvait réformer, réviser et casser les jugements des tribunaux inférieurs. L'appelant était obligé de déposer une somme considérable (quinze cents doublons), qu'il perdait si le jugement lui était défavorable.

De même que Ferdinand III ne put rétablir la suzeraineté de la couronne de Castille sur les autres royaumes d'Espagne, l'archevêque de Tolède fut dans l'impossibilité de remettre en vigueur les droits de primatie de son diocèse sur les autres évêchés de la Péninsule. Les archevêques de Saint-Jacques et de Tarragone s'élevèrent avec force contre une telle prétention. L'archevêque Roderigue de Tolède, en traversant Tarragone, s'y étant montré revêtu du pallium, et y ayant distribué des indulgences et exercé d'autres droits archiépiscopaux, le métropolitain convoqua en 1240 un concile, où il fut décidé que, si l'archevêque de Tolède renouvelait de tels actes, il serait excommunié, et que chaque endroit où il aurait passé serait mis en interdit. Quoique le pape ne confirmât pas cette résolution, les évêques persistèrent, et refusèrent de reconnaître la supériorité de l'archevêque de Tolède, même lorsque le fils de Ferdinand III, Sancho (1261), monta sur le siége archiépiscopal.

Quant à la situation de l'Eglise, l'autorité des évêques et du clergé souffrit beaucoup des guerres continuelles contre les Sarrasins, dans lesquelles les prélats souvent commandaient, et se faisaient remarquer en excitant les soldats à des actes de barbarie

contre les Maures. A cela il faut ajouter les tristes événements auxquels donnèrent lieu les rois en épousant des proches parentes, et en s'exposant ainsi à l'excommunication, et à faire mettre leurs Etats en interdit. D'une part alors les clercs soumis aux décrets des papes étaient persécutés, d'autre part ils devenaient l'objet du mépris du peuple. Les sentiments religieux diminuèrent de jour en jour, jusqu'à ce qu'ils reprirent enfin avec une nouvelle ardeur sous le règne remarquable de Ferdinand III. Ce roi pieux, qui cependant sut conserver son autorité à l'abri des envahissements du clergé, eut soin, comme Alphonse le Magnanime, d'établir dans les villes nouvellement peuplées des églises, des évêchés et des couvents. Les rois persistèrent à conserver l'ancien droit d'introniser les évêques; le religieux Alphonse le Magnanime et Ferdinand le Saint ne consentirent à aucune concession à cet égard, bien que le saint-siége n'entrât pas dans leurs idées. Le clergé était obligé, comme la noblesse, de prendre part aux expéditions militaires; les évêques furent même souvent obligés d'abandonner une partie des dîmes pour subvenir aux frais des guerres contre les Sarrasins, toutefois avec l'approbation de la cour de Rome. Au reste, depuis Alphonse le Magnanime, le clergé était exempt d'impôts; il n'avait pas avant lui joui de ce privilége. Le même roi ordonna aussi que les biens des prélats morts ne fussent plus séquestrés à l'avenir, mais fussent restitués en entier à leurs successeurs. En récompense, le clergé devait prier pour le salut et le bien du roi. Si la discipline du clergé fut améliorée, c'est à Ferdinand III qu'on le doit. Le légat du saint-siége qui souvent convoqua des synodes, ainsi que les franciscains et les dominicains, qui furent introduits en Espagne aussitôt après la fondation de leur ordre (Dominique Gusman était né Espagnol) ont beaucoup contribué, en donnant l'exemple de la sobriété et de l'ardeur religieuse, à ramener le clergé à des pensées moins mondaines. Cependant on ne peut nier qu'à cette époque l'ambition des clercs et la superstition n'aient allumé le fanatisme le plus intolérant contre toutes les doctrines anticanoniques qui cherchaient à se faire jour.

Les guerres contre les Sarrasins furent conduites avec plus de cruauté; les juifs furent contraints de se faire baptiser, quoique de telles mesures fussent contraires aux ordres du pape. Cependant les Israélites étaient obligés de porter un costume distinctif, et ne pouvaient être employés comme collecteurs d'impôts. Ceux qui professaient l'hérésie des Albigeois étaient brûlés vifs; la même punition était infligée à tous ceux qui appartenaient à des sectes contraires aux dogmes de l'Église catholique. Le roi Ferdinand était tellement l'ennemi des hérétiques, que lui-même, à Palentia (1212), mit le feu au bûcher où était attaché un relaps. A aucune époque on n'a autant parlé de miracles que dans la première moitié du XIIIe siècle. Chaque fois que les chrétiens remportaient une victoire, ils prétendaient avoir vu combattre dans leurs rangs l'apôtre saint Jacques, le chevalier saint George ou la Vierge Marie. Un doyen de Léon, nommé Martin, d'un esprit étroit et ignorant, à la suite d'une apparition de saint Isidore, qui lui donna la Bible à manger, devint si intelligent et si docte, qu'il publia plusieurs écrits remarquables sur d'importantes questions de théologie. L'apparition de plusieurs docteurs hétérodoxes qui survinrent çà et là, et qui en partie étaient en relations avec les Albigeois, donna lieu à la défense promulguée au concile de Tarragone (1233), qui interdisait aux laïques l'Ancien et le Nouveau Testament, même l'édition de la Vulgate. L'Espagne eut aussi ses saints à cette époque, entre autres Dominique, fondateur de l'ordre des frères prêcheurs, et qui fut canonisé dès 1234.

Par ses guerres continuelles contre les Sarrasins, la nation espagnole prit un caractère empreint de rudesse et de cruauté. L'honneur chevaleresque et les sentiments religieux étaient seuls capables de l'adoucir, et souvent même on ne trouve pas de traces de ces vertus si préconisées en Espagne.

Pendant la lutte des Castro et des Lara en Castille, pendant les guerres de la minorité de Henri et de Jayme, les plus brillantes qualités chevaleresques paraissent rares, et sont remplacées par les violences, les oppressions, les bravades et la rébellion. Le clergé, les femmes elles-mêmes, étaient exposés aux outrages de ces hommes effrénés. Comme le clergé, par les nombreuses donations qu'on lui avait faites, était devenu riche, et souvent se refusait au payement des contributions pour les guerres contre les Sarrasins, les chevaliers et les grands, mécontents, lui enlevaient par la force ce qu'ils jugeaient superflu. Deux archevêques de Tarragone furent assassinés par de puissants barons; partout on pillait, on tuait et on brûlait. Souvent même on n'obéissait au roi qu'autant que l'intérêt personnel le commandait. Les rois eux-mêmes donnaient souvent l'exemple de la violence, comme Jayme quand il fit arracher la langue à l'évêque de Girone. Si Alphonse le Magnanime, dans les dernières années de son règne, et Ferdinand III, n'eussent pas sévèrement réprimé l'orgueil des grands, l'Etat eût été conduit à une dissolution complète. Il est étonnant que dans ce siècle de barbarie, où le droit du plus fort était souvent le seul valable, Alphonse le Magnanime ait pu abroger le droit de naufrage, et imposer de fortes peines à ceux qui pilleraient les naufragés. Il n'est pas extraordinaire que dans une époque si agitée, si en proie au désordre et à l'anarchie, les sciences et les arts aient pris de l'essor; car les faits prouvent que souvent ils ont fleuri au milieu du tumulte des armes. La fondation des premières universités de Palentia et de Salamanque date de cette époque; mais la situation florissante des arts et des sciences en Castille et en Aragon est trop intimement liée à l'histoire des règnes d'Alphonse X et d'Alphonse XI, pour que nous puissions en faire mention ici sans anticiper sur l'avenir.

Quant à l'Aragon, dont la constitution est si intéressante, les sources ne donnent que quelques fragments pour tout ce qui a précédé l'époque de Jayme. Aussi ce roi peut-il en être considéré comme le fondateur. Nous avons déjà, en parlant de l'époque du roi Pierre II, donné ce que présente de plus intéressant l'histoire intérieure de l'Aragon pendant les premiers siècles du moyen âge. Le reste appartient aux temps suivants.

Si maintenant nous voulons d'un coup d'œil embrasser les siècles pendant lesquels s'est accomplie la restauration de la puissance chrétienne dans la Péninsule, et si nous cherchons le fait principal qui a dominé dans l'histoire de cette période, nous voyons qu'il se résume dans une lutte sanglante, incessante, des Espagnols contre les Sarrasins, à qui ils disputèrent la possession de la Péninsule, sur laquelle les descendants des Goths conservaient d'anciennes prétentions. C'est à Ferdinand le Saint et à Jayme le Conquérant qu'appartient l'honneur d'avoir brisé sans retour la prépondérance du croissant, et d'avoir fondé d'une manière durable la domination chrétienne. Les Maures de Grenade ne durent leur conservation qu'aux discordes continuelles des rois de Castille et d'Aragon.

Quand l'épée eut conquis le pays, la loi les changea en Etats; l'esprit chevaleresque et religieux fut le ressort le plus puissant qui mit les chrétiens à même de combattre le colosse arabe. Aussitôt que la guerre fut calmée, que l'on ne dut plus chaque année vivre dans les camps, les Espagnols se vouèrent à l'agriculture, aux métiers, au commerce, aux arts et aux sciences. Avant la prise de Valence, ceux-ci ne pouvaient prendre chez les chrétiens un essor semblable à celui qu'ils avaient pris chez les Maures, parce que les Espagnols n'étaient maîtres que du nord de l'Espagne, pays moins fertile, et parce que presque tous les bras étaient employés à combattre, et parce qu'à l'exception de la Catalogne presque tous les Etats chrétiens ne pouvaient communiquer avec la Méditerranée, et que la guerre seule, procurait richesses, honneurs et distinctions. Presque toutes les institutions de l'Etat tendirent à remplacer par des impôts les ser-

vices militaires ; le clergé lui-même n'en fut pas exempté. Ce ne fut qu'après une lutte de cinq cents ans que l'existence des Espagnols dans la Péninsule fut enfin assurée, et que la loi détermina les droits de chacun d'après les services qu'il avaient rendus à l'Etat. A l'avenir ce ne fut plus la guerre, ni la nécessité tyrannique, qui présidèrent aux institutions, mais bien le libre développement du droit qui détermina la loi, et celle-ci régit l'Etat.

Pour ce qui est du gouvernement et de l'administration de l'Espagne maure sous les Almoravides, tout ce pays n'était qu'un vaste camp. L'Andalousie était comme une province toujours prête à se révolter, et continuellement gardée par dix-sept mille cavaliers almoravides, répartis dans les forteresses les plus importantes. A Séville, il y avait une garnison de sept mille hommes, à Grenade de trois mille, à Cordoue de mille. Chaque cavalier recevait une solde mensuelle de cinq pièces d'or (maravédis); il était nourri aux frais du gouvernement. Les chefs de ces troupes, les walis et les cadis, de même tous les magistrats, étaient Africains, surtout de la tribu de Lantena. Partout les musulmans, Arabes, Egyptiens, Syriens et Perses, étaient moins honorés. Il était donc naturel que les Andalous ne vissent que des oppresseurs dans les Almoravides. Tant que Jussef vécut, les abus, la tyrannie et les vexations des gouverneurs furent impossibles, parce que de temps à autre il parcourait les provinces de son vaste empire, prenait des renseignements sur l'administration des villes et des gouvernements ; partout il écoutait les plaintes, et prescrivait lui-même de faire droit à celles qui étaient fondées. Mais, lorsque des khalifes plus faibles montèrent sur le trône, le mal prit le dessus, surtout en Espagne. Les Andalous supportaient avec moins d'impatience la rudesse et les violences des soldats et des généraux, parce que ceux-ci étaient des hommes francs, étrangers à l'avarice et aux extorsions ; mais ils détestaient les cadis et les alimes (les juges et les savants) chargés de rendre la justice, parce qu'au lieu d'être fidèles à ce devoir il n'est pas d'iniquités et d'escroqueries qu'ils ne commissent. Les receveurs des impôts étaient en général des juifs, qui avaient l'habitude de les lever sur les musulmans, comme sur les chrétiens mozarabes, d'après le nombre des têtes, et servaient d'instruments dociles à l'avarice des magistrats. L'exemple donné par ces derniers eut à la fin une funeste influence sur les guerriers, qui dans les villes n'épargnèrent même pas la liberté et la propriété des habitants, et les excitèrent ainsi à la révolte. C'est ainsi qu'à la première apparition des Almohades les Almoravides perdirent toute l'Andalousie.

Dans les vingt-cinq premières années du XII[e] siècle, beaucoup de chrétiens mozarabes habitaient le sud de l'Espagne. Ils avaient le libre exercice de leur culte et leurs propres lois (celles des Wisigoths) ; ils avaient aussi leurs évêques et leurs juges. Mais une révolte de ceux-ci pour se soustraire à la domination étrangère, et seconder le roi d'Aragon, Alphonse I[er], dans son expédition contre Grenade et Malaga, fut cause que le khalife des Almoravides fit transporter en Afrique toute la population chrétienne. Le plus grand nombre y mourut de misère et à cause de l'ardeur du climat ; les autres entrèrent au service, et combattirent sous l'étendard du croissant. L'émir Ali ben Taschsin trouva les chrétiens bons à plusieurs usages ; il reçut des chevaliers à sa cour, forma un corps d'armée chrétien, qui lui rendit de grands services contre les Almohades, et fit lever les impôts en Afrique par des chrétiens, comme cela se faisait en Espagne par des juifs. Ce ne fut que sous les successeurs de Jussef, que les juifs purent jouir d'une certaine tolérance en Afrique et en Andalousie. Jussef était grand ennemi des Hébreux, et voulait les contraindre à se faire mahométans, parce que, suivant lui, d'après un ancien livre, les juifs avaient promis à l'époque du prophète, que si, dans l'espace de cinq cents ans, leur messie n'était pas venu, ils embrasseraient la foi mahométane. Les juifs ne purent se racheter de la persécution

qu'en sacrifiant de fortes sommes, comme nous l'exposerons aillleurs avec plus de détails.

Les khalifes almoravides montrèrent beaucoup de goût pour les sciences et les arts, et pour la poésie, ainsi que pour les progrès de la civilisation; ils opprimèrent tout ce que les dynasties arabes avaient favorisé. Les théories philosophiques et théologiques qui n'étaient pas celles des Almoravides étaient sévèrement persécutées; les livres qui les contenaient étaient prohibés et brûlés. Les Almoravides cherchèrent à surpasser leurs prédécesseurs par la magnificence de leurs constructions; Jussef ben Taschsin fit surtout bâtir des mosquées, des casernes, des cafés, des auberges, fit réparer les places et les rues, et chercha à encourager tous les travaux utiles.

CHAPITRE X.

LES COURONNES RÉUNIES DE CASTILLE ET DE LÉON, DEPUIS LA MORT DE FERDINAND III JUSQU'A CELLE DE PIERRE LE CRUEL.

Alphonse X, surnommé le Sage, *el Sabio*, fils aîné de Ferdinand, monta sur le trône sous les plus heureux auspices, et cependant peu de règnes furent signalés par autant d'infortunes.

Son premier dessein fut de poursuivre en Afrique la guerre pour laquelle son père avait déjà fait ses préparatifs; mais bientôt il abandonna ce projet, et avec raison. Il craignit de ne pas avoir des forces suffisantes, ou de laisser son royaume exposé aux incursions de son vassal encore peu connu, le roi de Grenade. Mais, comme il n'était pas sans ambition, en renonçant à une entreprise, il porta ses vues sur une autre.

La Gascogne, alors possédée par Henri III d'Angleterre, avait été promise comme dot à Alphonse de Castille, père de saint Ferdinand; mais jamais ce souverain ne l'avait occupée. C'est sur cette province que le nouveau roi jeta un regard d'envie. Une pareille conquête paraissait au-dessus de sa puissance; mais l'injuste gouvernement de Simon de Montfort, comte de Leicester et lieutenant de Henri, ayant indisposé contre les armées anglaises Gaston comte de Béarn et Guido comte de Limoges, toutes les espérances d'Alphonse prirent une nouvelle force. Il fit une ligue avec les barons mécontents, et leur fournit de l'argent afin de lever des troupes. Gaston même fut en état d'investir Bayonne; mais ce fut sans effet; et, quoique aidé par un considérable renfort d'Alphonse, le Castillan lâcha pied, surtout lorsque Henri en personne arriva en Gascogne. Mais le monarque anglais, ayant pris la croix dans l'intention de visiter la terre sainte, souhaitait de pacifier la province avant son départ, et il fit proposer par ses ambassadeurs de marier son fils Edmond avec Éléonore, sœur du roi de Castille. Il offrit de donner pour dot au jeune prince, avec la cession totale du territoire contesté, les duchés de Ponthieu et de Montreuil. La proposition fut acceptée par Alphonse, qui, pour unir les deux couronnes plus étroitement encore, demanda pour un de ses frères, Béatrix, fille de Plantagenet. Ce traité conclu, Édouard quitta la Gascogne, et fut reçu à Burgos par Alphonse et toute la cour castillane. Entretenu par le roi avec une grande magnificence, il reçut de ses propres mains l'ordre de la chevalerie. Le mariage fut solemnisé avec une pompe royale, à la fin d'octobre 1254, dans le monastère de Huelgas. Édouard aussitôt après retourna en Angleterre avec sa jeune épouse.

Après la mort de Ferdinand, l'émir de

Grenade avait conçu quelque espoir de relever sa puissance. Il avait pensé que peut-être sous le règne de son prédécesseur il ne trouverait pas un aussi rude adversaire. Toujours prudent, et sachant que la base la plus solide, ou, pour mieux dire, la seule base des trônes est la prospérité des peuples, il s'appliqua avec un zèle extraordinaire à poursuivre ce but. Des hospices pour les malades; des hôtelleries pour les étrangers et des maisons de refuge pour les pauvres; des écoles pour les enfants, et des collèges pour la jeunesse; des aqueducs pour fournir aux villes le plus nécessaire des éléments, et des canaux pour répandre la fertilité dans les campagnes; des bains, des fontaines, des magasins où l'on pût déposer les productions de l'Espagne et des autres contrées; des marchés où ces productions seraient distribuées au peuple à des prix raisonnables; les encouragements donnés à l'agriculture, au commerce et aux arts utiles; une douce fermeté dans l'administration; un invariable attachement à la justice dans toutes les querelles qui éclataient entre ses sujets; un esprit toujours prêt à écouter les plaintes et à y faire droit; de fréquentes audiences auxquelles étaient indistinctement admis les petits et les grands, les riches et les pauvres, les musulmans et les chrétiens, et dont bien peu avaient lieu de sortir mécontents; tels étaient quelques-uns des bienfaits que cet habile prince répandit sur son pays. Et il n'était pas moins attentif à la défense qu'à la prospérité de son peuple. Outre les améliorations introduites dans l'administration et dans la discipline de l'armée, le royaume lui dut l'érection de beaucoup de forteresses, et sur les frontières et dans l'intérieur. Il est vrai, que ces nombreuses améliorations eurent pour suite inévitable une augmentation dans les impôts: mais on les supportait sans murmure, parce que chacun savait que le souverain était libéral de ses propres ressources, non pas dans son intérêt, mais pour celui de la communauté.

Après l'avénement d'Alphonse le Sage, les hostilités ne tardèrent pas à éclater entre lui et l'émir de Grenade. Les habitants de cette portion des Algarves, qui appartenait à la Castille, se révoltèrent ouvertement. Pour étouffer ce commencement de troubles, Alphonse fit appel à ses vassaux, et entre autres à l'émir de Grenade, qui obéit à son invitation. Xérès, Arcos, Sidonia, Lebrija, etc., furent successivement réduites à l'obéissance, en grande partie par la valeur du prince Henri, frère d'Alphonse. Mais ce prince ayant, on ne sait trop pour quel motif (1), encouru le déplaisir de son frère, chercha à se fortifier par des alliances, dans le but peut-être d'usurper la dignité de ce frère. Il parvint à persuader le wali de Niebla de se révolter, s'empara d'Arcos et de Lebrija, jusqu'à ce que, défait par un général castillan, qui avait ordre de s'emparer de sa personne, il jugeât qu'il était grand temps de chercher un lieu de refuge contre la vengeance de son frère. Il s'adressa au roi d'Aragon, mais inutilement. Aben Alahmar, auquel il s'adressa ensuite, lui conseilla de ne pas rester dans une ville d'Espagne, mais de passer en Afrique, où il recevrait l'accueil dû à son rang. Don Henri suivit cet avis; muni des puissantes recommandations du prince musulman, il se rendit à Tunis, où il resta plusieurs années. Son départ laissa le wali de Niebla exposé à la fureur d'Alphonse. Cette ville fut sur-le-champ investie, et, malgré une longue et vigoureuse résistance (2), elle et d'autres villes qui s'étaient révoltées furent obligées de capituler. Ce pays était le dernier refuge des Almohades, qui luttaient avec énergie pour conserver une ombre de gouvernement.

---

(1) Un amour qui rendit les deux frères rivaux est la cause qu'on assigne assez généralement à cette brouille.

(2) Si l'on en croit les relations des musulmans, l'*artillerie* fut employée dans la défense de Niebla. On pourrait probablement faire remonter l'invention de la poudre à une époque beaucoup plus ancienne que celle qu'on lui assigne. Il serait fort à désirer que des discussions nouvelles jetassent plus de lumière sur cet obscur, mais intéressant sujet.

Quoique vaincus, ils nourrissaient toujour l'espoir de recouvrer leurs indépendance, non point par leurs propres efforts, mais avec l'aide de Muhammed ben Alahmar. Apprenant que le prince était en tournée pour faire l'inspection de ses principales forteresses, ils lui députèrent quelques-uns de leurs chefs, qui lui offrirent de le proclamer leur souverain, s'il voulait les aider à secouer leurs chaînes. En même temps Murcie se laissa persuader d'envoyer une semblable députation. Ne voulant pas décider d'une affaire d'une telle importance sans l'avis de son conseil, il retourna à Grenade, et soumit la chose aux membres du divan. Tous votèrent pour la guerre contre la Castille, et parce que c'était un devoir pour eux d'aider leurs frères souffrants, et parce que leur intérêt leur commandait de s'unir pour humilier la puissance d'Alphonse.

Mais Muhammed répugnait d'abord pour une guerre ouverte ; il promit néanmoins que, si une révolte générale éclatait simultanément sur tous les points, loin d'aider les chrétiens, il prendrait parti pour ses frères. C'en fut assez pour les députés ; le même jour et à la même heure tout le peuple se révolta (an de l'hég. 659-1261) à Murcie, Lorca, Mula, Xérès, Lebrija, Arcos, etc., assaillit et massacra les chrétiens, et proclama Aben Alahmar. Les walis de Tariffa et d'Algéciras, deux de ses sujets, marchèrent pour soutenir les rebelles. Alphonse, toutefois, rassembla rapidement des troupes pour étouffer la rébellion, et comme à l'ordinaire il réclama le contingent stipulé à l'émir de Grenade. Celui-ci répondit que, loin de le laisser marcher contre ses coreligionnaires, son peuple lui permettrait à peine de rester neutre dans la lutte qui s'annonçait. Le Castillan, qui pénétrait la conduite de son vassal, ordonna à ses généraux de traiter les habitants de Grenade comme des ennemis. En même temps Aben Alahmar lui-même jetait le masque, et faisait une irruption sur le territoire de Castille.

Quelque bien combiné que fût le plan des mahométans, il n'était pas vraisemblable qu'ils l'emportassent sur leurs puissants voisins. L'an 660 de l'hégire, le roi de Castille et l'émir de Grenade se rencontrèrent près d'Alcala-Real, où le dernier essuya une défaite signalée. En même temps une puissante diversion fut faite du côté de Murcie par le roi d'Aragon, qui voulut reprendre cette province pour le mari de sa fille. Et après la victoire sur Muhammed, l'armée d'Alphonse courut châtier les insurgés des Algarves. Dans tous ces lieux, le succès accompagna les armes des chrétiens. La révolte de trois de ses plus puissants walis empêcha Muhammed de secourir, soit les Murciens, soit les rebelles de l'ouest. Non-seulement ceux-ci, après un siége de quelques mois, furent obligés de rendre les villes qu'ils défendaient, mais ils furent pour jamais chassés du pays, et forcés de chercher de nouvelles demeures parmi les montagnes de Grenade. Quoiqu'une portion de ce pays fût ainsi reconquis par Alphonse, les Portugais le réclamèrent, et toutes les Algarves furent peu de temps après cédées à cette nation, à condition qu'elle lui fournirait cinquante hommes d'armes, toutes les fois qu'il irait à la guerre, et qu'elle reconnaîtrait son droit sur tout autre territoire contesté. Le pays cédé s'étendait depuis Alconcer jusqu'à Aracène, entre la Guadiana et le Guadalquivir. A l'est, le roi d'Aragon remportait des victoires aussi glorieuses. Il subjugua toute la Murcie, dont Alphonse se hâta d'aller prendre possession. Consterné de ces désastres, Aben Alahmar demanda la paix, que le roi chrétien lui accorda volontiers, à des conditions même plus favorables que l'émir n'avait droit de s'y attendre. Au lieu de troupes, il lui fut permis de payer un tribut annuel à son seigneur lige, et il ne fut obligé de paraître à aucune assemblée des cortès, à moins que cette assemblée ne fût tenue dans une ville d'Andalousie. Il fut convenu que désormais Murcie serait gouvernée par un prince mahométan, nommé par le souverain de Castille, et Alphonse devait forcer les walis qui s'étaient soustraits à leur allégeance envers Muhammed de revenir à leur devoir ; de même, l'émir de Grenade promit

d'engager les Murciens à devenir sujets soumis. La douceur de ces conditions, qui furent signées par les deux princes en 1266, ne peut s'expliquer que par la crainte qu'avait le vainqueur de voir Muhammed appeler de nouveau les Africains en Espagne. Dans le fait, une telle crainte n'était pas sans fondement; car Muhammed avait déjà sollicité et obtenu du souverain de Maroc une promesse de secours.

Mais cette paix ne pouvait avoir de durée. Alphonse trouvait un intérêt si évident à fomenter les continuelles rébellions des walis, qu'il leur persuada encore de se révolter, et alla jusqu'à demander, non-seulement que Muhammed ne les réduisît point par la force, mais même qu'il les reconnût comme gouverneurs indépendants. L'indignation du prince maure fut extrême, et il résolut d'user de la plus grande rigueur contre les audacieux rebelles. Un accident favorisa son projet.

Les prétentions d'Alphonse, par rapport à la Souabe, sur laquelle il croyait avoir droit par sa mère Béatrix, fille de Philippe, duc de Souabe et empereur de Germanie, ne furent pas établies d'une manière satisfaisante, et peuvent être regardées véritablement comme une des causes des infortunes de son règne. Ses prétentions furent d'abord soutenues par le pape Alexandre IV; mais, comme la Souabe avait déjà reconnu Konradin, prince de la maison impériale de Frédéric II, cette intervention ne fut d'aucun avantage. Cependant, à la mort de l'empereur Guillaume, comte de Hollande, en 1256, et à l'exclusion de Konradin à la candidature, les électeurs voulant faire choix d'un prince étranger, Alphonse crut pouvoir aspirer à la dignité impériale, et prodigua ses richesses afin d'arriver à un but où évidemment il ne pouvait jamais atteindre. Élu par un parti, il fut repoussé par l'autre, beaucoup plus puissant, qui avait donné ses suffrages à Richard, comte de Cornouailles et frère de Henri III. En réalité, on peut le dire, nulle élection n'était légitime; et de là naquit cette longue contestation qui divisa si cruellement l'Allemagne et l'Italie, et causa la perte des sommes immenses qu'Alphonse avait imposées à ses royaumes pour soutenir son élection. S'il ne visita pas en personne le théâtre de la guerre, c'est qu'il en fut empêché par les troubles et les difficultés intérieures dont il sera incessamment parlé. En vain il fit successivement appel à quatre papes, Alexandre, Urbain, Clément et Grégoire, pour les faire prononcer en sa faveur. Ces pontifes, qui probablement se souciaient peu de prononcer dans une cause où les armes temporelles devaient seules prévaloir, écoutèrent froidement les réclamations du prince castillan. A la mort de son compétiteur en 1271, il crut que le plus grand obstacle était levé, et que ses travaux et ses intrigues de quinze années allaient être récompensés; mais Grégoire X, comme ses prédécesseurs, se montra peu favorable aux prétentions d'un membre d'une famille odieuse à celle de Frédéric Barberousse, et il ordonna aux électeurs d'abandonner Alphonse, et de choisir un autre candidat. En 1273, ce choix tomba, comme chacun le sait, sur Rodolphe, comte de Hasbourg; on convient généralement que, depuis Ottocar de Bohême, ce fut le seul membre de la confédération qui maintint la validité de la première élection du roi de Castille. Il faut que la vanité d'Alphonse ait égalé sa faiblesse, puisqu'au lieu d'accepter la décision de l'empire et la solennelle sanction de Grégoire, il continua de poursuivre ce pontife de ses prétentions mal fondées. Grégoire, poussé à bout, et perdant à la fin toute patience, cessa de le traiter avec les égards accoutumés, et excommunia le peu d'adhérents qui lui restaient encore.

On ne doit pas s'étonner que ses sujets aient commencé à murmurer sur ses coûteuses folies, ni qu'ils aient perdu un peu de leur affection pour lui. Ses nobles se plaignaient aussi qu'en mariant sa fille naturelle, Béatrix de Gusman, à Alphonse II de Portugal, il avait cédé à ce prince la souveraineté des Algarves. Ces circonstances furent avidement saisies par les barons mécontents, qui, sous l'ordinaire prétexte du bien public

formèrent un parti dont le but apparent était de porter le roi à de plus sages mesures, mais qui n'avait en réalité que des intérêts personnels pour objet. Ce parti avait pour chefs l'infant don Philippe, frère d'Alphonse, et don Nuño Gonzalez de Lara, membre de cette maison, qui ne parut s'élever que pour devenir le fléau du royaume. Ils désiraient vivement mettre dans leurs intérêts les rois de Navarre, d'Aragon et de Portugal ; mais cette espérance ne se réalisant pas, ils se tournèrent avec plus de succès vers Aben Alahmar, roi de Grenade, qui leur promit de faire sur les frontières de la Castille une diversion en leur faveur. Quelque temps s'écoula ainsi sans déclarer leur rébellion, quoique pourtant ils s'assemblassent en armes, d'abord à Lara, en 1270, puis ensuite à Salencia. Au lieu de marcher sur eux sans perdre un moment, afin de les réduire par la force, le roi eut la faiblesse de leur offrir un traité. Il leur promettait, s'ils mettaient bas les armes et lui faisaient connaître leurs sujets de plainte, qu'il s'efforcerait de faire droit à leurs demandes. Il eut bientôt à se repentir d'une si fatale erreur.

Elle rendit les rebelles plus certains de l'impunité, et plus insolents dans leurs demandes. La première qu'ils osèrent adresser au roi fut de lever une contribution sur les villes et les communes, afin de se dédommager des pertes qu'ils avaient faites en le servant. Cela seul pouvait prouver que leur patriotisme était au niveau de leur loyauté. Ils firent suivre cette première réclamation d'une liste contenant le détail de tous leurs griefs, dont voici le sommaire : Tous les *fueros* ou privilèges nobiliaires étaient sacrifiés au bon plaisir du peuple. Le service militaire dont on les avait requis se prolongeait trop longtemps. Leurs contributions étaient trop lourdes et trop rigoureusement exigées par les collecteurs royaux. Enfin ils ne pouvaient supporter patiemment d'être jugés par les magistrats du roi, formant le conseil de Castille ; ce qui revenait à ceci, une exemption en leur faveur, de toute contribution, de tout service public, de toute obéissance aux lois, avec un pouvoir absolu d'exercer leur rapacité et leur despotisme sur leurs propres vassaux. Le roi, ainsi insulté, n'avait qu'une seule chose à faire, c'était de réunir tous ses adhérents, et de commencer une guerre d'extermination contre les rebelles. S'il ne le fit pas, il faut l'attribuer bien plus à sa déplorable faiblesse qu'à la force et au nombre de ses ennemis. Au lieu d'adopter des mesures commandées par sa position et ses devoirs envers son peuple, il promit que leurs réclamations seraient écoutées. Mais ces réclamations s'étaient élevées à mesure que croissaient sa faiblesse et l'espoir de l'impunité ; ils refusèrent de désarmer jusqu'à ce qu'il eût assemblé les états à Burgos. Sur ce point encore il céda, et les cortès furent en conséquence convoquées. Les barons mécontents, ayant été sommés de comparaître comme les autres, refusèrent de venir, à moins d'avoir un sauf-conduit du roi, et de plus la permission de se présenter en armes. En un mot ils voulaient dominer toute autorité, en présentant une force capable d'en imposer au roi et aux cortès. Admettre des hommes armés dans une assemblée délibérative était une nouveauté en tout temps dangereuse ; mais dans le cas présent elle offrait d'immenses motifs d'appréhension. Le faible Alphonse pourtant accorda cette demande encore, sacrifiant toutes choses à la paix du moment. Devant les états assemblés, il invita les mécontents à répéter hautement leurs requêtes, promettant tout ce qu'il pourrait de royales concessions. D'étranges demandes furent entendues alors, déraisonnables en elles-mêmes, insultantes à la royauté. Ce qui paraîtra incroyable, c'est de les voir toutes accordées, excepté une seule, l'impôt sur les marchandises étrangères, que le roi ne voulut jamais abandonner. Mais le plus extraordinaire certainement, c'est qu'ayant pour lui le plus grand nombre des membres du congrès il n'osa pas proposer la peine capitale, ou au moins l'exil perpétuel des rebelles ; car il n'y a pas d'incertitude sur ce fait, que la majorité fait l'unanimité dans les états. Un peu de violence réprimait à coup sûr d'audacieuses

factions, et prévenait peut-être quelque grave attentat sur la personne royale.

L'inexplicable facilité avec laquelle ces concessions furent faites, surprirent les rebelles eux-mêmes, et les réduisirent au silence. Il se retirèrent dans les villages voisins de Burgos, et de là demandèrent au roi la permission de retourner chez eux, c'est-à-dire dans leurs forteresses, d'où ils pourraient préparer quelques nouvelles plaintes. En vain il leur demanda, par de fréquents messages, de se réconcilier avec lui : ils répliquèrent toujours qu'ils n'écouteraient nulle proposition, et qu'ils quitteraient *tierra de campos*. Après quelque délibération en effet, étant sans espérance de contestation avec un maître trop facile auquel ils ne voulaient plus obéir, ils résolurent d'établir leur demeure dans le royaume de Grenade. Ce qui paraîtra sans doute au-dessus de toute croyance, c'est qu'au lieu de se féliciter d'être enfin débarrassé de ces turbulents sujets, Alphonse leur envoya en députation plusieurs de ses dévoués barons, pour les supplier en toute humilité, comme s'ils étaient les vrais soutiens de la couronne, de revenir se réconcilier avec lui. Ils restèrent sourds à toutes ses supplications, et partirent pour Grenade.

Cependant assez d'honneur national leur restait encore, pour qu'ils exigeassent d'Aben Alahmar, qui vint les recevoir sous les armes, de ne jamais les faire combattre contre leur propre pays. Ils restèrent à la cour mahométane environ deux années, c'est-à-dire de 1272 à 1274, et ne voulurent jamais revenir en Castille, quoique priés souvent par le roi et la reine, jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu non-seulement la restauration de toutes leurs dignités passées, mais les concessions de tous les points les plus importants de leurs demandes. Ils n'insistèrent pas en vain non plus en réclamant la paix pour leur ami le roi maure. Enfin ils éprouvèrent que la rébellion est souvent le meilleur et le plus sûr moyen pour marcher à son but, leçon au surplus qu'ils n'oublièrent jamais, comme nous le verrons bientôt. Ce fut durant l'absence d'Alphonse, en 1275 (1), pendant son infructueuse visite au pape Grégoire, alors en France, qu'il poursuivait de ses prétentions à l'empire, lorsqu'on en était aux mains avec les Maures d'Espagne et d'Afrique, que mourut l'infant Fernando de la Cerda, fils aîné d'Alphonse, et par conséquent l'héritier des royaumes unis de Léon et de Castille. Cet événement fit élever de graves disputes.

Par une étrange inconséquence de l'esprit humain, pendant qu'ils étaient eux-mêmes en révolte contre leur souverain légitime, les réfugiés chrétiens avaient aidé Aben Alahmar à réduire ses walis révoltés, et concouru à punir le crime même qu'ils commettaient. Mais, malgré cet appui, Muhammed ne put comprimer entièrement les rebelles, et il réclama de nouveau le secours d'Aben Jussef, qui promit de débarquer en Andalousie pour l'aider à extirper ses ennemis domestiques, promesse qui toutefois ne fut pas remplie. L'Espagne se vit donc encore une fois menacée d'une mission africaine, invasion qui pouvait être aussi fatale au prince musulman et aux chrétiens que celle des Almoravides. La nouvelle de ce danger fut apportée en Espagne par l'infant don Henri, qui, fatigué de sa situation à la cour de Tunis, et, soupçonnant non sans raison que sa vie était en danger (2), était revenu près de son frère. Il blâma sévèrement la politique d'Alphonse, qui en protégeant les walis rebelles était la cause indirecte de cette alliance entre les princes infidèles. Alarmé de sa position, le monarque chrétien autorisa son frère à négocier avec Aben Alahmar, son infidèle vassal. En conséquence les négociations com-

(1) Principalement d'après la même autorité dernièrement citée. La *Chronique* d'Alphonse X, que nous avons pu consulter, semble, d'après les citations de Ferreras, très-sévère sur le caractère et les actions de ce prince.

(2) Un jour deux lions furent lancés sur lui, au moment où il traversait la cour de son hôtel; mais il tira son épée, et ni l'un ni l'autre n'osa l'attaquer. Naturellement il devait souhaiter d'échapper à une telle hospitalité.

mencèrent. Les walis, instruits du fait, résolurent de frapper un dernier coup avant la conclusion de la paix avec Alphonse, ou avant l'arrivée des Africains.

En 671 de l'hégire (1273) les trois walis, à la tête d'une armée considérable, entrèrent dans les plaines de Grenade. Irrité de cette audace insultante, Muhammed rassembla ses troupes, et, se plaçant lui-même à leur tête, il sortit des portes de la ville. On remarqua toutefois que le premier cavalier, en passant sous la voûte, négligea de baisser sa lance, qui fut brisée entre ses mains; et l'on regarda cet accident comme un mauvais présage. Le soir du même jour, le prince fut attaqué d'une indisposition si grave, qu'on le plaça sur une litière, et qu'on voulut le remporter à la ville. Mais il ne devait plus revoir cette capitale. La violence de son mal s'accrut si rapidement, qu'on dressa pour lui, dans la plaine, une tente, où il expira au bout de quelques heures. Don Philippe et les nobles castillans environnèrent son lit de mort, et lui donnèrent des marques de sincère estime.

Après la mort de l'infant Fernando de la Cerda, une question s'éleva. Suivant les lois romaines, les deux fils du prince défunt demeuraient toujours le plus près du trône; mais les lois des Wisigoths reconnaissaient e second fils comme devant hériter du roi. Alors, pour décider si l'Espagne suivrait ses anciennes et propres institutions, ou si elle adopterait celles des autres États, les cortès furent, en 1276, convoquées à Ségovie. Cette assemblée décida que la parenté immédiate l'emportait sur celle de la représentation, ce qui signifiait que le second fils, étant d'un degré plus près du père, devait être préféré aux petits-fils, qui n'étaient que les représentants du fils aîné, et se trouvaient ainsi éloignés de deux degrés. L'infant don Sancho fut donc proclamé successeur au trône, à l'unanimité. La popularité de Sancho, qui s'était distingué dans les guerres contre les Maures, et l'âge si peu avancé des deux fils de Fernando, eurent probablement plus de poids dans la balance que les anciennes lois et coutumes. Alphonse lui-même, qui n'était pas juriste, savait très-bien pourtant qu'on avait transporté, du code Justinien dans les *siete partidas*, les mêmes lois dont on se servait dans l'ancienne Rome pour le même objet, et qu'elles étaient maintenant suivies également dans les modernes royaumes de l'Europe. La décision des cortès causa à Philippe de France, frère de Blanche, veuve de Fernando, le plus vif mécontentement; car ce prince regardait avec raison l'aîné de ses neveux comme légitime successeur d'Alphonse. Ce prince demanda le douaire de sa sœur, et la permission, pour cette princesse et son enfant, de passer en France. L'une et l'autre demande fut refusée par le roi castillan. Blanche, accompagnée de la reine, irritée comme elle de leur exclusion de la couronne, vint à bout de s'échapper de Burgos avec les infants, et fut reçue par le roi d'Aragon. La guerre fut alors déclarée par la France; mais l'explosion en fut prévenue par le pape Nicolas III. Dans la suite, c'est-à-dire en l'année 1278, la reine de Castille retourna près de son mari; mais Blanche resta à la cour de son frère. Quant aux deux infants, on les retint en Aragon, bien moins par motif d'humanité et de justice, que dans l'espoir d'en inquiéter un jour, s'il était possible, le gouvernement de Castille. De tous ces événements plus ou moins malheureux, il en est un surtout plus triste que tous les autres, et enveloppé d'une grande obscurité; c'est l'assassinat du prince Fadrique, ordonné, dit-on, par Alphonse son propre frère. La raison donnée à cette accusation est l'implication de l'infant dans la fuite de la reine, de Blanche et de ses deux fils. Les écrivains nationaux s'efforcent de chercher un autre motif à cette détestable action; mais ils n'ont pu parvenir à en trouver aucun autre, le prince ayant été étranglé dans son propre palais de Burgos, par des assassins soldés; la mémoire d'Alphonse est restée chargée de cette cruelle infamie.

Afin de satisfaire les continuelles réclamations de la France au sujet des droits des infants de la Cerda, il proposa sérieusement,

dans l'assemblée des cortès de Séville, en 1281, de détacher Murcie de la couronne en faveur de ces princes. Cette proposition indigna si fortement don Sancho, qu'il refusa d'attendre la fin de la séance. Un autre acte du faible monarque ne fut pas moins condamné par le peuple. Il falsifia la monnaie du royaume, et ordonna néanmoins qu'elle garderait la même valeur. Quelques autres exactions aussi arbitraires, quelques actes de persécution envers des sujets paisibles, ses emportements croissant avec l'âge, son intolérable rapacité, le rendirent aussi odieux que méprisable. Les barons mécontents et les députés jetèrent les yeux sur Sancho, de qui seul on pouvait obtenir justice. Voyant la haine du peuple, ce prince pensa pouvoir arracher le sceptre aux faibles mains qui le tenaient. Quiconque descend à flatter la multitude à propos peut être sûr de réussir: quiconque exagère le bien, ou sympathise avec les griefs imaginaires du peuple, commandera son attention. Pendant que ses émissaires gagnaient à sa cause les principales villes de Léon et de Galice, il attira lui-même à son parti Tolède, Cordoue, Ubeda, Jaen, et plusieurs villes de l'Andalousie. Il partit alors pour Valladolid, rendez-vous de ses partisans, où l'infant don Miguel, frère d'Alphonse, proposa, en 1282, de le proclamer roi. Sancho refusa le titre royal, se contentant de celui d'héritier et de régent: le souverain pouvoir lui suffisait, peu lui importait sous quel nom il l'exerçait. En vain le triste Alphonse espéra-t-il pacifier le rebelle en lui proposant de satisfaire à ses demandes; en vain il en appela aux rois de Portugal, de Navarre et d'Aragon. Sancho était clame; il avait obtenu d'eux une entière neutralité, et plus encore de la part du roi de Grenade. Perdant enfin toute espérance de réussir en Espagne, Alphonse s'appliqua sérieusement à gagner le roi de Maroc, qui prit une véritable part aux douleurs d'un père si grièvement offensé par son fils. Alphonse supplia aussi le pape d'excommunier ses sujets révoltés. Le pape d'abord se contenta d'écrire aux grands maîtres de Santiago et de Calatrava, les exhortant à rapprocher, à réconcilier les partis. Au milieu de la défection générale, voyant que Badajoz et Séville étaient les seules places importantes restées sous l'obéissance, tandis que le reste du royaume reconnaissait Sancho avec empressement, le roi réunit, en 1283, à Séville le peu d'adhérents qui lui restaient encore. Là il ne se contenta pas, par un acte solennel, de déshériter son fils; mais, le chargeant d'imprécations, il appela sur sa tête rebelle les plus terribles malédictions. Dans ce même acte, il institua pour ses héritiers les infants de la Cerda; et, à défaut de leur postérité, ce devaient être les rois de France. Cette déclaration, tout en paraissant solennelle, fut une véritable *brutum fulmen*: comment celui qui n'avait jamais été obéi pendant sa vie pouvait-il espérer de l'être après sa mort? Le pape alors intervint plus efficacement en faveur d'Alphonse, menaçant de l'excommunication les partisans de Sancho, et mettant en même temps le royaume en interdit. Le clergé fut le premier à reconnaître son erreur, et bientôt son exemple fut suivi par un grand nombre de villes et de barons. Les troupes du roi africain, fatiguées de cette guerre, étaient retournées dans leur pays; et pourtant les forces du roi croissaient de jour en jour. Ses autres fils, qui avaient embrassé le parti de Sancho, revinrent bientôt à lui. Sancho lui même, voyant la révolution opérée dans les esprits, fit des ouvertures de réconciliation; nul doute qu'un heureux rapprochement n'eût eu lieu, malgré les audacieux efforts de quelques malveillants courtisans du prince, si une soudaine maladie n'était venue frapper celui-ci, pendant laquelle on le transporta à Salamanque. Quels que soient les défauts qu'on ait eu à reprocher à Alphonse, on ne peut nier son affection paternelle. En apprenant la position du rebelle, il oublia aussitôt sa juste indignation, et se retira dans la retraite pour y pleurer sur le repentir et le danger de son fils, sans encourir les reproches de ceux qui l'entouraient. Il fut même si profondément affecté par cette maladie, que son inquiétude le fit tomber lui-

même dans un état plus dangereux que celui de Sancho. Ce dernier recouvra bientôt la santé; mais l'état du roi empira chaque jour jusqu'au 5 avril 1284, où il trouva la fin de ses souffrances. Son dernier testament ne fut cependant point révoqué.

Le caractère d'Alphonse est suffisamment connu par ses actions. On ne peut nier que ses talents n'aient été d'un ordre supérieur. Les tables astronomiques portant son nom sont souvent produites comme preuve de sa science. Il est certain cependant qu'il fut grandement aidé pour leur construction par les astronomes maures de Grenade, qui visitèrent sa cour dans l'intention formelle de diriger, sinon de faire les calculs eux-mêmes. Il en fut de même pour la composition de la chronique qui lui est attribuée; il est incontestable qu'il y mit la main, mais quelle partie réellement est sortie de sa plume, c'est ce qu'on ne saurait dire. On ne trouverait pas davantage la part qu'il a apportée dans le recueil *des Partidas*, compilation de Justinien et du code wisigoth (1). Au total, on peut dire de lui comme de Jacques Ier, roi d'Angleterre, qu'il fut un incroyable mélange de science et de faiblesse. Sa vanité était si grande, qu'il disait, à ce qu'on rapporte au moins, et il est bien permis de douter de ce propos (2), que s'il avait été consulté sur la création du monde, il aurait donné des avis pour quelque chose de mieux. Il est probable que le roi, en disant cela, n'avait aucune intention blasphématoire, mais qu'il cherchait seulement par ces paroles à ridiculiser le système de Ptolémée, alors reçu. Ses rapports avec les Maures avaient été, au surplus, déjà très-remarqués (1).

Nonobstant l'exclusion testamentaire de son fils aîné, les états du royaume ne s'empressèrent pas moins de le reconnaître aussitôt la mort du roi, sous le nom de Sancho IV. Les efforts de l'infant don Juan, frère du nouveau roi, furent également infructueux pour s'emparer de Séville, sur laquelle, en vertu du même testament, il revendiquait des droits. Ni cette ville, ni les états, plus sages que le défunt monarque, ne consentirent à ce démembrement du royaume.

Pendant la vie de son père, et en opposition à toutes ses vues, Sancho avait épousé sa cousine dona Maria de la Molina, sans pouvoir obtenir du pape les dispenses nécessaires. Lorsqu'en 1286 cette reine accoucha d'un fils, ses inquiétudes s'accrurent naturellement, et sur la légitimité de son mariage, et par conséquent sur celle de son enfant. Il craignait les prétentions des infants de la Cerda, toujours protégés par les rois de France et d'Aragon; mais il redoutait surtout le pape, qui restait encore inexorable. Ses négociations avec Alphonse III d'Aragon pour en obtenir l'extradition des deux princes furent également infructueuses, et

(1) Voir le dernier chapitre de ce livre, traitant les lois d'Espagne.

D'autres ouvrages composés par Alphonse, ou au moins qui lui sont attribués, peuvent être trouvés à la bibliothèque bien connue de Nicolas Antonio.

(2) Mondejar a quelque peine à réfuter l'autorité sur laquelle repose le prétendu blasphème. Il est vrai cependant de dire que si Alphonse ne fut pas blasphémateur, il passa pour tel, sinon à son époque, au moins à l'époque suivante. Zurita (IV, 47) y fait allusion.

(1) *Cronicon de Cardena* (apud Florez, *España sagrada*, XXIII, 379). *Chronicon domini Joannis Emmanuelis* (apud eumdem, II, 215), *Anales Toledanos*, III, passim (apud eumdem, XXIII). *Cronicon de don Alfonso el Sabio* (cité aussi par Ferreras, tom. IV, passim). Rodericus Santius, *Historia Hispanica*, lib. IV, cap. V. Ces écrivains sont très-sévères sur le blasphème et la punition surnaturelle d'Alphonse. *De Regibus Hispaniæ*, p. 561 (apud Schottum, *Hispania illustrata*, tom. I). Zurita, *Anales de Aragon* (in regno don Pedro III). Monet, *Anales de Narvara*, lib. XXIII et XXIV. Lemos, *Historia geral de Portugal*, tom. II, liv. 14. Veyez aussi Abu-Abd-Allah, *Splendor Plenilunii* (apud Casiri, bibl. Arab. Hisp., tom. II). Conde par Marlès, *Histoire de la Domination*, etc., tom. III; avec quelques autres.

des troubles intérieurs vinrent augmenter encore toutes ses perplexités. Ces troubles, comme il en arrive presque toujours, furent produits par quelques hommes qui avaient reçu les plus grandes marques de la bonté du roi. Pour quelques services que lui avait autrefois rendus Lope Dias de Haro, Sancho lui confia la surintendance des finances, le créa comte, dignité peu commune dans le royaume, et maria sa fille à l'infant don Juan, le liant ainsi étroitement à la famille royale. L'arrogance du nouveau favori le rendit bientôt si odieux aux nobles et au peuple, qu'ils s'en plaignirent vivement au roi. Le comte ne se fut pas plutôt aperçu qu'il avait perdu de la confiance de son maître, qu'il se retira, avec son gendre l'infant, sur les frontières du Portugal, d'où, suivant les habitudes violentes et déréglées du temps, ils firent de fréquentes excursions sur les terres de Sancho. Sommés de faire connaître la cause de leur mécontentement, Dias de Haro, sous les armes, eut l'insolence de répondre au roi que sa seule raison était son bon plaisir et sa volonté. Sancho dissimula; mais il résolut de ce moment de s'emparer de la personne du comte et de celle de son frère. Dans une assemblée convoquée à Alfaro, en 1288, pour examiner si on se liguerait avec la France, ou avec l'Aragon alors en querelle avec la Sicile et prêt à lui déclarer la guerre, les deux rebelles se présentèrent, accompagnés, suivant leur habitude, par une troupe de partisans armés, pour tenir ainsi en effroi le roi et le conseil. Mais Sancho, au lieu de s'en laisser imposer, s'adressa énergiquement à eux, au milieu des prélats et des barons, leur déclara qu'ils resteraient prisonniers jusqu'à ce qu'ils eussent remis entre ses mains les forteresses qu'ils avaient à lui. Le comte tira son épée et courut sur le roi. Avait-il vraiment l'intention de le percer, ou seulement d'effectuer sa retraite, c'est ce qu'on n'a jamais su. Au même instant aussi don Juan saisit ses armes, et tua deux des barons qui s'efforçaient de le retenir. Les gardes royaux cependant s'étaient précipités au devant du roi : un d'eux abattit la main droite de don Lope ; un autre lui asséna sur la tête un si grand coup de sa masse d'armes, qu'il l'étendit mort à ses pieds. L'infant probablement aurait éprouvé le même sort, s'il n'avait imploré la protection de la reine, présente à l'assemblée. Les forteresses retenues retournèrent à la couronne.

La mort de don Lope ne rendit pas la tranquillité à l'État; sa veuve, quoique sœur de la reine, excita son fils aîné, don Diego de Haro, à venger la mort du comte. S'étant lié à son oncle, qui portait le même nom, ce dernier alla chercher secours en Aragon, dont le roi était en querelle avec celui de Castille. Pour mieux embarrasser celui-ci, on tira de prison Alphonse, l'aîné des infants de la Cerda, et on le proclama roi de Castille et de Léon. En retour on exigea de lui de céder Murcie et quelques autres forteresses à son allié, qui du reste les avait déjà entre les mains. Les deux monarques s'armèrent immédiatement, et commencèrent une guerre d'escarmouches et de surprises, qui n'eut guère d'autre effet que de harasser les Castillans, d'empêcher l'administration de la justice, et d'épuiser le royaume de troupes et d'argent. Fatigué de ces continuelles vexations, interrompu dans tout ce qu'il entreprenait par les insurrections partielles qui éclataient à chaque instant dans toutes les parties du royaume, Sancho, dans une entrevue avec le roi de France en 1290, consentit à abandonner Murcie à Alphonse, en en conservant toutefois pour lui la suzeraineté. Mais aucun bien ne résulta de cet arrangement; la guerre se continua jusqu'en 1291, où, en donnant la main de sa fille Isabelle à Jacques II, roi d'Aragon, il obtint, sinon la paix, au moins une suspension d'hostilités. Si à ces guerres fatigantes nous ajoutons les alternatives de rébellion et de soumission de cette éternelle plaie de l'Espagne, la famille des Lara, la perversité de l'infant don Juan, qui ne cessa de ravager les frontières du côté de la Galice et du Portugal, que lorsque Diniz, roi de ce dernier pays, le chassa et le força de chercher un refuge

en Afrique, nous pouvons réellement dire de la puissance de Sancho qu'elle fut pour lui un pesant fardeau.

Ce roi mourut en 1295, laissant à la reine la tutelle de son fils aîné, Ferdinand, seulement âgé de neuf ans, ainsi que la régence du royaume (1).

Le règne de Ferdinand ne fut qu'une continuelle succession de désastres. A peine avait-il reçu les hommages des états, que son oncle, le turbulent Juan, réfugié près du roi de Grenade, remit en question sa légitimité, et réclama la couronne. Dans le même temps Diego Lope de Haro, qui vers la fin du dernier règne avait fait une entreprise en Biscaye, manqua une fois encore de ravager cette province, dont il regardait le gouvernement comme lui appartenant du droit de sa famille. Diniz, roi de Portugal, s'arma aussi pour obtenir Serpia, Mora et Moron, trois forteresses des frontières. Enfin le roi de Grenade suivit le même exemple, dans l'espoir de se procurer de pareils avantages. Les mesures conseillées à la reine, et adoptées par elle pour remédier à tous ces embarras, furent bien loin cependant d'améliorer les choses. Afin de tenir tête à Diego, elle chargea trois nobles de la maison de Lara de lever des troupes et de marcher sur la Biscaye. Ils devaient aussi lever tout l'argent nécessaire à cette expédition. Les deux traîtres, on peut sans injustice assurément les caractériser ainsi, les deux traîtres reçurent l'argent, professèrent le plus entier dévouement pour la cause royale, réunirent les troupes convoquées, puis se joignirent aux rebelles. Pour accroître encore tant de perplexités, l'infant Henri, qui en 1258 s'était révolté contre son frère Alphonse le Savant, et avait cherché un refuge à Tunis, revint en Espagne en 1286, après quelques années passées ensuite en Italie, et résolut alors de priver la reine de la régence. Dans les cortès tenues à Valladolid aussitôt après l'avénement de Ferdinand, il eut l'adresse au moins, n'ayant pu obtenir la tutelle du prince, de se procurer une part dans la direction des affaires. Quoi qu'il en soit, il parut avoir été comme corégent avec doña Maria.

A cette époque l'infant don Juan parut devant Badajoz, qu'il somma, mais en vain, de le reconnaître. Il fit alors alliance avec le roi portugais, qui, en vue des avantages qui pouvaient résulter pour lui des troubles du royaume, épousa aussitôt sa querelle. Afin de désarmer ce dernier, la reine lui abandonna les trois forteresses qu'il convoitait, et dont la possession appartenait certes bien à la couronne. Par l'entremise d'Henri, mais bien plus encore par l'offre d'un gouvernement en Galice, Juan lui-même, abandonné par son royal allié, rendit hommage à Ferdinand. Les rebelles de Biscaye et les Lara furent pacifiés par de semblables sacrifices; et la reine, qui pour obtenir une paix intérieure n'avait point hésité à permettre un tel acte au nom du roi avec l'approbation d'Henri, la reine prodigua l'argent et les gouvernements, et récompensa la rébellion par des richesses et des dignités. Une pareille politique eut son résultat nécessaire. Les nobles n'eurent pas plutôt obtenu ce qu'ils désiraient, qu'ils voulurent acquérir plus encore, et conspirèrent contre l'État. L'année même qui suivit cette étrange pacifica-

(1) *Chronicon Conimbricense* (apud Florez, *España sagrada*, XXIII, 339). *Cronicon de Cordena* (apud eumdem, XXIII, 380). *Anales Toledanos*, III (in eodem tomo, p. 412, 413). *Chronica del Rey don Sancho IV* (cité également par Ferreras, tom. IV, passim). *Chronicon domini Joannis Emmanuelis*, p. 216 (apud Florez, tom. II). Ce royal historien, fils d'Alphonse le Savant, qui prit une part si remarquable dans les événements du temps, a grand soin de ne pas s'incriminer. Franciscus Tarapha, *de Regibus Hispaniæ*, p. 561. Alphonsus a Carthagena, *Anacephaleosis*, cap. 85, p. 283. Rodericus Santius, *Historia Hispanica*, lib. IV, cap. 6 et 7 (omnes apud Schottum, *Hispania illustrata*, tom. I). Zurita, *Anales de Aragon* (in regnis don Alphonso III et Jayme II). Monet, *Anales de Navarra*, lib. XXV.

tion, 1296, Alphonse de la Cerda renouvela ses prétentions sur la couronne de Castille; il n'éprouva aucune difficulté à entraîner don Juan de Lara dans sa révolte, et amena aussi dans son parti l'infant de ce nom. Les deux princes consentirent à une division du royaume : l'infant don Juan devait avoir pour sa part la Galice, Léon et Séville; Alphonse la Castille, pendant que le roi d'Aragon s'emparerait de Murcie. Cette ligue inique et honteuse fut cependant sanctionnée par les rois de France, de Portugal et de Grenade. Il semblait en vérité que la destinée de Ferdinand fût inexorablement fixée, et que ses dépouilles dussent être partagées par les brigands réunis contre lui. Mais, en affaires humaines, il est heureusement une Providence qui souvent se plaît à déjouer les projets d'une injuste ambition.

En accordant le précédent traité, don Juan fut proclamé roi de Léon dans la capitale du même nom, et Alphonse roi de Castille à Sahagun. Leurs forces combinées, soutenues par quelques troupes aragonaises, mirent le siége devant Mayorga, qu'ils espéraient réduire avant d'investir Burgos. Le roi de Portugal en même temps envahissait la Castille par Ciudad-Rodrigo et Salamanque, pendant que Mohammed de Grenade de son côté commençait ses ravages dans l'Andalousie. Les dissensions des alliés, le manque d'argent et de provisions où tombèrent les assiégeants de Mayorga, sauvèrent heureusement le royaume. Le siége fut levé. Les Aragonais s'en retournèrent chez eux avec Alphonse; le roi de Portugal ainsi abandonné fit de même, mais il s'empara de plusieurs forteresses dans sa retraite. D'un autre côté, le roi d'Aragon se rendit maître de presque toute la Murcie, à l'exception seulement de Lorca, Alcala et Mula. Il fut arrêté toutefois au milieu de ses conquêtes par les offres du pape, qui parvint à l'entraîner dans sa guerre de Sicile. Le Portugal fut conduit bientôt après à faire aussi la paix; il entra même dans une alliance permanente avec les Castillans, cimentée par le double mariage de Ferdinand avec la princesse Constance, fille de Diniz, et du prince de Portugal avec l'infante Béatrix, sœur du roi de Castille. Alphonse de la Cerda cependant, dont les excursions étaient si fatales aux frontières de l'est, et l'infant don Juan, restaient armés encore contre leur roi; et leurs hostilités étaient soutenues, quoique faiblement, par l'infant Henri, qui, chaque fois que ses services étaient requis, ne manquait pas d'extorquer de la reine tout ce qu'il voulait pour sa récompense. Avare insatiable, perfide, turbulent, cruel, il fut pour son pays un plus grand fléau qu'aucun des ennemis étrangers. Ainsi, lorsque les états assemblés à Valladolid en 1300 votèrent à la reine un secours considérable pour s'opposer à ses ennemis, il ne balança pas à s'en adjuger la plus grande partie. Il devint l'homme le plus détesté de tout le royaume, sans excepter Juan, qui, abandonné par Diniz, se soumit à la fin à son roi légitime. Henri, craignant d'être dépossédé par les cortès du dépôt dont il avait si honteusement abusé, recommença de nouveau ses intrigues, et se ligua cette fois avec le roi d'Aragon et Alphonse de la Cerda, cédant en ceci soit à son caprice, soit à son avarice, et il ne fut même que trop assisté par l'infant don Juan. L'arrivée de la bulle de légitimité octroyée en 1301 par le pape ne fut pas même capable d'empêcher leurs complots contre Ferdinand. Heureusement cependant que leur perversité fut neutralisée par l'inconstance de leurs intrigues. Ce défaut les suivit toujours dans tous les partis qu'ils embrassèrent successivement.

Les anxiétés de la reine-mère avaient toujours été poignantes; mais son amour maternel les lui avait fait supporter sans murmures. Elle avait maintenant à connaître une nouvelle douleur, mille fois plus aiguë que toutes celles qui l'avaient affligée. Ce fils, pour le bonheur duquel elle avait veillé, travaillé, souffert avec une inaltérable tendresse, un courage héroïque, ce fils, détourné de sa mère par les deux in-

fants, ne chercha pas seulement à échapper à sa protection et à se placer sous celle de ces dangereux conseillers, mais il ne laissa échapper aucune occasion de l'insulter, en encourageant contre son administration financière les plus injurieux soupçons. Rien cependant, pas même cette ingratitude de son fils, ne fut capable d'affaiblir l'affection et le zèle de cette princesse. Elle pensait, probablement avec raison, que cette conduite injuste et dénaturée était plutôt le fruit d'une imagination séduite que d'un cœur dépravé. En 1304, la mort d'Henri, dont la dernière action fut une alliance contre son souverain avec le roi d'Aragon, apparut comme une espérance de temps meilleurs, spécialement lorsque l'année suivante ce roi lui-même consentit non-seulement à céder quelques places en Murcie, mais à retirer sa protection aux infants de la Cerda. En considération des amples revenus provenant de la seigneurie de plusieurs villages, Alphonse en cette occasion résigna le titre royal.

Mais les troubles du règne de Ferdinand ne finirent qu'avec sa vie. Durant le reste de son règne, il fut continuellement en guerre avec les barons révoltés, et rarement il les ramena à l'obéissance par la force. Son or fit plus que ses armes, et il était tombé auprès de tous en si faible estime, que ses nobles se faisaient fréquemment la guerre entre eux, méprisant ses menaces, et ne se soumettant que lorsque leur intérêt l'exigeait. De la dignité royale il n'avait rien que le nom. Le plus turbulent et à la fois le plus changeant de ses barons était son oncle Juan, dont la vie se passa tout entière dans de continuelles alternatives de rébellion et de soumission achetée. Entrer dans le détail de toutes celles qui le concernent, comme de toutes les autres interminables dissensions de ce règne, serait pour le lecteur aussi peu amusant qu'instructif; ce ne serait que la répétition de tout ce qui a été dit déjà. La mort de Ferdinand fut soudaine et prématurée. Il y a à cet égard dans les anciennes chroniques un fait au moins bien extraordinaire; et si on ne le donne pas comme un point avéré, il mérite cependant d'être rapporté. Durant une expédition en Andalousie contre les Maures, la rumeur publique accusa deux frères de Mortos, chevaliers tous les deux, d'avoir assassiné un des barons du roi. Sans prendre la peine de s'enquérir des circonstances, et sans vouloir entendre leurs solennelles protestations d'innocence, le roi ordonna de les mettre à mort. Ne voyant donc nulle justice à espérer de lui, les deux infortunés le citèrent, dit-on, à comparaître avec eux sous trente jours devant le tribunal de Dieu. Quoi qu'il en soit, trente jours après il fut trouvé mort sur son lit, où il s'était couché pour faire la sieste. Ce fut le 17 septembre 1312.

Pendant le règne de ce prince eut lieu la fameuse accusation contre les Templiers. Dans la supposition que les frères de Castille étaient aussi coupables que ceux de France, le pape, en 1308, ordonna de séquestrer toutes leurs possessions. Le même sort les attendait en Aragon; la haine du peuple, quatorze accusations de crime, qui cependant n'étaient encore qu'une clameur sans preuves, leur firent regarder comme un bonheur de trouver un refuge dans quelques forteresses. Ils réclamèrent alors hautement d'être jugés, et l'obtinrent seulement après une longue attente. Une assemblée fut en conséquence convoquée à Salamanque en 1310; et, après une patiente investigation, ils furent solennellement absous de toutes les charges portées contre eux, et déclarés vrais chevaliers et bons catholiques. Cet honorable témoignage leur fut pourtant bien peu utile; car l'année suivante leur ordre fut aboli par tout le monde chrétien. Quelle qu'eût été la valeur de beaucoup d'entre eux, cet ordre tout entier fut effectivement condamné pour les crimes imputés à plusieurs, et cette condamnation, il est vrai, se rapportait à une évidence trop forte pour être rejetée. Mais pourquoi toute une communauté souffrit-elle pour les fautes de quelques-uns? c'est ce qui jamais n'a été expliqué. Les préjugés populaires sans doute font rarement une juste

distinction ; mais si le vulgaire est trop stupide ou trop malveillant pour ne pas distinguer l'innocence du crime, quelle excuse donner à une pareille erreur quand elle vient de ceux qui sont le plus éclairés? Les richesses des Templiers, bien plus que les vices dont on les accusait, amenèrent leur condamnation.

Comme Alphonse, seul fils du roi défunt, était seulement âgé de quelques mois lors de son avénement au trône, l'État fut encore une fois jeté dans une longue série de convulsions, causées par l'ambition des barons. Les premières querelles s'élevèrent entre les infants Juan et Pierre, ce dernier oncle, et le premier grand-oncle du jeune prince, et don Juan de Lara, pour savoir à qui appartiendrait la tutelle d'Alphonse. Chacun, suivant l'usage, s'efforçait de gagner à son parti les villes qui envoyaient des députés aux cortès. Afin de frustrer les vues de tous les trois, la reine Marie confia la garde du royal enfant à l'évêque et au peuple d'Avila, qui le placèrent dans une tour de la cathédrale, environné d'une grande force armée. Dans les cortès de Palencia en 1313, convoquées expressément pour déterminer en quelles mains resterait la régence, une partie de la députation vota en faveur de Marie et de l'infant Pierre, et une autre fut pour la reine-mère Constance et l'infant Juan. Les deux princes eurent recours aux armes pour soutenir leurs réclamations. Après quelques mois de continuelles hostilités et de succès changeants, ils consentirent, d'après les instances de Marie, à partager entre eux le gouvernement. Cette politique était la seule qui pouvait être prudemment adoptée dans de si critiques circonstances. Elle fut approuvée par les états de Madrid en 1315.

On ne pouvait espérer cependant que le bon accord existât longtemps entre les deux régents. Les lauriers cueillis par Pierre dans la guerre contre les Maures excitèrent la jalousie de l'autre infant, qui fut alors plus désireux de frustrer son coadjuteur de ses succès que d'humilier les ennemis de l'État. Il fallut toute la prudence de la reine Marie (Constance était morte) et les représentations des états assemblés pour ramener l'harmonie entre eux. Leur mort en 1319, à la bataille de Grenade, laissa de nouveau le royaume sans gouvernants.

La mort des deux infants fut suivie de nouvelles disputes pour la régence; elle resta à la fois entre les mains de l'infant don Philippe, oncle du roi, et dans celles de don Juan Manuel, aussi de la famille royale, et l'un des plus puissants barons de tout le royaume. L'usurpation fut confirmée par les états de Burgos en 1320. Un autre don Juan, surnommé *el Tuerto*, ou le Tortu, fils du turbulent infant de ce nom, désappointé par son exclusion de la régence, prit les armes pour obtenir l'objet de son ambition. Ferdinand de la Cerda, grand-maître de la maison royale, les saisit également. La facilité avec laquelle les grandes villes accordaient leur faveur aux candidats est passablement prouvée par la ville de Burgos. Juan el Tuerto le premier réclama le roi du conseil et du peuple; ils lui jurèrent tous, sur les saints Évangiles, de le reconnaître seul; et Ferdinand de la Cerda, s'étant présenté immédiatement après, reçut le même serment. Dans un tel état de choses, on espérerait vainement rencontrer quelque pensée de devoir, encore moins de fidélité. Les plus grands crimes ne causaient plus aucune surprise, et l'inévitable résultat d'un pareil gouvernement fut de suspendre, ou au moins de relâcher (1) grandement tout exercice du pouvoir. Pour essayer de mettre fin à un pareil état, un légat pontifical arriva, et, par l'entremise des prélats et des cortès, on vit renaître quelque chose de ressemblant à la tranquillité; mais cette tranquillité dura peu. Aussitôt après le départ du légat, et principalement après la mort de la vieille reine Marie, les troubles recommencèrent avec

(1) « Causa rubor aun la simple relacion de unos hechos que prueban la suma inconstancia y volubilidad de aquellas gentes. » Ortiz, IV, 312.

une nouvelle violence. La guerre civile ne tarda pas à éclater; on la dut à l'ambition des régents, qui, aspirant tous à une autorité exclusive et se partageant la populace, eurent bientôt désolé ce beau pays.

Lorsqu'en 1324 Alphonse eut convoqué les cortès de Valladolid, et saisi les rênes de l'État, on espéra de toutes parts que la rébellion cesserait, et que le repos, sinon le bonheur, reviendrait visiter le royaume; mais on fut cruellement déçu par les événements qui suivirent. Les premiers qui portèrent une nouvelle atteinte à la tranquillité furent Juan Manuel et Juan el Tuerto; mécontents de la diminution de leur pouvoir, ils conspirèrent pour le reconquérir. Pour briser leur union, le roi eut recours à un singulier expédient : sachant que le dernier devait épouser dona Constance, fille du premier, il la demanda et l'obtint pour lui-même. Le mariage fut effectivement célébré à Burgos, mais ne fut jamais consommé; ce que l'on attribue à la continuelle dépravation de Juan Manuel. En 1327 il fut dissous, Constance, enfermée d'abord dans la forteresse de Toro, fut bientôt remise à son père; et Alphonse, l'année suivante, épousa la princesse Marie de Portugal.

Ainsi abandonné par son allié, Juan el Tuerto résolut de tenir tête au roi en s'alliant avec l'Aragon et le Portugal. Il rejeta les ouvertures d'Alphonse, qui, dans l'espérance d'obtenir la tranquillité, était décidé à beaucoup de sacrifices. Le voyant demeurer obstinément dans la révolte, il eut recours à un expédient, reçu en Turquie peut-être, mais qui devait couvrir un chevalier chrétien d'une honte éternelle. Étant à Toro en 1325, il dépêcha un messager à Juan, l'invitant, dans les termes les plus forts, à une amicale entrevue, et, pour aplanir tout obstacle, lui offrit la main de sa sœur Léonore. Juan n'hésita plus, et fut reçu par Alphonse avec l'apparence du plus grand respect. Le jour suivant, invité à venir s'entretenir avec le roi, il fut poignardé, au moment où il entrait dans l'appartement royal, par des assassins postés là dans ce dessein. La Biscaye, dont la victime était seigneur, devint la récompense de cette infâme action. Mais cette perfidie fit sur Juan Manuel une terrible impression. Redoutant le même sort, non-seulement il refusa opiniâtrément de venir trouver le roi, mais se ligua avec Mohammed IV de Grenade. L'insulte faite à lui et à sa fille par le mariage d'Alphonse avec la princesse portugaise l'excita à la vengeance. En 1328, il assembla ses partisans, et fit une cruelle invasion jusque dans le cœur de la Castille. Il fut particulièrement aidé en cela par une diversion faite en sa faveur par les troupes du roi d'Aragon; et, lorsqu'il fut privé de la haute protection de ce souverain par son mariage avec la sœur d'Alphonse, il n'en persévéra pas moins dans son implacable hostilité. Par force ou par intrigue ayant obtenu la possession de quelques forteresses considérables, et pouvant de là défier son souverain impunément, il commença à lever des contributions sur les villes ouvertes. Cette insupportable guerre, aussi fatigante que peu glorieuse, continua quelques années, nonobstant les ouvertures de conciliation, faites par les émissaires d'Alphonse et les agents du pape.

Don Juan fut souvent soutenu par les autres seigneurs mécontents, tels, par exemple, que les Lara, qui se révoltaient au moindre prétexte, et ne se soumettaient que lorsqu'ils étaient trop vivement poursuivis par leur souverain. Abandonné, en 1334, par un des plus puissants barons de cette rebelle maison, il accepta lui-même, l'année suivante, les offres royales, et consentit à rentrer dans le devoir, à condition que sa fille Constance serait donnée pour épouse au prince de Portugal, et ce mariage fut effectué dans le cours de la même année. Mais ni Juan Manuel ni le rebelle Lara ne pouvaient longtemps demeurer en paix. A peine avaient-ils renouvelé leur hommage au roi, qu'ils formèrent une nouvelle ligue; et la guerre civile recommença. La réunion de leurs forces à celles du Portugal les mit en position de faire tomber sur leur pays de

grandes calamités. Alphonse se défendit avec une grande vigueur. Pendant que ses généraux forçaient le Lusitanien à lever le siége de Badajoz, il réduisit lui-même Lerma, défendue par don Juan de Lara, qu'il soumit.

Environ à la même époque, Juan Manuel fit en Aragon une retraite précipitée. En 1338, ce dernier retourna enfin à son devoir, et si jamais il ne fut un sujet bien dévoué, du moins il abandonna à jamais ses habitudes de révolte. Après les transactions d'Alphonse avec les Maures d'Espagne et d'Afrique, les principaux événements de son règne ayant été détaillés, il en est resté bien peu qui soient dignes d'attention. Ses amours cependant avec dona Leonore de Guzman ne peuvent être passées sous silence, étant liées trop étroitement avec les infâmes actions de son successeur. Cette dame appartenait à l'une des plus illustres maisons d'Espagne. Il la vit pour la première fois à Séville en 1330, et devint aussitôt éperdument amoureux d'elle. Veuve à dix-huit ans, elle n'eut pas assez de vertu pour résister au royal amour, et elle sacrifia l'orgueil de son rang, l'honneur de sa famille, la paix de sa conscience, à la vanité de plaire à un roi ou à l'ambition de le dominer. De ce moment elle devint l'inséparable compagne du prince. Ni les reproches de l'épouse, ni les remontrances du clergé appuyées par le pape lui-même, ni l'indignation de son beau-père le roi de Portugal, ne purent prévaloir sur l'amour d'Alphonse ni rompre cette liaison. Les enfants sortis de ce commerce adultère furent nombreux et infortunés, comme nous le verrons bientôt. De tous ses enfants légitimes son successeur seul survécut. Le roi mourut de la peste devant Gibraltar en 1350.

A l'avénement de Pierre, surnommé le Cruel, et qui n'avait que seize ans, Léonore de Guzman, redoutant son ressentiment ou celui de la reine-mère, se retira à Medina-Sidonia, ville de son apanage. Mais, persuadée par les protestations d'un Lara et d'un Albuquerque, qui lui donnèrent leur foi de chevaliers qu'elle n'avait rien à craindre, elle revint à Séville pour rendre hommage au nouveau souverain. Au mépris des paroles données, elle ne fut pas plutôt arrivée dans cette ville qu'elle fut arrêtée et placée dans l'Alcazar sous forte garde. Henri, l'aîné de ses fils, qui avait reçu la permission de la voir, allait partager son sort, lorsqu'averti il s'enfuit précipitamment de la capitale. De Séville la malheureuse Léonore fut transférée à Carmona ; et si sa vie fut épargnée pendant quelques mois, elle le dut non à la pitié, mais à une maladie de Pierre, qui devint si grave qu'il ne restait plus d'espérance de le voir se rétablir. Malheureusement pour l'Espagne, il en fut autrement, et l'une de ses premières actions, à son retour à la santé, fut d'aller tirer de Carmona la malheureuse comtesse pour l'emmener à Talavera, où elle fut enfermée dans une étroite prison. Son arrêt fut bientôt rendu, et, peu de jours après, elle fut mise à mort sur l'ordre exprès de la reine, et, sans nul doute, avec le consentement du roi.

Ce meurtre fut immédiatement suivi d'un autre. Le roi ayant dépêché une de ses créatures à Burgos pour lever de sa propre autorité une taxe qui, pour être légale devait recevoir la sanction des états, le peuple se souleva, et tua le collecteur. Accompagné de son conseiller, don Juan de' Albuquerque, Pierre accourut sur cette capitale afin d'infliger à ses habitants une prompte punition. Les citoyens prirent naturellement les armes, et, de concert avec Garcilasso de la Vega, l'*adelantado* (1) de Castille, ils envoyèrent un messager au roi, protestant contre toute opposition à son autorité, mais le suppliant de ne pas les abandonner à Albuquerque, connu par ses violences. La requête fut méprisée ; le comte arriva, et la sentence de Garcilasso avec lui. Espérant détourner la mort qui le menaçait, la reine le fit prévenir de fuir au lieu de se

(1) Pour la dignité et les fonctions de cet officier, voyez le livre suivant.



rendre auprès du roi, qui le mandait. Fort cependant d'une conscience sans reproche, et craignant par un refus de faire douter de sa loyauté, il partit pour le palais. A peine fut-il aperçu de Pierre, que l'ordre de le saisir fut donné aux *ballasteros* (1). L'*adelantado* réclama un confesseur ; et certes on n'aurait pas écouté sa prière, si un prêtre ne se fût trouvé là par hasard. Tous les deux s'étant retirés dans un coin, Albuquerque, qui portait à la victime la plus grande inimitié, voulut que le roi décidât sur-le-champ de son sort, et les *ballasteros* reçurent immédiatement l'ordre de le prendre et de le tuer. En recevant cet ordre, ces hommes ne le purent croire sérieusement donné, et l'un d'eux dit au roi en s'approchant de lui : « Sire roi, qu'ordonnez-vous de Garcilasso? — Qu'il soit mis à mort, répondit-il. » Le garde s'en retourna, et avec sa masse d'arme frappa l'*adelantado* sur la tête, pendant qu'un de ses camarades l'aidait à l'achever. Le cadavre sanglant fut jeté dans la rue, où, couché sur la terre, il fut foulé sous les pieds des taureaux qui passaient. Après être demeuré là quelque temps, il fut emporté en dehors des murailles où il fut enterré. Le même sort serait tombé sur le jeune enfant, Nuno de Lara, héritier, par la mort de son père, de la seigneurie de Biscaye, si sa gouvernante, en ayant eu soupçon, ne s'était hâtée de l'emporter dans une forteresse située au milieu des montagnes de la Biscaye. L'enfant cependant y mourut bientôt, et Pierre, ayant emprisonné les héritières, obtint ce qu'il convoitait depuis si longtemps, les riches domaines de cette maison.

Après avoir tenu les états à Valladolid, où il s'efforça vainement d'abolir les *behetrias* (2), Pierre commença à Ciudad-Rodrigo à conférer des intérêts des deux royaumes avec son aïeul, le souverain de Portugal. S'il eût suivi les avis de ce monarque, qui lui représentait sans cesse la nécessité de la modération dans le gouvernement, et par-dessus toute chose d'adoucir le ressentiment de ses frères naturels, qui était porté au plus haut point depuis la mort de Léonore leur mère, lui et le royaume s'en seraient bien mieux trouvés. Il ne cessait de dire, à la vérité, qu'il regardait comme excellents tous les avis de son grand-père, et il invita même Henri à revenir à la cour avec son frère Tello; mais de son caractère bien connu et des actions qui suivirent on peut certes inférer que toute cette condescendance apparente n'avait qu'un but, celui d'endormir avec sécurité la victime qu'on voulait immoler. L'invitation fut donc acceptée; mais presque aussitôt après ses deux frères le quittèrent de nouveau, et levèrent l'étendard de la révolte. On n'a jamais bien su s'ils avaient été entraînés seulement par d'autres mécontents, ou bien si, ayant soupçon de leur danger, ils avaient cru le prévenir de cette manière. Plusieurs des confédérés furent pris et mis à mort, mais les princes évitèrent les poursuites du roi : Tello s'enfuit en Aragon. Pendant que Pierre châtiait les places qui avaient secoué son autorité, il devint amoureux de doña Marie de Padilla, qui était attachée au service de doña Isabelle d'Albuquerque, femme de son favori. Par l'entremise de ce ministre sans principes, l'oncle de la jeune dame, don Juan de Hinestroja, n'hésita pas à sacrifier l'honneur de sa maison, en mettant sa nièce entre les bras de son royal amant. La liaison ainsi formée continua jusqu'à la mort de doña Marie, pour le grand malheur du royaume.

Quelques mois après la formation de ce lien illégitime, Pierre, par condescendance pour les cortès de Valladolid, consentit à envoyer une ambassade en France pour y demander une femme de la royale maison de ce pays. Le choix tomba sur Blanche de Bourbon, princesse remplie d'excellentes qualités, qui arriva à Valladolid dès les commencements de l'année 1353. Mais le roi, infatué de sa maîtresse, qui venait justement de lui donner

(1) Une sorte d'homme d'armes qui avait pour arme habituelle une massue ou masse.

(2) Voir le dernier chapitre du présent livre.

une fille, était loin de désirer la conclusion de ce mariage. Ce fut donc après de graves difficultés que son ministre Albuquerque, qui commençait à devenir jaloux des faveurs accordées aux parents de Marie, usant de toute son influence sur son maître, le pressa de faire solenniser son union avec Blanche, et amena cette princesse à Valladolid. Laissant Padilla et son cœur à Montalvan, Pierre s'avança avec répugnance vers cette ville. Il accepta en chemin les soumissions de ses frères Henri et Tello, qu'il ne pouvait décemment punir comme rebelles dans une circonstance comme celle qui s'approchait. Le mois de juin vit célébrer cette cérémonie avec la plus grande splendeur. Mais deux jours après le roi quitta précipitamment sa jeune épouse, et retourna à Montalvan. Il fut suivi par son frère Fadrique, grand-maître de Santiago et par Albuquerque, mais il refusa obstinément de les voir. Peu de temps après pourtant il fit une courte visite à sa mère et à son épouse, qui étaient restées dans la ville où les noces avaient été célébrées. Cette visite fut la dernière et n'excéda pas deux jours. A son retour, Albuquerque fut ouvertement disgracié ; la faveur royale fut transférée aux Padilla, et l'infortunée Blanche fut renfermée dans la forteresse d'Arevalo, où personne, pas même la reine-mère, n'obtint la permission de la voir (1). Voulant avancer Diego de Padilla, frère de la favorite, l'on fit assassiner le grand-maître de Calatrava, et les commandants de l'ordre furent obligés de le remplacer par Diego (1).

L'événement qui étonna tous ceux qui connaissaient l'attachement de Pierre pour Marie montre tout ce qu'on pouvait attendre d'un pareil tyran. Frappé à Valladolid par les charmes de doña Juana de Castro, il s'efforça de lui faire partager sa passion. Comme elle refusa de lui céder, il changea de batterie, et proposa à la dame de l'épouser. Cette proposition l'étonna grandement d'abord, elle qui savait, comme tout le monde, quel lien l'unissait ouvertement à Blanche de Bourbon ; mais il l'assura fortement que cette union était nulle, que ses prélats lui donneraient à elle-même les raisons de cette nullité ; et ce qu'on aura peine à croire, c'est qu'il se trouva deux évêques, ceux d'Avila et de Salamanque, qui confirmèrent effectivement ces assurances. Alors la crédule et malheureuse Juana céda, et devint sa dupe. La profanation eut lieu dans la cathédrale de Salamanque, en l'année 1354. On rapporte cependant que le frère de Juana était entré avec les propres frères de Pierre et le disgracié Albuquerque dans une ligue ayant pour but de chasser toute la famille des Padilla de la

(1) D'après une superstition de l'époque, on attribuait à un enchantement la haine de Pierre pour sa femme. Une ceinture richement ornée, disait-on, d'or et de pierres précieuses, envoyée par Blanche à son époux, avait été tout d'un coup transformée en un serpent vénéneux. Ce sortilége était attribué à Marie de Padilla. Cela est mentionné dans une des romances. *In depping's sammlung der besten Spanischen Romanzen,* et dans Sanchez, évêque de Palencia, lib. IV, cap. 14, le tour fut attribué à un juif, qui changea la ceinture de la reine en serpent : « Donaverat regina Petro pulcherrimam zonam auream, multis gemmis ac pretiosis lapillis ornatam, quam Petrus reginæ amore sæpe deferebat. Maria vero de Padilla, reginæ æmula, callide operata est ut zona illa ad manus magici Judaici aliquandiu perveniret. Quam tali maleficio affecit, ut dum quadam festiva die rex illa præcingitur, à cunctis intuentibus et a seipso non zona aurea, sed quodam horribili serpente præcinctus videretur. Rex vero merito perterritus, cum quæreret quidnam res illa esset, a nonnullis reginæ æmulis et forsan factioni assentientibus responsum est, zonam reginæ talem pulchritudinem peperisse. Ex qua hora Petrus infestissimam reginam habuit. *Historia Hispanica,* lib. IV, cap. 14.

(1) Les mêmes autorités ; avec l'addition de Ayala, *Cronicas de los Reyes de Castilla, don Pedro, don Enrique II, don Juan I, don Henrique III* (in regno don Pedro usque ad annum V).

cour, et de forcer Pierre à retourner à l'épouse légitime. Non-seulement Pierre insulta sa nouvelle victime en lui apprenant quelle affreuse tromperie on avait exercée sur elle, mais il l'abandonna pour jamais. C'était dans le même temps que naissait à l'infortunée un fils issu de cette courte liaison.

Lorsque la nouvelle de cette lâche infamie arriva au frère de Juana, Fernando Perez de Castro, l'un des plus puissants seigneurs de la Galice, il se joignit aussitôt à la ligue des mécontents. Une guerre civile commença qui dura quelques mois, entraînant avec elle chez l'un et l'autre parti plus de rage que de succès. Dès le commencement, le roi, convaincu que la forteresse d'Arevalo n'était pas une prison assez sûre pour l'infortunée Blanche, ordonna de la transférer à Tolède, et de l'enfermer à l'Alcazar de cette ville. Dans la juste appréhension que sa vie était en danger, la reine, à son arrivée à Tolède, supplia ses gardiens de lui laisser entendre le service divin dans la cathédrale. Alors, saisissant l'occasion, elle sut intéresser si fortement les assistants en sa faveur, qu'ils lui offrirent leur protection aux risques de leur fortune et de leur vie. Elle fut immédiatement arrachée aux geôliers d'Hinestroja, qui furent promptement raconter l'événement à leur maître. Furieux à l'annonce d'une pareille nouvelle, Pierre ordonna d'abord aux commandeurs de Santiago de déposer son frère Fadrique, puis de marcher sur Tolède et de tirer la princesse de son sanctuaire; mais elle n'y était pas demeurée longtemps. La ville entière avait pris son parti, et l'avait honorablement placée sous bonne garde dans le palais des rois. Ces défenseurs de l'innocence opprimée furent joints alors par les chefs de la ligue, qui prenait chaque jour de nouvelles forces. Ni la mort soudaine et inexpliquée d'Albuquerque, ni la déposition de Fadrique, ne ralentirent leur zèle; et, pour montrer qu'ils voulaient obtenir seulement la réparation des fautes, et rien de personnel, ils envoyèrent des messagers au roi, protestant de leur attachement à sa personne, et promettant de mettre bas les armes s'il consentait à renvoyer sa maîtresse et ses parents, et à retourner à la reine. Pierre, bien résolu de ne faire ni l'un ni l'autre, mais sentant la nécessité de traîner les négociations en longueur, nomma des commissaires pour traiter avec ceux de la ligue, qui avait acquis alors une formidable puissance par sa réunion à la reine-mère. Celle-ci, pour amener adroitement un arrangement à l'amiable entre son fils et ses barons, les invita à venir tous à Toro, où elle faisait sa résidence. Cette invitation fut acceptée; mais Pierre s'aperçut bientôt qu'il était le prisonnier des ligueurs, changeant les officiers de sa maison, les remplaçant par d'autres de leur propre parti, épiant soigneusement chacun de ses mouvements, et le traitant en même temps avec le plus grand respect. Pour échapper à la situation, il eut recours à son moyen habituel, moyen au surplus qui ne lui réussit que trop souvent, la dissimulation d'une part, et la corruption par les présents. Bertrand lui-même, le légat du pape, qui arrivait à Burgos dans le dessein de lui reprocher ses fautes, devint complétement sa dupe. Le roi protesta si fortement de sa volonté expresse de vivre désormais avec Blanche, il témoigna tant de dégoût pour Marie, qui, disait-il, était enfin décidée à prendre le voile, que Bertrand se hâta d'assurer Sa Sainteté que tout désordre allait cesser; et, au lieu d'excommunier le roi comme il se le proposait, il cita les évêques d'Avila et de Salamanque seuls à comparaître devant la cour de Rome. Le roi bientôt après réussit à s'échapper et à s'enfermer dans la forteresse de Ségovie.

Après avoir ainsi joué ses adversaires, Pierre assembla les états à Burgos, et, usant de ses artifices ordinaires, il représenta qu'il était sans cesse arrêté dans ses désirs de bonheur pour son peuple par sa mère, ses frères et tous les autres rebelles, qui n'avaient d'autre dessein que de tyranniser la nation, montrant la nécessité de les soumettre, et demandant, pour soutenir cette guerre, des secours extraordinaires. Ces secours cependant ne furent accordés qu'à la condition

qu'il vivrait bien avec la reine Blanche. Il le jura solennellement, mais, on peut le dire, sans la moindre intention de tenir son serment. Après un inutile assaut sur Toro, il retourna vers Tolède, objet de sa haine particulière. Sans espoir raisonnable de réussir, il voulut forcer l'entrée de la ville, et en chasser les troupes de son frère Henri. Jamais cependant ce but n'aurait été atteint, si les habitants n'avaient eu foi en ses serments au représentant pontifical. L'infortunée Blanche fut donc emmenée non dans un palais, pour y jouir de ses droits de reine, mais dans la forteresse de Siguenza, dont l'évêque était aussi en prison. Quelques-uns des plus dangereux ligueurs furent décapités ou pendus; le légat Bertrand ne retint plus alors les foudres de l'Église; Pierre, Marie de Padilla, et même Juana de Castro, furent excommuniés, et le royaume soumis à l'interdit. Mais ces foudres de l'Église passèrent sur la coupable et royale tête sans lui causer aucun effroi; Pierre se hâta au contraire de marcher sur Toro, où sa mère et beaucoup des ligueurs étaient demeurés. Ses premières tentatives furent infructueuses; mais, après un siége de quelques mois, les habitants, se fiant à ses promesses de clémence, lui ouvrirent leurs portes. Comment il tint ces promesses, on le sut le jour même de son entrée, où il força sa mère d'assister à l'exécution de quelques seigneurs dont il ordonna la mort. La reine s'évanouit à ce sanglant spectacle, et sa première parole, en recouvrant ses sens, fut une prière pour qu'on la laissât se retirer en Portugal : cette demande lui fut accordée. Beaucoup de barons castillans s'enfuirent en même temps en Aragon (1).

Le peu d'années qui suivirent furent employées par Pierre dans des guerres, ou pour mieux dire des escarmouches, tant par terre que par mer, contre le roi d'Aragon. Aucun succès décisif ne fut remporté ni par l'un ni par l'autre; mais beaucoup de seigneurs mécontents prirent parti dans les troupes aragonaises, action qu'on ne saurait flétrir trop fortement, et qui diminue l'intérêt attaché à la manière dont ils étaient traités quand ils tombaient entre les mains de leur maître irrité. On ne peut même nier à cet égard que le roi de Castille n'ait été souvent et cruellement provoqué. Ses nobles se révoltaient pour la moindre cause, et souvent même sans motif. Mais si véritablement on ne peut l'accuser d'avoir fait périr aucun de ses sujets sans qu'il lui fût donné un motif, soit par des conspirations secrètes, soit par une rébellion ouverte, on peut ajouter aussi que la barbarie de ses exécutions, la duplicité avec laquelle il projetait froidement la perte de ceux qu'il avait soumis en jurant le pardon, l'adresse perfide de ses promesses et de ses serments pour faire tomber ses ennemis en son pouvoir, sans excepter même ses proches, lui ont mérité à juste titre le surnom de Cruel, et de tyran sanguinaire. L'affreuse exécution de son frère Fadrique, grand-maître de Santiago, en 1358, le caractérise parfaitement. Sur quelques soupçons, qu'on ne put ni établir en justice, ni peut-être même reconnaître, que le grand-maître entretenait des intelligences avec le roi d'Aragon, il fut rappelé des frontières de Valence à Séville, où le roi était alors. Il le trouva, à son arrivée, jouant aux échecs dans un des appartements de l'Alcazar, et paraissant de très-bonne humeur. Sa réception fut parfaitement amicale; et il lui dit qu'ayant besoin de se reposer un peu dans sa *posada*, il reviendrait lorsqu'il serait remis de ses fatigues. Fadrique, le quittant alors, entra dans l'appartement de Marie de Padilla. Cette dame, connaissant le sort qui l'attendait, le reçut avec un visage tout rempli de tristesse; ce qui prouverait que, malgré ses fautes, on ne

---

(1) *Chronicon Conimbricense.* Ayala, *Cronicas de los Reyes de Castilla.* Sanchez, évêque de Palencia. Francisco Tarapha, *Canon de Barcelone.* Alphonse de Carthagène, évêque de Burgos. Zurita, *Anales de Aragon.* Lemos, *Histoire générale de Portugal.* Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, par Hermilly; et quelques autres.

pouvait l'accuser de cruauté. En arrivant dans la cour de l'Alcazar, il fut très-surpris de trouver ses gens et ses mules renvoyés, et toutes les portes fermées. Il commença à comprendre le danger de sa situation, et bien plus encore lorsque deux cavaliers descendirent pour l'informer que le roi le demandait. Sentant toutefois que la moindre apparence de crainte ne remédierait à rien, il remonta vers l'appartement de Pierre. En parcourant les corridors, il remarqua, non sans effroi, que toutes les chambres, même celle où on lui fit attendre la présence de son frère, étaient fermées. Sur ces entrefaites arrivèrent ensemble le grand-maître de Calatrava et Pedro Lopez de Padilla, capitaine des *ballasteros*. La porte s'étant ouverte en même temps, le roi cria à don Lopez : « Saisissez le grand-maître ! — Lequel? demanda celui-ci. — Celui de Santiago ! reprit le roi. » Le capitaine s'approchant alors dit à Fadrique : « Rendez-vous ; » et Pierre, se tournant aussitôt vers quelques *ballasteros* qui l'environnaient, leur cria : « Tuez le maître de Santiago ! » Le commandement du meurtre d'un frère frappa ces hommes d'une si grande surprise, qu'ils restèrent immobiles, se regardant les uns les autres. « Traîtres ! s'écrièrent ceux qui étaient de l'horrible secret, traîtres ! pourquoi donc tardez-vous? n'entendez-vous pas l'ordre du roi ? » Levant alors leurs masses d'armes, ils s'approchèrent de Fadrique, qui, d'un bond leur échappant, s'enfuit dans le corridor, poursuivi par les assassins. Il essaya de tirer son épée ; mais la poignée s'étant brisée dans sa main, la victime se mit à parcourir le corridor d'un bout à l'autre pour échapper aux terribles coups des massiers. A la fin un d'eux le frappa si fortement sur la tête qu'il l'étendit sur le plancher, et deux autres vinrent alors lui plonger leurs poignards dans le sein. Le voyant terrassé, Pierre quitta le corridor, en peine de quelques-uns des serviteurs de son frère, auxquels il avait réservé le même sort. Un seul fut trouvé dans l'appartement de Marie de Padilla, où il s'était réfugié pour échapper aux meurtriers de son maître. Découvert dans sa retraite, il s'empara d'une fille du tyran dont il se servit quelque temps comme d'un bouclier présenté à ses assassins. A la fin on la lui arracha, et la dague du roi trouva le chemin de son cœur.

Cet acte abominable ne fut pas plutôt commis que le tyran envoya ses ordres pour l'exécution de plusieurs chevaliers dans différentes villes du royaume. Sa joie de son affreux triomphe était si grande qu'il insistait pour dîner dans la chambre où le cadavre de son frère était resté étendu. Ce fut alors qu'il s'engagea avec son cousin don Juan, infant d'Aragon, à lui faire obtenir la suzeraineté de Biscaye, appartenant à son frère don Tello, dont il voulait se défaire comme il avait fait de Fadrique. Le roi et le prince partirent donc ensemble pour cette province ; mais, en arrivant à Aguilar, ils trouvèrent que Tello, ayant appris leurs projets meurtriers, avait fui à leur approche. Pierre le suivit jusqu'à Bermeo, où il arriva comme le fugitif venait justement de s'embarquer pour Bayonne. Dans son aveugle fureur en voyant sa proie lui échapper, il se jeta dans le premier vaisseau qu'il trouva dans le port, et donna ordre de la poursuivre ; mais la mer devint si grosse qu'il fut contraint d'abandonner son entreprise et de rentrer à Bermeo. La Biscaye ayant ainsi perdu son seigneur, l'infant don Juan réclama l'exécution des promesses royales. Mais l'esprit du roi était maintenant changé ; ayant recours à sa duplicité ordinaire, il amusa son cousin, lui assurant qu'il ne pouvait rien sans les états de la province, et qu'il les convoquerait le plus tôt possible. Il les convoqua en effet, mais ce fut pour se faire conférer à lui-même la souveraineté de la Biscaye. L'infant indigné quitta Pierre avec fureur ; mais il revint bientôt à Bilbao, calmé par de nouvelles promesses du roi, qui lui jura que son ambition était enfin grandement satisfaite. Juan, en arrivant dans cette ville, courut au palais occupé par la cour. Comme il approchait des appartements royaux, quelques-unes des créatures

du tyran, sous le prétexte de plaisanter, lui ôtèrent son poignard, seule arme qu'il eut sur lui; au même instant il fut frappé sur la tête avec une masse d'arme, et un second coup le renversa sans vie sur la terre. Son corps, lancé d'abord dans la rue par les fenêtres de l'appartement occupé par le roi, fut ensuite transporté à Burgos et jeté dans la rivière.

Pour venger le meurtre de ces victimes, les deux frères Henri et Tello, qui étaient retournés en Aragon, firent de fréquentes irruptions en Castille. Dans une bataille livrée en 1359 ils triomphèrent d'Hinestroja, qu'ils laissèrent mort sur le champ de bataille; et dans plusieurs autres circonstances, ils remportèrent un butin considérable (1). Mais rien ne changeait le roi, qui persévérait dans le cours de ses barbaries, comme si son trône eût été inébranlable. Il est impossible de spécifier tous les meurtres dont il se chargea. Nous en citerons quelques-uns encore qui le caractérisent plus particulièrement, ou qui exercèrent une certaine influence sur les événements suivants. Par vengeance du secours prêté à ses sujets révoltés par l'infant d'Aragon, il mit à mort la reine douairière de ce pays, qui avait longtemps résidé en Castille, et qui était sa propre tante. Mais son infâme traité avec Pierre, le roi de Portugal, révèle encore mieux sa nature : sachant combien ce souverain aspirait à la destruction de tous ceux qui avaient trempé dans le meurtre d'Inès de Castro, et dont quelques-uns avaient cherché un refuge en Castille; et non moins avide de son côté de tirer vengeance de trois ou quatre de ses sujets hostiles qui avaient imploré la protection du roi de Portugal, il proposa de livrer les Portugais en échange des Castillans réfugiés. Le cœur du prince lusitanien ressentit une joie sauvage de cette offre. Quoiqu'il soit impossible d'avoir de la compassion pour les meurtriers d'Inès, néanmoins l'on doit exécrer la perfidie avec laquelle les lois sacrées de l'hospitalité furent sacrifiées à une atroce vengeance. Si le roi de Castille se contenta de bannir simplement l'archevêque de Tolède, l'ami et le protecteur de Blanche de Bourbon, c'est que probablement il craignit, non point le pape dont il méprisait le pouvoir, mais son propre peuple, qui, tout soumis qu'il fût à sa volonté dans la plupart des occasions, n'aurait point assisté en témoin impassible au meurtre du prélat. Quant au roi de France, il s'en souciait aussi peu que du pape ; car tous deux étaient des ennemis fort éloignés : l'Espagne en vit une funeste preuve en 1361, dans la mort tragique de la malheureuse reine. Des ordres pour s'en défaire par le poison furent donnés d'abord au gouverneur de Xerès, auquel la garde de sa personne avait été confiée pour quelque temps; mais ce gouverneur, Inigo Ortiz de Zuniga, qui doit être révéré par la postérité, refusa de devenir le bourreau de la reine. Il est étonnant qu'il ne payât point sa désobéissance de la vie, ainsi qu'il s'y attendait sans doute. Un agent moins scrupuleux pour cet ordre sanglant fut trouvé dans l'un des *ballesteros* du roi, Juan Perez de Robledo, qui courut à la forteresse, remplaça le noble Inigo Ortiz dans le commandement, et accomplit l'action atroce par le poison ou par le fer. Le même destin tomba sur Isabelle de Lerra, veuve de l'infant don Juan, que le tyran avait immolé à Bilbao (1).

(1) Pendant que Pierre était à Bajora avec le projet de défendre les frontières contre ces irruptions, un prêtre de Saint-Dominique de la Calzada lui prophétisa, dit-on, qu'il serait assassiné, à moins qu'il ne se tînt bien sur ses gardes. «Qui vous a appris cela? lui demanda le roi. — Nul, répondit-il, que saint Dominique.» Pierre regarda cela comme une misérable invention de l'ennemi, et ordonna que le prêtre fût brûlé vif.

Cette anecdote, vraie ou fausse, est extraite de la chronique du contemporain Lopez de Ayala.

(1) Ayala, *Cronicas de los Reyes de Castilla.* — *Chronicon Conimbricense* (apud Florez, *Es-*



Le meurtre de Blanche fut suivi de la mort naturelle de la maîtresse du roi, Marie de Padilla. Que ce fût à l'imitation du souverain de Portugal qui venait de proclamer son mariage secret avec Inès de Castro, ou parce que le Castillan avait épousé Marie de la même manière, il est certain qu'en 1362, immédiatement après le meurtre du roi de Grenade, frappé de sa propre main, Pierre convoqua les cortès à Séville, et déclara que Marie de Padilla avait été sa légitime épouse, et que pour cette raison seule il avait refusé de vivre avec Blanche de Bourbon; en conséquence il demanda que son fils Alphonse fût déclaré son successeur légitime. Trois des créatures du roi furent produites qui jurèrent sur les saints Évangiles qu'elles avaient été présentes aux noces; et les cortès, quoique bien loin d'être convaincues du fait, affectèrent de le recevoir comme réel, déclarèrent Marie reine, Alphonse héritier du royaume, et après lui les filles nées de leur monarque et de la favorite, aptes à succéder. Si un tel mariage fut en effet contracté, Blanche fut trompée aussi bien que Juana de Castro; mais, faute de preuve suffisante, l'histoire ne peut ranger la princesse française que parmi les reines de Castille. L'homme qui avait imposé à la crédulité de doña Juana, qui avait trompé sa foi lorsque cela convenait à ses vues, dont le caractère était signalé par la duplicité autant que par la violence, doit produire quelque meilleur gage que sa parole, ou son serment, ou celui de ses créatures, pour obtenir quelque crédit auprès de la postérité.

Ce fut pour se défendre contre la vengeance probable de la France et l'hostilité présente de l'Aragon, qu'en 1363 Pierre rechercha l'alliance d'Édouard III, roi d'Angleterre, et de l'héroïque Prince-Noir. Le danger était d'autant plus à redouter que le roi de Navarre se réunit à son frère d'Aragon. Pendant quelque temps l'avantage resta du côté du Castillan, qui, dès 1364, réduisit divers villes dans l'État de Valence, et investit la capitale de cette province; néanmoins il fut bientôt obligé d'en lever le siége. D'ailleurs ses succès temporaires furent plus que balancés par l'activité de Henri, qui, en 1365, détermina Bertrand du Guesclin, le comte de la Marche, et d'autres chefs français, à l'aider dans son projet, pour le détrônement du tyran de Castille.

Le roi de France, Charles V, avide de venger le cruel outrage fait à la maison royale, embrassa la cause de Henri, et ordonna à ses soldats licenciés de se réunir pour l'expédition destinée contre la Castille. Pour arrêter ces forces, Pierre, en 1366, assembla ses troupes à Burgos. Il ne fut pas longtemps dans l'attente de ses ennemis; conduits par quelques chefs de renom, les Français entrèrent bientôt en Catalogne, furent favorablement reçus par leur allié le roi d'Aragon, et atteignirent sans obstacles Calahorra, dont les portes leur furent promptement ouvertes. Là Henri fut solennellement proclamé roi de Castille.

L'inaction de Pierre fut telle au moment de l'invasion de son royaume, que la postérité ne sait trop s'il était un lâche, ou s'il connaissait trop bien la désaffection de son peuple pour hasarder une bataille contre l'ennemi. Contrairement aux pressantes remontrances des habitants, il quitta précipitamment Burgos pour Séville, sans oser mesurer son épée avec celle de son frère. Henri courut à la ville abandonnée, où il fut joyeusement accueilli par beaucoup de députés des villes, et couronné dans le monastère de Huelgas. Avec l'argent qu'il trouva dans l'Alcazar, et avec les présents que lui firent les habitants juifs, il se trouva en état de satisfaire ses compagnons. Pour les chefs, il les récompensa plus noblement : ainsi à du

---

paña sagrada, XXIII, 343-346). Rodericus Santius, episcopus Palentinus, *Historia Hispanica*, lib. IV, cap. 14 et 15. Alfonsus à Carthagena, episcopus Burgensis, *Anacephaleosis*, cap. 88. Franciscus Carapha, canonicus Barcionensis, *de Regibus Hispaniæ*, p. 563 (omnes apud Schottum, *Hispania illustrata*, t. I). Zurita, *Anales de Aragon* (in regno don Pedro IV). Lemos, *Historia geral de Portugal*, t. IV, liv. 17.

Guesclin il donna la seigneurie de Molina et de Trastamara, et à l'anglais Hugh de Caverley, qui avait avec le chevalier breton le principal commandement des auxiliaires, il conféra la cité et la seigneurie de Carrion; à son frère Tello, la souveraineté de la Biscaye; à Sancho, l'autre frère, celle d'Albuquerque et de Ledesma. Alors il ne perdit pas de temps à poursuivre Pierre; se présentant devant Tolède, il somma cette place importante de se rendre, et après quelques délibérations on se soumit à ses ordres. Là il fut joint par des députés d'Avila, Ségovie, Madrid, Cuença, Ciudad-Real, qui lui apportèrent la soumission de ces villes. Il se trouvait maintenant maître de toute la nouvelle Castille.

La rapidité de ces succès convainquit le coupable Pierre que ses propres sujets seuls ne formeraient qu'un faible rempart à opposer aux attaques de son frère. Pour se procurer l'aide du Portugal, il envoya sa fille, Béatrix, maintenant héritière de ses États (car son fils Alphonse n'existait plus), dans ce pays, avec un grand trésor, comme une portion de sa dot, pour l'infant Ferdinand, auquel elle avait été promise. Lui-même fut bientôt obligé de la suivre: une insurrection des habitants de Séville, qui se déclarèrent ouvertement pour Henri, inspirant à l'odieux tyran une juste crainte pour sa vie, il s'enfuit sur le territoire de son oncle et allié. Mais là de nouvelles mortifications l'attendaient: le Portugais lui remit sa fille et ses trésors, sous le prétexte que les États de Castille, ayant reconnu Henri, il n'avait pas l'intention de plonger les deux royaumes dans une guerre sanglante. Tout ce qu'il put obtenir, ce fut la permission de passer par le territoire portugais pour gagner la Gallice; ce qui était une sorte de faveur, car il n'osait pas se hasarder dans l'Estremadure. Il ne fut pas plutôt arrivé à Monteras, que l'archevêque de Santiago, Ferdinand de Castro, et d'autres seigneurs galliciens, se joignirent à lui, et lui conseillèrent de tenter le sort des armes, d'autant plus que Zamora, Soria, Logrono et d'autres cités tenaient encore pour lui; mais, quoiqu'ils lui offrissent de l'aider avec deux mille fantassins et cinq cents chevaux, par peur ou par défiance il rejeta la proposition, et se mit en route pour Santiago, avec la résolution de marcher de là vers la Coruña, et de s'embarquer pour Bayonne, où il joindrait son allié le prince de Galles.

Pierre atteignit la ville de Santiago vers le milieu de juin. Tandis qu'il était en ce lieu, il arrêta dans son esprit le meurtre de l'archevêque, résolution tellement extraordinaire qu'on ne peut se l'expliquer, mais qui le caractérise suffisamment; car, lorsqu'il s'agissait de sang ou de pillage, il s'inquiétait peu des raisons de sa conduite. Peut-être le prélat lui avait reproché ses crimes passés, et l'avait pressé de s'amender; peut-être le roi se défiait de don Suero comme de presque toute créature humaine: du moins est-il certain que l'archevêque lui était suspect et odieux comme natif de Tolède, ville qui avait encouru sa haine, non-seulement par la généreuse défense prêtée à la reine Blanche, mais par la reconnaissance de Henri. Mais son plus puissant motif pour cette action atroce était son désir d'obtenir les villes et les forteresses de don Suero. Sous prétexte d'affaires pressantes, il manda le prélat qui s'était retiré dans une résidence de campagne près de la ville, et qui se rendit aussitôt à ses ordres. A la porte de la ville don Suero rencontra vingt cavaliers qui l'escortèrent jusqu'à l'entrée de l'église, où Pierre se tenait comme pour le recevoir. Là il fut aussitôt percé au cœur à coups de lance. Le doyen qui l'accompagnait partagea le même sort; puis l'église fut spoliée, digne couronnement de cet acte sanglant. Les forteresses du prélat immolé furent immédiatement occupées. L'assassin, abandonnant ces places et la défense de ses intérêts aux soins de Ferdinand de Castro, se rendit avec sa fille à la Coruña, où, avec une flotte de vingt-deux voiles, il s'embarqua pour Bayonne. Ainsi en trois mois à peine, sans qu'il y eût une simple bataille, ce lâche tyran fut privé d'un puissant royaume. Toutefois l'on peut douter que la majo-

rité du peuple se souciât beaucoup de l'un ou de l'autre prince. Les rigueurs capricieuses de Pierre ne tombaient guère sur les classes inférieures ; en effet il y a lieu de croire que, quelles que fussent ses cruautés envers ses barons suspects et habituellement rebelles, il faisait administrer la justice avec impartialité, et qu'il n'ordonnait pas de mettre d'impôts sans nécessité sur les grandes villes.

Le roi exilé fut bien reçu par le héros anglais, qui entreprit de le rétablir sur son trône. Le traité qui unissait les deux princes rendait l'assistance d'Édouard presque obligatoire. En outre il était de son intérêt de s'opposer à l'allié intime de la France, et sa propre ambition n'était pas médiocrement satisfaite par l'offre de la seigneurie de Biscaye avec cinquante-six mille florins d'or pour lui-même, et cinq cent cinquante mille pour l'entretien de son armée. Pour assurer l'accomplissement ponctuel des autres conditions, Pierre remit ses filles comme otages entre les mains du Prince Noir. L'entreprise fut sanctionnée par le monarque anglais, et les préparatifs commencèrent immédiatement (1).

Dans le même temps Henri avait été joyeusement reçu à Séville, et reconnu par toute l'Andalousie. Dans cette ville il trouva un trésor considérable que les habitants avaient arraché au roi fugitif, et avec lequel il paya ses mercenaires avant de les congédier. Ce renvoi de tant d'utiles soutiens fut une grande faute ; car, encore bien qu'il pût compter sur une portion considérable de ses sujets qui s'armaient pour sa défense, la proportion ne s'élevait peut-être pas à la moitié : bien des gens se tenaient à l'écart par désaffection, et beaucoup d'autres ne se souciaient pas de se jeter dans la guerre civile. D'ailleurs ils savaient que le formidable prince Édouard se préparait à soutenir son rival. Se voyant maître du royaume, à l'exception de la Galice, Henri marcha pour réduire cette province. Il resserra étroitement Fernando de Castro dans la ville de Lugo. Mais à la nouvelle des préparatifs faits par le prince anglais, il fit avec Fernando un traité en vertu duquel celui-ci convint de rendre la place, si aucun secours ne lui arrivait avant Noël ; et, en échange de cette soumission, Henri promit de conférer à Fernando la seigneurie de Castro Xeriz. De Lugo le roi se rendit à Burgos, où il réunit les cortès, et obtint les subsides nécessaires pour la défense du royaume. Il renouvela son alliance avec le roi d'Aragon ; et dans une entrevue avec le souverain de Navarre sur les confins des deux États, il finit par déterminer ce dernier monarque, moyennant un présent de soixante mille pistoles et la promesse de deux forteresses, à refuser un passage au prince de Galles. Néanmoins le roi de Navarre ne fut pas plutôt de retour à Pampelune, qu'il reçut des messagers de Pierre lui offrant de le mettre en possession d'Alava et de Guipuscoa, ainsi que des deux places importantes de Logrono et de Vittoria, s'il voulait laisser le prince anglais traverser son territoire sans l'inquiéter. Charles ne fit aucune difficulté d'accepter cette dernière proposition, comme il avait accepté la première.

Les préparatifs du prince anglais étant complétés dès le printemps de 1367, il passa les Pyrénées à Ronceveaux, et descendit dans les plaines de la Navarre. Dans son armée, composée d'Anglais, de Normands et de Gascons, se trouvaient aussi quelques-uns des plus brillants chevaliers de l'Angleterre. Au lieu de s'opposer à son passage, Charles exprima secrètement le désir qu'Olivier de Manny, l'un des généraux d'Édouard, l'arrêtât tandis qu'il chassait dans un certain

(1) Lopez de Ayala, *Cronicas de los Reyes de Castilla* (in regno don Pedro usque ad annum XXVI). Froissard, *Chronique d'Angleterre*. Rodericus Santius, *Historia Hispanica*, liv. IV, cap. 17. Franciscus Tarapha, *de Regibus Hispaniæ*, p. 563. Alphonsus a Carthagena, *Anacephaleosis*, cap. 88 (omnes apud Schottum, *Hispania illustrata*, tom. I). Zurita, *Anales de Aragon* (in regno don Pedro IV). Lemos, *Historia geral de Portugal*, tom. IV, lib. II. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, par Hermilly, tom. V.

endroit, et le fit prisonnier. Par cette espèce de violence il espérait s'excuser de son inaction auprès d'Henri. Olivier agit suivant les instructions, et le prince anglais poursuivit sa marche vers les frontières de Castille. Il fut joint par sir Hugues de Calverley, qui préféra la perte de sa nouvelle seigneurie de Carrion à la violation de sa foi de vassal envers son chef naturel. Henri s'avança aussi; mais il connaissait si bien la valeur de son illustre antagoniste, qu'il réfléchit s'il ne devrait pas se borner à harceler les flancs des envahisseurs, à leur couper les convois, et à les forcer par la famine à la retraite. Néanmoins, dans un conseil de guerre qu'il assembla pour entendre les opinions de ses officiers sur le plan de campagne, ses chefs castillans le convainquirent que, s'il refusait la bataille, plusieurs villes se déclareraient immédiatement pour Pierre, et il résolut de tout risquer. Il devait avoir de la confiance, et même, si les informations de Froissard sont exactes, son armée, de soixante-dix mille hommes, ne devait lui laisser aucune crainte sur le résultat. L'un de ses détachements eut l'avantage sur un parti de fourrageurs des alliés. Le 2 avril, les deux armées ennemies se rencontrèrent à l'ouest de Logrono, à quelques milles au sud de l'Èbre. Les Castillans occupaient le terrain touchant à Najera; les alliés campaient à Navarrette. Pour épargner l'effusion du sang chrétien, Édouard envoya par un héraut une lettre au camp de Henri (1), exposant les justes causes qui avaient armé le monarque anglais pour la défense d'un allié et d'un parent, mais offrant en même temps sa médiation entre les deux partis. Sa lettre, qui était adressée au *noble et puissant prince* Henri, comte de Transtamare, non pas au roi de Castille, fut courtoisement reçue par Henri. Dans sa réponse il insistait sur les cruautés et les oppressions du gouvernement de Pierre, dont il représenta l'expulsion comme l'acte d'une nation indignée, et il exprima sa résolution de maintenir les droits de la nation et les siens par les armes.

La bataille qui décida du destin des deux rois commença le lendemain matin 3 avril. Les cris de guerre Guienne et Saint-George d'un côté, Castille et Santiago de l'autre, furent bientôt étouffés par le retentissement des armes, les clameurs des vainqueurs et les gémissements des mourants. Durant quelques instants la lutte fut furieuse; mais qui pouvait résister au vainqueur de Crecy et de Poitiers? Une charge impétueuse sur l'aile gauche de Henri, par le prince en personne, épouvanta don Tello, qui commandait un corps de cavalerie, et qui s'enfuit du champ de bataille; peut-être fut-il aussi perfide que lâche. Pour Henri, il combattit noblement; ainsi fit aussi son rival, qui se montra aussi vaillant qu'il était cruel. Après la fuite de don Tello, l'infanterie de Castille commença à lâcher pied, et après quelques efforts désespérés de Henri pour soutenir le combat, il fallut renoncer à toute résistance. Toutefois on ne compta que huit mille morts du côté des vaincus; mais il y eut un nombre énorme de prisonniers. Une poignée de fidèles seulement accompagna le comte vaincu en Aragon, d'où il s'échappa en France. Rarement on trouve dans l'histoire un succès aussi brillant et aussi décisif: d'un seul coup Pierre se trouva reporté sur le trône de Castille. Mais l'héroïque vainqueur trouva peu de gratitude dans son déloyal allié; comme dans une précédente occasion, les états de Biscaye reçurent secrètement l'avis de ne point l'accepter pour leur seigneur; et ce ne fut pas sans difficultés qu'il put obtenir de Pierre le serment que l'argent dû à ses troupes serait payé en deux termes, le premier dans quatre, et le second dans douze mois (1). Mais ce qui dégoûta le plus le

(1) Froissard, chap. 235, dit qu'Henri écrivit le premier au Prince Noir pour lui exprimer son étonnement de l'invasion. Cet écrivain est très-mal informé des affaires d'Espagne.

(1) Il est probable qu'une partie du premier terme fut payée au Prince Noir avant son départ

vainqueur plein d'humanité, ce fut l'avidité que montra le roi restauré à verser le sang des prisonniers. Le Prince Noir lui en fit de sanglants reproches. « A quoi me sert donc » votre assistance, demanda le nouveau » Néron? Si je ne punis les rebelles, ils iront » de nouveau joindre Henri, et la victoire » sera sans fruit! » Toutefois le tyran fut forcé de se plier à la volonté supérieure d'Édouard, et de s'abstenir de verser du sang tant que ce prince resta en Castille. La contrainte fut de peu de durée. Ayant fait la paix entre les rois de Castille et d'Aragon, recommandé au premier de rechercher l'amour de ses peuples, le héros anglais retourna en Guienne.

De Burgos, où il s'était séparé du Prince Noir, Pierre se rendit à Tolède, où il mit à mort quelques individus suspects. Il accomplit de bien plus grandes horreurs en personne à Cordoue, et par ses émissaires à Séville. Il ne respirait que la destruction de tous ceux qui avaient montré du zèle au service de Henri, surtout s'ils avaient quelques biens avec lesquels il pût remplir ses coffres vides. Il ne faut pas s'étonner que les personnes ainsi menacées combinassent leurs efforts pour mieux résister, et que des villes mêmes, qui avaient observé sa conduite, se déclarassent de nouveau pour Henri, en l'invitant à venir faire un second effort pour saisir la couronne. Ce prince intéressa bientôt en sa faveur le roi de France et le pape. Il reçut de tous deux des présents considérables en argent, avec lesquels il acheta des armes et leva des soldats. Ces préparatifs ne restèrent point inconnus au prince de Galles; mais celui-ci avait trop bien appris à connaître le caractère de Pierre pour se mêler encore de ses affaires; désormais il se tint à l'écart des deux partis, et quoique sollicité par les rois d'Aragon et de Navarre de se joindre à eux pour profiter des luttes des deux rivaux, il ne voulut point se laisser aller à une telle rapacité. Il voulait naturellement assurer les avantages qui lui avaient été promis, et l'acquittement des engagements à son égard; mais il se contenta de négociations et de remontrances, et ne se mêla d'ailleurs aucunement des événements qui suivirent.

Vers la fin de l'année 1367, Henri entra en Espagne par le Roussillon, à la tête de troupes qui ne s'élevaient pas au-dessus de quatre cents lances. D'abord le roi d'Aragon essaya d'arrêter sa marche à travers ce royaume, mais avec peu de zèle. Les soldats envoyés pour lui faire obstacle favorisèrent le passage en Navarre. Ayant franchi l'Èbre à Azagra, et mis le pied sur le territoire castillan, Henri traça une croix sur le sable, et jura par ce signe de ne point renoncer à son entreprise, tant qu'il lui resterait un souffle de vie. Les habitants voisins de Calahorra le reçurent avec empressement dans leurs murs. Là il fut joint par beaucoup de barons castillans qui lui amenaient des renforts considérables, et par l'archevêque de Tolède. Sa réception à Burgos ne fut pas moins satisfaisante. L'exemple de cette ville détermina Cordoue à se déclarer aussi pour lui. Néanmoins il ne marcha pas immédiatement vers le midi, et tourna ses armes contre quelques forteresses de la Vieille-Castille : Léon fut assiégée et prise; les Asturies se soumirent; Illescas, Buytrago et Madrid ouvrirent leurs portes après une courte lutte, et Tolède, qui promettait une résistance plus obstinée, fut investie. Il est important d'observer que la résistance que l'on rencontra fut l'œuvre des citoyens, qui étaient généralement attachés à Pierre, tandis que les barons et les hidalgos étaient généralement pour Henri. Cette circonstance donne un grand poids au soupçon que Pierre, en gouvernant les ordres privilégiés avec un sceptre de fer, favorisait l'indépendance du peuple.

Les succès de l'envahisseur provoquèrent Pierre à quelque activité pour la défense de

de Burgos. Ces trésors restèrent dans cette ville avec une portion des troupes jusqu'en août, c'est-à-dire environ quatre mois après son entrée dans le royaume.

son trône chancelant. Son allié le roi de Grenade fut déterminé à s'armer en sa faveur et à lui amener six mille cavaliers et trente mille fantassins. Ses propres troupes ne surpassaient pas beaucoup le nombre de sept mille ; mais les forces réunies étaient formidables. Cordoue fut immédiatement attaquée par les deux rois ; mais la défense fut si vigoureuse, et la perte des assiégeants si énorme, que l'entreprise fut bientôt abandonnée. Les troupes de Mohammed V retournèrent à Grenade, et, quoiqu'ensuite elles rentrassent en campagne, elles agirent moins pour secourir leur allié que pour tirer quelque avantage au profit de leur souverain de la confusion des temps. Les opérations de la guerre, destructives pour le royaume, ne se conduisirent plus d'une manière décisive. Dans le nord, Vittoria, Salvatierra, Logrono et quelques autres places qui tenaient pour Pierre, se soumirent au roi de Navarre de préférence à Henri, tant était grande leur répugnance pour ce champion de la tyrannie féodale. Tolède repoussa vigoureusement ses assauts. Pour secourir cette importante cité investie depuis près de deux mois, Pierre quitta Séville dès le mois de mars 1369, et, passant par Calatrava, se dirigea vers Montiel, avec l'intention d'attendre quelques renforts expédiés de Murcie, avant de tenter un engagement avec son rival. Ses mouvements furent observés par le comte de Transtamare qui convoqua un conseil de guerre, et là on décida que le prince, laissant une faible force pour poursuivre le siége, prendrait le reste de ses troupes, et forcerait Pierre à accepter la bataille avant l'arrivée des secours attendus. A ce moment, Bertrand du Guesclin amenait de France un corps de six cents lances. Maintenant Henri mit sa petite armée en mouvement ; il fut joint en route par le grand maître de Santiago, et poussant contre Montiel avec une incroyable rapidité, il tomba sur les avant-postes de Pierre qui se retirèrent précipitamment dans la forteresse.

Avec des forces inégales, Pierre fut maintenant assiégé dans cette place, sans pouvoir recevoir de secours que son rival interceptait à tous les instants. Ce qui ajoutait aux difficultés de sa position, c'était le manque de vivres et d'eau, en sorte que ses hommes commencèrent à déserter un à un, ou à se retirer dans leurs foyers. Alors il songea au moyen d'évasion. L'un de ses chevaliers, Mendo Rodriguez, qui était lié intimement avec Bertrand du Guesclin, s'adressa du haut des remparts à son ami, et lui exprima le désir de le voir en secret. Du Guesclin y consentit, et il lui dit de venir cette nuit même à sa tente. Rodriguez fut ponctuel au rendez-vous. De la part de son royal maître il offrit à son ami la possession héréditaire de Soria, Almazan, Monteagudo, Atienza, Deza et Moron, avec deux cent mille doublons d'or, si le capitaine breton voulait aider Pierre à s'échapper. Le chevalier répondit qu'il ne pouvait accepter la proposition, attendu qu'il servait dans cette guerre par ordre de son seigneur naturel le roi de France. Néanmoins Rodriguez lui censeilla d'y penser plus à son aise, ce que l'autre promit de faire, et il le quitta. Du Guesclin communiqua la chose à ses amis, observant en même temps qu'il ne devait rien faire de contraire aux intérêts de Henri, et leur demanda si l'ouverture ne devait pas être transmise à ce prince. Ils le pressèrent de communiquer toute l'affaire à Henri, et il suivit leur conseil. Le comte le remercia pour sa fidélité, et lui dit qu'il aurait tout ce qui lui avait été promis, et plus encore, s'il voulait attirer Pierre à sa tente et informer Henri aussitôt que le prince serait arrivé. On nous dit que l'âme du chevalier breton se souleva contre une telle perfidie, mais que ses scrupules furent dissipés par ses amis, qui le pressèrent d'accepter une proposition qui finirait la guerre d'un seul coup et le ferait bien riche. La facilité avec laquelle il consentit à entacher son honneur de chevalier peut bien élever quelques doutes sur la répugnance réelle qu'il prétendit d'abord éprouver. Quoi qu'il en soit, il assura Mendo Rodriguez qu'il prendrait des mesures pour la sûreté du roi, et il fut convenu

que Pierre quitterait la forteresse le soir du 23 mars; qu'il se rendrait à la tente du Breton, pour être escorté ensuite jusqu'à une place sûre. A l'heure indiquée, le roi, accompagné de trois de ses chevaliers les plus dévoués, se rendit sans bruit vers la tente du capitaine français. En arrivant, il descendit de cheval, et dit à du Guesclin : « Partons tout de suite. » Comme aucune réponse ne lui fut faite, il soupçonna la vérité, et voulut remonter à cheval; mais il fut retenu par l'un des Bretons qui se trouvait là. Au même moment entra Henri, qui avait été averti de l'arrivée de sa victime; mais d'abord il ne reconnut pas son frère, si grande était l'altération que peu d'années avaient faite sur les traits de Pierre. «Voici votre ennemi,» dit l'un des assistants, montrant le roi : même alors le roi douta encore, jusqu'à ce que Pierre s'écria : « Je le suis, je le suis.» Henri tira sa dague et blessa le roi au visage. Tous deux maintenant se saisirent, tombèrent et roulèrent par terre; mais la lutte fut de courte durée. Le comte était armé complétement; probablement il fut aidé par ses satellites, et son poignard arracha la vie au monarque couché sous lui.

Selon un Catalan cité par Zurita, Pierre l'aurait emporté s'il n'avait pas été désarmé; le comte était sous le roi, mais ce dernier, étant blessé par un des satellites de Henri, lâcha prise, et laissa à son rival la facilité de se lever et de l'immoler (1).

Dans les temps modernes, des tentatives ont été faites par Mondejar et d'autres critiques pour justifier la mémoire de ce roi, par le motif que le chroniqueur et contemporain de Pierre, Lopez de Ayala, était un aveugle partisan de son rival, et l'a traité en ennemi. Mondejar nous parle d'une chronique de ce roi écrite par don Juan de Castro, évêque de Jaën, dans laquelle Pierre est représenté comme l'un des meilleurs monarques du siècle, comme un souverain qui, protégeant les opprimés, était seulement sévère contre ses turbulents barons, violateurs des lois. Il peut y avoir quelques vérités dans cette dernière assertion : Pierre ne fut probablement pas ennemi des classes inférieures, et se montra désireux de briser le pouvoir trop fort des nobles. En admettant même, ce qui est assez probable, que son caractère a été noirci par Ayala, la moitié seulement des faits racontés par cet auteur suffirait pour en faire un personnage odieux, et les détails minutieux des récits du chroniqueur leur donnent une apparence d'authenticité. Tant que la chronique prétendue de Castro ne sera point produite, et on la cherche en vain depuis trois cents ans, pour être comparée avec Ayala, la critique est forcée de recevoir le témoignage du dernier, confirmé en outre par Froissard et d'autres écrivains contemporains. Pierre fut débauché autant que cruel, ainsi qu'on peut le voir par le nombre de ses maîtresses (1), pour ne rien dire de ses deux prétendues

---

(1) Lopez de Ayala, *Cronica del rey don Pedro*. Froissard, *Chronique d'Angleterre*. *Chronicon Conimbricense*, apud Florez, *España sagrada*. Zurita, *Anales de Aragon*, lib. x. Lemos, *Historia geral de Portugal*, t. v, l. 18. Froissard dit qu'il y eut une grande bataille sous les murs de Montiel avant la mort de Pierre; que celui-ci, en essayant de s'échapper du château avec onze compagnons fut pris par l'un des ennemis; que néanmoins cet ennemi promit de protéger son évasion; qu'il fut conduit à une tente où Henri entra bientôt, disant : « Où est ce fils de putain qui s'intitule roi de Castille ? » que Pierre répondit : « ... C'est toi qui es le fils de putain, et moi je suis le fils du roi Alphonse; » que Pierre saisit Henri, le jeta par terre, et l'aurait bientôt expédié sans l'intervention des créatures d'Henri. Il ne peut y avoir de doute que Pierre fut honteusement massacré, et que le crime doit retomber sur plus d'une tête.

(1) L'une de ses maîtresses, Alphonsina Coronel, fut disgraciée pour avoir osé faire arrêter Hinestroja, oncle de Marie de Padilla. Une dame de ce nom, qui s'était réfugiée dans le couvent de Saint-Clair à Séville, ne put échapper à sa brutalité qu'en se défigurant.

Le caractère de Pierre n'était pourtant pas

femmes. De tous ses enfants, deux filles entrèrent dans la famille royale d'Angleterre : Constanza, qui épousa Jean de Gand, duc de Lancastre ; Élisabeth, qui devint la femme d'Édouard, duc d'York.

---

entièrement dépravé, ou du moins il montrait parfois d'assez grandes qualités, ainsi qu'on peut le voir par le passage suivant : « Sed et quibusdam animi artibus non caruit, si illis recte uti voluisset. Fuit enim ingenio velox, astutus et affabilis, in persuadendo promptus et dulcis, armis denique strenuus, in congrediendo primus, rebus bellicis tritus, superbos atque inobedientes raptores, viarumque insidiatores, miro modo persequebatur. » Rodericus Santius.

CHAPITRE XI.

ROYAUME DE GRENADE DEPUIS 671 DE L'HÉGIRE (1273) JUSQU'A SA CHUTE.

Mohammed II marcha avec bonheur sur les traces de son père, Mohammed ben Alhamar. A son avénement il ne fit aucun changement dans le ministère; il n'avait pas de créatures à pourvoir en déplaçant les fidèles serviteurs du dernier règne. Sa conduite à cet égard lui valut l'estime de la nation entière, si l'on en excepte quelques hommes ambitieux, qui de dépit murmurèrent d'abord, et se joignirent ensuite aux rebelles de Malaga. Réduire ces audacieux bandits, car tels on pouvait les qualifier, qui avaient causé tant de tourments à son père, fut le premier objet du nouvel émir. Mais quoique, grâce au secours de ses amis chrétiens, don Philippe et les autres nobles qui avaient fui la cour d'Alphonse, il les défit totalement près d'Antequera, ils n'eurent besoin que de se jeter dans les imprenables forteresses de Malaga pour braver sa colère.

Après cette victoire, don Philippe étant vivement pressé par son frère de revenir à sa cour, et même d'user de son influence auprès de l'émir de Grenade pour assurer les bienfaits de la paix entre les deux États, Mohammed consentit non-seulement à renouveler l'alliance, mais même à accompagner ses amis auprès d'Alphonse. Sa réception par le monarque chrétien, qui le fit chevalier, fut brillante et très-flatteuse. Comme il avait des manières engageantes, qu'il montrait beaucoup d'envie de plaire, et possédait une grande connaissance de la langue castillane, il acquit bientôt une grande faveur parmi les habitants de Séville. Toutefois il ne tarda pas à être mécontent de sa situation. Un jour qu'il rendait visite à la reine, qui prenait beaucoup de plaisir à sa conversation, elle lui dit artificieusement qu'elle avait une faveur à lui demander, et il répondit avec courtoisie que cette faveur lui serait sur-le-champ accordée. Il ne pensait pas qu'une dame s'occuperait de politique pendant une visite de cérémonie, et sa surprise fut égale à son dépit, quand il apprit qu'elle désirait lui voir faire une nouvelle trêve avec les walis révoltés; mais sa parole était donnée, et il ne pouvait la retirer. Il retourna peu de temps après à Grenade, entièrement convaincu que la rébellion se continuait par les instigations d'Alphonse. Cependant il attendit patiemment l'expiration de la trêve convenue, et comme les rebelles ne montraient aucune intention de se soumettre, il s'adressa de nouveau à Aben Jussef, lui promettant de le mettre en possession d'Algeziras et de Tarifa, à condition que les secours qu'il sollicitait seraient prompts et considérables.

Tant qu'on ne demanda l'appui d'Aben Jussef que pour la défense de l'islamisme, il montra peu d'empressement à remplir sa

promesse ; mais du moment que son imprudent allié offrit de remettre entre ses mains les clefs de l'Andalousie, il expédia dix-sept mille Africains pour occuper les deux forteresses, et dès les premiers mois de l'année 1276, il débarqua lui-même avec une autre armée. Les walis effrayés ne perdirent pas de temps pour se soumettre à leur souverain légitime, qui se laissa facilement persuader d'oublier le passé. Mais les préparatifs des deux alliés ne pouvaient pas être perdus ; en conséquence, il fut décidé que tous deux attaqueraient les chrétiens ; que, pendant qu'Aben Jussef mettrait le siége devant Ecija et Séville, Mohammed marcherait sur Cordoue (1). Quoique le gouverneur d'Ecija, Nunez de Lara, n'eût pas le tiers du nombre des soldats d'Aben Jussef, il accepta le défi de l'Africain. Les chrétiens combattirent avec une valeur désespérée ; mais à la fin ils furent obligés de plier. Nunez lui-même resta sur le champ de bataille. Le vainqueur envoya sa tête à l'émir de Grenade, qui, en la voyant, ne put retenir ses larmes, car Nunez avait longtemps séjourné à sa cour avec don Philippe. « Malheureux ami, s'écria-» t-il douloureusement, tu méritais un meil-» leur sort ! » Poussé par un sentiment qui fait honneur à son cœur, il ordonna d'embaumer la tête, de l'enfermer dans une boîte d'argent, et de la porter aux parents du mort. Ce succès toutefois ne procura aucun avantage aux alliés. Bien que Jussef investît Ecija, il fut bientôt forcé par les habitants de lever le siége. Il ravagea ensuite la campagne jusqu'aux portes de Cordoue, pendant que Mohammed battait l'infant don Sancho, archevêque de Tolède, qui conduisit témérairement une poignée d'hommes contre les envahisseurs. L'infant fut fait prisonnier. Il fut réclamé par les Africains qui servaient dans l'armée de Mohammed ; les troupes de Grenade refusèrent d'abandonner leur proie. Une querelle s'éleva, qui aurait fini par une bataille, si un cavalier maure ne s'était jeté entre les partis et n'avait percé Sancho d'un coup de lance, s'écriant en même temps : « A Dieu ne plaise que tant de braves gens » se coupent la gorge pour un chien. » Pour terminer le différend, les Africains prirent la tête, les Andalous la main droite du prince. Le lendemain, quand don Lopez Diaz s'avança pour opérer une jonction avec l'infant, et qu'il vit la crosse dans les mains des infidèles, il les attaqua avec fureur. Le combat dura jusqu'à la nuit ; et quoique la victoire fût restée indécise, la perte fut plus considérable du côté des Maures, qui abandonnèrent le champ de bataille. Dans ce moment critique, les chrétiens furent découragés par la mort de l'infant don Ferdinand, qu'Alphonse avait laissé régent du royaume pendant l'absence qu'il fit pour courir à la recherche de la couronne impériale. Mais don Sancho, frère du régent décédé, et second fils d'Alphonse, se plaça lui-même à la tête des troupes qu'il avait levées, et s'avança vers le roi de Maroc qu'il força à la retraite. Pour empêcher ce prince de recevoir aucun secours d'Afrique, il plaça une flotte dans le détroit, et coupa ainsi toute communication entre les Andalous et ce continent. Consterné de cette mesure vigoureuse, Aben Jussef, qui s'était retiré à Algeziras, demanda la paix, que Sancho lui accorda facilement, dans le but de tourner toutes ses forces contre Mohammed. En même temps, une diversion puissante fut faite en sa faveur par le roi d'Aragon. Mohammed se trouva alors dans une position critique. Abandonné par son allié, auquel il avait livré deux villes importantes, menacé par les forces réunies d'Aragon et de Castille, distrait de nouveau par la révolte des walis de Malaga et de Cadix, qui renouvelèrent leur alliance avec Sancho, il demanda aussi la paix. Après quelques difficultés il l'obtint ; mais il dut ce succès à la politique de Sancho, qui, aspirant à la succession de son frère, et conséquemment à l'exclusion

(1) Nous ferons observer encore que dans le récit des guerres de cette époque les historiens chrétiens diffèrent, et quelquefois beaucoup, des historiens arabes.

de ses enfants, désirait n'avoir pas d'ennemis extérieurs à combattre.

Le court intervalle de tranquillité qui suivit, permit à Mohammed de poursuivre son dessein d'embellir sa capitale; il augmenta et perfectionna le palais de l'Alhambra, que son père avait commencé, et qui, par le travail des princes qui lui succédèrent, était destiné à devenir la merveille de l'Espagne. Les encouragements qu'il donnait aux lettres et aux arts, l'accueil qu'il faisait aux savants de tous les pays, son goût pour la magnificence, et ses libéralités, firent de Grenade le séjour favori de la science et des muses, et la ville la plus civilisée non-seulement de l'Espagne, mais de toute l'Europe (1).

Mais Mohammed fut bientôt tiré de ces paisibles occupations, et appelé aux agitations de la guerre qui ne lui plaisaient guère moins. Le pape Nicolas ayant engagé Alphonse à recommencer les hostilités contre les musulmans, celui-ci mit le siége devant Algeziras. L'échec qu'il essuya devant cette place, dû en grande partie à une maladie épidémique qui éclata parmi ses troupes et le força de lever le siége, et en partie à la destruction de sa flotte par le sultan de Maroc, encouragea Mohammed à envahir les environs de Cordoue. Ayant obtenu une trêve d'Aben Jussef, Alphonse se prépara à fondre sur son nouvel ennemi; mais un mal d'yeux l'arrêta à Alcala-Real, et le commandement fut dévolu à Sancho. Pendant la campagne de 1271, l'avantage resta au prince maure, grâce surtout à la supériorité de sa tactique; mais l'année suivante, le Castillan, à la tête de cinquante mille hommes, força les musulmans à se retirer, et alla camper en vue de Grenade. Il n'avait, il est vrai, aucune intention de livrer un assaut aux formidables remparts de cette ville; mais braver l'ennemi jusque dans sa plus forte retraite n'était pas un mince triomphe pour les chrétiens. Ce fut néanmoins le seul avantage qu'il retira de ce déploiement de forces. Soit que Mohammed eût imploré la paix, soit par l'effet de l'ambition de Sancho qui désirait s'assurer la succession du trône chrétien, l'infant retira l'armée des territoires de Grenade, et retourna à Cordoue. Les cortès de Valladolid venaient précisément de déclarer Alphonse déchu de la dignité royale en faveur de Sancho; et les grandes villes du royaume, à l'exception de Séville et de Badajoz, où Alphonse se trouvait alors, reconnurent le nouveau souverain. De tous les princes chrétiens dont l'infortuné père implora le secours contre un fils rebelle, aucun ne montra beaucoup de disposition à le faire. Il n'en fut pas ainsi du sultan de Maroc, qui était alors à Algeziras, et qui arma réellement en faveur d'un père dépouillé par son enfant. D'un autre côté Mohammed épousa les intérêts de Sancho; de manière que dans cette guerre on allait voir Maure contre Maure, chrétien contre chrétien. Mais la fortune se montra favorable au fils rebelle, d'abord parce qu'Aben Jussef refusa de combattre contre ses frères en religion, et en second lieu parce que les partisans d'Alphonse commencèrent à soupçonner, et non sans raison peut-être, que l'Africain lui-même visait à la possession de l'Andalousie. Quoi qu'il en soit, ils abandonnèrent leur allié maure, et revinrent à leur roi, dont ils excitèrent la méfiance et l'indignation. Le monarque chrétien écrivit une lettre de reproche à Aben Jussef, qui, soit orgueil de l'honneur offensé, soit conscience de sa faute, se retira à Algeziras, laissant le vieux roi lutter seul contre une coalition si peu naturelle. Mais ce que ne pouvait faire la force des armes fut accompli par la menace des foudres de l'Église. Le pape Martin V menaça Sancho et ses partisans de l'excommunication, et tout le royaume de l'interdit s'il persévérait dans sa révolte. Sancho, effrayé, et abandonné par la plupart de ses partisans, tâcha alors d'obtenir le pardon de son père. En ce moment Alphonse mourut, et Sancho devint roi (1285).

Les démarches subséquentes d'Aben Jussef semblèrent confirmer les soupçons d'Al-

(1) Voir plus loin.

phonse. Voyant qu'il ne pouvait obtenir des chrétiens aucune augmentation de territoire, il tourna ses menées politiques contre Mohammed. Il persuada aux walis révoltés de le reconnaître comme le légitime souverain de leurs gouvernements; et en peu de temps il obtint une entière possession de Malaga, la principale ville des rebelles. A la vérité il ne jouit pas longtemps de son usurpation; mais son fils Abu Jacub vint visiter cette importante place pour recevoir l'hommage des habitants. Une telle perte affligea vivement Mohammed; il désespérait de la recouvrer par la force; mais quelques années après (1293) il corrompit le gouverneur, y introduisit secrètement des troupes, et s'en rendit maître. Sachant qu'Abu Jacub songeait à prendre une éclatante vengeance de cette trahison, il conclut avec don Sancho une alliance offensive et défensive. Le sultan de Maroc prépara un armement formidable, qui fut intercepté et presque entièrement détruit par la flotte de Sancho, qui soumit ensuite Tarifa. Bientôt après, Mohammed, qui se laissa persuader par l'infant don Juan de chercher un prétexte de guerre contre le roi de Castille, réclama cette forteresse, sous prétexte qu'elle avait été occupée par Aben Jussef; et l'autre ayant refusé avec indignation, la guerre recommença. Elle procura aussi peu d'avantages que d'honneur à Mohammed, dont les forteresses de Quesada, Alcandeta, etc., furent rapidement réduites par Sancho; et les succès du Castillan ne se seraient pas bornés là, si la mort n'était venue l'arrêter dans sa carrière.

Le reste du règne de Mohammed offre peu de choses dignes d'occuper notre attention. En l'an 1297, profitant des troubles qui suivirent la mort de Sancho, et c'était uniquement pendant de tels troubles que les musulmans pouvaient maintenant lutter avec les chrétiens, il reprit les deux dernières conquêtes de Sancho, et bientôt après Algeziras au sultan de Maroc. Il mourut le 8 de la lune de Shafan, 701-1303.

Mohammed III, Abul Abdallah, eut plusieurs des talents de son frère, mais il n'en eut pas le bonheur. C'est à son règne que commencèrent les troubles intérieurs, qui ne finirent que quand le sceptre de Grenade fut transféré de la dynastie des Beni Nassir aux souverains d'Aragon et de Castille.

Dès le commencement de son règne, Mohammed se distingua par une application aux affaires publiques qui aurait fait honneur à tout souverain, et qui était prodigieuse dans un musulman. Non-seulement il consacrait tout le jour, mais encore une partie considérable de la nuit, aux devoirs de sa nouvelle situation, jusqu'à ce que sa santé et celle de ses ministres se trouvèrent altérées par l'excès du travail. Mais ce zèle pour le bien de ses peuples ne lui gagna ni leur reconnaissance, ni leur respect. Le trait principal de leur caractère était l'inconstance; le relâchement des ressorts du pouvoir royal, qui procédait des dispositions plus douces du prince actuel et de son prédécesseur, les enhardissait dans leur mauvais vouloir silencieux. Abul Hegiag, wali de Guadix, refusa de prêter hommage; le roi bloqua la place, mais sans résultat. La révolte d'Almeria, provoquée par les intrigues du roi d'Aragon, détourna son attention. Ces désastres furent un moment compensés par la conquête de Ceuta, qu'effectua son frère; mais dans la suite la nouvelle acquisition, ainsi que la forteresse de Gibraltar, tombèrent au pouvoir des chrétiens réunis; Algeziras aussi se serait soumis au roi de Castille, alors Ferdinand IV, si l'inaction de ce prince n'avait été achetée par la restitution de Quesada, Quadros et Bedmar, et par le versement de cinq mille pistoles en or. Mohammed se préparait à décider d'une semblable manière la retraite de Jacques d'Aragon, qui avait investi Almeria, et qui défit son armée, lorsqu'il fut rappelé vers la capitale par un événement plus grave encore, une conspiration tendant à le détrôner.

Mohammed se flattait que son retour à Grenade comprimerait les factions; cela ne servit qu'à les faire éclater ouvertement. La populace, parmi laquelle beaucoup d'hommes

étaient gagnés par l'argent des principaux conspirateurs, entoura le palais, criant : « Vive Nassir Abul Geriox! » C'était le nom de son frère. En même temps une autre masse courait à la maison de son hageb, Abu Abdallah, qu'elle pilla entièrement comme on pouvait s'y attendre, à l'exception de la bibliothèque qui fut livrée aux flammes. Mais le ministre ne se trouvait pas chez lui, il était au palais du roi; les forcenés accoururent donc au palais; et comme il n'y avait pas là de forces capables de les réprimer, ils pénétrèrent dans les appartements royaux, et mirent en pièces le vertueux hageb, sous les yeux mêmes du roi. Puis ils pillèrent la résidence royale, et finirent par ordonner au doux et faible monarque de résigner son trône. Mohammed obéit : après avoir fait un acte solennel de renonciation, il se retira dans Almuricar, séjour qu'on lui avait fixé, et son frère fut déclaré roi.

Mais Nassir trouva bientôt que les actes auxquels il devait son élévation pouvaient lui devenir funestes, et en définitive le précipiter du poste où des manœuvres coupables l'avaient porté. Toutefois son règne s'ouvrit sous d'heureux auspices. Le siége d'Almeria fut levé, non point grâce à la valeur des mahométans, mais à cause des troubles qui réclamèrent la présence du roi d'Aragon en Catalogne. Le calme trompeur dont semblait jouir Grenade fut troublé par les agitations des luttes intestines. Ismaïl ben Firag, surnommé Aben Halid, prince de la même famille, avait longtemps aspiré à la couronne. Comme il n'avait d'autres espérances de pouvoir saisir l'objet de ses désirs que par la faveur de la populace, partout disposée à la révolte, et plus particulièrement dans les pays mahométans, il s'était efforcé d'acquérir de la popularité, en partie par l'affabilité de ses manières, en partie par les sommes qu'il distribuait largement. Mais avant qu'il pût profiter de ses manœuvres criminelles, elles avaient été découvertes. L'indulgent Mohammed s'était contenté de l'exiler de Grenade. L'heureuse usurpation de Nassir le poussa secrètement vers la capitale, où ses intrigues parmi ceux qui avaient quelque influence sur la multitude le placèrent bientôt à la tête d'un nombreux parti. Beaucoup de Grenadins aussi se joignirent à lui, moins par attachement pour sa personne que par haine contre Nassir. Mais ses complots furent encore découverts, et on donna l'ordre de l'arrêter. C'était trop tard; il avait reçu avis de son danger, et s'était enfui à Malaga, où il brava le pouvoir de l'usurpateur. Un autre accident augmenta la mortification de Nassir; comme il fut frappé tout à coup d'apoplexie, on le crut mort. La multitude poussa des clameurs pour la restauration de Mohammed, et les amis de ce prince, c'est-à-dire tous les amis de l'ordre, le tirèrent de sa retraite et le menèrent à Grenade. Mais, en arrivant, ils furent surpris de trouver la populace se réjouissant du rétablissement inattendu de Nassir. Quant à Mohammed, il se sentit heureux de regagner sa retraite, où il finit bientôt ses jours. L'usurpateur avait raison de réfléchir à la position précaire qu'il occupait. Dans l'année 711, le roi de Castille, dont l'inaction précédente était due à des dissensions intestines, envahit les États de Grenade, et prit diverses forteresses; et, quoique la mort mystérieuse de Ferdinand délivrât Nassir d'un ennemi étranger, il n'eut pas lieu de s'enorgueillir dans sa sécurité. Le fils de Firag marcha contre lui, le défit et le força à céder Malaga en pleine souveraineté. Ce démembrement du royaume attira sur Nassir le mépris du peuple. La conduite arbitraire et capricieuse de son hageb augmenta le mécontentement public à un tel degré, que le parti d'Ismaïl devint de plus en plus formidable par la défection des citoyens. En 713, la multitude, à l'instigation des agents d'Ismaïl, se révolta ouvertement, força Nassir à congédier son ministre, et se serait portée à de plus grandes extrémités, si le prince, par des paroles adroites, ne l'avait point apaisée et déterminée à rentrer pour quelque temps dans l'obéissance. Mais, en s'efforçant de détruire la semence de la désaffection, il précipita sa chute. Des milliers

de Grenadins allèrent trouver Ismaïl qui venait d'être reçu dans Loxa, et qui maintenant marcha hardiment sur la capitale. Mohammed avait cessé d'exister : la défaite de Nassir devint facile ; poursuivi dans la cité, dont les portes furent ouvertes au vainqueur par les habitants, il fut assiégé dans l'Alcazar, et forcé de résigner le trône à Ismaïl. En l'honneur de Nassir, on doit dire qu'il rentra sans murmures dans la vie privée, et que, durant les commotions suivantes, il résista résolument à toutes les instances de ses amis qui le pressaient de lutter de nouveau pour le pouvoir suprême.

Ismaïl ben Firag fut un rigoureux observateur des pratiques extérieures enjointes par le Koran. Brave soldat, indomptable dans les revers, il eut bientôt à défendre ses frontières contre les deux régents de Castille, les princes Pierre et Juan. Néanmoins, en dépit de ses efforts, diverses forteresses au sud du Guadalquivir tombèrent entre les mains des chrétiens, et le désastre aurait été plus grand sans la jalousie du prince Juan contre son frère, dont la bravoure attirait l'admiration générale. Le roi maure échoua dans une tentative pour surprendre Gibraltar. Il semblerait que les Maures eussent depuis quelque temps oublié leur antique valeur, ou qu'ils regardassent toute résistance comme inutile. Ismaïl manda devant lui ses gouverneurs des frontières et les chefs de son armée, les réprimanda sévèrement pour leur criminel abattement, proclama la guerre sacrée, et par ces moyens ayant levé des troupes nombreuses, il s'avança contre les envahisseurs, qui ravageaient le cœur même de son royaume et se trouvaient en vue de sa capitale. Cette fois la fortune le favorisa; il remporta une victoire signalée sur l'ennemi, et les deux infants restèrent sur le champ de bataille. Une trêve de quatre années suivit ce succès; mais elle fut limitée dans les frontières de Jaën et de Cordoue, et n'empêcha point le roi maure d'obtenir quelques avantages du côté de Murcie. Ses succès, trop peu importants pour être signalés, étaient dus entièrement aux dissensions intestines de Castille, après la mort des deux régents. A l'expiration de la trêve (724), Ismaïl menaça de nouveau la frontière méridionale de son ennemi. Baza et Martos, qu'il réduisit, éprouvèrent la rigueur impitoyable de son caractère. Il y fit répandre des torrents de sang, exaspéré sans doute par la bravoure avec laquelle ces deux places, quoique pourvues de faibles garnisons, avaient résisté à ses assauts. Il prévoyait peu que ses triomphes devaient amener sa ruine.

Parmi les prisonniers faits à Martos, il y avait une jeune fille chrétienne, d'une merveilleuse beauté. Les musulmans qui la saisirent d'abord se disputèrent à qui la posséderait, et pour mettre fin à la querelle, quelques-uns se préparaient à la couper en morceaux, lorsque Mohammed, prince du sang royal, accourut la sauver. Il fut à l'instant subjugué par la belle chrétienne ; mais, malheureusement pour lui, le roi, en la voyant, éprouva une impression aussi vive et aussi profonde. Le pouvoir l'emporta ; la jeune fille, au mépris des prières et des remontrances de Mohammed, fut aussitôt transportée dans le harem royal. La rage s'empara de l'âme de Mohammed : assemblant ses amis, qui embrassèrent son désir de vengeance, il détermina la mort du roi. Le lendemain les conjurés se portèrent à l'entrée de l'Alhambra, disant aux eunuques de la garde qu'ils attendaient le moment de parler au roi à sa sortie du palais. Bientôt parut Ismaïl, accompagné seulement de l'un de ses visirs ; à l'instant Mohammed s'approcha comme pour le saluer, et tirant son poignard, lui en porta trois coups mortels. Au même moment, le visir tomba sous les armes des autres conspirateurs, qui tous s'enfuirent après avoir accompli leur action atroce. Le bruit attira les domestiques du palais, qui emportèrent l'infortunée victime dans les appartements intérieurs, où elle rendit le dernier soupir. La triste nouvelle de l'assassinat courut par la ville, et répandit un deuil général ; car Ismaïl mourut tout brillant encore de l'éclat de ses victoires,

avant que la reconnaissance populaire eût eu le temps de se refroidir. La garde royale prononça d'effroyables imprécations contre les assassins ; mais, quoique plusieurs furent immolés, le plus grand nombre s'échappa. Othman, capitaine de la garde, était l'un des conspirateurs. Pour cacher sa participation au crime, il fut l'un des premiers à proclamer le fils d'Ismaïl, Mohammed, roi des fidèles.

Mohammed IV était remarquable par sa gravité pleine de douceur, par son goût pour la magnificence, par son amour pour les exercices chevaleresques, et par la rectitude de son jugement. Mais il paraît qu'il n'était pas très-appliqué aux affaires publiques ; car il abandonna le soin du gouvernement à un ministre tyrannique, ambitieux, qui insultait les grands et opprimait le peuple. Ce hageb fut même assez puissant pour déterminer l'emprisonnement d'un frère de son maître, et l'exil d'un autre. Par la hauteur de ses manières, il dégoûta tellement Othman, commandant des troupes, que celui-ci leva l'étendard de la révolte en Andalousie, proclama Mohammed ben Firag, oncle du roi régnant, et par ses émissaires attira les chrétiens à une invasion dans le royaume. Furieux de ces désastres, le roi maure se saisit de son hageb et lui fit abattre la tête ; mais il était trop tard. Les Castillans s'emparèrent de Vera, Olbera, Pruna, et Ayamonte, défirent Mohammed en personne, qui s'efforça vainement d'arrêter leurs progrès ou d'écraser la révolte d'Othman. Une calamité plus déplorable fut l'arrivée de troupes africaines considérables, venues pour assister Othman qui appartenait à la famille royale de Fez. Elles défirent le général de Mohammed, prirent Algeziras, Marbella, Ronda, et opérèrent leur jonction avec le chef des rebelles.

Mais Mohammed avait trop de fermeté de caractère pour succomber sous ces infortunes accumulées. Il ouvrit la campagne contre les chrétiens, sur lesquels il était résolu à faire des conquêtes, ou à s'ensevelir sous les ruines de sa monarchie. Grâce aux troubles civils des Castillans, il réduisit deux forteresses, et mit le siége devant une de leurs places les plus importantes, Baena. Dans un combat sous les murailles de cette ville, il perça un jour un cavalier chrétien de sa lance. Comme cette lance était richement ornée de bijoux, quelques hommes de sa suite s'empressaient de la retirer, lorsqu'il les arrêta en disant : « Laissez ce pauvre » misérable ; s'il ne doit point mourir de sa » blessure, qu'il ait au moins de quoi payer » sa guérison. » Baena capitula bientôt, et dans une seule campagne, Mohammed fut assez heureux pour recouvrer toutes les places qu'il avait perdues, et même pour conquérir Gibraltar. Othman rentra dans le devoir, et reçut son pardon. Mais l'année suivante (730), quoique le roi Alphonse XI assiégeât vainement Gibraltar, Mohammed fut complétement défait par le monarque castillan, et dépouillé encore d'une partie des places qu'il avait reprises. Alors, poussé à bout par cette réapparition du roi de Castille sur le champ de bataille, Mohammed s'adressa au roi de Fez pour obtenir son assistance, et une armée africaine franchit aussitôt le détroit. Mais on a déjà vu qu'en général ces secours étaient chèrement achetés par les mahométans d'Espagne. Le nouvel allié, reçu sans soupçons dans Gibraltar, ne se fit point scrupule d'usurper la possession de cette importante forteresse. Trop faible pour songer à la vengeance, le roi de Grenade dut supporter en silence cette spoliation, et les Maures se glorifièrent d'un tel trophée. Lorsqu'Alphonse se trouva délivré d'une rébellion, fléau qui manquait rarement d'affliger sa nation durant le moyen âge, il assiégea la place ; mais, après l'avoir pressée vivement pendant quelques mois, il fut forcé de se retirer, sur la nouvelle de nouveaux troubles qui venaient d'éclater dans ses États, et aussi inquiété par la valeur des Maures espagnols, qui accoururent à la délivrance de la forteresse si perfidement soustraite à leur domination. Mais Mohammed avait encore à subir d'autres maux de la part de ses indignes alliés. Tandis qu'il se

trouvait à Gibraltar, il ne put s'empêcher de faire des reproches aux chefs qui, dans son opinion, avaient si mal défendu la place. En effet, ils avaient été sur le point de la rendre. Ils jurèrent sa ruine. Sachant qu'il avait promis de visiter leur souverain Abul Hassan, en Afrique, et qu'avant son embarquement il congédierait son armée, à l'exception d'une escorte de cavalerie, ils épièrent le moment d'exécuter leur complot. Les troupes de Mohammed ne furent pas plutôt de retour à Grenade, que des assassins observèrent heure par heure ses mouvements. Un jour, le 13 de la lune Dylhagia 733, qu'il avait quitté son camp pour jouir de la chasse, son amusement favori, les meurtriers fondirent sur lui, et le tuèrent dans un étroit défilé où son escorte ne put le défendre. Ses soldats furieux retournèrent au camp pour tirer une vengeance signalée de leurs vils alliés; mais les Africains fermèrent les portes de la forteresse, et du haut des remparts les accablèrent d'outrages et les bravèrent.

Jussef Abul Hegiag, qui, au moment de la mort de son frère, retournait de Gibraltar avec l'armée, fut immédiatement élevé au trône.

Le premier soin de ce prince, qui fut à la fois le plus pacifique, le plus patriote et le plus éclairé de la dynastie des Nassirs depuis le fondateur, fut de se procurer une trève de quatre années avec le roi Alphonse. Il employa cette suspension des hostilités à réformer l'administration de la justice, à servir les intérêts de la religion et de la morale, à encourager les arts industriels et la culture des lettres. Son pouvoir sage et paternel rappela les beaux jours d'Abderahman III. Ses fautes mêmes procédaient de l'excellence de son caractère, car ses occupations favorites le détournèrent des devoirs du gouvernement, ou bien il fut aveuglé par la partialité dans le choix de ses ministres. Le premier de ces serviteurs, qui était hautain, rapace et cruel, fut déposé; le second, d'une sombre intégrité, montra tant de zèle dans la punition des crimes, que la justice dégénéra en aveugle vengeance. Malheureusement pour les sujets de Jussef, le dernier conserva son poste assez longtemps pour faire beaucoup de mal. De légères offenses furent frappées de mort; et dans les brusques exécutions faites de tous côtés, les innocents furent souvent confondus avec les coupables. Ce fut probablement la cruauté destructive de ce juge arbitraire qui poussa Jussef lui-même à faire donner des explications aux lois, à définir plus clairement les rapports entre les délits et les peines, et à répandre parmi son peuple la connaissance des devoirs sociaux et de la pénalité attachée à leur violation. Mais s'il voulait que justice fût faite entre ses sujets, lui-même s'empressa trop, dans une occasion du moins, de faire intervenir son pouvoir souverain pour en arrêter l'exercice. Il avait un ami nommé Omar, pour lequel peut-être il sentait autant d'affection qu'un monarque peut en éprouver pour un sujet, dont l'influence était sans limites, et dont les services méritaient une faveur signalée. Un jour, toute la ville fut surprise d'apprendre la disgrâce de ce favori: il avait le malheur d'être le rival de son prince dans les affections d'une dame maure qui préférait le serviteur au maître. Jussef ne put pardonner à l'homme qu'il avait comblé des dons de la fortune de ne pas sacrifier la plus forte et la plus chère des passions pour le satisfaire, et Omar fut enfermé dans un donjon.

Aussitôt après l'expiration de la trève, Alphonse, ayant réduit ses ennemis domestiques à la soumission, se prépara pour la guerre. Jussef fit de même. Le destin de son frère ne l'empêcha point de rechercher l'alliance des Africains, dont une armée débarqua sur les côtes de l'Andalousie vers la fin de l'année 740.

Des ordres avaient été donnés à l'amiral de Castille pour intercepter ce transport; comme il n'y parvint point, on lui en fit un crime, et quelques-uns des courtisans d'Alphonse insinuèrent qu'il pouvait bien être en correspondance avec l'ennemi. Cet injurieux soupçon agit si fortement sur ce

brave officier, qu'avec sa faible flotte il eut la témérité de rechercher celle de l'ennemi, qui lui était de plusieurs fois supérieure, et de l'attaquer. Les conséquences de cet acte désespéré, comme on pouvait s'y attendre, devinrent fatales aux espérances d'Alphonse, dont presque tous les vaisseaux furent pris ou coulés à fond. Le roi de Castille eut maintenant la mortification de voir l'Andalousie inondée de troupes africaines, et leur roi, Abul Hassan, maître de la mer. Les nouvelles de cette victoire navale furent joyeusement reçues à Grenade, où elles inspirèrent une grande ardeur pour la guerre. Jussef courut à Algeziras. Là les deux alliés étant convenus du plan de la campagne suivante, ils l'ouvrirent par le siége de Tarifa, tandis que les détachements de leurs troupes répandaient la dévastation jusqu'aux portes de Xerès et de Sidonia. Un de ces détachements, après une attaque tentée sans succès sur Arcos, fut taillé en pièces dans une sortie de la garnison castillane. Pour venger cet échec, les deux princes mahométans ordonnèrent de nouvelles levées, et poussèrent les opérations du siége avec une nouvelle vigueur. Mais les assiégés se défendirent avec une grande valeur, et ce fut seulement lorsque leurs provisions furent épuisées qu'ils dépêchèrent de pressants messages à Alphonse pour le prier de les secourir. A la fin ce prince mit en mer une nouvelle flotte, fournie en grande partie par les Génois, pour croiser dans le détroit de Gibraltar, et couper toutes les communications entre le roi de Fez et le continent africain. Cette flotte n'eut pas plus de succès que la première. La plupart des vaisseaux furent jetés à la côte par la violence de la tempête, et devinrent la proie des infidèles. Le roi vit maintenant que le temps était arrivé où il lui fallait marcher pour faire lever le siége, ou se résigner à voir ses provinces dévastées par un ennemi impitoyable. Accompagné de son allié, le roi de Portugal, il s'avança vers le camp des assiégeants, qu'ils atteignirent en octobre 1340, et qu'ils trouvèrent assis sur la petite rivière de Salado. Ayant jeté des secours dans la place, nonobstant l'opposition de l'ennemi, les deux rois chrétiens convinrent ensuite que, tandis qu'Alphonse en viendrait aux mains avec les Africains, l'autre tomberait sur l'armée de Jussef.

Le matin de la bataille la plus mémorable qui eût été livrée entre les deux puissances, qui anéantit les forces de l'Afrique dans les plaines de Tolosa, Alphonse, s'étant confessé et ayant reçu la communion des mains de l'archevêque de Tolède, passa la rivière à la tête de ses troupes, et la lutte s'engagea. On croira facilement que les chrétiens durent faire des prodiges de valeur en considérant que leur nombre n'excédait probablement pas le quart des forces de l'ennemi (1). Un instant Alphonse se trouva en grand danger. Son porte-étendard et le gros de ses gardes s'étaient avancés pour occuper une éminence, et à l'instant ils furent assaillis par toute la multitude des Maures. Ils trouvèrent le roi préparé à les recevoir. « N'oubliez pas, dit le héros chrétien à sa poignée de défenseurs, que votre roi est ici, et qu'il va être témoin de votre valeur, comme vous contemplerez la sienne. » En même temps il se disposait à s'enfoncer au milieu de la mêlée, lorsque l'archevêque de Tolède saisit la bride de son cheval, lui rappelant qu'il ne devait point, en exposant ses jours, risquer le salut de son armée, d'autant moins que le combat sur les autres points se déclarait évidemment en sa faveur. L'arrivée de quelques troupes qui furent informées de sa position critique le mit en état de disperser les ennemis qui lui étaient opposés, et de diriger ensuite l'action qui était devenue maintenant générale. Vers le milieu du jour les Africains, épuisés par la fatigue et découragés par la perte énorme qu'ils avaient subie, commencèrent à céder. Une charge faite à propos par la garnison de Tarifa accéléra leur fuite. Un grand

(1) Les historiens espagnols évaluent leur nombre à six mille, et celui de l'ennemi à cinquante-six mille.

nombre retourna pour défendre la tente de leur roi, que les chrétiens attaquèrent avec fureur ; mais ils furent bientôt dissipés, ou grossirent les monceaux de cadavres entassés tout autour. Le pavillon royal fut forcé, et un immense butin, avec les femmes favorites d'Abul Hassan, devinrent la proie du vainqueur. Au milieu de ces luttes si terribles, Jussef soutint noblement l'honneur du nom andalous à la tête de sa cavalerie; mais voyant les Africains fuir dans toutes les directions, découragé d'ailleurs par l'énormité de ses pertes, il donna le signal de la retraite pour ses troupes. Tandis qu'Abul Hassan gagnait précipitamment Gibraltar, et de là passait aussitôt en Afrique afin de contenir les plaintes et les murmures de son peuple, Jussef aussi se retira par mer à Almunecar pour se joindre au deuil universel de ses sujets qui pleuraient son désastre. Il est impossible de fixer le nombre des morts sur les bords du Salado, mais il fut sans doute immense : à peine y eut-il une famille dans Grenade qui n'y eût un membre. La soumission de diverses forteresses du voisinage suivit cette victoire presque miraculeuse, et l'année suivante la flotte mahométane fut détruite par celle des chrétiens ; car Alphonse était parvenu à en former une troisième avec les débris des deux précédentes et avec les vaisseaux qui arrivèrent d'Aragon, d'Espagne et d'Italie (1).

Dans l'année de l'hégire 743, Alphonse, qui avait fortement grossi son armée, bien résolu à profiter de ses succès, mit le siége devant Algeziras. Jussef accourut au secours de la place, mais ce fut en vain. Défait par l'armée chrétienne, trompé dans les espérances qu'il avait fondées sur l'Afrique, il n'eut d'autres ressources que de procurer aux assiégés les meilleurs termes possibles de capitulation. La garnison et les habitants eurent la permission de se retirer avec leurs biens. La forteresse reçut aussitôt les chrétiens, et une trève de dix années fut accordée à Jussef, à la condition, si nous pouvons croire les chroniqueurs espagnols, qu'il prêterait hommage au roi Alphonse. Avant l'expiration de ce terme, en 750, le roi de Castille investit Gibraltar, dont la possession l'aurait mis en état de commander les abords de l'Andalousie, et de détruire les communications entre l'Espagne et l'Afrique. Mais une maladie contagieuse éclata parmi ses troupes ; lui-même en fut atteint après un siége de six mois, au moment même où la place était réduite à la dernière extrémité, et les chrétiens quittèrent ce lieu fatal. Quoique satisfait de se voir délivré d'un si formidable rival, Jussef honorait également les vertus et la valeur d'Alphonse, qu'il regardait à juste titre comme un des plus grands princes que l'Espagne eût jamais produit, et pour lequel il prit le deuil avec sa cour.

Jussef ne survécut pas longtemps à son illustre contemporain. Le premier jour de la lune de Xawal, an de l'hégire 753, tandis qu'il était en prières dans la mosquée, il fut poignardé par un furieux. Déjà l'on a décrit son caractère ; mais il serait impossible de rapporter tous les actes qui le rendirent cher à son peuple. Le soin qu'il prit de la religion de ses sujets prouve la sincérité de la sienne. Il régla les prières qui devaient être faites journellement en public, et il ordonna que le Koran fût expliqué à certains jours fixés, que nul musulman ne pût manquer à ces exercices religieux ; et comme quelques-uns alléguaient pour excuse l'éloignement de leurs demeures de la mosquée, il commanda qu'à l'avenir aucune habitation ne fût construite à plus de deux lieues d'une maison de prières, à moins que l'on n'édifiât ainsi douze habitations ensemble ; et dans ce cas une mosquée devait être élevée pour l'usage de cette espèce de hameau. Selon ses injonctions, les hommes devaient être séparés des femmes, et n'auraient pas la faculté de quitter la mosquée avant que la dernière fût partie. Il abolit beaucoup d'abus qui s'étaient

(1) *Chronicon Conimbricense*, p. 343, Florez, *España sagrada*, t. XXIII. *Cronica del rey don Alonso XI*. Zurita, *Anales de Aragon*.

graduellement introduits dans la discipline de l'islamisme, tels que des assemblées nocturnes dans les mosquées, les processions publiques en temps de sécheresse pour obtenir la pluie du ciel (1), les pleureurs à gages aux funérailles, l'usage des amulettes et des guirlandes pour les morts, etc. Mais ses règlements de police furent, avec ses améliorations dans les lois et l'administration de la justice, les plus utiles de ses mesures. Il divisa chaque ville en districts, placés sous la surveillance d'un inspecteur, ordonna que des patrouilles parcourussent les rues durant la nuit, fixa les heures auxquelles les portes de chaque cité devaient être fermées le soir et ouvertes le matin, régla les marchés, le mode d'achat et de vente, les prix des comestibles, etc. Quant aux lois, des écrivains andalous ne nous donnent pas beaucoup d'informations. D'abord l'adultère, la luxure, etc., étaient soumis à la même pénalité que le meurtre; mais, comme les sentiments des hommes se révoltaient contre la rigueur de cette punition, une ample latitude était laissée pour faire échapper le criminel, par une clause subséquente : que l'acte ne devait pas être considéré comme constant, à moins qu'il ne fût attesté par quatre témoins véridiques (2). Dans la suite, la peine de mort fut remplacée par l'emprisonnement, dont le terme variait selon les circonstances du délit, et se trouvait laissé à la disposition des juges. En général, cette punition ainsi adoucie était encore éludée; car les parties, en cas qu'elles fussent de condition égale, étaient forcées de se marier. Le vol était sévèrement châtié : la première fois le coupable perdait la main droite; la seconde, le pied droit; la troisième, la main gauche, et la quatrième, le pied gauche. Mais souvent, à la recommandation du cadi, le roi adoucit cette terrible pénalité. Des règlements non moins salutaires furent introduits dans l'armée. Le cavalier qui fuyait devant l'ennemi, à moins que du côté de cet ennemi il n'y eût trois hommes contre un, ou que l'ordre de la retraite ne fût donné par le général musulman, était puni de mort. Les femmes et les enfants, les malades, les vieillards et les créatures consacrées à Dieu, ne devaient pas être massacrés, à moins qu'on ne les trouvât les armes à la main, et se servant de ces armes contre les fidèles (1). La mémoire de Jussef doit d'autant plus être respectée, que l'on connaît sa rigueur à faire exécuter les violateurs de cette dernière disposition; et néanmoins on est forcé d'avouer que souvent elle fut dédaignée avec impunité : car comment punir des milliers de coupables? Toutefois il se trouva toujours un certain nombre de sujets assez consciencieux pour accomplir la loi de leurs anciens khalifs établie par leur roi. Une autre restauration de l'ancienne discipline, ce fut que le chrétien qui embrassait l'islamisme conserverait ses biens, ou en recevrait le prix si déjà ils avaient été distribués. Enfin Jussef ne resta pas au-dessous de ses prédécesseurs dans ses soins pour l'embellissement de Grenade par les plus splendides monuments de l'architecture.

Mohammed V, fils aîné de Jussef, avait des vertus dignes d'un trône, et cependant elles ne le préservèrent point du fléau de la rébellion. L'un de ses premiers actes fut de conférer à son frère Ismaïl, auquel il portait une affection véritablement paternelle, un magnifique palais près de l'Alhambra. Mais la mère d'Ismaïl avait longtemps médité l'élévation de son fils, et au moment de l'as-

(1) Jussef fit composer expressément une prière afin d'implorer la miséricorde céleste pour les animaux des campagnes et les oiseaux de l'air, pour attirer les regards de Dieu sur les pauvres plantes desséchées, et le supplier de répandre au loin la rosée de sa bonté.

(2) Cette disposition a quelque rapport avec la loi des Wisigoths, qui prétendait qu'une femme n'avait pas perdu sa réputation si on ne lui prouvait point qu'elle eût failli avec cinq hommes.

(1) Voyez les instructions données à son armée par l'un des successeurs immédiats de Mohammed dans Gibbon, *Déclin et chute de l'empire romain*.

sassinat de Jussef, elle avait saisi une grande portion du trésor royal, avec lequel elle travaillait à former un puissant parti. D'abord elle gagna sa fille, épouse d'Abu Saïd Abdalla, l'une des plus fortes colonnes du trône; et cette femme, qui avait une influence considérable sur son époux, eut peu de difficulté à le plier à ses desseins. Le parti s'avançait dans le silence, mais à pas rapides, épiant seulement une occasion favorable de déposer le monarque régnant, et d'élever Ismaïl à la dignité si difficile à garder.

Mais tel était l'amour porté à Mohammed, et la tranquillité de son règne, que les conspirateurs, désespérant de rencontrer l'occasion qu'ils cherchaient, résolurent d'accomplir leurs desseins à force ouverte. Le 28 de la lune de Ramasan, an de l'hégire 760, cent des plus résolus parmi eux escaladèrent de nuit le palais de Mohammed, descendirent par le toit, et se tinrent cachés jusqu'au milieu de la nuit. A un signal donné, ils se précipitèrent en bas du grand escalier et le long des passages, une épée dans une main, une torche dans l'autre, faisant main basse sur tout ce qu'ils rencontraient. Au même moment un autre corps encore plus nombreux du dehors accablait et menaçait la garde, tandis qu'un troisième courait à la maison de l'hageb, où il le massacrait avec son fils et ses domestiques, saisissant tout ce qui pouvait être emporté. Éblouis à la vue des énormes trésors qu'ils trouvaient dans le palais, les conspirateurs oublièrent pour un instant leur premier projet, et se jetèrent avidement sur un si riche butin. Le moment ne fut point perdu : l'une des femmes de Mohammed le revêtit rapidement des habits d'une esclave, descendit avec lui au jardin, et tous deux parvinrent à gagner la campagne. Avant la naissance du jour le roi atteignit Guadix, dont les habitants le reçurent affectueusement et le servirent avec fidélité. Bientôt après le lever du soleil, Abu Saïd et ses complices placèrent Ismaïl à cheval, le promenèrent par les rues de Grenade, le proclamèrent prince des fidèles, et la populace, comme de coutume, le salua de clameurs étourdissantes. Lorsque les conspirateurs virent que Mohammed s'était échappé, et qu'il avait trouvé de zélés adhérents, ils s'efforcèrent de se fortifier par une alliance avec Pierre le Cruel, roi de Castille; comme condition ils lui offrirent la souveraineté de Grenade, que Pierre accepta avec empressement. Mohammed implora aussi son assistance, et reçut les mêmes promesses. Évidemment le roi de Castille épiait l'occasion de se servir des deux partis pour son profit. Le monarque détrôné se rendit bientôt à Fez (761), et détermina le roi de ce pays à faire des armements en sa faveur. En même temps Ismaïl voyait son trône usurpé entouré de difficultés et de périls. Dominé par Abu Saïd, l'instrument de son élévation, devant lequel son faible caractère était forcé de se courber, et regardé avec indifférence par la multitude, il se renferma dans son harem, éloigné des affaires publiques, pour lesquelles il n'était point fait. Bientôt Abu Saïd complota de détrôner ce fantôme de roi. Il eut peu de difficulté à persuader à la populace d'environner le palais, et de demander non-seulement la déposition, mais la tête d'Ismaïl. Le misérable roi s'enfuit dans la forteresse de l'Alhambra; mais, comme on le poussa à tenter le sort des armes, il tomba entre les mains de son ennemi, qui, après lui avoir reproché les vices de son gouvernement, ordonna d'une voix haute de le conduire en prison, mais recommanda tout bas qu'on le mît à mort en chemin. Le meurtre fut ponctuellement exécuté; et la tête d'Ismaïl fut montrée au peuple, qui applaudit à grands cris et la traîna par les cheveux à travers la boue, aussi bien que celle d'un frère d'Ismaïl, que l'on avait abattue en même temps. Alors Abu Saïd fut proclamé.

En 762, Mohammed opéra son débarquement à Gibraltar, suivi par une armée d'Africains, et s'avança rapidement sur Grenade. L'usurpateur s'efforça d'arrêter ses progrès; mais le nombre des Africains était si grand, que ses partisans n'osèrent point

risquer une bataille. Ce que leur valeur ne pouvait exécuter, la fortune le fit pour eux : les envahisseurs furent brusquement rappelés à Fez par une de ces révolutions si communes dans l'histoire mahométane, et qui se présentent presque journellement en Afrique. Abandonné par ses alliés, Mohammed se jeta maintenant dans Ronda, où il renouvela sa correspondance avec le nouveau roi de Fez et avec le roi de Castille. Pierre finit par marcher au secours de ce malheureux suppliant. Afin de se préparer contre la tempête qui le menaçait, Abu Saïd détacha un gros corps de cavalerie pour dévaster la frontière de Cordoue, et en même temps il s'allia avec l'ennemi mortel de Pierre, le roi d'Aragon. Tandis que Pierre faisait une attaque sans succès sur Antequera, une division de sa cavalerie, sous les grands-maîtres de Santiago, Calatrava et Alcantara, accompagnée de Mohammed, paraissait en vue de Grenade. Le monarque exilé sembla avoir nourri l'espérance que son apparition parmi ses sujets serait le signal d'une défection universelle à l'égard de la cause de l'usurpateur : il fut bientôt détrompé. A peine quelques hommes quittèrent la ville pour venir le joindre. L'armée chrétienne se retira sur Alcalareal : quelques-uns prétendent que ce mouvement fut déterminé par l'aversion de Mohammed à verser le sang de son peuple; lui-même chercha un refuge dans Ronda.

Mais Mohammed n'était pas destiné à se courber toujours sous le poids du malheur; il devait être délivré de son rival usurpateur. Bientôt après la retraite de Pierre, les troupes d'Abu Saïd, ayant été défaites par les chrétiens près du Guadalquivir, furent plus heureuses à Guadix. Un détachement de cavalerie sous le grand-maître de Calatrava fut taillé en pièces et obligé de se rendre; le général lui-même se trouva au nombre des prisonniers; et comme on sut qu'il était lié de très-près avec le roi de Castille, Abu Saïd, afin de gagner un ami ou de désarmer un ennemi, le renvoya sans rançon ainsi que les autres captifs. Comme la ville de Malaga se déclara dans ce temps en faveur du légitime souverain, l'usurpateur désirait d'autant plus vivement obtenir la faveur de Pierre. La sensation que la nouvelle de cet événement causa dans Grenade même l'alarma sérieusement. Résister à la fois aux chrétiens et à ses sujets révoltés était impossible. Dans cette conjoncture, il se décida pour le parti qui avait été adopté jadis par le fondateur de son royame ; il résolut de prêter en personne hommage à la couronne de Castille, et de tenir désormais Grenade comme un fief héréditaire. Avec une escorte de quatre cents chevaux et deux cents fantassins, portant avec lui ses plus riches trésors, il se rendit à Baena, et demanda au prieur de Saint-Jean un sauf-conduit pour se présenter à Pierre. Le prieur fit connaître la demande à son souverain; et ayant reçu immédiatement de la ville l'autorisation nécessaire, il donna au Maure les pièces qu'il sollicitait pour continuer sa route. En conséquence, Abu Saïd parut dans la ville, et fut accueilli favorablement par le roi. Mais les richesses que le Maure avait conservées, même après en avoir offert une part considérable à Pierre, éveillèrent la convoitise de ce prince, qui médita l'un des crimes les plus noirs et les plus extraordinaires qui aient jamais été complotés par une tête couronnée. Il ne s'agissait de rien moins que de mettre à mort son hôte et son vassal plein de confiance avec tous ses compagnons, et de se rendre ainsi maître de tous les trésors du musulman. S'étant entendu avec quelques-unes de ses créatures sur la conduite de cette trame horrible, l'un des complices, maître aussi d'un ordre religieux de chevalerie, invita à une fête Abu Saïd, qui accepta plein d'empressement. Tandis que l'on était à table, une troupe d'hommes armés entra dans l'appartement, saisit le roi maure et ses compagnons, les dépouilla et les traîna en prison. Le lendemain Abu Saïd et trente-sept musulmans de sa suite furent promenés par les rues de Séville, le roi étant monté sur un âne, revêtu d'une cotte écarlate; un héraut les précédait, proclamant à haute voix

que c'étaient des hommes condamnés à mort par le roi Pierre, pour avoir détrôné leur légitime souverain. On les conduisit sur une place derrière l'Alcazar, où Abu Saïd eut le cœur percé par la main royale du féroce Pierre, tandis que ses compagnons étaient dépêchés par les satellites du tyran. « Contemplez, criait le même héraut, le jugement dont le roi, notre seigneur, a frappé ces traîtres. » A la nouvelle de ce fait presque incroyable, Mohammed accourut à Grenade, où il fut reçu aux acclamations de cette même multitude qui trois ans auparavant avait attenté à sa vie. Sachant qu'il était de son intérêt de se maintenir en bonne intelligence avec le formidable assassin de Séville, en échange de la tête d'Abu Saïd il envoya vingt-cinq de ses meilleurs chevaux richement caparaçonnés, autant de cimeterres ornés de pierres précieuses, et tous les prisonniers chrétiens qui se trouvaient encore dans les forteresses de son royaume.

Le reste de la vie de Mohammed ne fut plus troublé que par une seule révolte sans importance, qui fut rapidement étouffée. Dans les guerres entre Pierre et Henri, il fournit quelques milliers de soldats au premier, et dans une occasion au moins il prit une part personnelle à la lutte, moins dans l'intérêt de son allié, qu'afin de profiter des dissensions des chrétiens, et de recouvrer quelques-unes des conquêtes perdues par ses prédécesseurs immédiats. Il prit et ruina Algeziras, mais il fut décidé à faire la paix avec le roi Henri. Après avoir consacré ses jours à encourager le bien-être de son peuple, il mourut, pleuré de tous, l'an de l'hégire 793 (1).

Jussef II (Abu Abdalla) commença son règne en imitant la politique et les vertus de son père, en renouvelant la trêve avec la Castille, peut-être même en prêtant hommage à cette couronne, et en appliquant tous ses soins au bonheur de son peuple. Néanmoins, à peine fut-il assis sur le trône, qu'il faillit tomber victime de la rébellion de son jeune fils, Mohammed. Ce prince, jaloux des droits attachés à la primogéniture, s'efforça non-seulement d'exclure son frère, mais encore de précipiter son père du trône. En représentant artificieusement son père comme un chrétien dans le cœur, ce qu'il était facile de persuader à la multitude à cause de la protection ouverte dont Jussef couvrait les chrétiens, il poussa cette populace à entourer le palais royal, et à demander la déposition du monarque régnant. Le nombre de ces gens était si grand, et leurs clameurs retentissaient si haut, que Jussef était sur le point d'abdiquer, lorsque l'ambassadeur de Fez se présenta pour les haranguer. Il fit observer que, s'ils avaient quelques doutes sur leur roi comme vrai musulman, la meilleure épreuve était de demander une guerre avec la Castille, et que, si Jussef montrait quelque hésitation à les y conduire, ce serait le vrai moment de le renverser. La justesse du raisonnement était si manifeste, que la multitude elle-même put la saisir, et la guerre fut aussitôt décrétée. Murcie fut envahie, mais sans beaucoup de résultat, ce qui refroidit complétement le zèle aveugle de ces fanatiques; et comme Jussef prit soin d'expliquer à Henri de Castille les causes de son armement forcé, la paix fut bientôt rétablie entre les deux États. Dans une occasion suivante, le monarque chrétien ne fut pas moins prompt à désavouer l'irruption hostile du grand-maître d'Alcantara, qui, poussé par le même fanatisme, s'avança dans les plaines de Grenade, et fut taillé en pièces avec sa petite troupe. Le roi maure ne survécut pas longtemps à cet événement; comme il était encore jeune, sa mort, comme de coutume, fut attribuée à quelque cause extraordinaire (1).

Jussef n'eut pas plutôt rendu l'âme, que Mohammed VI, par le moyen de ses partisans, se saisit du sceptre au préjudice de son frère aîné. Il ne paraît pas que Jussef

(1) Conde, *Dominacion de los Arabes.*

(1) On disait qu'il avait été empoisonné, comme Hercule dans l'antiquité, par une tunique que lui avait envoyée le roi de Fez.

ben Jussef fit aucun effort pour soutenir ses droits ; toute son ambition fut de mener une vie tranquille, et probablement il éprouva peu de regrets à se voir confiner dans la forteresse de Salabrena avec ses femmes et ses domestiques.

Le prince usurpateur montra dans les commencements de son règne absolument la même politique qu'il avait condamnée dans son père : il renouvela la paix avec les chrétiens ; il fit même une visite secrète à Séville, et eut une longue entrevue avec le jeune roi Henri III. Mais la paix ne pouvait toujours être maintenue. Les gouverneurs des forteresses des frontières la violaient fréquemment, et plus d'une fois les deux souverains s'armèrent pour punir des agressions, ou tirer avantage des succès partiels et alternatifs de leurs serviteurs trop zélés. En 808, les mahométans prirent Ayamonte ; l'année suivante ils défirent, une faible armée chrétienne sur le bord de la Guadiana ; dans un second engagement, ils furent mis en déroute à leur tour, et le troisième resta douteux. Dans les deux campagnes suivantes, ils furent moins heureux. Ferdinand, le régent de Castille, réduisit Zahara, reprit Ayamonte et diverses autres forteresses. Les deux partis épuisés finirent par convenir d'une trêve, et regagnèrent leurs postes respectifs.

A peine rentré dans sa capitale, Mohammed fut atteint d'une maladie qu'il sentit devoir être fatale. Sa fin fut digne de sa vie orageuse et désordonnée. Dans le but d'assurer la couronne à son fils, il écrivit à l'alcade de Salabrena, lui ordonnant de lui envoyer la tête de son frère par le messager Ahmed, officier de sa garde (1). En arrivant à Salabrena, Ahmed trouva le prince jouant aux échecs avec l'alcade. Ce dernier n'eut pas plutôt jeté les yeux sur l'écrit fatal, qu'il devint pâle ; car les bonnes qualités de Jussef lui avaient gagné le cœur de cet officier et de tous les hommes de la forteresse. Il ne savait comment empêcher la nouvelle de parvenir à la victime désignée ; mais son agitation trahit la terrible réalité : Jussef prit le message de ses mains tremblantes, et le parcourant avec calme, il demanda seulement quelques heures de répit pour prendre une dernière fois congé de sa famille. Ahmed lui refusa cette grâce, observant que, si à une certaine heure la tête du prince n'était pas à Grenade, la sienne tomberait en châtiment de sa désobéissance. Alors Jussef demanda qu'il lui fût permis d'achever sa partie avec l'alcade ; ce qu'Ahmed accorda avec répugnance. Mais si le prince était maître de lui-même, l'alcade était agité au point de perdre tout pouvoir sur son jugement, et commit des fautes si graves au jeu, que son adversaire le railla de ses distractions. Au moment même où sa partie se terminait, arrivèrent deux cavaliers en toute hâte de Grenade, lesquels, entrant dans l'appartement, annoncèrent la mort de Mohammed, et baisèrent la main de Jussef comme au nouveau souverain. Le prince put à peine croire au changement extraordinaire de sa fortune, jusqu'à ce que d'autres messagers lui en confirmassent la vérité.

Jussef III, qui avait passé treize années à l'école de l'adversité, devint un souverain sage et paternel, ennemi de la guerre au dehors et de la cruauté à l'intérieur, plaçant son principal bonheur dans le bien-être de son peuple. Mais cette guerre, il ne put pas d'abord la détourner, parce qu'il refusa de se reconnaître vassal du roi de Castille ; et l'issue de la lutte ne répondit pas à ses désirs. S'il reprit Zahara, il perdit Antequera ; s'il eut la gloire de donner un nouveau souverain au royaume de Fez dans la personne du cid Abu Saïd, frère du roi régnant de ce pays, qui avait recherché sa protection, il fut obligé d'acheter la paix des deux formidables puissances chrétiennes. Depuis ce temps (817) jusqu'à sa mort, le calme ne fut pas interrompu. Il expira en

(1) « Alcade de Salabrena, mon serviteur, aussitôt qu'Ahmed ben Zuru, officier de mes gardes, te remettra cet écrit, tu mettras à mort le cid Jussef, mon frère, et tu renverras sa tête par le même messager. Je compte sur ton zèle à me servir. »

827, et avec lui finit la tranquillité de son pays (1).

Mohammed VII fut surnommé Alhayzari, ou le Gaucher, soit parce qu'en effet il se servait de la main gauche, ou à cause de sa mauvaise fortune. D'un caractère hautain et impérieux, il était peu propre à gouverner un peuple aussi turbulent que celui de Grenade. De tous les sages conseils qu'il avait reçus de son père, il n'en suivit qu'un, le maintien de la paix avec les chrétiens; par là il devint non pas seulement impopulaire, mais si odieux, que le peuple l'aurait détrôné bientôt après son avénement, sans l'influence de l'hageb Jussef ben Zeragh, l'un des cheiks les plus importants du royaume. A la fin, lorsque Mohammed eut prohibé quelques amusements publics chers à la multitude, l'esprit d'insubordination éclata : l'Alhambra fut investi; le roi s'échappa de la ville, et gagna la cour de son parent le souverain de Tunis. Son cousin Mohammed el Zaquir fut élevé sur le trône vacant. Mais Mohammed VIII ne devait pas longtemps jouir de son pouvoir usurpé. Quoiqu'il rétablît les amusements favoris du peuple, travaillant à l'anéantissement du parti du souverain légitime, il se créa beaucoup d'ennemis puissants. Un assez grand nombre chercha un asile à la cour de don Juan, jeune roi de Castille, qu'ils intéressèrent à la cause du roi exilé. Juan écrivit au roi de Tunis en faveur de Mohammed, dont il promettait d'aider la restauration par la force des armes. Cet encouragement ne fut pas donné en vain à l'exilé. Accompagné de cinq cents cavaliers africains, il franchit le détroit, aborda en Andalousie, se vit joint non-seulement par les chrétiens, mais encore par les partisans mêmes d'el Zaquir, et fut transporté en triomphe dans la capitale, sans qu'il y eût un seul engagement. L'usurpateur, assiégé dans l'Alhambra, et livré par ses propres soldats, fut décapité aussitôt.

Mais comme la reconnaissance est rarement la vertu des princes, Mohammed montra peu de dispositions à remplir les obligations qu'il avait contractées envers le roi de Castille, auquel il devait principalement sa restauration. Les troubles qui rarement cessèrent de déchirer ce royaume, et qui maintenant éclatèrent avec un redoublement de fureur, semblèrent lui fournir une occasion de violer sa foi avec impunité; mais il se trompa dans ses conjectures. Ayant pacifié ses États, Juan envahit le royaume maure, contraignit Mohammed à se retirer dans la capitale, prit Illora, Archidona, et emporta un immense butin. Ce ne fut point là le plus fatal des coups portés à Mohammed. Il trouva dans sa capitale un ennemi plus redoutable que le Castillan lui-même. Jussef ben Alhamar, descendu des premiers rois de Grenade, voyant l'impopularité dans laquelle Mohammed était tombé, et par le mauvais succès de la guerre, et à cause de son caractère personnel, visa à le détrôner. Persuadé par ses amis de rechercher l'alliance de Juan, Jussef envoya un agent fidèle à Séville, et offrit de se faire vassal dévoué de la Castille, à la condition d'être appuyé. L'offre fut acceptée; une armée fut levée pour soutenir les prétentions de Jussef. Ses partisans s'accrurent si rapidement, qu'il quitta Grenade, arbora l'étendard de la révolte, et fut joint par huit mille citoyens et par son allié chrétien. Les deux princes campèrent au pied des montagnes d'Elvira, en vue de la capitale (835). Mais le patriotisme n'était pas encore éteint dans le cœur des habitants; le danger menaçant les arma tous à la défense de leurs remparts; plusieurs sorties furent faites, et à la fin une action générale s'engagea, dans laquelle les Grenadins perdirent la fleur de leur population et leurs meilleures troupes. Ce désastre ne découragea ni eux ni leur roi, et ils résolurent de s'ensevelir sous les ruines de leurs habitations, plutôt que de se soumettre au joug des chrétiens. Heureusement pour eux, Juan, quoique disposé à investir la place,

(1) Pedro Lopez de Ayala, *Cronicas de los Reyes de Castilla*. Rod. Santius, *Historia Hispanica*, cap. 16.

fut déterminé par ses conseillers à se désister de l'entreprise, sur le motif que son armée était sans argent et sans provisions. Toutefois, avant son retour, il fit déclarer Jussef roi de Grenade, et enjoignit à ses garnisons des frontières d'assister ce prince par tous les moyens en leur pouvoir. Cette déclaration produisit un effet considérable. Beaucoup de places fortifiées reconnurent Jussef, dont l'armée fut bientôt tellement augmentée, qu'il se disposa à prendre l'offensive. En 836, Abu Zeragh, général des mahométans, subit une défaite signalée, et fut tué; le vainqueur marcha sur Grenade, et fut joint sur son chemin par une multitude d'adhérents. Mohammed fut exhorté même par ses partisans à épargner à la ville les horreurs d'un assaut. Voyant que la résistance n'offrait aucun espoir, il rassembla ses trésors et ses femmes, et s'enfuit à Malaga. Jussef entra dans la capitale à la tête de six cents chevaux seulement, comme pour montrer qu'il devait son élévation non pas à la force, mais à la volonté du peuple. Il convoqua rapidement les walis, les nazirs et les cheiks du royaume, pour recevoir leurs serments de fidélité. Mais la vie de Mohammed fut agitée dans les alternatives les plus extraordinaires qui jamais frappèrent un monarque. Son rival mourut après six mois de règne, et lui-même fut de nouveau rappelé de l'exil pour occuper le trône.

Les singulières destinées de Mohammed n'étaient pas encore entièrement accomplies; il devait être détrôné une troisième fois. Un répit de quelques années lui fut toutefois laissé avant sa déchéance définitive, si l'on peut appeler répit un intervalle dans lequel il ne put jouir de la paix ni au dedans ni au dehors. A chaque saison son royaume était désolé par les gouverneurs chrétiens des frontières, qui, durant les dissensions civiles qui déchiraient la Castille, n'étaient pas moins avides de pillage sur les Maures. Leurs dévastations réduisirent les paisibles habitants à la plus grande misère (1). Les deux Velez furent tellement découragées par ces irruptions périodiques, que, pour en détourner le fléau, elles ouvrirent leurs portes aux chrétiens. Baza et Guadix furent d'assez bonne composition pour payer tribut et reconnaître le roi de Castille pour leur souverain; mais elles refusèrent de recevoir une garnison castillane, et leurs soumissions ne furent point acceptées. Dans les actions partielles plus de sang fut répandu, qu'il n'en aurait coulé si la guerre eût été générale; et les productions de la terre étaient partout détruites. De là le mécontentement qui prévalait parmi les Maures, et leurs murmures contre le gouvernement. La conduite de Mohammed lui-même n'était point propre à adoucir leur irritation; le souvenir de ses deux expulsions vivait toujours dans les esprits, et les chefs qui y avaient été compromis ne devaient pas rester impunis, lorsque le souverain aurait quelque prétexte pour sévir. Afin d'échapper au destin de leurs frères, un grand nombre de ces Maures se réfugia à la cour de Juan. Parmi eux était Mohammed ben Ismaïl, neveu du roi, qui, probablement impliqué dans des accusations politiques, avait encore à se plaindre d'avoir été traversé dans un mariage projeté avec une dame maure, et d'avoir vu l'objet de ses recherches forcé de s'unir à l'une des créatures de son oncle. Mais Alhayzari avait un ennemi bien plus proche et bien plus formidable, dont le but tout récent avait été de lui arracher les rênes du gouvernement. Un autre neveu, Mohammed ben Osmin, voyant l'impopularité croissante de son oncle, se donna beaucoup de peine pour augmenter l'animosité des nobles et pour gagner la populace par des largesses. Lorsque ses

(1) Il faut prendre à la lettre l'expression dévaster. Les envahisseurs, maures ou chrétiens, avaient toujours avec eux un corps de *taladores*, dont les fonctions étaient de couper les arbres à fruit, les moissons, d'arracher les vignes, enfin de tout détruire, tandis que le reste de l'armée combattait l'ennemi. Ces *taladores* allaient de vallée en vallée jusqu'à ce que le pays fût transformé en un désert.

plans eurent assez mûri, il excita des troubles parmi le peuple, se saisit d'abord de tous les forts de la ville, et bientôt de la personne de Mohammed, qu'il renferma dans une étroite prison. Ainsi disparut pour jamais de la scène de l'histoire cet infortuné prince, en 849 (1).

Mohammed IX (ben Osmin) fut immédiatement proclamé par ses propres partisans; mais bien des Maures étaient opposés à son élévation. Abdelbar, qui avait occupé avec beaucoup de crédit la dignité de hageb sous le roi détrôné, se retira avec un nombre considérable de mécontents à Montefrio. Sachant fort bien que ce serait employer de vains efforts que de tenter la restauration de son dernier souverain, il tourna ses pensées sur Mohammed ben Ismaïl. Il écrivit à ce prince en lui offrant le trône, lui conseillant toutefois de tenir son projet secret à l'égard du roi de Castille, de peur que l'on ne s'opposât à son départ. Ben Ismaïl préféra néanmoins agir plus franchement, et communiqua toute l'affaire à son hôte. Don Juan, loin de contrarier son départ, envoya des ordres exprès aux gouverneurs des forteresses des frontières de l'assister dans son entreprise. Accompagné de tous les Maures qui avaient cherché un refuge en Castille, il arriva en 851 à Montefrio, où son parti fut considérablement grossi. Mais ben Osmin, loin de redouter ses préparatifs, se montra encore insolent envers les chrétiens, dont il battit quelques troupes isolées, dont il réduisit deux forteresses. L'année suivante, il investit ben Ismaïl dans Montefrio, et avec une autre division de son armée recouvra les deux Velez et Huescar. Évidemment il était en état de lutter contre les difficultés de sa position. Connaissant l'inimitié des rois de Navarre et d'Aragon contre leur frère de Castille, il les détermina à conclure avec lui un traité dont le but était l'invasion des États de don Juan par trois points à la fois. Si ce traité eût été exécuté, le roi de Castille, alors en guerre non-seulement avec ses deux voisins chrétiens, mais encore, comme de coutume, avec ses sujets rebelles, aurait tremblé pour son indépendance; heureusement pour lui l'alliance resta sans résultat effectif.

Ainsi Grenade avait deux rois opposés constamment l'un à l'autre, tandis que les misères du pays se multipliaient par les irruptions dévastatrices des chrétiens sur les frontières. Durant quatre ou cinq ans les mêmes horreurs se reproduisirent de chaque côté, en sorte qu'il n'y a point d'exagération dans l'assertion des écrivains contemporains, qu'il y avait à peine une plaine dans le pays qui n'eût pas été arrosée par le sang des combattants. Le parti de ben Ismaïl, dont les qualités étaient bien propres à inspirer la confiance, s'accrut rapidement, tandis que celui de ben Osmin, dont le caractère était sombre et le pouvoir arbitraire et injuste, déclinait dans la même proportion. Les habitants de Grenade, tout en subissant la rapacité cruelle du dernier, tournaient souvent un œil d'envie sur leurs frères de Montefrio, et aspiraient à changer de maître. Ils ne se consumèrent pas longtemps en vains désirs. Juan ne fut pas plutôt en état d'envoyer un renfort à ben Ismaïl, que ce prince marcha contre son rival, le défit complétement, et le poursuivit vers la capitale. Jusqu'alors les succès militaires de ben Osmin l'avaient soutenu, en dépit du mécontentement populaire; mais maintenant que la victoire avait déserté ses drapeaux, ses anciens adhérents l'abandonnèrent. Il appela les citoyens aux armes : leur immobilité lui montra que son règne touchait à sa fin. Avant de tomber, il résolut de se venger. Sous prétexte de consulter sur le salut de la ville, il convoqua les chefs du peuple, particulièrement ceux qu'il savait lui être hostiles, et à mesure qu'ils arrivaient successivement à l'Alhambra, ils étaient saisis et exécutés par les soldats de sa garde. Après cet exploit, qui caractérise si bien un

(1) Fernando Perez de Guzman, *Cronica de Juan II*. Zurita, *Anales de Aragon*. Conde, *Dominacion de los Arabes*.

prince maure, il quitta secrètement la place, s'enfonça dans les montagnes, et disparut pour jamais du théâtre agité du monde.

Mohammed X, fils d'Ismaïl, fut proclamé sans opposition. Son premier soin fut d'envoyer des ambassadeurs et des présents au nouveau roi de Castille Henri IV, et de solliciter le renouvellement des anciens traités. Mais Henri, qui avait d'autres vues que son prédécesseur, au lieu d'accéder à ces demandes, entra dans le royaume à la tête de quatorze mille cavaliers et de vingt mille fantassins. Cette force aurait anéanti toute armée que ben Ismaïl aurait pu mettre en campagne; en conséquence les Maures se retirèrent devant elle, envoyant toutefois de temps en temps des détachements de cavalerie pour embarrasser sa marche, et harceler les envahisseurs par de continuelles escarmouches. Heureusement pour ben Ismaïl, Henri, voyant qu'il ne pouvait amener l'ennemi à un engagement en rase campagne, et que la saison était fort avancée, donna le signal de la retraite, avec l'intention de reprendre les hostilités dès le commencement du printemps. Mais la saison suivante apporta avec elle les troubles périodiques, qui l'empêchèrent de penser à des entreprises extérieures. Comme de coutume, la guerre de partisans fut poursuivie par les commandants des frontières, toujours avec des moyens aussi funestes. L'un de ces officiers, Fernando Narvaëz, gouverneur d'Antequera, avec deux cents hommes à peine, répandit plus d'une fois l'alarme jusqu'aux portes mêmes de Grenade. Ces irruptions continuelles étaient fatales à la prospérité, et même à l'existence du royaume maure, qui était maintenant renfermé entre les montagnes d'Elvira et la mer. En vain ben Ismaïl sollicita une trêve; la guerre de partisans exerçait toujours ses fureurs. Parfois elle amenait un triomphe temporaire de ses généraux; mais en définitive elle tournait à l'avantage de l'ennemi. En 865, Archidona et Gibraltar furent réduites, et partout les troupes maures subirent de honteuses défaites. Consterné par le sombre aspect des affaires, ben Ismaïl se soumit alors à tenir son royaume comme un fief de Castille, et à payer un tribut annuel de douze mille pistoles en or. Ce tribut fut sans doute exactement payé jusqu'à sa mort, arrivée en 871; du moins on peut le présumer, d'après la bonne harmonie qui se maintint entre les deux États.

Muley Ali Abul Hassan, fils aîné du roi décédé, monta sur un trône que l'on n'aurait pu maintenir qu'avec la plus haute valeur et la politique la plus habile. Les trois premières années de son règne furent tranquilles; mais, en 874, le wali de Malaga se révolta contre son autorité, et fit hommage pour son gouvernement au roi de Castille. Abul Hassan furieux, et sachant que Henri était occupé à éteindre les flammes de la guerre civile, fit plusieurs irruptions dévastatrices sur les domaines de son suzerain. Mais, s'il pouvait désoler la frontière, il était hors d'état d'ébranler le royaume puissant et compacte de Castille. D'ailleurs un si pauvre triomphe était une triste compensation pour les troubles qui régnaient toujours à Malaga, rendez-vous général des mécontents. Il essaya de réduire les rebelles, mais ce fut en vain. Ici les musulmans étaient opposés aux musulmans, dans une guerre irrégulière, plus atroce que jamais ne le fut celle qui avait si longtemps exercé ses fureurs sur la frontière chrétienne; et ces hostilités durèrent des années presque sans interruption, et firent d'affreux ravages parmi les meilleurs soldats du royaume. Quoiqu'il obtint en 879 (1474) une trêve des nouveaux souverains de Castille, Isabelle et Ferdinand, qui étaient trop occupés à combattre les partisans de la princesse Jeanne pour songer à étendre leurs possessions au midi, il eut peu de raison de s'en féliciter. S'il jouit d'une tranquillité temporaire au dehors, sa capitale et son harem furent déchirés par la discorde. La sultane Zoraya, mère d'Abu Abdalla, héritier présomptif du trône, nourrissait une haine mortelle contre une autre de ses épouses, Espagnole, mère de deux princes. Comme ces derniers étaient les ob-

jets les plus chers des affections d'Abul Hassan, beaucoup de chefs maures, dans le palais et dans la capitale, embrassèrent les intérêts de l'Espagnole et de ses enfants, tandis qu'une portion plus nombreuse encore, sinon plus influente, se rattachait à Zoraya. On va bientôt voir les funestes effets de cette discorde.

En 883, la trêve avec la Castille expira, et Abul Hassan sollicita son renouvellement. Les souverains chrétiens exigèrent d'abord la condition accoutumée de vasselage et de tribut; il refusa d'y consentir. Alors Ferdinand et Isabelle se décidèrent au renouvellement pur et simple; mais ils jurèrent de se venger plus tard. D'ailleurs la politique, déjà éclairée dans ce siècle, leur enseignait qu'aussi longtemps qu'on laisserait les Maures dominer dans quelque partie du pays, les sujets chrétiens de la frontière ne connaîtraient ni paix ni sécurité (1).

En 884, à la mort de Juan II, roi d'Aragon, Ferdinand lui succéda sur le trône, et les deux puissants États d'Aragon et de Castille furent pour jamais incorporés. Ce mémorable événement, en consolidant la paix des chrétiens, fut le signal de la destruction du gouvernement mahométan. Abul Hassan se prépara contre l'orage qui allait fondre sur lui. En 886, tandis que les souverains chrétiens étouffaient les troubles excités par le roi de Portugal, il parut soudainement dans l'Andalousie, et arriva devant la forteresse de Zahara qu'il savait occupée par une faible garnison. La nuit était sombre, le vent violent, la pluie tombait par torrents, circonstances qui, inspirant une sécurité fatale aux habitants, favorisaient grandement les assaillants. Ils escaladèrent en silence les murailles, et prirent possession de la place avant que les chrétiens surpris pussent songer à la défense. Ayant augmenté les fortifications et confié leur défense à une nombreuse garnison, Abul Hassan retourna triomphant à Grenade. Mais sa joie fut de courte durée; car la ville importante d'Alhama, l'un des boulevards de la capitale elle-même, quoiqu'elle en fût éloignée de quinze lieues, fut surprise et enlevée durant la nuit par une troupe de chrétiens déterminés. La nouvelle répandit la plus grande consternation dans Grenade (887). Le roi réunit à la hâte une grande armée, et marcha pour reprendre Alhama; mais, apprenant que Ferdinand s'avançait au secours de la place, il se retira non moins vite. Les plaintes de ses sujets sur la perte d'Alhama s'élevaient si haut, qu'il fut forcé de l'investir une seconde fois. Il poussa les opérations du siége avec une grande vigueur, puis les abandonna en recevant l'avis qu'une conspiration pour le détrôner se tramait activement dans la capitale (1).

En arrivant à Grenade, le roi ne fut pas surpris d'apprendre que les premiers provocateurs de la rébellion étaient son épouse Zoraya et son fils Abu Abdalla. Il les confina dans une forteresse. Mais Zoraya, craignant pour la vie de son fils, corrompit les gardiens, qui laissèrent introduire ses femmes. Celles-ci, au moyen de leurs voiles et de leurs tuniques liés ensemble, descendirent le prince du haut des créneaux au pied des murailles, où une troupe de cavaliers dévoués était prête à le recevoir. Il fut immédiatement promené par la ville, au milieu des cris de Vive le roi Abu Abdalla! et fut joint par des milliers de partisans. Une lutte suivit entre le père et le fils. Tous deux faisaient de fréquentes sorties de leurs forte-

(1) « El rey y la reyna... conociendo que ninguna guerra se debia principiar, salvo por la fe y por la seguridad, siempre tuvieron en el animo pensamiento grande de conquistar el reyno de Granada, y lanzar de todas las Españas il señorio de los Moros y al nombre de mahoma. » Hernando del Pulgar, *Cronica de los reyes don Fernando y doña Isabel*, p. 180.

(1) Fernando Perez de Guzman, *Cronica del rey don Juan II*, passim. Hernando del Pulgar, *Cronica de los señores reyes catolicos don Fernando y doña Isabel*, parte tercera. Santius, *Historia Hispanica*, cap. 41. Conde, *Dominacion de los Arabes*.

resses respectives, frappant lourdement les soutiens de leurs adversaires mutuels. Toutefois ces combats tournèrent à l'avantage du rebelle. Afin de rappeler la fidélité de ses sujets par quelque exploit signalé, le roi partit pour faire lever le siége de Loja, que les chrétiens avaient investi, et parvint en effet à forcer à la retraite leur armée, forte de seize mille hommes. A son retour il prit et ruina Canete, dont il réduisit les habitants en esclavage. Mais ce triomphe fut balancé par la nouvelle que son fils rebelle Abu Abdalla s'était saisi de l'Alhambra, et avait été reconnu par tous les habitants de la capitale. Il se retira à Malaga, qui était rentrée depuis quelque temps dans son obéissance; Guadix et Baza se déclarèrent aussi pour lui.

Le récit détaillé des diverses circonstances de la guerre et des commotions qui suivirent immédiatement serait fastidieux, sans rien fournir à l'instruction. Un résumé rapide doit suffire. Dans deux actions consécutives entre des détachements de chrétiens et de Maures, les derniers eurent l'avantage; mais dans une troisième, Abu Abdalla lui-même, qui s'était avancé jusqu'à Lucena pour prendre part à la guerre, fut battu et fait prisonnier. Sa capture ne fut pas plutôt connue à Grenade, que le parti d'Abul Hassan acquit une nouvelle force, et ce prince fut en état de reprendre possession de son palais et de son trône. Mais les trésors de Zoraya furent prodigués pour acheter la libération de son fils. Comme ce prince ne se fit point scrupule de promettre au roi Ferdinand qu'il resterait à jamais le vassal obéissant et tributaire de la couronne de Castille; comme, en gage de sa sincérité, il remit son propre fils en otage, et paya une somme considérable, arrérages du tribut passé; et surtout comme sa délivrance devait perpétuer la division parmi les Maures, et par conséquent servir les desseins des chrétiens, il fut bientôt mis en liberté, et accompagné jusqu'à Grenade par un corps de cavalerie chrétienne. Son retour, et plus que tout la distribution des trésors de sa mère, relevèrent le parti abattu, et le mirent en possession de l'Alcazaba, l'un des forts les plus importants de la cité. Le jour suivant, la populace égarée fut entraînée de nouveau à embrasser sa cause et à proclamer son nom avec des acclamations délirantes. Les partisans du père et du fils rallièrent leurs forces; le dernier fut assiégé dans la forteresse; mais à l'arrivée de la nuit il n'y avait de succès décidé d'aucun côté. Le lendemain, comme le combat allait recommencer, quelques guerriers mécontents d'Abul Hassan, que l'âge accablait d'infirmités, aussi bien que d'Abu Abdalla, parce qu'il était l'allié des chrétiens, résolurent de les exclure tous deux du trône. Le père fut facilement amené à sacrifier son ambition au salut de l'État, et une simple harangue décida le peuple à l'abandon de son idole. Il s'agissait de décider quel était le prince le plus propre à tenir les rênes du gouvernement dans une crise si périlleuse. Le choix tomba sur le wali de Malaga, le frère d'Abul Hassan, Abdalla el Zagal, prince valeureux, expérimenté, qui avait vigoureusement défendu ses frontières contre les chrétiens, et avait obtenu sur eux quelques avantages dans les luttes partielles et isolées qui s'engageaient continuellement entre les deux peuples. Le wali accourut immédiatement à Grenade, où il fit son entrée avec cent têtes de chrétiens suspendues aux selles de son escorte. Il les avait conquises à son passage par les montagnes, et elles contribuèrent à lui faire obtenir une meilleure réception.

Abdalla el Zagal n'était pas dépourvu des qualités nécessaires pour le poste auquel il avait été élevé d'une manière inattendue; mais les hommes qui avaient d'abord provoqué cette élévation doivent avoir été aveugles pour ne point s'apercevoir que cette mesure ajouterait inévitablement à l'anarchie déjà existante. Abu Abdalla avait conservé quelques adhérents déterminés, et comme il était en possession de l'Albaycin, l'un des points les mieux fortifiés de la capitale, il ne montrait aucune disposition à

résigner ses prétentions au profit de son oncle. En vain celui-ci, moins ambitieux ou plus prudent, proposa la division de l'autorité suprême, afin que tous deux pussent tourner leurs forces combinées contre les envahisseurs. Comme un compromis était tout à fait impossible, chacun s'efforçait de se fortifier par des alliances, le premier avec des walis d'Almeria et de Guadix, l'autre avec les chrétiens. Ferdinand épousa naturellement la cause de son vassal, auquel il envoya quelques troupes; puis il entra lui-même en campagne, sous prétexte de secourir Abu Abdalla. Il assiégea et prit Alora et Belenil, et défit les Maures dans deux engagements partiels. Mais la lenteur de ses opérations, et les précautions qu'il observait dans chaque entreprise, prouvaient qu'il n'était pas sans appréhension que les deux partis s'entendissent, et ne rendissent son succès futur, sinon douteux, au moins tardif. Ce ne fut pas avant de s'être assuré, par quelques siéges poursuivis successivement et en temps opportun, de quelques-unes des principales forteresses au nord et à l'ouest de la capitale, qu'il prit un ton plus hardi et une politique plus décidée. En 890, il fit investir à la fois Ronda, Marbella, Cahir, Cartana. Après la réduction de ces places importantes, Moclin, Velez-Malaga et Loja furent assiégés. Alors les habitants de la capitale prirent l'alarme; ils s'aperçurent que, si ces villes étaient enlevées, il leur serait laissé peu de chose dans cette direction au delà de leurs propres remparts, et ils pressèrent leurs deux rois, qui s'acharnaient toujours dans leurs mutuelles hostilités, de suspendre ces luttes honteuses et d'arrêter les progrès des chrétiens. Tous deux n'obéirent qu'avec répugnance (891). Abdalla el Zagal courut au secours de Moclin; mais à Velez-Malaga, dont il voulut aussi faire le siége, il fut complétement défait et contraint à la retraite. A son retour, les habitants de Grenade, furieux de son échec, refusèrent de le recevoir, et il lui fallut se retirer à Guadix. Un meilleur sort n'accompagna point Abu Abdalla, qui, s'étant jeté dans Loja, fut contraint de capituler. Quoique ses excuses pour avoir pris les armes contre son seigneur lige fussent frivoles, on le laissa regagner sa capitale, où il put maintenant se livrer à l'espoir de régner sans rival. Mais cette capitale formait presque la totalité de son royaume; car Almeria, Guadix et Baza reconnaissaient son oncle. Tandis que les chrétiens se mettaient successivement en possession des forteresses qu'ils avaient investies ou sommées, environ trente places se rendaient en même temps, en obtenant des conditions honorables, comme Loja.

La conquête ou la capitulation de toutes les places fortifiées du voisinage avait isolé l'importante cité de Malaga, dont l'acquisition devint maintenant le grand objet des Castillans. Le wali de la place, parent d'el Zagal, avait prévu l'attaque, et s'y était préparé en enrôlant des auxiliaires d'Afrique, et en accumulant d'énormes approvisionnements. La population était très-nombreuse, et animée par la haine du nom chrétien. Le siége trompa donc pendant quelques mois les efforts du roi Ferdinand en personne, et même de la reine Isabelle, qui se rendit au camp de son époux avec la détermination d'y rester jusqu'à ce que la ville reconnût leur autorité collective. Le fanatisme voulut ranimer la cause mahométane par une tentative d'assassinat sur les deux souverains. Un Maure, Abrahen Algerbi, avait quitté Tunis, son pays natal, pour se fixer dans un village près de Guadix. Les succès des chrétiens avaient poussé cet homme jusqu'au dernier degré de la frénésie, en sorte qu'il soutenait et croyait peut-être qu'il avait reçu mission du ciel pour faire lever le siége de Malaga. Il prétendait à une grande sainteté et à de fréquentes révélations d'en haut. La gravité de sa démarche, l'austérité de sa vie, faisaient une grande impression dans son voisinage, où il était regardé comme un saint. A la fin quatre cents hommes résolus s'étant préparés pour l'aider dans l'objet de sa mission, il partit pour Malaga. La moitié de cette troupe parvint à gagner la ville; les

autres, qui osèrent attaquer les avant-postes chrétiens furent taillés en pièces. Algerbi lui-même se trouvait dans cette même division; mais, au lieu de combattre, il se tint à une légère distance du théâtre de la lutte, et tomba sur ses genoux pour prier. Il fut trouvé dans cette posture par les chrétiens, et conduit devant un de leurs généraux. A toutes les questions qui lui furent adressées il ne donna pas d'autre réponse, sinon qu'il avait une importante communication à faire au roi et à la reine, qu'il ne confierait à nulle autre personne. Comme le roi venait de dîner, et qu'il se couchait pour dormir, que la reine refusa de voir l'étranger seule, le Maure fut introduit dans une tente près de celle de Ferdinand, où se trouvaient un noble portugais avec deux dames. D'après le costume magnifique de ces personnes, il conclut qu'il était dans la tente royale, et que Ferdinand et Isabelle étaient devant lui. Aussitôt il tire un poignard, fait une blessure mortelle au cavalier, et allait tuer la principale dame, lorsque l'un des trésoriers de la reine entra et le désarma. D'autres Castillans accoururent aussitôt dans la tente, et l'assassin tomba sous leurs épées. Son corps tout déchiré fut jeté par-dessus les murailles, et, malgré le mauvais succès de son entreprise, ses restes reçurent les plus grands honneurs, et furent enterrés par les assiégés. La soumission de la ville suivit bientôt cet inutile effort du fanatisme. Toutefois il y a quelque différence entre les récits des Maures et le rapport des chrétiens, quant au résultat principal : les derniers disent que la place se rendit sans conditions, et qu'Isabelle intercéda pour les habitants, auxquels on permit de garder leurs biens, de rester ou de se retirer où il leur plairait; tandis que les Maures soutiennent au contraire que les troupes chrétiennes furent introduites par la trahison d'un Maure, et que la place fut abandonnée au pillage.

Les forteresses occidentales du royaume étant au pouvoir des chrétiens, Ferdinand avait maintenant deux voies à suivre pour atteindre son grand objet : il pouvait ou tomber tout à coup sur la capitale, ou commencer par réduire les points fortifiés à l'orient. Il choisit le dernier parti : il savait que s'il triomphait d'Abdalla el Zagal qui possédait Guadix, Baza, Almeria, etc., il aurait peu de difficulté à détrôner Abu Abdalla, déjà dégradé. Velez, el Rubio, Vera, Mujacar, etc., ouvrirent leurs portes aux premières sommations. Mais les chrétiens échouèrent devant Huescar, Baza et Taberna, et eurent le dessous dans plus d'une escarmouche. En 894, Ferdinand entra de nouveau en campagne à la tête de cinquante mille fantassins et douze mille cavaliers, résolu, avec cette formidable armée, d'enlever aux Maures tout espoir de succès dans la résistance. Avec le prétexte que ses armes devaient être dirigées contre l'ennemi de son allié, il espérait encore diviser la puissance maure. Il réussit dans son dessein; le peuple de Grenade tourna les yeux de son côté, non pas en effet avec indifférence, mais certes sans beaucoup d'anxiétés pour eux-mêmes, tandis que leur allié marchait contre les places qui tenaient encore pour el Zagal. Abu Abdalla était inquiet du résultat : il acheta même une sécurité temporaire, en consentant non-seulement à abandonner son oncle, mais à recevoir dans Grenade même une garnison chrétienne; en d'autres termes, à remettre cette capitale, après la destruction d'el Zagal, entre les mains de Ferdinand. En retour, il devait recevoir de vastes domaines pour les tenir sous le vasselage de son supérieur féodal. Quoique les conditions de l'alliance fussent secrètes, el Zagal, convaincu qu'il aurait maintenant à supporter tout l'effort de la puissance castillane, se prépara pour une vigoureuse défense. Son parent le cid Yahia, avec dix mille hommes, fut détaché vers Baza, qu'il jugeait avec raison devoir être investie des premières par Ferdinand.

Ayant réduit Xucar, le monarque chrétien, ainsi qu'on l'avait prévu, mit le siége devant Baza. Cette place, située sur le penchant d'une colline, forte également par la nature et par l'art, et défendue par une

puissante garnison, fit une brave résistance pendant quelques mois ; mais à la fin, voyant que les provisions étaient épuisées, que beaucoup de soldats avaient été enlevés par de fréquentes sorties, que les chrétiens avaient retranché leur camp, et qu'ils étaient encouragés par l'arrivée de la reine Isabelle, Yahia écrivit à el Zagal pour lui dire que la place serait forcée inévitablement à se rendre, si elle n'était secourue promptement. Ce roi, qui était retenu à la défense de Guadix, ne put détacher un seul soldat pour le secours de Baza. La ville fut donc réduite à capituler, mais des conditions extrêmement avantageuses au peuple furent obtenues des deux souverains. Yahia, qui eut diverses entrevues avec Ferdinand et Isabelle dans leur propre camp, reçut des marques signalées de leurs faveurs. La concession de quelques riches domaines comme indemnité pour la perte de son gouvernement, et les manières caressantes de la reine, firent, dit-on, une si profonde impression sur son esprit, qu'il promit non-seulement de ne plus reprendre les armes contre ses seigneurs liges, mais encore d'embrasser leur religion, et même de déterminer son parent el Zagal à cesser une résistance inutile, et à se soumettre comme il l'avait fait. Une telle résistance devait succomber devant les événements; elle ne servirait qu'à reculer l'heure inévitable de la soumission, et en exaspérant l'ennemi, elle devait rendre plus dures les conditions de la reddition définitive : c'étaient là des vérités trop évidentes pour être contestées. Yahia pouvait donc être à l'abri de tout blâme pour sa conduite dans cette occasion. Il représenta à el Zagal que le ciel, en unissant tout à coup les deux couronnes de Castille et d'Aragon, avait décrété qu'une troisième, celle de Grenade, ornerait les mêmes fronts; que le destin était irrésistible, et qu'une prompte soumission était le seul moyen pour éviter l'esclavage ou l'expulsion. En vrai musulman, el Zagal, adoptant la doctrine de son parent sur la prédestination, reconnut « qu'Allah dans ses décrets éternels avait résolu la destruction de Grenade; » et il consentit à s'abandonner à la générosité de Ferdinand. Il se rendit donc bien vite au camp chrétien; et si la bienveillance personnelle, ou même la libéralité royale, pouvait compenser la perte d'un trône, il aurait pu être satisfait. Comme Yahia, il reçut de vastes domaines qui devaient être à jamais possédés par ses descendants (1), moyennant son consentement à recevoir des garnisons chrétiennes dans Almeria et Guadix, dont les habitants furent garantis dans tous leurs priviléges comme sujets. Purchina, Taberna, Almunecar, Salabrena, et quelques autres villes des Alpujarras, s'empressèrent de suivre l'exemple de Baza, en sorte que le royaume jadis si puissant des Maures était presque littéralement confiné aux murs de la capitale.

Il ne restait plus maintenant pour compléter la ruine de la puissance maure qu'à prendre Grenade. En vertu de la convention précédente, Ferdinand somma Abu Abdalla de recevoir garnison castillane. Le fantôme de roi en appela à la magnanimité de son allié, qu'il supplia de se contenter des riches dépouilles déjà acquises. La simple révélation d'une telle proposition lui aurait coûté la tête dans l'état d'irritation des esprits. La position désastreuse des affaires, que les musulmans attribuaient non sans quelque justice à son ambition et à son inaction subséquente, poussa leur rage à un tel état d'exaltation qu'ils se levèrent contre lui, et auraient sans doute trempé leurs mains dans son sang, s'il ne s'était enfui précipitamment dans l'Alhambra. Cependant la violence de la commotion s'apaisa, lorsque chacun aperçut la nécessité de l'union pour sauver la capitale. Son destin fut quelque temps suspendu par l'arrivée de nombreux volon-

---

(1) La juridiction d'Andaraz, la vallée d'Alhaman, contenait deux mille vassaux, entre Malaga et Marbella, et la moitié du produit de quelques salines. L'année suivante, Abdalla el Zagal, fatigué peut-être de vivre en particulier là où il avait gouverné en roi, vendit la plupart de ses possessions, et se retira en Afrique.

taires des Alpujarras, qui n'avaient pas encore reconnu l'autorité des chrétiens, et de divers autres points qui se révoltèrent ouvertement. Abu Abdalla s'efforça de regagner les inclinations de son peuple, en se préparant vigoureusement à la défense, et même en faisant des incursions sur les nouvelles possessions des chrétiens. Mais ni la révolte ni ses propres efforts n'étaient d'un grand secours. Les habitants d'Adra subirent un châtiment exemplaire de leur manque de foi; le roi fut forcé de chercher un abri dans l'enceinte de ses murailles, du haut desquelles il vit bientôt s'avancer la croix de ses ennemis (1).

Au printemps de 897 (1491), Ferdinand parut en vue de cette grande cité avec cinquante mille fantassins et dix mille chevaux. La force de la place et le fanatisme du peuple devaient préparer à un siége long et sanglant. Quelque temps s'écoula avant que Grenade pût être réellement investie. Des convois de vivres étaient fréquemment introduits en dépit de la vigilance de Ferdinand; et dans des sorties faites de temps en temps, l'avantage ne resta pas toujours aux assaillants. Ces actions partielles réduisirent tellement l'armée chrétienne, qu'à la fin le roi les défendit; et pour protéger son camp contre les attaques audacieuses des Maures, il l'entoura d'épaisses murailles et de fossés profonds. Maintenant l'ennemi vit qu'il était résolu à la réduction de la place, quelque tardive qu'elle pût être. Désespéré, Muza, général maure, homme de grande valeur et de talents éminents, persuada à ses compagnons de se joindre à lui pour assaillir les retranchements chrétiens. Les chrétiens n'attendirent pas l'assaut : ils ne comprirent pas plutôt le dessein de l'armée qui s'avançait, qu'ils abandonnèrent leurs fortes positions pour aller à sa rencontre. L'espace entre le camp et les murs de la ville devint le théâtre d'une lutte terrible, qui se termina par la déroute complète des musulmans. Ferdinand ne se contenta plus de les renfermer dans leurs fortifications; il résolut de leur couper toutes les communications avec les montagnes, d'où ils tiraient leurs subsistances, et d'attendre patiemment l'effet inévitable de la famine. Ayant dévasté plusieurs lieues de pays, il plaça des détachements à tous les passages conduisant à la ville. Ses propres soldats dans le camp, ou dans la cité nouvellement élevée de Santa-Fé (1), qu'il fortifia pour être à l'abri contre toute saillie de désespoir des Maures, et pour la plus grande commodité de son armée et de sa cour, étaient abondamment pourvus de tout ce qui leur était nécessaire. Les privations qu'il leur fallait maintenant subir poussèrent les assiégés d'abord à murmurer, puis à menacer de mort leur imbécille souverain. Dans cette occurrence, Abu Abdalla convoqua à la hâte un conseil pour écouter les sentiments de ses principaux sujets sur la déplorable position des affaires. Tous convinrent que le camp, la ville nouvelle et la politique de Ferdinand dénonçaient trop clairement sa détermination irrévocable, et le sort qui en définitive, et peut-être bientôt, les attendait; que le peuple était abattu par l'abstinence et la fatigue; et que, la nécessité étant impérieuse, une tentative serait faite pour se procurer des termes favorables de capitulation de la part des Castillans. Le hageb Abul Cassem, vieillard vénérable, se rendit au camp chrétien; et, le 22 de Maharram 897 (2), furent arrêtés par lui et les commissaires de Ferdinand, entre autres conditions, les articles suivants :

La ville sera rendue dans deux mois, si elle n'est pas secourue dans l'intervalle.

(1) Pulgar, *Cronica de los señores reyes catolicos*, p. 300, etc. Zurita, *Historia del rey Hernando el Catolico*, t. II. Conde, *Dominacion de los Arabes*.

(1) A environ deux lieues à l'ouest de Grenade.

(2) L'an 897 de l'hégire s'ouvre par le 3 novembre 1491; la date est donc le 25 novembre.

Le roi maure, ses wisirs et ses cheiks jureront allégeance aux deux souverains, et tous les habitants transporteront leur hommage d'Abu Abdalla aux vainqueurs.

Abu Abdalla sera pourvu de domaines et de biens suffisants pour le soutenir dans une splendeur convenable.

Tout musulman aura entière liberté et conservera ses propriétés actuelles.

On leur laissera le libre exercice de leur religion, de leurs mosquées, de leurs alfaquis (1), et même de leurs lois et de leurs juges.

Durant trois années, ils seront exempts de contributions pour le soutien des charges de l'État, et dans la suite ils ne seront soumis qu'aux mêmes taxes qu'ils payaient à leurs propres rois.

Ils remettront cinq cents otages pour l'accomplissement fidèle de ces stipulations (2).

Ces conditions furent exposées par Abul Cassem devant le conseil d'Abu Abdalla, et considérées avec une lugubre solennité. Beaucoup de membres étaient profondément affectés par la perspective qui se présentait à eux. Muza conseilla de périr plutôt que de se rendre, et voyant l'inutilité de ses exhortations, il quitta la salle de délibération, prit son cheval et ses armes, sortit par la porte Elvira, et l'on n'entendit plus parler de lui. Après son départ, Abu Abdalla dit : « Ce n'est point de courage que nous manquons, mais de moyens de résistance; le mauvais destin a versé sa funeste influence sur le royaume, et nous a tous énervés. Quelle ressource nous est laissée? la tempête a tout détruit! » Ces plaintes de la royauté, tout le monde en reconnut la justesse, excepté la plus basse populace, dont le fanatisme aurait probablement enseveli la cité dans les ruines, si le roi, de l'avis de ses cheiks, n'avait pas prié Ferdinand de prendre possession de Grenade un peu plus tôt qu'il n'avait été stipulé; et le roi de Castille accueillit favorablement cette requête.

Ce fut le quatrième jour de la lune Rabial (1), au lever de l'aurore, qu'Abu Abdalla envoya sa famille et ses trésors dans les Alpujarras, tandis que lui-même, accompagné de cinquante cavaliers, s'avança au devant de Ferdinand, qu'il salua comme son seigneur lige. Les clefs de la ville furent remises au roi catholique par Abul Cassem; les chrétiens entrèrent, et leurs étendards furent aussitôt plantés sur les tours de l'Alhambra et sur toutes les fortifications de la place. Quatre jours après, Ferdinand et sa royale compagne firent une entrée solennelle dans la cité, dont ils firent le siége d'un archevêché, et où ils résidèrent plus ou moins.

On verra plus loin comment ils observèrent les conditions de la capitulation. Quant au faible Abdalla, il n'eut pas le courage de rentrer dans l'enceinte de son ancienne capitale. Lorsque, brisé par la douleur, il prit la route des Alpujarras, jetant de temps en temps les yeux sur les tours magnifiques laissées derrière lui, sa mère, la sultane Zoraya, laissa tomber sur lui ces accablantes paroles : « Des larmes de femme pour la perte d'un royaume te conviennent bien à toi, qui n'as pas eu le courage de le défendre en homme! » Il ne resta pas longtemps en Espagne. De même que son oncle, il vendit ses domaines, et se retira en Afrique, où il mourut dans une bataille, en défendant le trône de son parent, le roi de Fez (2). Deux princes de la famille, Yahia et

(1) *Fek* et *fekehat*, l'étude et la science de la loi, la jurisprudence. *Fakihem*, docteur de la loi, d'où vient le mot espagnol *alfaqui*. D'Herbelot.

(2) Les conditions peuvent se lire tout au long dans Marmol Carvajal, *Historia de la rebelion y castigo de los Moriscos*, t. I.

(1) Cette année s'ouvre, comme on l'a fait observer plus haut, par le 3 novembre 1491 :

Muharram	30	— novembre	28
Safir	29	— décembre	31
Rabia I	4	— janvier	4
	—		—
	63		63

C'est donc le 4 janvier 1292.

(2) « Escarnio y gran ridiculo de la fortuna, que acacciò la muerte a este rey en défensa

son fils, restèrent dans la Péninsule, où ils embrassèrent le christianisme, et furent comblés d'honneurs et de richesses par leur nouveau souverain.

---

de reyno ageno no habiendo osado morir defendiendo el suyo. » Marmol Carvajal. Mais Abu Abdalla, avec sa criminelle ambition et sa faiblesse, ne fut pas un lâche.

CHAPITRE XII.

HISTOIRE DE CASTILLE ET DE LÉON, DE 1369 A 1516.

Henri II fut le second monarque de l'illégitime maison qui conserva si longtemps le souverain pouvoir en Castille et Léon. Il serait difficile de découvrir sur quoi s'appuyaient ses réclamations à la couronne; car si les filles de Pierre étaient illégitimes, elles étaient pourtant encore plus près du trône que lui. D'ailleurs, en suivant la véritable droite ligne de succession, on trouvait Ferdinand, roi de Portugal, petit-fils de la princesse Béatrix, fille de Sancho le Brave, roi de Castille, qui avait épousé Alphonse IV de Portugal. Suivant le juste et sain jugement des Castillans, non de quelques-uns seulement, mais de ceux de la plus haute distinction, les droits de ce prince étaient si clairs, qu'ils se hâtèrent de lui rendre hommage comme à leur légitime souverain, et plusieurs villes de Léon, et plus encore de Galice, se déclarèrent pour lui. Un si grand encouragement donné à ses justes prétentions lui fit prendre le titre de roi de Castille et de Léon, aussi bien que de Portugal, et préparer des armements considérables, tant par terre que par mer, afin de les soutenir. Mais cette occasion d'unir à jamais les deux pays fut bientôt anéantie devant les préjugés nationaux, rendus invétérés par le temps, et qui doivent être déplorés par toute l'Europe.

Les difficultés de l'usurpation ne furent pas d'un ordre ordinaire. Outre les places qui reconnaissaient les Portugais, Logrono, Vittoria, Salvatierra et Campezo adhérèrent à Charles de Navarre; Molina et Requena se placèrent elles-mêmes sous la protection de l'Aragon, et Carmona refusa de recevoir Henri, lorsqu'il la somma de lui ouvrir ses portes. Il faut encore ajouter que Mohammed de Grenade refusa son alliance, se ligua même avec le roi Ferdinand, et que Pierre d'Aragon se joignit ouvertement à lui, en considération de Murcie et de quelques forteresses de Castille. Cette situation, on peut le dire, était plus que précaire; mais s'il avait peu de vertus, Henri au moins ne manquait pas de courage, et il résolut de forcer ses ennemis à reconnaître son illégitime autorité. Après avoir attendu quelque temps la soumission de Carmona, il réunit ses troupes à Tolède, réduisit Requena par ses généraux, et avec une force considérable marcha sur Zamora, dans l'espérance de la réduire. Apprenant cependant que Ferdinand s'avançait sur la Corogne, il porta aussitôt ses pas vers la Galice; mais les Portugais, au bruit de son arrivée, ayant fui précipitamment, il tourna du côté de ce royaume, prit Braga, avec quelques forteresses de moindre importance, et s'en retourna. Il ne se fut pas plutôt retiré, qu'une horde d'aventuriers portugais pénétra dans

l'Estramadure sur divers points, et commit de grands ravages. Il continua cependant à défendre vaillamment ses places frontières du côté du Portugal et de l'Aragon. Au commencement de 1370, il eut encore une meilleure fortune, en ruinant un puissant armement par mer que Ferdinand avait envoyé à l'entrée du Guadalquivir. L'année suivante, il poussa avec vigueur le siége de Carmona, qui était investie depuis quelque temps, et qui commençait à souffrir du manque de provisions. Dans l'espérance d'escalader les murs, quelques soldats s'étant trop avancés furent pris et mis à mort par le gouverneur, Martin Lopez, qui avait aussi la tutelle des enfants de Pierre, et qui était fidèlement attaché à la mémoire de ce prince. Henri en fut si grandement irrité, qu'il en rêva une perfide vengeance. Après une longue et héroïque défense, don Martin proposa une capitulation, aux conditions que sa vie serait sauve et sa liberté garantie. Cela fut accordé, et le roi le jura sur les saints Évangiles; mais aussitôt en possession de la place, il envoya ce brave officier, avec le chancelier de Pierre, à Séville, où tous deux, d'après ses ordres, furent immédiatement décapités. La même année, par l'intervention du légat du pape, il obtint la paix du Portugal, et recouvra deux places du roi de Navarre. Il ne fut pas moins heureux du côté de Pierre d'Aragon, trop occupé de ses affaires domestiques pour troubler sa tranquillité. Sa flotte fut victorieuse aussi de l'escadre anglaise qui menaçait son allié le roi de France. Aussi ce fut autant pour réparer cet échec que pour contenter sa propre ambition, que le duc de Lancastre, qui avait épousé Constance, fille de Pierre le Cruel, prit le titre de roi de Castille, et se disposa à envahir le royaume. La plus étrange circonstance de tout cela fut, en 1372, l'alliance de Ferdinand de Portugal, véritablement roi légitime, avec le duc réclamant sa couronne.

Les obscures mais continuelles hostilités qui suivirent méritent peu d'attention. L'avantage d'un jour était balancé par le revers du lendemain. En 1373 pourtant, Henri pénétra aussi loin que Lisbonne, mais sans réduire véritablement aucune place d'importance, et retourna bientôt chez lui avec la stérile gloire d'avoir insulté son royal ennemi. La même année, après un succès de peu d'importance sur les Portugais en Galice, les deux rois eurent recours à la médiation du pape. Éternel ami de la paix, comme la plupart de ceux qui occupent le saint-siége, le pontife était persuadé qu'il vaincrait, sinon leur animosité, au moins leur ouverte opposition, et qu'il parviendrait même à les amener à un double mariage. Mais le duc de Lancastre ne pouvait être aisément pacifié. Souvent allié de la Navarre, toujours en querelle avec la France et la Castille, ce prince était poussé à la guerre par le double motif des considérations publiques et personnelles. Il trouva bientôt cependant qu'il y avait peu à espérer de ses alliés de la Péninsule, variant comme le vent, et tournant tantôt d'un côté, tantôt d'un autre; et, quoique constant dans son grand projet de détrôner l'usurpateur, il se sentit pour longtemps incapable d'arriver à l'exécution. Il lui fallait sans cesse diriger des armements en France, le grand objet de Henri étant d'occuper toujours l'Anglais dans ce pays, et ce prince ne se lassant pas, pour arriver à ce but, d'envoyer des secours continuels à son allié le roi de France. Le Castillan parvint ainsi à conserver sa couronne toute sa vie, et à sauver le royaume du fléau de l'invasion, comme on le verra bientôt tomber sur son fils.

Dans le schisme qui affligeait l'Église, divisée entre les prétentions d'Urbain VI et de l'antipape Clément, Henri ne se déclara ni pour l'un ni pour l'autre, sachant bien qu'en agissant ainsi il satisferait son avarice, n'ayant pas à payer les contributions papales ordinaires. Ce prince mourut en 1379. Son caractère fut presque aussi cruel que celui de Pierre, ses mœurs aussi relâchées, et l'on peut dire qu'il fut peu différent d'un tyran. D'ailleurs, on ne peut nier qu'il ne fût brave et ne gouvernât habilement.

Tantôt par ruse, tantôt par force, il réduisit la Galice, recouvra plusieurs places sur le roi de Navarre, dont il investit une fois la capitale, et se fit redouter de ses voisins de Portugal et d'Aragon.

Juan Ier suivit les plans et les avis de son père, en cultivant l'amitié du roi de France, et en l'assistant fréquemment dans ses interminables guerres avec le monarque anglais. Comme son père, il eut aussi à redouter les prétentions du duc de Lancastre, et il sentit également le besoin d'occuper l'ambitieux Plantagenet d'autres affaires que de celles de la succession.

Pour s'attacher le Portugal comme allié, Juan, la seconde année de son règne, consentit à marier l'infant don Henri, son fils, avec Béatrix, présomptive héritière de la couronne lusitanienne. Cette princesse, qui était dans sa dixième année, avait été déjà promise à Fadrique, frère du roi castillan; mais la situation supérieure de Henri porta le monarque portugais à préférer ce dernier pour son gendre. Une des conditions du mariage projeté fut que, si l'un des jeunes époux venait à mourir sans enfant, celui qui survivrait hériterait des États du décédé. De tels projets d'union entre les deux couronnes ne pouvaient que paraître admirables, et devaient assurément être agréables aux deux souverains; mais les plus certaines espérances finissent souvent par de cruelles déceptions, surtout lorsque les intérêts compromis sont d'une plus haute importance. Nonobstant ce traité solennel, Ferdinand de Portugal, par une raison qu'il serait superflu de chercher, résolut secrètement de faire la guerre à la Castille; et dans l'espoir d'acquérir plus de puissance pour lui-même par l'alliance du duc de Lancastre, il lui dépêcha un habile messager, pour obtenir de ce prince une promesse de coopération, qu'il lui accorda réellement. Juan, bientôt informé de cette ligue, résolut de prévenir l'ennemi. Au cap Saint-Vincent sa flotte triompha, en 1381, de celle de Ferdinand, et Almeida fut forcée de se soumettre. L'arrivée du comte de Cambridge, frère du duc, avec cinq cents hommes d'armes et beaucoup d'archers, releva le courage des Portugais, mais leur fut de peu de service. Comme les alliés ne pouvaient obtenir aucun secours de Ferdinand, ils ne se firent aucun scrupule de prendre leur nécessaire où ils le pouvaient. De là une haine et des querelles qui s'élevèrent bientôt entre eux et les enfants du sol, et qui neutralisèrent le peu de succès qu'on pouvait obtenir des armées combinées.

Également fatigué de ses alliés et de la guerre, Ferdinand, en 1382, sollicita et obtint la paix, et les Anglais retournèrent chez eux. La mort de la reine de Castille laissant Juan dans le veuvage, Ferdinand lui offrit la princesse Béatrix, qui avait été successivement proposée à son frère, à ses deux fils et même au fils du comte de Cambridge, à la condition toutefois que les enfants issus de ce mariage, de l'un ou l'autre sexe, seraient souverains de Portugal, et que lui-même n'aurait aucune part dans l'administration aussi longtemps que Léonore, reine de Portugal, survivrait à Ferdinand. Cette condition, qui exprimait si énergiquement les répugnances des Portugais pour le gouvernement castillan, n'empêcha pas Juan d'épouser la princesse. Ferdinand mourut l'année même de ce mariage, et sa mort ouvrit la porte à de nouvelles hostilités.

Quoique Juan et sa nouvelle épouse fussent dans le fait exclus par le traité qui avait régi leur union, le roi de Castille n'en réclama pas moins vivement la couronne du chef de Béatrix; et divers nobles portugais admirent la justice de cette prétention. La reine-veuve Léonore elle-même fit proclamer sa fille dans la capitale; mais la masse des villes et des prélats refusa de la reconnaître, et déclara Juan, frère bâtard de Ferdinand, régent de Portugal. Urbain VI, que Juan de Castille avait refusé de reconnaître, excita contre lui son ancien ennemi, le duc de Lancastre, auquel il persuada d'envahir de nouveau la Castille. L'usurpateur, Juan, ne fut pas moins actif pour s'assurer la coopération du prince anglais, dont il pressa le

départ et les armements nécessaires à la réclamation de la couronne de Castille. Pour tromper le double objet de cette alliance, le Castillan, en 1384, entra dans le royaume, reçut l'hommage de ses adhérents, et se mit en devoir d'investir la capitale. Mais ses troupes furent honteusement défaites par celles de son rival; la reine-mère elle-même eut honte de favoriser ses prétentions, et il fut contraint d'abandonner le siége et de retourner dans ses États. En 1385, les cortès de Coïmbre proclamèrent roi son rival, qui se mit à presser vigoureusement les places tenant pour le Castillan. La fortune suivit les armes du Portugais, qui obtint successivement la possession des principales places fortifiées, et triompha dans plusieurs engagements partiels. Il fallait maintenant une action plus grande et plus décisive. Quoiqu'il n'eût que dix mille hommes, il marcha au devant du roi de Castille, qui venait à sa rencontre avec une armée d'au moins trente-quatre mille guerriers, dans laquelle se trouvaient deux mille chevaliers français. Les deux armées se trouvèrent en présence près d'Aljubarata, village de l'Estramadure portugaise. Par le conseil des chevaliers anglais qui servaient dans son armée, le prince lusitanien retrancha ses soldats dans une forte position. Comme les troupes castillanes étaient fatiguées de leur marche, quelques officiers, entre autres le chroniqueur Pedro Lopez de Ayala, dans un conseil de guerre assemblé pour décider sur cette question, s'efforcèrent de détourner le roi de Castille du combat; mais le plus grand nombre, et surtout les chevaliers français, se confiant dans l'énorme supériorité du nombre et dans leur propre ardeur, étaient disposés à la bataille. L'action commença vers le coucher du soleil, par une belle soirée d'été (14 août), et fut soutenue pour un instant avec une grande valeur des deux côtés. A la fin les Portugais remportèrent une éclatante victoire; la plus grande partie des chevaliers castillans et dix mille fantassins restèrent sûr le terrain. Le roi lui-même eut peine à s'échapper. La perte fut si effrayante qu'il ordonna à ses sujets de la pleurer durant une année, tandis que les vainqueurs célébraient annuellement leur triomphe. Les alliés français, qui soutinrent le plus grand effort du combat, souffrirent cruellement dans cette occasion (1).

Pour profiter de cette victoire, le monarque portugais commanda à ses barons de faire une irruption en Castille, tandis que lui-même adressait au duc de Lancastre un bulletin circonstancié de ce succès signalé. Alors celui-ci brûla de soutenir ses droits par d'autres moyens que des menaces, ou par l'annonce de ses préparatifs. Il quitta l'Angleterre avec un armement peu considérable, mais bien choisi (environ deux mille cinq cents chevaliers et autant d'archers), accompagné de sa femme, Constance, et de ses trois filles. En juillet 1386, il parut en vue de la côte de Galice, et débarqua enfin à el Padron; de là il s'avança sur Santiago, où il fut solennellement proclamé roi de Castille et de Léon. Dans une entrevue avec le roi de Portugal sur les limites des deux États, les deux princes formèrent une ligue offensive et défensive; et pour la cimenter plus fortement, ils convinrent que le roi épouserait Filippa, fille du duc. Dans le même temps le Castillan ne se tenait pas oisif; il avait obtenu des secours de son constant allié le roi de France, et des encouragements de Clément VII, le rival d'Urbain. Au printemps de 1387, le duc et le roi de Portugal arrivèrent à Benevente; mais leurs progrès furent arrêtés par la peste, qui faisait journellement de grands ravages dans leurs rangs. Après la conquête de quelques villes et forteresses, l'armée alliée se retira en Portugal. Le duc lui-même fut sérieusement malade, et se sentit découragé. La retraite fut hâtée par la nouvelle de troubles qui désolaient l'Angleterre, et

(1) Lopez de Ayala, *Cronica del rey don Juan*, fol. 164-191. Zurita, *Anales de Aragon*, in reño de don Pedro IV. Lemos, *Historia geral de Portugal*, t. v.

qui finirent par l'emprisonnement et par la mort de l'infortuné Richard II. Mais ni l'un ni l'autre n'abandonnèrent l'entreprise, quoique les circonstances les forçassent tous deux à la suspendre. Le roi de Castille, qui savait cela, craignait la reprise des hostilités à une époque plus favorable. Pour les prévenir, et afin d'obtenir l'amitié de ses puissants adversaires, plutôt que de s'exposer à leur inimitié, il proposa au prince anglais le mariage de l'infant aîné de Castille, Henri, avec Catherine, fille du duc et de la princesse Constance, et par conséquent petite-fille de Pierre le Cruel. Le duc prêta une oreille favorable à cette ouverture : vers la fin de l'année les conditions furent définitivement arrêtées à Bayonne. Les principales furent que si Henri mourait avant la consommation du mariage, la princesse serait donnée au fils puîné, Ferdinand; que Constance, mère de la princesse, recevrait en fief cinq ou six villes de Castille, et de plus un revenu de quarante mille francs par an; que le duc recevrait six cent mille livres en or comme indemnités pour les frais de la guerre ; que Constance et son époux renonceraient à toute prétention sur la couronne de Castille, et que des otages lui seraient donnés en garantie de l'accomplissement des trois premiers points. Si l'ambition personnelle du prince Plantagenet ne fut pas satisfaite, il eut au moins le plaisir de voir une de ses filles reine de Portugal, et l'autre destinée au trône de Castille. Dès le commencement de l'année suivante, Catherine, qui était dans sa quatorzième année, fut fiancée à Henri, qui n'avait que dix ans, et qui dans cette circonstance prit le titre de prince des Asturies.

Le roi de Castille ne survécut pas longtemps à cette réconciliation avec le prince Plantagenet. Sa mort fut tragique. Le 9 d'octobre 1390, se trouvant à Alcala de Henares pour recevoir quelques cavaliers chrétiens qui avaient longtemps vécu en Afrique et qui venaient de rentrer dans leur patrie, il voulut assister à leurs exercices équestres, dans lesquels il les savait extraordinairement habiles. En conséquence il sortit de la place par la porte de Burgos, et contempla quelque temps en silence leurs admirables évolutions. Comme il était lui-même bien monté et passait pour un bon cavalier, il voulut se joindre à eux. Malheureusement le terrain était nouvellement labouré, et à peine eut-il lancé son cheval au galop, que l'inégalité de la surface glissante du sol fit tomber l'animal. Le roi se trouva pris en dessous. Tels furent la violence de la chute et le poids du cheval, qu'il perdit aussitôt la vie. L'archevêque de Tolède, qui le premier arriva sur le lieu fatal, cacha la catastrophe jusqu'à ce qu'il eût assuré la succession au jeune Henri. Le règne de Juan Ier ne fut qu'une suite de troubles que sa fermeté, malgré le peu d'étendue de son esprit, empêcha de ruiner l'État ou de mettre en danger sa propre autorité. Une fois, durant la dispute de la succession à la couronne de Portugal, il eut l'intention sérieuse d'abdiquer en faveur de son fils Henri, qui, né de Béatrix, fille de Ferdinand, était le véritable héritier du trône de Portugal comme de celui de Castille. Son objet était d'assurer l'exécution du traité fait avec ce prince, et d'unir pour jamais les deux couronnes. Mais ses nobles, qui évidemment n'étaient pas moins éloignés de cette union que leurs voisins occidentaux, lui conseillèrent ou même le forcèrent de conserver sa dignité. Les dernières années de son règne furent troublées par les hostilités de ces voisins ; mais elles furent trop obscures en elles-mêmes, et trop peu importantes dans leurs conséquences, pour mériter d'être signalées (1).

Henri III, surnommé l'Infirme, n'ayant que onze ans à son avénement, personne ne sera surpris que dans un royaume si agité sa minorité occasionnât beaucoup de dissensions. Les premières et les plus difficiles à apaiser concernaient la régence. Par le

(1) Ayala, *Cronica del rey don Juan I*, fol. 191-290. Lemos, *Historia geral de Portugal*, t. VI, l. 22.

testament du dernier roi, elle était remise à douze personnes, six prélats et barons et six députés, un de chacune des villes de Burgos, Léon, Tolède, Séville, Cordoue et Murcie. Après beaucoup de débats, durant lesquels il fut proposé de brûler le testament en question, comme repoussé par les nobles ambitieux qui en étaient exclus, un conseil de régence fut formé, comprenant les trois princes du sang, les archevêques de Tolède et de Compostelle, les grands-maîtres de Santiago et de Calatrava, et huit députés. Il devait régner peu d'harmonie parmi des hommes continuellement occupés à servir leurs intérêts personnels, ou à tromper les vues de leurs rivaux. Quelques membres du conseil se retirèrent bientôt mécontents de la cour. Le plus redoutable et le plus emporté était l'archevêque de Tolède, qui, sous le prétexte que, par une loi des *partidas*, la régence devait être conférée à une seule personne, ou à trois, ou au plus à cinq individus, visait évidemment à se saisir de la principale autorité. Toutefois il y avait beaucoup de justice dans sa plainte sur le nombre trop grand des régents pour conduire le gouvernement avec la rigueur nécessaire, et un grand nombre de barons se joignirent à lui, proclamant hautement que les états du royaume devaient être immédiatement convoqués, à l'effet de remettre la garde du jeune prince et la direction des affaires en quelques mains plus capables. A la fin, en 1392, les cortès de Burgos décidèrent qu'il y aurait douze gouverneurs, mais que six seulement exerceraient en même temps leurs fonctions ; que la durée de leur pouvoir ne durerait que la moitié de l'année, et qu'à la fin de cette période ils seraient relevés par les six autres. Il y eut encore une assez grande difficulté pour décider laquelle des deux parties aurait la priorité de temps, et quand ce point important fut fixé, d'autres plaintes et d'autres troubles s'élevèrent. La populace se souleva contre les juifs, race d'hommes qui, en Castille, recevaient les revenus royaux et les contributions des villes, et qui, dans quelques occasions, abusaient de leur autorité. Pour ajouter encore à ces désordres, l'un des oncles du roi, violemment irrité contre le conseil qui lui avait interdit d'épouser une princesse de Portugal, se déclara en état de rébellion.

Lorsqu'en 1393 le jeune roi prit les rênes du gouvernement, on espérait que les passions se tairaient, et que les factions rivales se réconcilieraient devant la concentration du pouvoir royal. Mais, quoique Henri ne manquât ni d'ardeur ni même d'énergie, il fut incapable de rétablir la paix intérieure. L'ambition de son oncle, l'empereur Frédéric, l'hostilité du duc de Benevente et du roi de Portugal, lui donnèrent assez d'occupation, et ne permirent pas à son peuple de vivre en sécurité. D'autres de ses sujets, parmi lesquels se trouvait un autre oncle, le comte de Gijon, ne tardèrent pas à suivre l'exemple du duc de Benevente ; et ces mouvements furent moins étouffés par la force qu'apaisés par les libéralités de Henri. Quant à la guerre en Portugal, le seul événement remarquable fut la surprise de Badajoz par le roi Juan. Henri se vengea par quelques irruptions sur le territoire ennemi ; mais il ne put ni par force ni par négociations recouvrer le boulevard de l'Estramadure. Une trêve de dix années, conclue à la fin du quatorzième siècle, rendit la tranquillité à sa frontière épuisée.

Henri était un prince bien intentionné et chéri de son peuple, dont il s'efforça d'alléger les charges. En 1401 il convoqua les cortès à Tordesillas, où il fit adopter plusieurs lois excellentes pour limiter le pouvoir et réprimer la rapacité des juges. Avec un zèle égal il travailla à corriger un abus encore plus grand des officiers du revenu. La même année, il envoya une ambassade au fameux Timur, dont les exploits dévastateurs étaient connus à l'extrémité occidentale de l'Europe, où peut-être ils inspiraient de la crainte. Les ambassadeurs furent bien reçus par le Tartare, qui les chargea de présents convenables pour leur maître, auquel il daigna lui-même adresser une ambassade. Henri mourut le dernier jour de l'année 1407, lais-

sant de la reine Catherine l'infant Juan, qui n'avait pas atteint sa deuxième année (1).

En raison de cette enfance de Juan II, l'on craignait que l'infant Ferdinand, oncle du dernier roi, auquel la régence fut remise de concert avec la reine-mère, ne se saisît de la couronne. Mais, quoique ses nombreux partisans le poussassent à cet acte, et que la guerre, alors engagée avec les Maures de Grenade, eût pu donner à son ambition l'excuse des intérêts publics, l'infant demeura ferme dans sa fidélité à son neveu, et par sa prudence et sa valeur détourna les maux qui avaient coutume de fondre sur l'État durant la minorité de ses rois. L'éducation de l'enfant royal fut confiée à sa mère, mais auparavant Ferdinand fit accomplir solennellement la cérémonie du couronnement dans la cathédrale de Ségovie. Dans la même ville les états s'assemblèrent, afin de confirmer la reine et l'infant dans la régence, et de voter les subsides nécessaires pour poursuivre la guerre contre les mahométans. Ferdinand dirigea les hostilités avec une vigueur qui découragea l'ennemi. Il ne fut pas moins heureux en abattant la turbulence des nobles, et en déjouant les complots de ceux qui travaillaient à le brouiller avec la reine-mère.

A la mort de Martin, roi d'Aragon, décédé en 1410, sans postérité, Ferdinand, comme neveu de ce roi, fut un des candidats à la couronne. Les droits des prétendants furent soumis à neuf juges, trois de chacune des provinces d'Aragon, de Catalogne et de Valence, lesquels, après beaucoup de discussions, et après avoir levé beaucoup d'obstacles, proclamèrent l'infant de Castille véritable héritier du trône vacant. En 1412, le nouveau roi prit possession de sa dignité, laissant l'administration de la Castille entre les mains d'un conseil de régence, à la tête duquel était la reine. Tant qu'il vécut, il semblait que son influence dominât encore les conseils de la Castille, le royaume demeura dans une profonde tranquillité ; mais à sa mort, en 1412, la reine et ses conseillers commencèrent à être poussés par une défiance mutuelle. Les factions qui grandissaient à la cour étendirent leurs ramifications dans les grandes villes du royaume. En 1418, Catherine paya la dette commune à la nature ; et du moment où son faible fils exerça la souveraineté, peut être datée une triste suite de commotions et de désastres.

Au jour où Juan assembla ses premières cortès à Madrid, en mars 1419, il laissa voir la faiblesse morale de son caractère, montra trop évidemment que son esprit était formé pour l'obéissance, non pour le commandement. En conséquence ce règne ne doit guère être considéré comme le sien, mais plutôt comme celui de ses favoris, particulièrement d'Alvaro de Luna, fatalement mémorable dans les annales castillanes. Le premier trouble sérieux naquit de l'amour ou de l'ambition trompée de don Henri, infant d'Aragon, qui demanda la main de la princesse Catherine, sœur du roi. Rejeté par cette princesse, et trompé dans son espoir d'être soutenu par les favoris de Juan, il résolut d'arracher par la force ce qu'il ne pouvait obtenir par d'autres moyens. Comme beau-frère et cousin du roi, il avait facilement accès dans les appartements royaux toutes les fois qu'il lui plaisait. Le matin du 12 juillet 1420, à la pointe de jour, il courut à Tordesillas, où la cour était alors, accompagné de trois cents lanciers, et de quelques troupes fournies par son ami et son complice, Ruez Lopez de Avalas, connétable de Castille. Ayant forcé les portes du palais, il arrêta deux des créatures d'Alvaro, et s'avança vers l'appartement royal, où il trouva le roi endormi, ainsi que le favori, qui était étendu sur une natte au pied de la couche royale. Le bruit éveilla d'abord don Alvaro, qui, voyant l'entourage formidable de l'infant, se contenta d'exprimer purement sa surprise d'une conduite si inattendue et si irrévérente envers leur seigneur commun. La jeune reine et la princesse Catherine, qui occu-

(1) Ayala. *Cronica del rey Enrique III.* Lemos, *Historia geral de Portugal.* Zurita, *Anales de Aragon,* t. II, lib. 10.

paient les appartements adjacents, furent également éveillées; mais leur alarme fut soigneusement cachée au roi. La surprise, et pendant quelque temps l'indignation de Juan lui-même, étaient trop vives pour qu'il pût les étouffer; mais, voyant la force du prince, à la fin il se calma, écouta avec une apparente tranquillité des excuses dans lesquelles Henri protestait que, par une démarche si étrange, il n'avait d'autre vue que d'arracher le roi et le royaume à l'influence d'odieux conseillers. Ce langage, ordinaire à la trahison, était trop grossier pour tromper Juan lui-même; mais, voyant qu'il était prisonnier, il se soumit patiemment à son destin. La prudence d'Alvaro le préserva de l'arrestation; mais son conseiller et celui du roi, Ferdinand de Robles, fut consigné dans la forteresse de Léon. Le peuple de Tordesillas se leva pour délivrer le monarque; mais Alvaro, voyant que leurs efforts aveugles ne tendraient qu'à leur propre destruction, les détermina à se disperser. Henri éloigna immédiatement de la personne du roi tous ceux qu'il savait être hostiles à ses vues, et les remplaça par ses propres créatures. Pour cause de plus grande sécurité, le roi fut conduit à l'Alcazar d'Avila. Au milieu du trouble et de la confusion d'une telle scène, la princesse Catherine, à cause de laquelle principalement cet acte odieux avait été accompli, se réfugia dans le couvent de Saint-Clair, et refusa de le quitter malgré les instances et les menaces de son audacieux amant. Alors Henri ordonna à l'un de ses officiers de l'arracher par force du sanctuaire; l'agent, qui paraît avoir été digne d'un tel maître, menaça de brûler la maison jusque dans les fondements, si la princesse ne se livrait immédiatement. Les nonnes épouvantées la supplièrent de ne point attirer la destruction sur leurs têtes; en sorte qu'à la fin, après avoir exigé un serment de l'infant qu'elle ne serait point contrainte à l'épouser contre sa volonté, elle quitta le couvent, et fut aussitôt envoyée rejoindre son frère à Avila (1).

Le succès de cet audacieux exploit remplit quelques nobles d'indignation, inspira de l'envie à d'autres. L'archevêque de Tolède, et même l'infant Juan, frère de Henri, s'armèrent pour la cause de leur souverain, et appelèrent par leurs lettres les seigneurs du royaume à s'assembler et à délivrer Juan de l'esclavage. Mais Henri traversa leurs desseins: en convoquant au nom du roi les états à Avila, il prévint la formation d'une dangereuse confédération. Tel était l'ascendant de son caractère intrépide sur le malheureux Juan, que ce dernier n'osa pas avouer son assujettissement, et protesta au contraire, en présence de tous ceux qui furent admis en sa présence, qu'il jouissait d'une parfaite liberté. Lorsque les états furent assemblés, il mit la dernière main à sa propre dégradation par la répétition de la même protestation, et déclara en outre qu'il approuvait tout ce qui avait été fait par son cousin Henri, dont le zèle, quoique violent, avait brisé les chaînes dans lesquelles il avait été tenu par d'autres. Le triomphe du traître fut bientôt complété par un mariage avec la princesse Catherine, qui, par feinte ou par crainte, ne montra plus aucun éloignement pour cet impétueux amant. Quoi qu'il en soit, cet événement, qu'il regardait comme la consommation de ses espérances, amena leur renversement; car, au milieu des grâces et des réjouissances, il se relâcha de la rigueur avec laquelle il avait jusque-là gardé son royal prisonnier. Sous prétexte de chasser, le roi, accompagné d'Alvaro et d'autres amis, quitta Talavera de grand matin, avant que Henri fût levé, et s'enfuit au château de Montalban. Il fut poursuivi par le connétable, et investi dans la place. Ses sujets les plus loyaux, parmt lesquels étaient l'archevêque de Tolède et l'infant don Juan, accoururent à son secours.

(1) Fernando Perez de Guzman, *Cronica del serenissimo princips don Juan II*, fol. 1-72. *Cronica de don Alvaro de Luna*, condestable de los reynos de Castilla y Leon, p. 1-60. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II. Lemos, *Historia geral de Portugal*, t. VI, liv. 23.

Le siége du château fut bientôt levé, et lui-même conduit en triomphe à Talavera, non pas pour régner en souverain indépendant, mais pour porter les chaînes de ses anciens favoris.

Juan n'avait ni assez de vigueur pour punir ses ennemis, ni assez de reconnaissance pour récompenser ses adhérents. Tandis que Henri s'échappait avec impunité, plutôt par l'impuissance que par la faveur du roi, ceux qui l'avaient délivré de captivité furent oubliés. Le peuple vit bientôt que la domination d'une tourbe de favoris était seulement remplacée par celle d'une autre. Après être demeuré armé près de deux ans, Henri, à la fin, se confiant aux protestations royales de clémence, déposa les armes, se rendit à la cour, et fut immédiatement emprisonné. Ce traitement était loin d'être au niveau de ses crimes, mais il ne fit pas de bien à la cause royale; cela prouva que Juan tremblait devant la force, et qu'il n'avait d'énergie qu'envers l'impuissance. Quelques-uns des partisans de Henri se réfugièrent dans les domaines d'Aragon; ce fut une occasion pour le roi de confisquer leurs biens qu'il donna à ses créatures. La dignité de connétable fut enlevée à Ruy Lopez de Avalos, alors à Valence, et conférée à Alvaro de Luna, et les possessions du baron dépouillé furent distribuées parmi les parasites affamés de la cour. A la fin de 1425, Henri obtint la liberté et la restitution de ses honneurs et de ses biens, grâce aux menaces plutôt qu'aux instances de son frère le roi d'Aragon. Il se retira à Tarazona.

Si Henri était absent du royaume, il avait encore beaucoup d'adhérents qui désiraient son retour. Les prodigalités du roi, et les faveurs illimitées répandues sur le connétable, ajoutaient chaque jour à leur nombre. En effet, ces prodigalités étaient si grandes, que les députés aux cortès trouvèrent nécessaire de les arrêter. L'on interdit au roi, pendant vingt-cinq années, d'accorder aucune pension nouvelle, et la plupart de celles qu'il avait conférées furent révoquées. Les murmures, et même les commotions partielles qui éclatèrent dans quelques-unes des grandes villes où l'opinion publique et les machinations des créatures de Henri furent les plus influentes, et les instances des rois d'Aragon et de Navarre (1) pour le rappel de leur frère, ajoutèrent aux chagrins du faible monarque et de ses courtisans. La ligue formée contre don Alvaro gagnait chaque jour des adhérents. Dès 1427, elle fut assez hardie pour présenter une remontrance au roi, dans laquelle on insistait sur la démission de ce baron et d'autres membres des conseils. Ne voulant pas que des concessions lui fussent arrachées, Juan, de l'avis d'un prudent ecclésiastique, soumit le sujet à certains commissaires désignés expressément pour cela, lesquels décidèrent que l'odieux favori devait être exilé de la cour durant dix-huit mois. Dans cette investigation extraordinaire, aucun crime ne put être imputé au connétable. S'il avait pourvu ses parents et ses clients, il n'avait pas abusé du pouvoir, et n'avait commis aucune violence dans le service de son maître. La jalousie inspirée par son immense faveur paraît avoir été la seule cause de la persécution excitée contre lui. Conformément à la sentence, il se retira à Ayllon, emportant avec lui l'affection du roi, et Henri revint à la cour, dans l'espoir de reprendre son ancienne influence. Mais le connétable exilé avait, comme le prince, ses partisans qui, connaissant les sentiments royaux, ne désespéraient pas de le faire rappeler avec honneur. Ils travaillèrent activement dans ce but; et les troubles qu'ils préparèrent avec adresse, en représentant qu'ils ne pouvaient être apaisés que par le connétable, les dissensions entre les nouveaux aspirants à la confiance du roi, et qui étaient plus jaloux les uns des autres que d'Alvaro lui-même, amenèrent les choses à une telle situation, qu'au bout de quelques mois Luna fut invité à reprendre sa place dans les conseils du

(1) L'infant don Juan, frère de Henri, succéda en 1424 à la couronne de Navarre.

royaume. Il affecta une grande répugnance à quitter sa retraite, et ne se rendit à l'invitation qu'après qu'elle eut été répétée trois fois.

A peine rétabli dans la faveur de son maître, le connétable fut de nouveau exposé aux piqûres des insectes de la cour. Les Castillans mécontents n'éprouvèrent aucune difficulté à former contre lui une nouvelle ligue, soutenue comme précédemment par les rois d'Aragon et de Navarre. Trouvant que des remontrances n'étaient d'aucune utilité, les deux souverains envahirent la Castille, protestant qu'ils voulaient seulement faire rendre justice à leur frère Henri, et éloigner une seconde fois le favori, qu'ils prétendaient être son ennemi et le leur. Ayant opéré leur jonction avec l'infant, ils marchèrent contre le connétable, qu'ils rencontrèrent près de Coqullado. Des deux côtés on se préparait à l'action, lorsque le cardinal de Foix, légat du pape en Aragon, arriva sur le champ de bataille, et, tenant un crucifix entre les mains, se plaça entre les combattants, les conjurant et même leur ordonnant de suspendre leur guerre impie. Avec quelques difficultés, les deux armées se résignèrent à rester inactives jusqu'au lendemain matin. Mais durant la nuit la reine d'Aragon, mère de Juan, s'employa si bien pour maintenir la paix, que, moyennant des promesses pour l'accomplissement de deux ou trois points de peu d'importance, les parties contendantes s'en retournèrent chez elles. Fier du départ de ses ennemis, le roi de Castille, qui n'avait pas osé marcher en personne à leur rencontre, refusa de ratifier les conditions raisonnables qu'ils avaient exigées, exprimant hautement sa résolution de porter ses armes par delà ses frontières. En effet il fit une irruption destructive dans les districts occidentaux d'Aragon. Les états de Burgos se montrèrent fort empressés à soutenir leur monarque, dont les préparatifs se firent sur la plus formidable échelle. Néanmoins, après quelques actions sans importance, dans lesquelles il n'y eut d'avantages d'aucun côté, les deux partis convinrent d'une trêve; le 5 août 1429.

Dans le temps qui suivit immédiatement, la Castille, en paix avec tous ses voisins, à l'exception de Grenade, n'offre rien qui attire l'attention. On entendait d'assez fréquents murmures contre le pouvoir toujours croissant du connétable, que le roi enrichissait en toute occasion, et sans les avis duquel rien n'était entrepris; mais aucune révolte ouverte n'agita le royaume jusqu'en 1439, et c'est une période extraordinaire dans un tel siècle et dans un tel pays. D'après cela, il est impossible de ne pas croire que l'homme qui put se maintenir si longtemps au sommet du pouvoir, en opposition avec les efforts de tant de princes et de barons, dût posséder des talents d'un ordre supérieur. Quoi qu'il en soit, une nouvelle ligue fut formée à cette époque contre lui, dirigée, comme de coutume, par Henri et par le roi de Navarre (Alphonse d'Aragon n'était plus en état d'en imposer à son frère de Castille), et dont les membres demandèrent hautement l'éloignement de l'odieux favori. Afin de dissiper la tempête, don Alvaro se retira de la cour pour un temps; mais les confédérés refusèrent de déposer les armes avant qu'il eût été chassé pour jamais de la présence royale. Quoique les plaintes qu'ils réunirent, et qu'ils présentèrent contre lui, fussent pour la plupart inventées ou exagérées, il est assez évident que, durant cette seconde période de faveurs, il avait abusé de son influence sur l'esprit royal, et montré autant d'avidité à enrichir, n'importe par quels moyens, ses créatures et ses instruments, que d'esprit de vengeance contre tous ceux qui contrariaient ses volontés. Pour apaiser les barons, le roi convoqua ses cortès à Valladolid : cette mesure était devenue nécessaire; car les ligueurs s'étaient saisis de quelques-unes de ses principales villes, et se disposaient à aller plus loin. Le premier acte de l'assemblée fut d'ordonner que tous les partis désarmassent, le roi aussi bien que l'infant, le connétable comme le roi de Navarre. Mais cela n'amena aucun ré-

sultat; tout le monde resta exaspéré comme auparavant. Le roi fut affaibli par la désertion de son fils unique, le prince Henri, qui embrassa la cause des confédérés ; la reine suivit l'exemple de son fils. En peu de temps l'aspect des affaires devint si menaçant, que don Alvaro commença à tourner ses regards vers le Portugal, en quête d'un asile. A la persuasion du roi néanmoins, qui l'assura que tout s'arrangerait selon ses désirs, il voulut bien attendre le résultat (1).

Les horreurs de ces déchirements intérieurs furent alors ressenties dans toute leur force. Les villes furent investies l'une après l'autre et prises par les confédérés, qui montrèrent peu de pitié pour les partisans du roi et du connétable. En vain Juan murmura des paroles de paix, en vain se prépara-t-il à soutenir la décision de ses états, qu'il devait convoquer à cet effet; comme il ne bannit pas en même temps don Alvaro de sa présence, ses prières et ses remontrances furent également dédaignées. A la fin, trouvant qu'il était incapable de lutter à la fois contre la reine, son fils et ses barons, il consentit, dans une conférence avec les chefs des insurgés, non-seulement à renvoyer de la cour toutes les créatures du connétable, mais encore à interdire sa présence au redoutable favori pendant six années. Néanmoins l'indiscrétion d'Alvaro, qui de sa retraite à Sanmartin essaya malencontreusement de semer la dissension parmi les confédérés, leur fit résoudre son entière destruction. L'imprudence plus grande encore du roi, qui, en 1443, tint sur les fonts baptismaux un enfant du connétable, les confirma dans leurs projets. Leur premier acte, qu'ils effectuèrent aisément, fut de garder leur souverain comme prisonnier dans son propre palais. Quoique leurs efforts subséquents fussent en quelque sorte paralysés par la défection du prince Henri, qui appela même tous les gens de bien à l'aider à délivrer son père d'une servile dépendance, ils ne persévérèrent pas moins dans leur dessein ; ensuite ils entrèrent en campagne contre le prince et contre le roi, qui était parvenu à s'échapper et à gagner le camp de son fils. Mais cette fois la fortune se tourna du côté de la justice. Les confédérés furent mis en déroute et dispersés dans plusieurs actions successives, et leurs places fortes furent enlevées par les troupes royales. Leurs domaines furent saisis par le roi, et ils se virent réduits à chercher un refuge dans l'Aragon ou la Navarre. Dans la suite, le roi de Navarre et son frère, le fougueux Henri, réunirent des troupes et envahirent l'un la Castille, l'autre Murcie, mais sans autre résultat que de ruiner les malheureux paysans, ou d'exercer des vengeances sur leurs ennemis personnels. A la fin, la victoire d'Olmedo, remportée par Juan en personne sur ses deux frères, la capture de nombreux prisonniers, et la mort de Henri arrivée à la suite d'une blessure reçue dans cette bataille, parurent consolider le pouvoir du roi et l'influence du favori.

Mais les affections royales sont rarement durables, parce qu'elles sont rarement fondées sur le mérite, et parce que les esprits des hommes, particulièrement ceux des rois, sont généralement incapables d'impression profonde. Quoique la faveur de Juan II se fût continuée bien au delà des limites ordinaires, elle ne devait pas être une exception au cours habituel de l'expérience humaine. Bientôt après la bataille d'Olmedo, on vit commencer à faiblir la partialité du monarque. Le premier sujet connu de mécontentement naquit des négociations pour un nouveau mariage (le roi avait été veuf pendant quelque temps). Juan désirait une fille de Charles VII de France; le connétable lui imposa une princesse de Portugal : telle était néanmoins sa soumission habituelle à la volonté du favori, qu'il dissimula son irritation, et que même, peu de temps après, il détermi-

(1) Guzman, *Cronica del serenissimo principe don Juan II*, p. 115-215. *Cronica de don Alvaro de Luna*, p. 42-172. Zurita, *Anales de Aragon*, t. III, lib. 12 et 13.

na les chevaliers de Santiago à élire le connétable (1). Dans les fréquentes mésintelligences qui s'élevèrent entre lui et son fils, don Alvaro resta encore son conseiller. Les intérêts du prince dénaturé furent soutenus par Juan Pacheco, dont l'influence sur l'héritier du trône paraisait égale à celle du connétable sur le roi, et, comme nous le verrons dans la suite, était destinée à se montrer plus désastreuse encore. Alvaro continua aussi à commander les troupes royales dans les fréquentes hostilités avec le roi de Navarre, qui plusieurs fois envahit en personne les villes frontières de la Castille, et souvent excita les nobles mécontents à la révolte dans leurs domaines ou leurs juridictions respectives. Outre l'autorité habituelle qu'il exerçait sur l'esprit royal, il était trop puissant par ses alliances et le nombre de ses clients armés pour être supporté même par un roi. Des années s'écoulèrent avant que Juan pût mettre à exécution son dessein longtemps médité de détruire son connétable. Son attention fut longtemps détournée par des irruptions sur son territoire des Aragonais et des Navarrais, de concert avec les Castillans exilés, et par des révoltes partielles qui de temps en temps agitèrent son royaume (celle de Tolède par exemple, occasionnée par une exaction sous le nom d'emprunt d'un million de maravédis, ne fut pas étouffée sans beaucoup de difficultés). Ce ne fut pas avant l'année 1453 qu'il résolut sérieusement de se délivrer de son formidable ministre; et les précautions qu'il prit dans cette circonstance prouvent à la fois la couardise et la faiblesse de son caractère. Au lieu d'arrêter ouvertement le connétable, il implora secrètement le comte de Plasencia pour qu'il arrêtât ou même assassinât don Alvaro. Mais ce dernier, qui avait des espions partout, fut bientôt informé d'une grande partie de ce qui avait été décidé contre lui. Un homme prudent aurait pour jamais quitté la cour, et, avec un nombre de compagnons armés suffisant pour le protéger contre ses ennemis, se serait retiré dans quelqu'une de ses nombreuses forteresses; mais la prudence était une vertu à laquelle le connétable était étranger : il résolut de demeurer, et défia le roi et les nobles.

A la témérité, à un insolent mépris du pouvoir et de l'autorité royale, Alvaro ajouta bientôt le crime de meurtre. Sachant qu'Alphonse de Vivero, l'une de ses créatures, était devenu son secret ennemi, il médita la destruction de ce faux confident. Un jour il tint dans sa propre maison un conseil auquel Alphonse fut appelé. Lorsque celui-ci parut, on lui présenta la correspondance qu'il avait entretenue avec le roi relativement à l'arrestation du connétable, et qu'Alvaro avait interceptée. La confusion du traître aurait été une preuve assez évidente de sa culpabilité sans les documents incontestables alors produits. A un signe du connétable, Vivero fut traîné au sommet d'une tour, précipité et mis en pièces. Les créatures d'Alvaro se mirent aussitôt à pousser des plaintes, comme si la chute avait été purement accidentelle; mais le roi connut bientôt la vérité, et se confirma d'autant plus dans ses projets de vengeance.

Don Alvaro était à Burgos, lorsque l'ordre fut donné par le roi au fils du comte de Plasencia de le prendre mort ou vif. Durant la nuit, des troupes furent secrètement placées dans diverses parties de la ville et à l'entrée de la forteresse, où quelques hommes d'armes furent silencieusement introduits. L'ordre royal était d'investir la maison dans laquelle le connétable résidait, et de le forcer ainsi à se rendre. En conséquence le jeune Zuniga, avec deux cents hommes d'armes et vingt cavaliers, entoura la maison, s'écriant : « *Castille, Castille, liberté pour le roi!* » Le connétable montra la tête par une croisée; mais une flèche lui fut lancée; il se retira, et ses hommes commencèrent à faire feu sur les troupes royales. L'assaut fut repoussé; mais à la fin lui-même fut déterminé à se

(1) La dignité avait été occupée par Alphonse d'Aragon, que le roi fit déposer.

rendre, en recevant l'assurance, écrite de la main du roi, que sa vie, sa liberté et même ses biens seraient respectés. Mais on ne se fut pas plus tôt assuré de lui, que son or et ses bijoux furent saisis par le monarque sans foi, et des ordres furent donnés pour lui faire son procès, ou plutôt pour le condamner. Douze légistes et plusieurs barons assemblés à cet effet prononcèrent à l'unanimité la dernière sentence sur lui, et la confiscation de toutes ses possessions. De Burgos il fut conduit à Valladolid, lieu fixé pour l'exécution. Il se prépara à la mort avec fermeté, et avec un repentir apparent de ses fautes passées. Durant la nuit qui précéda l'exécution, l'esprit du roi fut loin d'être tranquille. Il se rappelait les services réels du connétable durant tant d'années, l'affection qu'il lui avait portée, et la promesse qu'il lui avait faite d'épargner sa vie. Ce souvenir jeta tant de trouble dans son cœur, que deux fois il remit un papier cacheté au chambellan de service pour qu'il fût porté à Zuniga, sans doute afin de faire arrêter l'exécution. Apprenant son agitation, la reine, dont toute la conduite dans cette affaire annonça une grande passion de vengeance, courut à lui, et réussit à suspendre plutôt qu'à éloigner ses scrupules. Comme l'heure fatale approchait, don Alvaro, monté sur une mule, et accompagné par deux moines, quitta sa maison pour l'échafaud. En route, le héraut public, selon la coutume, vociférait ses crimes et son châtiment. « Je mérite cela, dit-il, et plus encore, pour mes péchés. » Arrivé près de l'échafaud, il appela un page du prince, et lui dit : « Page, dis à mon seigneur le prince de récompenser ses serviteurs mieux que le roi mon souverain ne me récompense maintenant. » Il monta d'un pas ferme, s'agenouilla quelques instants devant un crucifix, découvrit son cou de ses propres mains, et plaça tranquillement sa tête sur le billot. L'exécuteur plongea le glaive dans la gorge, et ensuite sépara la tête du tronc, au milieu des larmes de la multitude qui l'entourait.

Ainsi tomba le grand connétable de Castille, victime surtout de son insatiable ambition, de la jalousie des courtisans et de la déloyauté du roi. Si ses crimes furent nombreux, ils caractérisent le siècle plutôt que l'homme; il ne fut certainement pas plus coupable que le grand corps des barons castillans, qui méprisaient également la justice et la raison, lorsque la violence devait les mener plus sûrement à leurs fins. La reine lui devait la couronne, et cependant elle le persécuta avec une haine implacable. Les nombreuses créatures qu'il avait enrichies l'abandonnèrent quand sa faveur déclina; trois hommes seulement, dans cette foule de clients, lui demeurèrent fidèles jusqu'au dernier instant. Quant à son procès, les autorités légales les plus hautes de l'Espagne ont suffisamment prouvé que, dans ce cas, l'esprit et les formes de la justice furent également violés (1).

Juan II ne survécut pas longtemps au connétable, et mourut en 1454. Il fut l'un des plus faibles et des plus méprisables princes qui jamais tinrent un sceptre dans aucun pays. Outre deux fils, il laissa l'infante Isabelle, si fameuse dans les annales de l'Espagne.

Le règne de Henri IV, surnommé l'Impuissant, fut encore plus désastreux que celui de son père. Son surnom fut mérité, d'après le témoignage de sa propre épouse, Blanche de Navarre, qu'il conduisit à l'autel en 1440, et qui, après une union de treize années, se plaignit que la dette conjugale (debitum conjugale) ne fût pas encore payée. Pour ce motif, en 1453, le mariage fut annulé, et la malheureuse princesse retourna dans sa famille. Après son avénement au trône, il demanda et obtint la main d'une infante portugaise.

D'après la conduite rebelle de ce prince envers son père, on ne pouvait guère s'attendre qu'il tiendrait son sceptre en paix.

---

(1) C'est l'opinion de Salazar de Mendoza, de don Pedro Gonzalez de Mendoza, de Montalvo et de beaucoup d'autres.

Outre ses débats avec la Navarre et l'Aragon, il fut perpétuellement exposé aux insultes et aux provocations de ses nobles turbulents, et aux révoltes partielles du peuple, que les exactions des employés du fisc ne manquaient pas d'exaspérer. En 1457, une ligue fut formée contre lui, absolument comme il était arrivé à l'égard du dernier roi, et composée des barons et des prélats les plus influents. Parmi eux se trouvait le favori de Henri, Pacheco, pour lequel il avait obtenu le marquisat de Villena, et qu'il avait comblé d'honneurs et de richesses. Leurs plaintes étaient que l'on négligeait les affaires de l'administration ; que le roi s'éloignait des conseillers héréditaires de la couronne, et appelait auprès de lui des hommes de basse naissance, auxquels il prodiguait ses ressources au grand détriment de l'État. Quels que pussent être ses défauts, il avait une douceur naturelle et de la disposition à aimer son peuple. A leurs remontrances il répondit qu'il convoquerait ses cortès, et ferait ce qu'elles lui conseilleraient. En conséquence ils se séparèrent. Mais si Henri était bien intentionné, il n'avait pas assez d'énergie pour persévérer dans une ligne quelconque, et il s'abandonna bientôt à de nouveaux favoris. En 1458, ses sujets ne furent pas peu surpris de voir parmi eux une dame, dona Guiomar de Castro, de la suite de la reine (1). Les imputations faites à sa virilité le poussèrent probablement à de telles allures ; peut-être aussi, comme il le prétendit avec ses créatures, le temps lui avait donné de la vigueur. Quoi qu'il en soit, il est certain que la reine fut jalouse de la nouvelle maîtresse, bien que cette jalousie naquît de la mortification de voir une autre personne servir exclusivement de canal aux faveurs royales, plutôt que d'une cause plus délicate. Dans une circonstance elle montra son ressentiment avec peu de convenance. Le roi avait annoncé un combat de taureaux, sans doute en l'honneur de la belle dona Guiomar, sur la place devant le palais de Madrid. La reine non-seulement refusa de paraître aux fenêtres, mais elle enjoignit même à ses femmes de rester dans les appartements de derrière. La favorite ne tint pas compte de l'ordre : magnifiquement parée, elle contempla d'un balcon élevé les fêtes du jour. Furieuse de ce mépris de ses commandements, et dominée complétement par la jalousie, Jeanne se tint au pied de l'escalier jusqu'à ce que la favorite descendît, et de ses mains royales elle lui porta plusieurs coups sur la tête, la traînant en même temps par les cheveux sur le plancher, au grand scandale des gens du palais. Henri accourut à cette scène, saisit son épouse par le bras et la repoussa vivement : soit par la violence du choc, soit par ressentiment, la reine s'évanouit. Afin de prévenir la répétition de telles scènes, la favorite fut éloignée du palais, et magnifiquement établie dans un village aux environs de Madrid.

Dans le même temps, les confédérés, voyant le mauvais succès de leurs premières remontrances, se mirent de nouveau à fortifier leur ligue. Ils présentèrent une autre requête, rédigée en termes plus énergiques que la précédente, et, de plus, insistèrent pour que le roi portât plus d'attention à l'éducation des infants Alphonse et Isabelle, et fît reconnaître le prince comme son héritier par les états du royaume. Comme sa réponse fut évasive, ils placèrent encore à leur tête les rois d'Aragon et de Navarre, et travaillèrent par tous les moyens à entraver la marche du gouvernement. Il en résulta des hostilités entre les monarques ; mais elles n'aboutirent à rien : et d'ailleurs de temps en temps Henri trouvait moyen de gagner quelques-uns des seigneurs mécontents. Sa satisfaction fut augmentée par la grossesse de la reine, qui, au commencement de l'année 1462, mit au monde une

(1) Ce ne fut pas la seule maîtresse de Henri ; il eut aussi dona Catalina de Sandoval, que pour une infidélité il renferma ensuite dans le couvent de San-Pedro de las Dueñas. Le complice de la dame perdit la tête. C'est presque le seul exemple de cruauté dans ce monarque.

fille, l'infante Jeanne. Quoique les propos populaires n'hésitassent point à attribuer l'infante à l'intimité de la mère avec Beltran de la Cueva, comte de Ledesma, l'un des favoris de Henri, et même appliquât à la petite fille l'épithète bien significative de *Beltraneja*, le roi ne fut pas moins empressé à faire assurer la reconnaissance de la princesse comme héritière de ses États.

En 1464, après quelques invasions sans succès en Catalogne, dont les habitants s'étaient placés sous sa protection, et même l'avaient reconnu comme leur souverain, Henri fit la paix avec l'Aragonais, et abandonna les Catalans. Mais s'il apaisa ainsi un ennemi, il lui en restait de bien plus formidables dans ses barons et ses courtisans, qui généralement s'étaient armés contre lui, et qui refusèrent constamment de venir à des conférences personnelles avec lui, avant qu'il eût donné des otages pour leur sûreté. Leur objet avoué était encore d'amener la reconnaissance de l'infant Alphonse, à l'exclusion de la *Beltraneja*, que personne ne regardait comme à lui. A la fin, le marquis de Villena, véritable âme de la ligue, étant trompé dans son attente de la grande-maîtrise de Santiago, qui fut conférée au comte de Ledesma, forma l'audacieux projet d'arrêter le roi et la reine, de proclamer Alphonse, et, de concert avec ses alliés, de régner sous le nom et l'autorité du jeune prince. Le couvent de San-Pedro de las Dueñas, où une entrevue devait avoir lieu entre le roi et les confédérés, devait amener l'exécution de ce complot; mais, averti à temps par de fidèles serviteurs, Henri évita le piége. Néanmoins, telle fut son anxiété pour le rétablissement de la paix intérieure, qu'il consentit dans la suite à une semblable entrevue, où chaque partie ne devait être accompagnée que de cinquante cavaliers. Dans cette conférence il étonna les ligueurs par la facilité avec laquelle il accéda à leurs demandes. Il consentit à ce que son frère Alphonse fût déclaré son héritier, que don Beltran résignât la grande-maîtrise de Santiago en faveur de cet infant, qui devait être remis à la garde du marquis de Villena. Dès l'année suivante (1465), ces conditions furent ponctuellement accomplies. Beltran résigna la dignité, dont Alphonse fut immédiatement investi; et l'infant, en s'engageant à épouser la Beltraneja, fut en même temps proclamé prince des Asturies et successeur au trône. Des commissaires furent aussi désignés pour l'accommodement d'autres différends. Mais ces concessions inouïes ne furent pas suffisantes pour satisfaire les rebelles, toujours aussi résolus à détrôner leur souverain, quoique les événements eussent contrarié leurs projets. Henri les somma de déposer les armes et de remettre son frère, et alla investir Arevalo, l'une de leurs forteresses; mais il leva bientôt ce siége à la nouvelle que Valladolid s'était déclarée pour Alphonse, que les rebelles conduisirent à Avila, pour le faire proclamer en ce lieu roi de Léon et de Castille.

Alors Avila vit une scène d'une audace sans exemple. Au milieu de la plaine, près des murs de la ville, un vaste théâtre fut construit; au centre s'éleva un trône sur lequel fut placée l'effigie de Henri, une couronne sur la tête, un sceptre à la main, avec les autres insignes de la dignité royale. Un héraut monta sur la plate-forme, et lut à haute voix les diverses charges qui avaient été longtemps élevées contre l'administration du roi, sa négligence de la justice, son incapacité, ses outrages à son royaume et aux nobles; déclarant en conséquence que, conformément à la raison et à la justice, et aux lois fondamentales du royaume, ledit Henri avait été reconnu par les légistes les plus savants être incapable de porter plus longtemps la couronne, et que sa déposition était impérieusement demandée par les intérêts de la nation. Pour justifier cette décision, on se référait à d'autres royaumes qui, à diverses époques de l'histoire, avaient été forcés de déposer leurs gouvernants. A peine la lecture de cette étrange pièce était achevée, l'archevêque de Tolède, avec le marquis de Villena, le comte de Plasencia, le grand-maître d'Alcantara, et d'autres barons, montèrent sur

l'échafaud, et s'approchèrent de la statue. Le premier enleva la couronne royale, le second saisit le sceptre, le troisième retira l'épée, un quatrième dépouilla la robe royale, un cinquième et un sixième jetèrent les autres insignes de la royauté; puis tous les six ensemble culbutèrent la statue de son siége, et la précipitèrent à terre, la chargeant de malédictions et de reproches dans les termes les plus insultants. Alphonse fut ensuite élevé sur l'échafaudage, et porté sur les épaules des nobles qui s'écrièrent : *Castille, Castille, pour le roi don Alphonse!* Le retentissement des trompettes, le roulement des tambours, et l'hommage solennellement prêté au nouveau roi, complétèrent la scène.

Henri était naturellement avide de punir les rebelles, mais leur attitude était trop formidable. Ils restèrent sous les armes, assiégeant les forteresses les unes après les autres, exerçant des vengeances sur leurs ennemis personnels et leurs ennemis politiques. Durant ces troubles, il y eut un relâchement total des lois; des bandes nombreuses de brigands paradaient sur les grands chemins, et assez souvent même pillaient les villes du royaume, jusqu'à ce que les habitants se formèrent en confédérations volontaires pour la protection de leurs personnes et de leurs propriétés. A leur tour ces citoyens devinrent aussi un fléau pour leur pays. A peine ils eurent atteint le but de leur association, que, pénétrés du sentiment de leur propre force, blessés de l'oppression qu'ils avaient si longtemps supportée de la part de leurs seigneurs féodaux, ils commencèrent en beaucoup de lieux une guerre ouverte contre cette classe privilégiée. Les seigneurs, pour leur défense personnelle, se confédérèrent d'une semblable manière, et, comme on pouvait s'y attendre, ils triomphèrent partout où leurs adversaires osèrent les rencontrer. La face des choses resta ainsi jusqu'en 1467, que Henri résolut de risquer une bataille contre les rebelles. Il les atteignit près d'Olmedo, et après une lutte acharnée, mais indécise, les deux armées quittèrent le champ de bataille, chacune s'attribuant la victoire. Tandis que les partis rassemblaient des renforts pour tenter le sort d'une autre action, arriva un légat pontifical qui s'efforça d'amener les rebelles à la raison, et qui fut assez imprudent pour les menacer des foudres de l'Église s'ils ne déposaient leurs armes, et ne soumettaient leurs plaintes à des arbitres. De telles menaces ne pouvaient leur faire courber la tête. Ils admettaient bien le pouvoir du pape en matière purement spirituelle, mais soutenaient qu'il n'avait pas la plus légère autorité dans le temporel. Ils montraient clairement que la présente affaire était un cas dans lequel il ne s'agissait ni de foi ni de discipline, et que l'intervention du prélat et de son maître annonçait une présomption qui méritait un châtiment. Trois cents voix s'élevèrent à la fois contre lui du camp des confédérés; pour éviter un plus mauvais traitement, il remonta bien vite sur sa mule et s'enfuit. Néanmoins, cet événement n'empêcha pas le roi d'avoir une entrevue avec les meneurs à Ségovie, où l'on convint d'une suspension d'armes. L'année suivante mourut son rival, l'infant Alphonse; ce qui fut très-favorable au roi. Néanmoins les rebelles proposèrent d'élever au trône sa sœur, l'infante Isabelle, afin de perpétuer ainsi leur propre impunité. Mais cette princesse, qui avait des principes et une intelligence bien au-dessus de son âge, refusa d'accepter une dignité criminelle, ou de se faire l'instrument de quelques factieux. Quoiqu'elle fût proclamée à Séville et dans d'autres parties de l'Andalousie, la trahison ne venait pas d'elle, mais de ses prétendus partisans. Quelques-uns des seigneurs mécontents rentrèrent maintenant dans le devoir; enfin la paix fut faite entre le roi et le reste. Isabelle et Henri se réunirent avec toutes les apparences de l'amitié et de la bienveillance; et la princesse fut reconnue par lui et par le grand corps des barons comme héritière incontestée des deux couronnes. La reine protesta bien contre cet

arrangement, en faveur de sa fille ; mais on ne tint nul compte de ses plaintes (1).

Dans la même année furent jetées les bases d'une union qui devait avoir un prix inestimable pour l'Espagne. Juan II d'Aragon sollicita la main d'Isabelle de Castille pour son fils et héritier Ferdinand, roi de Sicile. L'ouverture fut reçue formellement par la princesse ; mais de si puissants obstacles s'élevèrent, que pour quelque temps il y eut peu d'espoir dans une heureuse issue des négociations. Ni le roi ni la reine ne désiraient voir la cause d'Isabelle appuyée par un aussi puissant voisin que le futur monarque d'Aragon le deviendrait nécessairement. En outre, plusieurs barons, qui avaient suivi la fortune de Henri, et s'étaient procuré de grands biens aux dépens des adhérents de l'infante, redoutaient naturellement l'avénement de cette princesse dans tous les cas, et surtout si son pouvoir était fortifié par celui de l'Aragon. Néanmoins, tel fut l'empressement de Juan pour conclure le mariage, telles furent les sommes par lui distribuées parmi les nobles castillans, et si puissante fut l'intervention de l'archevêque de Tolède, que les adhérents d'Isabelle décidèrent d'amener l'affaire aussitôt que possible à une conclusion. Toute la négociation fut conduite secrètement ; d'autant plus que la princesse était recherchée par le duc de Berry, frère du roi de France, et par le monarque de Portugal, dont les agents étaient prêts à opposer tous les obstacles en leur pouvoir à l'union avec l'Aragon. Pendant quelque temps Isabelle fut prisonnière à Madrijal, où l'on avait évidemment l'intention de la retenir jusqu'à ce qu'elle donnât son consentement au Portugais ou au Français. Le premier était regardé comme trop âgé pour avoir des enfants, l'autre était trop loin pour qu'on le craignît. La princesse essaya de faire connaître à ses amis sa position inattendue. Le primat réunit aussitôt trois cents lances, et marcha à sa délivrance ; l'amiral de Castille et l'évêque de Curia firent de même : elle fut mise en liberté, et triomphalement escortée à Valladolid. Ferdinand fut invité à venir bien vite de l'Aragon, tandis que Henri était absent dans l'Andalousie, afin de recevoir sa fiancée. Comme le prince pouvait être arrêté dans sa route en atteignant le territoire castillan, il prit un déguisement, et avec trois compagnons seulement trompa les desseins de ses ennemis. Le 25 octobre 1409, le couple royal reçut la bénédiction nuptiale dans la cathédrale de Valladolid.

Henri ne fut pas plus tôt informé de ce mariage précipité, qu'il résolut d'employer tous les moyens pour assurer la couronne à la *Beltraneja*. Aux députations de sa sœur et de son beau-frère, qui protestaient de la plus grande fidélité envers sa personne et d'obéissance à ses commandements, et qui suppliaient de pardonner un acte rendu nécessaire par les circonstances, il ne fit aucune réponse, ou bien il ne fit entendre que des paroles évasives. La profusion avec laquelle il répandit les terres, les seigneuries, les honneurs sur les plus puissants barons, montrait combien il lui importait d'effectuer son projet. Mais son attention fut longtemps détournée, et ses efforts furent déjoués par les troubles qui déchiraient son royaume. Il n'y avait plus de gouvernement ; un baron faisait la guerre à un autre, une classe attaquait les autres sujets de l'État avec une complète impunité, et avec un mépris absolu de l'autorité du souverain. En 1470 enfin, Henri eut le loisir ou le courage de faire proclamer sa prétendue fille héritière de ses États. En même temps il fit adresser des lettres aux fonctionnaires civils, militaires et ecclésiastiques de son royaume, leur commandant de regarder l'infante Jeanne comme leur future souveraine. D'un autre côté, la

(1) Hernando del Pulgar, *Cronica de los señores Reyes catolicos*, part. I. Rodericus Santius, *Historia Hispanica*, lib. IV, cap. 36-40. Lucius Marineus Siculus, *De Rebus Hispaniæ*. Zurita, *Anales de Aragon*.

partialité les sujets qu'on allait soumettre à leurs délibérations. A la fin de cette harangue, le roi entrait, accompagné de ses principaux officiers, se prosternait devant l'autel, et priait à voix basse. Puis se tournant vers les ecclésiastiques, il se recommandait à leurs prières, et les engageait à se conformer dans leurs délibérations aux principes de la justice et aux constitutions ecclésiastiques. Il quittait bientôt la cathédrale, et les évêques déclaraient le concile ajourné au lendemain. Les trois jours suivants étaient consacrés au jeûne, aux prières et à l'examen de quelques points contestés de doctrines religieuses. Ce n'était que le quatrième jour que commençaient les véritables délibérations générales du concile (1).

Peut-être les évêques ne virent-ils d'abord dans ces conciles mixtes qu'une extension des assemblées synodales. Mais leur tendance à l'agrandissement de leur pouvoir, et la marche générale des événements ne tardèrent pas à donner à ces assemblées une tout autre importance. Comme le roi y paraissait en personne, et qu'il y amenait nécessairement les grands de sa cour, on s'accoutuma insensiblement à y discuter les matières politiques comme les matières religieuses : ce fut alors que les conciles devinrent de véritables diètes. La présence du souverain et des grands dignitaires de l'état ne pouvait manquer d'être agréable aux évêques ; car c'étaient eux que l'on venait chercher, c'était le pouvoir ecclésiastique qui consentait à recevoir le pouvoir politique, et qui, par conséquent, était reconnu d'une manière tacite comme pouvoir prédominant. En outre, cela lui fournissait l'occasion d'adresser au monarque des remontrances et des avis (2), et les moyens d'imprimer une nouvelle force à ses décisions qui étaient dès lors obligatoires pour tous les ordres de l'état, et à l'exécution desquelles tous les signataires étaient intéressés (1). Il est aussi digne de remarque, que ce fut à dater de ce moment qu'on demanda aussi la signature d'un certain nombre d'abbés, peut-être pour contrebalancer l'influence du pouvoir politique (2).

Une autre différence existait encore entre les deux ordres. C'était un devoir pour tous les évêques d'assister aux diètes générales ou conciles, et, par conséquent, ils en faisaient toujours partie de droit ; les grands, au contraire, n'y étaient admis que par un privilége personnel, conféré par le bon plaisir du monarque (3). La présence de ces derniers était indispensable sans doute, puisque l'attention du concile se portait spécialement sur les intérêts temporels de la monarchie, qui se discutaient auparavant dans le conseil privé du roi. Mais les membres laïques pouvaient changer avec chaque caprice du prince ; ils ne formaient pas entre eux un corps permanent, lié par un intérêt commun et une hiérarchie fortement organisée (4). Les dé-

(1) V. Formula qualiter Concilium fiat, dans Conc. Tol. IV, c. 4. Cf. Conc. Tol. VIII, c. 11 ; XI, e. l. Conc. Bracar., I, c. 5, 1. Id. in præfatione. Ordo de Celebrando Concilio, apud Loaisa, Collect. Conc. Hisp.

(2) Aussi en expriment-ils souvent leur joie, Conc. Tol. VIII.

(1) D'abord seize palatins signent au Conc. Tol. VIII. Le Conc. Tol. XII est signé par le premier palatin avec ces mots : Hæc statuta, quibus interfui, annuens subscripsi.

(2) Les abbés signent aux Conc. Tol. VIII, IX, XI, XII, XIII, en nombre différent. *Cenni*, l. c. t. II, p. 97, avance une chose sans preuve, lorsqu'il dit : Abbates confirmabant definita quæ ad monachos sibi subditos continendos attinebant.

(3) Conc. Tol. VIII, Discours du Roi : In commune jam vobis cunctis, et ex divino cultu ministris idoneis, et ex aula regia rectoribus decenter *electis* ; et au Conc. Tol. XII, Erwich leur dit : Illustres aulæ regiæ viros, quos interesse huic sancto synodo *delegit* nostra sublimitas ; Cf. Conc. Tol. XII, XVII, où Egica dit : Nos illustræ aulæ regiæ decus, ac magnificorum virorum numerosus conventus, quos huic venerabili cœtui nostra interesse celsitudo *præcepit*.

(4) Les conciles s'attribuent expressément le droit de se mêler des affaires de l'état.

cisions des conciles tenus sous Witiza ne nous étant point parvenues, nous ne pouvons que faire des conjectures sur la manière dont s'établit cette innovation, qui fit participer les ecclésiastiques à l'administration des affaires temporelles, sans admettre les laïques à l'examen des choses spirituelles (1).

Quant aux traits principaux qui distinguent les conciles nationaux ou diètes, des synodes ou conciles proprement dits, ils sont faciles à constater. Le droit de convocation ou de sanction exercé par le roi, la présence des grands dignitaires du royaume à côté du haut clergé, la nature toute politique des matières qui s'y traitaient, tracent à cet égard une ligne de démarcation distincte (2). Si la majorité numérique des députés du clergé, jointe aux autres causes que nous avons énumérées, lui assuraient la prépondérance, le prince, de son côté, pouvait à son gré appeler l'attention de l'assemblée sur telle ou telle matière, à l'exclusion de toute autre. Il faisait connaître sa volonté, soit par un discours, soit par une communication écrite (3), et toujours cette volonté rencontrait des esprits disposés à lui complaire. Quant au rôle des grands, il n'allait pas bien loin ; ils étaient trop peu nombreux pour qu'on pût les considérer comme les représentants de leur corps ; et d'ailleurs ne tenant leur pouvoir que du bon plaisir du roi, ils n'étaient réellement que les représentants des intérêts de la couronne. Quant à la représentation d'un troisième ordre, conception de nos temps modernes, il n'en fut jamais question chez les Wisigoths, et ce serait se tromper gravement que de prétendre en trouver le moindre germe dans l'esprit du temps.

Après l'établissement de la monarchie des Wisigoths à Tolède, le pouvoir de la couronne paraît n'avoir été limité que par deux restrictions : 1. le roi ne pouvait condamner sans jugement légal, sans être guidé par les articles du code national ; mais il avait la faculté d'adoucir la rigueur de la justice, de commuer la peine, ou d'absoudre tout-à-fait les délinquants traduits devant son tribunal. Les pères du quatrième concile de Tolède émirent même le vœu que dans des accusations capitales le roi ne pût prononcer la peine de mort qu'avec le concours d'autres juges institués par la loi (1) ; mais nous n'avons aucune preuve que la représentation qu'ils adressèrent à Sisenand sur ce sujet ait produit son effet ; 2. la seconde restriction était relative aux décrets du roi, qui devaient être obligatoires pendant sa vie, mais qui ne pouvaient avoir force de loi à perpétuité, à moins qu'ils ne fussent sanctionnés par les signatures des évêques et des grandes assemblées en concile. Sous d'autres rapports, le roi avait un pouvoir absolu ; il déclarait à son gré la paix ou

Con. Tol. VII, XIII, c. 8. Si quis episcoporum a principe... admonitus... ad veniendum, sive pro causarum negotiis... vel pro quibuslibet ordinationibus principis, etc.

(1) Conc. Tol. XVII, c. 1. Toutes les éditions portent : « Nullo sæcularium assistente. » Mais Florez (T. VI, p. 48) a trouvé dans un manuscrit du cloître de Sahagun la leçon suivante : « Nullum sæculare negotium admittentes. »

(2) Ces Concilia universalia sont déjà regardés comme de véritables diètes par *Moralès.*, l. 12, c. 54. *Mariana*, l. 6, c. 9, et dans les temps modernes surtout par D. Francisco Martinez *Marina*, dans sa *Teoria de las Cortes*. Madrid, 1820, 3 vol. D'un autre côté ils sont considérés comme de purs conciles ecclésiastiques sur des preuves non satisfaisantes par Conc. l. c. t. II, dis. 4, cap. 4. *Florez*, t. IV, trat. 6, c. 11, *Sempere* Memorias para la historia de las Constituciones Españolas. Mem. 1 (Paris 1820) cap. 17.

(3) Cette *Propositio regia* ou *Tomus Regius*, se trouve déjà dans Conc. Tol. III, ensuite avec plus de développements dans Conc. Tol. VIII, XII, XIII, XV, XVI, XVII.

(1) M. Depping commet une erreur quand, interprétant les paroles du concile, il dit : « Le roi ne pouvait prononcer seul une sentence de mort ; il fallait que les juges la confirmassent pour qu'elle fût valable. » Ce judicieux écrivain a évidemment pris une recommandation pour un fait. V. Conc. Tol. XIII, can. 75 (*Aguirre*).

Le règne de Ferdinand et d'Isabelle fut signalé par beaucoup de choses extraordinaires. D'abord ils se distinguèrent par une rigide administration de la justice; ni pour argent, ni pour faveur ils ne voulurent épargner les coupables. Cette sévérité était d'autant plus nécessaire, que, par la licence des règnes précédents, les lois étaient tombées dans le mépris, ou avaient été remplacées par la force brutale. Les juges locaux avaient trop de peur des hommes armés pour punir les excès, et les malheureux sans protection n'osaient se plaindre des torts qu'ils éprouvaient. Pour que ces magistrats accomplissent leurs devoirs avec intégrité et indépendance, des juges extraordinaires ou corrégidors furent dépêchés sur tous les points pour surveiller leur conduite, aussi bien que pour examiner leurs sentences; mais, comme cela ne suffit pas pour déraciner un mal si ancien, par le conseil d'Alphonse de Quintanilla, grand-trésorier de la confédération qui existait entre les cités et les villes, et qui prenait connaissance de toutes les violations des lois, de nouveaux pouvoirs et une constitution entièrement nouvelle furent ajoutés. A la tête de cette institution, qui devint formidable pour les brigands et pour les rebelles, fut placé le frère naturel du roi, le duc de Villa-Hermosa. Les membres qui constituaient cette Santa-Hermandad, ou sainte confrérie, furent d'abord deux mille cavaliers et un nombre correspondant d'officiers d'infanterie; ils avaient leurs lois et leurs juges. Cette force était destinée par l'artificieux monarque à faire plier les priviléges des nobles seigneurs, qui y étaient soumis comme toutes les classes de la nation.

Si la sévérité salutaire de ces souverains avait été dirigée seulement contre les perturbateurs de la paix publique, l'éclat de leur renommée n'aurait pas été obscurci. Malheureusement ils furent également inflexibles contre tous ceux qui osèrent s'écarter de la foi établie. Leur haine était surtout implacable contre les relaps, contre tous les convertis qui, après le baptême, revenaient au judaïsme ou à l'islamisme. L'Andalousie présentait le plus d'exemples de cette apostasie. Sur les instances de quelques ecclésiastiques de Séville, ville exposée plus que toute autre à *cette peste*, ils établirent dans cette cité un nouveau tribunal, qui avait un pouvoir illimité sur la propriété et la vie de tous les criminels en matière de religion, sur tous ceux au moins qui, dans un délai fixé, ne paraissaient pas devant lui pour exprimer la contrition de leur apostasie, et se soumettre à la pénitence qui pouvait leur être imposée. Les juges étaient au nombre de trois, tous savants dans le droit civil et le droit canon, strictement engagés à n'épargner aucune peine pour chercher des délinquants, et, après la condamnation, à les livrer au bras séculier. L'institution fut approuvée par le pape, qui, dans la même bulle, laissa la nomination des inquisiteurs aux souverains et à leurs successeurs. Les nouveaux juges procédèrent avec vigueur dans leur odieux ministère. Séville n'était pas le seul lieu où abondassent les apostats; il y en avait beaucoup dans le royaume de Tolède. En 1483, une autre bulle papale autorisa l'établissement de semblables tribunaux dans d'autres villes de Castille et de Léon, tous soumis à un chef suprême, qui, sous le titre de grand-inquisiteur, devait exercer une autorité sans contrôle sur leurs actes. Le premier ecclésiastique qui occupa cette haute dignité fut le prieur de Santa-Cruz de Ségovie, le célèbre don Thomas de Torquemada, moine dominicain, dont l'âme était inaccessible à la pitié, et qui, en raison de sa cruauté, pouvait passer pour l'incarnation du mauvais principe. Cependant les faits mettent hors de doute que cet homme extraordinaire était dominé par le sentiment de ce qu'il considérait comme son devoir : ses mœurs étaient douces, son attitude humble, ses austérités rigoureuses, sans exemple. Son zèle le plaça bientôt au-dessus de semblables tribunaux formés en Aragon, dans la Catalogne et à Valence, provinces qui s'indignèrent hautement d'une innovation si attentatoire à leur liberté, et qui longtemps

résistèrent, mais en vain, à son introduction dans leur sein. Tous les écrivains de cette période reconnaissent que les actes de ce pouvoir furent caractérisés par une excessive rigueur. Le tribunal de Séville seul, dans le court espace de trente-six ans, de 1484 à 1520, livra quatre mille victimes aux flammes, outre un nombre beaucoup plus considérable qui furent condamnées aux galères, à un emprisonnement perpétuel ou limité, et à d'autres punitions (1).

L'intolérance des souverains catholiques éclata encore plus à l'égard des juifs. A peine eurent-ils pris possession de Grenade, qu'ils promulguèrent un décret d'après lequel tous les juifs qui refusaient d'embrasser le christianisme devaient être expulsés du royaume dans les six mois. On leur permettait, durant ce délai, de disposer de leurs biens; mais, comme on leur interdisait d'en emporter la valeur en métaux précieux, ils ne purent que les échanger, sans doute à des conditions défavorables, contre les productions de la Péninsule. Ce peuple persécuté fut frappé de stupeur et de désolation à cet ordre inattendu. Les habitants chrétiens des villes commerçantes de la côte en furent mécontents; car ils avaient longtemps vécu en bons rapports avec les israélites, et regardaient avec alarmes le coup fatal qu'un tel bannissement allait porter inévitablement à l'industrie nationale. Des représentations à cet effet furent adressées aux deux souverains non-seulement par les juifs, mais encore par les chrétiens; ce fut en vain : le fanatisme ne pouvait être arrêté. Beaucoup de proscrits consentirent à être baptisés; mais le plus grand nombre, dans un profond désespoir, se disposa à quitter le pays de sa naissance. A l'expiration du délai prescrit, quatre-vingt-trois mille passèrent en Portugal, où le roi consentit à les recevoir, à condition qu'ils se soumettraient à une capitation d'un *crusado* par chaque individu. Environ trente mille familles se retirèrent en France, en Italie et en Afrique, avec les moyens de transport que leur fournit le gouvernement. Elles furent traitées par les Maures avec une exécrable barbarie. On savait que plusieurs de ces malheureux avaient avalé des pierres précieuses; on soupçonnait un bien plus grand nombre de l'avoir fait : les sauvages mécréants leur ouvrirent le ventre. Tous ceux qui tombèrent entre des mains maures furent dépouillés non-seulement de leurs effets, mais même de leurs vêtements. Ceux qui échappèrent retournèrent peu à peu, un petit nombre à la fois, dans la Péninsule, qui tendit aux convertis une main hospitalière, et leur montra même une affection fraternelle. Ceux qui passèrent en Portugal ne furent pas beaucoup plus heureux. Le cupide monarque Juan II n'eut pas plus tôt rempli ses coffres de leurs richesses, qu'il publia un semblable édit, condamnant à un esclavage éternel tous ceux qui, dans l'espace de quelques mois, n'auraient pas embrassé le christianisme ou quitté le royaume. Il parut bien éprouver ensuite une sorte de pitié, et n'appliqua pas rigoureusement la pénalité encourue par le grand nombre de ceux qui restèrent. Son successeur, don Manuel, se montra d'abord éloigné de se porter à des extrémités; mais les remontrances des souverains castillans le déterminèrent à la fin à se conduire en fils dévoué de l'Église. Il renouvela le décret de son prédécesseur, qu'il surpassa en rigueur. Non-seulement il réduisit à l'esclavage tous ceux qui ne voulurent pas s'embarquer, mais il ordonna que les enfants au-dessous de quatorze ans des exilés ou des esclaves fussent arrachés à leurs parents et baptisés. Les lamentations de ces malheureux auraient touché le cœur le plus dur. Parfois la fureur succéda au désespoir; des parents jetèrent leurs enfants à la mer ou au fond des puits, ou les poignardèrent, ou les étranglèrent. Le roi fut inflexible, inexo-

(1) OEl. Ant. Nebrissensis, *Rerum Hispanarum Decades*, I, lib. 6. Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XX. Hernando del Pulgar, *Cronica de los señores Reyes catolicos*.

rable; il refusa même d'accorder aux parents qui voulurent maintenant s'embarquer les moyens de transport : l'esclavage ou le baptême, telle fut l'alternative. Des milliers de ces proscrits finirent par professer en apparence le christianisme; mais ils l'abhorraient au fond du cœur.

L'établissement de l'inquisition conduisit au bannissement des juifs; cette dernière mesure, à son tour, amena la persécution des mahométans. Ceux-ci trouvèrent bientôt que la tolérance de leur religion, si solennellement garantie par les articles de la capitulation, serait peu respectée par un prince qui n'hésitait pas toujours à rompre sa parole royale, lorsqu'il s'agissait de ses intérêts ou de sa croyance. Il est certain que, dès l'année même où Grenade se soumit, la résolution fut prise de convertir ou d'expulser les Maures; mais leur nombre, l'assistance qu'ils pouvaient recevoir d'Afrique, et l'état encore peu fixé des nouvelles conquêtes, retardèrent son exécution. Néanmoins, en 1499, Ferdinand, étant à Grenade, entra sérieusement dans la ligne qu'il regardait sans doute comme celle de son devoir. Ayant assemblé quelques-uns de ses conseillers et des prélats pour délibérer sur les moyens les plus propres à atteindre un objet si important, il fut arrêté que la fin et les moyens seraient laissés à deux éminents prélats, Francisco Ximenes Cisneros, archevêque de Tolède, et Fernando de Talavera, métropolitain de Grenade. Quoique animés d'un zèle égal pour la conversion des infidèles, leurs caractères étaient bien différents : le premier était rigide et inflexible dans ses mesures, l'autre doux et conciliant; l'un avait recours à la force, l'autre à la persuasion. En choisissant deux instruments si opposés, l'on avait sans doute l'intention que la douceur de don Fernando fût fortifiée par la décision de son collègue. Ce fut certes par son influence que les premiers pas dans cette carrière annoncèrent une marche calme et mesurée. L'on caressa les alfaquis; on leur persuada de discuter sur les mérites de leur foi, et souvent on les renvoya chargés de présents. Par conviction ou par crainte, par l'effet de la persuasion ou de l'intérêt, ces hommes abandonnèrent leur ancienne religion, et consentirent non-seulement à être baptisés, mais encore à devenir les instruments de la conversion de leurs frères. Leur exemple eut un grand effet; des milliers de musulmans demandèrent leur admission dans l'Église, et un bien plus grand nombre encore les eût suivis, sans le zèle fougueux du cardinal Cisneros, qui occasionna des désordres sérieux dans le quartier de l'Albaycin, entièrement occupé par les Maures. Voyant quelques-uns de leurs frères qui, protestant contre la violence du prélat, étaient par son ordre conduits en prison, ils se soulevèrent, massacrèrent un alguazil signalé à leur haine, et coururent à l'hôtel de Fernando qu'ils assaillirent. Mais on vit que les intérêts de l'église militante étaient confiés à de bonnes mains; Fernando combattit avec une grande énergie, et quoique obsédé par ses serviteurs, qui voulaient le faire échapper dans l'imprenable forteresse de l'Alhambra, il dédaigna de quitter son poste, et manifesta sa résolution de partager le danger commun. L'ébranlement dura plusieurs jours : l'Albaycin tout entier était sous les armes, et l'insurrection se serait étendue plus loin, sans la vertueuse intrépidité du métropolitain de Grenade. Quoiqu'un messager de paix eût été frappé mortellement d'une pierre le jour précédent par un Maure de ce quartier, il résolut de se rendre au milieu des rebelles et de leur persuader de déposer leurs armes. Accompagné par un simple chapelain, faisant porter la croix devant lui, cet excellent homme parut tout à coup parmi ces furieux avec sa sérénité accoutumée et ses manières affectueuses. En un moment les murmures furent étouffés, la foule se précipita pour baiser ses vêtements, puis on obéit à ses exhortations, et les armes furent abandonnées. Dans le même temps, le roi, qui avait été informé de l'insurrection, blâmait le zèle emporté de l'archevêque de Tolède. Mais ce prélat, dont l'éloquence était grande, et dont les inten-

tions étaient appréciées, s'efforça de regagner la faveur royale, et on lui permit de poursuivre sa carrière de conversion. Cependant les maux n'étaient point à leur terme : si les habitants de Grenade étaient tranquilles pour un temps, ceux des villes voisines, particulièrement ceux qui demeuraient dans les Alpujarras, furent transportés de fureur des tentatives faites pour attirer leurs frères hors de la foi du prophète, et ils coururent aux armes. Le roi en personne marcha pour les réduire, les poursuivit au cœur de leurs montagnes, les contraignit ou les détermina à se soumettre, et à remettre leurs places fortifiées et leurs armes. Son succès l'enhardit pour des mesures plus décisives ; des missionnaires furent dépêchés partout où il y avait un village mahométan, pour prêcher la nécessité d'une conversion immédiate. L'efficacité de leurs travaux fut due en grande partie aux corps armés de soldats qui les accompagnaient. Terrifiées par le destin récent des juifs, des villes entières se soumirent au baptême, d'autant plus vite qu'on ne les forçait pas à une instruction préalable. Il n'y avait pas de temps pour catéchiser ou prêcher ; on répandait l'eau sainte sur des centaines de têtes à la fois ; les mêmes prières étaient répétées, et la purification se trouvait opérée. Nous ne devons pas être surpris que de telles conversions ne fussent pas durables. L'année suivante, les montagnards indépendants se révoltèrent de nouveau et massacrèrent tous les chrétiens qu'ils purent saisir. Ils furent de nouveau réduits ; dix mille se soumirent au rit indispensable, tandis qu'un plus grand nombre s'enfuirent auprès de leurs frères d'Afrique. Une troisième fois, dans l'espace de quelques mois, les étincelles du mécontentement rallumèrent un incendie, en partie par le zèle malencontreux des prêtres chrétiens, en partie par le souffle de l'indignation. Cette insurrection fut plus difficile à étouffer. Quelques succès furent obtenus sur les troupes royales ; mais, à l'apparition de Ferdinand en personne avec des forces imposantes, les forteresses révoltées se soumirent. Des milliers de Maures obtinrent encore la permission d'aller s'établir sur la côte opposée, et dirent un éternel adieu à la Péninsule. Par leur départ, ceux qui restèrent furent encore moins en état de faire tête au vainqueur, qui n'hésita pas à rendre un décret irrévocable d'expulsion contre tout sectateur obstiné du prophète. Il fut ponctuellement exécuté ; ceux qui refusèrent d'embrasser le christianisme se joignirent à leurs frères de Maroc (1).

A d'autres égards, la politique de Ferdinand fut aussi éclairée que profitable au pays. Les grands barons avaient été trop puissants pour ses prédécesseurs : réduire leurs immunités fut son constant objet. En encourageant les confédérations des villes, il détruisit effectivement leur influence sur ces places ; et en les soumettant aux tribunaux ordinaires de la justice, il leur fit subir le même niveau qu'à ses autres sujets. La révocation des prodigalités faites en faveur de certains favoris puissants, révocation sollicitée par les états assemblés en cortès, et exécutée énergiquement, le mena encore plus près de son but. Mais aussi longtemps que la maîtrise des grands ordres militaires était conférée aux barons les plus puissants, la monarchie ne pouvait être en sûreté. Les moyens ainsi mis à la disposition des ambitieux, ajoutés à ceux qu'ils possédaient héréditairement, rendaient les sujets trop formidables, sinon pour l'existence du souverain, au moins pour sa paix. Le but principal du roi était de réunir cette dignité à sa couronne. A la mort du grand-maître de Calatrava, il interdit une élection nouvelle, prit

(1) Œlius Antonius Nebrissensis, ***Rerum Hispanarum Decades***. Lucius Marineus Siculus, ***de Rebus Hispaniæ***, p. 569. Alvarus Gomecius, ***de Rebus gestis à Francisco Ximenio Cisnerio***, lib. I. Zurita, ***Historia del rey Hernando el Catolico***, t. I. Marmol Carvajal, ***Historia de la rebellion y castigo de los Moriscos del reyno de Granada***, t. I, lib. 1. Conde, ***Historia de la Dominacion de los Arabes***.

l'administration de l'ordre, et se procura la sanction du pape pour son union perpétuelle à la couronne. En 1493, par la mort du grand-maître de Santiago, il se saisit également de l'administration de cet ordre. Ainsi en possession de Calatrava et de Santiago, il gagna Juan de Zuniga, grand-maître d'Alcantara, et le détermina à résigner aussi cette dignité, qui se trouva de la même manière confondue dans la dignité royale.

L'assujettissement définitif des mahométans, la consolidation du pouvoir royal, l'union de l'Aragon à la Castille et à Léon, furent de nobles monuments de la politique de Ferdinand. La découverte d'un nouveau monde par le fameux navigateur Christophe Colomb attira encore plus l'attention de la postérité sur ce règne brillant. Nous ne pouvons entrer dans le vaste champ de la découverte et de la colonisation de l'Amérique par les Espagnols ou par les Portugais ; un tel sujet demanderait à lui seul des volumes entiers. A Isabelle peut être attribuée la gloire de l'entreprise. D'abord elle reçut avec sa froideur habituelle les propositions du grand homme ; mais à la fin, gagnée par les représentations d'un moine ami de Colomb, et plus encore par les raisonnements irrésistibles du navigateur lui-même qu'elle admit en sa présence, elle emprunta la somme d'argent nécessaire pour l'armement, et ordonna le départ. Ce fut en avril 1492. Dans le même mois de l'année suivante, Colomb revint de son premier voyage, apportant avec lui une quantité considérable d'or, d'argent, et d'autres productions du Nouveau-Monde, avec plusieurs Indiens, preuves convaincantes du succès de l'entreprise. Les honneurs extraordinaires avec lesquels il fut reçu par les souverains étonnés, la permission de rester assis en leur présence, son élévation au poste d'amiral des Indes, créé pour lui, avec les moyens convenables pour soutenir cette dignité, l'encouragèrent à de nouvelles entreprises. Avec une flotte de dix-huit vaisseaux, portant douze cents marins, trois cents artisans, douze prêtres pour convertir les païens, et un nombre considérable de chevaux, de moutons, etc., il quitta de nouveau l'Espagne, au mois de septembre 1493, et atteignit heureusement sa destination. Au retour de son second voyage, jeté par des coups de vent dans le port de Lisbonne, il fut forcé de faire connaître au roi Juan les productions et les richesses du Nouveau-Monde ; et le monarque, dont l'ardeur pour l'or et la domination était ainsi enflammée, résolut d'équiper quelques vaisseaux pour faire des découvertes dans la même direction. Mais comme, par une bulle pontificale, la souveraineté des régions qui avaient été ou qui pouvaient encore être découvertes fut conférée à Ferdinand et à ses successeurs, Juan ne put décemment faire partir l'expédition avant d'avoir notifié ses intentions aux souverains de Castille. Il fut en état aussi bien qu'eux de produire des bulles pontificales qui avaient été concédées à ses prédécesseurs, et en vertu desquelles il entendait avoir un droit exclusif à la découverte et à l'empire des pays à reconnaître. Comme les deux parties fondaient leurs prétentions sur le pouvoir imaginaire du vicaire de Jésus-Christ à conférer les royaumes du monde à qui lui plaisait, l'affaire fut soumise au pape ; et celui-ci décida qu'une ligne tirée du nord au sud, à cent lieues à l'ouest du méridien des Canaries, limiterait les possessions mutuelles et le droit de découverte maritime des deux rois. Mais le Portugais fut mécontent des étroites limites qui lui étaient assignées ; il renouvela ses remontrances à Ferdinand : l'affaire fut soumise à un arbitrage, et, après beaucoup de débats, il fut convenu que la limite des droits des Portugais serait reculée à trois cent soixante-dix lieues à l'ouest des îles du cap Vert. Les deux monarques se partagèrent ainsi à leur aise l'empire maritime du globe, sans prévoir avec quelle rapidité leur sceptre serait brisé par les rudes mains des Anglais et des Hollandais.

Mais le bonheur des souverains catholiques n'égala pas la splendeur qui les entourait. A qui devait passer leur magnifique empire ? En 1497, l'infant Juan, leur fils

unique, qu'ils venaient de marier à l'archiduchesse Marguerite d'Autriche, mourut tout à coup, et bientôt après sa veuve fit une fausse couche. Il ne leur restait donc plus que leurs filles dont ils pouvaient espérer de la postérité ; mais ils éprouvèrent encore bien des mécomptes de ce côté. Dona Isabelle, l'aînée des princesses, qui épousa l'héritier de la monarchie portugaise, demeura veuve presque aussitôt que l'archiduchesse Marguerite. Elle fut de suite unie à son beau-frère don Manuel, qui devint roi de Portugal, et l'année suivante elle mit au monde un fils ; mais elle mourut presque aussitôt, et le jeune prince, héritier reconnu de toute la Péninsule, à l'exception de la Navarre, ne lui survécut pas longtemps. Afin de se préparer contre tout événement possible, ils marièrent une autre fille, la princesse Marie, au souverain veuf du Portugal, et leur plus jeune, Catherine, destinée à être si fameuse par ses rapports avec la réforme anglaise, d'abord à Arthur, prince de Galles, puis à Henri, son frère, depuis Henri VIII. Toutefois leurs espérances d'un héritier reposaient principalement sur leur seconde fille Jeanne, qui, ayant épousé Philippe, archiduc d'Autriche, mit au monde, en 1500, un prince qui devint le fameux Charles V. Ainsi la couronne d'Espagne devait retomber sur un front étranger ; premier exemple de cette espèce depuis la fondation de la monarchie par Pélage. Le chagrin des souverains d'Espagne fut encore augmenté par les infortunes de leurs enfants. La princesse Isabelle, qui avait toujours montré plus d'affection pour le cloître que pour le trône, avait été contrainte à se marier, et elle finit prématurément par une mort douloureuse. Jeanne, quoique passionnée jusqu'à la folie pour son mari, fut traitée par lui avec la négligence la plus affectée. Le destin de Catherine n'est que trop bien connu.

Les infortunes de ses enfants entrèrent profondément dans le cœur de la reine, et la plongèrent dans une mélancolie qui finit avec sa vie, à Medina del Campo, en 1504. Par son testament elle laissa à sa fille Jeanne, et après cette princesse à son petit-fils Charles, l'héritage de la monarchie. Comme Jeanne avait une intelligence trop faible pour qu'on lui confiât les soins du gouvernement, la reine désigna Ferdinand pour régent du royaume, jusqu'à ce que Charles eût atteint sa vingtième année. Dans cette disposition elle consulta sa propre inclination et les intérêts de son peuple ; car elle avait une répugnance naturelle pour le vain, le faible et dissipé Philippe, et savait bien que l'administration ne pouvait être remise en des mains plus capables que celles qui la tenaient. A Ferdinand aussi elle légua l'administration des trois ordres militaires durant sa vie, et la moitié des revenus de l'Inde.

Si l'on excepte Élisabeth d'Angleterre et Catherine de Russie, aucune princesse des temps modernes ne peut égaler Isabelle pour les talents et les succès de son administration ; pour les qualités du cœur, la dévotion fervente, la pureté de la vie, elle est au-dessus de toute comparaison. Prudente dans la formation, mais prompte dans l'exécution des plans ; sévère contre les coupables, miséricordieuse pour l'infortune, ferme dans ses desseins, et cependant soumise à son époux ; d'une vertu rigide, mais indulgente pour de simples faiblesses ; dévote sans ostentation, fière sans orgueil, sensible pour les peines des autres, sans laisser échapper le sentiment des siennes, elle était faite pour commander le respect non moins que l'affection de son peuple. On raconte de son humble piété une anecdote qui provoqua l'enthousiasme des catholiques. Lorsque les souverains de Castille étaient à confesse, il était d'usage que le confesseur s'agenouillât en même temps qu'eux-mêmes. La première fois qu'elle remplit ce devoir depuis son élévation au trône, elle se mit à genoux ; mais le prêtre, Fernando de Talavera, s'assit tranquillement à côté d'elle. Comme elle exprima sa surprise de ce qu'il ne s'agenouillait pas, le prêtre répondit : « Ici, Madame, » est le tribunal de Dieu que je représente, » et je dois donc rester assis ; votre altesse

» continuera à s'agenouiller. » Après que ses dévotions furent terminées, au lieu d'exprimer quelque ressentiment, elle dit à une personne de sa suite : « Voilà justement le » directeur que j'ai longtemps cherché ; » et le moine devint archevêque de Grenade. Sa seule tache est l'approbation donnée au tribunal qui livra à la torture, à la prison ou à la mort tant de milliers de ses sujets. Et cependant cette femme, insensible aux souffrances des hérétiques, se montrait l'avocat le plus constant des Maures, lorsqu'une place était enlevée d'assaut (1).

Jeanne et Philippe, avant qu'Isabelle rendît le dernier soupir, commencèrent déjà les dissensions qui empoisonnèrent la vie du roi Ferdinand. Un grand nombre d'Espagnols pensaient que Jeanne était maintenant reine et propriétaire du royaume, et que Philippe, par droit de mariage, pouvait réclamer nonseulement le titre royal, mais encore une part considérable dans l'administration. D'un autre côté, les dernières volontés d'Isabelle, qui avait institué son époux régent jusqu'à la majorité de Charles, l'expérience de ce prince, les succès de son gouvernement passé, les avantages solides qui en étaient résultés pour l'État, et le caractère impopulaire de Philippe, aussi bien que son ignorance de la langue, des lois et des mœurs de la Castille, amenaient la partie sensée et patriotique de la nation à désirer la continuation de la direction actuelle. Mais malheureusement cette question si importante fut agitée avec des préjugés plutôt qu'avec la raison. Les efforts de Ferdinand pour courber l'aristocratie, son économie prudente, sa ferme autorité, et l'aversion de beaucoup de Castillans pour la domination unique d'un Aragonais, lui avaient créé bien des ennemis. Beaucoup de gens aussi espéraient que sous un prince faible et mou comme Philippe, leur amour du pouvoir et leur avarice seraient également satisfaits. Il n'y a donc point à s'étonner qu'une opposition à la fois systématique et violente fût formée contre les prétentions de Ferdinand, opposition trop bruyante pour laisser entendre le langage de la politique ou de la reconnaissance.

Ferdinand était amoureux du pouvoir, et ses premiers pas montrèrent qu'il s'efforcerait de le garder. Ayant proclamé sa fille et son gendre reine et roi de Castille, il convoqua les cortès à Toro, dès 1505, pour obtenir leur sanction à sa régence. La majorité s'empressa de l'accorder ; mais quelques nobles, mécontents parce qu'ils étaient désappointés, quittèrent Toro pleins de dégoût, assemblèrent d'autres membres de la même faction à Valladolid, et adressèrent des lettres à Philippe, alors gouverneur de la Flandre, le pressant de venir prendre l'administration du royaume. L'archiduc, avide de saisir l'héritage de son épouse, eut l'insolence d'ordonner à son beau-père de se retirer en Aragon, protestant contre tout acte de son gouvernement depuis la mort d'Isabelle. Ferdinand répondit que l'affaire devait être arrangée par négociations ; que, dans aucun cas, il ne renoncerait à la régence avant l'arrivée de sa fille et de son gendre en Castille. En même temps il sollicita de la reine, alors en Flandre avec son époux, la confirmation de ses pouvoirs comme régent. Jeanne fit préparer l'acte ; mais la perfidie d'un serviteur dénonça l'intrigue à Philippe, qui plaça Jeanne dans une étroite retraite, et se dépouilla même de tout semblant d'égards envers elle. Il entra en alliance avec Charles VIII de France, ennemi de Ferdinand, avec l'assistance duquel il espérait tenir tête au régent. Dans le même temps les nobles factieux, qui ne constituaient qu'une minorité par le nombre, mais tout-puissants par leurs positions et leurs alliances, pressaient sans relâche Philippe de paraître au milieu d'eux, et de jeter toutes sortes d'obstacles sur la route du ré-

(1) Zurita, *Historia del rey Hernando el Catolico*, t. I, lib. II. Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XXI. Mariana, *de Rebus Hispanicis*, lib. XXVIII. Moret, *Anales de Navarra*, t. III.

gent. Voyant l'ingratitude du peuple, pour lequel il avait tant fait, dont il avait si heureusement augmenté la gloire et le bonheur, plus offensé peut-être encore des insultes de son indigne gendre, le roi d'Aragon forma sérieusement un plan de vengeance : ce fut de se remarier, et de laisser aux enfants nés de cette union nouvelle le royaume de Naples, qu'il avait joint à l'Aragon, ou peut-être l'Aragon lui-même. Dissimulant sa longue inimitié contre Charles, il sollicita la main de Germaine de Foix, nièce de ce monarque, qui la lui accorda avec empressement. Cette nouvelle fut un coup de foudre pour Philippe, qui consentit alors à négocier. En conséquence, il fut convenu par les agents des deux princes, à Salamanque, que le royaume serait gouverné par Jeanne, Ferdinand et Philippe, possédant chacun une égale autorité, et que tous les actes publics porteraient les trois noms. Toutefois le prince autrichien n'avait pas l'intention d'observer le traité ; mais des vents contraires le jetèrent en Angleterre, où il fut retenu durant trois mois par la politique peu généreuse de Henri VIII. Le roi de France lui avait refusé un passage par ses États, avant qu'il fût arrivé à une meilleure intelligence avec le régent ; en effet, comme allié intime de Ferdinand, Charles ne pouvait pas permettre à travers son royaume une expédition évidemment hostile à cet allié. Lorsque Ferdinand apprit l'embarquement de l'archiduc, il ordonna des prières pour la prospérité du voyage, et fit équipper une flotte afin de transporter les nouveaux souverains dans la Péninsule. Il venait de célébrer son mariage avec la princesse Germaine, lorsque sa fille et l'archiduc abordèrent à la Corogne.

Philippe ne fut pas plus tôt débarqué, que les nobles mécontents de Ferdinand coururent à sa rencontre, et, par leurs sinistres rapports, s'empressèrent d'augmenter la jalousie du prince contre le régent. Pour dissiper ses soupçons, Ferdinand envoya l'archevêque Ximenès, son plus ferme conseiller, qui était chargé de rétablir la concorde entre les deux princes. Mais l'arrogance de Philippe, qui était entièrement mené par les avis de ses Flamands et les Castillans mécontents, le poussait non-seulement à faire ce qu'il savait devoir mortifier son beau-père, mais encore à refuser une entrevue fréquemment demandée par Ferdinand. Par la légèreté, l'on peut dire la perfidie avec laquelle il annula le traité de Salamanque, et déclara ouvertement sa résolution d'expulser Ferdinand de la Castille, celui-ci, quoique disposé encore à la paix, vit qu'il était grand temps de se disposer à la guerre. Il fit lever des troupes pour soutenir ses propres droits, et pour arracher sa fille à la honteuse réclusion dans laquelle elle était tenue par son mari. Toutefois, grâce aux représentations artificieuses des barons mécontents, le parti de Philippe s'accrut chaque jour, et à la fin Ferdinand fut forcé de résigner la régence entre les mains de l'archiduc seul, Jeanne étant considérée par tous les deux comme incapable de gouverner. Il retint la grande-maîtrise et l'administration des trois ordres militaires, avec les autres legs d'Isabelle ; et après deux entrevues avec Philippe il retourna dans ses États héréditaires (1).

Ayant atteint l'objet de son ambition, Philippe convoqua les cortès à Valladolid, dans l'espérance de pouvoir obtenir leur consentement à l'éloignement de la reine des affaires, en d'autres termes, à sa réclusion perpétuelle, pour motif d'incapacité. Mais l'opposition qu'il rencontra le fit renoncer à ses indignes projets. Tout ce que les états voulurent faire, ce fut de prêter serment d'allégeance à Jeanne comme à leur légitime souveraine, à lui comme à son époux, et de reconnaître l'archiduc Charles, leur fils, comme héritier de la couronne. Avant qu'il eût eu le temps de devenir impopulaire,

(1) Alvarus Gomecius, *de Rebus gestis Francisci Ximenii*, lib. III. Franciscus Tarapha, *de Regibus Hispanicis*. Mariana, *de Rebus Hispanicis*, lib. XXVIII. Zurita, *Historia del rey Hernando el Catolico*, t. II.

il tomba soudainement malade à Burgos, et mourut au bout de cinq mois après son arrivée en Espagne, et trois mois à partir du commencement de son administration. La douleur de la reine ne connut pas de bornes; quatre heures après la mort elle avait le corps embaumé placé dans son appartement, et déposé en costume magnifique sur une couche pompeuse. Elle ne voulut le quitter ni jour ni nuit pendant quelque temps. Peut-être espérait-elle le rappeler à la vie par ses prières.

Immédiatement après la mort de Philippe, les nobles s'assemblèrent pour délibérer sur la forme du gouvernement. Comme la reine refusa de donner aucun ordre, ils choisirent un conseil de sept membres pris entre eux, auquel ils confièrent provisoirement la conduite des affaires. Des hommes égaux en autorité, et différents dans les vues, ne pouvaient longtemps rester en harmonie. Ils sentaient que leur propre pouvoir n'était pas assuré, et chacun était en quête de quelque supérieur dont il pourrrait obtenir la faveur. Tous voyaient bien que, en attendant la majorité de Charles, il y aurait une régence; que leurs propres jalousies les empêcheraient de la confier à un naturel du pays, et qu'il n'y avait que deux étrangers auxquels elle pourrait être déférée, Ferdinand et l'empereur Maximilien, père du roi décédé. La partie sensée de la nation était en faveur de l'habile Aragonais; mais ceux qui craignaient son ressentiment, et surtout ceux qui connaissaient la vigueur de son autorité et son économie, demandaient hautement le prince autrichien. La conduite turbulente des nobles qui se mirent à renouveler les scènes dont les règnes de Juan II et de Henri IV avaient été souillés, qui foulaient aux pieds l'ordre et les lois, et se proposaient de mettre le royaume en feu, augmenta l'anxiété et provoqua toute l'activité des amis de la tranquillité publique. L'illustre Cisneros, l'un des régents temporaires, n'épargna ni les reproches ni les instances pour assurer le rappel de Ferdinand. Ce prince était en Italie lorsqu'il reçut avis de la mort de Philippe. Il ne montra pas beaucoup d'empressement à revenir; mais ses émissaires et ses amis s'agitèrent si bien en sa faveur, que sa reprise de la régence fut bientôt reconnue comme le seul moyen de sauver un royaume déjà sur le penchant de sa ruine. A la fin de juillet 1507, il débarqua à Valence, d'où il se rendit à Saragosse, ayant nommé la jeune reine régente de l'Aragon, et alla en Castille. Il fut aussitôt investi par sa fille du pouvoir entier du gouvernement, et par degrés son autorité fut reconnue dans le royaume. Devant lui l'insurrection se dissipa, les lois reprirent leur empire, et la prospérité reparut parmi le peuple.

La seconde administration de ce prince capable fut signalée par les plus éclatants résultats. En 1509, à la suggestion du cardinal Cisneros, il proposa une expédition contre Oran et la côte d'Afrique. Le cardinal supporta tous les frais, et suivit les guerriers. L'entreprise réussit complétement : Oran fut emporté, et reçut garnison chrétienne. L'année suivante, Bougie fut réduite; Alger, Tunis, Tremecen et autres places consentirent à ce que leurs gouverneurs nationaux fussent les vassaux de Ferdinand. Une autre expédition réduisit Tripoli. En 1511, le roi se préparait lui-même à s'embarquer avec un armement formidable afin de poursuivre ses conquêtes dans ce pays, quoique son expérience lui montrât combien elles étaient précaires, lorsqu'il fut pressé par le pape Jules de secourir l'Église contre les schismatiques sous la protection du roi de France et de l'empereur. Comme il était plus fier encore de son titre de Catholique qu'avide de gloire, il expédia des forces pour aider le chef de l'Église. Nous n'entrerons pas dans les interminables affaires d'Italie, et dans les guerres difficiles que Ferdinand soutint dans ce pays pour la défense de ses possessions siciliennes et napolitaines. Ces possessions dépendaient non de la Castille, mais de l'Aragon, et c'est dans l'histoire de ce dernier royaume qu'il faut aller chercher l'origine et les progrès

des rapports entre la Sicile, Naples et l'Aragon. Il suffira ici d'observer que la guerre tourna pour quelque temps à l'avantage des Français, dont l'empereur s'était détaché, et que les alliés du pape furent défaits.

Mais cette guerre amena un résultat mémorable, qui n'est pas très-glorieux pour Ferdinand. Désirant porter les hostilités en France, il demanda à Jean d'Albret, roi de Navarre, la permission pour ses troupes de traverser ce pays. Le Navarrais refusa, mais en même temps exprima sa détermination de n'aider en rien le monarque français, et de rester parfaitement neutre. Quoi qu'il en soit, à peine eut-il donné cette réponse, qu'il entra dans une alliance offensive et défensive avec le roi de France. Résolu d'atteindre son but par la force, et de punir la duplicité du Navarrais, Ferdinand assembla ses forces à Vittoria, envahit la Navarre, et en peu de temps acquit la possession de tout le royaume, réduisant la famille royale à se réfugier en France. Cette nouvelle conquête, dont les détails seront donnés plus tard, fut annexée au royaume d'Aragon, et Ferdinand la défendit avec succès contre l'invasion des Français

Vers la fin de sa vie, ce prince nourrissait encore l'espoir d'avoir un héritier qui recueillît l'Aragon, la Navarre, Naples et la Sicile. Ce désir venait de son dégoût pour l'empereur, aïeul de l'archiduc Charles, et pour toute la maison d'Autriche, et de l'aversion montrée par ses sujets héréditaires contre une union des couronnes. En 1509, la jeune reine avait mis au monde un fils qui mourut en peu de jours. En 1513, le roi prit une potion qui devait, suivant lui, rappeler sa vigueur virile, mais qui détruisit sa constitution, et produisit une maladie de langueur terminée par sa mort, le 23 janvier 1516. Dans son testament, il déclara sa fille Jeanne héritière de tous ses domaines en Espagne et en Italie, qui après elle devaient passer à son petit-fils Charles. La régence de Castille, en attendant l'arrivée de Charles en Espagne, était confiée au cardinal Cisneros, et celle d'Aragon avec les États en dépendant, à l'archevêque de Saragosse.

Ferdinand fut sans doute l'un des princes les plus capables qui jamais portèrent le sceptre de l'Espagne. Ses actions manifestent bien son caractère. Il est justement regardé comme le fondateur de la monarchie espagnole; et, quoique durant les dernières années de sa vie il voulût défaire son œuvre, le blâme doit retomber sur ceux qui disputèrent sa légitime autorité, et avec la plus basse ingratitude rendirent la rébellion et l'insulte pour les bienfaits les plus signalés, pour une vie usée à leur service. Ses principaux défauts furent une ambition sans frein et une politique tortueuse. Néanmoins sa mémoire est en grande vénération en Espagne. Nonobstant ses fautes et l'hostilité de Robertson et des écrivains français, qui apprécient son caractère et ses actions non avec la gravité de l'histoire, mais avec les préjugés et la passion, la postérité doit le regarder comme le plus grand prince de son siècle (1).

---

(1) Gomecius, *de Rebus gestis Francisci Ximenii*, lib. IV. Mariana, *de Rebus Hispanicis*, lib. XXX. Zurita, *Historia del rey Hernando el Catolico*, tom. II, lib. VIII-X. Robertson, *Histoire de Charles V*, vol. II, lib. I.

pression du droit romain, voulant ainsi donner à la législation et à la constitution civile de l'empire une allure plus ferme et plus dépendante de la volonté royale. Toutefois, pour ne pas entraver l'instruction, il permit l'étude du droit romain, comme exercice d'esprit; mais il prohiba l'usage du droit étranger, sous prétexte que son code suffisait à tout (1). Et en effet, le nouveau recueil, augmenté d'une foule d'articles, formait un ouvrage complet, divisé par parties (2). Réceswinth continua l'œuvre de son père; afin d'achever la fusion des deux peuples, il annula le décret qui défendait toute alliance entre Romains et Wisigoths (3). En même temps, il confirma la suppression du droit romain. Tout homme qui devant la justice, invoquait un autre code que le code wisigoth, était condamné à une amende de 30 livres d'or (4); et la prohibition s'étendit jusqu'aux procédures entamées avant la publication de l'ordonnance (5). Dans un concile convoqué à Tolède, Réceswinth demanda à l'assemblée une révision du code (6), et lui-même ajouta une foule d'ordonnances

(1) Leg. vis. L. II, t. 1, l. 8.

(2) Dans L. II, t. 3, l. 4, il se réfère à une loi : « Quæ continetur in libro sexto, titulo primo, capitulo secundo, » si toutefois ces mots n'ont pas été interpolés plus tard, et dans *Juliani* Hist. Wambæ, c. 37, on trouve : « Deinde legis est relata sententia, in libro II, tit. 1, Era VI, ubi ad locum sic dicit, etc. »

(3) Leg. vis. L. III, t. 1, l. 2.

(4) Ib. L. II, t. 1, l. 9.

(5) Ib. L. II, t. 1, l. 12.

(6) Conc. Tol. VIII, Tom. Reg. n. 9. Mais on ne trouve point dans les actes de ce concile, que Réceswinth ait présenté le code à la confirmation de l'assemblée, comme *Aschbach* le raconte, p. 271, etc.; le passage cité par lui dans Leg. vis. L. II, t. 1, l. 1, où Réceswinth dit qu'il a promulgué le code en présence des ecclésiastiques et des palatins, se trouve à la vérité dans l'édition de Lindenbrog; mais les éditeurs de Madrid n'ont pas plus admis dans le texte ce passage que celui de l. 5, et ils attribuent principalem[ent] la première loi à Erwich.

au recueil de son père, en commençant par établir en principe que les monarques avaient tout pouvoir de créer de nouvelles lois toutes les fois que la nécessité l'exigeait (1). Quant à la prétendue traduction du code en langage gothique, pour la commodité du peuple, c'est une simple conjecture fondée sur la fausse interprétation d'une phrase de la loi, plutôt que sur aucun témoignage historique (2). Bien que Réceswinth ait mis de l'ordre dans le code (3), il n'en faut cependant pas conclure que la forme sous laquelle il nous est parvenu, soit due à ce prince. Car plusieurs lois qui sont passées dans d'autres législations, et qui se trouvent effectivement dans cet ancien recueil, datent d'une époque plus moderne, et leurs titres sont écrits d'un genre d'écriture plus récent (4). En effet, il se présentait sans cesse de nouveaux cas, qui mettaient au grand jour l'insuffisance du code. Erwich résolut d'avoir recours à la diète ou concile, pour améliorer la législation, combler les lacunes, et insérer de nouvelles lois (5). Mettant lui-même la main

(1) Leg. vis. L. II, t. 1, l. 12.

(2) *M. de Savigny* lui-même, Th. II, s. 68, cite comme preuve d'une traduction gothique le passage, L. II, t. 1, l. 9 (al. 10), où il est dit : Nullus... præter hunc librum, qui nuper est editus, atque secundum seriem hujus amodo *translatum* librum alium legum pro quocunque negotio judici offerre pertentet...; mais comme on ne trouve nulle autre part des traces d'une traduction gothique, on doit supposer qu'il faut entendre par *translatum* une copie; on ne peut entendre que des copies qui ont été prises dans l'ordre exact du code. Ainsi on trouve, L. 2, t. 1, l. 1 : « Harum legum correctio, vel novellarum nostrarum sanctionum ordinata constructio, sicuti in hoc libro et ordinatis titulis pacta, et subsequenti est *serie* adnotata, » etc.

(3) Il se réfère aussi dans quelques lois à d'autres passages de la collection. Voyez L. V, t. 6, l. 4, et L. VI, t. 5, l. 13.

(4) Ainsi par ex. L. III, t. 5, l. 7, qui dans plusieurs manuscrits est désignée comme *antiqua*, ne date que du temps d'Égica, puisqu'elle est prise du Conc. Tol. XVI, c. 3.

(5) Conc. Tol. XII, Tom. Reg. n. 5, 6, 7.

à l'œuvre, il opéra les changements et les suppressions qui lui parurent nécessaires, et ordonna que le nouveau code fût mis sur-le-champ en vigueur dans toute l'étendue de l'empire (1). Son successeur, Égica, sentant aussi le besoin d'une réforme judiciaire, chargea la diète du travail; seulement, il ordonna que rien ne serait changé aux lois promulguées depuis Chindaswinth jusqu'à Wamba (2). On doit à ce prince plusieurs nouvelles ordonnances, dont quelques unes paraissent dater de l'époque où il s'associa son fils Witiza; car le nom du jeune prince figure aussi dans un certain nombre de titres (3). Ce serait donc à cette époque que le code aurait reçu définitivement la forme que nous lui connaissons. Il est divisé en 12 livres, chaque livre en plusieurs titres, et, sous chaque titre, se trouve une loi. Afin d'en faciliter la propagation parmi le peuple, et de le mettre à portée de toutes les bourses, une ordonnance en fixa le prix à 12 *solidi;* en cas d'infraction à cette ordonnance, le vendeur et l'acheteur recevaient chacun cent coups de fouet (4).

Le code des Wisigoths renferme deux grandes divisions capitales. La première partie contient les lois proprement dites; en tête se trouve le nom de chaque prince auquel elles sont dues (5). La seconde partie est réservée aux *antiqua*, qui ne portent pas de titre. Cette dernière partie renferme les vieilles coutumes de droit gothique, aussi bien que le droit romain et les décrets de l'Église. Pour le droit romain, le *Breviarium Alaricianum* était la plus proche, et probablement l'unique source. Certains passages en sont extraits textuellement (1); un plus grand nombre contiennent seulement quelques dispositions du droit romain, copiées d'abord, puis modifiées, puis supprimées (2). Quant au code Justinien, il paraît avoir été complètement inconnu aux Wisigoths. Enfin on trouve une foule de lois dont les unes se retrouvent mot pour mot dans certains passages du code bavarois (3), et dont les autres ont avec ce même code la plus grande analogie. Mais il est difficile de décider si ces lois gothiques ont été empruntées au code bavarois, ou si c'est la législation bavaroise qui s'est servie des lois gothiques (4).

Voilà donc les Wisigoths en possession d'un code complètement différent de ceux des autres races germaniques, et, en général bien supérieur, soit pour le fond, soit pour la forme. Certes, on ne peut nier que l'expression ne soit souvent vague, obscure, et défigurée par l'abus d'une fausse éloquence. Mais on n'en voit que mieux le but du législateur, qui était d'appuyer la force de la loi par les principes de la raison ou de la nécessité, et de donner au juge les instructions les plus complètes et les plus claires sur les de-

(1) Qu'un travail entièrement nouveau ait eu lieu, cela résulte de Leg. vis. L. II, t. 1, l. 1, que l'édition de Madrid attribue avec raison à Erwich.

(2) Conc. Tol. XVI, Tom. Reg. n. 11.

(3) Leg. vis. L. V, t. 7, l. 20, L. VI, t. 1, l. 2.

(4) Leg. vis. L. V, t. 4, l. 22. Ici l'édition de Madrid, sans donner une leçon différente, dit : « Non amplius quam CCCC solidorum numerum. »

(5) Dans la disposition de ces titres, comme dans la division de chaque loi, les manuscrits s'écartent fort les uns des autres.

(1) L. IV, t. 1, est tirée de Paulus, L. IV, t. II; L. VIII, t. 1, l. 2, est en partie tirée littéralement de Interpr. L. III, c. 4, Th. 22, et L. V, t. 5, l. 8, 9, en partie littéralement de Interpr. L. II, et Int. L. I, c. Th. 2, 33. Nous devons ces renseignements à *M. de Savigny*, Th. 2, s. 72, ff.

(2) *M. de Savigny*, l. c. Les passages cités par lui peuvent encore être augmentés de L. XII, t. 2, l. 13, où l'on donne aux esclaves des Juifs *civium romanorum privilegia;* et dans l. 14, on trouve : « Liberare vero servum christianum Judæus si maluerit, ad civium romanorum dignitatem eumdem manumittere debebit. »

(3) Voyez le code des Bavarois et des Allemands. *Luden*, Hist. du Peuple allemand, livre VII, ch. 9 (dans cette collection).

(4) M. de Savigny partage la première opinion, Th. 2, et *M. Aschbach* la dernière, p. 274 et seq.

irruption sur le territoire du khalife, et revint chargé de butin. L'exemple était trop tentant pour n'être pas suivi; quelques autres chefs assemblèrent leurs forces à la hâte, et marchèrent vers Gaza, qu'ils espéraient surprendre. Mais le khalife d'Égypte, qui, ayant des espions partout, était informé de leur dessein, jeta silencieusement un gros corps de troupes dans la forteresse, et en plaça sur les hauteurs voisines. Sans soupçon du piége tendu autour d'eux, les saints guerriers marchèrent toute la nuit, et à la naissance du jour arrivèrent devant Gaza. A la vue des hauteurs garnies de troupes, grande fut leur consternation. Mais, quoique fatigués par leur pénible marche, et si inférieurs en nombre, ils se préparèrent à résister à l'attaque bien combinée des infidèles. Ils combattirent au milieu de tous les désavantages : le sable sur lequel ils posaient ne présentait pas un appui assez ferme pour eux ou leurs chevaux; ils ne pouvaient se mouvoir ni en avant ni en arrière sans les plus grandes difficultés, et ils étaient constamment exposés aux flèches ou aux sabres de l'ennemi, dont les détachements harcelaient continuellement leurs flancs, et, par une dextérité supérieure aussi bien que par la connaissance des localités, échappaient à tous leurs efforts de vengeance. S'ils voulaient reculer, le cavalier arabe était aussitôt à leur arrière-garde; s'ils opposaient un front menaçant, il était immédiatement hors de portée des traits. En même temps des pluies de flèches ne tombaient pas en vain des hauteurs, et les chrétiens commencèrent à défaillir, autant par manque de nourriture et d'eau que par la fatigue; et rien ne pouvait soulager leurs souffrances : il leur fallait rester sous les armes pour repousser les attaques continuelles de leurs infatigables ennemis. Le lendemain matin, tout espoir d'échapper fut interdit par l'arrivée du khalife égyptien en personne, à la tête d'une armée considérable. Ils furent entourés, la plupart taillés en pièces; le reste dut se rendre. Parmi les premiers furent les comtes de Bar et de Clermont; le comte de Montfort se trouva au nombre des prisonniers; le duc de Bourgogne fut le seul chef qui échappa, et cela grâce au généreux dévouement du comte de Montfort. Ces nouvelles désastreuses parvinrent bientôt au camp de Thibaut et des autres croisés qui étaient devant Ascalon; la désolation fut générale. Néanmoins les dissensions des chrétiens étaient trop profondes pour que la nécessité pût les pousser à l'union. Les princes français résolurent de s'en retourner, sans considérer que les désastres de la croisade étaient dus principalement à eux-mêmes ; que les plus pressants motifs d'honneur, de religion et d'humanité, les obligeaient à rester. En dépit de toutes les instances et de toutes les remontrances de leurs confédérés, ils s'embarquèrent, ainsi que Thibaut, au port de Saint-Jean-d'Acre; et, poursuivis par les malédictions de leurs compagnons abandonnés, ils gagnèrent la France en sûreté.

La seule circonstance digne d'être signalée dans le reste de la vie de Thibaut, c'est sa querelle avec l'un de ses évêques. Pensant que la forteresse de San-Esteban, qui appartenait au siége de Pampelune, pourrait être utilement employée à la défense du royaume, il la saisit par force, et resta indifférent aux remontrances du prélat, don Pedro. Selon la coutume, celui-ci eut recours aux foudres ecclésiastiques. Le roi fut excommunié, et le royaume placé sous l'interdit, jusqu'à ce que Thibaut eût donné satisfaction à l'Église. Alors les censures ecclésiastiques furent levées. Néanmoins Thibaut paraît avoir entretenu des doutes sérieux sur l'étendue suffisante de l'autorité de l'évêque pour l'absoudre, et il entreprit un voyage à Rome afin d'implorer une absolution générale du pape. Il mourut en 1253, laissant la garde de son jeune fils et de son royaume à son ami Jacques d'Aragon (1).

---

(1) Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, lib. III. Moret, *Anales de Navarra*, t. III, lib. XXI. Traggia, art. *Navarra*, dans le *Diccionario geografico-historico de España*, t. II. Michaud, *Histoire des Croisades*, passim.

Thibaut II trouva un protecteur généreux et puissant dans le roi d'Aragon, qui maintint son royaume en paix, tandis que la présence du jeune monarque fut réclamée en France par les intérêts de ses possessions dans ce pays. En 1258, Thibaut, se trouvant à Paris à la suite de son suzerain féodal, épousa la princesse Isabelle, fille de saint Louis. Cette alliance avec la maison de France ne fut pas heureuse. Thibaut n'eut pas d'enfant de cette union, qui eut pour déplorable résultat de lui faire prendre la croix de concert avec son beau-père. Ayant procuré une épouse à son frère Henri, dans lequel il plaçait toutes ses espérances de succession, en 1270 il s'embarqua avec saint Louis. Une tempête, ou plutôt une suite de tempêtes, jeta la flotte chrétienne sur la côte d'Afrique. Les croisés investirent Tunis, qu'ils furent incapables de réduire. La peste éclata dans leur camp, et emporta saint Louis avec plusieurs chefs et une multitude de chevaliers. Le siége fut levé honteusement. Thibaut, accompagné de Philippe, fils et héritier de saint Louis, et de Charles, roi de Sicile, fit voile pour cette île, et débarqua à Trepani, où la fatigue et l'inquiétude conduisirent le roi de Navarre au tombeau (1).

Henri, frère de Thibaut II, ne jouit pas longtemps du sceptre. De la princesse Blanche, fille de Robert, comte d'Artois, et nièce de saint Louis, il avait un fils et une fille. Le premier, étant encore enfant, sauta un jour tout à coup des bras de sa nourrice, et tombant d'une croisée élevée, fut brisé sur la place; la nourrice, effrayée, se précipita après l'enfant. Le père, désolé, fit en sorte que la princesse Jeanne fût reconnue pour son successeur. Pour conserver la couronne dans sa famille et maintenir l'indépendance de la nation, son dessein était de marier la princesse à un fils d'Édouard I[er]; mais la mort le surprit avant que Jeanne eût atteint sa quatrième année.

Jeanne fut unanimement proclamée souveraine du royaume, et l'administration, durant sa minorité, fut confiée à la reine-mère et à un noble navarrais, don Pedro Sanchez de Monte-Agudo. Le pouvoir ainsi remis entre les mains de ce seigneur donna de l'ombrage au reste de la noblesse navarraise, et l'on eut recours non pas seulement à des intrigues, mais encore à la force ouverte, dans le but d'amener sa déposition. L'un des seigneurs mécontents rechercha l'aide de la Castille, qui était toute disposée à intervenir, afin d'acquérir ainsi un accroissement d'influence dans l'État. En outre Ferdinand, infant de Castille, avait depuis quelque temps jeté les yeux sur la princesse comme offrant un parti sortable pour son fils aîné. Malheureusement pour lui, don Pedro d'Aragon, dont nulle faction n'avait sollicité la médiation, entretenait les mêmes vues en faveur de son fils. Sous le prétexte de soutenir leurs partisans respectifs, mais en réalité afin de prendre possession de l'héritière, chacun des princes prépara ses armes. Blanche effrayée, qui destinait et sa fille et la couronne à un noble français, s'enfuit précipitamment de Pampelune avec son précieux dépôt, et, en arrivant à Paris, elle se plaça elle-même avec la jeune princesse et le royaume de Navarre sous la protection de Philippe III. Sa fuite ne fit que donner une nouvelle ardeur à la lutte domestique. Privés de leurs soutiens étrangers, les deux partis combattirent maintenant pour la régence. Les citoyens de Pampelune eurent recours aux armes pour décider la question; mais, après une conférence, les chefs des deux partis convinrent d'une réconciliation extérieure, peut-être pour partager le pouvoir suprême entre eux. Cependant l'ébranlement intérieur causé par la collision entre les deux factions tint le pays dans un état d'excitation continuelle; les lois perdirent leur puissance; l'anarchie et la violence régnèrent seules en souveraines.

(1) Les mêmes, et de plus Malaspina, *Historia Sicula*, p. 806 (apud Carusium, *Bibliotheca historica regni Siciliæ*, t. II). Guillaume de Nangis, moine de Saint-Denis, *Gesta sancti Ludovici IX*. Bouges, *Histoire ecclésiastique et civile de la ville et diocèse de Carcassonne*, p. 192.

A la réception de ces tristes nouvelles, Blanche, sur les instances du roi de France, envoya Eustache de Beaumarchais, sénéchal de Toulouse, officier recommandé par sa valeur, pour administrer les affaires du royaume.

La sévérité salutaire du nouveau gouvernement étouffa bientôt les agitations, sans toutefois gagner le peuple à un joug étranger. Le dessein bien connu de Blanche d'unir sa fille à l'héritier de Philippe ne plaisait nullement à la majorité des Navarrais. Ils étaient divisés en trois partis : le plus nombreux favorisait l'union avec l'Aragon ; un autre était pour l'alliance de la Castille ; le dernier enfin, et le moins influent, approuvait la politique de la reine-mère. Blanche, qui ne s'inquiétait pas beaucoup des opinions des Navarrais, arrangea définitivement les conditions du mariage avec le roi de France. Toutefois le parti qui y était opposé chercha à se venger sur le gouverneur, dont les innovations, assez mal comprises dans leur but utile ou équivoque, exaspéraient les hommes du peuple, attachés avec une obstination extraordinaire à leurs anciennes coutumes. En 1278 une insurrection populaire le contraignit à chercher un abri dans le château de Pampelune. Il ne perdit pas de temps à informer Philippe de sa situation, tandis que le chef des rebelles, don Garcia de Almoravides, sollicitait l'assistance d'Alphonse le Savant, et occupait les passages conduisant en Navarre, pour s'opposer à l'arrivée des troupes françaises. Philippe ordonna aussitôt que le comte d'Artois, père de Blanche, courût avec les troupes établies à Toulouse et à Carcassonne au secours de Beaumarchais. Arrivé au pied des Pyrénées, le comte trouva les passages occupés ; mais il s'ouvrit un chemin par un autre défilé ouvrant sur l'Aragon, et marcha sur Pampelune qu'il investit. De l'autre côté s'avança Alphonse de Castille, non moins avide de disputer à la France l'autorité sur ce royaume. Néanmoins, voyant que l'armée du comte avait une énorme supériorité de nombre (elle se montait à vingt mille hommes), il se retira paisiblement, laissant les Français maîtres absolus de la campagne. Quoique don Garcia eût, pour un moment, fait une vigoureuse défense, il ne fut pas plus tôt informé de la retraite de son protecteur, qu'il s'enfuit secrètement de la ville, accompagné par divers barons de son parti. Alors les citoyens consentirent à capituler ; mais, tandis que l'on réglait les conditions, un corps de troupes françaises, contrairement, dit-on, aux ordres de ses officiers, escalada les murailles, et fit un effroyable carnage du peuple sans défense, n'épargnant ni le sexe, ni l'âge, et faisant subir aux femmes des outrages pires que la mort : les Sarrasins mêmes, dit un historien, n'auraient pas fait pis. La terreur causée par cet effroyable massacre assura en effet la soumission du royaume, et il n'y eut aucun trouble lorsque, en 1284, la reine donna sa main à l'époux qui lui avait été destiné ; en d'autres termes, quand la Navarre devint une province de France. Les dissensions intestines de Castille, et les guerres que les rois d'Aragon portèrent en Sicile, furent extrêmement favorables aux vues de Philippe.

Durant les quatre règnes suivants, la Navarre n'a pas d'histoire distincte de celle de France, dont les souverains la gouvernèrent. A la mort de Jeanne, en 1305, le sceptre passa à son fils, Louis le Hutin, qui, en 1314, succéda à la couronne de France. En 1316 il mourut, et Philippe régna jusqu'en 1322. Sa mort fraya la route à Charles Ier, le plus jeune fils de Jeanne, dont l'abdication, en 1328, fit obtenir de nouveau à la Navarre un souverain séparé. De ces princes français Louis fut le seul qui jamais visita la Péninsule, et cette visite précéda son élévation au trône de France. Les nobles Navarrais, au commencement de chaque règne, étaient obligés d'aller à Paris rendre hommage à leur souverain, quoique ce déplacement fût une violation directe de la constitution. A Charles, le dernier de ces princes, les états refusèrent de prêter serment d'allégeance, à moins que, conformément à l'ancienne coutume, il ne se soumît

à être couronné à Pampelune; mais ce refus ne l'empêcha pas de gouverner par son vice-roi. En réalité, Charles n'avait pas de prétentions légitimes à la couronne, qui appartenait à Jeanne, fille de Louis le Hutin, et petite-fille de la reine de ce nom. Si la loi salique excluait la princesse du trône de France, son droit à celle de Navarre était incontestable; et à la mort de Charles, en 1328, les états, assemblés à Pampelune, la reconnurent aussitôt. D'abord ce droit rencontra de l'opposition dans Philippe de Valois, le nouveau roi de France, auquel il en coûtait de renoncer à la souveraineté du pays; mais quelques concessions arrachées au comte d'Évreux, époux de Jeanne, obtinrent son consentement à la proclamation de cette princesse (1).

Jeanne II, avec son époux Philippe (qui avait le titre de roi), arrivèrent à Pampelune en 1329, et furent immédiatement couronnés. Le spectacle d'un couronnement était nouveau pour les Navarrais, qui témoignèrent une joie sans bornes de posséder de nouveau leurs souverains parmi eux. Mais la résidence de la reine et de son époux dans le royaume ne paraît avoir été que temporaire, ou plutôt occasionnelle, puisque dans les obscurs événements de ce temps nous rencontrons fréquemment les noms des vice-rois qui traitaient avec les cours d'Aragon et de Castille. Malheureusement la joie si naturelle des Navarrais fut accompagnée ou immédiatement précédée par un excès horrible et trop commun dans ce temps, le massacre commun des juifs. Partout où demeurait ce peuple extraordinaire, il était sûr d'attirer l'hostilité de ses voisins les chrétiens, en partie sans doute à cause de ses transactions usuraires et déloyales, mais principalement peut-être à cause de ses principes particuliers et de sa situation, qui l'exposaient à la colère céleste. Les premières années du règne de Jeanne II furent paisibles; mais, vers l'an 1334, des hostilités, dont nous essaierions en vain de découvrir la cause et les progrès, désolèrent les frontières de Navarre et de Castille. En 1336 la paix fut rétablie, et toute animosité fut si bien oubliée, que dans l'année 1343 Philippe marcha avec un renfort considérable pour appuyer Alphonse XI de Castille, qui alors investissait Algeziras. Il fut reçu par ce monarque avec des honneurs extraordinaires; mais les opérations du siége, quoique la place fût pressée avec vigueur, devinrent fatigantes, et en peu de temps Philippe fut atteint d'une maladie assez sérieuse pour alarmer ses amis. S'étant retiré à Xerès de la Frontera, son affection devint plus grave, et il y rendit l'âme. Ses troupes désolées transportèrent ses restes à Pampelune.

Jeanne mourut à Paris en 1349, laissant une nombreuse postérité de son époux Philippe. Sa fille aînée prononça des vœux dans un couvent de Paris; la seconde fut donnée à don Pedro, infant d'Aragon; la troisième, Blanche, était destinée à Jean, duc de Normandie, fils aîné de Philippe de Valois; mais ce monarque devint l'heureux rival du jeune prince, et prit Blanche pour lui-même. Deux autres furent mariées au comte de Foix et au vicomte de Rohan. De ses plus jeunes fils, l'un fut créé duc de Longueville, l'autre comte de Beaumont, par le roi de France. L'aîné lui succéda sur le trône de Navarre.

Charles II, surnommé le Mauvais, qui se trouvait en France à la mort de sa mère, retourna dans son royaume l'année suivante pour se faire couronner à Pampelune. Dans cette occasion, il montra la dureté de son naturel, par la rigueur avec laquelle il punit les chefs d'une insurrection factieuse qui, sous le prétexte ordinaire d'obtenir des garanties pour les libertés nationales, vi-

(1) Guillaume de Nangis, *Gesta Philippi III audacis regis Franciæ*, p. 516. Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, lib. IV et V. Miedes, *de Vita et Rebus gestis Jacobi I*. Nec non Blancas, *Rerum Aragonensium Commentarii*, p. 656. Moret, *Anales de Navarra*, t. III, lib. XXIII et XXIV. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*. Traggia, art. *Navarra*, in *Diccionario geografico-historico de España*, t. I.

sait à l'anarchie et au pillage. Son premier soin fut de confirmer la bonne intelligence subsistante entre la Navarre et la Castille, objet non moins désiré par Pierre le Cruel. Dans ce but, les deux monarques eurent une entrevue à Burgos en 1351. Peut-être qu'ayant les mêmes tendances, ils étaient d'autant plus disposés à vivre en paix l'un avec l'autre; du moins est-il certain que Pierre montra à Charles plus de respect qu'à nul autre monarque du temps, et que Charles de son côté s'inclina devant le caractère fier du Castillan.

En 1352, Charles passa en France pour soutenir ses intérêts avec son suzerain le roi de ce pays. L'année suivante, il reçut la main de Jeanne, fille aînée du roi Jean. Enhardi par cette alliance, il sollicita la restitution des comtés de Champagne et de Brie, qui avaient été remis forcément par son père le comte d'Évreux, et qu'il considérait justement comme son légitime héritage. Ses prétentions rencontrèrent des obstacles de la part du connétable, qu'il résolut d'assassiner. Sachant que la résidence habituelle du connétable était le château de l'Aigle, près de Rouen, il chargea quatre de ses créatures d'accomplir le meurtre. Sous un déguisement, et accompagnés par une bande de soldats dévoués, ils coururent au château, escaladèrent les murs à minuit, surprirent leur victime, l'immolèrent dans son lit, et s'échappèrent. Pour se défendre contre la vengeance certaine du roi de France, il se ligua avec Édouard III d'Angleterre et d'autres ennemis de la France. Il fit plus: quoique, par sa seigneurie d'Évreux et d'autres possessions, il fût parmi les principaux vassaux de Jean, il déclama hautement contre la guerre (et encore plus contre les contributions forcées nécessaires pour la soutenir) que ce monarque avait déclarée à l'Angleterre. Comme il était trop puissant pour être publiquement puni, on l'attira chez le dauphin, et là il fut saisi à table; ses compagnons furent mis à mort, et lui-même étroitement resserré dans une forteresse. Cet acte était d'autant plus perfide de la part de Jean, qu'il avait assuré Charles de son pardon, et lui avait même donné un de ses fils, le duc d'Anjou, comme otage de sa foi royale. En même temps Jean envoya un corps de troupes pour saisir Évreux et les autres domaines de son gendre; mais la résistance opposée par les sujets de Charles fut si vigoureuse, que les forces royales furent battues, et que, avec l'assistance des Anglais, une grande portion de la Normandie fut dévastée. Néanmoins cette résistance ne procura point la délivrance de Charles; peut-être même fit-elle ajouter à la rigueur de sa captivité. Mais après la célèbre défaite du roi de France à Poitiers, et les troubles contre lesquels eut à lutter le nouveau régent, les nobles navarrais, particulièrement Philippe, frère du roi, formèrent le projet de délivrer Charles de sa prison. S'étant déguisés en charbonniers, ils allèrent au château d'Arleux en Cambresis, où était alors le royal prisonnier, escaladèrent les murailles de nuit, et l'emmenèrent, probablement grâce à la connivence du gouverneur, en grand triomphe à Amiens. Là il rassembla des troupes, résolu à se faire rendre justice par le nouveau régent, Charles. Connaissant la fermentation qui avait agité longtemps les esprits des Parisiens, et leurs récents efforts pour l'abolition des abus féodaux, il vit qu'en embrassant leur cause il serait grandement fortifié, et se trouverait en état, sinon de dicter des lois à son beau-père, au moins de traiter avec lui sur un pied d'égalité. Par le moyen de sa femme il obtint un sauf-conduit du régent, et accourut à Paris, où les états étaient alors assemblés. Il établit sa résidence dans le monastère de Saint-Germain-des-Prés, où il fut visité par un grand nombre de nobles mécontents, et par plusieurs députés. Voyant l'influence qu'il pouvait exercer en sûreté, il convoqua une assemblée de citoyens pour le jour de saint André, dans une place près du couvent. Là, monté sur un échafaud d'où les rois de France avaient coutume d'assister aux joûtes de leurs chevaliers, il harangua dix mille citoyens avec une grande véhémence, et

aussi, dit-on, avec beaucoup d'éloquence. Le texte de son discours était la justice de Dieu (1). Il s'étendit avec chaleur sur les souffrances qu'on lui avait fait endurer, et représenta les infortunes actuelles de la maison royale de France comme la conséquence de sa cruauté envers lui et de son dédain pour le peuple. Bref, en mêlant habilement sa propre cause avec la leur, il gagna leur faveur, et en exagérant ses douleurs, il excita leur compassion. Voyant le succès de ses manœuvres, le royal orateur serait bientôt passé à d'autres moyens de nuire, si le régent, de l'avis de quelques prudents conseillers, n'avait pas sollicité une entrevue avec lui, et consenti ensuite à toutes ses demandes. Les principales furent le pardon entier de ses complices, la restitution aux héritiers des biens de tous ceux qui avaient été mis à mort à l'époque de son arrestation; le payement d'une somme considérable comme indemnité pour son emprisonnement et le sequestre de ses revenus; et la remise de certains châteaux en Normandie, en attendant le payement des sommes stipulées (2).

Charles retourna en Navarre en 1361. Il fut bientôt invité, par son ancien allié Pierre, à une entrevue à Soria. Comme autrefois, il fut traité avec une distinction marquée par le Castillan; puis celui-ci lui demanda, en vertu de l'alliance qu'ils avaient jadis contractée, et qu'ils renouvelèrent alors, de l'aider dans la guerre qu'il était sur le point de commencer avec l'Aragon. Charles n'avait aucun désir d'engager des hostilités contre le roi d'Aragon; mais, se trouvant entre les mains du Castillan, et se représentant le destin du roi maure immolé, il promit son assistance. D'ailleurs il avait lieu de s'attendre que la conservation ou l'agrandissement de ses domaines en France, le mettrait en collision avec le souverain de ce pays, et que, pour soutenir ses prétentions, il pourrait compter sur la coopération de Pierre. En conséquence, dès l'année suivante, tandis que son allié s'avançait sur Calatayud, lui-même se saisit de Sos et de Salvatierra, et investit Jaca. Quand Pierre fut expulsé de Castille en 1366, Charles entra aussitôt dans une ligue avec le prince de Galles pour le rétablissement de son allié. Pour l'assistance qu'il promettait dans cette guerre, il devait obtenir Alfaro et tout le pays jusqu'à Navarrette. A peine cet engagement était pris, que Henri, élu roi de Castille, sollicita de lui une entrevue, et, comme condition du refus d'un passage à travers ses États à l'armée du Prince-Noir, lui donna une somme considérable d'argent, et lui promit Logrono. A la nouvelle de ce dernier traité, Pierre lui offrit et Logrono et Vittoria, s'il voulait fournir un libre passage aux envahisseurs. Cette proposition fut acceptée avec la même facilité que la précédente; et lorsque le prince anglais entra dans ses États, Charles se fit arrêter par sir Olivier Mauny, l'un des généraux d'Édouard, qui le retint dans une prétendue captivité. Par cet artifice il espérait persuader à Henri qu'il avait tenté de s'opposer à la marche des assaillants, et que son emprisonnement était la peine de sa bonne foi. Il ne s'imaginait guère que ce qui avait commencé par un jeu avec le chevalier anglais finirait très-sérieusement. En effet, Olivier refusa de le relâcher, à moins qu'il ne payât une rançon. Toutefois Charles ne devait pas être dupé. Sous le prétexte qu'il n'avait pas d'argent sous la main, et que, si Olivier voulait l'accompagner à Tudela, il se procurerait la somme nécessaire, il attira l'Anglais avec lui; mais il n'atteignit pas plutôt Tudela, qu'il se saisit de son geôlier, qu'il échangea dans la suite contre un de ses frères, alors en otage chez les Bretons. Durant la lutte des deux frères, il résolut de ne pas attendre les places qui lui avaient été promises, et de s'en saisir par force. Il se mit avec une grande facilité en possession de Salvatierra, Vittoria et Logrono, où il établit de fortes garnisons. Bref, toutes ses actions portèrent le cachet d'une insigne perfidie et

(1) « Justus Dominus, et justitiam dilexit. »
(2) Froissard, *Chroniques d'Angleterre.*

de la plus basse cupidité. Et cependant l'on peut encore douter s'il n'était pas le meilleur souverain alors existant de la Péninsule, du moins parmi les chrétiens; car en déloyauté, en avidité, il ne surpassait pas les deux Pierre de Portugal et d'Aragon, et il était certainement moins cruel que les deux frères rois de Castille.

En 1371, Charles abandonna ses liaisons avec les Anglais, pour s'unir plus étroitement avec son suzerain national et parent le roi de France. Dans une entrevue avec ce prince à Vernon, il céda les villes de Nantes, Meulan et Longueville, et ses droits sur la Champagne et la Brie, en échange de la seigneurie de Montpellier. Mais bientôt après son retour, n'étant pas préparé à soutenir l'attaque de Henri, qui armait pour recouvrer Vittoria et Logrono (Salvatierra avait déjà été reprise), il fut contraint de les abandonner moyennant une indemnité pour les dépenses de l'accroissement de leurs fortifications. Le mariage d'une fille de Henri avec le fils et héritier du roi de Navarre maintint ensuite la paix entre les deux couronnes.

Mais l'ambition de Charles était trop impatiente et trop peu scrupuleuse pour lui permettre de rester longtemps en paix. En 1377, dit-on, il fit un accord secret avec Édouard d'Angleterre, en vertu duquel il devait remettre ses domaines de Normandie pour d'autres qui étaient situés en Gascogne, et par conséquent limitrophes de la Navarre. Il est douteux qu'un tel arrangement ait jamais été convenu; mais, ce qui est notoire, c'est qu'il exista quelques rapports suspects entre les deux rois; que le bruit en vint aux oreilles du roi de France, ce qui le détermina à faire arrêter à Évreux le prince Charles, fils et héritier du roi de Navarre. Dix des suivants de ce prince furent appliqués à la torture : au milieu des tourments, l'un d'eux avoua non-seulement que la convention avait été faite, mais que le roi de Navarre avait comploté l'assassinat du monarque français. Quoique la dernière de ces accusations ne reposât sur aucune autorité qu'un aveu arraché par la douleur, les deux agents confidentiels furent mis à mort, les possessions françaises de Charles furent déclarées avoir fait par forfaiture retour à la couronne, furent occupées immédiatement par les ducs de Bourbon et de Bourgogne, et le prince resta prisonnier. Le roi de Navarre, indigné, rechercha alors l'alliance de l'Angleterre avec plus d'empressement qu'auparavant, et se joignit au duc de Lancastre, oncle de Richard II, contre la France. Henri de Castille avait de trop grandes obligations au roi de France pour ne pas prendre parti en faveur de ce monarque contre son voisin, quoique sa fille eût épousé le fils de ce voisin, et que son gendre fût en ce moment prisonnier à Paris. La guerre tourna à l'avantage du Castillan, et Charles se trouva réduit à implorer la paix, qu'il obtint facilement, à la condition d'abandonner le roi d'Angleterre. Juan Ier, le successeur de Henri, non-seulement rendit les places que ses généraux avaient réduites, mais, en 1582, il obtint de son allié le roi de France la mise en liberté de son beau-frère, le prince Charles. Le prince reconnut ce service en aidant le monarque castillan dans les guerres avec le Portugal et les Anglais (1).

Charles mourut en 1387. Son caractère, qui a été inutilement noirci par les historiens français, doit être suffisamment connu par ses actions.

Nous savons peu de choses de Charles III, surnommé le Noble. Bientôt après son avénement, la reine Léonore, princesse de Castille, sous prétexte de chercher une amélioration à sa santé par le changement d'air, obtint la permission de visiter la cour de son neveu. Une fois dans ce lieu, elle refusa

(1) Outre les écrivains français, voyez Rodericus Santius, *Historia Hispanica.* Alphonsus a Carthagena, *Anacephalæosis.* Franciscus Tarapha, *de Regibus Hispaniæ.* Zurita, *Anales de Aragon.* Traggia, art. *Navarra,* in *Diccionario geografico-historico de España,* t. II.

longtemps de revenir. Son motif, s'il était vrai, devait être suffisant : elle attribuait sa maladie à du poison qui lui aurait été administré par un juif. De la protection dont Henri III la couvrit pendant plusieurs années, et des garanties qu'il exigea du mari pour la sûreté future de sa tante en cas de retour, nous pouvons induire que lui au moins croyait à l'assertion de cette princesse; et il n'est pas facile non plus de concevoir qu'elle eût abandonné la cour et le royaume de son époux sans quelque puissant motif. Toutefois son caractère intrigant, dans un temps où l'intrigue et la violence dominaient seules en Castille, finit par irriter son neveu au point que, de l'avis de son conseil, il la détermina à retourner à Pampelune, sous la condition d'un serment solennel de Charles, que non-seulement sa vie et sa liberté seraient en sûreté, mais qu'elle serait traitée avec l'affection due à leurs liens. En 1395, le serment fut reçu à Tudela, en présence de l'archevêque de Tolède et d'autres prélats, et la reine fut remise à son époux. Au bout d'une année à peu près elle mit au monde un fils (elle avait déjà quatre filles) : bienfait que les chroniques nationales attribuent à la piété de Charles pour rebâtir la cathédrale de Pampelune. En 1398, le roi fit reconnaître le prince infant pour son successeur ; mais en 1402 la providence reprit ce don ; et les espérances de succession reposèrent de nouveau sur la fécondité de la reine.

Charles, qui ne pouvait songer sans regret à la perte de ses domaines héréditaires en France, se rendit en 1403 à la cour de ce royaume pour solliciter leur restitution. A grande peine il obtint le territoire de Nemours, avec le titre de duc, une pension annuelle de douze mille livres, et une somme de deux cent mille couronnes, comme une indemnité pour la perte de ses revenus durant tant d'années.

Le long règne de Charles fut pacifique, ce qu'il faut attribuer autant à sa disposition qu'à ses alliances avec les cours d'Aragon et de Castille. En 1423, il fit décider que son petit-fils, du même nom que lui, fils de sa fille Blanche et de Juan d'Aragon, fût déclaré son successeur après cette princesse, et prit le titre de prince de Viana. Il mourut d'apoplexie en septembre 1425 ; et cet événement répandit la désolation parmi ses sujets qui le chérissaient.

Blanche, et Juan Ier, son époux, auquel elle abandonna les soins du gouvernement, furent immédiatement proclamés souverains de Navarre. Pour la première fois depuis la mort de Sancho VI, en 1234, le sceptre fut maintenant entre les mains d'un prince qui, en raison de sa naissance et de sa descendance, pouvait en réalité être considéré comme indigène de la Péninsule.

Le long règne de ce prince se passa à fomenter les troubles de la Castille, dont il continuait à être vassal, comme grand-maître d'un ordre militaire et comme possesseur de vastes domaines dans ce royaume. Ces troubles ont déjà été suffisamment exposés. La part qu'y prirent Juan et son frère Alphonse, roi d'Aragon, durant le faible gouvernement de Juan et quelque temps de celui de Henri IV, présente au lecteur peu d'intérêt et d'instruction. Il doit suffire d'observer que Juan passa bien des moments dans la Castille, qu'il paraît avoir préférée comme résidence à ses propres États; que dans la paix ou dans la guerre, allié ou ennemi de ses faibles souverains, il était toujours sûr d'exercer une influence considérable, qui fut rarement salutaire; que sa turbulente activité ne connut pas de bornes, et qu'il fut également le fléau de ses amis et de ses ennemis. En 1430, ses domaines, aussi bien que ceux de son frère Alphonse en Castille, furent confisqués par Juan, justement irrité; mais, dans la trève qui suivit immédiatement, il consentit à leur accorder des compensations.

En 1435, Juan s'embarqua pour la Sicile, afin de déterminer son frère Alphonse d'Aragon, qui était aussi roi de cette île, à revenir et à l'aider contre le Castillan. Mais Alphonse, tout en ayant l'intention de se joindre au roi de Navarre pour accabler leur

cousin, était dans ce temps trop occupé à faire valoir ses prétentions sur le royaume de Naples pour revenir. Juan lui-même oublia pour un moment ses anciens ennemis, et convint d'accompagner l'expédition prête à mettre à la voile de Messine pour la côte d'Italie. Dans un combat naval devant Gaëte, les deux rois furent faits prisonniers par la flotte du duc de Milan, lequel les traita avec distinction, non pas en prisonniers, mais comme des hôtes dont il s'honorait, et bientôt les relâcha sans rançon. Le roi de Navarre revint en Espagne avec des instructions de son frère pour ménager une paix avec le Castillan, afin que tous deux eussent les mouvements plus libres pour poursuivre la conquête de Naples, qui était toujours l'objet de leurs plans. En conséquence, l'année suivante (1436), un traité fut conclu par les plénipotentiaires des trois puissances, Castille, Aragon et Navarre, à des conditions que nulle d'entre elles ne pouvait raisonnablement condamner.

En 1441 mourut la reine Blanche, qui, en qualité de seule propriétaire souveraine de l'État, laissa le sceptre au prince de Viana. Toutefois elle recommanda au prince, dans son acte de dernière volonté, de ne pas assumer le gouvernement sans le consentement et la bénédiction de son père, qui était alors en Castille occupé comme de coutume à fomenter les troubles de ce malheureux royaume. Juan n'était nullement disposé à résigner une dignité qu'il avait résolu de retenir durant sa vie. En 1444, il contracta un second mariage avec dona Juana, fille de l'amiral de Castille, l'un des chefs du parti mécontent, ou du moins de l'un des partis hostiles au connétable don Alvaro de Luna. Dans son activité pernicieuse, il se fit le soutien de l'infant, tant que ce prince fut disposé à faire la guerre à son père Juan II; mais toutes les fois que l'infant était prêt à rentrer dans le devoir, Juan de Navarre prit parti avec quelques nobles prêts à embarrasser le roi. Il n'embrassa pas avec moins d'ardeur les querelles de son frère Alphonse, lorsque ce monarque fut en guerre avec la Castille (1).

Mais le roi de Navarre ne fut pas toujours en état de promener ainsi le fléau de la guerre sur le territoire castillan. Deux partis poussés par une hostilité héréditaire l'un contre l'autre commencèrent à agiter son royaume, et à semer la désunion entre lui et son fils. Louis de Beaumont, le connétable, et Philippe de Navarre, maréchal du royaume, avaient été longtemps dévorés de haine l'un contre l'autre ; et ce sentiment se répandit sur leurs partisans respectifs. Les premiers, qui étaient appelés les Beaumonts, épousèrent les intérêts du prince de Viana ; les derniers, désignés sous le nom d'Agramonts (2), se rattachèrent à son père. Les Beaumonts pressèrent leur prince de saisir les rênes du gouvernement, auquel il avait un droit incontesté depuis la mort de sa mère. En 1452, après la naissance de Ferdinand, son frère, issu du second mariage de Juan, Charles leva hautement l'étendard de la révolte, et eut la satisfaction de voir Pampelune, Olite, Tafalla et Aylon se déclarer pour lui. Le roi était alors en Aragon, qu'il gouvernait durant l'absence de son frère, occupé des guerres d'Italie ; mais il rassembla des troupes à la hâte, et passa en Navarre. Son fils était supérieur en forces ; car il avait reçu de Castille des secours en cavalerie, Juan II n'ayant pas négligé de soutenir un fils rebelle contre un père qui

(1) Pedro Lopez de Ayala, *Cronica de los Reyes de Castilla* (in regno don Juan segundo). Alphonsus a Carthagena, *Anacephalæosis*, cap. 92. Zurita, *Anales de Aragon*, tom. II, lib. II. Traggia, art. *Navarra*, in *Diccionario geografico-historico de España*, t. II.

(2) « Omnes igitur fere Navarræ nobiles divisi sunt in partes duas, quorum alii Lusam, alii Agramontem oppidum possident. » Lucius Marineus Siculus, lib. XIII. Le même écrivain nous dit ensuite que les deux villes n'étaient qu'à trois milles l'une de l'autre, et avaient été ennemies durant des siècles. Le connétable et le maréchal se mirent à la tête des deux partis.

avait si souvent excité la révolte dans la famille royale de Castille ; néanmoins le roi de Navarre se prépara pour la bataille. Toutefois il y avait des guerriers dans les deux camps qui considéraient avec indignation cette lutte contre nature, et qui travaillaient à opérer une réconciliation entre le père et le fils. Mais une condition, relative à la paix faite tout récemment par le prince avec la Castille, parut si intolérable au roi, que toute négociation fut rompue, et la bataille commença. Elle se termina par la défaite du prince, qui fut fait prisonnier et renfermé dans une forteresse. Il y demeura environ un an ; et il y serait resté plus longtemps, nonobstant les remontrances du roi de Castille ou même des états d'Aragon, si les Navarrais ne s'étaient armés pour sa délivrance. Le roi fut obligé de céder, car évidemment il n'avait aucune affection pour son fils; il dut confirmer Charles dans la principauté de Viana, et lui abandonner la moitié des revenus royaux.

Une réconciliation effectuée ainsi par la contrainte ne devait pas durer longtemps. En effet elle ne convenait à aucun parti : le père voulait punir le fils rebelle, le fils obtenir ce qu'il regardait comme son héritage assuré. En conséquence, en 1455, tous deux se préparèrent à renouveler la lutte. Ce n'était pas assez encore pour Juan : dépouillant tout sentiment de nature et de justice, il fit exclure son fils de la succession, et déclara que l'héritage appartiendrait à sa fille, épouse du comte de Foix, et à la descendance de cette princesse. Il savait fort bien qu'il ne pouvait disposer de la couronne; qu'en la retenant actuellement sa conduite était illégitime, et qu'en vertu du testament de la reine décédée, aussi bien que des lois fondamentales du royaume, elle devrait déjà reposer sur le front de son fils. L'année suivante (1456), le prince fut encore défait par le roi, et contraint à chercher un refuge en France. De Paris il passa sans délai à Rome, pour intéresser le pape en sa faveur; mais ses plus vives espérances étaient tournées vers son oncle, le roi Alphonse, qui était alors à Naples. Il fut reçu par ce monarque avec affection, et ses manières le rendirent populaire auprès des Napolitains et des Siciliens. Durant son absence, Juan, dans une assemblée des états à Estella, exposa les raisons de l'exclusion du prince du trône, aussi bien que de celle de sa sœur Blanche, qui avait été séparée de Henri de Castille sous prétexte d'impuissance, et qui avait eu aussi le malheur de déplaire à son père. Les habitants de Pampelune furent si indignés de cette injustice, qu'ils élurent Charles pour leur roi, et sollicitèrent l'assistance de Henri de Castille. Pour terminer ces déplorables débats, le roi Alphonse dépêcha l'un de ses nobles de Naples avec des instructions pour amener une réconciliation sous quelques conditions que ce fût. Malheureusement ce monarque mourut sans postérité légitime, en 1458, laissant son frère, le roi de Navarre, héritier de tous ses États en Espagne, ainsi que des îles Baléares et de la Sicile ; et personne n'eut assez d'influence pour achever l'œuvre de paix qu'il avait commencée.

Charles retourna en Espagne en 1459 ; mais, après avoir dépêché des messagers à son père, avoir sollicité un oubli du passé et sa reconnaissance comme héritier du trône d'Aragon, il fit voile pour Mallorca, lieu que Juan avait en effet fixé pour sa résidence. Tandis qu'il s'y tenait, le traité de réconciliation fut effectué entre eux. Le fils était réintégré dans sa principauté et dans les revenus dont il jouissait précédemment, et avait la faculté de résider dans toute portion des domaines de son père, à l'exception de la Navarre et de la Sicile. Blanche aussi, qui s'était exposée à l'animadversion paternelle en soutenant son frère, fut rétablie dans son apanage, et un pardon complet fut assuré à tous ceux qui avaient pris part aux derniers troubles. Le prince s'embarqua alors pour Barcelone; mais Juan, qui se trouvait en cette ville, à la nouvelle de l'approche de son fils, partit pour Saragosse. Cette démarche paraît avoir été désapprouvée par les conseillers du roi, qui le déterminèrent à retourner dans la capitale

de la Catalogne. En route il rencontra le prince, qu'il reçut avec une apparente satisfaction.

Il eût fallu, pour la réputation du père et du fils, que la mésintelligence se fût terminée là. Mais il n'y avait d'affection, même apparente, d'aucun côté; la tyrannie et la désobéissance étaient habituelles au père et au fils; chacun d'eux prenait plaisir à contrarier les projets de l'autre, en sorte qu'une harmonie, même extérieure, ne pouvait longtemps exister. La ligue de Castille, opposée à Henri IV, était favorisée par les rois d'Aragon et de Portugal. Pour fortifier leur alliance, ils convinrent d'unir l'infante Catalina, fille du monarque portugais, au prince de Viana. Le prince lui-même approuva le mariage projeté; mais l'arrivée d'un agent secret de Henri IV, avec l'offre de l'infante Isabelle, sœur de ce monarque, et en même temps du trône de Navarre, que les troupes castillanes devaient lui procurer, lui tournèrent la tête. Sans doute son esprit était bien faible pour se laisser prendre à une telle offre; il aurait dû savoir qu'elle ne pouvait être réalisée; que Henri était trop occupé de troubles domestiques pour avoir le temps ou les moyens de l'aider efficacement. La négociation parvint tout de suite aux oreilles de Juan, qui d'abord la dédaigna; mais les instances et les obsessions de la reine, ennemie perfide de son beau-fils, réveillèrent son hostilité. Il manda Charles à Lerida, où les états se tenaient alors, l'arrêta avec deux de ses conseillers, et donna des ordres pour son procès. Irrités de ce traitement infligé à un prince qu'ils espéraient voir proclamer leur futur souverain, les états d'Aragon et de Catalogne sollicitèrent vivement son élargissement. Mais ce fut en vain; le prince fut transporté sous une forte escorte dans la forteresse d'Aytona.

Conformément au traité secret, Henri en personne envahit la Navarre, investit et réduisit Viana, mais assiégea inutilement Tudela. Il ne se fut pas plus tôt retiré que les habitants de Barcelone s'armèrent pour effectuer la délivrance de leur prince favori. Ils reçurent l'appui de beaucoup d'Aragonais irrités de la hauteur avec laquelle le roi avait rejeté leur requête. Le secours de mille lances de la Castille leur donna un nouveau courage. L'insurrection menaçant de devenir générale et sérieuse, la reine elle-même sollicita maintenant la mise en liberté du prince. La demande fut accordée. Les Catalans furent informés qu'il serait remis entre leurs mains; et la reine se rendit à Morella, où le prisonnier avait été transféré pour ouvrir les portes de la prison. Il fut conduit en triomphe à Barcelone, qui refusa d'admettre la reine. Dans l'excès de sa joie, la populace insista sur le procès des ennemis de son prince; mais à la fin elle se contenta de demander qu'il fût déclaré immédiatement successeur au trône; qu'on l'établît gouverneur perpétuel et irrévocable de la Catalogne, d'où seraient bannies les créatures du roi; que tous ceux qui avaient servi ses intérêts pussent échapper à toute punition, et fussent même déclarés loyaux sujets. Ces demandes furent désagréables au roi; mais, comme il était occupé des troubles de Castille et de la guerre de Navarre, et qu'il savait bien que sans sa présence ses moyens ne suffiraient pas pour étouffer les insurrections, il autorisa la reine à faire des concessions. Maintenant toute la Catalogne reconnut le prince en qualité de comte, le proclama héritier du trône d'Aragon, de Navarre et de Sicile; et le *Te Deum* fut chanté dans la cathédrale de Barcelone.

Ce traité ne fut pas plus tôt signé, que Juan, alarmé des préparatifs de la Castille, proposa au nouveau comte une entrevue à Jaca. Ils se rencontrèrent, et Charles fut aisément amené à promettre son aide dans la défense de la Navarre. Tous deux convinrent que le roi de France serait sollicité de procurer la paix de la part de Henri. Toutefois, immédiatement après, Juan lui-même l'obtint du roi de Castille, dont les troupes évacuèrent la Navarre. Ce traité, auquel le prince n'avait pas pris part, et dont les dispositions ne lui furent pas communiquées, lui causa de grandes inquiétudes. Croyant que ses in-

térêts avaient été sacrifiés par les deux monarques, et sachant que son père avait détruit ses espérances relativement à l'infante Isabelle, il adopta la résolution de se liguer étroitement avec le monarque français, lorsque la mort le surprit dans sa capitale de Barcelone. Dans l'excitation de l'esprit public, nous ne devons pas être étonnés que cet événement inattendu fût attribué à une cause extraordinaire, au poison administré par son médecin à l'instigation de la reine. Quoi qu'il en soit, il est certain que sa mort fut naturelle, quoiqu'elle pût être hâtée par l'agitation de son esprit (1). Sa dernière maladie dura quelques jours; et il est impossible de ne pas croire que, soupçonneux comme il était, s'il avait eu quelque raison de considérer sa fin approchant comme prématurée, il aurait fait une déclaration à ce sujet, d'autant plus qu'il n'était entouré que de ses propres créatures, toutes ennemies de son père. Dans son testament il laissa à son père mille florins, et, comme légitime souverain de la Navarre, il légua cette couronne à sa sœur Blanche, la première héritière dans l'ordre de succession. La rage de parti ne se contenta pas de charger la reine de la mort de son idole; pour rendre elle et le roi plus odieux, on osa, sans rougir, proclamer le feu comte un saint martyr; l'on prétendit que, par son intercession et ses reliques, des miracles avaient été obtenus. Quoiqu'il fût connu qu'il avait été rebelle, qu'il n'avait eu aucun scrupule pour l'accomplissement de ses engagements, et qu'il avait laissé trois enfants illégitimes (2), l'on eut quelque intention de s'adresser au pape pour une bulle de canonisation. Néanmoins, comme il fut évidemment persécuté durant sa vie dans l'intérêt de son frère puîné Ferdinand; comme il fut parfois traité cruellement, et toujours avec dureté après le second mariage de son père, il est impossible de ne pas éprouver une grande compassion pour son destin (1).

A la mort de Charles, deux souverains songèrent à se mettre en possession de la Navarre : d'abord Henri de Castille, qui se proclama le protecteur de la princesse Blanche, mais qui en réalité visait seulement à son propre avantage; ensuite Louis XI, qui soutenait qu'à défaut de postérité mâle le fief devait revenir à la couronne de France, ou au moins voulait que Blanche épousât quelque prince français. Mais Juan n'était pas moins résolu à retenir la souveraineté durant sa propre vie, et à la transmettre à sa mort à sa seconde fille, la comtesse de Foix, ou à la descendance de cette princesse. Pour désarmer Louis, il proposa un mariage entre son petit-fils, Gaston de Foix, et la princesse Madeleine, sœur de ce monarque. L'offre fut acceptée aussitôt par Louis XI, et il fut en même temps convenu que Blanche renoncerait à la couronne, ou prendrait le voile, et que, si elle se refusait à l'un et à l'autre parti, elle serait consignée prisonnière à la charge du comte et de la comtesse de Foix. Cette infortunée princesse avait été longtemps tenue en garde rigoureuse par son père dénaturé, qui craignait, et non sans raison, que, s'il la laissait en liberté, elle ne fût couronnée par les Beaumonts, et proclamée souveraine. En conséquence du traité inique en question, et des sollicitations de chaque jour de la comtesse Léonore, digne fille d'un tel père, Juan s'occupa maintenant des moyens de s'assurer de l'innocente Blanche. Comme ils se trouvaient tous deux à Olite, il l'informa qu'elle devait l'accompagner dans les Pyrénées pour être remise comme épouse au

(1) « De pura desperacion y angustia de espiritu, y de turbacion del animo... » Zurita, III.

(2) Don Felicio l'aîné fut créé comte; don Juan Alonso prit les saints ordres, et devint évêque de Huesca; dona Anna épousa un noble castillan.

(1) Lucius Marineus Siculus est très-sévère pour ce prince. Zurita, *Anales de Aragon*, t. III, lib. XVI. Traggia, art. *Navarra*, in *Diccionario geografico-historico de España*, t. II.

duc de Berry, frère du roi de France. Mais elle avait entendu parler du traité qui l'excluait du trône, et refusa de partir. Elle fut arrêtée, et emmenée à Roncevaux. Là elle fit préparer secrètement une protestation, dans laquelle elle déclarait qu'elle était emmenée violemment; que bientôt elle serait forcée de renoncer à ses droits sur la Navarre en faveur de sa sœur, ou des enfants de celle-ci, ou du prince Ferdinand; et qu'elle s'inscrivait à l'avance contre la validité d'un tel acte. Comme elle marchait dans ces sauvages régions, ses appréhensions s'accrurent, non pas seulement pour sa liberté, mais pour sa vie. A Saint-Jean-Pied-de-Port, elle supplia par écrit le roi de Castille, le comte d'Armagnac, le connétable de Navarre, et d'autres amis, de s'armer pour sa liberté, leur donnant pouvoir de la marier à quelque roi ou prince qu'ils jugeraient convenable. Toutes choses prenant un aspect de plus en plus sinistre, son premier acte fut de faire une cession pleine et entière de ses États en faveur de Henri. Dans une lettre écrite à ce prince, elle le conjurait d'avoir pitié d'une malheureuse femme qui avait été précédemment dans les rapports d'épouse chérie avec lui. Cette lettre, dit Ferreras, ferait encore fondre en larmes aujourd'hui le cœur le plus endurci. Mais ni son innocence ni ses infortunes ne purent la protéger dans ce monde; elle fut livrée aux soins d'un digne instrument de crime, fut étroitement renfermée dans le château solitaire d'Orthez en Béarn, et l'on n'entendit plus parler d'elle jusqu'à l'automne de 1464, alors que ses funérailles furent accomplies dans la cathédrale de Lescar. L'acte abominable fut exécuté dans l'enceinte de cette forteresse, selon l'opinion unanime de tous les écrivains contemporains et postérieurs. La plupart pensent que sa mort fut causée par le poison administré sur l'ordre de sa propre sœur. Si cette princesse vertueuse, infortunée durant sa vie, n'eut pas de vengeur sur la terre, il y a quelque consolation à savoir que la justice du ciel ne s'endormit pas. Bientôt nous verrons comment le sceptre, prix de ce sombre crime, fut arraché à la maison de Foix, et quelle lourde malédiction sembla peser sur ses membres.

Après la mort de Charles et de Blanche, la situation de la Navarre fut déplorable. En 1469, le comte de Foix, furieux que le gouvernement ne lui fût point confié par son beau-père, envahit le royaume, mais fut promptement expulsé par l'archevêque de Saragosse, fils de Juan. Ce ne fut pas le seul chagrin du comte : la même année il perdit son fils, Gaston de Foix, qui fut tué dans un tournoi à Bordeaux. De la princesse Madeleine le jeune prince laissa un fils nommé Phœbus, et une fille appelée Catherine, qui dans la suite tint le sceptre de Navarre. L'anarchie et la violence régnèrent maintenant dans leur toute-puissance: les deux partis, les Beaumonts et les Agramonts, devinrent plus implacables que jamais : le chef des premiers, don Pedro de Peralta, assassina en plein jour l'évêque de Pampelune, quoique le prélat fût l'ami intime de la comtesse Léonore, alors à Tafalla. Bref, grâce au caractère du roi, dont l'autorité, quand bien même il eût été présent, aurait été disputée par un parti considérable, il n'y avait pas de gouvernement. Car, encore bien que Léonore, à cause de sa proximité évidente du trône, fût courtisée par beaucoup de nobles, ses ordres étaient rarement obéis, et ses intrigues étaient souvent traversées. En 1471, sur les instantes représentations de quelques barons, et surtout de sa fille, Juan alla à Olite pour arranger les affaires du royaume ruiné. Il fut alors convenu qu'il aurait le titre de roi durant sa vie; que les trois États prêteraient hommage à la comtesse et au comte de Foix comme héritiers de la couronne; et que ceux-ci exerceraient comme vice-rois perpétuels la principale autorité par le royaume, toutes les fois que le roi serait absent; et qu'il y aurait pardon entier pour tous les délits politiques, restitution de toutes les propriétés violemment ou arbitrairement saisies, oubli de toutes les injures. Cette der-

nière disposition pouvait être excellente en elle-même; mais il n'y avait pas de pouvoir pour en assurer l'exécution. La comtesse elle-même en fit bientôt l'expérience. Voulant passer à Pampelune, qui avait été tenue longtemps par les Beaumonts dans l'opposition contre elle et les Agramonts, elle fit savoir son intention au comte de Lerin, chef de cette faction, et en même temps elle lui manda qu'en conséquence du traité elle serait accompagnée par le maréchal don Pedro, chef des Agramonts. Beaumont répondit qu'elle serait la bienvenue, mais lui conseilla de laisser don Pedro en arrière. La comtesse persista, et, comme il y avait beaucoup d'Agramonts dans la ville, le maréchal engagea secrètement l'un d'eux pour ouvrir la porte une certaine nuit. Au temps fixé, il arriva escorté d'un gros corps de cavalerie. Comme l'homme ne se trouva pas immédiatement à son poste, les cavaliers s'impatientèrent et s'efforcèrent de rompre la porte. Le bruit éveilla l'un des Beaumonts, qui eut le temps de donner l'alarme; la cloche retentit du haut de la tour de Saint-Firmin; les partisans sautèrent à bas du lit, se revêtirent de leurs armures, et coururent à la porte, qui sur ces entrefaites avait été ouverte à l'ennemi. Un combat sanglant s'engagea, qui se termina par l'expulsion des Agramonts. Le maréchal périt, et ceux de sa faction qui purent être saisis furent pendus ou taillés en pièces. La comtesse ne perdit pas de temps pour faire connaître à son mari et à son père cette audacieuse tragédie. Le premier, qui était dans ses domaines héréditaires, assembla des troupes; mais telle fut la justice rétributive du ciel pour le meurtrier de Blanche, qu'une mort soudaine le saisit dans les Pyrénées. Privée de son principal soutien, d'un homme dont le nom avait jusque-là fortifié son gouvernement, Léonore fut dès lors plus exposée que jamais à la violence des Beaumonts, et moins capable de maintenir la paix entre les factions. En 1476, Juan et Ferdinand, qui avec Isabelle étaient montés sur le trône de Castille, eurent une conférence à Tudela, à l'effet de rétablir l'ordre dans le royaume, et leur présence eut l'effet de suspendre l'hostilité ouverte des factions; mais à peine étaient-ils retournés que les Beaumonts et Agramonts coururent aux armes. Parfois ils suspendirent leurs querelles, non par égard pour l'autorité de Léonore, mais à cause de leur mutuel épuisement. Avec quelques intervalles de repos, telle fut la condition du pays qui tombait de plus en plus dans un état de dépendance désespérée, et sur lequel les puissances voisines jetaient un œil d'attente et de convoitise, prêtes à saisir une proie sans défense, et retenues seulement par leurs craintes respectives (1).

A la mort de Juan, en 1479, Léonore fut proclamée souveraine du royaume. Le pouvoir qui l'avait poussée à se charger de tant de crimes fut bien passager pour elle. Son père mourut le 19 janvier; le 11 du mois suivant, elle-même n'existait plus. Elle eut à peine le temps de faire un acte de dernière volonté, dans lequel elle déclara Phœbus, issu de son fils Gaston et de la princesse Madeleine, héritier du trône. Dans ce même testament, elle plaça le royaume sous la protection, non de son frère Ferdinand, maintenant roi d'Aragon et de Castille, son plus proche parent par le sang, mais du roi de France.

François Phœbus, qui était très-jeune à la mort de son aïeule, n'obtint pas de la princesse Madeleine la permission de passer les Pyrénées avant 1482. Les guerres civiles des deux factions rivales, qui maintenant exerçaient leurs fureurs avec plus d'emportement que jamais, justifiaient les sollicitudes maternelles. Sur l'engagement de Ferdinand de fournir un nombre de troupes suffisant pour assurer la tranquillité au moment de son arrivée, il franchit à la fin la barrière de montagnes qui séparait ses États

(1) Zurita, *Anales de Aragon*, t. XV. Hernando del Pulgar, *Cronica de los señores reyes catolicos Fernando y Isabel*, parte segunda, passim. Traggia, *Diccionario geografico-historico de España*, t. II.

héréditaires de la Navarre avec une armée considérable, fut reçu par ses nouveaux sujets plutôt civilement que joyeusement, et fut couronné à Pampelune. Son premier soin fut de rétablir l'harmonie entre les deux factions ; il rendit un décret portant que quiconque prononcerait les mots de ralliement de Beaumonts et d'Agramonts serait sévèrement puni. Les adroits souverains de Castille lui proposèrent immédiatement une alliance matrimoniale ; mais sa mère, alarmée pour les intérêts de la France, et résolue à ne lui laisser épouser qu'une Valois, l'emmena brusquement par delà les Pyrénées. Si elle empêcha ainsi l'odieuse union, elle ne put détourner le destin suspendu sur la maison de Foix : le roi mourut subitement à Pau, environ deux mois après son couronnement.

Catherine, sœur de Phœbus, fut immédiatement proclamée souveraine ; et aussitôt une ambassade fut envoyée à la mère par les souverains castillans, qui proposèrent le mariage de l'infant Juan avec la princesse. Madeleine déclina l'offre avec politesse, prétendant ne pouvoir rien décider dans une telle affaire sans le consentement du roi de France. Quoi qu'il en soit, cet objet devint une cause de luttes entre les factions rivales ; l'une réclamait un mari castillan, l'autre un français. Pour éloigner ce prétexte d'hostilités, l'oncle de la jeune reine, le roi de France, la donna l'année suivante à Jean d'Albret, dont les États touchaient à ceux de la Navarre. L'avis mortifia Ferdinand et Isabelle ; et quoiqu'ils s'efforçassent d'acquérir la possession de Tudela, une ville était une triste compensation pour la perte d'un royaume. Toutefois la reine et le roi de Navarre ne furent pas couronnés avant 1494.

Durant les années suivantes, quoique Ferdinand fût occupé de ses guerres avec la France, il ne perdit pas de vue la Navarre, et n'abandonna pas non plus la résolution de s'en saisir lorsque se présenterait une occasion favorable. Sous le prétexte de défendre le pays contre l'invasion probable des Français, il obtint la permission d'introduire des soldats castillans dans quelques-unes des forteresses, spécialement dans Viana et Sanguesa ; et il ne voulut pas les retirer lorsque le danger fut passé. Son argent ne fut pas employé moins utilement pour acquérir la faveur des nobles qui avaient de l'influence dans les conseils du royaume. Ferdinand n'eût reculé devant aucune mesure, quelque honteuse qu'elle eût pu être, capable de servir ses vues ambitieuses. Malheureusement pour l'indépendance du pays, la politique du roi de Navarre tendit à contrarier, à exaspérer son frère de Castille. Dans presque toutes les disputes de Ferdinand avec les rois de France ou l'empereur, il prit parti pour le premier; et cela ne doit pas nous surprendre, puisque le lion de Castille tenait sous sa griffe une partie de ses forteresses, et montrait une disposition à l'étendre sur le reste. On espérait que le mariage de Ferdinand avec une princesse de la maison de Foix, nièce de Louis XII, lui inspirerait plus d'égards pour les intérêts de son neveu par alliance ; mais ce fut une vaine espérance. L'hostilité des souverains de Navarre envers lui, dans un temps où il était occupé à assurer sa seconde régence (1507), laissa un profond ressentiment dans son cœur ; et lorsqu'en 1512 Jean d'Albret, à l'instigation de la France, non-seulement refusa un passage à son armée dans ce royaume, mais encore se ligua avec Louis, son plus grand ennemi, il résolut de frapper le coup qu'il avait si longtemps médité, de saisir tout le pays, et de l'unir à ses États héréditaires.

Au mois de juillet 1512, le duc d'Albe, général de Ferdinand, marcha de Vittoria droit sur Pampelune. La reine s'était retirée en France, et Jean d'Albret, au lieu d'encourager ses sujets par sa présence à tenir ferme, se prépara à suivre l'exemple de la reine. Avant son départ, il assembla les principaux habitants de cette capitale, les exhorta à faire une vigoureuse résistance, leur promettant de revenir bientôt de France avec une armée formidable. A peine avait-il atteint les Pyrénées, que déjà le duc d'Albe

arriva devant la place, qui fut sommée de se rendre, et qui se rendit sans brûler une amorce. Les habitants, qui n'avaient ni canons ni munitions, virent que la résistance serait inutile, et ils ne voulaient point, par une tentative de défense, exaspérer l'ennemi, et probablement subir toutes les horreurs d'une prise d'assaut. Ferdinand s'avança alors avec des renforts, et la plupart des forteresses du royaume se rendirent à lui ou à son fils belliqueux, l'archevêque de Saragosse. Néanmoins l'on ne devait pas s'attendre que la France contemplerait de sang-froid l'usurpation des Espagnols. Une armée formidable, sous les ducs de Longueville et de Valois, accompagnée du roi expulsé, franchit rapidement la frontière, et mit le siége devant Pampelune. Mais en peu de jours, grâce au manque de provisions dans le camp des envahisseurs, et aux attaques meurtrières des Espagnols, le siége fut levé, et l'armée française retourna en Guienne. Sa honteuse retraite fut suivie de la soumission de tout le royaume à Ferdinand. Le sceptre avait échappé pour jamais à la maison de Foix, souillée de sang; et toutes les armées de la France, durant les règnes de l'empereur Charles et de son fils Philippe, ne purent le rendre aux descendants de Jean. Catherine et son époux moururent en 1516 (1).

(1) Zurita, *Historia del rey Hernando el Catolico*, t. II, lib. X. Mariana. Traggia, art. *Navarra*, in *Diccionario geografico-historico de España*, t. II.

La conquête de la Navarre par ce grand prince, quoique nécessaire à la tranquillité de l'Espagne, ne peut être considérée que comme un acte de rapacité effrontée. Néanmoins des tentatives ont été faites pour la justifier par des écrivains qui ne voulaient pas se présenter en avocats d'un criminel abus de pouvoir. D'après une autorité (1), le roi de Navarre fut excommunié par le pape comme schismatique, comme membre de la ligue formée par l'empereur et la France contre les prétentions pontificales sur le duché de Ferrare; et des bulles relevant les Navarrais de leur serment d'allégeance, déposant Jean, et transmettant le royaume au premier occupant, furent adressées à Ferdinand. En d'autres termes, l'entreprise fut sanctionnée par le chef de l'Église, en reconnaissance de l'assistance que Ferdinand, de concert avec les Vénitiens, prêta au successeur de saint Pierre. Dans l'opinion d'écrivains tels que Garibay, Antonio de Nebrija et Mariana, qui accordent au pape une autorité indirecte sur les rois, qui soumettent le pouvoir temporel au spirituel, le titre de Ferdinand sur la Navarre est valable et suffisant. Mais comme un tel titre à notre époque ne serait point admis, même au delà des Pyrénées, la conquête peut être signalée comme un des faits les plus odieux d'un siècle où l'on ne respectait pas le droit.

(1) Petrus martyr Anglerius, p. 409.

CHAPITRE XIII.

HISTOIRE DE L'ARAGON, DE 1228 A 1508.

Quoique les îles Baléares eussent été réduites par Raymond II, comte de Barcelone, les pirates mahométans en avaient repris possession, et avaient recommencé leurs descentes dévastatrices sur la côte de Catalogne. Au milieu des troubles qui avaient récemment affligé le royaume, et tandis qu'il était dépourvu de flotte, l'Aragonais n'avait ni l'intention ni les moyens de penser à reconquérir ces îles. Les Catalans, qui souffraient le plus des pirates, et dont les bâtiments étaient souvent capturés par ces mécréants, demandèrent, mais en vain, des réparations. Le roi lui-même, qui expédia un envoyé dans le même but, n'eut pas plus de succès : au lieu d'obtenir satisfaction, le messager royal reçut l'ordre de quitter Mallorca sans délai. Mais la paix intérieure ne fut pas plus tôt rétablie que de pressantes sollicitations furent adressées à Jacques, afin qu'il préparât un armement pour la destruction de ces repaires de pirates. Dans ce dessein, il convoqua, vers la fin de l'année 1228, les états de Barcelone, où l'expédition fut unanimement résolue. Les préparatifs furent poussés avec ardeur; la croisade fut proclamée. De Gênes et de Provence on se procura une flotte pour transporter les forces, et dix-huit mille hommes furent embarqués sur cent cinquante vaisseaux. Après un passage difficile, durant lequel bien des croisés se repentirent d'avoir quitté leurs foyers, l'armement parut en vue du port de Palma. Ignorant complétement où l'on pouvait tenter avec plus de sûreté un débarquement, et où l'ennemi serait plus tôt rencontré, le roi hésita d'abord sur ce qu'il devait faire. Bientôt il fut tiré de sa perplexité par un matelot maure, qui se rendit du rivage à la flotte à la nage, fut pris à bord du vaisseau royal, et se trouva en état de lui donner tous les renseignements dont il avait besoin. Jacques apprit que les îles contenaient quarante-deux mille hommes en état de porter les armes, et que déjà dix mille avaient été postés derrière une montagne que l'on apercevait. Comme des secours étaient attendus chaque jour de Tunis, on lui conseilla de débarquer sans délai. Le débarquement fut effectué à minuit, mais non sans opposition de la part d'un petit corps d'insulaires qui observaient l'opération, et qui furent facilement dispersés. Le jour suivant, les chrétiens, en s'avançant, rencontrèrent les forces du roi maure prêtes à les recevoir. La bataille s'engagea aussitôt. Elle fut pendant quelque temps disputée avec une égale bravoure; mais des renforts arrivant aux insulaires, les assaillants commencèrent à céder. Au moment critique, le roi s'avança avec ses gardes, et fit une charge curieuse sur une aile de l'ennemi. Son exem-

ple fut suivi par les chrétiens autour de lui. A la fin les Maures se retirèrent vers la capitale, sans craindre beaucoup la poursuite; car les deux partis avaient tellement souffert, que les agresseurs, tout en ayant l'honneur de la journée, n'étaient pas capables d'en tirer parti. La capitale fut bientôt investie, et quoique la défense fût obstinée, les assauts ne furent pas moins vigoureux. Voyant que la résistance la plus prolongée finirait par être vaine, le roi maure fit des ouvertures de vasselage et d'un ample tribut; mais elles furent rejetées par le conseil de Jacques, dont les membres étaient résolus, comme leur souverain, à imposer une reddition sans condition. La ville fut prise d'assaut; un grand nombre d'assiégés s'enfuirent par une porte, tandis que les chrétiens entraient par une autre (1). Le roi maure fut fait prisonnier avec un de ses fils. Le vainqueur, ayant purifié la grande mosquée, et remis la défense de la place à une garnison chrétienne, revint dans son royaume. Les gouverneurs qu'il laissa poursuivirent les mahométans dans l'intérieur de l'île. Comme un grand nombre se réfugièrent dans des souterrains, et refusèrent de sortir, des feux furent allumés aux ouvertures, et la fumée les força bientôt à quitter leurs retraites. Mais beaucoup échappèrent aux poursuites, réunirent leurs bandes dispersées, et surprirent une ville. Ils furent joints par ceux qui s'étaient soumis, et leur attitude fut assez formidable pour appeler une seconde fois le roi Jacques dans l'île. Ils s'enfuirent de nouveau dans les montagnes, et furent pourchassés comme des bêtes sauvages; mais leurs anciennes cavernes, qui étaient pour la plupart inconnues aux chrétiens, les mirent encore à l'abri. D'ailleurs Minorca et Iviça étaient encore au pouvoir des pirates. En 1232, Jacques conduisit une troisième expédition. Minorca se soumit immédiatement, et l'exemple fut alors suivi par les

(1) Zurita, III.

montagnards de Mallorca eux-mêmes. Mais aucune tentative ne fut faite sur Iviça avant 1235; alors elle fut réduite par les généraux du roi. La conquête, qui était maintenant entièrement accomplie, environna de gloire le nom de Jacques, et prépara la voie pour une autre d'une bien plus grande importance, celle de Valence (1).

Le déclin de l'empire des Almohades, et les succès obtenus par Ferdinand III sur les princes d'Andalousie, suffirent pour exciter l'émulation d'un monarque aussi entreprenant que Jacques. En 1232, il convoqua ses états à Monzon pour délibérer sur l'invasion de Valence. Le projet fut approuvé, et l'année suivante fut fixée pour son exécution. Comme il était arrivé pour Mallorca, une croisade fut solennellement proclamée; et, dès le commencement du printemps de 1233, des aventuriers affluèrent de Provence et de Narbonne sur les frontières de Valence. La campagne s'ouvrit par le siége de Buriana, qui se soumit après une vaillante défense. Sa chute entraîna celle de diverses forteresses du voisinage. En 1234, Moncada fut rapidement réduite. Durant les trois années suivantes, Jacques semble avoir été occupé de ses préparatifs pour l'entière conquête du royaume maure et de sa capitale. Ses généraux triomphèrent dans une action sur un corps formidable d'infidèles; mais lui-même n'entra pas en campagne avant 1238. Pour faire tête à l'orage, le roi mahométan sollicita l'assistance du souverain de Tunis, et se prépara à une défense désespérée. A l'approche des chrétiens, Almenara et d'autres places, convaincues que toute résistance serait inutile, capitulèrent, à la condition que leurs propriétés, leur liberté et leur religion seraient garanties. A la fin, avec les puissants renforts qui accouraient à lui de toutes parts, Jacques traversa le Gua-

(1) Rodericus Toletanus, *de Rebus Hispanicis*, lib. IX. Lucas Tudensis, *Chronicon Mundi*. Miedes, *de Vita et Rebus gestis Jacobi primi*. Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, lib. III.

dalaviar, se saisit de Ruzafa, où il établit un camp retranché, et tira ses lignes de circonvallation autour de la cité de Valence. Une flotte tunisienne arriva bientôt en face de la côte ; mais, voyant la place investie si étroitement, ces mahométans, désespérant d'y jeter des secours, regagnèrent la haute mer. Le départ de cet allié longtemps attendu fut le coup mortel porté aux espérances du roi de Valence, d'autant plus que les progrès du siége étaient rapides, que les remparts étaient ébranlés par les machines, et que toutes les provisions commençaient à manquer. Alors il demanda un sauf-conduit pour son neveu, qu'il envoya au camp chrétien, afin d'obtenir des conditions favorables de l'ennemi. Jacques ne voulut accorder qu'une permission aux habitants de se retirer dans l'espace de cinq jours avec leurs biens transportables. La condition était dure ; mais elle fut acceptée par le roi maure, qui, sur l'ordre des chrétiens, arbora même l'étendard d'Aragon sur les tours de la ville. A l'expiration du délai, la place fut remise à Jacques, et cinquante mille mahométans, avec le roi, abandonnèrent des murailles qu'ils ne devaient plus jamais revoir. Le vainqueur entra en triomphe, assista, selon l'usage, à la purification de la grande mosquée, qui fut convertie en cathédrale ; et, selon l'usage encore, les maisons et les champs furent distribués entre ses soldats.

Par un traité conclu solennellement entre Jacques et le roi maure, celui-ci fut garanti dans la possession de tout le pays au sud du Xucar ; mais à peine Jacques se fut-il éloigné de sa nouvelle conquête, que le grand-maître des templiers investit et prit Cullera, tandis qu'une autre division d'Aragonais réduisait une autre forteresse appartenant au Maure détrôné. Les habitants s'armèrent et marchèrent contre les perfides agresseurs ; mais ce fut un vain effort. Néanmoins leurs plaintes sur la déloyauté des chrétiens furent si éclatantes et si justes, que Jacques fut forcé d'y prêter attention. Il affecta une grande indignation contre ses généraux, et menaça même de les punir ; mais ils échappèrent au châtiment, et ce fait doit fortifier les soupçons que les hostilités avaient été recommencées de son aveu. Il fut si éloigné de restituer les profits de cette iniquité, que l'année suivante il mena en personne une armée contre la forteresse importante de Bayren ; et, au mépris des représentations et des instances du roi maure, il persista à la réduire. La chute de cette place fut suivie de celle d'autres places du voisinage. Ce succès l'excita à de plus grands actes de perfidie. Il marcha contre Xativa, fermant l'oreille, comme précédemment, aux réclamations de l'honneur et de la justice, et réduisit l'alcade de la place à la soumission. Durant les cinq années suivantes, il persévéra dans sa carrière de spoliation, et incorpora une à une un nombre considérable de villes et de forteresses à son royaume ; parmi celles-ci étaient Xativa, Viar et Denia.

Il ne faut pas s'étonner si les mahométans, insultés, trahis et opprimés, aspiraient à secouer le joug sous lequel ils gémissaient. En 1247, ils se levèrent, choisirent un chef, et se saisirent de diverses forteresses. Jacques eut maintenant une excuse pour procéder à de plus grandes rigueurs et pour décréter leur expulsion du royaume de Valence. Il fit traduire en arabe l'ordre fatal, qui fut distribué dans le pays. Un mois seulement fut accordé au peuple persécuté pour rassembler ses biens meubles et partir. En vain ces malheureux le supplièrent de révoquer son décret, et lui offrirent une grosse somme d'argent pour la permission de rester. Voyant que rien ne devait être obtenu de son humanité ou de sa justice, ils se soulevèrent en masse pour résister ; mais cet effort désespéré produisit peu de fruits. Les places qu'ils surprirent furent promptement recouvrées, et les habitants escortés jusqu'aux frontières de Murcie. Néanmoins, grâce à quelques troubles domestiques et à la résistance de quelques forteresses, l'expulsion de la nation en masse fut nécessairement différée. En 1252, quatre ans après la promulgation du décret, le roi en rendit un second qui leur accordait un répit de

douze mois avant leur départ définitif: au bout de ce temps, la plupart furent poussés sans pitié par delà les frontières. Beaucoup se fixèrent sous l'autorité éclairée de Mohammed ben Alahmar; d'autres se réfugièrent en Murcie, qui demeura soumise aux rois mahométans jusqu'à sa conquête par les Castillans; mais un certain nombre doit être resté, car, en 1268, nous trouvons qu'on en expulsa encore une quantité considérable, et huit ans après ils furent assez puissants pour se soulever une troisième fois et défaire deux des barons royaux. Jacques ne put même châtier l'atteinte portée à son autorité avant la dernière maladie qui l'accabla. La part qu'il prit à la conquête de Murcie pour son gendre, le roi de Castille, a déjà été racontée (1).

Si nous exceptons ces brillantes conquêtes, il y a peu de chose dans les actions de Jacques qui puisse commander le respect. En 1229, son mariage avec Léonore de Castille fut déclaré nul, à cause de leur parenté à un degré compris dans la prohibition; mais l'infant Alphonse, issu de cette union, fut en même temps déclaré légitime. Comme son tempérament ne lui permettait pas de rester longtemps sans épouse, en 1235 il reçut la main d'Yolande, princesse hongroise. A la mort de celle-ci, en 1252, il épousa secrètement dona Teresa Vidaurre; mais il paraît que bientôt il se dégoûta de sa troisième femme. Il adressa de pressantes instances au pape pour la dissolution du mariage. Le motif sur lequel il appuya sa prière était la lèpre dont il prétendait la reine attaquée; mais la véritable raison, c'était un commerce criminel avec une princesse qu'il désirait épouser. A Pierre, né du second mariage, il offrit de laisser la Catalogne; cette proposition blessa fortement le prince Alphonse, et ne fut pas non plus agréable aux Catalans eux-mêmes; de là les divisions qui commencèrent à déchirer la famille, et qui empoisonnèrent sa vie privée. En 1258, ses états firent des représentations contre le partage de la monarchie, comme funeste à leurs intérêts et préjudiciable au fils aîné, Alphonse; mais la remontrance resta sans effet. En 1260, Alphonse, qui n'avait jamais été aimé de son père, mourut soudainement, et le fils favori, Pierre, devint l'héritier légitime. La même année, Jacques arrangea le mariage de ce fils avec Constance, fille de Manfred, roi de Sicile; et cette union, comme nous le verrons sous le regne suivant, entraîna des événements d'une haute importance. Comme Manfred était en butte à l'inimitié du pape et sous le ban de l'Église, et comme le pape provoquait alors une croisade en France pour le détrôner, cette union blessa vivement le saint-siége, qui s'efforça, mais en vain, de prévenir l'alliance des deux princes. Mais Pierre était destiné à donner à Jacques autant de chagrin qu'Alphonse, et pour la même cause. L'infant, dans la crainte que Valence fût laissée à son frère puîné, Jacques, fit une secrète protestation devant quelques barons assemblés à Barcelone contre le démembrement redouté. Mais si le roi eut jamais sérieusement l'intention de détacher Valence, il dissipa bientôt l'appréhension publique par un testament qui assurait à Pierre la possession indivise de l'Aragon, de la Catalogne et de Valence, et qui conférait les îles Baléares avec les seigneuries de Conflans, du Roussillon et de Montpellier, au second fils, Jacques. Il espérait que cet acte ferait cesser l'animosité qui avait si longtemps poussé les deux frères. Mais sa paix domestique fut maintenant troublée sur un autre point. De l'une de ses maîtresses il avait un autre fils, Ferdinand Sanchez, qu'il idolâtrait et qu'il avait comblé de richesses. Jaloux du pouvoir suprême réservé à Pierre, et blessé de sa propre exclusion, Ferdinand s'efforça de semer la division entre le roi et son frère aîné. Alarmé des conséquences qui pouvaient être entraînées, Pierre, sachant que des réclamations

(1) Monachus Rivipullensis, *Gesta comitum Barcionensium.* Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, lib. III. Conde, *Historia de la dominacion de los Arabes.*

ou des remontrances ne lui seraient d'aucune utilité, prit les armes pour châtier ce perfide délateur. Ferdinand appela à sa défense ses parents maternels. Les deux partis acquirent une force considérable par l'accession d'une quantité de barons turbulents; en sorte qu'une guerre civile eût été inévitable, si le roi, pour la détourner, ne s'était hâté de convoquer des états à Saragosse. Les factions reçurent ordre de désarmer, et les deux frères furent contraints de se conformer à cette injonction; mais leur haine profonde continua à empoisonner les jours de leur père. En 1272, ils éclatèrent de nouveau en hostilités ouvertes. Dans cette occasion, un des conseillers intimes de Ferdinand, étant tombé entre les mains de Pierre, fut jeté à l'eau par ce prince. Peu satisfait de cet acte violent, Pierre forma un dessein plus noir : il complota l'assassinat de son frère. Heureusement ses créatures ne purent se frayer l'entrée dans l'appartement de la victime désignée avant que Ferdinand ne fût averti de leur projet; il s'échappa; et ce ne fut pas sans de grandes difficultés que le roi parvint à apaiser son fils aîné, qui longtemps se complut dans ses idées de meurtre. Si à ces soucis accablants nous ajoutons les fréquentes révoltes de ses barons, qui, sous prétexte de défendre leurs priviléges, visaient à l'anéantissement du pouvoir royal, nous trouverons que, malgré l'éclat dont fut environné son règne, le conquérant n'eut pas un sort digne d'envie. En 1274, désirant punir quelques nobles qui avaient refusé de l'accompagner l'année précédente à Valence, il se mit en devoir de saisir leurs forteresses. Ils coururent aux armes, et furent joints par son fils Ferdinand Sanchez. Pour les apaiser, Jacques convoqua ses états à Lerida; mais ils refusèrent d'entendre ses propositions. Il ne restait plus maintenant qu'à les réduire par la force. Tandis que le roi étouffait les troubles de Catalogne, Pierre, son fils aîné, poursuivit Ferdinand, qui avait cherché un refuge dans le château de Pomar. Voyant l'impossibilité d'une longue résistance, Ferdinand se déguisa un jour en berger et sortit des portes. Il fut pris par les soldats de Pierre, et, sur l'ordre de ce prince, immédiatement noyé dans la rivière de Cinca. Jacques, que cette rébellion avait complétement éloigné de son fils, exprima, dit-on, une joie atroce à la nouvelle de cette horrible catastrophe.

Jacques mourut en 1276, à Valence, où il s'était rendu pour châtier une insurrection partielle de ses sujets maures, qui, aidés du roi de Grenade, avaient défait deux des barons valenciens. Il mérite peu la place élevée que lui donnent les historiens de la Péninsule. Si la magnanimité peut se concilier avec la perfidie, la dévotion avec une débauche effrénée et une cruauté barbare, leurs éloges seront justes. Sa passion immodérée pour les femmes, son mépris, lorsqu'il s'agissait de la satisfaire, pour tout lien d'honneur, ou de religion, ou de décence, ce mépris est assez notoire. En 1246, l'évêque de Girona, ayant été assez sévère pour réprimander ses excès, ou assez imprudent pour trahir ses confidences, fut puni par la perte de la langue. Les prélats catalans excommunièrent aussitôt le roi; mais il fut absous par le pape, à la condition d'achever à ses frais le monastère de Saint-Boniface, près de Morella. Dans une autre occasion (un an avant sa mort), il ravit par force une femme mariée qui eut le malheur de lui plaire; et quand le pape le réprimanda pour la désolation qu'il portait dans tant de familles, et le scandaleux exemple qu'il offrait à ses sujets, le vieux pécheur se plaignit avec amertume, prétendant avoir assurément le droit de faire ce qu'il voulait. Une cause de la faveur qu'a trouvée sa mémoire, c'est qu'il prit la croix et s'embarqua pour la Terre-Sainte; mais une tempête, dont il fut assailli en vue des côtes de Sicile, refroidit fort sa dévotion. A grand'peine il gagna un port français, et retourna immédiatement dans ses États, résolu à ne plus jamais se confier à l'élément perfide.

Pierre III ne perdit pas de temps pour rétablir la tranquillité dans Valence; mais à

peine cette œuvre était achevée, que beaucoup de barons rebelles, dont le but constant était d'amoindrir la prérogative royale et d'opprimer les pauvres, éclatèrent en une insurrection ouverte. Il les réduisit à l'obéissance. Dans l'espace de deux années, ils se révoltèrent de nouveau, mais sans plus de succès; investis dans la forteresse de Balaguer, qui fut à la fin forcée de se rendre, ils furent pour quelque temps retenus prisonniers.

Mais les rapports les plus importants pour Pierre furent en Sicile. A la mort de Manfred, qui avait usurpé ce royaume au préjudice de Conradin, son neveu, le véritable héritier, Charles d'Anjou, investi du fief par le pape, prit possession, sans contestations, des Deux-Siciles. Lorsque Conradin eut atteint sa seizième année, connaissant la haine portée au gouvernement des Français par les Siciliens, et sachant que la faction gibeline était à sa disposition, il résolut de soutenir et de réclamer ses droits légitimes. Méprisant les anathèmes pontificaux qui l'avaient voué durant sa vie à tous les maux qu'un mortel peut subir, et après sa mort aux flammes de l'enfer, il envahit l'Italie, passa même à travers la ville de Rome, où il fut accueilli avec enthousiasme, et s'avança vers Naples. Il fut défait par son formidable adversaire, saisi dans sa retraite, jugé, condamné et exécuté à Naples. Les Gibelins, et tous ceux qui respectaient les droits du sang, tournèrent maintenant leurs regards vers Constance, fille de Manfred et reine d'Aragon, tandis que les Guelfes, et tous ceux qui reconnaissaient la suprématie du pape sur le royaume, continuèrent à soutenir avec ardeur les droits de Charles et l'autorité du pape comme suzerain féodal (1). Mais le gouvernement tyrannique de Charles, sa rapacité et ses injustices, les exactions qu'il faisait souffrir aux peuples, son indifférence méprisante pour leurs plaintes, les hauteurs de ses conseillers français, le rendirent bientôt odieux à la masse entière de ses sujets. Les remontrances mêmes de celui qu'il affectait de respecter comme son suzerain, et duquel il avait reçu l'investiture des Deux-Siciles, n'eurent aucun effet sur lui. Toutefois il montra une grande ardeur de vengeance contre les prélats et les nobles qui avaient osé porter leurs plaintes sur son administration au siége pontifical. Tout cela, dit Saba Malaspina, les Siciliens l'auraient supporté; mais quand à la tyrannie la plus atroce les Français joignirent la débauche la plus effrontée, quand ils commencèrent à outrager par la violence la pudeur des jeunes filles et des femmes, et à souiller l'honneur des familles même les plus distinguées, la patience humaine fut à bout. Les habitants opprimés dépêchèrent des messagers avec de nouvelles plaintes à Nicolas III, à Michel Paléologue, empereur de Constantinople, et surtout à Pierre d'Aragon, qu'ils regardaient, à cause de Constance, comme légitime souverain, et qu'ils pressèrent de chasser le tyran sans délai (1).

Pierre fut transporté de joie de cette occasion d'étendre ses États; mais combattre à la fois le pape, le roi de France, frère du roi Charles de Sicile, et tout le parti guelfe, c'était là une entreprise trop grave pour qu'on s'y livrât légèrement. D'abord il s'assura d'une somme considérable de la part de l'empereur grec qui en voulait à l'usurpateur de la Sicile. Puis il réunit une flotte, assembla ses barons, donna la liberté à ses sujets rebelles qu'il avait tenus en arrestation, mais eut soin de cacher ses projets. Toutefois il paraîtrait qu'il fut deviné par le pape et le roi de France, qui, alarmés de de l'étendue de ses préparatifs, demandè-

(1) Saba Malaspina, *Historia Sicula*, apud Carusium, *Bibliotheca historica regni Siculi*, t. II, p. 784.

(1) Anonymus et Saba Malaspina, *Historia Sicula*, apud Carusium, *Bibliotheca historica regni Siculi*, t. II, p. 677 et suiv. Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, lib. IV.



rent à quel objet ils étaient destinés. En prétendant que son expédition devait être dirigée contre la Barbarie, et envoyant un ambassadeur au pape (alors Martin IV) pour solliciter des indulgences en faveur de tous ceux qui se réuniraient à lui dans la guerre contre les infidèles, il espérait tromper les soupçons de l'Europe. Mais Martin, auquel on ne pouvait en imposer, renvoya honteusement l'ambassadeur. Cette circonstance ne découragea pas Pierre, dont l'armement fut poursuivi avec une ardeur qu'enflammait l'espoir du succès. Un accident qui, opérant comme une étincelle sur la nature inflammable des Siciliens, les contraignit à une insurrection ouverte, hâta son départ. Les habitants de Palerme, selon une ancienne coutume, se rendaient à l'église du Saint-Esprit, hors des murailles de la ville, pour célébrer les solennités de Pâques : sur la route ils étaient surveillés par les Français, qui étaient inquiets de leurs rassemblements. Parmi eux se trouvait une dame appelée Nympha, épouse d'un Rogero Mastrangelo, dont la beauté fit impression sur l'un des ministres de la justice, Droghet. Sous le prétexte de vérifier si elle avait des armes cachées dans ses vêtements (car il avait été défendu aux Siciliens d'en porter), il s'approcha d'elle, et montra une grossièreté si repoussante que la dame s'évanouit dans les bras de son mari. L'insulte enflamma tous ceux qui assistaient à la procession ; mais personne n'eut le courage de la venger, jusqu'à ce qu'un jeune homme, dont l'histoire a caché le nom, mais dont le souvenir sera toujours cher à ses compatriotes, saisit l'épée de Droghet, et la plongea dans le cœur du misérable. Un cri de triomphe s'élança aussitôt de la multitude, qui, dans le transport du moment, jura d'exterminer les odieux étrangers. Comme ils n'avaient pas d'armes entre les mains, ils saisirent des pierres et d'autres projectiles qu'ils lancèrent à la tête des Français, et le terrain fut couvert de morts. Les citoyens de Palerme se levèrent comme un seul homme, et tuèrent tous les Français qui leur tombèrent sous la main. Leur exemple fut suivi par d'autres villes, mais par aucune avec autant de fureur que par Messine ; en sorte qu'à peine resta-t-il un Français vivant d'une extrémité de l'île à l'autre. Cette boucherie dura un mois. L'église même ne fut point un asile pour les victimes proscrites ; et l'on ne montra pas plus de pitié pour les femmes siciliennes qui avaient épousé des Français. Tel est le fameux massacre connu de la postérité sous le nom de Vêpres siciliennes, qui fut le résultat, non d'un plan concerté, mais d'une indignation soudaine, agissant sur une haine étouffée, mais profonde et mortelle. Ce massacre aurait-il été résolu par le peuple sicilien tout entier, qui garda religieusement le secret ? Le signal pour le soulèvement général fut-il l'ébranlement de la cloche, et les Français furent-ils immolés simultanément dans toutes les parties de l'île ? Ce sont là des questions qui, résolues assez généralement d'une manière affirmative, sont néanmoins en désaccord avec les faits et la raison. Quel que fût le crime des indigènes, l'histoire impartiale ne peut justement les accuser de préméditation.

Tandis que les habitants de Messine négociaient avec le pape et Charles d'Anjou pour leur pardon et le redressement de leurs griefs, et tandis que le dernier se préparait à exercer une terrible vengeance sur les Messiniens et sur leurs compatriotes, Pierre, à la tête de son formidable armement, quittait les ports de Catalogne, gouvernant vers la côte d'Afrique. Il désirait attendre l'issue de l'insurrection avant de débarquer dans l'île ; mais lorsqu'il apprit que les Messiniens repoussaient courageusement les assauts de Charles qui avait franchi le détroit pour les réduire, et lorsqu'une députation de Palerme arriva pour le supplier d'accepter la couronne, déposant son extrême prudence, il s'avança vers la côte occidentale de l'île. En août, il débarqua à Trapani, où sa réception fut pleine d'enthousiasme. Il marcha rapidement sur Palerme, où il fut joyeusement proclamé roi de Sicile. Les habitants de Messine, encore investis par Charles, sup-

plièrent le nouveau monarque de les délivrer et de recevoir leur hommage. Indignés de la proposition du prince français, qui insistait pour faire tomber huit cents têtes signalées à sa vengeance comme le prix du pardon, ils s'étaient défendus avec une vaillance presque surhumaine. Les femmes mêmes et les enfants s'étaient joints à la résistance, et du haut des murailles avaient accablé les assiégeants de projectiles. Maintenant Pierre accourut à leur aide. Sa flotte longeait la côte, tandis qu'il marchait rapidement par terre ; et, pour relever le courage des assiégés, il détacha en avant cinq cents arbalétriers avec quelques compagnies d'*almogavares*. Excités par l'arrivée de ces formidables alliés et par la proximité de leur nouveau roi, ils redoublèrent leurs hostilités contre les Français. Alors Charles leva le siége, et conduisit son puissant armement vers les ports de Calabre ; sa flotte fut poursuivie par celle d'Aragon, que commandait Jacques, fils de Pierre, et vingt vaisseaux avec quatre mille prisonniers tombèrent au pouvoir des Aragonais. Mais le jeune prince, n'écoutant que son ardeur, au lieu de retourner à Messine, poursuivit Charles jusqu'auprès d'un fort de Calabre qu'il tenta d'emporter. Repoussé avec quelque perte, il rembarqua ses troupes. Son père, indigné de cet échec, le priva du commandement naval, qui fut confié à un chef plus expérimenté, Roger de Lauria.

A la nouvelle de la proclamation de Pierre à Palerme et à Messine, de l'enthousiasme montré envers le monarque par les Siciliens, et de la fuite de Charles, le pape Martin excommunia aussitôt l'Aragonais. Bientôt un défi fut porté entre les deux rivaux ; ils convinrent de décider leur querelle par un combat de cent chevaliers de chaque côté, dans la cité de Bordeaux, au mois de juin de l'année suivante. En attendant le jour fixé, Pierre s'occupa à faire reconnaître par les Siciliens son épouse, qui était arrivée d'Aragon, et à réduire quelques forts de la côte napolitaine. Laissant Constance et son fils Jacques à la tête du gouvernement de l'île, il retourna dans ses États, dans le but, à ce que l'on crut, de se préparer pour le combat. Mais le combat n'eut pas lieu ; et, au milieu des divergences d'opinion des historiens, nous ne pouvons pas facilement décider auquel des deux champions royaux la faute doit en être imputée. Il est certain que Pierre fit choix de cent chevaliers pour cette occasion, qu'il parut secrètement à Bordeaux, suivi de trois cavaliers seulement, et s'en retourna dans ses États avant que la lice fût ouverte. Il paraît avoir eu des motifs suffisants pour cette conduite singulière. Il trouva qu'un nombre considérable de troupes marchaient silencieusement vers le midi de la France, dans le dessein, à ce qu'il craignait, de se saisir de sa personne. Si les écrivains aragonais méritent confiance, le sénéchal de Bordeaux, qu'il consulta à ce sujet, l'avertit que la campagne n'était pas sûre, et lui conseilla de ne pas risquer sa personne. Cette assertion est d'autant plus probable, que le pape Martin avait préalablement interdit le combat, et avait sommé Édouard Ier d'Angleterre, auquel Bordeaux appartenait, et qui devait s'y trouver en cette occasion, de ne pas garantir un champ clos, de ne point assister à la lutte, soit en personne, soit par des sénéchaux. Ce qui confirme le soupçon que quelque perfidie était méditée, c'est que, malgré cette interdiction signifiée au roi d'Angleterre, aucune intimation analogue ne fut faite au roi d'Aragon.

Tandis que Pierre était en Aragon, son amiral, Roger de Lauria, réduisit la plus grande partie de Malte. Ensuite il défit une flotte française en vue de Naples, et fit prisonnier le prince de Salerne, fils de Charles. Maintenant le pape, altéré de vengeance, proclama une croisade contre le roi excommunié d'Aragon. Son légat la prêcha avec ardeur en France, déclarant Pierre privé de la couronne, qu'il conféra à Charles de Valois. Heureusement pour Pierre, il fallait d'autres armes que celles d'un prêtre irrité pour arracher la Sicile et l'Aragon à son pouvoir. Quoique des indulgences, comme

pour les libérateurs du Saint-Sépulcre, fussent promises à ceux qui entreraient dans la croisade d'Espagne; quoiqu'un nombre infini de chrétiens, parmi lesquels se trouvait Jacques, roi de Mallorca, frère et vassal du roi d'Aragon, accourût sous l'étendard de Philippe; quoique ce monarque ne perdît pas de temps pour pénétrer par le Roussillon dans la Catalogne à la tête de cent mille hommes, ces formidables préparatifs n'aboutirent à rien. Si Girona, après un siége long et sanglant, capitula, la flotte française fut presque anéantie près de Rosas par le fameux Roger de Lauria. La prise de Girona fut même si chèrement achetée, les rangs des soldats de Valois furent tellement éclaircis par la peste et le fer, que Philippe, laissant garnison à Girona, retourna immédiatement à Perpignan, où il mourut. L'arrière-garde de son armée dans cette retraite fut harcelée par Pierre, qui recouvra Girona avec facilité.

Pierre venait de détacher son fils aîné, Alphonse, avec un faible armement, pour détrôner son frère Jacques, en punition de l'assistance que ce prince avait prêtée aux envahisseurs, lorsque la mort le surprit à Villa-Franca de Panades. Dans son testament il laissa l'Aragon et la Catalogne à Alphonse, et la Sicile à son second fils, Jacques (1).

Quoiqu'Alphonse III apprit la mort de son père aussitôt après son débarquement, il refusa de retourner avant d'avoir détrôné son oncle. Comme Jacques n'était pas très-aimé des habitants de ces îles, qu'il avait offensés par des exactions, l'entreprise réussit. Le roi détrôné avait encore Montpellier, Conflans et d'autres possessions en France; il s'y retira; mais il paraît qu'elles furent dévastées la même année par Roger de Lauria, l'habile et intrépide amiral d'Aragon.

Durant l'absence d'Alphonse, les nobles d'Aragon s'étaient assemblés à Saragosse, à l'effet de pourvoir à l'administration de la justice. Quelques-uns n'étaient pas peu scandalisés qu'Alphonse eût pris dans les îles Baléares le titre de roi, attendu que, d'après l'ancien usage, il ne pouvait se parer de ce titre qu'après avoir juré devant l'assemblée des états d'observer les coutumes, priviléges, immunités et lois du royaume. A la nouvelle de son retour, ils dépêchèrent aussitôt divers membres de leur ordre pour l'escorter et lui exprimer leur surprise de ce qu'il s'était ainsi arrogé le pouvoir suprême sans leur sanction formelle. Il se justifia en répliquant que la couronne était à lui par droit de succession, et qu'il serait assez temps de garantir les constitutions du royaume à la cérémonie du couronnement. En conséquence, lorsque cette cérémonie s'accomplit dans la cathédrale de Saragosse, il remplit les conditions du pacte politique. Mais dans les états qui furent tenus à cette occasion, les mêmes nobles turbulents, dont l'objet était de transférer l'autorité suprême dans les mains de leur ordre, demandèrent non-seulement la nomination des ministres, mais des serviteurs de la maison du roi. Une prétention si monstrueuse remplit le parti royal d'indignation; elle fut dénoncée comme une odieuse innovation, comme une attaque directe sur la dignité royale. Quoique Alphonse transférât les états de Saragosse, où l'esprit aristocratique et démocratique était trop énergique pour qu'on pût lui résister, à Huesca, il gagna peu par le changement. Il fut menacé d'une rébellion ouverte, à moins qu'il ne consentît non-seulement à satisfaire aux demandes, mais à sanctionner la suprême autorité judiciaire du grand-justicier du royaume. La portion loyale du corps aristocratique était néanmoins opposée à cette dangereuse innovation; mais la minorité, par une activité plus énergique, par la hardiesse de son langage et ses menaces de violence, imposa silence à la voix calme des

(1) Monachus Rivipullensis, *Gesta comitum Barcionensium*, cap. 28. Anonymus et Saba Malespina, *Historia Sicula*. Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, lib. IV.

autres, et atteignit son but. Alphonse fut placé dans une situation difficile; tout en sachant que les trois quarts du corps délibérant, et une portion plus forte encore du peuple, étaient favorables à ses prérogatives, il vit que les mécontents ne tireraient pas l'épée dans la guerre qui menaçait avec la France et le pape, à moins qu'il ne consentît à faire des sacrifices. En effet, durant les dernières guerres, même lorsque la Catalogne fut envahie par les Français, diverses cités d'Aragon n'avaient pas montré de disposition à défendre le pays. Sentant combien l'union était nécessaire dans une telle crise, il acquiesça à leurs demandes; et en agissant ainsi, il transforma la monarchie en république. Il révoqua plusieurs de ces concessions dans la suite, lorsque les confédérés envahirent Valence qui refusa d'embrasser leur cause; mais il fut contraint à les accorder une seconde fois.

Le règne si court d'Alphonse fut peu agité par la guerre étrangère. Par la médiation d'Édouard Ier d'Angleterre, qui était convenu d'une alliance entre Alphonse et une princesse anglaise, des conférences furent tenues fréquemment entre les ambassadeurs des puissances intéressées pour le rétablissement de la paix. Il ne se montra pas moins empressé pour la libération du prince de Salerne, son parent, qui avait été transféré de Sicile en Espagne. Mais, comme l'une des conditions fut que Charles abandonnerait ses droits sur cette île au roi actuel, Jacques, frère d'Alphonse, le pape annula toutes les transactions. En 1288, après la mort du pontife, dans une entrevue entre Alphonse et Édouard à Conflans, et en présence du légat pontifical, Charles consentit, pour prix de sa liberté, non-seulement à renoncer au trône de Sicile, mais encore à procurer la sanction du pape et du roi de France à cet abandon; et si une telle sanction ne pouvait être obtenue, il s'engageait à retourner volontairement dans sa prison. Ayant donné deux de ses fils en otage, il fut élargi. Jacques, roi détrôné de Mallorca, était opposé à ce traité comme ne contenant aucune stipulation en sa faveur. Résolu à obtenir par ses propres armes ce que ses alliés avaient négligé de demander pour lui, il envahit la Catalogne; mais, à l'approche d'Alphonse, il retourna précipitamment en France. Ses frontières furent dévastées par les Aragonais. Quant au pape, au lieu d'approuver le traité, avec son obstination caractéristique il en condamna tous les articles. L'excommunication fut renouvelée contre Alphonse. Philippe de France fut invité à envahir l'Aragon, et le royaume de Sicile fut conféré au prince de Salerne. Comme Charles était obligé, par sa foi de chevalier, à se remettre en captivité, et que ses goûts ne l'y portaient point, il entra, dit-on, dans une sorte d'accommodement avec sa conscience, en allant visiter les Pyrénées, comme pour se remettre entre les mains des Aragonais. Mais, ne trouvant personne prêt à le recevoir, sans doute parce qu'il eut soin de choisir un point isolé de la frontière, il se considéra comme dégagé de son obligation, et se hâta de quitter un dangereux voisinage. S'apercevant que ses foudres avaient produit peu d'effet sur Alphonse, et désirant unir tous les princes chrétiens dans la guerre sainte, Nicolas, à la persuasion d'Édouard d'Angleterre, consentit à un congrès, qui fut tenu à Tarascon en 1291. Là il fut convenu que toutes les mesures ecclésiastiques seraient révoquées; que Charles de Valois renoncerait au titre de roi d'Aragon; qu'Alphonse serait reconnu comme roi de Mallorca, mais que, bien loin d'aider son frère Jacques, roi de Sicile, à retenir ce royaume sur le vassal du pape, il aiderait, s'il le fallait, à la conquête de l'île; et enfin qu'à la ratification le roi Édouard remettrait les enfants du prince Charles. Ces conditions sont humiliantes pour le caractère d'Alphonse, qui était obligé de renverser son frère, d'autant plus que ce frère avait été choisi par les Siciliens, et que le roi d'Aragon lui-même était en quelque sorte garanti du testament de son père. Les braves insulaires, se voyant abandonnés par un souverain auquel ils s'étaient adressés pour en avoir protection,

après avoir exprimé hautement leur indignation de ce manque de générosité, résolurent de se soutenir et d'encourager leur souverain contre tous ses ennemis.

Alphonse survécut à peine à la conclusion de cette paix. Il mourut subitement à Barcelone, en juin 1291, au milieu de ses négociations pour obtenir la main de la princesse Éléonore, fille de son allié Édouard d'Angleterre. Comme il ne laissait pas d'enfants, la couronne passait à son frère le roi de Sicile, qui accourut réclamer ce riche héritage (1).

Jacques II ne fut pas plutôt en possession du trône d'Aragon, que, pour le conserver sans avoir à lutter contre le pape, le roi de France et Charles, maintenant roi de Naples, il se montra disposé à faire la paix avec ces puissances. Alarmés de cet avis, ses sujets siciliens le conjurèrent de n'entrer dans aucun projet qui ne réunirait pas les deux couronnes, et il promit d'avoir égard à leurs prières. Néanmoins, en 1295, par les soins de Boniface VIII, un nouveau congrès fut tenu pour amener les mêmes conditions qui avaient été sanctionnées par Alphonse. Afin de cimenter l'alliance entre Jacques et le roi napolitain, il fut convenu que le premier épouserait la princesse Blanche de Naples. En recevant la main de Blanche, Jacques fit une cession formelle de l'île en faveur de son beau-père. Durant quelque temps, avant la ratification effective du traité, les Siciliens ne voulurent pas croire qu'une loyauté si dévouée, un courage si inflexible, dussent être ainsi récompensés ; et, par le conseil de Constance, mère du roi, ils envoyèrent une autre députation pour le supplier de ne pas les abandonner. Mais, voyant que leurs remontrances n'étaient d'aucun effet, les députés, après lui avoir adressé des reproches énergiques, le quittèrent désolés, et retournèrent dans leur île.

Il est impossible de refuser un tribut d'admiration à la conduite des Siciliens dans ce siècle. Plutôt que de se soumettre aux ennemis de leur indépendance nationale et de leur liberté individuelle, malgré la faiblesse de leurs ressources et l'abandon de celui dont le devoir le plus solennel était de les protéger, ils résolurent de braver leurs formidables et nombreux adversaires ; et lors même qu'ils furent assurés que les rangs de leurs ennemis se grossiraient par les troupes de leur roi, ils ne désespérèrent pas encore. Leur courage s'élevant avec les circonstances, ils proclamèrent Frédéric, frère de Jacques, et se préparèrent à une vigoureuse défense. Ils écoutèrent avec indignation et mépris le roi d'Aragon, qui les exhortait à se soumettre au saint-siége. Dans une entrevue avec le pape, qui lui donna l'investiture de la Sardaigne et de la Corse, Jacques fut si vivement pressé de remplir les conditions du traité, que, malgré sa répugnance à lutter avec un frère, il ne put retarder plus longtemps d'assister son allié le roi de Naples. Ayant rappelé ses sujets aragonais et catalans qui étaient au service de Frédéric, en 1298 il passa en Italie avec un armement considérable. Là il conféra avec le pape et le roi de Naples sur le plan de campagne, et fit voile pour la Sicile. Dans cette guerre odieuse et injuste, il est consolant de voir que Jacques ne fut pas entièrement sourd à la voix du sang. Apprenant que son frère s'avançait à sa rencontre avec une flotte, il fit supplier ce prince de regagner l'île et d'éviter ainsi le danger et le malheur d'une bataille. Frédéric, pensant que son frère était un ennemi entraîné malgré lui, et qu'il ne serait pas bien dangereux, se rendit à l'invitation. Toutefois Jacques se montra d'abord assez zélé dans la cause de l'Église : il prit diverses forteresses, et mit le siége devant Syracuse. Mais la vigoureuse résistance des habitants et la capture d'une partie de sa flotte par son frère le réduisirent à regagner l'Espagne pour y chercher des renforts. Frédéric ne perdit pas de temps pour mettre à profit cette absence, et recouvra aussitôt toutes les places que Jacques avait enlevées. Avec une

(1) Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, lib. IV.

puissante flotte, le roi d'Aragon reparut en vue des côtes de l'île ; il rencontra le roi de Sicile, qui, après une vaillante défense, fut complétement défait, perdit dix-huit bâtiments et de nombreux prisonniers. On a tout lieu de croire que dans cette action Jacques aurait pu prendre la galère de son frère ; mais que, retenu par les sentiments de la nature, il le laissa échapper. Il ne voulut pas non plus pousser plus loin son avantage. Au lieu de s'avancer vers la côte sicilienne, il s'en revint à Naples, déclara qu'il avait rempli sa part du traité, que c'était maintenant à Charles de poursuivre la guerre avec les Napolitains et les Français seuls, et que, pour lui, ses affaires réclamaient sa présence dans ses États. En effet il partit, nonobstant les remontrances de son beau-père et du pape, et il ne voulut plus depuis renouveler une lutte contre nature (1).

La part que prit Jacques dans les troubles de Castille, et surtout sa protection aux infants de la Cerda, ont été rappelées en diverses occasions. En fomentant ces troubles, il n'avait aucun égard pour la princesse ; il ne voulait que servir ses propres intérêts : Murcie devait être la récompense de son assistance. Mais, en 1306, dans un traité avec Ferdinand IV, il abandonna toute prétention à cette importante province ; et, en 1309, dans une entrevue avec Alphonse XI, non-seulement il confirma la renonciation, mais il fortifia encore la bonne intelligence par un projet d'alliance avec son fils aîné, Jacques, et une princesse de Castille. Comme la future fiancée était encore un enfant, elle fut envoyée, selon l'usage des temps, pour être élevée à la cour d'Aragon. A l'approche de l'époque fixée pour la solennisation des noces, l'infant, dont la désobéissance aux ordres paternels avait déjà beaucoup mortifié le roi, déclara hautement qu'il ne voulait épouser personne ; qu'il était résolu à renoncer à son droit à la couronne pour entrer dans un cloître. Son père lui remontra la folie et la culpabilité d'une résolution qui évidemment n'avait aucun motif religieux, et l'exhorta à recevoir la main de la princesse comme moyen de détourner une guerre avec la Castille. Avec une extrême difficulté il se laissa conduire à l'autel, garda pendant toute la cérémonie la plus profonde indifférence, et à la fin refusa de donner à l'épousée le baiser de paix habituel. Préalablement il avait protesté contre cette union, qu'il déclarait contractée seulement pour plaire à son père. Au lieu d'accompagner la princesse au palais, il se rendit silencieusement dans une de ses retraites ordinaires. Sa conduite inattendue, inexplicable, remplit toute l'assistance de surprise, la princesse elle-même de la plus profonde mortification, et le roi Jacques d'indignation. Averti des conséquences qui pouvaient résulter d'une conduite si indécente, il répondit qu'il les connaissait bien ; qu'il tenait fermement à la résolution qu'il avait exprimée de renoncer à ses droits de primogéniture, et qu'il n'aurait jamais ni épouse ni couronne. Le roi insista maintenant pour que la renonciation fût publique. En conséquence les états furent convoqués à Tarragone, où l'infant signa délibérément l'acte de sa propre exclusion, et où les serments nécessaires furent prêtés au prince Alphonse, son frère.

L'histoire nous offre d'autres exemples où les princes ont volontairement résigné la dignité royale ; mais quelque motif grave a toujours été donné pour un acte aussi extraordinaire. Chez quelques-uns ce fut l'amour du repos ou des craintes de danger ; chez d'autres une dévotion ardente ; dans un petit nombre une santé délabrée, ou un mépris pour les distinctions humaines. Sur Jacques ne dominait aucune de ces considérations. Il résigna sa dignité, et entra dans un ordre religieux, sans autre but que d'être affranchi des contraintes morales inséparables d'une haute position, et de pouvoir s'abandonner sans honte à la

(1) *Chronicon Barcionense*, et *Chronicon Ulianense*. Blancas, *Rerum Aragonensium Commentarii*. Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, lib. V.

plus ignoble débauche. Sachant que s'il choisissait l'un des ordres monastiques réguliers, et par conséquent se soumettait à la juridiction ecclésiastique, il aurait peu de facilité pour satisfaire ses inclinations brutales, il choisit l'ordre militaire de Montesa, dont les membres s'abandonnaient aux mêmes vices. Ces hommes sont connus pour leur luxure et leur ivrognerie, auxquelles ils se livraient dans des commanderies plus isolées, mais qui furent poussées à un point tel qu'elles leur attiraient de fréquentes réprimandes de la part des papes. Il ne nous est pas revenu que le royal débauché ait jamais regretté son choix. Il paraît avoir parcouru sa carrière licencieuse sans jeter un regard de repentir sur la scène brillante qu'il avait abandonnée.

Sous le règne de Jacques, les templiers subirent la persécution dont il a déjà été parlé. Accusés d'hérésie, les chevaliers, pour échapper à la fureur de la multitude, se jetèrent dans leurs forteresses. Cet acte, que le sentiment de leur propre conservation rendait nécessaire, fut représenté au roi comme une rébellion ouverte. Il réunit promptement des troupes et marcha pour les réduire à l'obéissance; mais à son approche les places se soumirent sans coup férir, et les chevaliers l'assurèrent que leur retraite n'avait été déterminée que par la nécessité de leur défense personnelle; qu'ils étaient trop loyaux pour s'opposer à leur seigneur-lige, et que, relativement à l'accusation d'hérésie, ils ne désiraient rien tant qu'un procès public. La justice de leurs raisons fut reconnue par le roi, qui, non content de leur restituer leurs possessions, publia un édit dans lequel il interdisait rigoureusement toute espèce d'insultes aux chevaliers; et lorsqu'en 1312 l'ordre fut aboli par le concile de Vienne, de concert avec les rois de Castille et de Portugal, il obtint une honorable exemption pour ceux d'Espagne, auxquels les pères du concile accordèrent la conservation de leurs possessions durant leur vie.

Déjà il a été question de la souveraineté de la Sardaigne et de la Corse, qui fut conférée par le pape au roi d'Aragon; mais si Jacques avait pour lui l'investiture, le gouvernement national de la Sardaigne était entre les mains des Pisans, dont les exactions et la tyrannie accablèrent, exaspérèrent, dit-on, les naturels. En 1321, quelques-uns des nobles confédérés envoyèrent une députation à Jacques, lui demandant d'arracher l'île aux gouverneurs tyranniques qui méprisaient également son autorité et leurs priviléges. Pour délibérer sur l'entreprise, il convoqua les états de Lerida, où le projet fut approuvé, les subsides nécessaires furent accordés; et Sancho, roi de Mallorca, comme vassal de la couronne d'Aragon, s'engagea à fournir vingt galères à ses frais. Les préparatifs étant complétés, Jacques s'adressa au pape pour un subside. Le pontife, craignant que, si Jacques devenait maître absolu de la Sardaigne, il ne prît probablement part à la guerre si furieuse engagée pour la Sicile, non-seulement lui refusa la plus légère assistance, mais s'efforça même de le détourner de son dessein. Mais Jacques était ferme dans sa résolution, quoique la prudence le déterminât à en suspendre l'exécution jusqu'au printemps suivant. En même temps il envoya un petit renfort sous son fils Alphonse, pour aider ses partisans qui étaient déjà en armes. Cagliari fut investi, mais fut aussitôt secouru par les Pisans. L'infant ne continua pas moins le siége, et remporta un avantage considérable, en rase campagne, sur les troupes de la république. En 1324 la ville capitula; les Pisans furent laissés dans le gouvernement comme vassaux de l'Aragon, à la condition de remettre les autres forteresses et villes de l'île. Néanmoins l'année suivante vit beaucoup de commotions produites par les agents de la république, qui travaillaient à regagner leur domination perdue; en sorte que le roi fut forcé d'envoyer un second armement pour réduire Cagliari, et assurer ainsi son autorité. En 1326 cette place importante se rendit, et les Pisans abandonnèrent l'île.

Le roi Jacques mourut en 1327, et eut pour successeur son second fils, Alphonse.

Alphonse IV était destiné à voir de grands soucis lui venir de la nouvelle conquête de la Sardaigne. En 1330, les Génois, irrités de ce que les Catalans, leurs rivaux en commerce, avaient obtenu un établissement dans Desmero, qu'ils regardaient comme leur appartenant exclusivement, non-seulement fomentèrent un esprit de désaffection parmi les insulaires, mais envoyèrent une flotte pour investir la capitale. Une guerre sanglante suivit, dont les détails offriraient peu d'intérêt au lecteur. Quoique les troupes d'Alphonse fussent ordinairement victorieuses, les pertes furent énormes, d'autant plus que ses ennemis entreprenants, non contents de s'opposer à ses projets en Sardaigne, firent quelques descentes sur les côtes de Catalogne et de Valence, qu'ils ravagèrent avec une impunité complète durant l'absence de sa flotte. Pour arrêter ces hostilités, le pape intervint souvent, mais inutilement. Les Génois insistèrent sur d'amples indemnités pour les frais de leurs armements. L'Aragonais ne voulait en accorder aucune. Ainsi la guerre exerça ses fureurs durant tout le règne de ce prince.

Alphonse, comme ses prédécesseurs, n'avait pas de répugnance à encourager les rébellions qui, à cette époque, affligeaient presque sans cesse la Castille, mais sans tirer, en définitive, aucun avantage de cette politique peu généreuse. Si à l'intérieur son royaume héréditaire demeura tranquille, il n'en fut pas ainsi dans sa propre maison. Son fils aîné, Pierre, irrité de ce qu'il avait conféré quelques domaines de la couronne à un autre fils, nommé Alphonse, né d'une autre femme, se plaignait hautement de cette prodigalité. La reine, Léonore de Castille, à l'instigation de laquelle cette aliénation avait été faite, nourrissait un profond ressentiment contre son beau-fils. Pierre méprisait sa colère, et, pour l'enflammer davantage, il saisit Xativa, qui avait été assignée à la princesse pour son douaire à l'époque de son mariage avec le roi, proclamant son intention de révoquer toute concession faite par le monarque, lorsqu'il arriverait au pouvoir suprême. Il ne dépendit pas d'Alphonse d'étouffer ces dissensions, qui non-seulement répandirent de l'amertume dans son cœur, mais aggravèrent sa disposition à l'hydropisie. Il mourut à Barcelone, en 1336 (1).

Pierre IV ne fut pas plutôt monté sur le trône, que la reine Léonore, redoutant les conséquences de sa dernière querelle avec lui, s'enfuit à Fraga, d'où elle implora la protection de son frère Alphonse, roi de Castille. En même temps elle écrivit à Pierre, lui rappelant qu'elle était la veuve de son père, que ses enfants étaient ses frères à lui, et le conjurant d'ensevelir le passé dans l'oubli. Il répondit qu'elle ne devait concevoir aucune crainte de lui; que son but était de se mettre en bonne intelligence avec ses frères. Néanmoins telle était sa duplicité, qu'à ce moment même ses troupes réduisaient les forteresses qui appartenaient à la reine-veuve. Trouvant que Fraga n'était pas suffisamment sûre pour elle, elle s'enfuit à Albarracin sur les frontières de Castille. Alphonse embrassa naturellement la cause de sa sœur; par ses ambassadeurs il somma Pierre de remplir les clauses en faveur de la reine dans le testament du dernier roi, de la confirmer dans la possession des forteresses, revenus, apanages, etc., auxquels elle avait droit. Mais comme le roi d'Aragon, malgré toutes ses promesses, n'était nullement disposé à faire rendre justice à la reine-veuve et à ses enfants, sachant d'ailleurs qu'il fallait attendre de la Castille plus que des remontrances, il se ligua avec le fléau de l'État voisin, don Juan Manuel, mit ses frontières en état de défense, et rassembla des troupes. Sa prévoyance fut justifiée par l'événement: un gros corps de cavalerie castillane se porta rapidement sur Re-

(1) *Chronicon Barcionense*, nec non *Chronicon Ulianense*. Stella, *Anales Genuenses*. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II, lib. VII.

quena. Pierre voulut d'abord réduire Exerica, patrimoine d'un baron qui avait épousé la cause de la reine, et que le dernier roi avait constitué pour l'un des exécuteurs de ses dernières volontés ; mais ses nobles refusèrent d'investir la place, soutenant que c'était un acte injuste qui portait atteinte aux priviléges de leur corps. Néanmoins il dévasta le territoire environnant. Pour punir cette violence, don Pedro d'Exerica s'avança avec les troupes castillanes dans le pays de Valence, où il recueillit d'abondantes dépouilles. Rétablir la tranquillité dans ce royaume, et ramener la paix entre lui et la Castille, ce fut maintenant l'objet des soucis du pape, qui dépêcha un légat pour exhorter les deux rois à accommoder leurs différends par des négociations, et pour insister sur la justice à rendre à la reine Léonore. Les intérêts des trois parties furent remis à trois commissaires choisis par chacune d'elles. Mais, en raison des exigences du roi Pierre, leurs délibérations n'aboutirent à rien qu'à la suspension des hostilités actuelles. Au bout de quelques années, en 1345, le roi, bien loin de vouloir faire justice à sa bellemère, s'efforça de s'emparer des domaines appartenant à ses deux frères à lui, Ferdinand et Juan, sous prétexte que les revenus de la couronne étaient fortement altérés par les prodigalités de leur père commun. Sur les représentations du roi de Castille, il suspendit encore l'exécution de son projet, sans toutefois y renoncer. Les troubles qui agitèrent son royaume, et auxquels il faut maintenant s'arrêter, expliquent sa réserve momentanée.

Le mécontentement de plusieurs des barons de Pierre commença avec son règne. Avant leur couronnement, ses prédécesseurs étaient toujours passés en Catalogne pour confirmer les priviléges et recevoir l'hommage des trois ordres, les prélats, les barons et les députés. Les Aragonais ne pouvaient considérer sans quelque jalousie cette priorité accordée à un État inférieur; et, dans la présente occasion, ils insistèrent pour que Pierre fût couronné à Saragosse, avant sa visite à Barcelone. Les seigneurs et les députés catalans, très-mécontents, quittèrent la capitale et retournèrent chez eux. Une autre innovation offensa le clergé. En raison des prétentions du saint-siége sur le royaume, Pierre fut conseillé de ne pas recevoir la couronne des mains de l'archevêque de Saragosse, attendu que l'acte pouvait être érigé en preuve de dépendance envers le pape, mais de la placer lui-même sur sa tête. En conséquence, après que la messe eut été célébrée par le prélat, au moment même où le roi venait de confirmer les lois et priviléges nationaux, il se couronna lui-même au milieu des acclamations de la populace. Maintenant les Valenciens le prièrent de passer dans leur capitale et de confirmer leurs priviléges avant de visiter la Catalogne, et, sur son refus, ils furent vivement blessés de la préférence pour une province bien inférieure à la leur. Il offensa un quatrième parti, en 1347, en proposant d'abandonner l'ordre de succession tel qu'il avait été établi par Jacques le Conquérant, lequel, à défaut d'héritiers mâles directs, appelait les branches mâles collatérales; en d'autres termes, qui renforçait la loi salique. Comme Pierre, de sa femme Marie de Navarre, n'avait qu'une fille, l'infante Constance, son frère Jacques était l'héritier présomptif de la couronne. Pour assurer la succession à sa fille, il assembla vingt-deux jurisconsultes, théologiens et laïques, dont dix-neuf appuyèrent aussitôt le droit de la princesse. Ils savaient que Pétronille n'avait pas été exclue à cause de son sexe, qu'en Navarre et en Castille les femmes étaient appelées à la succession ; et ils ne pouvaient approuver le règlement arbitraire de Jacques Ier, ni le reconnaître comme obligatoire pour ses successeurs. Mais, quelque puissantes que fussent de telles raisons, elles n'eurent aucun empire sur le prince qu'elles tendaient à exclure, et qui résolut de maintenir ses droits supposés par la force. Au milieu des éléments de mécontentement répandus de tous côtés, il n'eut pas de peine à réunir des moyens de résistance. Plusieurs des grandes

villes et une bonne partie des barons se déclarèrent pour lui; en revanche il fut privé par le roi du gouvernement de Valence. Ce fut l'imprudence non moins que la fortune qui multiplia les ennemis personnels de Pierre. Apprenant que son frère Ferdinand était en négociations pour la main de Léonore, infante de Portugal, son épouse étant morte, il demanda et obtint pour lui-même la princesse portugaise (1).

Pour les causes qui viennent d'être exposées, et aussi par l'ambition infatigable de ses barons qui visaient constamment à diminuer l'autorité royale, une formidable confédération fut bientôt formée contre le roi. Elle comprenait des prélats, des barons, des magistrats, et la majorité des grandes villes, dont quatre seulement, Huesca, Calatayud, Daroca et Teruel, adhérèrent aux intérêts royaux. Tous ces éléments se constituèrent en union politique, dont les membres se lièrent par serment à ne jamais cesser leur opposition au roi avant que leurs priviléges reposassent sur une garantie plus sûre que l'engagement royal, et avant que la loi salique devînt fondamentale dans l'État. A la tête de cette ligue se plaça Jacques. Une semblable fut bientôt formée à Valence, sous la direction de l'infant Ferdinand. Toutes deux levèrent activement des troupes pour entrer en campagne contre le roi; la dernière obtint permission d'Alphonse de lever huit cents chevaux en Castille. Pour rendre leurs efforts irrésistibles, elles combinèrent leur action dans la poursuite du même objet, l'anéantissement du pouvoir royal, et s'engagèrent à une assistance réciproque, toutes les fois qu'elles seraient assaillies par les forces de Pierre. Remplies du sentiment de leur puissance, elles demandèrent maintenant hautement la convocation des états, qui se réunirent en effet à Saragosse, et qui furent, comme de coutume, ouverts par le roi. Voyant que quelques-uns des membres étaient armés, il quitta l'assemblée; mais les ligueurs, qui étaient entourés de nombreux partisans, purent bien se décider à déposer leurs armes, et on lui persuada de revenir. Néanmoins, au milieu de la fermentation générale, il vit qu'il devait céder à la violence, et il fit une secrète protestation contre toute concession qui devait lui être arrachée au mépris de son autorité royale. Parmi les demandes de l'union, la nomination des officiers publics du roi par elle-même n'était pas la moins offensante; et c'était une concession que Jacques II, comme on l'a vu, avait été contraint de faire, et sur laquelle insistaient les rebelles comme devant être désormais tenue pour loi fondamentale du royaume. Pierre montra une grande répugnance à la sanctionner; mais sur l'avis que, s'il refusait, les états procéderaient immédiatement à une nouvelle élection, il ne résista plus au torrent. Dès ce moment il résolut d'effectuer la destruction de l'union, sinon par force, au moins à l'aide de la corruption. Il travailla si bien, son or et ses promesses furent si habilement distribués, qu'en peu de jours il gagna plusieurs des membres les plus influents. Sachant que leur exemple contraindrait les autres, il ne craignit plus d'affronter la faction. Un jour, peu de temps après la concession dont il vient d'être parlé, lorsque d'autres non moins exorbitantes étaient demandées par Jacques et les ligueurs, il se leva furieux, taxa l'infant de trahison et de rébellion, le traita de prince sans honneur et sans foi, visant à ruiner le pouvoir royal en travaillant sur les esprits déréglés du peuple. Les confédérés, consternés de cette hardiesse inattendue, et pénétrés des vérités amères contenues dans ses invectives, se regardèrent les uns les autres dans leur étonnement, jusqu'à ce que l'un d'eux courut à la porte et invita la populace à tirer l'épée pour la défense de leurs droits. Une multitude furieuse, déjà tout armée et toute disposée, entra immédiatement avec la résolution d'immoler le roi et ses partisans. Alors les adhérents de Pierre saisirent leurs armes et se placèrent

(1) *Chronicon Barcionense et Ulianense*. Lucius Marineus Siculus. Zurita.

dans un coin de l'appartement (c'était une salle du monastère des moines prêcheurs de Saragosse), tandis que tous les nobles présents, indignés du scandaleux outrage, arrêtaient la violence populaire. Le roi prononça bientôt la clôture des états, sans avoir cédé davantage aux demandes de l'union, et courut en Catalogne dans le dessein avoué de réunir des troupes et de réduire tout le corps de la noblesse à l'obéissance. Si les ligueurs n'empêchèrent point son départ, c'est que leurs esprits étaient dominés par des soupçons qu'il y avait de la trahison dans leur camp, et qu'il avait plus de secrets adhérents qu'ils ne s'y étaient attendus. Il fut suivi à Barcelone par l'infant Jacques, qui tomba malade et qui mourut dans cette ville, non sans soupçon d'empoisonnement.

L'union de Valence, sans se décourager du mauvais succès de celle d'Aragon, investit immédiatement la forteresse qui tenait pour le roi, dont ils défirent les troupes devant Xativa. L'infant Ferdinand, qui fut maintenant proclamé lieutenant-général de cette province et chef de la confédération, avec une force évaluée à trente mille hommes remporta une seconde victoire sur les royalistes. Pierre accourut de Barcelone pour combattre en personne cette formidable rébellion. A la nouvelle de sa marche, l'union d'Aragon envoya à celle de Valence un renfort considérable, dont une partie à la vérité, par un attachement récent à la couronne, se sépara du gros de la troupe, et néanmoins vingt mille hommes joignirent encore Ferdinand. Cet infant se trouvait maintenant à la tête de près de soixante mille hommes, avec lesquels il se proposa d'investir Pierre dans Murviedro. En vain le roi s'efforça de le détacher de l'union par des promesses, lui confiant la lieutenance de la monarchie, et le reconnaissant comme héritier de la couronne en cas de manque de descendance mâle par la nouvelle reine. Tandis que s'entamaient ces négociations inutiles, les habitants de Murviedro se soulevèrent, se saisirent du roi et de la reine, et les transportèrent à Valence, comme dans une place de plus grande sûreté. Les dispositions populaires dans cette cité n'étaient pas plus favorables que dans l'autre. Quoique Pierre fût reçu avec beaucoup de respect extérieur, la populace se réunit pour immoler deux de ses ministres qui passaient pour les conseillers de toutes ses mesures ; il est certain que leur complot eût été accompli, et que lui-même aurait couru de grands risques, si, par l'avis d'un fidèle serviteur, il n'eût pas adopté un expédient extraordinaire, qui était bien calculé pour en imposer à cette foule. Il monta sur son cheval, brandit une massue dans sa main, et courut sans crainte au milieu d'eux, leur reprochant leur violence. Le résultat montra que le conseiller n'avait pas mal jugé le peuple en ce jour ; qu'il connaissait bien sa crainte de l'autorité royale, sa légèreté et sa disposition à se laisser prendre par quelque chose d'extraordinaire. Des cris de *Le roi pour toujours !* succédèrent aux sauvages malédictions et aux hurlements qui éclataient un instant auparavant, et le monarque fut accompagné triomphalement jusqu'à l'un des faubourgs. Là les chefs déconcertés de la ligue se résignèrent à lui rendre les honneurs accoutumés. Avec une courtoisie bien simulée, il reçut l'archi-rebelle, publia une amnistie pour tous ceux qui avaient pris les armes, et, en quittant la ville, accorda aux Valenciens les priviléges que l'union avait demandés. Dans le même temps ses partisans n'étaient pas inactifs en Catalogne. Il eut bientôt une armée sur pied, avec laquelle deux de ses généraux attaquèrent, défirent et prirent Ferdinand. L'infant, par crainte de la vengeance du roi, fut conduit en Castille ; Pierre lui-même s'avança contre Saragosse, le véritable repaire, la place d'armes de la faction. Un revers avait accablé les rebelles, comme jadis ils s'étaient laissés enflammer par un succès ; ils le reçurent en grande humilité, renoncèrent aux priviléges de l'union, et se mirent entièrement à sa merci. Treize des meneurs les plus signalés furent mis à mort ; le reste obtint le pardon. Dans une assemblée des

états, qu'il ne craignit plus de convoquer, les *ricos homes* et les députés renouvelèrent solennellement la renonciation aux absurdes priviléges réclamés par l'union. En présence d'eux tous, le roi mit en pièces l'acte enregistré de ce corps, mais en même temps il confirma ses sujets dans la possession de tous leurs anciens droits. L'Aragon fut maintenant pacifié ; son union n'existait plus ; mais Valence demeura en état de rébellion. Ayant assemblé une armée formidable, Pierre marcha sur cette province, et dans une bataille générale, près de la capitale, triompha des ligueurs. Dans le premier transport de sa fureur, il voulait démanteler les murailles, raser les maisons, et réduire le lieu même en un pâturage; mais sa férocité barbare céda aux représentations de ses conseillers, qui ne pouvaient consentir au sacrifice de cette antique et noble cité. Ainsi, en peu de mois, cette vaste confédération fut dissipée, sans que l'on employât autre chose que les moyens les plus ordinaires (1).

Au moment où se terminaient ces troubles, Léonore et l'un de ses fils se réfugièrent en Castille. Mais des infortunes les assaillirent, bien supérieures peut-être à celles qui avaient frappé sur eux en Aragon. On a vu dans le règne de Pierre le Cruel comment l'infant Juan fut massacré à Bilbao, et comment Léonore elle-même fut immolée dans le château de Castro Xérès par ordre de ce monarque. Quant à Ferdinand, il échappa à la vengeance du tyran, mais, comme nous le verrons, pour rencontrer un destin non moins tragique. La mésintelligence entre les deux Pierre commença en 1356, sur le refus du Castillan de rendre une prise faite en mer par un de ses corsaires biscayens. La seconde offense fut commise par un amiral de Catalogne, qui, sous les yeux du Castillan, captura deux vaisseaux pisans dans le port de Santa-Maria (l'Aragon était alors en guerre avec la république de Pise). Avec quelque justice le Castillan fit des représentations contre la violation d'un port neutre; et sur le refus de l'Aragonais d'en donner satisfaction, il leva une forte contribution sur les habitants catalans de Séville, et déclara la guerre à l'Aragon. Les hostilités commencèrent avec des chances variées de succès et de revers, et furent quelquefois suspendues. La politique conseillait à l'Aragonais d'engager à son service les barons mécontents de Castille, particulièrement Henri, comte de Transtamare, qui plus tard succéda à Pierre le Cruel. Dans cette guerre le comte fut un utile auxiliaire au roi d'Aragon ; mais, à la conclusion de la trêve, il fut en droit de se plaindre que ses services eussent été oubliés : car l'une des conditions rigoureuses portait qu'il serait expulsé d'Aragon. D'un autre côté, l'infant Ferdinand se ligua parfois avec le Castillan. En 1357, Pierre prit Tarragone et quelques autres forteresses; mais il perdit Alicante et Orihuela. En 1359, sa flotte infesta la côte de Valence, insulta Barcelone et Iviça. Quoi qu'il en soit, la même année ses généraux furent défaits par terre, et l'année suivante vit la reprise de Tarragone. Tels furent les résultats indécis de cette guerre désordonnée, et dont il serait inutile d'exposer les détails.

En général, l'avantage de la guerre resta du côté des Castillans. En 1363, par l'intervention du légat pontifical, la première paix fut faite, et les conditions secrètes présentèrent un atroce caractère. Pierre d'Aragon s'engagea à se défaire non-seulement des frères du Castillan qui l'inquiétaient, mais encore de son propre frère à lui, l'infant Ferdinand. Celui-ci connut le sort qu'on lui réservait ; mais sa confiance étant ramenée par l'adroite hypocrisie de son frère, il ne s'arma point pour sa défense, et ne songea pas même à se mettre en sûreté par la fuite. Un jour qu'il avait dîné avec le roi d'Aragon, comme il avait quitté sa table pour entrer dans un autre appartement, un officier du palais le

(1) Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XI. Zurita, *Anales de Aragon*. Les *Chroniques* de Pedro Lopez Ayala et de Rodrigo Sanchez. *Anales de Navarra* de Moret.

somma de se rendre prisonnier; il refusa, et des soldats s'avancèrent pour le saisir. Il tira son épée pour opposer un vigoureuse résistance; mais la lutte était inégale; deux ou trois de ses amis, qui étaient avec lui, firent une défense désespérée, et tuèrent quelques-uns des assaillants; à la fin ils tombèrent, ainsi que le prince, sous les yeux et par l'encouragement du comte Henri de Castille, implacable ennemi de l'infant d'Aragon (1). Un serviteur de ce comte fut le premier à porter un coup fatal à la victime. Henri lui-même fut épargné, sans doute parce que Pierre prévit que son nouvel allié de Castille ne remplirait pas ses engagements; peut-être aussi parce que lui-même n'était point disposé à exécuter les siens. Ses présomptions étaient justes; la guerre fut renouvelée par le Castillan. Ses opérations furent aussi indécises que celles de la précédente. Si Valence fut investie par les Castillans, le siége fut levé à l'approche des Aragonais; et si deux ou trois forteresses importantes furent gagnées par le premier, elles furent presque aussitôt reprises par le roi d'Aragon. Voyant que la guerre ne menait à aucun résultat, en 1365, Pierre concerta avec le comte de Transtamare l'invasion de la Castille, et le détrônement du roi de ce pays. Le secours qu'Henri obtint de la France, le sort de sa première et de sa seconde invasion, ont déjà été rapportés. Mais le roi d'Aragon ne fut jamais en bons termes avec le nouveau roi de Castille. Il réclama vivement Murcie, qu'Henri, étant comte de Transtamare, était convenu de céder dans le cas où il obtiendrait le trône de Castille; et sur le refus de ce prince de démembrer de la couronne une province si importante, la froideur s'établit entre les deux royaumes, et des hostilités se préparèrent. Mais ces hostilités furent détournées par les légats du pape, et la trêve fut de temps en temps prolongée jusqu'en 1374, que la paix se conclut définitivement entre les deux monarques (1).

Les transactions étrangères de Pierre furent de quelque importance. En 1338 commença sa mésintelligence avec Jacques, roi de Mallorca, dont il paraît avoir médité le détrônement dès le commencement de son règne. Quoique Jacques, en 1339, fît hommage pour son royaume, sa ruine ne fut pas moins résolue; son gouvernement impopulaire, à cause de sa tyrannie et de sa rapacité, donnait à Pierre des espérances bien fondées de succès. Les insulaires se plaignirent au roi d'Aragon des souffrances qu'ils enduraient, demandant que leur royaume pût être incorporé au sien, et promettant de se joindre à lui dès qu'il enverrait un armement pour les délivrer. Puis vint une ambassade du roi de France, qui l'informait que Jacques avait longtemps pensé à l'indépendance, et se préparait même alors à lever l'étendard de la révolte. L'année suivante, il dressa une liste de griefs plus imaginaires que réels, et cita son vassal à comparaître dans l'espace de vingt-six jours à Barcelone pour répondre. Comme Jacques dédaigna la sommation, il fut déclaré contumace et rebelle, et privé des fiefs qu'il tenait de la couronne d'Aragon. Par la médiation du pape Clément VI, qui avait à cœur de rétablir la paix entre eux, Pierre se laissa déterminer à une entrevue avec Jacques à Barcelone. Mais la conduite du premier dans cette occasion fut marquée par une violence et une perfidie odieuses. Ayant imaginé un complot par lequel il prétendit que sa vie était en danger, que sa personne devait être saisie et transportée à

(1) L'inimitié de Henri s'explique par ce fait, que Ferdinand était le plus proche héritier de la couronne de Castille, sa mère, Léonore, étant la sœur du roi Alphonse de Castille. Par sa mort le droit revint au roi de Portugal.

(1) Pedro Lopez de Ayala, *Cronicas de los Reyes de Castilla*. Rodericus Santius, *Historia Hispanica*. Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XI. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II, lib. VII.



Mallorca, il s'en servit comme d'un prétexte pour retenir de force sa sœur, épouse de Jacques. En vain le roi de Mallorca réclama son épouse, et se plaignit de la violation du sauf-conduit qui lui avait été accordé; rejettant hautement tout hommage envers son beau-frère, il gagna ses vaisseaux, retourna à Mallorca, et dans les transports de sa colère il déclara la guerre à l'Aragon, poussant ainsi à sa propre ruine. En 1343, Pierre mit à la voile avec un armement formidable, débarqua à Mallorca, et fut aussitôt joint par les insulaires. Universellement abandonné, Jacques s'enfuit, laissant les trois îles au pouvoir de son beau-frère. En opposition aux remontrances du pape, qui compatissait aux infortunes du roi fugitif, ses possessions en France furent menacées, et diverses places du Roussillon furent rapidement soumises. Cette guerre au delà des Pyrénées paraît avoir été aussi désagréable aux Catalans et aux Aragonais qu'elle l'était au pape, et le roi ne put obtenir que par la force des subsides pour la poursuivre. L'année suivante (1344), il déclara par un décret solennel que les îles Baléares formeraient à jamais partie intégrante de la couronne d'Aragon, et pénétra de nouveau en Roussillon, qu'il soumit entièrement, à l'exception de Perpignan, la capitale. Maintenant le malheureux Jacques sollicita un sauf-conduit, et, se jetant aux pieds du vainqueur, reconnut ses erreurs, et implora son pardon, en considération des liens de parenté qui les unissaient. Autant eût-il valu qu'il s'agenouillât devant un roc: il lui fut déclaré que, s'il voulait donner des ordres pour la reddition de Perpignan, il éprouverait la clémence de son frère; et, avec sa faiblesse accoutumée, il se prêta à la demande. Mais Pierre ne fut pas plutôt en possession de cette capitale, qu'un autre décret déclara le Roussillon tout entier uni pour jamais à l'Aragon. Avec un aveuglement plus grand encore, Jacques ajouta foi aux protestations du traître qui l'assurait que, si la nécessité réclamait maintenant cette rigueur, il serait dans peu indemnisé par les états. Mais, lorsque ces états furent tenus à Barcelone, il ne fut proposé d'autre indemnité qu'une misérable pension de dix mille louis de France, et encore à la condition de la résignaton du titre royal. Les possessions françaises furent bien déclarées son légitime héritage; mais la moitié au moins avait déjà été saisie par Philippe de Valois, son suzerain, avec lequel il était entré en querelle, et le reste était en danger. Il rejeta, plein d'indignation, la pension alimentaire qu'on lui offrait, et se récria hautement contre la perfidie dont il était victime. Il était trop tard. Un détachement d'Aragonais s'avança pour l'expulser de la Catalogne; et, avec le petit nombre d'adhérents qui lui étaient restés, il fut contraint à traverser précipitamment les Pyrénées par un hiver rigoureux, exposé à toutes les intempéries. Quoique Clément, son infatigable ami, l'assistât de son argent et adressât de pressantes réclamations en sa faveur au roi d'Aragon, il ne put rien gagner; ce ne fut pas non plus sans une extrême difficulté qu'il put obtenir la délivrance de son épouse, Constance, et de Jacques, son fils aîné. Ses autres enfants lui furent refusés. Incapable de supporter l'adversité avec une patience ordinaire, en 1349 il vendit sa seigneurie de Montpellier pour douze mille couronnes d'or au roi de France, et avec le prix il leva trois mille fantassins et trois cents cavaliers, résolu à reconquérir son royaume. Avec cette faible troupe il s'embarqua, fit une descente sur l'île principale, et marcha contre le vice-roi Gilbert. Mais chaque action de ce prince était destinée à être aussi désastreuse que ses desseins étaient imprudents. Au commencement même de l'engagement, il fut abandonné par ses mercenaires; il combattit en désespéré avec la poignée d'hommes qui lui restait, refusa de se rendre, et fut tué sur la place; son fils aîné demeura au pouvoir des vainqueurs. Le jeune prince s'échappa de prison, se procura des alliés, et désola plus d'une fois les frontières de la Catalogne; mais il ne fut jamais rétabli dans son héritage. Il mourut sans postérité. Quoique sa sœur Isabelle, maintenant héritière du trône, cédât ses

droits au duc d'Anjou, et que celui-ci arrivât pour les faire valoir, les îles Baléares restèrent unies à la couronne d'Aragon (1).

La Sardaigne causa bien des soucis à Pierre comme à ses prédécesseurs. En 1340, quelques-uns des principaux habitants se concertèrent avec les Pisans et les Génois dans le but de renverser la puissance aragonaise. Mais les mesures efficaces et la vigilance du vice-roi les forcèrent à différer l'exécution. En 1347, en apprenant que l'attention de Pierre était entièrement occupée par l'union, ils éclatèrent en insurrection ouverte, défirent les troupes aragonaises, et tuèrent le vice-roi. Un autre fut envoyé, qui, en 1349, les battit; et l'année suivante beaucoup de chefs mécontents furent gagnés à la cause royale. Mais cette tranquillité temporaire fut due plutôt à la faiblesse qu'à l'attachement des naturels, et aux guerres entre Gênes et Venise, qui forcèrent les Génois à suspendre leurs intrigues dans l'île. Dans cette guerre, Pierre entra en alliance avec les Vénitiens pour punir ses ennemis; mais, en 1352, les flottes combinées furent défaites par les Génois dans le Bosphore de Thrace, où elles s'étaient retirées pour effectuer une jonction avec celles de l'empire grec. La même année la guerre civile désola la Sardaigne. Comme de coutume, un parti était dans les intérêts de la république, l'autre invoquait l'Aragon. Les Génois envoyèrent des troupes pour soutenir leurs adhérents; Pierre en expédia pour s'opposer à ceux-ci. Il y eut un combat naval, dans lequel triomphèrent les flottes alliées de Venise et de Catalogne; une victoire fut obtenue par terre, mais indécisive; et les mécontents, avec leurs alliés génois, demeurèrent sous les armes, occupant diverses forteresses. Pour terminer la guerre, en 1354, Pierre passa lui-même dans l'île, et convoqua les états à Cagliari; mais il trouva impossible d'adoucir les haines dont brûlaient certains nobles toujours disposés à embrasser des partis opposés: si l'un se déclarait pour l'Aragon, il était sûr que l'autre se liguait avec la république. Voyant qu'il fallait désespérer de l'entière extinction des luttes, que les hostilités se prolongeraient des années, il retourna au bout de quelques mois dans ses États. La guerre fut continuée; mais il y eut des suspensions, par l'effet des bons offices des papes qui s'agitaient dans l'intérêt de la paix, et qui souvent décidèrent les parties intéressées à envoyer des plénipotentiaires dans un but d'accommodement. En 1368, le juge d'Arborea, qui durant des années avait osé, en bravant le roi d'Aragon, exercer le pouvoir souverain sur une portion considérable de l'île, tenta d'acquérir la totalité, défit les Aragonais, et limita leur domination à la capitale et à quelques forteresses sur la côte. Pour s'opposer à ce formidable baron, Pierre excita un autre grand du pays, jouissant d'une importante influence héréditaire, qui arrêta le vainqueur dans sa carrière, et même reprit diverses forteresses. Mais, quoique la paix conclue entre Pierre et Gênes ne permît plus au juge d'Arborea de tirer des secours de la république, il ne se laissa pas décourager; lors même qu'un puissant renfort arriva au vice-roi, il ne montra aucun signe de soumission, et, se retirant dans l'une de ses forteresses, il y brava les forces royales. En 1373, la république arma de nouveau et l'appuya. Il assiégea Cagliari, tandis que les alliés investissaient Algeri; les deux places tinrent ferme, soutenues par l'espoir d'un secours d'Espagne. Si la mort n'avait pas surpris le juge d'Arborea, cet homme entreprenant aurait fini par acquérir la souveraineté entière de l'île. Mais son fils et successeur, trop au-dessous d'une pareille tâche, fut incapable d'expulser les Aragonais. A la mort tragique de ce fils, dont la tyrannie avait provoqué le peuple à s'armer et à l'immoler, la guerre fut conduite avec vigueur par sa sœur Léonore, jusqu'en 1386 qu'une sorte de compromis s'effectua entre les Génois et

(1) Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, p. 396. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II, lib. VII.

le roi d'Aragon. Chaque puissance convint d'abandonner à l'autre certaines parties et certains emplacements pour la construction des vaisseaux. Léonore fut confirmée dans la vaste domination que lui avaient laissée son père et son frère, et une amnistie complète fut accordée à tous les délits politiques. Mais cette souveraineté partagée n'était qu'une pauvre compensation pour le sang et les trésors qui avaient été répandus. L'obstination de Pierre à retenir la possession d'une île qui jamais, d'après les démonstrations de l'expérience, ne se soumettrait volontairement à son autorité, qui lui avait déjà coûté tant de campagnes, lui attira de fréquentes remontrances de ses états et le refus de subsides.

Comme s'il ne lui suffisait pas d'une guerre ruineuse pour un objet insaisissable, en 1377, à la mort de Frédéric, roi de Sicile, qui avait épousé sa fille Constance, il réclama cette couronne, et se montra disposé à s'armer pour soutenir ses prétentions. Comme Frédéric II n'avait pas laissé de descendance mâle, et que, par le testament de Frédéric Ier, les femmes étaient exclues de la succession, Pierre s'adressa au pape pour obtenir la ratification de ces dispositions. Mais Marie, fille de Frédéric II, conformément aux dernières volontés de son père, était montée sur le trône, et ses droits furent sanctionnés par Grégoire. Si la nouvelle reine, disait le pape avec raison, était inhabile à succéder à cause de son sexe, que serait-ce donc du droit de Pierre, qui ne pouvait réclamer que comme descendant de Constance, fille de Manfred? Cette objection, toute puissante qu'elle fût, ne produisit aucun effet sur le roi, qui, en 1379, équipa une flotte dans le but de prendre de force la couronne; mais, au moment même de s'embarquer, il se laissa enfin persuader d'abandonner ses projets. Ses conseillers lui représentèrent qu'habile comme il l'était en politique il ne pouvait manquer d'atteindre son but par des moyens plus doux et plus sûrs. Il prouva bientôt qu'il méritait pleinement la confiance par eux placée dans ses manœuvres. Apprenant que le régent de l'île devait marier la princesse avec un baron de Milan, il fit arrêter le fiancé sur mer; en même temps l'un de ses partisans escalada de nuit les murs du château de Catane, où la princesse résidait sous les soins de son gardien, et la transporta dans une autre forteresse. Marie fut ensuite emmenée en Aragon, et mariée par son grand-père à l'infant Martin, l'un de ses petits-fils. Il espérait ainsi que, si lui-même ne pouvait être reconnu comme roi, la couronne resterait au moins dans sa famille, et peut-être dans un avenir très-prochain serait unie à celle d'Aragon. Sans l'obstination de son fils aîné, Juan, qui devint veuf en 1384, et qu'il aurait voulu unir à la jeune princesse, mais qui épousa une princesse française, l'effet de sa politique eût été l'union immédiate des deux couronnes. Toutefois, l'on peut douter si une telle union était désirable; car, en raison de la distance des deux royaumes et de la contiguité de l'île par rapport à Naples, elle n'eût pas été de longue durée.

L'ambition de Pierre était insatiable; mais en même temps elle poursuivait des impossibilités. Apprenant que quelques gens d'Athènes et de Patras, qui étaient d'extraction aragonaise, descendant des croisés conquérants de ce duché, s'étaient soulevés pour établir sa domination, il envoya un armement à leur aide, et finit par être reconnu. Il est à peine besoin d'observer que des possessions si éloignées du siége du pouvoir ne devaient prêter qu'une allégeance nominale, et seraient bientôt perdues. Mais il n'était pas d'avantage si faible ou si passager que Pierre ne fût toujours prêt à saisir, sans avoir en général beaucoup d'égards pour les droits ou les sentiments des autres. L'avidité avec laquelle, en 1386, il saisit Tarragone, dont le gouvernement et la souveraineté étaient restés longtemps attachés au siége archiépiscopal de cette ville, est citée par quelques historiens comme ayant été la cause de sa mort (1). Il mourut au com-

(1) On dit que sainte Tècle, patronne de l'é-

mencement du mois de janvier 1387, après un règne agité de cinquante et un ans.

La duplicité de ce monarque ne fut égalée que par sa violence; il était entièrement dépourvu de sincérité et de justice, et à peine fut-il surpassé en férocité par son homonyme de Castille. Sa conduite envers un légat pontifical qui appuyait à la cour de Rome certains droits ecclésiastiques est trop caractéristique pour n'être point signalée. Quelques personnes sur lesquelles frappait une taxe qui sans doute était impopulaire, et qui avaient été excommuniées pour refus de la payer, se plaignirent à Pierre. Il manda le légat et le pria d'arrêter les procédures et de révoquer la sentence. Le prêtre refusa, même lorsqu'il fut renfermé dans une étroite prison, d'oublier les droits de son ordre. On imagina d'autres rigueurs : le légat fut tiré de sa prison, dépouillé de ses bénéfices; puis on le pendit par les pieds du haut d'une tour élevée, en lui déclarant qu'on le laisserait tomber de son point de suspension s'il refusait plus longtemps de céder sur l'objet en discussion. Le malheureux, terrifié, à demi mort, consentit à tout ce qui était demandé. Mais il n'en fut pas ainsi du pape, qui força Pierre non-seulement à laisser lever la taxe, mais encore, malgré tout son orgueil, à se soumettre à une pénitence pour son sacrilége. Avec beaucoup des vices et pas une des vertus de l'humanité, Pierre ne fut ni aimé ni respecté; mais en échange il était craint. Il est impossible de ne pas admirer sa constance dans les revers; il ne s'écarta point de ses plans, ne laissa point abattre son esprit dans les circonstances les plus critiques de son règne, et peu de princes furent mis à des épreuves plus difficiles; et cependant il arriva presque toujours à ses fins. Du moins il faut reconnaître que, si grands que fussent ses vices personnels, il n'était pas ennemi des basses classes de son peuple. Durant le règne de ce prince, l'ère de César fut abolie, et l'ère chrétienne adoptée pour les deux principaux royaumes de l'Espagne, en 1350 à Saragosse, en 1383 à Ségovie.

En 1387 Juan Ier fut paisiblement reconnu. Son avénement fut considéré avec une grande appréhension par sa belle-mère, Sibille, qui, depuis 1384, avait été son ennemie déclarée. Le motif de cette animosité, dans cette occasion comme dans les premières (Pierre avait eu quatre femmes), fut le désir du roi d'aliéner les domaines de la couronne en faveur de sa nouvelle reine et de la famille de celle-ci, et l'opposition pleine d'irritation du présomptif héritier. Dans un temps, la reine se laissa si fort emporter par la vengeance, qu'elle expulsa l'infant du palais, et provoqua son époux à lui faire son procès et à l'exclure de la succession; mais la protection du grand-justicier d'Aragon avait préservé le prince. Maintenant c'était à elle de trembler. Avant même la mort de Pierre, elle s'enfuit de Barcelone, accompagnée de son frère; ils furent poursuivis par les Catalans, atteints, ramenés et emprisonnés jusqu'à ce que fût connu le bon plaisir du monarque, alors malade à Girona. Aussitôt après sa guérison, il se rendit bien vite à Barcelone, fit citer la reine comme une sorcière qui avait charmé le dernier roi, et le procès fut fait aussi à plusieurs des parents, des serviteurs et des complices de cette princesse. Quelques-uns des derniers furent exécutés, et elle-même aurait subi le même destin sans l'interposition du légat pontifical, et surtout la facilité avec laquelle elle remit les forteresses qui lui avaient été données par son royal époux. Ces possessions furent immédiatement transférées à la nouvelle reine.

L'ardeur que le nouveau roi montra pour satisfaire son épouse, Violante, surprit et offensa les Aragonais. Comme cette princesse avait l'humeur vive et joyeuse, elle voulut convertir le palais en un théâtre. Les bals, les concerts, les représentations théâ-

glise de Tarragone, lui apparut et lui donna sur la figure un coup dont il ne se releva pas. Zurita rapporte le fait, et Ferreras lui-même paraît y ajouter foi.

trales et les exhibitions de la gaie science se succédaient sans interruption. Comme les Aragonais eux-mêmes étaient trop modestes ou trop pesants pour de tels exercices, on appela des professeurs de France, et même des écoles furent établies pour l'enseignement de l'art futile. Il devint non plus seulement le délassement, mais l'affaire de la vie; les devoirs du gouvernement furent négligés ou dédaignés, jusqu'à ce que des remontrances fréquentes et retentissantes vinrent frapper les oreilles royales. Néanmoins il paraît qu'elles ne produisirent d'autre effet que la convocation des états à Monzon pour délibérer sur cette pernicieuse nouveauté. Là les prélats, les nobles et les députés insistèrent pour que Juan chassât de son palais ses chanteurs et ses danseurs, ses bouffons et ses poëtes, et surtout dona Carraza Villaragut, l'une des dames de la reine, qui provoquait plus que personne de telles folies. D'abord il résista à cette intervention dans ses récréations. Mais lorsqu'il s'aperçut que ses barons y mettaient une ardeur déterminée, qu'ils se préparaient même à s'armer pour sa réforme morale, il céda; les bouffons furent expulsés, et avec eux la dame qui faisait ombrage.

Le court règne de ce prince ne fut pas exempt de troubles. Ayant repoussé une invasion des troupes débandées du midi de la France, commandées par le comte d'Armagnac, Juan fut tourmenté par l'insurrection des plus infidèles et des plus infatigables de ses sujets, les Sardes. Comme de coutume, les efforts de ses généraux pour la réprimer n'eurent que des succès partiels. Les affaires de Sicile ne présentaient pas un plus bel aspect : là il y avait un parti dans les intérêts de la France, qui, durant l'absence prolongée de la jeune reine, épouse de l'infant Martin, se porta à une révolte déclarée, et se saisit de diverses places fortes. Quand la reine et son époux retournèrent dans l'île en 1392, accompagnés d'un gros corps de cavalerie aragonaise, les rebelles ne se soumirent pas encore; en 1393, ils furent assez forts et assez audacieux pour assiéger leur reine dans Catane, et la place aurait certainement été réduite à capituler sans l'arrivée d'un autre renfort d'Espagne. Aucune de ces commotions ne paraît avoir causé au roi Juan la moindre anxiété : il reprit ses distractions, spécialement celle de la chasse, avec autant d'ardeur qu'auparavant, laissant les soins du gouvernement à la reine. Un jour qu'il était occupé à son plaisir favori dans la forêt de Foja, il tomba de son cheval et fut tué sur la place.

A la nouvelle de cette catastrophe, l'Aragon, la Catalogne et Valence proclamèrent Martin, frère du dernier roi, qui était alors en Sicile, soutenant les droits de son fils et de sa belle-fille, souverains de cette île. Ce choix donna beaucoup d'ombrage à Mathieu, comte de Foix, qui avait épousé la fille aînée de Juan, et qui soutenait que la couronne lui appartenait du chef de sa femme. Il réunit des troupes et pénétra en Catalogne; mais il trouva les habitants hostiles à ses prétentions et indignés de sa conduite. Comme les états siégeaient à Saragosse, il adopta le moyen plus sage de députer auprès de cette assemblée des ambassadeurs chargés de soutenir ses droits, qui étaient fondés sur les lois de la succession légitime. Mais l'Aragon n'avait eu qu'une seule souveraine, Petronille, et avait été disposé pendant quelque temps à considérer la loi salique comme tacitement en vigueur. Le comte échoua là comme à Barcelone; mais il espéra que les armes seraient plus efficaces que les arguments, et avec une seconde armée plus nombreuse il envahit l'Aragon. Lui et la comtesse prirent solennellement le titre et les armes royales, et réduisirent diverses villes, parmi lesquelles était Barbastro; mais son arrière-garde fut tellement harcelée, et les provisions lui manquèrent si absolument, qu'il fut bientôt forcé de se retirer en Navarre par Huesca et Ayerbe.

Ayant pacifié la Sicile, du moins en apparence, et fait reconnaître par les rebelles son fils et sa belle-fille, Martin, qui paraît n'avoir pas beaucoup songé à la sécurité de

son royaume, se rendit en Sardaigne et en Corse, dans le but de rétablir aussi la tranquillité dans ces îles. Comme durant son séjour les hostilités furent suspendues, il entretint l'espoir que son autorité y serait désormais établie. En abordant à Barcelone, en 1397, il déclara le comte et la comtesse de Foix traîtres envers l'État, et leurs vastes domaines de Catalogne furent confisqués. L'année suivante il convoqua ses prélats, barons et députés à Saragosse, et fit reconnaître pour son successeur son fils le roi de Sicile; il fut aussi décrété que la Sicile et l'Aragon seraient pour jamais unis sous le même sceptre. Le comte de Foix fut bientôt après forcé de repasser les Pyrénées, et sa mort délivra le roi d'un rival, sinon redoutable, du moins très-remuant.

Martin ne fut pas plutôt arrivé en Espagne que la Sardaigne redevint le théâtre de la guerre civile. Cette guerre était fomentée par le pape Boniface, qui, irrité d'avoir vu les Aragonais reconnaître son rival Benoît, conféra les fiefs de Sardaigne et de Sicile au comte de Molineto. Heureusement pour le roi, une investiture pontificale n'était pas toute-puissante; pour lui donner une force efficace, un armement eût été nécessaire, et Martin pouvait en réunir un plus puissant que son rival. Il fit envoyer rapidement des renforts dans ces deux îles: dans la première ils ne purent que réprimer les hostilités déclarées des rebelles; dans l'autre ils rétablirent la tranquillité; et, quoique cette tranquillité fût troublée en 1401, à la mort de la reine Marie, qui, ne laissant pas d'enfants, légua la couronne à son époux, le roi de Sicile se trouvait héritier de si vastes États, son alliance était recherchée par tant de grands princes, qu'il triompha aisément des agitations intérieures et des intrigues du dehors. L'année suivante il reçut la main de la princesse Blanche de Navarre; mais la Sardaigne fut toujours déchirée par les deux partis, l'un en faveur de la famille d'Arborea, l'autre attaché au monarque légitime. En 1408, le roi sicilien, indigné de voir une portion de son futur héritage ainsi dévastée, envoya un corps de troupes pour s'opposer au chef rebelle; et l'année suivante, accompagné de forces plus considérables, il passa lui-même dans cette île. Ayant ainsi reçu une puissante assistance, il marcha contre le général des insurgés, Brancaleon Doria, qui, avec dix-huit mille fantassins, ne refusa pas la bataille. Elle se termina par le triomphe complet du roi, et fut suivie de la reddition d'une importante forteresse. Comme les chaleurs commençaient à se faire fortement sentir, le vainqueur retourna à Cagliari. Cette chaleur, et les fêtes qui suivirent ses succès, lui causèrent une fièvre d'abord peu dangereuse en elle-même, mais qui devint funeste, dit-on, par l'incontinence du malade. Il mourut le 24 juillet 1409 (1).

A la mort de ce prince, Martin et les Aragonais s'occupèrent avec sollicitude de nommer un successeur à la couronne. Parmi les princes qui pouvaient produire quelques prétentions à la dignité, les principaux furent d'abord le comte d'Urgel, qui descendait par les mâles de la maison royale, et que le roi fit vicaire général du royaume; secondement, le duc d'Anjou, qui avait épousé l'infante Violante, fille du dernier roi, Juan Ier; troisièmement, l'infant Ferdinand, régent de Castille, dont la mère était la princesse Léonore, sœur du roi régnant, Martin; et enfin don Alphonse d'Aragon. La rivalité ardente de ces candidats, et les factions qui commencèrent à agiter le royaume, dégoûtèrent Martin à un tel point, que, pour les désappointer tous, malgré son âge avancé, il épousa Marie, fille du comte de Prades, princesse du sang royal d'Aragon. Puis il envoya des troupes pour pacifier la Sardaigne et la Sicile, qui étaient de nouveau

(1) Laurentius Valla, *de Rebus a Ferdinando Aragoniæ rege gestis*, lib. II. Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. IX. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II. Stella, *Annales Genuenses*.

déchirées par des dissensions. En Sardaigne les généraux furent heureux dans deux engagements décisifs. En Sicile, Martin fit confirmer la régence à la reine-veuve Blanche. En 1410, il mourut sans postérité, et avant d'avoir fixé les débats sur la succession. Ce prince manquait de la vigueur nécessaire pour gouverner des esprits turbulents comme les Aragonais. Diverses familles, mutuellement et héréditairement hostiles, prirent les armes et se poursuivirent avec acharnement. A la fin la tranquillité fut rétablie par le pouvoir coercitif du grand-justicier.

La mort de Martin fut suivie de troubles, les plus graves qui eussent jamais affligé le royaume. En Aragon, trois ou quatre des ennemis les plus puissants, dont les dissensions avaient parfois troublé la tranquillité publique, rangèrent ouvertement leurs partisans armés, se déclarèrent pour des prétendants divers, et se firent la guerre les uns aux autres. Dans Valence, deux factions aiguisèrent leurs armes, et finirent par en venir aux mains, l'un en faveur de l'infant Henri, l'autre prenant parti pour le comte d'Urgel. En Sardaigne, le vicomte de Narbonne, qui du côté maternel était parent de la famille rebelle d'Arborea, et qui aspirait au pouvoir jadis occupé par cette famille, avait un nombreux parti, et se trouva en état de faire quelques importantes conquêtes. En Sicile, le régent, la reine-veuve Blanche, avaient à soutenir un siége contre la faction qui visait à l'autorité suprême; et quelques mois s'écoulèrent avant que la reine fût enlevée aux persécutions de ces ambitieux. Bref, partout où les lois étaient méprisées, partout triomphaient la violence et le meurtre. Quoique d'abord la Catalogne restât tranquille, cette province fut bientôt désolée par les irruptions du comte d'Urgel, qui, dans la crainte que ses prétentions ne pussent subir l'épreuve de la discussion, s'efforçait d'en imposer aux états. Pour réprimer les passions emportées des nobles, l'antipape Benoît passa en Aragon. Sa voix ne put dominer la tempête qui semblait s'accroître en fureur avec le temps. La témérité du comte d'Urgel aliéna bientôt le parlement de Catalogne, dont il négligea les ordres qui lui enjoignaient de licencier ses troupes. En Aragon, l'archevêque de Saragosse n'était pas moins hostile à ses prétentions. Antonio de Luna, chef de la faction aragonaise attachée au comte d'Urgel, résolut de se défaire de ce prélat. Comme une trêve venait d'être conclue entre les partis hostiles, don Antonio sollicita une entrevue avec l'archevêque, où chacun devait être accompagné par un certain nombre de cavaliers. Elle devait avoir lieu sur le grand chemin d'Almunia à Almonazid. L'évêque, en s'avançant, rencontra le comte de Luna avec vingt lanciers; deux cents autres avaient été cachés derrière une colline; et la conférence commença. L'objet d'Antonio était d'engager une querelle avec le prélat, et d'avoir ainsi quelque prétexte pour l'acte qu'il méditait. Trouvant que celui-ci soutiendrait vigoureusement l'infant de Castille, il finit par lui demander d'un ton furieux : « Le comte d'Urgel sera-t-il roi, oui ou non? — Non, tant que je vivrai, répondit l'autre. — Il le sera, que vous viviez ou que vous mourriez, » répliqua le comte, qui en même temps le frappa au visage de sa main armée d'un gantelet. Voyant qu'il s'agissait d'un sinistre projet, l'archevêque poussa sa mule pour s'échapper, et les domestiques s'efforcèrent de le sauver; mais comme la plupart étaient sans armes, et que les lanciers placés par le comte en ambuscade se montrèrent alors, le combat fut bientôt fini. L'épée du comte, descendant sur la tête de la victime, la fit chanceler sur la selle, et presque aussitôt elle tomba sur le terrain, où elle fut bien vite achevée; on lui trancha la tête. Cette action atroce rendit le comte d'Urgel odieux dans tout l'Aragon et dans toute la Catalogne, et poussa fortement à son exclusion. A la vérité les députés assemblés dans la capitale de Valence se déclarèrent en sa faveur; mais dans le même royaume un autre parlement lui fut complétement opposé. Les partisans de Ferdinand sollicitèrent et obtinrent des troupes de la Castille, non-seule-

ment pour s'opposer au comte de Luna, mais encore pour encourager le parti du prince. Les états s'efforcèrent en vain de réprimer cette démonstration armée des deux partis. Quant aux autres candidats, ils n'avaient pas la plus légère chance de succès. Bien des excès furent commis de part et d'autre ; l'on dévastait les territoires de ses ennemis personnels. Souvent même ces ennemis étaient immolés, et le crime jouissait de la plus complète impunité. Cette situation des choses empira encore quand le comte d'Urgel et son digne soutien, don Antonio, jetèrent des troupes gasconnes en Catalogne et dans le pays de Valence. Dans ce dernier royaume, les deux partis en vinrent à un engagement général, dans lequel la victoire se déclara pour les hommes de Ferdinand ; plusieurs milliers des adhérents du comte d'Urgel restèrent morts sur la place.

Les gens honnêtes et sages de tous les rangs n'avaient d'autre but que de mettre un terme à ces scènes de violence ; mais comment faire entendre leur voix au milieu de toutes ces tempêtes? Ici d'ailleurs la difficulté était d'unir les trois États, l'Aragon, la Catalogne et Valence, dans une assemblée délibérative ou un congrès général de députés, assisté par des parlements locaux. Lorsque des députés des deux premiers pays furent nommés, il y eut impossibilité à en obtenir quelques-uns de Valence, qui était divisée à peu près également entre les deux factions, chacune ayant son parlement, chacune refusant de concourir à toute mesure proposée. Lorsque les hommes nommés par les parlements d'Aragon et de Catalogne s'assemblèrent à Alcaniz, trouvant qu'il n'y avait point d'union à espérer des sujets du midi, et qu'à moins de quelque expédient extraordinaire l'anarchie se perpétuerait, ils résolurent de procéder à l'élection sans les Valenciens, si ceux-ci persistaient encore dans leurs divisions. L'on proposa de confier l'élection du monarque à neuf arbitres, trois de chacun des royaumes. Si tous avaient nommé leurs juges, le moyen aurait pu être légitime, comme il était convenable ; car dans une assemblée confuse on ne pouvait attendre que tumulte, clameurs, effusion de sang. Mais l'expédient fut repoussé par le parti du comte ; en effet le comte savait bien que l'élection devait être déterminée par la majorité des votes, et l'Aragon avec la Catalogne étant d'accord pour l'exclure, il ne pouvait rien attendre d'un tel congrès. Son unique chance de succès était dans l'introduction de nouveaux corps de troupes, et dans l'emploi de la force. D'abord il avait essayé de prévenir la réunion des députés d'Alcaniz; mais l'approche des Castillans le força de se réfugier dans Valence, dont le vice-roi était son partisan.

Le choix des arbitres aurait donné lieu à d'interminables difficultés s'il avait été laissé aux députés des trois États. Mais, se confiant dans son pouvoir, l'assemblée d'Alcaniz, consistant principalement en Aragonais, et le parlement de Tortosa, qui était formé de Catalans, convinrent que ces arbitres seraient nommés par le vice-roi et le grand-justicier d'Aragon. En conséquence, les deux dignitaires nommèrent trois personnages pour chacun des États, tous légistes éminents, tous hommes d'une vie sans tache, et contre lesquels aucune objection n'aurait pu s'élever, s'ils avaient été nommés moins illégitimement. Comme les deux tiers de leur nombre étaient connus pour favorables aux prétentions de l'infant Ferdinand, l'on aurait pu facilement prédire le résultat. S'étant assemblés à Caspe, où parurent aussi les avocats des candidats, confirmant ainsi la légalité d'un tribunal auquel ils s'étaient si fort opposés, les neuf arbitres commencèrent leurs délibérations, ou plutôt l'enregistrement de leurs suffrages. A la fin six d'entre eux se décidèrent pour Ferdinand : c'étaient les trois Aragonais, deux Valenciens et un Catalan ; deux seulement votèrent pour le comte d'Urgel ; un seul refusa de donner son suffrage (1). Toutefois leurs opi-

---

(1) Voici un tableau généalogique où l'on

nions ne doivent pas être regardées comme représentant bien exactement les États pour lesquels ils avaient été nommés; si ceux d'Aragon furent les fidèles interprètes de la voix populaire, il n'en était pas de même quant à Valence, qui était en général disposée pour le comte d'Urgel, ni à l'égard de la Catalogne, où le peuple était en grande majorité déclaré en faveur de Ferdinand. Ces juges étaient les élus non pas des trois États, mais du vice-roi et du justicier, qui, songeant seulement aux vues de l'ensemble du tribunal sur le grand objet, ne s'étaient guère occupés d'établir une juste proportion entre ses membres. La décision fut en effet approuvée par les parlements d'Aragon et de Catalogne, et pas trop blâmée par ceux de Valence. Car les caractères personnels de ces hommes avaient droit au respect, et pour les premiers leurs opinions étaient connues. Ainsi, lorsque, le 28 juin, la décision importante fut notifiée au public dans l'église de Caspe, les murmures des partisans du comte se perdirent dans les applaudissements éclatants de la foule.

Quelque illégal que fût l'établissement de ce fameux tribunal, l'on ne peut attaquer sa décision. Ferdinand était sans aucune comparaison le plus digne des candidats à la dignité vacante. Si cette décision avait été réglée par les principes rigoureux de succession seuls, la couronne serait retombée sur le front de Juan II, roi de Castille, dont le père, Henri, frère aîné de Ferdinand, était le fils aîné de Léonore, fille de Pierre IV, roi d'Aragon. Quoique l'on dût beaucoup regretter que l'occasion fût maintenant perdue d'unir les deux couronnes, néanmoins ni la Castille ni l'Aragon ne montrèrent le plus léger désir d'une telle union. Probablement les deux pays s'y seraient opposés. Pour servir les vues de l'infant, la reine-mère de Castille et le conseil du royaume placèrent à sa disposition une somme considérable, qui avait été votée pour la guerre contre Grenade; ce qui prouve encore plus son désir de saisir le sceptre (1).

L'arrivée de Ferdinand Ier, prince dont l'administration avait été signalée par sa sagesse à l'intérieur et ses triomphes sur les mahométans, accrut le nombre de ses adhérents, ou plutôt désarma tous les opposants, à l'exception d'une faible bande qui tint encore pour le comte d'Urgel, jusqu'à ce que ce chef, voyant le danger de la résistance, se soumit contre son gré. Ferdinand fut reconnu non-seulement par les trois États espagnols, mais aussi par la Sicile, dans la régence de laquelle il confirma la reine Blanche, et par cette portion de la Sardaigne qui avouait encore la suprématie de l'Aragon. L'année suivante, le vicomte de Narbonne abandonna ses droits sur la dernière partie de l'île pour une certaine somme.

Mais le comte d'Urgel n'avait pas l'intention de reconnaître ce nouveau souverain, quoique celui-ci proposât de l'indemniser de ses pertes récentes, et même de marier l'infant Henri, fils de Ferdinand, avec sa fille. Il temporisa jusqu'à ce qu'il eût formé une alliance avec le duc de Clarence, auquel il proposa, comme condition d'assistance, la main de cette fille et ses domaines en

---

verra les droits respectifs des principaux candidats :

De Ferdinand :

Pierre IV, roi qui n'eut pas d'enfants.
Léonore, sa fille aînée.
Juan II, roi de Castille.
Ferdinand.

Du duc d'Anjou :

Juan Ier, qui ne laissa pas de descendance mâle.
Violante.
Louis d'Anjou.

Du comte d'Urgel :

Alphonse IV, père de Pierre IV.
Jacques, second fils, comte d'Urgel.
Pierre, aussi comte.
Jacques, présent comte.

(1) Laurentius Valla, *de Rebus a Ferdinando Aragoniæ rege gestis*, lib. II. Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XI. Zurita, *Anales de Aragon*, t. III, lib. II.



France. Mais cette alliance ne fut d'aucune utilité. Quoiqu'Antonio de Luna envahît l'Aragon avec sept cents lances, le manque de paye, les formidables préparatifs du roi, et la nécessité du retour de Clarence en Angleterre, le déterminèrent bientôt à se retirer. Néanmoins le comte, qui avait reçu un renfort de ses domaines héréditaires, marcha sur Lerida; mais quelques corps de ses troupes furent défaits, d'autres le quittèrent, et il fut investi dans Balaguer. La place fut si vigoureusement pressée, qu'à la fin il l'abandonna, et se remit à la merci du roi. Il fut détenu dans le château de Lerida, d'où il fut transféré dans une forteresse en Castille. Il fut déclaré par les États assemblés traître et rebelle, privé de ses domaines, et condamné à un emprisonnement perpétuel. Il ne recouvra jamais sa liberté. Le fils et successeur de Ferdinand l'arracha de la Castille, qui était alors en guerre avec l'Aragon, et le transporta dans la forteresse de Xativa, où il mourut. L'année suivante, sa mère, la princesse Marguerite, fut mise en arrestation, sur l'accusation d'avoir correspondu avec quelques princes français pour procurer la liberté à son fils et donner la mort au roi.

Ferdinand, comme ses prédécesseurs, jeta un regard de convoitise sur Naples et la Sicile. Sachant que Jeanne, qui était montée sur le trône à la mort de son père Ladislas, était disposée à s'unir avec sa famille, il lui fit des ouvertures en faveur de son second fils, Juan. Elles furent acceptées, les conditions du mariage arrêtées; et l'infant s'embarqua pour la Sicile, où il devait rencontrer sa fiancée. Mais, à son arrivée, il trouva que la reine s'était mariée précipitamment avec le comte de la Marche, prince de la maison de Bourbon. Il est probable que l'infant supporta son affront avec indifférence, car il tourna bientôt son attention vers un autre point, sur la reine-veuve Blanche, et sur la couronne de Sicile. Il eût bientôt saisi cet objet, si son père, craignant ses desseins, ne l'avait rappelé. Toutefois son mariage subséquent avec cette princesse, et son avénement par ce moyen au trône de Navarre, ont été rapportés dans l'histoire de ce royaume. En 1416 la mort surprit Ferdinand à Igualada (1).

Alphonse V, fils aîné du feu roi, donna une preuve signalée de magnanimité et de prudence aussitôt après son avénement au trône. Apprenant qu'Antonio de Luna, alors en Guienne, avait engagé divers nobles de Catalogne et d'Aragon à épouser la cause du comte d'Urgel qu'ils se proposaient de placer sur le trône, et voyant une liste des traîtres qu'on lui présentait, non-seulement il refusa de la lire, mais il la mit en pièces. Sa fermeté ne fut pas moins remarquable. Sachant qu'en remettant à des Castillans des postes dans sa maison il avait blessé la jalousie ou l'avidité de ses sujets, il dédaigna des clameurs sans raison; et comme les députés de Saragosse et de Valence insistaient en sa présence pour que tous les emplois du palais ne fussent conférés qu'à des nationaux avec le concours des états assemblés, il répondit aigrement qu'il ne voyait pas pourquoi un roi n'aurait pas le privilége de choisir ses domestiques comme un simple particulier, et qu'à l'avenir les remontrances de cette nature exposeraient ceux qui oseraient les faire à l'emprisonnement, sinon à quelque châtiment plus rigoureux. Les députés effrayés se trouvèrent heureux de se retirer librement. Mais les plus grandes qualités ont besoin d'être contenues. Si Alphonse était propre, par l'exercice vigoureux de sa prérogative, à maintenir la paix intérieure, cette vigueur dégénérait en certaines circonstances en injuste sévérité, et le poussait aux crimes les plus odieux. En 1429, la disparition mystérieuse de l'archevêque de Saragosse remplit le peuple de consternation. Il est certain que le prélat avait irrité le roi en ouvrant une correspondance se-

(1) Laurentius Valla, *de Rebus a Ferdinando Aragoniæ rege gestis*, lib. III. Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XI. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II, lib. XII.

crète avec Juan II de Castille, alors en guerre avec l'Aragon; mais quelque crime plus sinistre que la trahison même doit assurément avoir causé sa ténébreuse destinée. Avait-il, comme le donne à entendre un écrivain contemporain, fait des propositions insultantes à la reine? Tout cela est enveloppé d'un sombre mystère, ainsi que le genre de mort de la victime. Il est inutile de rechercher s'il fut étranglé en prison, ou bien précipité d'un monastère de carmes dans l'Èbre. Ce qui est certain, c'est qu'il n'y eut aucune démarche pour punir le sacrilége; circonstance qui peut être attribuée soit à l'absence de l'action papale durant le fameux schisme, ou à quelque crime de la part du prélat, qui aurait rendu une enquête inopportune.

Les transactions d'Alphonse dans les îles et sur le continent de l'Italie occupèrent la plus grande partie de son règne : en raison de leur nombre, il faudrait un volume pour les détailler; elles appartiennent plutôt à l'histoire des Deux-Siciles qu'à celle d'Espagne; néanmoins elles ne peuvent être passées sous silence, car il faut en avoir une idée générale pour bien comprendre la position non-seulement de l'Aragon, mais de la monarchie espagnole, durant le XVI[e] et le XVII[e] siècle.

Quoique l'investiture de la Corse eût été conférée en même temps que celle de la Sardaigne à un roi d'Aragon, et quoique diverses places dans l'île, à diverses époques, eussent été occupées par les Aragonais, la conquête tout entière n'avait jamais été sérieusement tentée, sans doute parce que, d'après la contiguité des Génois qui se regardaient comme les souverains légitimes, et en raison des rébellions incessantes des Sardes, cette tentative aurait paru désespérée. En 1417, quelques Catalans étant entrés en collision avec les forces de la république, Alphonse médita d'assurer la conquête de la Corse. Mais, quoiqu'il réduisît Calvi, après quelques assauts inutiles livrés à Bonifaccio que les Génois secoururent, il fut forcé d'abandonner le siége, prétextant de plus pressants intérêts. Le prétexte en effet était fondé. Comme de coutume, les troubles de Sardaigne furent excités par les Génois et par les partisans du vicomte de Narbonne, qui se plaignirent que ni Alphonse ni Ferdinand n'eussent rempli les conditions de la vente. Tandis qu'il se trouvait occupé là, comme l'avaient été ses prédécesseurs, à s'efforcer de rétablir la tranquillité, Alphonse fut surpris par les prières de Jeanne, reine de Naples, qui avait déjà trompé son frère Juan en épousant le comte de la Marche. Cette inconstante princesse, également dégoûtée de son époux et de l'inaction de ce prince, avait chassé les Français de ses États; et le comte lui-même, craignant pour sa vie, s'était enfui. Le connétable Sforza, jaloux de l'influence possédée par le ministre Caraccioli, avait offert le royaume au duc d'Anjou, pourvu qu'il parût avec des forces françaises suffisantes. La reine alarmée proposa à Alphonse de l'adopter pour son héritier (elle n'avait pas d'enfant), à la condition qu'il la maintiendrait sur le trône. Quoique les membres de son conseil le dissuadassent de se mêler des affaires de ce royaume et d'une telle reine, il dédaigna leurs prudents avis : l'acte d'adoption fut préparé et signé en même temps que le traité d'assistance (1).

A ce moment le duc d'Anjou, ayant fait voile de Gênes avec un armement, avait investi Naples, et ordonné à sa flotte de défendre l'entrée du port contre les mesures que l'on redoutait de la part des Aragonais. Mais, à l'approche de l'amiral d'Alphonse, le duc leva le siége, et se retira dans les montagnes. Le roi lui-même accourut dans la capitale, et fut reçu par la reine avec des honneurs extraordinaires : son adoption fut célébrée par la noblesse napolitaine, et il fut mis immédiatement en possession du

(1) Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XI. Rodericus Santius, *Historia Hispanica*, cap. 27. Alfonsus a Carthagena, *Anacephalæosis*, cap. 92. Zurita, *Anales de Aragon*, t. III, lib. XIII.

duché de Calabre. Mais son adversaire ne s'était retiré que pour lever des renforts; aidé par la république de Gênes et le pape, le prince français reprit bientôt les hostilités. La flotte génoise fut défaite; le général du duc subit le même destin sur terre. Une trève fut méditée par le pape, qui visait à unir les princes Italiens pour l'expulsion des Aragonais. Alphonse renouvela ses tentatives pour se mettre en possession des forteresses napolitaines occupées encore par son rival. Mais, quoique ses armes fussent heureuses, il eut bientôt des motifs de reconnaître combien avaient été justes les représentations de ses conseillers. La reine commença à regarder l'autorité d'Alphonse avec jalousie, et même à montrer de la disposition à renouveler son alliance avec la France. Peut-être aussi se défiait-elle des intentions ultérieures de son fils adoptif; du moins elle en fit le prétexte de sa conduite subséquente. Quoiqu'il semble qu'il y eût peu de fondement à ses soupçons sur les projets du prince pour la détrôner, elle complota contre l'autorité de celui-ci, et même contre sa vie. N'ayant pas réussi à s'en défaire par le poison, elle projeta son assassinat, et envoya l'un des conspirateurs pour demander une entrevue avec lui. Le messager fut arrêté par le roi informé à temps, qui néanmoins, voulant persévérer dans la carrière de duplicité où il s'était signalé ainsi que la reine, continua sa route vers le château de Naples, où l'entrevue devait avoir lieu. A son approche des murailles il fut salué par une grêle de flèches. Transporté de fureur, il assaillit les portes; ses troupes étaient en même temps attaquées par quelques Français et Napolitains sous les ordres de Sforza; il fut défait, et forcé de chercher un refuge dans ses quartiers, où il fut immédiatement investi. Il se tint immobile jusqu'à ce qu'il eût reçu des renforts de Sicile et d'Espagne; alors il prit l'offensive, enleva Naples d'assaut, et usa de ses avantages avec très-peu de modération. La reine se retira à Nola, révoqua l'adoption, et s'adressa pour avoir des secours aux Français, au pape, aux Génois et au duc de Milan, qui lui promirent de lever des troupes en sa faveur. Alors Alphonse retourna en Espagne pour déterminer la délivrance de son frère Henri, qui avait été longtemps retenu prisonnier par Juan II de Castille. Il laissa un autre frère, l'infant Pierre, dans le commandement de la ville et de la flotte; et cependant il fit voile avec une forte escadre pour prendre et piller Marseille, dont il consuma une partie par le feu.

Ayant opéré la délivrance de son frère, conclu la paix avec le roi de Castille, et vu parvenir au trône de Navarre un autre frère, Juan, époux de Blanche, Alphonse reporta son attention sur les affaires de Naples. Il était déjà trop tard; car cette ville et plusieurs autres places occupées par les Aragonais dans le royaume napolitain furent recouvrées immédiatement après son départ par les alliés de la reine. Irrité contre l'un de ces alliés, le pape, il interdit rigoureusement à ses sujets toute espèce de relations avec le siége de Rome, et il ne se laissa nullement troubler par l'excommunication que le pontife Martin V lança contre lui. Mais de nouvelles dissensions avec la Castille, et peut-être le refus de ses états de lui fournir les subsides qu'il demandait, l'empêchèrent de tenter sérieusement de regagner sa domination perdue. En 1430, néanmoins, apprenant que la reine de Naples avait expulsé le duc d'Anjou, qui, pour se venger, commettait des hostilités dans la Pouille et les Calabres, et sollicité par quelques Napolitains de se montrer en personne dans le royaume, il se prépara de nouveau pour cette expédition. Ce projet fut fortifié par l'encouragement de Martin, que la politique conduisit à l'assister aux dépens des Français. Mais la mort de ce pape suspendit une seconde fois l'exécution de son dessein. En 1432 il mit à la voile, laissant la régence de la Catalogne à la reine, celle d'Aragon et de Valence à son frère, le roi de Navarre. Après une attaque heureuse sur l'île de Gerbes, où il défit le roi de Tunis, dont les sujets avaient longtemps infesté ses côtes par leurs pirate-

ries, il marcha vers la Sicile. Là il reçut des députés de Jeanne (un assassinat avait fait disparaître Caraccioli), chargés de lui dire que, s'il ne débarquait pas de troupes à Naples, elle révoquerait l'adoption du duc d'Anjou et confirmerait la sienne. Mais, quoique la reine exécutât alors la proposition, il ne pouvait plus compter sur elle, et son embarras sur ce qu'il devait faire fut encore augmenté par l'hostilité du nouveau pape, Eugène III, de l'empereur Sigismond, du duc de Milan, des Vénitiens, des Génois et des Florentins, qui tous étaient alors dans les intérêts de la France. Il résolut de surveiller de son royaume de Sicile le cours des choses. En 1434 le duc d'Anjou mourut; mais cet événement ne l'avança pas beaucoup, car la reine sans foi adopta René, frère du duc, pour lui succéder au trône. L'année suivante, lorsqu'elle paya elle-même le tribut à la nature, Alphonse passa sur le continent de l'Italie avec la détermination de se saisir du royaume. D'un autre côté, le pape le réclama comme fief du saint-siége, et promit l'investiture à René, maintenant duc d'Anjou. Débarquant à Gaëte, où était une garnison de troupes de la république de Gênes et du duc de Milan, Alphonse pressa le siége avec une grande vigueur. Une flotte s'approcha pour secourir la place, et une bataille navale s'engagea. Alphonse y fut défait, et resta prisonnier avec son frère Juan de Navarre et son frère Henri, si fameux dans les troubles de Castille. Tous trois, ainsi qu'un nombre considérable de barons, furent conduits à Milan. Le duc ne les considéra pas comme des prisonniers, mais comme des hôtes, et les traita avec une générosité digne d'admiration.

La captivité d'Alphonse ne fut pas plutôt connue, que la reine convoqua les états pour délibérer sur les moyens d'opérer son élargissement; mais l'arrivée de son frère le roi de Navarre, la nouvelle qui suivit de sa propre délivrance et de celle des nobles sans rançon, ainsi que de la ligue offensive et défensive entre les deux princes, dissipèrent les inquiétudes de la reine et de la nation. Au lieu d'abandonner ses projets sur Naples, Alphonse trouva dans cette alliance des moyens d'exécution. L'infant Pierre, resté en Sicile, conformément aux ordres royaux, assiégea et prit, en partie par surprise, la ville de Gaëte. Les états d'Aragon, de Valence et de Catalogne, votèrent des subsides considérables pour la guerre, et aussitôt Alphonse recommença les hostilités et fit diverses conquêtes. Les foudres de l'Église ne lui firent pas baisser la tête, et il poursuivit ses progrès jusqu'aux portes de la capitale. En 1838, le duc d'Anjou arriva de France pour soutenir ses prétentions en personne. Mais ses efforts ne purent arrêter son rival; sa flotte fut défaite et la capitale investie, et, quoique les Aragonais fussent forcés de lever le siége, leurs victoires ultérieures le réduisirent à quitter la ville pour aller chercher des renforts. Il revint ensuite à la recherche de l'ennemi, et fut vaincu; alors il ne lui resta plus que peu de possessions dans le royaume, outre la capitale et une autre ville fortifiée. En vain le pape Eugène IV proposa un accommodement; Alphonse ne voulut entendre à aucune condition, même lorsque les troupes pontificales joignirent celles de Gênes et marchèrent contre lui. Près d'Ursaria il triompha de Sforza, général des forces combinées, et investit Naples de nouveau. Les opérations du siége furent longtemps rendues inefficaces, moins par la valeur des assiégés que par les diversions du prince français; mais à la fin un parti d'Aragonais, ayant été introduit de nuit dans la ville, se saisit de l'une des tours, et le lendemain la place fut emportée d'assaut. Le duc s'échappa sur un bâtiment génois. Bientôt fut remportée une victoire sur les généraux de la république et du pape; ce qui amena forcément la soumission de toute la Calabre et de la Pouille. Les deux papes Eugène IV et Félix V furent alors disposés à lui conférer l'investiture des deux Siciles, à la condition qu'il reconnaîtrait chacun d'eux exclusivement. Il accepta l'offre du premier, consentit à tenir le royaume, non par droit

de conquête, mais comme un fief du saint-siége, et s'engagea à servir son seigneur lige dans la reprise de la Marche d'Ancône. En retour, Eugène promit de déclarer légitime son fils bâtard Ferdinand, qu'il destinait à lui succéder sur le trône de Naples.

En reconnaissance de la faveur pontificale pour l'investiture du royaume et la déclaration de légitimation de son fils, Alphonse, durant les années suivantes, servit le saint-siége dans les guerres diverses que soutint cette puissance contre ses voisins, mais dont les détails sont étrangers à ce résumé. Durant sa longue absence, ses États furent gouvernés par son épouse et par son frère le roi de Navarre, dont le but constant était d'humilier le roi de Castille, sans qu'il en résultât d'avantages pour le royaume. Ses sujets avaient bien des motifs de se plaindre de la préférence qu'il donnait au séjour de Naples sur ses États héréditaires. Les guerres dans lesquelles il était engagé, quoique glorieuses pour ses talents militaires, n'étaient d'aucun profit pour eux. Ses conquêtes, qu'il avait faites à l'aide de leur sang et de leurs trésors, ne devaient pas être réunies aux provinces espagnoles ; elles étaient destinées à passer, comme un royaume séparé, sous le sceptre du bâtard Ferdinand, qu'il avait fait duc de Calabre. Si ces conquêtes étaient brillantes, elles n'apportaient aucun avantage solide à lui ni à son peuple ; et il n'était pas difficile de prévoir qu'elles formeraient un éternel sujet de dispute entre ses successeurs, d'une part, et le pape, les princes italiens et la France, de l'autre.

En 1458, Alphonse fut atteint à Naples d'une maladie mortelle. Dans son testament, il laissa ses provinces espagnoles, avec les îles Baléares, la Sardaigne et la Sicile, à son frère Juan de Navarre, et Naples à son fils Ferdinand. Il possédait des qualités d'un ordre élevé, un courage indomptable, une constance à toute épreuve, de la capacité d'esprit et quelques vertus ; tous les biographes lui accordent ces mérites ; mais ses préférences pour une maîtresse italienne, au mépris d'une reine vertueuse, son ambition sans bornes et sa politique tortueuse, lui enlèvent une grande part de l'admiration avec laquelle la postérité l'aurait considéré (1).

Il a été si longuement question de Juan II dans les histoires de Castille et de Navarre, qu'il nous reste peu de chose à dire ici. La plus grande partie de son règne fut employée à des guerres avec ses sujets catalans, ou avec Louis XI de France, qui les encourageait dans leur rébellion. Sachant combien ils étaient sensibles au sort de don Carlos, et quels grands progrès l'amour des institutions républicaines avait faits parmi eux, Louis XI, qui avait toujours l'œil fixé sur le Roussillon et sur Narbonne, se mit à les pousser à la révolte, leur promettant un constant appui. Mais, quoique ces sentiments nouveaux, qui avaient été apportés des républiques italiennes, fussent échauffés par les esprits déréglés qui visaient au pouvoir, la masse du peuple, tout hostile qu'elle fût à la personne de Juan, était satisfaite des anciennes institutions. Les hommes ardents n'osèrent donc pas immédiatement proclamer une république ; d'ailleurs ils avaient besoin d'assistance dans la lutte où ils étaient près d'entrer. Se défiant du caractère perfide de Louis, ils envoyèrent une députation à Henri IV de Castille, offrant de se faire ses sujets s'il voulait les aider à briser les chaînes de leur vasselage. Henri accepta, fut proclamé à Barcelone, et envoya un gros corps de troupes aux frontières. Alors la principauté tout entière courut aux armes, et assiégea dans Girona la reine, objet de la haine générale. A cette époque, le roi d'Aragon fut assisté par une forte division de troupes françaises, et par de l'argent qu'avança Louis, qui fut mis en possession tem-

(1) Anonymus, *Diaria Napolitana* (apud Muratorium). Anonymus, *Storia di Napoli*, t. II, p. 260-285. Giannone, *dell' Istoria civile del regno di Napoli*, t. III. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II, lib. XIV-XV.

poraire des seigneuries du Roussillon et de la Cerdagne. Repoussés dans leurs tentatives, et bientôt après défaits par Juan en personne, qui investit Barcelone, les rebelles furent d'autant plus confirmés dans leur résolution de résistance. Ils ne se contentèrent pas de défendre héroïquement la cité; une autre division, ayant effectué sa jonction avec les Castillans, investit de nouveau Girona, mais sans résultat. Il paraît qu'ils furent bientôt mécontents de Henri, car, en 1463, ils appelèrent don Pedro, infant de Portugal, descendu par les femmes des comtes d'Urgel, à recevoir la couronne d'Aragon et de Sicile. Il accepta l'invitation et se mit à leur tête. Mais, comme le roi fut bien soutenu par les Aragonais et les Valenciens, la fortune se déclara généralement pour la cause légitime. La guerre fut conduite avec assez de désordre pour durer plusieurs années, même après la mort naturelle de Pierre, en 1466. Le chef des rebelles fut ensuite le duc de Lorraine, fils du duc d'Anjou, auquel ils offrirent aussi la couronne. Juan ne fut pas abattu par les préparatifs menaçants du duc, et dans les hostilités confuses, revenant perpétuellement sur les mêmes théâtres, il fut grandement aidé par sa vaillante épouse, qui avait été nourrie dans les dissensions civiles, et qui se plaisait sur les champs de bataille (1). L'infant Ferdinand aussi, qui devait bientôt devenir l'époux d'Isabelle de Castille, fit ici son apprentissage de la guerre. En 1468, ce prince fut déclaré roi de Sicile, et associé avec son père au gouvernement d'Aragon. En 1470, le duc mourut, tandis qu'il sollicitait des renforts de France, et délivra ainsi Juan d'un ennemi actif et formidable. Quoique les Catalans en général fussent rappelés au devoir, une faction désespérée à Barcelone préféra se soumettre au roi de France; mais Juan tira si bien parti de l'événement, qu'en peu de temps il réduisit la plus grande partie des forteresses catalanes. Au siége de Paralada, il courut un imminent danger de mort. Tandis qu'il était endormi, un détachement de cinq cents lanciers força son camp et marcha vers sa tente. Dans la confusion inévitablement causée par les ténèbres et l'attaque subite, il aurait certainement été pris ou tué, sans le dévouement de quelques serviteurs qui résistèrent aux assaillants assez longtemps pour qu'il pût monter à cheval et s'enfuir presque nu à Figueras, où se trouvait le corps principal de ses forces. Perpignan, qui avait si longtemps souffert de la rapacité des gouverneurs français, et qui voyait que Louis n'avait nullement l'intention de la rendre au roi d'Aragon, profita du voisinage du roi pour demander une garnison espagnole; mais le château, qui était trop bien situé pour être forcé, tint encore pour Louis. Paralada s'étant soumise, Barcelone seule restait en état de rébellion; elle fut investie par le roi. L'année suivante (1472), tandis que cette cité persistait dans sa défense, la province d'Ampourdan, que le duc de Lorraine avait réduite, fut recouvrée par les Aragonais. A la fin, au moyen de la clémence de Juan, qui promit de rendre un acte d'oubli pour toutes les offenses, et de confirmer les habitants dans la jouissance de leurs anciens priviléges, la place capitula, et la rébellion finit. L'année d'après, le peuple de Perpignan se souleva contre la garnison française qu'il immola, et son exemple fut suivi par les gens d'Elne, qui n'étaient pas moins dégoûtés des troupes de Louis (1).

L'on ne devait pas attendre que le roi de France supportât tranquillement la perte de ces places. Son armée marcha contre Perpignan, où Juan se jeta lui-même. Le siége fut poursuivi avec ardeur; mais l'approche

(1) Elle était fille du connétable de Castille, seconde femme de Juan et mère de l'infant Ferdinand.

(1) Rodericus Santius, *Historia Hispanica*, pars IV, cap. 34-37. Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XII-XVII. Zurita, *Anales de Aragon*, t. IV, lib. XVI-XVIII.

de l'infant Henri, venant de la Castille, détermina les Français à se retirer. Quoique la place fût investie une seconde fois, la tentative ne réussit pas davantage, et Louis, qui avait d'autres ennemis, fut forcé de suspendre ses desseins sur cette province et de consentir à la paix. Il n'eut pas plutôt les mouvements libres, qu'il se prépara au renouvellement des hostilités, et dans un temps où ses agents traitaient avec les ambassadeurs de Juan pour une pacification durable. La perfidie de son caractère fut plus manifeste que jamais, lorsqu'il retint les ambassadeurs comme prisonniers jusqu'à ce que ses préparatifs fussent achevés. Afin de tenir tête à l'orage qui s'approchait, Juan demanda du secours à son neveu Ferdinand, roi de Naples; et comme l'assistance lui fût prêtée aussitôt, il lui donna la main de sa fille Jeanne. Néanmoins Elne fut bientôt abattue par les forces énormes de Louis; Perpignan subit le même sort, et Juan, dont le fils Ferdinand était trop occupé par les troubles de Castille pour l'assister, fut contraint de consentir à une trêve; et durant le reste de son règne il ne put arracher les places perdues des mains de l'ennemi.

Par cette paix, la Sardaigne et la Sicile furent déclarées à jamais unies à la couronne d'Aragon. La dernière île jouit de la tranquillité intérieure sous l'administration de ses vice-rois ; l'autre, dans une occasion au moins, soutint son droit de rébellion ; mais les révoltés furent écrasés, et les biens de leurs chefs furent confisqués au profit de la couronne. Tandis que Juan était accablé par les Français, par ses disputes avec l'Aragon, et la rébellion de la Catalogne, nous ne devons pas être surpris que le royaume fût fréquemment ébranlé par de fortes commotions. Les nobles turbulents d'Aragon et de Valence demandaient une main ferme pour les contenir ; et toutes les fois que ce frein était relâché à cause de l'absence du roi, ils s'emportaient, se livraient à leurs guerres de parti, ou s'abandonnaient à des pillages publics, et défiaient l'autorité des tribunaux ordinaires. Quelques-uns de ces nobles entretenaient des bandes de brigands organisés. Un citoyen de Saragosse, homme d'une basse extraction, mais qui avait assez de crédit pour placer dans les emplois de la magistrature ses parents et ses créatures, et qui finit par acquérir dans la cité un pouvoir plus grand que les rois n'en avaient jamais exercé, suivit l'exemple séduisant des barons, et couvrit les grands chemins de ses hommes. Pour l'abattre, il fallut employer la ruse ; car à cette époque on aurait eu vainement recours à la force ouverte. Jacques d'Aragon, prince du sang royal, réunit quelques bandes de ces gens hors la loi, leva l'étendard de la révolte, et saisit quelques forteresses importantes. Il fut investi dans Muela par le vice-roi de Valence, pris, conduit à Barcelone, et décapité (1).

A la mort de Juan, en 1479, Ferdinand II fut immédiatement reconnu par les trois États espagnols. Comme ses transactions avec les mahométans, les Castillans, les Portugais et les Navarrais, ont été déjà rapportées, il ne reste plus qu'à signaler les faits qui n'auraient pu être classés parmi les événements de ces royaumes.

Bientôt après son avénement, Ferdinand fut naturellement avide d'obtenir la restitution du Roussillon et de la Cerdagne ; mais à ses pressantes ambassades Louis XI ne donna que des réponses évasives. Le successeur de Louis, Charles VIII, tout en désirant maintenir la bonne intelligence avec le monarque qui unissait toute l'Espagne sous son sceptre, répugnait à rendre une province dont la possession, en cas de guerres futures, serait d'un prix inestimable. Mais quand Ferdinand, indigné des faux-fuyants de Charles, commença des armements pour le recouvrement de cette frontière, le dernier, qui méditait la conquête de Naples, et qui désirait ne laisser

(1) Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XVII et XVIII. Rodericus Santius, *Historia Hispanica*, pars IV. Zurita, *Anales de Aragon*, t. IV, lib. XVIII-XX.

aucun ennemi qui pût assaillir la France durant son absence, fit évacuer Perpignan et les forteresses de la province par les troupes françaises; elles furent immédiatement occupées par des garnisons aragonaises.

La sévérité de Ferdinand, roi de Naples, avait été supportée avec peine par le peuple. Le mécontentement parut au roi de France une excellente occasion de réclamer les droits de sa famille sur ce pays, et de satisfaire une ambition qui se laissait rarement arrêter par des considérations de justice et d'équité. Il fut confirmé dans son dessein lorsque divers nobles napolitains, dégoûtés de leur maître, recherchèrent sa protection, et offrirent de l'aider dans l'acquisition d'un si beau royaume. Il y avait un autre parti, également mécontent du tyran, mais non pas aussi favorable à Charles. Ceux-ci s'adressèrent au roi d'Aragon, avec des vues analogues à celles de leurs compatriotes qui s'étaient tournés du côté du monarque français; et ce fut seulement lorsque Ferdinand eut montré quelque déplaisir à la réception de leur message, qu'ils se réunirent à son rival (1). La mort du roi de Naples, et l'avénement de son fils Alphonse en 1494, n'amenèrent aucun changement ni dans les intentions de Charles, ni sur la désaffection du peuple; Alphonse était aussi impopulaire que Ferdinand. Alarmé des préparatifs des Français, et de l'hostilité soupçonnée du pape, le nouveau roi implora le secours de son frère d'Espagne, et reçut l'assurance qu'il sollicitait. En même temps Charles envahit l'Italie par Grenoble, et marcha droit sur Rome par Pavie et Florence. Ayant forcé le pape à entrer dans ses intérêts, il continua sa route vers Naples. Alphonse, terrifié à l'approche du danger, et convaincu que ses sujets désiraient son renversement, abdiqua en faveur de son fils Ferdinand, qui, selon ses espérances, serait en état de les rallier autour de l'étendard national; puis il se retira dans un monastère de Sicile. L'espoir était vain. Les Napolitains s'enfuirent, peut-être autant par couardise que par désaffection, dès le moment qu'ils se trouvèrent en face des Français; et la capitale, avec les places fortifiées, se soumit aux envahisseurs. Frédérick se réfugia dans l'île d'Ischia.

Mais Ferdinand d'Espagne ne se tenait pas oisif. Par ses ambassadeurs à Venise il forma une ligue avec le pape, la république, le duc de Milan et le fugitif Frédérick, pour l'expulsion des Français de l'Italie. Heureusement pour la cause commune, la rapacité et l'insolence des envahisseurs avaient fait tourner aux Napolitains les yeux vers leur roi détrôné, qu'ils invitèrent à reprendre sa dignité, et à l'approche duquel ils ouvrirent les portes de la capitale et de diverses forteresses importantes. A cette époque, Gonsalvo de Cordova, le général de Ferdinand, qui avait acquis de la réputation dans les guerres de Grenade, commença sa brillante carrière. La rapidité avec laquelle il réduisit beaucoup de places fortifiées, et triompha des généraux français en rase campagne, attira l'attention de l'Europe vers cette partie de l'Italie. Ses exploits, dès la première campagne, lui firent donner la qualification du grand capitaine. Les Calabres furent bientôt arrachées aux envahisseurs, qui se trouvèrent heureux de se réfugier dans les États de l'Église jusqu'à l'arrivée des secours attendus de France. Le roi restauré ne survécut pas longtemps à ses succès. Les fatigues de la campagne le conduisirent au tombeau en 1496. Il eut pour successeur son oncle Frédérick, fils du premier roi aragonais de Naples. Gonsalvo continua ses éminents services au nouveau monarque, et le pape lui-même employa assez souvent sa valeur pour humilier les

(1) Marini Sanuti, *de Bello Gallico* (apud Muratorium, *Rerum Italicorum Scriptino*). Camillo Portio, *Congiura di baroni del regno di Napoli contra Ferdinando I*, passim. Giannone, *dell' Istora civile del regno di Napoli*, lib. VIII. Marineus Siculus, *de Rebus Hispanicis*, lib. XX-XXI. Zurita, *Historia del rey Hernando el Catolico*, t. I, lib. I-III.

ennemis temporels de l'Église. Le roi de France tenta en vain, au moyen d'une diversion, de détourner l'attention de Ferdinand des affaires d'Italie, par les puissants armements qu'il porta souvent sur le Roussillon; il trouva le roi d'Espagne préparé comme de coutume à défendre ses frontières, et à assurer la couronne sur la tête de Frédérick.

Mais Ferdinand cessa bientôt de s'intéresser en faveur de ce parent. A cette froideur croissante pour ce prince, diverses causes ont été assignées; mais la principale était l'ambition insatiable du roi, qui souvent ne prenait pas conseil de la justice. Apprenant que Louis XII, successeur de Charles, se préparait aux armes pour recouvrer le royaume de Naples, il pria ce monarque de renoncer à l'entreprise; et comme il trouva que les sollicitations étaient inutiles, il osa proposer une division de tout le royaume. Louis saisit avidement cette offre, et les spoliateurs royaux entrèrent immédiatement en négociations pour s'entendre sur leurs parts respectives. D'abord la ville et le royaume de Naples furent adjugés à Louis, les deux Calabres et les Abruzzes à Ferdinand; les revenus provenant des pâturages de la Pouille devaient être divisés entre eux. Mais des discussions donnèrent lieu à une nouvelle division. Le roi d'Espagne eut les deux Calabres et la Pouille; Naples et les Abruzzes furent attribués aux Français. Afin de maintenir l'harmonie sur d'autres points, Louis convint en même temps d'abandonner ses réclamations sur le Roussillon et la Cerdagne, et Ferdinand renonça à ses prétentions sur Montpellier. Les deux souverains envoyèrent de puissants armements pour exécuter ce pacte inique. A cette nouvelle, l'infortuné Frédérick se plaignit au monarque espagnol d'une injustice si monstrueuse. Ferdinand répondit qu'il avait fait tous ses efforts pour détourner le roi de France de l'entreprise; que, voyant toutes les instances inutiles, il avait offert même une somme considérable à cet effet, et que c'était seulement après avoir vu Louis attaché invariablement à l'entreprise, et ligué avec les puissances italiennes pour en assurer le succès, qu'il avait consenti à la division. Il ajouta qu'une telle division étant inévitable, il valait mieux que la France eût une simple part, au lieu de la totalité.

Tandis que les troupes françaises d'un côté, et le grand capitaine de l'autre, saisissaient ses provinces, Frédérick, avec un peuple aussi désaffectionné et aussi lâche que les Napolitains, était hors d'état de leur tenir tête. Comme Louis promit de lui accorder une pension proportionnée à son rang, il chercha un asile en France. A peine les armées furent en possession du pays, que leurs chefs commencèrent à se quereller sur l'étendue précise de leurs territoires respectifs. Comme chacun aspirait à s'emparer de la portion tenue par l'autre, un appel aux armes pouvait seul décider leurs prétentions. Une guerre sanglante suivit, dont on peut trouver les détails dans les histoires d'Italie de l'époque et dans l'ouvrage de Sismondi. Elle ne présente guère qu'une suite non interrompue de victoires remportées par le grand capitaine, qui triompha des vieux généraux et des armées de la France; elle se termina en 1504 par l'entière soumission du royaume aux Espagnols.

Les brillants succès du général espagnol excitèrent bientôt l'envie de quelques officiers ses compagnons, qui le représentèrent au souverain comme méditant des projets contraires à la conservation de la nouvelle conquête à la couronne de Castille. Dans les fréquents ordres qu'il reçut, il aperçut trop clairement la défiance de Ferdinand, et continua néanmoins de le servir avec la même fidélité inébranlable. En 1506, Ferdinand arriva à Naples, et sa défiance fut grandement diminuée par ses fréquentes communications avec le général. Mais comme son propre cœur lui apprenait que la vertu humaine est souvent faible, il emmena Gonsalvo avec lui en Espagne, laissant l'autorité de vice-roi entre les mains de don Ramon de Cardona.

Dans les interminables révolutions d'Italie, depuis ce temps jusqu'à la mort de Ferdinand, les alliances toujours changeantes entre le pape, l'empereur, les Vénitiens et les rois d'Espagne, et leurs résultats n'ayant eu aucune influence sur l'Espagne, nous nous abstenons de les exposer. Il nous suffit d'observer que l'Espagne conserva la possession ininterrompue de sa conquête, dont l'investiture, en 1510, fut conférée par le pape à Ferdinand comme un fief de l'Église.

Durant le règne de ce prince, l'inquisition, comme on l'a montré précédemment, fut introduite en Aragon. Cette introduction rencontra une forte opposition de la part des Valenciens et des Aragonais, et surtout de la part des habitants de Saragosse. Ayant vainement sollicité l'intervention du grand-justicier, quelques-uns des convertis les plus désespérés, dont les pères avaient été arrachés à la foi de Moïse ou de Mahomet, résolurent d'assassiner Pierre d'Arbens, chanoine de la cathédrale, et chef du tribunal de Saragosse, ainsi que l'assesseur et un autre ministre du saint-office. Leur premier dessein était d'entrer dans les appartements du prêtre, qui étaient situés dans les cloîtres de la cathédrale, et de l'immoler dans son lit. Dans ce but ils enlevèrent l'une des barres de fer de la fenêtre tournée du côté de la porte; mais, comme ils furent interrompus, ils gagnèrent le chœur, où l'on chantait les matines, espérant que leur victime y assisterait. Mais cette nuit elle ne parut pas; et les conjurés remirent l'exécution de leur dessein à la nuit suivante. Au temps fixé, entre minuit et une heure, ils entrèrent dans la cathédrale en deux troupes, par deux portes, afin de mieux échapper à l'attention, et prirent leurs postes dans les deux cloîtres opposés, ayant le chœur entre eux. Le chanoine parut bientôt, portant d'une main une petite lanterne, dans l'autre une pique; précaution qu'il avait adoptée à cause du bruit répandu que l'on attenterait à sa vie d'un moment à l'autre. Il posa l'arme contre un pilier, tandis qu'il s'agenouillait devant le grand autel. Quelques-uns des conspirateurs se glissèrent silencieusement vers ce point pour s'assurer de la pique, tandis que trois d'entre eux s'avancèrent doucement vers la victime qui tournait le dos au chœur. L'un d'eux la frappa sur le cou et s'enfuit; un autre la perça deux fois de son épée, et se préparait à lui couper la tête, lorsque, voyant le chanoine tomber avec une expression de reconnaissance, comme heureux d'être jugé digne de souffrir pour la foi, et s'apercevant que le bruit était entendu par les ecclésiastiques dans le chœur, les conspirateurs s'enfuirent précipitamment, avant que des mesures fussent prises pour leur arrestation. On trouva d'Arbens baigné dans son sang, et il fut transporté dans son lit, où il languit jusqu'à la nuit suivante. Le lendemain l'indignation de la populace rompit toutes les digues; le sang de tous les convertis aurait pu seul la satisfaire, si l'archevêque n'avait à grand'peine apaisé le tumulte. Cet horrible sacrilége n'eut d'autre effet que d'établir plus fermement l'autorité du saint-office (1).

(1) Marini Sanuti *Commentarius de bello Gallico*, p. 70-154 (apud Muratorium). Anonymus, *Storia di Napoli*, t. II, p. 306. Lucius Marineus Siculus, *de Rebus Hispaniæ*, lib. XXI. Zurita, *Historia del rey Hernando el Catolico*, t. I, lib. III.

CHAPITRE XIV.

ÉTAT POLITIQUE, CIVIL ET RELIGIEUX DE L'ESPAGNE SOUS LA DOMINATION DES ARABES.

§ Ier. ÉTAT DE L'ESPAGNE MAHOMÉTANE. — GOUVERNEMENT, RELIGION, LOIS, LITTÉRATURE, SCIENCES, ETC.

Après avoir exposé les événements les plus frappants durant la domination mahométane, nous allons présenter le tableau de la situation des divers royaumes depuis la fondation de l'État des Asturies par Pélage jusqu'à l'avénement de Charles Ier, ou, comme il est plus généralement connu, de l'empereur Charles V.

L'Espagne mahométane comprit d'abord près des neuf dixièmes de la Péninsule. Sous les vice-rois des khalifes et les successeurs immédiats du premier Abderrahman, c'est-à-dire depuis le commencement du huitième siècle jusqu'à la mort d'Almanzor à la fin du dixième, elle fut l'admiration et la terreur de l'Europe. Les revenus que les rois de Cordoue tiraient de leurs vastes possessions, de l'Andalousie, de Grenade, de Murcie, Valence, Tolède, Estramadure, des Algarves, d'un grand nombre de villes de Léon et de la Vieille-Castille, de la plupart des cités d'Aragon et de Catalogne, sans parler de l'Afrique et des îles de la Méditerranée; ces revenus étaient sans doute immenses, et l'on a vu comment l'un des premiers émirs, Jussef el Fehri, s'était appliqué à régulariser les moyens de perception, comment le système d'administration financière s'était perfectionné sous les khalifes. Par ces moyens, les souverains mahométans se trouvèrent en état de maintenir constamment non-seulement une armée effective considérable de naturels du pays, mais en outre de grands corps d'auxiliaires étrangers. Toutefois, selon Abu Bekir, ces mercenaires furent une des principales causes qui précipitèrent le déclin de cette glorieuse monarchie. L'esprit de nationalité ne fut pas détruit; il fut entretenu par les transplantations du sol primitif : les Égyptiens à Beja et à Lisbonne, les Persans à Huete, les Assyriens à Grenade, les Berberes et les Slavons dans la plupart des grandes villes, spécialement aux alentours de la cour; les habitants de Damas, d'Emessa et de l'ancienne Palestine, à Cordoue, Séville, Niebla, Medina Sidonia et Algeziras, devinrent autant de factions rivales, toutes ardentes à la poursuite du pouvoir, et toutes animées réciproquement de sentiments hostiles. Leurs querelles fréquentes entraînèrent de grands désastres dans l'État, et permirent aux aventuriers et

aux ambitieux de s'agiter dans une longue impunité. On a déjà vu comment Muza ben Zeyad, Omar ben Hafs, Calib ben Omar, et d'autres chefs rebelles, s'efforcèrent de retenir et même d'étendre leurs gouvernements. A la fin Cordoue tomba de son orgueilleuse élévation, et les gouverneurs de Tolède, Badajoz, Beja, Séville, Ecija, Malaga, Grenade, Almeria, Lorca, Murcie, Denia, Valence, Lerida, Saragosse et Huesca, aspirèrent ouvertement à une souveraineté indépendante. On sait combien de ces États furent abattus par le roi de Séville; comment le sien même, avec ceux qui survécurent, furent absorbés par Jussef, le premier empereur des Almoravides; comment, dans le déclin de cette nouvelle puissance, les gouverneurs locaux s'efforcèrent de nouveau de rétablir des royaumes indépendants; comment cette dynastie africaine fut renversée par celle des Almohades encore plus féroces; comment, dans le déclin de cette force nouvelle, les gouverneurs revinrent aux anciennes tentatives d'autorité indépendante; comment la domination maure fut ainsi circonscrite dans la région montagneuse, bornée par la mer et par une ligne tirée de Malaga par Archidona, Leja, Guardia, la Sierra de Gazoria, jusqu'aux environs de Lorca; et comment ce faible état fut limité encore successivement par les souverains de Castille, depuis Alphonse le Savant jusqu'à son assujettissement définitif par Ferdinand le Catholique.

Dans tous les États de l'Espagne, mahométans ou chrétiens, le gouvernement était absolu, mais pas despotique. Si le chrétien pouvait en appeler au code légal du pays qu'il habitait, le mahométan pouvait aussi invoquer les dispositions du Koran. Si cet appel ou cette invocation était parfois dédaigné au milieu des désordres et des violences, c'était une exception à la règle générale. A Cordoue la souveraineté était héréditaire depuis le premier et le plus grand des Abderrahman; mais il arriva aussi que l'application du droit fut un objet de dispute. Quelques-uns des cheiks et des kadis soutenaient que la proximité devait l'emporter sur la représentation; en d'autres termes, qu'à la mort du fils aîné, héritier présomptif du trône, les enfants de ce fils, comme étant éloignés de deux degrés du monarque régnant, devaient être mis de côté pour faire place au second fils, qui n'en était séparé que d'un degré. En effet, dans la plénitude de son pouvoir, sous l'empire de ses affections, Abderrahman fit déclarer pour son successeur Hischem, son plus jeune fils; mais, après sa mort, beaucoup de chefs de l'État, frappés de l'injustice de cet acte, embrassèrent la cause des princes exclus. Les commotions qui résultèrent de l'incertitude de la succession entre la proximité et la représentation conduisirent à l'ordre légitime, à l'exclusion des frères du roi décédé devant le petit-fils (1).

Le premier personnage en dignité après le roi était le hageb ou premier ministre, qui exerçait un pouvoir sans contrôle au nom et par l'autorité de son maître. Puis venait le wali ou gouverneur d'une grande cité ou d'une province, qui avait ordinairement un ou plusieurs wesirs ou lieutenants, selon l'étendue de son territoire. L'alkaid ou gouverneur d'une forteresse ou ville fortifiée avait aussi son wesir. C'étaient là les trois principaux dignitaires séculiers qui formaient le conseil du prince. Le kadi ou juge était aussi fréquemment admis, mais en général quand le sujet de la délibération concernait l'administration de la justice. Lorsque des points douteux de la loi devaient être discutés, l'iman, ou chef de chaque mosquée, entrait comme membre dans le conseil; et pour la même raison l'alfaki, docteur de la loi, était souvent présent. Telles étaient les principales dignités du royaume, car, quoiqu'il y eût un émir de la mer, la place n'était point permanente. C'était plutôt un titre qu'une réalité. Il y avait en outre divers officiers distingués du palais; mais comme c'é-

(1) Voyez Casiri, *Bibliotheca Arabico-Hispana*, t. II. Masdeu, *España Arab.* Conde.

taient en général les mêmes que l'on peut trouver dans les établissements domestiques de tous les princes mahométans; il n'est besoin de rappeler ici ni leurs noms ni leurs fonctions (1).

Comme les lois des mahométans sont fondées sur leur religion, et comme une certaine connaissance de cette religion est nécessaire pour que l'on comprenne la condition de la société mahométane, nous n'avons pas besoin de nous excuser de signaler quelques doctrines et quelques prescriptions du Koran, quelques opinions de ses docteurs, qui peuvent éclairer le sujet. C'est au Koran même, à l'excellent discours préliminaire du savant traducteur Sale, et à la *Bibliothèque orientale* de d'Herbelot, que nous avons emprunté la plus grande partie de ce qui va suivre.

L'islam (2) consiste en deux grandes branches : *imam*, la foi ou théorie, et *din*, religion ou pratique. La première embrasse la doctrine, la seconde les devoirs des musulmans. Six objets de la foi : Dieu, ses anges, sa parole, ses prophètes, la résurrection, le jugement et la prédestination. Les points de pratique ou de vertu active sont au nombre de quatre, les prières, les aumônes, le jeûne et le pèlerinage (3).

1° L'islam est fondé sur une vérité sublime, éternelle, il n'y a de Dieu que Dieu, et par conséquent sur une fausseté irrécusable, Mohammed est le prophète de Dieu.

2° Celui qui nie l'existence des anges ou soutient qu'ils ont quelque distinction de sexe est un infidèle. Leurs corps purs et subtils sont créés du feu; ils ne mangent ni ne boivent; leur emploi est de prier Dieu, d'inscrire les actions des hommes, de porter le trône du Très-Haut. Quatre de ces esprits ont la prééminence parmi eux : Gabriel, ou l'ange des révélations, qui se charge d'écrire les divins décrets; Michael, l'ami des juifs; Azrael, l'ange de la mort; Israfil, qui sonnera la trompette du dernier jour. Chaque homme a deux anges gardiens qui l'accompagnent alternativement, tenant un terrible compte non-seulement de ses actions, mais de ses pensées. Éblis ou Satan fut jadis le plus éclatant des êtres célestes; mais il tomba pour avoir refusé de rendre hommage à Adam. Les jin ou geni, qui sont aussi créés du feu, mais d'une substance plus grossière, participent un peu de la nature des anges; ils mangent, boivent, propagent leur espèce, et sont en outre soumis à la mort. Quelques-uns sont bons, d'autres mauvais, selon l'effet de leur propre volonté libre; car, de même que les hommes, ce sont des créatures mises à l'épreuve (1).

3° A diverses périodes du monde, Allah a fait ses écrits ou ses révélations, montant à cent quatre connus de l'humanité. Dix furent communiqués à Adam, cinquante à Seth, trente à Édris ou Énoch, dix à Abraham, et les quatre autres, qui sont le Pentateuque, les Psaumes, l'Évangile et le Koran, à Moïse, à David, à Jésus et à Mohammed. A tous ces écrits on devrait croire, s'ils subsistaient encore; mais les cent premiers sont perdus; et quant aux quatre autres, leur texte, à l'exception de celui du Koran, a été tellement altéré par les juifs et les chrétiens, qu'il est impossible de dire quelle portion est la parole réelle de Dieu (2).

4° Le nombre des prophètes a été prodigieux; il ne s'élève pas à moins de cent vingt-quatre mille. Parmi eux, trois cent treize furent apôtres, envoyés avec une mission spéciale pour arracher l'humanité à l'erreur; et de ces trois cent treize, six,

(1) D'Herbelot, *Bibliothèque orientale*.

(2) *Islam* ou *eslam* signifie une entière soumission et résignation du corps et de l'âme à Dieu. D'Herbelot.

(3) D'Herbelot, *Bibliothèque orientale*, art. *Imam*, *Islam*, etc. Sale, *Discours préliminaire*.

(1) *Koran*, ch. 2, 7, 10, 35, 72, 74. D'Herbelot, *Bibliothèque orientale*, art. *Eblis*, *Azrael*, etc. Sale, *Discours préliminaire*.

(2) Les mêmes autorités.

Adam, Noé, Abraham, Moïse, Jésus et Mohammed, ont apporté des lois nouvelles. La dernière est la plus parfaite; elle est définitive (1).

5° La résurrection, le jugement et l'état futur occupent une place importante dans la croyance de l'islam. Mais l'état intermédiaire doit être d'abord considéré. Lorsqu'un cadavre est déposé dans le tombeau, il est reçu par un ange qui l'avertit de l'approche des deux ennemis ou noirs démons appelés Moukir et Nakir. Ceux-ci lui ordonnent de se dresser debout, l'interrogent sur l'unité de Dieu et la mission de Mohammed. Si ses réponses sont orthodoxes, son cadavre est visité, jusqu'à la résurrection, par les brises venues du ciel. Si, au contraire, il s'écarte de la foi, il est immédiatement frappé sur les tempes avec des masses de fer, jusqu'à ce qu'il rugisse de douleur, de manière à être entendu de l'Orient à l'Occident par toutes les créatures, les hommes et les geni exceptés. Ce n'est pas encore là le pire de ses maux. La terre pèse ensuite de tout son poids sur le corps qui doit être rongé jusqu'à la résurrection générale par quatre-vingt-dix-neuf dragons, armés chacun de sept têtes. L'âme d'un homme bon, d'un vrai croyant, est séparée doucement du corps par Azrael; elle est arrachée violemment si elle appartient à un méchant. Son état est l'objet de beaucoup de disputes. L'on convient que l'âme d'un prophète est admise de plein saut dans le paradis, et que l'âme d'un martyr entre dans le gosier d'un oiseau vert qui mange des fruits et boit des eaux du ciel. Mais où les esprits des croyants passent leur *berzakh*, ou leur état intermédiaire, voilà qui est moins clair. Selon les uns, ils restent près du sépulcre, mais avec la liberté de visiter le lieu qui leur plaît; d'autres disent qu'ils sont avec Adam dans le ciel inférieur; une troisième opinion veut qu'ils habitent le puits Zemzem; une quatrième, qu'ils demeurent près de leurs tombeaux durant sept jours seulement, pour aller ensuite où personne ne sait; une cinquième, qu'ils soient cachés dans la grande trompette d'Israfil; une sixième, qu'ils demeurent sous la forme d'oiseaux blancs, sous le trône d'Allah. Quant aux âmes des méchants, voici l'opinion orthodoxe: On les présente au paradis, d'où elles sont rejetées, puis à la terre, qui les refuse; alors elles sont emportées à la septième terre, et plongées dans un donjon appelé Sajin, situé sous le rocher vert, ou sous la mâchoire du diable, où elles sont tourmentées jusqu'au jour du destin (1).

Le temps de la résurrection n'est connu que de Dieu. Gabriel lui-même, qui pénètre dans l'esprit divin plus que nulle autre créature, a reconnu qu'il n'en savait rien. Ce moment doit être précédé par divers signes, parmi lesquels: 1° le lever du soleil à l'Occident; 2° l'apparition d'une grande bête qui s'élèvera de terre sous le temple de la Mecque ou sur le mont Safa, ou dans le district de Tayef, ou en quelque autre lieu. Selon une opinion, cette bête doit avoir soixante coudées de haut, et sa tête seule de la terre atteindra les nuages. Ce monstre aura le bouquet de barbe d'un taureau, les yeux d'un cochon, les oreilles d'un éléphant, les cornes d'un cerf, le cou d'une autruche, le poitrail d'un lion, le dos d'un chat, la queue d'un bélier, les jambes d'un chameau, la voix d'un âne, et la couleur d'un tigre. Il aura la baguette de Moïse et le cachet de Salomon; avec la première, il marquera les fidèles du

(1) D'Herbelot, *Bibliothèque orientale*.

(1) *Koran*, ch. 28, 79, etc. Sale, *Discours préliminaire*, p. 100. D'Herbelot, art. *Nakir*, *Monkir*, etc. Ces opinions ont un rapport frappant avec celles des juifs: « Lorsque l'ange de la mort est assis dans le tombeau, l'âme entre dans le corps et l'enlève sur ses pieds. L'être enlevé est alors examiné, puis frappé par l'ange avec une chaîne moitié en fer rouge, moitié de feu. Le premier coup détache les membres, le second sépare les os, qui sont recueillis par les anges; le troisième réduit le corps en poussière et en cendres. » Rab. Elias, in *Tishbi*, et Buxtorf, *Synag. judaic.*, et *Lexicon Talmud.*

mot *mûmen* (vrai croyant) ; avec le cachet, il notera les infidèles du mot *cafir* (mécréant), afin que chaque personne puisse être connue pour ce qu'elle est réellement. 3° La venue de l'Antechrist, qui doit être suivi des juifs (1). 4° La descente de Jésus, qui embrassera l'islam, se mariera et aura des enfants, et qui durant son existence sur la terre tuera l'Antechrist. 5° La guerre avec les juifs, qui seront presque tous exterminés. 6° L'irruption de Gog et de Magog, appelés Yajul et Majul, à la tête de myriades infinies de sectateurs, qui seuls videront le lac de Tiberias; mais tous seront détruits (2). 7° La venue du grand Mehedi, qui remplira la terre de justice. 8° Un grand vent qui balayera tous ceux qui ont la foi égale à un grain de semence de moutarde. Lorsque le temps de la résurrection sera proche, la trompette retentira trois fois. Le premier son, appelé « de la consternation, » remplira de terreur tous ceux qui l'entendront, dans le ciel comme sur la terre, excepté quelques hommes qu'Allah en préservera. Il ébranlera la terre, renversera les édifices et les montagnes, fera dissoudre les cieux, obscurcira le soleil, détachera les étoiles de leurs sphères, desséchera la mer. Le second, appelé « de l'exanimation, » détruira toutes les créatures dans le ciel et sur la terre, à l'exception d'un petit nombre que Dieu préservera de ce destin. Au bout de quarante jours sonnera le dernier coup, soufflé par Israfil, qui, comme Gabriel et Michael, aura été relevé de la mort. Il se tiendra près du temple de Jérusalem, et apellera dans sa trompette toutes les âmes des hommes, pour les renvoyer ensuite, par son souffle, comme des abeilles, remplissant l'espace entre la terre et le ciel, tourbillonnant autour de leur corps, que la terre laissera monter de son sein. Ces corps seront enlevés par l'effet d'une pluie d'eau de quarante années. Le jour de la résurrection et du jugement durera, selon quelques-uns, mille années ; selon d'autres, cinq mille. Tout se dressera, anges, geni, hommes, animaux. Le genre de résurrection sera différent : les bons se lèveront en honneur et en espérance, les méchants dans la disgrâce et le désespoir. Les hommes se dresseront nus (1) comme ils sont sortis du sein de leurs mères. D'après la tradition, tous seront divisés en trois classes : ceux qui marchent, ceux qui courent, ceux qui rampent. Les premiers sont les croyants, dont les bonnes œuvres sont en petit nombre ; les seconds, ceux qu'honore Allah, qui, en les tirant du tombeau, les pourvoira d'animaux ailés ayant des selles d'or ; les troisièmes sont les infidèles. Une autre tradition divise les réprouvés en dix classes : les singes, ou ceux qui professent la croyance des *zend* ; les cochons, qui se sont vautrés dans un lucre immonde ; les monstres, avec leurs têtes renversées et leurs pieds contournés, qui sont les usuriers ; les juges aveugles ou injustes ; les sourds et les muets, ou ceux qui se glorifient dans leurs propres actions ; les langues trompeuses, ou les alfakis dont les actions sont en désaccord avec leurs paroles ; les êtres sans tête ou pieds, ceux qui ont injurié leurs voisins ;

---

(1) Le nombre entier des signes, tels que les a recueillis Pocock, est de vingt-cinq. Quelques-uns, comme la prise de Constantinople ont déjà paru, circonstance qui doit bien troubler l'ingénuité des fakirs.

(2) De Gog et de Magog, comme les appellent les Hébreux, il y a des récits prodigieux dans les histoires arabes. Leur peuple, car chacun a donné le nom à une nation fabuleuse, sont confinés par les barrières du Caucase ; mais se précipiteront un jour pour détruire le pays. Les autorités citées par d'Herbelot les exilent beaucoup plus loin au nord. Comme le suppose ce savant auteur, ce sont peut-être les Hyperboréens des Grecs.

(1) Ayesha, la plus chère des épouses du prophète, exprime sa répugnance modeste à se voir forcée de contempler un tel spectacle ; mais le prophète lui dit avec sincérité : « Hommes et femmes auront la vue trop obscurcie pour y faire attention. »

ceux qui sont attachés à des poteaux ou à des troncs d'arbres, ou les faux accusateurs ou informateurs; les pourris, ceux qui se sont abandonnés aux passions sensuelles; et ceux qui sont enveloppés de poix sont les orgueilleux, les vaniteux et les injustes. La place du jugement est douteuse; ce sera peut-être la Syrie, ou un nouveau monde. Lorsque les hommes se seront levés, ils seront rangés en ordre par les anges, jusqu'à l'apparition d'Allah, le juge équitable; et durant cette attente, ils seront tourmentés, justes ou injustes, mais à des degrés très-différents. Les membres des premiers brilleront, les formes des autres deviendront noires; et tandis que les tortures des premiers passeront après qu'ils auront récité certaines prières, celles des autres deviendront plus cruelles. Les méchants se couvriront d'une sueur abondante, qui, après avoir ruisselé de leurs corps, montera ensuite de terre à leurs genoux, à leur ceinture, à leur cou, à leurs oreilles, selon la proportion de leurs fautes; et le soleil, qui sera poussé à un mille de distance de leur face, les pénétrera si fortement de ses rayons, que dans leur crâne on entendra bouillir les humeurs comme dans un pot. A ces tourments il faut ajouter la faim, la soif et la misère, en sorte qu'ils s'écrieront: «Seigneur, délivrez-nous de cette torture, dussions-nous être envoyés dans le feu de l'enfer!» Lorsqu'Allah descendra, tous les prophètes, à l'exception de Mohammed, déclineront la tâche de l'intercession. A ce jugement définitif, à chaque personne sera délivré un livre contenant toutes les actions de sa vie; le juste le recevra dans sa main droite, et en fera la lecture avec satisfaction; le méchant le prendra dans sa main gauche, qui lui sera liée sur le dos, tandis que la droite lui sera attachée au cou. Alors une immense balance sera apportée et tenue par Gabriel, un plateau suspendu au-dessus du paradis, un autre au-dessus de l'enfer. Dans les plateaux seront jetés les livres des actions des hommes; et si le plateau des bonnes œuvres l'emporte, l'individu sera sauvé; s'il monte, il sera condamné. Ce n'est pas tout: l'homme qui a été injurié par un autre recevra quelque chose des mérites de l'offenseur, et l'offenseur prendra de son côté une part dans les torts de l'offensé. Les brutes seront réduites en poussière; les geni mécréants seront précipités en enfer, et la portion fidèle sera admise, non pas encore dans le paradis, mais sur ses heureuses limites (1).

Lorsque les épreuves seront passées, méchants et bons devront traverser *Alsirat*, le pont plus mince qu'un cheveu, et anguleux comme le tranchant d'un sabre, qui est suspendu sur les abîmes de l'enfer. Le juste y passera en sûreté, le méchant tombera dans le sombre gouffre. L'enfer est divisé en sept régions successives, s'enfonçant toujours plus avant dans l'abîme immense. La première, appelée *gehenna*, est la demeure des musulmans qui crurent en Dieu, mais dont les œuvres ne répondirent pas à leur foi; ceux-ci seront purifiés par la souffrance, et à la fin délivrés de leurs tourments. La seconde est pour les juifs, la troisième pour les chrétiens, la quatrième pour les sabéens, la cinquième pour les mages, la sixième pour les idolâtres, la septième pour les hypocrites. Chacune d'elles sera sous une garde de démons, au nombre de dix-neuf, mais de nulle on ne pourra jamais sortir. Les tourments supportés par chaque

(1) Le *Koran*, dans une infinité de chapitres. Sale, discours préliminaire, p. 101, 120. D'Herbelot, *Bibliothèque orientale*, articles *Jayioug*, *Mehedi*, etc. La relation étroite de ces notions avec les superstitions des rabbins juifs devra frapper fortement le lecteur instruit. Un livre qui, avec une manière populaire, tracerait les obligations des Arabes envers les Juifs, des Juifs envers les Persans et les Syriens, et l'analogie qui se trouve entre les divers passages de leurs Écritures, serait curieux et probablement utile. Pour un tel ouvrage, il y a d'abondants matériaux dans le *Talmud*, les *Targumes*, les commentaires des rabbins suivants, et dans les œuvres d'hommes tels que Seldem, Buxtorf, Pocock et Hyde.

individu seront en exacte proportion avec ses méfaits ; les plus doux même, dans la première région, seront ceux par lesquels le patient aura les pieds dans des souliers de feu, et où la chaleur sera si intense qu'il sentira bouillir son crâne comme un chaudron. Le séjour du mauvais croyant dans la géhenne n'excédera pas sept mille ans, et ne sera pas moindre de neuf cents. Entre l'enfer et le paradis est située une limite élevée, qui est aussi habitée par ceux qui ont été enclins à la dispute. Quelques docteurs pensent que c'est une sorte de limbes, où les âmes des patriarches, des prophètes et des saints demeureront jusqu'à la résurrection; d'autres que c'est un lieu habité par des hommes dont les bonnes œuvres se balancent exactement avec les mauvaises, en sorte qu'aucun des deux plateaux ne l'emporte. Mais on nous apprend qu'au jour du jugement ces êtres auront la permission de faire un acte d'adoration qui fera pencher le plateau contenant les mérites (1). Quelques personnes, au contraire, disent que l'espace intermédiaire est habité par des hommes qui sont partis pour la guerre sans la permission de leurs parents et sont morts pour la foi, et par ceux qui ont été précipités du ciel pour leur désobéissance (2). Lorsque les justes auront passé le terrible pont, ils boiront d'abord à l'étang du Prophète, qui est alimenté par les bras de l'une des rivières du paradis, et dont les eaux sont plus blanches que le lait, plus parfumées que le musc, et plus douces que le miel. La demeure des bienheureux est dans le septième ciel, immédiatement au-dessous du trône d'Allah. Le sol est de la plus fine fleur de farine de froment, de musc ou de safran ; les murailles des édifices sont d'or ou d'argent, et les troncs des arbres sont d'or. De ces arbres, le plus fameux est le Tuba, ou l'arbre du bonheur (1), dont une branche atteint à la demeure de chaque vrai croyant, quoique le tronc soit planté dans le palais de Mohammed. Il est chargé des fruits les plus délicieux, qui s'avancent spontanément vers la main de celui qui désire en manger. Bien plus, telles sont ses vertus, que si les bienheureux habitants désirent quelque nourriture, ou du gibier, ou des oiseaux, tout cela se trouve à l'instant disposé pour leur usage ; s'ils veulent des vêtements, les plus splendides se trouvent sous leurs mains ; s'ils souhaitent un cheval, il arrive en un clin d'œil, tout harnaché. Cet arbre est si vaste, que le plus habile cavalier, dans cent années, serait incapable de galopper d'une extrémité à l'autre. La rivière du paradis, roulant du lait ou du miel, sort des racines du Tuba. Mais que sont toutes ces gloires, comparées avec les Huraloyun, ou les filles aux yeux noirs du paradis, qui sont créées non de boue, mais du musc le plus pur, et pour les plaisirs des fidèles ? Dégagées des impuretés des femmes mortelles, enveloppées de la plus sévère modestie, passant leur temps dans l'immense pavillon de perles creuses, elles attendent l'arrivée des époux qui leur sont destinés. A peine l'un des fidèles touche à la porte du paradis, qu'après avoir bu d'une fontaine et s'être baigné dans une autre, il est accosté par de belles jeunes filles, dont l'une porte de joyeuses nouvelles à ses futures compagnes. En même temps un ange jette sur lui la robe du ciel, tandis qu'un second place un anneau à chacun de ses doigts. Le degré de bonheur qu'il est destiné à goûter dépendra du degré de ses mérites. La place la plus éminente sera assignée aux prophètes, la seconde aux martyrs, la troisième aux docteurs et aux apôtres de la vérité, la quatrième à la grande masse des fidèles sauvés. Le dernier des croyants aura sa demeure séparée, avec soixante-douze femmes, outre celles qu'il avait sur la terre,

(1) De là la prière d'être délivré du tourment de *gehenna*.

(2) La meilleure description de l'Araf est dans les paroles de sa vie, qui paraît un enfer aux bienheureux et un paradis aux damnés.

(1) L'arbre de vie de l'Écriture.

et quatre-vingt mille domestiques. Selon une autre tradition, à ses repas il sera entouré par trois cents de ses serviteurs, qui placeront sur la table trois cents plats d'or, chacun contenant différents mets tous également exquis; et dans un aussi grand nombre de vases il boira des liqueurs également différentes les unes des autres; et alors le vin, cette liqueur enivrante défendue ici-bas, ne le sera pas dans le ciel, où elle n'a pas une telle propriété; son goût délicieux surpasse toute description. Afin d'augmenter la mesure de la félicité par toutes les jouissances possibles de la table ou des houris, la capacité de chaque vrai croyant sera centuplée, et jamais il n'éprouvera la satiété. Toutes les émanations du corps seront emportées par un souffle plus doux et plus odoriférant que le musc. La magnificence du vêtement et des meubles ne peut se concevoir. En résumé, aucun des sens ne manquera de ses jouissances particulières. Si l'oreille doit être satisfaite par la musique, non-seulement elle sera frappée par le chant des oiseaux du paradis, et par celui d'Israfil qui a la plus douce voix de toutes les créatures de Dieu, mais par l'harmonie des arbres mêmes, qui célébreront les louanges divines avec une merveilleuse mélodie. Bien plus, des cloches attachées aux arbres seront mises en mouvement par une brise légère venant du trône d'Allah, toutes les fois que le bienheureux désirera cette récréation, et le bruissement des branches d'or produira une harmonie dont l'imagination ne peut se former une idée.

Mais ce ne sont là que les communes jouissances de la région céleste réservée aux plus humbles des fidèles, à ceux qui habitent le quatrième degré du bonheur; que seront les honneurs et les délices de ceux qui auront une part plus précieuse de la faveur de Dieu! Ils ne peuvent être décrits. L'un des plus ineffables est le privilége de contempler la face divine la nuit et le matin (1); et c'est là cette pleine et parfaite bénédiction, en comparaison de laquelle tous les délices sensuels s'évanouissent et se perdront en effet dans l'oubli (1).

6° Le dernier grand article de foi est la prédestination, qui place toutes les actions humaines sous une inévitable nécessité, et par conséquent fait Dieu l'auteur du péché et de la misère. La conciliation de la justice céleste avec le libre arbitre de l'homme a bien embarrassé les alfakis, dont les interminables et subtiles disputes ont longtemps déchiré le monde mahométan (2).

Telles sont les principales doctrines imposées à la foi des sectateurs du prophète. Maintenant nous allons signaler rapidement les devoirs fondamentaux, qui sont au nombre de quatre, ainsi que nous l'avons observé précédemment.

1° Sous le titre *prière* sont aussi comprises l'ablution et la purification, qui sont les

(1) L'auteur du *Tefsir Keber* dit que, lorsque les âmes saintes sont éclairées dans la béatitude des rayons de la lumière divine, leur substance est entièrement pénétrée de la splendeur de ce qu'elles connaissent, et c'est le premier degré de la félicité, qui s'exprime par ces paroles du verset *Jerzecoun* : Ils sont pourvus abondamment. D'Herbelot.

(1) Le *Koran*, dans une multitude de chapitres, trop nombreux pour être cités, parmi lesquels les chapitres 2, 7, 10, 15, 40, 63, etc. D'Herbelot, art. *Alaraf Jennah*, *Akhrat Jehennem*. Sale, *Discours préliminaire*, p. 120, 133. Ce dernier auteur doit beaucoup à d'Herbelot, et beaucoup à Maracci. Prévoyant que le sage dédaignerait ces jouissances sensuelles, Mahomet fut forcé de faire entrer la vision céleste dans sa part de bonheur. Mais cette vision spirituelle est peu comprise par le musulman.

Comparez la description ci-dessus de l'enfer, du purgatoire et du paradis, avec Hyde, *de Religione veterum Persarum*, p. 182, 246, 402, etc., et avec la partie correspondante du *Talmud*, où l'on verra combien l'auteur du *Koran* doit aux superstitions mages et juives.

(2) *Koran*, ch. 2, 3 et 4. D'Herbelot, art. *Cadha*. Sale, comme ci-dessus. D'Herbelot est très-complet sur la prédestination; nous renvoyons à son grand ouvrage.

préparations nécessaires. De ces ablutions la première est une immersion totale du corps, qui est nécessaire après la copulation charnelle, après que l'on s'est approché d'un cadavre; dans les femmes, après les fluxions menstruelles, ou après leurs couches. La seconde est la plus ordinaire; il s'agit seulement de se laver la figure, les mains et les pieds avant la prière, pour quelque cause et en quelque lieu que cette prière soit offerte au ciel. Si l'on ne peut se procurer d'eau, on pourra se servir de sable. L'on concevra facilement que cette forme, quoique obligatoire, est simplement un symbole de la pureté intérieure. Quant à la prière elle-même, c'est un devoir si nécessaire, qu'elle est appelée la colonne de la religion et la clef du paradis. Elle se présente cinq fois dans les vingt-quatre heures : 1° avant le lever du soleil; 2° au milieu du jour, comme le soleil commence à décliner; 3° dans l'après-midi; 4° après le coucher du soleil; 5° avant la première veille de la nuit. A ces moments les crieurs montent sur la tour, et d'une voix retentissante appellent les fidèles à leurs dévotions. Tandis qu'ils se livrent à cet exercice, tous les visages doivent être tournés du côté du temple de la Mecque. Là toute pompe humaine doit être déposée, et aucune femme ne doit être admise, de peur qu'il ne s'élève d'autres pensées que celles convenables au lieu où l'on se trouve.

2° L'aumône est de deux espèces, légale et volontaire. La première est d'obligation indispensable; elle se donne avec cinq objets, troupeaux, argent, grains, fruits, marchandises. La proportion est ordinairement d'un quatorzième; mais, lorsqu'un homme obtient beaucoup plus que ce qui est nécessaire pour soutenir décemment sa famille, il doit donner un cinquième, non pas de son gain, mais de ce qu'il possède, en aumône. A la fin du Ramadan, tout moslim qui n'est pas pauvre jusqu'à la misère doit donner une mesure de froment ou de quelqu'autre grain pour lui-même, et autant pour chaque membre de sa famille. Les aumônes volontaires ont un grand mérite : « La prière, dit le khalife Omar Ebn Abdelasis, nous conduit à moitié chemin du ciel; le jeûne nous amène à la porte; les aumônes nous procurent l'admission. »

3° Le jeûne implique non-seulement l'abstinence de nourriture, mais de toute jouissance, de tout péché, même en pensée, de la considération de tout objet excepté Dieu. Durant tout le mois de Ramadan, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, le jeûne est obligatoire; les jeûnes volontaires ont un grand mérite.

4° Le pèlerinage à la Mecque est tellement essentiel au salut, dit-on, que celui qui meurt sans l'avoir entrepris se trouve à peu près dans la même situation qu'un infidèle. Nous ne pouvons entrer dans les cérémonies observées à cette occasion : on peut les trouver décrites dans des ouvrages faciles à consulter (1). Outre ces pratiques, il y a plusieurs préceptes négatifs dans le Koran. Parmi ceux-ci se trouve la prohibition bien connue du vin; cependant, dans toutes les contrées mahométanes, on en a fait un usage modéré à la vérité, à l'exception des rigides observateurs qui forment toujours une faible proportion. Sous ce titre, le tabac et l'opium ont été signalés par de récents casuistes comme virtuellement compris dans la prohibition. Le sang et la chair de porc, ainsi que la chair de tout animal mort de maladie ou par accident, sont également défendus. La prohibition contre le jeu est mieux observée, du moins par les classes les plus recommandables de la société; mais il y a eu et il y a encore une dispute pour savoir si le jeu d'échecs n'est pas légitime. La raison pour laquelle la plupart des docteurs l'exemptent de la prohibition, c'est que ce n'est pas un jeu de hasard, mais d'habileté. Tous les mahométans s'y livrent sans scrupule, à l'exception des rigides observateurs. La divination et l'usure sont aussi défendues (2).

(1) Les mêmes autorités.

(2) *Koran*, ch. 2, 3 et 5, etc. D'Herbelot, art. *Scherabe*. Sale, sect. v.

Mais la partie la plus importante de notre sujet actuel concerne les lois et les institutions civiles du Koran. La jurisprudence des mahométans est entièrement fondée sur ce livre, absolument comme celle des Juifs sur le Pentateuque. La poligamie est déclarée par les docteurs mahométans une institution légitime et même morale ; mais la licence a ses limites. Selon les paroles expresses du Koran, aucun homme ne peut avoir plus de quatre femmes, épouses ou concubines; mais beaucoup de moslims entendent ce point comme une recommandation, et non pas comme une prescription. Il est certain que l'interprétation usuelle limite le nombre des épouses à quatre, mais laisse celui des concubines indéfini. Aussi, tout en se bornant aux quatre épouses, les riches et les grands se dédommagent amplement en remplissant leur harem des beautés les plus choisies sous le titre de concubines. Heureusement pour la paix domestique et pour les affections humaines, c'est là un luxe qui est refusé aux pauvres, c'est-à-dire aux quatre-vingt-dix-neuf centièmes du monde mahométan, qui n'ont qu'une épouse, et qui sont incapables pour la même cause d'entretenir des esclaves femelles. Toutefois, conformément aux facilités sensuelles de cette religion brutale, l'homme le plus fort peut se procurer une grande variété de femmes au moyen du divorce; il peut dans un moment ou dans l'autre répudier son épouse pour une cause quelconque ou sans motifs; sa propre volonté suffit. Mais l'épouse n'a pas le même privilége; elle ne peut quitter son mari sans de bonnes raisons, telles que les mauvais traitements, le défaut d'entretien convenable, la négligence du devoir conjugal, l'impuissance de nature; et même dans ce cas elle perd son douaire. Lorsqu'elle a divorcé, elle doit laisser écouler trois mois avant de pouvoir contracter un autre mariage; et si elle est enceinte, elle peut rester dans la maison de son mari jusqu'à sa délivrance. Si au temps de la répudiation elle a un enfant, elle doit le nourrir jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de deux ans, avant qu'il lui soit permis de se remarier ; dans ce cas la mère et l'enfant sont entretenus aux dépens du ci-devant époux (1).

Au commencement du mahométisme, la débauche était sévèrement punie ; les deux coupables étaient étroitement renfermés, et on les laissait périr. Il fut ensuite ordonné par la Sonna (2) que l'épouse adultère serait lapidée ; si c'était une femme libre qui péchait avec un homme, elle devait recevoir cent coups de fouet, puis être bannie pendant un an. Une esclave convaincue du crime subissait seulement la moitié de la punition, c'est-à-dire cinquante coups et six mois de bannissement. Pour la conviction il fallait quatre témoins compétents ; et si le dénonciateur ne pouvait appuyer son accusation, il devait recevoir quatre-vingts coups, être tenu pour infâme. La simple fornication était punie de cent coups de fouet (3).

Les lois concernant l'héritage ont de fréquentes affinités avec celles des Juifs. La règle générale est qu'un fils doit avoir deux fois autant qu'une fille. Le même principe s'applique aux autres héritiers plus éloignés ; mais il y a des exceptions spéciales : ainsi, quand un homme lègue une portion de sa propriété à des parents, frères ou sœurs, établissant une division égale. Les enfants des concubines et des esclaves sont légitimes comme ceux nés du mariage. Le Koran ne reconnait pas de bâtards, excepté les enfants qui sont nés de femmes publiques ; alors le père réel ne peut être déterminé.

(1) *Koran*, chap. 2 et 4, etc. Sale, sect. VI, p. 167.

(2) Ce mot arabe signifie proprement ce que les Hébreux appellent *mishnah*, la seconde loi, ou la loi orale, qui n'a pas été écrite par le législateur, et qui est tirée seulement de ce qu'il a dit ou fait, et conservée traditionnellement par des personnes autorisées. D'Herbelot.

(3) Les mêmes autorités comparées avec les lois des Juifs, dans le *Lévitique*, ch. 15, dans le *Deutéronome*, ch. 22, et Seldem, *Uxor Hebraica*, l. III, ch. 11 et 12.

Lorsque le testateur fait un acte de volonté écrit, deux témoins sont nécessaires. En général, un homme est forcé de laisser son bien à sa famille, à l'exception d'une portion raisonnable qu'il peut destiner à des usages charitables; et la charité est en si haute estime parmi les sectateurs de cette croyance, que, si un homme meurt sans faire une disposition de cette nature, on s'attend à voir ses héritiers donner quelque chose aux pauvres et aux orphelins (1).

Les contrats privés exigent deux témoins mâles, ou un mâle et deux femelles; ou, lorsqu'il n'y a pas d'écrivain sous la main pour rédiger un acte, le débiteur doit donner un gage; si le vendeur ne prend ni écrit ni gage, il ne peut insister sur sa créance (2).

Le meurtre prémédité n'est pas nécessairement punissable de mort. Les plus proches parents peuvent accepter une composition, ou insister sur l'exécution du coupable; mais, dans le premier cas, il faut en outre qu'un moslem soit racheté de captivité. L'homicide par accident est soumis à une peine presque aussi grave : le malheureux auteur du fait est obligé de racheter un captif, et de payer une amende aux parents du mort. S'il est trop pauvre pour faire l'un ou l'autre, il doit jeûner deux mois (3). L'amende pour le sang d'un homme est élevée très-haut par la Sonna, à cent chameaux; mais hors de l'Arabie une certaine somme pouvait être substituée, à la discrétion du kadi. D'autres injures étaient expiées par de l'argent, ou punies par la loi du talion : de là l'expression : « Œil pour œil, et dents pour dents. » Sans doute originairement l'application de la loi était péremptoire, mais dans la suite la puissance de l'offenseur ou l'avidité de l'offensé purent la modifier. Pour des crimes d'un ordre moins grave, la punition habituelle est le bâton : de là le proverbe, « que cet instrument est descendu du ciel, tant est grande son efficacité à réprimer les tendances rebelles de la nature humaine. » Le vol est puni par la perte de la main; mais la Sonna défend d'infliger un si dur châtiment, lorsque l'objet volé est au-dessous d'une certaine valeur. Parmi les institutions de la loi civile peut être compris le devoir de faire la guerre aux infidèles, déclaré d'un haut mérite aux yeux de Dieu. En effet, ceux qui succombent dans une telle lutte sont appelés martyrs, et on leur promet libre entrée dans le paradis.

Aussi quelques théologiens appellent l'épée la clef du ciel; et une nuit employée à la défense du territoire moslem est supérieure aux yeux d'Allah à deux mois de jeûne. Dans l'enfance de cette croyance, tous les captifs étaient voués à la mort; mais l'humanité recula bientôt devant cet égorgement continuel, et lui substitua l'esclavage. Quand les moslems déclarent la guerre aux infidèles, on leur recommande de faire trois offres, le Koran, le tribut ou l'épée. Si la première proposition est acceptée, l'ennemi devient un frère, et ne peut subir d'attentat dans sa personne ou ses biens; si l'on se décide pour le second parti, la nation soumise peut continuer à professer sa propre religion, et à jouir de ses propres lois; si les deux propositions sont rejetées, et que les assaillants triomphent, les vaincus avec leurs épouses et leurs enfants deviennent esclaves, ou ils peuvent être mis à mort. Des dépouilles faites à la guerre un cinquième allait au khalife ou aux rois de Cordoue (1).

Comme le christianisme et le judaïsme, l'islamisme a ses sectes, qui sont ordinairement divisées en deux grandes classes : les orthodoxes et hétérodoxes. Parmi ceux-ci, les premiers sont appelés sonnites ou traditionnistes, parce qu'ils reconnaissent l'autorité de la Sonna, qui est une collection de

(1) *Koran*, ch. 4 et 5. Sale, *Discours préliminaire*, p. 182.

(2) Les mêmes autorités.

(3) *Koran*, ch. 2, 4 et 5. Sale, *Discours préliminaire*, p. 185.

(1) Les mêmes autorités, en y ajoutant d'Herbelot, *Bibliothèque orientale*, art. *Mohammed*.

tradition relative aux paroles et aux actes du prophète, et une sorte de supplément au Koran. Ils sont subdivisés en quatre sectes principales, qui, d'accord sur les points essentiels, diffèrent dans l'interprétation du livre. Les fondateurs sont regardés comme maîtres consommés en jurisprudence, et comme la gloire de l'islamisme.

I. La première secte orthodoxe est appelée hanefite, du nom de son fondateur, Abu Hanifa Alnoman ebn Thabet, natif de Corfou, l'an de l'hégire 80, et qui mourut en 150. Ses dernières années se passèrent en prison, à Bagdad, où, dit-on, il lut sept mille fois le Koran. Son seul crime était d'avoir refusé les fonctions de kadi ou de juge, pour lesquelles, dans l'humilité de son cœur, il se jugeait indigne. Ses disciples sont appelés sectateurs de la raison, parce qu'ils résolvent les questions légales par l'équité naturelle.

II. Malec ebn Ans, qui fleurissait à Médine entre 90 et 179 de l'hégire, chef de la seconde secte, révérait aussi les traditions du prophète. Dans un cas cependant il doit s'en être écarté pour suivre son propre jugement erroné; car dans sa dernière maladie il pleura sur sa faute, de n'avoir pas été toujours dirigé par ces traditions. Comme les doctrines de son prédécesseur sont professées dans la Turquie et la Tartarie, les siennes l'étaient en Espagne et dans le nord-ouest de l'Afrique.

III. Mohammed ebn Edris al Shafei, né à Ascalon en 150, mort en Égypte en 204, fonda la troisième secte. Il était si fameux pour sa science, qu'un docteur rival l'appelait le soleil du monde aussi salutaire que la santé au corps. Ce rival cependant (ebn Hanbal) le tint d'abord en mépris, et défendit même à ses disciples tous rapports avec lui; mais bientôt convaincu de sa propre injustice, et résolu à l'expier, il suivit le sage dans ses courses. Surpris un jour par l'un de ses propres élèves tandis qu'il marchait à pied derrière la mule d'al Shafei : «Comment se fait-il, dit le jeune homme, qu'après nous avoir défendu de voir al Shafei, tu te mets toi-même à sa suite? — Sois en paix, répliqua l'ancien maître; quiconque suit seulement sa mule doit devenir plus sage. » Al Shafei, dit-on, fut le premier qui réduisit la jurisprudence en un système d'après la Sonna. Ses mérites étaient égaux à son savoir. « Quiconque, disait-il, prétend servir le monde et son Créateur en même temps, est un menteur. » Jamais il ne jurait par le nom de Dieu, et jamais ne le rappelait sans donner les signes du plus grand respect. Il étudiait avec tant d'ardeur, et se montrait si dévoué musulman, qu'il divisait la nuit en trois parties, l'une pour la méditation, la seconde pour la prière, et la troisième pour le sommeil. Ses doctrines étaient répandues au loin sur l'Arabie et la Perse.

IV. Ahmed ebn Hanbal, d'abord le rival, puis qui devint par occasion l'ami intime d'al Shafei, était né dans le Khorassan, ou à Bagdad, l'an 164 de l'hégire. Il fut le fondateur de la quatrième secte, et s'était tellement nourri de la Sonna, qu'il pouvait, dit-on, répéter un million de traditions. Appartenant à l'ordre le plus rigide des orthodoxes, il croyait que le Koran était incréé, éternel, et coexistant dans l'essence même de Dieu. Une autre secte soutenait avec bien plus de raison que, si le Koran était ainsi coéternel, il devait y avoir deux êtres éternels et indépendants; ce qui était une hérésie manifeste. Le khalife al Motassem, qui adopta l'hypothèse la plus rationnelle, fut tellement irrité contre la doctrine de cet apôtre, qu'il le fit fouetter et mettre en prison. Ebn Hanbal mourut à Bagdad, l'an de l'hégire 241, et son convoi fut suivi par huit cent mille hommes et quatre-vingt mille femmes. Un témoignage, sinon miraculeux, du moins plus prodigieux, c'est que le jour de sa mort vingt mille mécréants, chrétiens, juifs et mages, embrassèrent la foi du prophète. Sa secte devint extrêmement nombreuse durant les trois siècles suivants. Maintenant à peine en rencontrerait-on quelques membres au delà des limites de l'Arabie (1).

(1) D'Herbelot, *Bibliothèque orientale*, sous

Mais, si l'on compte seulement quatre principales sectes orthodoxes, les hétérodoxes dépassent de beaucoup ce nombre. Toutefois leurs ramifications si multipliées peuvent être rattachées en définitive à quatre grandes hérésies.

I. Les motazalites ou séparatistes étaient les sectateurs de Wasel ebn Ata, qui dans le premier siècle de l'hégire se sépara des interprétations orthodoxes des fidèles. Ils niaient l'éternité des attributs divins, qu'ils considéraient comme inconciliables avec l'unité divine, et enseignaient que Dieu connaît toutes choses par son essence, non par un acte de l'esprit. Par conséquent, ils niaient l'existence éternelle du Koran, la doctrine de la prédestination, et la durée temporaire des punitions dans le premier enfer, demeure des croyants coupables, qui, suivant eux, seront soumis aux peines éternelles comme les autres condamnés, avec la seule différence de l'espèce de châtiment. On prétend que vingt sectes au moins prirent naissance dans les dogmes de celle-ci; nous pouvons indiquer seulement les plus remarquables : 1° Les hodéiliens, ou sectateurs de Hamdan abu Hodéil, qui soutenaient que l'essence divine et la connaissance divine sont une seule et même chose; que cette essence est simple et indivisible; qu'elle n'a rien de postérieur ou d'accessoire. 2° Les jobbaiens, d'après leur chef al Jobbai, faisaient d'autres subtiles distinctions entre la connaissance et l'essence. 3° Les hashémites, d'Abu Hashem, ne restaient pas en arrière dans les disputes scolastiques, soutenant que la connaissance divine est un attribut, et par conséquent postérieure et accessoire; mais en même temps ils enseignaient que la faculté même de connaître était coéternelle ou même identique avec l'essence. 4° Les nodhamites, de leur chef Ibrahim al Nodham, non-seulement niaient la prédestination, par crainte de faire Dieu l'auteur du mal, mais affirmaient qu'il n'avait pas le pouvoir de faire mal. Ce point toutefois, dans un sens physique, était nié par d'autres qui soutenaient que Dieu, en raison de sa puissance de tout faire, pouvait produire le mal comme le bien, mais qu'il ne produisait jamais un résultat si contraire à sa nature. Quant au Koran, ce docteur soutenait qu'il n'avait rien de miraculeux, excepté ses prophéties; que son style et sa composition n'offraient rien d'extraordinaire, et pouvaient même être égalés, peut-être surpassés par les Arabes, s'il leur était permis de s'exercer sur de tels sujets. 5° Les sectateurs d'Hamed ebn Hayet tenaient le Christ plus en honneur que Mohammed : ils enseignaient que Jésus était le Verbe incarné, et qu'il sera le juge de toutes les créatures dans la vie future; que les âmes passeront d'un corps dans un autre, mais non pour l'éternité, le dernier corps étant obligé de répondre pour les méfaits du précédent. 6° Les disciples d'al Jahed enseignaient que les damnés, par la succession des temps, cesseraient d'être tourmentés, attendu que leur substance deviendrait de même nature que le feu. Ils ne reconnaissaient que les deux bases fondamentales de l'islamisme comme nécessaires au salut, et ils enseignaient que le Koran était un corps changé parfois en homme et parfois en bête; mais sur ce point sans doute il y avait un sens allégorique. 7° Al Mozdor, l'auteur de la septième secte, était beaucoup plus impie et plus intolérant que le précédent. Il maintenait qu'Allah était directement la source du mal autant que du bien, et qu'il y avait possibilité pour lui d'être injuste, quoiqu'il ne soutînt pas que l'injustice fût produite par lui. Il déclarait que tous les hommes, à l'exception de lui-même et de quelques autres de la même opinion, étaient infidèles. 8° Bashar, autre docteur, poussait le libre arbitre de l'homme jusqu'à une étendue absurde, déclarant que l'homme était libre de toute influence extérieure du destin ou des sens. Il enseignait qu'Allah n'est pas forcé de faire toutes choses pour le mieux : car, s'il l'était,

---

les quatre noms rappelés plus haut. Sale, *Discours préliminaire*, VIII.

pourquoi les hommes ne seraient-ils pas tous de vrais croyants ? 9o Les sectateurs de Thamama maintenaient que les pécheurs demeureraient pour jamais dans l'enfer; que les libres actions n'ont pas d'auteur; qu'à la résurrection tous les infidèles seront anéantis. 10o Les kadars défendaient l'efficacité du libre arbitre, et par conséquent l'absence de la fatalité; mais, comme les mages auxquels on les a comparés, ils enseignaient, à ce que l'on pense, l'existence d'un mauvais principe indépendant (1).

II. La seconde grande secte hérétique du monde mahométan comprend les séfates, ou défenseurs des attributs divins comme accessoires ou postérieurs à l'essence, en contradiction directe avec les motazalites. Cette secte était aussi subdivisée en diverses branches dont quelques-unes paraissent s'être suffisamment écartées des principes fondamentaux ici établis. 1o Les ashariens, ainsi appelés de leur maître Asharie. Cet homme fut d'abord le disciple d'al Jobbai dont il se sépara dans l'occasion suivante: Une dispute s'éleva entre eux concernant trois frères, dont l'un vécut selon la justice, le second fut un grand pécheur, et le troisième mourut enfant. « Quel est leur destin? demanda le disciple. — Le premier, répliqua le maître, ira au ciel, le second dans l'enfer, le troisième dans aucun de ces deux séjours, car il ne sera ni récompensé ni puni. » Cette réponse orthodoxe ne satisfit point l'ardent questionneur, qui observa que le troisième serait en droit de se plaindre, puisqu'il pourrait dire : « Dieu, si tu m'avais donné une plus longue vie, je serais entré dans le paradis avec mon frère le vrai croyant! » — Mais, répliqua al Jobbai, Allah ne pourrait-il pas dire avec une égale raison : « J'ai tranché le fil de tes jours, prévoyant que tu serais un grand coupable, et en conséquence damné? » — Cela répondit le disciple, ne présente pas la question sous un meilleur aspect; car le frère condamné ne pourrait-il pas dire : « Allah, pourquoi ne me rappelais-tu point tandis que j'étais enfant, afin que, comme mon frère, je pusse aussi échapper à l'enfer? » A cette observation al Jobbai ne put trouver aucune réponse, sinon que la vie de l'homme condamné avait été prolongée afin qu'il eût les moyens de se sauver. « Alors, poursuivit l'écolier obstiné, pourquoi ne point accorder à l'enfant le même avantage? » Le maître également confondu et furieux s'écria : « Le diable n'est-il pas en toi? — Non, répondit Ashari; mais je vois clairement que l'âne de mon maître ne veut pas passer le pont. » Mécontent de son maître, Ashari le quitta et fonda une nouvelle secte. Il accordait que les attributs de Dieu étaient distincts de son essence; mais il ne permettait point à la doctrine d'aller plus loin. Quant à la prédestination, il déployait une grande subtilité. Il enseignait que Dieu produit toutes les actions humaines, et ainsi les rend toutes inévitables; et cependant, pour concilier cette doctrine avec le libre arbitre, il plaçait deux facultés coexistantes dans l'homme, le pouvoir et le choix, en sorte que l'action elle-même ne devait pas surgir dans l'être, ou plutôt ne devait pas se manifester extérieurement sans l'exercice simultané de la volonté: ainsi l'action comme créée est l'œuvre de Dieu; comme développée elle est celle de l'homme. Cette jonction de la volonté avec l'action préexistante ou prédéterminée est appelée l'acquisition de cette action. Mais ici encore beaucoup se brisent sur le roc de la fatalité; car, en faisant le pouvoir et le choix également inévitables, en soumettant l'intention même non moins que l'action à une influence nécessaire et sans contrôle, ils rendent l'homme le pur instrument de sa propre destinée. Pour concilier ces principes qui se heurtent, pour soutenir les droits de la justice de Dieu et du rôle de l'homme comme agent libre, le kadi Abu Bekr soutient que l'essence ou la substance de l'action procède de Dieu; mais que cette action soit obéissance, comme la prière, désobéis-

(1) D'Herbelot, *Bibliothèque orientale*, sous les noms respectifs. Sale, *Discours préliminaire*, p. 205-216.

sance, comme la fornication, cela dépend entièrement du pouvoir de l'homme. Mais, disaient les moslems primitifs : « N'examinons pas trop subtilement ces matières ; laissons-les à Allah, et agissons le mieux que nous pouvons, sachant bien que la culpabilité ou le mérite des actions nous sera imputé. » 2° Les moshabbehites, ou assimilateurs, ainsi appelés parce qu'ils assimilaient Dieu aux créatures, et soutenaient qu'il ne remplit pas tout l'espace, mais se transporte de lieu en lieu avec ou sans forme, prenant celle qu'il lui plaît. 3° Les sectateurs de Keram enchérissaient sur la précédente hypothèse, soutenant qu'Allah est toujours corporel, et a un corps absolument comme toute autre créature, et comme elle soumis à l'impression des sens. 4° Les jabbars, ou les adversaires des kadars, nient toute action libre dans l'homme, et la soumettent toujours aux irrévocables décrets de Dieu; ils soutiennent de plus que le paradis et l'enfer s'évanouiront après le grand jugement, en sorte qu'Allah restera le seul être existant. 5° Les morgiens enseignent que l'examen de tout vrai croyant coupable d'un péché mortel sera différé jusqu'à la résurrection; et ils maintiennent que, s'il y a là de la vraie foi, la désobéissance n'accablera pas celui dans lequel elle sera reconnue, et d'un autre côté que les bonnes œuvres sans la foi sont complétement inefficaces. Quelques châtiments, à ce qu'ils semblent penser, pourront bien frapper le croyant coupable à son passage sur le terrible pont; mais certainement il ne tombera pas dans l'abîme, quoiqu'il puisse être atteint par les flammes s'élevant sous ses pieds. Cette opinion cependant est modifiée dans les écrits d'autres docteurs qui, pour cette raison, sont appelés sectateurs de la doctrine morgienne; mais nous ne pouvons les poursuivre dans leurs ramifications infinies (1).

III. Les khorégites, ou rebelles, furent ainsi appelés parce qu'ils se révoltèrent contre Ali après la bataille de Seffein, lorsque leur khalife fit un honteux compromis avec son rival Moawia (1). Ils soutiennent que, pour avoir soumis les choses de Dieu à l'arbitraire des hommes, Ali doit être compté parmi les infidèles; que tout Arabe libre ou sous le joug, s'il possède les capacités nécessaires, peut être élevé à la qualité d'imam; que, si l'imam pèche, il peut être déposé ou mis à mort, et que, s'il n'existait aucun chef de religion, le monde ne souffrirait aucune peine. Ces factieux désespérés furent plus tard taillés en pièces en combattant contre le khalife; quelques-uns disent qu'il n'en resta pas un en vie, tandis que d'autres affirment que neuf individus échappèrent au massacre et s'enfuirent vers différents points. Il est certain que leurs principes leur ont survécu jusqu'aujourd'hui. Six sectes sortirent de ce tronc commun, différant sur des particularités, mais s'accordant à rejeter Othman et Ali, et à regarder comme un devoir de résister au pouvoir spirituel (2).

IV. Les shiites sont les adversaires des khoréjites; ils ne sont pas seulement adhérents d'Ali, ils lui rendent un culte; ils enseignent que l'office d'imam ne doit pas être considéré purement comme un point de discipline, mais comme une base fondamentale de la religion, puisque, lorsque sa succession n'est pas divine, nulle bénédiction ne doit descendre sur la foi de l'islamisme; que les infortunes au contraire doivent la frapper. Bien plus, dans l'aveuglement de leur cœur, quelques-uns d'eux soutenaient que toute religion consistait dans la connaissance du véritable imam, et dans l'obéissance à son autorité, et qu'Ali était une émanation de la

(1) D'Herbelot, *Bibliothèque orientale*, sous les noms respectifs. Sale, *Discours préliminaire*, p. 216-230. Les lecteurs instruits auront dû apercevoir que quelques-uns des docteurs mahométans n'étaient pas étrangers à la philosophie grecque.

(1) Voyez Gibbon, *Déclin et chute*, vol. IV, p. 263.

(2) Les mêmes autorités.

nature divine, ou l'incarnation de Dieu même. Il y eut et il y a encore beaucoup de rejetons qui sortirent de cette abominable racine. Mais tous s'accordent à rejeter et à maudire les trois premiers successeurs du prophète, Abu Bekr, Omar et Othman, et à égaler, même à préférer Ali à Mahomet lui-même. Ils ont le plus grand mépris pour les sonnites, qui sont les prétendus orthodoxes, et qui tiennent la Sonna, amas de traditions, pour égale en autorité au Koran. De là l'antipathie, aujourd'hui même, entre les Perses qui sont shiites ou de la secte d'Ali, et les Turcs qui sont sonnites (1).

De ces sectes primitives sont sortis beaucoup d'aspirants à la dignité d'imam : Mohammed lui-même avait quelques rivaux; ses successeurs immédiats en eurent beaucoup. Ainsi dans le règne d'al Mohdi, troisième khalife des Abbassides, le fameux imposteur Hahem ebn Hashen, surnommé al Mokanna, ou al Borkai, *le Voilé*, natif du Khorassan, se donna lui-même pour une incarnation de la divinité, dans l'espoir d'attirer les shiites. Son surnom lui vint de sa constance à porter un voile sur son visage, par crainte, disaient ses aveugles sectateurs, que la splendeur de sa face ne frappât de mort ceux qui le contempleraient, mais en réalité de peur que sa difformité ne fût visible. Il s'efforça d'obtenir la possession de quelques villes et forteresses dans le Khorassan; mais à la fin ses troupes furent défaites par le khalife; et lui-même, craignant de tomber entre les mains de ses ennemis, périt dans les flammes ou dans un vaisseau rempli d'eau forte, en sorte qu'il ne resta de lui aucune trace (2). Ainsi Babec, sous le règne de Motassem, prit le caractère prophétique dans l'Adherbijam, et pendant vingt années, défia tout le pouvoir du khalife, jusqu'à ce qu'il fût défait par le général de ce prince. Ainsi l'Espagnol Mohammed ben Abdalla se donna pour le Mehedi longtemps promis, et fonda l'empire des Almohades (1).

L'Espagne ne resta pas en arrière dans le monde mahométan pour le nombre de ses fakirs et des commentateurs de la foi. Les manuscrits conservés à la bibliothèque de l'Escurial, qu'ils soient des compositions étrangères ou indigènes, prouvent abondamment la civilisation du pays. On y trouve les productions des docteurs de la Sonna compris dans les quatre grandes sectes orthodoxes mentionnées plus haut. Mais il y en a beaucoup qui portent l'empreinte de l'hérésie, et dont nous essaierions vainement d'expliquer l'existence, si nous ne savions pas que c'était la politique des rois de Cordoue d'attirer des habitants dans la Péninsule, de toutes les parties du monde musulman, des hommes qui ne manqueraient pas d'apporter avec eux non-seulement les éditions les plus approuvées du Koran, mais les commentaires des docteurs (2). Il n'est pas moins certain que l'Espagne arabe put se vanter de trois grandes écoles toutes présidées par des fakirs différant en quelques points, quoique s'accordant sur la dénomination générale de traditionnistes. Nous allons signaler quelques-uns des écrivains sur la théologie et les lois (car, ainsi qu'on l'a déjà observé plus d'une fois, les deux sujets sont inséparables), qui jouirent de la plus grande célébrité.

De ces commentateurs, le plus ancien est Ali ben Mohammed Albagavi, natif de Malaga, qui paraît avoir fleuri à la fin du neuvième ou au commencement du dixième siècle. Le troisième volume seulement de son commentaire, dont Casiri rend le titre par *Sacrarum Litterarum Scientia*, subsiste encore; mais on dit qu'il contient de grandes

(1) D'Herbelot et Sale.

(2) M. Moore a fait connaître plus généralement ce personnage dans le magnifique poëme de *Lalla Rookh*.

(1) Voyez d'Herbelot, art. *Leschen*, *Babec*, *Mehedi*, etc., et Sale, *Discours préliminaire*, VIII.

(2) Masdeu, *España Arab.*, lib. II, p. 207. Cusin, *Bibliotheca Arabica. Hispania Escurialensis*, passim.

subtilités, qualités les plus recherchées dans un théologien musulman. Abu Saïd Khala ben Abilcassem, habitant de Cordoue, est célèbre pour son grand savoir et pour sa connaissance de la loi mahométane. Son commentaire sur la jurisprudence espagnole et africaine est apprécié très-haut par ses compatriotes. Abu Abdalla Mohammed, aussi de Cordoue, était si renommé pour son érudition et pour sa volumineuse collection des canons du Koran, qu'il est décoré du titre de docteur d'Espagne. Non moins célèbre était *Ibrahim* ben Abdelwahid, qui écrivit sur les devoirs des rois et l'art du gouvernement. Sherefeddin Isa Alzavavi est connu comme auteur de traités 1° sur le divorce, 2° sur l'usage du vin, 3° sur l'usage de la vaisselle d'or et d'argent à table. Abulwahid Hixem ben Abdalla, grand kadi de Cordoue, écrivit un traité estimé sur les plaidoiries et la décision des causes. Encore plus éminent dans la science de la jurisprudence fut Hixem ben Ahmed, natif de Tolède, qui, selon le témoignage d'un biographe arabe, surpassait tous ses compatriotes de ce siècle (le cinquième de l'hégire). Un ouvrage intitulé *Stella lucida*, ou l'Étoile brillante, sur les institutions politiques du Koran, écrit par Abu Mohammed Abdalla, né à Tolède, est grandement loué pour son érudition. Un autre sur les revenus royaux, sur les branches de l'industrie nationale d'où ils proviennent, et sur le mode de les recueillir, fut composé par un fameux kadi de Cordoue, Abu Giafar ben Nassir. Les remarques critiques d'Omer ben Ali, natif de Grenade, sur un célèbre commentaire du Koran par un docteur arabe, montrent souvent, dit-on, une remarquable perspicacité, mais souvent une sévérité injuste (1).

Mais ce ne fut pas seulement dans la théologie ou la jurisprudence que se distinguèrent les mahométans espagnols. Dans d'autres branches, dans l'histoire, la poésie, la philologie, la rhétorique, les sciences pures ou mêlées, dans les arts destinés à l'utilité ou aux agréments de la vie, ils obtinrent une immense réputation, nous allions dire qu'ils furent sans rivaux. La gloire de leur littérature paraît avoir commencé dans le dixième siècle. Les premiers rois de Cordoue furent certainement des princes éclairés; mais, soit à cause de la nouveauté de leur situation, ou des troubles qui déchirèrent fréquemment leur royaume, soit qu'ils fussent détournés par les succès du gouvernement dont ils paraissaient alors avoir été préoccupés, ils firent peu pour l'encouragement des sciences jusqu'à l'avénement d'al Hakem II. Ce monarque fonda une académie dans sa capitale, établit des écoles publiques dans les grandes villes, appela dans le royaume, invita à sa cour les hommes les plus savants du siècle, en employa quelques-uns à écrire les annales d'Espagne, d'autres à la poésie, d'autres à diverses branches de littérature et de science, et les récompensa tous avec une magnificence royale. Le grand Almanzor marcha sur ses traces, et ainsi firent, après ce général, les rois qui suivirent, non-seulement à Cordoue, mais dans les États séparés fondés sur les débris du khalifat; en sorte qu'à la fin du onzième siècle l'Espagne mahométane se glorifiait d'avoir soixante-dix bibliothèques publiques, une université dans la capitale de chaque province et des colléges dans les autres cités. Ces bibliothèques, en 1226, contenaient les ouvrages de cent cinquante écrivains de Cordoue et de Murcie, treize de Malaga, cinquante-deux d'Almeria, trente-cinq de Portugal, avec un grand nombre d'autres de Séville, Grenade et Valence, sans compter des collections immenses d'écrivains étrangers.

Comme une énumération des écrivains de l'Espagne mahométane ne présenterait qu'une nomenclature stérile, nous allons seulement nous arrêter aux branches de littérature ou de science qui furent cultivées avec le plus de succès.

(1) Abu Bekir, *Vestis serica*, apud Casiri, *Biblioth.*, t. II, p. 37, etc. Casiri, t. I, p. 445, etc. Masdeu, *España Arab.*, lib. II, p. 208.

I. Historiens.—Le plus ancien historien est Ahmed Abu Bekir Al Razi, ordinairement appelé Rasis, né à Cordoue, qui fleurissait à la fin du neuvième siècle. Outre un travail géographique et une biographie d'Espagnols illustres, il écrivit une histoire volumineuse des rois d'Espagne, et particulièrement de ceux de Cordoue. Il reste de son grand ouvrage deux prétendues traductions, l'une en castillan, l'autre en portugais; mais, avec son habileté ordinaire, Casiri a prouvé que ce ne sont point des traductions de cet auteur; qu'elles abondent en anachronismes et en autres fautes que l'on ne doit point trouver dans des écrivains bien informés, et qu'elles sont une masse confuse de compilations de matériaux tirés des chrétiens et des Maures. Nous avons des obligations considérables aux fragments de Rasis publiés par ce savant bibliothécaire, qui paraissent être la seule partie de ses ouvrages maintenant subsistante. Dans le siècle suivant, nous trouvons les noms d'Abel Madi ben Ababi, qui écrivit la vie d'Abderrahman III, et d'Abdalla Abu Mohammed, fils de ce prince, qui composa une histoire des khalifes appartenant à la maison d'Abbas, et dont le sort tragique a déjà été rappelé. Hamed ben Mohammed écrivit en vers une histoire des rois de Cordoue Mohammed I[er] et Abderrahman III. Ses accents étaient si doux, qu'il faisait les délices de Cordoue. Dans le onzième siècle, nous trouvons les noms de huit historiens, dont le plus digne d'attention est Mohammed Abu Bekir Almodafur, roi de Badajoz, qui ne laissa pas moins de cinquante volumes d'annales et de matériaux pour l'histoire. Abu Abdalla Mohammed, surnommé al Homaidi, écrivit en outre un supplément historique qui a été cité fréquemment dans notre ouvrage, une liste biographique des noms espagnols les plus éminents. Cet ouvrage a été continué dans le siècle suivant jusqu'à l'an de l'hégire 560 par Hamed ben Hya Hel Eddubi de Mallorca. Un ouvrage semblable fut écrit par Abul Cassim, khalife de Cordoue, qui, selon Conde, jette un grand jour sur l'histoire de l'Espagne musulmane durant le moyen âge. Le même jugement favorable est porté sur Merandi, dont les *Prairies dorées* ont beaucoup aidé l'auteur dans la composition de son inappréciable ouvrage. Il est honorable pour la littérature de ce peuple que, durant ses convulsions perpétuelles, depuis le onzième jusqu'au treizième siècle, des écrivains se soient trouvés pour les rapporter, et c'est la meilleure preuve qu'il méritait peu l'épithète de barbare que lui ont prodiguée les annalistes ecclésiastiques du moyen âge. Les rois de Grenade avaient leurs historiens. Lisan Edin, secrétaire de deux de ces princes, écrivit en vers sur les dynasties africaines et espagnoles une histoire séparée de Grenade, et trois volumes de biographies. On ne dut pas moins à Abdalla Algiazami de Malaga, et à Ahmed al Moraxi, qui écrivit une vie de Jussef Abul Hagiag. *La douceur de la Rose*, par Ismaïl ben Jussef, et *la Guerre sainte*, par Abdalla Ali ben Abderrahman, deux écrivains qui s'exercèrent sur les affaires de Grenade, sont mentionnées avec un égal respect. Il est à regretter que les précédents ouvrages n'aient pas été traduits et publiés sous le titre de *Scriptores Arabici rerum Hispanarum;* ils seraient d'un prix inestimable pour les historiens futurs de ce pays. Mais les places les plus distinguées dans cette liste doivent être certainement assignées à 1° Abu Abdalla ben Abu Bekir Alcodai, ordinairement appelé ebn ou ben Alabar, Valencien, qui, dans le septième siècle de l'hégire, écrivit la *Vestis serica*, ou bibliothèque des Arabes espagnols qui se distinguèrent par leurs talents poétiques autant que par leurs dignités, et aussi un supplément à d'autres travaux biographiques d'une nature plus générale; 2° Mohamed ben Abdalla ebn Alkathil, qui, dans le huitième siècle de l'hégire, composa la *Granatensis encyclica*, ou dictionnaire suivant l'ordre alphabétique des Maures d'Espagne les plus éminents, ouvrage qui, originairement, se composait de onze parties, mais dont la plus grande portion est malheureusement perdue. Les fragments conservés dans la col-

lection de Casiri offrent la preuve la plus convaincante du point où avait été poussée la culture des lettres et des sciences par les moslems. Dans ce qui nous reste de son travail, Mohammed nous donne une liste d'environ trois cents auteurs et savants, et l'on peut encore en trouver des centaines dans d'autres écrivains qui ont traité ce sujet. Un monument plus utile encore de la littérature est la *Vestis acu picta,* qui contient un sommaire de l'histoire des khalifes et des rois d'Espagne et d'Afrique, et qui descend jusqu'à l'année 763 de l'hégire. Peut-être doutera-t-on si le *Splendor plenilunii,* ou *Éclat de la pleine lune,* ne peut pas être encore un livre plus utile. Il contient l'histoire de Grenade avant sa fondation par Mohammed ben Alhamar jusqu'à l'an de l'hégire 765. Durant près de trente ans, l'auteur fut comblé d'honneurs et de richesses par les rois de cette ville, et fut hageb ou conseiller de l'un d'eux. Mais, vers la fin de sa vie, il subit le destin habituel de ceux qui se confient à la faveur royale. Mohammed V, en 776, le fit jeter en prison comme prévenu de trahison, et il eut la tête tranchée. Outre les ouvrages que nous venons de citer, il écrivit encore sur une multitude de sujets.

Les hommes dont nous venons de parler ne forment qu'une faible partie des écrivains dont les ouvrages subsistent encore; un grand nombre sont cités comme des autorités imposantes, dont il ne reste pas de souvenirs. Le mérite ne répond d'ailleurs pas à la quantité. Mohammed ben Abdalla et Abdalla ben Abderrahman furent les derniers historiens distingués des Maures. Un siècle avant la mort d'Abdalla ben Abderrahman, la littérature avait commencé à décliner; et, si nous exceptons quelques ballades sur les guerres entre les Maures et les chrétiens, elle était alors presque éteinte. A aucune époque les musulmans ne furent distingués pour la composition historique. Les meilleurs parmi eux nous donnent un compte aride des faits, sans réflexions, sans méthode. Il semblerait qu'ils se fussent mis à leur tâche avec la résolution de présenter les événements les plus remarquables le plus brièvement possible, de compiler de pures tables chronologiques. Toute la littérature historique offre peu de compositions aussi maigres et aussi peu attrayantes que celles des Maures d'Espagne (1).

II. Quant aux POETES, l'Espagne musulmane peut en présenter un plus grand nombre que toutes les nations de l'Europe prises ensemble. La poésie, en effet, était la passion universelle; elle dominait le roi et le laboureur; mais il est douteux que l'excellence des œuvres fût au niveau du nombre des auteurs. Les fragments qui parfois ont été publiés ne présentent pas beaucoup de vie ou d'originalité. Mais on ne peut avoir une idée exacte de leur mérite avant qu'un homme de savoir et de loisir, poussé par l'espoir de la renommée, ouvre les trésors cachés de l'Escurial, et les étale sous un aspect saisissable aux yeux du monde. Rien ne peut surpasser le vide d'écrivains, excellents d'ailleurs, lorsqu'ils veulent nous parler de la poésie des Arabes d'Espagne; ils ne nous apprennent rien, et l'on sent leur répugnance évidente à traiter un pareil sujet; et il doit en être ainsi, car qu'il y ait d'abondants trésors ou de grossiers amas, le résultat est le même, puisque rien ne peut être produit sans que l'on ait fait d'abord un examen, et que tous les livres dont nous parlons sont ensevelis dans les profondes retraites du sombre palais de Philippe II. Toutefois on peut dire que les compositions poétiques des Arabes sont d'un caractère léger; ce sont des odes, des élégies, des épigrammes et des satires. Jamais ils n'invoquent la muse épique ou dramatique. La série des poëtes de la Pé-

(1) Rasis, *Fragmentum historiæ Hispaniæ cum dissertatione Casiri* (in *Biblioth. Arab. Hisp.*, II, 319 et 329). Abu Bekir, *Vestis serica,* passim (in eodem tomo). Abu Abdalla ben Alkhathib, *Vestis acu picta,* nec non *Splendor plenilunii* (in eodem tomo). Masdeu, *España Arab.*, lib. II, p. 188. Conde, *Dominacion de los Arabes.*

ninsule commence dans le neuvième siècle. Ainsi Mohammed Ier, qui monta sur le trône de Cordoue en 852, et qui chanta ses propres exploits, est loué pour la chaleur de ses inspirations. Quatre de ses frères se vouèrent aussi au culte des muses; mais, au témoignage d'Abu Bekir, deux d'entre eux en dépit d'Apollon. Deux de ses fils, dont l'un était l'actif Alkassim, s'efforcèrent de rivaliser de succès avec lui, ou peut-être de flatter son goût dominant. De cette famille royale poétique il ne reste aucune œuvre pour nous montrer si quelques-uns de ses membres sont dignes des éloges accordés par le biographe valencien. Dans le siècle suivant, nous trouvons les noms royaux de Mohammed ben Abdelmelec et d'Abdalla Abu Mohammed, tous deux fils d'Abderrahman III. Quelques-uns des ministres, généraux et favoris de ce monarque, furent les constants adorateurs de la poésie. Ainsi Obéidala ben Ahmed ben Yali célébra la victoire que lui-même avait remportée sur les chrétiens à Sotuscobas en 938, et l'on sait que le grand Almanzor unissait les lauriers d'Apollon à ceux de Mars (1). Mais le onzième siècle est beaucoup plus fécond en poëtes. Nonobstant les troubles des temps, les disputes continuelles pour l'empire, et les vicissitudes de leurs conditions, les princes eux-mêmes de cette période ne se livrèrent pas moins aux goûts dominants. Ainsi, à Cordoue, Suleiman et Abderrahman; à Séville, Mohammed ben Ismaïl et Mohammed Almoateded; à Almeria, Mohammed Abu Ya-hia et ses deux fils; à Badajoz, Aben Alaftos, qui, même après sa déposition et durant sa captivité, poursuivit son thème favori; à Alsalla, Abdelmalec ben Hozaïl; à Lorca, Abul Hassan ben Elisa, tous souverains, avec divers membres de leurs familles, cultivèrent assidûment la poésie. Outre ceux-ci, le même siècle en a produit une infinité d'autres d'un rang moins élevé, mais peut-être d'un talent supérieur. L'un d'eux, Abu Walid ben Abdalla, adorateur de la princesse Valadata, elle-même poëte assez estimée, et célèbre pour une épître satirique que la jalousie lui inspira contre ses rivaux, et qui lui valut, dit-on, parmi ses concitoyens, un nom égal à celui de Juvénal chez les Romains.

Dans le douzième siècle, l'exemple peut-être le plus remarquable du goût poétique est fourni par Ahmed ben Alhassan, né à Silves, dans les Algarvas, et par son compagnon Mohammed. Cet homme se livra d'abord au commerce; mais, fatigué peut-être d'occupations aussi inférieures, ou ambitieux de gloire intellectuelle, degré alors assuré pour arriver à l'autorité temporelle, il distribua ses richesses parmi les pauvres, et se retira dans les montagnes sous le prétexte d'acquérir de la sainteté. Là il fut joint bientôt par des oisifs, des vagabonds et des fanatiques, dont il fit une troupe résolue, et qu'il mena contre les villages voisins. L'an de l'hégire 539, il fut assez fort pour assiéger et prendre Mertola, dans la province d'Alentejo. La nouvelle de ce succès augmenta rapidement le nombre de ses adhérents; il vit accourir à lui une bande d'Almoravides, qui, au milieu des cris et des chants, l'élut pour imam. Evora, Silves, et même Séville, tombèrent devant lui; ce qui doit à peine nous surprendre, quand nous considérons les troubles qui agitaient toute l'Espagne mahométane au déclin de la domination almoravide. Mais là finirent ses succès: sa cruauté était telle, que ses compagnons eux-mêmes l'abandonnèrent pour se joindre aux Almohades. Il obtint du secours d'Urraca, fille de l'empereur Alphonse; mais cela ne put le garantir contre l'indignation des habitants de Silves, par lesquels il fut vaincu. Pour échapper à leur fureur il avala du poison. Son grand allié et son puissant soutien était Mohammed ben Omar, natif de la même ville, qui, après avoir étudié les lois à Séville, avait été admis dans le sénat de Silves. Sous le prétexte de con-

(1) « Eum multa scripsisse carmina auctor est. » Ebn Hayan Abu Bekir, *Vestis serica*, p. 50.

templation religieuse, il avait fui aussi le voisinage des hommes, errant sur le rivage de la mer, où il s'était construit lui-même une hutte. A la fin il alla joindre Ahmed, et partagea les excès et les désastres de cet audacieux poëte et prophète. Ses actions dans les combats furent même plus signalées que celles d'Ahmed, qu'il voulait établir sur le trône de l'Andalousie et des Algarves. Après avoir réduit diverses places fortes, parmi lesquelles étaient Niebla et Huelva, il s'avança contre Cordoue. Toutefois la place était trop forte pour qu'il pût la prendre d'assaut, et il se retira. Mais les habitants, ayant bientôt chassé leur roi Aben Abdelmelec, l'appelèrent à la dignité vacante. Cette élévation ne put l'aveugler sur le peu de sécurité de sa situation, et après un règne de douze jours il s'enfuit de sa capitale. Dans la suite il marcha pour réduire un wisir rebelle, qui le défit, le jeta en prison, et lui fit crever les yeux. Il resta captif jusqu'à ce que les conquêtes des Almohades le rendissent à la liberté, et termina ses jours à Salé en Afrique, l'an de l'hégire 558. Il reste de ce singulier aventurier divers morceaux poétiques dans la *Vestis serica* d'Abu Bekir. Nous trouvons ensuite Abi Abderrahman Mohammed, né à Murcie, qui fut fait général et roi par ses compatriotes pour chasser les Almoravides. Mais, après diverses alternatives de fortune, il fut forcé de s'enfuir en Afrique, où il mourut en 574. Ses talents poétiques sont rappelés avec des expressions très-laudatives par Abu Bekir, qui vante également son mérite comme historien. Ahmed ben Yussuf, de la race royale des Beni Hud de Saragosse, qui après l'expulsion de sa famille par le roi d'Aragon Alphonse Ier, s'était réfugié à Cordoue, se saisit du gouvernement de ce royaume. Mais, ayant des motifs de craindre l'inconstance du peuple, il s'enfuit à Jaën, et ensuite à Murcie, dont il fut élu roi aussi bien que de Valence, an de l'hégire 546. L'année même de son élévation il fut défait complétement par Alphonse VIII, et, de peur de tomber entre les mains de l'ennemi, il se fit tuer par trois de ses compagnons. Il existe encore quelques chants de ce prince à l'Escurial. Mohammed ben Ahmdan, kadi de Murcie; Ahmed Abu Giafar, successivement kadi de Grenade, Jaën et Murcie; Ahmed ben Mohammed, wali de Valence, et Mohammed ben Sad, roi de Valence, qui tous se mêlèrent activement aux guerres de cette période de troubles, trouvèrent le temps de faire des vers, dont quelques-uns reposent encore dans la même vaste bibliothèque (1).

Le treizième siècle n'est pas moins fécond en poëtes; et si le nombre va décroissant dans le quatorzième et dans le quinzième, on pourrait néanmoins en dresser encore une liste assez étendue; mais ce ne serait là qu'une aride nomenclature sans intérêt pour le lecteur.

III. L'Espagne mahométane présente aussi une énorme quantité de grammairiens, d'orateurs, de rhétoriciens, de mathématiciens, de philosophes, de médecins, etc., et à une époque où la plupart des sciences étaient entièrement négligées dans le reste de l'Europe. C'était dans les sciences physiques et d'expérimentation que les Arabes excellaient le plus. Leurs connaissances dans la botanique étaient très-renommées; ils n'étaient pas moins fameux comme chimistes; leurs progrès dans les branches les plus secrètes de la philosophie furent si grands, qu'ils en sont regardés universellement sinon comme les fondateurs, au moins comme les régénérateurs en Europe; et leurs ouvrages passent pour contenir les germes de beaucoup de systèmes qui dans l'âge postérieur ont été regardés comme originaux. Leur habileté dans la médecine n'était pas moindre; on en a la preuve dans le voyage de Sancho le Gros à la cour de Cordoue, et dans la complète réduction de sa corpulence. Il y a à

(1) Abu Bekir, *Vestis serica*, p. 51, 59 (dans Casiri, *Biblioth. Arab.*, t. II).

l'Escurial de nombreux commentaires manuscrits sur Dioscoride et Gallien, et des centaines d'ouvrages originaux sur ce sujet sortis de la plume des mahométans espagnols (1). Dans les mathématiques et les sciences en dépendant, ils se distinguèrent encore plus s'il est possible. La base de leurs études géométriques fut les éléments d'Euclide, qu'ils commentèrent et expliquèrent avec une singulière vivacité d'esprit. Ils ont conservé dans leur traduction quelques traités grecs fort précieux, les sections coniques d'Apollonius, qui sans cela eussent été perdues. Nous leur devons la plupart des progrès en algèbre qui ont été faits depuis le temps de Diophante, et la computation arithmétique par les nombres. On peut encore en dire autant de l'optique, et plus encore de l'astronomie. Les tables astronomiques d'Ibrahim Abu Ishac, surnommé al Zarcalli, servirent sans doute de base aux fameuses tables d'Alphonse le Savant, qui, même avec ce secours, aurait fait peu de progrès, s'il n'avait été assisté par deux mathématiciens éminents de Grenade. Les Arabes espagnols firent de grandes améliorations à l'astrolabe, et inventèrent quelques autres instruments, particulièrement une lunette pour observer les mouvements des corps célestes, et appelée, du nom de son inventeur, Zarcalli. Les noms d'une multitude de mathématiciens et d'astronomes, avec leurs ouvrages les plus admirés, peuvent se trouver dans le traité précieux, quoique fait un peu à la hâte, de Casiri. En lisant les histoires des nations, rarement nous trouvons des rois qui se soient distingués par les sciences ou les études générales; mais à chaque pas dans l'histoire des souverainetés mahométanes de l'Espagne, nous rencontrons des monarques dont les recherches ou les talents auraient honoré de simples particuliers. Pour rendre leurs ouvrages plus attrayants, beaucoup de savants du moyen âge composaient leurs traités en vers (1). Ainsi nous avons un poëme sur l'algèbre, un autre sur les règles ordinaires de l'arithmétique, un autre encore sur l'astrologie judiciaire, un quatrième sur l'astronomie, un cinquième sur la puissance des nombres, un sixième sur les propriétés les plus reculées du cône et de ses sections. On voit par le nombre de *codices*, dans le grand ouvrage de Casiri, avec quelle activité l'astrologie judiciaire était cultivée. Dans un de ses chapitres il est prédit avec une grande confiance que, si la religion de Mohammed subsiste jusqu'à l'an 1000 de l'hégire, toute l'Espagne doit inévitablement recevoir le joug mahométan. Nous n'aurions pas assez d'espace pour les noms de tous ceux qui s'appliquèrent à cette étude, et nous ne pouvons que citer celui de l'illustre Averroës, dont la vie nous conduirait dans un champ trop vaste (2).

Les arts utiles de la vie n'étaient pas moins cultivés par les Arabes que les sciences et la littérature. L'agriculture, l'horticulture, la plantation, recevaient les plus grands encouragements des rois de Cordoue et de Grenade. « Les délicieux jardins, dit Masdeu, que fit planter Abderrahman Ier dans sa résidence; l'avantage que les habitants de Séville et de Cordoue tiraient du Guadalquivir, dont les eaux étaient prises pour faire des irrigations et mettre en mouvement les moulins; le charme et la fertilité des jardins de Grenade, qui renfermaient cent trente moulins et plus de trois cents maisons de plaisance; les excellents ouvrages agro-

(1) Tiraboschi, *Storia della Letteratura italiana*, t. VI, l. III, c. 4, soutient que, dans la période en question, il n'y avait pas un seul médecin capable dans aucune partie du monde! Voyez la *Bibliotheca* de Casiri, t. I, cod. 785-892.

(1) Il y a aussi des poëmes sur d'autres sujets, sur les lois d'héritage, sur diverses branches de physique et sur la médecine.

(2) Casiri, *Bibliotheca Arabica Hispana Escurialensis*, t. II, sous une multitude de codices.

nomiques composés par nos Arabes, parmi lesquels Abu Zaccaria, célèbre Sévillan, mérite le titre de prince de l'économie rustique, puisque, suivant l'observation de Casiri, il adapta au climat d'Espagne les plus utiles perfectionnements des Chaldéens, des Grecs, des Latins et des Africains ; ce sont là autant de preuves convaincantes de l'amour des Maures pour l'agriculture après leur établissement dans la Péninsule ». Il en résulta une fertilité presque sans exemple, dont un grand témoignage est porté par le géographe nubien, qui parcourut l'Espagne mahométane au commencement du douzième siècle. Si à cette considération nous ajoutons l'étonnante abondance de poissons sur tous les points de la côte, et les faciles conditions sous lesquelles le fermier tenait la terre, ne payant pas plus que la moitié, souvent que le tiers du produit du sol au propriétaire, nous serons persuadés que la condition de cette classe si négligée partout était douce et heureuse (1).

Les arts mécaniques et les manufactures furent poussés à un haut point de perfection. Des ornements d'or (métal qui continuait à s'offrir en abondance sur divers points du pays) pour les hommes et pour les femmes, de magnifiques habits de soie, l'abondance de la vaisselle plate dans les maisons des riches, la quantité de tissus de laine, de coton et de lin, prouvent incontestablement l'industrie autant que la liberté des Arabes espagnols. Par eux l'usage du papier à écrire fut introduit en Europe. Après toutes les discussions sur cette question, il n'y a point de doute que les historiens arabes ont raison d'attribuer l'invention primitive aux Chinois, desquels l'usage passa aux Perses, et de ceux-ci aux Arabes. L'an 30 de l'hégire, 651 de l'ère chrétienne, le papier était connu à Samarcande, en 88 à la Mecque, et nous sommes autorisés à en inférer qu'il fut introduit en Espagne l'an 711. Le géographe arabe vante la qualité supérieure du papier de Xativa, qui, étant fait de lin, devait être de beaucoup supérieur à la fabrication de coton qu'il avait vue dans l'Orient. A l'Escurial il y a des manuscrits de papier de lin qui remontent au commencement du onzième siècle. Néanmoins Tiraboschi, qui ignore absolument toute chose qui n'est point arrivée dans son propre pays, affirme que le papier fut inventé en Italie durant le quatorzième siècle.

Le commerce ne fut pas jugé moins digne d'encouragement que l'industrie domestique. Les exportations furent les mêmes qu'au temps de l'Espagne romaine. L'usage des vaisseaux pour le commerce conduisit naturellement à la formation d'une marine, pour protéger les relations du pays et transporter les troupes d'Afrique aux îles Baléares et en d'autres lieux. Les beaux-arts furent moins cultivés, la peinture fut presque inconnue, et la sculpture négligée, excepté dans deux ou trois des grandes mosquées ; et même dans ces lieux l'étendue des édifices, la variété des ouvrages plutôt que leur excellence, et la magnificence des matériaux, étaient les seules choses dignes d'admiration. Le palais et la ville d'Azhara, la superbe mosquée de Cordoue, et le palais de l'Alhambra (1), avec d'autres édifices dont la description est faite souvent avec beaucoup d'exagération par la plupart des voyageurs, donnent une haute idée des ressources et de l'activité de ce peuple, incontestablement le plus riche et le plus entreprenant de toute l'Europe depuis le huitième jusqu'au treizième siècle (2). Enfin toutes les grandes cités de l'Espagne mahométane, Cordoue, Grenade, Tolède, Valence, Ubeda,

(1) Fragments de Casiri, de Masdeu.

(1) Voyez la description exagérée de ce palais dans l'*Enciclopedia Britannica*.

(2) Abu Abdalla ben Alkhathib, *Splendor plenilunii*, p. 250 (apud Casiri, *Bibliotheca*, t. II). Al Homaidi, *Supplementum*, p. 202 (apud Casiri, tomo). *Geogr. Nubiensis*, clim. IV, pars I. Abu

Coïmbre, reçurent de grands bienfaits de leurs habitants maures ; cela est suffisamment prouvé par les restes encore subsistants de leur magnificence passée.

Bekir Alcodai, *Vestis serica*, p. 32, etc. (apud Casiri, t. II). Masdeu, *España arab.* lib. II. Conde, par de Marlès, *Histoire de la domination*, et passim.

CHAPITRE II.

GOUVERNEMENT.—ADMINISTRATION.—LOIS.

§ I. ÉTAT DE L'ESPAGNE CHRÉTIENNE.

Après la chute de Tolède, les neuf dixièmes de la Péninsule se soumirent bientôt aux mahométans. Murcie, que les Arabes appellent Tadmir, quoique gouvernée par Theudemir et son successeur Athanagilo, dépendait autant des conquérants que l'Andalousie ou la nouvelle Castille. Les seules parties sur lesquelles le joug ne s'étendit point furent les montagnes des Asturies, de la Biscaye, de la Navarre, et un coin de l'Aragon. Depuis la fondation des États chrétiens, l'étendue de territoire comprise par chacun d'eux variait continuellement, dépendant également de leurs conquêtes sur l'ennemi commun et de leurs propres progrès les uns sur les autres. Un coup d'œil rapide sur l'histoire montrera leur importance territoriale relative, depuis son origine jusqu'à sa plus grande extension, et comment ils reculèrent graduellement leurs frontières aux dépens des étrangers.

1° Lorsque Pélage établit sa petite cour à Cangas, le royaume des Asturies ne comprenait que le district montagneux qui environne cette humble capitale. Cette place resta le siége du gouvernement sous le règne des cinq premiers souverains de Pélage, à Aurelio, ou de 718 à 774. Il ne paraît pas qu'aucun de ces souverains, à l'exception d'Alphonse Ier, ait ajouté beaucoup au territoire primitif. Mais ce conquérant recula ses frontières dans la Galice à l'ouest, et probablement vers l'Aragon à l'orient, et au midi jusqu'aux limites de la province de Tolède. Silo transporta le siége du gouvernement à Pravia, qui fut la résidence de ses successeurs, Mauregato et Bermudo, jusqu'en 791, alors qu'Alphonse le Chaste l'établit à Oviedo, où il demeura jusqu'à la mort d'Alphonse III en 910. Ce monarque agrandit beaucoup ses États qu'il poussa jusqu'à la Sierra de Cuenza sur le territoire de Tolède, au Duero en Estramadure et en Portugal, un instant même jusqu'à la Guadiana. Son successeur, Garcia, plaça sa cour à Léon, point beaucoup plus central, où elle continua, sauf une courte interruption causée par les victoires d'Almanzor, à se tenir jusqu'en 1085. Le terrain conquis par ce fameux Arabe fut repris par Ferdinand Ier, et augmenté par son fils Alphonse VI, qui enleva Tolède, et qui résida dans cette ancienne capitale de la monarchie, comme firent ensuite sa fille Uraca et son petit-fils Alphonse l'empereur. Mais il y avait aussi le royaume de Castille, dont la capitale, jusqu'à la mort de l'empereur, avait

toujours été Burgos, et qui s'était étendu de la Rioja jusqu'à la Vea, et d'Alava au Duero. A l'avénement de Sancho III, en 1157, la Biscaye et Tolède furent ajoutées à la Castille, et tant que ce pays et Léon furent gouvernés par des rois différents, la capitale fut ou Burgos ou Tolède. Après l'incorporation définitive des deux royaumes, et la conquête de l'Andalousie par saint Ferdinand, la capitale de la monarchie fut Séville, quoique Tolède, Madrid et d'autres places fussent fréquemment honorées par la demeure de la royauté. Du règne de saint Ferdinand peut dater la véritable ère de la grandeur espagnole. Murcie fut conquise par son fils Alphonse, et ses successeurs resserrèrent toujours dans des limites plus étroites le royaume de Grenade, seul reste de la puissance mahométane, jusqu'à ce qu'il fût entièrement soumis par Ferdinand et Isabelle.

2° La Navarre, depuis son origine jusqu'à sa conquête par Ferdinand V, subit peu de changements dans sa circonscription; et sa capitale fut toujours Pampelune, quoiqu'une autre place fût honorée par la résidence royale aussi longtemps que la Rioja, conquise par Sancho le Grand, forma une partie du royaume. Après la mort de Sancho III, la cour se tint en Aragon jusqu'en 1134, à Pampelune jusqu'en 1274, à Paris jusqu'à l'avénement de Jeanne II et de Philippe d'Évreux en 1329. Depuis cette époque jusqu'en 1512, la capitale naturelle jouit de ses anciens honneurs. Nous avons dit que la Navarre subit peu de changements dans sa circonscription; mais cela doit s'entendre seulement de la Navarre espagnole. Au nord des Pyrénées, la Gascogne, le pays de Foix, la Champagne et la Brie, le Béarn, etc., furent souvent sous le même sceptre; mais ces domaines étaient loin d'être des possessions permanentes; c'étaient dans le fait des fiefs séparés, changeant de maîtres suivant la volonté du souverain naturel, le roi de France.

3° La seigneurie de Barcelone, qui pendant quelque temps continua à rester sous la dépendance des princes karlovingiens, comprenait anciennement non-seulement toute la Catalogne, mais la Septimanie, Gothie ou le Languedoc. Toutefois la Marche espagnole ou frontière fut tenue ensuite comme un gouvernement indépendant, auquel étaient entièrement subordonnées d'autres seigneuries, telles qu'Urgel, Girona, Ampurias, Vique, Cardona, Manresa, Besalu, etc. La dépendance envers la France fut de courte durée, car Wifred, qui recouvra Barcelone sur les Arabes, prend le titre de souverain *gratiâ Dei*, et il est reconnu même par les Français comme le fondateur d'un État héréditaire. Sous Borel, les efforts des rois de France pour reprendre leur ascendant sur la province paraissent avoir été abandonnés comme désespérés; depuis cette époque jusqu'à l'union avec l'Aragon, les comtes exercèrent une souveraineté aussi indépendante qu'aucun roi chrétien dans la Péninsule.

4° Aussi longtemps que l'Aragon fut limité dans la région montagneuse au pied des Pyrénées, la capitale fut Jaca, ou San-Juan de la Pena. La conquête de Sobrarve, Ribagorza (1) et Pallas, par Ramiro Ier, des forteresses mahométanes depuis les Pyrénées jusqu'à l'Èbre par Sancho Ier, de Huesca par Pierre, de Tudela, Saragosse, Calatayud, Daroca, Mequinenza, etc., par Alphonse Ier, transformèrent la petite seigneurie en un puissant royaume dont la capitale fut transférée à Saragosse. Lorsque Lerida et Fraga furent réduites par le prince d'Aragon, les îles Baléares et Valence par Jacques le Conquérant, l'Aragon, sans parler de ses possessions en France, devint à côté de la Castille le plus puissant et le plus vaste État de la Péninsule.

5° Le Portugal, dans ses limites originaires, tel qu'il fut gouverné par Henri de Besançon, le premier comte, s'étendait seulement du Minho au Duero; et sa capitale était Coïmbre. Après les conquêtes d'Alphonse Ier, qui pénétra jusqu'aux Algraves, de Sancho II, qui les recula à l'est et au sud, Lisbonne fut considérée comme la

(1) Toutefois une partie de Ribagorza était l'héritage du premier roi d'Aragon.

capitale, quoique la cour résidât souvent à Coïmbre ou à Santarem. Depuis le règne de Sancho II, le Portugal ne reçut aucun accroissement dans la Péninsule; mais ses établissements en Afrique, en Asie et en Amérique, furent assez vastes pour le mettre au niveau de la monarchie espagnole.

Le gouvernement de tous les États chrétiens était absolu ; mais dans deux il fut originairement électif; dans le reste toujours héréditaire. Jusqu'au règne de Wifred les comtes de Barcelone furent choisis par les rois de France ; mais, à partir de cette période, la souveraineté fut tout aussi héréditaire sur ce point que dans toute autre partie de la Péninsule. Comme leurs ancêtres visigoths, les premiers rois des Asturies furent sans doute élus par les prélats et les barons, chefs reconnus des ordres religieux et civils; mais le système héréditaire semble avoir prévalu depuis l'avénement de Bermudo II, en 982; et même, depuis la fondation de l'État, l'élection avait toujours été limitée à la même famille, et était généralement tombée sur le plus proche héritier dans l'ordre légitime de succession. Si, à la mort du monarque, les prélats et les barons assemblés négligeaient ses enfants en faveur d'un frère ou d'un neveu, c'est que ces enfants étaient trop jeunes, ou étaient indignes sous quelques rapports des importantes fonctions, à une époque où le bien-être et la sécurité du peuple demandaient que le roi pût agir vigoureusement de la tête et du bras. Ce fut sans doute pour la même raison, qu'à la mort d'Ordono II, en 923, son frère Fruela II fut élu, de préférence à ses quatre enfants; et cela est confirmé par un fait presque immédiat : Fruela lui-même ayant de la postérité, eut pour successeur Alphonse IV, fils aîné d'Ordono. Pour prévenir les troubles nécessairement attachés à une succession disputée, les électeurs soutenant parfois différents candidats, le choix fut souvent déterminé et l'héritier présomptif couronné durant le règne du monarque actuel; mais cet expédient n'eut pas toujours le résultat que l'on en attendait. Quelque clairs que fussent les droits du successeur désigné, fût-il même le fils aîné, possédât-il toutes les qualités propres à briller sur le trône, dans les temps primitifs il ne pouvait entrer dans l'exercice de ses fonctions avant d'avoir été confirmé par l'assemblée des électeurs. Les rois de Léon eurent à cet égard à subir les mêmes conditions que leurs frères de Navarre, d'Aragon et de Portugal. Ils s'en affranchirent. A l'avénement du souverain, ou immédiatement après, les états furent convoqués; mais ce n'était plus pour donner leurs suffrages au nouveau monarque ; on leur demandait seulement de prêter hommage, de recevoir le serment, d'appliquer les lois avec impartialité, et de voter les subsides nécessaires pour le soutien de la dignité royale (1).

Pendant quelques siècles les titres et les honneurs des souverains de Castille furent à peu près les mêmes que ceux des Wisigoths. Chacun était intitulé *rex*, *princeps*, *dominus* ou *noster dominus*, et à ces titres étaient ajoutées les épithètes de *gloriosus*, *pius*, *serenissimus*. Lorsque le castillan remplaça le latin, *el rey*, *nuestro senor*, fut la désignation la plus habituelle ; et en s'adressant aux souverains on disait le plus ordinairement : *senor rey*, ou *vuestra altesa*. Ces pouvoirs varièrent aux diverses périodes de la monarchie. Anciennement l'autorité ecclésiastique des rois de Léon ressemblait à celle des rois visigoths. Comme eux ils pouvaient 1° proclamer des règlements généraux pour le maintien de la discipline et des intérêts de la religion ; 2° présider les tribunaux d'appel; 3° nommer à des évêchés vacants; 4° convoquer, présider et confirmer les conciles nationaux. Mais de ces prérogatives ils

(1) Mondejar, *Advertencias à la Historia del Padre Juan de Mariana*. Masdeu, *España Arab.*, lib. II. Mariana, *Teoria de las Cortes*, t. I. Sempère, *Histoire des Cortès d'Espagne*, passim, et *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence de la Monarchie espagnole*.

ne retinrent en définitive que la troisième, la nomination à des siéges vacants; car à partir du onzième siècle, de si hautes idées de la suprématie pontificale furent introduites dans la Péninsule, que la juridiction ecclésiastique fut enlevée à la couronne, et que bien plus, tous les trônes furent déclarés par les prêtres les plus zélés soumis à la volonté du pontife. Les pouvoirs temporels du souverain, durant les cinq premiers siècles après la restauration de la monarchie, étaient semblables à ceux que possédaient les rois wisigoths; mais dans les derniers temps ils furent sans doute plus grands. Le roi, dit le code d'Alphonse le Savant, représente Dieu sur la terre; il est donc le vicaire de Dieu; il est l'âme et la tête du corps politique, qu'il dirige à sa volonté; ses devoirs sont de préserver la tranquillité intérieure, d'humilier l'orgueilleux, de détruire l'impie, de défendre la foi catholique, et de vaincre les ennemis étrangers. Ainsi il peut concéder ou révoquer, interpréter ou abroger les lois; il peut déclarer la guerre ou faire la paix, instituer des juges, lever et exiger des contributions. Mais le royal législateur admet que de telles contributions doivent être levées ou exigées selon les anciennes formes, c'est-à-dire conformément à l'usage établi; il ne peut saisir aucun objet appartenant à ses vassaux sans leur consentement, excepté en cas de délit civil; il doit gouverner en paix et en guerre avec l'avis des hommes bons et prudents; parmi les premiers en rang, ceux qui sont habiles dans les lois, et dans les autres les guerriers expérimentés. Mais, quoiqu'il lui fût ainsi interdit de blesser ses peuples, de les frapper de châtiments rigoureux, de fouler aux pieds leurs droits, ou de les opprimer par de dures exactions, les lois étaient-elles suffisamment puissantes pour le réprimer? Quelle force pouvait assurer leur efficacité? Les nobles? ils pouvaient être tyrans dans leurs gouvernements respectifs, et se livrer aux mêmes abus. Les prélats? leur voix était rarement entendue au milieu des scènes de violence. Chef de la magistrature et de l'armée, interprète de la justice, le roi n'avait que trop de facilité d'exercer des actes arbitraires. Néanmoins il est certain que les rois espagnols furent rarement des tyrans. Si parfois ils abusèrent de leur autorité, en général ils furent les protecteurs du peuple. Les vrais tyrans étaient les seigneurs féodaux, dont les violences et la rapacité provoquaient des plaintes innombrables, ainsi qu'on en trouve dans les chroniques nationales et dans les actes des cortès. Ce qui est digne de remarque, c'est que les reines présidaient avec leurs époux les cortès, les conciles et les tribunaux judiciaires; qu'elles n'étaient pas simples spectatrices, mais agissaient en juges, exerçant, en quelques occasions du moins, une autorité collective, et signant aussi les ordres publics. Ainsi Elvire présida avec Alphonse V le concile national de Léon; ainsi Sancho le Grand, dans le diplôme par lequel il érigea l'évêché de Pampelune, déclare qu'il agit ainsi avec l'assistance et le consentement de la reine; Raymond de Barcelone rend un décret, conjointement avec son épouse, à Dalmodis. Ces exemples sont pris parmi des centaines de faits qui pourraient être produits en preuve de l'influence exercée dans l'administration par les épouses des souverains espagnols (1).

L'établissement domestique du roi, appelé par les Wisigoths *curia*, dans le moyen âge *cohorte*, et maintenant *cour*, était composé des sujets les plus distingués ou les plus en faveur. Le principal était le *major-domus*, auquel étaient soumis tous les domestiques du palais. L'*armiger*, ou porte-

(1) *Codex legis Visigothorum*, lib. XII. Loaisa, *Concilia Toletana*. Alfonso el Sabio. *las siete Partidas*. Catalani, *Collectio maxima Conciliorum omnium Hispaniæ*. *Concilium Legionense*. *Concilium Pampilionense*. Balusius Tutelensis, *Collectio veterum monumentorum ad historiam illarum regionum pertinentium, quæ describuntur in libris Marcæ Hispaniæ*. Masdeu, *España Arab.*, lib. II. Salazar de Mendoza, *Origen de las dignidades seglares de Castilla y Leon*.

bouclier, occupait le rang le plus voisin. Puis venaient les *œconomii* ou intendants, les *capellani* ou chapelains, les *notarii* ou secrétaires et notaires, les *cubicularii* ou chambellans, les *cellarii* ou pourvoyeurs, et quelques autres dont les emplois n'étaient pas très-clairement définis. Les chefs de chaque département s'intitulaient *comites*, *comitores*, *condes*, comtes ou compagnons, ainsi appelés parce qu'ils étaient les compagnons du roi; ainsi il y avait le comte des notaires, le comte des écuries, le comte du trésor, etc., et ce n'était là que de purs titres honorifiques auxquels n'étaient attachés aucuns fiefs. Toutefois dans le treizième siècle ces titres disparurent; chaque individu fut appelé selon l'office qu'il remplissait, et dans le langage castillan; et les chefs dans chaque département ajoutaient le mot *mayor* à la dénomination commune. Des gouverneurs de cités et de provinces particulières, en vertu de leur office appelés *comites* ou *condes*, étaient ou dépendants de la couronne, comme les comtes de Rierro et des Asturies, ou héréditaires et souverains, comme ceux de Catalogne. Dans leurs juridictions respectives, ces comtes recevaient le titre de *illustrisimos;* ils tenaient des cours comme leur seigneur lige le roi; ils instituaient des juges et d'autres magistrats dans les villes subordonnées, et en guerre ils commandaient les troupes levées dans leur gouvernement. Les députés étaient les *viscondes* ou vicomtes, qui, comme eux avec le temps, changèrent le titre personnel en titre héréditaire. Le grand corps de nobles était divisé en deux classes: ceux qui tenaient des juridictions seigneuriales ou quelques hauts offices, et ceux qui n'avaient que la distinction commune à l'ordre auquel ils appartenaient. Les derniers étaient appelés *equites* ou *caballeros*, de leur privilége de monter et d'entretenir un cheval, et de porter certaine armure, en vertu d'une concession spéciale du roi. Les premiers s'intitulaient *optimates* ou *magnates*, *proceres* ou *primores*, jusqu'à ce que le mot fût remplacé vers le temps de Juan II par celui de *grandes*. Cette distinction s'éleva-t-elle originairement de l'âge, ou des possessions, ou de l'expérience dans les affaires d'une cour, ou de l'influence des hommes comme conseillers de la couronne, ou bien fut-elle le résultat de l'union de tous, c'est là un point qui peut être discuté; mais certainement elle fut appliquée seulement à ceux qui se trouvaient fréquemment à la cour ou possédaient une grande influence dans l'État. Nous pouvons dire avec une égale vérité que ce fut une dignité purement personnelle et honorifique. Les distinctions de marquis et de duc, quoique héréditaires, étaient aussi honorifiques; elles furent introduites toutes deux vers le quatorzième siècle. Dans les temps anciens, en effet, le marquis, ainsi appelé parce qu'il était placé sur la marche ou la frontière, avait une juridiction étendue; mais la dignité existait en réalité seulement en Catalogne, et ne peut être considérée comme d'origine péninsulaire. Le titre de duc, comme dignité militaire, était connu des Wisigoths; mais à aucun temps il n'exista en Espagne avec une juridiction féodale. Les *condes* étaient les seuls grands feudataires de la couronne qui exerçassent une juridiction locale, comme *senores vasos* ou *valvasores*, *prepositos*, *villicos*, *castellanos*, etc. Le premier de ces termes, *senor*, impliquait une domination sur des places ou des personnes. Le mot *vaso* ou *valvasor* était appliqué aux nobles catalans qui jouissaient de l'usufruit de quelque cité, ville ou district, sous l'obligation de défendre la vie ou les possessions du prince par lequel l'usufruit avait été concédé. Ce mot est probablement dérivé de *vas*, confiance ou féauté; il a certainement donné naissance à celui de vassal, impliquant la jouissance d'un certain bénéfice en retour de certaines obligations. Le *preposito* avait l'autorité sur la capitale du royaume; le *villico* sur une ville, parfois sur une cité, comme le moderne alcalde; le *castellano* sur les châteaux ou forteresses. Chacun de ceux-ci avait un *vicario* ou vicaire, qui le remplaçait en cas d'absence ou d'indisposition. Par

le progrès du temps, beaucoup de ces termes tombèrent en désuétude. A partir du treizième siècle, les gouverneurs de province furent appelés *adelantados* (maintenant ce sont les capitaines généraux), tandis que ceux des cités, villes et forteresses furent connus sous le nom d'*alcaldes*. Les *almirantes* ou amiraux furent établis après la conquête de Séville, où ils demeurèrent ordinairement. Le *condestable* ou connétable avait le même pouvoir sur terre que l'amiral sur les choses de la marine. Il était le vicaire du roi, présidait la force militaire et l'administration de la justice ; mais cette dignité restait généralement vacante, sans doute de crainte que l'on n'abusât de son pouvoir. Le premier connétable fut créé par Juan Ier, durant les guerres entre la Castille et le Portugal (1).

De ces dignités que nous venons de mentionner, comme les *presides provinciales*, *condes* ou *adelantados*, *alcaldes*, etc., la plupart étaient sans doute de nature mixte, en partie civile, en partie militaire (2). De cette nature aussi était l'*alferez mayor*, dont le devoir était non-seulement de conduire l'armée lorsque le roi était absent, mais aussi de porter le glaive de la justice. Il recevait les ordres royaux pour l'arrestation des grands, présidait à leur punition, et dans le fait il était le juge suprême de l'armée ; aussi l'on exigeait non-seulement qu'il fût bon général, mais qu'il eût une bonne intelligence et fût de noble lignage. Le *caballero* ou chevalier était aussi de noble naissance, mais exclusivement militaire, à moins qu'il ne tînt une juridiction civile de la couronne, ou en vertu de sa possession héréditaire. Il était quelquefois appelé hijodalgo (hidalgo) (1), à cause de ses biens, et quelquefois noble, à cause de son lignage. Pour être hidalgo, il était nécessaire d'avoir un père, un grand-père et un bisaïeul qui l'eussent été ; pour être noble, les mêmes conditions devaient se trouver du côté maternel. Le *caballero* ou chevalier, dit une loi des *Partidas*, devait être cruel et accoutumé à porter des blessures, de peur qu'il ne fît merci à l'ennemi. Nul *caballero* ne pouvait être armé chevalier de la main de quelqu'un qui ne le fût pas lui-même, et il devait d'abord avoir porté le bouclier d'un chevalier. La veille de son admission dans l'ordre, dit une autre loi, il doit jeûner et prier. Il sera assisté par des *escuderos* ou porte-boucliers, qui le laveront et le placeront dans un lit magnifique. Là il sera aidé par divers chevaliers, qui le revêtiront du costume le plus brillant, et ensuite le conduiront à l'église. Là il s'agenouillera devant l'autel, suppliera Dieu de lui pardonner ses péchés et de lui accorder la grâce de remplir les devoirs de sa nouvelle vocation. Puis il se lèvera et restera debout toute la nuit, absorbé dans une dévote méditation. Au point du jour il se confessera, entendra la messe et communiera, et on lui demandera s'il veut devenir chevalier, et observer fidèlement les règles de l'ordre. S'il répond affirmativement, celui qui le crée commande à un chevalier de lui chausser les éperons, tandis que les autres le revêtiront de son armure complète, à l'exception de la tête qui restera nue ; alors le chevalier qui l'arme détachera sa propre épée, la lui placera dans la main droite, lui fera jurer de ne jamais fuir la mort dans la défense de sa religion, de son roi ou de son seigneur naturel et de son pays, et le frappera sur les épaules en disant : « Dieu t'aide à remplir

(1) Ypes, *Cronica general de la orden de San-Benito*. Baluzius Tutelensis, *Collectio veterum monumentorum*. Florez et Risco, *España sagrada*. Alfonso el Sabio, *las siete Partidas*. Masdeu, *España Arab*. Perez, *Compendio del derecho publico y comun de España*. Salazar de Mendoza, *Origen de las dignidades*.

(2) « Segun esto el adelantado en la paz es presidente y justicia mayor à algun reyno, provincia, o distrito ; y en la guerra, capitan general. » Salazar de Mendoza.

(1) *Hijo*, fils; d'*algo*, de quelque chose.

ton vœu ! » Alors tous les chevaliers présents le baiseront sur la joue en signe de paix et de fidélité mutuelle, et tous les autres chevaliers qu'il rencontrera pour la première fois feront de même, jusqu'à ce qu'une année se soit écoulée depuis son baptême militaire; et lorsque le baiser de paix et de confiance aura été donné, son épée lui sera ceinte de nouveau, soit par le chevalier qui l'a créé, ou par tout autre qui deviendra son parrain, et répondra de sa conduite durant son noviciat. Il honorera toujours l'homme qui l'a armé aussi bien que son parrain, ne combattra jamais contre eux, excepté pour la défense de son seigneur naturel, et même alors il se gardera de les offenser, à moins que la vie de son supérieur ne soit en danger. Il doit posséder les quatre vertus cardinales, la prudence, le courage, la tempérance et la justice; doit être sobre dans sa nourriture, lire et méditer les actions des héros, être toujours prêt à défendre non-seulement ses frères d'armes, mais tous les opprimés sans secours, spécialement les femmes, les veuves et les orphelins. En retour il possédera beaucoup de priviléges et d'exemptions, sera honoré par tous, sans excepter même le roi. Mais s'il tache la chevalerie par des crimes, s'il arme chevalier un homme qui n'ait point qualité pour être élevé à cet ordre, s'il se livre à quelque vile profession, telle que le commerce, s'il manque à quelqu'un de ses devoirs, il peut être dégradé publiquement: ses éperons et son épée lui seront arrachés; il sera déclaré incapable de tenir aucune dignité, ou même de porter une accusation à la barre de justice (1).

Cavaliers et fantassins, *caballeros* et *pecheros* avaient leurs capitaines, qui, ainsi que beaucoup d'autres dignitaires, étaient anciennement choisis par les troupes qu'ils étaient destinés à commander. Nous citerons avec plaisir les paroles d'un écrivain de Revue, qui évidemment a étudié avec soin cette matière, et qui tire peut-être avec beaucoup de raison tout le système électif du nord de l'Europe, berceau des Wisigoths (1).

« Un roi de l'ancienne Germanie devait être pris seulement dans la race royale; mais le chef de l'armée était choisi pour sa valeur (2). Les élections libres et guerrières des Germains au temps de Tacite, continuèrent à être le privilége des guerriers espagnols, même au règne d'Alphonse (3). Tout en désaccord avec la constitution et les préjugés de l'Europe féodale, cette coutume est un reste de l'antiquité la plus reculée, et semble avoir été retenue par les Espagnols seuls (4). De faibles traces presque insaisissables de chefs élevés par l'élection peuvent être trouvées dans d'autres parties de l'Europe. Lorsque les tenures militaires des terres, même dans leur état le plus simple, furent adoptées par les nations teutoniques, la franchise tomba nécessairement en désuétude. Aussi longtemps que ces nations combattirent seulement pour le pillage, le chef n'était que le premier parmi ses pairs, durant la campagne excitant leur valeur par son exemple, sans exercer de contrainte par son autorité. Le sort divisait la moisson faite par l'épée; l'entretien du soldat ne le rendait point dépendant de son général; chacun avait aidé à conquérir le butin du camp ou les dépouilles de la ville, et tandis que le champ de bataille était encore tout fumant, que les flammes s'échappaient encore des

(1) *Las siete Partidas*. Perez, *Compendio del derecho*.

(1) *Edinburg Review*, n° 61, p. 113.

(2) « Reges ex nobilitate, duces ex virtute sumunt. » Tacitus, *de Moribus Germanorum*, c. VII.

(3) Ici l'écrivain commet une légère erreur; un examen attentif de la seconde *Partida* prouvera bientôt qu'une noble naissance était aussi nécessaire que la valeur.

(4) C'est-à-dire, ainsi que l'écrivain le pense, par le premier peuple de l'Europe féodale. Dans la Scandinavie, de telles élections étaient communes, et s'y continuèrent jusqu'aux douzième et treizième siècles.

ruines, chaque aventurier libre recevait son or, emmenait son troupeau, ou liait la beauté captive, qui reculait encore devant son contact. A la fin tous ces hommes s'enracinèrent dans le sol, et la terre récompensa les exploits du soldat. Le sujet d'une monarchie perdit les libertés du maraudeur, et une récompense permanente amena une longue sujétion. Le seigneur du vilain devint lui-même vassal ; chaque année les fruits des champs devinrent le salaire de travaux souvent répétés ; la valeur, vertu du soldat, ne le mit plus en état d'aspirer à l'autorité militaire ; quelques-uns étaient nés pour le commandement, d'autres pour l'obéissance. Le roi fortifia le service des barons ; le vavasseur fut obligé de suivre la bannière qui flottait sur la tour du château, et chacun dans son degré accompagna son supérieur en campagne, non plus comme le chef qu'il suivait par affection et par choix, mais comme le seigneur lige sous lequel il combattait, forcé par les lois de l'obéissance et de la fidélité. »

Les relations mutuelles des seigneurs et des vassaux expliqueront l'extrait qui précède. Un *senor*, dit une loi des *Partidas*, est celui qui exerce le pouvoir et le commandement sur tous les hommes placés dans sa juridiction ; et un vassal est celui qui reçoit des bénéfices ou des honneurs, tels qu'une chevalerie, des terres ou de l'argent, s'engageant à remplir un service. Lorsque le contrat était formé, le vassal faisait hommage en baisant la main de son supérieur. Toutefois avec ce supérieur il n'était pas obligé de demeurer plus d'une année. Mais quoiqu'il prît congé du seigneur en lui baisant la main comme dans la précédente occasion, renonçant à son vasselage en termes clairs, et qu'il entrât au service d'un autre, on s'attendait à lui voir montrer du respect envers son premier maître. L'obligation morale ne pouvait être détruite, excepté par un acte d'injustice de la part du premier, qui pût porter atteinte à la vie et à l'honneur du second. Ces barons étaient aussi vassaux du roi pour les villes, forteresses ou châteaux, territoire ou revenu qu'ils tenaient de lui. Leurs possessions étaient appelées feudes ou fiefs ; elles étaient reçues par les vassaux à genoux devant le roi, dans les mains duquel ils prêtaient hommage, jurant d'être toujours loyaux et fidèles, de lui donner bon conseil, de ne jamais trahir ses secrets, de l'aider contre tout ennemi, etc., etc. En signe de cession, le roi remettait au vassal un anneau ou un gant, selon la forme prescrite dans le pays. Non-seulement les rois, mais les grands nobles, les nobles de seigneuries et les prélats, pouvaient conférer des fiefs. L'obligation entre seigneur et vassal était mutuelle : le premier était obligé à aimer et à protéger, l'autre à aimer, défendre et servir. Comme les fiefs étaient possédés par la tenure du service militaire, ils ne pouvaient être remis qu'entre les mains d'hommes; car lorsqu'ils devinrent héréditaires, et qu'il restait seulement une fille, c'était le privilége du monarque de la marier avec qui lui plaisait, afin que l'obligation primitive du service militaire pût être continuée; et si elle refusait l'époux proposé elle était forcée de résigner la possession entre les mains du roi. Si le seigneur ou le vassal tuait le fils, le petit-fils ou le frère, ou avait des liaisons coupables avec l'épouse ou la fille de l'autre, l'obligation cessait. Dans un cas le fief était enlevé au possesseur, dans l'autre le seigneur perdait tout droit sur ce bien, qui devenait la propriété héréditaire de l'occupant. Tant que les conditions du contrat étaient observées par tous deux, le fief demeurait au pouvoir de l'ancien dominateur. Si le baron était exilé pour quelque crime, ses vassaux pouvaient l'accompagner dans un autre pays, et l'aider à gagner son pain au service d'un autre (1).

L'histoire ne rapporte pas le mode primitif d'élection des capitaines teutons ; mais il est clair que ces élections se faisaient dans les réunions populaires où les nations germaniques exerçaient leur autonomie. Les

(1) *Las siete Partidas*, part. IV, tit. 25.

lois d'Édouard le Confesseur montrent que le *heretoch* était choisi par le peuple du *shire*, en pleine assemblée publique (1). Les ducs militaires ou les *heretochs* des Bavarois étaient ordinairement choisis par le peuple de chaque district; mais lorsque la *Lex Baiuvariorum* fut compilée, l'empereur avait acquis le droit de nommer le *heretoch*, dont l'autorité était déclarée la même que celle du *heretoch* élu. Il est probable que le peuple avait perdu son droit. De là les Anglais dérivent le choix de leurs constables. Que le constable, de quelque nom qu'il fût d'abord appelé, fût un officier militaire dans son origine, cela est indubitable (2). Il peut avoir été le conservateur de la paix au temps d'Alfred. Cependant c'était par la force des armes, et en plaçant son bâton sur la tête du Saxon indocile. Le statut de Winton, qui donna au grand constable l'usage de l'armure, prouve qu'il connaissait des matières militaires avant la publication de cette disposition législative. De nouveaux devoirs imposés à d'anciens officiers sont toujours analogues à ceux qu'ils ont été accoutumés à remplir. On ne sait pas de quelle manière les nations scandinaves choisissaient leurs chefs militaires (3); mais il y a une remarquable uniformité dans toutes leurs coutumes, et nous pouvons conjecturer que le roi de guerre était investi de son office par des cérémonies semblables à celles qui se firent dans la suite pour placer le roi du peuple sur le trône. Lorsque l'autorité royale devint permanente, le chef de l'État fut le chef de l'armée, et la politique civile et militaire marcha d'un mouvement

(1) *Leges Eduardi*, p. 206.

(2) Cela est fort douteux.

(3) L'écrivain doit penser qu'il y avait peu de choix dans ce cas. L'homme qui, comme pirate, avait acquis de la célébrité sur mer, ne partait jamais pour une expédition sans publier son intention, et sans inviter d'autres à se joindre à lui. Tous ceux qui arrivaient obéissaient naturellement à son autorité depuis que l'on mettait à la voile jusqu'à leur retour. Voyez la *Heimskringla saga de Snorro Sturleson*.

concordant. Il paraît que si le trône de Norwége tombait en forfaiture, ou devenait vacant, un nouveau roi était envoyé par les verdicts des jurys des *shires* (1). Douze des hommes les plus sages étaient choisis de chaque province, qui juraient de nommer le plus digne à ces hautes fonctions. Telle était la loi de Norwége, ou du moins telle on la déclara dans les lois recueillies par Haco, qui réunit les anciennes coutumes de son peuple d'après les traditions des sages héréditaires (2), qui furent ensuite revisées par Onare, roi consacré; et par déférence à cet ancien privilége des Norwégiens, Prester-Swerre, l'usurpateur, obtint une confirmation de son titre des douze hommes de chaque *shire*, qui, selon l'abbé de Thingoere, lui adjugèrent le nom de roi. Dans chaque branche de la vie politique et de la juridiction des nations gothiques, nous observons la vénération où l'on tenait les décisions ou déterminations des douze hommes. Nous avons perdu les anneaux intermédiaires de la chaîne; mais lorsque le constable est renvoyé dans la petite cour d'un manoir anglais par les serments du petit jury, il est certain que cet humble et ancien officier constitutionnel tire son autorité annuelle d'une réunion d'hommes analogue à celle qui, dans les anciens jours, plaçait un monarque de Norwége sur le trône (3).

Tout ceci se rattache intimement au sujet. Quoique dans les lois écrites d'Espagne il y

(1) Ceci n'est point parfaitement exact. L'écrivain aurait pu dire: « Si l'un des trônes de Norwége. » La coutume, antérieure à l'incorporation des petits royaumes en un par Harold Harfager, fut sans doute reproduite dans le texte, mais pas dans la suite. Quelquefois chaque province envoyait douze députés pour faire hommage au nouveau roi.

(2) Ils n'étaient certainement pas héréditaires dans l'acception usuelle du terme. L'office était ouvert à tous ceux qui voulaient voter, ou du moins à tous ceux qui avaient qualité pour cela.

(3) *Edinb. Review.*, n° 61, p. 114-115.

ait peu d'allusions à de telles élections par jury à des emplois civils et militaires, cependant elles étaient reconnues par le droit coutumier qui avait été apporté des rives de la Baltique, qui avait dominé tacitement durant la monarchie des Wisigoths, et qui ressuscita avec les *fueros* locaux. L'hypothèse n'est pas seulement ingénieuse; elle emprunte de la probabilité à beaucoup de passages isolés parfois obscurs, des codes espagnols, spécialement dans les chartes municipales.

Si du nord nous passons maintenant dans les contrées ardentes de l'Espagne, nous trouverons nos vieux jurys gothiques employés à élire les principaux officiers de l'armée et de la marine des Castillans : *l'adalid, l'almocaden, l'alfaquèque et le comitre*, dont les titres étaient examinés par un jury de douze hommes sages, et dont la promotion suivait le verdict. Qui devait être adalid? A cette question on peut répondre par les paroles du savant roi Alphonse. Il nous a donné un portrait de l'ancienne armée castillane avec toutes les brillantes couleurs de l'ancienne chevalerie (1). Les anciens sages pensaient que *l'adalid* doit être doué de quatre qualités : la sagesse est la première; la seconde est le cœur; la troisième le bon sens; et la quatrième la loyauté. Et lorsqu'un roi ou quelqu'autre grand seigneur désire faire un *adalid*, il doit appeler sous lui douze des plus sages *adalids* qui peuvent être trouvés, et ceux-ci doivent jurer qu'ils diront sincèrement si l'officier que l'on veut choisir pour *adalid* a les quatre qualités dont nous avons parlé; et s'ils répondent : Oui; alors ils doivent le faire *adalid* (2). Ici nous avons clairement une enquête faite par douze hommes donnant leur verdict sous serment. S'il arrivait que douze *adalids* ne pussent être trouvés, alors on ajoutait une espèce de rapport *de circumstantibus* à ce jury spécial. Le roi ou le seigneur devait remplir le nombre de douze avec des hommes bien famés pour leurs exploits en guerre ou leurs actes dans la paix; et le verdict était aussi valable que si tous eussent été *adalids*. Et celui qui osait agir comme *adalid* sans avoir été élu légalement devait subir la mort. « Il fut conseillé, dans les anciens temps, dit Alphonse, qu'ils devaient avoir toutes les qualités susmentionnées, parce qu'elles leur étaient nécessaires pour qu'ils fussent en état de guider les troupes et les armées en temps de guerre; et à cause de cela ils furent appelés *adalids*, ce qui est équivalent de guide (1). »

L'*adalid* était le *dux*, le chef, le général des Almogavares; ses devoirs sont détaillés au long dans les *Partidas*. Alphonse avait vu, et pouvait bien apprécier les services rendus à son père au siége de Séville par les *adalids* Domingo Munoz, Pedro Blasquez, Diego Martinez, et Lope Garcia de Cordova. L'important commandement des Almogavares, portion nombreuse et la plus active de la cavalerie castillane, revenait à *l'adalid*, et toutes ces quatre qualités étaient constamment provoquées à l'action (2).

Tout ceci est assez exact, à l'exception de la dignité de l'officier. Non content d'assurer qu'il était *dux* ou général des troupes, l'écrivain ajoute dans une note : « Nous insistons sur la dignité de *l'adalid*, parce qu'un écrivain d'une grande autorité (3) semble l'avoir considéré purement comme le guide des soldats, et non comme leur commandant. » Certes il n'était que leur guide, et rien de plus, ce qui est prouvé par les chro-

(1) Cette description est trop brillante pour être strictement exacte : 1° Est-ce Alphonse le Savant ou un autre qui écrivit les lois des *Partidas* relatives à *l'adalid?* Où sont les couleurs brillantes dans le titre 22 de la seconde *Partida?* Tout ce titre est grave et froid comme un discours de Sénèque.

(2) *Las siete Partidas*, part. II, tit. 22, 1-2.

(1) « Que quiere tanto decir como guiado res. »

(2) *Edinb. Review*. n° 61, p. 115-116.

(3) Sans doute le docteur Southey, note à la *Chronique du Cid*.

niqueurs castillans. Sans rappeler la déclaration expresse de la première loi du titre 22 qui montre clairement que cet officier était purement un éclaireur ou guide de l'armée, et non pas seulement des almogavares, les extraits suivants de l'une des premières chroniques que nous ayons pu saisir doivent mettre fin à la discussion : « E mandaron à los adalides que los guiasen para salir deaquellos lugares asperos (1).—(Los adalides à quien cometieron la guia para llevar la gent por lugar mas seguro) este desbarato que ovieron los christianos, fue grande lo qual en lo publico parecio haber seydo por la malaguia de los adalides (2).—El marques, visto el destrozo de los suyos, tomò otro caballo porque el suyo estaba ya cansado y mal ferido, y guiandole un adalid por una sierra alta, etc (3). — Los adalides eran gente de caballo, y su nombre quiere decir lo mismo que guiadores, por que guiaban la gente de guerra, y este era su principal oficio. — Y escogian para este (l'office d'adalid) la gente mas ligera para huyr y alanzar, etc. (4). »

Il est impossible d'être plus explicite dans la définition des fonctions de cet officier. Un exemple plus frappant, c'est que le chef d'une armée, irrité contre les adalides qui l'avaient guidé dans une position défavorable, fit mettre la plupart à mort. Si cet office avait été si élevé, comment aurait-on pu trouver à la fois douze pairs d'un adalid pour l'inaugurer? et pourquoi la légèreté des pieds aurait-elle été exigée dans un général de cavalerie? Il est vrai que son avis était demandé au moment d'une attaque; mais c'était seulement parce que, d'après les habitudes de sa profession, il devait nécessairement connaître les localités et la position de l'ennemi mieux que les généraux eux-mêmes. Dans le fait, il était seulement souffert à la table des caballeros ; et loin qu'il fût de noble naissance, il était toujours choisi dans les rangs inférieurs de l'armée. Les cérémonies singulières avec lesquelles l'office était conféré à l'adalid sont une preuve des hauts honneurs dont il jouissait et de l'autorité qu'il exerçait (1). Le roi le revêtait d'un riche costume, lui donnait une épée et un cheval, des armes de bois et de fer, selon la coutume du pays. L'épée devait être ceinte par *un rico home*, seigneur et chevalier; puis un bouclier était placé à terre; le futur adalid montait dessus; le roi tirait l'épée du fourreau, la plaçait nue dans la main du récipiendaire, et alors les douze adalids, ou du moins ceux qu'on avait pu rassembler, élevaient le bouclier aussi haut qu'il était possible, tournant la face de leur nouveau collègue du côté de l'orient : « Au nom de Dieu, s'écriait l'adalid, je défie tous les ennemis de la foi, de monseigneur le roi et de son pays. » Et en parlant ainsi, il élevait le bras, portait un coup de haut en bas, puis un autre en travers, décrivant ainsi en l'air le doux et saint signe de la rédemption de l'homme; et il répétait ce défi quatre fois, vers chacune des quatre parties du monde. C'est ainsi qu'élevés sur les boucliers étaient inaugurés les rois des Goths et des Francs. L'adalid remettait son épée dans le fourreau, et le roi plaçait un pennon dans sa main, disant : « Je te garantis que désormais tu dois être adalid (2). »

Quest-ce que l'almocaden? « Nous devons appeler almocadènes, dit le savant Alphonse, ceux qui étaient appelés anciennement capitaines de fantassins. » Le nom est arabe. Comme l'adalid, l'almocaden était envoyé par le verdict d'un jury. Inférieur en rang à l'almogavare, il n'avait point accès auprès du roi en première ins-

(1) Hernando del Pulgar, *Cronica de los señores reyes catolicos don Fernando y doña Isabel*, p. 205.
(2) *Ibid.*, p. 207.
(3) *Ibid.*, p. 206.
(4) Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, fol. 250.

(1) Elles prouvent seulement que cet office avait une grande responsabilité, et qu'il était d'un indispensable usage.
(2) *Las siete Partidas*, part. II, t. XXII. *Edinb. Rev.*, ubi supra.

tance; mais le candidat devait se présenter aux adalids, et leur produire ses services et ses prétentions. Douze almocadènes devaient être alors appelés par les adalids, et jurer qu'ils diraient la vérité, si celui qui réclamait l'office avait les quatre qualités nécessaires. Il fallait qu'il fût sage en guerre, d'un cœur intrépide et loyal, comme l'adalid; mais on n'exigeait pas de lui le bon sens; il devait être léger à la course. Lorsque le verdict était rendu, l'aspirant était conduit devant le roi ou le capitaine de l'armée, par lequel il devait être revêtu d'un nouveau costume, suivant la coutume du pays. Il avait des honneurs appropriés à sa situation : une lance avec un petit pennon, et sur ce pennon il pouvait porter telle devise qui lui convenait le plus, afin qu'il pût être connu et gardé par ses compagnons, et aussi afin que l'on pût savoir s'il faisait bien ou mal. Après que les douze almocadènes avaient juré pour le candidat, ils prenaient deux lances sur lesquelles celui-ci plaçait ses pieds, et il était levé vers les quatre parties du monde comme l'adalid; comme lui il devait défier les ennemis de la foi, du roi et du pays, présentant toujours la pointe de la lance vers les parties du monde qu'il défiait. Il pouvait arriver qu'un fantassin fût assez vaillant pour mériter le rang d'adalid; cependant, malgré son mérite, il ne pouvait obtenir cette promotion avant d'avoir servi dans le corps des almogavares. On devait observer une subordination rigoureuse, et s'élever par degré, afin qu'un bon fantassin pût devenir un bon almocaden, puis bon almogavare, et enfin bon adalid. Tout officier qui créait un almocaden sans l'intervention du jury devait être puni pour le tort qui viendrait des actes de l'almocaden illégitime. Mais si les formalités de la loi avaient été observées, l'almocaden lui-même répondait seul de ses fautes (1).

Les almogavares, dont il a été si souvent fait mention, ne vivaient que sous les armes, dit Zurita, et jamais n'habitaient de villes ou de communes populeuses; toujours ils se tenaient dans les montagnes et les forêts. L'étymologie du mot a, comme de coutume, été beaucoup disputée. L'un dit qu'il signifie homme de la terre, probablement parce qu'il couche sur la terre; un autre qu'il est dérivé des Avares, dont il fait descendre les almogavares ; un troisième, qu'il signifiait simplement guerrier ou combattant, et qu'une incursion sur le territoire ennemi était appelée *almogauria*. Mais laissons-là ces hypothèses. Nous pouvons dire que les almogavares étaient des guerriers extraordinaires; l'hiver et l'été ils couchaient sur la terre nue. Ils ne se réunissaient qu'entre eux, parlaient rarement, étaient généralement sombres; mais lorsqu'ils entendaient le signal du combat leurs yeux brillaient, et leur contenance respirait la joie. Ils étaient en effet comme des bêtes féroces lâchées sur leurs proies. Hiver et été ils portaient le même costume de peaux serrées autour de la taille, avec un bonnet et des souliers de même matière. Leurs armes étaient la lance, l'épée et le poignard, parfois une masse; mais ils n'avaient pas d'armes défensives. Ils combattaient généralement à pied; mais s'ils tuaient un cavalier, et s'emparaient de son cheval, ils pouvaient s'en servir sur le champ de bataille. Leur manière de combattre, lorsqu'ils étaient assaillis par la cavalerie, était de placer la partie inférieure de la lance contre leurs pieds, en maintenant la pointe contre le cheval, de piquer l'animal, et alors, avec la rapidité de l'éclair, de fondre sur le cavalier tout embarrassé, et de l'immoler. Dans les guerres de Sicile entre Pierre III d'Aragon et les Français, un parti d'almogavares rencontra un gros corps ennemi et s'enfuit. Un de ces hommes fut pris; et les Français le regardèrent comme un monstre, et, au lieu de le tuer, ils l'amenèrent au prince de Morée, leur commandant, comme une curiosité. Son costume était une sorte de froc lié autour de lui avec une corde, un bonnet de cuir non tanné, avec des souliers de même espèce; il était sale et brûlé du soleil; sa

(1) *Las siete Partidas. Edinb. Rev.*, ubi supra.

barbe était longue, sa chevelure noire et toute souillée. On lui demanda qui il était; il répondit, un almogavare de l'armée du roi d'Aragon. Le prince, ayant une faible opinion de lui à cause de sa misérable apparence, observa qu'il n'était pas possible qu'il y eût quelque valeur, quelque courage dans une telle race pauvre et à demi sauvage, si tous étaient comme celui-ci. L'almogavare se trouva offensé de ce jugement, et dit qu'en effet il se regardait comme le moindre de ses compagnons; cependant, tel qu'il était, si on voulait lui rendre ses armes, et que quelque chevalier voulût se hasarder, armé de toute pièce et à cheval, à lutter contre lui, il entrerait en lice, à la condition d'être mis en liberté s'il était vainqueur, et dans le cas contraire d'être mis à mort. Le prince exprima un si grand désir de voir accepter ce défi, qu'un jeune chevalier français se présenta, et le combat s'engagea. Le chevalier baissa sa lance et courut sur l'almogavare. Celui-ci par un saut évita la rencontre, et en même temps dirigea son fer d'une vue sûre et l'enfonça dans le poitrail du cheval. L'animal tomba, et en un instant l'almogavare fut sur son ennemi le poignard à la main, coupa l'attache de son casque, et allait lui trancher la tête si le prince n'était intervenu (1). Le prisonnier fut alors vêtu et envoyé à Messine. Lorsque le roi d'Aragon apprit ce fait, il ordonna d'habiller dix Français, et les envoya au prince de Morée, en disant que pour chacun de ses soldats que le prince mettrait en liberté, lui, Pierre d'Aragon, donnerait dix Français en échange.

Nous ne devons pas nous étonner que de telles troupes inspirassent une grande terreur à l'ennemi. Toutefois, si elles étaient généralement utiles dans les escarmouches et les reconnaissances, elles ne pouvaient faire que peu de mal en bataille rangée (2).

Un troisième officier nommé par le verdict d'un jury était l'*alfaquèque*. Alphonse explique ainsi le mot : « En arabe cela veut dire un homme fidèle qui est employé à traiter pour la rançon des captifs. » Un état de guerre continuelle rendait cet emploi d'une importance considérable. Une grande confiance était placée dans l'alfaquèque; et il devait être choisi d'une humeur belliqueuse; il était nécessaire qu'il possédât des biens, afin que, s'il nuisait à la justice, ses propriétés pussent réparer le tort qu'il aurait causé aux captifs. L'alfaquèque était nécessairement en bons termes avec les Maures, et s'il avait voulu se cacher parmi eux, il aurait eu plus de facilités que tout autre coupable qui ne connaissait pas les chemins et les usages chez les Sarrazins. L'on exigeait aussi qu'il appartînt à une famille de bon renom. Toutes ces qualités ne pouvaient être déterminées que par une enquête rigoureuse, et Alphonse, conformément aux maximes du droit public anglais, établit que les faits doivent être examinés par un jury de sages, par lesquels la vérité peut être mieux connue; ou, selon l'expression des Partidas, « l'élection doit être faite par douze bons hommes convoqués par le roi ou par son commissaire, ou par le magistrat de la ville où demeurent les alfaquèques à choisir, et qui doivent bien connaître la question, afin qu'ils puissent être en état de jurer sur le saint Évangile que ceux qu'ils choisiront pour alfaquèques ont toutes les qualités mentionnées dans la loi précédente. » Les alfaquèques, lorsqu'ils étaient nommés, devaient prêter serment de remplir dignement leurs fonctions; et la commission devait leur être donnée par lettres patentes scellées. Ils recevaient un pennon avec la devise du roi, afin qu'ils pussent voyager en paix et avec dignité pour accomplir leur vocation (1).

Ces jurys se trouvaient dans la marine comme dans l'armée. Les *comitres* ou capitaines de vaisseau, qui étaient capitaines de la mer sous l'amiral, étaient obligés d'avoir

(1) Southey, note à la *Chronique du Cid*.
(2) Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, fol. 250.

(1) *Edinb. Rev.*, n° 61, p. 120-121. *Las siete Partidas*, part. II, tit. 30.

toutes les bonnes qualités; et lorsqu'un marin pensait être propre à devenir *comitre*, il se présentait au roi ou à l'amiral qui appelait douze hommes bien expérimentés en marine et connaissant l'homme; il les faisait jurer de dire en toute sincérité si l'aspirant avait ou non en lui les qualités que la loi exigeait. Le verdict étant donné, le candidat était revêtu d'écarlate; il recevait un pennon avec les armes du roi, et il entrait dans la galère qu'il devait commander, tandis que les trompettes sonnaient, que les clairons retentissaient. Nous pouvons connaître par ces jurys des marins le puissant attachement que les Castillans avaient pour cet ancien mode d'élection. La coutume de fournir des officiers par le serment de douze hommes était inhérente à leur système militaire; et lorsqu'ils créèrent une armée navale, ils lui donnèrent l'organisation que les défenseurs de leur pays possédaient comme droit héréditaire (1).

Parmi les employés de l'administration, ceux de la justice doivent avoir occupé une place importante. Le jugement, dans les cas civils ou criminels, appartenait aux comtes ou vicomtes, qui parfois décidaient eux-mêmes, parfois de concert avec des hommes instruits dans les lois appelés conseillers, et de temps en temps laissaient les fonctions aux juges ordinaires. Ces conseillers ou juges recevaient une éducation spéciale pour ces emplois, surtout après la fondation par Alphonse IX de l'université de Salamanque; ils étaient de bonne famille, devaient avoir de bonnes mœurs, un âge convenable. Quoique dans l'origine, quelquefois du moins, nommés par les gouverneurs locaux, ils étaient dans le fait des juges royaux, agissant au nom et par l'autorité du monarque, auquel ils juraient obéissance et fidélité. En vertu du code wisigoth, les ecclésiastiques pouvaient remplir ces fonctions; mais, par une loi des *Partidas*, ils furent déclarés inéligibles, quoique dans les cas extraordinaires ils pussent être appelés à donner voix délibérative. Ayant pris les serments d'usage avant de commencer à examiner les affaires de la session, le juge, nécessairement de passage s'il était délégué royal, et obligé de se transporter de lieu en lieu, dans le cas même où il avait une juridiction fixe, afin que la justice fût rendue dans chaque partie de cette juridiction, le juge était obligé de donner des sûretés qu'il resterait dans le même lieu cinquante jours après l'expiration de ses travaux pour satisfaire aux plaintes qui pourraient être portées contre lui. Tout le procès était conduit et le jugement prononcé en public. Les témoins étaient examinés par les *actores* ou *procuradores*, ou avocats, et la déposition soigneusement consignée par les *notarios* ou *scribanos*. Les formes de la procédure étaient simples et brèves: la citation ayant été délivrée par les *sayones*, maintenant appelés *alguazils*, le plaignant et le défendeur comparaissaient immédiatement dans la cour. Les plaidoiries commençaient, la déposition écrite ou orale était confirmée par le serment, la question était rapidement mais équitablement discutée, et la sentence était rendue. Toutefois il ne faut pas oublier que dans les cas criminels la torture pouvait être appliquée à l'accusé; mais le juge était responsable de la vie et de la saine conservation des membres du patient. Afin de préserver la pureté de la justice, dans le temps du moyen âge comme à l'époque des Goths, des juges furent punis avec une rigueur inexorable pour corruption, passion ou tyrannie. Aucun juge ne pouvait présider dans une cause qui l'affectait lui-même, ou ses parents ou son ami, ni dans aucune affaire où il eût été précédemment avocat. Il ne pouvait recevoir d'argent ou de présent avant le procès; et, après que la sentence était rendue, nul ne pouvait recevoir plus que la rétribution fixe accoutumée. En cas de doute sur le sens de la loi, ou s'il y avait certaines circonstances demandant un adoucissement de peine, et alors il lui était toujours enjoint

(1) *Las siete Partidas*, part. II, tit. 24. *Edinb. Rev.*, n° 61, p. 121 et 122.

préférer la clémence à la justice, c'était son devoir de consulter le roi, ou, ce qui est la même chose, le tribunal royal ordinairement présidé par le roi, et siégeant perpétuellement à la cour. De la même manière, la partie qui se croyait lésée pouvait appeler de la première décision au même tribunal; et à la fin des travaux de sa session, tandis que le juge restait dans le même lieu l'espace légal de cinquante jours, un crieur public marchait parmi le peuple, proclamant que quiconque avait quelque motif de mécontentement contre les décisions pouvait se rendre bien vite à la cour, où un autre juge siégeait alors, et où l'affaire serait soumise à un nouvel examen. Toutefois, dans cette seconde instance, il ne paraît pas que les débats se renouvelassent formellement. Les témoignages écrits étaient pesés; de nouveaux témoins, s'il était nécessaire, étaient entendus, et un jury de bons hommes, au nombre de douze, en général, aidait le nouveau juge à déterminer jusqu'à quel point son devancier avait été guidé par l'équité naturelle ou la loi positive. Si dans le précédent procès l'accusé avait été blessé par la torture, le cas dépassait la limite de leur juridiction. Le plaignant et le premier juge, enchaînés, étaient envoyés devant le roi. Quelquefois, lorsqu'ils étaient surchargés d'affaires, ou que l'intégrité de leur décision pouvait être suspectée, les juges ordinaires pouvaient déléguer l'examen de la cause à un substitut. La même surveillance inquiète marquait la marche de celui-ci comme du premier. Il ne pouvait exercer aucune juridiction sans le consentement exprès du plaignant et du défendeur. Avant l'ouverture du procès, il pouvait être appelé par une des parties, sans qu'elle fût obligée de donner une raison d'un tel appel, à jurer que le procès n'était pas dicté par la malice. Toutefois le juge ordinaire ne subissait pas cette épreuve; mais un ou deux bons hommes pouvaient, dans les cas douteux ou suspects, lui être associés. Lorsque le délégué était appelé à ce serment, il forçait les parties à choisir une troisième espèce de juges, appelés *arbitrators;* et si les parties, dans l'espace de trois jours, ne s'accordaient pas sur le choix, les nouveaux juges pouvaient être nommés, non par le délégué, mais par le juge ordinaire. Ces *arbitrators* n'étaient pas légistes, et par conséquent ils n'étaient pas forcés d'observer les formes de la loi; c'étaient des hommes de bon renom, et dirigés par l'équité naturelle. Si un *arbitrator* seul était choisi, et que sa décision fût considérée comme influencée par des préventions ou des erreurs, plusieurs pouvaient être nommés par le juge pour le cas en discussion. Mais, afin de prévenir la possibilité de litiges trop prolongés, les nouveaux *arbitrators*, avant d'entrer en examen, obtenaient généralement des parties un engagement écrit de se soumettre à leur décision, ou d'encourir certaines peines. Ces arbitrages étaient limités à de moindres offenses, ou à des disputes dans lesquelles les intérêts engagés n'étaient pas d'une grande importance (1).

De la décision de tous les juges ordinaires, ainsi qu'on vient de le dire, il y avait appel au tribunal royal, qui prenait aussi connaissance de certaines offenses et affaires. Anciennement un seul grand-juge, un préfet ou *adelantado* présidait cette cour; mais le nombre s'accrut durant le moyen âge, à la volonté du roi qui prenait part à la délibération et prononçait la décision. Dans chaque province aussi il y avait une cour d'appel, présidée par l'*adelantado*, qui était assisté par un conseil d'hommes attachés à la justice par profession. Les *escribanos* prenaient les minutes des procès dans les cours provinciales d'où les appels avaient été portés devant l'adelantado; et si les parties appelaient aussi de sa décision au tribunal suprême, il faisait parvenir au roi ces minutes, avec l'opinion de son *ayuntamiento* ou conseil. Outre ces cours ordinaires et pro-

---

(1) Alphonse le Savant, *las siete Partidas.* Perez, *Compendio del derecho.* Masdeu, *Hispania Arab.*

vinciales, il y en avait beaucoup d'autres dans le district de chaque *adelantado*, occupées par une classe de magistrats dont les fonctions ne sont pas clairement définies. Ils étaient appelés *merinos*, et le territoire sur lequel s'étendait leur juridiction se nommait *merindad*. Quelquefois elle était bornée à un simple village ou à une seule ville, d'autres fois elle en comprenait un grand nombre. Les *merinos* étaient investis de doubles pouvoirs, de l'exécution de la sentence rendue par les tribunaux provinciaux, et de la connaissance de certains délits, tels que le rapt, le brigandage public, l'insurrection, la violence notoire, la haute trahison; cela est indubitable d'après la teneur de beaucoup d'anciens documents. La difficulté est de déterminer s'ils étaient destinés à suppléer ou à remplacer les tribunaux ordinaires; s'ils leur étaient subordonnés, ou s'ils avaient une juridiction parallèle à la leur; si les deux pouvoirs existaient en même temps dans le même lieu. L'hypothèse la plus probable est qu'ils constituaient une branche particulière et distincte de l'administration judiciaire, dépendant immédiatement de la couronne, et que la connaissance aussi bien que la punition de certains délits, de ceux qui concernaient la paix de la société, leur était attribuée. Il est possible aussi que leur institution originaire fût destinée à obvier à quelque situation extraordinaire des choses, et que leurs services ayant été trouvés efficaces, on laissa l'institution en vigueur. Le *merino mayor* ou *mayorino* était un personnage distingué : quelquefois il présidait une province avec la même autorité judiciaire que l'*adelantado*, mais différant en cela de ce magistrat, qui était chef militaire et civil, il n'avait pas de soldats à sa disposition. Il semble avoir été originairement le commandant des *sayones* ou *alguazils*, dont le principal devoir était d'arrêter les criminels. Dans les poursuites civiles il n'avait certes pas de juridiction, à moins que ce ne fût par une délégation spéciale du roi, et dans la suite il fut probablement investi d'attributions judiciaires. Les merinos ordinaires étaient nommés quelquefois par leur *mayorino*, et parfois par l'adelantado.

Mais les titres, fonctions et juridictions des juges, et les procédures des tribunaux, seront mieux compris au moyen de l'examen des lois. L'Espagne put se glorifier d'en avoir eu un plus grand nombre dans le moyen âge que nul autre pays de l'Europe, à l'exception de l'empire grec. Elles sont contenues dans divers codes dont nous allons signaler le principal. Et ici nous pouvons observer qu'aucun de ces codes n'a été abrogé; qu'aujourd'hui même les lois qui n'ont pas été rejetées dans les *recopilaciones* plus récentes sont virtuellement en vigueur, et que dans les tribunaux espagnols les modernes avocats les invoquent comme des autorités (1).

Le premier et le plus curieux de ces codes est celui des Wisigoths, appelé anciennement *Liber judicum*, plus tard *Forum judicum*, dont les Castillans ont fait *Fuero juzgo*. Il n'est pas besoin d'ajouter à ce qui a déjà été dit après le renversement de la monarchie des Goths, de l'origine de cette compilation, des corrections, additions qu'elle subit ou reçut; son autorité est au-dessus de toute discussion. Non-seulement elle était obligatoire pour les Wisigoths, à l'exclusion de toute autre; non-seulement elle se maintint en pleine vigueur durant l'existence de leur monarchie, mais elle fut reçue seule durant les trois premiers siècles après le rétablissement de Pélage. Bien plus, après la promulgation des *fueros* locaux, qui commencèrent en l'année 1000, et dont il sera

(1) « Alienæ gentis legibus ad exercitium utilitatis imbui, et permittimus et optamus; ad negotiorum vero discussionem, et resultamus et prohibemus. » *Codex legis Wisigothorum*, lib. II. La prohibition fut renouvelée par l'autorité de saint Ferdinand : « Bien sofrimos e bien queremos que cada un home sepa las leyes de los extraños por su pro, mas quanto es de los pleytos juzgar defendemoslo e contradecimoslo que la non usen. » *Fuero Juzgo*, lib. II, tit. I, 1-8.

bientôt question, elle ne disparut nullement. Si un état différent de la société exigea de nouvelles lois, elles furent concédées seulement pour suppléer à ce qui manquait dans la vieille législation, mais sans l'abolir. Dans les cortès de Léon, tenues en 1003, Alphonse V confirma le code wisigoth; en 1051 ce code obtint la même consécration de Ferdinand Ier, et il fut accordé par les monarques suivants, sauf quelques altérations et additions qui furent jugées nécessaires à raison des circonstances, comme fuero, ou code de diverses cités peuplées après l'expulsion des mahométans. Ainsi Alphonse VI le concéda en 1086 à la cité de Tolède, et Ferdinand III, en 1235, à celle de Cordoue. Il était si généralement connu, et par conséquent d'une si grande utilité, que le dernier monarque le fit traduire en castillan, preuve puissante qu'il conserva une pleine autorité. Il ne fut pas aboli par le savant auteur des *siete Partidas*, ni par aucun autre roi d'Espagne; au contraire, il est souvent invoqué dans les pragmatiques et cédules royales des trois derniers siècles; et là où les lois subséquentes sont silencieuses, il n'est pas moins décisif dans les tribunaux que tout autre code (1).

Comme le code wisigoth, la traduction castillane contient de cinq à six cents lois, comprises en douze livres subdivisés en titres, comprenant chacun un nombre plus ou moins grand de lois, selon l'importance du sujet ou la nécessité de l'occasion. Le livre Ier est relatif aux devoirs du législateur et à la nature des lois; le livre II aux juges, à l'application des lois, à la forme des procédures; le livre III au mariage, à l'adultère, à la fornication, etc; le livre IV aux degrés de consanguinité, aux droits d'héritage et de garde de tutelle; le livre V aux successions ecclésiastiques; le livre VI aux crimes contre les personnes; le livre VII aux vols, brigandages, à la fabrication de faux titres légaux, de faux coins de monnaie; le livre VIII aux violences et aux dommages; le livre IX aux esclaves fugitifs, aux guerriers négligents ou lâches, et aux droits du sanctuaire; le livre X aux partages, aux bornages et limites, aux titres; le livre XI aux malades, aux médecins, aux marchands étrangers; le livre XII aux oppressions des puissants, aux hérétiques, aux juifs, aux schismatiques, aux termes de reproche, ainsi qu'on l'a vu dans le tableau présenté après la conquête de la Péninsule par les Arabes; seulement il y a quelque différence entre l'original et la traduction dans la division des titres et le nombre des articles.

Le fond de ces lois avait été apporté des forêts du Nord. Les parties les plus douces étaient dues à l'influence du christianisme, et les vues plus hautes, plus générales, plus philosophiques, à l'autorité des prélats dans les conciles de Tolède; le joug personnel des grands était oppressif. Tel qu'il était, cet état de choses n'avait pas inspiré une grande affection aux populations, qui avaient regardé la domination musulmane comme un soulagement. Les monarques de Cordoue en général n'exigeaient pas plus que le dixième des produits du territoire, tandis que les rois goths se contentaient à peine du tiers. L'on peut ajouter que lorsque les nobles goths laissaient tomber un regard de mépris sur les arts utiles, spécialement sur l'agriculture qu'ils abandonnaient à leurs esclaves, les Arabes donnaient les plus grands encouragements à cette base de la prospérité nationale (1).

Mais, quoique ce code continuât durant trois siècles après la restauration de la monarchie à être le seul guide reconnu des As-

(1) Aguirre et Catalani, *Collectio maxima*, etc. *Concilium Legionense*, anno 1003. Cortigano, *Cronica del santo rey don Fernando tercero*, passim. Perez, *Compendio*, et Llorente, *Fuero Juzgo*. Masdeu, *Espana Arab.*, p. 74.

(1) Loaisa, *Concilium Toletanum*, XII. Sempère, *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence de la monarchie espagnole*, t. I, c. 2, et *Histoire des cortès*, passim.

turiens et des Léonais, un état différent de la société, et le changement des circonstances des temps, doivent avoir déterminé des adresses presque perpétuelles au trône pour l'extinction ou la limitation des lois existantes, ou pour la proclamation de dispositions nouvelles.

Selon l'évêque de Tuy, Alphonse Ier rétablit à Oviedo l'ancien gouvernement et le code des Wisigoths; mais le gouvernement féodal qui commençait alors à enfoncer et à étendre ses racines, demandait de nouvelles dispositions. Nous avons déjà observé que le service féodal n'était pas inconnu aux Wisigoths : un homme libre pouvait choisir un senor, et recevoir des terres de lui, sous la seule condition de l'aider dans la guerre; et en abandonnant son service pour celui d'un autre, le vassal était forcé de restituer la terre et tout ce qui lui avait été donné. Comme dès la fondation de l'État asturien la religion et le patriotisme exigeaient d'abord de recouvrer le pays sur les mahométans, et comme les vertus guerrières étaient en conséquence les plus appréciées, le pouvoir des nobles, en d'autres termes, des grands guerriers qui menaient leurs tenanciers au combat, croissait journellement. Peu satisfaits de l'influence qu'ils possédaient comme les colonnes de la monarchie et chefs naturels de l'armée, ils arrachèrent à leurs souverains des concessions que leurs prédécesseurs les Wisigoths n'auraient jamais songé à réclamer. Non-seulement ils levaient des troupes parmi leurs tenanciers et leurs esclaves, mais ils les menaient partout où il leur plaisait, sous leurs propres bannières, les tenant sous leur seule dépendance. Ils élevaient des forteresses qu'ils confièrent à leurs vassaux, sous le serment de fidélité et d'obéissance, gouvernaient les cités et les villes, soit comme seigneurs, soit comme feudataires; ils étaient exempts de contributions, et le seul service qu'ils fussent sommés de fournir pour leurs domaines et leurs priviléges, était un certain nombre de lances, toutes les fois que leur roi était à la guerre. Comme leur pouvoir augmenta insensiblement, ils usurpèrent l'autorité civile aussi bien que l'autorité militaire, et l'exerçaient par eux-mêmes ou par leurs propres juges. Dans la plupart des villes qu'ils fondèrent ou repeuplèrent après l'expulsion des Maures, ils prirent le *merum et mixtum imperium*, la haute et basse justice, c'est-à-dire les pouvoirs de la souveraineté. Ils imposèrent les contributions qu'il leur plaisait aux habitants; sans leur consentement aucune branche d'industrie ne pouvait être établie; à eux revenaient les profits les plus importants, tirés de toutes celles qui existaient. Tandis qu'ils assuraient ainsi leur domination sur leurs vassaux, et c'était la condition de tous ceux qui demeuraient dans le cercle de leur juridiction; ils n'en reconnaissaient aucune, pas même celle des lois, excepté en ce qui touchait à leur allégeance envers le roi. Par le progrès du temps, ceux même qui ne tenaient ni fief ni seigneurie, mais qui étaient unis par des liens de parenté avec ces souverains locaux, furent admis à des priviléges extraordinaires. Ils ne pouvaient subir la peine de mort que pour un seul crime, la haute trahison; pour d'autres crimes, tels que le meurtre, le rapt, la violence, ils pouvaient composer avec la partie offensée. Si un noble en tuait un autre, les parents du mort en général poursuivaient la querelle, et même défiaient à un combat mortel, ou bien entraient en accommodement avec l'homicide. Le ravisseur d'une femme, si elle n'appartenait pas à la caste privilégiée, payait une amende insignifiante. Mais quiconque usurpait sur les honneurs ou sur les droits de ces nobles était frappé par une terrible vengeance. Celui qui tuait un de leurs clients encourait une amende aussi forte que celui qui perçait l'œil ou la langue d'un simple homme libre. Ils étaient les conseillers naturels du roi, qui ne pouvait rien faire d'important sans leur sanction; ils siégeaient dans les cortès, d'où le peuple fut longtemps exclu; et ils occupaient tous les grands offices dans l'administration, et toutes les hautes dignités dans l'Église. Ce qui est digne

de remarque, c'est l'énorme différence entre leur rôle dans les conciles nationaux sous les rois wisigoths, et plus tard leur autorité dans les cortès sous les monarques de Léon : dans les premières assemblées ils paraissaient à peu près comme témoins; dans les autres ils votaient et sanctionnaient les actes publics (1).

La nécessité de repeupler les vastes territoires recouvrés sur les Maures, et les encouragements exigés par le nouveau système de colonisation, n'introduisirent pas moins de changement dans les relations de la société, et par conséquent dans les lois. Les vainqueurs et les vaincus avaient rivalisé souvent pour détruire les villes et les villages, et anéantir les productions; les uns parce qu'ils ne pouvaient toujours les retenir, et ne se souciaient point qu'elles profitassent à l'ennemi; les autres pour retarder les progrès des envahisseurs. Ainsi, Alphonse dans une campagne désola les Campos Gados jusqu'au Duero (2); et dans la chronique d'Alphonse VII nous lisons qu'avant qu'il pût rencontrer Taxfin ben Ali, il eut à marcher pendant quinze jours à travers un désert continu. Repeupler ces régions devint donc un objet de grande sollicitude pour les rois chrétiens, et ils ne pouvaient atteindre leur but qu'en donnant des encouragements extraordinaires aux hommes qu'ils y établissaient. Durant la domination des Wisigoths dans le moyen âge, les cultivateurs formaient une classe pauvre et méprisée. Sur eux retombait tout le poids des taxes; ils n'étaient que les serfs des nobles militaires, et leur origine était généralement servile. Le petit nombre d'artisans exigé dans un tel état de la société n'avait pas une condition bien supérieure. L'on disait à ces deux classes, que, si elles voulaient entreprendre la culture des vastes espaces inoccupés, se former en *poblaciones*, ou sociétés, bâtir des villes et des villages, et défendre leurs possessions contre l'ennemi commun, elles jouiraient de certains priviléges sociaux, en outre des profits de leur industrie. Cet appât ne pouvait manquer d'attirer de nombreux colons. De ces priviléges, les plus appréciés étaient ceux qui sauvaient le peuple de la juridiction de ces tyrans féodaux, qui lui donnaient le pouvoir d'élire ses propres magistrats, de former des *juntas* municipales, et de disposer de certains revenus provenant des forêts et d'autres possessions (1); tous ces avantages l'élevaient de la conditon de serf au rang de citoyen. De là l'origine d'une infinité de *fueros*, ou lois provinciales, qui variaient selon la libéralité du monarque et l'importance relative des localités. Ces colonies devinrent florissantes; des villages grandirent et se formèrent en grandes villes; et les nouvelles communautés offrirent de si grands avantages, que des nobles renoncèrent au privilége de leur caste, et s'enrôlèrent parmi les plébéiens, dans le but d'obtenir des fonctions municipales (2).

Mais les nouvelles sociétés avaient souvent beaucoup à craindre des habitudes licencieuses des nobles. Les grands et leurs vassaux ne bornaient pas toujours leurs irruptions au territoire de l'ennemi naturel; souvent ils étaient attirés par les richesses des nouveaux établissements. Ainsi Diego Perez porta le pillage dans le district de Castro Xeris, d'où il revint à Silos chargé de butin, et entraînant une grande quantité de troupeaux. Les habitants offensés rassemblèrent leurs forces disponibles et marchè-

(1) *Codex legis Wisigothorum*, lib. V, t. III. *El fuero Viejo de Castilla*, liv. , tit. 5. Alonso el Tabio, *las siete Partidas*, part. IV, tit. 24, etc. Masdeu, *España Arabe*, lib. II. Sempère. *Histoire des Cortès d'Espagne*, ch. 4.

(2) « Campos quos dicunt Gothicos usque ad flumen Dorium cremavit. »

(1) A ces priviléges fut ajouté dans la suite, comme nous le verrons bientôt, le droit extraordinaire d'envoyer des députés aux cortès.

(2) Mêmes autorités que précédemment.

rent sur Silos, qu'ils prirent et détruisirent après avoir recouvré leurs troupeaux. Le gouverneur de Palencia se plaignit au roi qui, au lieu de l'écouter, confirma les priviléges de Castro Xeris. Mais les nobles étaient aussi disposés aux querelles entre eux qu'à l'attaque des plébéiens ou des mahométans. Pour leur propre sécurité, ils étaient poussés à se former en ligue, qu'ils appelaient confraternité, et dont l'objet était de contenir la licence des plus violents. Cette mesure diminua le mal; mais il en resta encore assez pour engager les prélats, à l'émulation de leurs frères de l'Italie et de France, à proposer la paix de Dieu, ou une prohibition de tuer et de voler certains jours dans l'année. En 1124, le concile de Compostelle ordonna à tous les nobles de s'abstenir de violence durant l'Avent, Noël, Pâques et les principales fêtes, et aux ecclésiastiques durant toute l'année. L'excommunication fut prononcée contre tous ceux qui refuseraient de jurer l'observance de cette paix. Et de peur que les foudres spirituelles manquassent leur effet, il fut aussi décrété que ceux qui violeraient la paix seraient poursuivis par les troupes de l'Église et forcés à faire réparation, ou bien qu'ils se verraient arracher leurs possessions, ou même seraient exterminés. Tous ceux qui succomberaient dans une expédition contre les rebelles furent déclarés avoir aux indulgences les mêmes titres que les croisés. Mais ces précautions ne furent point efficaces; les communes naissantes furent encore exposées, quoiqu'à un moindre degré, aux irruptions des nobles; et comme ni le roi ni l'Église ne pouvaient les préserver, elles résolurent de se protéger elles-mêmes en formant des ligues ou confraternités semblables à celles de leurs ennemis. Le nombre de villes et de villages qui constituait l'une de ces associations pour sa propre défense variait en raison de leur contiguité et de leurs forces comparatives. Nous savons que de telles sociétés étaient nombreuses, qu'elles furent reconnues par divers rois, et que par les progrès du temps elles arrivèrent à une telle importance qu'on les incorpora dans les législations municipales (1).

D'après ces observations, l'on supposera facilement que les priviléges des *fueros* concernaient principalement l'indépendance du peuple à l'égard des gouverneurs royaux, la jouissance de la liberté personnelle et des profits de l'industrie. Ces codes provinciaux étaient destinés non-seulement à suppléer au défaut, mais souvent à adoucir la sévérité des lois des Wisigoths, dont beaucoup de dispositions avaient été dictées par l'esprit d'oppression, et dont l'application ne pouvait s'accorder avec la liberté individuelle. De ces *fueros* le plus ancien probablement fut celui de Castille, concédé par le comte don Sancho, fils de Garcia Fernandès, dont on a vu jadis la rébellion contre le roi de Léon; et qui accorda, selon toute apparence vers l'an 1000, à ses sujets un nouveau code de lois mieux approprié à leurs situations et à leurs habitudes, et plus favorable sinon à la liberté générale, du moins à la valeur militaire, vertu qu'il désirait encourager par-dessus tout. Toutefois il est certain que toutes les cités et villes de la Castille ne reconnaissaient pas Sancho; quelques-unes peut-être, au moyen de la concession de *fueros* encore plus favorables, restèrent fidèles au roi de Léon. Il n'est pas moins certain que les deux cours luttaient de libéralité afin d'obtenir la suprématie sur les communes qui étaient sollicitées de se déclarer pour l'une ou pour l'autre. On faisait des offres de priviléges plus ou moins favorables selon les circonstances et la situation de chaque *pueblo*; de là les codes divers et nombreux dont jouirent les différentes villes. Si les habitants de quelques places trouvaient par expérience que les nouveaux priviléges étaient

(1) Monachus Albeldensis, *Chronicon*; nec non *Chronicon* Alphonsi imperatoris, apud Florez, *España sagrada*, t. XIII et XXI. *Historia Compostellana*, l. I. Sempère, *Histoire des cortès d'Espagne, et Considérations sur la grandeur*, etc.

moins avantageux qu'ils n'auraient dû s'y attendre, ils n'hésitaient jamais à choisir un autre maître, à échanger un supérieur féodal castillan contre un suzerain léonais, et *vice versa*. Il est possible aussi que, par la concession royale, ils fussent placés aussi souvent sous la protection de quelques gouverneurs locaux que sous la direction de leurs propres magistrats, et qu'ils transférassent leur obéissance selon leurs intérêts ou leurs caprices. Mais la première hypothèse est de beaucoup la plus probable. Quelle qu'ait été la nature du fait, il n'y a point de doute qu'à cette politique doit être attribuée l'origine des *behetrias*. L'étymologie de ce mot a été beaucoup discutée; la supposition la plus probable est qu'il est tiré du basque *beretiria*, citée en elle-même ou indépendante. Il fut appliqué à une communauté liée à quelque noble ou guerrier qui, en retour de certaines concessions, soit en revenu, soit en troupes, convenait de l'aider à repousser les fréquentes attaques d'une commune ennemie. Quelquefois le peuple d'une *poblacion* prenait son supérieur ou protecteur dans la même famille, choisissant le membre qui lui plaisait, et quelquefois il tirait ce protecteur de quelque famille ou de quelque partie de l'Espagne que ce fût, suivant leur expression de mer à mer, *mar à mar*. Ainsi, quoique l'établissement des communautés fût une prérogative de la couronne, le pouvoir se trouva quelquefois délégué à la noblesse, et même au clergé, et souvent aussi ces deux ordres s'en emparèrent. Les communes étaient distinguées en trois classes outre la *behetria*. Ainsi le *realengo* était une commune relevant immédiatement de la couronne; *l'abadengo*, de quelques dignitaires ecclésiastiques, et le *solariego*, de quelques nobles.

Le second des codes locaux, quant à l'antiquité, est celui de Léon, parce qu'il fut concédé, dans cette capitale, à un concile tenu en 1020, présidé par Alphonse V. Il ne comprenait originairement que quarante-sept articles, preuve qu'il était destiné seulement à suppléer au code wisigoth, et non à le remplacer. Ferdinand Ier, en 1037, y ajouta quelques articles; ainsi fit en 1091 Alphonse VI, dont l'exemple fut imité par quelques-uns de ses successeurs. Le même Alphonse VI accorda en 1085 un autre code, comprenant seulement vingt-huit lois, à la ville de Sassagun et à son royal monastère de San-Benito. Vers le même temps, trois autres chartes furent concédées à Tolède nouvellement conquise, l'une aux muzarabes ou anciens chrétiens de la cité, une aux Castillans qui s'y établirent, et une troisième aux Français et autres étrangers qui aimèrent mieux rester dans la nouvelle conquête que de retourner dans leur patrie. Au résumé, presque chaque *poblacion*, formée durant le onzième et le douzième siècle eut une charte à part, différente dans la forme et la rédaction, mais à peu près la même en substance; la même au moins en ce sens que les communes étaient placées sur un même niveau relativement aux circonstances. Ces chartes n'étaient pas des codes; c'étaient de pures concessions de priviléges nécessaires à la prospérité, en quelque cas à l'existence des nouveaux établissements. Car, ainsi qu'on l'a observé précédemment, le code wisigoth restait obligatoire, quoique certaines de ses dispositions pussent bien tomber en désuétude, que certaines même fussent positivement remplacées par d'autres mieux adaptées aux nouvelles circonstances (1).

Comme ces communautés étaient établies pour un double objet, la culture du sol et la défense commune, elles avaient leurs *caballeros* et *pecheros*, les premiers combattant à cheval, les autres à pied, et tous obéissant aux autorités constituées de la

(1) Masdeu, *España Arab.* lib. II. Sempère, *Histoire des cortès*, ch. 7-10, et *Considérations sur les causes*, etc, t. I. Aguirre, *Collectio maxima conciliorum omnium Hispani*, t. IV. Voyez aussi un article sur le même sujet dans le 43e numéro de l'*Edinb. Review*.

place, les alcaldes et le *consejo* ou *ayuntamiento* des habitants. Si la place était gouvernée par l'un des nobles du roi, ou par son propre chef élu, ce magistrat n'était pas moins soumis aux tribunaux locaux, que tout autre habitant. Lorsque les habitants marchaient en guerre, ils suivaient leur propre bannière et leur propre *senor* ou gouverneur (1), ainsi que leurs magistrats. Les intérêts de la communauté exigeaient que chacun de ses membres fût résident; aussi nul ne pouvait disposer de ses biens en faveur d'un étranger, à moins que cet étranger ne s'engageât à s'établir dans le lieu, et celui qui s'absentait pour une année ou un an et un jour, quelle que fût l'urgence des affaires qui l'appelaient au dehors, perdait tout droit non-seulement au privilége de ses concitoyens, mais à toute sa fortune immobilière. En général, les nouveaux colons étaient exempts de tout service militaire durant la première année, sauf ceux qui pouvaient être nécessaires pour leur défense, et toujours de contributions autres que celles réclamées pour le soutien de leurs institutions locales. Beaucoup de règlements se rapportaient à l'accroissement de la population, et par conséquent à la force de la place. Les moyens dictés pour cet objet étaient parfois suffisamment répréhensibles : par exemple, lorsqu'une commune offrait des encouragements à des débiteurs, même à des criminels, pour échapper à la justice et trouver un abri dans les garanties municipales. Alphonse VIII, dans sa charte donnée à Cuença, accorde à tout homme, Chrétien, Maure, Juif, libre ou esclave, la faculté de prendre sa demeure dans cette colonie, lui garantissant sécurité parfaite, et pleine exemption de toute peine qu'il aurait pu encourir précédemment (1). Avec les mêmes vues, de grands priviléges furent créés en faveur des personnes mariées qui avaient des enfants, et le célibat fut non-seulement stigmatisé, mais puni; ainsi, dans le *fuero* de Plasencia, il fut établi que quiconque habiterait la ville sans avoir d'épouse ou d'enfants n'aurait pas le droit commun de rechercher ensuite une femme légitime. Par là on comprend aussi que les *barraganas* ou concubines dont il sera fait une mention particulière au code des *siete Partidas*, fussent tolérées (2). Ces *fueros* étaient discutés avec un soin jaloux pour préserver les habitants de la domination féodale. Aucun baron ou noble ne pouvait se fixer dans la commune, à moins d'abandonner ses droits de naissance et de s'enrôler parmi les citoyens, et conséquemment de contracter l'obligation d'obéissance au *fuero* local, absolument comme les plébéiens. Nul citoyen ne pouvait être puni, sa propriété saisie, sans une sentence préalable, conformément au *fuero*. Si le roi rendait une ordonnance contraire aux priviléges garantis dans la charte, on pouvait se venger brusquement sur l'agent qui la mettait à exécution; et si un baron ou *rico-hombre*, violait, comme

(1) Il est certain toutefois que quelques villes n'avaient point de gouverneur ni d'autorités constituées autres que leurs officiers municipaux, auxquels elles obéissaient en guerre ou en paix. Nul doute qu'elles ne louassent le service des *caballeros* voisins, si elles n'en avaient point de fixés dans leur sein.

(1) « Omnibus etiam populatoribus hoc privilegium concedo, quod quicumque ad concham venerit populari, cujuscumque sit conditionis, id est, sive Christianus, sive Morus, sive Judæus, sive liber, sive servus, veniat secure, et non respondeat pro inimicitiâ, vel debito, vel fidei jussura, vel herentia, vel majordomia, vel merindatico, neque pro alia causa quamcumque fecerit antequam concha caperetur, etc. »

(2) Un écrivain de revue dit qu'elles étaient encouragées. Cela manque de preuves. Il n'est pas vrai non plus que les fruits de telles liaisons succédassent avec les enfants légitimes, ou que la bâtardise ne fût pas un obstacle à l'avancement. Toute l'histoire d'Espagne prouve au contraire que, pour élever à de hautes dignités leurs enfants naturels, les rois eux-mêmes devaient les légitimer.

cela arrivait fréquemment, le territoire de quelque communauté, le peuple pouvait se lever en armes contre lui sans encourir aucune peine ; cependant si quelqu'un des citoyens tombait sous les coups des compagnons du baron, le *fuero* forçait celui-ci à entrer en composition pour ce fait. Mais des lois, si excellentes qu'elles soient, sont une lettre morte, à moins qu'il n'existe une force extérieure pour assurer leur exécution. Nous verrons bientôt qu'avec toutes les sauvegardes contre la tyrannie des grands, les *poblaciones* eurent cependant beaucoup à souffrir de ces hommes violents (1).

Il est excessivement probable qu'outre la loi écrite, les Wisigoths, et leurs successeurs jusqu'au treizième siècle, eurent leurs usages particuliers, que l'on peut appeler leur loi coutumière ou non écrite; elle a même laissé des traces derrière elle dans les nombreuses chartes municipales dont jouissaient les *poblaciones* du pays. Peut-être aussi cette loi coutumière parlait quelquefois lorsque la loi écrite gardait le silence. Les usages traditionnels peuvent se signaler encore dans le *fuero viejo* de Castille, qui est appuyé sur des chartes particulières, accordées par des rois successifs aux communes de ce pays. Composés de différents usages qui n'avaient été ni réglés souverainement par les conciles, ni réprimés par le pouvoir des rois, les *fueros* de Castille et de Léon présentent une affinité plus grande avec les jurisprudences des nations teutoniques que les codes écrits. L'on ne peut oublier non plus que les Suèves, qui peuplèrent la Galice et une grande partie de ce pays qui constitua la vieille Castille, continuèrent à rester indépendants des Wisigoths jusqu'à ce que l'usurpateur Andrea fût soumis par Leovigild; et l'on peut douter si une telle incorporation des deux nations s'opéra au point de priver les Suèves de leurs anciennes coutumes; probablement ces coutumes se mêlèrent avec la loi gothique coutumière. Il ne reste ni loi ni décret de concile d'où ait pu sortir le *jus retractum ;* mais cette déplorable restriction, en si complet accord avec le respect teutonique pour la propriété réelle, prévalait universellement en Castille, et le droit du plus proche héritier était arrêté dans la place du marché de Bacza par les mêmes formalités à peu près dont on se servait dans la cour du sherif de Drontheim (1). Ces rapports entre les *fueros* et les coutumes traditionnelles semblent acquérir quelque confirmation par ce fait, que, quoique la *prueba caldaria,* ou la preuve par l'eau, soit la seule mentionnée dans le *fuero juzgo*, d'autres formes de compurgation existèrent du dixième au treizième siècle. Il a été soutenu, et non sans apparence de justice, que ces superstitions étaient tirées d'un pays auquel un Espagnol attribue tous les maux que sa nation a endurés, de la France ; mais, comme il est impossible de fixer l'époque où une innovation a été effectuée, et de rendre compte de la facilité avec laquelle une telle coutume fut propagée du centre de la Gaule dans les retraites des montagnes de Léon, dans un temps aussi où les seules communications, alors peu fréquentées, entre les deux pays, se faisaient par la Catalogne et les provinces méridionales de la France, il y a quelque raison de se décider pour l'origine nationale de la superstition. Cependant, d'un autre côté, comme nous ne trouvons dans le code wisigoth aucune mention d'autre forme de compurgation que celle de l'eau bouillante, nous pouvons inférer aussi avec une apparence de raison qu'elle était la seule. Le sujet est environné de difficultés qui, à cause de l'état défectueux de nos recherches et de nos informations sur les anciennes coutumes de l'Espagne, ne peuvent maintenant être levées. Nous allons continuer à signaler ces formes de compurgations (2).

De ces *jugements de Dieu*, comme les appelait une aveugle superstition, le plus an-

(1) Masdeu. Sempère.

(1) *Edinb. Review*, n° 61, p. 112.
(2) Masdeu, *España Arab.*, lib. II, p. 89.

ciennement employé en Espagne était probablement la *pena caldaria* ou épreuve par l'eau bouillante, permise par le code wisigoth dans les cas graves, où les intérêts en cause montaient à plus de six cents couronnes. Il continua sans doute à être pratiqué immédiatement après la restauration de la monarchie ; on peut le présumer d'après quelques lois du *fuero* de Léon, et d'après le rapport d'un cas remarquable dans lequel on y eut recours sous le règne de Bermudo II. Alors s'était élevée une dispute entre le clergé de Lugo et les moines de Sobrado en Galice ; les deux corps présentaient le titre à une certaine propriété. Le cas exposé débattu en justice, beaucoup de témoins furent examinés des deux parts ; mais les dépositions furent si peu satisfaisantes que les deux parties convinrent de décider la question par l'épreuve de l'eau. La cathédrale nomma l'abbé Alphonse, le monastère le prêtre Innocent, pour faire l'épreuve. En présence de l'évêque de Santiago, Innocent, au jour fixé, découvrit son bras et le plongea dix fois de suite dans l'eau bouillante, ramenant chaque fois une pierre ou un caillou en preuve qu'il avait touché le fond. Alors le bras fut entouré de bandages, et selon la coutume scellé du cachet de l'évêque. Le quatrième jour le prêtre reparut ; en présence du peuple son bras fut découvert ; il était aussi sain que l'autre. Dans deux lois différentes, le *fuero* de Léon parle de cette épreuve, qu'il permit d'appliquer aux personnes accusées d'homicide, de vol, etc. La permission donna bientôt naissance à l'abus. Lorsque les *sayones* ou *alguazils* ne pouvaient pas découvrir les auteurs de ces crimes, et savaient seulement qu'ils avaient été commis par un habitant de certaine ville, ils forçaient cette ville à nommer quelqu'un de ses citoyens pour subir l'épreuve ; et quand le ciel même se déclarait pour ce représentant, souvent ils frappaient d'amende toute la ville, comme une compensation pour la peine.

Pour remédier à ce mal, Alphonse VI, en 1072, ordonna que désormais l'épreuve serait faite seulement dans la cathédrale de sa cour (Léon), et que dans aucun cas l'amende ne pourrait être encourue après que l'eau bouillante aurait été éprouvée avec succès. Toutefois cette prohibition n'eut pas un effet permanent ; longtemps après nous rencontrons d'innombrables exemples, dans lesquels la *pena caldaria* était appliquée et même sanctionnée par les *fueros* locaux. La preuve par le défi était également admise, et on la trouve pour la première fois écrite dans les *fueros* de Léon. Dans la douzième loi de cette charte, Alphonse permit aux citoyens, même après la prévention d'homicide ou de trahison, de se purger par serment ou par combat. Dans les disputes parmi les chevaliers, le défi fut aussi confirmé, ainsi que nous le verrons plus tard, par le code des *Partidas*. Le même Alphonse, dans le *fuero* de Sahagun, conféré quelque temps après celui de Léon, permet à tout habitant, accusé de trahison ou d'homicide; de se purger d'abord par serment, puis par le combat avec son accusateur. S'il était vaincu, il devait payer deux cents couronnes, comme compensation pour le crime dont il était ainsi convaincu ; cette somme était indépendante de cent vingt autres couronnes à payer pour les frais du combat. Outre ces preuves, il y avait celle du fer rouge ; mais la preuve par *le pain et le fromage*, si commune en France, et dont il est si fréquemment question dans les Capitulaires de Charlemagne et de Louis le Débonnaire, ne fut jamais usitée dans la Péninsule (1).

« Après la reprise de l'Espagne, dit l'écrivain que nous avons déjà cité, les preuves

(1) Aguirre, *Collectio maxima conciliorum omnium Hispaniæ*, t. IV. *Concilium Legionense*, ch. 19 et 40. Florez et Risco, *España sagrada*, t. XIX. *Judicium Petri episcopi Compostellani*. Baluzius, *Capitularia regum Francorum*, passim. Masdeu, *España Arab.*, lib. II, p. 90 et suiv.

par le feu et l'eau furent d'un fréquent usage. Le pape Honorius les avait défendues; et le concile de Léon, en 1288, répéta la prohibition du saint siége. Dans beaucoup de villes, les épreuves par le feu et l'eau étaient comptées parmi les mauvaises coutumes ou *fueros malos*; et des exemptions de telles prescriptions étaient accordées par les rois, comme marques de faveur; mais dans d'autres cités, ces épreuves étaient considérées comme de précieux priviléges, et les règles pour l'application étaient inscrites dans les chartes avec de grands détails. Lorsque l'Église ne sanctionna plus ces appels à la Providence, ils bravèrent ses censures avec l'audace des hérétiques. « Qu'un chapelain bénisse les cailloux et l'eau, quoique Rome ait défendu que tout clerc ayant les ordres bénît les cailloux ou le fer brûlant; et si l'on ne peut avoir un clerc, que les cailloux soient bénis par les alcaldes ou par le *merino*; et si ceux-ci ne veulent pas donner la bénédiction, que les fidèles bénissent les cailloux et fassent accomplir l'épreuve (1). » Si l'on ne pouvait se procurer la bénédiction d'un prêtre, les hommes de San-Juan de la Pena pensaient donc que la consécration par un laïc, quoique de qualité inférieure, pouvait répondre au but aussi bien que possible. Un extrait du Rituel est donné par Berganza; il ne diffère pas essentiellement des termes de la consécration en usage en France et en Angleterre. Parmi beaucoup de règlements curieux, la charte de San-Juan de la Pena établissait que, si l'alcalde et les hommes véridiques étaient en doute si l'accusé avait été brûlé ou non, ils devaient alors appeler comme assistants deux fidèles forgerons, parce que ces hommes se connaissaient mieux en brûlures que personne. Les forgerons prêtaient serment, et sur leur témoignage l'alcalde devait donner son jugement. En d'autres lieux un forgeron, qui était probablement considéré comme ayant la peau trop dure, n'était pas admis au privilége de l'épreuve du feu. En général, l'épreuve était purement l'affirmation du fait disputé. A Léon, des femmes libres assuraient un père à leurs enfants en portant du fer brûlant. « Si elle se brûle elle ne doit pas » être crue; mais si elle échappe, qu'elle » donne l'enfant au père. » D'après les *fueros* d'Oviedo, l'épreuve était appliquée pour appuyer un témoignage douteux. Si un homme soupçonnait son voisin de vol, et que le voisin fût *loyal*, homme sincère, qui n'eût jamais été convaincu de ce crime auparavant, et que sa bonne renommée pût être attestée par l'assemblée, alors il faisait une déclaration sur serment; mais s'il n'était pas *loyal*, et que le fait fût prouvé par l'assemblée, alors il devait se purger par le combat; ou s'il était faible de cœur, il pouvait décliner le combat et porter le fer brûlant (1).

» La compurgation est indiquée en termes exprès dans toutes les lois teutoniques; mais il ne paraît pas qu'elle eût été admise dans les procès conduits selon les formes du *fuero juzgo*. Lorsqu'un témoignage suffisant n'était pas produit, le serment du défendeur seul mettait le demandeur hors de cour dans une affaire civile; on soumettait l'accusateur au châtiment sévère que la loi infligeait à une dénonciation calomnieuse. Dans la suite, l'ordalie se répandit au loin comme *fuero* dans les procès civils et criminels. Quoique manquant de l'appui de la législature, elle fut maintenue dans la pratique; et nous voyons par là l'obstination de l'attachement des Goths à leurs usages et à leurs coutumes. Comme ancien et général usage de la Castille, l'épreuve est sanctionnée dans le *fuero viejo*; comme une coutume locale des cités de Castille et de Léon et de leurs dépendances, elle fut très-fréquemment établie ou plutôt déclarée par les chartes que donnèrent les fondateurs. Accompagnée de beaucoup de particularités propres au caractère espagnol, et adaptée au genre de dé-

(1) *Fuero* de San-Juan de la Pena.

(1) *Edinb. Review*, n° 61, p. 122.

veloppement, aux habitudes espagnoles, elle ne s'accorde pas néanmoins entièrement avec les coutumes si universellement adoptées par les autres nations de race teutonique rattachées à celle-ci ; prouvant ainsi son antiquité en Espagne par sa conformité avec ces coutumes, sa nationalité par ses variétés. Trois mille *sueldos*, selon le *fuero viejo*, étaient payés pour déshonneur porté au palais du roi, pour vol de son troupeau; et cinq cents *sueldos* étaient le prix de la tête du *merino*, ou la composition pour avoir jeté le scandale sur lui. Tout homme qui désirait échapper au payement de ces amendes devait se défendre par le serment de douze hommes, car tel était l'usage de Castille dans l'ancien temps. Accusé du meurtre d'un *fijo d'algo*, l'autre noble prévenu se défendait par le serment de onze autres *fijos d'algo*, lui-même faisant le douzième, et comme de vrais chevaliers, ils juraient tous sur l'Évangile, avec leurs éperons attachés aux talons. Il y avait deux insultes seulement qui donnaient à une *duena* (1) ou à un écuyer le droit de se plaindre qu'un *fijo d'algo* les eût scandalisés : Un soufflet ou une blessure, ou le vol de leurs malles ou de leurs vêtements. Dans le délai de trois jours, la partie ainsi offensée par un mauvais chevalier était obligée de se plaindre de l'offense, et d'exposer l'injure aux *fijos d'algo* de la ville, aux *labradores* et aux locataires des *fijos d'algo*, s'il y en avait, et faire sonner la cloche de la ville, disant: Un tel m'a déshonoré. Ces formalités ayant été observées, le *fijo d'algo* devait répondre à la plainte. Réparation était faite, s'il avouait, en payant cinq cents *sueldos*, prix de sa propre tête ; mais s'il niait, il devait se justifier par le serment de onze autres *fijos d'algo*, lui-même faisait le douzième. Mais un *labrador* accusé d'injures envers un *fijo d'algo* n'était pas admis à se défendre par ses pairs, et il était obligé de se servir de onze *fijos d'algo*, lui-même faisait le douzième compurgateur (1). »

(1) *Dueña*, dans ces temps, signifiait la femme d'un *rico-hombre*.

Ces coutumes sont prises du code général. Dans des districts particulier, la compurgation était tellement en vogue que des *compurgatrices* étaient accordées à des femmes accusées. A Anguas, aussi bien que dans d'autres villes, une femme accusée de vol pouvait se défendre par les serments d'un jury de douze autres femmes. Le *fuero* de Cuença était plus bizarre encore pour l'esprit de la loi et pour les termes dans lesquels elle est rédigée.

Si par hasard quelque époux soupçonnait que sa femme « avait planté des cornes sur sa tête » encore bien qu'il ne fût pas en état de prouver le fait par témoignage, la femme devait se justifier, en jurant avec douze *bonnes femmes* du voisinage; et si ces femmes la déclaraient pure, son mari était obligé de se persuader qu'elle était telle, en dépit de toutes les suggestions de la jalousie. C'est là une curieuse déviation de la coutume gothique, par laquelle les serments des hommes seuls étaient reçus dans ces délicates enquêtes. Dans le Jutland, par exemple, la loi d'Hensburg exigeait qu'une femme qui était accusée d'adultère se justifiât par le serment de douze hommes de l'accusation de son mari. Les coutumes de Saint-Sebastien dans le Guipuzcoa accordaient une sorte de procédure analogue à la fixation de dommages par le verdict d'un jury. Le ravisseur devait payer le prix de la virginité, ou il lui fallait épouser l'objet de sa violence, punition qui, selon l'observation de la charte, équivaut à une amende; mais si c'était une fille indigne de devenir sa femme, il devait lui trouver un mari tel qu'elle eût pu raisonnablement l'attendre avant son aventure, d'après l'estimation de l'alcalde, et des douze bons hommes de Saint-Sebastien? C'était là une décision par douze échevins, plutôt qu'une

(1) *Edinb. Review*, nº 61, p. 123-125. Ces lois sont extraites du *fuero viejo*, lib. I, tit. II, c. 3, et tit. V, c. 9-12.



ordalie. Mais un tel exemple démontre leur adhésion à l'ancienne coutume d'appeler au jugement de douze hommes (1).

» Nous avons vu les cas dans lesquels la compurgation était accordée par le *fuero viejo* de Castille. Jusqu'à quel point la coutume générale fut-elle adoptée dans les villes ayant des chartes? ce serait une question longue à discuter; mais du moins dans un grand nombre de ces cités l'ordalie reçut une application plus étendue. Les dispositions les plus complètes à cet égard sont contenues dans la charte de Molina. Don Manrique de Lara établit en corporation la ville de Molina, seigneurie de la noble maison de Lara, dans l'année 1152. Sa charte peut être citée comme le titre le plus précieux concernant l'ancienne jurisprudence municipale de Castille, et elle montre la constitution entière et le gouvernement d'une ville castillane. A Molina, le mode de compurgation était singulièrement et l'on peut dire judicieusement varié avec la nature de l'offense; et, dans aucune autre loi ancienne que nous avons eu occasion de consulter, le principe sur lequel cette épreuve reposait n'est plus clairement énoncé. Des amendes, selon l'ancienne loi gothique, étaient exigées à Molina pour blessures et mutilations. L'accusateur devait soutenir sa dénonciation par trois témoins, *vecinos*, ou bourgeois de la ville, si l'offense était commise dans l'enceinte des murailles; deux *vecinos* suffisaient si c'était au dehors; et, à défaut de preuve complète, le prévenu jurait avec douze *vecinos* ou combattait l'accusateur; mais le dernier avait le choix de l'ordalie. Celui qui avait fait du tumulte à la porte du juge ou de l'alcalde, ou dans la chambre du conseil, ou dans la chambre de justice, le vendredi, lorsque la cour siégeait, encourait la peine de cent maravedis. Mais le témoignage de deux alcaldes était exigé pour le convaincre; et si cette déposition manquait, il jurait avec douze hommes, et il était acquitté. Lorsqu'un meurtre avait été commis, si l'un de ceux engagés dans la mêlée assumait la responsabilité du crime, disant: Je l'ai tué; les autres devaient se sauver au moyen de douze vrais bourgeois, *los otros salvense con doce vecinos derecheros*. Il pouvait arriver que nul ne confessât le crime; et comme tous alors étaient également exposés au soupçon, les parents du mort avaient la faculté de choisir quelqu'un d'eux comme le meurtrier, absolument comme ils le jugeraient à propos; après quoi le meurtrier présumé nommait onze parents du mort, et ceux-ci, avec l'accusateur, juraient que le prévenu était ou n'était pas coupable. L'unanimité était exigée; et si l'un de ces parents ne voulait pas jurer, c'est-à-dire s'il ne s'accordait pas avec la majorité, celui qui était ainsi en dissentiment, *jurait avec douze* que ni lui, ni personne pour son compte n'avait reçu de présent; alors il était déchargé. Mais le défendeur ne perdait rien par la retraite d'un de ses jurés, et il avait la faculté d'en nommer un autre. Cette procédure est remarquable. L'ordalie se présente sous une nouvelle face, au moyen de l'appel des *compurgatores* à jurer avec l'accusateur, au lieu de prêter serment pour l'accusé; et, sur ce point peut-être, elle se rapproche davantage du jugement par jury. L'on peut observer qu'une pratique prévalait autrefois en Angleterre, de faire retirer les jurés de sentiments opposés, et de les remplacer par d'autres, jusqu'à ce qu'un verdict à l'unanimité fût obtenu. La continuation de la loi de Molina est obscure, et une partie du texte semble avoir été perdue. S'il n'y avait pas de parents, il paraîtrait que l'accusateur était soutenu par le serment de douze bourgeois pris dans la ville. La substitution frauduleuse d'un étranger était punie par le payement de la composition entière. Quoique la charte de Molina soit très-détaillée, cependant il n'y a pas de disposition pour un meurtre commis autrement que dans une querelle tumultueuse. Cela indique la prédominance des luttes et des inimitiés de famille. Lorsqu'un homme en tuait un autre,

(1) *Edinb. Review*, n° 61, 125-126.

il aurait dû être jugé par le *fuero juzgo*, ou le *fuero viejo*, ou bien les règlements de la charte étaient suivis autant qu'il était possible. Le combat pouvait être réclamé dans beaucoup de cas; mais il était toujours au pouvoir de l'appelant, après qu'il l'avait ainsi demandé, de décliner la preuve par le corps, et de demander de jurer avec les douze, ou, comme on pourrait dire, de s'en remettre au jury. La compurgation gagnait du terrain, et elle était considérée comme plus propre à favoriser la justice que l'appel aux armes (1).

» Les usages judiciaires, tels que le combat et l'épreuve du feu, paraissent mettre le moyen âge à une immense distance de nous, et nous disposer à considérer les hommes qui vivaient dans ce temps comme également ignorants et dépravés, comme des êtres avec lesquels nous avons moins de communauté d'idées qu'avec les sauvages de la Nouvelle-Zélande. Nous ne trouvons pas complétement étranges leurs habitudes domestiques, leurs divertissements ou leurs solennités; nous ne sommes pas disposés à nous détourner du château à pont-levis, ni à nous enfuir loin des tables des festins. Il n'y a pas là sans doute de spectacles repoussants, répugnant fortement à notre nature. Nous pouvons nous représenter prenant notre part d'énormes pièces de venaison et d'immenses flacons d'hypocras; des joûtes de chevaliers se dressent devant nous comme de brillantes visions; et oubliant les maux de la féodalité, nous pouvons nous arrêter à ces spectacles avec enthousiasme. Mais à un examen plus attentif, le charme s'évanouit, et toutefois les nobles et les bourgeois se complaisant dans leur rudesse et leur grossièreté, le soldat abusant de la force brutale, ne heurtent pas moins que la profanation du nom sacré de la justice. Accoutumés à l'examen patient et impartial du prévenu, nous frissonnons de la férocité superstitieuse qui livrait la victime à l'épreuve du feu; nous exécrons la loi barbare qui forçait les accusés à risquer leur vie dans le combat judiciaire, ou nous déplorons la pieuse folie qui ordonnait que le criminel se retirât impuni quand douze bons hommes avaient juré son innocence. Ces épreuves n'étaient-elles point calculées pour l'oppression de l'innocence et la protection du malfaiteur? Cependant ceux qui en appelaient à la chance du combat, ou au jugement de Dieu, n'étaient pas dépourvus de bons sens et de discernement, et ils doivent s'être abusés en tolérant les inconvénients attachés à de tels actes. On doit accorder quelque chose aux opinions dominantes. Les mots exercent une étrange puissance sur les plus sages de nous tous. Nous qui nous complaisons dans notre sagesse et notre humanité, nous n'hésitons pas à remettre des points d'honneur à la décision du pistolet. Les hommes du moyen âge décidaient avec le même empressement des questions avec la massue et le bouclier. Un siècle de bon ordre et de politesse raffinée où le duel est encouragé par des usages non écrits, constituant le code de la société, peut bien excuser un siècle de turbulence et de férocité dans lequel l'épreuve par le combat conservait sa place dans le code des lois. Il faut donc rendre justice au douzième et au dix-neuvième siècle, en avouant que dans tous deux cet appel aux armes en apparence absurde, a donné à l'individu la protection qu'il aurait à peine obtenue sans cela.

» Des sentiments, sinon dignes d'éloges, du moins excusables, dictèrent les épreuves du soc de charrue et du chaudron, et réclamèrent le témoignage des *compurgatores*. Avec une foi ferme et vive l'omniscience du Tout-Puissant était invoquée par des juges qui se défiaient de la sagesse de l'homme. Mais le criminel employait tous ses efforts pour échapper au jugement de Dieu, et usait des ressources de la fraude pour rendre sa peau moins sensible, ou le fer moins brûlant; un coupable puissant pouvait gagner les experts chargés d'examiner l'état du membre exposé. Les *compurgatores* pouvaient être détermi-

(1) *Edinb. Review*, ubi supra.

nés par la parenté ou l'amitié à faire un parjure ; l'intérêt pouvait étouffer les scrupules ; souvent l'audacieux et le faussaire dut triompher de la bonne foi et de la justice.

» De grands défauts étaient inséparables de l'épreuve par compurgation ; mais ils étaient en quelque mesure compensés par ses avantages. Des peuples insensibles aux considérations conventionnelles de la réputation se formaient ainsi à la déférence envers l'opinion publique, dont l'influence est plus bienfaisante pour la société en prévenant les mauvais desseins, qu'en poussant à l'accomplissement des grandes actions. Une valeur inestimable fut donnée à un caractère sans tache. A ceux qui avaient une bonne renommée, l'épreuve par compurgation offrait protection efficace contre la calomnie et la malice, mais à eux seuls. Nonobstant l'influence des liens de parenté et de patronat, ou d'autres motifs moins honnêtes, le gentilhomme et le citoyen, si ses actions présentaient un aspect douteux, aurait eu quelque difficulté à persuader à douze, ou à vingt-quatre, ou à trente-six hommes bons et sincères, de se présenter pour prononcer un serment en sa défense. Peut-être les hommes très-puissants et très-riches pouvaient réunir avec plus de facilité leurs *compurgatores ;* mais il n'y avait pas d'accroissement d'impunité pour les grandes perversités, qui dans tous les états de la société s'efforcent d'échapper aux atteintes de la loi. Le cœur de la veuve faiblissait lorsque le compagnon du roi était dans la grande salle du palais, devant la table de marbre, entouré de son cortége, ayant foi dans l'innocence de ce chevalier. Appelait-elle à grands cris la vengeance sur leurs parjures ? Les arguments qui les auraient convaincus de la fausseté du récit de son outrage n'auraient pas été moins irrésistibles, adressés à l'orgueilleux sénéchal ou au grand-justicier, enveloppé dans la robe d'écarlate et d'hermine jetée sur lui par la faveur royale. La main droite de chaque baron se levait-elle vers le ciel, tandis qu'il prononçait le serment qui préservait le noble infidèle de son châtiment mérité ? Si la sentence avait été rendue, ces mêmes mains auraient tiré l'épée avec une égale promptitude pour le défendre. L'on ne devait pas s'attendre à de la consistance dans une jurisprudence formée d'après un système irrégulier. Quelquefois le principe originaire de la compurgation peut avoir été oublié ; mais l'on doit toujours se rappeler que dans leur forme rigoureuse et primitive, ces serments d'acquittement n'étaient jamais accordés, sinon quand les raisons du défendeur étaient opposées aux prétentions douteuses du demandeur, ou bien à une accusation soutenue seulement par des présomptions, ou par le serment isolé du dénonciateur. Alors le serment balançait le serment, et les compurgateurs faisaient pencher un des plateaux (1).

» Nous nous sommes étendus sur le sujet de l'ordalie par compurgation, parce que nous la considérons comme la base sur laquelle notre droit criminel a été élevé. Les Goths et les Saxons s'efforcèrent également de jeter les fondements du sanctuaire de la justice ; chacun de ces peuples a suivi un plan simple et sans art. Tandis que l'édifice en Angleterre s'est élevé plein de majesté, dans la Péninsule il est tombé en ruines. L'Espagne, tandis qu'elle constituait la monarchie gothique, Léon et la Castille, jusqu'à l'adoption complète des *Partidas*, jouirent d'un système de lois qui, quoiqu'il ne s'identifie point avec les codes des Anglo-Saxons, offre beaucoup de rapports de ressemblance avec eux, dans l'aspect général, et dans beaucoup de détails. Il faut remarquer néanmoins que le *labrador* castillan était forcé d'avoir recours aux serments de ses supérieurs, tandis qu'Alfred ordonnait au tenancier saxon de se justifier lui-même avec onze de ses *thanes* et seulement avec un *thane* du roi ; et que le dernier des hommes libres saxons pouvait toujours réclamer un jury de ses pairs. Nonobstant l'absence de ce généreux esprit de la loi saxonne, la compurgation semble avoir été plus favorable en Castille que les épreu-

(1) *Edinb. Review*, n° 61.

ves par le feu ou le combat. Ceci ressort de la charte de Molina. Il peut paraître illogique de tirer des conclusions générales sur les coutumes générales d'un royaume des lois secondaires d'une ville dotée d'une charte; mais don Manrique choisit probablement les usages qui étaient communs parmi les Castillans, qu'il cherchait à réunir et à fixer dans sa colonie, et il voulut leur confirmer les priviléges qui étaient prisés à la plus haute valeur. Et parce que le *fuero viejo*, ne décide les serments des douze que dans deux ou trois cas particuliers, nous ne devons pas en inférer qu'ils étaient exclus de tous les autres. Lorsque le code anglais définit la félonie, il n'est point nécessaire d'ajouter qu'un jury doit être chargé de déterminer le cas. On est censé connaître la marche générale du procès (1). »

Dans ce tableau peut-être le parallèle entre le système goth et espagnol a été poussé trop loin, et des analogies douteuses ont été converties en règles positives. Avec les connaissances bornées que nous possédons sur les anciennes chartes locales d'Espagne, dont la plupart gisent maintenant dans la poussière des bibliothèques nationales, nous ne pouvons être conduits qu'à des hypothèses. Une vue compréhensive de l'analogie entre les formes de la compurgation dans les cas criminels, entre les peuples teutoniques et la nation espagnole durant le moyen âge, serait un sujet intéressant pour un ouvrage à part. Mais un tel examen ne pourrait être poursuivi qu'en Espagne, et il demanderait de longues années d'application. Malheureusement les savants espagnols ont jusqu'ici considéré la législation comme un objet au-dessous de leur attention.

Quoique les bienfaits des *fueros* locaux fussent incontestablement très-grands, et fussent destinés à s'accroître encore, le système n'était pas sans inconvénient. L'attachement du peuple à ces chartes affaiblissait l'action des lois générales, et introduisait dans chaque juridiction séparée un esprit de localité nullement favorable à un patriotisme sincère et éclairé. Chaque cité se regardait comme une république indépendante jalouse de ses priviléges, quoique en désaccord avec le bien général, et fièrement résolue à les défendre. Les dispositions du *fuero juzgo* commencèrent dans le treizième siècle à être reconnues impraticables. La société était devenue plus militaire, plus licencieuse, plus féodale. Des restrictions qui eussent à peine été supportées par la nature humaine dans toute circonstance ne pouvaient point être obligatoires pour un tel peuple. Un code moins impraticable dans ses prescriptions, et uniforme dans son application, qui unît les différentes communautés dans une vaste association, un tel code manquait, et on en sentait le besoin. Saint Ferdinand aperçut les défauts du système existant, et il fut d'autant plus désireux d'y remédier, qu'il ne pouvait manquer d'apercevoir que, tant que ces prédilections locales seraient entretenues, ses vues de monarchie universelle seraient embarrassées, et que l'autorité royale ne pourrait jamais être rétablie. Néanmoins, si grands étaient les obstacles opposés à la formation d'un code général, si éloignés étaient les esprits des hommes de toute espèce de changement, si déterminés étaient les nobles à maintenir leur domination, et les communes leurs priviléges, qu'il n'eut pas le courage ou peut-être pas l'habileté de tenter le changement salutaire; mais s'il ne toucha point aux lois, il rectifia leur administration; il supprima les comtes ou gouverneurs de province dont les pouvoirs étaient presque souverains, et leur substitua les *adelantados mayores*, qu'il soumit plus immédiatement au trône; il fit aussi, comme on l'a déjà remarqué, traduire le *fuero juzgo* en castillan; et, quoiqu'il ne pût en imposer l'observance aux places qui jouissaient des *fueros*, il put du moins l'établir dans ses nouvelles conquêtes, en Andalousie. Alphonse, successeur de Ferdinand, résolut de tenter les grandes entreprises. La jurisprudence romaine qui avait été tout récemment découverte, et qui

(1) *Edinb. Review*, n° 61, p. 126-131.

était enseignée au bruit de si grands applaudissements en Italie, attira son admiration, parce que l'esprit en était favorable à la monarchie absolue, et parce qu'elle avait été le code d'un grand peuple. Ses espérances d'obtenir la couronne impériale de Germanie excitaient en lui le désir de devenir législateur. Son premier soin fut d'encourager l'enseignement de la jurisprudence romaine dans l'université de Salamanque. Il créa trois chaires pour le droit canon et le droit civil, et fit rédiger pour l'usage des étudiants divers manuels, basés tous sur les doctrines nouvelles, ou plutôt restaurées. Quelle que fût la prudence de sa marche dans ce grand dessein, il devient clair par le fait que sa première compilation pour l'usage actuel (1250) fut le *fuero real* contenant les parties des *fueros* locaux qui étaient favorables à l'autorité royale, et dans lesquels il inséra plusieurs axiomes du code pénal. Cette compilation fut d'abord introduite dans les tribunaux de la cour où elle devint bientôt la seule autorité reconnue, soit dans les causes de première instance, soit en appel. Ses obscurités furent expliquées par des ordonnances subséquentes appelées *leyes del estilo*. Elle contenait les éléments d'un code qu'il avait le dessein de faire beaucoup plus étendu et plus complet. Mais il ne put, ou plutôt il n'osa pas tenter d'en rendre l'observance générale. Il l'accorda comme une faveur, à diverses villes et communautés, dans l'espérance que d'autres seraient engagées à le solliciter. En même temps la composition de son grand ouvrage se poursuivait à Salamanque, où les plus savants professeurs étaient encouragés par la libéralité royale et par leur propre prédilection à remplir activement leur tâche. Leur principale attention fut dirigée sur le Codex, les Pandectes, et les Institutes, dont ils firent la base de leur nouvelle compilation; mais, comme l'état de la société dans la Péninsule, était à beaucoup d'égards différent de celui du monde romain, ils tirèrent des extraits du corps des *fueros* qui n'étaient pas en désaccord avec leurs dogmes favoris. Leur objet aussi était d'améliorer le droit canon, non moins que le droit civil, de rejeter parmi d'autres produits de la barbarie les superstitieux jugements de Dieu, les sauvages épreuves qui avaient si longtemps prévalu, et d'extraire de la compilation de Gratien, et des décrets de leur propre concile, tout ce qui était conforme à la raison. Après quelques années de travaux, en 1258, parut le fameux résultat de leur savoir et de leur activité, par lequel Alphonse espérait acquérir une renommée égale à celle dont jouissait le célèbre Justinien (1).

Les *siete Partidas*, ainsi appelées des sept parties qui les composent, forment le quatrième code de l'Espagne, et de beaucoup le plus compréhensif. Il est tiré du code de Justinien et du code wisigoth, du *fuero viejo*, des *fueros* locaux, aussi bien que des décrétales, des canons des conciles, même des paroles des philosophes et des saints. C'est un digeste complet de droit romain, féodal, canonique, et arrangé dans un certain ordre. Il est le plus précieux monument de législation non-seulement de l'Espagne, mais de l'Europe, depuis la publication des codes romains. C'est encore la base du droit commun de l'Espagne; car s'il existe des compilations plus récentes, elles sont fondées principalement sur lui, et c'est lui qui doit décider les questions qui ne peuvent être fixées par ces compilations ou par les *fueros* locaux. Nous pouvons observer que, si tous les autres codes étaient rejetés, l'Espagne aurait néanmoins un respectable corps de jurisprudence; et, selon des avocats graves et pleins d'expérience, durant vingt-neuf ans à peine a-t-on vu se présenter un cas où le code en question n'aurait pu prononcer. Ce serait une vaine tentative que de vouloir en donner une analyse complète dans un espace aussi borné. Mais nous pou-

(1) Perez, *Discurso preliminar a las leyes de las siete Partidas*, cap. 7. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, par d'Hermilly, t. IV, p. 237. Marina. Sempère.

vons essayer de donner une idée générale de son esprit, spécialement dans les dispositions qui présentent l'état de la société dans Léon et dans la Castille durant le moyen âge. Toutefois, au lieu de l'examiner dans l'ordre où il paraît maintenant, nous suivrons celui d'un célèbre éditeur, ou plutôt abréviateur, Perez, qui a arrangé les matières de manière à établir un lien naturel entre elles. Dans quelques occasions cependant nous préférons l'ordre original. Les observations préliminaires concernant le dessein, la nature et les obligations des lois, peuvent être omises, puisqu'elles ne contiennent rien qui ne puisse se trouver dans d'autres codes, dans les écrits des légistes, ou dans l'expression du sens commun (1).

Personnes.—Les obligations de l'homme concernent ses devoirs envers Dieu, lui-même, et ses voisins. Par les premiers, il honore, craint, aime son créateur. Les seconds comprennent le soin de son âme et de son corps; de son âme, en cultivant la foi chrétienne et accomplissant de bonnes œuvres; de son corps, en entretenant sa vie et sa santé, en évitant tout ce qui pourrait compromettre l'une ou l'autre. Mais, s'il aime Dieu et lui obéit, il doit aussi aimer son voisin, puisque la charité est d'ordre divin, et en réalité l'accomplissement de la loi. Cet amour nous impose de conseiller l'ignorant, de secourir le nécessiteux, de supporter patiemment les faiblesses, et de pardonner promptement les offenses des autres, d'être utile à tous par de bons exemples. De là la religion, dans son sens général, est non-seulement le fondement, mais la somme et la substance de tous devoirs, et par conséquent de toutes les bonnes lois. Dans un sens plus limité, elle est bornée aux communications spirituelles de l'âme avec son Créateur; et comme telle elle ne tombe pas sous la connaissance de la législation humaine; et comme l'instinct, pour ne rien dire de la religion, inculque le soin de nous-mêmes, cette législation regarde seulement la troisième classe d'obligations, celles qui doivent régler nos rapports avec le reste des hommes (1).

Les obligations de l'homme envers d'autres sont déterminées par les relations dans lesquelles il se trouve avec eux; là où la relation est plus étroite, son devoir est plus rigoureux. Comme le mariage est le lien le plus étroit, le premier dans l'ordre de la nature, puisqu'il précède ceux de père, mère et d'enfants, les règles que la raison et l'expérience humaines ont sanctionnées sur ce point doivent occuper la première place. Il peut être précédé par les fiançailles, qui sont une promesse de mariage, et qui lient, si elles ont été contractées par des personnes ayant qualité pour cela. La forme était simple. Les mots, « Je te prendrai pour ma femme, ou pour mon époux, » répétés devant témoins, étaient valides, et le mariage devait être solennisé lorsqu'arrivait l'âge convenable, qui était de quatorze ans pour les garçons et de douze pour les filles, quoique le terme pût être prolongé par consentement mutuel. Si les paroles sont employées au présent, comme, « Je te prends pour ma femme, » et par des personnes parvenues à l'âge canonique, le contrat devient mariage, et annule toute promesse antérieure qui se serait appliquée à l'avenir (2). Mais si cette promesse d'un mariage futur était suivie de la consommation, elle ne pouvait être annulée par aucun contrat subséquent. Un père ne peut marier ses enfants sans leur consentement; et si ce consentement est donné avant l'âge de sept ans, il peut être révoqué par l'une des deux parties engagées. Des conditions peuvent, en quelques cas doivent accompagner les fiançailles.

(1) Perez, *Compendio del derecho civil y comun de España*, t. I, discurso preliminar.

(1) *Las siete Partidas*, part. II, tit. 12. Perez, *Compendio del derecho*, t. I, lib. I. tit. 2 et 3.

(2) Cette distinction entre les *sponsalia de presente* et *de futuro* était inconnue au code Justinien, et fut pour la première fois introduite par le droit canon (Heineccius, v, 384).

Ainsi, qu'un homme dise « Je t'épouserai, si tu veux me donner une certaine somme d'argent, » le mariage doit être suspendu jusqu'à ce que la condition soit remplie, à moins que la forme du contrat au présent, ou la consommation charnelle n'intervienne. Ainsi encore aucune fidèle ne peut épouser un hérétique ou un infidèle, à moins que ce futur conjoint ne s'engage à embrasser la vraie foi. Des présents nuptiaux, appelés arrhes, doivent être donnés comme gages que les fiançailles seront suivies du mariage ; et si l'un des futurs conjoints viole l'engagement, les arrhes demeurent en la possession de l'autre. L'une des parties peut entrer dans l'ordre religieux sans le consentement de l'autre, pourvu que la consommation charnelle n'ait pas eu lieu. Si elle a eu lieu, le consentement est indispensable ; mais celle qui reste dans le monde doit observer le vœu de chasteté. Là où il n'existe aucun empêchement canonique, le contrat oblige irrévocablement ; car, quoique dans quelques circonstances, une séparation puisse être permise, *ab mensa et thoro*, le *vinculum matrimonii* ne peut être détruit. Le *debitum conjugale* est obligatoire des deux côtés, et doit être rempli à la requête de l'une ou de l'autre partie (1). Les empêchements sont nombreux. Outre les degrés prohibés, soit de consanguinité, soit d'affinité, quand celui qui épouse une personne la prend pour une autre, et quand l'homme libre épouse une esclave qu'il croit être libre, ces deux cas sont des *impedimenta dirimentia*, à moins que la partie qui est en droit de se plaindre, ne confirme l'engagement, ou bien lorsqu'il y a consommation charnelle ; la folie, la froideur, *impotentia naturæ*, les ordres sacrés, la minorité, etc., sont dans la même catégorie. L'homme marié qui commet un adultère ne peut, à la mort de sa femme, épouser la complice de sa faute, si ses mauvais traitements ont hâté la mort de sa première compagne. Une esclave peut épouser un esclave sans le consentement du propriétaire de l'un ni de l'autre, et ces conjoints ne peuvent être séparés ; au contraire le maître de l'un sera forcé d'acheter l'autre, ou l'Église les achètera tous deux, afin qu'ils puissent vivre unis, et remplir l'obligation de leur état ; et si un homme libre épouse une esclave avec le consentement du propriétaire, dès ce moment l'esclave est affranchie. Les droits du propriétaire, à d'autres égards, sont placés au-dessus de ceux de l'état ; car si le *debitum conjugale* est réclamé par l'une des parties au moment où le propriétaire exige les services de l'une ou de l'autre, l'accomplissement de ce devoir est différé. Nul mariage ne peut être clandestin, c'est-à-dire se faire sans témoins ; il ne peut non plus avoir lieu à l'insu des père et mère, ou, à leur défaut, des plus proches parents. Quiconque épouse une femme sans leur consentement devient leur esclave (1). Il peut paraître ici à propos d'observer qu'au milieu de la licence du siècle un commerce entre les deux sexes était parfois permis sans mariage. Ainsi un célibataire qui n'était pas dans les ordres sacrés pouvait prendre une concubine ou *barragana*, pourvu qu'elle fût libre comme lui ; et les fruits de cette union pouvaient succéder. Au mariage de l'homme, la liaison était finie, les enfants nés ensuite étaient infâmes, et les deux parties soumises aux peines de l'adultère (2).

Le premier anneau ensuite dans la chaîne

(1) Mais si la *copula carnalis* est accomplie par *concupiscentia carnis*, c'est un péché véniel, et un péché mortel si l'on emploie des excitations.

(1) Alphonse le Sage, *las siete Partidas*, part. IV, tit. 1-11. Perez, *Compendio del derecho*, lib. I, tit. 4-12. Cf. *Codex legis Wisigothorum*, lib. III, tit. 1 et 2, et *Codex Justiniani de sponsalibus et nuptiis*. La loi canonique diffère *toto cœlo* de celle de l'ancienne Rome sur ce point.

(2) Part. IV, tit. 14 ; ou lib. IX, tit. 5, de Perez. Alphonse suit ici les lois romaines *de concubinis*.

sociale est celui qui attache les enfants à leurs père et mère. Sont légitimes non-seulement ceux qui sont nés dans l'union légale, mais ceux qui sont sortis d'une concubine libre, ou *barragana*, et même d'une esclave, si cette esclave a été ensuite épousée, et par là affranchie. Un père peut dans un temps légitimer un fils naturel, s'il n'en a pas de légitime, et ce fils peut lui succéder sans contestation; ou il peut être ainsi légitimé par le prince séculier. Quoique des fils naturels ne puissent prendre les ordres sacrés, le pape peut lever l'empêchement, les déclarer légitimes, et les élever aux plus hautes dignités ecclésiastiques, absolument comme le prince séculier dans l'ordre civil. Des enfants adoptés sont aussi légitimes, et pourraient succéder comme ceux nés dans l'union légale. L'autorité paternelle est fondée sur la nature, mais elle ne s'étend pas sur les enfants illégitimes. Un père en danger de mourir de faim fait vendre ou engager son fils; bien plus, s'il est assiégé dans un château, et en danger de se rendre faute de force pour le défendre, il peut manger son enfant. Toutefois la puissance est détruite quand le père commet un crime capital, ou lorsque le fils est revêtu de certaines dignités, comme conseiller de la cour royale, *corregidor, adelantado;* par une cruauté excessive, par des excitations aux filles de se prostituer, ou par un acte de renonciation de la part du père. Dans les autres cas l'autorité dure toute la vie, et avec une telle étendue, que le père peut jouir de l'usufruit de tout ce que le fils acquiert, excepté le *peculium castrense,* ou ce qu'il reçoit dans le camp ou à la cour du roi. La puissance possédée par celui qui trouve et élève un enfant exposé est presque égale, et non moins durable; cet enfant trouvé ne peut jamais poursuivre son bienfaiteur dans aucune offense grave, et s'il le fait, il doit subir la mort (1).

(1) *Las siete Partidas,* part. IV, tit. 13-20. Perez, *Compendio del derecho,* lib. I, tit. 14-20.

Immédiatement après l'autorité paternelle vient celle des maîtres sur leurs esclaves. L'esclave se trouve dans les *Partidas* aussi bien que dans le code wisigoth, mais sous une forme plus adoucie, et avec de plus grandes facilités pour l'affranchissement. Les esclaves étaient de plusieurs espèces: ceux qui étaient nés dans l'esclavage, ceux qui étaient pris à la guerre, et ceux qui étaient condamnés judiciairement. Le fruit des liaisons d'un homme libre avec une esclave était de condition servile; et tel était le sort de celui d'un ecclésiastique qui épousait une femme libre. Aucun *senor* ne pouvait tuer son esclave, à moins que celui-ci ne fût trouvé en *copula carnalis* avec la femme ou la fille de son maître; et s'il laissait souffrir la faim à l'esclave, le dernier était arraché à son pouvoir et vendu à quelque autre maître. Tout ce que l'esclave gagnait devenait la propriété du *senor*. Aucun juif ou Maure ne pouvait posséder un esclave chrétien. Si l'affranchissement était souvent volontaire, il était parfois forcé: si l'esclave dénonçait un grand criminel et précisait l'accusation, ou vengeait la mort de son maître, il devenait libre; si le *senor* prostituait son esclave femelle, elle devenait libre aussitôt; si l'esclave entrait dans les ordres sacrés avec la connaissance du maître, il devenait libre; si c'était à son insu, il pouvait être réclamé dans la première année de son sous-diaconat; et si plus d'une année s'était écoulée, il était obligé de fournir un remplaçant à son ancien maître. Après l'affranchissement, l'affranchi et ses enfants étaient obligés d'honorer, et, par tous les moyens possibles, d'assister leurs derniers possesseurs. L'ingratitude les rejetait dans l'état servile; et si l'affranchi mourait sans héritiers immédiats, ses biens étaient dévolus au patron (1).

Comparez ces lois avec celles *de patria potestate* et *de naturalibus*.

(1) *Las siete Partidas,* part. IV, t. XXI et XXII, p. II, tit. 29. Perez, *Compend.*, lib. I, tit. 21

La relation entre les pères et leurs enfants, et leurs devoirs réciproques, étant ainsi exposés, il s'agirait maintenant d'examiner les lois des testaments, héritages, exécuteurs, gardiens, etc.; mais, comme ces sujets, ainsi que les titres semblables dans la loi des Wisigoths, sont tirés du code Justinien, et en diffèrent rarement, il n'est pas nécessaire de les rappeler dans ce *compendium* (1).

Les devoirs de l'homme dans ses liens naturels ayant été définis, il faut considérer maintenant ceux qui lui sont imposés par le gouvernement sous lequel il vit, et la communauté dont il est membre. Et ici, par les soins minutieux avec lesquels sont définis les devoirs de la première classe, nous pouvons apprécier combien le législateur royal était désireux de soutenir les intérêts de la monarchie, et même son droit divin; avec quelle jalousie il regardait les prérogatives des nobles, et quels grands progrès les notions ultramontaines avaient faits parmi les légistes de la Péninsule, spécialement parmi les professeurs de Salamanque. Il est enjoint aux sujets d'aimer, d'honorer leur roi, et de lui obéir, le défendre dans sa vie, ses biens, sa renommée et sa famille; de parler toujours en bien de lui; de ne rien croire à son désavantage; d'interpréter chaque chose qu'il fait dans un esprit charitable; de le regarder en effet comme le vicaire de Dieu sur la terre, ne pouvant faire mal, ou du moins n'étant soumis à aucun tribunal terrestre. Les crimes contre lui, sa dignité, sa famille ou sa maison, étaient punis avec une sévérité beaucoup plus grande que tous les autres. Ainsi ceux qui se querellaient à la distance de trois milles de la personne royale, et qui se blessaient réciproquement, perdaient les mains, outre qu'ils étaient soumis encore aux peines ordinaires; si un officier de la maison du roi en tuait un autre, il était exilé dans le cas où il était protégé par la grandesse; si c'était un serviteur inférieur, il était enterré vif avec le cadavre du mort; le noble qui raillait quelqu'un s'en allant à la cour était banni; le plébéien était mis à mort. En résumé, les *Partidas* sont remplies de maximes en faveur de l'absolutisme; et à leur influence sont dus principalement les pouvoirs et les privilèges extraordinaires qui ont été si longtemps possédés par les rois d'Espagne (1).

Les devoirs de l'homme envers la communauté dont il est membre sont définis avec plus de justice. Son premier soin doit être de choisir une femme de telle sorte, à une époque telle que les fruits de son union soient sains et vigoureux; puis il doit élever, corriger ses enfants de manière qu'ils puissent avoir la volonté et le pouvoir d'être utiles à la société; il doit encourager la culture du sol, et toute branche productive de l'industrie; il doit assister à la commune défense de la *poblacion*, ou communauté à laquelle il appartient. Et ici il est à propos d'expliquer ce que l'on entend par les mots communauté, société ou *poblacion*. Aucune *poblacion* ou colonie, dans les vastes terres arrachées aux infidèles, ne pouvait se former sans la permission royale, et pour ces *cartas pueblas* une somme considérable était payée à la chancellerie royale. Les places ainsi colonisées recevaient le nom d'*Aldea*, *Lugar*, *Arrabal*, *Pago*, *Villa* ou *Ciudad*, selon la teneur de la *carta puebla* ou du *privilegio* de *poblacion*, qui fixait les limites du nouvel établissement et une portion commune de terre, avec du bois et de l'eau suffisants pour la consommation du peuple.

---

et 22. Beaucoup de ces lois sont les mêmes que celles des Wisigoths, et dans quelques cas les deux codes sont pris à celui de Justinien, comme on peut le voir en les comparant avec *de manumissionibus* et *de libertis eorumque liberis*.

(1) *Ib.*, part. IV, tit. 1-19. Perez, lib. I, tit. 23-46. Comparez avec le *Codex legis Wisigothorum*, lib. IV, tit. 2, et avec le *Codex Justiniani, de testamentis*, etc., et *de hæredibus*, etc.

(1) *Las siete Partidas*, part. II, tit. 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19. Perez, *Compendio*, lib. I, tit. 47-52.

Aldea signifie une communauté de plusieurs familles au delà des murailles d'une cité; *arrabal*, la portion d'une cité qui, quoiqu'en dehors des murs, est jointe avec une cité; *lugar*, un village ou une ville; *pago* comprend diverses *aldeas*, ou indique le district particulier d'une cité, mais avec une municipalité séparée; une *villa* contient beaucoup plus de familles qu'une *aldea*, et parfois elle est égale à une cité. Toutes les *poblaciones*, en vertu de leurs chartes originaires, signifient une communauté, et dans le langage de la loi civile elles sont autant d'*universitates*, contenant chacune juridiction, honneurs, territoire, district, etc. Toutefois on doit observer qu'un *lugar* n'est pas toujours investi de ces priviléges, et que parfois même il peut dépendre dans son gouvernement municipal de quelque cité, *villa* ou *pago*. Une *ciudad* est une communauté entourée de murailles, possédant une juridiction indépendante, par concession royale ou par coutume immémoriale. Chacune de ces *poblaciones* ou communautés a son conseil municipal élu par le peuple, et consistant en *alcaldes*, *regidores*, etc., avec des *alguazils*, des *escribanos* et autres officiers inférieurs. Dans la salle du conseil, une réunion générale des habitants est quelquefois convoquée pour délibérer sur les affaires les concernant tous. Dans ces salles, des règlements locaux sont arrêtés pour le gouvernement et le bien de la communauté; mais ces règlements doivent être ensuite vérifiés par l'autorité royale. Chaque communauté est généralement subdivisée en corporations, selon les affaires ou la profession, et chaque corporation a sa constitution et ses priviléges particuliers, auxquels aucun étranger ne peut participer. Dans toutes, le prix du travail et des denrées est également réglé (1).

2. Choses. De la relation et des devoirs des personnes la transition naturelle conduit à la propriété et l'acquisition des choses. La propriété est le pouvoir de faire ce que nous voulons de ce qui nous appartient, conformément aux prescriptions de la saine raison (1). Ce pouvoir est de trois sortes: 1° dans l'autorité du magistrat suprême d'administrer la justice et de punir les malfaiteurs; 2° dans le libre usage de ce qui est véritablement à nous; 3° dans le droit que quelqu'un possède sur certains revenus, dans lesquels il a un intérêt durant sa vie ou pour une période déterminée. Sur ces bases reposent la jouissance légitime de toute propriété et les distinctions sans fin entre le mien et le tien, qui, poussées dans leurs dernières ramifications occasionnent souvent de grands troubles dans la société. Des choses, les unes sont communes, d'autres particulières; quelques-unes appartiennent à tous les êtres, d'autres à tous les hommes; quelques-unes à toute la communauté, d'autres à des membres seulement de cette communauté, et d'autres enfin n'appartiennent à personne. Ainsi l'air, les eaux courantes, la mer et les rivages, sont communs à tous les animaux (2), et sur ces rivages quelque créature peut bâtir et requérir propriété sur la création, pourvu que cela ne se complique pas avec l'avantage commun; ainsi les trésors transmis sur la côte appartiennent à celui qui les trouve (3); ainsi des rivières et des grands chemins pouvaient servir à l'usage de tous les hommes d'une même nation; mais l'un ne peut empêcher la circulation de l'autre; ainsi,

(1) *Las siete Partidas*, passim. Perez, *Compendio*, l. I, tit. 52-60.

(1) «Dominium est jus in re corporali, ex quo facultas de ea disponendi, eamque vindicandi, nascitur, nisi vel lex, vel conventio, vel testatoris voluntas obstitit.» (Heineccius, *Elementa juris secundum ordinem institutionum*, l. II, tit. 1, § 335.)

(2) «Communia ergo ex his principiis sunt aer, aqua profluens, mare, et littora maris.» (*Instit.*, § 326).

(3) *De acquirendo rerum dominio*, *Instit.*, § 350, nec non *Pandectæ*, VI, § 166. «Quæ nullius sunt, cedant occupanti.»

quoique chaque membre d'une communauté ait droit à la jouissance de certaines possessions communes au reste, aux jardins, par exemple, appartenant à une certaine cité, les membres de ce corps, municipal ou politique, n'ont aucun pouvoir sur les choses d'un individu de la corporation; et ainsi, enfin, aucune propriété ne peut être réclamée par les communautés ou les individus sur les choses sacrées. Par ces propositions, il est clair que les oiseaux de l'air, les bêtes sauvages des forêts non réclamées, et les poissons des rivières et des mers, appartiennent à celui qui peut les prendre; mais, comme son droit est fondé seulement sur le succès de son activité, du moment où ils échappent de ses mains, son droit est perdu, et tout autre est aussi libre que lui de les reprendre (1). Dans des cas particuliers, par exemple si un artisan travaille une pièce de bois, un morceau d'or, et en fait un ustensile, le droit est double; d'abord il est naturel dans le possesseur de la matière, puis il est acquis par l'industrie ou l'habileté dans le commerce. La propriété est acquise par la transmission ou la délivrance de l'objet vendu, mais toujours à la condition que le prix sera en même temps remis au vendeur; autrement la propriété par droit naturel appartient à lui et non à l'acheteur (2). Par le droit naturel aussi, celui qui trouve un trésor perdu sur un chemin public acquiert un droit sur lui; si c'est dans un héritage, le trésor appartient au propriétaire de l'héritage; et si un homme sain d'esprit, qui n'est convaincu ni accusé d'aucun acte d'égarement, abandonnait sa propriété avec l'intention de ne jamais la réclamer, par la même règle de droit, elle appartient au premier occupant (1). La possession est la juste rétention d'une chose : elle est naturelle, lorsque nous avons actuellement l'objet entre nos mains; elle est civile, lorsque nous la retenons avec un titre légal : ainsi la possession d'une bourse est naturelle, celle d'un domaine est d'acte civil. De là l'acquisition des choses peut être aussi de deux espèces : d'abord lorsque l'objet est délivré par le propriétaire entre mes mains; secondement quand, en raison de sa masse, il ne peut être délivré ainsi, et que le possesseur légal peut m'investir au moyen d'un acte écrit; et si l'objet à transmettre est un magasin de marchandises, la transmission peut être effectuée par la remise de la clef. Lorsque la transaction est une vente, si l'acquéreur se saisit avec le consentement du vendeur, ou si le représentant de l'un se saisit avec le consentement du représentant de l'autre, les pouvoirs des deux mandataires étant dûment vérifiés, la possession est également valide. Mais la possession n'implique pas toujours la propriété : le conducteur ou porteur de marchandises a l'une, mais non pas l'autre; car cette possession n'est point en son propre nom, elle est au nom du propriétaire. Il est évident que nulle transmission naturelle, civile, et par conséquent valide, ne peut avoir lieu, sinon quand l'intention de l'un est de délivrer, et celle de l'autre de recevoir; car l'intention est la vertu de l'acte. Ainsi donc, celui qui obtient la possession d'une chose sans ma connaissance ou mon consentement est soumis aux peines du vol (2).

---

(1) « Venatio est occupatio ferarum bestiarum et quæ nullius sunt. » (*Inst.*, § 345.) « Illud singulare est quod feræ, simul in custodiam nostram evaserunt, nostræ non maneant. » (*Ibid.*, § 347. Vide *Pandect.*, VI, § 170, 171.) Si les bêtes féroces sont sur le terrain de quelqu'un, pendant ce moment il est le maître non des bêtes mais du sol, et peut nous empêcher de les poursuivre. (*Pandect.*, VI, § 170.)

(2) Ce droit embarrasserait étrangement les lois artificielles du commerce, qui est fondé sur une fiction si palpable. La loi civile est forcée de reconnaître cette fiction, d'accepter *fidem emptoris*, au lieu du *pretium solutum*. (*Inst.*, § 384.)

(1) « Et res pro derelictis habitæ, occupanti cedant, etc. » (*Inst.*, § 351.)

(2) *Las siete Partidas*, part. III, tit. 28, 29,

La propriété et l'acquisition des choses étant ainsi établies, passons maintenant aux contrats ou aux transactions par lesquelles les hommes transfèrent ces choses de l'un à l'autre, et aux conditions qui accompagnent les contrats. Cet échange de facilité naît de la nature de la société; l'homme a un besoin perpétuel de l'homme; si l'un a du superflu de quelques choses, il manque d'autres objets; et comme son superflu est nécessaire à un autre, l'avantage de tous deux a suggéré un échange; et celui qui n'a pas de superflu naturel peut employer son industrie ou son habileté à échanger des objets transportables. Mais les relations et les besoins de la société ont subi un si grand changement, le commerce spécialement a introduit une telle révolution dans le cours des transactions humaines, que la simplicité des anciennes relations n'existe plus. Le plus simple de tous les contrats est le prêt, par lequel l'usage, et non la propriété, est transféré pour un temps donné. L'on peut soutenir à la vérité que là où l'article prêté est un objet de consommation nécessaire et rapide, comme le pain ou le vin, ou de circulation, tel que l'or, la propriété est transmise avec l'usage; mais dans ce cas la transaction cesse d'être un prêt, c'est dans le fait un échange (1); celui qui prête doit avoir la pleine propriété de l'objet prêté : ainsi un fils ne peut prêter ce qui est à son père; mais le père peut prêter ce qui est à son fils, excepté ce qui est compris dans le *peculium castrense*, attendu que jusqu'à un certain âge le fils, et tout ce qu'il peut posséder, appartiennent au père. Ce point est encore plus fort et plus vrai par rapport au maître et à l'esclave. Toutefois si le père ou le maître sanctionne le prêt, il est en réalité fait par lui, c'est-à-dire par son représentant. Si la chose prêtée subit des dommages, ces dommages doivent être réparés par l'emprunteur; mais dans quelques cas l'on doit avoir égard au dommage accidentel, et à celui qui est le résultat d'une insuffisance de soin. Si j'emprunte un cheval, et que, par défaut d'habileté, cet animal soit blessé, je suis responsable; mais s'il est frappé par la foudre, aucune responsabilité n'existe plus, et la perte est pour le propriétaire. Si la chose est perdue dans un incendie, ou dans une inondation, ou par la chute d'une maison, le propriétaire ne peut réclamer aucune indemnité, à moins que quelqu'une de ces calamités n'ait été hâtée ou aggravée par quelque faute de l'emprunteur. Les mêmes règles s'appliqueront généralement aux simples dépôts ou gages, la propriété de la chose restant à l'engageant et non au dépositaire. Dans les donations, la propriété est transférée avec la chose; mais tout propriétaire ne peut pas faire des donations : par exemple un père ne peut donner à un fils qu'il tient *in patria potestate* ce qui doit être divisé entre plusieurs. L'achat et la vente sont une autre forme de contrat également soumise au règlement de la justice. Un père et un fils *in patria potestate* ne peuvent se faire de vente l'un à l'autre, parce qu'ils sont reconnus ne faire qu'un. La propriété est aussi nécessaire au vendeur qu'au prêteur et au donateur, et même la propriété n'implique pas le pouvoir de vendre. Aucun homme qui sait la justice naturelle ne peut vendre ce qui doit nuire à l'acheteur, soit en effet, soit en principe; et aucun homme ne peut légitimement vendre à l'ennemi naturel ce qu'il sait devoir tourner au préjudice de son pays; aucun vérita-

---

30, 31, 32. Perez, *Compendio*, lib. II, tit. 1, 2, 3, 4, 5. Nous n'avons pas besoin de rappeler que tous les axiomes précédents sont fondés sur ceux de Justinien, ou sont identiques avec eux. (*De adquirendo rerum dominio*, § 331-384.) Nous omettons la propriété obtenue par la guerre, comme étant complexe.

(1) L'on ne doit pas supposer que dans cette analyse soit suivi servilement l'ordre du raisonnement des *Partidas*. Les cas et les propositions sont pris selon qu'ils sont plus propres à jeter de la lumière sur l'aspect général du code; et parfois des conclusions sont tirées qui ne se trouvent pas exprimées dans l'original, quoiqu'elles y soient véritablement renfermées.

ble citoyen ne peut vendre ce qui doit faire tort à la communauté à laquelle il appartient, ou à quelque membre de cette communauté. Si la qualité d'une chose est garantie et que la chose soit défectueuse, la vente est nulle, à moins que la qualité n'ait été détériorée après sa translation entre les mains de l'acquéreur. Les échanges ne sont qu'une autre espèce de ventes soumises aux mêmes règles. Les promesses ou obligations de payer, ou de faire quelque chose stipulé par une partie, sont souvent transformées en contrats : ainsi quelquefois le vendeur ne reçoit pas l'équivalent au moment de la transmission, mais la promesse que l'équivalent sera fourni à une période fixée. Par l'état artificiel de la société, état qui ne peut tendre qu'à l'embarras et à la ruine définitive de la communauté, la propriété d'une chose ainsi délivrée sur la bonne foi passe au créancier; la pratique est contraire à la raison, au droit naturel, et à la prospérité nationale. Si le contrat n'est pas accompli au temps fixé, le vendeur a bien son remède ; parfois une garantie lui est donnée pour le payement ponctuel d'une dette, ou l'acquittement d'une obligation; et si le principal obligé dans le contrat néglige de l'exécuter, ou se trouve incapable de le faire, la responsabilité retombe sur les garants. Mais cet expédient confond l'innocent avec le coupable, ou plutôt l'imprudent avec le malheureux, et par conséquent étend le cercle des souffrances humaines. Les conditions nécessaires pour être caution sont la capacité et la résidence dans un lieu fixé. Si, par les accidents de la vie, le débiteur ne peut exécuter son contrat, il peut faire une cession légale de sa propriété pour qu'elle soit vendue au profit de ses créanciers, et lorsque cette cession est faite, il ne peut être tourmenté par eux, à moins qu'il ne parvienne à une meilleure fortune. S'il refuse de faire la cession, il peut être emprisonné; et si, tandis qu'il est renfermé ainsi, il dissipe ses biens, il perd sa liberté (1).

Les relations et les devoirs de l'homme, la propriété et la possession des choses et les obligations des contrats étant définis et reconnus, passons aux peines qui frappent les usurpations sur les droits des autres, le défaut d'accomplissement des conditions de notre propre engagement. Comme la nature humaine est inclinée vers son avantage propre, la doctrine des crimes et punitions doit occuper une portion notable de tout code. La trahison contre le roi, ou contre la communauté dont nous sommes membres, est le premier et le plus grand des crimes, puisque ses effets, sinon ses desseins, sont de blesser tout un peuple; une peine moindre que la mort et la confiscation des biens ne peut être portée contre le coupable. Mais la justice n'étouffe pas la pitié. L'épouse du coupable retiendra son douaire; les dettes contractées avant le crime seront acquittées, et quoique les fils doivent être deshonorés et déclarés incapables d'occuper aucun emploi public, aucune dignité, les filles sont exceptées, et peuvent hériter le quart des biens de la mère. La trahison d'un noble ou *hidalgo* envers un autre doit être précédée par un défi, et soutenue par la victoire. Aucun défi ne peut être fait sans le consentement du roi, qui doit d'abord exhorter le plaignant à une composition, et accorder trois jours à cet effet. Si la bonne intelligence ne peut être rétablie, l'accusé est cité devant le roi; et alors le plaignant expose la cause de la trahison, demande la

(1) *Las siete Partidas*, part. v, tit. 1-15. Perez, *Compendio*, l. IV, tit. 1-25. Comp. avec les *Institut.*, l. v, *de obligationibus*, etc.

Il serait bon que les législateurs étudiassent cette partie du code d'Alphonse le Savant. Les Romains et les Wisigoths faisaient pis : ils réduisaient l'infortuné débiteur à l'esclavage. Voy. *Codex legis Wisigothorum*, l. v, tit. 6, et *Pandect.*, part. III, l. XVIII, tit. 3, *de lege commissoria*, nec non tit. 4 *de hæreditate vel actione vendita*. Comme la propriété reste au vendeur, que l'acquéreur doit payer (*Pandect.*, III, 281), le dernier devient criminel (*de verborum obligationibus*).

bataille, et fait vœu de prouver la vérité de l'accusation sur le corps de l'accusé. Si un démenti direct est donné par l'accusé, le roi peut encore prolonger le délai dans l'espoir d'un accommodement; et si l'accusé meurt avant le jour du combat, lui et sa race sont déchargés de toute honte; il a fait tout ce que l'on pouvait attendre de lui; il a nié la vérité de l'accusation; et l'on présume que, si sa vie avait été conservée, il aurait prouvé la fausseté par ses armes. Si l'accusé ne paraît pas lorsque la lice est ouverte, un parent, un ami, ou un vassal, ou un supérieur, peut répondre pour lui, et demander une prolongation de trente jours; et même, lorsque les trente jours sont expirés, neuf autres jours peuvent être ajoutés. Si le noble appelé au combat ne paraît pas à l'expiration du délai, il est déclaré coupable de trahison, et même son parrain est banni du royaume. Aucun ecclésiastique n'a la faculté, aucune femme n'a la capacité de paraître dans la lice; mais l'un ou l'autre peut y paraître par un champion ou représentant; et si l'une des parties meurt, le plus proche de ses parents peut reprendre la querelle. Après que le défi a été porté publiquement, nul compromis ne peut plus intervenir entre l'accusateur et l'accusé sans la permission expresse du roi; et si celui qui a jeté le défi est incapable de prouver son accusation, on le forcera d'avouer qu'il est un menteur, ou il sera banni pour toujours, et dans l'un ou l'autre cas déclaré incapable d'entrer désormais en lice avec tout vrai chevalier. Ainsi un défi est une preuve judiciaire; le choix du champ et des armes est à la disposition du roi, dont les commissaires doivent veiller à ce que les avantages soient égaux, fixer les points et les barrières d'où l'attaque sera faite, et comment le soleil sera partagé entre les combattants (1). Si le chevalier défié est plus fort, plus musculeux que son adversaire, il peut, si cela lui plaît, employer un autre à combattre pour lui, et le remplaçant doit être égal en taille, en force, en valeur et en lignage à l'autre; mais le provocateur ne peut fournir un substitut, sinon du consentement de son antagoniste. Le combattant qui quitte le champ, ou en est chassé, est tenu pour vaincu; mais si la fuite est la faute de son cheval, il peut revenir au combat avec ou sans sa monture. Si le provocateur succombe, l'accusé est absous; si le dernier meurt sans avouer, il n'est pas moins absous, quoique nul blâme ne puisse être attaché à l'accusateur. Si la lutte n'est pas décidée le premier jour, les deux parties seront emmenées du champ, soignées durant la nuit avec la même attention, et le lendemain matin reconduites dans la lice. Si le soir du troisième jour l'accusé n'est pas vaincu, il est déclaré absous; l'accusateur est proclamé menteur (1).

A quelques crimes et infortunes la société a attaché une note d'infamie : ainsi au fils illégitime; à celui qui est maudit par son père; à l'homme publiquement châtié par le juge, ou qui a été forcé de faire une restitution pour vol; à la femme prise en adultère; à qui se remarie dans la première année de son veuvage; au père qui dans la même période marie sa fille devenue veuve, et à l'époux qui la reçoit; à l'entremetteur, au sodomite, au bouffon, au chanteur ambulant, au jongleur, au charlatan; à celui qui combat contre les bêtes féroces pour de l'argent; au soldat chassé de l'armée; à l'usurier, au parjure, à tous les criminels convaincus de fautes graves. Quand la réputation est une fois perdue, elle ne peut plus être regagnée; mais si la sentence d'infamie est abolie par le roi ou par un tribunal d'appel, la réputation, et par conséquent l'éligibilité aux emplois, aux dignités, aux honneurs, est rétablie. Celui qui accuse un autre comme faussaire, et le rend ainsi in-

(1) C'est-à-dire que le soleil ne doit pas frapper sur le visage de l'un plus que sur celui de l'autre.

(1) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 2, 3 et 4. Perez, *Compendio*, l. V, tit. 1-3.

fâme, souffrira le châtiment que l'autre aurait subi si l'accusation avait été prouvée. Les lois concernant les faux peuvent être comprises dans la même catégorie. Le notaire qui forge un titre, le témoin qui soustrait une pièce, l'avocat d'une partie qui trahit son client au profit de son adversaire, le juge coupable d'injustice délibérée, le témoin qui fait une fausse déposition, le plébéien qui prend les armes de *caballero*, le laïque qui se donne pour ecclésiastique et célèbre la messe, l'artisan qui mêle de l'or faux avec de l'or vrai, et le marchand de médicaments ou le praticien qui falsifie ses médecines, le faux monnayeur et le fabricant de faux scels, etc., sont passibles du bannissement, en quelque cas de mort, et de la perte des biens. Celui qui vend de faux poids et de fausses mesures sera déporté sur quelqu'île pour y rester tant qu'il plaira au roi (1).

Quant à l'homicide, la peine paraît avoir été graduée selon la culpabilité. Celui qui tue un homme avec préméditation est punissable de mort, excepté dans quelques cas. Si un homme en découvre un autre faisant ou essayant de faire violence à sa femme ou à sa fille, il peut le tuer au moment de la découverte, et avec une égale justice on peut tuer le voleur de nuit qui s'est introduit avec effraction dans la maison, ou qui détruit la propriété par le feu; ainsi le soldat peut tuer le déserteur au moment où il passe à l'ennemi. Celui qui cause la mort d'un autre par accident n'encoure aucune punition; mais des témoins, *buenos homes*, doivent jurer qu'il n'y avait aucune inimitié entre lui et le mort. Si la mort est résultée de la négligence de l'homicide, il doit être déporté sur une île durant cinq années. La même peine est décernée contre le médecin ou chirurgien qui par manque d'habileté envoie prématurément un homme libre au tombeau; si la victime est un esclave, le prix doit être payé au propriétaire. L'apothicaire qui avec connaissance de cause mêle des poisons avec ses drogues, ou enseigne à d'autres à faire ainsi, sera mis à mort, ainsi que l'acheteur, quand bien même le poison n'aurait point produit son effet; si cet effet a été produit, le coupable sera déchiré par les bêtes féroces. La femme enceinte qui prend des drogues pour amener un avortement, si le fœtus a vie, devra subir la mort, sinon sera déportée sur une île pour cinq années; et le même châtiment frappera l'époux, s'il administre la potion, ou si par des coups il amène le même résultat. Si le maître châtie l'écolier de telle sorte que mort suive, il sera déporté sur une île (1). Celui qui met des armes dans la main d'un insensé, d'un homme ivre ou emporté, sera tenu pour coupable d'homicide. L'homme qui tue son père, son grand-père ou son bisaïeul, son fils, son petit-fils ou son arrière-petit-fils; la femme qui tue son mari; le frère, la sœur; l'oncle, le neveu; qu'ils soient fouettés publiquement, puis liés dans un sac de cuir avec un coq, un chien, une vipère et un singe, et jetés à la mer (2). La castration est considérée comme homicide.

Les insultes, les calomnies, les termes de reproche, les libelles, etc., sont punis selon

(1) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 6 et 7. Perez, *Compendio*, l. IV, tit. 5 et 6. Voyez aussi *ad sen. cons. Turpillianum*, etc.

(1) Si le nombre des criminels avait été grand, où donc le savant Alphonse aurait-il trouvé toutes ces îles? Les Romains avaient assez d'îles, et la pénalité paraît raisonnable dans leur jurisprudence. En suivant la lettre, les auteurs des *Partidas* ont souvent négligé l'esprit du code Justinien.

(2) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 8. Perez, *Comp.*, l. IV, tit. 7. Comparez aussi *lex Cornelia, de sicariis*, etc. La dernière peine est prise à la loi *Pompeia* : « Pœna antiquitus constituta parricidiis erat, ut virgis sanguineis cœsi, colloque insuti cum cane, gallo gallinaceo, vipera et simia, vel in vicinum mare, vel in amnem projicerentur. » (*Pand.*, VII, § 213.) Pourquoi Alphonse n'aurait-il pas promulgué la loi des Wisigoths sur ce sujet?

l'importance de l'offense, et généralement sont à la discrétion des juges ou des *buenos homes* qui peuvent estimer le dommage (1).

La violençe, le brigandage déclaré, le vol, sont dans la classe suivante. Les officiers des revenus royaux qui lèvent plus qu'il n'est dû, le créancier qui saisit le bien de son débiteur par force, le juge qui empêche un plaideur d'appeler de sa décision, sont coupables comme celui qui vole sur le grand chemin, et peuvent être bannis. Celui qui brûle les récoltes, ou la maison ou le verger d'autrui, sera brûlé. Là où le vol n'était pas accompagné de violence, la restitution de l'objet avec le triple ou quelquefois le double de la valeur était le châtiment ordinaire; la même peine était infligée à tous ceux qui participaient au délit, et tous étaient tenus pour infâmes. S'il y avait violence, la peine variait du fouet au bannissement, et même allait jusqu'à la mort; et lorsque le vol était commis sur des troupeaux, la peine était capitale. L'*hidalgo* qui dérobait l'enfant d'un homme libre était condamné pour toujours aux travaux publics et chargé de fers Si le criminel était d'un rang inférieur, il subissait la mort; si c'était un esclave, il était livré aux bêtes féroces. Des injures, des dommages, etc., faits ou causés par un homme ou un animal, devaient être compensés, aussi bien que les vols en général, selon l'estimation du juge ou des *buenos homes*, comme dans les dispositions sur le même sujet dans le code wisigoth (2).

Les lois sur l'adultère, la fornication, le rapt, etc., sont assez sévères, et pourtant quelques-unes moins que celles du code wisigoth. L'adultère était mis à mort; la femme coupable du même délit était fouettée publiquement et renfermée dans un monastère, et perdait son douaire. Toutefois, après deux années, son époux pouvait lui pardonner et la recevoir dans sa maison. Si le mari mourait avant l'expiration des deux années, elle était obligée de prendre le voile. Si l'une des parties était un esclave, les deux complices étaient brûlés vifs. Celui qui épousait une seconde femme durant la vie de la première était déporté pour cinq ans dans une île (1). La femme ne pouvait accuser son mari de ce crime, mais l'époux avait ce droit à l'égard de sa femme (2) : distinction qui tendait un peu à compenser la disparité dans les punitions. Le terme de l'accusation pour le mari ou le père de la criminelle s'étendait à soixante jours après que le divorce avait été prononcé par l'Église, sans qu'il y eût peine du talion. Mais quiconque ensuite se rendait accusateur était soumis à cette peine (3). Si le divorce n'avait pas été prononcé, et que l'accusateur ne parvînt pas à établir la preuve, quand bien même ce rôle serait rempli par l'époux, il était condamné au même châtiment que la femme aurait subi si la preuve eût été clairement administrée.

---

(1) Mêmes autorités. Voyez aussi *ad sen. cons. Turpillianum.*

(2) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 10 et 13. Perez, *Comp.*, l. IV, tit. 9-14. Beaucoup des lois précédentes se trouvent dans le code Justinien. Voyez aussi les titres correspondants du *fuero juzgo*, qui ressemblent beaucoup à ceux *de furtis* (*Pandect.*, VII, l. XLVII, tit. 2).

(1) Comment se fait-il que la bigamie, qui comprend une répétition du délit, soit soumise à une peine moins rigoureuse qu'un acte isolé? Voyez *ad legem Juliam* (*Pandect.*, VII, § 187), où elle est punie de mort.

(2) « Quam atque adulterium jure civili sit violatio tori alieni (*ad legem Juliam*, § 180), consequens est ut mulier maritum adulterii accusare non possit. » (*Ibid.*, 181.)

(3) Là où le châtiment était si terrible, l'accusateur devait trembler pour lui-même s'il échouait dans l'administration de la preuve. La loi *Julia*, qui bannissait le criminel dans une île, et confisquait la moitié de ses biens, était assez sévère (*Pandect.*, VII, 48, § 183) : « Constantius Magnus primum pœnam gladii statuit.» (*Ibid.*) Justinien commua la peine capitale, quant à la femme, en une réclusion dans un couvent.

Un autre moyen d'échapper se trouvait dans la difficulté de prouver que l'un des complices sût que l'autre était marié; et si cinq années s'écoulaient après le délit, aucune poursuite ne pouvait être faite; les esclaves étaient admis comme témoins contre leurs maîtres, mais non sans la torture, et l'on ne souffrait pas qu'ils lui fussent remis après la conclusion du procès. L'homme qui soupçonnait sa femme d'adultère pouvait citer le complice présumé devant le juge, et en présence de témoins l'avertir trois fois de ne jamais parler à sa femme; s'il les trouvait ensuite en conversation dans un lieu retiré, il pouvait tuer le criminel présumé; s'il les trouvait dans la rue, il pouvait appeler des témoins et saisir l'homme; si c'était dans l'église, il pouvait appeler les prêtres pour qu'ils le remissent au bras séculier. La conversation même était admise comme preuve de culpabilité. Si le mari trouvait sa femme en flagrant délit, il pouvait tuer le galant; si c'était le père qui trouvât ainsi sa fille, il était forcé de tuer les coupables ou de les épargner tous deux (1). L'inceste était frappé du même châtiment. Si, grâce à des moyens de séduction, le crime était commis avec une vierge ou une veuve de réputation, ou avec une nonne, le coupable, s'il était d'un rang élevé, perdait la moitié de ses biens; s'il appartenait à une classe inférieure, il était fouetté et banni pour cinq années; si c'était un esclave, il était brûlé vif. Mais si la femme n'était ni une nonne ni une vierge, ni une veuve de bonne renommée, et qu'elle appartînt à une classe inférieure, le coupable échappait au châtiment (2); si le crime était consommé à l'aide de violence, la victime, que ce fût une veuve ou une vierge, pouvait sauver la vie du coupable en l'épousant avant l'accusation, mais les biens de celui-ci passaient aux parents de la femme; et comme excitation pour elle à poursuivre au lieu d'épouser, ces biens devenaient sa propriété si le coupable était convaincu (1). Si la victime était une nonne, la mort et la confiscation des biens au profit du monastère auquel elle appartenait pouvaient seules expier un tel crime. La sodomie et autres crimes contre nature étaient soumis aussi à la peine capitale. Les entremetteurs sont de diverses espèces : ceux qui tenaient des maisons mal famées, ceux qui étaient employés à des messages de séduction, ceux qui prostituaient leurs esclaves femelles, ceux qui prostituaient leurs épouses, et ceux qui faisaient de leurs maisons le théâtre de telles liaisons dans tous les cas pour le profit attaché à la prostitution, étaient punis selon le degré de culpabilité relative. L'*alcahuete*, qui tenait des femmes publiques, était banni de la cité, et ces femmes l'étaient avec lui; l'homme qui prêtait sa maison pour un tel commerce, la perdait, et payait de plus dix livres d'or; celui qui prostituait son esclave femelle la perdait; si elle était sa servante, il lui fournissait de l'argent pour s'établir, ou bien il était mis à mort; celui qui prostituait sa femme ou sa fille ou une nonne, ou une veuve honnête ne pouvait échapper à la peine capitale (2).

---

(1) « Eadem lex *Julia* patri et marito permisit adulteri interitu dolori suo parentare, sed ita ut marito occidere liceret adulterum vilioris conditionis, domi suæ vel alibi, si tridui-denuntiatio intercesserit; non autem uxorem quam tamen statim dimittere tenetur : patri autem et filiam familias, domi suæ, vel cujuscumque conditionis. » (*Pandect.*, VII, § 184.) Voyez *Codex legis Wisigothorum*, l. III, tit. 4.

(1) « Pœna stupratorum humilium erat corporis coercitio; honestiorum publicatio dimidiæ partis bonorum. » *Ibid.*, § 190.

L'adultère était puni de mort par l'édit du roi Théodoric, § 38 et 39.

(1) La peine dans l'édit de Théodose est moins sévère. Un homme marié, s'il était riche, qui avait fait violence à une ingénue, payait le tiers de son bien pour lui former un établissement; s'il était pauvre, il subissait la peine capitale.

(2) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 17, 18, 19, 20, 21, 22. Perez, *Comp.*, l. IV, tit. 16-21. Com-

Les lois contre les magiciens, les Juifs, Maures, hérétiques, etc., ne sont pas moins sévères. Alphonse le Savant croyait évidemment deux *arts noirs*, et une partie du titre sur ce sujet est probablement le fruit de sa propre science. Il ne prohibe pas l'astrologie ou l'art de prédire les événements futurs d'après les aspects, les positions et les influences des corps célestes; il appelle cela un art libéral qui peut être laissé aux professeurs et aux savants. Il défend rigoureusement l'usage des images de cire et de certaines boissons pour donner de l'amour; condamne tous les devins, les diseurs de bonne aventure à la mort, et leurs compères au bannissement. Néanmoins, avec une inconséquence commune au siècle, il ne prohibe pas, il déclare plutôt dignes de récompense les moyens par lesquels les esprits immondes sont chassés hors des corps, par lesquels l'impuissance de nature des gens mariés est relevée, et par lesquels les orages sont détournés, en sorte que la grêle ou les tempêtes ne détruisent pas les moissons. On enjoint aux Juifs de mener une vie tranquille et modeste, de ne jamais louer leur loi devant les chrétiens, de ne jamais mal parler du Christ, et par-dessus tout de ne jamais crucifier un enfant ou une image de cire, en imitation de la passion de notre Sauveur; le tout sous peine de mort et de confiscation des biens. Tous les vendredis saints ils devaient se tenir enfermés dans leurs maisons, et s'ils désobéissaient à l'ordre, les chrétiens étaient autorisés à leur faire subir toutes sortes de traitements avec impunité. Ils ne pouvaient occuper aucun office par lequel un chrétien leur aurait été soumis; ils ne pouvaient pas non plus posséder un esclave chrétien, ni avoir aucune liaison avec une femme chrétienne, sous peine de mort, parce que la femme chrétienne est l'épouse du Christ; ils étaient obligés de porter certaines marques distinctives par lesquelles ils pussent être connus d'entre les fidèles. Sous d'autres rapports, ils avaient quelques privilèges: ils pouvaient bâtir quelques synagogues; et d'après des prohibitions contre les chrétiens convertissant ces lieux en étables et troublant le culte, nous pouvons inférer que de tels ouvrages étaient assez fréquents. Le Juif ne pouvait être cité devant un tribunal le jour de son propre sabbat; il ne pouvait être contraint ni persuadé de se faire chrétien; mais s'il embrassait volontairement le christianisme, il devait être reçu, honoré, et défendu contre la vengeance de ses anciens frères. Si un chrétien adoptait le judaïsme, il était frappé de mort. La plupart de ces règlements s'appliquaient aux Maures ou Sarrasins, et les mêmes peines étaient prononcées contre tous ceux qui embrassaient leur foi. Le chrétien qui agissait ainsi et qui se repentait immédiatement était tenu pour infâme; il était déclaré incapable d'hériter ou d'occuper aucun office, ou même de servir de témoin à un contrat; punition, observe-t-on avec raison, pire que la mort, de vivre parmi ses semblables et d'être privé de leurs honneurs et privilèges. Un apostat pouvait être accusé après sa mort, et ses biens pouvaient être confisqués. Le Sarrasin qui avait des liaisons avec une chrétienne était lapidé jusqu'à sa mort, et la femme pour la première faute perdait la moitié de ses biens; pour la seconde fois, la totalité et la vie en même temps. Si la coupable chrétienne était une femme mariée, elle était la première fois mise au pouvoir de son époux, qui pouvait la garder comme esclave ou la brûler vive; si c'était une prostituée connue, elle était, avec son complice, fouettée pour la première fois, et la seconde elle était exécutée. L'hérétique ne devait pas être traité avec beaucoup de douceur. D'abord, s'il se rendait aux exhortations de l'évêque ou du vicaire et rentrait dans le sein de l'église, il devait obtenir son pardon, à

parez avec les *Pandect.*, part VII, tit. 5, *ad legem Juliam, de adulteriis coercendis*, § 179-192

(1) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 23-26. Perez, *Compendio*, l. IV, tit. 23-25.

la condition toutefois d'une pénitence rigoureuse et de la perte de sa réputation; s'il persistait, il était remis au bras séculier; s'il avait prêché ses doctrines, il était brûlé vif; s'il avait été auditeur seulement, il était banni à jamais ou renfermé jusqu'à ce qu'il se répentît. Celui qui recevait un hérétique dans sa maison la perdait; ou si elle n'était pas sa propriété, il était obligé de payer une amende de dix livres d'or au roi; et s'il n'avait pas la somme, il était publiquement fouetté et promené par les rues, précédé d'un héraut proclamant la cause de son châtiment. Un hérétique ne pouvait faire acte de dernière volonté, ou hériter, ou témoigner dans un contrat, ou déposer dans une cour de justice. Celui qui en protégeait un était passible de peines sévères (1).

La dernière classe de peines dans les *siete Partidas* regarde le blasphème. L'homme riche ou le pauvre qui blasphémait Dieu ou la Vierge pour la première fois était privé de son fief durant une année; la seconde, durant deux années; la troisième, pour toujours. Le chevalier était puni de même; mais s'il n'avait pas de fief ni de domaine héréditaire, il perdait ses armes et son cheval; s'il n'avait ni armes ni cheval, il perdait quelque chose qu'il possédât, fût-ce même le costume qu'il portait; en outre il était congédié du service de son *senor*; et la même peine était décernée contre celui qui, dans l'espace d'une année, lui donnait un asile. Le citoyen ou plébéien, pour la première offense, perdait le quart de ses biens, pour la seconde le tiers, pour la troisième la moitié; s'il persistait encore, il était banni. S'il n'avait pas de biens, pour la première offense il recevait cinquante coups de fouet en public, pour la seconde ses lèvres étaient marquées de la lettre B, à la troisième on lui arrachait la langue. La punition pour blasphème contre quelque autre saint était de moitié inférieure aux peines ci-dessus. Des insultes envers la croix, les statues ou les représentations de notre Seigneur et de la très-sainte Vierge, la peine est plus grande. Si quelqu'un les frappait d'une épée, d'un couteau, avec le pied, ou avec une pierre, ou crachait sur elles, pour la première offense il subissait la même peine que s'il eût blasphémé pour la troisième fois; ou si c'était un pauvre homme, il perdait la main coupable. Des Juifs ou des Maures coupables du même crime étaient châtiés corporellement, ou par une amende pécuniaire à la discrétion du juge (1).

De la considération des crimes et des châtiments à celle des juges et des jugements par lesquels ces crimes sont examinés et ces châtiments appliqués, la transition est naturelle et facile. Dans l'enfance de la société, les pères étaient juges naturels de leurs enfants, puis les aînés jugeaient ceux de la même tribu; et quand la société marcha, le pouvoir judiciaire dans chaque communauté fut confié à un seul plus éminent par sa sagesse et vénérable à cause de son âge. L'autorité royale est une imitation de l'autorité patriarcale, et quoique l'élection ait cédé à la succession héréditaire, cette autorité reste la même. Le roi est le juge suprême et l'interprète des lois; les cas douteux sont présentés à lui et à son conseil, et décidés par lui; et des appels peuvent lui être portés de tous les points de ses États. C'est lui aussi qui doit nommer les juges, veiller toujours sur eux, et punir ceux qui sont corrompus ou négligents. Puis viennent les gouverneurs des provinces, dont plusieurs jouissaient de la prérogative judiciaire par descendance héréditaire, et qui instituent des magistrats subordonnés. Les *potestades* n'ont pas de juridiction héréditaire, mais ce sont des magistrats nommés par le roi ou ses gouverneurs (ils sont maintenant ap-

(1) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 26-28. Perez, *Compendio*, l. IV, tit. 25-26.

(1) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 23-26. Perez, *Comp.*, l. IV, tit. 22-25.

(2) *Las siete Partidas*, part. VII, tit. 26-28. Perez, *Comp.*, l. IV, tit. 25-26.



pelés *alcaldes*). Les juges ordinaires sont institués par le roi ou ses lieutenants; les juges délégués ou chargés de décider comme arbitres ont été l'objet d'explications antérieures.

La première partie dans une cause civile ou criminelle est le demandeur, poursuivant ou plaignant. Un fils ne peut poursuivre son père, tandis qu'il est en puissance de son père, excepté pour le *peculium castrense*, ou pour cruauté, ou pour manque de nourriture, ou pour dissipation, dilapidation extravagante de son héritage. Le fils qui n'est plus *in patria potestate*, peut intenter une demande en fin de dommages civils, mais non en actions criminelles; et l'on peut dire la même chose de l'affranchi et de son patron. Le frère ne peut poursuivre son frère dans des affaires criminelles, excepté lorsqu'il s'agit de sa propre vie ou de l'intégrité d'un membre, ou bien lorsqu'une trahison a été tramée contre son supérieur féodal ou contre le roi. L'époux ne peut poursuivre criminellement sa femme, excepté en cas d'adultère ou de trahison; et la même prohibition est étendue aux esclaves et aux serviteurs. L'esclave peut être plaignant dans sa propre cause; mais son maître peut poursuivre pour lui, puisque tout dommage qu'il recevait était en définitive supporté par le premier, plutôt que par lui. Le moine pouvait paraître dans l'intérêt de son monastère, et avec la permission de l'évêque. Le demandeur devait établir minutieusement et avec exactitude la nature de sa réclamation ou de sa plainte, décrire chaque particularité de la chose réclamée ou de l'injustice supportée; et lorsque le défendeur ou prévenu paraissait, il devait le reconnaître aussi bien que l'objet sur lequel étaient portés les débats. Aucune poursuite, aucun procès ne pouvait avoir lieu pendant les fêtes de l'église, ou durant la moisson ou la vendange, excepté dans quelques cas urgents spécifiés par les lois. Dans le fait, le cours ordinaire de la justice était suspendu la moitié de l'année. Le demandeur produisait son libelle ou sa requête par écrit; mais s'il ne peut écrire, cette requête sera rédigée par l'*escribano*. Si celui-ci réclame plus qu'il n'est dû, quoique le montant reconnu légitime lui soit adjugé, il sera condamné aux dépens. Le prévenu, ou défendeur en fin civile, constitué prisonnier en matière criminelle, est la seconde partie dans un procès. Il doit répondre à la citation devant le juge de son district ou de sa ville; mais certaines offenses ne peuvent être examinées que dans la cour du palais du roi; s'il nie l'accusation ou conteste la demande, l'*onus probandi* retombe sur le demandeur. Un *personero* ou avocat peut conduire l'affaire de l'une ou l'autre partie, et il doit être constitué par un acte écrit, ou choisi en présence du juge. L'*escribano* rédige les actes, les contrats, dresse le procès-verbal des faits, etc., et les consigne sur son registre, et c'est lui qui autorise les poursuites. Il est nommé par le roi ou par ceux qui ont le pouvoir de nommer les juges dans certains gouvernements, et il doit toujours être formé à l'étude des lois (1).

Les formes de procédure dans les tribunaux peuvent attirer un instant l'attention. La citation ou soumission de comparaître était remise au défendeur par ordre du juge, après l'approbation de la requête ou du libelle du demandeur ou plaignant. Ensuite le défendeur était examiné ou par le plaignant ou par les poursuivants; mais les serments n'étaient pas administrés aux deux parties principales, excepté à défaut de témoignage, pour soutenir ou repousser l'accusation. Mais nous avons d'autres cas, comme lorsque l'accusation était sérieuse, où le juge pouvait forcer le demandeur à jurer qu'il n'était pas poussé par la malice dans la poursuite, qu'il la conduirait sincèrement et pour l'intérêt de la justice. La confession volontaire de l'accusé était admise comme preuve judiciaire. Les témoins étaient admis lorsque l'interrogatoire du juge était

(1) *Las siete Partidas*, part. II, passim. Perez, *Comp.*, t. 3, l. VI.



suivi de la négation de l'accusé, et ils étaient toujours examinés sur serment. Les témoins passaient à une rigoureuse épreuve ; on recherchait leur caractère moral, leurs occupations ou professions, leur connaissance des faits, et par-dessus tout leur situation relativement à l'une et à l'autre des parties ; s'ils ne seraient pas excités par l'amour ou la crainte, ou la haine ou l'espérance ; et si quelque soupçon s'élevait contre eux, ils pouvaient être provoqués par la partie adverse, sans que dans quelques cas celle-ci fût forcée de donner une raison de sa récusation. Leur déposition était reçue par l'*escribano* devant le juge dont le devoir était de les questionner, toujours sans qu'ils fussent entendus des autres. Deux témoins étaient suffisants pour établir un fait. Des actes écrits, auxquels avaient dûment assisté des témoins, signés et scellés, venaient après la preuve judiciaire. La torture pouvait être appliquée à l'accusé, mais seulement lorsque le soupçon de culpabilité était fort, et par exprès commandement du juge. Des mineurs, des cavaliers, des gradués dans les lois ou les sciences, des conseillers, des femmes enceintes, etc., ne pouvaient être torturés. La torture pouvait être appliquée à un témoin qui faisait un fausse déposition. Après que l'accusation était portée, les témoins examinés, et les actes prouvés, le juge désignait un jour pour que les parties comparussent devant lui. Alors il prononçait sa sentence, qui généralement devait être mise par écrit, quoique, dans les cas criminels, elle dût être aussi accompagnée des mots : *Je condamne* ou *j'absous*. Dans les affaires civiles, où les intérêts de l'action étaient de peu d'importance, il pouvait prononcer sans que le jugement fût écrit. S'il avait quelque doute quant à la sentence qu'il devait rendre, il pouvait se consulter avec des hommes sages et bons, légistes ou non ; et si eux doutaient aussi, il devait transmettre une copie du procès avec les motifs de son doute au roi qui prononçait ou lui donnait les instructions pour prononcer la sentence. L'exécution du jugement pouvait être suspendue par une signification d'appel ; mais les bannis, les brigands, les ravisseurs de vierges, les faux-monnayeurs, etc., ne pouvaient jouir de ce privilége. L'appel pouvait être porté au tribunal supérieur le plus voisin, ou, franchissant les instances intermédiaires, être présenté de suite devant le roi. Si la somme dont il s'agissait dans le procès civil était au-dessous de cinq cents maravédis, le roi commandait que l'appel fût exposé aux juges ordinaires de sa cour ; si elle s'élevait au-dessus de ce chiffre, aux juges supérieurs ; si enfin l'on plaidait pour cinq mille maravédis et au-dessus, il jugeait le cas lui-même, aidé de son conseil ; et même lorsque le montant de l'action n'était pas de vingt maravédis, si l'appelant était une veuve ou un orphelin, le roi devait l'entendre en personne ; ou s'il déléguait ce soin, un appel pouvait encore intervenir de ce délégué au souverain lui-même. Si la sentence était prononcée par le roi en personne, ou par son député, (mais non pas dans les cas d'appel) le défendeur ou le prisonnier pouvait lui adresser une humble requête, tendant à ce qu'il adoucît la rigueur de la justice (1).

Les doctrines et la discipline de l'Église occupent une place importante dans le code des *Partidas ;* mais, comme nous consacrerons un chapitre à part pour l'état religieux de l'Espagne durant le moyen âge, nous remettons à cette occasion tout ce que nous avons à dire sur ce sujet.

Par cet abrégé, l'on s'apercevra immédiatement que le code d'Alphonse le Savant a ses bases dans la loi des Wisigoths, et que les matériaux de l'édifice sont empruntés en partie aux *fueros* locaux, mais principalement au code de Justinien et aux décrétales. Nul code en usage dans le moyen âge ne peut être comparé à celui-ci pour l'étendue, l'arrangement naturel, l'esprit de justice qui pénètre en général ses dispositions, ou pour les con-

(1) *Las siete Partidas*, part. III, tit. 7-30. Perez, *Comp.*, l. VII, tit. 1-20. Comparez avec les *Pandect.*, tit. VII, *de appellationibus.*

naissances. C'est en réalité un corps complet de morale et de religion, définissant les devoirs de chaque citoyen, depuis le rang le plus élevé jusqu'à la dernière classe; assignant les bases de leurs devoirs, et déduisant une obligation d'une autre avec une grande précision et une certaine force de raisonnement. En introduisant dans son code des parties de droit canon qui abrogeaient la coutume barbare et indigène de l'ordalie, Alphonse répandit de grands bienfaits sur l'humanité. L'on doit être frappé aussi du soin avec lequel certains articles sont disposés pour fortifier l'autorité royale; et quoique le dessein d'humilier les barons soit moins visible, il se révèle cependant à un examen attentif. A cet effet deux choses étaient nécessaires, l'augmentation des priviléges de l'Église et l'extension donnée aux droits des nouvelles *poblaciones*. Dès le commencement de son règne, Alphonse avait reçu des conseils de son beau-père Jacques I[er] d'Aragon pour l'adoption de cette politique. Les chevaliers, disait l'habile Aragonais, sont plus disposés à la révolte que les deux autres ordres de l'État; c'est surtout par le moyen du dernier qu'il faut contenir le premier. Les grands démêlèrent ce dessein, et ils poussèrent de si grandes clameurs contre le code, qu'ils traitaient d'innovation insoutenable sur les droits et privilèges tenus de leurs naissances, qu'Alphonse fut réduit à voir sa législation si péniblement élaborée rester à l'état de lettre morte. Il n'y a pas de doute que la plainte ne fût fondée en justice jusqu'à un certain point. La tentative de planter une jurisprudence étrangère sur le sol natal, d'adopter les maximes subtiles et compliquées de la législation justinienne pour les substituer à un code d'une simplicité excessive et d'un caractère essentiellement différent, cette tentative n'était certainement point sage. En réalité, l'état de la société péninsulaire n'admettait pas cette violente innovation. Le monarque, dans son zèle pour son entreprise, ne considérait pas que la loi doit être appropriée à l'homme, et non pas l'homme à la loi. Toutefois il faut reconnaître qu'Alphonse ne fut pas le seul qui essaya violemment, et par conséquent sans succès, de réconcilier les nationaux avec des usages étrangers. Du moins son œuvre était plus en harmonie avec la raison en général. Toutefois ces travaux ne furent point entièrement perdus, puisqu'Alphonse XI en incorpora une partie dans *l'ordenamiento real de las leyes de alcala*, sanctionnant en même temps l'autorité du reste, d'une manière indirecte à la vérité, mais qui ne fut pas moins efficace.

Dans son ordonnance il décida qu'en première instance tous les procès civils ou criminels seraient jugés d'après *l'ordenamiento*, à défaut de dispositions suffisantes par le *fuero* de la place où l'instance était commencée, ou par le *fuero real*, pourvu toutefois que la loi locale ne contînt rien de contraire à la raison ou à la religion, et que lorsque *l'ordenamiento* et les *fueros* se taisaient, et personne mieux qu'Alphonse ne savait qu'ils gardaient souvent le silence, la décision serait déterminée par le code des *Partidas* (1). Avant de quitter le royal provocateur et même auteur de ce code, nous devons ajouter qu'il travailla à l'amélioration de l'administration autant qu'à celle des lois. Il institua vingt-quatre *alcaldes*, neuf pour la Castille, huit pour Léon, et sept pour l'Estramadure. Huit de ces magistrats devaient être constamment avec la cour, et y décider des affaires en première instance. Avec cette institution fut combiné l'établissement d'un tribunal d'appel composé de trois juges, tous versés dans l'étude des codes généraux et des *fueros* municipaux. Si ces juges ne s'accordaient pas dans leurs décisions l'affaire était soumise aux *alcaldes* de la cour, et si ceux-ci ne pouvaient concilier la différence, le cas était porté devant le roi. Alphonse lui-même présidait les *alcaldes* trois fois par semaine, non-seulement pour prononcer sur les appels, mais pour

(1) Perez, *Discurso preliminare a las leyes de las siete Partidas*, p. 114.

entendre les affaires en première instance. Ses successeurs promirent de suivre cet exemple plutôt qu'ils ne l'imitèrent en effet; mais des juges extraordinaires appelés *corrégidores* étaient souvent envoyés dans les provinces, non-seulement pour surveiller, mais en beaucoup de cas pour remplacer les juges ordinaires. L'arrivée de ces fonctionnaires, appelés intermédiaires par les autorités locales, n'était nullement agréable au peuple, et des pétitions furent fréquemment déposées au pied du trône, demandant que cette royale prérogative ne fût plus exercée désormais. On eut peu d'égard à de telles pétitions, et en réalité elles n'en méritaient guère; car il n'y a point de doute que la surveillance des *corrégidores* fût salutaire, et leur juridiction n'aurait point rencontré cette opposition, s'ils n'avaient montré tant de zèle à introduire la législation étrangère, hostile aux *fueros* municipaux (1). Désormais la législation espagnole sera bien mieux comprise par la discussion de son action dans ses rapports avec une institution non moins importante, celle de la représentation populaire dans les cortès. A partir de ce moment les deux sujets sont entièrement unis, et ne peuvent être séparés sans violence.

On a beaucoup discuté sur l'origine de la représentation populaire en Espagne; quelques-uns la rapportent au dixième, d'autres au treizième siècle. Un acte publié par Risco dans le trente-quatrième volume de l'*Espana sagrada*, dit que don Ramiro III fut élu roi, en 974, par les prélats, les nobles et le peuple de Léon. Les éditeurs de l'édition valencienne de Mariana ont prétendu prouver par là que les cortès commencèrent dans cette assemblée. Au concile de Jaca, en 1063, on nous rapporte que le peuple s'opposa aux décrets qui furent lus, rendant grâces en même temps à Dieu et à leurs princes pour la restauration de la sainte Église. Sancho Ier, fils de Ramiro, dans une assemblée à Ubarte, fut assisté, dit-on, par le peuple, riches et pauvres, hommes et femmes. « Par ces exemples, dit un judicieux écrivain, il apparaîtra que nul doute ne peut raisonnablement être entretenu sur la présence du peuple dans les cortès durant les dixième et onzième siècles. Néanmoins si nous réfléchissons à la teneur des actes produits, nous découvrirons facilement que, lorsque le peuple est mentionné, il est introduit, non comme partie constituante de la représentation nationale, mais comme spectateur, pour donner ses acclamations à ce qui a été décrété sans son avis, suivant l'usage des anciens conciles wisigoths. Les actes du concile de Jaca démontrent clairement la différence entre les grands et le peuple dans cette occasion. Nous lisons dans l'introduction que divers points de discipline ont été réformés avec le consentement des nobles et des prélats; mais il n'est pas dit un mot de la sanction du peuple. Parmi les signatures, nous trouvons seulement celle du roi, des infants, de neuf évêques, trois abbés, trois *magnates;* elles sont en effet suivies d'une note disant que tous les autres *magnates* avaient souscrit les mêmes actes; mais il n'y a point de signatures de la part du peuple, et pas une note pour indiquer que quelques hommes de cette classe aient signé pour elle. » Nous pouvons ajouter que dans les conciles de Léon, Coyanza (maintenant Valencia de don Juan), Palencia et Salamanque, tous tenus vers ces temps, il n'est pas dit un mot du troisième ordre. Bien plus, même dans celui de Tolède, tenu en 1135, et qui fut beaucoup plus imposant, puisqu'il s'agissait de reconnaître Alphonse VII comme empereur, et que l'on y vit non-seulement les princes ses vassaux, mahométans ou chrétiens, mais encore Louis de France, alors en pèlerinage à Santiago, et le comte de Barcelone, quoiqu'une multitude innombrable y fût présente, elle vint seulement *pour voir, entendre et louer Dieu* (1).

(1) La *Chronique* d'Alphonse, et Sempère, *Hist. des Cortès*.

(1) Aguire, *Collectio maxima conciliorum om-*

L'acquisition des *fueros*, et l'établissement des associations et fraternités, donnèrent une force extraordinaire et une certaine réputation au troisième ordre, en lui préparant les voies pour son entrée par députés dans les cortès. Ce privilége nouveau et remarquable fut-il dans son origine une concession volontaire ou forcée du monarque? fut-il accordé comme moyen d'ébranler l'influence aristocratique, ou réclamé comme un droit par une classe devenue maintenant trop puissante pour qu'on lui opposât des refus? Ce point doit rester un mystère. Il n'est pas moins impossible non plus de fixer l'époque précise où les députés furent pour la première fois admis à ce privilége. Nous savons qu'aux cortès de Léon, en 1188, assistèrent *les députés des villes choisis par le sort;* mais nous n'avons point de preuves que ce fut là leur première assemblée, et il n'est pas probable que le système représentatif eût été si brusquement formé pour cette occasion. Toutefois, dans les actes de cette assemblée, nous entendons pour la première fois parler de députés, et il nous faut bien assigner à ce moment l'origine de la représentation populaire. La Castille ne resta point en arrière de Léon pour l'adoption de cette institution nouvelle; c'est ce qui ressort de la convocation dans la même année des états à Burgos, où étaient présents des députés de Tolède, Cuença, Huete, Guadalaxara, Coca, Cuellar, Portillo, Pedraza, Hita, Salamanca, Uzeda, Buitrago, Madrid, Escalona, Muqueda, Talavera, Plasencia, Truxillo, Avila, Segovia, Arevalo, Sahagun, Cea, Fuente-Duena, Sepulveda, Ayllon, Maderuelo, San Estevan, Osma, Corcena, Atienza, Siguenza, Medina del Campo, Olmedo, Palencia, Logrono, Calahorra, Arnedo, Tordesillas, Simancas, Torrelobaton, Montealègre, Fuente-Segura, Medinaceli, Berlanga, Almazan, Soria, et Valladolid. En parcourant ces noms, une chose frappera le lecteur, c'est que plusieurs indiquent de simples bourgs et villages, tandis que beaucoup de villes importantes, et même des cités, sont omises. Cette observation fortifie l'hypothèse que le privilége de la députation était une concession du roi, accordée peut-être pour la même raison que les *fueros* locaux. Peut-être le privilége était accessible à tous, et, en raison des frais qu'entraînait la députation, plusieurs n'en profitaient pas. Peut-être aussi les places qui devaient envoyer des représentants à la présente assemblée furent-elles choisies par le sort. Une chose seule est incontestable, c'est que l'origine de la représentation populaire de Léon et de Castille doit être assignée au douzième siècle, tandis qu'en Allemagne et en Angleterre elle ne se montra qu'un demi-siècle après (1).

Les institutions d'un peuple ne peuvent être comprises que par son histoire, puisqu'elles sont le fruit des circonstances et varient avec elles. Sancho le Brave, fils d'Alphonse, ayant eu le dessein d'arracher le sceptre aux mains de son père, s'était exercé dans l'art trop commun d'exagérer les torts existants et de présenter les plus brillantes promesses pour les redresser. Connaissant l'extrême attachement du peuple pour ses *fueros*, il écrivit aux municipalités pour leur proposer de garantir la possession de leurs priviléges, et en même temps il offrit d'autres appâts aux barons et aux prélats. Par ces moyens il obtint des cortès de Valladolid, en 1281, sa reconnaissance comme gouverneur du royaume. Il rappela les émigrés qui avaient été chassés par suite de la rébellion de son frère Fadrique, et les rétablit dans leurs possessions. Sa libéralité ne s'arrêta point là. Il divisa parmi les grands les domaines de la couronne, et n'op-

nium Hispaniæ, t. 4. *Concilium Legionense*, etc. Zurita, *Anales de Aragon*. Sempère, *Histoire des Cortès*, etc.

(1) Rodericus Toletanus. Lucas Tudensis. *Les Actes des cortès*. Mondejar, *Memorias para la Historia de Alonzo VII*, c. 56. Sempère, *Histoire des Cortès*.

posa de refus à aucune demande des députés. Sa libéralité déréglée, qui était l'effet non pas de la bienveillance, mais de la plus fougueuse ambition, fut longtemps fatale au royaume. Selon une ancienne loi espagnole, les propriétés de la couronne étaient inaliénables. Le gouvernement des provinces et des villes était conféré seulement en fief, c'est-à-dire pour un temps limité, sous la condition du service militaire et de l'administration judiciaire, et les fonds assignés pour ces objets à chaque gouverneur étaient distribués aux branches inférieures de l'administration locale. A la mort du feudataire, le fief avec la disposition des revenus retournaient à la couronne, pour être de nouveau conférés avec de nouvelles stipulations qu'il plaisait au monarque de faire. Sancho, à l'imitation d'autres souverains européens, conféra un nombre considérable de fiefs *jure hereditario*, rendant les gouvernements inamovibles et perpétuels, et préparant ainsi l'anéantissement des prérogatives royales. Avec les gouvernements, les juridictions des nobles devinrent aussi héréditaires, en sorte que chacun d'eux fut virtuellement souverain, ne devant plus qu'une allégeance ordinaire au chef de l'État, et ne connaissant pas de devoirs au delà du service militaire quand le roi était en guerre, et de la transmission de certains revenus à la cour.

Le troisième ordre, qui avait toujours détesté la juridiction seigneuriale, fit des remontrances par ses députés contre ces dangereuses concessions.

Pour adoucir le mécontentement, Sancho non-seulement confirma les droits et immunités de cette classe, tels qu'ils étaient contenus dans les *fueros*, dont il sanctionna l'application comme exclusive d'autre code ; mais il autorisa, ce que les communautés avaient longtemps désiré, la formation de confraternités ou associations pour leur propre défense. Mais l'hypocrisie et la déloyauté de son caractère se manifestèrent après la mort de son père. Le trône était maintenant à lui par héritage ; il n'avait plus besoin de faire des dons ou des promesses, et quoiqu'il ne pût révoquer les concessions accordées, il était en état du moins de rendre inutiles celles qui regardaient le peuple, par des actes de violence contre les *fueros*, et même contre les dispositions des codes généraux ; et telle fut la crainte inspirée par ses nombreuses cruautés, que sa tyrannie fut endurée sans que des plaintes éclatassent (1).

A la mort de Sancho I[er], les troubles qui menacèrent d'embarrasser la régence durant la minorité de son fils, Ferdinand IV, présentèrent aux communes une occasion pour faire valoir leurs priviléges. En 1295, les députés de trente-deux cités, villes et villages, s'assemblèrent à Valladolid, et entrèrent en une solennelle confédération, dont l'objet était de défendre leur droit et de s'assister mutuellement contre la couronne et les nobles. Les actes de cette confédération sont arrivés jusqu'à nous. Après être convenus des devoirs ordinaires à rendre au trône, les députés se lièrent par les obligations suivantes : Si leurs priviléges communs étaient envahis par les rois, les nobles ou les magistrats royaux, ils s'assembleraient immédiatement en armes ; si quelques juges rendaient une sentence en désaccord avec l'esprit ou les formes du *fuero* du lieu, la partie blessée par la sentence porterait son affaire devant le conseil municipal, qui ne cesserait point d'agir tant que la décision attaquée ne serait point révoquée ; si quelques nobles ou prélats saisissaient par force la propriété de quelques particuliers, la communauté tout entière, et, s'il était nécessaire, les lieux voi-

(1) *Cronica del rey don Sancho el cuarto d'este nombre*, c. 13, etc. Sempère, *Histoire des Cortès*, c. 12. Voyez aussi Marina, *Teoria de las Cortes*, quoique en général cet auteur s'applique à représenter les choses sous un bel aspect.

sins se lèveraient, détruiraient la maison de l'offenseur, dévasteraient ses champs, et lui feraient tout le mal possible; si quelques particuliers étaient tués par un noble, la communauté poursuivrait et tuerait le coupable, dévasterait ses domaines; le même châtiment frapperait le juge qui, avec ou sans les ordres royaux, exécuterait un *communero* dans un cas non prévu par les *fueros;* tous ceux qui demanderaient de la part du roi une contribution non prévue par les termes de la charte subiraient le même sort; des députés approuvés seulement seraient envoyés aux cortès; les trente-deux communes délégueraient trente-deux députés tous les deux ans pour se réunir, vers la Pentecôte, à Léon, et dans quelqu'autre place alternativement, à l'effet de renforcer l'exécution des résolutions ci-dessus; les communes qui négligeraient de députer seraient condamnées à une amende et considérées comme parjures; tout membre d'une commune qui tenterait de s'opposer à l'union serait saisi en quelque lieu que ce fût, excepté dans le palais du roi, et mis à mort; et si une commune réclamait l'assistance des autres, les secours devaient lui être prêtés en cinq jours au plus, les troupes demandées étant obligées de faire cinq lieues par jour. Dans ce règne et dans une partie du suivant, on a perpétuellement recours aux cortès; jamais leurs réunions ne furent si fréquentes, ou leur influence si grande. Le désir du gouvernement de ruiner les projets des infants de la Cerda et de leurs nombreux adhérents rendait l'attachement de ces assemblées indispensable. Les disputes durant la minorité d'Alphonse XI favorisèrent plus que jamais les prétentions du troisième ordre. Chacun des candidats à la régence faisait une cour assidue aux autorités municipales, dans l'espoir d'obtenir les suffrages nécessaires pour assurer leurs droits présents, pour se garantir contre les désastres si généraux dans ce temps de violence, lorsque la justice était dédaignée et la force brutale triomphante, et afin d'assurer, s'il était possible, la tranquillité pour l'avenir. En 1315, les nobles et les députés de cent communes convinrent de former une confédération et d'agir de concert. Les articles de cette nouvelle confédération montreront suffisamment l'état alarmant de la société, quant au défaut de sécurité, et la jalousie réciproque des différents ordres.

Pour rétablir l'autorité des lois, il fut convenu que les corégents seraient constamment accompagnés par un certain nombre de chevaliers et de citoyens, dont les frais seraient couverts par les différentes villes, et dont l'action serait exercée surtout pour le châtiment des infractions aux lois. Pour assurer l'exécution de telles conventions, les alcaldes des diverses places constituant la ligue devaient se réunir une ou deux fois par an à Valladolid, Cuellar, Burgos, Léon ou Bénevente, et chacun d'eux devait présenter aux autres un rapport sur l'état de chaque commune et des mesures jugées nécessaires pour diminuer les abus existants. Dans les cortès de Burgos, assemblées durant la même année, d'autres demandes furent produites et accordées par le régent: elles tendaient à ce que nul des domaines de la couronne ne pût être aliéné; que toutes les villes et corporations municipales fussent maintenues dans l'intégrité de leur charte, et ne fournissent aucune contribution au delà de ce qui était prescrit dans ces actes; que l'administration de la justice ne fût confiée à aucun noble, à moins qu'il ne fût *merino* ou *adelantado mayor*; que les collecteurs des revenus publics ne fussent ni des ecclésiastiques, ni des Juifs, ni des rebelles, mais des habitants du lieu, des hommes d'un mérite présumé, et que la même condition fût observée relativement aux magistrats; que nul noble ou régent, pas même le roi, ne pût saisir des provisions dans aucun lieu sans payement préalable; que les magistrats de la cour fussent pris dans le troisième ordre; que les Juifs ne pussent recevoir par voie d'usure que trente-trois pour cent, et que les dettes

des chrétiens envers eux fussent réduites au tiers; que toutes les dettes fussent obligatoires; que nul *adelantado* ou *merino* ne pût arrêter ou condamner un individu à mort, à moins que celui-ci n'eût été préalablement examiné et jugé par les alcaldes, ou à moins que cet *adelantado* et ce *merino* ne fussent accompagnés par les juges royaux qui entendraient l'affaire; que dans leurs tournées ils ne dussent rester que dix jours après l'accomplissement de leurs fonctions officielles, sans payer pour leurs provisions; que nulle procédure secrète ne fût suivie contre aucun particulier; qu'aucun homme, si puissant qu'il fût, ne se fît justice par ses propres mains; qu'il dût porter son offense devant les tribunaux ordinaires, et, s'il était mécontent de la décision, en appeler au régent; qu'aucun noble ne possédât de propriété permanente dans les communautés, à moins qu'elle ne fût acquise par mariage ou tenue depuis le temps d'Alphonse X, et même dans ce dernier cas elle devait être rendue à la ville moyennant un équivalent; que les châteaux qui favorisaient les bandits fussent saisis avec la garde; que nul prélat ou vicaire général n'usurpât la juridiction royale et ne se mêlât à aucun égard des affaires temporelles; que nul prêtre n'eût la faculté d'appeler un autre prêtre devant les tribunaux ecclésiastiques, et que les domaines royaux qui avaient été aliénés en faveur des ordres religieux fussent restitués. Ces articles et d'autres semblables nous donneront une idée plus nette de l'état des temps que toutes les histoires de l'univers (1). Quelque succès partiel que pussent obtenir les mesures de la confédération, il fut temporaire. Durant la minorité d'Alphonse XI, des désordres de la nature la plus révoltante éclatèrent de tous côtés. Les barons et les chevaliers, dit le chroniqueur Villasan, vivaient ouvertement de pillage, saisissaient les terres d'autrui avec une complète impunité; car les régents ne voulaient pas les punir de crainte de perdre leur appui. Les habitants des villes étaient divisés en deux partis, l'un favorable, l'autre hostile au régent; et les villes qui n'étaient pas sous leur autorité immédiate se soulevaient et saisissaient les revenus royaux. Dans les districts ruraux, les paysans massacraient leurs maîtres et couraient chercher un abri dans les places fortifiées.

Les voyageurs ne pouvaient marcher sinon en caravane, et les bandits bien armés étaient devenus si nombreux, qu'ils ne craignaient point d'attaquer des villes sans fortifications dont plusieurs s'étaient transformées en associations de brigands. Dans le fait, il n'y avait de sécurité nulle part pour la propriété ou pour la vie. L'industrie fut suspendue; la famine se déclara; des cadavres gisaient sans sépulture dans les campagnes, et les gens qui en avaient les moyens émigraient en Portugal ou en Aragon. Ce ne fut point tout : Juan el Tuerto et Juan Manuel, deux princes de la famille royale, agitèrent l'État, l'un en faveur d'un nouveau candidat à la royauté, Ferdinand de la Cerda, l'autre dans l'intérêt de sa propre ambition. Il était évident que l'autorité des cortès était entièrement sans force pour le rétablissement de la tranquillité. Les villes étaient armées contre les villes; et la consolidation du pouvoir royal pouvait seule offrir quelqu'espérance. Le peuple était si fortement pénétré de cette vérité, que lorsque le jeune Alphonse immola si honteusement le rebelle Juan el Tuerto, aucun mécontentement ne fut exprimé de cette odieuse action. Ensuite les cités de Toro et de Zamora furent punies. Les forces rebelles furent partout dissipées, et, par un mélange de clémence et de vigueur, la paix fut rendue à l'État. Ainsi les talents d'un homme soutenu par le respect inné du peuple pour la couronne firent plus en quelques mois que n'auraient pu jamais faire les barons, le clergé ou le peuple. Pour fortifier

(1) *Autos de las cortes de Burgos* à *D.* 1315. Villasan, *Cronica del muy Esclarecido principe y rey don Alphonso el onseno*, passim. Sempère, *Histoire des Cortès*, c. 13.

encore davantage l'autorité royale, et pour détruire les funestes effets de la politique de Sancho le Brave, Alphonse travailla à introduire la jurisprudence ultramontaine dans les tribunaux d'Espagne. Il savait que ces maximes étaient favorables à la monarchie absolue, et il eut la satisfaction de voir que les professeurs dans ses universités étaient profondément imbus de son esprit, et que beaucoup de ses sujets couraient aux écoles de Bologne et de Paris pour en acquérir une connaissance plus parfaite. Aux professeurs de cette jurisprudence Alphonse X avait accordé le rang de nobles. Son successeur actuel leur garantit leurs honneurs, et il ne dota pas une seule chaire de droit espagnol. Comme l'un avait incorporé beaucoup de parties du code justinien dans les *Partidas*, l'autre, sachant combien ce code déplaisait à la masse du peuple, transporta beaucoup de ses dispositions dans une nouvelle compilation, l'ordonnance d'Alcala, et autorisa l'invocation du reste. Il s'aperçut bien que changer les opinions d'une nation était une tâche immense, et il savait que son œuvre serait lente; mais si elle fut lente, elle en fut d'autant plus sûre ; car la détermination du monarque fut de ne choisir comme juges royaux, non plus seulement dans sa cour, mais par toutes les villes qui reconnaissaient sa juridiction, que des sujets gradués dans la nouvelle jurisprudence, et qui par conséquent ignoraient tout autre code. Cette détermination apporta une assistance infaillible à ses desseins. Par l'effet de l'opposition de son peuple, et de la négligence de ses successeurs, ce plan put bien être retardé pour un temps, mais en définitive il devait triompher. La collision entre l'esprit teutonique et l'esprit romain commença maintenant, et ne finit pas avant que le premier n'eût été refoulé dans le nord, d'où il était sorti (1).

La constitution espagnole est particulièrement l'œuvre des événements. Dans tous les pays à la vérité les institutions sont le résultat naturel du temps et des circonstances; mais il en est peu où ce résultat soit aussi clairement marqué que dans la Péninsule. Pierre le Cruel fut trop occupé dans la satisfaction de ses passions pour s'inquiéter beaucoup des deux systèmes ; néanmoins il fut un excellent justicier, toujours prêt à recevoir les plaintes de son peuple, à présider lui-même le tribunal de sa cour. Il n'accorda pas de priviléges aux cortès, qui, durant son règne, ne furent qu'une vaine formalité, appelées purement pour fournir à ses besoins et enregistrer ses décrets. Mais son frère Henri suivit une marche différente. Pour fortifier son parti, ce prince, comme Sancho le Brave, prodigua les faveurs et les promesses à tout le monde. Nul, dit le chroniqueur, n'éprouva un refus dans ce qu'il lui demandait, et ses libéralités furent si excessives qu'elles devinrent proverbiales. On ne peut en donner une plus juste idée que par sa réponse, lorsqu'en 1367, immédiatement après la fuite de Pierre les cortès demandèrent l'admission de douze députés dans le conseil royal privé. Ce conseil avait été composé jusqu'alors de nobles héréditaires seulement qui en étaient membres par naissance, et de prélats qui y entraient en vertu de leurs dignités; parfois à la vérité les rois avaient appelé des personnes d'un rang inférieur, si elles se distinguaient par leurs talents pour prendre part aux délibérations, mais cette adjonction avait toujours été une marque de faveur spéciale, et une innovation dans l'ordre établi. La nouvelle demande était en elle-même aussi déraisonnable que si un membre d'une assemblée délibérante de nos jours, en vertu de sa qualité de représentant, demandait à sié-

(1) Villasan, *Cronica del rey Alfonso XI*, c. 14. Sempère, *Histoire des Cortès*, c. 14. Marina, *Teoria de las Cortes*, t. 2. Le dernier auteur, dans son éloquent ouvrage, décrit un état idéal. Il représente le moyen âge comme abondant en patriotes et en sages.



ger dans le conseil particulier du souverain. Mais Henri avait besoin d'amis; il répondit que la demande était juste, et devait être accordée; néanmoins, son frère étant mort, il se montra peu disposé à l'accomplissement de cette condition, comme de toutes les autres magnifiques promesses qu'il avait faites. Rappelé au souvenir de son engagement par les cortès de Toro, en 1371, il répondit en créant *l'audienza real*, composée de sept juristes dont trois évêques, et qu'il admit dans son conseil. Ce tribunal devait siéger trois jours de la semaine, et il n'y avait point d'appel de ses décisions. Henri créa aussi un nouveau tribunal pour l'audition des causes criminelles et des affaires civiles en première instance, composé de huit alcaldes choisis dans les diverses provinces de ses États. Les villes furent mécontentes, et ne se montrèrent pas favorables au nouveau tribunal, qui, formé exclusivement avec des ultramontains, était peu disposé à respecter leurs *fueros*. Elles ne pouvaient contempler sans jalousie le conseil royal rempli seulement par des nobles héréditaires, des prélats et les nouveaux légistes; mais durant la vie de Henri elles ne purent rien arracher de lui. Sous le règne de Juan Ier, après la malheureuse bataille d'Aljubarrota, il fut jugé à propos de satisfaire en quelque point la clameur populaire. En 1385, un autre nouveau conseil fut créé, investi de grands pouvoirs, et qui, formé avec des membres des trois ordres, quatre évêques, quatre chevaliers et quatre bourgeois, fut jugé propre à satisfaire toutes les classes. Mais avec toute l'étendue de ses pouvoirs, ce conseil ne pouvait se mêler ni de la juridiction de *l'audienza*, ni de la prérogative royale d'appel, ni de la nomination des magistrats, etc. L'ancien conseil héréditaire continua ses fonctions suivant les mêmes formes, mais avec une moindre considération. Néanmoins, deux ans après, le nouveau conseil vit augmenter tellement son autorité que dans le fait il remplaça l'ancien. Il acquit le droit de connaître de toute chose, excepté de l'administration de la justice; de s'occuper de l'assemblée des cortès, de la construction, de la défense et réparation des fortifications, du contrôle des finances, de la direction des troupes nationales, de la nomination à toutes dignités civiles et militaires, de la surveillance supérieure de tous les tribunaux publics; dans le fait les trois quarts du pouvoir exécutif lui étaient soumis (1).

Ce triomphe des villes municipales, qui dépassait de beaucoup leurs espérances dans les règnes précédents, ne leur suffit pas encore. Fidèles à leur esprit démocratique, elles n'eurent pas honte de solliciter le renvoi des *caballeros* et des évêques du nouveau conseil, dont elles cherchaient à s'approprier exclusivement les fonctions; et elles parvinrent même quelquefois à exclure les ordres privilégiés des cortès. Mais ces ordres étaient les conseillers naturels de la couronne, et dans les cortès, quoique de l'argent pût être vôté, rien d'important ne pouvait être décidé sans leur concours. Nous devons ajouter que prélats et barons pouvaient assister à ces assemblées en vertu de leur droit, sans qu'il fût besoin d'une lettre de convocation. La nouvelle demande fut rejetée par Juan avec mépris et indignation. Néanmoins dans son testament, après avoir nommé six prélats et nobles comme gardiens de son fils encore enfant, Henri III, il déclara que ces corégents ne pourraient décider aucune affaire importante sans le concours de six députés de Burgos, Tolède, Léon, Séville, Cordoue et Murcie. Dans ce testament il avoua aussi que si, comme il l'avait éprouvé lui-même, l'avis de certains citoyens était utile aux rois, il devait l'être beaucoup plus encore aux régents. Ce fut la politique de ce prince de

(1) Pedro Lopez de Ayala, *Cronicas de los Reyes de Castilla*. Marina, *Teoria de las Cortes*, t. 2. Sempère, *Histoire des Cortès*. Les actes interminables des cortès sous ces règnes ont été aussi consultés.

balancer un pouvoir par un autre, et de les neutraliser ainsi tous deux. Le ressentiment de torts mutuels, et ce désir de vengeance inséparable d'un pays où les membres de chaque ordre se regardaient réciproquement comme des ennemis héréditaires, demandaient une main ferme pour les comprimer : lorsque chaque ordre, sous prétexte du service général, mais en réalité dans l'espoir de la vengeance, sollicitait la permission de se confédérer, Juan refusa avec inflexibilité. «Si l'administration de la justice est aussi défectueuse que vous la représentez, disait-il, si la crainte inspirée par les criminels vous a poussés à demander le rétablissement des confraternités pour les poursuivre, laissez adopter l'ordonnance de mon aïeul Alphonse XI. » Par cette ordonnance, quand un homicide, ou tout autre grand crime, était commis sur les grands chemins, le tocsin sonnait dans la commune la plus voisine, et une force armée était dépêchée à la poursuite des coupables.

Le XIVe siècle est la période la plus brillante de la gloire municipale et de la représentation populaire. Les cortès furent fréquentes, et les sujets des délibérations de la nature la plus importante. Mais l'Espagne n'eut jamais une représentation définie ; à aucune assemblée de cette période, la totalité ni même la moitié des grandes villes n'envoyèrent des députés ; et dans celles qui en adressèrent, on ne voit guère d'observation des proportions numériques. L'on ne peut douter que chacune dût nommer deux représentants; cependant, dans les cortès de Madrid, tenues en 1390, nous trouvons que Burgos et Salamanque en envoyèrent huit chacune, tandis que les cités plus importantes de Séville et de Cordoue n'en envoyèrent que trois, Cadix deux, Oviedo et Badajoz un; Santiago, Orense, Mondonedo, et d'autres grandes cités de la Galice, n'en envoyèrent pas. Dans le fait quarante-huit places seulement envoyèrent des députés à ces cortès, et le nombre fut peu considérable. Nous apprenons incidemment que dans les assemblées de cette période l'archevêque de Tolède parlait pour l'état ecclésiastique, et le chef de la maison de Lara pour les nobles. Quelques-uns des députés se disputaient l'antériorité du vote, et l'honneur de la préséance. Cette rivalité était plus manifeste entre Burgos et Tolède, dont chacune pouvait justement prétendre à la dignité de capitale, jusqu'à ce qu'Alphonse XI trouvât moyen de calmer ces débats : « Les députés de Tolède, dit le monarque au milieu de l'assemblée, feront tout ce que j'ordonnerai ; et en leur nom je dis : Laissez parler ceux de Burgos ! » La même formule a été continuée jusqu'à nos jours. Les corporations municipales pouvaient s'enorgueillir d'avantages plus réels que l'envoi de députés, honneur auquel beaucoup d'entre elles étaient parfaitement indifférentes. Leur condition était de beaucoup supérieure à celle des villes seigneuriales qui, pour la plupart, gémissaient sous l'oppression des nobles. La peinture faite par Juan lui-même dans les cortès de Valladolid (1385) des souffrances endurées par la dernière classe de villes, est révoltante. Nous y voyons que les gouverneurs héréditaires appauvrissaient le peuple par des impôts arbitraires; qu'ils emprisonnaient les habitants, les privaient de nourriture, et les maltraitaient de toute façon, jusqu'à ce que les pauvres victimes fussent forcées à se donner elles-mêmes en garantie pour l'argent emprunté aux Juifs ; que, non contents de saisir violemment la substance du peuple, les gouverneurs vendaient les ornements et même les cloches des églises et des hôpitaux. Mais ce n'est pas tout : des espions étaient entretenus et encouragés faussement à accuser des hommes possédant quelque bien, qui jamais n'échappaient sans de rudes amendes ; et leurs veuves ou leurs filles étaient forcées d'épouser les créatures des nobles. Ainsi, tandis que les cités royales, celles qui étaient gouvernées immédiatement par les officiers du roi, et qui, en vertu de leurs priviléges, envoyaient des députés

aux cortès, et avaient en général leurs autorités municipales particulières, tandis que ces cités croissaient rapidement en population et en richesses, les autres tombaient dans une rapide décadence. Durant le moyen âge, nous trouvons partout la même tyrannie de la part des barons féodaux, la même conduite orgueilleuse et rapace envers leurs vassaux qui n'étaient pas exclusivement militaires. La violence aristocratique ne rencontrait que deux obstacles : l'autorité royale, qui même dans les États les plus despotiques est exercée pour l'utilité des classes inférieures de la société, et l'influence de l'Église, qui dans tout pays a été bienfaisante. En général le roi était trop éloigné ou trop élevé pour entendre les plaintes du serf; et il n'était pas toujours sûr que les remontrances de l'Église rencontrassent des esprits dociles. De là l'établissement des corporations municipales, les efforts de certaines communes pour échapper au despotisme pesant et capricieux des grands feudataires, profitèrent à l'humanité. Cependant en représentant ainsi les avantages des institutions des corporations, nous ne devons pas perdre de vue les maux qu'elles produisirent dans quelques occasions. Les priviléges dont jouissaient quelques-unes des villes, en vertu de leurs *fueros*, ne pouvaient s'accorder avec le bien-être de la communauté; plusieurs employaient leur force armée à des actes de violence comme les barons; quelques-unes refusaient ouvertement de fournir des contributions d'aucune espèce, et tuaient les officiers du revenu qui venaient parmi eux; d'autres torturaient ou dépouillaient les Juifs et les voyageurs; d'autres encore se faisaient la guerre entre elles, pillaient les territoires de leurs adversaires, dévastaient dans toutes les directions; toutes étaient ardentes à enlever d'assaut les villages, à massacrer les adhérents, à saisir les biens des barons. Il est vrai qu'elles étaient souvent provoquées à leurs hostilités; mais quand une classe de la société peut s'armer pour venger des torts particuliers, quand les lois sont complétement dédaignées, lorsque prévaut la désorganisation, les hommes se fatiguent bientôt de l'anarchie, et sont heureux de trouver un refuge dans le despotisme, pourvu que ce despotisme soit manié par un homme dont le bras pèse également sur le noble et sur le serf, sur l'ecclésiastique et le citoyen (1).

La période qui vit la gloire des cortès et la prospérité du tiers-état, vit aussi commencer leur déclin. Nous avons vu que le dernier acte de Juan Ier fut d'instituer des membres de leur assemblée comme conseillers de régence; et, quoique le testament, comme on l'a vu en son lieu, fût modifié après sa mort, cependant les cortès se maintinrent dans leur considération précédente durant la minorité de Henri; mais de la majorité de ce dernier prince doit être datée l'époque de la décadence. Il est difficile de dire quelle cause les priva si soudainement de leur influence, à moins que cette influence, comme nous l'avons longtemps soupçonné, ne dépendît de la concession du monarque, plutôt que d'un principe fixe constitutionnel. Lorsque Henri, dans les cortès de 1402, proposa la guerre avec les Maures, et demanda les subsides nécessaires qu'il estimait à soixante millions de maravédis, ces députés en accordèrent seulement quarante-cinq. Surpris de leur parcimonie, il fit une proposition extraordinaire, demandant que, si l'argent était trouvé insuffisant pour le but proposé, il pût se procurer le déficit par voie d'emprunt, sans la formalité d'une autre convocation. Quelques députés, qui sem-

(1) Lopez de Ayala, *Cronicas*, fol. 200, etc. Villasan, *Cronica del rey Alfonso XI*, c. 3, 246, etc. *Les Actes des Cortès* de Briviesca, Valladolid, Burgos, Salamanque, Madrid, etc., durant le règne de Juan Ier. Marina, *Teoria de las Cortes*, t. II. Sempère, *Histoire des Cortès*, c. 17, et *Considérations sur les causes de la grandeur*, etc., t. I, c. 6.

blaient avoir acquis une idée plus claire de leurs priviléges et de leurs devoirs, objectèrent que c'était placer un dangereux pouvoir entre les mains de la couronne; mais le plus grand nombre, observant que tôt ou tard la volonté royale serait obéie, et ne voulant pas exposer leurs commettants aux dépenses d'un second voyage durant la présente année, consentirent à la proposition. Ce fait seul suffit à prouver que les Espagnols n'eurent jamais une représentation régulière, et que les éloquentes déclamations de Marina en l'honneur du système n'ont pas d'autre fondement que son enthousiasme patriotique. Durant tout son règne, Henri eut peu d'égards pour cette branche de la législature, et dans son dernier testament, loin d'imiter l'exemple de son père, il exclut les citoyens du conseil de régence pendant la minorité de son fils Juan II. Le royaume fut pour quelques années gouverné par l'archevêque de Tolède et l'infant Ferdinand, oncle de Juan, qui fut dans la suite élu au trône d'Aragon. En 1419, lorsqu'il tint ses premières cortès à Madrid, les députés se plaignirent de n'être plus admis dans le conseil royal, insistèrent sur les avantages qui devaient résulter de leur voix délibérative, et réclamèrent le rétablissement du privilége. Juan répliqua qu'il prendrait cet objet en considération, et qu'il déciderait pour le mieux. Mais ni l'archevêque, ni aucun de ses collègues ne désiraient voir les citoyens dans le conseil, et ils déterminèrent le roi à éluder la requête. Leur court règne était déjà passé; tandis que l'esprit féodal et aristocratique qui pénétrait si fortement la constitution, reprenait son ascendant. Le troisième ordre devait sa considération si passagère à l'insurrection de Sancho le Brave contre son père, et à l'usurpation de Henri II; et maintenant que la société avait repris son cours naturel, cet état que des accidents seuls avaient élevé, tomba graduellement devant la domination féodale. Le connétable et favori, don Alvaro de Luna, était peu disposé à sacrifier les droits de son ordre à l'idole de la liberté populaire (1).

Tant que les députés furent librement nommés par les conseils municipaux, tant qu'ils jouirent d'une certaine autorité à la cour, leurs dépenses étaient couvertes, sinon volontiers du moins sans murmure, par leurs commettants. Mais depuis l'avénement de Juan II, on regarda la représentation comme un vain système, propre seulement à offrir de plus grandes facilités au monarque pour lever des impôts, et comme une cause de grands frais d'argent dont on ne pouvait obtenir d'équivalent. En conséquence, les municipalités commencèrent à se plaindre du fardeau, et à demander d'en être déchargées. Ces plaintes furent si hautes qu'elles attirèrent l'attention de Juan, qui procéda immédiatement à leur satisfaction. Le remède qu'il appliqua au mal allégué fut d'un politique consommé, et n'aurait pu être surpassé par le plus profond et le plus artificieux des hommes d'état italiens. Dans les cortès d'Ocana, tenues en 1422, il proposa que les dépenses des membres fussent à l'avenir couvertes par le trésor royal, et cette faveur fut avidement reçue par le royaume. Les effets de cette innovation furent bientôt apparents. Dans les cortès suivantes, douze cités seulement, Burgos, Tolède, Léon, Séville, Cordoue, Murcie, Jaën, Zamora, Ségovie, Avila, Salamanque et Cuença reçurent la faculté d'envoyer des députations; quelques autres villes furent informées qu'elles pouvaient confier leurs pouvoirs à quelques députés des villes ci-dessus nommées. Ce privilége de procuration ou d'être convoquées avec les douze places d'élite, fut dans la suite limité à six cités: Toro, Valladolid, Soria, Madrid, Guadalaxara et Grenade; et à l'exception de ces

(1) Fernando Perez de Guzman, *Cronica del serenisimo principe don Juan II*, passim. *Les Actes des Cortès* de 1402 à 1419. Marina, *Teoria de las Cortes*, t. II, c. 28, etc. Sempère, *Histoire des Cortès*, c. 18.

dix-huit communes, pas une seule ne put avoir un siége dans les cortès. De là la désignation des places qui devaient jouir de l'honneur non dispendieux resta à la couronne, et le choix particulier fut toujours une marque de la faveur royale. Bientôt les communautés commencèrent à s'apercevoir de l'avantage qu'elles avaient perdu, et à pétitionner pour son rétablissement; mais leurs sollicitations furent toujours entravées par les dix-huit villes qui jouissaient du privilége, et qui suppliaient la couronne de ne pas en augmenter le nombre, parce qu'un tel accroissement blesserait leur propre monopole, et parce qu'il prolongerait les discussions et produirait la confusion, au lieu de servir l'expédition des affaires. Là où les députés étaient ainsi en petit nombre ils étaient facilement corrompus; mais, en général, les créatures de la cour avaient assez d'influence pour amener le retour de ceux-là seulement qui étaient présumés dociles. En 1442, les cortès de Valladolid prièrent le roi de ne pas intervenir dans les élections; la requête fut renouvelée par ceux de Cordoue, en 1455, et quoiqu'une promesse fût donnée qu'à l'avenir une telle intervention ne serait plus exercée, l'engagement fut violé plusieurs fois de suite. Rien ne peut montrer plus clairement jusqu'où les rois de Castille portaient leur action en de telles affaires, que la lettre adressée, en 1457, par Henri IV au conseil municipal de Séville. Non-seulement il y indiquait les deux citoyens qu'il déclarait le plus propres à la députation dans la session prochaine, mais il ordonnait à la municipalité de n'en pas élire d'autres. Sous Ferdinand et Isabelle la liberté populaire ne devait point se développer; les cortès furent rarement convoquées, et chaque fois on prenait des précautions pour étouffer tout sentiment désagréable à la cour. Les députés en si petit nombre étaient facilement entourés d'espions; on leur faisait sentir qu'ils n'avaient pas voix délibérative, et qu'ils ne devaient servir qu'à enregistrer les décrets royaux, et à voter les subsides qu'on leur demandait (1).

Après un examen long et attentif du sujet, nous nous sommes convaincus que dans la Castille la représentation populaire, malgré tous les éloges donnés à son indépendance par quelques écrivains nationaux, n'était qu'une pure apparence. A aucune période on ne peut trouver les noms de plus de quarante-huit places envoyant des députés, et beaucoup de ces lieux étaient d'insignifiants villages, tandis que les cités les plus populeuses n'avaient point de représentants du tout. Le privilége dépendait-il de la convocation royale? en d'autres termes, était-il remis au bon plaisir du souverain, ou bien était-il déterminé par le sort entre les places elles-mêmes? A aucune de ces questions nous ne pouvons donner une réponse définitive, quoique notre propre opinion incline fortement du côté de la première hypothèse. Un écrivain récent, après avoir observé que, conformément à la constitution de la Castille, toute ville principale de *consejo* ou corporation aurait dû peut-être recevoir sa lettre régulière pour l'élection des députés aux cortès, ajoute ensuite : « Mais il ne paraît pas que dans les meilleurs temps il y ait eu une pratique uniforme à cet égard. » Aux cortès de Burgos, en 1315, nous trouvons cent soixante-deux représentants de plus de quatre-vingt-dix villes; à celles de Madrid, en 1391, cent vingt-six furent envoyés par cinquante villes; et la dernière liste contient les noms de diverses places qui ne se présentent pas dans la première. Il n'y avait aucun député de Léon présent dans les cortès d'Alcala en 1348, où, parmi

(1) Fernando Perez de Guzman, *Cronic.*, fol. 170, etc. Ælius Antonius Nebrissensis, *Decades* (apud Scottum, *Hispania illustrata*, t. I). Hernando del Pulgar, *Chronique des rois catholiques*, passim. Zurita, *Chronique du roi Ferdinand le Catholique*, l. VI. Marina, *Storia de las Cortes*, passim. Sempère.

diverses mesures importantes, le code des *siete Partidas* obtint pour la première fois une reconnaissance législative. On trouve en résumé beaucoup plus d'irrégularités que dans la même période en Angleterre, où le nombre des bourgs ayant droit d'élection était élevé considérablement à chaque parlement. Si le troisième ordre avait joui d'une grande considération avant le quatorzième siècle, les chroniqueurs contemporains n'auraient pas manqué de nous faire connaître une telle situation; mais nous les consulterions en vain pour avoir un tel témoignage; nous trouverions plutôt, au contraire, que, quoique les assemblées nationales fussent dûment convoquées, elles étaient dans le fait soumises à la couronne. Leurs avis furent, à la vérité, souvent d'une grande utilité; les députés pouvaient faire des rapports sur l'état de leurs villes respectives, et suggérer, dans l'intérêt de la tranquillité, telles mesures qui étaient réclamées par les circonstances. Sans doute aussi, lorsque les gouverneurs royaux se rendaient coupables, ou que les contributions étaient oppressives, ou que la prospérité locale était empêchée, ils pouvaient se plaindre et obtenir un changement de gouverneur ou une diminution d'impôts. C'était l'intérêt de toute la nation que les subsides réclamés pour le service de l'État fussent levés d'une manière facile, et qu'ils ne fussent pas au-dessus de ce que réclamaient les circonstances; c'étaient là des points sur lesquels l'opinion des représentants apportait des lumières incontestables. Mais au delà de pareils objets il serait difficile de dire sur quelles matières s'exerçaient les députés. Ils n'étaient pas législateurs, car les différents codes furent compilés par les ordres royaux, et soumis seulement à leur approbation. Les *fueros* furent accordés même sans cette dernière formalité, selon le bon plaisir du roi seul; et tous les règlements pour l'administration de la justice, la création et la juridiction de tous les nouveaux tribunaux, et la nomination de tous les magistrats, autres que le petit nombre de ceux que certaines chartes laissaient aux municipalités, dépendaient uniquement de la couronne. A la vérité, durant le quatorzième siècle, l'autorité des assemblées fut agrandie; mais à peine étaient passées les circonstances qui avaient occasionné la concession, qu'elle était révoquée. Sancho le Brave manqua à tous ses engagements et fit des députés les purs instruments de sa volonté. Henri II, leur second bienfaiteur, détruisit aussi son propre ouvrage. Quoique Juan I[er], après sa malheureuse défaite par les Portugais, eût concédé l'admission des députés dans le conseil de Castille, et leur eût même laissé une place à volonté dans le conseil de régence, son fils Henri II les exclut du conseil royal, et leur gloire n'eut pas plus de trente années de durée (1).

Si Ferdinand et Isabelle effacèrent pour ainsi dire les dernières traces de la liberté populaire, leur pouvoir ne frappa point avec moins de force sur les autres ordres de l'état. Les évêques apprirent à les regarder comme les dispensateurs du patronage ecclésiastique et comme les gardiens de la discipline. Mais les barons et les caballeros furent les plus difficiles à comprimer. Le déclin de l'influence populaire avait fait grandir la leur, et les avait mis en état, durant les règnes de Juan II et d'Henri IV, de reprendre toute leur ancienne prépondérance. Le tableau de leurs excès, chargé peut-être par la main de Hernando del Pulgar, est révoltant. Il nous rapporte que la justice ne pouvait être exécutée; que les nobles armés bravaient les lois; que leur exemple était imité par le reste de la nation; qu'il n'y avait nulle subordination; que les campagnes étaient partout dévastées par des bandits armés; que les mœurs du peuple étaient devenues sauvages par les habitudes de la violence et de toutes sortes

(1) *Les Actes des Cortès.* Hallam, *État de l'Europe pendant le moyen âge*, II, 29. Marina, *Théorie des Cortès*, t. I, p. 148.

de crimes. S'il y a là de l'exagération, beaucoup de traits aussi sont vrais. Les rois catholiques commencèrent leur œuvre de réformation en détruisant les châteaux et les forteresses élevées par les grands pour se dérober aux poursuites de la justice; et l'on peut se former quelque idée du nombre de ces repaires, lorsque l'on saura que dans la Galice seule on en rasa quarante-six. Leur première mesure ensuite fut l'établissement de la santa Hermandad qui eut son propre tribunal, et qui, ayant de gros corps de cavalerie répandus sur la surface du royaume, inspira bientôt la crainte aux coupables nobles ou plébéiens. La réunion des grandes maîtrises à la couronne, et la révocation des concessions prodiguées par leurs prédécesseurs acheva leur œuvre, et transforma les orgueilleux feudataires en courtisans obséquieux (1).

La conduite des souverains catholiques ne fut pas moins habile relativement à l'administration de la justice. Quant aux lois elles-mêmes, elles restèrent, à l'exception de quelques additions occasionnelles, telles qu'elles étaient dans le temps d'Alphonse XI, en substance, telles à peu près que celles des *Partidas*. *L'ordenamiento real* d'Alphonse XI fut confirmé par le couple royal; quelques additions seulement y furent faites principalement en ce qui regardait les formes de la procédure et la juridiction des tribunaux. En 1505, dans les cortès de Toro, furent proposées trente-trois lois additionnelles complémentaires plutôt qu'originales touchant les héritages, les successions, les donations, etc., et qui sont appelées d'après le lieu de leur promulgation, *leges de Toro*. Leurs dispositions pas plus que *l'ordenamiento real* n'abrogeaient les codes existants. Les lois des *Partidas* restèrent en vigueur pour se maintenir jusqu'aujourd'hui, quoique des compilations plus modernes de leurs articles ayent la préférence dans les débats publics. Mais ce fut dans l'administration que Ferdinand et Isabelle montrèrent la plus grande politique. L'on a déjà fait mention du conseil royal créé par Juan I[er] composé de douze membres de chacun des trois ordres de l'État. Par Henri III les citoyens furent exclus, et les siéges vacants conférés à des légistes de profession. Par Juan II le nombre fut grandement augmenté, sans qu'un seul citoyen obtînt son admission; par Henri IV il fut réduit à ses proportions primitives, deux évêques, deux nobles et huit légistes. En 1469, une tentative fut faite d'accroître le nombre de deux prélats et de deux caballeros. Mais, quoique l'organisation proposée fût approuvée, et le titre de conseillers conféré aux membres additionnels, les troubles des temps empêchèrent sa consolidation. Ce conseil n'avait pas moins changé dans sa juridiction que dans le nombre de ses membres. Durant le règne de Juan II, spécialement, il avait usurpé sur les attributions de *l'audienza*. La subtilité des légistes pouvait trouver quelque analogie entre des cas bien manifestement de nature diverse; et elle attirait irrésistiblement tout ce qui approchait du cercle de la cour. Les cortès de 1428, et encore plus celles de 1440, présentèrent des requêtes au roi contre ce monopole alarmant de la justice et de l'administration, même de tous les pouvoirs exécutifs et judiciaires. Dans le temps des souverains catholiques, les fonctions de ce conseil s'étaient multipliées à un tel point, qu'il fut hors d'état d'entendre, encore moins de décider les affaires portées devant lui; et il y avait une énorme quantité d'affaires en arrière. Pour remédier au mal, Isabelle renvoya beaucoup de causes à un autre tribunal, à la chancellerie de Valladolid qui avait été créée sous le règne de Juan II, et qui était composée de huit légistes du conseil royal, présidés par l'archevêque de Santiago, et de la décision duquel il n'y avait point d'appel. La chancellerie de Grenade fut ensuite ajoutée avec une constitution analogue. Dans la suite des temps l'on admit néanmoins des

(1) Hernando del Pulgar, Zurita et autres historiens de ces règnes.

appels des deux chancelleries au conseil suprême; mais, pour détourner les plaideurs de débats frivoles, aucun appel ne pouvait être inscrit, à moins que quinze cents doubles ne fussent déposés pour couvrir les frais. Dans les cortès de 1480, le conseil royal fut encore modifié. Il fut organisé de manière à comprendre un évêque, trois caballeros, et huit ou neuf légistes. Mais bientôt les caballeros furent écartés pour faire place aux licenciés dont le nombre s'accrut de nouveau. Ce conseil remplaça entièrement *l'audienza* de la cour, quoique des tribunaux, décorés du même nom, fussent établis dans tous les royaumes de la Péninsule; et de ces juridictions des appels de causes civiles pouvaient être portés aux deux grandes chancelleries. Ainsi toute l'administration intérieure passa entre les mains des légistes; à eux seuls furent conférées les grandes dignités. Avec une facilité qui n'a pas d'exemple dans l'histoire, les nobles ignorants se mirent à étudier la jurisprudence ultramontaine, le code des *Partidas*, l'*ordenamiento real*, et d'autres codes, afin de pouvoir aspirer aux honneurs et aux richesses (1).

Il nous faut maintenant arrêter quelques instants notre attention sur le reste des États péninsulaires sans entrer dans une analyse de leurs codes, sans même chercher à reproduire leur esprit. Pour des recherches si vastes, un volume ne suffirait pas, et nous n'avons à leur donner que quelques pages; d'ailleurs les autorités, les sources originales n'existent qu'en Espagne, et pour les consulter, l'on rencontre des difficultés presque insurmontables.

Après Léon, la Catalogne paraît avoir été le premier des États espagnols qui, en addition au code wisigoth, obtint une charte provinciale. Cette charte, connue sous le nom d'*Usages de Catalogne*, fut compilée par Raymond Ier, sur les décisions des tribunaux dans la cour et dans la capitale, et fut proclamée en 1068 dans une assemblée de vicomtes et de barons. Ces dispositions sont un mélange de jurisprudence romaine pour la partie civile, gothique quant à la teneur des fiefs, les conditions du service, et la jurisprudence des tribunaux (1).

L'origine du *fuero* de *Sobrarbe* qui fut commun à la Navarre est enveloppée d'épaisses ténèbres, et par conséquent a donné lieu à beaucoup de discussions. Des écrivains la placent avec la prétendue fondation du royaume de Sobrarbe, en 716, ou avec la restauration également fabuleuse de cet État, en 850 ou 855, lorsque, suivant eux, une barrière fut élevée contre le pouvoir royal par l'institution d'un grand justicier, indépendant de la couronne, et même, en beaucoup de cas, chargé de la contrôler. Mais, rejetant ces rapports fabuleux, nous pensons que l'auteur du code fut probablement don Sancho Ramires, en 1076, à la réunion de la couronne de Sobrarbe avec celle de Navarre. Toutefois ce n'est là qu'une hypothèse. Ni l'auteur ni l'époque ne peuvent être fixés d'une manière positive; mais les opinions des historiens les plus dignes de foi de la Péninsule s'accordent à présenter le règne de Sancho comme la véritable époque de la législation aragonaise. L'État de Valence après sa conquête reçut aussi ses *fueros*, la plupart semblables à ceux d'Aragon. Dans les deux royaumes ils furent garantis par une suite de souverains depuis Jacques le Conquérant jusqu'à Ferdinand II (2).

---

(1) Hernando del Pulgar, *Cronica*. *Les Actes des Cortès*. Perez, *Compendio del derecho y comun*. Sempère, *Histoire des Cortès*. Marina, *Teoria de las Cortes*, etc.

(1) Monachus Rivipullensis, *Gesta Comitum Barcionensium*, c. 10. Aguirre, *Collectio maxima Conciliorum omnium Hispaniæ*, t. IV. *Concilium Barcionense*, p. 425. Baluzius Tutelensis, *Marca Hispania*, l. IV, an 1068. Masdeu, *España Arab.*, l. II, p. 71.

(2) Moret, *Investigaciones historicas*, l. II, c. 2. Blancas, *Rerum Aragonensium Commentarii* (apud Schottum, *Hispania illustrata*, t. III). Briz-Martinez, *Historia de la fundacion y antiguedades de San-Juan de la Peña*, l. I. Zurita,

Un léger examen des codes généraux et de Valence montrerait que les crimes étaient frappés avec moins de rigueur, et que la liberté individuelle avait de plus sûres garanties dans ces royaumes que dans Léon et la Castille. Ainsi l'adultère subissait seulement une amende en Aragon (1) ; dans Valence les deux coupables étaient publiquement fouettés et promenés par la cité (2) ; si un célibataire faisait violence à une vierge, il était forcé de l'épouser ou de lui faire une dot, ou bien il était pendu ; s'il faisait violence à une femme mariée, il n'avait à attendre que la mort (3). L'homme qui ravissait une vierge subissait le même châtiment que s'il lui faisait violence (4). L'homicide volontaire était puni de mort. Le bigame payait une amende, ou, s'il ne pouvait fournir la somme, il était publiquement fouetté et banni (5). L'enchanteur ou le magicien était soumis à la même peine (6). Le vol était puni selon les circonstances du fait ; si le délit était commis pour la première fois, l'objet volé était restitué avec le double de sa valeur, ou le coupable fouetté et banni. A la récidive, le voleur perdait les oreilles, et il était exilé ; pour la troisième fois il subissait le dernier châtiment (7). A d'autres égards les *fueros* des deux royaumes présentent de grands rapports de ressemblance avec ceux de Léon et de Castille.

L'ancienne constitution d'Aragon a été un sujet d'éloge enthousiaste de la part de quelques écrivains ; il serait inutile de rechercher ce qu'elle fût : attendu qu'après les fréquents incendies de San-Juan de la Peña, monastère où les archives nationales étaient déposées, il ne reste aucun document authentique pour nous aider à nous former une opinion sur ce point : restent les conjectures. L'ancien état d'Aragon a été présenté comme offrant une liberté sans égale. Robertson nous dit que bien que le gouvernement fût monarchique par la forme, l'esprit et les principes étaient purement républicains. Cet état des choses a été attribué à une nouvelle institution, celle du *justiça*, ou grand-juge dont le devoir, nous dit-on, était d'arrêter les envahissements du despotisme d'un côté, et de réprimer l'anarchie de l'autre. Robertson n'a pas manqué de nous offrir un étrange tableau de son autorité et de ses fonctions. « Ce magistrat, dont l'office présentait quelque ressemblance avec le rôle des éphores dans l'ancienne Sparte, agissait comme protecteur du peuple et contrôleur du roi. La personne du *justiça* était sacrée ; son pouvoir et sa juridiction presque illimités. Il était l'interprète suprême des lois. Non-seulement les juges inférieurs, mais les rois eux-mêmes étaient obligés de le consulter dans les cas douteux, et de recevoir ses réponses avec une entière déférence L'appel était ouvert auprès de lui, des juges royaux, aussi bien que de ceux institués par les barons dans leurs territoires respectifs. Même, lorsque nul appel ne lui était porté, il pouvait intervenir de sa propre autorité, arrêter la marche de la justice ordinaire, prendre connaissance immédiate de la cause, et faire arrêter la partie poursuivie, ou la faire renfermer dans la prison publique, où personne n'avait accès que par sa permission. Son pouvoir n'était pas exercé avec moins de vigueur et d'efficacité pour la surveillance de l'administration du gouvernement que pour le règlement du cours de la justice. C'était la prérogative du *justiça* de surveiller la conduite du roi. Il avait droit d'examiner toutes les proclamations et patentes royales, et de déclarer si elles étaient ou non d'accord avec les lois, et si elles devaient être mises à exécution ; et lui, par sa propre autorité, il pouvait exclure de la direction des affaires tout ministre du roi, et

Anales de Aragon, l. I, c. 14, etc. Masdeu, *España Arab.*, lib. II, p. 72.

(1) *Fori Aragonum univers.*, l. VIII, fol. 33.

(2) Tarazona, *Instituciones d'el fuero y privilegios del reño de Valencia*, l. IV, t. V.

(3) Tarazona, ubi supra. *Fori Arag.*, fol. 103.

(4) Tarazona, ubi supra.

(5) *Ibid.*, t. VII.

(6) *Ibid.*, p. 388.

(7) *Ibid.*, t. VIII, p. 396.

l'appeler à répondre de sa mauvaise administration (1). »

Mais cette peinture, dont les traits sont entièrement empruntés à la fable ou à l'imagination ne s'accordent nullement avec les descriptions les plus exactes de cette dignité. Elle ressemble fort peu à celles que nous a laissées don Vidal Canellas, évêque de Huesca, légiste et compilateur de *fueros*, qui vivait dans le treizième siècle. On va en juger par l'extrait suivant : « Comme le diadème brillait sur le front d'Aaron, et comme le soleil éclaire cette sphère céleste, ainsi l'autorité orne la majesté royale. Cette autorité est si parfaitement inhérente aux rois que son exercice coule ensuite sur les juges comme le ruisseau se répand en sortant de la fontaine. La juridiction non tirée de lui, périrait, absolument comme le fleuve s'arrêterait s'il était séparé de sa source. Et l'autorité judiciaire repose si véritablement sur le pouvoir royal, que la nomination et l'institution de tous les juges sont inhérentes à la couronne. » Et comme le roi peut créer des magistrats, ainsi il peut les déplacer lorsqu'il lui plait, les nommant pour un temps fixe ou indéfini. Le grand *justiça* est l'un de ces magistrats; mais une fois nommé par le roi il est rare qu'il soit déplacé, excepté pour une juste cause, ou pour quelques crimes graves. Il est obligé d'accompagner la cour, tant que le roi qui fournit à ses besoins, demeure en Aragon, d'écouter et d'examiner les causes, soit en la présence du roi, soit lorsqu'il en a l'ordre quand le roi est absent. Et lorsque les débats sont terminés, que la sentence va être prononcée, notre seigneur le roi, c'est-à-dire les évêques et les chefs militaires, que nous appelons *ricos homes*, et qui peuvent se trouver à la cour, délibèrent sur la matière. Et quelle que soit la sentence que puissent décerner notre seigneur le roi et la majorité de ses barons, ou les barons seuls si le roi ne veut pas se mêler de l'affaire, le grand-juge doit la prononcer ; et il n'a pas besoin de craindre pour les conséquences de cette sentence, puisqu'elle n'est pas la sienne, mais appartient à ceux auxquels il est obligé d'obéir (1). A cela nous pouvons ajouter que l'histoire entière de l'Aragon confirme la dépendance du *justiça* de la volonté du prince régnant. « En quoi, » demande un Espagnol un peu plus versé que Robertson dans la constitution de l'Aragon, « En quoi cet officier ressemble-t-il à un tribun? Le tribun était élu par le peuple; le grand-juge d'Aragon était nommé par le roi; les fonctions de l'un finissaient avec l'année, celles de l'autre étaient pour la vie. Les tribuns exerçaient une grande influence sur le gouvernement, le magistrat d'Aragon prenait connaissance des procédures légales seulement. » Un écrivain plus judicieux et plus sincère que Robertson dit :

« Le *justiça* ou justicier d'Aragon a été considéré par quelques écrivains comme une sorte de magistrat anormal, créé originairement pour servir d'intermédiaire entre le roi et le peuple, pour veiller sur l'exercice de l'autorité royale. Mais je ne vois pas que ces fonctions fussent, en quelque point essentiel, différentes de celles du *chief justice* d'Angleterre, distribuées depuis le temps d'Édouard I[er] entre les juges du banc du roi. Nous déprécierions notre constitution en supposant que dans cette cour ne résidait pas une autorité aussi propre à redresser les injures des sujets, que celle possédée par le magistrat aragonnais. » — « L'office du justicier, quelle que soit l'antiquité conjecturale qu'on lui ait attribuée, ne peut point se saisir avant la prise de Saragosse, en 1118, que s'ouvre la série de ces magistrats. Pendant une assez longue durée ils ne paraissent pas avoir été spécialement importants, l'autorité judiciaire résidant dans le conseil des *ricos hombres*, dont le justicier recueillait

(1) *Histoire de Charles V*, de Robertson, t. I, § 3. Cet ouvrage n'était en réalité qu'un roman.

(1) Cité par Blancas, *Rerum Arag. Comm.*, p. 722.

les suffrages, afin de prononcer leurs sentences et non pas la sienne. » — « Graduellement, comme les notions de liberté devenaient plus définies et les lois plus nombreuses, les égards, la considération pour leur interprète permanent s'accrurent en proportion, et la fortune voulut qu'il y eût une succession d'hommes prudents et justes dans ce haut office qui acquit ainsi de la dignité et une influence plus stable. » — « Cependant, on ne peut guère le considérer comme ayant eu une autorité assez puissante pour maintenir les libertés publiques contre la couronne, jusqu'à ce que dans les cortès de 1348, après que le privilége de l'union eut été aboli pour jamais, l'on rédigea des lois et l'on donna une autorité aux justiciers capable d'opposer à l'oppression une barrière plus forte que toute autre dont le pays pût se vanter (1). Tous les juges royaux et territoriaux étaient obligés de consulter son opinion, en cas de difficultés légales, et il devait répondre dans les huit jours. » Nous pouvons dire en outre, que par ces espèces d'ordonnances il pouvait enlever toute affaire à la juridiction des tribunaux inférieurs et arrêter la marche de toute procédure contre la personne qui s'adressait à lui à cet effet. Mais de peur qu'il n'abusât de son pouvoir, on avait établi qu'il rendît compte de ses décisions, et dans le fait, il était soumis à une cour particulière composée d'abord de quatre députés, ensuite de dix-sept, tous nommés par le roi.

Dans une contrée plus pénétrée de l'esprit féodal que toute autre partie de l'Espagne, la Catalogne exceptée, l'aristocratie prit soin d'avoir des garanties contre le pouvoir de la couronne, tout en abaissant les bourgeois et en écrasant la population rurale. L'ordre privilégié, par-dessus tout, étant celui des *ricos hombres*, entre lesquels étaient partagées les conquêtes à mesure qu'elles étaient gagnées sur les Maures. Un baron tenait du roi des terres suffisantes pour entretenir au moins trois chevaliers, auxquels il les rétrocédait aux mêmes conditions envers lui qu'il était obligé de remplir envers la couronne. Son service militaire était annuel, de deux ou trois mois dans l'année, et il était forcé, s'il était appelé à la cour, d'assister son souverain comme conseiller ou comme juge. Sur son propre territoire il pouvait instituer des magistrats subordonnés; mais l'on peut douter qu'ils pussent connaître d'un crime auquel était attachée la peine capitale, et que lui-même eût ce droit; toutefois il est certain que ses pouvoirs étaient très-étendus, beaucoup trop pour le peuple dépendant de sa juridiction. Après ces barons venaient les *mesnadores*, d'un rang inférieur et tenant de moins vastes territoires immédiatement de la couronne; puis les *caballeros* ou *infançones* qui relevaient des barons. Les priviléges de cet ordre intermédiaire étaient considérables; ses membres ne payaient pas de taxes, n'étaient pas justiciables des barons, et pouvaient faire des compositions pour toute offense qu'ils auraient commise sur les bourgeois ou les paysans. La condition de cette dernière classe, incontestablement la plus nombreuse, était plus misérable que dans aucune autre partie de l'Espagne, sans excepter même le Portugal. Lorsqu'il

(1) Oui, mais contre l'oppression par le roi, qui devait contenir l'oppression bien plus écrasante de l'aristocratie féodale.

(1) Robertson, *Histoire de Charles V*, vol. I, introduction. Hallam, *État de l'Europe*, t. II, passim. *Fueros de Aragon* (in multis titulis). Blancas, *Rerum Aragonensium Commentarii*, p. 722, etc. Sempère, *Histoire des Cortès*, c. 20.

En suivant l'enthousiaste Marina, Hallam est parfois conduit à des erreurs. Par exemple, il appelle l'ancienne monarchie d'Aragon élective, tandis qu'elle était positivement héréditaire, conformément aux principes rigoureux de succession; et il semble nier l'existence du système féodal en Castille; mais il faut rendre témoignage en faveur de son exactitude, et dans le fait il se montre toujours avec cette qualité lorsqu'il suit sa propre intelligence.

s'agit de la liberté des Aragonais, il faut toujours entendre la liberté de l'aristocratie, et en outre de quelques villes, qui jouissaient de leurs anciens priviléges en vertu de leurs *fueros*; d'après Alphonse III, il y avait autant de rois en Aragon qu'il y avait de *ricos hombres* (1).

Sans doute l'établissement des corporations municipales et l'admission du troisième ordre dans les cortès du royaume balancèrent un peu le pouvoir des nobles; mais en Aragon les villes sont désignées ordinairement sous le nom du quatrième état; les cortès en comprenaient quatre, *cuatro brazos* : les prélats avec les commandeurs d'ordres militaires, les barons ou *ricos hombres*, les *infançones* et les députés des villes royales. Les deux premiers pouvaient paraître par procureurs; le troisième, faible de nombre, paraissait personnellement; le quatrième par représentation. Il est assez difficile de dire quand la première assemblée fut tenue; mais c'est en 1133, que les députés sont mentionnés distinctement pour la première fois, alors que des délibérations furent ouvertes pour donner un successeur à Alphonse Ier. Dans les cortès de Saragosse tenues en 1163, nous trouvons 15 députés de cette capitale, outre plusieurs autres de *Huesca*, *Calatayud*, *Torrazona* et *Daroca*. Ce fut la politique de Jacques le Conquérant d'accroître les priviléges des représentants des communautés, et de leurs commettants, non par amour pour la liberté, mais afin de contenir par leur moyen l'influence des *ricos hombres*. A ces communautés il accorda la permission de se confédérer, d'entrer en ligue pour résister aux envahissements des grands : car ici comme en Castille les deux ordres étaient généralement en guerre. Les troubles qui souvent déchirèrent l'état présentèrent assez d'occasions d'exercer leurs vengeances réciproques; mais dans cette espèce de guerre honteuse et sauvage les deux partis ne pouvaient pas manquer de souffrir, en sorte qu'ils finirent par s'accorder pour établir des troupes armées, composées de nobles et de bourgeois, chargées de poursuivre et de châtier les violateurs des lois. Le royaume fut partagé en cinq départements appelés *juntas*, dont les chefs se nommaient *sobre junteros*. Mais l'institution fit plus de mal que de bien; au lieu de réprimer les scènes de violence qui se produisaient partout, ces *juntas* firent tout leur possible pour souffler le feu de la guerre civile, sous prétexte que les libertés étaient en danger; la portion démocratique sonnait le tocsin d'alarme, tandis que les nobles ne se plaignaient pas moins que leurs anciens et justes priviléges étaient sacrifiés au profit des plébéiens, qui visaient à substituer une république à la monarchie. Les deux partis réunis ensemble et fortifiés l'un par l'autre étaient trop puissants pour la couronne; en 1283 ils obligèrent Pierre III à concéder divers points importants, dont quelques-uns étaient salutaires et d'autres déraisonnables. Ainsi le roi ne devait pas faire la guerre ou la paix, promulguer des lois ou lever des taxes sans l'autorité des cortès; le grand juge, qui, en général, avait penché du côté de la couronne, ne devait pas prononcer de sentence avant d'avoir consulté des membres de l'ordre auquel appartenaient le demandeur et le défendeur; le roi ne pouvait priver aucun baron; le baron aucun *infançon* de son fief sans motif suffisant et un procès préalable, tout noble pourrait quitter le royaume quand il le voudrait et entrer dans un service étranger, et durant son absence, sa femme et ses enfants devaient être protégés par le roi; les cortès seraient convoquées chaque année à Saragosse. Des concessions encore plus graves furent arrachées à Alphonse III fils de Pierre; non-seulement il fut contraint de consentir que ses ministres et même ses serviteurs domestiques fussent nommés par les cortès, mais encore il lui fallut sanctionner la plus

(1) Zurita, *Anales de Aragon*, l. I. Blancas, *Rerum Aragonensium Commentarii*, p. 737. Hallam, *État de l'Europe*, II, 65. Sempère, *Histoire des Cortès*, c. 20.

dangereuse de toutes les propositions: de s'assembler en armes pour la défense des priviléges, qui, possédés par les nobles ou par les bourgeois, étaient trop nombreux pour le bien-être général; la multitude peut abuser du pouvoir comme un seul homme. Le privilége de l'union ne pouvait être, avec sécurité, confié à des hommes dont les esprits étaient dans un état continuel d'excitation, et qui étaient résolus à pousser plus loin encore les droits de leurs classes. Les prétextes ne manquaient jamais pour tirer l'épée; on a vu sous le règne de Pierre combien le privilége se montra funeste à tout le royaume, lorsque furent commises tant d'horreurs révoltantes. Il devint odieux à la nation comme au roi par lequel il fut à jamais aboli dans les cortès de 1348. Néanmoins, quoique le peuple n'eût plus la permission royale pour se révolter, il ne manquait pas de s'insurger lorsqu'il croyait pouvoir satisfaire ainsi ses désirs. En quelques occasions aussi les résistances populaires furent patriotiques; mais le plus souvent elles paraissaient déterminées par les plus indignes motifs. A toutes les époques la fédération fut formidable à la couronne. Un prince qui connaissait bien cette nation, Ferdinand le Catholique, avait coutume de dire, qu'il était aussi difficile de séparer les Aragonais, que d'unir les Castillans.

On ne peut contester que les Aragonais, à l'exception des Juifs, ne possédaient pas une plus grande mesure de liberté individuelle que tout autre peuple de la Péninsule. « Nous avons toujours entendu répéter », disent les cortès de 1451, « qu'en voyant la stérilité et la pauvreté de ce royaume, les habitants voulaient le quitter et porter leurs demeures dans des contrées plus fertiles, s'ils n'avaient pas été retenus par leurs douces libertés : ainsi nous trouvons que les *fori Aragonum universales* et d'autres codes du pays, contiennent beaucoup plus de mesures jalouses pour assurer la vie, la liberté et la propriété du peuple, toujours en exceptant les Juifs dont la législation aragonaise ne daigne pas s'occuper, que l'on n'en peut rencontrer en aucun autre lieu. Outre le privilége déjà mentionné, d'échapper, par la défense du justicier, aux tribunaux inférieurs, tous les procès devaient être poursuivis publiquement; la torture n'était permise que dans un seul cas, pour accusation de fausse monnaie. Mais l'avantage sera trouvé plus favorable encore au peuple, si l'on compare ses codes avec ceux des nations voisines. Là où le soupçon populaire devait être si facilement provoqué et la résistance populaire si promptement concentrée, il y avait peu à craindre des usurpations de la couronne; et en effet, nous trouvons que les vrais tyrans de l'Aragon n'ont jamais été des rois, mais des nobles. La nation n'était pas satisfaite encore de surveiller les mouvements du roi au moyen des cortès, pour le même objet il y avait une députation du gouvernement à Saragosse, consistant en huit membres, deux de chacun des quatre *brazos* de l'état. Ces huit députés, qui étaient toujours choisis par les cortès, constituaient une représentation véritablement nationale investie du pouvoir de convoquer des assemblées extraordinaires des cortès. Mais ces priviléges furent de peu de secours après l'avénement de Charles Ier (l'empereur Charles V), dont le despotisme, comme nous aurons occasion de le rapporter, pesa si fatalement sur les libertés de la Péninsule, et même au meilleur temps de la liberté populaire bien des infortunes encore frappèrent la nation.

« Je ne prétends point, dit Hallam, représenter la condition actuelle de la société en Aragon, aussi bien assurée que par des lois constitutionnelles : relativement à d'autres monarchies, comme je l'ai déjà observé, il semble qu'il y eut moins d'excès de la prérogative royale dans ce royaume. Mais les habitudes licencieuses d'une aristocratie féodale prévalurent très-longtemps. Nous trouvons dans l'histoire des exemples de guerre privée entre les grandes familles étendue au point de troubler la paix de toute

la nation, même jusqu'à la fin du quinzième siècle. Le droit de venger les injures par les armes, et la cérémonie du défi solennel d'un ennemi sont conservés par les lois. Nous rencontrons même l'ancien usage barbare de payer une composition au parent d'un homme immolé. Les citoyens de Saragosse étaient souvent turbulents, et un noble réfractaire bravait souvent les ministres de la justice (1). »

La Catalogne et Valence furent toujours distincts de l'Aragon, pour le gouvernement et pour les lois. Chacun de ces états avait ses cortès, consistant en trois ordres, les prélats, les nobles et les députés ; tous aussi obstinément attachés à leurs priviléges que ceux d'Aragon. Les Catalans étaient obstinés dans leur attachement pour leurs anciens usages et leur aversion contre l'incorporation à tout autre peuple de l'Espagne. Leur caractère national étant fier et indépendant, dans aucune partie de la Péninsule l'aristocratie territoriale ne maintint de si vastes priviléges ; et les citoyens étaient fiers à juste titre de leurs richesses acquises par l'industrie, et de la renommée de leur valeur. A l'avénement de Ferdinand Ier, qu'ils n'avaient pas beaucoup désiré, les Catalans l'obligèrent à jurer successivement de maintenir leurs libertés avant de vouloir prêter le serment d'allégeance. Pour Valence il semble que Jacques le Conquérant ait eu le projet d'établir une constitution à peu près analogue à celle de l'Aragon, mais avec les limites qu'il devait imposer, prenant soin que les nobles des deux royaumes n'acquissent point un accroissement de force par leur union. Sous les règnes de Pierre III et d'Alphonse III, l'un des principaux objets réclamés par les barons d'Aragon fut l'établissement de leurs propres lois à Valence, et jamais les rois n'adhérèrent à cette demande. Toutefois ils permirent que les possessions des Aragonais dans ce royaume fussent gouvernées par la loi d'Aragon. Ces trois états, l'Aragon, Valence et la Catalogne, furent perpétuellement unis par une loi d'Alphonse III ; et chaque roi à son avénement était obligé de jurer de ne jamais les séparer. Quelquefois des cortès générales des royaumes et de la principauté étaient réunies, mais les membres, même dans ce cas, ne siégeaient pas ensemble, et n'étaient unis qu'en ce qu'ils se trouvaient dans la même ville.

Le Catalan était toujours plus fier que le Valencien ; le dernier était habituellement appliqué aux avantages du trafic, tandis que le premier, plein du sentiment de sa gloire passée, orgueilleux de sa liberté immortelle, se distinguait et se distingue encore par son attachement à l'honneur, par sa valeur et son patriotisme (1). Son principal défaut venait de son esprit féodal ; le serf était dans un état plus dégradé que dans tout autre pays voisin ; et sa condition était déplorable, même à la fin du quinzième siècle (2).

Les lois et le gouvernement de la Navarre sont représentés comme étant les mêmes en substance que celles d'Aragon. Originairement il en était sans doute ainsi ; mais les princes français doivent avoir fait quelques additions ou altérations au code national. Au reste c'est là un sujet sur lequel nous avons peu de notions, et dont l'étude ne pourrait être poursuivie qu'au milieu des archives

(1) *Fori Aragonum universales*, de Manifestationibus personarum ; de Custodia reorum ; de Judiciis, et alii tituli. Blancas, *Rerum Arag.* Sempère, *Histoire des Cortès*, c. 20 et 21. Hallam. *État de l'Europe*, II, 86.

(1) *Le fier Catalan*, telle était l'expression par laquelle Napoléon désignait ce peuple qu'il connaissait trop bien.

(2) Hallam, *État de l'Europe*. Zurita, *Anales de Aragon*, dans les règnes de Jacques le Conquérant et d'Alphonse III. Blancas, *Rerum Arag.*

manuscrites du royaume. Quant au Portugal, ses institutions politiques, son administration intérieure, ses lois civiles et criminelles et tout son développement matériel et intellectuel pourront être étudiés dans l'excellente histoire de ce royaume, par M. Schœfer, qui fera partie de la présente collection.

CHAPITRE XVII.

LITTÉRATURE, SCIENCES, ARTS.

Depuis le huitième jusqu'au commencement du douzième siècle, peut-être même plus tard encore, le latin fut la seule langue employée dans les testaments, les diplômes, les décrets des conciles et les écrits des auteurs. Longtemps la langue latine s'était fixée de préférence en Espagne où elle était parlée, écrite avec plus de facilité, avec plus de pureté même que dans aucune autre partie de l'Europe. La plupart des lecteurs trouveront étrange que pendant les huitième et neuvième siècles des maîtres fussent appelés de la Péninsule aussi bien que d'autres points de l'Europe pour enseigner le latin en Italie, son berceau. Cependant le fait est hors de doute. Les fréquentes irruptions des barbares dans cette contrée fatale avaient détruit les monuments de la civilisation, avaient tellement corrompu l'idiome indigène, qu'il eût été inintelligible à un Romain, et avaient banni le goût des modèles classiques de l'antiquité. Sans l'Église, tout vestige de la langue romaine aurait probablement disparu. Il était indispensable d'en avoir une certaine connaissance, si faible qu'elle fût, avant de recevoir les ordres sacrés; et, quoique la majorité se fût contentée sans doute de comprendre simplement les prières récitées à la messe; un petit nombre voulait remonter plus haut, et puiser aux sources si pures de Cicéron et de Virgile. A la fin, en Espagne comme en Italie et en France, l'ancien langage devint corrompu : trois causes ont été assignées à cette corruption : la première et la plus naturelle fut l'invasion des Arabes. L'introduction des mots arabes dans la langue indigène peut être suivie jusqu'au huitième siècle, et elle est bien plus visible dans les noms propres que dans les noms communs; et quoique dans les dernières époques la dernière espèce de mots ait subi de nouvelles inflexions selon l'idiome dominant; leurs racines sont essentiellement arabes. Ainsi Valladolid est probablement une corruption de *balad-walid*, la cité de Walid, et non pas de Valle-de-Olito. De la même manière *escurial* est dérivé de *escuria* qui dans le langage arabe signifie la place des rochers, et non de *Æsculus* ou chêne : hypothèse suffisamment prouvée par la stérilité et le sombre aspect du canton où le palais, portant ce nom, élève ses tours au-dessus de la scène sauvage. En vain l'on a essayé de tirer *guada* ou *guad*, rivière, affixe si commun aux noms de lieux et de rivières dans l'Espagne centrale et méridionale, du latin *vadus*. Guadalquivir, Guadalete, Guadiana, etc., sont incontestablement arabes. Il y a bien des exemples où le *v* ou l'*u* latin est transformé en gu ; ainsi de Wilhelmo, Wifredo, on a fait Guillermo, Guifredo ; mais

ce changement ne prévalut que dans les parties septentrionales de la Péninsule, tandis que les mots composés de *guad* ne se trouvent que là où étaient fixés les Maures. Le changement subi par la rivière *Ana*, que les Arabes nommèrent la *Guadiana*, et qui a toujours conservé ce nom, doit mettre fin à cette vaine discussion. *Medina*, cité, est fréquemment placé comme préfixe à des noms propres, comme dans Medina-Sidonia, Medina-Celi, Medina del Campo. *Ben* ou béni, fils en arabe, n'est pas moins fréquent comme affixe à des noms de villes et de villages, spécialement dans le royaume de Valence. Algarve, Badajoz, Gibraltar, etc., portent les marques de leur dérivation; et les signes sont encore plus frappants dans d'autres noms : azofar, albeitar, algebra, alambique, altroge, alcazar, alcalde, arrabal, bodas, avec les noms de la plupart des plantes, et un nombre infini d'autres encore, sont purement arabes (1) 2° L'ignorance du vulgaire fut la seconde cause de la corruption de la latinité. Ceux qui vivaient sur des territoires soumis aux étrangers, non-seulement faisaient entrer dans leur langage journalier les mots qui étaient d'extraction étrangère, mais encore ils apprenaient à altérer les inflexions de ceux qu'ils conservaient. Ainsi la déclinaison finit, et les relations commencèrent à être exprimées par des prépositions. En Espagne la marche est suffisamment saisissable. L'ablatif singulier fut souvent pris comme le nominatif; ainsi clerc, de clerus; breve, de brevis; largo, de largus; libre, de liber; duro, de durus; et le pluriel fut formé par l'addition de *s*; cleros, largos, libros. Les savants eux-mêmes écrivaient quelquefois dans l'idiome corrompu. Ainsi Elipando, évêque de Tolède, dans une lettre écrite vers la fin du huitième siècle, à Félix, évêque d'Urgel, dit : « Domine Felice, sciante vos reddo quia vestro scripto accepi. » — « Ego vero direxi vobis scriptum parvum de fratre militare. » — « Fgove direxi epistolam tuam ad cordoba. » Ainsi naquirent les idiomes modernes de la Péninsule; le catalan, le castillan et le portugais; et ils s'avancèrent pas à pas, s'éloignant de leur origine, jusqu'à ce qu'ils atteignissent leur forme présente. Mais si le vulgaire corrompit ainsi de bonne heure la langue usuelle parlée, si les écoliers, qui désiraient être compris, se trouvaient dans la nécessité de l'imiter, cependant le latin continua à être la langue des cortès, ou si on le préfère, des conciles nationaux, des lois et des édits publics : il servit à rédiger la plupart des *fueros* municipaux. Il fut employé dans les tribunaux jusqu'à ce que Ferdinand le Catholique fit traduire le *liber judicum* en langue vulgaire. 3° Les relations des Francs et des Catalans sont la dernière des causes assignées à la corruption de la latinité espagnole; mais nous pouvons douter si son influence a été aussi grande que certains écrivains l'ont prétendu. Il est incontestable qu'une abondance de mots français ou au moins provençaux doit se trouver dans le catalan; mais le catalan exerçait peu d'influence sur le reste de l'Espagne; le pays était dans le fait séparé de la Navarre et de la Castille par les États mahométans d'Aragon, qui ne furent pas détruits avant le douzième siècle (1).

Ce serait une vaine tentative de vouloir fixer l'origine précise des divers dialectes de l'Espagne. Tout ce que l'on peut dire, c'est que celui de Catalogne est probablement le plus ancien; le Castillan n'était certainement pas formé dans le onzième siècle; le plus ancien monument existant, le poëme

(1) Le nombre de mots arabes dans la langue espagnole s'élève, dit-on, à plus de deux mille.

(1) Ximenes, *de Rebus Hispanicis*, l. IV, c. 16. Casiri, *Bibliotheca*, t. I, p. 248. *Sarmento de nomine Escurial.* Aldrete, *del Origen de la lingua Castellana.* Elipando, *Epistola ad Filium.* Masdeu, *España Arab.* Mayans y Siscar, *Origen de la lingua Española*, p. 1. Bouterwerk, *Histoire de la littérature espagnole*, introduction.

du Cid, ne peut être placé dans une période antérieure à l'an 1200; et si nous prenons le milieu du douzième siècle, comme l'époque première du dialecte, probablement nous ne serons pas loin de la vérité. Nous pourrions trouver fort étrange que Bouterverk, l'auteur allemand de l'histoire de la littérature espagnole, ait affirmé que, « la langue castillane, maintenant appelée langue espagnole, existait, avant la conquête maure, dans les parties septentrionales et centrales de la Péninsule, » si un écrivain espagnol n'avait déclaré auparavant que le *fuero juzgo* ou la traduction castillane du *codex legis Wisigothorum* était antérieur à la chute de la monarchie gothique; mais des assertions sans aucune apparence de preuves pour les appuyer, bien plus en opposition directe avec les témoignages de l'autorité et de la raison, ces assertions sont trop communes pour exciter la surprise.

Nous allons passer en revue les produits de la littérature de la Péninsule chrétienne dès son commencement, laissant de côté les noms obscurs, et nous arrêtant sur ceux qui méritent une sérieuse attention et surtout sur les monuments qui ont droit à être appelés nationaux; l'on ne peut s'attendre ici à de grands développements, la littérature espagnole est un immense sujet qu'on ne peut traiter que dans un ouvrage spécial, après avoir exploré les grandes bibliothèques du pays. L'on doit beaucoup regretter que les deux Mohedunos n'aient pas vécu assez longtemps pour accomplir la tâche qu'ils avaient entreprise, quel que soit le nombre des volumes pour la courte période dont ils se sont occupés.

I. Historiens. Durant le huitième siècle nous ne trouvons qu'un historien, *Isidorus Pacensis*, dont l'ouvrage si fréquemment cité dans notre premier volume vient jusqu'en 754. Beaucoup de débats se sont élevés au sujet du siége occupé par Isidore; mais Florez, le savant auteur ou plutôt compilateur de tant de volumes de l'*Espana sagrada*, a prouvé que *Beja*, en Portugal, et non pas *Badajoz*, représente *Pax Julia*; de là l'épithète de *Pacensis*; l'ouvrage de ce prélat quoique d'un style barbare et sur un ton de plainte un peu déclamatoire, est d'un grand prix puisque c'est la seule autorité sur le déclin et la chute de la monarchie gothique. Ce ne fut pas son unique composition, lui même fait allusion à deux autres ouvrages historiques dont malheureusement il ne reste aucun souvenir. Le neuvième siècle a deux historiens: Sébastien de Salamanque, qui écrivit une chronique des rois nationaux, depuis Receswinthe, jusqu'au règne d'Alphonse III par les ordres duquel elle fut rédigée: Cette chronique n'est pas moins utile que celle d'Isidorus Pacensis, puisque c'est la principale autorité que nous ayons pour l'histoire de la régénération espagnole par les Asturies. Quoique le bon évêque ne vécut qu'un siècle et demi après le temps de Pelage, il n'hésite pas à rapporter quelques miracles, et l'on s'aperçoit à son ton naïf qu'il a une foi entière dans son récit; une autre histoire appelée *chronicon albeldense*, parce qu'elle est écrite par un moine anonyme de cet endroit, commençant avec Romulus, et finissant par le règne du même Alphonse a aussi une grande valeur; elle est composée dans un esprit plus judicieux; et, plus heureuse que celle de Sébastien, elle est arrivée intacte jusqu'à nos jours; elle fut continuée dans le siècle suivant par Vigila, du même couvent, qui la conduisit jusques dans l'année 976. Le principal mérite de cette continuation est de nous présenter les premières notions sur les rois de Navarre. Dans le onzième siècle la chronique de Sébastien fut continuée par Sampiro, évêque d'Astorga, qui ne va pas plus loin que 982; peut-être fut-il arrêté par la mort au milieu de sa tâche, ou plus probablement il ne se soucia point de parler des deux princes ses contemporains, Bermudo II et Alphonse V. son ouvrage ne manque pas de mérite; mais, comme celui de Sébastien il a eu le malheur d'être altéré par la main de Pélage évêque d'Oviedo. Dans le siècle suivant, (le douzième) vivait le *moine de Silos* qui

poussa l'histoire nationale jusqu'au règne d'Alphonse VI et Pélage, évêque d'Oviedo, qui continua la chronique de Sampéro depuis Bermudo II jusqu'au temps du même Alphonse. L'histoire de Compostelle, écrite par deux évêques du même siècle, sur le commandement de l'archevêque, est principalement remarquable par le blâme virulent de la reine Urraca et pour les éloges donnés à l'archevêque dont la conduite en quelques occasions pouvait avoir été factieuse et en général hautaine et dominatrice. Quelques chroniqueurs anonymes vécurent aussi dans ce siècle; l'un d'eux, l'auteur de la chronique d'Alphonse, l'empereur, l'emporta sur tous ses devanciers non-seulement par l'élégance du style, mais par la vivacité du récit. Il est le premier qui s'occupa de la description des lieux, et il n'a pas été surpassé dans les qualités nécessaires à un historien, par les écrivains postérieurs jusqu'à la fin du quinzième siècle. A la même époque appartiennent les auteurs anonymes du *chronicon lusitanum*, des *annales complatenses* et du *chronicon complatense* qui rapportent quelques événements, mais d'une manière si abrégée qu'ils semblent n'offrir que de simples tables de faits et de dates. Dans la même classe peuvent se ranger les chroniqueurs anonymes du siècle suivant, du *chronicon burgense* des deux premières parties des *annales toledanos* et d'autres. La simple mention des noms de ces obscurs écrivains ou des titres de leurs ouvrages n'offrirait aucune espèce d'intérêt (1).

Toutefois deux écrivains du treizième siècle, don Lucas, évêque de Tuy en Galice et don Rodrigo Ximenes, archevêque de Tolède méritent une mention plus particulière. Ce dernier écrivain, né à Roda en Navarre, fit son éducation à Paris. Il paraît d'abord s'être attaché à son propre souverain Sancho V, roi de Navarre, qui l'employa à négocier la paix entre ce royaume et la Castille. La manière dont il remplit sa mission lui attira la faveur du roi Alphonse qui le nomma, en 1192, évêque de Siguenza, et à la mort de Martin, archevêque de Tolède, en 1208 il lui succéda dans cette haute dignité. Il montra un grand zèle dans les guerres fréquentes avec les Maures, et à la victoire éclatante de *Las navas* de Tolosa, son pennon fut le premier qui pénétra dans les masses épaisses des *almohades*. C'était lui qui avait proclamé la croisade en Espagne, et telle était son humeur guerrière, qu'à la tête de ses propres vassaux, il fit de fréquentes incursions sur le territoire mahométan. Sa faveur était grande auprès des rois de son temps, particulièrement de Saint Ferdinand, et rien n'était fait sans son avis. son zèle pour la science n'était pas moins ardent que pour la destruction de l'ennemi commun. Il persuada au roi de Castille de fonder l'université de Palencia, et d'échapper ainsi à la nécessité d'envoyer les jeunes gens de l'Espagne se former dans les pays étrangers.

On dit qu'il donna une grande preuve de son savoir au quatrième concile de Latran, lorsqu'il harangua les pères en latin élégant, selon le véritable esprit, et charma les nobles séculiers et les ambassadeurs en conversant avec eux dans la langue maternelle de chacun. Il parlait l'allemand, le français, l'italien et même l'anglais, avec une telle facilité et une telle abondance, qu'il fût déclaré supérieur à tous les prélats qui ont paru depuis les temps apostoliques; c'est là sans doute une exagération, mais l'exagération prouve le fait. Il mourut en France en 1247 après avoir assisté au concile de Lyon convoqué par Innocent IV. Ses restes furent amenés en Castille et déposés dans le mo-

(1) Sandoval, *Historia de los cinco Obispos*. Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, l. VI et VII. Florez, *España sagrada*, t. VIII, XIII, XIV, XVII, XX, XXI, XXIII. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, par Hermilly, t. II, l. III (écrivains natifs d'Espagne). Masdeu, *España Arabe*, l. II, p. 182.

Cette université, sous le règne d'Alphonse le Sage, fut abandonnée pour la nouvelle érigée à Salamanque.

nastère de Huerta de l'ordre de Citeaux (1). parmi ses ouvrages quelques-uns sont encore manuscrits, d'autres ont été publiés. Son *rerum in Hispania gestarum chronicon* et son *historia arabum* sont les plus précieux (2). Il est incontestablement supérieur à tous les écrivains antérieurs sur ce sujet, et mérite le nom de père de l'histoire. Sa crédulité cependant n'est pas renfermée dans de justes bornes. — Don Lucas, probablement natif de Léon, était personnellement connu de Rodrigo. Tandis qu'il était diacre, la dévotion du siècle le conduisit à Rome, à Constantinople et à Jérusalem; à son retour il moutra une grande sévérité contre ceux de ses compatriotes qui avaient embrassé l'hérésie des Albigeois. Ce fut probablement pour son zèle en cette occasion qu'il fût élevé au siége de Tuy. Il mourut en 1250. Berengère mère de Ferdinand III, lui proposa d'entreprendre le *chronicon mundi* ouvrage qui finit avec la réduction de Cordoue en 1236. Le style n'est pas mauvais quoiqu'il soit souvent obscur et saccadé; mais le livre est précieux comme contenant des faits omis par l'archevêque. Son traité contre les Albigeois a été publié par Mariana. On a beaucoup discuté pour savoir s'il écrivit la vie de saint Isidore ou la traduction de l'ouvrage de ce prélat. Ce que le lecteur curieux peut désirer savoir sur ce sujet se trouvera dans l'ouvrage de Nicolas Antonio (1).

Omettant de rappeler ici deux ouvrages historiques, encore manuscrits, nous passons à Alphonse le Savant fils de saint Ferdinand; nous parlerons de ses travaux poétiques et mathématiques, lorsque nous arriverons à ces parties de notre sujet; notre présent examen se portera sur l'histoire connue sous son nom. La *chronica* générale d'*Espana*, contenant les annales du pays, depuis sa population fabuleuse, immédiatement après le déluge, jusqu'à la mort de Ferdinand III, fut écrite, comme nous l'apprend la préface, par l'ordre exprès du roi. Mais d'après l'usage de la première personne plurielle employée dans ce prologue, et d'après les habitudes littéraires d'Alphonse, on peut inférer avec raison qu'il eut une part considérable dans sa composition. Un manuscrit affirme positivement qu'elle fut composée *compuesta* par lui; mais cette copie n'est pas aussi ancienne que les autres qui portent *que mandò fazer*. Ce serait une vaine tentative de déterminer la portion sortie de la plume royale. La plus grande partie de cet ouvrage est compilée de saint Isidore, d'Isidore de Béja, de Sébastien Sampiro, du moine de Silos, et surtout de Rodrigue de Tolède. Mais si pour une portion importante de cet ouvrage il dut beaucoup aux historiens qui viennent d'être nommés, il n'eut pas moins d'obligations aux faiseurs de ballades, ou peut-être aux traditions prosaïques du siècle. Le quart de la *chronica* générale est composé principalement de fables, dont beaucoup se rapportent au célèbre Rodrigue de Bivar. Ce peut être même une question si les nombreuses ballades sur ce douteux personnage ne sont pas entièrement fondées sur la *chronica*, car dans leur forme actuelle elles sont beaucoup plus modernes que l'histoire elle-même.

(1) Voici toute l'épitaphe de Rodrigue, telle qu'elle se trouve dans Nicolas Antonio :

Angelicis manibus ad sidera tollitur iste
Cœli nominibus sociandus : — Laus tibi, Christe!
De cujus morte soli bene contigit hortæ.
Præsulum gemma, totius gloria gentis,
Lux, decus Hispaniæ, verus fons, arca Sophiæ;
Et pius et mitis, cunctis uberrina vitis
Extitit alumnis, caruit sua vita calunnis.
Mater Navarræ, nutrix Castellæ, Toletum
Sedes, Parisis studium, mors Rhodanus, horta
Mausoleum, cœlum requies, nomen Rodericus.

(2) Tous ses ouvrages peuvent se trouver indiqués dans Nicolas Antonio, l. VIII, c. 2.

(1) Florez, *España sagrada*, t. XXII. Nicolas Antonius, *Bibliotheca vetus*, l. VIII.

Quoi qu'il en soit, cette chronique est un des livres les plus curieux et les plus intéressants dans la langue espagnole (1).

On peut douter si dans le quatorzième siècle une autre histoire générale d'Espagne ne fut pas composée par ordre d'Alphonse XI. Garibay affirme positivement qu'il y en eut une, tandis que Sandoval soutient que ce fut seulement la chronique générale. C'est peut-être la continuation du précédent ouvrage conduite depuis la mort de Ferdinand III jusqu'à la dernière partie du règne d'Alphonse. Ce roi vit encore don Juan Manuel qui, outre quelques morceaux poétiques, écrivit une chronique des événements de son temps; lui-même fut souvent un acteur important et funeste dans les agitations qu'il indique. Son ouvrage est une simple table de faits et de dates, ce qui paraît assez étrange de la part d'un poëte; mais à cette époque on regardait le devoir d'un historien général comme accompli lorsqu'il avait rapporté les événements les plus frappants sans commentaires. Heureusement les historiens généraux commencèrent à faire place aux chroniques particulières de chaque roi, qui, si elles étaient composées sans méthode et dépourvues de réflexions, s'arrêtaient au moins sur les faits, et mettaient le lecteur en état de se former une idée plus juste du caractère royal, qu'il n'aurait pu l'obtenir au moyen d'une description étudiée. Ainsi à Fernando Sanchez de Tovar, chancelier de Castille dans ce règne, ne sont pas attribuées moins de trois chroniques, l'une d'Alphonse X, la seconde de Sancho le Brave, la dernière de Ferdinand IV. Le règne d'Alphonse XI fut écrit sous celui de son fils illégitime Henri II, par Juan Nunez de Villasan. La série de rois fut continuée par Pedro Lopez de Ayala, qui écrivit les vies de Pierre le Cruel, Henri II, Juan I[er] et Henri III. Cet historien eut le singulier bonheur d'être successivement connu et apprécié par les quatre souverains. Le caractère du premier semble l'avoir rebuté, car il alla rejoindre le comte de Transtamare, et eut le malheur d'être fait prisonnier à la bataille de Najera; il ne put obtenir sa liberté qu'au moyen d'une forte rançon, et probablement que si Pierre avait pu céder à son désir de vengeance, Ayala eût payé sa désertion de la vie. Il assista à une autre action non moins désastreuse, celle d'Aljubarota, où il fut pris par les Portugais; mais à son retour il trouva d'amples récompenses de ses services et de ses souffrances, et fut élevé aux plus hautes dignités de l'État. C'était un homme supérieur; il se livra à l'étude des meilleurs écrivains de l'antiquité, particulièrement de Tite-Live et de saint Grégoire, dont il traduisit une partie des ouvrages, et c'était évidemment un profond observateur de la vie humaine. Ses *Chronicas de los reyes de Castille* sont rangées parmi les produits les plus utiles de toute la littérature historique de l'Espagne (1). Son principal défaut est de négliger l'importance relative des événements aux yeux de la postérité: ainsi, sur ceux que la postérité aurait été intéressée à connaître, qui donnaient un caractère au siècle, il a été bref, tandis que sur d'autres dont l'effet s'éteignit avec les principaux acteurs, il s'étend jusqu'à satiété. Un autre écrivain de cette époque mérite une mention honorable, c'est Ruy Gonzalez de Clavijo qui, avec deux autres, fut envoyé par Henri III en ambassade auprès du terrible Timur, et qui écrivit un rapport intéressant sur ce conquérant et sur sa propre mission. La chronique de don Alvaro de Luna, par un écrivain anonyme, et celle de Juan II, par Fernando Perez de Gusman, contiennent des matières importantes; mais elles sont traitées d'une manière bien infé-

(1) Nicolas Antonio. Ferreras et la *Chronica de España.*

(1) Il laissa imparfaite la *Chronique de Henri III*, qui fut continuée par d'autres mains.

rieure à celle d'Ayala. Le même jugement peut être porté sur l'*historia Hispana*, de Rodrigo Sanchez de Arevalo, ou histoire générale d'Espagne, depuis les premiers temps jusqu'au règne d'Henri IV, dont les actions sont rapportées avec un soin particulier et avec une partialité marquée par cet évêque. Nous ne pouvons donner une opinion sur la longue chronique de ce roi, par Diego de Valero, car nous ne l'avons jamais vue. Selon Lucius Marinæus Siculus, l'auteur était plus ingénieux qu'instruit. Nous ne connaissons pas davantage une autre chronique, aussi manuscrite, d'Henri, par Alphonso de Palencia. L'ouvrage de Hernando del Pulgar, *Cronica de los senores reyes catolicos don Fernando y dona Isabelle*, est d'un ordre supérieur pour l'importance des faits, l'intérêt général, et l'agrément du style. Les décades d'Antonio de Nebrija qui s'étend si longuement sur les principales transactions des souverains catholiques, sont également utiles, quoique moins intéressantes. Comme les autres historiens de ces règnes vécurent dans le temps de l'empereur Charles V, ils appartiennent à l'histoire moderne de la Péninsule (1).

Tous les annalistes que nous venons de citer ont écrit les événements de Castille et de Léon, nous allons maintenant signaler rapidement ceux des autres royaumes, non point séparément, mais selon qu'ils se présenteront dans l'ordre des temps.

Si nous exceptons une sèche chronique des Goths, composée dans le onzième siècle, et publiée par Brandaon dans le troisième volume de la *monarchia Lusitana*, le premier fut le moine anonyme de Dipal, qui commença les *Gesta comitum Barcionensium*, ou l'histoire des comtes de Barcelone, et qui paraît avoir vécu dans le douzième siècle. Ensuite vient un royal historien, Jacques le Conquérant, qui écrivit dans son idiome maternel d'Aragon un récit de ses propres actions (1). Cet ouvrage, que nous n'avons pas pu consulter, est jugé favorablement par le biographe du roi, Miedes, qui lui attribue la plus rigoureuse exactitude, en reconnaissant la rudesse du style. Comme César, Jacques, nous dit-on, toutes les fois qu'il laissait reposer un instant son épée, prenait la plume pour détailler ses propres exploits; parlant de lui, comme le dictateur, à la troisième personne. Comme nous n'aurons pas l'occasion de mentionner ce prince, nous pouvons ici nous arrêter un instant à un autre de ses ouvrages dont le manuscrit orne la bibliothèque de l'Escurial; c'est un traité sur la sagesse, de *la saviesa*, contenant des sentiments moraux copiés des anciens moralistes et philosophes. Le *specimen* suivant, extrait par un savant éditeur de la *Bibliotheca vetus*, peut donner quelque idée de la manière du royal auteur :

« *Dedi cor meum ut scirem prudentiam et doctrinam, erroresque et stultitiam.* Ce sont les paroles de Salomon, contenues dans un livre appelé Ecclésiaste, et leur sens est celui-ci : Je donnais mon cœur pour connaître la sagesse et science, et aussi les erreurs et les folies, afin que je pusse m'en préserver. La sagesse, on en manque pour

---

(1) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, l. IX, c. 6 et 7, et l. X, c. 1-16. *Chronica* domini Joannis-Emmanuelis. Pedro Lopez de Ayala, *Cronica de los Reyes de Castilla*, et Ruy Gonsalez de Clavijo, *Historia del gran Tamerlan*, passim. Aussi *Cronica del gran condestable de Castilla*. Fernando Perez de Guzman, *Cronica del serenissimo rey don Juan II*. Rodericus Santius, *Historia Hispana*. Hernando del Pulgar, *Cronica de los senores Reyes catolicos*. Ælius Antonius Nebrissensis, *Decades*, etc.

(1) Voici le titre : *Cronica o commentari del gloriosissim e invictissim rey en Jaeme rey d'Arago, de Mallorques e de Valencia, comte de Barcelona e de Urgell, et de Muntpellier, escreta per aquell en sa lingua natural, et treita del archiu del molt magnifich rational de la insigne ciutat de Valencia, hon estuva custodita.* Valencia, 1557.

soi-même en apprenant pour d'autres ; car comment un homme peut-il se préserver d'une chose, à moins de connaître ce qu'elle est ? C'est pourquoi moi, roi don Jayme, voyant ces choses, j'ai travaillé pour acquérir les moyens de connaître ce que Salomon désirait comprendre pour sa propre utilité. Comme lui je donne mon cœur pour les apprendre, et dans ma recherche je rencontre beaucoup de belles paroles dans les anciens philosophes ; et quoique la théologie contienne en elle-même la perfection de l'intelligence et de la raison, cependant les sentiments de ceux qui ne furent pas chrétiens ne peuvent faire tort, ils doivent plutôt nous profiter. Ainsi Sénèque : « *Soleo transire in aliena castra non tanquam profuga, sed tanquam explorator, etc.* » (1).

Passant un historien anonyme de Catalogne, dont l'ouvrage ne paraît avoir été vu que par le seul Zurita, nous arrivons à Bernard de Sclot, qui vivait sous les règnes de Jacques et de Pierre, et qui écrivit dans sa langue maternelle, le catalan, une histoire de la principauté où il était né, et des rois d'Aragon, postérieurement à la réunion des deux États. Nous n'avons pu nous procurer cet ouvrage, pas plus que la Biographie du roi Jacques, par Raymundo Montaner, composé dès le quatorzième siècle. A la même époque vivaient les auteurs anonymes du *Chronicon Barcionense* et du *Chronicon Ulianense*, qui tous deux malgré leur sécheresse nous ont beaucoup servis précédemment. En Aragon nous avons Pierre IV qui, à l'imitation de son illustre prédécesseur Jacques, daigna écrire les principaux événements de son règne. Le quinzième siècle est le plus fécond en historiens. Nous avons :

1° Une histoire des rois d'Aragon et des comtes de Catalogne, par Juan Fuencas ;

2° Charles, prince de Viana, le premier historien national de la Navarre, ou du moins le premier sur lequel nous puissions avoir quelques notions. L'ouvrage de ce malheureux prince commence avec l'origine fabuleuse du pays, et finit avec l'avénement de Charles le Noble. Il n'a jamais été imprimé, probablement parce qu'il ne mérite pas de l'être ;

3° Mathæus de Pisano ;

4° Gomez Eannes de Zurara ;

5° le Père Tomich, Catalan, dont nous avons parcouru l'histoire des rois d'Aragon et des comtes de Catalogne, et nous en avons vu assez pour nous convaincre qu'il était complétement indigne de servir de guide historique.

Les autres historiens de cette période, tels que Lucius Marinæus Siculus, Zurita, Moret, tous célèbres de nos jours, vinrent assez longtemps après les événements qu'ils rapportent, et ne peuvent donc se placer ici (1). Il n'y a

(1) Le philologue ne sera point fâché de voir le passage original :

« *Dedi cor meum ut scirem prudentiam, et doctrinam, erroresque et stultitiam.* Salomo dice esta paraula en un libro que es dit *Aclesiastis*, e l'enteniment es aquest. Yo domi mon còr que sabes doctrina è saviesa e error et follia per guardarsi. Saber volch, aver pera si é doctrina pera altrès per co com destes coses n'os sab hom guardar sino les enten. Per coyo rey en Jachme ven aquestes coses, esforcem d'apprendre conn les sabes les quale Salomo volch pera si : e domo mon cor per saber aquelles ; è dema nan acò, trobe paraules bones de philosopho anticho ; et ja dià que en theologia sia tot compliment d'enterniment et de sên : les bones paraules que dixeren aquells que no foren chrestians eo es danis en saber, an es profit : que dice Seneca, solea transmire, etc. » Antonio, *Bibl. vet. a Bayerio*, t. II, l. VIII, p. 70.

Certes le roi Jacques n'aurait point acquis autant de gloire avec sa plume qu'avec son épée.

(1) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*. Marca, *Limes Hispanicus*. Ferreras, par d'Hermilly, *Histoire générale d'Espagne*, etc.

point à disputer beaucoup sur les temps où vécurent les précédents écrivains; mais il en est quelques autres dont il est impossible de déterminer l'époque, et que, pour cette raison, nous n'avons pu comprendre dans ce sommaire. Parmi ceux-ci se trouvent divers écrivains anonymes. Les ouvrages apocryphes ne peuvent être non plus insérés dans notre liste. Nous avons été plus minutieux en ce qui concernait les historiens d'Espagne, à cause du rapport intime du sujet avec celui de notre travail; mais nous ne pouvons entrer dans le champ presque illimité de la biographie. D'abord les ouvrages sont manuscrits, et, par conséquent, difficiles, souvent même impossibles à consulter; ils présenteraient d'ailleurs peu d'intérêt aux lecteurs, et il faudrait étendre à l'infini les bornes de notre histoire. Nous entrerons dans plus de détails sur la seconde branche de la littérature péninsulaire, la poésie : c'est un sujet plus intéressant pour le lecteur en général, et nous avons les moyens de le rendre plus attrayant par des extraits.

II. Poëtes. — Les poëtes latins de l'Espagne ne doivent pas nous occuper longtemps. Le premier est Théodulfo sans doute Espagnol de naissance, mais qui fut élevé en Gaule, et en définitive porté au siége d'Orléans. Ses hymnes, élégies et autres vers peuvent se voir dans la collection de Mabillon et Duchesne. San-Eulogio cultiva la poésie même dans sa prison de Cordoue, tandis qu'il souffrait pour la foi. Son *Ardor ingenii*, son *Decus eloquii* et sa *Fulgor Scientiæ*, sont exaltés par son contemporain le poëte Alvaro. L'abbé Sançon, le quatrième poëte du neuvième siècle est inférieur au reste, et mérite à peine d'être nommé. Au-dessus de tous est l'archi-prêtre Cipryen de Cordoue qui florissait dans le même siècle, et dont les hymnes se trouvent si fréquemment dans le bréviaire et le martyrologe espagnols. Ainsi nous avons des chants sur saints Jean et Paul; un autre sur saint Sisenando; un autre sur saint Paul, diacre; un quatrième sur saint Théodomire, abbé; un cinquième sur les saintes Émélia et Hieremia; un autre sur sainte Columba; un autre encore sur sainte Pomposa, tous martyrs de Cordoue, à l'exception des deux premiers. Le dixième siècle ne produit pas un seul poëte, si nous exceptons quelques auteurs anonymes de misérables épitaphes. On peut en dire autant du onzième dont on ne peut citer qu'une épitaphe sur le comte Raymond Ier; le douzième n'est pas moins stérile. Nous avons seulement Alo ou Halo, surnommé Grammaticus, qui fut sans doute le même que l'évêque d'Astorga (1122-1131), qui, dit-on, écrivit un poëme de *St.-Jacobi adventu* (1) en Espagne, et qui, nous le savons, composa quelques épitaphes et épigrammes. Dans le treizième nous n'en trouvons pas un; mais à l'ouverture même du quatorzième, nous avons Juan Egidio, franciscain de Zamora, qui avait été précepteur de Sancho le Brave. Parmi quelques volumes d'œuvres manuscrites encore existantes, principalement relatives à la théologie scolastique est un poëme de *Jesu et Maria*, dont nous ne pouvons nous empêcher de donner un extrait curieux pour la matière et la versification.

I.

Dicant illi qui damnati
Sunt ad vitam revocati
Sunt Mariæ precibus;
Dicat ille desperatus
Vitæ domus sum salvatus
De inferni faucibus.

---

(1) Juan Tamayo Salazar, auteur du *Martyrologe espagnol*, publia en 1648 ce qu'il prétendit être l'ouvrage original de Halo, *de Adventu*, mais ce que, en réalité, il emprunta principalement à Alvaro Gomez, poëte de Ciudad-Real, dans le seizième siècle. L'imposture a été bien exposée par Nicolas Antonio, l. VII, c. 7.

II.

Dicant omnes tribulati
Et peccatis onerati
Ubi sit refugium
Ad petendum et habendum,
Certe tute retinendum,
Ad Mariæ gremium.

III.

Ad hanc currunt omnes rei
Ut mannum jubilæi
Habet nostra servitus.
Ipsa lima peccatorum
Spes dolorum, schola morum
Via scalæ cœlitus.

Le poëme continue ainsi en strophes précieuses jusqu'à la fin :

Audi, Benignissime pater, peccatores ;
Per dilectum filium fac nos meliores.
Da nobis paracletum corrigentem mores.
O Virgo dulcissima, nobis hoc implores!

L'ouvrage suivant *de Consolatione rationis*, écrit partie en prose, partie en vers, fut composé vers 1325 par le maestro Pedro de Compostella. Sa singularité nous engage à en donner une courte analyse. L'auteur dans son sommeil est ravi par l'apparition d'une belle jeune fille, nommée *mundus*, qui, par les attitudes les plus lascives, essaie de l'attirer à l'amour des plaisirs mondains. Au moment même où il va consentir à ses désirs, arrive *Natura*, nymphe plus belle encore, qui se place entre les deux, et s'adressant au jeune homme, se met à discourir avec une grâce égale à son savoir sur les éléments, la nature des plantes et des animaux, les lois du mouvement, de la matière, les chants des oiseaux, etc. Survient une troisième femme incomparablement plus attrayante que les deux premières, et son nom est *Ratio*. Regardant ses deux rivales avec mépris et indignation, elle les traite de courtisanes habiles dans la flatterie et le mensonge, occupées à charmer l'inexpérience pour la conduire à sa ruine. Puis, se tournant vers l'auteur, elle décrit la beauté de ses compagnes, dont les premières sont la Grammaire, la Rhétorique et la Logique. Ensuite elle s'arrête à vanter les charmes de l'Arithmétique, la Musique, la Géométrie et l'Astronomie ; et elle leur ajoute d'autres sœurs ; les quatre vertus cardinales. Mais son sage discours produit peu d'effet sur le jeune homme qui se plaint de ce que les deux nobles dames l'ont quitté ; et il lui reproche de supposer qu'un art humain puisse résister à de tels attraits, ou refuser l'offre de tels plaisirs. Elle lui dit que leurs charmes n'ont pas de réalité, et ne sont en effet que difformités cachées ; et qu'il est sous un charme qui revêt d'une splendeur surnaturelle tous les objets autour de lui, même les sépulcres blanchis :

O juvenis captusque catenis carnis obesæ
Te lœsæ, cor habes? Tabes. Scis quod morieris?
Et superis cariturus eris, si verba puellæ
Bellæ corde tuo fatue sectaberis? Illa
Stilla manu, quamvis pravis blanditur ocellis,
Cum mellis calice inversa vice dando venenum
Sirenum modulis rapiens, capiens cor, etc.

Sur un autre point de la scène se dressent tout-à-coup *Caro, Avaritia, Gula* et d'autres vices, et tous s'efforcent de le gagner. Mais *Ratio* qui ne l'abandonne jamais, expose leurs caractères réels, et par degrés le détache du monde pour l'amener vers les choses divines. Cependant *Caro* continue toujours à l'occuper de certaines pensées; *Ratio* s'afflige ; et finit pourtant par les chasser en s'étendant sur les délices du paradis, les priviléges des élus, les louanges de Dieu et de la sainte Vierge, les mystères de la Foi, l'infirmité de la condition de l'homme : n'oubliant pas de faire un tableau des tourments de l'enfer. La bonne impression devenant ainsi plus profonde, il se hasarde à proposer certaines questions, quelques-unes suffisamment obscures touchant le péché originel, le libre-arbitre, la conception miraculeuse, et l'union hypostatique des

natures divine et humaine dans le Christ. Des réponses satisfaisantes, au moins pour lui, sont données par son institutrice ; en sorte qu'il abandonne les folies du monde, et est ravi dans la contemplation des vérités éternelles, qui lui donnent la félicité. De là le titre de la pièce, *Consolatio rationis*. A travers toutes ces inventions, l'auteur donne une connaissance de la philosophie naturelle, de la théologie et des sciences générales qui ne peut manquer de nous surprendre dans un poëte de la première moitié du quatorzième siècle. «*Utinam*, dit le savant Bayer, *non ille impeditissimum planeque puerile rhytmi genus in versibus consectatus fuisset* (1) ! »

La courte liste que l'on vient de voir ne comprend pas les poëtes dont les noms ou les époques ne peuvent être déterminés. Toutefois il en est peu dans ce cas, et ils sont encore ensevelis dans la poussière des bibliothèques. Passons maintenant à la poésie indigène ou nationale de l'Espagne.

L'origine de la poésie castillane peut être fixée à la moitié du douzième siècle quoiqu'il ne reste aucune pièce qui puisse être reportée à une date antérieure à l'ouverture du treizième siècle. Heureusement la publication des plus anciens poëmes de la langue par Sanchez, sous le titre de « Colleccion de poesias castillanas anteriores al siglo XIV, » nous fournit une date pour arriver à quelque notion satisfaisante sur ce sujet. Dans cette précieuse collection la langue des poëmes de Gonsalo de Berceo nous paraît presque aussi ancienne que celle du poëme anonyme du Cid ; cependant nous savons que le prêtre résidait dans le monastère de San-Millan entre les années 1220 et 1246. Des tentatives furent faites par quelques critiques pour le reporter jusque dans le onzième siècle. Mais ces critiques doivent avoir peu connu ses écrits : car, dans un de ses *Milagros de nuestra Senora*, il mentionne l'évêque don Tello, qui, d'après Rodrigue de Tolède, assistait à la grande bataille de las navas de Tolosa, en 1212. Il parle encore du règne de Ferdinand le Fortuné, petit-fils du roi Alphonse le Long, comme étant passé. Qui peut être ce prince, sinon Ferdinand le Catholique, dont la mère Bérangère était la fille du vainqueur de las navas de Tolosa ? Mais le père Romero, garde des archives dans le monastère de San-Millan, a produit quelques anciens titres parmi les témoins desquels paraît le nom du poëte ; le dernier porte la date du 31 décembre 1246. Ce serait une vaine tentative de rechercher combien de temps il survécut à cette année ; mais certainement il exista jusqu'au règne d'Alphonse X. Nous admettons volontiers que le poëme du Cid est plus ancien, peut-être d'un demi siècle. L'on a beaucoup disputé sur la date ; mais après avoir bien examiné l'état du manuscrit le plus ancien, l'on est amené à conclure qu'il porte le millésime de MCCCXLV, correspondant à l'an de Jésus-Christ 1307. Après tout le meilleur argument pour fixer l'origine de ce poëme curieux au commencement du quatorzième siècle doit être dans le langage lui-même. Il n'y a, nous le répétons, aucune raison de le croire de beaucoup plus ancien que celui de Berceo. La manière du premier est plus simple; mais cela peut avoir dépendu autant de la différence du génie des deux auteurs que du siècle. On pourrait aussi accorder à la diversité des provinces où ils naquirent une plus grande influence que l'on n'en suppose ordinairement. Le naturel de la Galice, de Léon ou même des régions limitrophes de la Navarre, de l'Aragon ou de Valence, emploierait un style plus ancien en apparence que ne ferait un habitant des deux Castilles. De nos jours même le style de beaucoup de personnes de l'Espagne sep-

(1) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*. Natulæ, ad *Bibl. vet.*, t. II, p. 151. Firmundus, *Opera varia*, t. II. Mabillon, *Vetera Analecta*, t. I. Theodolfi episcopi Aurelianensis *Carmina*, p. 410. Alvaro, *Vita beatissimi Eulogii*. Sanson, *Vida y escritos ineditos*. Cyprianus, *Epigrammata*.

tentrionale, ou même du nord-ouest, pourrait facilement être considéré comme appartenant au seizième siècle (1).

Le poëme du Cid, comme étant le plus ancien, occupe la première place dans la collection de Sanchez. Nous avons déjà donné la substance de ce curieux monument d'antiquité; nous pouvons donc passer à un autre. L'auteur de l'ouvrage nommé ci-dessus était inconnu. Gonzalo Berceo peut être regardé comme le plus ancien poëte dans le langage castillan : il confesse lui-même qu'il n'était pas assez savant pour écrire en latin; et d'après la manière dont il nous fait connaître son choix de la langue maternelle, nous devons inférer que la composition dans cette langue était encore nouvelle. Ses ouvrages ont un caractère entièrement religieux, et offrant peu de passages dignes d'appartenir à la poésie; ce sont en effet des chroniques rimées et des légendes de saints. Cependant elles sont d'un haut intérêt, plus puissant assurément que les compositions les plus achevées de la langue. Cet intérêt naît d'abord de la simplicité de la manière de l'auteur, et surtout de ce que les productions de Berceo sont pénétrées de l'esprit du temps plus profondément qu'aucune autre composition du moyen-âge, excepté seulement le poëme du Cid (2).

Des œuvres volumineuses de Berceo, la plupart ne peuvent réclamer ici notre examen. La vie de san Domingo Silos, de san Millan de la Coqulla, de santa Oria, le martyre de san Lorenzo, ne sont que des versifications des légendes reçues du temps. Les louanges de Notre-Dame, sa douleur à l'aspect de la passion de son fils, les signes qui doivent précéder le jugement dernier, un discours plein de dévotion et de doctrine

(1) Sanchez, *Colleccion de Poesias*, t. II, prologo. Romero, *Noticias del famoso poeta*, etc. Nic. Antonio, *Bibliotheca vetus*, l. VII, c. 1. Southey, *Chronique du Cid*, introduction.

(2) Sanchez et Nicolas Antonio, ubi suprà.

sur le sacrifice de la messe (1), rentrent par la manière dont ils sont traités, dans les sujets théologiques. Les *Milagros de Nuestra-Senora* offrent seuls des morceaux dignes d'être cités. Ces extraits seront donnés principalement en prose, et sans qu'ils soient ainsi beaucoup altérés; car l'original n'est que de la prose rimée (2). Le premier de ces miracles concerne San Ildefonso dont nous avons parlé dans le premier volume; nous commençons donc avec le second.

Dans une maison appartenant à la règle du bon Benoit, je ne puis dire en quel lieu, car je ne l'ai pas vu, vivait un moine qui aimait du fond de son cœur sainte Marie, et chaque jour payait un doux hommage devant sa châsse : oui chaque jour il s'agenouillait devant la sainte image, et lorsqu'il prononçait le dévot *Ave Maria*, ses douleurs de ce monde le quittaient. Il paraissait si honnête et si sage que l'abbé le fit sacristain de la confrérie. Mais notre mortel ennemi, le vicaire de Belzébut, qui toujours a le juste en haine, travailla si habilement sur lui qu'il s'écarta de la grâce de Dieu, et fit la débauche. Le pécheur insensé tomba bientôt dans une folle habitude : car lorsque la nuit arrivait et que le prêtre était au lit, le sacristain se glissait furtivement du dortoir dans l'église, et courait comme un porc, se vautrer dans la fange de l'iniquité. Néanmoins ce pécheur n'oubliait pas la glorieuse Mère de Dieu; car toutes les fois qu'il passait devant sa châsse, soit pour suivre ses projets de débauches, soit à son retour, il s'agenouillait spontanément, et récitait ses *ave*.

(1) Dans le *Sacrificio de la Misa* on ne trouve qu'une expression poétique :

Si queremos con Christo à los cielos volar,
Las alas de vertudes nos aven à levar.

(2) Berceo lui-même l'appelle de la prose :

Quiero far una prosa in roman paladino
Ca non so letrado à far otro latino.

Une profonde rivière coulait près du monastère, et le moine avait toujours à la passer; mais une nuit, il s'embarrassa et se noya. Lorsqu'arriva l'heure des matines, point de sacristain pour sonner la cloche; en sorte que les moines se levèrent et coururent à l'église pour le réveiller. Ils ouvrirent la porte de l'église le mieux qu'ils purent et entrèrent; mais le cherchèrent en vain, en haut, en bas, à droite, à gauche, sans pouvoir le rencontrer; et, s'ils passèrent près de la place où il était noyé, et pensèrent qu'il pourrait bien être au fond de l'eau, ils ne pouvaient deviner comment la chose était arrivée, s'il était tombé à l'eau ou si on l'y avait jeté. Grandes furent leurs peines et leur douleur. Pendant ce temps le cadavre gisait au fond de la rivière. Dans quelle situation était l'âme! Les démons vinrent en grand nombre pour l'emporter où la joie séjourne peu; ils la tenaient bien dans leurs griffes. Parfois ils la lançaient comme une balle. Certains anges voyant cela descendirent d'en haut; mais les diables tinrent ferme, et enjoignirent aux anges de s'éloigner de ce qui était leur proie légitime. Les bienheureux n'avaient rien à répondre, car le moine avait fait une mauvaise fin, et son destin présent était juste; toutes leurs peines et tous leurs discours ne servant à rien, ils se retirèrent bien tristes. Mais la glorieuse reine du ciel vit la perversité des diables, et descendit au secours de l'âme en peine; elle ordonna aux méchants esprits de se désister et ils n'osèrent pas lui désobéir, l'entendant discuter avec une grande force de logique. « Mauvais que vous êtes, dit la glorieuse Mère de Dieu tout en colère, qu'avez-vous à faire avec cette âme? Tant qu'elle fut dans le corps elle remplit bien ses devoirs envers moi, et maintenant je la laisserais dans la peine faute d'assistance! » Aussitôt un diable savant et subtil répondit : Mère, vous êtes comme un noble alcalde auquel déplaît la violence. Mais n'est-il pas écrit qu'un homme après sa mort sera jugé selon que sa fin aura été bonne ou mauvaise? « Si vous vous opposez à ce décret, alors qu'est-ce donc que l'Évangile? »—« Tu ments, dit la glorieuse Mère de Dieu, et tu parles de ce que tu ne connais pas; mais je ne veux pas disputer avec une mauvaise bête comme toi. Seulement je dirai que lorsque ce frère quitta la maison, ce fut avec ma permission; et quant au péché qu'il a commis, je lui infligerai une juste pénitence; s'il restait en ton pouvoir il y aurait violence de ta part; mais j'en appelle au tribunal du Christ, de celui qui est puissant et sage; et la sentence sera prononcée par sa bouche. » Le roi du ciel, ce juste et savant alcalde finit bientôt le débat, et il n'y en eut jamais de plus sagement décidé. Il ordonna que l'âme retournât dans le corps afin qu'elle pût recevoir ensuite telle récompense qu'elle mériterait. Pendant ce temps le couvent était dans une grande affliction pour la triste chose qui arrivait dans son enceinte; car le sacristain apparaissait au milieu des frères, et les glaçait d'effroi : sa face était couverte d'une pâleur mortelle, l'eau ruisselait de ses vêtements, et il s'écriait : « Compagnons, soyez sûrs que j'ai été mort, et que je suis revenu à la vie grâce à la glorieuse Mère de Dieu qui veille sur ses serviteurs, et qui m'a délivré des mains des démons! » Et il leur racontait comment le diable et sainte Marie s'étaient disputés à son égard, et tout ce que chacun avait dit; comment elle l'avait arraché à son pouvoir, et comment sans son assistance il serait encore plongé dans les ténèbres. Ils se mirent tous à rendre grâces à Dieu, à chanter ses louanges et celles de la Reine Sainte, la mère de miséricorde, qui travaillait à de si grands miracles pour fortifier le Christianisme. Le moine se confessa et fit pénitence, se guérit de son incontinence et servit la glorieuse Mère de Dieu tant qu'il en eut la force. Il mourut lorsque Dieu le jugea convenable, ayant bonne espérance. Puisse la miséricorde divine garder son âme (1). »

---

(1) *Milagros de nuestra señora*, mil. 2, apud Sanchez, *Colleccion de Poesias*, t. II, p. 295-298.

L'affection que la glorieuse mère de Dieu portait aux chrétiens voués à son culte est un thème favori pour le prêtre de San Millan. Sa conduite pleine d'amour pour Ildephonso, lorsqu'elle le revêtit de la soutane, ne put être égalée que par le zèle avec lequel elle résista aux démons qui emportaient l'âme du moine débauché. Le troisième miracle nous fait connaître la mort d'un autre adorateur de la Vierge non moins coupable que le précédent, qui fit une fin violente, et qui jugé indigne d'être enterré en terre sainte, fut jeté dans un fossé. Irritée de l'outrage fait aux restes de cet homme, la Vierge apparut au prêtre de la même église, et ordonna que le corps fût déposé dans un tombeau convenable, menaçant de tirer une ample vengeance si ses commandements n'étaient pas suivis. Sa volonté fut promptement exécutée. En ouvrant le fossé, une fleur repandant un parfum exquis sortit de la bouche du défunt, et la langue respirait toute la fraîcheur de la vie. Parfois la Vierge apparaissait au mourant qui la suppliait, prenant soin que l'âme fût escortée par des anges qui la conduisaient à sa récompense éternelle. Généralement cependant ces adorateurs ne méritaient pas d'entrer de suite dans le ciel, et ils étaient assez heureux d'échapper pour un temps au sort qu'ils auraient dû subir. Ainsi il y avait un brigand fameux qui, au milieu de tous ses crimes, ne manquait jamais de réciter son *Ave* et de s'incliner devant l'image de Notre-Dame, partout où il la voyait. A la fin il fut pris, condamné à être pendu et conduit devant la potence qui avait été dressée pour lui. Là ses yeux furent bandés, la corde lui fut passée autour du cou, et on le hissa en l'air au milieu des acclamations des spectateurs enchantés de ce châtiment si bien mérité. Après quelque temps la foule s'écoula, les ministres de la justice se retirèrent. Le troisième jour vinrent les parents et les amis du mort, pour détacher le corps, et lui rendre les honneurs de la sépulture. Mais au lieu d'un cadavre, ils trouvèrent le brigand non-seulement en vie mais joyeux et riant. Il leur raconta que l'exécuteur ne l'avait pas plus tôt lancé dans l'espace, que la glorieuse mère de Dieu lui avait placé les mains sous les pieds, et l'avait ainsi maintenu fort à son aise. La nouvelle prodigieuse courut de bouche en bouche, mais il y eut des gens qui ne voulurent pas y croire, et qui s'écrièrent que le voleur avait pratiqué quelques manœuvres pour échapper à la potence et aux diables. Il fut de nouveau saisi par la main de la justice et condamné à être décapité. La Vierge glorieuse le couvrit encore de sa protection. En vain les exécuteurs frappèrent, à peine purent-ils l'effleurer. Étonnés du miracle ils reconnurent la main du ciel, et le laissèrent en paix ; on ajoute qu'il s'amenda, qu'il parvint à une grande vieillesse, et mourut plein de bonnes pensées.

Les miracles racontés par Berceo se rapportent tantôt à des coupables que la Vierge sauve du châtiment éternel, tantôt à des vivants dont elle vient soulager les misères ; les vieillards, les hommes faits, les jeunes filles peuvent tous compter sur son assistance, son intercession leur fait espérer dans la vie éternelle, et leur donne le courage de supporter leurs infortunes sur cette terre de misère. Ces traditions annoncent un peuple qui a besoin de croyances et qui les revêt de formes plus saisissables. Berceo n'a fait que représenter un état des esprits de son temps, et les extraits que nous en avons donnés peuvent aider à se former une idée de sa manière. Il n'a sans doute aucune prétention au caractère poétique, et néanmoins il sera lu par le philologue pour son langage, et par l'antiquaire pour ses allusions à l'état de la société.

Juan Lorenzo, prêtre séculier comme Berceo, apparemment d'Astorga, fut certainement contemporain de l'auteur des *Milagros:* il est connu pour le *poema de Alejandro,* l'un des monuments littéraires les plus curieux du moyen âge. C'est une œuvre originale, non pas une traduction du poëme latin sur le même sujet, par un évêque flamand du douzième siècle, comme l'a prouvé son infatigable éditeur Sanchez, et les vers qui le terminent mettent hors de doute qu'il fut écrit par Juan Lorenzo d'Astorga (Johan

Lorenzo), prêtre séculier; c'est une vie complète du héros macédonien : les faits, l'auteur les a puisés aux sources ordinaires; quant aux inventions qui sont nombreuses, parfois il les doit à sa propre imagination, et souvent à celle de son devancier le Flamand. Mais ce qui le caractérise particulièrement, c'est sa manière: si les exploits sont anciens, le style et l'esprit sont essentiellement chevaleresques et se ressentent de l'influence de l'Église. On trouvera peut-être quelque intérêt dans une rapide analyse de cette composition (1).

Dès ses premières années l'infant Alexandre présentait des signes de ce qu'il serait un jour, quoique ces manifestations fussent à peine nécessaires, en considérant les présages qui précédèrent son entrée dans le monde : à sept ans il apprit à lire et il devint bientôt maître dans les sept arts libéraux; mais ses dispositions militaires l'emportaient de beaucoup sur son génie pour les lettres. Il n'apprit pas plus tôt que son père Philippe était vassal de Darius, roi de Babylone, qu'il bouillonna d'indignation; il refusa de manger, de boire, de dormir, faisant vœu de ne point prendre de repos jusqu'à ce qu'il eût délivré son pays de ce joug. Mais avant de se livrer à une si grande entreprise, il résolut de consulter son précepteur don Aristote. Il courut donc à l'appartement de ce sage et le trouva occupé d'un syllogisme qui l'avait empêché de reposer toute la nuit; mais tel était son respect pour le philosophe, qu'il ne voulut point parler avant d'en avoir eu la permission. Après avoir exprimé d'une manière convenable sa gratitude pour les connaissances qu'il lui avait fait acquérir, il fit la proposition de l'expédition d'Asie. Le philosophe dans une longue harangue s'étendit sur les devoirs du gouvernement, exposa les maximes qu'il convenait à un sage prince de suivre, et termina en disant que si l'on prenait son avis la Grèce serait libre; le royal pupille considéra que par cette approbation de son entreprise, Babylone, l'Inde, l'Égypte, l'Afrique et Maroc pouvaient être considérés comme conquis. Toutefois avant son départ, il était nécessaire qu'il fût armé chevalier, et en conséquence nous avons une description minutieuse de cette cérémonie et des armes et du costume qui furent préparés pour lui : le casque était si précieux que Gênes et Pise auraient été trop pauvres pour l'acheter; chacune des sandales valait une cité, la chemise faite par deux naïades était par conséquent au-dessus de toute appréciation, les souliers ne pouvaient être estimés par aucun savant clerc existant, l'épée était l'œuvre et le don de Vulcain, le manteau était inappréciable, et pour le bouclier, c'était une telle merveille qu'on ne pouvait le décrire. Il était ciselé comme celui d'Achille, il brillait d'un éclat plus vif que le soleil et nulle vue mortelle ne pouvait le pénétrer. Le coursier c'était le fameux Bucéphale qui pouvait galoper un mois entier sans ressentir la fatigue ni la faim. L'infant aspirait maintenant à prouver qu'il méritait ses éperons; et, dans une expédition en Arménie, il rencontra un digne adversaire dans don Nicolas, roi de cette contrée, qu'il défia à un combat mortel. Un tournoi fut fixé; le jour arrivé, la lice fut ouverte, les trompettes sonnèrent et les deux adversaires baissèrent leur lance l'un contre l'autre. Nicolas tomba, et son royaume fut subjugué par le vainqueur. Mais durant l'absence de l'infant, un *rico hombre* de Grèce nommé Pausanias leva la bannière contre son père qu'il défit et blessa mortellement et dont il espérait obtenir l'épouse Olympias. L'infant arriva au moment où la bataille était perdue, tua le rebelle et reçut les derniers soupirs de Philippe expirant (1).

(1) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, l. VIII, cap. 5. Cet écrivain attribue cet ouvrage, dont il n'avait pas vu le manuscrit, à Alphonse le Savant, et commet ainsi une grave erreur en suivant Pellicer. Sanchez, *Colleccion de Poesias*, t. III. Bouterweck, *Histoire de la Littérature espagnole.*

(1) *Poema de Alexandro*, cop. 1-172 (apud Sanchez, *Colleccion*, t. III, p. 1-25).

Alors Alexandre fut couronné solennellement, et à cette occasion il proposa à ses vassaux assemblés l'expédition contre Darius. Tous donnèrent leur assentiment, excepté don Démosthènes qu'il réduisit bientôt à la soumission. Thèbes ensuite osa se révolter; mais après un siége pénible elle se rendit, et les habitants effrayés se pressèrent autour de la tente du prince pour implorer leur pardon, « bêlant comme des brebis dans une cour. » Il refusa d'épargner la place, quoiqu'elle eût donné naissance à don Bacchus et il l'incendia. Alors toute la Grèce fut enflammée du désir de le seconder, des troupes furent levées, une flotte redoutable équipée, les soldats s'embarquèrent, on mit à la voile et l'on arriva bientôt en vue des côtes d'Asie. L'armée fut mise à terre et le roi, comme Charlemagne dans les temps postérieurs, choisit ses douze pairs qu'il plaça à la tête des troupes. Comme les envahisseurs passèrent près de Troyes, notre poëte a l'occasion de nous donner une épisode de quelques centaines de vers sur la guerre de Troyes, vers qu'il met dans la bouche de son héros don Alexandre. L'Iliade a été resserré dans cet épisode, et jamais auteur de chants hautement inspiré n'a été plus complétement parodié, quoique le bon prêtre dans sa simplicité fit ses efforts pour imiter l'original. On ne peut tenir son sérieux en voyant la manière dont fut découvert don Achille, que sa mère avait placé dans un couvent revêtu d'un costume de femme. Don Ulysse soupçonnait que le héros futur se trouvait parmi les sœurs, mais il fut quelque temps fort embarrassé de savoir comment le découvrir. A la fin il trouva un expédient remarquable : il réunit une grande quantité d'objets de femme du plus beau choix, rubans, colliers et autres ornements qu'il étala devant les nonnes, laissant chacune prendre ce qu'elle aimait le mieux; mais ainsi qu'il l'avait prévu il s'en trouva une qui ne faisant aucune attention à toutes ces babioles, fixa ses regards sur une armure exposée en même temps avec intention. C'était Achille qui fut arraché du couvent et entraîné à la guerre de Troyes. Le catalogue des vaisseaux, les noms et les exploits des chefs sont donnés avec un soin de détail fort comique; il serait trop long de citer les passages, le lecteur curieux pourra les comparer avec les descriptions correspondantes d'Homère (1).

Le récit de la guerre de Troyes enflamma tellement le courage des Grecs, que tous demandèrent à être menés sans délai contre Darius. Quand le roi de Perse apprit que son rival approchait, il écrivit une lettre orgueilleuse au prince grec : « Darius, roi des rois, égal en pouvoir au Créateur, au guerrier inconnu Alexandre : si tu ne te retires pas, il t'arrivera mal. » Le Macédonien lut le billet qui parut faire quelque impression sur ses compagnons ; mais il leur recommanda d'avoir bon courage, leur rappelant ce qu'il leur avait dit souvent, « qu'un chien qui aboie n'est pas à craindre. » Alors ils lui assurèrent qu'ils ne se souciaient nullement des paroles insolentes de Darius, et qu'ils suivraient leur prince jusqu'au bout du monde. La première armée des Perses fut bientôt taillée en pièces. « Par Jupiter! s'écria Darius, il semblerait que cette guerre voudrait devenir sérieuse! » — Par Jupiter! criaient les vaincus, « nous sommes dans une mauvaise situation! » Le héros macédonien trouva que ce n'était là que le commencement de ses victoires; le triomphe de Granique devait être bientôt suivi de celui d'Issus, où Darius commandait en personne. La description du bouclier porté par le roi de Perse en cette occasion, destiné sans doute à rivaliser avec celui d'Achille, doit être particulièrement admirée.

« Une très-belle histoire était gravée sur le bouclier : on y voyait les actions des rois babyloniens; ici les géants de Babel, lorsque la confusion fut jetée parmi les langues; là Zébédias, roi de Judée et Nabuchodonosor, qui fit la conquête de la Chaldée, qui prit Tripoli et Tabarée, et humilia le peuple hé-

(1) Sanchez, *Coleccion*, t. III, p. 25-101.

breu, qui détruisit le temple de la cité sainte, emmena les douze tribus en captivité et accumula de si grands maux sur le pauvre roi; de crainte que quelques parties des armes ne fussent enlevées, certaines histoires furent répétées ailleurs; mais l'artiste ne voulut pas rappeler certaines choses, parce qu'elles auraient pu faire tort au reste. Ainsi l'on ne voyait point ici comment Nabuchodonosor fut changé en bête, comment il erra sans mémoire durant sept années, et comment à la fin il recouvra son esprit; l'on n'y voyait pas non plus le fils parjure qui se leva cruellement contre son père. Le beau royaume de Perse était là dans sa glorieuse étendue, très-habilement représenté; et la main qui le fit, travailla par l'ordre de don Balthazar; là était aussi l'histoire de Cyrus, qui gagna de grandes conquêtes par l'épée, etc. »

Après cette sublime description, notre suave Homère, toujours avec le même style, immortalise les exploits de ses héros. «Les rangs s'ébranlent de chaque côté, et fondent sur les bataillons opposés; les chevaliers s'avancent baissant la tête en avant, les chevaux s'élancent rongeant leur frein. » Mais nous n'avons pas assez d'espace pour les exploits des dons Clitus et Tolomeus, dons Anta et Ardofilo, dons Aretus et Muceus, dons Disanus et Dimus, don Eumedes, « l'un des douze pairs, » et de l'infant don Ovidus, avec une quantité de rois, de comtes, de *ricos hombres* et d'adalides qui figurent ainsi en rimes impérissables. Don Darius combattit noblement; mais don Alexandre! jamais courage ne fut semblable au sien; et néanmoins, tel était le respect qu'il portait aux lettres, qu'il ne voulut pas combattre le *rico hombre* don Goceas, qui dirigeait une école de philosophie en Égypte, et qui avait été appelé à défendre son seigneur lige, le roi de Perse. Le philosophe furieux, se croyant méprisé, traita le Grec de lâche, sans que le roi voulût encore le combattre, de parricide sans le provoquer davantage; blessé même par la lance de l'Égyptien, Alexandre refusa de se détourner pour le frapper; il fallut enfin que don Meleagre envoyât l'âme du philosophe dans le royaume des ombres. A la fin Darius s'enfuit, et les Grecs restèrent maîtres du champ de bataille.

Cette victoire fut suivie de la soumission de Damas, Sidon, du siége et de la prise de Tyr. La Judée et Jérusalem effrayées par le destin de la capitale de la Phénicie, s'empressèrent de se courber devant le vainqueur. Lorsque le roi s'approcha de la cité sainte, don Judas l'évêque disait la messe; il sortit avec sa mitre et sa crosse, revêtu de ses habits pontificaux, et accompagné de son clergé, pour détourner la colère royale. Alexandre se souvint d'avoir vu le vieux prélat dans un songe, et il s'inclina devant lui. Ensuite il se rendit à Samarie qui suivit l'exemple de la ville sainte; puis il passa en Égypte. Là il résolut d'aller en pèlerinage à la châsse de don Jupiter; il prit donc le bâton de pèlerin, le costume, et se mit en route. Son voyage de quatre mois dans le désert est minutieusement décrit par le poëte qui nous dit que lorsque le soleil darde ses rayons sur le sable, « l'enfer lui-même n'est pas plus chaud. » A la fin ayant perdu beaucoup de ses compagnons, il atteignit la châsse, observa ses veilles, et offrit un nombre suffisant de cierges. Il retourna par l'Égypte à Antioche, d'où il se mit à la poursuite de Darius, qui avait mis une grande activité à lever une nouvelle armée. Voici maintenant une description de la bataille d'Arbelle: au milieu des combattants parut un géant des Philistins dont la taille depuis les pieds jusqu'à la gorge était de trente coudées, et qui agitait dans sa main une énorme massue garnie de pointes de fer. « Don Alexandre, » dit ce monstre, « n'allez pas croire que vous dépouillerez aujourd'hui Darius de son royaume: mais vous êtes heureux de recevoir une digne mort de ma main. Je ne suis pas un des hommes que vous avez coutume d'abattre; mais un des géants qui élevèrent la tour de Babel, et firent la guerre avec le Dieu du ciel! » Tandis qu'il parlait ainsi, la lance d'Alexandre entra dans la bouche du fanfa-

ron, et le tua. Les plus grands exploits furent accomplis des deux parts ; mais la fortune se déclara encore pour les assaillants, et vers le soir il restait peu de Perses sans blessures ; à l'exception de la garde de Darius qui fut bientôt forcée. Jamais il n'y eut de douleur comme la sienne. « J'ai pitié de lui, » dit le poëte, « même en ce jour ! » Il fut laissé seul sur le champ de bataille, arrachant sa barbe, dans les angoisses de son cœur, et résolu à mourir en ce lieu. Mais les destins ne lui accordèrent point cette faveur ; et après quelque temps, l'amour de la vie l'emportant, il s'enfuit. Le vainqueur poussa maintenant sur Babylone, capitale de l'empire, dont la défense avait été confiée par Darius à l'un de ses capitaines, mais qui se soumit à l'approche d'Alexandre. Le poëte suspend sa narration pour décrire cette ville renommée ; et voici quelques vers originaux qui pourront donner une idée de sa manière.

Quiero vos un poco todo lo al desear,
Del pleyto de Babilonia vos quiero cantar,
Cuemo az assentada en tan noble lugar,
Cuemo es abondada de rios de mar.
Az en lugar sano comarcha mui temprada,
Ni la cueta verano nen faz la envernada,
De todas las bondades era sobre abondada,
De los bienes del sieglo alli non mengua nada.
Los que en ella moran dolor no los retienta,
Alli son las especias, el puro garengal.
En alla ha gengibre, claveles e cetoal,
Girofre à nuez muscada, il nardo que mas oal.
Dessimismo los arboles dan tan buena olor
Que non avrie antellos forcia nulla dolor.
En de son los ombres de mui buena color,
Bien a una jornada sientar el buen odor.
Los tres rios sanctos todos son sus vecinos,
Dicen que losdos facen por ella caminos :
Ay en esta cibdat mui olorosos vinos,
Los placeres deste mundo son en ella mui continos.
Son per la villa dentro muchas dolces fontanas
Que son de dia frias, tibias à las mannanas :
Nunca crian en ellas gusanas nen ranas,
Ca son perenales sabrosas e mui claras.

Poema, cop. 1299, etc.

En décrivant Babylone, le poëte qui la représentait comme bâtie sur le bord de la mer, ne pouvait manquer de mentionner le nombre prodigieux de vaisseaux qui visitaient ses ports de toutes les parties du globe. Il énumère encore avec plus de complaisance les soixante-douze langues qui étaient parlées dans la ville, et qui s'étaient formées depuis la construction de la tour. Il en signale plus de trente. Bref, tous les idiomes qui furent parlés sur la terre étaient en usage à Babylone, leur berceau, et ses habitants étaient divisés en autant de nations, chacune gouvernée par ses propres institutions. Ayant reçu la soumission de cette magnifique cité, les Grecs poursuivirent le cours de leurs succès. Suse et d'autres places furent promptement réduites, et l'on se remit sur les traces de la fuite de Darius. Grande fut la colère du vainqueur de trouver que Persepolis avait été détruite par les ordres du roi, parce que c'était le lieu où les monarques persans avaient coutume de faire leurs veilles avant de recevoir l'ordre de la chevalerie. Les infortunes et la fin tragique de Darius sont rapportées en substance comme dans Quinte-Curce et Arrien. La douleur d'Alexandre est décrite d'une manière caractéristique : « La mort du roi accabla l'empereur ; s'ils avaient été frères, sa désolation n'eût pas été plus grande : tous les barons pleurèrent, et tous s'écrièrent : Que le diable emporte ce traître don Bessus ! » Le monarque assassiné eut de magnifiques funérailles, et ses mânes furent vengées. Comme s'achevait ce pieux devoir, au moment où les Grecs, au commandement de leur chef, se préparaient à visiter l'Inde, arriva la reine des amazones, Thalestris, que notre poëte appelle Calectrix, et dont il s'efforce de chanter la beauté ; il décrit son front, ses joues, ses yeux, son nez, sa bouche, sa peau, son cou, sa stature et sa taille ; il nous dit que la rose sauvage était moins douce, la rosée du matin moins pure ; mais il s'arrête brusquement au milieu de sa peinture, de crainte, dit-il, que ses pensées ne le conduisent au péché. L'objet de son voyage

est bien connu, le poëte ne le cache ni le dissimule. Alexandre épouse bientôt Roxane, qui est ici appelée la fille de Darius; il écrit dans son pays à sa mère et à ses sœurs, et il leur rend compte de ses succès, et de la nouvelle invasion qu'il médite. La joie fut grande dans la famille; mais personne ne se réjouit autant que le vieux Aristote. Cependant l'Inde est envahie, Porus poursuivi; les éléphants sont décrits ainsi que d'autres créatures plus grandes que les éléphants. Le pays est conquis; mais le Macédonien n'était pas encore satisfait. « Don Jupiter, » dit-il, « a fait sept mondes, et je n'en ai encore subjugué qu'un seul. » Et même il pensa qu'il n'avait pas vu la moitié de ce monde subjugué; il avait entendu parler des Antipodes; il résolut de les chercher par mer. Il s'embarqua avec ses soldats, se perdit dans un océan sans bornes, et fut assailli par une affreuse tempête. Ses dangers et ses fatigues furent si grands, qu'Ulysse ne peut lui être comparé. Comme il était agité sur la vaste étendue des eaux, une idée le frappa : il pouvait voir de ses propres yeux ce que faisaient les poissons, et comment les petits vivaient avec les grands. En conséquence, il fit faire un grand vaisseau de verre, entra dedans avec deux de ses compagnons, ordonna qu'on le descendît par des chaînes au sein des ondes, et qu'on ne le relevât point avant quinze jours. Le prince fut reconnu par les tribus aquatiques qui nageant autour de son habitation de glace, lui rendirent tous les honneurs possibles. « Par ma foi, » dit le roi, « jamais prince ne fut mieux escorté. » Lorsqu'il vit que le fort tyrannisait le faible, que le grand mangeait le petit, il se mit à moraliser. « C'est partout de même : en tout lieu le plus puissant fait le plus de mal; et celui qui possède le plus désire davantage; oiseaux et bêtes féroces, hommes et poissons, tous se ressemblent! » A son retour des royaumes sous-marins, il continua quelque temps sa route; mais ne trouvant pas ce dont il avait besoin, il ordonna que la flotte dirigeât vers la terre. Mais don Belzébuth, craignant qu'il n'attaquât l'enfer, convoqua une assemblée des chefs infernaux: « Le roi grec, ce fier conquérant, a tout subjugué, hommes, bêtes féroces, serpents et poissons; il a cherché les Antipodes; il se propose de s'ouvrir un passage dans notre empire, et de nous charger de chaînes. Il est dit dans les Écritures que l'enfer sera pris; dans quel temps? Je ne sais; mais soyons sur nos gardes. » La foule poussa d'épouvantables lamentations à cette nouvelle, ils grincèrent des dents comme des dogues prêts à se déchirer. A la fin un petit diable se leva, et dit à ses camarades d'avoir bon courage; car dans fort peu de temps, le comte don Antipater serait poussé à empoisonner leur terrible ennemi.

Ceci nous mène aux dernières scènes de la vie d'Alexandre. Il retourna vers Babylone; mais dans son voyage, il visita un palais situé sur une petite île, où demeurait un homme vénérable, descendant d'Apollon, qui vivait de l'encens céleste. Ce sage lui persuada de se rendre en pèlerinage auprès de deux grands arbres, à une petite distance, qui pouvaient voir dans l'avenir, et lui annonceraient son destin. Une seconde fois, vêtu en pèlerin et le bâton à la main, il se mit en route à pied, et en arrivant au lieu consacré, l'un des arbres prophétiques lui dit: « Monseigneur, je connais vos secrètes pensées : vous désirez gouverner la terre tout entière; elle vous appartiendra; mais jamais vous ne retournerez en Grèce. L'autre ajouta : Tu seras sacrifié par des traîtres, le poison est préparé pour toi. » Pendant son séjour à Babylone le désir lui prit de voir toute la terre; il se procura deux griffons pour le transporter.

Lorsqu'il eut achevé son voyage, la première partie de la prophétie était accomplie; des ambassadeurs de tous les royaumes furent assemblés pour reconnaître son empire universel et lui faire hommage; bientôt la seconde partie eut son tour à une grande fête dans laquelle fut chanté le *Te Deum laudamus* par le peuple, en présence de l'empereur du monde. Une créature d'Antipater jeta du poison dans la coupe

impériale et en quelques heures les états de la terre se trouvèrent sans maître.

Tel est ce poëme très curieux, que des écrivains modernes, qui ont traité de la littérature espagnole, se sont contentés de nommer en joignant seulement à leurs citations quelques expressions de blâme. Aucun d'eux ne l'avait lu, et les critiques continuèrent à répéter le jugement défavorable qui avait été porté sur cette production. Sans doute elle est inculte, grotesque, souvent absurde; mais parfois aussi, elle révèle une grande force d'invention, et s'élève par instants à la véritable poésie.

« On ne peut, dit Bouterweck, qui a parlé du poëme du Cid sans l'avoir jamais lu ou compris, « on ne peut accorder de caractère poétique à la chronique fabuleuse d'Alexandre le Grand, dont l'origine et l'époque sont un sujet de discussion pour les critiques espagnols. Fut-il, comme quelques-uns le prétendent, une œuvre originale espagnole du douzième ou du treizième siècle, ou comme d'autres le soutiennent, la traduction d'un ouvrage français de la même époque; ou, ce qui est plus probable, une traduction versifiée d'une légende latine dont l'arrangement a occupé les heures solitaires de quelque moine? Ce sont là des questions auxquelles un écrivain sur la poésie espagnole ne peut s'arrêter, quoique, selon certaines suppositions, le vers alexandrin ait pu prendre son nom de cette chronique (1). Après la disposition des rimes, le principal objet de l'auteur fut probablement de revêtir la vie d'Alexandre le Grand d'un costume chevaleresque. En conséquence, il raconte comment l'infant Alexandre, dont la naissance fut signalée par de nombreux prodiges, paraissait un Hercule dans sa jeunesse; comment il apprit à lire à sept ans; comment il écoutait chaque jour une leçon dans les sept arts libéraux et soutenait des discussions fréquentes sur ces points, et mille autres merveilles de ce genre. Les officiers d'Alexandre sont des comtes et des barons. L'histoire réelle peut poindre à peine à travers un composé grotesque de fictions puériles et de faits controuvés; mais peut-être cette manière de traiter le sujet ne doit pas être rejetée sur le compte du versificateur (1).»

Voilà tout ce que sait dire un critique de profession sur un écrivain qui, s'il n'avait pas la recommandation de son siècle, aurait encore des titres à notre attention; et encore la plus grande partie des paroles de Bouterweck renferme des erreurs ou des inexactitudes. On peut en dire à peu près autant relativement à presque tous les écrivains dont l'auteur allemand a prétendu parler.

Sur Alphonse le Savant, comme poëte, nous parlerons encore moins que beaucoup d'autres. Parmi ses productions poétiques, les *canticas de nuestra senora* sont dans le dialecte gallicien, et, à ce que nous croyons, n'ont pas été publiées; le *libro de las querellas* n'a pas été découvert, et le *libro del tesoro* concernant la pierre philosophale et les vertus morales, ne contient que quelques couplets qui probablement ne sont pas de lui. Il doit donc être évident qu'avant que les œuvres de cet auteur soient bien déterminées par les plus saines lois de la critique, et publiées, toute opinion sur son mérite serait très-prématurée, et pourrait être doublement injuste. Le peu de stances qui de temps en temps ont été insérées dans les collections des différents écrivains, ne manifestent pas un grand talent, et laissent dans le doute la question de leur propriété (2).

Juan Ruiz, archiprêtre de Hita, qui florissait vers le milieu du quatorzième siècle, est le premier poëte castillan dans l'ordre du temps. Ses ouvrages furent écrits en prison où il avait été renfermé par ordre du cardinal don Gil, archevêque de Tolède, qui occupa ce siége de 1337 à 1350. Il serait inutile de re-

(1) Quiconque a dit cela a montré une grande ignorance du sujet.

(1) *Histoire de la Littérature espagnole.*

(2) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, l. VII, c. 5. Sanchez, *Coleccion*, t. I, prologo.

chercher la cause de sa disgrâce, lui-même l'attribue à la calomnie et à des témoins parjures; mais d'après la liberté de certains passages de ses écrits, assez blâmables pour un prêtre, nous sommes autorisés à croire qu'il dut son emprisonnement à l'imprudence de sa conduite ou à l'intempérance de son langage; il paraît que c'est à Tolède qu'il fut incarcéré. Ses ouvrages sont très-variés, quant à la matière et quant au rhythme; le à plus grand nombre néanmoins se rapportent à un sujet que nous aurions dû à peine nous attendre à trouver dans un archiprêtre, l'amour profane. Ovide fut son auteur favori, et quoique ses expressions soient beaucoup moins licencieuses que celles du poëte romain, son ardeur est véritablement singulière: tantôt il s'éprend d'amour pour une nonne qu'il a vue pour une première fois à l'église, et il envoie une vieille messagère plaider pour lui; tantôt il rencontre une jeune fille de la campagne et lui tient lui-même de doux propos; tantôt il convient avec une dame de se trouver chez cette vieille femme; tantôt cette vieille femme s'apercevant qu'il est fatigué de sa maîtresse actuelle lui en propose une autre et obtient son consentement à une visite; et tantôt enfin, selon l'esprit de l'époque, il revêt les débauches de son imagination de l'enveloppe de la fable. Dans une pièce il décrit une procession de « clercs et de laïques, de moines et de nonnes, de dames et de jouvenceaux, » qui s'en allaient à la rencontre de don Amor; et celle-là est la plus condamnable de toute la collection. Il représente les divers ordres religieux en cette occasion comme accompagnés par des musiciens, et ravis dans une sorte de délire à l'approche du petit dieu; les paroles de leurs chants il les tire en les profanant du livre de la messe et du bréviaire; le « *Venite exultemus* » était entonné par les moines noirs; « *Te amorem laudamus*, » par l'ordre de Santiago; « *Exultemus et lætemur*, » par les Augustins et les Franciscains; « *Benedictus qui venit*, et *mane nobiscum domine!* » étaient chantés en chœur par tous. Moines, nonnes, évêques, nobles, tous étaient ardents à recevoir un hôte si distingué, et à le recevoir à l'exclusion des autres. Les moines lui offraient une magnifique demeure et un spacieux réfectoire, avec des manteaux flottants et d'excellents dortoirs pleins de bons lits. L'inimitié entre les ordres monastiques et le clergé séculier se manifeste par les désirs des moines de voir l'illustre personnage rejeter les invitations des prêtres. « Ils n'ont point de commodités pour un si grand *senor*. » Les prêtres répondaient que de vastes réfectoires et de grandes cuisines étaient de peu d'utilité, s'ils n'étaient bien approvisionnés; que des lits sans matelas, oreillers, couvertures, étaient encore pires. Les *cavalleros* insistaient sur leurs réclamations. «Ne les écoutez pas, mon seigneur! » disaient les écuyers; ce sont des trompeurs qui, à l'aide de faux-semblants, vous déroberont votre argent! Les nonnes lui conseillaient de rejeter tous les autres, lui promettant du bonheur dans leur société; lorsque les clercs s'écrièrent : « Monseigneur, gardez-vous bien de ces femmes, tout est faux en elles!» A la fin l'Amour se décidait à suivre notre archiprêtre, qui, disait-il, avait été son dévoué serviteur depuis l'enfance (1).

On a soutenu que le tour d'esprit de cet auteur n'est pas une preuve de sa licence personnelle, que ses ouvrages sont plutôt des satires du siècle; sans doute la satire était le genre dans lequel il excellait; sans doute il a trouvé des sujets pour l'exercer. Ainsi quand il représente la consternation du chapitre de *Talavera* en recevant l'ordre du pape et du cardinal-archevêque, qui interdit à tous les ecclésiastiques de garder, sous aucun prétexte, dans leur maison une femme mariée ou libre, son but est évident. — « Je ne quitterai jamais ma petite *Orabuena*,» crié le doyen. « Ni moi ma *blanca*, »

(1) Poesias del arcipreste de Hita, p. 198, etc. (apud Sanchez, *Colleccion*, t. IV). Sanchez, prologo à los tomos I et IV.

dit un chanoine. « Appelons du pape au roi, » dit un autre : quelques-uns des apôtres avaient des femmes ; sommes-nous plus saints? » « Ne sommes-nous pas de chair et de sang? » demande un quatrième. « N'est-ce pas une vertu? » reprend un vicaire, « de nourrir des veuves et des orphelins, et si ces orphelins sont du sexe féminin, la faute est-elle à nous ? Je voudrais que l'archevêque fût ici ; je le payerais en bonne monnaie ! » Mais quel que pût être son dessein, il est impossible de le disculper d'une grossière licence. Les détails minutieux avec lesquels il raconte ses amours, qu'il parlât pour son compte, ou pour représenter les mœurs d'une classe, prouvent qu'il se complaisait à de pareilles descriptions. Parfois cependant sa verve s'exerçait sur des sujets plus convenables, et la pièce sur la puissance de l'argent s'élève aux grandes proportions, à la sévérité de la satire morale. On voit que le siècle où il vivait était dominé par la même passion qui semble dévorer le nôtre, et beaucoup de ses traits les plus acérés pourraient frapper sur les vices de nos jours.

Cet écrivain dont l'imagination était si fortement dominée par les sens, et qui se plaisait surtout à fouetter sans pitié les ridicules et les travers, a su trouver pour quelques pièces mystiques des inspirations qui feraient honneur à un pieux anachorète. Voici un hymne à la Vierge que nous osons citer dans l'original, afin qu'on se pénètre mieux de la profondeur du sentiment, du charme de l'expression, et que l'on suive son mouvement lyrique. Ce sera, d'ailleurs, une sorte d'expiation pour les pièces que nous avons cru devoir citer, afin que l'on se formât une opinion plus complète de la poésie espagnole qui, à une époque si reculée, manifestait déjà une liberté d'allure analogue à celle du curé de Meudon.

Quiero seguir à ti, flor de las flores!
Siempre desir cantar de tus loores.
Non ma partir de te servir,
Mejor de las mejores.

Gran fianza he yo en ti, senora;
La mi esperanza en ti es toda hora,
De tribulacion sin tardanza,
Ven me librar agora!

Estrella del mar, puerto de folgura!
Remedio de pesar e de tristura!
Ven me librar e comfortar,
Senora del altura!

Nunca fallace la tu merced cumplida.
Siempre guaresces de cuitas e caida
Nunca perece nin entristece
Quien a ti non olvida.

Sufro gran mal, sin merecer à tuerto
Me quejo tal, por que cuido ser muerto.
Mas tu me val non veo al
Que me saque à puerto (1).

Il y eut encore dans ce siècle, peut-être même au temps de l'archiprêtre de Hita, quelques autres poëtes dont on n'a publié que quelques fragments, et ces parties de leurs œuvres n'offrent rien de bien attrayant. Parmi eux on compte l'infant don Juan Manuel, don Juan de la Cerda, aussi prince du sang royal de Castille ; Pero Gonsalez de Mendoza, aïeul du premier marquis de Santillane ; le Juif Rabbi Santo, favori de Pierre le Cruel ; l'archidiacre de Toro ; Lopez de Ayala ; Fernan Perez de Guzman et un nombre considérable de nourrissons des muses qui fleurirent sous Juan II, et dont les productions peuvent se trouver dans le *cancionero general*. Le marquis de Santillane, le plus élégant lettré de la cour de Juan, et son ami Juan de Mena, le meilleur poëte castillan du quinzième siècle, ont obtenu des biographes nationaux ou étrangers plus d'attention que leurs qualités n'en méritent. On voit plusieurs pièces, du premier principalement, d'une nature religieuse ou

(1) Poesias de l'arcipreste de Hita, p. 278. Bohl de Faber, *Floresta de rimas Castellanas*, t. I et nº 1.

sur l'amour dans les vieux *cancioneros* ; mais la plupart sont encore manuscrites. Juan de Mena a été plus heureux, son *Laberinto* ou ses *Tres cientas coplas*, pièce allégorico-didactique, a été plus loué que lu, à ce que nous soupçonnons; du moins, nous n'y trouvons aucune trace de génie; Juan de Mena nous paraît de beaucoup inférieur aux poëtes plus anciens que nous avons déjà cités. Dans ce siècle aussi naquirent la plupart des ballades historiques, chevaleresques et romantiques dont on a publié tant de collections en Espagne et en d'autres pays, et dont plusieurs ont été traduites en anglais, en allemand et en français. Néanmoins en dépit de cet engouement, nous pensons que l'on a exagéré le mérite et l'antiquité des ballades espagnoles (1).

Après cet examen de la poésie castillane, nous allons passer une revue rapide de celle des autres royaumes.

La poésie de la Catalogne et de l'Aragon ne remonte pas aussi haut que les premiers essais des Castillans, mais elle porte un caractère tout différent; elle est d'extraction étrangère. Les troubadours de la Provence et du Languedoc, en raison de leur proximité des deux provinces espagnoles, voulurent bientôt introduire leur art dans la Péninsule. Alphonse II, d'Aragon, qui régnait de 1163 à 1196, occupa une place dans l'histoire littéraire de ces bardes; mais il ne reste rien de ses compositions. Guillermo, vicomte de Berguedan, Catalan, qui vivait dans le siècle suivant, a été plus heureux; quelques-unes de ses pièces ont survécu au naufrage du temps; mais elles sont encore manuscrites dans la bibliothèque du Vatican. Il y a moins de sujet de regret si, comme on nous l'assure, elles sont remplies d'obscénités. Il est accusé aussi de meurtre; d'avoir tué en trahison un noble baron qui lui était supérieur en richesses et en pouvoir, et l'on nous dit qu'il ne resta pas impuni; qu'ayant été pris, ses possessions confisquées, lorsqu'il fut mis ensuite en liberté, il se vit abandonné de tous, et un simple soldat le tua. Jacques le Conquérant est aussi rangé parmi les enfants des muses; mais nous ne pouvons décider si c'est avec justice. Nous savons peu de chose de Mosen Pero March et de Jacme March, sinon que dans la bibliothèque métropolitaine de Séville il y a un manuscrit in-folio du second, écrit par ordre de Pierre III, et qu'il prit pour sujet d'un poëme la dispute de son roi avec le pape et le prince français. Le Valencien Mosen Jorde, dont le front, selon le marquis de Santillane, fut décoré de lauriers, était un poëte bien supérieur à tous les précédents. Comme il vécut tard dans le quatorzième siècle, et que plusieurs de ses idées sont évidemment les mêmes que celles de Petrarca, nous pouvons présumer qu'il ne se fit point scrupule de faire des larcins à ce fameux Italien. Mosen Febler écrivit sur la conquête de sa cité natale, Valence, et il fut imité par Ansias March, l'un des meilleurs poëtes valenciens durant le quinzième siècle (1).

Les ménestrels appelaient l'art qu'ils professaient la *gaya ciencia*. En 1323, une académie de ces maîtres fut établie à Toulouse. Là des récompenses étaient proposées au poëte qui se représenterait à un temps donné, et auquel serait adjugé le prix. L'institution, qui était dirigée par sept no-

(1) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, t. II, passim. Sanchez, *Colleccion*, prologo al tomo I. Lockhart, *Ballades espagnoles*, et Bowring, *Romances espagnoles*, passim. Quelques-uns des plus intéressants originaux des *Romances espagnoles* ont été publiés par Depping, *Recueil des meilleures romances espagnoles*. 1 vol. in-12. Leipzig, 1817. *Colleccion de los mas celebres antiguos romances*. London, 2 vol. in-12, 1826. Bohl de Faber, *Floresta de rimas antiguas castellanas*, 3 vol. in-8. Hamburgh.

(1) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, t. II. Sanchez, notes sobre *la Casta del marques de Santillana*. Mervesin, *Histoire de la Poésie française*, passim. Baster, *Crusca Proenzal*, p. 75, etc. Quadrio, *Storia d'ogni Poesia*, t. II,

bles poëtes, avait des statuts particuliers pour apprécier les mérites littéraires des aspirants, et pour régler les prix. Souvent les poëtes assemblés étaient examinés oralement sur leurs connaissances des principes de l'art, et, par-dessus tout, sur la passion elle-même, sur l'amour, qui était le thème exclusif de la société. Les questions proposées étaient quelquefois remarquables : « Supposez deux amants, dont l'un est constamment disposé à la jalousie, et la montre à chaque occasion ; l'autre n'en manifeste nullement, il est tranquille et plein de confiance dans sa maîtresse : lequel est le plus dominé par la passion ? » Pour décider cette importante question, les sept directeurs appelaient un jury de dames, qui constituaient la cour d'amour, et dont les jugements étaient enregistrés comme des décrets. Jusqu'en 1390, les troubadours catalans et aragonais ressortirent de l'Académie de France ; mais dans cette année, Juan Ier, dont l'attachement immodéré à ces vains amusements a été rappelé, en fonda une semblable à Barcelone ; et comme aucun de ses sujets n'était assez instruit pour la présider ou pour rédiger les règlements nécessaires à son gouvernement, il demanda et obtint des professeurs de France ; il assigna même un traitement annuel pour les entretenir. Son successeur Martin augmenta les priviléges et les ressources ; mais des troubles éclatèrent, et le corps savant tomba dans une sorte d'oubli, jusqu'à ce que Ferdinand Ier le relevât, sur les instances du marquis de Villena. Ce marquis lui-même était un poëte estimable ; il composa diverses pièces, dont l'une allégorique, jouée à l'occasion d'une fête à la cour d'Aragon, est mentionnée avec de grands éloges. Mais il sera difficile de prononcer sur la justice de ces éloges, tant que les compositions du marquis resteront manuscrites. L'on peut en dire autant de beaucoup d'autres écrivains. A chaque pas, en effet, l'histoire littéraire fléchit faute de matériaux pour la soutenir. Tant que seront produits seulement de minces fragments ou des chants isolés, on pourra peu compter sur l'opinion qui sera formée touchant le mérite de leur auteur.

Le marquis fut aussi un étudiant des écoles ; on peut le penser d'après sa réputation de magicien ; ses livres furent brûlés par ordre d'un évêque castillan, et lui-même aurait probablement subi le même sort, sans son étroite parenté avec les maisons royales d'Aragon et de Castille (1).

En examinant les fragments que des biographes littéraires, ou quelques-uns des premiers *cancioneros* ont imprimé des troubadours espagnols, il est impossible de n'être pas frappé de leur faiblesse et de leur monotonie. Ces troubadours recherchaient seulement l'approbation des belles ; de petits *concetti* et une élégante phraséologie devaient plaire plutôt que l'invention et la vigueur; de courts *canzonetti* plutôt que des pièces continues. Aussi nous trouvons que cette espèce de composition est singulièrement dépourvue de génie, à peu près comme quelque livre moderne destiné au boudoir d'une femme à la mode. Nous avons souvent exprimé le désir de voir les lettrés d'Espagne publier en une collection les meilleures pièces de leurs anciens troubadours ; mais le présent examen, tout circonscrit qu'il a été, nous a montré qu'il en est peu qui soient dignes d'être tirés de l'oubli.

Négligeant la Navarre, qui n'a rien fait pour la littérature, ou dont les productions ont eu le malheur de ne point parvenir à la lumière, nous passons à la Galice, car cette province peut se glorifier de ses poëtes. L'analogie de son dialecte avec celui du Portugal a produit une grande similitude entre les deux littératures. A une époque très-reculée, déjà la Galice était célèbre par ses bardes lyriques. On ne sait si Payva, qui, dit-on, souffrit d'un imprudent attachement pour une infante portugaise, était de la Galice ; mais Fernan Gonzalez de Sanabria, qui certainement naquit dans cette province, doit être rattaché au quatorzième siècle. On

(1) Mêmes autorités que précédemment.

en peut dire autant de Vasco Perez de Camoëns, ancêtre du fameux Luis de Camoëns, auteur des Lusiades. Ce Vasco quitta la Galice en 1370, et entra au service du souverain de Portugal, le roi Ferdinand. La meilleure preuve que le galicien fut employé plutôt que tout dialecte péninsulaire dans les compositions lyriques, c'est que divers Castillans s'en servirent pour versifier. Parmi eux fut Alphonse le Savant, qui probablement ne lui eût pas donné cette préférence, si le castillan eût aussi bien répondu à son but; en d'autres termes, s'il eût été aussi bien cultivé. Après Vasco, nous avons les noms d'autres poëtes; mais nous ne trouverons de place que pour Marcias, surnommé *el Enamorado,* dont les effusions de sentiments et les infortunes sont célébrées dans toute la Péninsule. Marcias était un chevalier de l'ordre de Calatrava, dont le marquis de Villena était grand-maître, et il occupait un emploi au service de ce seigneur. Sa valeur était égale à son talent poétique, et souvent il s'était signalé contre les Maures de Grenade. Ayant eu l'imprudence de nourrir une passion pour une dame de la maison du marquis, beaucoup au-dessus de sa condition sociale, il attira ainsi sur lui toutes les infortunes. Bientôt après le marquis la maria à un hidalgo du pays; mais cette union ne put guérir l'amour du poëte. Il engagea une intrigue avec la dame, et cette liaison fut découverte par le mari, qui se plaignit à don Henri. En vain celui-ci réprimanda l'amant criminel, et lui défendit de voir la dame, l'interdiction ne fut point observée. Indigné de ce mépris de son autorité, le grand-maître renferma le poëte dans une étroite prison du château d'Arjonilla, à quelques lieues de Jaën. Là il composa de nombreuses stances exprimant son amour et ses souffrances, et l'injustice avec laquelle il était traité. S'il avait arrêté ces effusions dans sa prison, peut-être eût-il été pris en pitié; mais, sans égard pour le bonheur de la dame, pour ses propres obligations envers le marquis, et pour son honneur personnel, il fit en sorte de les faire parvenir à l'objet de son amour. L'une de ces pièces tomba entre les mains de l'époux furieux, qui aussitôt courut au château d'Arjonilla, résolu de se venger. Marcias, qui se trouvait à la porte de son donjon, reçut un coup de lance dans le corps, et il expira sur la place (1).

Déjà nous avons eu occasion de mentionner la fondation des anciennes universités espagnoles, il n'est plus besoin de revenir sur ce sujet. L'on pourrait s'arrêter aux écrivains juifs de la Péninsule, qui furent en grand nombre, et ne restèrent nullement inférieurs en mérite aux Arabes; mais les notices à donner sur ce sujet ne rentreraient guère dans le cadre de notre ouvrage. Les Juifs n'appartiennent à aucun pays; ils sont étrangers partout; leur littérature est particulière à eux-mêmes et doit être cherchée dans les bibliothèques spécialement consacrées à cet objet.

III. Sciences et arts. — Comme il sera question de tous les écrivains théologiens de la Péninsule dans le chapitre suivant, tout ce qu'il nous reste à signaler c'est l'état des sciences et des arts dans l'Espagne chrétienne, et les noms de ceux qui obtinrent de la célébrité dans l'une ou l'autre de ces deux branches, ou qui se distinguèrent par leurs connaissances générales.

L'état scientifique de l'Espagne chrétienne, comparé à celui des mahométans, présente un déplorable contraste. Durant les quatre premiers siècles, à partir de l'invasion arabe, l'Espagne chrétienne ne peut nommer qu'un médecin; encore paraît-il avoir été un habitant de Cordoue, et par conséquent il devait entièrement ses connaissances aux musulmans. Durant la même période trois mathématiciens sont nommés,

(1) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, l. IX et X. Sanchez, *Notas sobre la carta del marques de Santillana*. Bouterweck, *Histoire de la Littérature portugaise*. Pour les écrivains juifs, on pourra consulter les ouvrages rabbiniques de Wolf et Bartolozzi.

tous du dixième siècle. La situation n'est pas meilleure, du onzième au seizième siècle. La médecine fut abandonnée aux Juifs, et les mathématiques furent à peine étudiées. Dans le treizième siècle, Juan Pedro, natif de Lisbonne, d'abord médecin, puis ecclésiastique, qui parvint à la chaire de saint Pierre sous le nom de Jean XXI, écrivit sur la médecine, la logique, et sur d'autres sujets. L'on peut douter néanmoins s'il n'a pas été confondu avec deux autres auteurs appelés aussi Pedro, tous deux prêtres, et qui tous deux écrivirent sur les mathématiques et la logique. Dans les bibliothèques nationales il existe beaucoup de manuscrits sous le nom de Petrus Hispanus; mais on ne peut déterminer s'il n'y eut que deux écrivains de ce nom, ou si l'on en compte plusieurs autres encore. Mais c'est au roi Alphonse X, surnommé le Savant, que doit être assignée la place la plus glorieuse dans la science espagnole. Ses tables astronomiques, si bien connues de l'historien, se distinguent par une grande capacité et une grande recherche d'exactitude. Toutefois l'on ne peut dissimuler que pour les dresser il eut de grandes obligations aux astronomes musulmans; il est même impossible de dire quelle portion du travail lui appartient, si même il peut en réclamer une; mais du moins il est certain que s'il n'avait pas eu à sa disposition une main pour construire ces tables, il était en état d'accomplir la tâche. Comme on le voit par la préface d'une traduction scientifique de l'arabe en castillan, il avait fait des progrès considérables dans l'étude des hautes mathématiques. Il était plein d'ardeur pour de telles recherches, et il n'aurait épargné ni les peines, ni les dépenses, pour réunir des ouvrages et les faire traduire, et pour attirer à sa cour, par des récompenses libérales, les mathématiciens les plus capables de l'époque.

L'on a beaucoup disputé sur la patrie d'Arnaldus Villanovus, connu pour son savoir en médecine et en philosophie. Était-il Espagnol ou Français? La première hypothèse paraît mieux appuyée. Ses œuvres en médecine et en chimie ont été imprimées. Sa réputation comme chimiste et philosophe était si haute, qu'aux yeux du vulgaire il passait pour avoir découvert le secret de la création, et pour avoir même formé une créature humaine avec les propriétés cachées de la matière. Plus grand que tous ceux qui l'avaient précédé ou qui le suivirent, fut le fameux Raymond Lulle, de Mallorca, dont le savoir et la subtilité ne furent égalés que par Thomas d'Aquin. Il écrivit avec de longs développements sur la grammaire, la logique, les mathématiques, la philosophie, la métaphysique, le droit, la chimie, la médecine (nous parlerons plus tard de sa théologie), et sur quelques-unes de ces branches avec tant de profondeur, que le peuple de son temps le regardait comme un magicien. Dans la suite nous nous arrêterons sur sa vie et sur son destin. Il eut pour contemporain Andrée, qui traita de la métaphysique et de la philosophie naturelle, et un autre Raymond, avec lequel il a été quelquefois confondu. Si nous exceptons les noms précédents, à peine en est-il un dans quelque branche des sciences qui soit digne d'une mention particulière (1).

Il ne paraît pas que dans quelqu'un des arts utiles de la vie les chrétiens espagnols fussent égaux aux Maures. Malgré le libéralisme des *fueros* concédés dans la vue d'encourager l'agriculture, nulle partie du territoire chrétien ne fut jamais aussi bien cultivée que les terres des mahométans; par conséquent le sol ne fournissait pas un aussi grand revenu.

On peut en dire autant des arts mécaniques, des manufactures et du commerce. Peut-être les lourds impôts qui pesaient sur les diverses branches de l'industrie et sur la circulation des produits étaient la principale cause de la différence. En Espagne on ne

---

(1) Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, lib. VI-X. Masdeu, *España Arab.*, lib. II. Moreri, *grand Dictionnaire historique*, art. *Raymond Lulle*.

connaissait aucun tribut personnel; toutes les taxes étaient levées sur les biens meubles, les ventes, les échanges, et sur la propriété rurale. Ainsi non-seulement les forêts, les montagnes, les pâturages, les terres labourables, les jardins, les vergers, etc., étaient soumis à l'impôt, mais lorsque les produits changeaient de mains, vendeurs et acheteurs avaient encore à payer une certaine somme, qui variait dans divers lieux. Il en était ainsi de tout article de vente, vin, viande de boucherie, pain, lait, etc. Chaque marchand payait une taxe proportionnée à l'importance de ses affaires. Le transit des marchandises de toute espèce d'objets de vente n'était pas moins soumis à d'énormes impositions. Dans l'art militaire, les Espagnols étaient complétement les égaux de leurs ingénieux ennemis. Sur un point ils étaient moins scrupuleux; les mahométans n'entraient jamais dans une mosquée que pour y prier; les chrétiens n'hésitaient point à convertir une église en forteresse, et durant le service de guerre, ils passaient en général la nuit dans un temple. La profanation ne les arrêtait point; la guerre était considérée comme religieuse, et des prêtres, des évêques grossissaient les rangs des combattants. Ainsi, Sisnando, évêque de Santiago, périt dans une bataille contre les Normands, et trois évêques catalans, Ethio de Barcelone, Othon de Girone, et Arnulfe de Vique tombèrent en combattant les Maures. Dans l'architecture aussi les Espagnols soutiendraient la comparaison avec les Arabes. Si leurs palais, leurs hôpitaux, leurs forteresses et leurs bains étaient moins vastes que ceux de leurs rivaux, ils étaient généralement aussi élégants; leurs églises étaient supérieures aux mosquées, si nous exceptons seulement l'admirable édifice de Cordoue, et le superbe palais de Medina Azhara. Les constructions religieuses furent les premières auxquelles s'appliquèrent les chrétiens après la restauration de leur monarchie. L'église de la Sainte-Croix fut bâtie par le fils de Pélage, et Fruela Ier en fonda une plus splendide à Oviedo. Les trois églises fondées par Alphonse II dans cette ville étaient d'un ordre encore plus élevé, les arceaux et les colonnes étaient de marbre. Ses successeurs, spécialement Alphonse III, qui éleva la superbe église de Compostelle; Ordono, qui érigea la vaste cathédrale de Saint-Isidore dans la même ville, imitèrent noblement son exemple, et les rois qui vinrent après Ordono ne négligèrent pas davantage ce pieux devoir. On peut rendre la même justice aux rois de Navarre, d'Aragon, de Portugal, et aux comtes de Barcelone; et quoiqu'on ne puisse reconnaître qu'un monastère appartenant au huitième siècle, celui de San-Pedro-de-Villanuova, nous savons que plusieurs autres furent fondés à cette époque, mais furent détruits dans la suite durant les irruptions dévastatrices des Arabes. Les principales constructions du neuvième siècle furent le monastère de San-Zacarias, dans les Pyrénées de la Navarre; celui de San-Pelage de Antealtares, à Santiago; celui de San-Martin de Pinajo, dans la même ville; celui de San-Julian de Samos, dans l'évêché de Lugo; celui de San-Pedro de Ripol, dans la seigneurie de Vique; et celui de Notre-Dame de Montserrat, sur la fameuse montagne de ce nom. Les dixième, onzième, douzième et treizième siècles furent très-remarquables par ces fondations salutaires; à peine y eut-il un souverain qui ne se fît un devoir d'en doter quelqu'une. Le nombre en fut considérable; mais il faudrait un trop grand espace pour en contenir les noms (1).

---

(1) Ximenes, *de Rebus hispanicis*, lib. VI, c. 24. Aguirre et Catalani, *Collectio maxima Conciliorum*, t. IV. *Concilium Legionense*, can. 30-39, etc. Yepes, *Cronica general de la orden de San Benito*. Baluzius, *Collectio veterum Monumentorum Script.*, 1, 2, 45, etc. *Cronicon Albeldense*, p. 453, apud Florez, *España sagrada*, t. XIII. *Historia compostellana*, lib. I, c. 2, apud eumdem, t. XX. Sampirus, *Astoricensis*, p. 458, apud eumdem, t. XIV. Marca, *Hispanica*, lib. IV, etc.

CHAPITRE XVIII.

L'ÉGLISE.

L'état de l'Église et de la religion dans la Péninsule, spécialement dans Léon et la Castille, est d'une assez grande importance pour réclamer un chapitre à part; et pour plus de clarté, nous allons examiner 1° l'Église séculière, sa hiérarchie, sa doctrine et sa discipline; 2° les ordres monastiques et religieux; 3° les martyrs et les confesseurs; 4° les hérésies et la persécution; 5° les théologiens.

1° Comme chef suprême de l'Église, le pape, immédiatement après la restauration, continua d'exercer la même juridiction que sous la monarchie des Goths, de remettre le Pallium, de juger en appel, d'envoyer des nonces, de nommer des légats, résidant pour un temps limité et pour une affaire spécifiée. Mais on ne devait pas croire que, tandis que les prétentions du pape faisaient des progrès dans d'autres parties de l'Europe, elles ne dussent pas aussi obtenir quelque influence en ce pays, surtout après que les Français, grands avocats de ces prétentions, commencèrent à être admis aux grandes dignités ecclésiastiques. Son infaillibilité dans tous les décrets, sa supériorité même sur les conciles œcuméniques, la transmission de son pouvoir sacré à tous les autres évêques, le droit exclusif de canoniser les saints, d'élire ou confirmer d'autres prélats, et de dispenser des obligations des canons, son autorité sur le temporel de toutes les églises et de tous les monastères, ne furent pas admis en Espagne durant les quatre premiers siècles après la restauration de la monarchie; non pas que ces prétentions fussent inconnues; car dès le huitième siècle, le prêtre Migerio lutta pour l'autorité divine du siége de Rome, et pour l'infaillibilité du pape. « A Rome seule, dit Migerio, Jésus-Christ a légué son autorité; à elle seule il a conféré le privilége d'être sainte, sans tache, et d'elle seule il a dit: Sur cette pierre je bâtirai mon Église, et les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle. Elle ne sera pas dissoute par la corruption, ou l'abomination, ou le mensonge. Elle est la nouvelle Jérusalem qui, selon le témoignage de saint Jean, est descendue du ciel. » Une telle doctrine ne pouvait passer sans désapprobation. « Les paroles du Christ, que tu appliques à Rome seule, dit Elipando de Tolède, ont été dites de l'Église universelle, répandue sur toute la surface de la terre. Comment peux-tu dire que l'Église de Rome est pure de toute souillure, en entendant les plaintes de saint Grégoire sur la quantité de méchants qui demeuraient à Rome de son temps? Qui devons-nous croire? toi, qui appelles cette cité une nouvelle Jérusalem céleste, ou l'apôtre saint Pierre, qui, dans l'une de ses épîtres, la dénonce

comme une Babylone ? » Le droit de la canonisation paraît avoir été saisi par les papes dès le neuvième siècle, mais non pas en Espagne. Ici l'honneur continua, longtemps après, à être conféré, comme il l'avait été depuis les temps apostoliques, par l'évêque et le clergé, en présence et avec l'approbation des fidèles. En Catalogne même, où les Français avaient le plus d'influence, on voit saint Odo, évêque d'Urgel, canonisé, en 1133, par le clergé et l'évêque dans la cathédrale de ce siége. Selon le Père Mariana, à partir du milieu du neuvième siècle, l'élection des évêques eut besoin de confirmation par la cour de Rome ; et avant l'arrivée de la bulle nécessaire, aucun prélat élu ne pouvait entrer en fonctions. Néanmoins il est certain que, jusqu'au onzième siècle, les métropolitains et les suffragants espagnols, après leur nomination par le roi, étaient consacrés par leurs frères, sans que l'on remplît la formalité d'en donner avis à la cour de Rome, bien loin d'attendre son approbation. Il en était de même relativement aux monastères, qui anciennement dépendaient des diocésains; mais au commencement du onzième siècle, ces établissements commencèrent à être enlevés graduellement à la juridiction épiscopale et placés sous l'autorité immédiate du pontife. De la même manière, des dispenses paraissent avoir été accordées par les chefs de l'Église nationale, jusqu'au onzième siècle ; mais le pouvoir exclusif de la concession fut à cette époque saisi par les successeurs de saint Pierre. L'on peut trouver les meilleures preuves de l'ancienne indépendance de l'Église espagnole dans l'*historia compostellana*, composée dès le douzième siècle, par des écrivains tout dévoués aux prérogatives papales. « L'Espagne, disent les canons, n'a pas suivi le droit ecclésiastique de Rome, mais celui de Tolède, jusqu'à ce que le roi Alphonse forçât ses sujets à se conformer aux lois et aux coutumes générales. Depuis ce temps, les ténèbres de l'ignorance étant quelque peu dissipées, l'autorité de la sainte Église romaine a commencé à se répandre parmi les Espagnols. Pourquoi rappeler la rudesse et l'ignorance des anciens évêques de Santiago ? Sous la discipline de Tolède, un cardinal légat arriva en Espagne pour recueillir des informations touchant la religion, les connaissances et les coutumes de l'Église. Étant arrivé en Galice, il donna poliment avis de sa commission à l'évêque de Compostelle. Le prélat appela un de ses trésoriers et lui dit : « Un cardinal de l'Église » romaine arrive bientôt ici; va-t-en à sa » rencontre, et reçois-le absolument de la » même manière que tu as été reçu lorsque » tu es allé toi-même à Rome ! » Aujourd'hui Rome n'a pas encore oublié cette insulte, et elle s'efforce d'empêcher l'Église de Santiago d'accroître son pouvoir par de nouveaux droits et de nouvelles dignités, de crainte que sous les yeux de l'apôtre espagnol, cette Église n'usurpe le pouvoir des églises d'Occident, comme Rome, par l'autorité de saint Pierre, exerce l'autorité sur toutes les églises (1). »

Lorsque l'histoire de Compostelle fut écrite, l'indépendance de l'Église était dans le passé; beaucoup de prétentions papales étaient déjà reçues; les autres étaient assurées du même succès. La cause de cette innovation doit être cherchée, comme nous l'avons déjà fait observer, dans l'établissement par toute la Péninsule, d'ecclésiastiques français, défenseurs de l'infaillibilité du souverain pontife, et de sa juridiction universelle. On connaît l'alliance qui s'était formée entre le saint-siége et les maires du palais, successeurs des rois de la première race de France; ou la déposition de Chilpé-

(1) Aguirre et Catalani, *Collectio maxima Conciliorum omnium Hispaniæ*, t. III, IV et V. Elipande, *Epistola* 1 ad Migecium, apud Florez, *España sagrada*, t. V. Baluzius Tutelensis, *Collectio veterum Monumentorum*. Mariana, *de Rebus hispanicis*, lib. IX. *Historia Compostellana*, lib. I, c. 1 et 3. Masdeu, *España Arab.* Sempère, *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence de la Monarchie espagnole*, t. I, p. 30.

ric, l'élévation de Pepin, et les services rendus aux princes carlovingiens par les pontifes de Rome. Charlemagne, pour ses projets de réédification sociale, avait besoin d'un lien puissant qui l'aidât à retenir les éléments qui tendaient à se séparer; de là ses efforts en faveur de l'autorité de Rome, qui donnait à l'Église cette unité, objet de tous ses vœux. La doctrine de la souveraineté du pape se propagea en Catalogne, même dans les idées séculières; plusieurs vicomtes reconnurent le pape comme leur supérieur temporel. Cet exemple trouva des imitateurs en Aragon; il semble même hors de doute que don Sancho Ier se reconnut le vassal de Rome, et soumit à ce siége tous les monastères de son royaume. La conduite humiliante de Pierre II à cet égard a déjà été signalée; et, quoique ses successeurs rejetassent avec indignation le tribut et l'hommage, Rome n'oublia jamais ses prétentions, lorsqu'elle eut occasion de les faire valoir, comme dans la guerre de Sicile. Sa doctrine fut introduite en Castille et dans Léon sous le règne d'Alphonse VI, le vainqueur de Tolède, grâce à ses mariages successifs avec deux princesses françaises. Son attachement à cette nation paraît par l'union de ses deux filles avec les comtes Raymond et Henri, et par les dignités ecclésiastiques et séculières par lui conférées aux aventuriers qui arrivaient continuellement. Ainsi, après la conquête de la capitale des anciens Wisigoths, il nomma au siége archiépiscopal, non pas un de ses sujets, mais Bernard, moine de Cluny, qui bientôt fit occuper les dignités inférieures par des individus venus du même pays. L'archevêque de Santiago, Gelmirez, qui avait été le secrétaire et l'ami du comte Raymond, inculqua les nouvelles opinions avec non moins de zèle. Santiago fut immédiatement soumis au saint-siége; et divers évêchés furent exemptés de la même manière, non-seulement des contributions pour le soutien de l'État, mais encore de toute juridiction royale ou archiépiscopale. Combien ces prélats étaient différents de ceux des Wisigoths, qui traitaient le roi de vicaire de Dieu, et lui soumettaient la discipline de l'Église! On peut le voir par le discours de ce Gelmirez, à Burgos, touchant la proposition d'une réconciliation entre Alphonse d'Aragon et Urara de Castille. « Chers frères, en ma qualité de ministre représentant du Dieu tout-puissant, et comme son interprète armé pour défendre les droits de la sainte Église, je vous montrerai la voie du salut que vous devez suivre dans cette affaire. Vous savez, chers frères, comment le Seigneur notre Rédempteur créa ses grands-prêtres dans l'ancienne loi, pour gouverner son peuple et enseigner ses doctrines. Ainsi il a choisi ses apôtres au commencement de la nouvelle loi, et les a ordonnés pour ses ministres; il leur a confié les saints sacrements, avec le pouvoir de lier et de délier, dans le ciel et sur la terre, par ces mémorables paroles : *Quodcumque ligaveritis super terram, erit ligatum in terris; et quodcumque solveritis super terram, erit solutum in terris.* Ces paroles prouvent notre haute mission; nous sommes les successeurs des apôtres; nous avons reçu le même pouvoir, et nous sommes investis des plus hautes fonctions pastorales; étant les intendants et les ministres de Dieu, nous avons été appelés pontifes; nous sommes ses enfants consacrés, conformément à l'Écriture : *Qui vos tangit, pupillam oculi mei tangit.* Le Christ nous a aussi confié son épouse, qui est l'Église, et l'instruction de ses enfants; et, ce qui est encore plus précieux dans ce monde, le salut des âmes, la défense de son troupeau contre le loup dévorant, le devoir de les conduire dans le chemin de la vérité, et de les nourrir de saines doctrines, de les ramener lorsqu'ils ont erré, ou qu'ils sont tombés dans les mauvaises mœurs. Les rois, les ducs et les princes de la terre, avec toutes les nations chrétiennes, sont soumis à nous, et nous veillons sur eux tous. C'est pourquoi, mes chers frères, je vous prie et je vous avertis de ne pas permettre que le roi d'Aragon et la reine dona Urara, qui sont unis par le sang, renouvellent leur mariage illégitime, et commettent un détestable et horrible crime. Si vous êtes embarrassés par le

serment que vous avez prêté lorsque le contrat fut fait entre le roi et la reine, et si vous craignez de commettre le péché de parjure, sachez que de tels serments sont nuls ; car, comme dit l'Écriture : *Non est observandum juramentum, cum malum incautè promittitur*. Il en est ainsi dans le cas où vous auriez juré de tuer, où vous auriez voué une fidélité constante dans un attachement adultère; car le parjure est un moindre péché que le meurtre ou la continuation dans l'adultère. C'est pourquoi, ayant rappelé votre serment, je vous avertis de ne pas sanctionner une si grande iniquité. Par l'autorité de Dieu le Père tout-puissant, nous excommunions quiconque contractera ou même encouragera de tels mariages; nous le maudissons, et l'expulsons de la sainte Église. »

Pour qu'un tel langage pût être tenu, quoique l'orateur, dans cette occasion, se vît assailli par son auditoire avec des pierres et des soufflets, il fallait que les maximes de Rome eussent fait de notables progrès. Toutefois, plus d'un siècle s'écoula avant qu'elles fussent reçues sans hésitation. Après la destruction de l'office gothique ou mozarabe, dont il sera question plus loin, et la compilation des lois canoniques par Gratien, l'autorité papale prévalut en Espagne comme dans les autres pays. Quoique la juridiction temporelle du pape fût rejetée par des rois et par le peuple, le successeur de saint Pierre réussit à établir son autorité quant à la canonisation, les bulles de confiscation, de convocation de conciles, la dépendance monastique, les dispenses, le tribut, etc.; et il travailla avec une grande énergie à faire occuper les principales dignités de l'église espagnole par ses créatures. Ce fut là sans doute la plus choquante innovation, et nous trouvons de fréquentes remontrances contre son exercice. Ainsi les cortès de Guadalaxara, en 1390, appelèrent l'attention de Juan Ier sur un fait grave. Tandis que des Portugais et des Aragonais, des Italiens, des Français et même des Anglais avaient des bénéfices en Castille et à Léon, pas un naturel de ces royaumes n'obtenait la moindre élévation hors de son propre pays. Elles se plaignirent que Juan fût le monarque le plus maltraité de la chrétienté, et elles jetèrent tout le blâme sur le pape, qui ne cessait jamais de pourvoir ses créatures des dignités de la Castille. Elles appuyèrent sur la non-résidence des titulaires étrangers, qui tiraient cependant des sommes énormes du pays; et ainsi, tandis que les églises n'étaient pas complétement desservies, le pays souffrait par l'enlèvement de ses métaux précieux. Juan promit qu'une ambassade serait envoyée à Rome pour demander la cessation de ces griefs; et dans le fait une ambassade se rendit à Rome ; mais la mort du roi étant arrivée l'année suivante, aucune attention ne fut donnée à la remontrance. Henri III agit plus efficacement ; il mit le séquestre sur les revenus de toutes les dignités et de tous les bénéfices tenus par des étrangers absents, et il ne voulut point le lever avant l'arrivée d'un légat avec la promesse que désormais le saint-père s'abstiendrait de nominations de ce genre. Mais le successeur immédiat, Benoît XIII, éluda l'engagement. Cette conduite irrita si violemment le roi et les cortès, qu'une loi fut rendue solennellement pour déclarer qu'à l'avenir nul étranger ne serait investi d'une dignité ou d'un bénéfice dans Léon ou la Castille, et que l'on ne souffrirait pas que des pensions ou des revenus fussent tirés de l'un ou de l'autre de ces royaumes. Bien plus, les possesseurs actuels furent arbitrairement et injustement dépouillés de leurs bénéfices, et on leur interdit pour jamais toute communication avec le pays. La destitution avec l'exil ou l'emprisonnement furent décrétés contre tout ecclésiastique indigène, et la mort contre tout laïque aussi national qui correspondrait avec les odieux étrangers. Les tentatives pour renouveler les abus objets de ces mesures manquèrent ensuite leur effet. Parmi les souverains qui montrèrent le plus de zèle dans la défense des droits nationaux furent Ferdinand et Isabelle. Malgré toute leur piété, ils ne furent pas les serviteurs de Rome, et dans tous leurs débats avec cette cour

ils ne manquèrent pas de l'emporter (1).

Après le pape, la principale autorité religieuse était les conciles provinciaux, qui étaient convoqués selon que les circonstances le demandaient, non pas seulement à Oviedo, Santiago, Léon, Burgos, etc, mais aussi à Cordoue; car, quoique cette dernière cité fût le siége de la foi mahométane, aucun obstacle n'était opposé à la profession du christianisme ou à l'exercice de sa discipline, tant qu'il ne s'éleva pas de collision entre les enfants des deux cultes. Les chrétiens muzarabiques, ceux qui vivaient soumis aux mahométans, et qui étaient ainsi appelés de leur capitulation avec le général de Muza à Tolède, et en partie à cause de leur attachement à l'office gothique, formaient une église, et se réunissaient en un concile. Ceux de Catalogne, d'Aragon, de Navarre, de Portugal, de Léon et de Castille, étant soumis à autant de différents gouvernements civils, avaient leurs propres conciles, un pour chaque pays (2).

Durant quelques siècles après la restauration, le nom d'archevêque paraît avoir été inconnu, quoique les fonctions subsistassent virtuellement dans les métropolitains, auxquels étaient soumis les évêques suffragants, ainsi qu'on l'a vu dans notre premier volume. Ce n'est pas avant la fin du onzième siècle que le nom d'archevêque se présente dans l'histoire nationale. De ces siéges métropolitains, les mahométans en trouvèrent six, Tolède, Séville, Merida, Braga, Tarragone, et Narbonne dans la Gaule gothique. Quoique les trois premiers fussent sujets des mahométans, ils continuèrent à posséder leurs prélats respectifs, qui signaient avant les suffragants dans les conciles de Cordoue. Comme Braga resta au pouvoir des Arabes, Lugo jouit longtemps des honneurs métropolitains; mais la prééminence finit avec la création du siége archiépiscopal de Santiago, auquel Lugo fut rattaché, et Braga fut rétabli dans sa dignité, non plus sous la dépendance de Léon, mais du Portugal, après l'expulsion des infidèles. Tarragone perdit son ancienne splendeur de la même manière, et Narbonne fut probablement reconnue comme la métropole de la Catalogne. Toutefois, cette domination de Narbonne ne dut pas subsister plus longtemps que la possession de la première cité par les Maures, peut-être pas plus longtemps que la dépendance des comtes de Catalogne à l'égard de la France, et Tarragone recouvra son autorité sur les cathédrales de cette province. En 1123, Merida fut non-seulement absorbée par la métropole de Santiago, mais on ne lui permit pas même d'avoir des suffragants. Après la conquête de Saragosse et de Grenade, ces importantes cités furent investies de la juridiction métropolitaine. Ainsi le nombre des archevêchés au temps de Ferdinand et d'Isabelle fut de six, Santiago, Tolède, Saragosse, Tarragone, Séville et Grenade. En 1088, Bernard, le premier archevêque de Tolède, après la conquête de cette ville par Alphonse, fut investi par Urbain II de la primatie de toute l'Espagne, et l'honneur fut confirmé par les papes suivants. Cette primatie fut, dans la suite, et spécialement en 1236, disputée par l'archevêque de Santiago, qui, en qualité de vicaire et de successeur de l'apôtre de Dieu lui-même, soutint qu'il y avait un droit supérieur. Tous deux ayant été cités à Rome pour exposer leurs prétentions respectives, le prélat de Tolède, qui était l'historien Rodrigue, eut peu de difficulté à obtenir la confirmation de la dignité par le pape Gré-

(1) Baluzius Tutelensis, *Collectio veterum Monumentorum*. Aguirre et Catalani, *Collectio maxima Conciliorum*, t. IV. Monachus Rivipullensis, *Gesta comitum Barcionensium*, c. 28. Zurita, *Anales de Aragon*, t. I, c. 4. *Historia Compostellana*, l. I, c. 83 (ap. Florez, *España sagrada*, t. XX). Lopez de Ayala, *Cronica del rey don Juan I*, c. 12, nec non *del rey don Enrique III*. Masdeu, *España Arab.*, l. II. Sempère, *Considération sur les causes*, etc., t. I, c. 4, 5 et 12.

(2) Les conciles dans Aguirre et Catalani, *Collectio maxima Conciliorum omnium Hispaniæ*.

goire. Dans la suite, Burgos et Valence furent élevées à la dignité d'archevêchés. Le nombre des évêques suffragants varia en divers temps, selon que certaines cités étaient perdues ou gagnées dans les guerres continuelles entre les deux pouvoirs hostiles, les chrétiens et les mahométans. En général, il était inférieur à celui du temps des Wisigoths, et il était à peu près le même que maintenant. Ainsi, avant la chute des royaumes mahométans, vingt-neuf évêques chrétiens reconnaissaient leur pouvoir temporel dans diverses parties de la Péninsule, et vingt-trois se trouvaient dans les territoires des rois chrétiens. La juridiction des prélats espagnols était regardée comme d'institution divine; ils décrétaient par la grâce de Dieu, par la faveur du Saint-Esprit, ou par la vérité de Jésus-Christ, jamais par la grâce du saint-siége. Ils s'intitulaient pontifes, grands-prêtres et vicaires des apôtres; mais, à partir du dixième siècle, ils déclinèrent l'épithète d'apostoliques, par déférence pour la supériorité de droit réclamée à ce titre envié par les prélats de Santiago. Cette église, si favorisée quoiqu'elle soutînt si énergiquement la lutte pour l'honneur de la primatie sur toute l'Espagne, n'atteignit jamais cette distinction; elle rencontra l'opposition de Tolède, dont l'archevêque, pendant quelques siècles, avait été cardinal et révéré comme le chef de l'église espagnole. En vertu d'une loi universelle, un évêque était réduit à une seule église; nous n'avons que deux exemples où le même prélat gouvernait deux cathédrales; ce fut un abus hautement condamné, et qui sans doute fut de courte durée (1).

Les autres degrés de la hiérarchie continuèrent à porter les mêmes noms que sous les Wisigoths. Ainsi les prêtres étaient soumis à un archiprêtre, les diacres à un archidiacre, et les ordres inférieurs, le sous-diacre, le psalmiste, le lecteur, l'acolyte, etc., au primicier, comme nous l'avons exposé dans notre premier volume, dans le tableau placé à la suite de la conquête de l'Espagne par les Arabes. Il y avait aussi un *caput scholæ* ou *capiscol*, instructeur des jeunes gens destinés aux ordres sacrés; c'était ordinairement un diacre; le sacristain, *sacri custos*, qui était un prêtre ou un diacre, et l'*archiscrinario*, ou garde des archives. Chaque cathédrale avait son *conclave*, ou ses cloîtres, où ses jeunes gens étaient formés pour l'autel, et où les *canons*, ainsi appelés parce qu'ils observaient une règle, vivaient en commun selon la discipline de l'Église universelle. Ces *canons*, chanoines, étaient élus par l'évêque, concurremment avec le reste du clergé. Ils avaient le même réfectoire et le même dortoir; ils se réunissaient tous les jours à la messe et pour réciter les heures canoniques, et ils se levaient au milieu de la nuit pour vigiles et pour les premières matines. Leurs autres devoirs étaient la visite des malades, l'instruction des ignorants, et les fonctions scolastiques, spécialement dans les monastères, aussi longtemps que les évêques retinrent une juridiction sur ces établissements. Après l'institution des paroisses, dont nous n'avons pas les moyens de fixer l'origine en Espagne, mais qui probablement peut se rapporter au neuvième siècle, les chanoines en furent longtemps les seuls recteurs. Les ecclésiastiques séculiers, ceux qui ne vivaient pas en communauté, furent rejetés comme recteurs par le concile de Compostelle en 1056, et les évêques enjoignirent de ne choisir que dans le clergé régulier pour la direction des âmes. Mais ce mode de vie monastique tomba insensiblement en désuétude. Par des décrets successifs des souverains, les chanoines de la cathédrale furent sécularisés, et conséquemment placés sur le même pied que les recteurs de paroisses. Dans ces époques éloignées, nous rencontrons quelquefois des pluralistes; ainsi, en 890, deux paroisses appartenant au diocèse d'Urgel se disputèrent sur la résidence de leur recteur commun. L'évêque décida qu'il résiderait dans

(1) Florez, *España sagrada*. Masdeu, *España Arab.*, etc.

une église depuis la veille de la Nativité jusqu'à celle de Saint-Jean, et dans l'autre le reste de l'année ; mais que chaque jour il officierait dans toutes deux avec le clergé inférieur. Si les paroissiens avaient été distants de quarante-cinq, trente ou dix milles, cela n'aurait pu se faire. Les deux églises en question étaient dans la même cité ; mais ce pluralisme modifié n'était pas moins blâmable. Toutes les églises paroissiales étaient dépendantes des cathédrales ; celles même qui reconnaissaient un patron laïque n'étaient pas exemptes d'une sorte de juridiction, ni même d'une espèce de tribut. L'homme en effet qui fondait une église ou un monastère, ou qui possédait le *jus patronatus* par héritage, pouvait avec raison prétendre à cette juridiction ou à ces redevances : il pouvait même échanger ou vendre son droit. Les places qui n'avaient pas de patron particulier dépendaient de l'évêque et du chapitre. Chaque église avait son *economo* ou intendant, qui devait tenir les comptes des recettes et des dépenses. Dans les dernières étaient compris les cierges, l'encens, le vin, l'entretien des pauvres, les secours et l'hospitalité donnés aux pèlerins et aux étrangers. Une certaine portion du revenu était employée aussi en pensions aux parents nécessiteux d'ecclésiastiques décédés (1).

Durant quatre siècles après la restauration, le célibat du clergé paraît avoir été maintenu comme au temps des Goths ; c'est-à-dire que, si le mariage était toléré avec répugnance dans les ordres mineurs, et encore ne pouvait-on se marier qu'une fois et avec une vierge, il était prohibé d'une manière absolue dans les degrés plus élevés. Ainsi aucun sous-diacre marié ne pouvait s'élever à un degré supérieur, à moins qu'il n'eût juré de s'abstenir *ab usu matrimonii*, obligation que sa compagne était obligée aussi de contracter. La vie du clergé se passait en communauté entièrement séparée du reste du monde, et il y avait peu de chance d'échapper à cet engagement. Mais, à partir du douzième siècle, la permission de prendre des épouses fut retirée, même aux ordres mineurs, et le même célibat uniforme prévalut dans toute la Péninsule comme dans les autres parties du monde chrétien. Mais la nature humaine se révolta quelquefois contre ces entraves ; et par les actes de divers conciles nous apprenons que des femmes suspectes pouvaient se trouver dans les maisons d'ecclésiastiques. Ainsi le huitième canon du troisième concile de Léon, tenu en 1114, interdit l'abus. Le quatrième concile de Palencia défend à tout ecclésiastique d'avoir de jeunes femmes chez lui. Cette prohibition ne fut pas très-respectée ; on le voit par les cortès de Madrid, tenues en 1405, où une loi fut rendue portant que les femmes qui persisteraient à demeurer avec des ecclésiastiques porteraient une marque distinctive, une bande de drap écarlate sur la tête, afin qu'elles ne fussent pas confondues avec les femmes honnêtes (1).

Chaque église avait plusieurs autels. Ainsi, dans les temples bâtis par Alphonse II à Oviedo, il y en avait trois : un à la Vierge, un second à saint Étienne, et le troisième à saint Julien. Une autre église avait un maître-autel dédié à notre Sauveur, avec douze autels latéraux, un pour chaque apôtre. Ils étaient ordinairement de pierre, recouverts de napes blanches et fines, et ornés à la façade. On y montait par une estrade, et des cierges brûlaient toujours, non pas seulement pendant l'office divin, mais durant la nuit. Les vêtements du prêtre officiant à la messe étaient de lin blanc, ou de soie, ou de drap. Chaque église, outre les livres nécessaires pour l'autel et le chœur, avait des ouvrages de dévotion, dont la lecture était

(1) Aguirre et Catalani, *Collectio maxima Conciliorum*, t. IV. Florez et Risco, *España sagrada*. Balusius Tutelensis, *Collectio veterum Monumentorum script.*, I. Jepes, *Cronica general de la orden de San-Benito*. Masdeu, *España Arab.*

(1) Mêmes autorités que précédemment.

exigée du clergé. Même aux repas, un prêtre lisait haut pour tous les autres. La consécration des autels et des églises était accompagnée de beaucoup de cérémonies. Dans ces occasions, trois évêques au moins assistaient, et les reliques étaient pieusement déposées dans la place assignée. Les prélats, pas plus que le clergé inférieur, ne paraissent avoir eu beaucoup de temps pour des loisirs. Certes aucun d'eux ne se livrait à l'oisiveté; leur présence quotidienne dans la cathédrale était obligatoire, non-seulement à la messe, mais aux heures canoniques; et, s'ils étaient exemptés d'assister aux vigiles et aux premières matines, il n'en était pas ainsi des chanoines ni même des recteurs. Les jeûnes ordinaires paraissent avoir été moins fréquents dans la Péninsule que dans quelques autres parties. Pendant quelque temps, le mercredi et le vendredi furent fixés pour cette abstinence; mais, depuis le neuvième siècle, le mercredi cessa d'être observé, et, quoique les papes désirassent rendre le samedi aussi obligatoire que le vendredi, ils ne purent y parvenir. Dans ces jours se faisaient des processions de pénitents ou des rogations, avec une litanie particulière. Mais il y avait une autre espèce de procession qui était inconnue à l'ancienne église, et dont l'usage paraît avoir été introduit dans la Péninsule vers le onzième siècle. On se rendait à la châsse de quelque saint, toujours à pied, ordinairement avec le costume de pénitent. Le plus ancien pèlerinage se faisait à la châsse de saint Jacques, où accouraient des milliers de fidèles de toutes les parties de l'Europe. Le second voyage religieux était à Rome, pour visiter le tombeau de saint Pierre, coutume qui peut se rapporter au onzième siècle. Le pèlerinage à la cité sainte de Jérusalem était le plus méritoire; mais peu d'Espagnols l'entreprenaient, à l'exception de ceux qui avaient à expier quelque grand crime. C'est sans doute à l'affluence de tant d'étrangers venus de tous les points, que l'Espagne doit quelques-unes de ses nombreuses légendes, et une portion notable de ses notions sur la chevalerie. Ainsi nous pouvons expliquer pourquoi, lorsqu'il n'y avait aucune communication entre elle et le reste de l'Europe, les mêmes légendes se trouvent au cœur de la Normandie et de la Castille. Des processions d'ecclésiastiques se voyaient aussi fréquemment aux funérailles, du moins à celles des riches, où des messes étaient ordonnées pour le repos de l'âme du défunt. S'il s'agissait de grands bienfaiteurs, la commémoration était annuelle et souvent célébrée avec magnificence. Ainsi, dans l'église de Sainte-Eulalie, sur les bords de l'Èbre, un *Requiem* solennel fut chanté en 950 pour l'âme de don Sancho Abarca, qui était mort depuis vingt-six ans. Le fils, roi régnant, était présent avec beaucoup de personnages de sa cour. Ainsi, en 1071, le comte Guillermo de Cardena fit une donation aux moines, à la condition expresse qu'à une période fixée, chaque année, cent messes seraient chantées pour le repos de l'âme de son épouse (1).

Le droit d'asile continua à s'exercer dans le moyen âge comme au temps des Wisigoths; et même les trente places anciennement fixées comme des cercles dans lesquels les fugitifs pourraient espérer un abri furent souvent portées jusqu'à soixante. Les limites étaient en effet celles du cimetière; elles étaient tracées non par des murailles, mais par des croix, avec de courts intervalles entre elles. Sur ce point, comme en bien d'autres, l'église de Santiago avait une supériorité de priviléges. Par Alphonse II son sanctuaire fut étendu à trois milles des murailles de l'église; Ordono en ajouta trois, et Fruela recula les limites à douze milles de cet édifice sacré. Le cercle était presque universellement respecté, et, s'il était violé, l'é-

---

(1) Monachus Albeldensis, p. 453; nec non Sebastianus Salmanticensis (apud Florez, *España sagrada*). Yepes, *Cronica de San-Benito*, t. III. Baluzius, *Collectio veterum Monumentorum*. Florez et Risco, *España sagrada*. Aguirre et Catalani, *Collectio maxima*. Masdeu, *España Arab*.

glise ne manquait jamais d'exiger une expiation. Ainsi les troupes de Guillermo Ier, comte de la Cerdagne, en poursuivant leur ennemi, le comte de Roussillon, ayant violé l'asile d'un monastère dans le diocèse d'Elna, Guillermo, pour expier le crime commis par ses gens, se présenta humblement à l'évêque, subit la pénitence accoutumée, et offrit de riches présents au couvent et à la cathédrale. D'autres immunités ecclésiastiques furent concédées par les divers rois. La plus ancienne était l'exemption du tribut, exemple que les princes carlovingiens paraissent avoir donné les premiers aux monarques de la Péninsule. Dans l'espoir de s'assurer l'attachement du clergé catalan, ces princes accordèrent une telle concession, mais sous la condition que les églises ainsi affranchies dépendraient d'eux seuls.

On ne voit pas clairement si d'autres souverains suivirent rapidement cet exemple; il ne reste aucun titre d'une authenticité prouvée qui montre que de semblables concessions aient été accordées avant le règne du roi Ferdinand Ier. Par un acte de ce monarque, daté de 1046, nous voyons que l'exemption du tribut n'était ni la seule ni la principale immunité dont le clergé commençait maintenant à jouir ; Ferdinand concédait la juridiction féodale de la ville de Matanza, même dans les cas criminels, à l'évêque d'Astorga. Ce fut probablement la fondation du baronage épiscopal. Quatre années après, dans le concile de Coyanza, le même roi, de concert avec tous ses évêques et barons, décréta que des ecclésiastiques seraient soumis, non plus aux tribunaux séculiers, mais à celui du diocésain. Le même système fut adopté en 1063 par le concile de Jaca, qui interdit à tous les ecclésiastiques de reconnaître aucun autre tribunal que le diocésain. Les souverains suivants d'Aragon, tels que Sancho II, Alphonse VI et Ferdinand III, non-seulement confirmèrent cette innovation, mais concédèrent à diverses églises et à divers monastères l'exemption de tribut. Chaque âge suivant fit quelque addition à ces avantages, jusqu'à ce que l'Église devînt le pouvoir dominant dans l'État (1).

Avant ces nouvelles immunités, à l'époque des Goths, et longtemps après, aucun ecclésiastique ne pouvait en poursuivre un autre devant un tribunal séculier ; il devait le citer devant la juridiction diocésaine. Les prêtres, diacres, etc., portaient leurs débats devant l'évêque ; deux évêques comparaissaient devant le métropolitain ; et deux métropolitains devant un concile provincial. Mais si l'une des parties était un laïque, la juridiction ecclésiastique ne pouvait être exercée. Les chanoines et les dignitaires de la cathédrale siégeaient avec l'évêque. Pendant plusieurs siècles, l'Église n'eut ni prisons ni alguazils ; mais, lorsque la sentence était prononcée, le coupable était remis, pour le châtiment, au bras séculier : l'excommunication, la suspension, la dégradation et l'interdiction étaient les seules peines que l'autorité religieuse pût appliquer. Mais, avec les progrès du temps, certaines églises et certains monastères obtinrent le privilége d'infliger des châtiments temporels. Ils ne pouvaient condamner à mort, ni aveugler ou mutiler le condamné ; mais ils pouvaient exiler ou renfermer étroitement dans un cloître, et soumettre au fouet et au jeûne ; ils pouvaient en outre priver un titulaire de son bénéfice, ou lui imposer telle amende qu'il leur plaisait. Lorsque s'accrut l'autorité ecclésiastique, les mêmes pouvoirs furent étendus à tout tribunal épiscopal ; et, à la fin, la connaissance des plus grands crimes, avec l'application du dernier châtiment, furent remises aux églises et aux monastères. C'est un sujet que l'on trouvera traité dans une autre place (2).

---

(1) Aguirre et Catalani, *Collectio maxima Conciliorum*, t. IV. *Concilium Legionense*, c. 4. *Concilium Coyacense*, c. 3 et 12; nec non *Concilium Jacense*, c. 4. Baluzius Tutelensis, *Collectio veterum Monumentorum script.* Florez, *España sagrada*, t. XVI et XIX. Masdeu, *España Arab.*, l. II.

(2) Mêmes autorités que précédemment

Le destin de l'ancienne liturgie gothique, le même que celui de l'église espagnole jusqu'au douzième siècle, ce destin est singulier. Après l'invasion musulmane, elle se maintint en vigueur, non-seulement à Tolède, à Cordoue, à Séville, etc., mais partout où le saint sacrifice était offert, en un mot dans toute l'Espagne. Elle était appelée l'office muzarabique, parce que c'était le missel des chrétiens qui capitulèrent avec les généraux de Muza, et continuèrent à vivre sous le joug des mécréants. Outre les prières et les réponses ordinaires, cet office contenait des hymnes et de petits versets composés par saint Eugène, saint Léandre, saint Branlio, saint Ildephonse, saint Julien, et d'autres grandes lumières des Wisigoths. Quoique renfermant les mêmes doctrines, il différait grandement, quant à la forme, des autres offices de l'Église universelle. Amener l'uniformité à cet égard, substituer le missel romain au missel espagnol, tel fut le but de Grégoire VII et de ses successeurs. On disait que le missel national contenait beaucoup d'erreurs sur des points de la foi catholique, par exemple sur la filiation du Christ; mais ceux qui le condamnaient ainsi ne l'avaient jamais vu. Ils le confondaient évidemment avec l'office corrompu par les priscilliens au temps des rois suèves; mais cette corruption ne paraît pas avoir été sanctionnée au delà des limites de la Galice. Dès le commencement du neuvième siècle, un docteur arriva de Rome dans la Péninsule, envoyé par Jean X, pour examiner les bréviaires et les missels espagnols. D'après son rapport, un concile fut tenu à Rome en 924, et l'office muzarabique, loin d'être condamné, fut sanctionné, et même loué. Néanmoins on ajouta l'injonction que les prières secrètes de la messe fussent répétées selon la coutume de l'Église apostolique. L'affaire demeura dans cet état jusqu'en 1064, que le cardinal Hugo Candido, par l'ordre exprès d'Alexandre II, arriva en mission pour le même objet. Voyant la sanction formelle de l'office par le prédécesseur d'Alexandre, il s'en retourna aussi sans oser le condamner. Mais le pape ne pouvait être satisfait par rien autre chose que par l'abolition actuelle de l'odieuse liturgie. Dans un temps où il désirait exalter le pouvoir de l'Église au-dessus de celui des rois, il ne pouvait souffrir l'existence d'un livre qui leur accordait un contrôle direct sur beaucoup de branches importantes de la discipline. D'autres légats furent bientôt envoyés, avec l'injonction positive d'insister sur l'abolition de l'ancien service. Comme de coutume, l'église espagnole résista, et dépêcha trois évêques, Nuno de Calahorra, Ximenès d'Oca et Fortuno d'Alava, pour le défendre. Ils présentèrent les livres contenant leur doctrine au pape, qui en examina un lui-même, et remit le reste à des censeurs compétents. L'église espagnole fut de nouveau déclarée catholique et orthodoxe, déclaration qui fut immédiatement après confirmée par le concile de Mantoue, en 1067. Les ecclésiastiques français encore, et les dignitaires dépendant immédiatement du saint-siége, travaillèrent à introduire l'uniformité tant désirée; en conséquence, il y eut deux partis dans l'Église, dont chacun travaillait à gagner le roi. Enfin, dans l'incertitude de leurs débats, ils résolurent de laisser la décision au jugement de Dieu, et choisirent le plus singulier moyen de découvrir la volonté divine. Deux taureaux féroces furent nommés l'un Tolède, et l'autre Rome; en présence du roi et de la cour, on les piqua l'un contre l'autre. Après un glorieux combat, Tolède demeura vainqueur. Mais ce résultat ne détourna pas Grégoire VII de faire de nouveaux et plus énergiques efforts en faveur de l'uniformité. Pendant quelque temps ils restèrent sans succès, à cause de l'affection naturelle des hommes pour tout ce qui a été consacré par l'antique usage, autant que des prétentions trop franchement manifestées de Grégoire dans les affaires purement temporelles. En soutenant que l'Espagne, conquise sur les ennemis du Christ, était un fief du saint-siége, et en réclamant l'hommage de ses rois, il irrita si violemment les peuples, qu'ils ne voulurent

plus prêter l'oreille même à ses admonitions spirituelles. A la fin néanmoins il arriva à ses fins : Alphonse, le fameux conquérant de Tolède, détermina les prélats à recevoir l'office universel, et le missel muzarabique tomba en désuétude (1).

Les sacrements de l'église espagnole durant le moyen âge furent les mêmes, quant au nombre et à la nature, que sous les Wisigoths, et nous nous en référons à ce qui a été exposé sur ce sujet dans le tableau du premier volume.

2° Outre le clergé séculier et régulier, on comptait beaucoup d'autres ordres religieux. Il y avait des ermites qui s'enfuyaient dans les solitudes pour passer leurs jours en pieuse contemplation et dans la pratique des plus austères vertus ; il y avait des femmes, veuves et vierges, consacrées à Dieu par des vœux de chasteté, qui continuaient à demeurer dans la maison de leur père, ou dans celle de quelque autre ecclésiastique, s'il leur était uni par les liens les plus étroits de la parenté. Cette profession n'était pas toujours volontaire, car des enfants étaient fréquemment voués par leurs parents à une chasteté perpétuelle, avec une réclusion dans un monastère. Ces couvents étaient simples, habités par des moines ou des religieuses seulement, ou doubles, dans lesquels chaque sexe vivait en communauté, séparé de l'autre sexe, mais ayant tous accès dans la même église. Cette enceinte renfermait les *oblatos*, ou enfants offerts à Dieu en conséquence des vœux de leurs parents ; les *convers* ou novices, qui attendaient l'époque canonique de la profession, et les *profès*, qui seuls étaient membres de la communauté. Durant plusieurs siècles, le supérieur, abbé ou abbesse, était nommé par le patron laïque, et approuvé par l'évêque. Ainsi, en 926, à la restauration du monastère de Saint-Pierre de Barcelone, le comte Borel nomma comme abbesse sa fille Bonafilia, qui fut en même temps consacrée par l'évêque. Ainsi encore, en 1006, le comte de Besalu et l'évêque de Girone agirent de même à l'égard du diacre Adalbert, qu'ils élevèrent à la dignité d'abbé. Ces maisons religieuses étaient également soumises au souverain et à l'évêque ; elles ne pouvaient poursuivre d'affaire que devant un tribunal temporel, et elles étaient obligées, autant que le clergé séculier, à contribuer au soutien de l'État. Ce n'était pas moins le devoir de l'évêque, en vertu de sa juridiction, de veiller à ce que leurs habitants menassent une vie convenable, de punir le crime ou l'erreur, et, dans ses visites périodiques, d'admonester ou de louer, selon l'occasion. « Que tous les abbés et toutes les abbesses, dit le concile national de Léon, en 1020, que tous les moines et toutes les nonnes soient soumis à la juridiction de leurs évêques respectifs, dont le droit ne peut être contesté par personne. » La même disposition fut décrétée par le concile de Coyanza, en 1050, avec la peine de l'excommunication contre tout habitant du cloître qui n'obéirait pas en toute chose à son diocésain. Mais cette discipline nationale fut à la fin remplacée par celle de Rome, de la même manière et dans le même but que cette substitution avait été opérée dans l'Église séculière. La première innovation dans la discipline établie paraît s'être produite d'abord en Catalogne, par le moyen de l'ambition des rois français. Dans la vue de s'attacher les ecclésiastiques, et, par ceux-ci, le peuple de cette province, les princes karolinges commencèrent à concéder certaines exemptions désignées sous le nom d'immunités ecclésiastiques. Ainsi, dans les neuvième et dixième siècles, les moines de Saint-Étienne de Banoles, de Saint-Pierre à Besalu, de

(1) *Historia Compostellana*, l. I (apud Florez, *Espana sagrada*, t. II). Aguirre et Catalani, *Collectio maxima Conciliorum*, t. IV. Florez, *Espana sagrada*, t. III (*Documento de la misa apostolica*). Baluzius Tutelensis, *Capitularia Regum Francorum*, t. I. Marca, *Limes Hispanicus*, l. III, c. 1. Gregorio VII, *Epistolæ et Decreta*, l. VII, epist. 6. Masdeu, *Espana Arab*. l. II. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*. Sempère, *Considérations sur les causes*, etc.

Sainte-Marie à Ripol, de Saint-Pierre à Roda, de Sainte-Grata et Sainte-Cécile à Urgel, reçurent des monarques français le pouvoir d'élire leurs abbés, et de jouir en pleine propriété des terres qu'ils pourraient prendre sur les domaines déserts et incultes; en même temps on les exemptait de la juridiction épiscopale et royale. La condition de ces concessions était la reconnaissance des princes français comme souverains et comme protecteurs; condition qui ne devait pas être rejetée, accompagnée d'avantages si substantiels. En voyant l'effet de ces actes, et la facilité avec laquelle les Français prenaient pied en Catalogne, le comte Borel n'eut d'autre ressource que de les combattre avec les mêmes armes : aux églises et aux monastères il accorda les mêmes priviléges qui avaient été concédés par ses rivaux. A partir du règne de Sancho le Grand, « cette corruption française, » comme le dit emphatiquement Masdeu, commença à se faire sentir en Navarre. Croyant que la perfection évangélique et la véritable vie monastique étaient entièrement inconnues dans ses États, on nous dit, mais d'après une autorité quelque peu apocryphe, que Sancho plaça deux moines, pour se pénétrer de la pureté de la discipline, dans le fameux monastère de Cluny; et l'on rapporte qu'ensuite ces deux religieux ouvrirent une école à San-Juan de la Pena, dans le but de répandre ce qu'ils avaient appris. Sous Alphonse VI de Léon et Sancho Ramirez d'Aragon, la nouvelle discipline fit de plus grands progrès. Hugues, abbé de Cluny, le pape Alexandre II et son légat Hildebrand travaillèrent à disposer l'esprit de ces monarques en sa faveur, et avec tant de succès, que des missionnaires de Cluny eurent la permission de se répandre dans le royaume, et des moines de cet ordre furent nommés aux plus hauts emplois dans l'Église; et pendant la durée de quelques règnes, l'ancienne discipline nationale fut remplacée par les règles ultramontaines (1).

(1) Grégoire VII, *Epist. et Decreta*, l. I, c. 6.

Parmi les règles monastiques observées en Espagne, celle de saint Benoît était de beaucoup la plus générale. Dans les chartes de diverses fondations elle était rendue obligatoire aux futurs frères, à l'exclusion de toute autre. En 1050, le concile national de Coyanza alla jusqu'à excommunier les sectateurs de toute autre règle. Mais de tels décrets, obligatoires au temps de leur promulgation, tombèrent dans la dérision auprès de la postérité. En 1084, la règle de saint Augustin fut établie dans le comté de Besalu; et, dans le cours des quinze années suivantes, elle pénétra en Castille. En 1135, celle de saint Bernard fut introduite par les moines de Cîteaux; et en 1213 les dominicains ou prêcheurs furent formés en communauté par saint Domingo de Guzman. Vers le même temps, les frères mineurs prirent naissance sous le souffle de saint François. Dès le commencement du règne de Pierre le Cruel, les ermites de saint Jérôme commencèrent leur vie contemplative et de dévotion; vie bien différente de celle des dominicains, qui étaient obligés par leur institution à combattre et à détruire l'hérésie, et de celle des franciscains, qui n'étaient pas moins liés à la pratique des vertus actives. L'ordre de saint Jérôme devint l'un des principaux en Espagne, comme il l'est encore aujourd'hui. En 1390, les carthusiens prirent pied dans la Castille; mais telle est la sévérité de leur discipline, que, quoique leur sainteté supérieure leur acquît une haute réputation, ils n'ont pas trouvé autant d'imitateurs que leurs frères arrêtés à des sentiments moins éloignés du simple rationalisme (1).

Malgré le peu d'espace que nous pouvons

Aguirre et Catalani, *Collectio*, etc. Baluzius, et Yepes, *Cronica de San-Benito*, t. V. Masdeu, *Espana Arab.*, l. II. Sempère, *Considérations sur les causes*, etc.

(1) Aguirre et Catalani, *Collectio maxima*, t. IV, p. 494. Baluzius, *Collectio vet. Mon. script.* Yepes, *Cronica de San-Benito*, t. V, Ferreras, Masdeu.

accorder à de tels sujets, nous ne pouvons nous défendre d'exposer en détail l'origine d'un ordre religieux qui fait honneur au pays, à l'humanité même, et qui cependant est moins connu que des associations plus brillantes. Nous voulons parler de l'ordre de la miséricorde pour la rédemption des captifs chrétiens. C'est au pape Innocent III, à la fin du douzième siècle, que le monde chrétien doit cette bienfaisante institution. L'extrait suivant, tiré des écrivains du temps, pénétré de leur esprit, offrira sans doute quelque intérêt au lecteur qui saura bien reconnaître la vérité dans l'exaltation d'un sentiment noble, élevé à son origine comme dans son développement.

Dans l'année de notre Seigneur 1198, disent les chroniques, vivaient en France deux hommes de sainte vie, l'un appelé Félix de Valois, l'autre Jean de Matha. Ces hommes, pour la plus grande mortification de la chair, prirent leur demeure parmi des montagnes stériles, habitant chacun une cellule solitaire à une distance considérable l'une de l'autre, et se soumirent à d'incroyables austérités. A Pâques et aux principales fêtes de l'Église, ils se visitaient l'un l'autre, dans le but de se confesser et de communier, car tous deux avaient reçu les ordres de la prêtrise; puis chacun retournait à sa cellule, plein d'espoir et de consolation. De cette manière ils passèrent beaucoup d'années, ajoutant chaque jour à leur sainteté, jusqu'à ce que le Seigneur, qui les avait choisis pour être les instruments de sa gloire dans les choses les plus élevées, leur inspirât à chacun le désir d'abandonner une manière de vivre dans laquelle ils n'étaient d'aucune utilité à aucune créature vivante qu'à eux-mêmes, et d'embrasser la vie monastique, où leur enseignement et leur exemple pouvaient profiter à leurs frères. Mais ce désir, aucun d'eux ne le fit connaître à l'autre, parce que ni l'un ni l'autre n'était assuré qu'il lui vint du ciel, ou d'une disposition inquiète du cœur. Une nuit cependant tous les doutes furent dissipés par la révélation du Seigneur à chacun, à la même heure, à la même minute. Il commanda à tous deux d'abandonner pour toujours leur vie présente d'anachorète, et de se rendre à Rome où Sa Sainteté, sur leur demande, leur en indiquerait une meilleure. La même révélation s'était reproduite dans leurs songes durant trois nuits consécutives. Ces deux serviteurs de Dieu résolurent d'obéir à la volonté de leur maître. Sans se rien communiquer l'un à l'autre, tous deux se levèrent au même instant, prièrent, se préparèrent au voyage, et se mirent en route pour Rome par différents chemins. Mais la circonstance la plus étrange, c'est que tous deux arrivèrent à la même porte à Rome, non-seulement le même jour, mais à la même heure et à la même minute. Jugez de la surprise de chacun à une rencontre tellement inattendue. Mais cette surprise fit place à la joie, lorsqu'ils se racontèrent les particularités de leur vocation; elles s'accordaient si parfaitement, que les saints voyageurs furent persuadés qu'ils étaient désignés pour quelque grand projet. Lorsque ces hommes favorisés se trouvèrent en présence du pape, Félix, qui était en effet heureux et en outre savant théologien, proposa le cas à Sa Sainteté. Il rappela leur vie commune, leur vocation commune, et leur commun désir de se tenir à sa décision; car certainement cette décision serait non pas d'un homme, mais de Dieu. Le pape, en homme prudent qu'il était, éclairé par le Seigneur, s'aperçut aussitôt qu'il y avait là quelque grand mystère. Il les reçut dans son palais, et leur enjoignit de chercher les conseils de Dieu dans une fervente prière. Ainsi, avec de continuels soupirs et d'abondantes larmes, ils sollicitèrent le Seigneur durant sept jours consécutifs; et, au bout de ce temps, par l'ordre du pape, ils se confessèrent et communièrent. Cela fait, le 28 janvier, qui est l'octave de Sainte-Agnès, le pape, revêtu de ses habits pontificaux, célébra la messe en présence de ses cardinaux qu'il avait assemblés à cette occasion, des bienheureux ermites Félix et Jean, et d'une multitude de peuple; et, chantant l'office en grande solennité, arrivé aux paroles, *Et elevatis oculis*, il leva

aussi les yeux, et vit un ange descendant du ciel, environné d'une lumière divine, revêtu d'un scapulaire sur lequel était représentée une croix en partie rouge, en partie bleue, et tenant de sa main droite un captif chrétien, de sa gauche un Maure. Le saint-père se réjouit beaucoup de cette vision céleste. Lorsque la messe fut achevée, il se tourna vers tous les assistants, et déclara ce qui venait de lui être révélé, ajoutant que la volonté du Seigneur était assurément que ces hommes bénis, qui aspiraient si ardemment à le servir, consacrassent leur vie tout entière à la rédemption des captifs, et délivrassent ainsi du pouvoir des infidèles tous ceux qui vivaient dans un état si dur pour le corps et si dangereux pour l'âme. Parlant ainsi à Félix et à Jean, il dit: « Frères et amis de Dieu, vous trouverez ici ce que vous êtes venus chercher avec tant de sollicitude et de fatigues. Vous voyez ce que désire le Seigneur, quelle vie il veut que vous meniez, et comment il peut être servi et glorifié par vous. C'est pourquoi, comme le service est si éminent, il vous permet de faire ce que le Fils de Dieu fit sur la terre. De même qu'il racheta les hommes par la croix, ainsi il vous a envoyé le même symbole sacré du ciel pour être placé continuellement devant vos yeux. Et puisque dans vos travaux l'amour de Dieu et du prochain doit être votre mobile, s'il en est besoin, vous devez être prêts à offrir votre vie, ainsi que le Fils de Dieu a fait pour vous. C'est pour cela qu'une moitié de la croix est de la couleur du sang. Et parce que vous aurez à regarder le ciel pour la récompense due à vos travaux et à vos souffrances, la couleur de l'autre moitié est azurée. Et comme un tel amour, de tels travaux, de telles occupations saintes, ne peuvent venir que d'un cœur innocent, tout pénétré de pureté, ainsi votre scapulaire et vos habits doivent être blancs. » Sa Sainteté leur fournit donc des scapulaires et des habits blancs de même forme et avec la même croix que l'ange en apporta du ciel; et en vertu de son pouvoir comme vicaire du Christ sur la terre, au nom de la très-sainte Trinité du Père, du Fils et du Saint-Esprit, il proclama un ordre religieux qui devait combattre sous un si glorieux titre, et il l'appela « l'Ordre de la très-sainte Trinité pour la rédemption des captifs; » lequel ordre fut fondé, non par des hommes, mais par le Très-Haut. Les travaux des nouveaux frères furent couronnés de succès. Un tiers de leurs revenus fut approprié à l'objet de la fondation, et des milliers de malheureux gémissant dans les fers furent rendus à leur pays, et, ce qui est plus précieux, à leur religion. Jean de Matha lui-même, avec le courage et le zèle d'un apôtre, osa pénétrer dans l'antre d'Alger, alors qu'une telle démarche pouvait être considérée par les froids raisonneurs comme un acte d'insigne folie. Son exemple trouva de nobles imitateurs. L'ordre rencontra de tels encouragements, qu'au temps d'Albéric le moine, qui écrivait environ quarante ans après son institution, le nombre des maisons monastiques montait à six cents, la plupart situées en France, en Lombardie et en Espagne.

Quant aux autres ordres, qui étaient en partie militaires, en partie religieux, il y a peu de chose à ajouter à ce qui a déjà été dit. Celui de Calatrava fondé en 1158, et celui de Santiago en 1161, ont été déjà décrits. Dans les temps modernes, le premier avait cinquante-six commanderies, le second quatre-vingt-sept. L'un entretenait trois cents lances, l'autre trois cent quatre-vingt-six en temps de guerre, et payait une composition en temps de paix. L'ordre de Saint-Julien, plus connu dans la suite sous le nom d'Alcantara, qui fut fondé sous le règne d'Alphonse l'empereur, était le plus noble, attendu que ses statuts exigeaient la pureté et la noblesse de sang pendant quatre générations, tandis que les autres ne réclamaient ces conditions que pour deux générations. Il avait cent trente-huit commanderies, qui, au lieu de lances, payaient comme le reste une composition annuelle. Par leurs vœux ils ne pouvaient originairement faire la guerre avec les chrétiens, et devaient combattre seulement les ennemis

de la foi ; mais on se procurait facilement une dispense de tels vœux, et le sang des saints moines coulait aussi souvent sous le fer des adorateurs du Christ que sous le sabre des infidèles. L'Aragon eut son ordre particulier, celui de Notre-Dame de Montesa, qui fut fondé en 1317 par Jacques II. Le vœu de chasteté prononcé par tous ces religieux était assez négligé, et souvent le scandale causé par les chevaliers amena des sollicitations pour les dispenser d'une règle qu'ils n'observaient pas.

3° L'église espagnole durant le moyen âge peut citer une grande quantité de martyrs, quoique bien inférieure à celle des victimes sacrifiées sous les persécutions des Romains. Les premiers dont nous trouvons quelque souvenir sont les moines de Pedro de Cardena, qui, au nombre de deux cents, furent mis à mort en 834 par un général mahométan. Il y a aussi une allusion aux deux martyrs de Séville qui souffrirent dix ans auparavant ; mais cette tragédie est obscurément présentée, et les circonstances environnantes sont inconnues. Ceux de Cordoue sont les plus intéressants, parce qu'ils montrent sous son jour le plus clair la politique du gouvernement mahométan, et parce que leurs caractères et leurs souffrances sont minutieusement et fidèlement rappelés. Saint Eulogio, d'abord témoin oculaire, et à la fin victime de l'intolérance d'une part et de ' imprudence de l'autre, nous a donné dans son *Memoriale Sanctorum*, une précieuse histoire de la persécution mahométane vers le milieu du neuvième siècle. Quelques martyres postérieurs sont rapportés par Alvaro son ami qui lui survécut (1).

(1) Chacon, *de Martyrio ducentorum monachorum S. Petri*, in Cardegna, *ordinis S. Benedicti, Hispaniarum Burgensis diœceusis*, p. 1, etc. *Cronica de Cardena* (apud Florez, *Espana sagrada*, t. XXIII, p. 370. Yepes, *Cronica general de la orden de San-Benito*, t. IV, p. 39, etc. Sanctus Eulogius, *Memoriale Sanctorum*, l. I.

Le premier de ces confesseurs de la vérité fut Perfecto, prêtre de Cordoue, qui, se promenant un jour par les rues, fut accosté par les Arabes qui lui demandèrent d'exposer les principes de sa propre religion et les motifs de son opposition à la leur. Aussitôt il se mit sur le premier sujet, et en terminant il dit : « Je n'ose point exprimer l'opinion que nous, chrétiens, entretenons sur votre prophète. » Néanmoins, pressé par l'assurance qu'il ne lui arriverait aucun mal, quelle que fût la liberté de son langage, il caractérisa Mohammed comme l'ami et l'allié du diable, ajoutant que tous ceux qui croyaient en lui étaient destinés à entretenir le feu éternel. Le zèle avec lequel il insista sur les vices personnels de l'imposteur était assez recommandable ; mais, en dénonçant une damnation éternelle sur tous les sectateurs de cet imposteur, il montra peut-être trop d'emportement, et il blessa profondément ses auditeurs (1), qui souffrirent pour cette fois qu'il se retirât, mais l'arrêtèrent ensuite, le traînèrent devant le kadi, et l'accusèrent de blasphème contre le prophète. Dans la crainte du châtiment il nia le fait ; mais il n'en fut pas moins chargé de chaînes et renfermé dans un donjon. Là il eut honte de sa lâcheté, fortifia son cœur pour le procès qui l'attendait, et au bout de quelque temps il fut tiré de prison et conduit devant l'exécuteur. Sa première faiblesse l'avait quitté, car de tout son cœur et de toute son âme il maudit le conducteur de chameaux et tous ceux qui l'honoraient : « Je vous ai maudits, vous, et je maudirai votre prophète ; je l'ai appelé et je l'appelle encore produit des démons, magicien, adultère et menteur ! Je dénonce les profanations de votre secte comme étant l'invention de l'enfer ! » Comme il poussait ces exclamations, le cimeterre sépara sa tête de son corps. « Sa mort, dit saint Eulogio, fut vengée : deux Maures furent noyés

(1) « Æternum adversus eum sub pectore vulnus servatum. *Mem. Sanct.*, l. II c. 1.

dans le Guadalquivir, enfoncés par la main de Dieu. » Le sort de cet enthousiaste exerça un si puissant effet sur un certain Isaac, moine de Tabanos (1), qui avait abandonné un poste élevé sous le gouvernement mahométan pour le cloître, qu'il courut à Cordoue, se présenta devant le kadi, et promit d'embrasser la religion dominante, pourvu que de bonnes raisons lui fussent produites à l'appui de sa vérité. Tandis que le juge entrait en matière, le moine écoutait avec une attention composée; et lorsque le discours fut terminé, au lieu d'exprimer les sentiments auxquels l'Arabe s'attendait, et sa conviction de l'autorité divine de l'islam, il s'écria à haute voix : « Votre prophète était un misérable et un imposteur; il était possédé du diable, dont il a enseigné la doctrine; tous ceux qui croient en lui brûleront en enfer, où il est maintenant! » L'indignation du kadi surpassa encore son étonnement, et il oublia tellement sa dignité qu'il frappa le moine; mais les observations des Maures qui étaient présents le firent bientôt rougir de cet acte. Le juge et les spectateurs semblèrent croire ensuite qu'il y avait un dérangement dans le cerveau d'Isaac; mais il protesta qu'il jouissait de la plénitude de ses facultés. Il fut emprisonné, et l'affaire fut rapportée au khalife Abderrahman II, qui ordonna aussitôt que l'on tranchât la tête au blasphémateur, et que l'on suspendît son cadavre sur les bords de la rivière. Isaac fut suivi par Sancho, l'un des pages militaires du palais, qui aspirait à la couronne du martyre, et dont le désir se trouva aussitôt satisfait. Ce destin fut plus tard partagé par une foule d'enthousiastes qui accoururent à Cordoue pour outrager le prophète. Parmi ceux-ci furent l'abbé de Tabanos et cinq prêtres, qui, non contents de professer ce que leurs saints frères Perfecto, Isaac et Sancho avaient professé, prononcèrent encore des malédictions sur Mohammed et sa religion. Tous les six furent décapités, après que l'abbé eut été fouetté en violation de la loi; et, de peur que leurs restes ne fussent vénérés par leurs frères, leurs corps, après être restés suspendus quelque temps pour inspirer une plus grande terreur, furent brûlés, et leurs cendres jetées dans le Guadalquivir. Un moine de la même communauté, sommeillant après son dîner, vit en songe un bel enfant qui, venant de l'Orient, s'approcha de lui et déploya un rouleau sur lequel était écrit : « De même que notre père Abraham a offert son fils Isaac en sacrifice à Dieu, ainsi le saint martyr Isaac a offert un sacrifice pour les moines ses frères, en présence du Seigneur. » La vision fut immédiatement suivie par l'arrivée d'un messager avec la nouvelle que l'abbé et ses vingt compagnons avaient aussi souffert le martyre. Un diacre de Cordoue, nommé Sisenando, semble avoir été sous le même pouvoir de l'exaltation : croyant que deux des moines martyrs l'avaient appelé par son nom, et ne doutant pas que ce fût une excitation à suivre leur exemple, à embrasser la même gloire, il obéit avec joie. Il avait un ami, diacre aussi, nommé Pablo, qu'il pressa vivement de suivre ses traces. L'exhortation ne fut pas vaine, car Pablo fut bientôt rangé dans la noble armée des confesseurs (1).

Il faudrait un volume pour rappeler les noms et les souffrances de ces martyrs; on ne doit attendre de nous qu'un souvenir donné à ceux que la postérité a entourés d'une plus grande vénération. Les femmes s'élancèrent avec ardeur sur cette scène de souffrances et de gloire. Les premières victimes de ce sexe paraissent avoir été deux sœurs, Nunilo et Alodia, nées d'un père mahométan et d'une mère chrétienne. Telle était leur beauté, que les musulmans s'é-

(1) *Hujus oppidi nullum manet vestigium*, dit Moralès. Le monastère était à environ deux lieues de Grenade.

(1) Sanctus Eulogius, *Memoriale Sanctorum*, l. II, c. 1-6. Alvarus Cordubensis, *Opera omnia* (apud Florez, *Espana sagrada*, t. XI).

tonnèrent que deux roses aussi brillantes fussent sorties du milieu des épines. Au bout de quelque temps le père mourut, et la mère fut assez peu touchée de la grâce pour épouser encore un infidèle. Mais les filles ne persévérèrent pas moins dans la religion de l'Évangile qu'elles professaient, non en secret, mais ouvertement, à une époque où ce courage était réprimé par la mort. Elles furent dénoncées et menées devant le kadi, qui, pensant qu'à leur âge elles se laisseraient dominer par la passion, leur offrit des époux riches et distingués, si elles voulaient abandonner le christianisme pour l'islam, et les menaça du dernier châtiment en cas de refus. Pour toute réponse, elles demandèrent s'il y avait un époux plus riche que le Christ, un bonheur plus grand que celui que l'on devait trouver dans la foi, par laquelle les justes vivent et les saints l'emportent dans le monde. En vain l'on employa les menaces, les prières, les instances, et même la torture, pour ébranler leur constance; en sorte qu'après quelques jours elles furent arrachées de leur prison et décapitées.

Plus remarquable encore est le destin de deux autres saintes, Maria et Flora, qui souffrirent vers le même temps. Maria était la sœur de Walabonso, l'un des six martyrs de Tabanos. Au temps de la mort de son frère, elle était religieuse dans le couvent de Cuteclara, dont l'abbesse avait perdu deux fils par la persécution des mahométans. L'une des religieuses rêva que le bienheureux Walabonso lui apparaissait avec un message pour sa sœur, message que Maria expliqua aussitôt comme un appel au martyre. En conséquence, un jour elle quitta le couvent pour aller devant le kadi et pour maudire Mohammed. Dans son chemin elle se détourna, entra dans l'église de Saint-Aciselus, et demanda par ses prières d'être fortifiée dans son dessein. Là elle rencontra une autre vierge, Flora, qui s'était rendue au même lieu avec le même projet. Flora était fille d'un père mahométan et d'une mère chrétienne. Son père n'existait plus; mais elle avait été cruellement tourmentée par son frère, qui avait pour le Koran la même force d'attachement qu'elle pour l'Évangile. Dans une occasion il l'avait traînée devant le kadi, dans l'espérance qu'une petite rigueur salutaire, si elle ne lui faisait pas embrasser la foi du prophète, pourrait au moins lui inspirer assez de prudence pour éviter une profession déclarée du christianisme. Elle avait été fouettée en présence du juge, et condamnée à une réclusion dans la maison de son frère; mais elle avait trouvé le moyen de s'échapper, et de se réfugier auprès de quelque chrétien. Là elle aurait pu vivre en toute sécurité; mais le glorieux destin de quelques chrétiens parvint à son oreille, et comme eux elle aspira à s'élancer au ciel. La rencontre des deux jeunes filles dans la même église n'était pas propre à refroidir leur ardeur réciproque. Toutes deux coururent à Cordoue, et, se présentant devant le kadi, Flora s'écria: « Je suis cette femme de race païenne que vous avez punie du fouet il y a quelque temps, parce qu'elle ne voulait pas renier le Christ; jusqu'ici, par faiblesse de la chair, je me suis cachée; mais maintenant, pleine de confiance en la grâce divine, je ne crains pas de déclarer que le Christ est le vrai Dieu, et de dénoncer votre prophète comme un misérable, un adultère et un magicien. »—« Et moi, dit Maria, j'avais un frère qui, comme d'autres glorieux confesseurs, est tombé en maudissant votre prophète; avec la même hardiesse je déclare que le Christ est la véritable divinité, et que votre foi est l'invention de l'enfer. » Elles furent envoyées en prison, où libre accès fut laissé à tous ceux qui voudraient les voir, dans l'espoir que des instances seraient employées pour les détourner de leur projet. Là elles se trouvèrent avec Eulogio, qui avait été renfermé, non par les Arabes, mais sur l'ordre du métropolitain chrétien Recafredo. Comme beaucoup d'autres prélats, Recafredo paraît avoir déploré l'espèce d'ardeur désespérée avec laquelle les chrétiens les plus enthousiastes recherchaient la couronne du

martyre, et il considérait peut-être leur conduite comme une espèce de suicide. Eulogio, comme le prédicateur le plus ardent du dévouement blâmé par l'évêque, et le dénonciateur des cœurs froids qui ne se souciaient point, par des professions trop énergiques, d'attirer sur eux la mort, ou du moins la révocation des priviléges dont ils jouissaient, n'était pas en grande faveur auprès de la portion la plus calme de ses frères. On espérait que la prison refroidirait son ardeur de prosélytisme, ou du moins on était sûr que par là se trouverait rétréci le cercle de son action passionnée. Quoi qu'il en fût à l'égard du passé, ses conseils arrivèrent à propos pour Flora et Maria. Leur exaltation se calmait, leur esprit faiblissait; et comme leur destin était inévitable, à moins qu'elles ne commissent un péché pour lequel les croyants les plus froids les auraient exécrées, à moins qu'elles ne reniassent leur Dieu, leur Sauveur, elles avaient besoin d'un tel conseiller, qui leur montrât que mourir était maintenant leur seul devoir et leur seule route pour arriver au bonheur; il s'acquitta bien de sa tâche. Lorsque les jeunes filles furent amenées devant le juge, elle répétèrent avec énergie leur précédente déclaration, et courbèrent sans hésiter la tête devant le fatal cimeterre (1).

L'exemple de ces deux saintes, qui ne sera jamais rappelé sans exciter un pieux respect, produisit un effet tout différent de ce qu'attendaient les mahométans; il encouragea d'autres enthousiastes à marcher sur les traces des courageuses jeunes filles. Parmi ceux-ci se trouvèrent Aurelio et Sabigoto, époux et femme, qui étaient des personnes de distinction, et passaient pour appartenir à la foi dominante, mais qui, en réalité, étaient secrètement attachés à celle du Christ. Leur conscience leur fit des reproches de la dissimulation dans laquelle ils avaient vécu jusqu'alors; mais, au lieu d'adopter le parti de la prudence, de quitter la société et le pays des Maures, ils résolurent de se préparer au martyre. Ils avaient renoncé à tous les plaisirs de la vie, pratiqué les plus sévères austérités, et accompli tous les devoirs de la dévotion, avec l'ardeur de fidèles qui sentaient leur dernière heure approcher. Lorsqu'ils contemplèrent leurs deux petits enfants qui, par la confiscation de leur bien, seraient laissés sans ressources, exposés au danger plus grand de l'apostasie, leur courage ne faiblit pas un instant. Ils consultèrent Eulogio, qui les exhorta à fixer les yeux sur la couronne du martyre, laissant tous les autres soins à Dieu, père de tous les orphelins. Tandis qu'Aurelio recevait les conseils d'Eulogio, Sabigoto passait les heures avec Flora et Maria, dont elle espérait imiter le courage, et que déjà elle révérait comme des êtres d'une nature supérieure. Mais si la route de ces deux saintes lui paraissait éclairée par une lumière divine, son destin et celui de son époux était plus obscur à ses yeux. Après leur mort, son imagination les lui représentait revêtues d'habits resplendissants, portant toutes deux des palmes dans leurs mains, et environnées de justes arrivés à la perfection. La force de son imagination lui persuada qu'elle aussi s'était entretenue avec ces justes, et qu'ils l'avaient encouragée à persévérer dans son pieux dessein. La vision fortifia sa foi et son projet, et communiqua une égale énergie à son époux. Leur résolution fut partagée par deux parents, Félix et Liliosa, également mari et femme, réputés mahométans, et néanmoins attachés passionnément à la vraie religion. Déjà Félix avait été soupçonné d'apostasie; mais par crainte il s'était déclaré musulman. Il portait donc une conscience troublée et le poids énorme d'un remords. Sa faute en effet était grave; car, si le devoir ne demandait pas qu'il s'accusât lui-même devant le kadi, il exigeait au moins qu'il avouât le

(1) Sanctus Eulogius, *Memoriale Sanctorum*, l. II, c. 7 et 8 ap. Schottum, *Hispania illustrata*. Alvarus Cordubensis, *Opera omnia* (ap. Florez, *Espana sagrada*).

fait, lorsqu'il lui était reproché ; mais, ayant négligé l'appel de Dieu, il devait saisir avec avidité la première occasion d'effacer un si grand péché. Comme leurs parents, Félix et Liliosa se préparèrent pour l'épreuve qu'ils avaient résolu de subir. Tous quatre doutant que l'usage de paraître devant le kadi, et, là, de maudire Mohammed, fût une pratique avouée de Dieu, choisirent une autre voie. Les deux femmes se rendirent publiquement à l'église, et lorsque, ainsi qu'on l'avait prévu, les deux maris furent sommés d'expliquer cette conduite de leurs femmes rangées jusqu'alors parmi les vrais croyants, ils répondirent que tous deux, ainsi qu'elles, étaient chrétiens, également résolus à subir les conséquences de la déclaration. Tous furent immédiatement cités, non pas devant le tribunal ordinaire, mais devant le conseil royal tenu dans le palais. Il y avait évidemment une grande répugnance à procéder rigoureusement contre eux. Les promesses et les prières furent employées pour les faire revenir sur la fatale déclaration ; mais ils restèrent inflexibles. Ils furent conduits au supplice avec un moine ou diacre de Tabanos, qui était présent à leur procès, et que l'on aurait laissé se retirer en paix, s'il n'avait insisté pour partager leur destin (1).

Au milieu de ces scènes tragiques, le gouvernement mahométan agissait malgré lui. Il aurait désiré faire cesser les exécutions ; mais tant que les chrétiens jetaient l'outrage sur le prophète arabe, nulle pitié ne pouvait leur être montrée. Pour arrêter l'effusion du sang, Abderrahman avait ordonné au métropolitain de convoquer un concile à Cordoue, où le dangereux enthousiasme serait condamné, et où les chrétiens apprendraient à apprécier la tolérance dont ils jouissaient, plutôt qu'à insulter une population dévouée à ses croyances. Quoique les pères publiassent une proclamation condamnant en apparence l'esprit qui dominait alors, il semblait que sous les paroles étudiées il y eût un sens caché qui consacrait l'émulation des nouveaux saints. Tous les jours arrivaient des volontaires pour grossir les rangs de cette armée de martyrs. Le fer et le feu furent employés, lorsque tout à coup le souverain fut frappé d'une paralysie à la langue. *O admiranda potentia Salvatoris*, dit Eulogio, *et stupenda virtus Domini nostri Jesu Christi, qui semper quæsitus in tribulatione adsistat, pulsatus aperit, invocatus exaudit ; nam os illud quod sanctos Dei comburi præcepit, repente eadem hora divinitus obstruitur, lingua vero angelo percutiens repressa, suo hærens palato, ultra fari non potuit.* Mais les écrivains mahométans soutiennent qu'Abderrahman conserva sa sérénité jusqu'à la fin, et qu'il mourut universellement regretté par son peuple. Quel que fût le genre de sa mort, elle n'apporta aucun soulagement à l'Église de Dieu ; car Mohammed Ier, successeur d'Abderrahman, qui commença son règne en 852, avait un caractère plus sombre que son père, et il résolut de ramener les chrétiens à la stricte obéissance, ou de les exterminer. Mais, pour ceux qui étaient décidés à mourir, le caractère personnel du souverain était une considération de peu d'importance ; ou plutôt plus il était impitoyable, plus il satisfaisait leurs espérances. Fandila, moine de Tabanos, fut le premier à souffrir sous le nouveau règne. Aussitôt qu'il parut devant le juge, il maudit le gardeur de chameaux arabes, et fut envoyé en prison. A cette nouvelle, le roi ne respira que vengeance contre les fidèles, et ordonna d'arrêter l'évêque ; mais celui-ci avait eu le temps de fuir. On nous assure que, sans l'intervention des walis et des chefs, les chrétiens eussent été tous massacrés en masse dans cette occasion. Le lendemain de l'exécution de Fandila, le prêtre Anastasius et le moine Félix suivirent

(1) Sanctus Eulogius, *Memoriale Sanctorum*, l. II, c. 10. Alvarus Cordubensis, *Opera omnia* (ap. Florez, t. XI). Saint Eulogio a parfois de l'éloquence ; mais son style a souvent de l'enflure, et sa manière est trop travaillée.

son exemple; et Digna, religieuse de Tabanos, qui eut toujours la modestie de dire : *Nolite me dignam vocare, sed magis indignam*, quitta silencieusement le cloître, et le même jour s'éleva vers le séjour des bienheureux.

Parmi les femmes immolées à cette époque, nulle ne mérite plus d'attention que santa Columba, vierge de noble naissance, sœur de l'abbé et de l'abbesse de Tabanos, où il y avait un double monastère. Sa piété se fit remarquer dès son enfance; et, malgré l'opposition de sa mère, elle avait résolu de prendre le voile. Mais cette opposition remplit ses jours d'amertume, surtout lorsque sa beauté lui attira de nombreux partis, et qu'elle fut pressée de se marier. Dans cet embarras, par un effet de la providence divine, dit Eulogio, la mère tomba tout à coup malade, et mourut. La jeune fille courut à Tabanos. Là elle grandit en sainteté, se livrant à de pieuses méditations sur les Écritures, dans lesquelles elle acquit une assez grande connaissance pour être considérée comme un prodige. « Admirable dans ses manières, sublime dans son humilité, chaste avec perfection, constante dans la charité, assidue à la prière, prompte à l'obéissance, douce dans la piété, facile, indulgente, éloquente dans l'exhortation, et toujours préparée à instruire. » Il ne faut pas s'étonner si sa renommée atteignit des villes éloignées, et si les fidèles accoururent en foule pour la voir et pour l'entendre. Épuisée par les jeûnes et les mortifications qu'elle s'imposait pour étouffer en elle toute tentation du démon, elle demanda qu'il lui fût permis de mener une vie d'anachorète dans une cellule solitaire attachée au couvent, et sa requête lui fut accordée. Là elle passait des heures entières prosternée sur la terre, pleurant la faiblesse de la nature qui exigeait de telles austérités pour se fortifier, ou implorant une grâce supérieure d'en haut. Lorsque la musique du chœur frappait son oreille, alors elle entonnait les louanges du Seigneur. A la nouvelle des persécutions de Cordoue, elle fut transportée de joie, quitta son cloître en silence, et courut à la capitale des Arabes, demandant la résidence du kadi. Arrivée devant lui, elle fit sa profession de foi, prononça des paroles d'énergique réprobation sur la croyance des musulmans, dont elle chargea l'auteur d'imprécations. Puis, avec un calme plein de douceur, elle exhorta éloquemment le juge à quitter le sentier de l'erreur. Admirant également sa beauté et son éloquence, et ne voulant pas détruire une si belle créature, le kadi l'amena devant le conseil royal. Là, avec le même zèle et le même entraînement, elle prêcha aux nobles le repentir, la foi dans l'Évangile et la renonciation au prophète. Son aspect, ses manières, son caractère, parurent les avoir frappés de respect; ils lui offrirent un mari, des honneurs, du pouvoir, des richesses, si elle voulait retirer sa déclaration. « Vos promesses, répondit-elle, peuvent-elles tenter l'épouse du Christ? Pouvez-vous m'offrir un fiancé plus riche et plus beau que celui qui est le plus beau, le plus rempli d'amour? Et quelle croyance peut être plus sainte que celle qui me donne une espérance éternelle? » Il était évident que sur un esprit aussi enthousiaste les raisonnements et les instances seraient perdus; sa condamnation fut prononcée avec regret. Les chefs la conduisirent avec douleur et respect dans la cour devant le palais, où l'exécuteur l'attendait. L'ayant récompensé par un présent pour le bon office qu'il allait lui rendre, elle s'agenouilla, et fit le signe de la croix; les spectateurs détournèrent leurs regards pour ne pas voir le fatal cimeterre séparer sa tête de son corps (1).

Le destin de cette femme extraordinaire produisit un tel effet sur une vieille religieuse, que, résolue à rejoindre une martyre si angélique, elle s'échappa du couvent pendant la nuit, gagna Cordoue, maudit Mohammed, fut décapitée, et ensevelie aux pieds de Co-

(1) Sanctus Eulogius, *Memoriale Sanctorum*, l. III, cap. 10 (apud Schottum, *Hispania illustrata*, t. IV).

lumba. Pendant quelques mois, cette ardeur d'immolation volontaire semble avoir cessé. Mais ensuite elle éclata plus violente que jamais. Eulogio, qui avait été délivré de sa prison, s'en alla de place en place, persuadant à de nouvelles victimes d'aller au devant de leur destin. Ce fut probablement à cause de sa conduite dans cette occasion que son élection au siége métropolitain de Tolède ne fut point approuvée. A la fin, reconnu coupable d'avoir accueilli une vierge maure convertie au christianisme, et amené devant le kadi, il maudit l'imposteur arabe, et fut traîné aussitôt devant le conseil royal. L'un des juges, son ami, qui admirait son savoir et respectait la pureté de sa vie, désira le sauver. « Si des fous, dit le Maure, ont recherché cette mort déplorable, comment toi, homme sage et bon, peux-tu t'abandonner à une pareille erreur, au mépris des lois de la nature, qui ordonne à tous les hommes de vivre? Écoute-moi, je t'en supplie! détourne cette mort, dis une seule parole dans ce moment de nécessité, et crois ensuite ce que tu voudras, aucune recherche ne sera faite sur tes croyances ou sur tes pratiques. » Eulogio persista dans sa foi, et l'on ordonna qu'il fût conduit aussitôt à l'exécution. Dans la route, frappé à la joue par un eunuque du roi, il présenta l'autre avec douceur. Son corps fut jeté du haut d'une éminence dans la rivière, et, si l'on en croit Alvaro, une colombe blanche d'une merveilleuse beauté traversa les airs, et vint se reposer sur ce tronc sans tête. En vain des pierres furent lancées pour déloger le messager céleste; il fallut que les Maures s'approchassent pour le forcer à quitter la place, et même alors la colombe alla se placer sur une tour voisine, les yeux toujours fixés sur le martyr. Un autre prodige fut contemplé la nuit même qui suivit l'exécution : divers prêtres furent aperçus revêtus d'habillements blancs, assis sur le cadavre, et chantant les louanges du Tout-Puissant. Alvaro célèbre avec les accents d'une haute inspiration les souffrances de son ami, et il adresse au ciel une ardente prière pour que, par l'intervention du nouveau saint, il puisse recevoir des consolations et des forces.

Il ne parle pas avec moins de complaisance de son œuvre biographique : « *Ego autem, mi dulci Euloge, memoriam nominis tui quantum potui lustravi, vitam digessi, doctrinam expressi, agonemque pulcherrimam explicavi. Construxi enim ære perennius monumentum gloriæ tuæ, quod nec nimbosus turbo grandoque lapidea destruat, nec rogus flammarum quodcumque igne liquefaciat; ædificavi nomini tuo memoriam ex auro obrizo et lapidibus omnigenis pretiosis, quam nullus violentissimus valebit diruere prædonis more tyrannus* (1). »

Quelques lignes seulement doivent être consacrées maintenant au reste des martyrs de l'Espagne mahométane. Si l'on excepte la vierge Leocrisia, le sang d'Eulogio fut le dernier qui souilla le règne de Mohammed Ier. Abderrahman III renouvela la persécution; mais nous n'avons pas d'Eulogio ni d'Alvaro pour nous rappeler les circonstances du supplice des victimes. Dans les derniers temps, la même obscurité enveloppe le martyrologe national; les noms sont conservés par la tradition plutôt que par des actes authentiques. Ainsi l'on rapporte que saint Martin mourut à Cordoue en 1147. Saint Bernard de Valence, converti au mahométisme, avec ses deux sœurs auxquelles il avait persuadé d'embrasser la vraie foi, furent bientôt immolés par un frère irrité de leur apostasie. En 1220, cinq missionnaires franciscains furent mis à mort par l'empereur de Maroc dans sa capitale; deux moines du même ordre subirent le martyre en 1228 à Valence, au moment où ce royaume allait être conquis par le roi Jacques d'Aragon; en 1300, saint Pierre, évêque de Jaën, périt dans les donjons de Grenade; en 1315, le fameux saint Raymond Lulle souffrit par les mains des mécréans en Afrique; en 1397, deux franciscains furent décapités par ordre du roi de Grenade pour avoir osé, au

(1) Alvarus Cordubensis, *Vita beatissimi Eulogii* (ap. Florez, *España sagrada*, t. II).

mépris de son interdiction, prêcher l'Évangile dans cette capitale (1).

4° L'Espagne eut quelques hérésies, quoique peut-être on ne puisse en trouver autant que dans la plupart des pays de l'Europe. La première fut celle de Migecio, prêtre qui enseignait que les personnes divines étaient David, le Christ et saint Paul; que la sainteté est inséparable du caractère sacerdotal; que le chrétien ne doit pas manger de pain avec l'infidèle, ou le juste avec le pécheur; et que l'Église catholique est seulement l'église de Rome. Il fut attaqué par Elipondo avec une grande force de raisonnement. En Andalousie les sujets de la prédestination et du libre arbitre furent agités et poussés à des limites extrêmes, un parti déclarant que le salut dépend seulement du bon plaisir de Dieu, et l'autre qu'il dépend entièrement de la volonté de l'homme. L'hérésie de Félix, évêque d'Urgel, est mieux connue. Ce prélat était un habile logicien, et, d'après son adversaire Alcuin, il paraît avoir été d'une vie exemplaire. Il tomba dans une erreur qui a souvent égaré le monde, que dans sa nature humaine le Christ n'est pas le fils naturel de Dieu, mais son fils adoptif. Il prêcha cette doctrine avec beaucoup de succès jusque dans l'année 788, qu'elle fut discutée dans un concile de Narbonne. On ne sait pas à quelle détermination les pères s'arrêtèrent; mais, si Félix fut censuré, il eut sans doute peu d'égards pour leur autorité, car il persista dans ses opinions jusqu'en 792, qu'il fut cité de nouveau devant le concile de Ratisbonne. Là ses opinions furent formellement condamnées, et il fut remis aux soins de l'abbé Angelbert, qu'il accompagna à Rome dans le dessein de les abjurer. Il les abjura en effet en présence du pape Adrien, qui paraît l'avoir absous et rendu à ses fonctions épiscopales dont les pères l'avaient privé. A son retour dans sa cathédrale, il retomba dans ses vieilles erreurs, et les répandit avec tant de succès, que Charlemagne, qui désirait être considéré comme le défenseur de l'orthodoxie, ordonna à deux ecclésiastiques, au fameux Alcuin et à Paulin, évêque d'Aquilée, de les combattre par l'écriture et les arguments. Paulin était au-dessous de sa tâche; ses raisons puériles et son style boursoufflé nuisirent à la cause qu'il défendait. Alcuin procéda d'une tout autre manière. Son premier soin fut de savoir quelles étaient en réalité les opinions de Félix, et dans cette vue il adressa une lettre à ce prélat, qui ne recula point devant la défense de ses doctrines. Alors Alcuin les attaqua avec une grande force de raisonnement et de savoir; mais, avant de pouvoir faire distribuer son ouvrage, il le soumit à l'examen de théologiens éminents. Il produisit aussi peu d'effet sur Félix que les anathèmes du concile de Francfort tenu en 794, ou même la condamnation de Léon III dans le concile de Rome de 799. Dans celui d'Aix-la-Chapelle néanmoins, auquel Félix se laissa persuader d'assister, il s'avoua lui-même vaincu par le raisonnement d'Alcuin, et reconnut la doctrine universelle concernant la filiation éternelle du Christ; il signa même la profession de foi catholique, et demanda pardon à l'Église pour le scandale dont il avait été l'occasion. Après sa restauration sur son siége, retomba-t-il de nouveau dans ses anciennes erreurs? cela est très-douteux. Ses opinions furent partagées par Elipando, évêque de Tolède, qui les défendit avec une grande ardeur. Après le concile de Ratisbonne, il adressa une requête à Charlemagne en faveur de Félix; et, averti par Alcuin de ne pas s'écarter de la direction du Christ, et de ramener plutôt son respectable frère, il attaqua le savant anglais avec violence. L'on ne sait pas mieux si ce prélat revint à la doctrine catholique. Un autre grand hérétique fut Claudius, évêque de Turin, aussi Espagnol. Furieux iconoclaste, il stigmatisa le culte des images et de la vraie croix comme une absurde idolâtrie.

Les Αηχεφαλοί, ainsi appelés parce qu'ils ne

(1) Comme autorité, les mêmes. *Martyrologe espagnol,* et la vaste collection des Bollandistes, *Acta Martyrum et Sanctorum,* sous les noms correspondants.



reconnaissaient pas de chef suprême, ne furent pas inconnus en Espagne; ils n'accordaient qu'une nature au Rédempteur, permettaient au clergé le mariage ou au moins la cohabitation avec les femmes, et variaient sur plusieurs points de discipline. Ils furent condamnés en 839 dans un concile tenu à Cordoue. En 862, une autre assemblée religieuse fut tenue dans la même ville pour examiner les opinions d'Hostigesio, qui niait l'immensité de la personne divine et la représentait revêtue d'une forme humaine. Il fut combattu par l'abbé Sanson, qui, jouant sur son nom, l'appelait *Hostis Jesus;* mais pendant quelque temps il eut assez d'influence dans la ville pour empêcher sa condamnation, pour se procurer la sanction de ses principes monstrueux, et même pour obtenir le bannissement de son piquant adversaire. Outre les hérésies dont on vient de parler, il y en a eu d'autres encore dans la Péninsule, mais qui se répandirent seulement sur des points isolés. De temps en temps des docteurs nationaux s'élevèrent pour troubler par leur subtilité la foi du peuple; mais leur influence fut resserrée dans le temps comme dans l'espace (1). Mais les plus célèbres sectaires d'Espagne furent les Albigeois. Non contents d'attaquer quelques-uns des plus saints mystères de la foi avec un fanatisme désespéré, ils dénoncèrent la hiérarchie et même le sacerdoce comme une institution de l'Antechrist. Quelques-uns allaient plus loin : ils rejetaient aussi toute autorité temporelle, enseignaient que tous les hommes étaient égaux, et que prendre l'autorité était une tyrannie; et il y en eut même qui réclamèrent une communauté de biens et de femmes. S'ils avaient à signaler quelques abus, leurs propres erreurs étaient bien plus dangereuses; la religion dominante, en inculquant la soumission envers l'autorité supérieure et la charité envers les pauvres, fortifiait la société que ces fanatiques travaillaient à détruire. On ne s'étonnera donc point que le bras temporel et le bras spirituel se levassent contre eux; que papes et rois, prélats et nobles, prêtres et paysans, réunissent leurs efforts pour arrêter la fureur d'un torrent qui menaçait d'emporter toutes les institutions sociales. D'abord on n'employa d'autres armes que la persuasion et le raisonnement; elles furent sans effet. Alors les évêques furent chargés de l'expulsion des hérétiques, seul châtiment sévère que permît l'ancienne discipline ecclésiastique; et lorsqu'ils étaient trop redoutables à cause de leur nombre pour être ainsi bannis brusquement de leurs foyers, le pouvoir temporel fut invoqué à l'aide de l'Église. Comtes, barons, chevaliers, furent menacés d'excommunication s'ils ne s'armaient pour une si sainte entreprise, et n'aidaient point à découvrir les coupables, dont beaucoup s'étaient enfuis dans les districts montagneux de la France méridionale, aussi bien que de Léon, de la Navarre et de l'Aragon (1).

Mais ces mesures, qui prirent naissance principalement dans le concile de Vérone tenu en 1184, produisirent peu d'effet, quoique des rois décrétassent l'expulsion de leurs sujets hérétiques, et que les évêques agissent de même en vertu de leur juridiction divine. La secte odieuse se multipliait plutôt qu'elle diminuait. On soupçonna qu'il y avait de la négligence quelque part, et afin

(1) Adrianus I papa, *Epistola ad omnes episcopos per universam Spaniam* (ap. Duchesne, *Rerum Francorum Scriptores coætani*, t. III). Elipandus, *Epistola* 1, 2, *España sagrada*, t. 5. Alcuinus, *contra Felicem* libri septem; nec non *Epistola ad Elipandum*, et *libelli quatuor contra Elipandum*. *Annales Bertiniani*, p. 161. *Annales Fuldenses*, p. 538 (ap. Duchesne, *Scriptores*, t. II et III). Marca, *Limes Hispanicus;* nec non Balusius Tutelensis, l. III et IV. Florez, t. IV, VII, X. *Concilium Cordubense*, *Vida del Abad Sanson*. Masdeu, *España Arab.*, l. II.

(1) Autorités, celles qui se trouvent dans le IIIe et IVe volume de Duchesne, *Rerum Francorum Scriptores, coætani*. Les historiens généraux d'Espagne, et Llorente, *Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne*, t. I.

d'y remédier, le pape Alexandre III, qui ceignit la tiare en 1198, dépêcha des commissaires dans les lieux infectés de cette peste morale, leur donnant le pouvoir de remplacer la juridiction épiscopale partout où elle n'était pas assez énergiquement exercée. Cette commission blessa profondément les prélats ; elle déplut aux comtes et aux barons, qui n'étaient nullement disposés à voir bannir tant de sujets utiles, à se résigner ainsi à une diminution notable de leurs revenus. Les comtes de Toulouse, Foix, Béziers, Carcassonne et de Comminge, refusèrent de soutenir la proscription. Mais les moines de Cîteaux, auxquels le pape avait remis la commission, secondés par deux Espagnols zélés, l'évêque d'Osma et Domingo de Guzman, persévérèrent dans leur vocation. L'assassinat d'un légat pontifical par les hérétiques porta un coup terrible à leur cause, et mit le pape en état d'organiser une confédération plus puissante contre eux. Beaucoup de barons de la Gaule narbonnaise se joignirent à la croisade, qui fut entreprise autant contre le comte de Toulouse soupçonné de prêter un secret appui aux Albigeois, que pour détruire les hérétiques eux-mêmes. Simon, comte de Montfort, fut placé à la tête de l'armée catholique, et chargé d'appuyer les missionnaires du saint-siége, qui devaient non-seulement prêcher contre les nouvelles doctrines, mais encore surveiller l'application des peines extraordinaires décrétées contre les Albigeois eux-mêmes et tous leurs fauteurs. De là l'origine des inquisiteurs, ordre à part dans l'Église, dont la direction fut confiée à saint Dominique de Guzman, le plus ardent des fanatiques. Durant près de trois siècles, cet ordre se maintint dans la seule soumission au pape, jusqu'à ce que Ferdinand et Isabelle établirent un tribunal indépendant, auquel il conférèrent la juridiction temporelle autant que spirituelle. Tandis que Montfort poursuivait sa sanglante carrière, et que les inquisiteurs condamnaient aux flammes et remettaient au bras séculier tous ceux qui persistaient dans les doctrines proscrites, le quatrième concile de Latran approuvait le nouvel établissement. Honorius III, successeur d'Innocent, fut si satisfait de la conduite de saint Dominique et de ses compagnons, que l'extension de l'ordre par toute la chrétienté fut autorisée et même recommandée. Les dominicains, comme corps organisé, sous le nom d'inquisiteurs, paraissent s'être fixés dans la Péninsule vers l'année 1232, deux ans après l'avénement aux trônes réunis de Léon et de Castille du célèbre Ferdinand, un des plus grands ennemis que les sectaires aient jamais rencontré. Pendant quelque temps, les Espagnols se tinrent fermement à leur ancienne discipline ; tandis qu'en France on brûlait les malheureuses victimes, ils se contentèrent de les excommunier et de les bannir. Mais les exhortations du pape, l'ardeur des inquisiteurs et l'exemple de leurs voisins poussèrent aux mêmes cruautés en Espagne comme en France et en Italie. La première inquisition fut établie à Lerida ; et insensiblement l'Aragon et la Catalogne furent couverts de semblables communautés. Dans un concile provincial présidé par l'archevêque de Tolède, il fut décrété que tout hérétique obstiné serait livré au bras séculier pour subir le dernier châtiment, et que les plus coupables parmi ceux qui se repentaient feraient durant dix années une pénitence publique, en certaines occasions, devant la porte de l'église. Innocent IV donna pouvoir aux inquisiteurs de priver les plus hauts dignitaires civils ou ecclésiastiques de leurs honneurs et de leurs revenus, et d'agir ainsi non-seulement avec les hérétiques convaincus, mais encore avec tous ceux qui les favorisaient ou les cachaient (1).

---

(1) Petrus monachus Cisterceensis, *Historia Albigensium*, p. 554, etc. (ap. Duchesne, *Rerum Francorum Scriptores*, t. v). Bouges, *Histoire ecclésiastique et civile de la ville et du diocèse de Carcassonne*, p. 136, etc. Zurita, *Anales de Aragon*, l. I. Llorente, *Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne*, t. I.

Lorsque cette innovation fut d'abord introduite dans la Péninsule, il n'y avait qu'un provincial qui nommait tous les inquisiteurs inférieurs et autorisait l'érection de nouveaux monastères de l'ordre; mais bientôt le nombre de ces monastères fut si grand, qu'il fallut deux provinciaux, l'un pour les États dépendant de la couronne d'Aragon, l'autre pour la Castille, Léon et le Portugal. Les tribunaux du premier procédaient avec une activité silencieuse, mais fatale; l'autre paraît avoir fait peu de chose, probablement parce qu'il y avait peu ou point d'hérétiques dans les plus catholiques des royaumes. Les crimes dont pouvaient connaître les anciens tribunaux, ainsi appelés par opposition à ceux que créèrent Ferdinand et Isabelle, concernaient non-seulement les dogmes de la foi, mais les blasphémateurs, les magiciens et les schismatiques, tous les excommuniés qui restaient plus d'une année sans solliciter l'absolution, tous les juifs ou Maures qui écrivaient ou parlaient contre l'Église catholique, tous les prêtres qui enterraient des hérétiques, et tous les hommes qui d'une manière quelconque favorisaient les suspects, ou s'opposaient à l'autorité du saint-office. Le mode de procéder mérite d'être signalé. Quand l'inquisiteur visitait quelque cité pour l'exercice de ses fonctions, il sommait les autorités locales de comparaître devant lui, et de l'assister de l'épée temporelle pour l'extirpation de l'hérésie. Proclamation était ensuite faite aux habitants, qui étaient exhortés à se présenter et à porter accusation contre tous ceux qu'ils soupçonnaient des crimes ci-dessus énumérés; ils en recevaient même l'ordre sous peine d'excommunication. En même temps une légère punition seulement était annoncée à ceux qui, dans un délai fixé, se présenteraient volontairement et confesseraient leur hérésie secrète. Ce délai était ordinairement de trente jours, et si à son expiration aucun de ceux qui avaient été dénoncés ne paraissait, le délateur était mandé. Il pouvait choisir entre trois modes d'agir : 1° comme accusateur déclaré, mais dans ce cas il se soumettait à la peine du talion, s'il ne pouvait soutenir son accusation; 2° comme n'ayant aucune connaissance personnelle de l'hérésie, mais pouvant nommer des personnes qu'il croyait en état de la prouver; 3° comme en ayant entendu parler, et dans ce dernier cas le tribunal lui-même prenait la cause entre ses mains. Les témoins étaient examinés en présence de l'inquisiteur, d'un secrétaire et de deux prêtres; et si la preuve était jugée suffisante, un ordre était rendu pour l'arrestation de l'accusé, qui était arraché du sein de sa famille et de ses amis, et même de la société humaine, et emprisonné dans un affreux donjon. Ses biens étaient saisis au préjudice de sa famille et de ses créanciers, et si l'accusation était démontrée, ils étaient confisqués au profit de l'ordre. Il pouvait demander une épreuve et un débat, qui n'étaient jamais accordés sans une telle requête; en sorte que si l'accusé était obstiné, il mourait dans le cachot. Si l'accusé était reconnu coupable, pour la première offense il pouvait obtenir son pardon à certaines conditions, et il était reconduit à son donjon jusqu'au premier *auto-da-fé*; là il paraissait en costume de pénitent, recevait l'imposition d'une certaine pénitence, puis était renvoyé. Si la faute était niée, et qu'elle ne pût être complétement établie par témoins ou par un rigoureux examen, l'accusé était admis à se purger par serment, et il était acquitté avec l'*absolutio ad cautelam*, comme étant encore suspect. Lorsque l'hérésie était prouvée, la punition était prononcée selon le degré de culpabilité présumé. Le *suspectus de levi*, convaincu de légère teinte d'hérésie, abjurait d'abord toutes les doctrines autres que celles de l'Église catholique; puis il paraissait en public dans l'église, revêtu du costume de pénitent, et se tenait là durant le service, prêt à recevoir toute pénitence qui pouvait lui être réservée par l'inquisiteur. En général, il devait pendant trois années paraître en pénitent dans le temps du carême, et à d'autres époques, en dehors de la porte de l'édifice, pour être réconcilié le jeudi saint. Si le soupçon était plus fort, le terme

de la pénitence était étendu à cinq ans; très-fort, à sept années. Lorsque la présomption était évidente, et que l'accusé ne voulait pas avouer, la torture était appliquée. Tous ceux qui étaient convaincus, et refusaient de reconnaître le crime et de solliciter leur réconciliation avec l'Église, étaient réservés pour le bûcher, et le même sort attendait l'hérétique relaps, même s'il confessait ses erreurs et implorait une nouvelle admission dans la communion catholique. Quelques délinquants étaient condamnés à un emprisonnement perpétuel; quelques-uns à la perte de toutes leurs possessions; d'autres à la perte d'une partie, et d'autres encore à être fouettés publiquement à certaines époques solennelles, à jeûner trois jours chaque semaine, et à s'abstenir pour jamais de toute nourriture animale, de vin, de fromage et d'œufs. Les hommes les plus vils étaient admis comme témoins, et n'étaient jamais confrontés avec l'accusé; des femmes étaient forcées d'accuser leurs maris, des maris leurs femmes, des enfants leurs parents, etc. Celui qui nourrissait de l'inimitié contre un autre n'avait qu'à déposer ou acheter quelque misérable pour le faire, et il pouvait ainsi satisfaire sa vengeance (1).

Mais, quoique les fonctions de l'ancien tribunal dirigé par les dominicains fussent si étendues, elles ne furent exercées qu'en partie. Les *auto-da fé* furent presque inconnus en Castille, et dans d'autres parties de la Péninsule ils se présentèrent trop rarement pour exciter autre chose qu'un sentiment d'horreur passagère. Il était réservé à Ferdinand de créer un tribunal qui devait ne connaître que des juifs et des mahométans relaps, mais qui, à l'occasion, attirait dans son cercle toutes les classes de délits spirituels. Ses pouvoirs furent prodigieusement étendus; il fut rendu indépendant des juridictions papale et royale, et pour l'exécution de ses sentences il n'eut plus besoin d'avoir recours au bras séculier. Ce fut donc un nouveau tribunal qui, dans sa constitution comme dans ses opérations, eut peu de ressemblance avec l'ancien.

La sensibilité d'Isabelle s'opposa longtemps à un pareil établissement; mais ses scrupules finirent par se dissiper devant les raisons d'un moine dominicain de Santa-Cruz, Thomas de Torquemada. Nous ne pouvons entrer dans les procédures de ce sombre tribunal sous Torquemada et ses successeurs; nous dépasserions de beaucoup nos limites: l'action exercée par l'inquisition à partir de Ferdinaud, le rôle politique auquel elle fut appelée par les souverains, toutes ces matières demandent à être traitées dans un ouvrage spécial.

5° Les théologiens d'Espagne durant le moyen âge sont plus nombreux que tous les autres écrivains réunis ensemble. L'on n'en voit paraître aucun d'une certaine importance avant Félix, évêque d'Urgel, et Élipando, évêque de Tolède, dont on a déjà exposé l'hérésie. La défense et la réfutation de leurs doctrines particulières occupèrent les plumes de divers ecclésiastiques contemporains. Ils furent suivis de Claudius, évêque de Turin, qui certainement était Espagnol; de Théodulf, évêque d'Orléans, que l'on peut prouver avoir appartenu à la même nation; de saint Eulogio, dont le *Memoriale Sanctorum* et le *Liber apologeticus Martyrum* sont de précieux monuments d'antiquité; de Pablo Alvaro, qui, quoique laïque, fut un ferme défenseur du christianisme, et qui nous a laissé divers traités d'un style trop pompeux, et néanmoins intéressant. Passant les noms obscurs, et même quelques-uns plus dignes d'attention, mais dont les ouvrages sont inconnus, nous arrivons à don Lucas, évêque de Tuy en Galice, le célèbre historien. Cet ecclésiastique avait entrepris un pèlerinage à Jérusalem; mais, durant son absence, apprenant que l'hérésie des Albigeois avait pénétré dans Léon, il revint en toute hâte, composa un traité contre la secte ennemie; et pour le zèle actif

(1) Autorités, les historiens civils et religieux d'Espagne, et Llorente, *Histoire critique de l'Inquisition d'Espagne*.

qu'il déploya dans la persécution, il fut ensuite élevé au siége de Tuy. Raymond de Peñafort, docteur catalan du même siècle, que son érudition fit regarder comme un prodige, et que sa sainteté fit canoniser, était certainement un homme extraordinaire. Il recueillit une suite de décrétales, et fit un livre de sentences morales, d'aphorismes, etc., tirés des plus célèbres écrivains, auquel a été donné le nom de *Summa Raymundina*. Il écrivit aussi sur le sacrement de la pénitence, et sur les constitutions de l'ordre auquel il appartenait, celui des Frères-Prêcheurs. Pedro Paschal, valencien, obtint quelque célébrité dans ses débats avec les mahométans, et par quelques traités dogmatiques. Plusieurs de ses sujets n'auraient pas aujourd'hui un grand intérêt. Ainsi il nous donne une histoire de la sainte couronne de Jésus-Christ, de l'*Agnus Dei*, etc. Probablement un plus grand écrivain que tous ceux qui précèdent fut Arnaldo Villanueva, plus connu sous le nom d'Arnaud de Villeneuve, qui florissait dès le commencement du quatorzième siècle, et qui était Espagnol, quoique plusieurs le tiennent pour Français. Il écrivit longuement sur la médecine, la chimie, et la théologie dogmatique; mais il est surpassé par Raymond Lulle, né à Mallorca, dans le même siècle, autant que lui-même fut au-dessus de ses devanciers. Cet homme était réellement un prodige ; pour la variété de l'érudition, l'étendue de son savoir, ou la subtilité de l'intelligence, il n'eut pas de supérieur dans le moyen-âge, excepté le docteur angélique saint Thomas d'Aquin. Il écrivit sur presque toutes choses, la métaphysique, la philosophie naturelle et morale, la grammaire, la rhétorique, la médecine, la jurisprudence et la théologie ; et avec tant de développement, que ses œuvres composeraient beaucoup de vastes in-folios. Le caractère et la diversité de ses connaissances seront mieux compris d'après les titres de quelques-uns des trois cent vingt et un traités qui lui sont attribués ; et comme notre examen actuel s'applique à la théologie, nous choisirons seulement dans cette catégorie ; 1° *de Articulis fidei ;* 2° *de Deo ignoto ;* 3° *de formâ Dei ;* 4° *utrum fidelis possit solvere et destruere omnes objectiones quas infideles possunt facere contra sanctam fidem catholicam ;* 5° *de convenientiâ quam habet fides et intellectus in objecto ;* 6° *de iis quæ homo de Deo debet credere ;* 7° *de substantiâ et accidente in quo probatur Trinitas ;* 8° *de Trinitate in unitate, sive de essentiâ Dei ;* 9° *de existentiâ et agentiâ Dei ;* 10° *de divinis dignitatibus ;* 11° *de Deo et mundo et convenientia eorum in Jesu Christo ;* 12° *de ente infinito ;* 13° *de ente absoluto ;* 14° *de Incarnatione ;* 15° *de predestinatione et libero arbitrio ;* 16° *de naturâ angelicâ ;* 17° *de locutione Angelorum ;* 18° *de hierarchiis et ordinibus Angelorum ;* 19° *de conceptione virginali ;* 20° *de Angelis bonis et malis.* Un esprit capable de concevoir et d'embrasser tant de sujets n'était pas d'une portée commune. Mais s'il traita avec hardiesse des matières dont la connaissance est interdite à l'homme, il n'en était pas moins un ferme croyant en la révélation, et se montra prédicateur zélé parmi les mahométans. Dans sa jeunesse, étant attaché à la cour de Jacques II, roi d'Aragon, il était vain et dissipé ; mais il se repentit, alla occuper un hermitage dans l'île de Mallorca, et livra sa vie à l'étude et à la contemplation religieuse. Après une longue résidence dans cette solitude, il voyagea dans presque toute l'Europe, dans la Terre-Sainte, et visita l'Afrique; partout grossissant le trésor de ses connaissances. A son retour, il résolut de prêcher le christianisme aux Maures, et, s'il le fallait, de sacrifier sa vie pour la vérité. A Bougie, sur la côte d'Afrique, il fut à la fin jeté par les mécréants dans un horrible cachot, chargé de fers pesants, battu de verges, et souvent livré à la faim. Lorsqu'on le délivra, il fut lapidé par la populace, et laissé presque mort. Quelques marins génois le trouvèrent dans cet état, et le transportèrent à bord de leur vaisseau ; mais bientôt il rendit son âme à Dieu. Son corps fut transporté dans l'île où il était né, et enterré dans le couvent des Franciscains.

Mais sa vie est mieux connue d'après ses propres paroles : « Je fus jadis marié, et j'eus des enfants ; je fus riche, voluptueux et mondain. J'abandonnai spontanément toute chose pour servir la gloire de Dieu, le bien de l'homme et la foi sainte. J'appris l'arabe ; souvent je m'éloignai pour prêcher les Sarrasins. Pour ma religion j'ai été saisi, emprisonné, fouetté. Pendant quarante-cinq années j'ai travaillé à pousser les directeurs de l'Église et les princes chrétiens à consacrer leur autorité au bien général. Maintenant je suis vieux et pauvre, et cependant ferme dans le même projet ; et grâce à l'assistance de Dieu, j'y persisterai jusqu'à la mort (1). » Il resta ferme, comme nous l'avons vu, jusqu'à ce qu'il obtînt la couronne du martyre.

Après ce grand homme, il en est peu qui méritent d'être signalés. Alvaro Paez, Portugais, fut, dit Nicolas Antonio, une brillante lumière en théologie ; Guido de Terrena, natif de Perpignan ; Nicolas Rossel, de Mallorca ; Juan Ballisteros, catalan ; et Francisco Ximenès, de Gironne, tous contemporains, méritent au moins d'être nommés. Le dernier est le plus éminent. Deux états, la Catalogne et Valence, se sont disputé l'honneur de lui avoir donné naissance. Son plus grand ouvrage, en treize livres, qui, s'il était publié, composerait autant de vastes in-folios, est d'une nature mixte, théologique et politique ; il est intitulé : *Crestia, sive de regiment de princeps e de la cosa publica*. Quel que puisse être son mérite, il doit probablement dormir dans la poussière des bibliothèques. Le quinzième siècle peut se glorifier de saint Vincent Ferrer, valencien, qui écrivit sur la théologie dogmatique; 2° Juan de Torquemada, qui traita au long de sujets religieux ; ses *Méditations sur la Vie du Christ*, son *Exposition des Psaumes*, et ses *Commentaires sur la Règle de saint Benoit*, sont mentionnés avec approbation par le grand bibliographe national Nicolas Antonio. Ces trois productions ne forment pas le dixième de ses ouvrages, dont un grand nombre fut imprimé dans le seizième siècle ; 3° Alphonse Oropesa ; 4° Rodrigo Sanchez de Arevalo ; 5° Pedro de Cixar ; 6° Pedro Gardias ; 7° Jayme Perez de Valentia ; 8° Pablo Heredia ; et 9° Juan Alphonse de Benevente, sont aussi mentionnés avec de grands éloges. Quelques-uns de leurs ouvrages ont été imprimés ; la plupart dorment dans l'oubli. Cependant si la majorité des manuscrits théologiques et des vies de saints méritent leur présent destin, il n'en est pas ainsi de plusieurs d'entr'eux ; et même ils jeteraient par occasion de la lumière sur l'histoire nationale (1).

(1) Nous donnons avec un véritable respect pour l'écrivain l'original de ce passage : « Homo fui in matrimonio copulatus, prolem habui, competenter dives, lascivus et mundanus. Omnia, ut Dei honorem et bonum publicum possem procurare, et sanctam fidem exaltare, libenter dimisi. Arabicum didici, pluries ad prædicandum Sarracenis exivi, propter fidem captus fui, incarceratus, verberatus ; quadraginta quinque annis ut Ecclesiæ rectores ad bonum publicum, et christianos principes, movere possem, laboravi. Nunc senex sum, nunc pauper sum, in eodem proposito sum, in eodem usque ad mortem mansurus, si dominus ipse dabit. »

(1) Morales, *Cronica general de España*, t. IV. Nicolas Antonio, *Bibliotheca vetus*, lib. VI-X. Florez, *Espana sagrada*, t. V, VII, XI, etc. (in multis scripturis). Masdeu, *España Arab.*, lib. II. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, par d'Hermilly, t. III, IV, V, VI, passim.

LIVRE VI.

MONARCHIE ESPAGNOLE (1516-1788).

CHAPITRE PREMIER.

MAISON D'AUTRICHE (1516-1700).

§ Ier. CHARLES Ier (L'EMPEREUR CHARLES V). (1516-1556.)

Écrire l'histoire de l'Espagne, depuis le commencement de cette époque, et en entier, serait dans le fait écrire celle de toute l'Europe. Les limites, ni le but de cet ouvrage ne pouvant admettre un plan si vaste, ce livre sera nécessairement consacré aux événements de la Péninsule; ou si quelquefois il nous arrive d'en mentionner d'un ordre plus général ce sera parce qu'ils sont liés trop intimement aux autres pour en être séparés.

Pendant la dernière maladie de Ferdinand, Adrien, doyen de Louvain, fut envoyé en Espagne, par l'archiduc Charles, fils aîné de Philippe et de Jeanne, par conséquent héritier de la monarchie, dans le but apparent de consoler le malade; mais en réalité pour épier la position des partis, et empêcher l'archiduc Ferdinand, frère de Charles, d'en tirer quelques avantages et particulièrement l'administration des ordres militaires que le feu roi avait proposé de séparer de la couronne. A la mort de ce monarque, Adrien réclama la régence en vertu de la commission qu'il avait reçue; le conseil s'opposa fortement à cette prétention, sous prétexte que Charles était encore loin de l'âge fixé pour sa majorité par le testament de sa grand' mère, et que l'on ne pouvait lui accorder aucune autorité dans le gouvernement; mais le cardinal Ximenes Cisneros, auquel la régence avait été laissée par le dernier roi, ne voulant pas se faire un ennemi de son futur souverain, consentit à partager l'administration avec Adrien. On adressa alors une lettre de félicitation à Charles, qui fut invité à visiter son nouvel héritage. En réponse, il confirma

le cardinal dans la régence, et prit bientôt après le titre de roi, usurpation qui mécontenta beaucoup quelques membres du conseil. Ils prétendaient que pendant la vie de sa mère « la reyna proprietaria » la couronne appartenait rigoureusement à la reine, et que la seule chose qu'il pût espérer, même en atteignant sa treizième année, était de gouverner en qualité de lieutenant-général du royaume. La majorité, ayant le cardinal à sa tête, considérant l'entière incapacité de cette princesse, en jugea autrement; des ordres furent dépêchés pour proclamer le roi sans délai. Néanmoins pour sauver les droits de la mère, elle fut proclamée en même temps, et son nom précéda celui de son fils. — *Dona Juliana y don Carlos, reyna de Castilla, etc.* (1).

Pendant sa courte administration, le cardinal (car Adrien ne comptait pas), se distingua par sa capacité, son activité et son énergie; son premier antagoniste fut le roi détrôné de Navarre, Jean d'Albret, qui ayant rassemblé vingt mille hommes, mit le siége devant Saint-Jean-Pied-de-Port, pendant que le maréchal de Navarre, traversait les Pyrénées. Le duc de Najera, qui avait été créé vice-roi, triompha facilement de ces troupes indisciplinées, et força le malheureux Jean à battre en retraite; ni Jean, ni Catherine de Foix, ne survécurent longtemps à ce désastre. Mais les plus mortels ennemis du cardinal étaient les nobles de Castille, qui, jaloux de sa dignité, mécontents de sa fermeté et comptant sur l'indulgence d'un jeune monarque, témoignaient quelques dispositions à se refuser à l'obéissance qu'ils lui devaient. Quand pour réparer les brèches faites aux revenus de la couronne, il commença à révoquer ou à diminuer les dons exorbitants concédés à quelques familles, leur indignation ne connut plus de bornes. S'étant rassemblés à Guadalaxara, dans la maison du duc del Infantado, ils lui députèrent trois des leurs, pour s'informer en vertu de quelle autorité il exerçait ses fonctions. Il ne pouvait tenir ce droit, prétendaient-ils, de Ferdinand, puisque ce prince ne remplissait que le pouvoir d'un délégué, ni de Charles qui ne possédait aucun droit à la souveraineté pendant la vie de Juana. Le cardinal écouta ces insultantes représentations avec beaucoup de sang-froid, et promit de montrer les pouvoirs demandés, si les trois nobles voulaient revenir le lendemain. Durant la nuit, il fit venir deux mille hommes cantonnés dans le voisinage de Madrid, les posta dans une tour de son château, qu'il flanqua aussi d'artillerie. Quand les députés revinrent, il s'écria : « contemplez les pouvoirs avec lesquels je gouverne le royaume! » montrant d'un air triomphant les troupes, les canons, et les trésors qu'il avait étalés à dessein dans un des appartements. Le ton de supériorité qui accompagnait ces mots n'était pas moins cruel pour eux que les paroles elles-mêmes. Les nobles humiliés et indignés s'enfuirent de sa présence. En révoquant quelques pensions qu'il savait avoir été injustement accordées, et congédiant quelques officiers de la maison de Juana, pour faire place à d'autres plus dévoués à ses intérêts, il ajouta encore aux ressentiments. On prétendit qu'il voulait établir un pouvoir indépendant de la couronne, qu'il se préparait à renouveler les scènes qui avaient désolé le royaume sous don Alvaro de Luna. Sans la colère qui aveuglait les hommes, de pareils rapports eussent été accueillis avec le mépris qu'ils méritaient. Le cardinal approchait du déclin de la vie. Quoiqu'il habitât un palais, ses manières étaient aussi simples, ses austérités aussi rigides, ses mortifications aussi dures qu'elles l'eussent jamais été lors-

---

(1) Alvarus Gomericus, *de Rebus gestis Francisci Ximenii*, lib. IV (apud Schottum, *Hispania illustrata*, t. I). Gulie'mus Zenocarus a Scauwenburgo, *de Republica, vita moribus*, etc. Caroli Quinti, lib. I, Juan Ochoa de la Salde. Miniana Continuatio ad historian Marianæ, l. I, Antonio de Vera y Figueroa, *Epitome de la Vida y hechos del invicto emperador Carlos V*, p. 1-13. Prudencio de Sandoval, *Vida y hechos del emperador Carlos.*

qu'il était enseveli dans la solitude d'un cloître. Actif, laborieux, juste, irréprochable dans ses mœurs, assidu dans ses dévotions, sa seule distraction était de discuter avec quelques professeurs sur les obscurs sujets de métaphysique ou de théologie; mais le lustre de la vertu peut-il jamais en imposer à l'envie! Des soins furent pris pour présenter les meilleures mesures sous le jour le plus défavorable. Il voulait discipliner les habitants de la ville par des exercices militaires, afin qu'en cas d'invasion, la nation pût avoir plus de bras prêts à la défendre, et aussi pour réprimer les rebellions des nobles. Quelques villes accueillirent cette innovation, d'autres ne voyant dans ce projet que le moyen de soutenir son autorité, s'y refusèrent. Valladolid fut la première à se plaindre, et quand les remontrances parurent inutiles, à prendre les armes pour défendre ses priviléges. Burgos et Léon, suivirent ensuite cet exemple, et plus tard, Tolède, Avila, Ségovie et Salamanque. Un corps de troupes marcha aussitôt pour punir les plus coupables de ces cités. Les habitants prirent les armes en assez grand nombre pour prévenir l'assaut. Le cardinal écrivit au roi pour s'en plaindre, les rebelles envoyèrent un député pour justifier leur conduite, et faire des représentations contre la forme oppressive du gouvernement; des plaintes semblables étaient journellement reçues à Bruxelles jusqu'à ce que Charles eût associé deux autres personnes au cardinal, expédient qui fut pourtant inutile. Son génie supérieur continua à gouverner toute la machine de l'administration; et quelque impopulaire qu'il pût être auprès d'une certaine classe, cette classe elle-même préférait voir à la tête de l'état un homme du pays plutôt qu'un étranger. En outre, la rapacité des Flamands, qui montraient, disait-on, une soif insatiable pour l'or, vendaient toutes les places qui se trouvaient dans leurs attributions au plus fort enchérisseur, remplissait le peuple de dégoût. Les dissensions de quelques puissantes maisons ajoutaient aux difficultés du régent. Deux d'entre elles se disputaient le duché de Medina-Sidonia, et deux autres le prieuré de Saint-Jean; des troupes étaient nécessaires pour les contenir. Quelques autres causes nécessitèrent le retour du roi. L'Aragon, ou plutôt le grand-justicier, avait refusé de reconnaître pour régent l'archevêque de Saragosse, nommé à cette dignité par le testament de Ferdinand, jusqu'à ce que l'acte de confirmation eût été envoyé par Charles.

Le mécontentement public augmenta quand on crut que l'absence du souverain provenait de son indifférence pour le riche héritage qui l'attendait; un grand nombre aussi étaient blessés de voir que les plus riches bénéfices devenaient la proie des favoris étrangers, qui s'abattaient comme des nuées de sauterelles sur différentes parties de la Péninsule. La Sicile n'était pas moins mécontente que l'Aragon; la conduite de son vice-roi, don Hugo de Moncada, avait été sévère. Le peuple, pensant que l'occasion était favorable à la vengeance, conspira contre lui. Il s'enfuit, laissant la populace piller les maisons des riches, tandis qu'il expédiait au nouveau roi le rapport de ces actes. Les Siciliens, semblables aux habitants de Valladolid, envoyèrent un député pour se plaindre et justifier leur conduite. Charles, ne pouvant découvrir la vérité dans ce conflit, chargea un de ses chevaliers de la recueillir sur les lieux mêmes, quoique sur les rapports qu'il reçut il citât don Hugo à comparaître devant lui, et nommât un autre gouverneur par intérim. Les esprits étaient incertains et peu disposés à l'obéissance. Il comprit alors la nécessité de retourner en Espagne. En août il s'embarqua à Middleburg; un mois après il arriva en vue de Villa-Viciosa dans les Asturies. Lorsque sa flotte fut à quelque distance, les habitants de ces pays montagneux croyant qu'elle appartenait à la France placèrent leurs femmes et leurs enfants en lieu de sûreté et se préparèrent à prévenir le débarquement. Ce spectacle ne pouvait que satisfaire le monarque; l'étendard royal d'Espagne fut bientôt déployé et leurs craintes

se changèrent en joie. Les nobles et les prélats accouraient à la rencontre de leur souverain. Parmi eux se faisait remarquer le vénérable Ximenès ; mais il ne devait plus revoir son roi. Il tomba malade subitement et mourut dans la Vieille-Castille. Sa mort fut attribuée au poison par beaucoup de monde, poison qui aurait été donné par quelques courtisans effrayés de voir leur conduite découverte, ou craignant que son influence sur l'esprit du monarque fût encore plus fatale aux priviléges de l'aristocratie. Une autre conjecture rejeta le crime sur les Belges ; mais apparemment avec aussi peu de justice. Dans ce temps une maladie pestilentielle désolait le nord de l'Espagne ; Ximenès en fut sans doute victime. Nous devons cependant dire qu'une lettre froide de son roi, écrite à l'instigation de ses ennemis, hâta sa fin et remplit ses derniers instants d'amertume. Il sentait qu'une existence usée pour son pays demandait une récompense, tandis qu'il ne recevait que l'espérance d'être épargné à cause de ses services. Mais ni sa maladie, ni l'ingratitude du roi ne l'empêchèrent de lui adresser, de son lit de mort, des lettres remplies des plus salutaires avis. Il trouvait sa consolation dans le bien qu'il avait fait dans son administration, sûr qu'il était qu'en punissant ou en récompensant il ne s'était jamais laissé guider par des sentiments personnels, mais par la justice. Pour l'Espagne, sa perte fut irréparable, car il mourait quand ses avis étaient le plus nécessaires. Au monde savant il est mieux connu comme le fondateur de l'Université de Alcala de Henares que comme ministre. Il n'est que trop prouvé par sa conduite à Grenade que cet homme distingué eut un grand défaut (1), son inflexible rigueur ; l'austère rigidité de ses manières pouvait inspirer l'effroi et le respect, mais jamais l'affection. Il n'est donc pas surprenant qu'il eut tant d'ennemis.

Les Flamands qui suivirent Charles s'établirent partout. Depuis l'archevêché de Tolède, qui fut accordé à l'évêque de Cambrai, neveu de de Chièvres le ministre favori, jusqu'au plus petit emploi de l'administration de l'Église, tout fut envahi par les avides étrangers ou vendu au plus offrant. De crainte que l'archevêque de Saragosse, l'oncle du roi, n'obtînt la primatie, il ne lui fut pas permis de paraître en présence du roi jusqu'à ce qu'une bulle eût été accordée par le pape. Ce favoritisme irrita tellement le peuple, que quand les états furent convoqués à Valladolid (4 juillet 1518) pour jurer allégeance au roi, les députés eurent commission d'exiger avant de faire le serment, que dorénavant aucun étranger ne serait promu aux dignités civiles ou ecclésiastiques dans Léon ou en Castille. Les ministres décidèrent les représentants à se relâcher de leurs exigeances ; mais il leur fallut l'assurance que leur réclamation serait l'objet d'un engagement de la part de Charles. En conséquence l'hommage fut prêté, un subside accordé par les députés, un conseil établi appelé le *consejo de camara*, pour veiller à ce que les ordres royaux ne fussent rendus qu'en faveur des nationaux et pour contrôler les revenus de la couronne. De Valladolid Charles alla à Saragosse pour sanctionner les lois du royaume et recevoir son hommage en retour ; mais il trouva les Aragonais moins traitables encore que les Castillans. Les états

(1) Vol. II, p. 275. Alvarius Gomecius, *de Rebus gestis Francisci Ximenii*, lib. V-VII (apud Schottum, *Hispania illustrata*, t. I). Sandoval, *Historia de la Vida y hechos del emperador Carlos V*, lib. II. Miniana, Continuatio Nova, lib. I. Antonio, *de vera Epitome de la Vida de Carlos V*. Ochoa de la Salde, *la Carolea inchiridion*. Zenocarus, *de Republica vita*, etc. Caroli quinti, lib. I. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, par Hermilly, t. VII (sub propriis annis). Sandoval est l'autorité la plus satisfaisante pour le règne de Charles. Il contient pourtant des choses extraordinaires, suffisamment caractéristiques de l'époque du pays et de la religion de l'auteur.

qui se tenaient dans le palais archiépiscopal disputèrent vivement s'il devait être reconnu roi ou régent seulement, prétendant que Juana était le souverain légitime et qu'il ne pouvait gouverner que comme son lieutenant. Après quelques vigoureux débats, il fut enfin arrêté qu'en Castille et en Léon il serait proclamé conjointement avec sa mère; et que s'il arrivait qu'il n'eût pas de postérité, son frère Ferdinand serait reconnu pour son successeur. Cette seconde difficulté étant levée par les Aragonais, il proclama son décret pour la convocation des états catalans à Barcelone. Cette province n'était pas moins obstinée dans la défense de ses droits que les autres. Le même obstacle fut opposé à ce qu'il fût reconnu comme comte. Mais enfin l'exemple des deux royaumes fut suivi. Cependant Valence restait encore. Ne voulant plus endurer les mêmes mortifications, Charles résolut de ne pas voir les députés; il jura par avance d'observer les lois et priviléges du royaume, nomma pour présider les cortès, Adrien, qu'il avait élevé au siége de Tortosa et que le pape avait encore promu à la dignité de cardinal; mais les nobles et le clergé refusèrent de le recevoir ou de jurer allégeance au roi, à moins qu'il ne parût en personne pour y garantir leurs priviléges et recevoir leur hommage (1).

Pendant le séjour du roi à Barcelone il arriva un événement qui devait amener une grande influence sur sa vie future, sur ses états héréditaires et enfin sur toute l'Europe. Ce ne fut rien moins que son élévation au trône d'Allemagne, vacant par la mort de son aïeul Maximilien. Ce trône avait été offert à l'électeur de Saxe, qui considérant les vastes préparatifs que les Turcs faisaient pour attaquer toute la chrétienté, le refusa sagement, et recommanda Charles à la diète comme le prince le plus puissant du siècle et le seul capable de résister aux barbares; mais François Ier, roi de France, un des candidats au diadème impérial, trompé dans son ambition, pour se venger de son rival, se ligua avec les ennemis de la chrétienté et détruisit tous les avantages que cette élection devait procurer à l'Europe. Quoique cette élection plût aux Espagnols elle ne les aveugla pas sur la conduite de leur souverain, qui, pour remplir le trésor royal, continuait à vendre les dignités, et, ce qui était plus encore, les aliénait à des étrangers. Voulant arrêter les progrès d'un mal si grand, Ségovie et Avila résolurent de former une confédération des principales villes afin de défendre leurs priviléges. Tolède, Cuença et Jaën se joignirent bientôt à cette ligue, et il fut arrêté que l'on enverrait à la cour une députation de cinq villes pour se plaindre des abus. Au même temps le clergé refusait de voter la dixième portion des revenus de l'Église que le pape avait accordée à l'empereur pour la guerre contre la Turquie; et quand le pontife interdit le royaume, peu d'églises se soumirent à sa bulle. Les sacrements furent administrés sans égard pour l'autorité papale et royale, jusqu'à ce que Charles lui-même demandât que l'interdit fût levé! Les députés remplirent leur mission. Étant introduits devant l'empereur à Barcelone, ils représentèrent que les Castillans étaient mécontents non-seulement des abus en question, mais de ce qu'il favorisait de sa présence l'Aragon et la Catalogne de préférence à l'ancien royaume. La liberté de ces remontrances n'offensa pas; au contraire, le roi promit d'aviser aux moyens de satisfaire ses fidèles provinces; mais cet esprit d'insubordination ne s'arrêta pas en Castille et en Andalousie seulement. Une confédération se forma à Valence, menaçant d'être plus formidable que l'autre, prenant sa source dans un accident. La peste ayant visité la capitale, les nobles s'enfuirent pour éviter ses atteintes, laissant la cité au pouvoir du peuple et des magistrats. Le jour de la fête

(1) Les mêmes autorités.

Freher, *Rerum Germanicarum scriptores*, t. III. Guicciardini, *Historia de Italia dopo l'anno* 1410, et Girolamo della Corte, *Historia de Verona*, t. II, c. 35. Antonio Sumonte, *Historia della citta et regno de Napoli*, t. IV, l. VI.

de Sainte-Madeleine, un franciscain déclama avec véhémence contre un crime qu'il assurait être souvent commis à Valence, crime que le ciel punissait en faisant tomber sa colère sur la ville. Son discours souleva le peuple, qui, résolu de punir le criminel, court aux armes pour faire justice lui-même. Quatre personnes furent promptement arrêtées, convaincues et condamnées à périr dans les flammes, sentence aussitôt exécutée. Un boulanger contre lequel il n'y avait que de légères présomptions, fut conduit en prison; et, comme dans sa jeunesse il avait été tonsuré pour recevoir les ordres, il fut confié à la garde des ecclésiastiques. On le condamna à être exposé dans la cathédrale pendant la messe, et enfermé à perpétuité dans une forteresse. Ce jugement, quoique suffisamment sévère ne satisfit pas le ressentiment de la populace altérée de sang. D'abord une multitude d'enfants s'assembla et jeta des pierres contre la sacristie où le prisonnier était détenu. Trois magistrats et trois prêtres accoururent au lieu de l'émeute, et parvinrent à disperser la foule en promettant de redoubler de sévérité envers le coupable. Cependant, vers le soir, ils revinrent en plus grand nombre. Les vieillards comme les jeunes gens, portant un étendard, se rendirent à l'église, demandant le boulanger qu'ils juraient de brûler vif. L'archevêque se montra, saisit leur porte-enseigne et retourna dans son palais dont il ferma les grilles, tandis que pour les effrayer il faisait tirer par-dessus leurs têtes. Cette mesure irrita davantage la populace furieuse. Aussitôt le feu fut mis aux portes de sa résidence qui aurait été consumée si une force armée n'était accourue pour éteindre les flammes. Les prêtres de plusieurs paroisses s'avancérent alors, portant la sainte hostie, suppliant le peuple de se séparer, mais avec peu de succès.

Les portes de la cathédrale furent assaillies, et la rage des insurgés s'augmenta par la jonction d'un autre corps, qui, avec un crucifix porté en avant, demandait justice. Les autorités essayèrent en vain d'apaiser le tumulte, et enfin elles eurent la faiblesse, non-seulement de se retirer, mais de livrer le criminel. Il fut porté en triomphe par cette population en furie. Le feu s'alluma; mais le patient fut étranglé avant d'être consumé. Après cette barbare exécution, expression de la violence du peuple, ils allèrent à la recherche d'un artisan qui avait été dénoncé; ne pouvant le trouver ils se dispersèrent. Quelques jours après, le gouverneur, qui était absent, résolut de venger l'autorité des lois ; il ordonna de sévères recherches contre les chefs de l'insurrection et fit stationner des troupes pour en imposer à la multitude. Effrayés du sort qui les attendait, ceux qui étaient vraiment coupables eurent assez d'influence pour organiser une autre confédération, en proclamant l'invasion des Maures, en montrant aux paysans l'espérance d'échapper à l'oppression des nobles, la garantie de leurs priviléges et des impôts plus justes. Ils parvinrent à enrôler sous leurs drapeaux les différents corps d'artisans, les tisserands, les cordonniers, les tailleurs, les boulangers, qui abandonnèrent la cité conduits par les chefs qu'ils avaient choisis et portant leurs étendards; en atteignant le lieu désigné pour le rendez-vous, un tisserand, Juan Llorente, demanda la raison de ces *germanias*, ou réunions : le peuple fit une réponse dans laquelle il y avait sans doute beaucoup de vérité, disant que la principale cause du soulèvement était la tyrannie des grands qui ne payaient jamais leurs dettes, et les traitaient avec le dernier mépris ; qui abusaient de leurs femmes et de leurs filles quand elles réclamaient ce qui leur était dû. Alors le tisserand leur dit que s'ils voulaient une réparation il fallait qu'ils s'engageassent par serment à agir de concert ; que chaque métier nommerait un syndic, et que le troisième syndic choisi agirait pour tout le corps. Cette proposition fut unanimement accueillie. Les nouvelles autorités furent choisies, et une nouvelle députation envoyée à l'empereur à Barcelone, pour demander son consentement, donnant pour cause de la

confédération, la nécessité de défendre le royaume contre une invasion et de s'opposer à la tyrannie aristocratique. Ces motifs pouvaient paraître assez puissants ; mais ils durent la faveur avec laquelle ils furent reçus aux circonstances du temps. La détermination des nobles de ne pas rendre hommage à moins que le roi ne parût à Valence, et celle du clergé de ne pas accorder la dîme ecclésiastique, avaient vivement exaspéré Charles d'Autriche. Il permit aux artisans de rester armés, les exhortant seulement à ne rien entreprendre sans le consentement de l'empereur, et dans tous les cas de se laisser gouverner par la modération et les lois. L'empereur eut bientôt sujet de se repentir de sa concession. Quand la peste permit aux nobles de retourner à Valence, ils trouvèrent la ville au pouvoir d'une insolente populace armée. Leurs représentations le forcèrent à rendre un décret pour ordonner aux habitants de déposer leurs armes. Quatre citoyens lui furent députés à Barcelone pour demander la révocation de cet ordre ; mais malgré l'adresse avec laquelle ils présentèrent la nécessité de leur corps pour la défense du royaume, ils n'auraient jamais obtenu ce qu'ils demandaient si les états n'avaient encore exaspéré l'empereur en refusant de le reconnaître, à moins qu'il ne parût en personne aux cortès. Son ressentiment prévalut, et les députés retournèrent triomphants (1). A cette époque l'empereur eut le malheur de se faire des ennemis de tous les côtés. La constitution de Valence exigeait qu'il fût présent dans l'assemblée pour s'engager envers la nation. Il aurait dû se hâter de s'y rendre, et en se soumettant aux lois il aurait sans doute éloigné leur prétexte à une rébellion. La même imprudence, le même manque d'égards pour les coutumes établies lui firent mander les cortès de Léon et de Castille à Santiago, ce que le souverain le plus arbitraire n'avait jamais osé auparavant. Les ministres ne prêtèrent aucune attention aux murmures qu'excita cette innovation ; ils firent au contraire tout ce qu'ils purent pour attiser le feu de la discorde en cherchant à gagner ceux qu'ils ne pouvaient pas forcer de se soumettre absolument à la volonté royale, et en se jetant à travers les disputes. Si, à ces justes causes de mécontentement, nous ajoutons la conviction entretenue par tous qu'une somme considérable serait demandée aux cortès pour satisfaire la vaine splendeur de leur monarque, pour fournir aux libéralités qui allaient être répandues parmi des étrangers, nous ne serons pas surpris de l'opposition qui s'organisa rapidement pour résister à sa volonté. Tolède rappela ses députés, en nomma de plus soumis à la voix du peuple, et détermina quelques villes à l'appuyer dans la demande des conditions suivantes : que le roi ne quitterait pas l'Espagne, qu'il ne réclamerait pas de subside, qu'au lieu d'accorder des dignités aux étrangers, il en priverait ceux qui les possédaient ; que l'argent, sous aucun prétexte, ne sortirait du royaume ; que les places ne seraient plus vendues, et que, suivant les anciennes coutumes, les cortès s'assembleraient dans une ville de Léon ou de Castille. La plupart de ces réclamations étaient assez raisonnables ; mais les deux premières, insultantes pour la cour, devaient certainement lui déplaire. Les députés chargés de les présenter parurent devant Charles, alors à Valladolid, et obtinrent difficilement une audience. L'empereur leur dit cependant qu'il était trop pressé pour examiner leurs demandes ; mais que s'ils voulaient venir le trouver près de Tordesillas, il s'entendrait avec eux. En conséquence ils se rendirent à Tordesillas ; mais le bruit ayant été malicieusement répandu à Valladolid que Charles voulait, non-seulement quitter l'Espagne, mais emmener sa

(1) Prudencio de Sandoval, *Historia de la Vida y hechos de Carlos V*, lib. III; nec non, Ochoa de la Salde, *la Carolea Inchiridion*, sub propriis annis. Antonio de Vera, *Epitome de la Vida*, etc., p. 16, etc. Gulielmus Zenocarus, *de Republica*, lib. I. Miniana, *Continuatio nova*, lib. II. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*.

mère avec lui; la populace fut poussée au dernier degré d'irritation. Un Portugais, fabricant de dentelles, monta sur le clocher d'une église dont la cloche ne sonnait que dans les occasions extraordinaires, donna l'alarme, et six mille hommes prirent aussitôt les armes. Il fut décidé que tous les Flamands seraient mis à mort; mais les victimes désignées ayant eu connaissance de leur danger, s'enfuirent à l'instant avec le roi, au milieu d'une pluie terrible, et arrivèrent au point du jour à Tordesillas. Les autorités de Valladolid montrèrent une grande activité dans la poursuite des chefs de la révolte, et plusieurs furent punis; mais le roi, qui était naturellement clément, ordonna que les autres seraient mis en liberté. Il se hâta de marcher vers la Galice; les députés de Tolède le suivirent de près, demandant à chaque ville une audience; mais il refusa de les voir jusqu'à ce qu'ils eussent atteint Santiago (1).

Le Ier avril les états s'assemblèrent au couvent de Saint-Francisco. Le discours de la couronne mentionnait la nécessité du retour du roi en Allemagne, les dépenses qu'il occasionnerait, celles que les préparatifs de guerre contre les infidèles avaient exigées, et terminait par demander un subside. Les députés gardèrent d'abord un morne silence, mais ceux de Salamanque se levèrent et jurèrent de ne pas prêter le serment accoutumé d'allégeance, à moins que le roi n'accordât ce qui lui avait été demandé; ils furent aussitôt soutenus par un député de Tolède qui s'engagea à sacrifier sa vie, plutôt que de consentir à rien qui fût préjudiciable à la ville qu'il représentait, ou au royaume. Enhardis par cet exemple, les délégués de Séville, Cordoue, Zamora, Toro et Avila se joignirent aux trois premiers et la session fut interrompue pour quelques jours. Rien ne prouve mieux l'état dégradant dans lequel les cortès étaient tenues, que le pouvoir que la couronne avait coutume d'exercer sur les transactions. Les débats étaient inconnus parmi eux. Le premier acte du roi fut d'ordonner aux députés de Tolède, les plus violents du parti, de quitter les cortès; ils réclamèrent en vain, il fallut obéir. Quand cette nouvelle arriva à Tolède, la population fut en rumeur et sa rage augmenta par l'arrestation de deux de ses magistrats, Juan de Padilla et Fernando Davalos. On ignore s'ils furent arrêtés sur un mandat de la cour ou s'ils reçurent simplement une citation à comparaître. La population s'opposa à l'exécution de cet ordre et aurait massacré le corrégidor, l'alcalde, l'alguazil mayor, si tous trois n'étaient parvenus à s'échapper. Le château, les portes et le siége du gouvernement de la Cité furent maintenant envahis par la populace, et les officiers royaux chassés. Cet exemple fut suivi par tout le royaume de Murcie. Quand la nouvelle de ces événements arriva à Santiago, le roi proposa de marcher sur Tolède et de punir cette ville; mais ses ministres craignant qu'un plus long séjour en Espagne ne compromît sa couronne impériale, quelques membres de la diète ayant proposé une seconde élection, le détournèrent de ce projet. Les états furent transférés à Corogne où un subside considérable fut accordé au monarque; tant l'influence royale avait su s'étendre dans l'interrègne. Les grandes villes cependant refusèrent d'y donner leur sanction et même le peu de députés qui le votèrent, accompagnèrent leurs votes de demandes extrêmement désagréables à la cour. Pressé d'entrer en possession de la brillante dignité qui l'attendait et peut-être de fuir un royaume si agité, Charles prononça la clôture des cortès et se prépara à s'embarquer. Il laissa la régence de Castille au cardinal Adrien, celle de l'Aragon, à don Juan de Lanuza; de Valence, au comte de Melito, et donna le commandement des troupes à des officiers éprouvés. Le choix d'Adrien, étranger, offensa particulièrement les nobles et les députés. Ils en sollicitèrent un autre, mais Charles qui généralement tenait à ses projets avec une inconcevable ténacité, n'y voulut rien

(1) Les mêmes autorités.

changer. Au mois de mai, il s'embarqua pour l'Angleterre, afin de concerter avec Henri VIII les moyens d'abaisser le pouvoir du roi de France.

Le départ du roi n'était pas fait pour calmer les agitations de ces temps. L'opposition si longtemps exercée avec quelque raison avait dégénéré en rébellion, et au patriotisme avait succédé l'ambition personnelle. A Tolède, Padilla, prétendant suivre le courant populaire, le guidait à sa volonté; sa femme Dona Maria Pacheco qui avait plus de talent et même plus d'ambition, conduisit les processions populaires et autorisa par sa présence quelques scènes de révolte. Le gouverneur de Murcie, le marquis de Los Velez, en avait été chassé; un officier royal envoyé pour procéder contre les rebelles, obligé de fuir pour sauver sa vie, fut suivi par 8,000 hommes des révoltés. L'exemple de ces grandes villes était trop attrayant pour ne pas être suivi; Ségovie se souleva immédiatement et fit pendre deux de ces magistrats. La populace désirait par-dessus tout massacrer les députés, dont deux avaient consenti au subside accordé à la Corogne; mais l'un d'eux, se méfiant de son intention, n'était pas revenu; l'autre, qui était arrivé pendant la nuit, reçut de ses amis le conseil de rester caché; il méprisa cet avis et le lendemain matin, il fut assez hardi pour monter sa mule et aller à l'église de san Miguel à la rencontre de ses commettants. Sa présence fut le signal du tumulte. La foule qui était en dehors de l'édifice, demandait qu'il sortît, et quand les portes furent fermées, elle se mit en devoir de les enfoncer. Tordesillas alors essaya de se montrer et d'apaiser le tumulte en assurant qu'il était prêt à donner l'explication de sa conduite aux cortès; il fut interrompu par les cris, conduisez-le en prison! tuez-le! Quelques-uns des plus délibérés le saisirent et le traînèrent vers la geôle, mais les grilles étant fermées, les cris de tuez-le! tuez-le! une corde! une corde! s'élevèrent de tous les côtés; un homme s'étant procuré un navette la passa dans le cou de l'infortuné et le traîna ainsi à travers les rues sur la place de l'exécution. Plusieurs ecclésiastiques, suivis des plus respectables habitants de la ville, accoururent pour intercéder en faveur de Tordesillas; les moines de Saint-Francisco sortirent de leurs cloîtres avec le saint Sacrement; mais leurs prières furent inutiles; l'on n'obtint qu'avec la plus grande difficulté un confesseur pour la malheureuse victime de la fureur populaire. Un moine s'approcha, et quoiqu'il s'empressât dans son ministère, des murmures s'élevaient de tous côtés sur la longueur du temps perdu si inutilement; ils saisirent encore la corde, traînèrent le député, sans égard pour les prières du clergé et des Franciscains; et quoiqu'il expirât avant d'arriver au gibet, ils le pendirent au même arbre qui avait déjà servi à deux victimes (1). Le jour même que l'insurrection éclatait à Ségovie, la populace de Zamora se soulevait contre les députés qui cependant parvinrent à s'échapper dans un monastère voisin; ils furent pendus en effigie, et les moines trouvèrent moyen de les faire évader, autrement la maison aurait été incendiée; là cette populace fut conduite par l'évêque, qui n'avait d'autre motif que sa jalousie contre le comte d'Alba, serviteur fidèle et respecté du roi. Quoiqu'Adrien se tînt à Valladolid ainsi que le conseil de régence, les habitants se soulevèrent pour mettre leurs députés à mort; et quand ils furent parvenus à s'échapper, le cardinal lui-même fut arrêté; bientôt on le relâcha grâce à l'interposition des nobles et du clergé. A Burgos on fut encore plus criminel; ne pouvant trouver l'évêque, ni quelques-uns des partisans les plus odieux, les insurgés incendièrent une maison dans laquelle étaient renfermées plusieurs archives d'une grande valeur. Ils se mirent ensuite à la recherche d'un favori du

(1) Le lecteur trouvera les détails des événements de cette époque, bien différents de ceux de Robertson. Nous voudrions montrer les variations et établir notre témoignage par les citations nécessaires; mais cela nécessiterait plus de notes que nous ne pouvons en admettre.

roi, dont la maison eut le même sort, et quelques cavaliers furent envoyés à Lara où l'on pensait que le propriétaire s'était retiré; il fut pris à Vibar, traîné hors de l'église où il avait cherché un asile, amené à Burgos où il fut jeté en prison et où il périt peu de temps après des suites des coups qu'il avait reçus. Alors on traîna son corps dans toute la cité, et on le suspendit la tête en bas à la potence. L'arrivée à Madrid d'un magistrat royal, que l'on disait aller à Tolède pour juger les rebelles, souleva les insurgés qui jurèrent de le faire mourir; et, comme il eut le bonheur de se sauver, ils déplacèrent les magistrats, en nommèrent d'autres, s'emparèrent de toutes les armes qu'ils purent trouver, et ordonnèrent au gouverneur de l'Alcazar de leur remettre cette forteresse; mais il fut assez fidèle pour leur résister; sachant que ses forces ne pouvaient pas soutenir un long siége, il abandonna la place secrètement, la confia à sa femme pendant qu'il allait chercher du secours. A son retour, il fut arrêté par une force à laquelle il lui était impossible de résister; mais sa courageuse femme, Dona Inés de Carvajal, continua la défense pendant plusieurs jours avec un courage digne d'un héros. A la fin, les rebelles ayant reçu de Tolède un renfort de quatre cents cavaliers et trois cents fantassins, le siége recommença avec une nouvelle vigueur; une mine sauta, la valeureuse poignée de défenseurs fut détruite et la place capitula. A Avila, Guadalajara et Siguenza, l'autorité légitime était renversée, et à sa place régnait la force brutale; on ne voyait que meurtre, rapt et pillage.

Le régent, homme estimable et vertueux, était peu fait pour ces temps de crise. Un conseil s'assembla pour délibérer sur les troubles de Ségovie; on y prit la résolution de punir les séditieux, sans que les membres parussent s'occuper de savoir si les forces étaient suffisantes pour exécuter cette résolution. L'alcalde Roquillo fut dépêché vers cette forteresse; mais les rebelles étaient en trop grand nombre pour lui permettre d'effectuer son entrée; il se retira alors à Santa Maria de Nieva, où il établit son quartier général et rendit une proclamation, menaçant d'infliger le dernier des châtiments à quiconque porterait des provisions à Ségovie. Là, il eut la satisfaction d'arrêter deux manufacturiers qui se rendaient de Salamanque à cette forteresse, et qui avaient été complices du meurtre de Rodrigo de Tordesillas; ils furent pendus et écartelés. Au bout de peu de jours, quatre mille rebelles, conduits par un tisserand, quittèrent les murs pour le déloger de sa position. Leur courage ne répondit cependant pas à cette résolution; ils s'enfuirent à la première charge de la cavalerie; quelques-uns furent pris et pendus. On alla solliciter du secours auprès des autres rebelles, qui jurèrent d'agir de concert pour la cause générale et d'envoyer des représentants à Avila pour tenir des espèces de cortès générales. En conséquence, Tolède, Madrid, Guadalajara, Soria, Murcia, Cuença, Segovia, Avila, Salamanque, Toro, Zamora, Leon, Valladolid, Burgos, Ciudad Rodrigo, envoyèrent successivement et à de courts intervalles, leurs députés respectifs; tandis que de plusieurs de ces villes il arrivait journellement des troupes pour défendre la forteresse assiégée. Durant quelque temps rien d'important ne fut entrepris. Fonseca le général royaliste était trop occupé à lever des troupes pour assiéger Ségovie, et Roquillo était trop faible pour entrer en campagne. Fonseca fut sur le point d'être fait prisonnier à Valladolid, où un calme trompeur l'avait attiré; il parvint à s'échapper sous un déguisement, à se sauver à Medina del Campo, et à s'emparer des munitions qui y avaient été placées par le cardinal Ximenès. Les habitants refusèrent de lui délivrer les magasins, et tirèrent sur ses troupes; de son côté, il fit

(1) Autorités : Miniana, Sandoval, Vera, Ochoa de la Saldc, Ferreras, etc. Il faut y ajouter le judicieux Leti, *Istoria de Carlo V*, tom. I.

mettre le feu à quelques maisons; les flammes s'élevèrent avec tant de fureur que la moitié de la ville fut réduite en cendres. Cette mesure impolitique et cruelle jeta Médina del Campo dans la confédération; deux des magistrats persistaient à rester fidèles à leurs serments; mais un tisserand pénétra dans la municipalité et les poignarda. Ce meurtre fut suivi de plusieurs autres; dès lors le pillage et les violences de toute espèce succédèrent au règne paisible des lois.

La fureur de la populace de Valladolid fut à son comble quand elle apprit l'émeute de Médina; sans égard pour le cardinal ou le conseil, on sonna la cloche de San Miguel, et six mille misérables armés se ruèrent de tous côtés pour piller et détruire les propriétés et massacrer leurs ennemis. Ils forcèrent les nobles à sanctionner la confédération. La faiblesse du régent, qui se bornait à témoigner son mécontentement des hostilités, fortifia leur audace; l'anarchie régna alors dans toute sa force; les haines particulières aiguisaient le poignard, sous le prétexte de liberté politique, ou même sans aucun prétexte. C'est ainsi que le seigneur de Jodar assassina un des membres de la maison de Benavides. Le fils de la victime rassembla aussitôt ses partisans, assiégea Jodar, mit le feu à la ville, et passa deux mille de ses habitants au fil de l'épée (1).

L'insurrection se répandit dans d'autres villes et cités, de Jaen à Leon, et de Murcie à Badajoz; partout le gouvernement fut insulté et les lois méprisées; partout le meurtre, le rapt et le pillage triomphèrent.

Les rebelles déployèrent encore plus de hardiesse. A la tête des troupes fournies par Tolède, Medina del Campo et d'autres places, Padilla, accompagné de deux autres chefs, marcha sur Tordesillas pour s'emparer de l'imbécile Juana. Il sollicita et obtint une audience, s'étendit sur les maux qui affligeaient le royaume depuis la mort de Ferdinand le Catholique, son père, et dit que son fils avait abandonné le royaume à sa malheureuse destinée; il termina par l'informer que les troupes de Tolède, Madrid et Ségovie étaient à sa disposition. Pendant quelques instants, la reine parut recouvrer ses facultés; elle répondit que jamais auparavant elle n'avait entendu parler de la mort de son père; en eût-elle eu connaissance, elle n'eût pas permis les désordres qui avaient eu lieu; qu'elle souhaitait la prospérité du royaume, et chargeait Padilla, en qualité de capitaine général, de rétablir la tranquillité publique. Le bon sens de son discours fit espérer aux députés qu'elle avait retrouvé la raison; ils lui rendirent hommage comme à leur reine légitime, et en son nom les représentants de la confédération furent transportés d'Avila à Tordesillas. En rendant tous les décrets en son nom, ils espéraient établir la légitimité de leur cause; mais elle retomba presque aussitôt dans son apathie habituelle, circonstance qu'ils cachèrent soigneusement. Enhardis par le succès de leur entreprise et par le nombre des hommes armés qui les joignaient chaque jour, ils résolurent de renverser la régence et le conseil, même d'en arrêter les membres. Un moine fut envoyé à Valladolid pour persuader à la commune de saisir certaines personnes dont les noms étaient désignés. Le prêtre assembla le peuple dans la cathédrale de Saint-Marin, et de la chaire les exhorta à mettre à exécution les ordres qu'ils avaient reçus. Cette conduite leur parut si audacieuse, qu'ils hésitèrent à s'y soumettre. Dans le même temps, les victimes désignées avaient connaissance de leur danger; quelques-unes se déguisèrent en prêtres ou en femmes, et s'échappèrent; d'autres cherchèrent un asile dans les monastères. Padilla arriva

(1) Prudencio de Sandoval, *Historia de la Vida y hechos*, lib. VI et VII. Miniana, *Continuatio nova*, p. 15. Ulloa, *Vita del emperatore Carlo V*, p. 64, etc.; nec non, *Vita del potentissimo e christianissimo imperatore Ferdinando I*, passim. Ochoa de la Salde, *la Carolea Inchiridion* (sous la date propre). Gulielmus Zenocarus, *de Republica*, p. 38. Antonio de Vera, *Epitome de la Vida*, p. 82. Ferreras, *Histoire générale*, tom. VIII, cum aliis.

avec douze cents hommes, et arrêta le reste. Le cardinal se préparait à fuir; les grilles furent fermées sur lui, et il lui fallut retourner à son hôtel, où il fut détenu comme une espèce d'otage pour la sûreté des chefs rebelles. Quelques jours après, cependant, il parvint à s'échapper sous un déguisement. Son premier soin fut de faire connaître à son maître les événements qui avaient eu lieu. De leur côté, les confédérés, avec une impudence sans exemple dans l'histoire, essayaient de la même manière de justifier ce qu'ils avaient fait. Charles était dans une position difficile; les hostilités des Luthériens, la rivalité de François Ier, les dissensions qui menaçaient d'affliger l'Italie et les préparatifs du sultan, rendaient son retour en Espagne impossible, quoique son absence compromît la sûreté de sa couronne. Dans cet embarras, il associa le connétable et l'amiral de Castille à la régence, avec Adrien, et écrivit à toutes les communes insurgées, leur commandant d'obéir aux lois, de rétablir la tranquillité, promettant de revenir aussitôt que ses pressantes affaires le lui permettraient. Pour les disposer en sa faveur, il renonça au subside qui avait été voté à la Corogne et promit qu'aucun bénéfice ne serait accordé aux étrangers. Sa lettre, pendant quelque temps, eut peu d'effet sur la majorité des confédérés, qui ne voulurent pas croire à sa sincérité (1).

Dans la position critique de la cause royale, l'Aragon, la Catalogne et la plus grande partie de l'Andalousie étaient heureusement détachées de la confédération, quoique l'Aragon fût assez troublé pendant un moment par l'opposition formée contre la vice-royauté de Lanuza; mais la tranquillité s'y rétablit sans beaucoup de difficultés. Séville, Cordoue, Xerès et Grenade rentrèrent dans l'ordre, et, au lieu d'écouter les propositions de la ligue, lui reprochèrent ses excès. Les villes rebelles ne persistèrent pas moins dans leur violence. Burgos expulsa un des régents, qui fut près de perdre la vie; et les confédérés de Tordesillas ordonnèrent aux trois autres non-seulement de résigner leur autorité, mais de comparaître pour rendre compte de leur conduite. Il est évident qu'une guerre civile pouvait seule décider le problème, de savoir si le roi ou la populace gouvernerait. Le connétable commença à agir avec vigueur, à rassembler ses vassaux, et ordonna à tous ceux qui tenaient au souverain de se joindre à lui. Il emprunta de l'argent de don Manuel de Portugal pour soutenir ses troupes. Le cardinal aussi parut sortir de son inactivité, et l'amiral alla de place en place pour tâcher de réveiller la loyauté endormie. Les résultats prouvèrent que le parti royaliste aurait pu décider plus tôt le succès par une coopération active. Environ huit mille hommes bien armés parurent à Rioseco; l'étendue des préparatifs et les remontrances des notables déterminèrent Burgos à se retirer de la confédération. De leur côté, ceux qui étaient rassemblés à Tordesillas se préparaient vigoureusement à combattre, et plaçaient don Pedro Giron à la tête des rebelles, dans les rangs desquels se trouvait l'évêque de Zamora, avec neuf cents hommes, dont quatre cents étaient ecclésiastiques. Don Pedro s'avança vers Rioseco, à la tête de onze mille hommes, prit et saccagea Tordehumos, sans aucun empêchement de la part des royalistes, qui attendaient un renfort du comte de Haro. A l'arrivée de ce seigneur, qui fut élevé au commandement, les forces étaient à peu près égales des deux côtés; mais pendant quelque temps les royalistes ne voulurent pas commencer l'attaque; ils savaient que l'armée des rebelles n'était pas bien organisée, qu'elle contenait des mécontents, et devait bientôt manquer de provisions; ils ne désiraient pas répandre le sang, si la patience pouvait faire triompher la bonne cause. Leur espérance se réalisa. Don Pedro tomba sur Villapando, et, par cette imprudence, exposa Tordesillas, qui fut attaquée par le comte de Haro. Dégoûté de la cause qu'il avait embrassée,

(1) Les mêmes autorités.

il l'abandonna pour celle du roi. Don Juan de Padilla prit sa place. Tandis qu'un mécontentement général, favorable aux royalistes, avait lieu, Valence était en proie à l'anarchie ; il s'y commettait les actes les plus affreux et qui effaçaient les atrocités de Castille et de Léon. Les treize syndics essayèrent d'abord de s'opposer à l'entrée du vice-roi ; quand ils en eurent reconnu l'impossibilité, ils organisèrent une opposition à son autorité, entravèrent la justice, sauvèrent de l'exécution les plus grands criminels, attaquèrent ouvertement la demeure du représentant du souverain, et définitivement le chassèrent de la ville. Les conséquences qui devaient en résulter non-seulement pour la capitale, mais pour les autres villes, pouvaient facilement se prévoir. Tous ceux qui étaient hostiles à l'ordre présent des choses furent poursuivis avec rage, sacrifiés jusqu'aux pieds des autels, leurs femmes violées, leurs enfants mis à mort sous leurs yeux, les prêtres arrachés au sanctuaire, et le saint Sacrement foulé aux pieds (1).

L'excès du mal amena heureusement une réaction dans le sens de l'ordre. Quelques chefs rebelles retournèrent à leurs devoirs. Le comte de Haro marcha contre Padilla, qui était retranché à Torre-Lobaton, mais qui prit la fuite à l'approche des royalistes. Haro le poursuivit, l'atteignit, et défit promptement les insurgés. Padilla lui-même et deux autres généraux se trouvèrent parmi les prisonniers. Tous trois furent condamnés et exécutés immédiatement. Terrifiée de ce coup, Valladolid demanda et obtint sa grâce ; Médina del Campo, Ségovie, Avila, Salamanque, Zamora, et d'autres places non moins importantes, suivirent son exemple. Le prieur de Saint-Jean, envoyé pour châtier les habitants de Tolède, défit l'évêque de Zamora, qui avait essayé de s'y opposer, et qui avait été repoussé dans la ville. Le zèle de l'évêque pour la cause populaire le rendit si cher au peuple, qu'on le porta en triomphe à la cathédrale, et on le plaça sous le dais archiépiscopal. Le siége était alors vacant par la mort du titulaire flamand, et le chapitre attendait la nomination de son successeur. Résolu à tirer avantage de la protection du peuple, l'évêque emprisonna le chapitre, jusqu'à ce qu'il l'eût élu à la dignité de primat ; mais quand arriva la nouvelle de la défaite de Padilla, il relâcha les chanoines et s'enfuit de la ville. Dona Maria Pacheco, veuve de Padilla, femme d'un talent supérieur et d'un courage à toute épreuve, succéda à l'autorité illimitée de son mari. L'anecdote suivante fera mieux connaître son caractère.

Deux frères basques, soupçonnés d'être opposés à son mari, furent mandés devant elle à l'Alcazar ; à peine étaient-ils entrés dans la forteresse, qu'ils tombèrent sous les poignards de ses créatures. Les corps furent d'abord traînés dans les rues par les enfants, et ensuite jetés à la rivière. En même temps le prieur de Saint-Jean assiégeait la ville, d'où l'on faisait souvent de victorieuses sorties. Dans un de ces engagements, un noble royaliste poursuivit un *comunero* si près des murs, qu'un corps de cavalerie sortit des barrières et l'enveloppa. Il se défendit avec un courage qui excita l'admiration de dona Maria, placée sur l'Alcazar pour contempler cette scène. Quand il tomba, couvert de blessures, elle ordonna qu'il fût soigné avec la plus grande attention ; et quand, par ses soins, il fut suffisamment rétabli, elle lui offrit le commandement des troupes de Tolède, s'il voulait embrasser le parti populaire ; mais le courageux captif refusa ses offres, en exprimant pourtant la plus ardente reconnaissance pour sa

(1) Prudencio de Sandoval, *Historia de la Vida y hechos de Carlos V*, lib. VII et VIII. Miniana, *Continuatio vera*, lib. II. Antonio de Vera, *Epitome de la Vita*, etc., p. 41. Ochoa de la Salde, *la Carolea Inchiridion*, pol. 109. Gulielmus Zenocarus, *de Republica*, etc., passim. Ferreras, *Histoire générale*, par Hermilly, t. VIII, Uloa, *Vita del imperator Carlo V*, p. 5. Leti, sur le même sujet, tom. I.

conduite envers lui. Elle ne fut pas aussi généreuse pour le chapitre de Tolède, qui refusa de dépouiller l'église à son instigation. Elle fit enfermer les chanoines pendant deux jours et deux nuits, ne leur permettant ni lits, ni nourriture; ils y fussent sans doute restés jusqu'à ce que la mort les eût délivrés, s'ils ne s'étaient pas soumis. Mais son règne despotique touchait à sa fin. La perte de treize mille hommes, tués dans une sortie, découragea tellement les habitants, que la plupart se soumirent. Quelques-uns, plus déterminés, se retirèrent avec elle dans l'Alcazar, qui, peu de temps après, fut obligé de se rendre; mais l'héroïque dona Maria se réfugia en Portugal, où elle passa le reste de ses jours dans la plus grande pauvreté (1).

Les succès des royalistes à Léon et en Castille, eurent peu d'influence sur les rebelles de Valence. Cette cité, comme d'autres villes du royaume, était toujours livrée à une populace furieuse, qui proclamait hautement l'abolition du clergé, des taxes et du gouvernement civil, qui n'était que la violation des libertés. Les treize syndics eux-mêmes étaient traités avec mépris. Humiliés, impuissants à réprimer les excès d'une multitude furieuse, ils sollicitèrent secrètement le rappel du vice-roi, qui refusa sagement de revenir, jusqu'à ce qu'il eût assez de troupes pour faire respecter son autorité. Ayant appris qu'un de leurs chefs avait été défait à Oropesa, par le duc de Segorbe, que l'exécution des rebelles avait rétabli l'ordre dans la ville de San Mateo, que le vice-roi avait convoqué le ban et l'arrière-ban des nobles, les fanatiques abandonnèrent la capitale pour prévenir la jonction des troupes, et s'il était possible, exterminer tous leurs ennemis. Quatre mille d'entre eux assiégèrent furieusement plusieurs villes qui restaient fidèles au roi, la moitié de leur monde fut détruite près de Murviedro; mais pour balancer cet échec, un autre corps de rebelles défit le vice-roi, près de Xativa. La férocité des vainqueurs ne connut plus de bornes, ils poussèrent le fanatisme jusqu'à forcer les Maures qu'ils avaient vaincus, à recevoir le baptême, et en massacrèrent six cents après la cérémonie, disant que les nouveaux convertis pourraient s'échapper, et qu'il était mieux de les envoyer de suite au ciel. Le vice-roi sollicita alors des secours du régent de Castille; ils lui furent immédiatement expédiés. Les royalistes commencèrent la campagne en grand nombre et soutenus par l'espérance du succès. Les forteresses furent successivement réduites, et dans plusieurs occasions la victoire se déclara pour la bonne cause. La rapidité de ces succès effraya même les rebelles de la capitale, qui demandèrent leur pardon. Il fut accordé par le vice-roi, à condition qu'ils rendraient leurs armes, et à l'avenir se soumettraient aux lois. En peu de temps, toutes les places fortifiées se rendirent, excepté Xativa et Alzira; la première ville fut assiégée; les rebelles promirent de se rendre, et attirèrent le marquis de Cenete dans la forteresse sous prétexte de négocier; mais le retinrent prisonnier aussitôt qu'ils apprirent, que, sur la foi des traités, ses troupes s'étaient retirées; ils furent cependant obligés de le relâcher. Xativa et Alzira restèrent longtemps en état de rébellion; elles étaient puissamment aidées par un Castillan sans nom, un imposteur, fils d'un Juif, qui se fit passer pour celui de l'infant don Juan, et envoyé par le ciel pour détruire l'islam. Après la mort de cet homme, assassiné par deux paysans, plutôt comme un partisan de l'hérésie que comme un rebelle, et après avoir soutenu vaillamment un long siége, Xativa se rendit, et Alzira imita bientôt son exemple. La confédération était à jamais détruite à Valence, et quoiqu'elle se maintînt encore dans les îles Baléares, où elle avait montré autant de fureur que sur le continent, elle fut enfin détruite par la valeur des royalistes.

Ces scènes terribles ne troublèrent pas seules les Espagnols à cette époque. Sachant que les forces étaient employées à éteindre

(1) Mêmes autorités.

les flammes de la rébellion, le roi de France pensa que l'occasion était favorable pour revendiquer les droits de Henri d'Albret au trône de Navarre. Une armée formidable s'avança, sous les ordres d'André de Foix, s'empara de Saint-Jean-Pied-de-Port, passa par Roncevaux, assiégea et prit Pampelune, et le pays n'ayant pas de forteresses pour se défendre devint facilement la proie de l'ennemi. Si les Français, satisfaits de ce succès, avaient élevé des forteresses pour protéger leurs conquêtes, le trône de Navarre eût peut-être été rendu à la maison d'Albret; mais le général envahit la Castille et assiégea Logrono, suivant un traité fait avec les rebelles de la confédération. La place fit assez de résistance pour donner le temps au marquis de Najera de venir à son secours. Le siége fut aussitôt levé, les Français furent poursuivis et complétement défaits, six mille hommes des leurs restèrent sur le champ de bataille, leur artillerie fut perdue, et plusieurs de leurs officiers, parmi lesquels était le général en chef, André de Foix, tombèrent entre les mains des Espagnols, probablement un plus grand nombre périt dans la Péninsule. Le royaume fut reconquis avec plus de facilité qu'il n'avait été perdu. François Ier n'apprit pas plus tôt cette défaite, qu'impatient de venger l'honneur de ses armes, il fit partir une seconde armée sous les ordres du grand amiral Bonivet. Les Français prirent Fontarabie, après une vaillante défense; mais se retirèrent à Bayonne à l'approche du général espagnol, don Bertrand de la Cueva. Ils revinrent encore pour commettre quelques hostilités sur la frontière; mais ils furent chassés avec des pertes considérables, par ce général, en 1521, Fontarabie fut reprise par l'empereur (1).

Au mois de juillet 1522, l'empereur revint en Espagne, après avoir été si souvent demandé par les royalistes. Au commencement de la même année, le cardinal Adrien avait été paré de la double couronne pontificale. L'amiral et le conseil, dont les efforts avaient si heureusement éteint les flammes de la rébellion, allèrent au devant de l'empereur à Santander, pour le complimenter sur son arrivée, et l'instruire de l'état du pays. Ayant visité sa mère à Tordesillas, il se rendit à Valladolid où sa présence était redoutée, car tout le monde pensait qu'il allait sévir contre ceux qui avaient pris part aux troubles récents; mais la clémence était le fond de son caractère, et dans cette occasion, il en donna une preuve sans exemple dans l'histoire. Pour calmer les craintes des coupables, il fit élever au milieu de la place publique un théâtre sur lequel on plaça un trône; s'y étant assis, il fit proclamer, qu'à l'exception de quatre-vingts personnes, toutes celles qui étaient compromises dans la rébellion recevraient leur grâce, que toutes poursuites cessaient, toutes les condamnations antérieures étaient révoquées, et tous ceux qui avaient subi des jugements des tribunaux seraient réintégrés dans leurs propriétés et leurs honneurs. Des quatre-vingts personnes exceptées, quelques-unes seulement furent frappées par le châtiment. Charles souhaitait que les autres s'échappassent, et même quand il fut instruit du lieu de leur retraite, il affecta de l'ignorer encore, et ne remercia nullement ceux qui le lui avaient fait connaître. Cette conduite vraiment magnanime fit nécessairement une profonde impression sur le peuple. Et comme l'expérience lui avait appris à être politique, les déférences qu'il montrait aux coutumes nationales, la préférence qu'il accorda aux habitants du pays, le soin qu'il prit d'identifier ses intérêts et ses projets avec ceux des Espagnols, opérèrent le reste, et lui firent acquérir sur ses sujets un ascendant que peu de ses prédécesseurs eussent jamais obtenu (1).

---

(1) Mêmes autorités.

(1) Sandoval, *Historia de la Vida*, p. 377. Ulloa, *Vita di Carlos V*, lib. IX et X. Miniana, *Continuatio nova*, p. 36, etc. Antonio de Vera, *Epitome de la Vida*, etc., p. 41. Ochoa de la Salde, *la Carolea Inchiridion*, fol. 129. Ferre-

Le reste du règne de ce prince ne fut troublé que par une insurrection des Maures. La plus grande partie de ce peuple persécuté fut forcée de recevoir le baptême. Il n'est pas surprenant que ces malheureux détestassent une foi qui leur était ainsi imposée, et désirassent reprendre la leur ; en quelques endroits ils le firent ouvertement, dans d'autres ils le firent en secret. L'inquisition saisit cette occasion de manifester son zèle, et les auto-da-fé se succédèrent dans Valence. En 1524, les Maures envoyèrent une députation au roi ; déclarant que leur baptême avait été forcé, et demandant la permission de pratiquer leur ancienne religion. Charles était trop zélé catholique pour accueillir cette prière ; il leur fit répondre qu'ils n'avaient qu'à quitter le royaume s'ils ne voulaient pas être chrétiens. S'apercevant qu'ils différaient leur réconciliation avec l'Église, il fit paraître un édit, l'année suivante, par lequel, quatre mois seulement étaient accordés pour faire leur choix. Ils essayèrent de se soustraire à cette extrémité, en offrant une somme considérable ; cette proposition ne suspendit les persécutions que pour bien peu de temps. L'édit fut renouvelé et le jour fixé pour son exécution. Deux mille Maures environ passèrent en Afrique, un plus grand nombre se soumit à l'Eglise ; mais un nombre plus considérable encore leva l'étendard de la révolte. Une armée marcha aussitôt contre eux, ils furent chassés de fort en fort, de montagnes en montagnes, jusqu'à ce qu'affaiblis, épuisés, ils furent obligés de déposer les armes et de plier sous le joug de fer des vainqueurs. Ce fut leur seule insurrection sous ce règne ; mais sous celui de Philippe, il y en eut une plus formidable, comme nous allons le voir (1).

Ce résumé ne pouvant rappeler les interminables guerres de Charles V, ses transactions comme empereur d'Allemagne ; on doit les chercher dans l'histoire générale de l'époque. Nous rapellerons cependant qu'il entreprit deux expéditions sur les côtes d'Afrique, pour humilier, si ce ne fut pour extirper les pirates mahométans ; une d'elles réussit, l'autre fut désastreuse à cause d'une tempête ; on sait aussi qu'il força le Sultan à se retirer après avoir pénétré dans le centre de l'Europe ; et qu'il fit prisonnier, à la bataille de Pavie, François I[er], roi de France.

Sa conduite envers ce monarque ne fut ni généreuse ni magnanime ; désirant toujours tirer avantage des circonstances, il mit à sa liberté des conditions auxquelles François souscrivit après une longue hésitation et contre lesquelles il protesta. En conséquence il ne fut pas plus tôt dans son royaume qu'il refusa ouvertement de les exécuter, et voulut encore tenter les chances de la guerre ; mais son alliance avec les luthériens et les Turcs ne put jamais lui procurer l'avantage sur son puissant rival (2).

En 1525, Charles épousa la princesse Isabelle, sœur de Jean III, roi du Portugal ; outre deux princesses, il en eut en 1527, l'infant Philippe qui ne devait pas être moins célèbre que son père. Il essaya de lui faire donner la couronne impériale d'Allemagne ; mais son frère Ferdinand qui avait été élu roi des Romains, ne voulut pas abandonner cette dignité, et les électeurs eux-mêmes ne consentirent pas à favoriser les prétentions de leur prince. En 1554, Charles fit épouser à Philippe la princesse Marie d'Angleterre ; afin que les cérémonies du mariage

---

ras, *Histoire générale*, par Hermilly, t. VIII. Leti, *Vita di Carlos V*, t. I.

Le belliqueux évêque de Zamora fut confiné dans la prison de Simancas, et y commit un meurtre pour lequel il fut pendu, fin digne d'une vie aussi orageuse, et aussi immorale.

(1) Marmol Carvajal, *Historia del Rebellion y castigo de los Moriscos*, t. I. Conde, par Marlès, *Histoire de la domination des Arabes en Espagne*, t. III. Sandoval, *Historia de la Vida*, etc., t. I. Ferreras, *Histoire générale*, t. VIII.

(2) Autorités, les historiens français, allemands, italiens et espagnols du temps.

se fissent avec plus de splendeur, il renonça en sa faveur, à ses possessions en Italie, au royaume de Naples et de Sicile, et au duché de Milan; ce n'était pas assez, il se préparait à se dépouiller de ses immenses possessions et à se retirer pour jamais du monde (1).

Depuis sa plus tendre jeunesse, il paraît avoir médité sa retraite; un de ses historiens Allemands nous dit que ce dessein fut formé trente ans avant son exécution. Sandoval assure que Charles et l'impératrice qui mourut en 1539 étaient convenus de se retirer dans un cloître; en 1542, l'empereur fit part de cette résolution extraordinaire à saint François Borgia; c'est un fait incontestable d'après la relation du prieur de Saint-Just, dans le monastère duquel il termina ses jours. Quelques années avant qu'il exécutât ce projet, un de ses officiers avait demandé et obtenu la permission de prendre son congé, donnant pour raison la nécessité de se préparer avant l'heure de la mort. La remarque de cet officier devait faire une profonde impression sur un esprit constamment occupé de l'éternité. Il paraît d'après sa propre déclaration et le témoignage de ses amis, qu'il se fût retiré beaucoup plus tôt sans le mauvais état de ses affaires et la grande jeunesse de son fils Philippe. En 1499, la mort de sa mère, la reine Juana le décida à exécuter immédiatement ce projet si longtemps médité. On pourrait pourtant y assigner d'autres causes. Quoiqu'il n'eût que cinquante-six ans, sa santé était bien affaiblie, résultat d'une constitution faible et d'une vie trop active. Il était sujet à de violentes attaques de goutte, ainsi qu'à des douleurs aiguës. Dans cet état, la moindre fatigue augmentait ses infirmités; on peut aisément concevoir que la royauté lui offrit peu de satisfaction, et que la vie elle-même fut un fardeau; que dans l'espoir de quelque soulagement il put désirer résigner son lot; en outre à l'exception de deux échecs, sa carrière avait été une suite continuelle de triomphes, et peut-être craignait-il de compromettre la gloire de ses lauriers, à présent que son bras était moins sûr et sa tête moins entreprenante; cependant la principale cause de sa retraite doit être attribuée à la religion qu'il n'oublia jamais, lors même que l'ambition le dominait et que sa santé était dans toute sa vigueur.

Ayant conclu une trève avec Henri, successeur de François I[er], trève que la perfidie des Français et l'ambition du pape rendirent de courte durée, ayant rappelé Philippe de l'Angleterre, l'empereur assembla ses états à Bruxelles: là, au milieu de la plus imposante solennité qui se fût jamais vue depuis le temps des Césars, il abdiqua en faveur de son fils la souveraineté des Pays-Bas dont il avait hérité de son père (1); dans cette occasion, sa conduite fut signalée par autant de magnanimité que d'affection pour ses sujets flamands et pour Philippe. Debout au milieu de cette assemblée de princes et de nobles, ayant d'un côté du trône sa sœur la reine de Hongrie, de l'autre, son fils; s'appuyant sur l'épaule du prince d'Orange, il s'adressa aux états pour la dernière fois; faisant l'énumération de ses expéditions, des services militaires et civils qu'il avait rendus; de ses infirmités, de son incapacité à soutenir le sceptre avec avantage pour son peuple, pour lequel il

(1) Autorités: Sandoval, Ochoa de la Salde, Antonio de Vera, Gulielmus Zenocarus, Olloa, Leti, Ferreras, Strada de Bello, et plusieurs autres.

(1) Sandoval, *Historia de la Vida y hechos de Carlos V*, t. II, l. XXXII. Godlevaeus, *Relatio abdicationis Caroli V*, apud Goldasti, *Polit. imperstrada de Bello Belgico*, l. I. Veray Figueroa, *Epitome de la Vida*, etc., p. 236. Leti, *Vita de Carlo V*, t. IV. Ulloa, sur le même sujet livre dernier. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, t. IX, summonte, della *Historia della cita e regno di Napoli*, t. IV, l. IX, cap. IV et l. X, cap. I anda.

Les historiens étrangers ont cherché les motifs les plus égoïstes pour l'abdication de Charles. La vertu humaine est si rare que l'on ne veut pas y croire. Voyez, parmi plusieurs autres, Robertson, vol. IV, et Watson, *Histoire de Philippe II*, l. I.

montrait par ses regards et ses manières un intérêt vraiment paternel; la sublimité de cette scène animait sa physionomie. Son discours n'était pas moins pathétique tandis qu'il s'adressait au prince pour l'exhorter à la justice, à respecter les lois et à chérir ses sujets. Les spectateurs de cette scène étaient également affectés, plusieurs répandirent des larmes. Jamais souverain ne parut devant son peuple en des circonstances aussi intéressantes; jamais il ne s'en sépara emportant autant de regrets et de respect. Quelques semaines après cette auguste cérémonie, Charles résigna d'une manière non moins imposante la couronne d'Espagne et toutes les possessions dépendantes de l'ancien et du nouveau monde. Il conserva toujours le trône impérial, espérant pouvoir négocier avec son frère en faveur de son fils. Mais quelques mois après, il expédia de son monastère l'acte de résignation (1).

Ayant fait les plus tendres adieux à son fils, Charles, accompagné de ses deux sœurs, les reines douairières de France et de Hongrie, s'embarqua en Zélande le 17 septembre, et débarqua à Laredo en Biscaye le 28 du même mois. Le lieu qu'il avait choisi pour sa retraite était le monastère de Saint-Just, dans un des sites les plus retirés et les plus agréables de l'Estramadure. A Valladolid il se sépara de ses deux sœurs, ne voulant pas leur permettre de l'accompagner dans sa retraite; il rejeta de même les offres de quelques nobles qui désiraient par leurs attentions adoucir ses derniers jours. On dit que la difficulté qu'il eut à se procurer de l'argent de son fils retarda son voyage de quelques semaines; mais cette accusation ne repose que sur l'autorité du jésuite Strada, auteur qui ne pouvait pas être très-instruit de ce qui se passait en Espagne. Il ne consentit à recevoir qu'une pension de douze mille ducats. Il serait donc impossible de croire que l'on fît difficulté de lui procurer la moitié de cette modique somme. Il n'amena que huit ou dix domestiques, et son modeste établissement pouvait bien être soutenu par les moines de Saint-Just, y fût-il même arrivé sans ressource. Son appartement de six pièces seulement, meublé avec la plus grande simplicité, où l'on trouvait seulement quelques lits et vieilles chaises pour lui et ses gens avait été préparé quelques mois auparavant (1).

La vie que mena ce grand prince dans sa retraite fut extrêmement simple; il ne se livrait qu'aux exercices de la religion, observant, autant que ses infirmités pouvaient le permettre, les règles de l'ordre avec autant de scrupule que s'il avait prononcé ses vœux. Pendant quelques mois il se relâcha de cette sévérité pour chercher des distractions dans l'horticulture et la mécanique; mais jamais il ne se permit des occupations plus sérieuses. Tous les matins, il entendait la messe et répétait un certain nombre de prières; après midi il entendait un sermon ou une homélie de saint Augustin, et tous les soirs assistait à vêpres et à complies; les intervalles de ce temps étaient remplis par de pieuses méditations ou par quelques entretiens avec ses domestiques ou les frères qu'il édifiait par son zèle et sa profonde humilité. Il n'exigea pas seulement que tout cérémonial fût banni, mais il voulut encore être traité comme un des membres de l'ordre, assurant qu'il aimerait mieux servir que d'être servi. Il chantait avec tant de douceur et de méthode que les moines s'arrêtaient souvent à la porte de sa cellule pour l'entendre. Ses connaissances musicales lui faisaient sentir une fausse note, aussitôt qu'un des frères en faisait entendre une. La charité était si bien exercée dans le monastère qu'il lui restait peu à faire en particulier; l'hiver et la plus grande partie du printemps qui suivit son arrivée, furent marqués par une famine. Les paysans se pressaient aux grilles du couvent pour

(1) Mêmes autorités.

(1) Sandoval (t. II, p. 607) nous dit que la seule chambre dont les murs fussent couverts était la chambre à coucher, qui était tendue de noir, et que la seule chaise qui s'y trouvât ne valait pas quatre réaux.

demander des secours; parmi ces malheureux se trouvaient des femmes, quelques-unes jeunes et belles; Charles tremblant pour la vertu des pères, se plaignit si vivement de ces relations, que dans un chapitre tenu à cette occasion, il fut décidé qu'aucune aumône ne serait distribuée à la porte, mais que l'on accorderait une certaine quantité de blé à chaque pauvre famille. Il fit en même temps proclamer que chaque femme qui approcherait du monastère au delà d'une chapelle située à deux mille recevrait cent coups.

Le zèle religieux que Charles avait dissimulé par politique parut dans toute sa rigueur lorsque l'obscurité du cloître ne lui fit plus une nécessité de le déguiser. Dans ses conversations avec le prieur et les frères, il laissait voir que l'espérance seule de punir les hérétiques, pourrait l'arracher à sa retraite. Il avait écrit (1) aux inquisiteurs pour les exhorter à les poursuivre avec la plus grande sévérité, à les livrer tous aux flammes, à n'en avoir aucune pitié, à moins qu'ils ne se convertissent. Il disait que l'on ne pouvait accorder aucune confiance à l'apostat, ni croire à la sincérité d'un converti. Il regrettait toujours de n'avoir pas fait exécuter Luther, quoiqu'en le faisant, il eût violé le sauf-conduit qu'il avait lui-même accordé, et qu'il eût à jamais couvert son nom d'infamie. Il disait que l'hérésie était un crime contre la majesté divine, et que lui pardonner était une trahison contre Dieu. Cependant malgré ces sentiments, d'après son propre aveu, il ignorait tous les dogmes de la religion protestante.

Quand une députation du duc de Saxe et d'autres princes réformés lui fut envoyée pour demander que les prédicateurs de la nouvelle doctrine pussent disputer devant lui, avec les docteurs catholiques, et que lui-même fût l'arbitre de ces débats; quand il fut assuré même qu'en retour de cette permission, les princes protestants se joindraient à lui, avec leurs forces, contre le roi de France, il refusa son consentement, de peur que quelque opinion hérétique n'entrât dans son esprit; il ajouta qu'une autre fois, d'autres princes de la même religion l'ayant supplié de ne pas les condamner comme hérétiques sans les avoir entendus, lui promettant de joindre leurs armes contre le sultan, lui assurant même la réduction de Constantinople, il leur avait tourné le dos en s'écriant : A Dieu ne plaise que je consente à de pareilles conditions pour mon propre avantage! toute mon ambition est de chercher le Seigneur.

En parcourant la vie monastique de ce royal pénitent, il est difficile de croire qu'il conserva toujours sa raison. Il se soumettait à la discipline avec tant de sévérité, qu'il était souvent couvert de plaies, et regrettait que ses infirmités ne lui permissent pas de se mortifier en couchant avec ses habits. Saint François de Borgia, qui avait échangé une couronne ducale contre la robe de jésuite, et qui le visitait dans sa retraite, lui fit observer qu'il devrait se consoler, en pensant aux nuits qu'il avait passées sous les armes pour la cause de la chrétienté (1), et remercier Dieu d'avoir fait ce qui était plus agréable au ciel, que tout ce qui pouvait être pratiqué dans la cellule d'un moine. Charles avoua que le passé ne lui offrait pas un seul jour qui lui plût, pas un qui fût suffisamment consacré à la gloire de Dieu. Enfin il approcha de la fin de sa carrière. Un sentiment assez commun dans le cloître le porta à faire, non-seulement creuser sa tombe, mais préparer son linceul et à assister à ses obsèques. Peu de temps après il fut saisi de fièvre et de frisson. En vain on le saigna, sa maladie augmenta et ses forces s'affaiblirent subitement. N'espérant plus de guérison, il se confessa et enfin de-

(1) Prudencio de Sandoval, *Vida del emperador en Juste*, t. II, p. 823, etc. Miniana, *Continuatio nova*, t. II. Antonio de Vera, *Epitome de la Vida*, p. 247, etc. Gulielmus Zenocarus, *de Republica*, p. 123. Ferreras par Hermilly, t. X. Leti, *Vita Carlo V*, t. IV cum aliis.

(1) Mêmes autorités.

manda que l'extrême-onction lui fut administrée par le supérieur, comme on l'administrait aux moines, dont quelques-uns étaient près de son lit, répétant avec lui les psaumes de la pénitence. Le jour suivant il demanda encore la communion, son confesseur lui fit observer qu'une répétition si fréquente de ce sacrement n'était pas nécessaire ; il persista, disant qu'il avait besoin de se préparer pour un si long voyage. Quand cette sainte cérémonie fut achevée, il s'écria : *In me manes, ego in te maneam!* Vers le soir son état empira ; à minuit, s'apercevant que tous ceux qui l'entouraient étaient plongés dans la tristesse et le silence, il leur dit : Mon heure est venue, donnez-moi le cierge et le crucifix. Quelques heures auparavant, ses domestiques n'avaient pu, sans beaucoup de difficultés, le changer de côté ; il se retournait maintenant avec autant de facilité que s'il eût été en parfaite santé. D'une main il prit la lampe, le crucifix de l'autre, et, après avoir fixé pendant quelque temps le symbole sacré de notre salut, il s'écria d'une voix assez forte pour être entendue dans le voisinage : Jésus ! et au même instant rendit l'âme (1).

Ainsi finit le souverain le plus puissant de l'Europe depuis Charlemagne. Empereur d'Allemagne, roi d'Espagne, de Naples et de Sicile, duc de Milan, seigneur des Pays-Bas et des Indes, son autorité s'étendait sur presque toute l'Europe, et sur une partie du continent américain. Son caractère a été différemment dépeint par les Espagnols et les étrangers ; les premiers n'y voient rien à condamner, les autres, rien à admirer. L'étude lui fit acquérir de grands talents. Aucun souverain n'était aussi prudent à former ses plans, à en poursuivre l'exécution, et nul ne connaissait aussi bien les hommes, aussi fut-il rarement trompé dans le choix de ses serviteurs. Comme il les traitait avec confiance, il méritait en retour leur plus stricte obéissance. Sa politique fut ferme, mais pas toujours honorable. Quels que fussent ses succès sur le champ de bataille, il fut encore plus grand dans le cabinet ; il ne favorisa jamais la liberté civile ou religieuse ; il est probable que l'opinion qu'il avait conçue des *communeros* en Espagne, et des luthériens en Allemagne, lui rendait odieux les mots de liberté et de discussion, et l'attachait plus fortement aux maximes despotiques et à l'infaillibilité de l'Église. Il pardonna les rébellions, et jamais les dissensions religieuses. Il ne caressa pas, comme son rival François Ier, les protestants dans un pays, pendant qu'il les brûlait dans l'autre ; il n'appela pas non plus les barbares de la Turquie dans le cœur de l'Europe chrétienne. A tous égards, il était supérieur à ce monarque si vain et si corrompu, qui aurait tout sacrifié à son égoïste ambition, et qui possédait peu de cet honneur si vanté par les historiens français. Quoique sa politique fût quelquefois tortueuse, jamais il ne trahit ses alliés. Sincère en religion et en amitié, fidèle à sa parole, clément au delà de tout exemple, généreux envers ses serviteurs, infatigable dans les devoirs de la royauté, occupé du bonheur de ses sujets, irréprochable dans sa vie privée, il ne peut être comparé à aucun monarque de son temps. Les seules fautes sérieuses qu'on puisse lui reprocher, outre ses maximes despotiques et ses rigueurs contre les hérétiques, furent ses amours avec deux dames étrangères dont il eut deux enfants naturels, Marguerite qui épousa d'abord Alexandre de Médicis, ensuite Octave Farnese, et don Juan d'Autriche, célèbre par ses victoires sur les mahométans (1).

---

(1) Sandoval, *Vida del emperador en Juste*, t. II. Vera y Figueroa, *Epitome*, p. 256. Ferreras, *Histoire générale*, t. IX, préface par Hermilly.

Suivant l'évêque de Pampelune (II, 835), un oiseau extraordinaire, qui aboyait comme un chien, terrifia les moines en approchant cinq nuits de suite du corps impérial.

(1) Ici nous sommes encore obligé de prévenir le lecteur d'être sur ses gardes, de peur qu'il ne soit abusé par Robertson, qui

§ II. PHILIPPE II.

(1556-1559.)

Pour acquérir une connaissance précise des événements interminables et confus de ce règne remarquable, il sera nécessaire de les classer sans égard pour l'ordre chronologique ; quelques pages doivent être consacrées aux transactions étrangères; il en est d'autres qui sont indispensablement liées à l'Espagne, et absolument nécessaires pour bien expliquer sa condition.

Italie et Afrique. — Immédiatement après l'abandon de Naples et de la Sicile, par l'empereur en faveur de Philippe, le duc d'Albe, seigneur d'un caractère sévère, mais d'une grande capacité, fut envoyé pour protéger ce royaume et l'honneur de l'Espagne, contre l'inimitié secrète du pape et les hostilités ouvertes des Français.

Paul IV, qui, en 1555, fut paré de la tiare, était aussi favorable à la France que contraire à sa rivale; ces sentiments lui venaient en partie de son neveu, le cardinal Caraffa, qui, quoique Napolitain, avait toujours détesté la domination espagnole, et était devenu une créature de Henri III. Le mécontentement du pape se manifesta par l'arrestation de l'ambassadeur espagnol, et la citation de Philippe, que Rome considérait comme son vassal, en sa qualité de roi de Naples. Comptant sur les promesses de la France, Paul, en plein consistoire, déclara Philippe déchu du trône napolitain. Ce dernier ayant consulté les plus célèbres théologiens, pour savoir si, comme fils respectueux de l'Eglise, il pouvait s'armer contre son chef, et ayant, comme il l'espérait, reçu une réponse affirmative, se prépara à défendre ses droits. Le duc d'Albe prévoyant combien cette guerre serait impopulaire auprès des fanatiques de sa communion, essaya de ramener le pontife à la paix par des concessions qui auraient satisfait tout autre souverain; mais les voyant hautement rejetées, il rassembla ses troupes, entra dans le territoire papal, et prit plusieurs forteresses. La ville éternelle commença à trembler pour sa sûreté, et forçait Paul à négocier avec les vainqueurs, quand, malgré la trêve conclue par l'empereur, une armée française s'avança sous les ordres du duc de Guise, et les hostilités recommencèrent. La paix était rompue en même temps sur un autre point par l'amiral Coligny, gouverneur de Picardie, qui fit sans succès une attaque contre Douai. Philippe lui-même porta un coup si terrible aux Français à Saint-Quentin, qu'Henri consterné rappela le duc. Le pape fut alors abandonné à la merci du duc d'Albe, qui s'avança vers Rome, et le força à acheter la paix en se détachant de l'alliance française. La Turquie se lia aux Français; cette alliance était peu honorable pour l'Église. Dans ce temps même la flotte ottomane ravageait les côtes de la Calabre, d'où elle se retira avec un grand butin et beaucoup de prisonniers. Le duc d'Albe, dont la présence était nécessaire en Flandre, fut remplacé dans la vice-royauté de Naples par le marquis de Santa-Cruz. En 1559, la paix fut signée avec la France, et Philippe, veuf par la mort de Marie, épousa la princesse Élisabeth, sœur du roi de France (1).

---

est toujours trompé par les autorités françaises.

(1) Cabrera, *Historia del rey d'España;* nec

Si cette paix délivra Naples des hostilités de la France, elle ne pouvait pas arrêter les fréquentes déprédations des Turcs, déprédations cependant qui n'amenaient pas de grands résultats, les mahométans se retirant toujours devant les forces espagnoles. Mais, en 1565, le sultan Soliman équipa une flotte nombreuse pour la conquête de Malte, que l'empereur Charles avait donnée aux chevaliers de Saint-Jean, et pour l'invasion des possessions espagnoles sur le continent. Les détails de ce siége extraordinaire soutenu par ces religieux doivent être cherchés dans l'histoire de leur ordre. Il est difficile d'expliquer l'apathie de Philippe pour leur cause, surtout après qu'il eut ordonné au vice-roi de Sicile de les défendre. Don Juan d'Autriche, son frère naturel, auquel il avait accordé un grand établissement, s'échappa vainement de la cour, pour s'embarquer à Barcelone et aller au secours des chevaliers; il fut forcé de retourner. Peut-être Philippe pensait-il que les forces du vice-roi suffiraient; peut-être aussi ne doit-on pas attribuer au monarque le retard apporté aux secours demandés, mais à la prudence du gouverneur. Quoi qu'il en soit, après la plus courageuse défense, quand près des deux tiers des assiégeants, et la plupart des défenseurs avaient péri, environ dix mille Espagnols débarquèrent dans l'île, et le siége fut levé; mais les Turcs ne se rembarquèrent qu'après avoir subi une défaite. En 1570, la guerre entre les Vénitiens et la Porte amena encore un armement de l'Espagne contre cette dernière puissance. Le pape, Venise et l'Espagne s'étant réunis pour la défense de la chrétienté, la flotte combinée se rassembla à Messine, et résolut d'attaquer les formidables escadres du sultan. Dans la célèbre bataille de Lépante, où les galères du pape étaient commandées par Marco Antonio Colonna, les Vénitiens par Doria, et les Espagnols par don Juan, la victoire fut remportée par les chrétiens. Trente mille ennemis périrent dans le combat, dix mille restèrent prisonniers, le quart des vaisseaux fut détruit ou capturé. Mais cet avantage n'empêcha pas les vaincus de recommencer leurs hostilités; ils firent plusieurs descentes sur les côtes d'Italie, et dévastèrent les possessions espagnoles en Afrique. Après tout, cette guerre ne fut qu'honorable à l'Espagne : l'île de Gerba, le Peñon de Velez, superbe forteresse sur les côtes d'Afrique, et Tunis furent réduits.

Dans plusieurs engagements isolés les chrétiens eurent toujours l'avantage. Ces conquêtes cependant étaient plus faciles à faire qu'à conserver. Les mahométans, accoutumés au climat, plus actifs, et ayant toujours des ressources à leur portée, affaiblissaient les garnisons, et reprenaient toujours ce qu'ils avaient perdu, avant l'arrivée du secours d'un gouvernement naturellement lent dans ses opérations. Gerba et Tunis furent perdus, la forteresse d'Oran abandonnée, lorsque la plupart de ses défenseurs eut péri par le climat ou la fatigue (1).

France. — Les successeurs de François I[er] héritèrent de sa jalousie. Cependant Philippe n'avait pas l'intention de rompre le traité qui avait été un des derniers actes de son père; mais, comme il a déjà été observé, la haine du pape, le manque de foi d'Henri, le forcèrent à faire la guerre. Soutenu par les troupes de sa femme, Marie, reine d'Angleterre, il envahit la France, et son général mit le siége devant Saint-Quentin, pendant que le duc d'Albe, comme nous l'avons déjà dit, défendait vigoureusement l'Italie contre une

---

non. Leti, *Vita di Philippo II* (sub propriis annis). Vanderhammen, *don Felipe el Prudente*, p. 2-14. Thuanus, *Historia sui temporis*, t. I, l. XX. Sulmonte, *della Historia della citta e regno di Napoli*, t. IV, l. X. Miniana, *Continuatio vera* (variis libris). Ferreras, *Histoire générale*, t. IX et X, cum multis aliis.

(1) Vanderhammen, Cabrera, Leti, Miniana, Thuanus, Sulmonte, Ferreras et plusieurs autres.

armée sous les ordres du duc de Guise. Le connétable, soutenu par la vaillante chevalerie du pays, accourut au secours de Saint-Quentin ; mais sous les murs de cette forteresse il subit une complète défaite, qui fut suivie de la prise de cette place. Marie n'eut pas lieu de se féliciter de sa querelle impolitique avec Henri ; elle perdit Calais ainsi que deux petits ports, reste des possessions anglaises sur ce territoire, et mourut avant la fin de la guerre. Philippe indemnisa si peu son alliée de ses pertes que quatre mois après la mort de Marie il fit la paix avec la France et la confirma par un second mariage (1).

Pendant plusieurs années les deux monarques restèrent en paix en apparence, mais dévorés de jalousie intérieurement. La France avait raison de redouter les vues ambitieuses des Castillans, et ceux-ci étaient loin d'être satisfaits des encouragements secrets accordés par les protestants français, à l'instigation de leur cour, à leurs frères des Pays-Bas, qui cherchaient à secouer le joug espagnol. Les troubles qui désolèrent la France pendant la ligue fournirent à Philippe une occasion longtemps désirée de se mêler des affaires de ce royaume, sous le prétexte ostensible de protéger la religion catholique, mais en réalité pour son propre avantage. Comme protecteur de la ligue, il fournit d'abord de l'argent aux rebelles, et ordonna ensuite au gouverneur des Pays-Bas, le prince de Parme, d'envahir le pays, et d'effectuer une jonction avec eux ; mais l'habileté d'Henri IV, la valeur de ses partisans protestants, l'assistance de son alliée Élisabeth d'Angleterre, et par-dessus tout sa conversion à la religion établie, renversèrent toutes les combinaisons des Espagnols et des ligueurs. L'absolution du pape détruisit toutes les coalitions formées contre Henri, et le mit en état, avec la médiation du pontife, d'obtenir une paix honorable. Nous ne pouvons pas entrer dans les interminables transactions de cette époque, transactions plus intimement liées à l'histoire de France qu'à celle d'Espagne. On peut les trouver dans Mézerai, Daniel, Anquetil, Lacretelle, Sully ; et surtout dans la correspondance de Duplessis-Mornay, secrétaire et ami d'Henri (1).

Pays-Bas. Les guerres les plus importantes de Philippe furent contre ses sujets révoltés des Pays-Bas. Aussitôt après son avénement au trône, il apprit que la religion réformée avait fait de rapides progrès dans ces provinces, et résolut de l'en extirper. Son zèle religieux, son caractère sombre, et l'on peut ajouter cruel, lui firent préférer la violence aux mesures persuasives. Ses manières repoussantes, ses mesures arbitraires, et la préférence qu'il accordait à ses sujets espagnols, éloignèrent bientôt les Hollandais et les Flamands de sa personne. Ils avaient été profondément attachés à son père, qui les aimait réellement quoiqu'il ne fût pas moins ardent que son fils à soutenir les intérêts de la religion, quoique depuis 1521 jusqu'à 1555, cinquante mille protestants eussent péri par l'épée ou dans les flammes. Les catholiques romains étaient autrefois de beaucoup supérieurs en nombre, et prêts à le soutenir dans ses proscriptions ; mais à présent les nouvelles opinions s'étaient répandues dans toutes les classes. Dans le midi des provinces belges, les partisans de la réforme étaient bien moins nombreux ; mais le nord de l'Escaut avait la supériorité. Ces pays cepen-

---

(1) Les historiens français, espagnols et anglais de cette époque.

(1) Mézerai, *Histoire de France*, t. IV. Anquetil, *Esprit de la Ligue*, t. I et II; nec non, *Histoire de France*, t. VII, etc. Lacretelle, *Histoire des guerres de religion*, t. I-IV. Sully, *Mémoires*, t. I-VI, 8 vol. *Mémoires et Correspondance* de Duplessis-Mornay, t. I-XI. Il est à espérer que le dernier ouvrage mentionné sera terminé. Il donne une idée de l'état des partis en France plus exactement que tout autre.

dant n'étaient pas bien connus du gouvernement. La plus grande partie des conversions se faisait en secret, et le petit nombre, qui, en dépit des décrets, suivait la profession publique des doctrines réformées, était considéré comme la totalité des protestants. Résolu de les extirper, le roi commença à remettre ces décrets en vigueur. Pour assurer leur exécution, il établit un nouveau tribunal semblable à l'ancienne inquisition d'Espagne pour poursuivre l'hérésie; mais, dans la crainte que cette institution ne fût pas suffisante, il porta le nombre des évêques de cinq à sept, chacun d'eux devant coopérer au même but en raison de sa juridiction. Ces mesures furent désagréables non-seulement aux protestants, mais aussi aux catholiques, qui étaient soumis à de nouvelles impositions pour pourvoir à ces dépenses. Les derniers se joignirent aux premiers pour se plaindre de la présence des troupes espagnoles, qu'ils regardaient seulement comme une infraction aux lois fondamentales, par lesquelles le séjour des forces étrangères était prohibé dans ces provinces. Philippe ayant des notions extravagantes du pouvoir royal, ne fit aucune attention à des murmures qu'il était résolu d'étouffer par la violence. Comme l'Espagne réclamait sa présence, il confia la régence à sa sœur naturelle, Marguerite de Parme, princesse dévouée à sa volonté (1).

Après le départ du roi, la régente mit à exécution les cruels édits, et le sang arrosa le sol des Pays-Bas. Le caractère de Marguerite n'était certainement pas sanguinaire; mais elle était gouvernée par le cardinal Granvelle, fanatique emporté, obligée de céder à ses suggestions en tout conformes aux instructions de Philippe. Les nobles nationaux qui formaient le conseil souffraient de l'impuissance de leurs efforts. Les mesures étaient prises, non-seulement sans leur consentement, mais à leur insu; ils résolurent de chasser l'odieux Granvelle. Parmi eux se trouvaient deux seigneurs jouissant d'une considération plus haute, Guillaume prince d'Orange, et le comte d'Egmont, l'un gouverneur de la Hollande, Zélande et Utrecht, l'autre de l'Artois et de la Flandre. Tous deux pouvaient se vanter de leurs services, tous deux étaient animés par l'ambition, tous deux avaient aspiré, aspiraient probablement encore à la régence. Pour regagner l'influence qu'ils convoitaient, ils se plaignirent amèrement dans leurs lettres au roi, des mesures du cardinal, qui devaient produire un soulèvement général, à moins qu'il ne fût rappelé.

Philippe ne fit aucune attention à ces représentations, et soupçonnait ce qui sans doute était vrai, que le prince d'Orange s'était converti à la religion de sa femme, princesse protestante, que le comte partageait les nouvelles opinions, et que tous deux étaient par conséquent contraires aux persécutions de leur secte. Ils furent bientôt joints par le comte de Horn également ambitieux et jaloux de l'ascendant de Granvelle. Le cardinal avait en réalité peu des qualités qui commandent l'estime. Orgueilleux et inflexible par principes et par un faux zèle, il n'écouta aucune représentation contre les mesu-

(1) Strada, *de Bello Belgico*, l. I. Bentivoglio, *las Guerras de Flandres*, l. I. (Nous n'avons pas l'original italien, mais la traduction espagnole de Varen; Anvers, 1687, in-fol.) Antonio Carnero, *Historia de las Guerras civiles que ha avido en los estados de Flandres*, cap. I et II; ouvrage plein de misérables préjugés. Thuanus, *Historia sui temporis*, l. XXII. Vanderhammen, *don Felipe el Prudente*, p. 59. Ferreras, *Histoire générale*, t. IX. Watson, *Histoire du règne de Philippe II*, vol. I. Cet auteur a compilé des autorités françaises, flamandes et hollandaises, et n'a pas fait mention de celles d'Espagne. Quoiqu'il eût dû entendre les deux partis, il n'a penché que vers l'un seulement. Son ouvrage est plus qu'injuste; il est souvent plein d'erreurs.

res pour la destruction de la religion réformée; mais avec un aveugle entêtement persista dans sa dangereuse carrière, quoiqu'il n'ignorât pas l'exécration dont il était l'objet de la part des laïques, à cause des taxes dont il les chargeait; de la part des ordres monastiques, parce qu'il les avait dépouillés d'une partie de leurs revenus. Les trois nobles mécontents le traitèrent avec une impolitesse étudiée, même insultante, et rendirent sa situation si désagréable, que lui-même demanda son rappel d'un poste pourtant si envié. Le roi l'accorda difficilement, et ne pardonna jamais à ceux qui avaient poussé à ce résultat.

Ce changement ne produisit aucune amélioration. Les décrets du concile de Trente furent mis à exécution avec plus de rigueur encore par quelques fanatiques. La manière dont ils furent reçus par les magistrats et par quelques catholiques fit une profonde impression sur la régente. Craignant qu'une insurrection n'en fût le résultat, elle envoya le comte d'Egmont à Madrid pour instruire le roi du véritable état des affaires. Le comte fut honorablement reçu par Philippe, qui ne voulut pourtant pas s'écarter de la ligne politique si malheureusement adoptée. Une confédération se forma alors, pour prévenir l'introduction tant redoutée de l'inquisition, ou plutôt pour assurer la liberté de conscience, et briser le joug espagnol : cette confédération fut conduite par Philippe de Marnix, seigneur de Saint-Aldegonde ; les trois seigneurs déjà nommés étaient l'âme de ce parti, quoiqu'ils ne fussent pas mentionnés. En peu de temps le nombre des confédérés s'augmenta tellement, que la régente fut obligée de lever une armée ou de se relâcher de ses persécutions; elle prit le dernier parti, les grands barons ne voulant pas se charger du commandement. Malheureusement pour la cause réformée, cette concession ne produisit pas l'effet que l'on attendait. Enhardis par leur nombre, et plus encore par leurs récents triomphes, les protestants des basses classes se soulevèrent dans plusieurs villes, pour infliger aux catholiques ce qu'ils avaient souffert. Peut-être la majorité était-elle excitée par l'espoir du pillage. A Bois-le-Duc, les autorités furent arrêtées et emprisonnées tandis que les criminels étaient relâchés. L'église de Saint-Jean fut envahie et pillée, deux couvents eurent le même sort. Ce n'était que le prélude des horreurs qui devaient suivre. Une bande furieuse s'organisa, s'augmentant à mesure qu'elle avançait, et marcha sur les villes voisines; et si l'on peut ajouter foi aux relations des écrivains catholiques, elle dévasta quatre édifices sacrés. Même à Gand, siége du gouvernement du comte d'Egmond, les églises furent pillées, les bibliothèques consumées par le feu, sans qu'il s'y opposât. La populace resta tranquille tant que le prince d'Orange demeura à Anvers; mais Guillaume ayant été appelé à Bruxelles, par le conseil tenu pour prévenir les alarmantes commotions, l'insurrection éclata d'une manière effrayante. Le jour de l'Assomption, une procession publique exaspéra tellement les réformés qu'ils coururent dans l'église, pour insulter les catholiques. Un tailleur monta en chaire, et proposa de soutenir une controverse avec des prêtres; mais il paya chèrement sa témérité. Un fervent catholique l'y suivit et le renversa de la chaire sur le pavé de mosaïque ; au même instant une balle frappait le catholique. La nuit mit un terme à ce scandale; mais le lendemain matin, quelques sectaires désespérés retournèrent à l'édifice, démolirent les orgues, renversèrent l'autel et les images, et dispersèrent les reliques. Le même désordre régna les trois jours suivants: les églises et les monastères furent profanés, et la grande bibliothèque livrée aux flammes. Ces excès étaient commis par une poignée d'hommes, le nombre des pillards s'élevait rarement à mille, ce qui prouve qu'ils étaient soutenus par l'autorité locale. A la fin les nobles protestants, honteux de ces horreurs, et convaincus du préjudice qu'ils portaient à leur cause, aidèrent la régente à rétablir l'ordre, et leurs efforts furent bientôt couronnés de succès.

Quand Philippe reçut la nouvelle de ces

événements, il rassembla un conseil, qui, après quelques délibérations, résolut qu'une armée serait expédiée pour extirper l'hérésie (1). Le commandement fut donné au duc d'Albe, dont le caractère semblait bien propre à sa tâche. Ses pouvoirs étaient beaucoup plus étendus que ceux d'un général en chef, ils allaient jusqu'à contrôler l'autorité de la régente. Son arrivée frappa les provinces d'une grande consternation, et bien plus encore, quand d'Egmond et Horn furent arrêtés. Le prince d'Orange, trop prudent pour l'attendre, avait fui en Allemagne, et la régente s'apercevant qu'elle était subordonnée, résigna son autorité et retourna en Italie. Des milliers d'hommes s'enfuirent dans les états protestants de l'Europe, et surtout en Angleterre, pour éviter la persécution qui s'apprêtait. Un nouveau tribunal appelé *le Conseil de tumulte* fut institué ; son nom indiquait qu'il devait prendre connaissance des derniers désordres ; mais en réalité, c'était une inquisition. Sa fatale activité se manifesta bientôt, l'emprisonnement et les exécutions avaient lieu à chaque instant. Il est impossible de calculer le nombre des victimes ; les protestants le font monter à des milliers, les catholiques prétendent que les principaux chefs souffrirent seuls. Ces persécutions étaient pourtant assez rigoureuses pour occuper tous les états protestants de l'Europe, et même arracher des plaintes aux états catholiques. L'exécution des comtes d'Egmond et de Horn, la confiscation des biens du prince d'Orange, prouvent combien ces plaintes produisaient peu d'effet sur le roi, ou le vice-roi. Ces deux seigneurs eussent-ils été coupables de lenteur à punir les criminels, leur crime eût-il été plus grand, ils étaient allés au-devant du duc d'Albe, lui avaient offert leur secours dans sa pénible tâche, et avaient été reçus par lui avec bienveillance ; la politique, pour ne rien dire de la générosité, exigeait donc qu'on leur pardonnât. Leur mort fit une profonde impression sur le peuple, qui commença à lever les yeux vers le prince d'Orange, dont il invoqua le secours en faveur de son malheureux pays. Guillaume était assez porté, par ambition et par patriotisme, à faire cet essai ; lui et ses frères avaient été depuis quelque temps occupés de leurs préparatifs, levant des troupes et tirant de l'argent des États protestants de l'Allemagne, et rassemblant les exilés qui avaient fui l'échafaud (1).

Il ne convient ni au but, ni aux limites de ce résumé, d'entrer dans le détail des interminables guerres qui se succédèrent de 1568 à 1598. Le succès fut quelques temps étranger aux armes du prince et de ses alliés, quoique au début de la campagne, Louis de Nassau, frère de Guillaume, défit le général espagnol, comte d'Aremberg. Le vainqueur fut bientôt forcé de fuir en Allemagne, poursuivi par Albe en personne. La première campagne de Guillaume ne fut pas moins désastreuse, ses vingt mille hommes, levés à la hâte, indisciplinés ou fanatiques, n'étaient pas capables de résister à un ennemi aussi formidable et aussi habile dans l'art de la guerre. Après quelques escarmouches qui l'affaiblirent sans lui procurer le moindre avantage, les Allemands redoutant leur puissant antagoniste, et furieux de ne pas recevoir leur solde, désertèrent et le forcèrent à licencier l'armée. Le mauvais succès de cette tentative, permit au duc de se livrer à ses dispositions sanguinaires. Tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection, ou qui avaient fait des vœux pour sa réussite, devinrent l'objet de sa vengeance. Et dans plusieurs cas, l'esprit et la forme des lois furent négligés. Des milliers d'hommes émigrèrent encore. Et comme pour la plupart,

(1) Autorités : Strada, Bentivoglio, Thuanus, Carnero, Cabrera, Herrera, Leti, Miniana, Vanderhammen, Ferreras et plusieurs autres.

(1) Bentivoglio, *las Guerras de Flandres*, l. II. Strada, *de Bello Belgico*, l. VII. Thuanus, *Historia*, etc., 43. Carnero, *Historia de las Guerras*, cap. III. Vanderhammen, *don Felipe*, p. 60, etc. Miniana, *Continuatio nova*. Ferreras, *Histoire générale* (sub propriis annis).

ils appartenaient à la classe la plus utile et la plus industrieuse du peuple, leur retraite porta un coup mortel aux ressources du pays. Ceux qui se réfugièrent en Angleterre y furent généreusement reçus par Elisabeth, qui avait sans doute fourni de l'argent au prince, et qui désirait abaisser l'orgueil de l'Espagne. L'impopularité d'Albe fut encore augmentée par les impôts qu'il mit sur le peuple, impôts souvent contraires à la constitution, mais nécessités par ses armements et par les embarras inextricables du gouvernement civil. Enhardis par le murmure général, les états essayèrent de se plaindre de ces innovations également oppressives et odieuses. Le gouvernement persista, et par conséquent augmenta le mécontentement. Le prince d'Orange prit naturellement avantage de ces circonstances. Avant de rassembler une seconde armée, il envoya ses fidèles émissaires, les prédicateurs protestants bannis, sous un déguisement, à travers les provinces, pour entrer en négociation avec les habitants. A la fin quelques-uns des exilés d'outre-mer commencèrent une nouvelle série d'opérations en prenant la ville de *Brille*, sous le nom du prince d'Orange. Ce premier succès fut suivi de cruautés sauvages; partout on massacrait les prêtres et les moines. Flessingue se révolta ensuite; cet exemple fut promptement suivi par plusieurs villes de Zelande principalement, quand des compagnies d'exilés, quelques aventuriers anglais et des munitions arrivèrent d'Angleterre.

La défaite d'une flotte espagnole, commandée par le duc de Médina Celi, alluma un incendie général. L'insurrection s'étendit jusqu'en Hollande; toutes les cités et villes, excepté Amsterdam, se déclarèrent pour la cause patriotique. Surprise par le comte Louis à son retour de France, Mons fut assiégée par Albe; le prince d'Orange accourut à son secours, mais la place retomba au pouvoir des Espagnols et le prince fut encore obligé de licencier son armée. Si dans les provinces méridionales cette cause subit des revers, elle obtint des succès dans le nord. Une assemblée des états hollandais, tenue à Dort, proclama ouvertement Guillaume comme gouverneur et vota des subsides pour les frais de la guerre. Le prince d'Orange fut invité à revenir, et la religion réformée reconnue religion de l'état. Albe et son fils entrèrent en campagne pour reprendre les villes qui s'étaient révoltées. Dans leur triomphe, ils se signalèrent par les plus horribles cruautés; on doute cependant si ces excès ne furent pas égalés par ceux du comte de la Marck et de quelques autres chefs protestants. Guillaume fit de vains efforts pour empêcher toutes ces sanglantes représailles. Philippe acquit enfin la conviction qu'une mauvaise marche avait été adoptée; et Albe fut rappelé ou reçut l'ordre de se retirer. Il fut remplacé par Requesens, seigneur plein de talents et de modération. Son administration offrit des alternatives de revers et de succès. Il perdit bientôt Milddlebourg, mais il défit et tua le comte Louis de Nassau. Il échoua lui-même devant Leyden, dont les habitants se défendirent avec un courage et un héroïsme qui ne pourront jamais être surpassés; mais d'un autre côté il s'empara de quelques forteresses de la Zélande. Néanmoins, humilié de la lenteur de ses progrès, rongé de chagrins, il descendit bientôt dans la tombe. Les affaires des Espagnols prirent un aspect bien moins favorable sous le conseil d'état qui gouverna les Pays-Bas. Les troupes se révoltaient pour leur solde que Philippe ne pouvait plus payer; elles s'emparèrent d'Alost et pillèrent Anvers qui avait montré quelque attachement à la cause du prince. En 1576, pour relever les armes espagnoles, on nomma régent don Juan d'Autriche, frère du roi. Avant son arrivée, les états catholiques et protestants s'assemblèrent à Gand, et délibérèrent sur les mesures à prendre pour le bien public. Ils s'accordèrent à penser que le bonheur du peuple dépendait du renvoi des troupes espagnoles. On pria donc don Juan de les licencier; et quand il refusa, des secours furent demandés aux puissances protestantes. Le duc d'Anjou, lui-même, frère du roi de France, se déclara pour les états.

Ce ne fut cependant point par sympathie pour cette lutte de la liberté, mais dans l'espoir de la couronne, qu'un parti lui promettait. Le régent, alarmé de ces résultats, consentit enfin à tout, mais à condition que Philippe serait toujours reconnu souverain légitime. Quoique les états catholiques acceptassent les conditions, la Hollande et la Zélande refusèrent de s'y soumettre. La conduite impolitique et perfide du gouverneur, qui rappela les troupes après les avoir renvoyées, força les catholiques eux-mêmes à inviter le prince d'Orange à se rendre à Bruxelles, pour prendre l'administration; mais Guillaume sentant qu'il n'avait pas assez d'influence à opposer aux factions domestiques, conseilla aux états de choisir quelque prince étranger, auquel tous les partis seraient disposés à obéir, et qui pourrait défendre les provinces contre les armes de l'Espagne. L'archiduc Mathias, frère de l'empereur d'Allemagne, quoique parent de Philippe, fut appelé à cette dignité. Mais ce prince n'avait ni capacité ni ressources; de sorte qu'après quelques opérations avantageuses aux confédérés, le duc d'Anjou, qui pouvait réunir une armée, fut invité par les catholiques à prendre possession du gouvernement. Don Juan mourut avant la fin de ces négociations, et le duc de Parme, le plus habile officier au service d'Espagne, arriva, prit le commandement des troupes du roi, et par sa valeur, autant que par sa politique, changea la face des affaires. Il prit la Flandre, le Hainaut et l'Artois. Mais Guillaume eut assez d'adresse pour maintenir dans ses intérêts toute la Hollande, les Gueldres et la Frise. Il forma de ces provinces une confédération appelée l'union d'Utrecht, à cause du lieu où elle se tenait. Son but apparent était de protéger la république; mais le véritable, de se soustraire à l'autorité espagnole. Cette confédération donna naissance aux sept provinces unies. L'élection du duc d'Anjou menaçait de détruire à jamais la domination expirante de l'Espagne; domination qu'en 1580 les mêmes états déclarèrent éteinte. Mais le duc d'Anjou, faible et sans foi, fut bientôt chassé par ses nouveaux sujets, qui ensuite cherchèrent à se réconcilier avec lui; sa mort les en empêcha, et laissa encore au duc de Parme un vaste théâtre pour exercer ses talents. Cette mort fut immédiatement suivie de celle du prince d'Orange, assassiné par le fanatique Balthasar Gérard, à l'instigation, dit-on, du général espagnol, si ce n'est d'un plus grand personnage. Quoique Guillaume eût été dénoncé comme traître pour la part qu'il prit dans l'élection du duc d'Anjou et dans l'abjuration de l'autorité de Philippe, et quoique deux fois on eût attenté à sa vie, il est impossible de croire qu'une action aussi odieuse ait jamais été commise par l'ordre d'un monarque. Philippe pouvait être sombre et cruel, sans méditer et provoquer un assassinat (1).

La mort de Guillaume ne produisit aucun avantage pour l'Espagne. Quoique son fils aîné, le comte de Buren, fût entre les mains de Philippe comme otage, le second, le prince Maurice, montra bientôt qu'il était digne de suivre les traces de son père. Farnèse persuada aux provinces méridionales aussi loin que l'Escaut, de jurer de nouveau allégeance à l'Espagne. Une communauté de principes religieux, et l'attachement héréditaire lui facilitaient le succès dans cette partie. Mais au nord où la religion réformée jetait de profondes racines, la maison d'Orange avait établi à jamais sa domination. Après la perte d'Anvers que Farnèse réduisit en 1585, ces provinces septentrionales furent fortifiées par les protestants des provinces espagnoles, et par l'arrivée d'exilés d'Allemagne et d'Angleterre. Les états confédérés furent cependant si alarmés par le succès de leur habile ennemi, qu'ils offrirent la souveraineté des Pays-Bas au roi de France, à condition qu'il enverrait une armée à leur secours, et quand il refusa cette offre, elle fut faite à Élisabeth.

(1) Autorités : Thuanus, Bentivoglio, Cabrera, Herrera, Leti, Carnero, Strada, Vanderhammen, Ferreras et plusieurs autres.

Mais quoique cette reine eût aidé les insurgés, elle ne voulait pas en acceptant la couronne se mettre en guerre ouverte avec le formidable Philippe; elle se contenta d'envoyer au secours des insurgés six mille hommes sous le commandement du comte de Leicester. On ne peut douter qu'elle n'eût des vues sur la souveraineté; mais son orgueilleux favori lui fit plus de mal que de bien. Outre ses fautes militaires, il eut à un suprême degré l'art de s'attirer la haine et le mépris des confédérés. Soupçonné avec quelque raison, d'aspirer lui-même à la couronne, et voyant le mécontentement général, il s'enfuit en Angleterre, où Elisabeth le força de résigner son autorité comme gouverneur; mais la guerre impolitique de Philippe contre la France, ayant rappelé le duc de Parme des Pays-Bas, contrebalança les fautes du favori de la reine d'Angleterre. Les confédérés eurent non-seulement le temps de se fortifier au nord de l'Escaut, mais encore de faire de désastreuses descentes dans le Brabant et la Flandre. Les talents militaire du prince Maurice le rendirent un antagoniste redoutable pour l'habile Farnèse même, qui mourut en 1592, et avec lui s'éteignit l'espérance de soumettre les provinces septentrionales.

L'administration du comte Mansfeld, d'Ernest archiduc d'Autriche, du comte de Fuentes, produisit peu d'avantages, quoique ce dernier fût un homme habile. En 1595, l'archiduc Albert fut nommé au gouvernement, et il vit se succéder rapidement les désastres. Maurice réduisit un grand nombre de forteresses septentrionales. Philippe vit alors l'impossibilité de maintenir les Pays-Bas dans l'ordre, le nom espagnol étant odieux aux catholiques même. Voyant approcher la fin de sa carrière, il était naturellement impatient de terminer les affaires de ce pays. Cette considération, sa tendresse pour sa fille, l'infante Isabelle, son estime pour Albert, le décidèrent à les marier et à leur abandonner ce gouvernement pour eux et leurs héritiers. Ce fut une de ses plus sages mesures; si elle ne put rappeler à l'ordre la Hollande et les autres provinces protestantes, elle devait du moins préserver celles qui restaient encore. L'abdication fut signée en mai 1598, environ quatre mois avant la mort du monarque(1).

Les secours qu'Élisabeth avait de temps en temps accordés aux Pays-Bas n'étaient pas les seules causes du ressentiment de Philippe et de son désir de se venger. Elle avait fomenté des troubles en Portugal, par suite de la mort du cardinal Enrique (2); ses capitaines, sir François Drake surtout, un des plus actifs, avaient commis pendant plusieurs années de grands dégâts dans les possessions espagnoles de l'Amérique du sud, et plus d'une fois sur les côtes de la Péninsule même. Sans faire mention des précédentes dévastations en Portugal, l'an 1585, ils pillèrent la côte de la Galice, ravagèrent les îles du cap Vert, dévastèrent Saint-Domingue et Carthagène dans le golfe de Floride. Les historiens espagnols représentent ces agressions comme cruelles et injustes, et nous devons convenir qu'ils n'ont pas tort. La patience de Philippe étant épuisée, les affaires des Pays-Bas lui laissant le loisir de venger les insultes si longtemps dissimulées, il équipa une flotte, que l'on crut destinée contre l'Angleterre, quoique tous ses projets fussent tenus secrets.

En 1597, Élisabeth envoya sir Francis pour reconnaître les côtes de la Péninsule, et empêcher, s'il était possible, les préparatifs qui se faisaient avec tant de rapidité. Au mois d'avril, cet amiral, à la tête de vingt-cinq vaisseaux, parut devant Cadix, et entra dans la baie sous le pavillon français et flamand; mais il trouva les troupes prévenues et prêtes à le recevoir. Il ne fit alors aucune

(1) Bentivoglio, *las Guerras de Flandres*, partes II, et variis libris. Carnero, ***Historia de las Guerras***, l. VII et IX, variis capitulis. Vanderhammen, ***don Felippe el Prudente***, passim. Thuanus, ***Historia sui temporis***, l. I, etc. Miniana, ***Continuatio vera***, l. IX et X.

(2) Voyez la partie contemporaine de l'histoire du Portugal dans la ***Collection des Historiens.***

tentative pour débarquer, mais retourna, après avoir mis le feu à vingt-six bâtiments marchands, et capturé un bâtiment venant des Indes, et chargé d'épices. Cette agression, peu importante en elle-même, n'était pourtant pas faite pour apaiser Philippe. Les préparatifs continuèrent : tous les ports de l'Espagne, les vice-rois de Naples et de Sicile, le gouverneur de Milan et des Pays-Bas, fournirent des vaisseaux, des troupes et de l'argent. Le quartier-général était à Lisbonne, et le commandement de la flotte confié au duc de Medina-Sidonia, tandis que le duc de Parme fut chargé des forces de terre. Après quelques vaines tentatives de négociations, dans lesquelles il n'y avait de sincérité d'aucun côté, chacun cherchant à gagner du temps, on vit se réunir une flotte de cent trente vaisseaux, dont quelques-uns surpassaient en grandeur ce que l'on avait vu jusqu'alors, portant huit mille hommes d'équipage, au moins vingt mille soldats des plus braves de l'armée espagnole, et la fleur de la chevalerie. Au mois de mai 1588, elle quitta le port de Lisbonne. L'épithète pompeuse d'*invincible* donnée à cet armement formidable, l'approbation du pape, et le grand renfort préparé en Flandre par le duc de Parme, tout annonçait le succès. Cependant, à la hauteur de la Galice, les vaisseaux furent surpris par une furieuse tempête; quelques-uns furent dispersés ; il fallut un mois pour les réparer, de sorte que la flotte n'arriva en vue de l'Angleterre que vers la fin de juillet. Lord Howard et sir Francis n'étaient pas assez imprudents pour attaquer un ennemi si formidable; mais ils le harcelèrent sans relâche, et causèrent des dommages irréparables à quelques-uns des plus grands bâtiments. L'amiral espagnol comptait joindre la flotte des Pays-Bas, qui était à Dunkerque, et devait transporter près de trente mille vétérans. Le duc de Medina-Sidonia perdit deux de ses meilleures galères en remontant le canal, et pendant qu'il mouillait devant Calais, huit brûlots anglais mirent la confusion parmi ses bâtiments ; ils essayèrent de s'échapper, mais l'obscurité de la nuit les empêchant de se voir, ils se heurtèrent, et plusieurs furent endommagés. Le brave capitaine anglais ne manqua pas de tirer avantage de ce désordre. Dans l'action qui suivit, dix des vaisseaux espagnols furent coulés, détruits, ou obligés de se rendre, tandis que les Anglais souffrirent à peine. Alors le duc désespéra du succès. Il n'avait d'autre espérance maintenant que dans sa jonction avec Farnèse ; mais cette jonction fut empêchée par la flotte anglaise et hollandaise, dont les bâtiments légers pouvaient passer là où ses énormes machines auraient péri. Le vent du sud, qui soufflait avec violence, l'empêchait de retourner sur ses pas ; il ne pouvait que hâter sa perte en restant où il était. Il voulut alors abandonner l'entreprise, et il fit voile vers le nord. Il n'était pas assez téméraire pour hasarder une descente sur les côtes d'Angleterre sans le prince de Parme, dont il attendit l'arrivée quelque temps, en vue de la flotte anglaise, qui n'était pas disposée à l'attaquer. Enfin il donna des ordres pour son retour; et comme le vent continuait à souffler du sud, comme il savait que les ennemis recevaient journellement des renforts de cette direction, il résolut de ranger les côtes de l'Écosse et de l'Irlande ; mais ses désastres n'étaient pas finis. Sa flotte fut assaillie par une tempête ; quelques-uns des vaisseaux coulèrent, d'autres furent brisés, et jetés sur les rivages de Norwège ou d'Écosse. Une autre tempête le surprit lorsqu'il quittait l'Irlande, et causa autant de dommage. Si l'amiral anglais avait été en état de se mettre à la poursuite de l'ennemi, pas un seul vaisseau n'eût revu l'Espagne. On est encore incertain sur le nombre de ceux qui périrent. Les Espagnols le font monter à trente-deux ; il doit cependant être plus considérable, car il ne rentra pas la moitié des soldats dans leurs foyers, et

(1) Les historiens anglais disent que le nombre des vaisseaux qui furent détruits se montait à près de cent, entre autres deux galères. Nous préférons la relation espagnole.

chaque famille, des plus nobles, eut à déplorer la perte d'un de ses membres. Dans cette circonstance difficile, Philippe agit avec beaucoup de calme ; il ordonna que les plus grands soins fussent donnés à ceux qui avaient échappé, reçut le duc de Medina-Sidonia avec bonté, observa qu'aucune prudence humaine ne pouvait triompher des éléments, ordonna des actions de grâces pour le retour de ceux de ses sujets qui avaient survécu. L'année suivante, une flotte anglaise débarqua d'abord en Galice, où, suivant les Espagnols, elle perdit mille hommes, et ensuite en Portugal, pour soutenir les prétentions du prieur de Crato (1), mais avec aussi peu de succès. Le plan de cette expédition avait été mal conçu, et l'autorité de Philippe en Portugal, trop bien établie pour être ébranlée. La satisfaction que Philippe en ressentit fut bientôt troublée par les hostilités de son ennemi dans l'Amérique du sud, et à Cadix. Ses forces triomphèrent en Amérique ; mais, en 1596, le port de Cadix fut pris et pillé. Les historiens espagnols reprochent amèrement aux Anglais les excès auxquels se livrèrent en cette occasion leurs troupes, commandées par le comte d'Essex, tandis que les écrivains anglais y croient à peine. Là encore nous préférons le témoignage des nationaux; les uns et les autres admettent que le pillage fut immense. Cette insulte inspira une telle fureur à Philippe, qu'il résolut de préparer une expédition pour envahir l'Irlande, où sans doute il aurait été joint par les catholiques mécontents. Cette nouvelle flotte, plus malheureuse encore que celle de 1588, fut assaillie par une si affreuse tempête, que quarante des vaisseaux se perdirent, et le reste fut démâté. La rigueur de ce coup empêcha Philippe de faire de nouvelles tentatives contre le plus mortel de ses ennemis (1).

Portugal. Les rapports de Philippe avec le Portugal seront mieux exposés dans l'ouvrage consacré à l'histoire modérne de ce royaume. Il suffit de dire ici qu'à la mort du cardinal Henri, mort sans postérité, la couronne fut réclamée par le monarque castillan, du chef de sa mère ; que malgré le nombre des compétiteurs, dont l'un était soutenu par l'Angleterre, en dépit de la haine des Portugais contre leurs voisins, ses forces le placèrent sur le trône de ce pays, et qu'il l'occupa jusqu'à sa mort. Cette acquisition, ajoutée aux autres possessions de Philippe, le rendit le plus puissant monarque de l'Europe (2).

La révolte des Maures occupe une place remarquable dans les annales du seizième siècle. Ces Maures convertis, au fond étaient toujours mahométans, et quoiqu'ils assistassent à la messe, ils faisaient amende en secret pour cette apostasie forcée, en célébrant les rites de leur première croyance. Pour les détacher de leurs coutumes, qui leur rappelaient leur ancienne foi et leur gloire passée, en 1567 on publia un décret ordonnant que les enfants maures fréquenteraient les églises chrétiennes ; que l'on ne ferait plus usage des caractères arabes ; que les hommes et les femmes porteraient le costume espagnol ; qu'ils cesseraient leurs ablutions ; qu'ils n'auraient plus de juges mahométans, et qu'ils ne pourraient se remarier ni changer de résidence sans la permission des autorités. L'opposition qui s'éleva contre cet édit prouve combien les

(1) Les historiens anglais glissent tous légèrement sur cet échec. Quelques-uns ne daignent pas même parler de l'expédition. Voir la période correspondante dans l'*Histoire de Portugal.*

(1) Bentivoglio, *las Guerras de Flandres.* Strada, *de Bello Belgico.* Carneo, *las Guerras*, etc. Thuanus, *Historia.* Vanderhammen, *don Felipe.* Miniana, *Continuatio nova.* Ferreras, *Histoire générale.*

(2) Vasconcellos, la Clède, Lemos et les historiens de Castille.

hommes tiennent à l'ancienneté des coutumes, même lorsque leur conscience n'y est pas intéressée. Les Maures prétendirent avec raison que l'habillement ne constatait pas la religion, puisqu'il variait dans les pays où la même religion était suivie; que leurs femmes ne portaient le voile que par modestie; que leurs instruments de musique étaient aussi peu dangereux; que l'usage des caractères arabes ne pouvait certainement être un péché, puisque ces caractères avaient appartenu à la langue primitive de plus d'une nation chrétienne de l'Orient; qu'ils ne prenaient pas leurs bains par religion, mais par propreté. Le marquis de Mondejar, gouverneur de Grenade, qui avait vivement désapprouvé l'ordonnance royale, se chargea de porter ces représentations au roi; elles n'eurent aucun effet. Le peuple fut tellement irrité de ce résultat, qu'il médita une révolte générale, dont les principaux chefs furent Ferag ben Ferag, descendant de la maison royale de Grenade, et Diego Lopez ben Aboo. S'étant assurés des Alpujarras, où l'on pouvait opposer la plus forte résistance aux forces du monarque, ils sollicitèrent des secours des rois du nord de l'Afrique, et persuadèrent aux bandits des montagnes de se joindre à eux. La veille de Noël fut fixée pour le soulèvement général. L'espérance romanesque de rétablir leur ancien royaume leur fit élire secrètement un souverain de Grenade, Fernando de Valor, qu'ils appelèrent Mohammed Aben Humeya, et qui sortait d'une tige royale. Le nouveau roi fut immédiatement revêtu d'un manteau de pourpre, entre quatre bannières indiquant les quatre points cardinaux; s'étant agenouillé dessus, il jura de défendre la foi du prophète jusqu'à la mort; les chefs lui rendirent alors hommage à genoux, lui jurant fidélité, et terminèrent en l'élevant sur leurs épaules, s'écriant : « Que Dieu bénisse Mohammed Aben Humeya, roi de Grenade et de Cordoue. »

Cet acte si hardi fut suivi de mesures secrètes également énergiques. Les officiers furent choisis, les montagnards et les habitants de la plaine armés, et des ordres donnés pour que l'on se tînt prêt dans la nuit (1), quand le canon d'alarme serait tiré de la forteresse de l'Alhambra par les chrétiens. Au jour indiqué, huit mille hommes couvraient les montagnes qui dominent les murs de Grenade, et vingt mille autres attendaient le signal dans trois différentes directions. Ils étaient convenus d'attaquer trois des portes, tandis que les autres escaladeraient les murs; tous les prisonniers devaient être relâchés, et tous les chrétiens massacrés. Heureusement pour la ville, plusieurs accidents empêchèrent cette terrible catastrophe. La nuit était sombre, une neige épaisse tombait dans les montagnes; elle fut suivie d'une pluie plus forte encore, qui rendit leur passage impraticable, et força les huit mille hommes en embuscade à se retirer. Ignorant ce contre-temps, et comptant sur l'exécution du plan, Aben Ferag s'avança avec cent quatre-vingts Maures bien résolus vers les murs de l'Albaycin, qu'ils escaladèrent, appelant leurs frères à haute voix. Ces cris, le son des trompettes au milieu du silence de la nuit, furent entendus de tous, et personne n'y répondit; la pluie avait sans doute refroidi le patriotisme, mais certainement le petit nombre des assaillants offrait peu d'espérance de succès pour l'entreprise. Leur désappointement fut encore augmenté par la prudence du marquis de Mondejar. Voyant les insurgés si peu nombreux, puisqu'ils n'étaient pas joints par les Maures de ce quartier, le marquis ne voulut pas faire tirer le canon de la forteresse, de sorte que les vingt mille qui attendaient ce signal ne vinrent pas au secours de leurs compagnons. Les autres se retirè-

(1) Marmol Carvajal, *Historia del Rebellion, y castigo de los Moriscos del reyno de Grenade*, t. I. Ferreras, *Histoire générale*, t. IX. Conde, par Marlès, *Histoire de la domination des Arabes.*

rent après avoir brisé une croix en pierre, tourmenté un apothicaire, et tué un factionnaire (1).

Si la capitale ne reçut aucune impression, il en fut bien autrement dans les provinces, dont les habitants maures se soulevèrent aussitôt. Les excès commis en cette occasion, les mesures prises pour les punir, suffiraient pour former un ouvrage à part. De Grenade, Aben Ferag conduisit ses troupes dans les Alpujarras. S'étant fortifié par les bandes de ces montagnes, il alla de place en place pour soutenir l'insurrection. Dans le même temps, l'ordre était donné par Aben Humeya de massacrer tous les chrétiens au-dessus de dix ans. La vengeance de ces féroces apostats tomba principalement sur les prêtres qui les avaient forcés à entendre la messe, sur les autels et les images qu'ils avaient été obligés de révérer, sur les collecteurs des taxes et les officiers de justice. A Soportujar, après avoir détruit l'intérieur de l'église, ils saisirent les prêtres, quelques femmes qui restaient, et les entraînèrent hors du temple pour les mettre à mort. Dans leur chemin, le capitaine maure exhorta le prêtre à reconnaître Mohammed, au moins en apparence, parce que c'était le seul moyen d'échapper. Le ministre des autels répondit qu'il était décidé à mourir pour la cause de Jésus-Christ. Ils rencontrèrent Aben Humeya, qui eut pitié des femmes, et ordonna que les prêtres fussent tués. A Conchar, près de Poqueyra, plusieurs chrétiens se réfugièrent dans une tour; on y mit le feu; forcés d'en sortir, ils furent enfermés, au nombre de trente-huit, dans un affreux donjon. Au bout de dix-neuf jours, comme ils persistaient dans le refus de changer de religion, ils furrent arrachés de leur cachot, et conduits au supplice, encouragés par deux ecclésiastiques à souffrir plutôt que d'abjurer leur foi. Ils furent tous massacrés, et leurs corps abandonnés aux chiens. A Portugus, dans le district de Ferreyra, les chrétiens terrifiés montèrent dans une tour de l'église, on y mit le feu comme à l'ordinaire; les malheureuses victimes, obligées d'en sortir, furent saisies et conduites en prison, les mains liées derrière le dos. On essaya presque toujours de convertir ces personnes ainsi renfermées, et presque toujours les efforts furent inutiles. On conduisit les prisonniers quatre à quatre pour les mettre à mort. Il existait dans cette ville une femme maure qui avait épousé un chrétien; les rebelles essayèrent tous les moyens possibles pour la gagner; mais pas une noble dame castillane n'aurait pu montrer plus de constance qu'elle. Un coup de sabre lui abattit la tête, au moment où elle remerciait le ciel de lui fournir l'occasion de souffrir pour la vraie foi. A Ragol, dans le district de Marchena, le prêtre fut arraché de l'autel où il célébrait la messe, pendu à un poteau, écorché après sa mort, et sa peau clouée au mur.

A Messine on pilla d'abord la maison des chrétiens, car le pillage accompagnait toujours les massacres. Le vicaire fut précipité de sa fenêtre, et écrasé sur le pavé, pendant que deux autres ecclésiastiques et quatorze chrétiens tombaient sous le sabre. A Pitres, quand les maisons et l'église eurent été pillées, les prisonniers furent amenés au supplice; mais une mort plus cruelle était réservée au prêtre, qui, avec sa vieille mère, les exhortait à ne pas faiblir dans l'épreuve qui se préparait pour eux. Il fut d'abord tiré par une poulie jusqu'au sommet du clocher, d'où on le précipita; quoique ses bras et ses jambes fussent brisés, il n'était pas mort; alors on le bâtonna vigoureusement, et pourtant il vivait encore. On lui passa une corde au cou, et les femmes maures le traînèrent ainsi, au milieu d'éclats de rire, enfonçant des aiguilles, des ciseaux et des canifs dans son corps, jusqu'à ce qu'il expirât. Ces furies massacrèrent de la même manière la vénérable mère de leur malheureuse victime. Dans quelques en-

(1) Mêmes autorités.

droits, les exécutions se faisaient avec un bizarre caprice : dans l'un, les rebelles rasèrent la tête et la barbe du curé, mais si maladroitement, qu'ils le blessèrent en plusieurs endroits ; ils le firent ensuite mourir. Dans un autre, le prêtre et ses paroissiens s'étant réfugiés dans une église, et s'étant mis à genoux devant l'autel pour se préparer à leur sort, ils furent saisis par l'alguazil maure, qui dit, en les livrant aux bourreaux restés dehors : « Tuez ces chiens : que le premier coup soit pour le prêtre, en récompense de toutes les craintes qu'il a eues pour notre âme ; le second pour le sacristain, à cause des punitions qu'il nous infligeait, quand nous manquions d'assister à la messe, ou que nous arrivions trop tard ; au troisième, en désignant la victime, enfoncez le crâne, et arrachez un œil. » Ils saisirent celui-ci, et jetèrent de l'eau bouillante sur sa tête. Ici ils prirent une statue de la Vierge, la foulèrent aux pieds, la traînèrent dans la boue, lui criant de se sauver elle-même, si elle avait quelque pouvoir. Là, un Maure traînant un crucifix dans un égout, aperçut un médecin chrétien auquel il cria : « Chien, voilà ton créateur, ne peux-tu pas le guérir ? » Ce malheureux chrétien s'agenouilla, baisa le Christ, qu'il déclara être vraiment son Sauveur, et fut aussitôt massacré par les assistants. Un magistrat de Santa-Cruz fut mis nu devant ses trois filles et un de ses petit-fils ; son nez fut coupé et cloué à son front, et, dans cet état, on le conduisit à la mort. Pendant le trajet, ayant les mains liées derrière le dos, il oublia ses propres souffrances pour ses enfants, les exhortant à supporter patiemment les outrages et le supplice. Son discours irrita tellement les Maures, que l'un d'eux lui coupa les oreilles, et les broya dans sa bouche ; un autre, pour surpasser cette cruauté, lui ouvrit le ventre, y jeta le nez, les oreilles, la langue, les pieds, et, dans cet état, le malheureux fut livré aux flammes. On épargna les filles, pour satisfaire sans doute la brutale passion des rebelles. Le prêtre d'Andarax fût rôti sur un brasier, et sa bouche cousue, pour qu'il ne pût pas invoquer la bonté divine. Tandis qu'il souffrait cette agonie avec une pieuse résignation, les femmes, fatiguées d'attendre sa mort, le dépécèrent avec leurs aiguilles et leurs couteaux. Dans un autre endroit, pour tourner en ridicule le sacrifice de la messe, ils immolèrent un cochon sur l'autel. Ailleurs encore, environ cent prisonniers, qui s'étaient réfugiés dans la forteresse, s'étant rendus sous condition, furent massacrés au mépris de tous les serments. Deux prêtres se rendirent particulièrement odieux en exhortant les martyrs. Tous deux furent suspendus la tête en bas, ayant chacun autour du cou un nœud coulant qui les unissait à la même corde. Dans leur agonie ils s'étranglèrent mutuellement, au milieu des applaudissements des spectateurs. A Oanez, vingt-cinq jeunes filles chrétiennes d'une rare beauté furent réservées pour les princes africains dont on avait sollicité les secours. On essaya aussi, mais en vain, de les convertir. La politique cédant à la fureur religieuse, elles furent mises nues, conduites dans les champs, attachées aux arbres, battues de la tête aux pieds avec des épines, réunies en cercle et attachées par une corde serrée de manière à causer les plus affreuses douleurs, et enfin fusillées. Les enfants même triomphèrent de la faiblesse humaine. Gonsalo de Valcazar, écolier de onze ans, se réfugia avec son père et quelques autres chrétiens dans l'église. Sa mère, dona Isabelle de Melgar, qui était en sûreté, ayant appris leur situation, accourut pour les secourir ou pour mourir avec eux. L'enfant encouragea son père à souffrir avec courage, et quand il eut assisté à l'exécution d'un de ses parents, il courut à l'autre pour l'encourager aussi. Les Maures essayèrent en vain de le détacher de sa religion ; les promesses et les menaces furent inutiles ; il fut arraché de l'église. Sa mère et ses serviteurs se désolaient ; mais il se retourna vers elle, et avec une contenance calme, la supplia de se consoler, puisqu'il allait mourir pour Jésus-Christ. Dans sa route, il exhorta un autre enfant, plus âgé

que lui de deux ans, à mourir avec résignation, et tous deux obtinrent en même temps la couronne du martyre (1).

Telles furent les horreurs commises par les Maures en cette occasion. Il est impossible de calculer le nombre des victimes. Il y en eut des milliers qui peuvent être rangées parmi les vrais martyrs d'Espagne, plus dignes de ce titre que les fanatiques de Cordoue, et même que la plupart de ceux qui souffrirent sous lès Romains.

Quand les nouvelles parvinrent au marquis de Mondejar, après avoir pourvu à la défense de Grenade, il entra en campagne. Aben Humeya, se fiant aux défilés des Alpujarras, se prépara à le recevoir, tandis qu'une autre bande de rebelles attendait le marquis de los Velez aux frontières méridionales du district montagneux. Les Maures trop faibles, même avec le secours de l'Afrique, pour risquer un engagement général, eurent quelquefois l'avantage sur les chrétiens, lorsqu'ils purent surprendre quelques détachements égarés; mais toutes les forteresses tombèrent au pouvoir des généraux espagnols, qui poursuivirent l'ennemi jusque dans les profondeurs de ces régions sauvages.

Le gouverneur d'Almeria voulant surprendre les montagnards, donna à sa garnison l'ordre de sortir secrètement; et pour empêcher les soldats d'être reconnus, il leur fit mettre un manteau de laboureur par-dessus leur costume militaire. La faible clarté des étoiles permit aux Maures de les apercevoir; mais ils les prirent pour un troupeau de moutons. Après une lutte désespérée, les rebelles furent chassés, laissant un grand nombre des leurs sur le champ de bataille. Il n'était pas rare de voir les femmes combattre contre eux, et montrer autant de courage. Un prêtre qui occupait une tour près de Marbella, y laissa sa nièce avec une domestique. Les rebelles y entrèrent, pillèrent le rez-de-chaussée, et se préparaient à monter l'échelle perpendiculaire qui servait d'escalier, quand ils rencontrèrent un obstacle auquel ils ne s'attendaient pas : c'étaient d'énormes pierres, destinées à des réparations, que la nièce et la servante avaient roulées jusqu'à l'entrée de l'ouverture, et qu'elles faisaient tomber sur eux. Elles tuèrent ainsi un des Maures, et forcèrent les autres à se retirer, descendirent, barricadèrent la porte, et remontèrent. Comme elles s'y attendaient bien, ils revinrent en plus grand nombre pour les attaquer. Ayant porté sur les fortifications les plus grosses pierres qu'elles purent remuer, elles les laissèrent tomber sur eux et en tuèrent plusieurs. Quoiqu'une flèche traversât le bras de l'héroïne, et y restât deux heures, s'enfonçant dans la plaie, elle continua à se défendre avec un courage extraordinaire, jusqu'à ce qu'un détachement de cavalerie vînt les délivrer de cette périlleuse situation. Dans le même temps, le marquis de Mondejar continuait cette guerre avec des chances diverses. Le succès aurait été plus décisif, sans l'opposition qui existait entre lui et le marquis de los Velez : le premier penchait pour l'indulgence, l'autre voulait tout exterminer. Fernando el Zagar, oncle et

---

(1) Cabrera, *Historia de Felipe II;* noc non, Diego de Mendoza, *Guerras de Grenada,* passim. Herrera, *Historia del Mundo,* part. II. Marmol Carvajal, *Historia del Rebellion y castigo de los Moriscos,* t. I. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne,* t. IX. Miniana, *Continuatio nova,* an 1568. Dans ce détail du martyre de cette époque, Ferreras tira beaucoup de pièces d'un M. S., livre des interrogatoires institués dans les endroits où les victimes souffrirent par ordre de don Pedro de Guerrero, archevêque de Grenade. Comme les informations qu'il donne viennent de témoins oculaires, elles sont décisives, plus encore que celles d'Ercolano ou de Marmol Carvajal. Dans cette guerre, Watson (*Vie de Philippe II*) ne trouve rien qui puisse intéresser un lecteur. Fidèle à l'école où il s'est formé, il cache soigneusement toutes les souffrances religieuses, mais jamais les persécutions politiques. Son ouvrage a peu de valeur. Il y a beaucoup d'erreurs, quelques-unes évidemment volontaires.

général en chef d'Aben Humeya, avait besoin d'un sauf-conduit pour aller au camp de Mondejar, et solliciter son pardon; mais le marquis fut assez impolitique pour le lui refuser, et, par conséquent, pour prolonger les horreurs de cette guerre. Un événement, arrivé dans la forteresse de Jubiles, fit une profonde impression sur les rebelles, et contribua, plus qu'aucune autre cause, à alimenter les dissensions civiles.

Cette forteresse était assiégée par les troupes du marquis. Trois vieillards maures en sortirent, demandant la paix, et consentirent à sa reddition, mettant pour clauses que trois cents hommes et quinze cents femmes, composant la garnison, seraient épargnés. En conséquence, les troupes royales firent irruption aussitôt dans la place, pour se livrer au pillage, qui leur fut permis. On logea les hommes chez les habitants de la ville, et les femmes dans l'église. Cet édifice ne pouvant en contenir que cinq cents, les mille qui restaient furent forcées de passer la nuit sur la place publique. On y posta des gardes pour les protéger. Vers le milieu de la nuit, un des soldats étant amoureux d'une des jeunes mauresques, chercha à la séparer des autres; elle résista, et il l'entraîna de force. Le mari, ou son frère, qui était près d'elle, déguisé en femme, prit sa défense, et désarma le soldat. Cette lutte amena une confusion. Les troupes sortirent de leur camp; on proclama que plusieurs Maures déguisés étaient parmi les prisonnières; dans leur fureur les soldats les massacrèrent toutes. Le marquis essaya vainement d'arrêter le carnage; son autorité fut méconnue. Quand le jour parut, la fureur des égorgeurs était refroidie, et ils furent déchirés de remords, en apercevant les corps sanglants de mille femmes assassinées sans défense. Ce crime ne pourra jamais être effacé de la mémoire des hommes.

La tyrannie d'Aben Humeya contrebalança en quelque sorte l'effet que cette terrible tragédie devait produire. D'abord Aben Aboo demanda et obtint sa grâce, comme prix de sa soumission; Miguel de Rojos lui-même, beau-père du prince maure, ouvrit une négociation pour le même objet. Aben Humeya en ayant été informé, envoya chercher son beau-père, qui fut assassiné par ses gens en entrant dans sa tente. Il répudia ensuite sa femme, condamna à mort plusieurs de ses parents, et menaça du même sort son frère Diego de Royas, un de ses soutiens les plus actifs. Cette cruelle vengeance éloigna de lui plusieurs de ses plus dévoués compagnons. Comme l'armée chrétienne avançait dans les montagnes, il fut obligé de fuir d'une position à une autre, mais non pas sans perte pour ses ennemis. Dans une de ces occasions, sa mère et sa sœur tombèrent entre leurs mains, et lui-même eut beaucoup de peine à s'échapper. Une autre fois, lui, El Zagar son oncle, et Dalai, un de ses meilleurs capitaines, dormant profondément dans une retraite profonde, furent surpris par un détachement de chrétiens, et tous trois auraient certainement été pris, si le mousquet d'un des soldats n'avait été déchargé par hasard. Le bruit éveilla les deux derniers, qui sautèrent par la fenêtre, et, quoique blessés, parvinrent à s'échapper. Le roi étant réveillé par un de ses domestiques, et s'apercevant que la maison était cernée, eut recours à la ruse. Il se plaça derrière la porte qu'ils cherchaient à enfoncer; à peine étaient-ils entrés qu'il s'enfuit promptement, et disparut parmi les rochers. Mondejar pensait que la guerre tirait à sa fin, et que les fugitifs seraient infailliblement pris. Il ne savait pas que malgré leurs pertes il leur restait encore six mille hommes, presque tous déterminés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Peu de temps après, cependant, le marquis de los Velez en extermina plus de mille sur les hauteurs de la Sierra-Nevada; mais les excès des chrétiens, le peu de probité de quelques-uns de leurs chefs, la rapacité de tous, étaient tels, que les revers ne pouvaient décider les rebelles à déposer leurs armes; et plusieurs fois ils trouvèrent l'occasion de se venger amplement.

Les Maures avaient appris à leurs dépens que l'on violait les conditions d'une capitulation proposée et acceptée, que l'on pillait et massacrait les prisonniers; ils assuraient qu'on ne pouvait pas compter sur les paroles et sur les actes des chrétiens, et ces rapports fortifiaient encore la bande d'Aben Humeya. Il n'était pas moins servi par les dissensions qui s'élevaient entre les chefs chrétiens, quelques-uns penchant pour l'indulgence, les autres pour venger les atrocités commises, persistant à n'accorder aucun quartier. Philippe lui-même était tourmenté par leurs opinions contradictoires. Il vit que les deux marquis ne pourraient jamais agir franchement de concert, tant que chacun d'eux exercerait un pouvoir indépendant, et il les soumit tous deux à l'autorité de son frère naturel, don Juan d'Autriche. Un chef suprême était nécessaire pour imprimer une activité uniforme, et réprimer les excès des troupes royales. L'indignation que causaient ces excès était si grande, que plusieurs districts se révoltèrent de nouveau, après s'être soumis, et ceux qui ne s'étaient pas encore déclarés pour la cause de la rébellion accouraient lui prêter assistance. Quoique Aben Humeya parût un instant sur le bord de l'abîme, son armée était beaucoup plus nombreuse qu'à son entrée en campagne. Enhardi par ces circonstances inattendues, il rassembla dix mille hommes à Valor, et marcha sur Verja à la rencontre du marquis de los Velez. Mais, quoiqu'il se battît avec un grand courage, et fût bien soutenu, il perdit quinze cents de ses compagnons et abandonna le champ de bataille à l'ennemi. Cet échec fut suivi d'un plus grand désastre. Le pennon de Frigillana, qui était assiégé par le commandeur de Castille, fut emporté, et deux mille Maures y périrent. Les succès qui suivirent balancèrent presque ce revers. Cependant, tandis que les ressources limitées des rebelles leur permettaient à peine de réparer leurs pertes, de nouveaux renforts arrivaient au camp des chrétiens de toutes les parties de l'Espagne. Si les habitants maures de l'Albacyn avaient joint leurs frères de la montagne au quartier indiqué dans le royaume de Grenade, la lutte aurait pu se prolonger plusieurs années. Mais la vigilance du président Deza empêcha toute communication entre les deux corps. Pourtant on craignait toujours que les premiers ne se soulevassent. Pour empêcher ce mouvement on les rassembla dans les églises paroissiales, et de là on les distribua en petites troupes dans différentes villes de l'Andalousie, où, perdus parmi les chrétiens, ils cessèrent d'inspirer des craintes.

Cette vigoureuse mesure, causa à Aben Humaya un chagrin qu'augmenta encore la captivité de son père et de son frère; il négocia pour leur échange, offrant quelques-uns de ses prisonniers les plus distingués. Les négociations furent conduites secrètement, mais pas assez pour échapper à la pénétration de quelques Maures, qui, ignorant leur nature, commencèrent à soupçonner leur roi de trahison. Ce soupçon ajouté à sa cruauté dans quelques occasions, à sa tyrannie dans toutes, les porta à organiser une conspiration contre sa vie; mais comme ses partisans étaient toujours nombreux, son pouvoir sans bornes, l'exécution en fut différée jusqu'à ce qu'une circonstance favorable se présentât. Cependant le roi était fidèle à sa cause. A Valor, où le marquis de los Velez avait pénétré, il fit une vigoureuse résistance; mais malgré sa valeur, qui n'a peut-être jamais été surpassée, et ses talents supérieurs, il fut complétement défait et obligé de fuir presque seul. Ce désastre fut en quelque sorte réparé par un renfort d'Afrique et par la désertion qui se mit dans le camp du marquis; sa propre conduite cependant continuait à augmenter le nombre de ses ennemis. Ayant enlevé la maîtresse d'un de ses partisans, Diego Alguasil, le Maure offensé jura sa perte. Depuis longtemps Aben Humeya se méfiait de ses alliés les Africains, il les éloigna de son camp, en les détachant vers la frontière d'Almeria, sous les ordres d'Aben Aboo, son cousin, qui s'était encore réuni à lui. Un jour il envoya à Aboo, l'ordre de marcher avec ses Africains sur

un point qui devait être attaqué par les chrétiens. Le messager qui portait cette lettre fut égaré et assassiné par les créatures de son rival Diego, qui en écrivit une autre à Aben Aboo, et contrefit si bien l'écriture, qu'il était impossible de ne pas y être trompé. Il lui ordonnait de conduire les Africains dans une forteresse et de les faire mettre tous à mort. Aben Aboo saisi d'horreur, pouvait à peine en croire ses yeux; mais tous ses doutes cessèrent quand Diego arriva avec six mille cavaliers, jurant qu'il était lui-même envoyé pour l'aider dans l'exécution. Les chefs Africains apprirent bientôt par lui le sort qui les attendait. Ces enfants du désert se levèrent aussitôt, jurant de se venger, reconnaissant Aben Aboo pour leur chef; et expédièrent quatre cents d'entre eux, avec le nouveau roi à leur tête, au quartier général d'Aben Humaya. Les gardes leur permirent de passer, les prenant pour des alliés. Ils entrèrent dans la maison, saisirent le roi et le garrottèrent malgré ses protestations d'innocence et de dévouement à leur cause. Il fut étranglé pendant la nuit, et Aben Aboo proclamé sous le nom de Muley Addalla (1).

Le premier acte du nouveau roi qui n'avait eu aucune part aux desseins de Diego, fut d'assiéger Orguiva; mais après une vigoureuse défense, cette place fut secourue par un renfort venu de Grenade. La guerre variait maintenant dans ses chances pour chaque parti; les pertes d'un jour étaient balancées par le succès d'un autre, jusqu'à ce que don Juan, qui avait rassemblé des troupes de tous côtés, entrât enfin en campagne, décidé à terminer cette lutte par des mesures plus vigoureuses. Il divisa son armée en deux corps, l'un confié au duc de Sessa, tandis qu'avec l'autre il s'avançait pour réduire les forteresses des montagnes; elles tombèrent toutes en son pouvoir, mais lui coûtèrent tant d'hommes, qu'il fut forcé d'attendre de nouveaux secours. La soumission ou plutôt le concours d'Abaqui, un des plus habiles généraux des Maures, facilita beaucoup les progrès de l'armée royale. Pour prévenir de nouvelles insurrections, les habitants des villes nouvellement soumises furent transportés dans d'autres parties, généralement dans les villes de l'Andalousie et quelques-uns dans la nouvelle Castille. Cette mesure plus que toute autre contribua à affaiblir les rebelles et à terminer la guerre. Dans presque toutes les escarmouches, et les ennemis ne pouvaient plus espérer une action générale, les chrétiens eurent l'avantage; le succès ne fut pas moins rapide que décisif. Plusieurs des chefs maures cherchaient à se réconcilier avec Philippe par l'entremise de don Juan. Pensant que les moyens de douceur pouvaient être essayés, le prince publia une proclamation, promettant le pardon à tout rebelle qui dans l'espace de vingt jours se présenterait au camp chrétien et se soumettrait librement. Il ne paraît pas cependant que cette indulgence ait produit un grand effet. Les montagnards redoutaient tellement d'être expulsés des lieux de leur naissance, qu'ils préféraient conserver leurs armes, quoiqu'ils eussent perdu toute espérance de succès. Comme ils se retiraient de montagne en montagne, de caverne en caverne, une négociation fut entamée avec Muley lui-même, à qui l'on offrit un pardon illimité pour prix de sa soumission. Mais au milieu même de ces tristes scènes, le pouvoir était trop attrayant pour être abandonné. Et quoique le rebelle témoignât le désir de s'arranger, son but était de gagner du temps jusqu'à l'arrivée de quelques secours attendus de Barbarie. Il n'en était pas de même des autres chefs, qui voyant toute résistance inutile, désiraient s'en tirer aux meilleurs termes possibles. Albaqui se rendit au camp de don Juan, et en leur nom, lui rendit hommage comme au représentant du souverain. Mais la détermination de transporter tous les Maures hors du royaume de Grenade poussa le peuple à résister encore. Les rebelles se

(1) Les mêmes autorités.

réfugièrent sur le bord des précipices, et firent tout le mal qu'ils purent à leurs persécuteurs. Muley saisit avec empressement cette circonstance pour exaspérer son peuple et ranimer son courage. Albaquin cependant continuait à passer d'un camp à l'autre, pour terminer les négociations qui avaient été commencées. Voyant l'obstination de Muley, il s'engagea à lever quatre cents hommes et à livrer le roi, vif ou mort, entre les mains du général chrétien. Il fut trahi et assassiné par les ordres de Muley, qui rompit brusquement toute négociation avec don Juan. Alors les hostilités recommencèrent; mais le sort fut tellement contraire aux rebelles, qu'ils se trouvèrent heureux de pouvoir se réfugier dans les profondes cavernes de ces montagnes. Muley lui-même, sa femme, deux filles et six de ses partisans y cherchèrent un asile. Les troupes royales mirent, comme à l'ordinaire, le feu à une des issues, pour suffoquer ceux qui refuseraient de se rendre. Tous périrent, excepté Muley et deux autres qui, connaissant une issue secrète, parvinrent à s'échapper (1).

Presque toute cette chaîne de montagnes était maintenant dépeuplée, les Maures ayant été transportés dans d'autres parties; et comme il ne restait plus qu'une poignée de gens désespérés, presque tous bandits de profession, les chefs qui obéissaient encore à Muley lui conseillèrent de se rendre. Parmi eux il s'en trouvait deux qui avaient toujours possédé sa confiance, Abu Amer et Gonzalo Seniz, fameux chef de brigands. Un jour celui-ci intercepta une lettre adressée à l'autre, dans laquelle on lui promettait une récompense s'il livrait Muley mort ou vif à la garnison de Cadiar. Désirant lui-même se faire pardonner sa révolte et ses crimes précédents, et faire relâcher sa femme et sa fille prisonnières dans la nouvelle Castille, il pria le messager de retourner et de dire au gouverneur qu'il pouvait mieux servir la cause royale qu'Abu Amer. Ses services furent acceptés; mais avant de les rendre il eut soin de se faire assurer tout ce qu'il voulait par le président de Grenade. Cette négociation parvint à Muley, qui résolut d'en découvrir le but. Une nuit, accompagné par Abu Amer et quelques archers, il se rendit à la caverne de Seniz. Laissant sa suite à l'entrée, il se présenta seul pour ne pas éveiller de soupçons; deux Maures seulement l'attendirent, les autres allèrent voir leurs amis dans les cavernes voisines. Muley demanda à Seniz par quelle autorité et pour quel objet il avait traité avec le gouverneur de Cadiar; le chef lui répondit que c'était par sa propre autorité et pour obtenir un pardon qu'il avait déjà obtenu. Le roi lui reprocha sa trahison; ils s'échauffèrent; les complices du brigand accoururent, tuèrent un des Maures restés à l'entrée, l'autre s'enfuit. Muley alors essaya de s'échapper, mais il fut arrêté, et, dans la lutte qui suivit, Seniz lui porta à la tête un coup qui le renversa sur la terre, où ils l'achevèrent. Ils envoyèrent son cadavre à Cadiar; de là on le transporta à Grenade. Son entrée dans cette ville fut des plus extraordinaires. Soutenu par des planches, il fut placé tout droit sur une mule conduite par le gouverneur, ayant à droite Seniz à cheval, un autre homme à gauche; la marche était fermée par les Maures qui s'étaient soumis. Au milieu des salves d'artillerie, du son de la trompette, ils se rendirent sur la place, où le chef de brigands s'agenouilla pour recevoir non-seulement son pardon, mais les témoignages de la reconnaissance royale. Avec Muley s'éteignit la dernière étincelle de la rebellion (1).

Le fait le plus important de la vie privée

(1) Marmol Carjaval, *Historia del Rebellion*, etc., t. II. Cabrera, *Historia de Felipe II*. Herrera, *Historia del Mundo*. Nec non, Vanderhammen, *don Felipe el Prudente* (sub propriis annis). Ferreras, *Histoire générale*, t. X.

(1) Mêmes autorités. Seniz obtint une pension du roi et s'établit à Valladolid; mais ensuite ayant repris son ancien genre de vie, il fut arrêté et écartelé.

de Philippe fut ensuite le sort de son fils aîné don Carlos. Ce prince, né en 1545, était d'un caractère fier, et désordonné dans sa conduite ; à dix-sept ans, il eut un accident qui fut sans doute la cause de tous ses malheurs. Un jour, pendant qu'il était à l'université d'Alcala, il tomba du haut des escaliers et resta quelque temps étendu, étourdi par le coup. N'ayant aucune blessure extérieure, les médecins espérèrent qu'il se rétablirait promptement ; mais, peu de jours après, il fut saisi d'une fièvre inquiétante qui leur prouva que l'intérieur avait été fortement attaqué; la fièvre et le délire augmentaient; le roi fut appelé et toute espérance abandonnée. Dans cette extrémité, lorsque les secours humains paraissaient impuissants, on eut recours à ceux de saint Diego d'Alcala, que le jeune prince avait toujours particulièrement révéré. Le cadavre sacré fut exhumé et porté dans la chambre de don Carlos, dont les mains furent dévotement placées dessus, sa bouche implorait le saint, tandis qu'une partie du linceul couvrait sa figure enflammée par la fièvre. Tandis que les moines en procession renfermaient les reliques dans le cercueil, le prince tomba dans un profond sommeil pendant lequel, dit-on, le saint lui apparut et lui assura une prompte guérison. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que cette prédiction ne tarda pas à s'accomplir. Malheureusement le saint ne put guérir que le corps, et de ce moment commença l'égarement périodique du malade, et cette excentricité de manières si incompatible avec une intelligence saine. A mesure qu'il avança en âge, don Carlos montra son humeur capricieuse, tombant quelquefois dans les transports les plus étranges. Dégoûté du régime salutaire qu'il était obligé de suivre, il méditait toujours une fuite dans les Pays-Bas, où il espérait gouverner à plaisir; mais ces malheureuses provinces furent heureusement préservées de sa présence. Ses projets ayant été dénoncés, on en empêcha l'exécution. Rien ne prouve mieux le triste état de son esprit que sa conduite avec le duc d'Albe; quand ce seigneur, nommé au gouvernement des Pays-Bas, alla prendre congé, le prince dit que cette dignité n'appartenait qu'à lui-même, et qu'il ôterait la vie à celui qui chercherait à l'usurper. Albe essaya vainement de le calmer; dans sa fureur, Carlos tira un poignard, et en aurait sans doute frappé le duc si celui-ci ne s'était emparé de ses mains et ne l'avait tenu jusqu'à l'arrivée de quelques personnes de la maison du prince. Un de ses passe-temps favoris était de courir les rues la nuit, exposant sa personne d'une manière indécente. Une nuit, tandis qu'il passait sous les fenêtres d'une maison, quelques ordures tombèrent sur lui; dans un transport de rage, il ordonna à un de ses serviteurs de pénétrer dans la maison, d'y mettre le feu et de tuer tous ceux qu'elle renfermait. Le domestique fut forcé d'entrer pour le calmer; mais il retourna aussitôt, disant qu'on administrait le saint sacrement à un malade, et qu'il ne pouvait décemment tuer personne en présence de la Divinité, excuse dont le prince se contenta. Une autre fois, on lui porta une paire de bottes qu'il trouva trop étroites; il les coupa en morceaux, dont il fit avaler plusieurs au pauvre ouvrier. Un jour, son chambellan, don Alphonse de Cordova, frère du marquis de las Navas, étant appelé par la sonnette, ne put arriver assez vite; il le prit dans ses bras, jura de le jeter par la fenêtre, et s'avança pour exécuter cette menace, quand les cris de don Alphonse appelèrent les domestiques à son secours. Un acteur ambulant nommé Cisneros avait été banni de Madrid par le président Spinosa; Carlos désira qu'il remplît un rôle dans une pièce qu'il voulait faire représenter chez lui. Le comédien refusa dans la crainte du commissaire. La première fois que le prince rencontra Spinosa, il le saisit au collet, tandis que de l'autre main il levait un poignard, lui criant : « Ainsi vous avez empêché Cisneros de venir à Madrid! Par la vie de mon père, je vous tuerai. » Le juge terrifié se jeta à ses genoux et demanda si humblement pardon qu'il finit par l'obtenir. Étant un jour dans une forêt voisine avec son gouverneur,

don Garcias de Tolède, qu'il haïssait parce qu'il s'opposait à ses extravagances, il voulut tuer ce seigneur, qui heureusement parvint à se sauver et alla en instruire le roi. Sa conduite envers ses serviteurs était intolérable. Par cruauté ou par caprice il en frappa plusieurs, en estropia d'autres, sans que les remontrances de son père et de son confesseur fissent aucune impression sur lui. Il détestait le roi, parce que, connaissant son infirmité, Philippe ne voulait pas lui permettre de se mêler des affaires. A la fin il fut découvert au moment où il se préparait à fuir dans les Pays-Bas pour se placer à la tête des insurgés ; le roi pensa alors qu'il était nécessaire de faire ce qu'il aurait dû faire depuis longtemps, de placer une garde près de son fils. Il n'adopta pas cependant cet expédient sans l'avis de ses meilleurs conseillers. Dans la nuit du 19 janvier 1568, accompagné de quatre seigneurs de la cour et de quelques hommes armés, il se rendit dans l'appartement de son fils, prit ses papiers, son épée, ses couteaux et tout ce qui pouvait être dangereux pour lui, l'assurant en même temps qu'il ne désirait que son bien-être. Il confia le soin du prince à six gentilshommes des plus nobles familles d'Espagne, deux desquels ne devaient le quitter ni nuit ni jour, et le plaça sous les ordres du duc de Feria et du prince d'Evoli. Cette mesure, quoique tendant à un but légitime, ne produisit pas un bon effet. Carlos devint sombre et obstiné, et ses accès furent plus fréquents et plus capricieux ; il se promenait tout nu dans ses appartements, se privant de nourriture ou mangeant avec voracité, buvant une quantité immodérée de l'eau la plus froide, dérobant de la glace pour la cacher dans son lit, et dévorant les fruits les plus acides. Il subit bientôt les infaillibles conséquences d'un tel régime; son estomac ne put retenir les aliments les plus légers, moins encore les médicaments qui lui furent administrés. Il fut atteint d'une fièvre maligne, et, averti qu'il fallait se préparer à mourir, il demanda à voir son père, implora humblement sa grâce, et obtint sa bénédiction ; il reçut aussi le saint sacrement, recommanda son âme à Dieu, et mourut le 24 juillet 1568.

Le sort de ce prince insensé a excité la commisération, qui s'est manifestée par des attaques contre la mémoire de son père. On a dit que Philippe était le rival de son fils dans les affections d'une princesse française ; qu'une fois devenue reine d'Espagne, cette fille de France aima don Carlos et détesta le roi; que la jalousie porta le monarque à traiter le jeune prince de la manière la plus tyrannique ; qu'il fut persécuté par l'inquisition, et enfin empoisonné par l'ordre de son père. Ces fables n'ont pas même l'ombre de la vérité. D'après les auteurs contemporains d'Espagne, Philippe se conduisit avec la plus grande modération envers un fils qui n'était fait que pour une maison de fous (1).

Mais si l'impartiale équité acquitte Philippe de ce crime et ne peut même l'accuser d'une injuste sévérité envers son fils, il n'est pas possible de se prononcer ainsi à l'égard de deux circonstances qui ont été soigneusement ensevelies dans l'obscurité. Il s'agit des assassinats de Jean d'Escovedo, secrétaire de don Juan d'Autriche, et de la persécution d'Antonio Perez, secrétaire d'état de Philippe. Le premier, qui avait été envoyé à Madrid par son maître, fut assassiné au mois de mars 1578 ; on permit aux assassins de s'échapper en Italie; ils furent ensuite employés au service d'un des vice-rois napolitains. On ne peut douter qu'ils ne fussent payés par Antonio Perez, d'après sa propre confession. Mais quel intérêt avait-il, quelle vengeance à satisfaire par un pareil crime ? La même confession révéla plusieurs circonstances relatives à cette tragédie, et jeta

---

(1) Cabrera, *Historia del rey de España don Felipe*. Vanderhammen, *don Felipe el Prudente* (sub propriis annis). Gregorio Leti, *Vita di Philippo II*, t. I. Herrera, *Historia del Mundo en el tiempo del rey don Phelipe II*, parte I. Juan Lopez, *Vida del principe don Carlos*, passim. Ferreras, *Histoire générale*, t. IX (cum multis aliis).

tout le blâme sur le roi, sans que l'on puisse douter de la vérité. La cause la plus probable que l'on puisse assigner à un pareil acte, c'est qu'Escovedo était l'agent du prince dans les projets ambitieux qu'il avait formés. Il est certain, par des lettres des Pays-Bas, qu'il avait persuadé à son maître d'aspirer à la main d'Élisabeth, reine d'Angleterre, et qu'il passa deux mois en Angleterre, essayant d'entamer des négociations pour cet objet. Quelque ténébreuse que soit cette affaire, l'arrestation d'Antoine Perez, l'année suivante, est enveloppée dans une plus grande obscurité. Le motif apparent de cette arrestation fut le meurtre d'Escovedo; mais, comme la princesse d'Evoli, chez laquelle Perez avait un libre accès, et qui n'avait jamais été impliquée dans ce crime, fut arrêtée en même temps, ce fut évidemment un prétexte pour cacher la véritable cause. Parmi les différentes conjectures qui ont été faites à ce sujet, deux seulement méritent quelque crédit. On a dit que Perez avait été assez imprudent pour laisser deviner la part que Philippe avait prise à la mort d'Escovedo; on a prétendu aussi qu'il était dans la plus grande intimité avec la princesse, objet de l'affection royale. Il fallait certainement quelque puissante raison pour éveiller le ressentiment du monarque, et ces deux explications peuvent être admises. D'autres accusations furent portées contre Perez, comme de mauvaise administration, ou de trahison des secrets d'état; mais elles sont trop faiblement appuyées pour que l'attention s'y arrête. On ordonna une enquête sur sa conduite, et il fut condamné à deux années de prison, huit ans d'exil de la cour, et à une forte amende. D'abord sa maison lui fut assignée pour prison; il fut ensuite transféré dans une forteresse, mais sa femme lui fournit le moyen de s'échapper par une fenêtre, et il gagna l'Aragon avant que l'on pût l'atteindre. La rage de Philippe dans cette occasion prouve qu'il s'était livré à la discrétion de ce ministre. Comme, en vertu des lois de l'Aragon, le fugitif en appelait à la justice, demandant qu'on lui fît son procès, le monarque fut un instant embarrassé; mais bientôt méprisant l'autorité de la justice, les libertés du peuple, et son serment de les maintenir, il ordonna aux magistrats de Catalogne d'arrêter le secrétaire et de le renfermer dans la prison de Saragosse. Cette infraction à la constitution n'était pas moins arbitraire qu'insultante pour les Aragonais; le cri de *contrafuero!* ou infraction aux privilèges, s'éleva partout. Le peuple se souleva et enleva le prisonnier. En même temps Philippe avait recours à un expédient qu'il espérait devoir être décisif. Perez était en correspondance avec Catherine, sœur d'Henri IV, princesse protestante qui gouvernait le Béarn; on en tira la conséquence logique qu'il était aussi protestant dans le cœur. Cette conclusion fut trouvée légitime et irréfutable par le conseil de l'inquisition, que le roi avait fait assembler à cet effet. Des ordres furent aussitôt expédiés aux inquisiteurs de l'Aragon pour transporter le fugitif dans leur donjon, et cet ordre fut exécuté; la justice protesta contre cette infraction aux privilèges, et le peuple encouragé traîna le marquis d'Almenera, ministre de Philippe, à la prison publique de Saragosse. Le ressentiment contre ce seigneur provenait d'abord de ce qu'il était étranger, et ensuite l'instrument passif de la couronne. Peu d'heures après son emprisonnement, il mourut des suites des mauvais traitements qu'il avait subis. La première mesure des rebelles fut d'investir l'inquisition, et d'arracher Perez aux mains de ce tribunal; quelques personnes perdirent la vie dans le tumulte. Philippe n'apprit pas plus tôt ces nouvelles, qu'il fit marcher une nombreuse armée pour punir les rebelles; c'était encore violer les privilèges nationaux. Le *justiça* appela les municipalités à la défense de leur liberté outragée, mais cet appel ne fut que faiblement entendu. Quelques hommes levés à la hâte et conduits par le *justiça* s'enfuirent à l'approche des troupes royales, et le malheureux seigneur, dont le courage dans cette occasion devait lui assurer le respect de la postérité, fut immédiatement saisi et exécuté par les ordres du monarque tyranni-

que. Au milieu de cette confusion, Perez parvint à s'échapper vers les Pyrénées (1).

Philippe mourut au mois de septembre 1598, au palais de l'Escurial, dont il est le fondateur, et qui est le plus beau monument de son règne. Ses actions peignent assez son caractère. Il est trop vrai qu'il était sombre et cruel, qu'il ne permettait ni liberté civile ni tolérance religieuse, et qu'il était soupçonneux et vindicatif. A son retour en Espagne, aussitôt après l'abdication de son père, un incident qui le caractérise eut lieu à Valladolid. Il assistait à un auto-da-fé avec une suite nombreuse; quand les condamnés arrivèrent à l'endroit où le feu et les fagots les attendaient, l'un d'eux, officier de distinction, demanda au roi comment il avait le courage de contempler les tortures de son peuple: « Mon fils même, répliqua le tyran, subirait le même sort s'il était un misérable hérétique comme toi. » Quand l'archevêque de Tolède, don Bartolomeo de Carranga, fut arrêté comme convaincu d'hérésie, le roi écrivit aux inquisiteurs, leur recommandant de n'avoir aucun égard aux personnes, quelque élevées qu'elles fussent, mais de procéder contre son fils même, si jamais il osait douter de l'infaillibilité de l'Église. Malgré de pareils témoignages, il a été injustement traité par les écrivains français et même par les anglais. Son ambition fut certainement élevée et sa foi sincère. Il avait des talents; et, quant à la prudence, personne ne pouvait rivaliser avec lui. Son application aux affaires publiques et aux intérêts de son pays a été surpassée par peu de monarques. Ses habitudes étaient régulières, sa tempérance est proverbiale; sa force de caractère, qu'il eut souvent occasion de montrer, était admirable; et, en général, il était gouverné par la plus stricte justice. Son zèle religieux, quelque emporté qu'il fût, était fondé sur les convictions les plus intimes, et ses actes arbitraires provinrent de ses idées sur l'autorité royale. Il fut estimé par quelques-uns de ses sujets, redouté par plusieurs; beaucoup le haïrent, et nul ne l'aima.

De la dernière de ses quatre femmes, Anne d'Autriche, il laissa un fils qui régna après lui sous le nom de Philippe III. Ses autres enfants mâles le précédèrent dans la tombe; deux filles lui survécurent (1).

§ III. Philippe III.

(1598-1621.)

Les deux règnes précédents étant les plus importants dans l'histoire moderne d'Espagne ont dû occuper la plus grande partie de notre attention; mais comme avec Philippe II finit la splendeur du royaume, qui de cette époque décline avec une effrayante rapidité; comme dans ce chapitre il n'y a guère à raconter que les actes d'autorité de quelques indignes favoris, le désordre de la cour, la faiblesse du gouverneur, notre tâche sera bientôt remplie.

Le premier courtisan auquel furent confiées les destinées de la Péninsule fut le duc de Lerme; mais comme il n'avait de talents ni pour la paix ni pour la guerre, le fardeau de l'administration reposait sur un

(1) Les mêmes autorités dans ces transactions, Ferreras, t. x, p. 169, défend Philippe dans cette circonstance.

(1) Vanderhammen, Cabrera, Herrera, Leti, Ferreras et plusieurs autres.

aventurier, Rodrigo Calderon, l'un de ses pages. Dans sa politique intérieure, si sa conduite imbécile mérite ce nom, la circonstance la plus remarquable est l'expulsion des Maures de Valence, de l'Andalousie, de la nouvelle Castille et de Grenade. Le lecteur a vu comment, pendant et après la rebellion, ces infidèles convertis furent transportés hors de Grenade et dispersés parmi les habitants chrétiens des cantons voisins On pouvait à peine espérer la tranquillité de ces mesures arbitraires. Les Maures, sentant qu'ils avaient été traités avec autant de perfidie que de cruauté, ne respiraient que vengeance. Ils renouvelèrent alors leur correspondance avec les princes africains et le grand seigneur qu'ils pressaient continuellement d'envahir la Péninsule, et auquel ils promettaient de se soulever au premier signal. Quoiqu'ils fussent forcés d'assister à la messe, en secret ils faisaient amende pour la violation de leur foi, en observant les rites de leur religion et en insultant ceux qu'ils avaient été forcés d'honorer de bouche. Nous pouvons ajouter que leurs insurrections se renouvelaient souvent dans les endroits où les autorités étaient en petit nombre ou sans pouvoir, principalement quand la justice atteignait un de leurs frères convaincu d'apostasie. Ces circonstances furent rapportées au conseil royal, et l'expulsion des Maures ordonnée sans que l'on songeât au dommage qui en résulterait pour le commerce et l'agriculture. Les Maures étant de beaucoup la partie la plus industrieuse de la population, la perte de tant de bras et de tant de capitaux devait nécessairement ébranler les fondements de la prospérité nationale; peut-être cependant l'avantage résultant de l'industrie de ce peuple était-il balancé par les conséquences déjà mentionnées, et leur bannissement était-il nécessaire. Il aurait pourtant été à souhaiter que l'on pût calmer leur exaspération et entretenir leur bonne volonté ; mais, dans la disposition d'esprit où les avait jetés le souvenir des maux ou des injures passées, toute ouverture à cet égard aurait été reçue avec mépris. On avait eu de grands torts envers eux, et les conséquences étaient inévitables. Dans le commencement, au lieu de les marquer du sceau de l'infamie, on aurait dû tolérer secrètement leurs erreurs. On traitait avec hauteur les convertis, on ne leur laissait aucune espérance de sortir de cet état de dégradation et de s'élever jamais au niveau des chrétiens. Quel encouragement la religion offrait-elle alors à ce peuple fier et outragé? La flétrissure imprimée aux choses que notre conscience approuve produit l'exaspération, et la trahison suit naturellement l'exaspération. Je suis persuadé, dit Navarete, que si les Maures n'avaient pas été traités avec tant de rigueur, ils se fussent tous soumis à la religion catholique; ils l'envisageaient avec horreur, parce que, même en s'y conformant, ils étaient repoussés avec autant de mépris qu'auparavant, et n'apercevaient pas que le temps effaçât jamais la tache de leur origine. La politique erronée qui causa leur persécution puisait sa source dans des préjugés bien enracinés qu'il fallait satisfaire par leur expulsion. Ces considérations cependant n'eurent sans doute aucune influence sur le gouvernement. Le roi disait qu'il aimerait mieux ne pas avoir de sujets que de régner sur des infidèles; ces paroles furent applaudies par les courtisans, et des ordres datés de septembre 1609 expédiés au capitaine-général, pour faire embarquer les Maures à bord des galères préparées pour eux, et les transporter sur les côtes d'Afrique. Ceux de Valence, au nombre de cent cinquante mille, furent les premiers expulsés; ils furent suivis par leurs frères des autres provinces, qui, dans plusieurs villes, résistèrent vigoureusement. Six cent mille individus au moins furent ainsi arrachés de leurs foyers. Une infinité d'autres Maures, sous les habits de chrétiens, se répandirent en Catalogne et dans le midi de la France, et un grand nombre d'enfants eurent la permission de rester, étant nés de Maures et de chrétiens. Ceux qui débarquèrent en Afrique furent traités avec l'inhumanité caractéristique du peuple le plus perfide et le plus cruel de la terre.

En 1618, le duc de Lerme tomba dans la disgrâce, et le véritable ministre, don Rodrigo Calderon, qui avait été décoré de plusieurs titres, fut emprisonné et appliqué à la torture, jugé et condamné à mort ; mais le roi mourut avant que la sentence fût exécutée. Philippe IV cependant ordonna que Calderon fût décapité. L'éloignement du duc ne servit qu'à faire place à un autre ministre aussi imbécile et aussi indigne que lui; mais le roi ne s'occupait pas de ceux qui maniaient le pouvoir, pourvu qu'il ne fût pas troublé par les affaires de l'État, et qu'il lui fût permis d'avoir ses femmes, ses plaisirs, de pourvoir aux fantaisies de ses maîtresses et de ses favoris. Vers la fin de son règne, pourtant, il parut prendre quelque intérêt aux rapports du conseil, qui songeait maintenant à trouver quelques expédients pour encourager la population décroissant rapidement, et rétablir l'industrie expirante. Ces moyens étaient la diminution des impôts qui pesaient sur l'agriculture, la résidence forcée des nobles au milieu de leurs vassaux et tenanciers, l'expulsion d'une armée d'employés, la suppression des donations faites aux favoris, la remise en vigueur d'une ancienne loi somptuaire et la diminution graduelle des monastères. Mais quoiqu'il approuvât ces mesures, Philippe n'avait pas assez de vigueur pour les faire exécuter.

Les transactions étrangères de ce règne sont trop peu importantes pour nous occuper, à supposer même qu'elles pussent être comprises dans ce résumé. Afin de se venger des hostilités de la marine anglaise, une expédition fut envoyée en Irlande pour soulever les habitants contre le gouvernement; mais elle fut anéantie à Kensale. Dans les Pays-Bas la guerre continuait avec peu de succès pour le duc Albert, jusqu'en 1609, que l'indépendance des provinces réunies fut reconnue par un traité. L'Espagne fut continuellement en paix avec la France ; et ses rapports furent fortifiés par le double mariage du prince des Asturies avec Isabelle de Bourbon, et de Louis XIII avec l'infante Anne, fille aînée du monarque espagnol. Avec les Vénitiens, les Turcs et les Maures d'Afrique, il y eut quelques engagements qui n'amenèrent rien de décisif. L'Espagne retint toujours le duché de Milan, le royaume de Naples, de Sicile, de Sardaigne, et les forteresses de la côte d'Afrique.

Philippe mourut le 31 mars 1621. Outre son successeur, et Anne, reine de France, il laissa Marie reine de Hongrie, don Carlos et don Fernando, qui entra dans l'Église et parvint à la dignité de cardinal. Il se signala surtout par son imbécilité, sa dissipation et sa paresse. Quoiqu'il parût bien intentionné, il fut le fléau du pays qu'il gouverna.

§ IV. Philippe IV.

(1621-1665).

Philippe n'avait que dix-sept ans quand il monta sur le trône, et, comme son père, il commença par abandonner les rênes du gouvernement à un indigne favori. Ce fut le comte d'Olivarès, qui avait été gentilhomme de la chambre du prince des Asturies. Ce fier courtisan commença sa carrière par renvoyer du ministère son bienfaiteur, le duc d'Ucéda, et par rappeler de la vice-royauté de Naples le vaillant don Pedro de Giron, duc d'Ossuna. Tous ceux qui possédaient des talents, de la popularité ou les faveurs du roi, étaient l'objet de sa jalousie et souvent des plus cruelles persécutions; tous les serviteurs de l'ancien gouvernement furent renvoyés ou emprisonnés pour

faire place à des créatures encore plus indignes, s'il était possible ; il est pourtant certain qu'en révoquant plusieurs donations exorbitantes faites par les derniers souverains, en renvoyant les deux tiers des employés, en forçant plusieurs nobles à résider dans le pays, en mettant en vigueur la loi somptuaire et plusieurs autres mesures, il augmenta les revenus de la couronne; mais ces mesures ne furent que temporaires : le ministre était trop corrompu pour persévérer dans aucune marche avantageuse au public; il n'avait en vue que ses profits personnels et ceux de ses créatures, et jamais il n'aurait pensé à réformer un abus, s'il n'y avait été forcé par la clameur publique. Quand il eut acquis quelque réputation par ces mesures, il dépassa de beaucoup ses prédécesseurs même dans la voie de la corruption. On l'accuse d'avoir été cause de l'assassinat de son oncle, qui possédait une plus grande part de la confiance royale qu'il ne l'aurait désiré. On peut imaginer à quel point l'Espagne pouvait fleurir sous de tels princes et avec une semblable administration. L'agriculture, le commerce, les arts mécaniques, et par conséquent les ressources du pays, déclinaient de la même manière, et cependant, tandis que la masse du peuple languissait dans la pauvreté, la cour étalait plus de splendeur que jamais. La réception du prince de Galles et de son compagnon le duc de Buckingham, qui, poussés par des idées romanesques, se rendirent à Madrid sous un déguisement afin de voir la princesse Marie que le prince désirait épouser, coûta des sommes énormes, inutilement prodiguées, puisque Charles obtint la main d'une princesse française. Une des causes de la rupture de l'alliance projetée fut sans doute le zèle religieux de la cour d'Espagne; mais on peut croire aussi que la légèreté de Buckingham dégoûta la famille royale. L'élection du roi de Hongrie comme roi des Romains occasionna des fêtes encore plus coûteuses; car Philippe voulait célébrer splendidement l'élévation de ce prince, son beau-frère. Si nous ajoutons à ces folies l'argent envoyé hors du royaume pour secourir l'empereur d'Allemagne dans la guerre avec Gustave-Adolphe de Suède, on ne sera pas étonné du mécontentement que causait à la nation la conduite de Philippe et de ses ministres. Il fallait une patience plus qu'humaine pour contempler de sang-froid, d'un côté des milliers d'ouvriers demandant en vain de l'ouvrage et périssant de misère, tandis que les fêtes, les spectacles, les pantomimes et les plaisirs les plus dispendieux se succédaient journellement dans la capitale; les plaintes et les murmures furent méprisés, jusqu'à ce que les Catalans se déclarèrent ouvertement contre l'infâme ministre (1).

Les exorbitantes dépenses de la cour ne furent pas les seules causes de l'insurrection des Catalans. A la fin d'une guerre avec la France, guerre dont nous parlerons plus tard, les troupes furent établies sur les frontières septentrionales aux frais des habitants, chez lesquels ils étaient logés, pour empêcher que l'ennemi ne recommençât les hostilités. Cette ordonnance était aussi injuste qu'arbitraire. Le peuple se plaignit, observant qu'il n'était obligé ni par les lois, ni par les coutumes, à fournir aux soldats plus que le lit, le feu, l'eau et le sel, encore seulement quand ils étaient en marche. En réponse, le vice-roi ordonna de faire exécuter l'ordonnance. Si à cela nous ajoutons le désir que le ministre avait toujours témoigné d'abolir ou au moins de violer les priviléges de la principauté, que Philippe lui-même pendant les cinq premières années de son règne avait différé de visiter Barcelone, et de prêter

(1) Pour tous ces détails et la plus grande partie du règne, suivant nous ne connaissons aucune autorité nationale. Les écrivains français ne peuvent pas être pris pour guides. Notre autorité espagnole est Ortiz, t. VI, l. XX. Il se plaint des difficultés qu'il a eues à raconter les événements de cette époque; difficultés, dit-il, qui auraient été insurmontables sans les manuscrits de la bibliothèque royale de Madrid et sa collection privée.

le serment accoutumé, nous ne serons pas surpris qu'un peuple, qui dans tous les siècles se montra fier de ses droits, fût vivement irrité contre de telles atteintes. D'abord, les paysans sur lesquels le fardeau pesait le plus lourdement se contentèrent de chasser les troupes; mais quand elles firent résistance, il y eut des hommes tués des deux côtés. Les chefs furent emprisonnés ou condamnés à des amendes. Pour les délivrer, des bandes formidables accoururent à Barcelone, résidence du vice-roi; le crucifix à la main elles enfoncèrent les prisons, commirent des excès dans la ville, maltraitèrent les officiers et tuèrent le vice-roi lui-même lorsqu'il cherchait à s'échapper par mer. Quoique les habitants de Barcelone approuvassent la résistance à la tyrannie royale, la présence de ces bandes fut loin de leur être agréable. Les paysans ne tardèrent cependant pas à retourner à leurs villages respectifs. Ces scènes, et l'opposition des Catalans aux ordonnances d'Olivarès, auraient pu lui fournir une utile leçon; mais il était incapable de profiter de l'expérience. Ne connaissant pas le caractère indomptable du peuple, il envoya le duc de Cordoue en remplacement du vice-roi, avec des instructions pour faire exécuter les mesures tant détestées. Le duc ne survécut pas longtemps à sa nomination, et sa mort fut le signal des plus grands désordres. Les députés envoyés par les seigneurs ne purent voir le roi, et le marquis de los Velez à la tête d'une armée fut dépêché pour réduire les rebelles. Sachant bien qu'ils ne pourraient résister aux forces royales, ils implorèrent l'appui de la France. Le secours fut immédiatement promis; mais comme il n'arrivait pas assez vite, toutes les communes s'armèrent, à l'exception de la cité de Tortose. Ce n'est pas tout, prétendant que le roi, en violant leurs priviléges, avait rompu son contrat avec eux, et par conséquent renoncé à tous ses droits à leur obéissance, les insurgés proclamèrent une république. Mais le marquis, ayant réduit plusieurs forteresses, s'avançait rapidement, menaçant la capitale de sa vengeance; la nouvelle république fut bientôt détruite par ceux qui l'avaient créée, et Louis XIII proclamé comte de Barcelone. Le marquis, convaincu que la violence ne soumettrait pas les fiers Catalans, obtint que le roi révoquât l'odieuse ordonnance; et une lettre pleine de douceur fut adressée au peuple pour l'engager à renouveler son hommage à son indulgent souverain. Les députés, dont la conduite devint coupable dès ce moment, refusèrent d'obéir à cette invitation et même de faire une réponse, jusqu'à ce que les troupes fussent rappelées. Le marquis dédaigna ces conditions; il investit Montjuich, forteresse qui dominait la capitale; mais il fut repoussé. Dans le même temps, le monarque français acceptait la dignité offerte à des conditions qui lui donnaient seulement la protection de la province sans lui laisser la moindre influence. De la sorte, la Catalogne était en réalité transformée en république sous le nom de principauté. Ce n'était pas que Louis eût l'intention de se soumettre à de telles conditions; ses historiographes eux-mêmes avouent sa duplicité et la perfidie à laquelle il était excité par son ambassadeur d'Argenton : il était résolu à prononcer l'annulation de ses engagements à la première occasion favorable. Après le traité, cinq mille Français passèrent les Pyrénées. Taragone, qui tenait pour le roi et où toutes les forces étaient concentrées, fut investie, mais bientôt délivrée par les renforts qui arrivèrent de la Castille pour faire face à l'ennemi. Près de douze mille hommes accoururent de France au secours de leurs compatriotes, et Louis lui-même s'avança jusqu'aux frontières du Roussillon pour diriger leurs opérations. Philippe, voulant conduire la guerre en personne, quitta Madrid et marcha à la tête d'une force considérable; mais il s'arrêta en route sous prétexte d'attendre Olivarès, qui n'était nullement pressé de le joindre. Le fait est que le roi ni le ministre n'avaient assez de courage pour rencontrer l'ennemi. Le premier attendit tranquillement jusqu'à ce que la saison fût trop avancée

pour commencer la campagne, et retourna à Madrid, où il témoigna le plus grand mécontentement de la conduite du ministre. Pendant ce temps, l'armée française s'emparait de plusieurs places importantes. Pour contrebalancer ces progrès, Olivarès forma dans le centre de la France une conspiration tendante à faire chasser le ministre cardinal de Richelieu et même à détrôner Louis; mais elle fut découverte, et son principal chef décapité. Une mort naturelle enleva bientôt le cardinal; mais son successeur, Mazarin, qui succéda aussi à sa politique machiavélique, continua la guerre; elle languit plusieurs années sans aucun succès décisif pour aucun des partis, jusqu'à ce que les habitants, fatigués du joug français se joignirent aux Castillans. Que ce changement fût dù à la hauteur de leurs alliés ou à l'inconstance populaire, ou plus probablement à ces deux causes, la fortune n'en commença pas moins à favoriser les armes de Philippe. Cependant la guerre avec les Pays-Bas et le Portugal, de laquelle nous allons dire un mot, rendait la cour impatiente de conclure la paix. Ce désir était partagé par Mazarin, dont les ressources étaient presque épuisées par de si longues hostilités. En 1660, les plénipotentiaires des deux puissances s'assemblèrent à Saint-Jean de Luz, et après trois mois de débats les souverains respectifs signèrent les conditions de paix. Suivant une ligne de démarcation tirée par le savant Pierre de Marca conjointement avec les commissaires français et espagnols, tout le Roussillon et Conflans furent compris dans le territoire français. Ce démembrement et la cession de plusieurs forteresses des Pays-Bas ne paraissent avoir affligé nullement les Espagnols. Par d'autres articles, les Catalans reçurent leur pardon, et leurs privilèges furent reconnus inviolables. La circonstance la plus remarquable de ce traité, connu sous le nom de traité des Pyrénées, fut le mariage de l'infante Marie-Thérèse, fille aînée de Philippe, avec le jeune Louis XIV. A cette occasion, pour prévenir l'union de deux royaumes aussi pussants, Louis fut obligé de renoncer pour lui ou pour ses successeurs à tout droit à la couronne d'Espagne; la suite prouvera qu'il n'était pas disposé à tenir cet engagement, malgré la solennité avec laquelle il fut contracté (1).

L'insurrection du Portugal commença avec celle des Catalans. Nous ne pouvons entrer ici dans l'examen des causes qui la produisirent, ou des circonstances qui firent éclater cet amour de la liberté (2). Il suffira de dire que les Portugais mécontents, méprisant le souverain de Madrid et brûlant de faire reconnaître leur indépendance, proclamèrent le duc de Bragance sous le nom de Jean IV, et que dans plusieurs engagements ils soutinrent noblement cette résolution. Secourus par leurs alliés français, hollandais et anglais, ils continuèrent la guerre avec valeur et succès jusqu'en 1664. A la bataille de Vallaviciosa, ils portèrent un coup si terrible à la puissance de Philippe, qu'il fut forcé d'abandonner précipitamment les hostilités. Ce désastre fut une des causes de la disgrâce d'Olivarès. Rien ne prouve mieux le pouvoir sans bornes de ce ministre, et la criminelle négligence du roi, que sa longue ignorance des événements du Portugal. Enfin, craignant de les lui cacher plus longtemps, Olivarès lui dit un jour d'un air insouciant: « Le duc de Bragance est devenu fou; il s'est fait proclamer roi de Portugal. Cette extravagance rapportera à votre majesté douze millions en confiscations. » Le roi dit pour toute réponse: « Il faut mettre fin à ces désordres. » Cependant les représentations de la reine, la rébellion du duc de Medina Sidonia, neveu du minis-

(1) Ortiz, *Compendio de la Historia de España*, t. VI, lib. XX. Coxe, *Mémoires des rois d'Espagne de la famille de Bourbon*, introduction. Marca, *Limes Hispanicus*, l. I-IV.

L'ouvrage de Coxe lui fait honneur. Il est intéressant; il est vrai aussi, quand l'auteur ne suit pas aveuglément ses guides français.

(2) Voyez l'*Histoire de Portugal* dans la *Collection des Historiens européens*.

tre, déterminèrent Philippe à exiler Olivarès de la cour; mais le royaume ne gagna rien à un changement de favori (1).

Pendant son long règne, Philippe fut souvent en guerre avec l'Angleterre, la France et la Hollande. Les Anglais lui enlevèrent la Jamaïque, ravagèrent les alentours de Cadix, soutinrent les Portugais dans leurs efforts pour reconquérir leur indépendance, et s'allièrent quelquefois avec les autres puissances pour épuiser l'Espagne encore davantage. Les Hollandais firent de terribles ravages sur les côtes d'Amérique, et enlevèrent un immense butin. La France étendit ses possessions en Italie et dans les Pays-Bas; mais par le traité des Pyrénées elle abandonna ses conquêtes d'Italie, de sorte que Milan et Naples restèrent à l'Espagne. Naples cependant, sous la domination espagnole, reçut un choc terrible, en 1646, par la révolte du pêcheur Thomas Aniello, connu sous le nom de Masaniello. Le peuple, étant mécontent des taxes imposées par les vice-rois, particulièrement d'une nouvelle imposition que le duc d'Arcos venait de mettre sur les plus basses classes, Masaniello saisit cette occasion, souleva la populace, délivra les prisonniers, et força le duc d'abolir l'odieux impôt. Cette concession ne satisfit pas les Napolitains; ils nommèrent Aniello capitaine-général, et restèrent sous les armes, faisant entendre qu'ils voulaient jouir des mêmes priviléges que les nobles, et que le prix des provisions fût fixé par un de leurs députés. Comme on ne satisfit pas aussitôt à ces demandes déraisonnables, ils se répandirent dans la ville, pillèrent et brûlèrent les maisons de tous ceux qu'ils croyaient opposés à leur cause, renversèrent les gardes, saisirent l'artillerie, et investirent leur chef d'un pouvoir illimité, tel qu'un monarque le plus absolu n'aurait osé l'exercer. D'abord il se laissa guider par la raison, mais il devint orgueilleux, abusa de son autorité et ne montra aucune inclination à reprendre son premier état comme ses compagnons l'avaient espéré. Quels que fussent les avantages par eux obtenus, ils ne purent contempler sans envie l'élévation d'un homme sorti de leurs rangs; ses cruautés les remplirent de terreur et de haine; car rien n'était plus commun que de le voir condamner à mort ceux qui refusaient de le traiter en souverain. A la fin il fut assassiné par une bande furieuse, à l'instigation du gouvernement ou des nobles qu'il avait impolitiquement désarmés, puis exaspérés par les plus insultantes violences.

Le caractère de Philippe, qui mourut en 1665, n'a pas besoin d'être tracé. Son règne, après celui de Rodrigue le Goth, fut le plus fatal à l'Espagne. Sans parler des maux dont il accabla le peuple, et des horreurs de l'insurrection catalane, la perte du Roussillon, de Conflans, d'une partie de la Cerdagne, de la Jamaïque, de la plus grande partie des Pays-Bas, et par-dessus tout du Portugal, et sa reconnaissance de l'indépendance des sept Provinces-Unies, sont de tristes preuves de son imbécillité. Ses revers en Italie et dans les Pays-Bas produisirent un effet pire encore; ainsi, dans les Indes orientales ou sur les côtes d'Amérique, ses établissements furent dévastés et enlevés par les Hollandais. Dans la vie privée, sa conduite mérite aussi peu de respect. Il eut de ses maîtresses six ou sept enfants, dont le plus fameux est don Juan, surnommé d'Autriche, que l'on croit le fils d'une actrice de Madrid, et né en 1629; on le combla de faveurs, il fut fait prieur de Saint-Jean et mis plusieurs fois à la tête des armées espagnoles. Il prouva en Italie, dans les Pays-Bas, en Catalogne et dans le Portugal, qu'il n'était pas indigne du nom de son célèbre prédécesseur, le fils de Charles. Dans le dernier de ces pays, ses succès auraient été plus signalés, si la reine, jalouse de sa popularité et de sa réputation, n'avait pas arrêté les secours qui lui étaient envoyés, et ne lui avait pas laissé (1) d'autre

(1) Les mêmes autorités, avec Lemos, la Clede et d'autres historiens portugais.

(1) Ortiz, *Compendio de la Historia de Es-*

parti à prendre que de se retirer du service. De là naquirent les dissensions qui désolèrent l'État dans le règne suivant. Des nombreux enfants que Philippe eut de ses deux femmes, Isabelle, fille d'Henri IV de France, et Marie-Anne, fille de l'empereur Ferdinand II, trois seulement lui survécurent, Marie-Thérèse, reine de France, Marguerite, reine de Hongrie, et son successeur Charles II (1).

§ IV. Charles II.

(1665-1700.)

Il n'était pas probable que les affaires de ce royaume, si malheureuses pendant le règne des deux Philippe, s'améliorassent sous un enfant qui à son avénement n'avait pas encore atteint sa quatrième année, surtout lorsque don Juan, le favori de la nation, était en guerre ouverte avec la régente et son confesseur, le père Nitard, jésuite allemand. On nous peint cet homme d'église orgueilleux avec les nobles, souple avec la reine, et corrompu dans ses mœurs ; mais ces traits étant fournis par des hommes toujours jaloux des étrangers, nous ne pouvons assurer leur véracité. Il est facile de voir que son plus grand tort était le pouvoir illimité qu'il exerçait sur la régente. Les désordres qui suivirent son administration ajoutèrent au mécontentement populaire. Quoique Louis eût renoncé, pour lui et ses successeurs, à toutes ses prétentions aux possessions espagnoles, un de ses premiers actes, après son mariage, fut de réclamer les Pays-Bas au nom de la reine. Dans un coin obscur d'une province reculée existait autrefois une ancienne coutume, maintenant abolie, en vertu de laquelle une fille de la première femme héritait de préférence à un fils du second lit ; et comme Marie-Thérèse était née du premier mariage, tandis que Charles était issu de la seconde union de Philippe, le monarque français répandit ses légions sur les frontières et réduisit promptement la plupart des forteresses, depuis le canal jusqu'à l'Escaut. A son instigation, les Portugais firent une irruption dans l'Estramadure. L'alliance de la Suède, la Hollande et l'Angleterre, pour s'opposer à l'ambition de la France, sauva les Pays-Bas ; mais par la paix d'Aix-la-Chapelle, Louis conserva ses plus belles conquêtes ; et, par cette même ligue qui sauva une partie de ses possessions septentrionales, l'Espagne fut forcée de reconnaître l'indépendance du Portugal (1).

Don Juan d'Autriche ne manqua pas de tirer avantage de ces désastreuses circonstances. Il avait été exclu de la cour pour avoir accusé la reine et son confesseur, qui était maintenant conseiller d'état. Les Espagnes proclamaient don Juan le seul homme capable de relever la monarchie expirante. Pour le séparer des Espagnes et prévenir ses intrigues, on le nomma gouverneur des Pays-Bas ; il refusa cette dignité, sans doute parce qu'il savait que, comme dans la campagne de Portugal, on le laisserait sans ressources, et que la honte retomberait sur lui seul. La reine et son confesseur insistè-

paña, t. VI, l. XX ; t. II, *Mémoires* de Coxe, vol. I, introduction.

(1) Ortiz, *Compendio*, et Coxe, *Mémoires*, ubi supra.

(1) Ortiz, *Compendio de la Historia*, t. VI, l. II. *Mémoires des Bourbons rois d'Espagne*, par Coxe, vol. I, introduction.

rent. Il accourut à la cour pour faire des représentations lui-même contre cette nomination ; mais il reçut l'ordre de ne pas approcher à plus de vingt lieues. S'étant retiré à Consuegra, il fut dénoncé comme chef d'une conspiration formée contre la vie de Nitard. Que cette conspiration fût réelle, ou, comme nous sommes portés à le croire, une invention de la reine, ainsi que d'autres le prétendent, elle ne lui fournit pas moins les moyens d'agir avec plus de rigueur; elle fit partir un fort détachement de cavalerie pour arrêter don Juan et le renfermer à l'alcazar de Tolède. Il s'enfuit en Aragon avec trente cavaliers, et de sa retraite dans la forteresse de Flix il chercha à se disculper de l'accusation portée contre lui ; il demanda qu'on lui donnât satisfaction d'un soupçon aussi injurieux et que le jésuite fût banni du royaume. Il força la reine de traiter avec lui, et pour soutenir ses conditions il s'avança vers Madrid à la tête de sept cents hommes résolus.

Le nonce du pape, chargé de l'honorable mission de médiateur, le joignit à Torrejon à trois lieues de la capitale. Quand on demanda qu'il passât quatre jours à Torrejon, jusqu'à ce qu'on eût satisfait à ses réclamations, il répondit qu'il fallait que Nitard quittât la cour sous deux jours et le royaume sans délai. L'insolence de cette demande exaspéra la reine ; mais comme les chefs de son conseil étaient dans les intérêts de don Juan, elle fut obligée de s'y soumettre et de renvoyer le jésuite. Le père Nitard était certainement un homme désintéressé ; il paraît même que ses intentions étaient pures. Il refusa une ambassade que sa royale maîtresse voulait lui faire accepter ; il ne voulut recevoir qu'une modique somme nécessaire à son voyage à Rome, disant avec un juste orgueil qu'il était entré en Espagne en pauvre prêtre et qu'il en sortirait de même. Par la protection de la reine, il fut pourtant élevé à la dignité de cardinal. Comme on pouvait s'y attendre, son départ ne fit qu'ajouter à l'insolence des rebelles qui demandaient maintenant que le président et un autre membre influent du conseil fussent aussi renvoyés, et que lui-même fût nommé à la vice-royauté d'Aragon et de Catalogne. Après quelques délibérations, il fut conven qu'il aurait le gouvernement des Pays-Bas, et que même plusieurs de ses nouvelles demandes seraient accordées; mais il n'aspirait pas à la dignité de gouverneur. Il sentait qu'en Espagne sa force reposait sur l'amour du peuple, et savait que l'absence affaiblirait son influence. Il renouvela par conséquent ses intrigues, unissant artificieusement sa cause à celle du peuple, et força enfin la cour à l'investir du gouvernement de l'Arragon, de la Catalogne, de Valence, des îles Baléares et de la Sardaigne. Il passa les années suivantes à Saragosse, ayant un train de souverain, observant silencieusement le cours des événements qu'il prévoyait être un jour contraires à la nation. En 1672, la France avec cent mille hommes envahit la Hollande, qui était l'alliée de l'Espagne. Il était impossible de résister à une force aussi puissante, et la plus grande partie de ce pays fut enlevée par l'ennemi. L'Espagne, comme l'Angleterre et l'Allemagne, et d'autres États réunis pour arrêter les hardis projets de Louis, accourut au secours de son alliée, et immédiatement après déclara la guerre à la France. Selon l'ordre naturel des choses, le parti le plus fort eut l'avantage. La Bourgogne, la Franche-Comté, héritage des anciens ducs de ces provinces, furent conquises, et la Catalogne exposée à quelques excursions destructives. Les forteresses qui restaient encore au monarque espagnol dans les Pays-Bas furent menacées, plusieurs furent réduites ; et Messine, en Sicile, se souleva à l'instigation de l'ennemi, en 1679. Don Juan reçut l'ordre de passer dans cette île (1) ; mais comme le roi approchait de sa majorité, et qu'alors l'autorité de la régente expirait, il espérait être appelé au ministère ; et c'était là que ses amis cherchaient à pous-

(1) En trois ans la rebellion se termina d'elle-même, les habitants de Messine étant heureux d'échapper au joug de Louis.

ser le jeune prince. Don Juan arriva à Madrid le jour même de cette majorité, et fut admis devant Charles. La joie publique était extrême; mais bientôt elle fut obscurcie, quand arriva la nouvelle que, par les artifices de la reine, le favori de la nation avait reçu l'ordre de quitter Madrid. On ne peut douter cependant que sa présomption n'accélérât sa disgrâce; car il avait demandé d'être reconnu infant de Castille, et par conséquent héritier collatéral de la monarchie. La reine triomphait d'autant plus que, son fils étant aussi faible d'esprit que de corps, l'administration devait reposer sur elle seule. Un nouveau favori moins innocent que le premier succéda au père Nitard: ce fut Fernando de Valenzuelo, qui avait été page du duc de l'Infantado, et qui joignait à quelques talents, à des manières distinguées, un extérieur séduisant. Cette accusation portée contre la vertu de la reine parut cependant une calomnie. Elle avait quarante ans, âge où les passions sont moins fortes chez les femmes, et à cet égard sa vie passée avait été irréprochable. Au reste, son triomphe ne fut que passager. Les partisans de don Juan augmentaient. Les grands, qui détestaient le favori à cause de sa vanité, et plus encore à cause de l'obscurité de sa naissance, se joignirent à eux. Il devenait impossible à la reine de s'opposer au torrent. Elle résolut de se faire un mérite de la nécessité. Sachant que don Juan se préparait à quitter Saragosse pour venir à Madrid, elle ne permit pas seulement à son fils d'ordonner son retour, mais elle lui écrivit elle-même pour l'engager à revenir. A son arrivée, Charles se retira dans un autre palais, et demandant à sa mère de ne pas quitter celui qu'elle habitait, il dépêcha l'archevêque de Hita pour complimenter son frère. Le pouvoir de don Juan était maintenant illimité, tandis que la reine restait confinée chez elle, malgré ses efforts pour regagner le pouvoir royal. Juan fut affectueusement reçu par le roi, qui le nomma premier ministre. Le premier décret qu'il signa fut l'arrestation de Valenzuelo. Descendu maintenant du rang où l'avait élevé la protection de la souveraine, ce mignon, qui était à l'Escurial, se cacha derrière les contrevents d'un appartement inhabité, et aurait pu y rester longtemps en secret, si là le manque d'eau et sa frayeur n'avaient exigé qu'il fût saigné par le barbier du monastère, qui le découvrit aux émissaires du ministre. Il fut conduit au château de Consuegra, forcé de rendre ses immenses biens qu'il avait si mal acquis, et déporté aux îles Philippines (1).

L'administration de don Juan ne fut pas moins déplorable que celle de la régente, qu'il avait si injustement supplantée. Occupé du soin de sa vengeance et des moyens d'enrichir ses créatures, il s'opposa faiblement aux progrès de Louis. Valenciennes, Cambrai, Saint-Omer et d'autres places furent promptement réduites, Ypres et Gand assiégés avec le même succès. La plupart de ces places furent cependant rendues à la paix de Nimègue, dont la condition la plus impopulaire fut le mariage de Charles avec la princesse Louise, nièce du roi de France. Les Espagnols, qui avaient toujours été jaloux de la France, la détestaient maintenant. Don Juan ne vécut pas assez pour assister à ce mariage. Le mauvais succès de son gouvernement, sa conduite hautaine avec les grands, les persécutions qu'il exerça sur tous ceux qui tenaient plus à leur pays qu'à son parti, et sa tyrannie envers le roi même, le rendirent non-seulement impopulaire, mais odieux. Dans cet état des choses, les soucis le rongèrent et terminèrent sa vie; ses ennemis travaillaient à le renverser. La reine douairière retourna à la cour, non pas pour exercer son ancienne autorité, mais pour être le centre des intrigues, et pour jeter son fils imbécile dans une suite d'inquiétudes et de soucis (2).

Depuis l'avénement de Philippe, le déclin de l'Espagne, qui avait été visible pour les

---

(1) Ortiz, *Historia de España*, t. VI, l. XXI, cap. 1-4. *Mémoires sur les rois de Bourbon*, vol. I, introduction, 2.

(2) Mêmes autorités.

observateurs, était maintenant effrayant; ses destinées n'étaient pas même confiées à des hommes possédant des talents ordinaires, mais à des courtisans signalés dans cette classe par leur ignorance et leur insatiable avarice, occupés de leurs soins puérils, ou se mêlant d'affaires qu'aucun d'eux n'était capable de comprendre. De tous ceux qui s'élevèrent par leurs intrigues au ministère, les ducs de Médina Celi, les comtes de Montery, Oropesa, les ducs de Sessa et de l'Infantado, deux peut-être n'étaient pourtant pas dénués de talents; mais faute de prudence ou de probité, ils ne surent rien faire de bon. Des variations arbitraires dans la valeur de l'argent, des règlements ruineux pour le commerce, aussitôt abolis par d'autres, se succédèrent et amenèrent la nation à l'état d'insolvabilité. A ces malheurs intérieurs se joignirent encore des châtiments célestes, des coups de vent, des inondations, des incendies fréquents sous le règne précédent et durant celui-ci; Séville fut presque ruinée; dans d'autres endroits, les bâtiments furent détruits dans les ports, les grains abîmés dans les champs, des rues entières s'enflammèrent. Les affaires extérieures du royaume n'étaient pas dans un état plus favorable, sans parler des guerres peu glorieuses, au moins pour les Espagnols, et qui tournèrent presque toutes à leur préjudice. A la mort de Marie-Louise en 1689, le monarque français lança encore ses bataillons sur les frontières de la Catalogne. Son ressentiment fut augmenté par l'union immédiate de Charles avec une princesse de la maison d'Autriche. Il avait toujours été l'ennemi de cette maison et craignait que le roi qui était sans enfants n'eût enfin un héritier. Pendant quelque temps les efforts des assaillants furent souvent repoussés, ou neutralisés par leurs revers. En 1691, Urgel fut prise par le duc de Noailles; Barcelone et Alicante furent vivement bombardées par mer. Deux ans après, Palemos et Rosas capitulèrent. L'année d'après, les Espagnols furent défaits dans une grande bataille; les vainqueurs prirent Gerona, Hostalric et plusieurs autres places; Barcelone même fut menacée. L'Espagne était dénuée d'argent et de troupes; le temps qui aurait dû être employé en opérations militaires était perdu en vains préparatifs. Enfin Barcelone tomba au pouvoir du duc de Vendôme. L'Espagne trembla sur ses frontières les plus reculées. Elle pouvait à peine croire à son bonheur, quand à la paix de Ryswick, en 1697, Louis lui rendit toutes ses conquêtes; elle était trop étonnée de cette magnanimité pour en deviner la cause. Louise de Bourbon avait inspiré à son oncle des soupçons sur Charles, soupçons que la stérilité de son second mariage confirmait encore; et comme il aspirait en conséquence à placer un prince de sa famille sur le trône de Castille, il ne voulut pas diminuer son héritage en le démembrant.

En 1698, la santé de Charles, qui avait toujours été faible, s'altéra de manière à faire abandonner l'espérance d'un héritier. A sa mort, trois prétendants aspiraient à son trône : le dauphin de France, comme fils aîné de Marie-Thérèse, fille aînée de Philippe IV; l'empereur Léopold, qui ne descendait pas seulement de Ferdinand frère de Charles V, mais dont la mère était fille de Philippe III; l'électeur de Bavière, dont la mère était la fille unique de l'infante Marguerite, fille de Philippe IV. De tous ces droits, ceux du dauphin étaient certainement les plus justes, parce que sa mère était la sœur aînée de Charles. Elle avait cependant renoncé à tous ses titres à la couronne d'Espagne, mais cette renonciation avait été demandée par les Espagnols pour empêcher que les deux couronnes ne fussent posées sur la même tête. Au reste, l'Europe n'eût jamais consenti à une telle union, et les mêmes craintes pouvaient s'élever au sujet de l'Allemagne. De là naquirent les oppositions aux prétentions du dauphin comme héritier de la monarchie française, et de l'empereur Léopold. De là aussi le célèbre traité de partage, à la Haye, par les plénipotentiaires de France, de Hollande et d'Angleterre. Par ce traité, Naples, la Sicile, Guipuscoa, Saint Sébastien et Fontarabie furent cédés au dauphin; l'Es-

pagne et les Indes au prince de Bavière, tandis que Milan seul fut réservé pour le troisième prétendant, Charles, second fils de Léopold, et représentant de ses droits. La mort du prince de Bavière renversa ce plan de spoliation; mais ses auteurs ne tardèrent pas à en former un autre, qui donna à Charles l'Espagne, les Indes, les Pays-Bas, et qui augmenta la portion du dauphin. Mais Louis ne prétendait nullement renoncer à ce riche héritage. Dans le cas où on ne pourrait le procurer au dauphin ou au fils aîné de ce prince, son but était de l'assurer au second fils du dauphin, Philippe, duc d'Anjou, qui ne pouvait être un objet de jalousie pour les puissances de l'Europe. Avec les mêmes vues, Léopold consentait à renoncer à ses droits et à ceux de son fils aîné en faveur du plus jeune, l'archiduc Charles. Les deux princes envoyèrent leurs émissaires à la cour de Charles, pour assiéger son lit de mort et faire reconnaître leurs prétentions respectives par son testament. Ces intrigues, qui pendant plusieurs mois agitèrent la cour et le royaume, aigrirent les haines et empoisonnèrent les derniers instants du roi, seraient trop longues à détailler. Charles lui-même, comme descendant de la maison d'Autriche, était assez disposé à soutenir les droits de son parent l'archiduc. Cette prédilection était naturellement soutenue par la reine et la plupart de ses courtisans. Mais l'or de Louis produisit un merveilleux effet, les promesses ne furent pas moins puissantes; plusieurs aussi épousèrent ses intérêts, convaincus que les prétentions du duc d'Anjou étaient fondées sur la justice. Son plus fort soutien était le cardinal Portocarrero, archevêque de Tolède, prélat d'un génie supérieur, et non moins remarquable par ses intrigues de cour. Le cardinal exerça son crédit sur une assemblée de jurisconsultes et de caballeros qu'il fit déclarer en faveur du prince français. Cette décision fut sanctionnée par le pape Innocent III et adoptée par le conseil d'état; mais les cortès étant le tribunal qui devait approuver cette décision, les Autrichiens désiraient autant leur convocation que les Français la redoutaient. Ceux-ci l'emportèrent, et la plupart des courtisans tenaient pour eux; néanmoins Charles penchait encore pour sa famille, et il eût sans doute continué à flotter dans son irrésolution si le cardinal n'avait pas effrayé sa conscience en lui représentant la guerre civile qui devait nécessairement résulter de cette incertitude dans la succession, et par-dessus tout en le menaçant de la responsabilité du sang qui serait répandu. Ces représentations devaient faire une profonde impression sur un esprit aussi religieux que celui du monarque; il observa que son salut était préférable aux liens du sang. Après un long et cruel combat, il signa le testament qui appelait le duc d'Anjou à l'entière souveraineté des possessions espagnoles. Son cœur se soulevait encore pour sa famille; au moment où il signait cet acte les pleurs s'échappèrent de ses yeux, tandis que d'une voix éteinte il prononçait tristement ces paroles : « Dieu est le dispensateur des royaumes (1). »

---

(1) El marques de San Felipe, *Comentarios de la guerra de España, e Historia de su rey Filipe V el Animoso*, l. I, ouvrage d'un grand prix. Ortiz, *Compendio Cronologico*, l. VI, l. II. *Mémoires* de Coxe, *des rois de la famille de Bourbon*, vol. I, introduction, 3.

CHAPITRE II.

MAISON DE BOURBON.

(1700-1788).

§ Ier. PHILIPPE V.

(1700-1746.)

Le choix de Philippe pour succéder au trône d'Espagne, quelque ombrage qu'il pût donner à l'Angleterre, à la Hollande, à l'empire, était non-seulement le plus légitime, mais le meilleur qu'on pût faire. On ne pouvait alléguer contre lui sa jeunesse (il n'avait que dix-sept ans), puisque l'archiduc qu'on lui opposait était du même âge. La renonciation exigée de sa grand'mère n'était pas un meilleur argument, puisque l'aïeule de l'archiduc en avait fait une semblable. Sous ce double rapport, il y avait donc égalité parfaite entre les rivaux. Sous tous les autres rapports, l'avantage était du côté du prince français; il était le plus proche héritier entre les collatéraux. Le dernier souverain l'avait expressément désigné comme devant conserver dans son intégrité la monarchie que l'archiduc ne se serait pas fait scrupule de démembrer. Enfin, quant au maintien même de l'équilibre entre les états européens, il offrait pl‹u›s de garanties, puisque son avénement au trône de France était beaucoup plus éloigné que celui de Charles à l'empire; cependant un sentiment de crainte et de jalousie déjà anciennes avait fait de l'Angleterre et de la Hollande les fidèles alliées de celui-ci. La France si proche d'elles, gouvernée par un roi si ambitieux, si grand, les effrayait bien plus que la pacifique et lointaine Autriche. Elles voyaient déjà toutes les ressources de l'Espagne jointes à celles de leur ennemie, la ligne de forteresses que les Pays-Bas espagnols élevaient entre la Hollande et la France pour jamais renversée, et la première ne tardant pas dès lors à devenir une province de la seconde. La moindre réflexion eût pu, il est vrai, les convaincre que deux nations aussi opposées par le génie et par les mœurs, que l'Espagne et la France, ne pouvaient se confondre dans une semblable union; que, même pour l'opérer momentanément, il faudrait user de violence; qu'un peuple aussi orgueilleux que le peuple espagnol, aussi ja-

loux de son indépendance, serait plutôt pour l'autre un embarras qu'un auxiliaire ; mais ni Guillaume d'Orange, ni les états de Hollande ne comprenaient cette vérité. Ils refusèrent de reconnaître Philippe, jusqu'à ce qu'une brillante campagne de Louis dans les Pays-Bas les eût intimidés. Alors ils cédèrent de mauvaise grâce en se promettant bien de revenir le plus tôt possible sur cette reconnaissance forcée. Quant à l'empereur Léopold, affectant de regarder le testament comme supposé, ou du moins arraché à Charles quand déjà il n'avait plus l'usage de sa raison, il se prépara à commencer les hostilités. Quoique Naples et Milan eussent reconnu Philippe, il savait qu'il y possédait des partisans; et, s'il ne pouvait ébranler la puissance de son rival en Espagne, il espérait du moins s'emparer des états d'Italie.

En arrivant dans son royaume, Philippe reçut de ses sujets tous les témoignages d'affection qu'il pouvait souhaiter. Son expression grave et triste allait bien à leurs mœurs et à leurs habitudes. Son attachement à l'étiquette, ses principes sévères, ses sentiments religieux ne devaient pas moins leur plaire. Au fond, cependant, ses meilleures qualités étaient plutôt passives qu'actives : il était moins fait pour donner l'impulsion que pour la recevoir. Il y avait en lui une indolence organique qui devait le disposer à devenir la dupe des intrigants plutôt qu'à prendre la peine de penser et d'agir pour lui-même. On pouvait donc aisément prévoir que les hommes que leur poste mettrait à même de s'insinuer dans sa confiance, deviendraient des favoris par lesquels il se laisserait conduire aveuglément. Aussi Louis avait attaché beaucoup d'importance au choix de ceux-ci. Comme le cardinal Portocarrero avait pris une grande part au testament de Charles II et qu'il s'était de tout temps montré dévoué à la France, Louis l'investit de la principale direction des affaires; il plaça aussi trois seigneurs français auprès de Philippe, en apparence pour l'aider de leurs conseils, et réellement pour exercer leur contrôle et sur lui et sur ceux des Espagnols qui tenteraient de lui faire secouer l'influence du grand roi; il fallut ensuite faire le choix non moins important de l'épouse du jeune prince; ce choix tomba sur une princesse de Savoie, âgée de quatorze ans, d'un caractère doux et qui semblait disposée à la soumission. Afin que des correspondances secrètes ne fussent point possibles entre elle et la cour de Turin, elle dut se séparer en débarquant à Figuières de tous ceux de ses compatriotes qui l'avaient entourée jusqu'alors. La seule princesse des Ursins lui fut laissée comme *camarera-moyor* ou surintendante. Celle-ci n'était que depuis peu de temps auprès d'elle et lui avait été donnée d'après la volonté de Louis XIV. Française de naissance, sortie de l'illustre maison de la Trémouille, elle avait épousé en premières noces Adrien-Blaise de Talleyrand, prince de Chalais, avec qui elle avait passé quelques années en Espagne. Devenue veuve, elle avait épousé à Rome, grâce aux bons offices de deux cardinaux français, Flavien des Ursins, duc de Bracciano; après la mort de ce second mari, elle avait contracté une liaison assez étroite avec madame de Maintenon, liaison qui devait merveilleusement servir son ambition. Outre son titre de Française et les éloges de madame de Maintenon, mille qualités concouraient à fixer les yeux de Louis sur elle; elle possédait un rare usage du monde et connaissait particulièrement la langue, la société, les mœurs espagnoles. Ses manières étaient séduisantes, son esprit à la fois pénétrant et souple; sa parole était éloquente; son caractère était d'une égalité parfaite; enfin, avec assez de dissimulation pour cacher ses propres desseins, elle avait assez d'adresse pour découvrir ceux des autres et les faire tourner à son profit. Telle fut la personne qu'après l'avoir munie d'instructions minutieuses, Louis plaça près de la jeune reine, à laquelle elle devint bientôt nécessaire et sur laquelle elle exerça un pouvoir sans bornes.

Philippe vint avec la jeune reine à Barcelone et y ouvrit les cortès de Catalogne. Son but, en les convoquant aussitôt, était d'obtenir des subsides qui l'aidassent à soutenir

la guerre que l'archiduc Charles avait déjà commencée en Italie. La province de Catalogne ne s'était jamais bien accoutumée à l'ascendant de la Castille; elle se souvenait que ses droits (*fueros*) avaient été le jouet des monarques autrichiens et conservait un esprit de liberté indomptable. Avant donc de s'occuper des subsides, les cortès présentèrent des réclamations auxquelles on promit de faire droit. Mais l'argent obtenu pour cette condescendance se réduisit à si peu de chose qu'on put regretter de l'avoir montrée; les cortès prêtèrent serment de fidélité au roi sans doute dans l'intention de le faire tenir, quoique le marquis de San Felipe affirme avec une cruelle injustice qu'ils étaient alors résolus à ne point l'observer, et ajoute que le caractère des Catalans est naturellement perfide. Il est certain cependant qu'ils n'avaient encore jamais pris les armes contre leur roi sans provocation; jamais, si ce n'est pour réprimer les progrès de la tyrannie; jamais, si ce n'est pour défendre leurs droits les plus naturels et les plus chers.

On croyait que Philippe retournerait de Barcelone à Madrid; mais il résolut de passer en Italie, dans l'espoir que sa présence raffermirait la fidélité chancelante de Naples et de Milan. Déjà une conspiration en faveur de Charles avait éclaté dans la première de ces villes, mais avait été réprimée à temps. Pendant son absence, il laissa la reine régente du royaume, en lui recommandant d'ouvrir promptement les cortès d'Aragon; elle vint en effet les tenir à Saragosse; mais elle les trouva animées du même esprit que celles de Catalogne. Les idées de despotisme dans lesquelles elle avait été nourrie et qu'entretenaient ses conseillers français, durent lui inspirer un secret étonnement, quand elle vit, qu'au lieu de déposer à ses pieds l'argent demandé, ses sujets s'occupaient à discuter sur leurs priviléges. Enfin elle obtint un subside de cent mille écus, et comme sa présence à Madrid était urgente, elle prorogea l'assemblée jusqu'au retour du roi, avec promesse qu'on reprendrait alors la question des priviléges. Dans une lettre qu'elle écrivit à Louis, elle disait que si elle avait pu prolonger d'une quinzaine son séjour à Saragosse, le don aurait été une fois plus fort. Elle se louait du respect et même de l'affection que lui avait témoignés ce peuple ombrageux. Elle le quitta enfin pour se hâter de paraître à Madrid, où elle s'attendait à trouver une réception non moins affectueuse, dont la joie ne serait point troublée par d'anciennes formes de liberté hostiles à son pouvoir.

Cependant si les usurpations continuelles et le despotisme de leurs souverains avaient privé les Castillans de tout pouvoir législatif, ils n'en conservaient pas moins un esprit élevé, fier des gloires d'autrefois, disposé à résister sitôt qu'on tenterait une infraction aux coutumes établies. Avant tout, ils détestaient l'influence étrangère, et particulièrement celle de la France, et ils firent bientôt voir que si la crainte du démembrement de la monarchie les rendait les alliés de Louis, ils ne deviendraient point pour cela des instruments passifs entre ses mains; déjà ils laissaient voir ouvertement combien les choquaient l'ignorance et l'arrogance des Français. L'administration de leur propre compatriote, le cardinal Portocarrero, n'était pas faite pour les ramener; il se montrait trop ouvertement l'agent dévoué de Louis et le persécuteur du parti autrichien. Plusieurs nobles avaient été privés de leurs charges, quelques-uns exilés; ses créatures, au contraire s'étaient vu comblées de faveurs. Son air hautain, son caractère dur, contribuaient encore à lui aliéner les cœurs, et l'effet en rejaillissait jusque sur son souverain. Ses ennemis ne se trouvaient pas seulement à la cour, mais encore dans toutes les provinces, dans toutes les villes. On doit reconnaître du reste, que sa position était difficile. Il avait trouvé les revenus de la couronne presque entièrement absorbés par une multitude de fermiers et autres agents de finance, tellement que la pénurie la plus complète devait être l'état du roi et de sa famille. Les fortifications des villes frontières étaient dans le plus mauvais

état, les garnisons et les munitions manquaient. Les ports étaient sans vaisseaux, le pays sans armée; enfin toutes les ressources du pays paraissaient épuisées. Un tel état demandait de prompts remèdes, une réforme instantanée, le cardinal l'entreprit; il abolit des offices inutiles, mais quelquefois aussi il en retrancha de nécessaires. Il révoqua des pensions et des donations, sans même respecter celles qui avaient été faites à des établissements religieux, et il éveilla ainsi des haines plus dangereuses que l'argent, fruit d'une pareille opération, ne pouvait être utile. Pour remettre tout à fait l'ordre dans les finances, il demanda à la France de lui envoyer un homme habile, que l'on pût mettre à la tête de cette branche du gouvernement. On lui envoya Jean Orri, qui déjà avait rempli, avec beaucoup de succès, des fonctions à la vérité moins relevées. L'Espagne dut à ce nouveau ministre quelques réformes salutaires; néanmoins il a été blâmé pour la précipitation avec laquelle il prétendit imposer à l'Espagne, dans son système financier, la copie du système adopté en France, et pour la hauteur avec laquelle il traita ses subordonnés, qui naturellement étaient presque tous Espagnols. Son origine plébéienne le rendait méprisable aux yeux des nobles. Les impôts qu'il se voyait forcé d'augmenter, d'autres de sa propre création, le faisaient naturellement haïr. L'irritation était portée à son comble par l'affluence perpétuelle des Français, pour la plupart aventuriers, gens sans aveu, sans principes, dont les uns venaient étaler une foule de projets ridicules, dont les autres n'exerçaient d'autre art que celui des filoux. A la suite on peut nommer les prostituées venues en nombre encore plus considérable. Bientôt il n'y eut plus qu'un cri en Castille pour la convocation des cortès, et les nobles eux-mêmes soutinrent que sans leur sanction, les réformes d'Orri ne pouvaient avoir force de loi. On peut croire qu'il eût été heureux, tout ensemble pour Philippe et pour le royaume, que ce moyen constitutionnel eût été adopté. Mais le roi absent refusa son consentement; il craignit que l'assemblée ne se montrât tumultueuse et impatiente de tout frein, qu'elle n'entreprît de renfermer son autorité dans d'étroites limites. Sur ce point sans doute, il ne se trompait pas, mais on peut se demander si pour cette autorité même, il n'eût pas été bon d'être sagement contenue. On peut croire qu'en accordant aux trois provinces leurs anciens droits, il eût vu aussitôt le zèle le plus franc, le plus ardent, le plus durable, succéder à la méfiance et à l'opposition. Son refus au contraire anima encore les ressentiments contre les ministres, qui, pour se faire respecter par ces peuples, ne savaient pas être d'accord entre eux.

Si telle était la situation des affaires à l'intérieur, à l'extérieur elles n'étaient guère plus satisfaisantes. Philippe n'obtint des Napolitains qu'un accueil froidement respectueux. Leur répugnance à l'accepter pour souverain devint encore plus manifeste, après que le sang de saint Janvier eut refusé de couler en sa présence, et que le pape lui eut donné l'investiture du royaume. Ainsi, en les quittant si promptement, il s'était exposé au blâme des Espagnols, pour ne trouver que des mécomptes en Italie. De Naples il se hâta de passer à Milan, afin de s'opposer aux progrès du prince Eugène. Il assista à la bataille sanglante et inutile de Luzzara; puis bientôt les événements que nous allons raconter le forcèrent à quitter son camp pour retourner en Espagne.

Guillaume III avait reconnu Philippe, mais en se promettant bien de saisir le premier prétexte plausible pour revenir sur cette condescendance forcée. Le parlement s'était d'abord montré éloigné de la guerre. Il fallait donc attendre quelque acte d'hostilité qui vînt de la part de Louis et dont les Anglais pussent s'irriter pour eux-mêmes. Cet acte fut commis, ou du moins parut impliqué dans certaines mesures peu favorables au commerce des Anglais et des Hollandais. Ces deux peuples n'hésitèrent plus à conclure une alliance avec l'empereur, qui jusqu'alors avait combattu seul en Allemagne

et en Italie. Cette alliance devait avoir pour but de faire reconnaître les droits de la maison d'Autriche sur l'Espagne, de préserver les Pays-Bas des envahissements de la France; de l'empêcher aussi de s'établir dans les vastes et riches contrées de l'Amérique espagnole. Louis indigné, dès qu'il connut les projets, encore à peine avoués, de Guillaume, reconnut le fils de Jacques Stuart comme roi d'Angleterre; cet acte, extrêmement impolitique, souleva tout le parti protestant. Des subsides furent sans hésitation votés pour la guerre. Guillaume était sur le point de voir ainsi le vœu le plus cher de sa vie, l'abaissement de Louis XIV, réalisé, lorsque la mort vint l'enlever; mais Anne, qui lui succéda, marcha dans la voie qu'il avait tracée.

Ici commence la fameuse guerre de la succession, qui agita l'Europe durant tant d'années, inonda de sang les Pays-Bas, désola les plus belles provinces de l'Espagne, et finit par démembrer de cette monarchie les possessions italiennes. Nous tâcherons d'en faire un récit qui tout ensemble satisfasse le lecteur, et s'accorde avec les limites assez étroites que nous nous sommes prescrites dans cet ouvrage. On peut consulter, pour plus de détails, l'ouvrage de Coxe, ou celui de lord Mahon.

Laissant donc de côté les interminables opérations de la guerre, dans les Pays-Bas, en Allemagne et en Italie, nous nous attacherons spécialement à l'Espagne. En 1702, une flotte composée de trente vaisseaux de ligne anglais et de vingt hollandais, outre de nombreux bâtiments de transport, et portant onze mille hommes, se dirigea vers Cadix. Elle était commandée par le duc d'Ormond, qui ne possédait aucun des talents nécessaires dans un pareil poste. Les chefs qui venaient après lui n'étaient guère mieux choisis. Les Hollandais et les Anglais étaient jaloux les uns des autres; les officiers se montraient entre eux plus disposés aux querelles qu'à l'obéissance; il suffisait qu'un plan fût proposé par les uns pour être rejeté par les autres. On vit dès l'abord le résultat d'une pareille situation. Trois jours furent perdus à délibérer sur l'endroit qu'on devait choisir pour effectuer le débarquement; et la garnison de Cadix, qui n'était que de trois cents hommes, eut le temps de se renforcer. Heureusement pour le pays, le capitaine-général d'Andalousie, don Francisco de Castella, marquis de Villadarias, était non-seulement un vrai patriote, mais un homme plein de bravoure et de capacité. Il obtint quelques secours de Séville et de Cordoue, augmenta le nombre des troupes, ferma le port, et se prépara à s'opposer au débarquement avec des soldats plus vaillants que nombreux. Les alliés, convaincus que toute l'Espagne était hostile aux Bourbons, et qu'il suffisait, pour la soulever tout entière, d'une armée qui vînt y proclamer l'archiduc, s'attendaient à fort peu de résistance. Ils furent bientôt détrompés. Les gouverneurs des villes, invités par les généraux à changer de souverain, gardèrent un dédaigneux silence, ou firent des réponses insultantes. Celle de Villadarias, qui dit que les Espagnols ne savaient point changer de religion ni de roi, exprimait le sentiment de tous, sauf un seul. Le débarquement s'étant enfin effectué, non sans peine, le gouverneur de Rota reçut les étrangers, et fut, en récompense, décoré du titre de marquis par l'envoyé de l'archiduc. Mais les habitants ne durent pas s'applaudir de la trahison de leur gouverneur : ils furent insultés, mis au pillage; quelques-uns même tombèrent sous les coups d'une soldatesque effrénée. Ceux de Santa-Maria s'enfuirent à l'approche de l'ennemi, qui, se trouvant ainsi maître de la place, incendia les maisons, profana les églises, y détruisant d'admirables peintures, renversant les statues des saints, commettant contre les saintes hosties même les plus horribles sacriléges; on eût dit que l'unique but des alliés était d'exaspérer ainsi la population par des excès que des sauvages se seraient à peine permis. Ils vinrent ensuite attaquer Matagorda, un des ouvrages avancés des fortifications de Cadix. Mais la vigoureuse résistance de Villadarias les con-

traignit bientôt à renoncer à cette entreprise. La tentative que firent les vaisseaux anglais pour forcer l'entrée du port ne fut pas plus heureuse. Pour mettre le comble à la honte de cette expédition, la lâcheté fut alors ajoutée à la cruauté et au pillage : les assaillants se retirèrent précipitamment vers leurs vaisseaux. Six cents d'entre eux furent taillés en pièces par un nombre moitié moindre d'Espagnols ; un plus grand nombre se noya ; tous les traînards furent massacrés par la population des campagnes, soulevée et furieuse. Et les flottes réunies des Anglais et des Hollandais auraient quitté les parages de l'Espagne sans y avoir remporté la moindre victoire, si elles n'eussent rencontré et détruit presque entièrement, dans la baie de Vigo, une flotte espagnole et française chargée des riches produits des Indes occidentales.

Le sort du gouverneur, qui sitôt après la retraite de l'ennemi fut pendu par l'ordre de Villadarias, n'empêcha pas un noble du plus haut rang de se souiller de la même trahison. L'amirante de Castille, sans autre motif qu'une ambition frustrée par l'élévation du cardinal Portocarrero, entama une correspondance secrète avec la cour de Vienne. Devenu suspect, et envoyé comme ambassadeur en France, peut-être, ainsi qu'il le craignait, pour être emprisonné par l'ordre de Louis, il accepta la dignité qui lui était offerte ; mais, trois jours après son départ, il changea de route et s'enfuit à Lisbonne, dans le dessein de persuader au roi de Portugal, qui jusqu'ici était resté neutre, de se joindre aux confédérés ; mais, tout traître qu'il était, il conservait encore quelque chose de l'honneur chevaleresque de sa nation, et quoiqu'il sût que ses biens allaient être immédiatement confisqués, il n'hésita pas à renvoyer à Madrid l'argent qu'il avait reçu pour défrayer les dépenses de son ambassade. Ses intrigues, en peu de mois, firent plus pour la cause des alliés, que n'en eût pu faire le cabinet anglais en plusieurs années ; il décida le roi de Portugal à se joindre aux confédérés, et persuada à Léopold d'envoyer l'archiduc en Espagne. Un traité honteux fut signé à Lisbonne en mai 1703. On vit un grand d'Espagne, l'amiral, consentir au démembrement de cette monarchie. Badajos, Albuquerque, Tuy, Vigo, d'autres villes, furent abandonnées à don Pèdre ; et l'archiduc sanctionna sans rougir un pacte aussi injuste envers le pays dont il avait juré de maintenir l'intégrité. Don Pèdre, en récompense, s'engagea à fournir quinze mille hommes entretenus à ses frais, et treize mille aux frais des alliés. Toute cette convention, qui eût encore plus aliéné les Espagnols de la maison d'Autriche, fut d'ailleurs soigneusement tenue secrète.

Philippe, rentré en Espagne, trouva le gouvernement embarrassé, et la nation irritée de la perte des riches galions dont les alliés venaient de s'emparer. Les divisions qui troublaient le cabinet s'étaient aussi plus prononcées pendant son absence. La princesse des Ursins, destinée à servir d'instrument à Louis, mais qui déjà faisait voir qu'elle était capable d'agir d'après elle-même, et d'accomplir surtout ses propres desseins, avait fait rappeler le comte de Marsin, qui avait été remplacé par le cardinal d'Estrée. C'était son influence encore qu'on retrouvait dans la faveur croissante du comte de Montellano, qui montrait à cette favorite plus de déférence que le cardinal Portocarrero. D'Estrée, homme doué de grands talents, et très-bien vu par Louis, commit la même faute que son prédécesseur, il négligea la princesse. Comme son prédécesseur il fut rappelé. Le cardinal Portocarrero, dégoûté des affaires, se retira au même moment. L'abbé d'Estrée, neveu du dernier ambassadeur, et qui n'avait pas rougi de contribuer à sa disgrâce, fut décoré de sa dignité. Mais quoique ses antécédents semblassent répondre de sa conduite humble et soumise vis-à-vis de la favorite, lui non plus ne sut pas s'accorder avec elle, et par ses actes, à la fois imprudents et perfides, s'attira l'indignation du roi et de la reine. Cependant il eut le plaisir

de voir les accusations portées par lui à la cour de France contre madame des Ursins, faire leur effet, et Louis exiger son renvoi de la cour d'Espagne. La reine, indignée de cette mesure, ne daigna pourtant pas se plaindre ; mais elle se vengea en saisissant toutes les occasions de contrarier le nouvel ambassadeur français, le duc de Grammont, et en s'opposant à l'exécution de tous les ordres venus de Paris. Comme Philippe se prêtait à tous ses caprices, et n'avait évidemment d'autre volonté que la sienne, Louis s'aperçut bientôt qu'il fallait la satisfaire s'il tenait à conserver quelque ascendant à la cour de son petit-fils ; la princesse lui fut rendue. Cette femme remarquable reprit tout son premier empire. Grammont lui fut sacrifié comme l'avaient déjà été tant d'autres. Ces variations continuelles étaient nécessairement funestes ; elles prouvaient que cette cour, où l'union et la vigueur eussent été si nécessaires pour résister à l'invasion de l'étranger, ne connaissait d'autres mobiles que le caprice et l'intrigue.

Tandis que ce faible cabinet était ainsi en proie aux plus misérables passions, la guerre tonnait de nouveau sur la frontière. Conformément au traité conclu avec le Portugal, douze mille hommes de troupes anglaises et hollandaises que joignit bientôt l'archiduc en personne, débarquèrent dans ce pays. Le duc de Schomberg, qui commandait les Anglais, était très-inférieur, sous le rapport de l'activité et des talents, au duc de Berwick, fils naturel de Jacques II, placé par Louis à la tête des forces réunies de l'Espagne et de la France. Malheureusement cet homme célèbre, qui aux plus grands talents joignait une âme généreuse, n'était pas fait d'ailleurs pour réussir à la cour de Philippe. Un sentiment de haute dignité l'empêchait de prodiguer la flatterie à la reine et à la princesse des Ursins. Il méprisait les intrigues de cour, et sa discipline très-sévère déplaisait aux troupes accoutumées à un régime beaucoup plus facile. Cependant il était respecté de tous, et tous avaient en lui la plus grande confiance. Il entra en Portugal accompagné de Philippe et avec des forces très-supérieures à celles de l'ennemi. Salvatierra fut investie et réduite à capituler. D'autres forteresses, jusqu'auprès de Castel-Branco, eurent le même sort. Mais ces avantages coûtèrent beaucoup de sang. Les paysans portugais, de tout temps ennemis de l'Espagne, firent une belle défense, même dans les villes ouvertes et dans les villages. Castel-Branco, attaqué avec vigueur et talent, ne put tenir plus de quatre jours ; on le mit au pillage. Fagel, le général des Hollandais, fut surpris dans les défilés de la Sierra-Estrella, et s'il parvint lui-même à s'échapper, toute sa division n'en tomba pas moins au pouvoir de l'ennemi. De là Berwick se rendit à Villa-Velha pour opérer sa jonction avec une autre partie de son armée et de là marcher sur Lisbonne ; mais cette ville fut sauvée par la faute du général que Berwick comptait rejoindre, et qui ne se trouva pas à temps au lieu désigné. Berwick alors se vit obligé de se retirer vers la frontière en laissant une faible garnison dans les forteresses conquises. Il réduisit encore Portalègre. Durant toutes ces opérations, les alliés étaient restés immobiles, ou du moins tout le mouvement qu'ils avaient fait n'avait eu pour but que de se réunir autour de Lisbonne pour la couvrir en cas de siége. Mais lorsque Berwick eut commencé à battre en retraite, le marquis das Minas, le seul bon officier au service du Portugal, entra en campagne, défit Ronquillo, l'un des généraux espagnols, et en peu de jours eut reconquis Castel-Branco et la plupart des autres forteresses. Il remporta, près de Monscato, un second avantage encore plus décisif que le premier sur le même général qu'il avait déjà vaincu. L'habileté de das Minas était égale à sa valeur. Il fit échouer toutes les tentatives de Berwick pour le chasser de la forte position qu'il occupait dans le défilé de Peñamaçon, et contraignit même ce général à repasser la frontière. La réduction de Castel de Vida par le marquis de Villadarias fut le dernier exploit de la

campagne à laquelle les chaleurs de l'été et la rareté des fourrages vinrent mettre un terme. Berwick rasa les fortifications de celles de ses conquêtes qui lui restaient, et se retira à Salamanque, d'où il surveilla les mouvements de das Minas, qui s'avança jusqu'à Almeida. Quant à Schomberg, il ne fit rien durant toute la campagne, si ce n'est, dit Berwick, de se promener d'un endroit à un autre avec son armée. Bientôt rappelé, on le vit remplacé par lord Galway, homme encore plus incapable que lui. Quand les chaleurs de l'été furent passées, on reprit les hostilités, mais sans grand résultat. Das Minas était toujours entreprenant; mais tous ses plans étaient paralysés par l'ineptie de lord Galway. Si les forces de Berwick n'avaient pas été considérablement diminuées par la maladie, s'il n'avait pas été gêné par des ordres contradictoires venant coup sur coup de Madrid, il eût aisément triomphé de ses lâches ou stupides adversaires; mais comme il ne plaisait point à la cour, des obstacles furent semés en foule sur son chemin, et vers la fin de la campagne il fut rappelé.

Tandis que cette campagne insignifiante se passait en Portugal une expédition commandée par le prince de Darmstadt et l'amiral anglais, sir George Rooke, se dirigeait sur Barcelone. Le prince se vantait hautement qu'il n'aurait qu'à déployer l'étendard de l'archiduc pour voir arriver en foule les Catalans, dégoûtés du gouvernement de Philippe; mais bien qu'en effet assez mécontents de ce prince, aucun d'eux ne se joignit aux Anglais, qui, après une tentative inutile sur Barcelone, se rembarquèrent et retournèrent croiser sur les côtes de Portugal. C'est dans ce retour que le hasard le plus fortuné pour eux et le plus funeste pour l'Espagne leur livra Gibraltar. Sir George eut aussi la satisfaction de faire éprouver quelque dommage à la flotte française auprès de Malaga. Au résumé, les événements de cette année furent peu glorieux pour les alliés de l'Autriche. Malgré leurs formidables préparatifs, ils n'avaient réussi nullement à ébranler le trône de Philippe.

L'année suivante ne devait pas se passer de même. Gibraltar, dont le blocus avait été commencé dès le mois d'octobre précédent par le marquis de Villadarias, et que pressait maintenant Tessé, le successeur de Berwick, fit une telle résistance qu'en mai le siége fut levé. En juin quinze mille Anglais arrivèrent à Lisbonne, sous la conduite de lord Peterborough. Cet homme extraordinaire, chez lequel l'originalité surpassait encore le génie, entendait merveilleusement la guerre de partisans, où sa valeur désespérée pouvait briller du plus grand éclat. Il se joignit à Lisbonne à l'archiduc Charles, fort justement mécontent du mauvais succès de ses affaires. La flotte sur laquelle ils montèrent se dirigea alors vers le détroit de Gibraltar, incertaine encore de sa destination. Le prince de Darmstadt, qui avait servi contre les Catalans dans la dernière insurrection, conseilla à l'archiduc de faire voile vers Barcelone. Il savait que l'aversion des Catalans contre les Castillans, jointe au désir de recouvrer leur indépendance d'autrefois, désir toujours subsistant depuis le moment de la réunion sous Ferdinand et Isabelle, porterait beaucoup d'entre eux à embrasser la cause de l'archiduc, sans avoir au fond une réelle affection pour lui, mais parce qu'ils concevaient l'espoir de recouvrer ainsi leurs anciennes libertés, peut-être même leur ancien rang d'état distinct et souverain. Déjà sur les côtes du royaume de Valence le peuple se montra favorable. Denia se rendit sans grande difficulté, et Charles III y fut proclamé. Plein de confiance après ce premier succès, Peterborough proposa de marcher immédiatement sur Madrid, alors dépourvu de troupes et offrant une proie facile à qui serait assez hardi pour l'attaquer. Mais sa proposition fut repoussée comme également imprudente et impolitique. En effet, s'il était facile de s'emparer de la capitale de la Castille, il n'en était pas de même du cœur de ses habitants, et la guerre pouvait, comme l'expérience le prouva depuis, être tout aussi facilement dirgée de Burgos ou de toute autre ville que

du palais de Buen-Retiro. A peine arrivé devant Barcelone, il forma un projet qui n'était guère moins téméraire. La ville était très-bien fortifiée et très-bien défendue, et une armée quatre fois plus forte que celle des alliés eût été nécessaire pour former la première ligne de circonvallation. Il n'y avait d'ailleurs aucune espérance de voir celle-ci grossie par la désertion des Catalans jusqu'à ce que quelque action d'éclat vînt les éblouir et les entraîner. Peterborough ayant vu et compris parfaitement cette situation résolut de s'emparer par surprise de la forteresse de Montjuich qui domine la ville, et devait en succombant entraîner sa reddition. Cette forteresse était, il est vrai, construite sur le sommet d'une colline escarpée et protégée par des ouvrages si formidables, qu'on regardait comme impossible de la réduire. En effet on n'y fût jamais parvenu par la force ouverte; mais Peterborough se flatta d'y réussir en couvrant son entreprise du plus profond secret. Il n'en fit pas même part à l'archiduc, et pour mieux endormir la garnison, ordonna le rembarquement de ses hommes, en annonçant qu'il allait faire voile vers l'Italie. Mais la nuit même désignée pour son départ il dirigea silencieusement quatorze cents hommes vers Montjuich, et vint avec le prince de Darmstadt, qu'il avait à ce dernier moment informé de ses desseins, attendre le jour au pied des remparts. L'assaut fut alors vigoureusement commencé par environ trois cents hommes; ainsi que Peterborough l'avait prévu, les Espagnols abandonnèrent les ouvrages supérieurs pour abattre un si petit nombre d'assaillants. Ils furent aussitôt repoussés et poursuivis dans le chemin ouvert, et le bastion tomba au pouvoir de ceux-ci. Dans le même moment un autre détachement attaquait Montjuich du côté de l'ouest et se saisissait de trois pièces d'artillerie. La garnison fut alors réduite à abandonner tous les ouvrages extérieurs. Peterborough fit avancer un renfort de mille hommes qu'il avait laissés à environ un quart de mille du théâtre de l'action. En même temps, neuf cents hommes de la garnison de Barcelone accouraient au secours de Montjuich, et deux cents parvinrent à entrer dans la citadelle. Prenant les cris de joie des Espagnols pour l'offre de se rendre, le prince de Darmstadt, avec trois cents hommes, se hâta de pénétrer dans les ouvrages intérieurs; mais il avait à peine atteint le fossé que les Espagnols s'élançant lui prirent les deux tiers de sa petite troupe et le forcèrent de se retirer précipitamment avec le reste. Quelques secondes après, une balle l'étendit sans vie aux pieds de Peterborough qui s'avançait pour demander la cause de cette fusillade. Ce désastre fut suivi d'un autre. Le comte apprenant que trois mille hommes venaient de la ville renforcer les défenseurs de la forteresse, descendit de la colline pour les reconnaître. Au même instant une terreur panique, aussi soudaine qu'inexplicable, saisit les hommes qui venaient de conquérir le bastion avec tant de bravoure. Ils abandonnèrent leur poste et s'enfuirent. Heureusement pour leur gloire, Peterborough, informé de leur fuite, revint immédiatement sur ses pas, saisit la pique de leur commandant, lord Charlemont, les rallia et les ramena à leur position avant que les Espagnols eussent pu tirer avantage de leur éloignement. La citadelle, foudroyée alors jusque dans ses ouvrages intérieurs par l'artillerie anglaise, cessa de résister. Une bombe, qui tomba dans le magasin à poudre, et tua les principaux officiers tandis qu'ils étaient à dîner, hâta sa reddition. Une fois maîtres de ce poste, les alliés ne tardèrent pas à faire une brèche considérable aux remparts de la ville. Un jour fut alors fixé pour l'assaut; mais le gouverneur Velasco, quoique brave parmi les braves, crut devoir éviter les horreurs d'une attaque de vive force, et promit de se rendre dans quatre jours si d'ici là il n'était point secouru. Ce terme fut même abrégé. Les succès des alliés en Allemagne et dans les Pays-Bas, et plus encore la reddition de Montjuich, avaient beaucoup augmenté le nombre des partisans de l'Autriche, et leur avaient inspiré une audace toute

nouvelle. Renforcés d'une bande de miquelets, ou de paysans armés qui étaient parvenus à s'introduire un à un dans la place, ils se soulevèrent, demandèrent Velasco, et jetèrent la ville dans la consternation. Peterborough s'aperçut du tumulte, et en devinant à peu près la cause, il courut à l'une des portes, demanda et obtint son admission, et fit échapper Velasco sur un vaisseau anglais le 23 octobre 1706. L'archiduc entra solennellement dans Barcelone et y fut proclamé roi d'Espagne. L'exemple de la capitale fut suivi par le reste de la province, dont toutes les villes, excepté Rosas et Cervera, se déclarèrent pour l'archiduc. La défection ne se borna pas à la Catalogne, mais s'étendit aux royaumes de Valence et de Murcie et à l'Aragon; Jaën, Alicante, Peniscola, furent les seules villes qui restèrent fidèles. La rapidité d'une telle révolution a quelque chose de surprenant; car si le désir de recouvrer leurs privilèges excitait ces peuples contre leur roi, si la haine héréditaire contre la Castille contribuait à les soulever, cependant le clergé, dont on ne peut révoquer en doute l'influence sur eux, était généralement favorable à Philippe. D'ailleurs les contributions énormes levées par l'archiduc, les excès commis par ses troupes, devaient aussi lui aliéner les cœurs. Mais quand les hommes éprouvent des maux violents, souvent ils sont poussés à rechercher le changement, sans savoir s'il leur assurera un état meilleur, mais seulement pour quitter la situation où ils ont trop longtemps souffert.

La prise de Barcelone et l'insurrection des provinces ne pouvaient manquer de faire une profonde impression à Madrid. Philippe parut alors convaincu que s'il ne proportionnait pas son activité et son courage aux circonstances, son règne toucherait bientôt à sa fin; il résolut donc de marcher en personne à la tête de ses troupes; ayant demandé à Louis et retiré la plupart des corps placés sur la frontière de Portugal et dont quelques-uns seulement restèrent sous Berwick qui fut chargé de continuer avec eux la guerre à l'ouest, il marcha sur Barcelone dont la soumission devait amener celle de tous les insurgés et pouvait même mettre une fin à la guerre en lui livrant la personne de son rival; mais ici son aïeul et lui commirent une grande faute en confiant à Tessé plutôt qu'à Berwick, la direction de l'entreprise la plus importante. Tessé ne manquait point de talents, mais il portait souvent la prudence jusqu'à la timidité. En traversant l'Aragon il parut se soucier fort peu de gagner la faveur du peuple. Un lieutenant ayant été assassiné dans son lit à Guerrea, on permit aux soldats non-seulement le pillage mais le massacre des paysans. Philippe ayant joint l'armée à Oreaniz, fut joint à son tour sous les murs de Barcelone par le duc de Noailles, et eut en même temps la satisfaction de voir l'entrée du port bloquée par une flotte de trente voiles. Comme la garnison ne dépassait pas trois mille hommes, tandis que l'armée royale montait à dix fois ce nombre, il paraissait hors de doute que la place serait reprise; cependant vingt-trois jours s'écoulèrent avant la soumission de Montjuich, et bien d'autres se passèrent encore avant qu'une brèche assez large pour offrir un passage aux assaillants fut faite aux murs de la ville. La lenteur de ces opérations doit être attribuée d'abord à l'excessive prudence de Tessé, puis aux attaques continuelles de lord Peterborough qui, trop faible pour livrer un combat en règle, ne l'était pas au point de ne pouvoir fatiguer l'ennemi par de continuelles escarmouches; les habitants aussi se défendaient courageusement; Charles trouva parmi eux des cœurs aussi braves que fidèles. On vit jusqu'aux prêtres et aux femmes se mêler à la défense commune; le prince autrichien avait gagné les premiers par son zèle religieux, les secondes, par sa résolution chevaleresque de triompher ou de mourir avec un peuple qui s'était si généreusement dévoué à sa cause. Cependant l'énergie des assiégés commençait à s'affaiblir; le jour de l'assaut était fixé; Philippe pouvait se dire que dans peu d'heures son ennemi serait en son pouvoir. En ce moment critique où l'astre des destinées

de Charles semblait prêt à s'éteindre, des vaisseaux anglais parurent à l'horizon. La flotte française se retira avec une incroyable lâcheté vers Toulon. Les Anglais et les Hollandais débarquèrent. Philippe se vit alors assiégé à son tour, et dans le silence de la nuit, abandonna ses canons, ses bagages et jusqu'aux blessés, pour faire une retraite précipitée dont il rougissait. Son seul refuge était sur les frontières de France, car l'Aragon tout entier se soulevait contre lui. Il alla jusqu'à Perpignan non sans être harcelé dans sa fuite par l'infatigable Peterborough; de là, au bout de peu de jours, il revint précipitamment et sans escorte à Pampelune où il reçut des témoignages d'affection mais sans secours effectifs; ses affaires semblaient désespérées. Le duc de Marlborough venait de remporter la victoire de Ramillies; une armée avait été presque entièrement détruite en Italie, et la guerre n'était pas moins désastreuse dans l'ouest que dans l'est de l'Espagne. Quel que fût le génie de Berwick, il n'avait pu avec sa petite troupe tenir tête à ses ennemis; obligé de battre en retraite, il avait eu la mortification de voir prendre Alcantara, Cuidad Rodrigo, Salamanque, et de ne pouvoir empêcher les alliés de marcher vers Madrid, pour opérer ensuite leur jonction avec l'armée de l'est. C'eût été folie d'essayer de défendre cette capitale avec huit mille hommes qui maintenant restaient seuls pour soutenir la monarchie. Par son conseil, la cour quitta Madrid et se retira à Burgos Il était temps; car à peine Philippe était parti que les troupes légères de Galway et de das Minas parurent, et le 28 juin les deux chefs à la tête de trente mille hommes firent leur entrée triomphante dans Madrid.

Le pouvoir des Bourbons semblait maintenant aux yeux de la plupart arrivé à son terme dans la Péninsule. Sans troupes, sans argent, fuyant loin de sa capitale, ses plus belles provinces déjà au pouvoir de l'ennemi, Philippe n'avait plus, suivant l'opinion générale, qu'à chercher une retraite; mais tel n'était pas son dessein. L'adversité éveilla en lui une énergie qu'on n'avait point encore soupçonnée, que lui-même ignorait peut-être. Il supporta ses revers accablants avec le courage le plus ferme et le plus calme. Il harangua avec une simplicité pathétique le peu de troupes qui lui restaient et les assura qu'il mourrait, s'il le fallait avec elles, pour la défense de la patrie. Il paraissait mettre dans l'avenir des espérances qui prouveraient qu'il connaissait mieux que ses timides conseillers le caractère espagnol. Il pouvait se fier à la noblesse de ce caractère. Quoique en quittant Madrid il eût autorisé par un décret royal ceux que leurs fonctions n'attachaient point absolument auprès de lui à rester dans la ville, il n'y eut pas un membre de sa maison ou de celle de la reine qui l'abandonnât, et les grands, même ceux que les infirmités ou la maladie eussent pu retenir, se hâtèrent de le suivre à Burgos. Quand les alliés furent entrés dans Madrid, nulle acclamation ne fut poussée en faveur de Charles. De toutes parts, les généraux ne trouvèrent qu'un sombre silence; et ils eurent beau faire proclamer l'archiduc et lui composer un ministère de quelques nobles mécontents, il resta évident que l'heure de son véritable avénement n'était pas venue. Madrid d'ailleurs n'était pas toute l'Espagne, et la prise de la capitale laissait encore à ce pays des ressources et une énergie capables de faire trembler ceux qui voulaient l'asservir; bientôt tout Castillan fut devenu soldat. L'Estramadure fournit et équipa douze mille hommes. Les alliés avaient à peine quitté Salamanque pour marcher sur la capitale, que les habitants soulevés proclamaient de nouveau Philippe et levaient un corps de troupes pour couper toutes communications entre leurs ennemis et le Portugal. Ceux que l'âge ou la maladie empêchaient de prendre les armes, contribuaient de leur avoir à la défense du pays. Avant hier, lisons-nous dans une lettre de la princesse des Ursins « un prêtre apporta cent vingt pistoles à la reine, de la part d'un village qui contient juste le même nombre de maisons. Mon troupeau est honteux, disait-il, d'envoyer une si faible somme; mais tous

m'ont chargé de vous dire qu'ils étaient aussi cent vingt cœurs fidèles jusqu'à la mort. Le bon homme pleurait en prononçant ces paroles et en vérité nous pleurions avec lui. » Tolède, il est vrai, se déclara pour Charles; mais ce ne fut qu'un mouvement passager excité par la reine douairière, son oncle et le cardinal Portocarrero que son ressentiment contre les Français portait alors à détruire son ouvrage ; en vain bénit-il l'étendard autrichien et fit-il chanter le *Te Deum* dans la cathédrale de Tolède, la fortune du roi n'en reprit pas moins le dessus avec une rapidité extraordinaire. L'exaltation des Espagnols qui y eut la plus forte part n'en fut cependant pas la seule cause. Les généraux des alliés semblèrent tout à coup frappés d'inaction; les troupes s'abandonnèrent dans Madrid à des excès qu'elles trouvaient sans doute plus agréables que les fatigues et les dangers d'une campagne, et Charles lui-même perdit un temps si considérable à Barcelone et dans l'Aragon que, lorsqu'il rejoignit ses généraux à Guadalaxara, Berwick avait eu le temps de rassembler des forces supérieures aux siennes. Cet habile général lui coupa ses communications avec l'Aragon, comme déjà elles étaient coupées avec le Portugal. L'Andalousie était en armes; de sorte qu'il n'avait plus d'asile que dans la capitale ou dans Valence. Bientôt il ne lui resta que ce dernier. Madrid attendait l'arrivée d'un détachement de l'armée de Berwick qui devait venir la délivrer. L'archiduc se retira poursuivi par Philippe jusqu'aux frontières de Murcie; le roi fut témoin de la prise d'Orihuela, de Cuença, de Carthagène, et revint en triomphe à Madrid où on le reçut avec le plus vif enthousiasme. Il mit beaucoup de modération dans sa conduite envers les partisans de l'Autriche. Le cardinal Portocarrero obtint son pardon en mémoire de ses services passés, et la reine douairière fut conduite hors de l'Espagne avec tout le respect convenable. Ainsi se termina cette campagne également remarquable par ses nombreuses vicissitudes et par la fidélité chevaleresque des Castillans.

La campagne suivante s'ouvrit par la célèbre bataille d'Almanza que Berwick gagna sur Galway et das Minas. Elle affermit le trône de Philippe et remplit ses partisans de confiance dans sa fortune. Des avantages encore plus importants la suivirent. Tandis que le duc d'Orléans, envoyé par la France avec des renforts, conduisait une armée dans l'Aragon, Berwick attaquait les forteresses du territoire de Valence. Les capitales des deux royaumes se rendirent sans coup-férir. Dans le premier, cet exemple fut suivi par les autres places; dans le second, Denia, Xativa, Alicante resistèrent, mais furent enfin forcées de se soumettre. Les habitants de Xativa, en punition de leur défense désespérée, furent passés au fil de l'épée. Les murs furent rasés, et, plus tard, lorsque la ville fut rebâtie, on changea son ancien nom en celui de San Felipe. Une autre punition, qui s'étendit aux deux royaumes, fut l'abolition de leurs anciens priviléges par un décret royal rendu le 29 juin 1707. Cette abolition était effectuée en vertu de l'autorité royale et du droit de conquête. Des grâces accordées par le bon plaisir de la couronne pouvaient, disait-on, être révoquées par ce même bon plaisir. La prétention était assurément aussi fausse qu'injuste. Les priviléges nationaux avaient été, il est vrai, obtenus de la couronne, mais non comme de pures grâces. Elle y avait mis des conditions que les peuples avaient toujours fidèlement observées. C'était donc comme une convention passée entre le monarque et les peuples, et par laquelle celui-là n'avait pas plus le pouvoir de révoquer arbitrairement les chartes de liberté, que ceux-ci de lui refuser leur aide et leurs services ; quant au droit de conquête il pouvait donner lieu à de longues discussions. En admettant même qu'il fut abstractivement juste, on pouvait affirmer que son application dans ce cas n'était rien moins que politique. Mais ces considérations et d'autres qu'il eût été facile d'y ajouter n'avaient aucun poids auprès des Castillans qui n'envisageaient que la rébellion et qui, de tous temps, envieux des prérogatives accordées aux autres royaumes, avaient résolu de les réduire au même niveau

qu'eux. Les priviléges de la Catalogne ne devaient pas plus échapper que les autres; mais il fallait d'abord soumettre la province; et, avant d'y réussir, de nouvelles et terribles difficultés devaient se présenter. Tortosa fit une longue et brillante défense soutenue par quelques renforts envoyés d'Angleterre. En même temps Galway était remplacé par Stanhope, officier plein de courage et d'expérience. L'Autriche triomphante en Italie, maîtresse de Naples et de Milan, ordonnait au général impérial Stahremberg de se réunir aux alliés, et les îles Baléares tombaient en leur pouvoir. Cependant, bien qu'il fallût ajouter à tous ces revers le départ du duc d'Orléans forcé de quitter l'Espagne par les intrigues de la princesse des Ursins, les désastres de Louis dans les Pays-Bas qui l'amenèrent à déclarer qu'il serait forcé de faire la paix avec les alliés aux conditions qu'il leur plairait, quand même ils exigeraient de lui de sacrifier son petit-fils; bien que les finances fussent dans un état déplorable, que dans la fameuse campagne de 1710 Philippe échouât devant Balaguer, fut défait par Stahremberg à Almenara et à Saragosse; qu'il se vît forcé de se retirer dans sa capitale, puis de la quitter pour la seconde fois pour se renfermer dans Valladolid, cependant il eut la consolation de voir que les rigueurs n'ébranlaient point l'honneur et la loyauté de ses sujets. Des volontaires ne cessèrent point d'accourir de toutes parts à son camp, et les dons d'argent et de blé d'y être apportés. L'attachement qu'on lui portait était tel que, lorsque Charles entra à Madrid, en octobre 1710, à peine une acclamation fut-elle poussée même par les plus vils de la populace. Le général anglais avoua avec franchise que les alliés n'étaient maîtres que dans la portion du pays où ils campaient, et que les sentiments de la nation tout entière étaient contre eux. Charles bientôt dégoûté de Madrid le quitta le mois suivant, et, à peine en avait-il passé les portes, qu'il eut la mortification d'entendre les cloches retentir en signe d'allégresse. Ses alliés anglais sont accusés très-justement, à ce qu'il semble, par les historiens contemporains d'avoir exaspéré les Espagnols par leurs insultes continuelles à la religion établie, et par leurs rapines. A Tolède qui est sous le patronage de sainte Léocadie, leurs excès furent affreux. On verra bientôt comment la sainte se vengea. Philippe rentré à Madrid et reçu avec des transports non moins vifs que la première fois, ne s'y oublia pas cependant; accompagné du duc de Vendôme qui avait remplacé le duc d'Orléans, il se hâta de poursuivre les alliés. A Brihuega, ils atteignirent Stanhope auquel il restait cinq mille cinq cents hommes, la plupart Anglais; c'était une faute que de s'être laissé surprendre par des forces bien supérieures dans une ville dont les fortifications peu considérables tombaient d'ailleurs en ruines; mais le général anglais résolut noblement de prolonger la défense jusqu'à la dernière extrémité. Sans artillerie, avec peu de munitions, il tint longtemps les assiégeants en échec; enfin, lorsqu'ils firent irruption par les brèches que leurs canons avaient ouvertes, sa valeur furieuse les repoussa en leur faisant subir une perte double de la sienne. Ce ne fut que quand la résistance devint tout à fait impossible et qu'on les eut menacés de les passer tous au fil de l'épée, que ces braves gens capitulèrent. Ce désastre est regardé par l'historien contemporain San Felipe comme l'œuvre de sainte Leocadie dont la ville avait été témoin et victime d'excès sacriléges commis par ces mêmes hommes. Qui pourrait douter en effet de l'intervention de la sainte, si l'on remarque que sa fête tomba le jour même (le 9 décembre) où Brihuega se rendit. Les hérétiques, dit le marquis, peuvent sourire de cette réflexion, la vérité n'en est pas moins évidente; la Providence ne connaît point le hasard, et la justice divine ne s'endort jamais. Le matin suivant, Stahremberg dont Stanhope avait réclamé le secours arriva en vue de la place et trouva Vendôme prêt à le recevoir. Dans la bataille qui suivit, la victoire se déclara d'abord pour Vendôme; une charge vigoureuse de Stahremberg la ramena du côté des alliés; Vendôme et Philippe songeaient à la retraite, quand des réserves con-

duites par le marquis de Valdecañas firent de nouveau changer la fortune par une violente attaque sur les flancs de Stahremberg. Cependant Stanhope, par d'admirables efforts de valeur, parvint à rester maître du champ de bataille jusqu'à ce que la nuit eût mis un terme à l'action; ce fait lui donnait le droit de disputer à Vendôme l'honneur de la victoire. Mais il est certain que tout l'avantage fut pour celui-ci ; dès le point du jour, Stanhope dut commencer sa retraite précipitée sur Barcelone, et ses pertes, durant cette marche, ne furent pas moins graves que sur le lieu même du combat.

Ces désastres au moment où la cause des alliés était regardée comme triomphante, les énormes sacrifices d'hommes et d'argent qu'avait faits l'Angleterre, la disgrâce des whigs, et le changement de ministère qui en fut la suite ; enfin la mort de l'empereur Joseph, arrivée en juin 1711, et par laquelle Charles, dernier mâle de sa maison, devenait possesseur d'États considérables, auxquels la dignité impériale serait probablement unie, firent prendre aux choses un cours tout à fait différent de celui que l'on prévoyait depuis quelques années. Le nouveau ministère anglais fit faire des ouvertures à Louis, qui les écouta avec empressement, et offrit des avantages commerciaux particulièrement agréables au peuple avec lequel il traitait. Enfin les préliminaires d'une paix séparée entre la France et l'Angleterre, furent signés ; on y reconnaissait les droits de la ligne protestante à l'exclusion des autres. On promettait de raser les fortifications de Dunkerque. Gibraltar, Minorque, Saint-Christophe, et le monopole de *l'asiento* ou de la vente des nègres dans les colonies espagnoles, devaient être cédés pour un temps à l'Angleterre; on devait aussi lui assurer un établissement sur le Rio de la Plata, une exemption de certains droits dans le port de Cadix, et enfin, tous les priviléges déjà accordés à la France. Il fut convenu dans les mêmes préliminaires, que des conférences s'ouvriraient de bonne heure l'année suivante à Utrecht, pour travailler à la paix générale. Pendant ces négociations, qui étaient soigneusement tenues secrètes, la guerre languissait en Catalogne, surtout depuis que Charles avait quitté Barcelone, pour prendre possession de ses États héréditaires; pourtant il avait promis de revenir avec des renforts, et pour inspirer plus de confiance, il avait laissé l'archiduchesse en Catalogne avec le titre de régente et Stahremberg avec tout ce qui lui restait de forces disponibles. En arrivant à Milan, il reçut la nouvelle de son élection à l'empire ; son premier soin fut d'arrêter les effets de la nouvelle politique adoptée par l'Angleterre, en resserrant les liens qui l'unissaient à la Hollande ; mais ses efforts furent inutiles. Les conférences d'Utrecht s'ouvrirent, l'Angleterre se détacha ouvertement de la confédération, et des ordres furent envoyés pour le rembarquement des troupes qu'elle avait en Catalogne. Ces ordres furent exécutés malgré l'indignation et les reproches des Catalans, qui se plaignaient qu'on les abandonnât après avoir tout fait pour les exciter à la guerre. Les négociations continuaient, quoique de temps en temps interrompues. Enfin Louis ayant consenti à jurer que jamais les couronnes de France et d'Espagne ne seraient réunies sur la même tête, et Philippe ayant renoncé pour lui et pour ses successeurs à tous droits sur la première, une paix générale fut signée le 11 avril 1713, par les ambassadeurs de tous les souverains, excepté par ceux de l'empereur. Les conditions, par rapport à l'Espagne, étaient en petit nombre, mais importantes. Philippe était reconnu roi de Naples et des Indes ; mais la Sicile avec le titre de roi, était donnée au duc de Savoie ; Milan, Naples, la Sardaigne, les Pays-Bas étaient cédés à l'empereur ; Gibraltar et Minorque, avec tous les priviléges commerciaux ci-dessus mentionnés, aux Anglais. Une amnistie générale était stipulée pour les Catalans, mais sans qu'il y fut question de leurs anciens droits. Dans le cas où Philippe mourrait sans postérité, la couronne d'Espagne devait revenir, non pas à la maison de France, mais au duc de Savoie.

Par cette paix fameuse, l'Espagne perdit la moitié de ses possessions d'Europe. Mais l'on ne saurait blâmer Philippe d'avoir souscrit à ce démembrement de la monarchie. Milan et Naples étaient depuis longtemps au pouvoir de son rival, et il n'y avait aucune apparence de pouvoir les recouvrer. Il n'était guère plus possible de conserver la Sardaigne, la Sicile et les Pays-Bas. Cette paix mit réellement un terme à la guerre de la succession; Charles, quoiqu'il affectât de vouloir la continuer seul, ouvrit des négociations pour retirer ses troupes de la Catalogne. Si maintenant nous voulons porter un jugement sur la conduite des confédérés, durant tout ce long débat, nous la trouverons peu honorable, l'injustice de leurs prétentions est d'abord évidente. Ils voulaient détrôner un monarque choisi par le peuple sur lequel il régnait pour imposer à ce peuple un autre prince repoussé par lui; c'était une insulte à l'indépendance nationale, une violation odieuse du droit des gens. Quant à la gloire de leurs armes, si elle fut brillante en Allemagne et dans les Pays-Bas, elle jeta moins d'éclat en Espagne; leurs meilleures troupes y trouvèrent un tombeau, et de tous les généraux qu'ils y envoyèrent, on ne peut citer que Stahremberg qui eut véritablement du talent; l'Angleterre se couvrit particulièrement de honte en abandonnant les Catalans, après les avoir poussés à la révolte. Quelque injuste que fut la guerre dans son origine, on eût dû regarder comme sacrées les obligations contractées dans son cours; quelques faibles représentations en faveur des Catalans, furent à la vérité adressées à la cour de Madrid, mais sans espérance et probablement sans désir de succès.

Quand les Catalans virent que le roi était inébranlable dans le dessein d'abolir leurs priviléges, qu'ils comptaient en vain sur l'honneur de l'Angleterre, que l'empereur lui-même hors d'état de résister seul à la France était contraint de les abandonner, ils prirent une résolution aussi audacieuse qu'inattendue, ce fut de soutenir seuls tout l'effort de la maison de Bourbon; ils refusèrent l'amnistie qui leur était offerte, à moins que la reconnaissance de leurs droits n'y fût jointe. Si Philippe leur eut accordé cette demande il eût attaché à son trône par les liens les plus forts un peuple brave et généreux; mais il paraît avoir toujours regardé les libertés nationales avec horreur, et les avoir considérées comme des sources de révolte. La connaissance la plus superficielle de l'histoire de l'Espagne, eût pu cependant lui apprendre ce que la révolte avait d'ordinaire dans les usurpations de la couronne. Les Catalans ne plièrent devant lui qu'après une lutte glorieuse; une puissante armée réduisit toutes leurs forteresses excepté Cardona et la capitale. Cette dernière soutint pendant plusieurs mois un cruel blocus, tandis que l'artillerie foudroyait presque incessamment ses murs. Dans le printemps de 1714, vingt mille Français commandés par Berwick vinrent renforcer les assiégeants, on vit même un détachement anglais envoyé dans le même but; mais rien ne put dompter le courage des habitants; les femmes et les prêtres prirent les armes comme le reste, et combattirent en désespérés. Après la mort de la reine Anne, dont les ministres les avaient si bassement trahis, ils espéraient de la part de l'Angleterre, plus d'honneur et de justice. Mais le changement de dynastie ne modifia en rien une politique méprisable. Des excès révoltants déshonorèrent malheureusement la cause de la liberté. Tous ceux que l'on soupçonnait d'être favorables à Philippe, ou seulement de désirer la paix, tous ceux même qui ne préféraient pas les mesures les plus violentes à des mesures modérées étaient massacrés par une populace furieuse. Trois cents hommes désignés par le nom de *matadores* ou tueurs, ministres sanglants d'un tribunal qui s'était constitué de lui-même, allaient parcourant la ville et traînaient à une mort prompte de malheureuses victimes. Des prêtres même étaient arrachés de la chaire et de l'autel pour marcher à l'échafaud; en même temps les plus vigoureuses attaques de Berwick étaient repoussées avec perte. Au bout d'un mois, des brèches ayant été faites à deux bastions, des troupes s'a-

vancèrent pour donner l'assaut, mais elles furent presque aussitôt forcées de lâcher pied par la violence du choc des assiégés. Durant le jour et la nuit qui suivirent, les assauts répétés par un plus grand nombre et avec plus de furie, amenèrent enfin la prise des deux bastions; mais les assiégés réunis autour d'une bannière noire sur laquelle était peinte une tête de mort, parvinrent par des efforts presque surhumains à les reprendre. Les pertes que Berwick avait supportées dans cette lutte meurtrière le rendirent plus circonspect; il ordonna à l'artillerie de foudroyer les murs jusqu'à ce qu'elle eût fait des brèches assez larges pour admettre des compagnies entières de front. Avant le dernier assaut qui devait être livré le 11 septembre au matin, il proposa au peuple une capitulation favorable, mais on la rejeta, parce qu'elle ne garantissait pas la conservation des priviléges. Il ne restait donc plus qu'à commencer l'attaque; cinquante compagnies de grenadiers s'avancèrent, soutenues de quarante autres. Mais avant qu'elles eussent pu pénétrer dans la ville, des rangs entiers furent balayés par le feu des assiégeants. Une fois qu'elles y furent entrées, elles trouvèrent toutes les rues barricadées, et les fenêtres de toutes les maisons garnies de défenseurs qui faisaient une redoutable fusillade. On aura une idée de la valeur furieuse des assiégés si l'on songe que le bastion de don Pedro fut pris et repris onze fois dans cette journée. Des femmes, des prêtres, couraient impétueusement au combat; et tels furent les ravages qu'ils répandaient dans les rangs ennemis, qu'un régiment, longtemps avant la fin de la journée, se trouva privé de tous ses officiers, et qu'il ne resta plus qu'un enseigne pour le commander. Cependant le nombre finit par l'emporter. Le faible reste des Catalans arbora un drapeau blanc; aussitôt le carnage fut suspendu, et des pourparlers s'engagèrent. Mais les députés du peuple insistant encore dans cette extrémité sur l'inviolabilité des priviléges, ils furent presque aussitôt interrompus. Pendant toute la nuit un feu de mousqueterie fut soutenu par les fenêtres; mais le matin du 12 septembre, quand Berwick eut menacé de faire massacrer tous les habitants et de brûler la ville entière, quand il eut déjà commencé à faire mettre le feu à plusieurs maisons, les chefs consentirent réellement à capituler. On leur promit de respecter leurs vies et leurs propriétés; et eux, de leur côté, s'engagèrent à rendre les forteresses de Montjuich et de Cardona. Vingt-quatre des principaux moteurs de la rebellion furent condamnés à une prison perpétuelle. Un évêque et deux cents membres du clergé furent exilés en Italie. Tous les Catalans, excepté les nobles, furent désarmés, et les droits furent définitivement abolis. On conseillait au roi de faire raser la ville et d'ériger un monument à sa place; mais il rejeta cette proposition avec horreur. Avoir détruit le dernier asile qui restât à la liberté et réduit le royaume entier sous le même joug despotique, c'était en effet suffisant.

La cour de Madrid, pendant des événements si graves, était toujours livrée aux mêmes misérables intrigues. L'ascendant de la reine, et par conséquent celui de la princesse des Ursins était toujours sans bornes, et elles l'exerçaient selon leur caprice ou leur ambition bien plutôt que suivant les intérêts du pays. Pour se dédommager de la renonciation au trône de France, Philippe contraignit à changer les lois de succession établies pour le trône d'Espagne, et à y établir une sorte de loi salique; son but était sans doute d'exclure le duc de Savoie et les descendants de ses rivaux, tant qu'il resterait un prince de sa maison. Mais l'innovation déplut. C'était par l'accession des femmes, en vertu de l'ancienne loi, que la monarchie avait été formée; par elle s'était opérée la réunion de la Catalogne à l'Aragon, et de ce dernier état avec la Castille; c'était grâce à elle aussi que Philippe était devenu roi d'Espagne. Les cabales de la princesse des Ursins qui avait aspiré à une petite principauté indépendante dans les Pays-Bas et qui, dans son désappointement, contrariait tout ce qui ne flattait

pas son ambition personnelle, ajoutaient au dégoût général. Même, après la mort de la reine d'Espagne en février 1714, elle resta toute puissante à la cour. Depuis quelque temps elle s'était rendue aussi nécessaire au roi qu'à sa femme; d'ailleurs elle dirigeait l'éducation des deux infants, Louis et Ferdinand. Philippe, il est vrai, ne tarda pas à laisser voir le désir de se remarier; mais la princesse se flatta de pouvoir faire choix d'une princesse qui, comme la dernière, se réduirait à n'être que son instrument. Orri, sa créature, dirigeait en ce moment les affaires, de concert avec elle, et se rendait odieux en essayant de diminuer le pouvoir de l'inquisition et d'empiéter sur les immunités de l'Église. Le célèbre abbé Alberoni commençait aussi à paraître sur ce théâtre où il avait été admis comme agent du duc de Parme, sous la protection de Vendôme. Celui-ci lui avait fait assurer une pension considérable sur l'évêché de Valence. Le marquis Casali, ambassadeur de Parme, lui avait abandonné toute l'influence que lui donnait sa place, en ne gardant que le titre et le rang. Il eut ainsi de fréquentes occasions d'entretenir la princesse et s'insinua dans ses bonnes grâces. La voyant embarrassée dans le choix d'une nouvelle reine, il lui proposa un jour Élisabeth Farnèse, fille du dernier duc de Parme et nièce du duc actuel, qu'il dépeignit artificieusement comme simple dévote, ignorante du monde dont elle avait vécu séparée, toute propre enfin à remplir les desseins de la princesse. En faisant cette proposition, il comptait à la fois plaire à sa cour et perdre la princesse; car il savait qu'Élisabeth, d'un caractère tout différent de celui qu'il lui avait prêté, ne se laisserait gouverner par personne. La négociation pour le mariage fut secrètement entamée. Les dispenses du pape, car la future reine était proche parente de Gabrielle de Savoie, furent obtenues. Et la favorite se plaisait à contempler l'avenir de domination illimitée qui s'ouvrait devant elle, lorsqu'elle eut des renseignements exacts sur le caractère d'Élisabeth. Aussitôt elle se décida sans hésiter à empêcher le mariage; et, quoique les pouvoirs nécessaires eussent été envoyés pour la célébration, elle dépêcha à Parme un agent chargé de tout arrêter. Mais il n'arriva que le matin du jour de la cérémonie; et, comme on se doutait de sa mission, on ne lui permit d'entrer dans la ville que lorsque la cérémonie fut terminée. La confiance de la princesse ne l'abandonna pas cependant; elle affecta une grande joie et accompagna le roi jusqu'à Alcala pour y attendre l'arrivée de la nouvelle reine; laissant le roi dans cette ville où elle ne devait plus rentrer, elle s'avança vers Guadalaxara. Mais Alberoni, qui était allé au devant de sa royale maîtresse jusqu'à Pampelune et qui venait d'être créé comte, avait sans doute déjà réglé avec elle le sort de la favorite, et Philippe avait peut-être en secret donné son assentiment aux mesures qu'on allait prendre. A peine fut-elle admise en présence de la reine que, par l'ordre de celle-ci, on l'arrêta, on la jeta dans une voiture, sans lui donner le temps de changer de costume, et on la conduisit jusqu'à la frontière; son escorte de cinquante dragons ne lui permit de s'arrêter en aucun lieu pour prendre un instant de repos, quoique le froid fût rigoureux et la terre couverte de neige. A Saint-Jean de Luz, on lui rendit la liberté. Ses habits, ses bijoux, sa cassette, lui furent envoyés de Madrid. Après s'être montrée un instant à Versailles où elle fut froidement reçue, elle se rendit à Avignon et de là à Rome où elle s'attacha à la maison de Stuart. Son sort excita beaucoup d'étonnement mêlé d'assez peu de sympathie et restera un exemple mémorable des vicissitudes auxquelles sont exposés ceux qui fondent leur grandeur sur la faveur des rois.

Sa disgrâce fut suivie de celle d'Orri et de toutes ses autres créatures. Élisabeth hérita du pouvoir illimité de la première reine sur l'esprit de Philippe, surtout après la mort de Louis XIV auquel Philippe n'avait cessé de témoigner une déférence mêlée de crainte; cet événement fit changer toute sa politique. L'âge de Louis XV rendait une régence nécessaire, et Philippe n'attachait pas une telle

valeur à sa rénonciation qu'il ne se crût le droit d'y prétendre. Il n'osa cependant la disputer ouvertement au duc d'Orléans qui en fut revêtu sans obstacle; mais il ne négligea rien pour lui nuire et pour entraver tous ses actes. La reine très-ambitieuse, douée d'une rare capacité et d'une dissimulation qui eût été remarquée même en Italie, le soutenait dans ces desseins. Son désir ardent était d'assurer un trône à l'infant don Carlos son fils (né en 1716). Quand ses espérances n'osaient s'élever jusqu'à la France, elles visaient du moins à l'une des couronnes ducales de Parme et de Plaisance, ou de Toscane; dans l'un et l'autre de ces états, les princes régnants étaient sur le point de mourir sans postérité, et rien ne lui paraissait plus essentiel pour être en état de s'emparer un jour de leur héritage, que d'entretenir en Italie l'influence espagnole. Son conseiller en tout ceci était naturellement Alberoni, prêtre aux vues audacieuses, et qui ne manquait pour les réaliser ni de talent ni d'énergie. La ruse, la basse flatterie et une profonde connaissance du cœur humain l'avaient élevé de l'état le plus humble au rang de conseiller des rois. Nous n'entrerons pas dans le dédale inextricable des intrigues auxquelles se livrèrent ces deux Italiens accomplis; il nous suffira d'en indiquer les principaux résultats; Alberoni eut à peine remplacé à la tête des affaires le premier ministre, le cardinal del Guidice, qu'il commença à manifester ses projets sur l'Italie. On ne pouvait s'attendre à les voir tolérés par l'Autriche. Aussi dès que Charles VI en eut le moindre soupçon, la mésintelligence se mit-elle entre les cours de Vienne et de Madrid; l'arrestation arbitraire et impolitique de l'ambassadeur d'Espagne en Italie, par l'ordre de l'empereur, irrita Philippe à tel point qu'il se résolut à la guerre, tout en sachant bien qu'une triple alliance venait d'être conclue entre la France, l'Angleterre et la Hollande pour maintenir le traité d'Utrecht dans son intégrité. Comme l'Espagne allait être seule à soutenir la lutte contre l'Europe entière, Alberoni désapprouva et retarda la guerre jusqu'au moment où il comprit que son opposition ne servirait qu'à lui attirer une disgrâce; il se mit alors à presser les hostilités. Ce fut le moment où le pape, cédant aux instances de Philippe, le décora du chapeau de cardinal. A cette dignité fut ajoutée par ses souverains celle de grand d'Espagne avec l'évêché de Malaga, remplacé un peu plus tard par l'archevêché de Séville. Au mois d'août 1717, une flotte de douze vaisseaux portant neuf mille hommes sortit du port de Barcelone et fit voile vers la Sardaigne. L'île fut subjuguée en deux mois; mais cette agression, qu'aucune déclaration de guerre n'avait annoncée, indigna, et alarma l'Europe autant qu'elle blessa l'empereur. On soupçonna qu'elle n'était que le prélude de tentatives plus graves sur la Sicile et sur Naples. Tel était en effet le projet que l'Espagne se préparait à réaliser en faisant un grand armement dont elle cherchait d'ailleurs à envelopper la destination de tout le secret possible. Cependant l'Angleterre, en sa qualité de garant du traité d'Utrecht, après avoir vainement essayé d'amener l'Espagne à une réconciliation avec l'empereur, équipa une flotte destinée à donner à la première une sévère leçon. L'apparition d'une seconde flotte espagnole de vingt-trois vaisseaux montés par trente mille hommes qui sortit, en juin 1718, de Barcelone pour aller mouiller près du cap Solanto à environ trois lieues de Palerme, décida la France à agir entièrement de concert avec l'Angleterre et l'Autriche. Cette réunion à laquelle accéda la Hollande, prit le nom de quadruple alliance. Elle prétendait s'en tenir au traité d'Utrecht; seulement elle offrait à Victor Amédée la Sardaigne en échange de la Sicile qui reviendrait à l'empereur. Pour satisfaire Philippe, elle assurait la double succession de Toscane et de Parme à l'infant don Carlos, et promettait une renonciation absolue de l'empereur à la couronne d'Espagne; le cardinal ne daigna pas souscrire à ces conditions, et, sans s'effrayer de l'orage qui s'amassait sur le pays confié à ses soins, il refusa de rappeler les troupes débarquées en Sicile. Palerme et Messine, excepté la citadelle, furent promptement oc-

cupées, et toute l'île était sur le point de passer sous la domination espagnole, quand la flotte anglaise, conduite par l'amiral Byng, parut près des côtes. Dans l'action qui s'engagea bientôt, presque toute la flotte espagnole fut prise ou détruite. Alors Alberoni conçut le plan singulier d'une alliance entre Charles XII de Suède, le czar Pierre et l'Espagne. Les deux premiers eussent prêté leur appui au prétendant fils de Jacques II pour l'aider à remonter sur le trône d'Angleterre; et cette puissance eût alors été trop occupée de ses propres affaires pour se mêler de celles des autres ; la mort du héros suédois fit avorter cette conception hardie. Alberoni eut recours alors à d'assez misérables expédients. Il fit ourdir en France une conspiration dans le but d'arrêter le régent et de proclamer Philippe le tuteur du jeune roi; découverte à temps, elle ne produisit d'autre effet qu'une déclaration de guerre de la France contre l'Espagne. Berwick passa les Pyrénées à la tête de trente mille hommes, et entra dans la Biscaye. Philippe et le cardinal se mirent en marche pour s'opposer à ses progrès; mais, effrayés par la supériorité de ses forces, ils restèrent à Pampelune où ils eurent la mortification d'apprendre la prise de Fontarabie, de Saint-Antoine, de Saint-Sébastien. Berwick se retira ensuite de la Biscaye, repassa les Pyrénées pour les traverser de nouveau du côté de la Catalogne, prit Urgel et, après une tentative inutile sur Rosas, rentra dans le Roussillon. Le cardinal que tant de revers ne décourageaient pas, prépara à Cadix une expédition formidable qu'il disait destinée comme les deux premières contre la Sicile, mais qu'on vit, dès qu'elle fut prête, faire voile, sous les ordres du duc d'Ormond, vers les parages de l'Écosse où elle devait prêter son appui à Jacques Stuart. Une sorte de fatalité semble s'être attachée à toutes les tentatives de l'Espagne contre les Iles Britanniques. Un orage violent dispersa à la hauteur du cap Finistère l'expédition actuelle. Deux frégates seulement atteignirent leur destination, et le peu de troupes qu'elles débarquèrent sur les côtes de l'Écosse furent promptement forcées de se rendre. Dans le même temps, une escadre anglaise commettait de grandes dévastations sur les côtes de la Galice. Dans la Sicile, les affaires prenaient une tournure tout aussi défavorable aux projets du ministre. Des troupes autrichiennes y étaient enfin entrées et avaient forcé les Espagnols à se renfermer dans les places fortifiées. Victor Amédée venait d'accéder à la quadruple alliance; la Hollande avait suivi son exemple. Ainsi l'Espagne se trouvait réellement, comme le cardinal l'avait trop bien prévu au début de la guerre, seule contre l'Europe. Ces revers firent une profonde impression sur l'esprit de Philippe qui commença à regarder son ministre d'un œil mécontent; les alliés n'eurent pas plus tôt vu percer cette disposition qu'ils mirent tous leurs soins à la fomenter; le caractère si entreprenant et les vues si vastes d'Alberoni le leur rendaient odieux. Des intrigues s'engagèrent alors de toutes parts pour précipiter sa chute. On trouva parmi les seigneurs espagnols des hommes disposés à y prendre part. Sa hauteur les avait presque tous aliénés et sa qualité d'étranger les choquait peut-être encore davantage. La reine même fut gagnée et se décida à abandonner le cardinal; au faîte des grandeurs, sans le moindre soupçon de sa disgrâce, il reçut tout à coup l'ordre de quitter Madrid dans l'espace d'une semaine et le territoire espagnol dans trois. En ce moment ses fautes parurent oubliées, et plusieurs nobles qui avaient dédaigné de lui faire leur cour pendant sa prospérité vinrent le saluer à son départ. Un officier le rejoignit à Lérida, sur la route de Barcelone, pour examiner ses papiers et en saisir plusieurs; il lui fut permis ensuite de continuer son voyage. Près de Barcelone, il fut pillé par les miquelets, et ce ne fut pas sans peine qu'il atteignit Girone, à pied, à la faveur d'un déguisement. Il traversa le midi de la France, s'embarqua à Antibes, aborda à Sestri de Levante avec l'intention de se rendre à la cour papale. Mais un ordre qu'il reçut de ne point mettre le pied sur le territoire de l'Eglise, le décida à s'enfoncer dans les Apennins où il

fut quelque temps comme mort au monde; sa conduite était cruellement accusée à la cour d'Espagne. On y alla jusqu'à vouloir le faire dégrader et dépouiller de la pourpre; mais il se justifia dans une apologie très-travaillée où Philippe et Élisabeth étaient représentés sous un jour peu favorable. Au bout d'un an, à la mort de Clément XIII, il sortit de sa retraite et prit place dans le conclave pour concourir à l'élection d'un nouveau pape. Pour apaiser la cour d'Espagne, on lui fit ensuite son procès sur quelques accusations frivoles, et on le condamna à une courte réclusion dans un monastère. Cette peine une fois subie, on le vit jusqu'à sa mort en grande faveur auprès du saint siége. Du reste, comme ses actes en Italie n'ont plus de rapport avec cette histoire, nous cesserons ici de parler de lui, en observant quant à sa conduite, dans le poste élevé où l'avait mis la confiance de Philippe II, qu'il profita de son pouvoir pour introduire des réformes salutaires dans l'administration intérieure; qu'il accrut la prospérité de la nation; qu'il fut enfin et sans aucune comparaison, le plus grand ministre qu'eut possédé l'Espagne, depuis le fameux ministre Ximenès Cisneros.

Aussitôt après le départ du cardinal, Philippe accéda à la quadruple alliance, il renonça à toutes prétentions sur les états démembrés de la monarchie, consentit à voir la Sicile passer à l'empereur et la Sardaigne au duc de Savoie. En retour, l'empereur le reconnut roi d'Espagne et des Indes, et les duchés de Parme et de Toscane furent déclarés reversibles sur la tête des enfants qu'il avait eus d'Élisabeth, à condition que jamais on ne les réunirait à la couronne d'Espagne. Le roi d'Espagne demandait en outre la forteresse de Gibraltar qui lui avait été verbalement promise par le duc d'Orléans pour décider son accession à la quadruple alliance. Il est hors de doute que le duc n'avait parlé ainsi qu'avec l'assentiment du gouvernement anglais; mais les ministres, voyant l'opposition du peuple à la restitution de cette place, ne rougirent pas de sacrifier l'honneur du pays en éludant l'accomplissement de la foi donnée. Ce fut le sujet d'une interminable dispute entre les deux gouvernements pendant tout le reste du règne de Philippe. En 1721, un double mariage conclu entre ses enfants et la maison de France vint apaiser toutes les rancunes qui pouvaient encore subsister entre les deux royaumes. Son fils Louis épousa Louise-Élisabeth, fille du duc d'Orléans, et l'infante Marie-Anne, qu'il avait eue d'Élisabeth-Farnèse, fut fiancée à Louis XV. L'âge tendre de l'infante empêcha cette union de s'accomplir immédiatement; on sait que plus tard elle fut tout à fait rompue par le mariage de Louis avec Marie-Leczinska. Peu après cette double alliance, Philippe prit une résolution qui remplit l'Europe d'étonnement, celle d'abdiquer en faveur de son fils et de se retirer dans le palais de Saint-Ildefonse que lui-même avait fondé. Les motifs de cette résolution furent son excessive piété, son penchant à la mélancolie, le désir d'échapper aux soucis du gouvernement qui avaient plus pesé sur lui que sur tout autre prince de son temps. Il y joignit peut-être l'ambition d'imiter Charles-Quint; mais certes la différence même sous ce rapport est grande entre eux. Le décret d'abdication fut rendu le 10 juillet 1724. Philippe ayant solennellement juré de ne jamais reprendre la couronne, se rendit peu de jours après à la retraite qu'il s'était choisie. Mais l'amour des choses temporelles ne l'abandonna point. La faible santé de Louis XV lui donnait toujours l'espoir d'arriver au trône de France; et la reine, qui détestait l'Espagne et qui y était détestée, l'entretenait dans ces idées chimériques. Du reste, il ne laissait à son fils qu'une autorité nominale. La cour du jeune roi était remplie de ses créatures qui lui montraient beaucoup plus de déférence qu'à celui-ci; et rien d'important n'était entrepris sans avoir obtenu sa sanction. La nouvelle cour offrait des scandales qui pouvaient sous quelque rapport justifier son interposition. Ils venaient la plupart de la jeune reine aussi dépravée que capricieuse et indomptable; il fallut aller jusqu'à l'arrêter et la renfermer

dans le palais de Buen-Retiro. Au bout d'une semaine, sous une promesse d'amendement, on lui rendit sa liberté. Les regrets de Philippe pour son imprudente démarche augmentaient de jour en jour d'autant plus que de jour en jour il voyait que les espérances qu'il s'était plu à fonder sur la faible santé de Louis XV, n'étaient rien moins que probables. Son fils, assez soumis dans les choses de peu d'importance, commençait à se lasser de recevoir dans les circonstances les plus graves les ordres venus de Saint-Ildefonse, et ses ministres cherchaient les moyens de secouer le joug, quand la mort de ce prince (qui, dans son testament, le déclara son successeur) le décida à reprendre la couronne. Ce ne fut point cependant sans beaucoup d'embarras et d'obstacles. Il avait solennellement abdiqué: l'acte de son abdication avait été enregistré par le conseil de Castille et sanctionné par son propre serment. Le conseil, il est vrai, quoiqu'il désapprouvât son dessein d'annuler un acte si solennel, n'osa s'y opposer ouvertement; mais on se flattait qu'un caractère si enclin aux scrupules religieux n'oserait enfreindre l'obligation d'un serment. Une assemblée de théologiens déclara l'abdication irrévocable, mais lui suggéra en même temps qu'il pouvait ressaisir le pouvoir en qualité de régent pendant la minorité de son fils Ferdinand, alors âgé de onze ans. La décision ne le satisfaisant pas, il exprima la résolution de ne point sortir de la vie privée. Mais les artifices de la reine, qui obtint du légat du pape de le relever de son serment, triomphèrent enfin de ses scrupules, et il reprit l'autorité royale dans toute son étendue. Il est presque inutile d'ajouter que les ministres qui avaient montré la moindre opposition à son désir de reprendre la couronne furent disgraciés.

Avec Philippe on vit revenir la politique de la reine, l'établissement par un traité ou par la guerre de don Carlos dans une principauté d'Italie. On avait agité cette question dans le congrès de Cambrai assemblé pour concilier les prétentions des puissances européennes; mais chacune de ces puissances était bien trop occupée de son propre agrandissement pour songer à assurer celui d'une puissance voisine. Indigné de l'indifférence de l'Angleterre, de la France et de la Hollande, qui avaient promis auparavant de soutenir chaudement ses prétentions, il changea tout à coup de batteries et dépêcha un ambassadeur à Vienne pour obtenir de son propre rival l'empereur les concessions qu'il n'attendait plus de la médiation lente et peut-être perfide des autres puissances. L'homme chargé de cette mission était un des personnages les plus singuliers qui aient jamais paru sur la scène politique. Il se nommait le baron de Riperda, était né dans les Pays-Bas, de parents catholiques et Espagnols d'origine. Doué d'un esprit rare et de beaucoup d'instruction, mais dépourvu de principes, il n'avait pas hésité, dans l'intérêt de son ambition, à abjurer la religion de ses pères pour le protestantisme, et peu après avait été élu député aux états-généraux. Sa capacité et ses connaissances commerciales lui avaient valu ensuite d'être choisi pour aller régler quelques contestations élevées entre la cour d'Espagne et les Pays-Bas. Là, il attira l'attention des ambassadeurs d'Autriche et d'Angleterre, qui plus d'une fois le chargèrent de missions délicates, qu'il remplit toutes avec le plus grand succès. Il se faisait largement récompenser; car les habitudes extravagantes de sa vie lui rendaient l'argent nécessaire, et il était peu scrupuleux sur les moyens de s'en procurer. Le cardinal Alberoni l'employa, et ses conseils aidèrent beaucoup celui-ci dans les réformes qu'il avait entreprises. S'apercevant qu'on marchait plus rapidement à la fortune et aux honneurs à la cour d'Espagne, il se démit de sa charge d'envoyé, obtint des lettres de naturalisation et revint à sa première religion. La première entreprise que lui confia le roi catholique fut une manufacture d'étoffes de laine, qu'il fit arriver à un haut point de perfection, ce qui lui attira la haine des Anglais et des Hollandais, habitués à

posséder le monopole de cette industrie. Son mariage avec une riche héritière avait jadis été, en Hollande, l'origine de sa fortune. Devenu veuf, il accrut encore ses liaisons et son influence en s'alliant dans une noble famille. La chute d'Alberoni, qui fut en partie le résultat de ses intrigues et les plans hardis qu'il présenta pour redonner de la vigueur à l'industrie et accroître les revenus du royaume le rendirent agréable à Philippe. Il fonda son crédit auprès de la reine en proposant de traiter directement avec l'empereur. Choisi pour remplir cette tâche difficile, il se rendit secrètement à Vienne en novembre 1712, et engagea des conférences actives avec les ministres impériaux. Au commencement de l'année suivante, trois traités furent signés; par le premier, l'investiture des principautés italiennes était assurée à don Carlos. En retour, Philippe renonçait à tous ses droits sur Naples et la Sicile, et se contentait de la reversion de la Sardaigne. Le second, destiné à encourager le commerce des Pays-Bas catholiques aux dépens de celui de l'Angleterre et de la Hollande, accordait aux premiers, aux autres possessions maritimes de l'empereur et aux villes anséatiques les plus amples priviléges. Le troisième traité était secret; mais on croit qu'il s'y agissait surtout d'aider l'Espagne à recouvrer Gibraltar, et de rétablir Jacques Stuart sur le trône d'Angleterre. En outre il fut question d'un mariage entre don Carlos et une archiduchesse; mais ce projet ne se réalisa point. En récompense des services rendus en cette occasion, et encore plus pour les plans magnifiques mais impraticables avec lesquels il promettait de relever la monarchie, l'ambassadeur fut créé duc de Riperda, grand d'Espagne, et à son retour premier ministre; mais son élévation lui tourna la tête. Orgueilleux de posséder la confiance royale, on l'accuse de l'avoir trahie, peut-être uniquement pour s'en faire gloire, et d'avoir révélé des secrets à des personnages qui pouvaient faire tourner une telle révélation au détriment de l'Espagne. Cette criminelle imprudence discrédita ses souverains. Son impuissance à réaliser ses magnifiques promesses le fit voir dans son véritable jour comme un aventurier sans principes qui prenait indifféremment toutes les voies pourvu qu'il vît au bout la richesse et les honneurs. Sa politique extérieure tendant à entraver le commerce de la Hollande et de l'Angleterre, lui avait fait de ces puissances deux implacables ennemis, et leurs ambassadeurs n'hésitèrent pas à entrer dans les cabales formées pour sa ruine. Six mois ne s'étaient pas écoulés depuis qu'il était revêtu du titre de premier ministre, lorsqu'on lui signifia son renvoi, en lui promettant toutefois une pension; mais, poussé par l'effroi que lui inspiraient ses ennemis, il eut l'imprudence de chercher un asile dans l'hôtel de l'ambassadeur d'Angleterre avec qui il se montra plus communicatif qu'il ne convenait à un serviteur de l'Espagne, et qui se hâta de faire connaître à Philippe les révélations qu'on lui faisait. Philippe, offensé, demanda que son ancien ministre lui fût livré, et comme M. Stanhope affectait quelque résistance, la force armée vint saisir le malheureux Riperda dans l'hôtel et le conduisit dans la tour de Ségovie. La basse connivence de l'ambassadeur anglais avec ses ennemis est assez prouvée par l'usage qu'il fit de ses confidences et par le peu de soin qu'il prit de venger l'affront fait à lui-même pour la violation de son hôtel; car bien que pour la forme il publiât une protestation à ce sujet, jamais il ne chercha sérieusement satisfaction. L'honneur fut sacrifié à un bas intérêt, la générosité à une politique machiavélique. Pendant quinze mois, Riperda languit dans la tour de Ségovie, et il y eût probablement passé le reste de ses jours sans obtenir d'être jugé, s'il ne fût parvenu à s'échapper par le secours d'une servante qu'il avait séduite, et qui l'accompagna depuis dans toutes ses étranges aventures. Il arriva sain et sauf en Portugal, s'embarqua à Porto, resta quelque temps en Angleterre, puis rentra dans son pays natal. Il y fut réclamé par Philippe comme un criminel d'état, et craignant as-

sez justement d'être livré, il demanda un asile à la Russie ; mais le danger devenant imminent, il trouva plus prompt de s'enfuir à Maroc, où un renégat lui avait assuré une réception favorable. Il paraît assez douteux qu'il ait, comme quelques auteurs le prétendent, embrassé de nouveau la foi protestante pendant le peu de temps passé en Hollande. Le fait de son abjuration à la cour de Muley Abdallah pour entrer dans le sein du mahométisme semble plus probable. Il est certain que, pendant quelques années il présida aux conseils et commanda les armées de l'empereur de Maroc. Ce prince ayant été renversé du trône, il se retira en Istrie, où il finit ses jours en 1737, en attestant qu'il mourait dans la foi catholique.

Nous passerons rapidement sur les derniers événements de ce règne. Après la disgrâce de Riperda, l'alliance de l'Espagne avec l'Autriche subsista encore quelque temps. Gibraltar fut assiégé plusieurs fois, mais toujours inutilement. Des escadres anglaises vinrent de temps en temps menacer les côtes de l'Espagne, mais sans y faire de grands dommages. Enfin, comme l'empereur répugnait toujours à admettre les Espagnols en Italie, et cherchait des prétextes pour éluder l'accomplissement du dernier traité, une autre convention, signée à Séville, en 1729, entre l'Espagne, l'Angleterre et la France, rompit l'union factice entre les cours de Vienne et de Madrid. Le roi de France ne pouvait être mécontent de voir un prince de la maison de Bourbon investi des duchés de Parme et de Toscane. L'approbation de l'Angleterre fut aisément obtenue pour l'offre des mêmes avantages commerciaux avec lesquels on avait auparavant gagné la cour de Vienne. Mais quand la mort si longtemps attendue d'Antonio, duc de Parme, arriva, l'empereur se hâta de saisir sa principauté ; et l'Angleterre, mettant toujours de côté les scrupules dès qu'il s'agissait de son intérêt, se montra assez peu disposée à s'interposer jusqu'à ce que Philippe l'y eût forcée en menaçant de révoquer les conditions du traité de Séville. Grâce à son aide et à celle de la France, l'infant fut investi du duché de Parme et déclaré héritier de la Toscane, tandis que l'empereur songeait aux moyens de le dépouiller. Élisabeth, peu satisfaite de ce qu'elle avait obtenu, cherchait à augmenter les acquisitions récentes. La guerre de 1732, amenée par les prétentions rivales de Stanislas Leczinski et de l'électeur de Saxe au trône de Pologne fut favorable aux desseins de celle-ci. Une alliance se forma entre les rois de France, d'Espagne et de Sardaigne, et des hostilités conduites avec vigueur succédèrent à des mesures indécises et à des traités sans fruit. Tandis qu'une armée passait le Rhin et qu'une autre traversait les Alpes, don Carlos conduisait une expédition contre le royaume de Naples, dont il s'empara sans difficulté. La Sicile fut promptement soumise à son tour ; et l'infant, par l'ordre de Philippe, fut solennellement couronné roi des Deux-Siciles. Par le traité de Vienne en 1735, l'empereur, dont les armes avaient été presque constamment malheureuses, consentit à reconnaître Carlos et à recevoir Parme et la Toscane en échange du royaume qu'il perdait, condition assez juste, mais à laquelle cependant Élisabeth ne se soumit qu'à regret et uniquement parce que la France l'exigea.

Une collision avec l'Angleterre succéda à cette guerre ; d'un côté la jalousie inspirée par l'agrandissement récent de la famille des Bourbons, de l'autre les entraves opposées par les ministres de Philippe au commerce anglais en furent les causes. On peut en ajouter une encore plus grave : la contrebande que l'Angleterre faisait obstinément sur les côtes et sur les frontières des colonies espagnoles. La nécessité de se concilier une nation puissante avait longtemps fait endurer à Philippe cette continuelle violation des traités. La supériorité maritime des Anglais, le danger que couraient les galères et les navires marchands dans une guerre contre eux, l'engagèrent encore à différer, même après qu'il ne songeait plus à obtenir leur alliance. Cependant les officiers espagnols,

dans les Indes occidentales, irrités par la continuation de la contrebande, firent de nombreuses saisies dont quelques-unes peut-être étaient illégales. Alors ceux qui, dans le fait, étaient les agresseurs, se plaignirent avec violence. L'opposition anglaise, qui voyait le ministère peu disposé à une guerre avec l'Espagne, en prit occasion de revenir sans cesse sur ce sujet. Par l'exagération passionnée de ses discours, elle eut l'art d'intéresser la nation entière à la discussion, et la fermentation amena le ministère, non sans une répugnance visible, à engager la guerre. Les vaisseaux furent saisis dans les ports respectifs des deux nations, et les marchandises qu'ils portaient, confisquées. De puissantes flottes mirent à la voile, les unes pour attaquer, les autres pour défendre les possessions espagnoles en Amérique. Tandis que les actions principales se passaient dans ces contrées lointaines, les corsaires de Biscaye faisaient subir de grandes pertes au commerce anglais, dans les mers d'Europe. Dans ces hostilités qui durèrent jusqu'à la quatrième année du règne de Ferdinand, successeur de Philippe, sauf quelques faits d'armes isolés, peu d'événements d'importance. Elles finirent par un traité dans lequel l'Espagne, en récompense de ce que l'Angleterre se séparait de l'Autriche, lui rendait tous les avantages commerciaux qu'elle lui avait accordés autrefois.

La mort de l'empereur Charles VI, sans héritiers mâles, excita l'ambition de son ancien rival, non moins que celle des autres souverains. Tandis que la Bavière, la Saxe, la Prusse, la France, sans égard pour la pragmatique sanction solennellement garantie par eux, cherchaient à s'emparer des parties de cette succession qui se trouvaient le plus à leur convenance ; Philippe, et surtout sa femme, sentaient se ranimer leurs anciennes espérances sur l'Italie, et se promettaient d'y obtenir une principauté pour l'infant don Philippe, le second fils de la reine. La guerre embrasa donc toute l'Europe ; en 1741, Philippe envoya en Italie une armée qui se joignit à des troupes napolitaines et ces forces combinées marchèrent sur la Lombardie ; mais le succès ne les accompagna point. Le roi de Sardaigne joignit ses armes à celles de l'Angleterre et de l'Autriche. Montemar, le général espagnol, fut obligé de reculer devant des forces supérieures. Une escadre anglaise vint attaquer les côtes de Naples et contraindre le jeune roi à rappeler ses troupes et à observer une exacte neutralité. Pendant les années suivantes, on vit la guerre, tantôt traîner en longueur, tantôt se réveiller. Don Philippe commandait en personne les armées chargées de lui conquérir un trône ; mais plus d'une fois il fut obligé de se retirer sur le territoire français. Sur mer, l'avantage resta presque constamment à la Grande-Bretagne sur les flottes réunies d'Espagne et de la France. Le roi de Naples renonça pourtant à la neutralité et se joignit de nouveau aux Espagnols, ce qui mit don Philippe à même de reprendre l'offensive avec des apparences de succès. En 1745, il défit, à la tête de soixante mille Francais, Espagnols et Napolitains, l'armée autrichienne et sarde ; pénétra encore une fois dans la Lombardie qu'il subjugua tout entière, à l'exception de Mantoue et de la citadelle de Milan. Mais ici s'arrêtèrent ses succès. Le traité que Marie-Thérèse conclut, en 1746, avec le roi de Prusse, lui ayant permis d'envoyer des renforts considérables en Italie, les Français et les Espagnols en furent expulsés, après quelques rencontres où ils combattirent en désespérés. Dans l'orgueil de son triomphe, le général impérial se préparait à attaquer Naples et à en chasser don Carlos ; mais l'intervention de l'Angleterre, qui ne souhaitait nullement de voir l'Autriche recouvrer sa puissance d'autrefois, le força à se tourner du côté de la Provence. Sa tentative sur ce pays n'eut point d'effet ; une révolte ayant presque aussitôt rappelé à Gênes les forces autrichiennes. Comme il arrive souvent dans de telles guerres, l'épuisement de toutes les parties belligérantes les amena à songer à la paix. Le traité d'Aix-la-Chapelle, signé en 1748, donna Parme, Guestella et Plaisance à l'infant don Philippe, à condi-

tion, toutefois, que s'il venait à succéder au trône de Naples, les deux premières retourneraient à l'Autriche, et la dernière au roi de Sardaigne.

Avant la conclusion de cette paix, en juillet 1748, une attaque d'apoplexie enleva Philippe. On a pu aisément juger son caractère d'après ses actions. Quelles qu'aient pu être sa faiblesse, son indolence, sa déplorable facilité à se laisser conduire par les deux femmes qui partagèrent successivement le trône avec lui, il désira toujours sincèrement le bien de l'Espagne; et ce désir fut en partie rempli. Le royaume retrouva sous lui une prospérité dont il n'avait pas joui depuis le règne de Philippe II. La littérature même refleurit sous sa protection. Il fonda la bibliothèque royale de Madrid, une académie royale, une académie historique et l'académie de Saint-Ferdinand pour l'encouragement des beaux arts. Sa vie privée eût mérité d'être offerte en exemple aux autres princes. On peut dire que son seul défaut, ou plutôt son seul malheur fut de n'avoir eu ni des talents, ni une énergie dignes de son rang. Il eût fait le plus brave et le plus honorable des gentilhommes, ou l'ecclésiastique le plus exemplaire.

§ Ier. Ferdinand VI.

(1746-1759.)

Ferdinand VI, second fils de Philippe et de Marie-Louise de Savoie, était dans sa trente-quatrième année, lorsqu'il monta sur le trône. Il ne manquait point d'affection pour ses frères du second lit; cependant la reine douairière dut comprendre qu'il ne ferait pas pour leur agrandissement les mêmes sacrifices que Philippe, et que, pour elle-même, son influence était à son terme. Le roi, très-peu disposé à sacrifier les intérêts de son royaume, dans le but d'assurer des principautés aux infants, s'occupa de conclure la paix et signa, comme nous l'avons déjà dit, la quatrième année de son règne, le traité d'Aix-la-Chapelle. Il n'aimait pas la guerre qu'il accusait fort justement d'avoir arrêté les progrès et la prospérité de l'Espagne. Il respectait le roi de France comme chef de sa maison, mais était fermement résolu à ne pas agir comme son délégué; si nous ajoutons à ceci qu'il était plein d'honneur et d'intégrité, de la plus entière franchise, nous aurons fait de lui un bel et juste éloge. Cependant, à côté de ces qualités, se retrouvaient beaucoup des défauts de son père. Il en avait le caractère mélancolique, l'indolence, l'incapacité. Il n'était pas moins que lui soumis à l'influence des femmes. Maria-Theresa Magdalena Barbara, qu'il avait épousée en 1729, était douée des manières les plus gracieuses, avait un caractère doux, mais disposé à l'avarice. Dans la crainte d'être réduite, si elle survivait à son époux, à un état de dépendance, malheur assez commun pour les reines d'Espagne, elle vendit quelques offices et se montra empressée à recevoir de l'argent de quelque part qu'il vînt. On peut faire le même reproche au marquis de la Ensenada (*En se nada*, en soi rien. Jeu de mots sur son origine), homme de basse extraction, qui ne manquait point de talents, mais portait dans ses dépenses une profusion scandaleuse à laquelle les émoluments ordinaires de sa charge n'eussent pu suffire. Sous le dernier règne, il avait conseillé la guerre uniquement pour plaire à la reine. Maintenant, pour se concilier la faveur du roi, il était le plus éloquent avocat de la paix. Son collègue, don Joseph de Carvajal, d'une famille illustre et d'une intégrité sans

tache, était pacifique d'inclination, et de plus, opposé à l'influence française. Le confesseur du roi, le jésuite Rovago, homme ambitieux, partageait avec eux sa confiance et obtint aisément une part dans la direction des affaires ; mais l'influence la plus étrange qu'on vit alors exercée sur les affaires de ce royaume fut celle d'un chanteur, le fameux Farinelli, qui, après avoir fait fortune en Angleterre, fut attiré en Espagne, par l'espérance de produire par son talent quelque heureux effet sur le caractère mélancolique de Philippe et qui y réussit. Comme Ferdinand souffrait de la même maladie morale que son père, la voix de Farinelli ne devait pas avoir moins de charme et d'attrait pour lui. Cet homme, doué d'ailleurs de beaucoup d'adresse, s'insinua aussi dans les bonnes grâces de la reine, et son influence devint telle que des têtes couronnées ne rougirent pas de le flatter et de le cajoler pour arriver plus sûrement à obtenir ce qu'elles désiraient de Ferdinand.

Ce prince fut surtout occupé, pendant son règne, de la part qu'il lui fallut prendre dans les querelles entre la France et l'Angleterre. Carvajal se prononça pour la seconde, Ensenada pour la première. Carvajal décida son maître, en dépit d'Ensenada et des intrigues du cabinet de Versailles, à conclure un traité de neutralité avec l'Autriche et la Sardaigne. La France se vengea en opposant la politique du roi de Naples et du duc de Parme à celle de leur frère. En 1754, Carvajal mourut, et cet événement, en affligeant les Anglais, releva l'espoir de la France ; mais le parti opposé à celle-ci parvint à faire nommer au département des affaires étrangères le général Wall, Irlandais naturalisé en Espagne et dévoué à la cause de l'Angleterre. Bientôt après, Ensenada qui avait paru sur le point de parvenir à un pouvoir illimité après la mort de Carvajal, fut disgracié pour avoir envoyé de sa propre autorité à un ministre du Mexique l'ordre secret de commencer une guerre d'extermination contre tous les établissements anglais situés sur le golfe du même nom L'ambassadeur d'Angleterre s'en procura par des moyens assez peu honorables une copie qu'il montra au roi, et le ministre, arrêté immédiatement et exilé, eût été encore plus sévèrement puni sans l'intervention de Farinelli qui lui obtint même une pension. Le confesseur partagea bientôt sa disgrâce, et ce fut un nouveau triomphe pour le parti anglais. Mais Ferdinand ne renonça pas pour cela à ses idées de justice et d'impartialité, et continua à observer une sage et imposante neutralité entre la France et l'Angleterre. L'offre de Minorque faite par les Français qui venaient de l'enlever à leur ennemi, ne put pas plus le décider à se prononcer en leur faveur, que l'offre de Gibraltar même faite par les Anglais, ne put obtenir qu'il se joignît à la confédération formée par eux contre la France ; mais un prince si juste, si doux, si vertueux ne devait pas tarder à être enlevé à l'Espagne et à l'Europe ; la mort de la reine, en 1758, fit une impression si profonde sur son cœur qu'il ne put désormais prendre sur lui de se mêler des affaires d'état, ni de se livrer aux distractions ordinaires de la vie. Il mourut un an après elle, et, comme il ne laissa point de postérité, la couronne revint à don Carlos, son frère, déjà roi des Deux-Siciles.

L'Espagne fut heureuse sous Ferdinand, non-seulement à cause du caractère pacifique de son souverain, mais aussi par la protection qu'il accorda à l'agriculture, au commerce, aux arts ; mais le plus grand bienfait qu'elle lui dut, fut l'abolition des abus causés par le patronage papal ; abus monstrueux qui s'ajoutait aux expectations, aux indults, aux quinzièmes, aux annates, et par lequel le saint siége apostolique s'arrogeait pendant huit mois sur douze la nomination à tous les bénéfices. En 1755, le roi conclut avec le pape un concordat qui rendait le droit de nomination à la couronne et qui dispensait le possesseur du bénéfice de payer au saint siége pour cette nomination le droit depuis longtemps exigé. En retour de ces concessions, le pape eut le patronage de cinquante-deux bénéfices, la taxe sur les dispenses de mariage et l'impôt de la croisade.

§ II. Charles III.

(1759—1788.)

D'après le traité de Vienne, les couronnes d'Espagne et de Naples ne devaient jamais être réunies sur la même tête. Charles, à son avénement, dut remettre la seconde à l'un de ses fils. Comme l'aîné, Philippe, était dans un état complet d'imbécillité, le second, Charles, fut déclaré héritier présomptif du trône d'Espagne, et le troisième, Ferdinand, proclamé roi des Deux-Siciles. Charles III, après avoir nommé un conseil de régence pour gouverner pendant la minorité du jeune prince, prit congé de ses anciens sujets, que son gouvernement sage et modéré lui avait fortement attachés, et fit voile pour Barcelone, dont les habitants le reçurent avec une satisfaction qu'il accrut en leur rendant quelques-uns de leurs priviléges. Parvenu de là à Madrid, il prit possession du trône. Quelques changements furent faits dans le ministère ; en maintenant le général Wall, Charles donna à Ensenada la permission de revenir à la cour. Le ministre des finances fut renvoyé, et remplacé par le marquis de Squillace, noble italien très-expérimenté dans cette branche du gouvernement. Farinelli reçut l'ordre de quitter le royaume.

La France et l'Angleterre étaient alors engagées dans une guerre très-désavantageuse à la première puissance. Cette situation des choses blessait le cœur de Charles ; les succès des Anglais lui étaient désagréables. Il n'avait point oublié la manière dont ils l'avaient forcé à la neutralité pendant les dernières guerres d'Italie. Les plaintes de son peuple, relativement à la contrebande dans les Indes occidentales, retentissaient sans cesse à ses oreilles. Il n'était pas sans quelques craintes que les Anglais une fois victorieux ne tournassent leurs armes contre ses riches possessions d'Amérique. Enfin, il souhaitait de procurer à ses sujets le droit de pêche à Terre-Neuve. Tout cela devait le porter à conclure avec le cabinet de Versailles une alliance à laquelle ce cabinet n'était pas moins disposé que lui. Le traité qui les réunit, connu sous le nom de *pacte de famille*, établissait que l'ennemi de l'une des puissances serait considéré comme l'ennemi de toutes les deux, et que l'une d'elles ne ferait jamais la paix sans le consentement de l'autre. Quelque soin qu'on eût eu de tenir ces conventions secrètes, M. Pitt en eut soupçon, et aurait prévenu l'Espagne par une déclaration de guerre immédiate, s'il n'eût été à ce moment même remplacé par un favori de cour, le comte de Bute. Celui-ci, au-lieu d'adopter les idées de Pitt par rapport à l'Espagne, et de rompre, comme c'était aussi l'idée de ce dernier, les négociations dont la France amusait l'Angleterre afin de gagner du temps, se laissa tromper par les deux cours. Les négociations furent artificieusement prolongées jusqu'à l'arrivée des Galiciens à Cadix, et jusqu'à ce que les préparatifs faits pour conduire la guerre avec vigueur fussent terminés. Alors on laissa tomber le masque et on reprit vivement les hostilités. Quelque incapable que fût le ministère anglais sous un souverain encore plus faible que ses prédécesseurs, une telle vigueur avait été communiquée par Pitt à toutes les branches de l'administration qu'elle suffit à assurer le succès des armes anglaises. Dans les Indes occidentales, la Havane succomba ; dans les Indes orientales, Manille. Les armes françaises et espagnoles ne furent pas plus heureuses dans le Portugal. Les vingt-deux mille hommes qui l'envahirent, sous le mar-

quis de Soria, pour le punir de son attachement aux intérêts de l'Angleterre, ne parvinrent qu'à prendre Almeida, et furent bientôt forcés de l'abandonner pour se retirer sur le territoire espagnol. L'état des finances était encore plus inquiétant pour le cabinet de Madrid que les défaites subies sur le champ de bataille. Les caisses étaient à peu près vides, sans que l'état du commerce, horriblement souffrant depuis la guerre, laissât l'espoir de les remplir. La France, sous ce rapport, n'était guère en meilleure situation que l'Espagne, et toutes deux finirent par désirer la paix. Elle fut conclue à Paris le 10 février 1763 ; mais on peut dire que les deux puissances unies par le pacte de famille l'achetèrent au prix de dures concessions. Sans parler de celles de la France, l'Espagne renonça à la Floride, à toutes ses prétentions sur un droit de pêche à Terre-Neuve, et accorda la permission de couper du bois de construction dans la baie de Honduras.

De telles conditions, acceptées parce que la situation des choses faisait une nécessité de s'y soumettre, mais acceptées à regret, devaient plutôt exciter qu'apaiser le ressentiment de l'Espagne. Le général Wall s'étant retiré, fut remplacé par le marquis de Grimaldi, Génois et créature de la France. Sous ce ministère, on se donna peu de peine pour cacher des ressentiments dont l'amertume était augmentée par de nouvelles discussions relativement au commerce des Indes, et par les entraves qu'opposaient les autorités locales aux coupes de bois dans la baie de Honduras. Cependant le mauvais état de la marine espagnole et le désordre des finances décidèrent les ministres qui succédèrent à Grimaldi à éviter une rupture ouverte par des concessions faites à propos. Ainsi fut obtenue une assez longue paix, pendant laquelle une sage économie fut introduite dans le recouvrement des impôts, une bonne discipline dans les troupes de terre et de mer. Ainsi, les ressources financières et militaires de la nation se trouvèrent considérablement augmentées, et elle apprit à reprendre confiance en ses propres forces. Ces bienfaits furent dus au comte d'Aranda, homme d'un esprit entreprenant. L'incapacité évidente des hommes qui dirigeaient alors les affaires en Angleterre, hommes élevés tantôt par les caprices de la faveur royale, tantôt par ceux d'une faction, contribua encore à ranimer le courage des Espagnols. Un roi qui n'avait ni assez de pénétration pour discerner, ni assez de justice pour récompenser le mérite ; un ministère uniquement occupé d'enrichir ses créatures ou d'humilier le parti opposé à son système ; une nation tourmentée par la discorde, où les intérêts des diverses classes se combattaient réciproquement, où une guerre ouverte existait entre le peuple et l'aristocratie, pouvait bien enhardir le ministère de Charles à prendre un ton plus haut dans les représentations qu'il avait à adresser à propos des difficultés ci-dessus mentionnées. On vit donc les déférences, et même les égards, cesser presque complétement envers les ambassadeurs d'Angleterre à Madrid. L'occupation de la Corse par des troupes françaises, l'expulsion des Anglais des îles de Falkland, étaient des insultes plus directes faites à cette puissance; mais on eût pu y ajouter encore sans amener une déclaration de guerre, tant ce pays était déchu de la situation élevée qu'il occupait à l'époque de la mort de Georges II. On ne peut douter que, dès ce moment, l'Espagne ne fût disposée à venger les humiliations subies autrefois ; mais ce désir était contenu par les embarras intérieurs qui, en France, commençaient à préparer silencieusement et infailliblement la terrible révolution de 89. Charles était trop sage pour songer à engager la lutte à lui seul. Il lui suffisait de montrer à l'Angleterre qu'il ne la craignait plus. Les choses restèrent en cet état jusqu'à l'arrivée au ministère du comte de Florida-Blanca. L'Angleterre reçut alors un nouvel affront dans la personne de son allié le roi de Portugal. Le voisinage des territoires appartenant aux deux puissances de la Péninsule, sur la rivière de la Plata, donnait lieu à des

empiétements répétés, et par conséquent à des querelles. En 1775 l'Espagne s'empara inopinément du district voisin de celui de Sacramento. Le Portugal, en représailles, réduisit plusieurs forts sur le Rio-Grande. Aussitôt une expédition de Cadix vint attaquer l'île de Sainte-Catherine, près de la côte du Brésil, la prit, et se rendit maîtresse ensuite de la colonie de Sacramento. Ces événements, la mort de Joseph, roi de Portugal, les intrigues suivies pour exclure sa fille en faveur de son petit-fils, l'appui prêté par l'Espagne à la première et son avénement, changèrent toute la politique du Portugal. Il contracta une alliance avec l'Espagne, qui ne fut que le prélude de son adhésion au pacte de famille. A cette alliance fut ajouté un traité qui fixait les frontières du Brésil, du Paraguay et du Pérou, et qui était particulièrement favorable aux vues et aux intérêts de l'Espagne.

Le ministre Florida-Blanca, doué d'un esprit aussi entreprenant que le duc d'Aranda, épiait désormais l'occasion de profiter d'un si heureux état des choses. La mésintelligence croissante entre l'Angleterre et ses colonies d'Amérique ne tarda pas à la lui fournir. La France avait déjà contracté avec les rebelles une alliance qui satisfaisait sa haine héréditaire contre une puissance rivale, et lui assurait l'amitié des États qui allaient se détacher d'elle pour se créer une forte indépendance. Certes si l'Espagne, au lieu de ne consulter que ses ressentiments, eût en cette circonstance consulté la raison, elle eût hésité avant d'imiter la France. Elle ne pouvait souhaiter au fond le succès des insurgés, dont la conduite pouvait être d'un exemple séduisant pour les colonies espagnoles, et porter ainsi des fruits non moins funestes à l'Espagne. Cependant, avec une politique aussi aveugle que vindicative, Florida-Blanca persuada à Charles de prendre part, avec la France, dans la guerre d'Amérique. Sous le prétexte que sa médiation, médiation qu'il n'avait offerte que pour amener une rupture, avait été dédaignée par la Grande-Bretagne, Charles rompit ouvertement avec elle, et demanda la coopération d'une flotte française pour investir Gibraltar. La situation de l'Angleterre était alors extrêmement critique ; l'Europe entière regardait sa perte comme assurée. Ayant à soutenir sans un seul allié et la révolte de ses colonies et l'agression de la France et de l'Espagne, favorisées par les vœux secrets du Portugal, de Maroc, de la Hollande, de la Russie, de l'Autriche, en proie à des discordes intestines, condamnée au fléau d'une cour imbécile et extravagante et d'un ministère non moins méprisable. Sa position paraissait désespérée. Mais le courage naturel à ses habitants, s'il ne put éviter des désastres encore sans exemple dans son histoire, et s'il fut souvent mal dirigé, la sauva du moins de la ruine, qui semblait imminente. Gibraltar, avec une poignée de soldats pour garnison, fit une défense qui étonna l'Europe. Les flottes qui menacèrent souvent les côtes de l'Angleterre n'en vinrent cependant jamais à opérer une descente. Lorsqu'elles se furent retirées dans les ports de la Péninsule, l'une d'elles fut défaite par l'amiral Rodney, qui, dans le même temps eut le bonheur de s'emparer d'un convoi de quinze voiles. La prise d'une flotte marchande par les Espagnols et les Français, la perte de quelques établissements dans les Indes occidentales, sur les bords du Mississipi, la conquête de la Floride orientale par Galvez, officier espagnol très-entreprenant, balancèrent, il est vrai, ces avantages. Ces revers auraient été suivis d'autres plus grands si le cabinet anglais n'était parvenu à semer la division entre les deux puissances alliées. L'offre de Gibraltar, offre faite sans aucune espèce de sincérité, arrêta plus d'une fois les desseins hostiles de l'Espagne et l'engagea dans de secrètes négociations. Quand Florida-Blanca vit, à sa grande mortification, qu'il avait été dupe, il recommença à pousser la guerre avec vigueur; il était trop tard. L'Angleterre avait eu le temps de faire des préparatifs qui devaient lui assurer, dans la suite de la guerre, une attitude plus respectable. Flo-

rida-Blanca eut cependant le mérite de proposer et le bonheur de faire accepter la fameuse neutralité armée, par laquelle tous les pouvoirs maritimes de l'Europe cherchèrent à détruire la supériorité navale de l'Angleterre. Il eut la gloire encore plus grande de recouvrer Minorque. Enorgueillis par ce succès, les ministres de Versailles et de Madrid envoyèrent une flotte considérable dans les mers des Indes occidentales pour en chasser les Anglais, tandis que leurs alliés les Hollandais, de concert avec Hyder-Ali, entreprenaient de les expulser des Indes orientales. La première entreprise échoua tout d'abord par la défaite du comte de Grasse, l'amiral français. Le blocus de Gibraltar fut de nouveau converti en un siége vigoureux, et un terrible assaut fut donné avec les célèbres batteries flottantes inventées tout exprès, et soutenues par les flottes réunies de France et d'Espagne; mais l'attaque fut repoussée par le général Elliot et son héroïque garnison, de manière à couvrir les alliés de honte. La place fut sauvée; et quoique les alliés restassent encore quelque temps devant elle, ils n'eurent pas le courage de renouveler la tentative. Cependant, malgré ces succès si balancés, ce fut en définitive à l'Angleterre que la guerre fut fatale. Les colonies américaines conquirent leur indépendance. Les ministres, découragés, firent alors des propositions de paix, et un traité assez humiliant pour la nation qu'ils dirigeaient fut bientôt conclu à Paris. L'Angleterre abandonna les deux Florides, Minorque, Tabago, l'île de Gorée, se soumit à être exclue de la plus grande partie du golfe du Mexique et à partager avec les Français la pêche du banc de Terre-Neuve, sans pouvoir obtenir en échange de si énormes concessions le plus petit avantage dans ses rapports commerciaux avec la Péninsule ou ses anciennes colonies.

Tout avantageux que fut un tel traité, Charles, lorsque son ressentiment contre les Anglais fut calmé, comprit à quel point était impolitique la guerre qui venait de s'achever. Son principal résultat avait été d'établir sur les confins de son empire du Mexique une république puissante, qui allait communiquer le désir de l'indépendance aux habitants de cet empire. Peu de temps s'était écoulé lorsqu'il eut la mortification de voir en pleine insurrection plusieurs districts très-étendus de ses possessions américaines dans le Pérou. Un descendant des Incas rassembla rapidement soixante mille hommes, avec lesquels il entra en campagne. Tupac, tel était le nom de ce chef, fut à la vérité vaincu et fait prisonnier, et les insurgés se dispersèrent; mais l'esprit de mécontentement, ou pour mieux dire d'indépendance, ne s'éteignit pas pour cela. Il prit de nouvelles forces dans le silence, attendant patiemment une occasion favorable pour se reproduire au grand jour.

Le reste du règne de Charles n'offre plus rien de très-important. Quant aux relations extérieures, deux traités, l'un avec la Porte, l'autre avec les régences barbaresques, affranchirent ses sujets des déprédations des pirates, et leur procurèrent pour le commerce de la Méditerranée des avantages supérieurs à ceux dont jouissaient toutes les autres puissances européennes. Il assura ses relations avec le Portugal par le mariage de sa fille Charlotte avec l'infant don Juan, qui régna depuis sous le nom de Jean VI, et obtint de cette cour pour les Français des priviléges commerciaux égaux à ceux des Anglais. L'influence de ceux-ci n'était pas moins affaiblie en Hollande. A ce moment de honte et d'abaissement d'une nation qui avait été si fière et si puissante, Charles renouvela encore ses demandes pour la cession de Gibraltar. L'opposition du peuple fut peut-être le seul motif qui empêchât les ministres de céder sur ce point; mais ils dédommagèrent l'Espagne par d'énormes concessions sur la plupart des priviléges que, depuis deux siècles, ils possédaient dans les Indes occidentales. A mesure cependant que Charles avança en âge, il devint moins favorable à la France et plus disposé à entretenir des rapports amicaux avec l'Angleterre. On doit attribuer

ce changement aux opinions dangereuses, destructrices de toute loi et de toute morale, qui commençaient alors à circuler en France, et qui faisaient dire à Charles que tout état constitué devrait élever un mur d'airain autour de lui pour arrêter la propagation des idées françaises. L'administration intérieure ne fut pas, sous le règne de Charles, moins remarquable que la politique extérieure. Beaucoup de nouveautés y furent introduites, dont les unes furent agréables et les autres odieuses au peuple. Tant que les efforts de ses ministres se bornèrent à améliorer l'état du commerce et de l'agriculture, à faire réparer les routes et à en construire de nouvelles, à établir une meilleure police et à augmenter les revenus publics, ils obtinrent l'approbation générale; mais quand les chapeaux rabattus et les longs manteaux, si commodes pour cacher un assassin, furent défendus, un cri général s'éleva contre l'introduction des coutumes étrangères. Une innovation d'un caractère plus grave que le changement de costume, et moins facile à justifier, le monopole établi sur l'huile et le pain, qui font la base de la nourriture du peuple à Madrid, souleva la plus violente indignation contre son auteur, le marquis de Squillace. Cependant on peut douter qu'une révolte ouverte s'en fût suivie si la populace n'avait pas été excitée par les machinations d'intrigants cachés, dont le but paraît avoir été uniquement de renverser le ministère. Le soir du dimanche des Rameaux la multitude commença à se mettre en mouvement, et d'après un plan qui paraissait tracé d'avance, se porta à l'hôtel du marquis de Squillace pour en forcer les portes. Repoussés par la garde wallone, les mécontents se répandirent par toute la ville, cassant les réverbères, égorgeant les soldats, forçant tous les hommes qu'ils rencontraient à rabattre le bord de leur chapeau. Le matin suivant leur nombre avait augmenté d'une manière effrayante, et le roi se décida à se montrer et à leur parler. Il parut au balcon de son palais. La foule furieuse demandait la tête de Squillace. Charles promit du moins qu'il serait renvoyé et remplacé par un Espagnol; que la loi concernant le costume serait révoquée; que le prix de l'huile, du pain, du lard et du savon, serait diminué et le monopole retiré; qu'il y aurait enfin amnistie complète pour les rebelles. Ce qui paraîtra surtout étrange dans cette scène, c'est que ce fut un moine qui servit d'intermédiaire entre le roi et le peuple. On le vit élevant le crucifix d'une main et tenant un papier de l'autre, lire à haute voix la demande des rebelles. A chacune d'elles, Charles consentait par un signe de tête, suivi des acclamations de la foule. Celle-ci se dispersa fort paisiblement ensuite; mais lorsque le lendemain matin la nouvelle se répandit que le roi, la famille royale et les ministres venaient de s'enfuir à Aranjuez, elle reparut plus nombreuse et plus menaçante que les jours précédents, accusant le roi de violer sa parole, et criant qu'elle saurait se faire justice elle-même. Pendant quarante-huit heures la capitale fut en proie à cette multitude désordonnée, qui refusa l'argent qu'on lui offrait pour l'engager à se disperser, et ne cessa de jurer qu'elle ne serait contente que lorsqu'elle aurait la tête de Squillace. Elle dépêcha une espèce de parlementaire à Aranjuez pour insister sur le retour du roi; mais celui-ci, qui était indisposé, écrivit au conseil de Castille que Squillace était exilé, et que si les mécontents consentaient à se disperser, ses autres promesses seraient exécutées avec la même fidélité. Cette lettre ayant été lue comme une proclamation par toute la ville excita les plus vifs applaudissements. Les mécontents rendirent aussitôt leurs armes, et les tambours donnèrent la main aux soldats en signe de concorde, et se retirèrent chez eux.

Le roi et ses ministres restèrent convaincus que cette commotion était le résultat d'un complot, intrigue politique à laquelle avaient pris part les jésuites et plusieurs grands d'Espagne. Ces derniers étaient trop puissants pour être punis; mais les pauvres pères de Jésus, dont la conduite était alors non-seulement innocente, mais méritoire,

furent sacrifiés aux intrigues de leurs ennemis. Quelques années auparavant ils avaient été chassés du Portugal. En 1764, le duc de Choiseuil, qui nourrissait contre eux une haine invétérée, les avait expulsés de France. Un grand nombre de courtisans avides, qui regardaient leurs vastes possessions avec un œil d'envie, souhaitaient que l'Espagne imitât l'exemple de ses voisins. Le duc de Choiseuil leur prêta son appui avec empressement; et les expédients les plus coupables furent imaginés pour arriver au but désiré. Des rapports aussi faux que scandaleux furent répandus dans le public pour exciter ses craintes et son indignation. On fit courir sous le nom des chefs de l'ordre, des lettres forgées dans lesquelles étaient émis les desseins les plus criminels et les doctrines les plus monstrueuses. Une circulaire qui ordonnait au père provincial des jésuites d'Espagne de se joindre aux insurgés fut attribuée au général de l'ordre. Il ne manqua point non plus de témoins qui déposèrent dans la procédure dont fut suivie la révolte; que celle-ci avait été surtout l'ouvrage de ces religieux. Charles, très-effrayé, se laissa enfin entraîner à entrer dans l'esprit du gouvernement français et à suivre son exemple. Le décret de bannissement adressé aux gouverneurs des provinces fut signé et envoyé dans le plus grand secret. A une heure marquée de la nuit, partout leurs colléges furent environnés par des troupes. Le décret fut rapidement lu aux membres assemblés. On ne leur accorda que quelques minutes pour prendre leurs bréviaires et un faible bagage. Les portes furent ensuite fermées et on les conduisit en troupes séparées aux voitures qui les attendaient pour les conduire dans des ports, où on les embarqua pour l'Italie. Ces ordres, évidemment iniques furent exécutés avec la même promptitude dans la capitale et dans les provinces. Les exilés supportèrent leur sort avec cette fermeté que l'innocence seule peut donner. Mais le calice qu'il leur fallait boire n'était pas encore vide. Le gouverneur de Civita-Vecchia ne voulut pas leur permettre de débarquer avant que le bon plaisir du pape ne fût connu. Clément XIV refusa de les admettre, sous le prétexte que si on les chassait de tous les royaumes de l'Europe ses domaines ne seraient pas assez vastes pour les contenir. Cependant ces objets vénérables d'une cruelle persécution étaient entassés dans les vaisseaux qui les portaient comme de vils malfaiteurs. Les plus âgés, les infirmes, périssaient tant par le manque d'air que par le plus complet dénûment. Ils restèrent trois mois entiers dans cette situation faite pour attendrir même leurs ennemis. On leur permit enfin l'entrée de la Corse, et ils furent jetés sur les rivages de cette île comme des ballots de marchandises, sans qu'il fût le moins du monde pourvu à leurs besoins, jusqu'à ce que le pape accordât au petit nombre qui survivait la permission de s'établir en Italie, et que le roi d'Espagne leur assignât une pension de vingt sous par jour. Cette odieuse persécution ne fut pas renfermée dans les limites de l'Espagne. Elle s'étendit avec la même fureur dans les colonies, à Buenos-Ayres, dans le Paraguay et dans les îles Philippines.

Devant de tels actes, l'historien doit sans doute faire la part des passions qui dominaient les hommes; mais il ne doit pas souffrir qu'elles s'emparent de lui et qu'elles altèrent son jugement. Si nous nous dégageons de tout préjugé pour apprécier la conduite et le caractère des jésuites, surtout si nous les comparons à leurs persécuteurs, il nous paraîtra évident que leur vie était alors non-seulement innocente, mais utile; qu'ils furent les victimes d'un complot dicté par des vues intéressées, et exécuté avec barbarie. Par un raffinement de cruauté qu'on est étonné de voir inventer à la cour de Charles on leur défendit même de se plaindre sous peine de perdre la faible pension qui leur était accordée. Tout Espagnol qui oserait écrire ou parler en leur faveur fut déclaré coupable de haute trahison. Mais ces hommes vénérables étaient résignés à leur sort. Loin de murmurer, ils prirent soin d'apaiser leurs troupeaux irrités, et les

exhortèrent avec calme à obéir au pouvoir civil : « Je ne puis terminer le juste éloge de ces hommes, dit un témoin oculaire de leur expulsion des îles Philippines, sans observer que dans des circonstances où l'extrême attachement des naturels à leurs pasteurs eût pu avoir le moindre encouragement pour allumer le feu de l'insurrection, je les vis tous se soumettre à l'édit avec la déférence due à l'autorité civile, et en même temps avec une force, une fermeté d'âme réellement héroïque. » Cependant les puissances conjurées contre eux ne croyaient pas en avoir fait assez en les bannissant ; elles demandèrent hautement l'abolition de leur ordre. Clément épousa leur cause ; dans une lettre à Charles, il s'étendit sur les services qu'ils avaient rendus à l'Église, sur l'injustice de condamner le corps tout entier pour les crimes, d'ailleurs douteux, de quelques-uns de ses membres ; et il conjura le monarque, au nom de l'Église entière, par ses larmes et par sa vieillesse, de ne pas les condamner sans les entendre. Mais cet appel, quelque juste qu'il fût, ne fit qu'exciter le roi à une plus forte insistance pour l'abolition de l'ordre. Deux circonstances le favorisaient : la première était l'excommunication du duc de Parme son frère pour cette même cause de la persécution des jésuites. Clément, qui n'osait lancer les foudres de l'Église sur de puissants monarques, s'était flatté du moins de pouvoir maintenir ses droits contre un petit prince dont les États étaient limitrophes des siens. Mais les deux rois de France et d'Espagne saisirent l'occasion pour lui donner une dure leçon. Ils se déclarèrent hautement pour leur parent. Non contents de blâmer la publication de la bulle, ils eurent recours aux armes temporelles ; l'un saisit Avignon, l'autre Bénévent. La seconde circonstance que saisit Charles pour convaincre le pape de la fermeté de sa résolution fut celle-ci : le jour de sa fête, Charles s'était, selon la coutume, montré au balcon de son palais. La multitude assemblée demanda tout d'une voix le rappel des jésuites. On ne nous dit pas quelles promesses lui furent faites dans le moment pour la pacifier ; mais ensuite le roi, au lieu d'accorder la requête, exila l'archevêque de Tolède, parce qu'il le regardait comme le promoteur de cette réclamation. Le pape, toujours très-éloigné de consentir à l'abolition, et cependant effrayé à l'idée de persister dans ses refus vis-à-vis des plus puissants rois de l'Europe, cherchait à intéresser d'autres princes catholiques en faveur des jésuites, quand la mort vint priver ceux-ci de leur protecteur. L'élection de Ganganelli, sous le nom de Clément XIV, prouva que les Bourbons n'étaient pas restés inactifs auprès du conclave. Ce nouveau pape, très-disposé à la modération, surtout en ce qui regardait les prétentions du saint-siége, annonça tout d'abord l'intention de faire de grands sacrifices pour obtenir la paix. La bulle lancée contre le duc de Parme fut révoquée. Bientôt après, il prononça, quoique avec une extrême répugnance, l'abolition de l'ordre. La haine injuste et l'intrigue triomphèrent ainsi de l'innocence, et l'avarice l'emporta sur les intérêts de l'Église. Il est à peine nécessaire d'ajouter que, dans le cas présent comme dans celui des templiers, comme plus récemment dans celui des ordres monastiques supprimés par Henri VIII, une très-petite partie des biens si injustement confisqués fut employée utilement ; le reste ne servit en Espagne, comme en Angleterre, qu'à satisfaire aux avides besoins d'un roi pauvre au milieu de ses trésors, de favoris de cour, d'aventuriers sans principes.

Sous beaucoup d'autres rapports, l'administration de Charles mérita des éloges. L'armée fut mise sur un pied respectable, qui assura à la fois la défense du pays à l'extérieur, son repos à l'intérieur. La police reçut une meilleure organisation. Les immunités ecclésiastiques furent renfermées dans des bornes où elles ne purent plus nuire au repos public. Les pouvoirs de l'inquisition furent restreints aussi. Une tentative pour coloniser la Sierra-Morena, l'établissement d'une école pour remplir le vide laissé par

l'expulsion des jésuites, signalèrent l'administration du comte d'Aranda. Ces réformes furent continuées par le comte de Florida-Blanca, qui en ajouta d'autres plus importantes encore; les encouragements donnés à l'agriculture, au commerce, à tous les arts utiles, un changement radical dans les rapports de l'Espagne avec ses colonies, une augmentation considérable dans les revenus de l'État, l'introduction de manufactures nouvelles, la protection accordée à celles qui étaient déjà établies, les communications rendues plus faciles au moyen de nouvelles routes et de canaux, des réformes nombreuses dans l'ordre judiciaire, tels sont les bienfaits que l'Espagne dut à ce grand ministre.

Charles III mourut à la fin de l'année 1788, parvenu à une vieillesse assez avancée. Cependant il est probable, d'après la vigueur de sa constitution, qu'il eût vécu plus longtemps sans les tourments que lui causait l'état incertain de ses relations avec la France, et surtout sans la douleur qu'il éprouva à la perte de son fils don Gabriel, de sa belle-fille dona Maria de Portugal et de leur fils. Charles était un prince d'une haute capacité. Ses intentions furent toujours excellentes, ses mœurs restèrent irréprochables. Pendant un long veuvage on ne le vit jamais donner le moindre exemple qui pût encourager la licence. Sévère envers lui-même, il l'était aussi pour les autres, mais sans excès. La prospérité dont il fit jouir son peuple est un éloge suffisant de son caractère comme roi. Ses plus grands défauts étaient l'obstination, une trop grande réserve, même vis-à-vis de ses ministres, et une passion immodérée pour la chasse. Il laissa de sa femme la princesse Amélie de Saxe, trois fils, Pascal, exclu du trône pour cause d'imbécillité; Charles son successeur, forcé d'abdiquer par Bonaparte; Ferdinand, roi de Naples et de Sicile. Quatre autres fils le précédèrent dans la tombe.

§ III. Charles IV.

(1788 — 1808.)

Charles IV avait quarante ans lorsqu'il monta sur le trône à la place de son père; simple dans ses goûts, sévère dans ses mœurs, doué d'une intelligence assez nette, il semblait promettre un heureux avenir à l'Espagne. La faiblesse de son caractère ne s'était point encore révélée de manière à inspirer des inquiétudes. On trouvait naturel qu'il vécût dans la soumission envers son père, et l'on ne savait pas encore qu'il s'était en même temps accoutumé à obéir à son épouse Marie-Louise, princesse italienne, qui avait apporté à la cour d'Espagne le mouvement passionné et la volonté propre aux femmes de son pays. Le nouveau souverain suivit encore l'impulsion paternelle pour la direction de son gouvernement. Charles III, sur son lit de mort, lui avait recommandé le comte de Florida-Blanca comme un ange tutélaire dans la situation périlleuse où se trouvait l'Europe par l'effet des agitations de la France, et Charles IV donna toute sa confiance au ministre dévoué de son père. Ce choix d'ailleurs paraissait confirmé par l'opinion publique, qui pouvait bien attribuer au comte les prospérités de la fin du dernier règne. En effet, de grands succès avaient été obtenus dans la guerre contre l'Angleterre, des acquisitions avaient été faites aux dépens de cette puissance, et la paix de 1783 semblait avoir vengé l'Espagne de toutes les fraudes par lesquelles l'Angleterre avait éludé la restitution de Gibraltar. A l'intérieur, un grand mouvement avait été

imprimé à l'industrie, aux arts, aux sciences; beaucoup d'établissements utiles avaient été fondés; mais cette prospérité de l'Espagne était plus apparente que réelle au moment où la couronne descendit sur la tête de Charles IV. Emporté par la vengeance, le cabinet de Madrid avait amené, de concert avec la France, l'émancipation des colonies anglaises de l'Amérique, et il put sentir de suite quelles seraient, pour l'Espagne, les conséquences d'une telle protection donnée à l'insurrection; car il fallut envoyer des forces pour étouffer des mouvements rebelles au Pérou. Pendant le cours d'une guerre acharnée, le commerce avait subi des pertes énormes, des ravages effroyables avaient été faits dans la marine, et cent cinquante millions de piastres avaient été ajoutés à la masse de la dette publique. L'effet de la reconnaissance de l'indépendance américaine s'était fait vivement sentir dans la Péninsule. L'esprit d'innovation, l'inquiétude qui tourmentaient la France et dont la Péninsule paraissait s'émouvoir, consternèrent Charles III et son ministère. Toutes les utiles réformes furent suspendues, le gouvernement borna dès lors tous ses soins à une sombre et rigoureuse surveillance intérieure. Florida-Blanca se montra défiant contre tout le monde, et interdit toute communication avec l'étranger. Pour étouffer tout reste de discussion, il anéantit complétement le conseil d'état, et tous les secrétaires d'état furent soumis à une délibération commune qu'il voulait présider lui-même; ainsi se trouvait créé le pouvoir ministériel sous le nom de *suprême junte de l'Etat*. L'on avait frappé sur des institutions religieuses, l'on avait porté des coups mortels à des établissements sur lesquels reposait l'ancienne administration, l'on avait aboli des usages antiques, et maintenant l'on n'osait plus former quelque chose de nouveau. Le pouvoir paraissait effrayé de la route qu'il avait parcourue. Tel était l'état d'incertitude des choses à l'avénement de Charles IV.

Les cortès furent rassemblées en 1789 pour le couronnement du nouveau roi. Elles siégèrent pendant plus de trois mois, et furent présidées par le comte de Campomanes, qui reçut pour cet objet le titre de gouverneur du conseil de Castille, dont il remplissait les fonctions depuis plusieurs années. Elles étaient composées tout au plus de cent membres, et néanmoins cette assemblée, tout inférieure, tout incomplète qu'elle fût, s'occupa de questions importantes. La plus grave était relative à la succession du trône. La loi salique française, établie par Philippe V en 1713 n'avait point été acceptée par l'opinion publique. Elle n'avait pas reçu une véritable sanction des grands corps de l'État, et les princes de Bourbon, à mesure qu'ils étaient devenus plus Espagnols, s'étaient senti moins d'affection pour cette importation française. Charles III avait éprouvé le besoin de prévenir les effets de l'un des articles de l'acte du fondateur de la dynastie. Cet article voulait que le prince appelé à la couronne fût né en Espagne; or, le frère de Charles III, Louis, était dans ce cas, tandis que les fils même du roi avaient reçu le jour à Naples. Par sa pragmatique de 1777 le roi établit qu'un mariage contracté par un infant avec une femme d'un rang inférieur au sien entraînait la déchéance des droits au trône pour le contractant lui-même et pour les enfants issus de cette union. Puis il contraignit son frère à n'épouser qu'une dame appartenant à la noblesse. L'*auto acordado* de Philippe V était donc assez fortement ébranlé. Le roi fit connaître, par le président des cortès, qu'il serait flatté de voir l'assemblée lui adresser une pétition pour l'abolition de la loi salique et le retour aux antiques lois de la monarchie. Tous les députés adoptèrent ce parti le 30 septembre 1789. Un placet fut donc remis à cet effet entre les mains du roi, qui répondit qu'il avait pris la résolution convenable sur la pétition, et qu'il prescrivait de garder pour le moment le plus grand secret. On voit que le roi se réservait la décision souveraine sur cet objet, et qu'il réduisait les cortès au rôle de suppliants. Le pouvoir absolu était maintenu plus vigou-

reusement que jamais en présence d'une assemblée de représentants dont les services étaient pourtant nécessaires. Toutefois une pareille situation donna pour quelques instants à cette assemblée le sentiment de sa force. Des pétitions furent présentées relativement à quelques parties de l'administration civile, et déjà quelques orateurs se préparaient à exprimer leurs doléances sur certains abus les plus intolérables. La cour n'attendit pas ce moment ; elle congédia poliment les députés, qui se retirèrent avec une grande docilité, laissant à l'avenir à décider entre la loi française et la loi espagnole pour l'hérédité du trône; car alors tout ce qui avait autorité en Espagne craignait la moindre agitation. On était effrayé de l'ébranlement profond de la France, et l'effroi semblait dominer sur tout le gouvernement, le priver de tout esprit de conduite. Le comte de Florida-Blanca était préoccupé de la révolution française qui, en 1790, s'avançait plus menaçante, et en même temps, dans cette même année, craignant de voir éclater la guerre entre l'Espagne et l'Angleterre, et poussé par sa haine contre cette puissance, il ne réclama pas moins de la France l'exécution du pacte de famille, et Louis XVI ordonna l'équipement de quinze vaisseaux, tandis qu'un armement général se faisait dans les ports d'Angleterre. Les différends s'accommodèrent, et le gouvernement espagnol retomba dans ses terreurs des révolutionnaires français. Alors il écouta les propositions de l'empereur Léopold, qui demandait que les souverains de l'Europe se missent d'accord sur la mesure des réformes dont la France devrait se contenter. Bien plus, le comte de Florida-Blanca trouvait l'empereur d'Allemagne trop modéré, et voulait, avec les cabinets les plus absolutistes, que l'on forçât la France à rétablir l'autorité monarchique sans restriction. Mais en même temps ce ministre qui avait déployé une si grande activité sous Charles III pour corriger une infinité d'abus de l'administration intérieure, pour ouvrir de nouvelles sources de production, pour soutenir avec vigueur la guerre contre l'Angleterre, comptant maintenant sur les progrès de l'anarchie et sur les excès révolutionnaires, négligea de faire prendre à l'Espagne une attitude redoutable, et laissa éclater toute sa colère contre les Constituants de Versailles. Leurs principes étaient pour lui un épouvantail ; il lui semblait qu'ils pouvaient s'introduire en Espagne sous toutes sortes de formes. Il condamna les idées plus libérales adoptées dans l'instruction publique. Il fit avorter toutes les réformes commencées. Les journaux exclusivement consacrés à la littérature et aux arts cessèrent de paraître. La gazette du gouvernement ne parla plus des affaires de France. Les directeurs des sociétés littéraires, agricoles ou commerciales reçurent ordre de ne plus discuter sur l'économie politique. Les chefs des provinces durent dissoudre les académies naissantes, surveiller les anciennes. Au mois de juillet 1791, le gouvernement fit paraître une cédule royale qui astreignait tous les étrangers, sans désigner formellement les Français, à un serment de soumission exclusive au souverain du pays sous peine des galères ou d'expulsion du royaume, et de confiscation des biens. La plupart des étrangers obtinrent des exemptions. On ne fut rigoureux qu'envers les véritables ennemis contre lesquels la mesure était dirigée, les Français, qui subirent toutes sortes d'avanies. Néanmoins, à peu près dans le même temps, après la fuite de Louis XVI à Varennes, craignant que la moindre démonstration n'irritât les esprits et n'exposât la famille royale à de plus grands dangers, la cour d'Espagne empêcha une tentative contre-révolutionnaire préparée sur les frontières du midi de la France, à laquelle les chevaliers de Malte devaient concourir avec deux frégates. Elle déclara ensuite au gouvernement français que ses bonnes dispositions n'étaient pas changées à son égard. Ces procédés s'adressaient exclusivement aux personnes royales ; le mauvais vouloir ne se déguisait pas contre l'assemblée représentative. Les rapports entre les deux cabinets étaient donc interrompus,

et les dispositions des meneurs en France pouvaient faire prévoir des hostilités prochaines. L'irritation était excitée surtout contre le comte de Florida-Blanca. Ce ministre, par son caractère dur et fier, déplaisait à la reine. Il avait humilié l'orgueil castillan par l'abandon de Mazalquivir et d'Oran, ces dernières conquêtes du cardinal Ximenès en Afrique. Il fut donc facile de le renverser.

A sa place fut élevé le comte d'Aranda, connu par ses dispositions rigoureuses contre les jésuites alors qu'il était président du conseil de Castille et par quelques tentatives contre l'inquisition. Ambassadeur d'Espagne près la cour de France pendant sept ans, il avait formé des liaisons avec les philosophes et les encyclopédistes. On augurait donc bien de ce choix pour l'effet à produire sur les esprits de Paris. En effet, les relations politiques se rétablirent entre les deux royaumes voisins, et M. Bourgoing, envoyé de France, apporta à Sa Majesté Catholique une lettre autographe de Louis XVI, dans laquelle ce monarque exprimait, d'une manière très-positive, son adhésion à la constitution qu'il avait acceptée, et la nécessité de maintenir la paix générale, sans laquelle il n'osait répondre de la tranquillité intérieure de la France, ni même de sa couronne. Il désirait que le cabinet espagnol, loin d'adopter la politique hostile des autres États, concourût avec lui à la conservation de cette paix, objet de tous les vœux de Sa Majesté Chrétienne. L'influence et la médiation de l'Espagne pouvaient seules détourner les calamités dont la France était menacée, soit au dehors, soit dans l'intérieur, si la guerre venait à éclater.

Mais le comte d'Aranda, gêné par les soupçons du parti religieux en Espagne, contrarié par la cour, qui n'avait aucune confiance en lui, ne pouvait prendre un parti décisif et faire adopter à l'Espagne le rôle de médiatrice entre la France et l'Europe. On aurait cru, en raison de ses antécédents et de son indulgence philosophique, qu'il voulait se faire le champion de la révolution française, et protéger l'introduction de ses principes dans les États de Sa Majesté Catholique. D'ailleurs, il eut à peine le temps de méditer un plan de conduite. Les événements de France allaient trop vite; les journées du 20 juin et du 10 août abattirent la royauté. La proclamation de la république et les succès des révolutionnaires sur les armées de la Prusse et de l'Autriche, augmentèrent l'orgueil des ennemis de la monarchie. Le ministre français Bourgoing, qui avait cessé de paraître à la cour, somma l'Espagne de faire connaître ses intentions dans la circonstance actuelle : « Si elles sont pacifiques, disait-il, déclarez-le nettement, et qu'un traité formel les garantisse. » Le danger de Louis XVI, préoccupait surtout Charles IV. D'ailleurs, rien n'était prêt pour la guerre; il se décida donc à transiger avec la république victorieuse. Mais alors, à quoi lui servait d'avoir pris un ministre, dont la personne et les opinions lui étaient désagréables, pour subir la loi de ses adversaires? En adoptant la neutralité entre la France et l'Espagne, le roi Catholique congédia le comte d'Aranda, qui resta simplement président du conseil d'État, remis en activité pendant son court ministère.

Alors s'éleva un homme dont la faveur devait durer autant que le trône de Charles IV, dont le nom, dans l'esprit des Espagnols, est associé avec la ruine de la monarchie. Né en Estramadure d'une famille de pauvre noblesse, reçu garde du roi en 1784, à l'âge de dix-sept ans, Emmanuel Godoy ne paraît pas avoir eu d'abord d'autre recommandation que la beauté de sa personne. Distingué par Marie-Louise, en 1791, il était déjà adjudant-général des gardes du corps et grand'croix de l'ordre de Charles III. Dès lors il acquit d'emblée sur le faible Charles IV un empire absolu. Il fut fait de suite lieutenant-général des armées, duc d'Alcudia, major des gardes du corps. Le roi, dans ses terreurs, toujours obsédé des trahisons qui avaient entraîné la ruine de Louis XVI, ne savait plus de quel côté le salut viendrait à lui-même, et n'avait plus de confiance que

dans l'amant de la reine! Le jeune duc de l'Alcudia recueillit donc la dépouille du comte d'Aranda, au grand scandale de la nation. Toutefois, il faut reconnaître que le favori s'était préparé à sa situation nouvelle; déjà initié aux mouvements de la diplomatie, il avait pris quelque connaissance des affaires. Tout en négociant le traité de neutralité, il proposa en même temps la médiation de Sa Majesté Catholique sous une forme qui ne devait pas trop blesser les nouveaux républicains; et certes ce fut alors le cabinet espagnol qui montra l'intérêt le plus franc et le plus actif pour l'infortuné Louis XVI. Charles IV voulait sauver son royal parent, sans chercher, comme alors le faisaient tous les gouvernements de l'Europe, à tirer parti de sa détresse. Son agent avait pour instructions, si la médiation était admise: 1° de reconnaître le gouvernement français tout simplement d'État à État, sans toucher en aucune manière aux affaires intérieures; 2° d'offrir la médiation de l'Espagne auprès des puissances coalisées pour les déterminer à faire la paix; 3° de consentir même à l'abdication de Louis XVI si elle était reconnue indispensable, et de se rendre garant de la conduite ultérieure de ce prince; 4° enfin, d'offrir des ôtages responsables de la foi du souverain déchu. Le 27 décembre 1792, le ministre des affaires étrangères de France lut à la Convention les notes par lesquelles le gouvernement espagnol s'obligeait à la neutralité, à l'éloignement de ses troupes des frontières de France, et une lettre très-pressante du chargé d'affaires espagnoles, Ocariz, en faveur du roi, dont on suivait le procès. L'intercession fut repoussée brutalement, et néanmoins le gouvernement républicain menaçait l'Espagne au sujet de l'exécution trop lente du traité de neutralité tel qu'il l'entendait. Dans la nuit du 17 janvier, Ocariz fit transmettre aux juges de Louis une note dans laquelle il renouvelait ses offres de médiation et de garantie. Quelques voix des députés les plus emportés demandèrent que l'on déclarât sur-le-champ la guerre à l'Espagne. Lorsque la tête de Louis fut tombée, lorsque la Convention eut demandé un rapport sur la conduite de chacun des cabinets de l'Europe, bien résolue à leur déclarer la guerre s'ils tardaient un instant à se prononcer d'une manière catégorique, il n'était plus possible de conserver l'espoir de la paix; et en effet la Convention proclama la guerre contre l'Espagne. Charles IV, après avoir fait tous ses efforts pour préserver le chef de sa maison, aurait bien voulu se tenir ensuite à l'abri des tempêtes; mais la colère des républicains français le poursuivit jusque dans son royaume; et d'ailleurs, eût-il voulu les apaiser, à force de concessions nouvelles, ses peuples ne l'auraient pas souffert, et le traînèrent alors dans la lice où allait entrer toute l'Europe.

La condamnation d'un roi et son exécution par ses sujets avaient rempli d'horreur la nation espagnole. Des cris d'indignation et de vengeance retentirent dans les cités. Valence devint le théâtre d'une violente insurrection du fanatisme royal et religieux contre la nation française. Tout ce qui, par son nom et par son origine, tenait à cette nation, quelle que fût d'ailleurs son opinion sur la révolution de France, était exposé aux fureurs du peuple. La jalousie de fabrique se satisfit amplement en cette occasion par le pillage ou la destruction des marchandises manufacturées chez des concurrents redoutables. Ailleurs, des Français isolés, des négociants paisibles, furent assaillis, assassinés. Le gouvernement fit tous ses efforts pour comprimer ces passions haineuses. Lorsqu'elles eurent fait explosion, le mouvement qui poussait à la guerre ne fut point ralenti, et toutes les classes vinrent offrir leur concours au pouvoir afin qu'il leur donnât une action plus régulière et non moins énergique. L'élan fut universel. La Catalogne demanda à se lever en masse; les provinces de Biscaye et de Navarre firent des appels à la population. Les grands seigneurs accoururent à la tête de leurs vassaux. Les moines arrivèrent enregimentés. Des bandes de contrebandiers demandèrent à combattre les ennemis du trône et de l'autel. Les dons

patriotiques affluèrent de toutes parts; les offrandes volontaires s'élevèrent à soixante-treize millions de francs. Sans doute l'esprit religieux exerça une grande influence sur ce mouvement. Les prédicateurs et les moines exaltèrent les passions du peuple; mais l'impulsion première avait été donnée par le sentiment national révolté que les conventionnels français menaçassent d'apporter les principes révolutionnaires à la pointe des baïonnettes. On repoussait avec horreur tout ce qui pouvait être imposé par l'étranger.

Il fallut un aussi puissant concours pour que le gouvernement pût remplir la tâche qui lui était imposée. L'épuisement des ressources depuis la fin du règne de Charles III avait nécessité des réductions sur chaque partie du service public. Les réformes et les économies s'étaient portées principalement sur l'armée. Les forces de terre et de mer à l'approche d'une guerre inévitable, ne s'élevaient guère qu'à trente-six mille hommes. La cavalerie était démontée, les arsenaux vides, les manufactures d'armes dans la détresse, et l'effectif du service partout insuffisant. La marine royale présentait une heureuse exception; la crainte de la guerre avec l'Angleterre avait fait porter de ce côté tous les fonds disponibles du trésor. L'Espagne possédait, à la fin de 1792, quatre-vingt vaisseaux de ligne, dont six, à la vérité, étaient hors de service, et quatorze en assez mauvais état. Mais dans la nouvelle situation des choses, cette force était le moins nécessaire, car l'Espagne se trouvait maintenant jetée du côté de tous les souverains de l'Europe contre la révolution française, et elle négocia de suite une alliance avec l'Angleterre, placée à la tête des ennemis de la France. Aux Pyrénées devaient être portés maintenant tous les efforts. On avait bien fait marcher des régiments sur ce point; mais la plupart ne présentaient que leur cadre; on avait essayé de former un cordon; les troupes qui le composaient n'étaient guère propres qu'à empêcher de pénétrer les livres et les journaux étrangers. Mais les milices et les volontaires fournirent bientôt les moyens de concentrer des armées aux deux extrémités des Pyrénées, et l'on n'avait plus à songer à la frontière de l'Ouest, car le Portugal entra dans l'alliance de l'Espagne. Quatre à cinq mille hommes furent laissés à la garde du Roussillon; quinze ou dix-huit mille, moitié de troupes réglées, moitié de milices, durent guerroyer sous le général Caro dans les Pyrénées occidentales; le général Ricardos, avec vingt-quatre mille hommes, fut chargé d'attaquer sérieusement le Roussillon. Un conseil de guerre, tenu à Madrid, et composé des officiers-généraux qui allaient commander les divers corps, avait arrêté ce plan d'opérations. Une attaque par Perpignan paraissait préférable à toute autre, parce que, de ce côté, les Espagnols auraient une base plus solide de places fortes, qu'ils comptaient sur les mouvements des royalistes du Midi, et parce qu'enfin ils songeaient peut-être à reprendre possession du Roussillon, cet ancien domaine de la maison d'Aragon. L'élan populaire entraîna aussi le gouvernement; le matériel, les approvisionnements, se trouvèrent disposés en peu de temps; et quoique au mois de mars le ministre de France, en se retirant, eût vu la Catalogne presque dégarnie, Girone presque désarmée, la ville de Figuières tout ouverte, les Espagnols parurent en force aux Pyrénées avant les Français, qui furent pris au dépourvu. Dès le 15 avril, Ricardos, par un mouvement hardi, déboucha vers Perpignan avec quatre mille hommes seulement, tomba sur les détachements français éparpillés dans les vallées du Tech et de la Tet, battit les petits corps qu'on voulut lui opposer, et répandit la terreur jusqu'à Perpignan. En moins de quinze jours toute la Cerdagne fut occupée en avant de Puycerda; mais il fallut attendre les autres divisions. Les Français eurent le temps de se reconnaître et de réunir assez de forces pour soutenir un grand combat à Masdeu. Battus et dispersés, ils abandonnèrent la campagne à Ricardos, qui revint ensuite faire le siége de Bellegarde et des

Bains, dont il s'empara vers la fin de juin. Mais alors il manqua d'audace pour marcher rapidement en avant et donner la main aux insurgés de la Lozère. Il fit la guerre avec prudence, selon l'ancienne tactique, ayant bien soin d'assurer ses derrières. Il obtint encore quelques avantages dans le cours du mois de juillet; mais le 17 il fut battu après une lutte acharnée. De légers succès du général français Dagobert dans la Cerdagne ne déconcertèrent pas Ricardos, qui manœuvra toujours aux environs de Perpignan; et un premier mouvement vers cette ville ayant été funeste à ses troupes, il attendit dans ses positions l'attaque des Français, qui maintenant arrivaient sur lui avec des forces imposantes. La bataille de Trouillas, le 22 septembre, où périrent six mille Français, assura la gloire du général et des soldats espagnols, et sans l'arrivée de quinze mille hommes venus de l'intérieur de la France, l'ennemi abandonnait complétement la campagne. Dans la nuit du 14 au 15 octobre, Ricardos repoussa les attaques furieuses du général Turreau, successeur de Dagobert. Enfin les Espagnols triomphèrent le 26 novembre à Ceret, le 7 décembre à Villalonga, à la Roque, à Saint-Genis, le 14 au col de Banyuls, les 19, 20 et 21 à Banyuls des Aspros, à Port-Vendres, à Saint-Elme et à Collioure, et les Français après avoir abandonné leurs camps retranchés, leur artillerie, leurs bagages, se renfermèrent dans la ville de Perpignan. De ce côté, les quartiers d'hiver des Espagnols furent établis sur le territoire français.

Vers les Pyrénées occidentales la guerre fut moins animée; mais sur aucun point le sol espagnol ne fut entamé. Au Castel-Signoa, dans la Haute-Navarre, le major-général Escalante et le marquis de la Romana, obtinrent un brillant succès. La Bidassoa fut franchie à l'aile gauche, et les positions de Viviata furent maintenues.

Des opérations maritimes s'étaient poursuivies en même temps et avec plus de certitude de succès, en raison de l'alliance avec l'Angleterre. Une escadre était allée au secours du roi de Sardaigne l'aider à expulser les Français établis sur quelques points de ses îles. Vingt vaisseaux de ligne, quatre frégates, une foule de bâtiments de guerre ou de transport avec une division d'élite d'infanterie et une de la marine étaient allées se joindre aux Anglais pour la fameuse expédition de Toulon. Le cabinet espagnol espérait que l'on donnerait ainsi un appui formidable au parti royaliste, et voulait que l'on appelât dans le midi de la France le comte de Provence pour diriger les mouvements des populations de ces contrées, et relever en France le trône des Bourbons; mais les Anglais avaient d'autres vues; ils ne voulurent pas écouter les chefs espagnols qui proposaient de marcher sur Marseille, et aimèrent mieux rester renfermés dans Toulon. Ce furent les Anglais seuls qui assumèrent la responsabilité de l'incendie des bâtiments français, de la destruction de l'arsenal, qui leur avaient été livrés comme aux alliés des royalistes et aux champions de Louis XVII. La résolution de l'évacuation si brusque de la place leur appartenait à eux seuls. Les Castillans se retirèrent les derniers, et l'amiral espagnol offrit sur ses vaisseaux un refuge aux malheureux Toulonais que l'amiral anglais abandonnait à la vengeance des montagnards.

La campagne de 93, si glorieuse qu'elle eût été pour l'Espagne, avait consumé presque toutes ses ressources; elle commençait à manquer de soldats et n'avait plus d'argent. Aussi, lorsque les trois généraux en chef des armées d'opération, Ricardos, le prince de Castel-Franco et Caro vinrent à Madrid pour se concerter avec le gouvernement sur la campagne prochaine, le parti libéral ou parti français se remua pour amener des idées plus conciliantes. Dans le conseil d'État fut posée encore la question de la paix et de la guerre, et le comte d'Aranda fit voir combien il importait à l'Espagne de se détacher des puissances du Nord et de l'Angleterre, dont les vues tendaient bien visiblement à un démembrement de la France; qu'il s'agissait maintenant de l'équilibre

européen, qui allait être détruit si l'existence politique de la France était mise en danger par la coalition. Mais les victoires de Ricardos avaient tourné les têtes; on fit valoir les attaques violentes des révolutionnaires français contre tous les principes constitutifs des monarchies. L'influence de l'Angleterre l'emporta; Aranda ayant mis trop de chaleur à défendre son opinion, fut attaqué violemment par le favori duc de l'Alcudia, puis exilé, et l'on résolut de tenter encore une campagne. Charles IV et son ministre n'étaient pas éloignés de la paix; ils sentaient bien que l'intérêt de l'Espagne était de ne pas aider à la ruine de la France. Mais les jacobins de Paris avaient encore tout l'emportement de la colère, et l'on comptait sur de nouveaux succès pour les amener à plus de calme. L'on espérait aussi qu'un gouvernement plus régulier s'établirait en France, avec lequel on pourrait plus décemment traiter.

Mais les circonstances avaient déjà bien changé. Les dons patriotiques ne se reproduisaient plus. Le général de l'armée de la Catalogne, l'habile Ricardos, fut enlevé par une brusque maladie. Son successeur O'Reilly périt de même avant de joindre le camp, et le commandement passa au comte de la Union. Le comité de salut public de Paris, par son action puissante, avait fait surgir partout des soldats et des ressources. Au sud-ouest, les troupes s'étaient grossies; elles étaient bien approvisionnées. Les opérations, assez lentes d'abord aux Pyrénées occidentales, furent tout à coup très-actives vers l'extrémité orientale de cette chaîne de montagnes. Le comte de la Union attaqué dans son camp du Boulou, par le général français Dugommier, au commencement de mai, vit enlever toutes ses positions, perdit son artillerie, ses bagages, et la ligne du Tech. Dugommier bloqua Collioure, Port-Vendre et Saint-Elme; ces trois places furent obligées successivement de se rendre. L'armée espagnole fit de vains efforts pour rompre la ligne ennemie et pénétrer jusqu'à Bellegarde. Cette dernière conquête des Espagnols retomba aux mains des Français. L'armée espagnole, réorganisée sous la protection de Figuières, se fondit dans une suite d'actions meurtrières durant les mois d'août, septembre et octobre. Néanmoins elle put soutenir un combat de quatre jours contre les Français. Dugommier et le comte de la Union périrent glorieusement. Mais le successeur de Dugommier, le général Pérignon, décida, le 20 novembre, la défaite complète des Espagnols, qui s'enfuirent en désordre, et portèrent la terreur dans Figuières; et cette place, l'une des plus fortes de l'Europe, abondamment pourvue de tout, occupée par une garnison de dix mille hommes, se rendit sur la première sommation du général français.

Aux Pyrénées occidentales les Français, au mois d'août, occupèrent Fontarabie, conquirent, par une suite de combats acharnés, la vallée de Bastan et de Saint-Martial, enlevèrent les débouchés d'Arizuin et le pic de Commissari, s'emparèrent de Saint-Sébastien, et entrèrent dans Tolosa. Saint-Sébastien avait été livré par des Guipuzcoans persuadés que la Convention érigerait leur province en république indépendante; mais les députés qui voulurent s'assembler sous l'arbre de Guetaria, furent saisis par ordre du représentant français Pinet, qui les fit juger comme rebelles. Alors tous les Guipuzcoans prirent les armes, et le général français Moncey, qui avait remporté quelques avantages dans la vallée de Roncevaux, et menacé Pampelune, craignant de compromettre ses communications au milieu d'une population soulevée, rencontrant d'ailleurs une vive résistance dans la Navarre, revint occuper des positions plus sûres dans la vallée de Bastan et à Saint-Jean-Pied-de-Port.

Une troisième campagne s'engagea en 1795; ou plutôt aux Pyrénées orientales, l'hiver n'avait pas mis d'interruption aux hostilités. Toutefois, la seule perte sensible pour l'Espagne fut celle de Rosas, qui fut obligée de se rendre au commencement de février, après trois mois de siége, et les

Français ne purent franchir la Fluvia. La ligne de défense établie par le général en chef Urrutia et par son chef d'état-major O'Farril, ne fut entamée ni par Pérignon ni par son successeur (Schérer). Du côté de la Navarre, l'armée de Castel-Franco sut tenir tête au général Moncey. Pendant les mois d'avril et de mai, les Français s'épuisèrent en vains efforts pour s'ouvrir un chemin à travers les postes espagnols.

En ce moment la France, revenue à des opinions plus calmes, ne menaçait plus de subversion tous les gouvernements monarchiques. Plusieurs puissances se détachaient de la coalition européenne. Le directoire avait ouvert des conférences diplomatiques à Bâle, et le roi de Prusse avait fait son traité particulier le 5 avril. L'Espagne aussi fut invitée à déposer les armes, et elle était disposée à se rendre à cette invitation, car elle sentait bien qu'elle ne combattait pas pour des intérêts nationaux, et il n'y avait plus de honte à traiter avec les républicains, puisqu'un roi puissant lui en avait donné l'exemple. Le gouvernement français avait hâte d'en finir avec l'Espagne ; il avait maintenant renoncé à sa fureur de propagande, et d'ailleurs les tentatives qu'il avait faites en Catalogne pour provoquer au républicanisme, avaient été déjouées par l'action de la cour et du clergé. Le fanatisme religieux l'emportait sur l'enthousiasme de la liberté, et les Catalans exécraient les destructeurs des autels. La république insista donc auprès de Charles IV, qui réclama la restitution des places conquises sur l'Espagne, et fit entendre quelques réclamations en faveur des deux orphelins royaux renfermés au Temple. Une vive indignation éclata d'abord parmi les exaltés de France. Les armées des Pyrénées se renforcèrent. D'un autre côté, Valence, la Catalogne et l'Aragon, fournissaient de nombreux volontaires, sans être trop effrayés de l'entrée de Moncey dans Bilbao et Vittoria. Enfin le conseil d'État admit les propositions de la France, qui voulait bien restituer les forteresses conquises en Espagne, moyennant la cession de la partie espagnole de Saint-Domingue, et le 2 juillet Charles IV nomma pour son plénipotentiaire à Bâle don Domingo Iriarte, qui se rendit à son poste un peu tard et signa la paix le 22 juillet. La république le ratifia le 1er août, le gouvernement espagnol le 4. Ces retards du plénipotentiaire causèrent une inutile effusion de sang. En Catalogne, Urrutia battit Schérer, successeur de Pérignon à Pontos, serra de près la place de Rosas, et fit chasser l'ennemi de la Cerdagne par le général Cuesta. La nouvelle de la paix arrêta une attaque préparée contre Mont-Louis. Cet événement répandit la joie dans les deux États. La France n'avait aucun motif de vouloir l'abaissement de l'Espagne, qui devait devenir son alliée naturelle une fois que les guerres de principes étaient écartées, et Charles IV ayant satisfait à tous ses devoirs envers ses parents, se trouvait heureux de rentrer en bons rapports avec ses voisins, dont il n'avait jamais désiré les dépouilles. Il s'empressa d'exprimer tout son contentement au ministre Alcudia son favori, qu'il décora du titre de prince de la Paix, exemple unique jusqu'alors parmi les Espagnols. Des grands d'origine étrangère portaient seuls ce titre de prince apporté de leur pays.

Une fois l'orgueil national satisfait par les conditions avantageuses que le comité de salut public avait accordées à ses voisins du sud-ouest, on put reconnaître en Espagne la nécessité pressante qui aurait pu imposer un traité. Au milieu de l'empressement général à repousser l'invasion française, il était facile de voir qu'il y avait de la fermentation dans quelques esprits. Il y eut même des projets formés. En juin 1795, une correspondance interceptée apprit au gouvernement que les Français ne travaillaient pas sans fruit à se faire des prosélytes sur quelques points importants. Les premiers indices se convertirent en preuves certaines. On découvrit des juntes secrètes qui s'occupaient de plans démocratiques ; toutes visaient au même but quoique avec des systèmes différents. Y aura-t-il une seule république ibérienne, ou

autant de républiques que de provinces? Les avis n'étaient partagés que sur cette double question. Les Français, pour avoir plus de chances de succès, conseillaient la subdivision en États fédératifs. L'une de ces juntes, et même la plus active, se réunissait dans un couvent, et les principaux clubistes étaient des moines. La contagion se répandait, quand les Français firent mine de passer l'Ebre; la société secrète de Burgos avait déjà préparé une députation pour aller fraterniser avec eux, et dans Madrid même, au théâtre, l'on vit quelques jeunes gens de familles considérables se présenter coiffés du bonnet rouge, des dames de la plus haute noblesse affecter de se montrer en public avec des rubans tricolores. A la vérité, il fallait moins voir là des symptômes d'affection pour le régime français que des manifestations de mépris pour le système que dirigeait le favori. D'ailleurs, la lutte étant achevée, on put mesurer l'étendue des sacrifices que l'on avait faits pour la soutenir. Les énormes dépenses du règne précédent avaient entraîné la ruine de plusieurs établissements de crédit public. Pour faire la guerre à la France, on venait de se lancer dans la carrière indéfinie des emprunts, en établissant avec les dettes reconnues du règne antérieur une fatale confusion qui parut entrer dans le système financier de l'Espagne. Le 16 janvier 1794, après une longue délibération du conseil d'État, et l'examen du conseil royal de Castille, une cédule royale avait ouvert un emprunt de quatre-vingt millions de francs. Le 18 septembre de la même année, une autre cédule royale avait autorisé l'ouverture d'un second emprunt de quatre-vingt-dix millions de francs. Ensuite on avait complété un ancien emprunt entrepris sous Charles III, convertissant les vieilles créances en créances nouvelles considérablement augmentées. Le 4 mars 1795 avait été faite une nouvelle création de billets de *valès* royaux pour cent cinquante millions de francs; et quoique la cour de Rome eût transmis alors des concessions apostoliques en vertu desquelles le clergé d'Espagne, des Indes et des îles adjacentes, devait payer, comme subside extraordinaire, neuf millions de francs, plus sept millions cinq cent mille francs comme rétribution ordinaire, et que ces concessions permissent au trésor royal de s'appliquer le revenu des dignités, prébendes et autres bénéfices ecclésiastiques de présentation royale qui seraient vacants pendant tout le temps jugé nécessaire pour subvenir aux dépenses déjà faites et à l'extinction des *valès* royaux; il y avait un tel déficit dans les caisses, qu'au moment même de la conclusion de la paix, le 30 juillet 1795, fut ouvert un cinquième emprunt de soixante millions de francs. Pour assurer le service des intérêts de ces emprunts, et pour consacrer quelques fonds à leur amortissement, divers impôts avaient été établis sur les propriétés, sur les majorats et les substitutions, ce qui augmentait l'irritation des classes supérieures, indignées de voir le nouveau prince de la Paix comblé de faveurs et de biens au milieu de la détresse publique. Le clergé murmurait aussi des charges qui pesaient sur lui; mais le gouvernement ménageait le peuple, et le soulagea même de quelques contributions au retour de la paix; et comme on réduisit de moitié l'émission du cinquième emprunt de soixante millions de francs, le crédit se rétablit, les *valès* royaux s'élevèrent presque au pair de leur valeur nominale, et déjà l'on se flattait d'un retour à la prospérité publique. En effet, l'agriculture et le commerce étaient encouragés, les grands travaux se poursuivaient, l'on continuait le canal d'Aragon (1), la confiance renaissait, le gouvernement subissant déjà l'influence de ses voisins, s'était relâché de ses rigueurs contre les lettres, et montrait une grande tolérance pour les nouvelles opinions philosophiques. Divers traités anglais sur l'économie poli-

(1) L'on réprimait divers abus, l'on cherchait, par des dispositions plus régulières, à réduire les maux causés par les troupeaux voyageurs, et les priviléges de l'association des propriétaires de moutons, connue sous le nom de la *mesta*.



tique étaient traduits en espagnol, circulaient librement dans le royaume, et l'on accueillait les chants du poëte Melendez, qui flétrissaient l'inquisition. Mais l'on s'attaquait aux anciens préjugés sans avoir de plan de réforme; on applaudissait aux coups portés à des institutions oppressives; mais on leur substituait l'action capricieuse du pouvoir ministériel. D'ailleurs on était maintenant entraîné par la France.

Le comité de salut public avait montré beaucoup de confiance à Charles IV dans le traité de Bâle, acceptant sa médiation pour la réconciliation de la république avec les divers souverains de l'Europe. Le directoire, maintenant chargé des affaires, caressait aussi le cabinet de Madrid et l'engageait à porter toutes ses dépenses sur la marine afin de repousser la domination que l'Angleterre établissait sur les mers. Il lui rappelait sans cesse les insultes que cette puissance lui avait fait subir; les Anglais avaient trahi les Espagnols à Toulon; ils avaient traité avec l'Union américaine en 1794 au mépris des intérêts de la Péninsule. Ils infestaient les côtes d'Espagne de contrebande; ils ne cessaient d'explorer les rivages de l'Amérique du Sud, d'y organiser la fraude, de corrompre les naturels du pays. Le gouvernement espagnol mit donc en état les places maritimes des deux continents, établit des croisières plus nombreuses et plus fortes. Il signa même un acte de navigation avec le représentant de l'Union américaine, le 27 octobre 1795. Il s'arma pour repousser toute agression maritime; mais il laissa ses troupes de terre se désorganiser; et lorsque la France, alors maîtresse d'armées aguerries, dirigées par d'habiles généraux, pressa l'Espagne d'entrer dans sa querelle contre l'Angleterre, l'Espagne n'était plus maîtresse de choisir sa politique; elle eût été hors d'état de repousser une invasion de ses voisins. Le prince de la Paix n'était pas ami des Français; il avait montré assez vivement son éloignement pour leur révolution; mais il lui eût convenu d'être en paix avec tout le monde. Placé entre deux dangers, il s'écarta de celui qui était le plus menaçant, et se décida pour la situation qui lui laissait pour le moment sa tranquillité, ses plaisirs et sa faveur. D'ailleurs, les rapports avec M. Pitt à Londres devenaient difficiles; le directoire, au contraire, accablait de prévénances l'ambassadeur d'Espagne à Paris; il offrait la coopération de la France et de la Hollande en cas de guerre maritime. On proposa donc l'alliance française au conseil d'État; et comme plusieurs rapports attestaient les efforts de l'Angleterre pour se saisir des richesses du Nouveau-Monde, comme on apprit même alors que M. Pitt invitait Miranda à venir traiter de l'émancipation des colonies espagnoles, on décida que la guerre contre l'Angleterre était inévitable, et qu'alors il fallait s'appuyer sur la France. On renouvela donc l'alliance entre les deux États voisins, sur les bases de l'ancien pacte de famille des deux branches de la maison de Bourbon, avec cette restriction, que l'Angleterre étant la seule puissance dont l'Espagne eût reçu des offenses directes, cette alliance aurait son effet contre elle dans la guerre présente, et que l'Espagne resterait neutre relativement aux autres puissances qui étaient en guerre avec la république. La France se sentait assez forte contre le continent; ce qu'il lui fallait c'était un auxiliaire dans la guerre maritime. Ses corsaires avaient de nouvelles retraites pour déposer leurs prises, ses bâtiments de commerce de nouveaux abris. Elle ne perdit pas de temps pour disposer des ressources de son alliée et mettre à profit son concours. Dès le mois d'août 1796, une expédition française, composée de sept vaisseaux de ligne et trois frégates, fit voile de Cadix, accompagnée d'une escadre espagnole beaucoup plus forte, commandée par Solano, qui devait l'escorter jusqu'à la côte de Terre-Neuve, et renforcer ensuite les croisières et les garnisons des ports. Les établissements anglais furent détruits dans les baies de Bull et de Châteaux; les îles de Saint-Pierre et de Miquelon furent saccagées, plus de cent bâtiments an-

glais furent coulés à fond ou brûlés. A la nouvelle de la réunion prochaine des escadres de Toulon et de Cadix, les forces britanniques sortirent de la Méditerranée, et le gouvernement français voulait que l'on allât forcer l'entrée du Tage et du Duero, et ruiner les établissements anglais sur les côtes du Portugal. C'était un coup trop audacieux pour les têtes qui dirigeaient les affaires à Madrid; elles supportaient bien la ruine du commerce extérieur, par suite de l'attachement à la cause de la France, mais elles n'osaient pas ordonner un mouvement si décisif en faveur de leurs alliés. On en faisait assez pour attirer la haine et les vengeances de l'Angleterre, mais on s'arrêtait lorsqu'il s'agissait de frapper au cœur cette implacable ennemie. A la vérité, Charles IV était retenu par des scrupules et des relations de parenté avec la famille régnante de Portugal; malgré tous les symptômes de mauvais vouloir qui se manifestaient de ce côté la France laissa le cabinet de Madrid accommoder ses différends avec le Portugal, comme elle avait accepté sa médiation relativement aux Bourbons de Parme et au pape; car il lui importait de ménager le souverain d'un pays où ses vaisseaux allaient se refaire et se pourvoir, et qui la mettait en état de promener son pavillon sur les mers. La marine royale espagnole éprouva, dès le commencement de l'année 1797, un revers qui pouvait lui présager ses désastres ultérieurs. L'escadre de l'Océan, forte de vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, dix frégates, trois corvettes, sous les ordres du commandant général Joseph de Cordova, laissa opérer la réunion des amiraux anglais Parker et Jervis; puis, quoiqu'elle eût encore une grande supériorité de forces, elle se laissa battre près du cap Saint-Vincent, et perdit quatre vaisseaux de ligne, avant de rentrer dans le port de Cadix. Vers les Antilles, quatre vaisseaux de ligne, une frégate et d'autres bâtiments, laissèrent enlever par les Anglais l'île de la Trinité, où se trouvaient une nombreuse garnison et des approvisionnements considérables, et le général Apocada brûla son escadre de crainte qu'elle ne tombât entre les mains de l'ennemi. L'on fut plus heureux sur le continent américain. La conspiration tramée à Caraccas avorta complétement; l'expédition qui parvint à occuper un instant la côte de Guatimala, fut aussitôt repoussée. Les Anglais y perdirent beaucoup de monde. D'un autre côté, l'armement dirigé contre les Philippines s'arrêta devant les préparatifs de défense qui l'attendaient, et finit par périr dans ces mers orageuses. Plus tard, les Anglais attaquèrent l'île de Puerto-Rico; soixante-huit bâtiments de transport, soutenus par un vaisseau à trois ponts, quatre de soixante-dix à cinquante canons, deux bombardes et une infinité de chaloupes cannonières, jetèrent dix mille Anglais sur la plage de Cangrejos. On se battit quinze jours par terre et par mer. Les Anglais, fatigués de l'inutilité de leurs efforts partiels, et voyant les insulaires préparer de leur côté une attaque générale, se réfugièrent à la hâte sur leurs vaisseaux, laissant deux mille hommes tués ou prisonniers, abandonnant leur artillerie et leurs munitions. Dans la première semaine de juillet, une flotte anglaise vint bombarder Cadix, et Nelson, alors contre-amiral, fit des efforts inouis pour s'emparer de l'escadre espagnole ou la brûler. Le blocus dura sept jours; mais la marine et les habitants de la ville rivalisèrent d'efforts et déployèrent des ressources extraordinaires. L'ennemi dut se retirer après avoir perdu beaucoup de monde. Quelques jours après, Nelson se porta sur Ténérife avec trois vaisseaux de quatre-vingt-quatorze canons, un de soixante-dix, trois frégates, une bombarde, et beaucoup de chaloupes et de barques légères. La troupe mise à terre fut obligée de se rembarquer. Nelson conduisit lui-même une seconde attaque pendant la nuit, il échoua complétement, vit tomber ses meilleurs officiers, perdit lui-même un bras, et ne put échapper à une destruction complète qu'au moyen d'une capitulation par laquelle il s'obligeait de renoncer à toute entreprise contre les Canaries.

On avait subvenu aux frais d'une si grande résistance dans les deux mondes, d'abord au moyen d'un emprunt de vingt-cinq millions de francs, ouvert le 15 juillet 1797, qui fut rempli avec assez d'empressement pour que le 29 novembre de la même année le gouvernement pût l'élever de quinze millions de francs. L'on se procurait encore de l'argent par la vente des édifices et immeubles fonciers appartenant aux communes, et qui entrant dans la circulation, donnaient lieu à un certain mouvement de fonds; et le trésor se crut, au commencement de l'année 1798, dans un état assez prospère pour entreprendre l'escompte des *valès* royaux.

Mais alors toutes les passions étaient remuées; les sentiments religieux étaient froissés par la légèreté ou l'indifférence qu'affectait pour l'Église la portion de la cour qui se rattachait à Godoy. Les grands dignitaires de l'ordre religieux s'indignaient de la nullité à laquelle ils étaient réduits. L'inquisition arrêtée dans ses mouvements, se voyant arracher les causes jusqu'alors réservées à sa juridiction, aspirait à la vengeance. La grandesse ne pouvait s'accoutumer à son anéantissement devant les volontés d'un favori. Le peuple était humilié des outrages faits avec effronterie à son roi par l'amant de Marie-Louise. Un parti anglais s'agitait aussi pour écarter un ministre qui paraissait entièrement dévoué à la France. Jusqu'alors Godoy avait grandi par la haine de ses ennemis; comme pour le fortifier contre tout ébranlement, Charles IV lui donnait des faveurs nouvelles toutes les fois que se reproduisaient les attaques. C'est ainsi qu'il lui avait donné des cantons presque entiers, qu'il l'avait nommé colonel-général des Suisses, qu'il lui avait fait épouser la fille de son oncle l'infant don Louis, la comtesse de Chinchon. Mais Godoy rencontra tout à coup un adversaire redoutable, auquel le timide Charles IV était incapable de résister. Les désordres de la France, et le retour d'une infinité d'esprits à des idées de pouvoir plus régulier et plus constant avaient fait concevoir des espérances aux royalistes de ce pays. On pensait à y relever la monarchie; et comme on connaissait la réprobation générale dont était frappée la branche déchue, des aventuriers insinuèrent au ministre favori que l'on pourrait bien aller chercher un Bourbon au delà des Pyrénées. Voulant assurer son crédit ébranlé dans la famille de ses souverains, il entra dans des intrigues ténébreuses, se mêlant à des tripotages pour l'acquisition de la couronne de France en faveur d'un infant d'Espagne, et se laissa duper par des fripons. Ces manœuvres n'échappèrent point au directoire, qui, raffermi par le coup d'État de fructidor, sollicita le renvoi du ministre espagnol tout puissant. La reine ne soutint plus un homme qui affectait pour elle de grossiers dédains, et entretenait publiquement des maîtresses dans la résidence même de la cour. Il tomba vers la fin de mars 1798; il fut remplacé aux affaires étrangères par don Francisco Saavedra, et indiqua don Gaspard Melchior Jovellanos, économiste renommé, pour l'administration intérieure. Mais sa chute n'était pas définitive. Les courtisans n'y furent point trompés, et lui-même le fit bientôt sentir au précepteur du prince des Asturies, qui fut exilé pour avoir inspiré à son royal élève, alors à peine âgé de quatorze ans, l'idée de solliciter du roi le droit d'être admis au conseil du cabinet; et dès lors s'élevèrent entre les membres de la famille royale ces haines affreuses qui devaient amener une si grande catastrophe au scandale de toute l'Europe.

Au reste, Charles IV était maintenant plus que jamais dominé par la peur. Il redoutait surtout la haine de la république française; il était soigneux, recherché dans ses politesses envers les patriotes fougueux que lui envoyait le directoire réformé démocratiquement. Il craignait déjà les desseins du prince des Asturies qui semblait désirer la fin de son père, il croyait voir bientôt les idées de réforme miner son trône, et il voulait partout arrêter leur envahissement. Les hommes soupçonnés d'opinions libérales furent écartés. Le ministre Jovellanos dut se

retirer après quelques mois d'administration. Saavedra fut remplacé par don Mariano Luiz de Urquijo dont la faveur dura seulement quelques instants. Don Miguel Azanza fut obligé de déposer bien vite le portefeuille de la guerre, et don Joseph Antonio Cavallero, placé à la tête de l'administration intérieure, parut avoir l'influence prépondérante. Les doctrines françaises furent poursuivies; toutes les améliorations dans l'instruction publique arrêtées, un système d'espionnage organisé; l'inquisition appelée en auxiliaire tout-puissant. Charles IV crut aisément que l'autel et le trône rapprochés et unis se défendraient mieux contre les ennemis de l'Église et de l'État qui étaient nombreux.

Au milieu de tous ces changements de direction à l'intérieur qui jetaient le doute et le découragement dans la nation, le gouvernement, malgré son horreur pour les réformes imitées de la démocratie française, n'osait pas cependant se séparer de la France. Tandis que le général Bonaparte était retenu en Égypte, que la coalition européenne s'était formée plus puissante que jamais, que les troupes russes obtenaient d'éclatants triomphes en Italie, l'Espagne resta sourde à toutes les sollicitations, à toutes les menaces des alliés, et ne voulut point renoncer à son alliance avec le directoire. Le cabinet était toujours sous le poids de la terreur, et les républicains de France lui paraissaient les plus terribles adversaires. Il s'empressait de leur faire les protestations les plus vives de son dévouement, il lui donnait toutes garanties de sa sincérité. C'est ainsi qu'en mai 1799, le général O'Farril se rendit avec une division d'infanterie à Rochefort, sous prétexte d'une expédition secrète; que peu de temps après, Mazaredo vint avec sa flotte dans le port de Brest. De nombreux marins espagnols étaient réunis aux Français dans la Méditerranée sous les ordres de l'amiral Bruix, au moment où le général Bonaparte revenait de l'Égypte. Toutes les forces, toutes les ressources de la nation étaient entre les mains des Français, et il eût été bien difficile de former d'autres troupes, de créer de nouvelles flottes; car les finances avaient subi de grands désastres. En juin, 1798, on avait fait un appel au patriotisme pour des dons volontaires en argent, et pour un emprunt sans intérêts. Quelques possesseurs de majorats qui n'avaient pas d'argent demandèrent la faculté de les vendre pour en offrir le prix à titre de prêt. Ce fut une occasion pour accorder ce droit d'une manière illimitée à divers biens d'établissements publics de fondations supprimées, qui purent être vendus pour que le prix fût appliqué à la caisse d'amortissement. Au mois d'octobre de la même année un second emprunt de cent millions de francs fut ouvert; on pressa, en janvier 1799 la vente des biens des fondations pieuses; en avril, on décréta l'émission d'abord de quarante-sept mille deux cent cinquante-sept *valès* de six cents piastres chacun, puis de quatre-vingt-huit mille cinq cent dix-sept *valès* de trois cents piastres. Alors les billets ayant perdu toute valeur, on offrit de les escompter en cas de nécessité bien prouvée; on voulut créer un fonds à cet effet: on ordonna le cours forcé des *valès*. Ils furent frappés d'un discrédit presque semblable aux assignats de France, et il en résulta le plus grand bouleversement dans toutes les transactions. L'argent disparut, toutes les affaires furent suspendues, et le gouvernement éperdu remit au conseil de Castille la direction de la dette publique.

Cette détresse générale ranima l'audace des Anglais qui, en 1800, songèrent à braver les Espagnols sur leur propre territoire. Alors l'armée de terre était réduite aux plus faibles proportions, elle paraissait incapable de repousser une attaque sérieuse. Au mois d'août, l'ennemi résolut de faire une tentative sur la place du Ferrol, et d'enlever en même temps l'escadre qui s'était abritée dans ce port. Il débarqua mille cinq cents hommes sur la plage de Doñinos; mais les restes des camps détachés qui protégeaient la côte se mirent rapidement en mouvement; le commandant du département de la marine, le commandant de l'escadre stationnée dans le port, et le capitaine général de la

Province réunirent leurs efforts; dans la nuit du 26 au 27, les Anglais regagnèrent leurs vaisseaux, après avoir fait des pertes immenses. Ils allèrent se venger de leur défaite sur la malheureuse ville de Cadix, alors en proie à la fièvre jaune; ils n'eurent pas de honte de l'attaquer dans cette situation. La sommation fut repoussée avec indignation: chacun s'arma; les malades même voulurent concourir à la défense, et les Anglais s'éloignèrent humiliés de leurs inutiles hostilités contre une population expirante (1).

Si de pareils actes de barbarie augmentaient la haine populaire contre l'Angleterre, la nouvelle révolution de Saint-Cloud qui avait porté le général Bonaparte au faîte du pouvoir, et l'existence d'un pouvoir plus concentré et plus énergique resserrèrent les liens de l'alliance entre le cabinet de Madrid et la France. Charles IV applaudit au 18 brumaire; il regarda son trône comme affermi par l'établissement du pouvoir du premier consul; il cessa d'être le souverain d'une nation libre, indépendante, maîtresse d'elle-même; il se mit entièrement à la discrétion du nouveau chef de la France. Il reçut avec reconnaissance la proposition du premier consul d'ériger la Toscane en royaume pour le duc de Parme, neveu et gendre de Charles IV; et pour prix de cette couronne à conquérir, on consentit que la France se mît en possession de Parme; on lui laissa prendre l'île d'Elbe; on lui donna six vaisseaux de ligne et la colonie alors florissante de la Louisiane. Tel fut le traité d'Aranjuez, du mois d'octobre 1800.

Ainsi les sacrifices continuaient toujours, et cependant le pays était arrivé au dernier terme d'épuisement. Les finances ne pouvaient se relever; il n'y avait plus moyen de faire rentrer de l'argent dans les caisses. La fièvre jaune ravageait l'Andalousie; la population était diminuée d'une manière effrayante; les troupes arrivées au secours de la place perdirent trois mille hommes. Port-Sainte-Marie, l'île de Léon, Rota, Chiclana, Puerto Real, Saint-Lucar, étaient atteints; l'épidémie gagnait Xerès, Séville, toutes les villes de l'Andalousie, et paraissait ne devoir s'arrêter qu'à la Sierra Morena, où l'on avait établi un cordon sanitaire.

Des querelles religieuses au sujet de la confirmation des évêques par le pape vinrent encore jeter le trouble dans l'esprit du pauvre roi qui pour réparer le tort d'avoir voulu un instant arracher des concessions à la cour de Rome, rendit de nouveaux pouvoirs à l'inquisition qui fut chargée de rechercher et poursuivre les doctrines contraires à certains points de l'autorité papale. Ses persécutions tombèrent encore sur les écrivains suspects de libéralisme; et Charles IV, toujours inquiet, et d'ailleurs obsédé par la reine, rappela auprès de lui son favori. Godoy voulut occuper une position en dehors et au-dessus du ministère, et fit donner le portefeuille des affaires étrangères à son parent don Pedro Ceballos Guerra. Lorsque le premier consul, fortifié par la paix de Lunéville, et commençant son système continental contre l'Angleterre, voulut forcer le Portugal à fermer ses ports à cette puissance, il fallut bien que l'Espagne entrât dans les vues de la France. Elle avait refusé plusieurs fois au directoire la permission de faire passer des armées françaises sur son territoire pour aller châtier les insultes de la cour de Lisbonne. Mais maintenant, comment résister à Bonaparte? On n'avait point de forces capables d'en imposer à un allié si impérieux. On essaya vainement d'amener la

(1) Les forces britanniques réunies contre Cadix et les points environnants se composaient de cent quarante-huit bâtiments de guerre avec vingt mille hommes de débarquement. L'amiral Keith, commandant de l'expédition, se proposait de saisir l'escadre espagnole, détruire l'arsenal de la marine, et imposer à la ville une forte contribution. Le gouverneur espagnol don Thomas de Morla, peignit dans une lettre l'état déplorable de la ville et les dangers de la contagion. L'amiral anglais insista sur l'abandon préalable des vaisseaux et des effets de marine contenus dans les magasins et arsenaux.

cour de Lisbonne à plus de condescendance. Il y avait nécessité de réunir des troupes pour faire l'entreprise, si l'on ne voulait pas que la France s'en chargeât seule, et dominât toute la Péninsule. Une convention fut signée à Madrid entre le gouvernement de la république et Sa Majesté Catholique pour forcer le Portugal à se séparer de son alliée. Les ports de ce royaume et un quart du territoire devaient être occupés par les troupes françaises et espagnoles jusqu'à la paix maritime promise. Le premier consul voulait diriger la guerre à sa guise. Pour échapper au joug français, on fit appel à la nation. Le clergé et le commerce fournirent des ressources. Une armée fut réorganisée et placée sous le commandement du prince de la Paix, qui, à cette occasion reçut le titre de généralissime de toutes les forces d'Espagne. Mais Bonaparte n'ayant nulle confiance dans un tel général, chargea Gouvion-Saint-Cyr, ambassadeur français extraordinaire, de surveiller les opérations en même temps. Un corps auxiliaire français, aux ordres du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, franchit les Pyrénées, et traversa le nord de l'Espagne. Il prit ses cantonnements autour de Ciudad-Rodrigo, et le long de la frontière jusqu'à Zarza-la-Mayor. Mais il servit plutôt à presser les lenteurs des Espagnols qu'il ne leur apportait du secours. Des troupes postées en Galice observaient ses mouvements. Dix mille hommes menacèrent les Algarves, et l'armée principale, réunie autour de Badajoz sous les ordres du généralissime entra le 20 mai 1801 sur le territoire portugais. Olivença et Jerumenha capitulèrent à l'instant. Le commandant d'Elvas, qui avait une garnison de neuf mille hommes, rejeta la sommation de se rendre. Campo-Mayor ouvrit ses portes après neuf jours de feu. L'armée portugaise, commandée par le duc de Lafoës, se replia sur Arronchès, d'où elle s'enfuit au premier choc des escadrons espagnols. Les camps et les cantonnements furent abandonnés. Les magasins de Florida-Roza tombèrent aux mains de l'ennemi. Le général ramena son armée vers Abrantès le 8 juin, et les recrues, tirées de l'Alemtejo, rejoignirent leurs foyers. Près de l'embouchure de la Guadiana, on se contenta de se cannonner. Au nord les corps espagnols et portugais firent quelques marches et se menacèrent, mais sans en venir aux mains. Vers le Beïra les Portugais s'attendaient à des coups plus rudes. Là devaient se présenter les troupes du général Leclerc; mais les Français ne sortirent pas de leurs cantonnements. Le premier consul ne les avait montrés que pour forcer les Espagnols à entrer en campagne. C'était pour presser les opérations que l'ambassadeur ordinaire de France, Lucien Bonaparte, avait accompagné le roi et la reine à Badajoz. Mais ni l'Espagne, ni le Portugal, ne semblaient prendre cette guerre au sérieux. La cour de Lisbonne n'avait pas fait de véritables préparatifs de défense, son général ne s'était appliqué qu'à éviter l'effusion du sang. La garnison même de Campo-Mayor se réjouit de la reddition de la place qu'elle occupait. La nation portugaise n'éprouvait point de haine contre ses envahisseurs, et les paysans de l'Alemtejo restèrent dans leurs maisons pour héberger les soldats espagnols. Le prince de la Paix croyait seul qu'il venait d'acquérir de la gloire militaire, et les soldats rougirent d'indignation lorsqu'ils le virent se promener devant leurs rangs conduisant en triomphe Marie-Louise, portée sur un palanquin tressé de feuillage, et lui offrir comme trophée un bouquet d'oranges cueilli sur les glacis d'Elvas. Le roi suivait à quelque distance son impudique épouse, qui avait cinquante ans lorsqu'elle se livrait ainsi à la risée publique.

Au milieu de telles dispositions, les hostilités ne pouvaient se prolonger. Charles IV ne voulait pas abattre le régent du Portugal son gendre; et s'il voyait la possibilité de prendre un royaume en quelques jours, il sentait bien que les embarras commenceraient lorsqu'il s'agirait de faire le partage avec un associé tel que Bonaparte. Il lui tardait aussi de délivrer la Péninsule de la présence indéfinie des troupes françaises.

Il remit donc des pleins pouvoirs à Godoy pour traiter, et le 6 juin, pendant la déroute même de l'armée portugaise, la paix fut signée à Badajoz entre l'Espagne et le Portugal. Lucien Bonaparte assista aux conférences, et consentit à ce que l'on fît deux traités séparés. L'Espagne acquit à perpétuité Olivença et son territoire, ce qui la délivrait d'un foyer de contrebande; restitua ses autres conquêtes, et garantit au prince-régent du Portugal la conservation intégrale de ses États. Charles IV ratifia la paix au plus vite; et se défendit contre toutes les représentations du premier consul, dont une pareille conclusion dérangeait tous les projets. En effet Bonaparte voulait absolument l'occupation du Portugal jusqu'à la paix générale, afin de priver l'Angleterre de ses plus abondantes ressources. Il laissa éclater sa colère; mais son refus de ratification ne put affecter que le traité signé par son frère. Il menaça de grossir les troupes de Leclerc; mais il ne voulut point pousser à bout un allié jusque-là si complaisant. Il accepta même la médiation de Charles IV pour renouer les négociations avec le Portugal, et un nouveau traité fut signé à Madrid le 29 septembre 1801, aux mêmes conditions que le précédent; mais avec l'adjonction secrète de vingt-cinq millions de francs que le Portugal fut obligé de payer sur-le-champ à la France. Les troupes françaises que Bonaparte aurait voulu laisser en Espagne, manquant de subsistance, regagnèrent lentement la France.

Comme la paix de Lunéville avait confirmé le traité signé à Madrid entre la France et l'Espagne, relativement à l'abandon de la Toscane au profit du duc de Parme, et à l'érection de ce pays en royaume d'Étrurie, l'infant don Louis et doña Maria de Bourbon allèrent prendre possession de leur nouvelle couronne. A Paris ils furent comblés d'hommages et de prévénances. L'entourage du premier consul ne négligeait aucune occasion d'attirer la confiance des membres de la famille royale d'Espagne. Le chef de l'État parlait de projets d'union plus intime encore, et il mit tous ses soins à faire reconnaître les jeunes souverains en Toscane. Il laissa même à l'infant la jouissance viagère de Parme, que celui-ci avait abandonnée pour obtenir son nouveau royaume. L'Espagne était ainsi enlacée à la France, et par une sorte de reconnaissance, et surtout par le sentiment de sa faiblesse. Le gouvernement, toujours partagé entre le désir de corriger des abus anciens, et sa défiance pour des usages nouveaux, indiquait des travaux qu'il contremandait aussitôt. Les hommes appelés pour introduire des améliorations étaient ensuite repoussés comme des novateurs dangereux (1). Les troupes n'étaient pas formées aux exercices militaires, aux grandes manœuvres, parce que l'on craignait de grandes réunions d'hommes sur un même point. On n'osait pas adopter la tactique nouvelle, qui, disait-on, inspirait aux soldats une vanité déplacée; et cependant on voyait bien qu'il n'était plus possible de suivre les anciennes théories. Dans l'administration civile on prenait des mesures pour y renoncer ensuite, en sorte que la nation, tiraillée en tous sens, tomba dans l'apathie, resta indifférente à tous les systèmes auxquels d'ailleurs personne ne semblait tenir, et se montra peu obéissante pour une autorité qui changeait à chaque instant d'opinion et de volonté. Ainsi, l'on avait voulu établir les milices provinciales dans l'État de Valence, qui en était exempt; la population s'indigna, se souleva, et le gouvernement déclara que son intention n'était pas de créer des milices là où elles s'accordaient mal avec les occupations, le genre d'industrie, les habitudes des gens du pays. L'esprit militaire s'éteignait, et l'on s'anéantissait ainsi à côté de voisins belliqueux. Enfin le chef du pouvoir en France permit à l'Espagne de se reposer. La paix d'Amiens en mars 1802 fut commune aux trois nations.

(1) Les ex-ministres Sovellanos et Urquijo, poursuivis par l'inquisition, furent condamnés à l'exil, d'autres personnages importants, des dignitaires de l'Église, des gens de lettres, subirent diverses pénalités prononcées par le saint-office.

L'Espagne eut la permission de se réconcilier avec l'Angleterre ; elle perdit l'île de la Trinité, conserva le district d'Olivença, et quelque temps après publia comme acte additionnel son ancien traité avec la France, relatif à l'abandon de la Louisiane. Elle eût fait des sacrifices plus considérables pour acheter la paix ; car ce bienfait lui était indispensable pour rétablir sa marine, raviver ses colonies, et combler le gouffre du déficit. Elle ne voulait plus tourner dans la sphère française, qui lui paraissait devoir être toujours emportée par un mouvement violent et précipité. Elle refusa de servir les projets du premier consul sur l'île de Malte. Elle ne voulut pas non plus prêter ses troupes pour l'expédition de Saint-Domingue, et ne fournit qu'avec une grande répugnance quatre vaisseaux et une frégate dans cette circonstance. Elle aspirait alors à prendre une attitude indépendante. Les Bourbons espagnols songeaient peut-être à prendre un point d'appui en Italie, et cette idée fut accueillie, échauffée par des hommes distingués de la république italienne, qui, ayant une haine égale du joug français et du joug allemand, cherchaient, au delà de la Méditerranée, une protection à leur indépendance. Charles IV s'occupait vivement d'un projet de double union du prince des Asturies avec la princesse Marie-Antoinette de Naples, et de l'infante Marie-Isabelle avec le prince héréditaire de Naples, qui venait de perdre sa femme. De cette manière, il espérait rallier les intérêts et la politique des trois maisons d'Espagne, de Naples et d'Étrurie, qui adopteraient d'un commun accord un système uniforme de dignité, d'expectation et de prudence. Les mariages se célébrèrent au milieu des fêtes les plus brillantes, en octobre 1802, à Barcelone. Leurs Majestés Catholiques se rendirent dans cette ville, ainsi que les princes d'Étrurie, et au bruit des chants d'allégresse le peuple oublia toutes ses misères.

On ne put s'avancer bien loin dans la voie de l'indépendance, car le premier consul de France se montrait chaque jour plus exigeant, et la nation espagnole elle-même allait au devant de l'influence d'un homme qui avait relevé les autels, dont la main ferme comprimait tous les partis, imprimant un mouvement rapide à toutes choses. C'était de lui que les classes éclairées dans la Péninsule attendaient la véritable impulsion donnée aux améliorations. Godoy faisait parfois des efforts pour s'avancer dans cette carrière ; mais il ne paraissait avoir ni but ni direction. Ainsi l'Espagne était lancée dans le système de la France, et si le roi et son favori sentaient qu'ils étaient attirés à une prochaine sujétion, le pays, dont les Français respectaient alors le légitime orgueil, se trouvait moins humilié de suivre la route tracée par Bonaparte que de subir l'autorité de l'amant de la reine. Ce titre de Godoy faisait considérer tous ses actes sous un sinistre aspect. D'ailleurs, la cour alors était en proie à des divisions déplorables. Le prince des Asturies, stimulé dans son ambition par sa jeune épouse, la princesse napolitaine, demandait avec de vives instances son admission au conseil privé. Godoy déjouait tous ses efforts, et le prince, ulcéré, nourrissait des projets de vengeance, qui ne s'arrêtaient point au favori. Au milieu de tous ces tiraillements, le premier consul prit un ton plus impérieux. La paix d'Amiens était rompue ; il réclama le secours stipulé par le traité d'alliance offensive et défensive. On rappela les obligations imposées à l'Espagne par l'ancien pacte de famille, et le traité conclu en 1796 à Saint-Ildefonse. Le prince de la Paix voulut reculer devant l'asservissement qu'on lui proposait ; il voulut restreindre le sens des articles dans les limites où les avait jadis laissés le directoire, et ne pas laisser donner une plus grande extension à l'alliance. Il fut question de neutralité armée, de médiation ; mais Godoy ne fut pas soutenu dans le cabinet. Il se vit menacé dans sa position auprès de Charles IV, qui ne pouvait s'attacher aux résolutions énergiques. Le bon roi voulait échapper aux menaces du premier consul, et en même

temps ne pas attirer les ressentiments de l'Angleterre; il crut garantir sa tranquillité en payant à la France un subside en numéraire au lieu des troupes et des vaisseaux que voulait Bonaparte. La neutralité de l'Espagne fut achetée au prix d'un million cinq cent mille francs par mois. On espérait que l'Espagne se trouverait bientôt plus en état de fournir de l'argent que des troupes. Les finances se rétablissaient. En 1803, l'amortissement des *valès* royaux s'élevait à soixante-trois millions de francs. Les intérêts de la dette se payaient avec assez d'exactitude, et l'on fut en état, de 1803 à 1804, de porter des soulagements aux populations désolées par toutes sortes de fléaux. Les récoltes manquèrent; les deux Castilles furent envahies par des fièvres pernicieuses. Le *vomito-negro* éclata à Malaga, et cette affreuse contagion, s'étendant le long des côtes de la Méditerranée, à Carthagène, Alicante, remonta jusqu'aux environs de Barcelone. Cadix ne put échapper à cette maladie, qui cependant fut moins meurtrière que la contagion de 1800. Les troupes furent employées pour former des cordons sanitaires; Il était donc impossible d'opposer aucune résistance aux exigences du gouvernement français. D'ailleurs mille intrigues se croisaient dans le cabinet espagnol. Certains ministres voulaient faire participer le pays au mouvement du siècle; d'autres persécutaient les hommes éclairés et inspiraient au roi des alarmes continuelles. L'entourage du prince des Asturies songeait à détrôner Charles IV, dont le règne semblait être voué à tous les désastres, tandis que des prédictions annonçaient toutes sortes de prospérités à l'infant Ferdinand. Il y avait un parti anglais, demandant que l'on se mît en meilleure intelligence avec le cabinet de Saint-James. Enfin il y avait un grand nombre d'esprits ardents qui, éblouis par l'éclat de la France, auraient voulu que l'Espagne s'identifiât avec elle, et prît part à ses glorieux triomphes. Cette opinion s'était répandue même au sein du clergé. Néanmoins Godoy hésitait encore, et lorsque l'Angleterre cherchait à refaire la coalition européenne contre Napoléon devenu empereur des Français, le généralissime espagnol essaya de s'entendre avec l'ambassadeur anglais; mais William Pitt aurait voulu faire de la Péninsule le théâtre de la lutte contre la France. Puis il éleva les prétentions les plus excessives pour tolérer la neutralité de l'Espagne; et comme la princesse des Asturies faisait connaître à sa mère, la reine de Naples, les complaisances de Charles IV pour Napoléon, qu'elle exagérait encore l'importance des sacrifices du roi débonnaire, et que ces renseignements étaient transmis ensuite par la reine Caroline à la diplomatie anglaise, Pitt jugea qu'il valait mieux pour lui avoir l'Espagne ennemie que neutre et donnant des sommes énormes à la France. On essaya de calmer son ressentiment; on contremanda des armements ordonnés au Ferrol pour repousser les attaques maritimes dont on était menacé; et d'un autre côté l'on tenta tous les moyens pour l'exécution du traité de subsides avec la France; car la misère était si grande que l'on n'avait pu acquitter encore un seul terme de payement, et l'empereur Napoléon laissait éclater sa colère. Il était impossible de rester en paix au milieu de deux rivaux si passionnés. Tandis que le cabinet de Madrid faisait toutes ces concessions en faveur du commerce anglais, que Pitt avait l'air d'engager des négociations avec l'Espagne, des ordres mystérieux partaient de l'amirauté anglaise pour attaquer le pavillon espagnol sur toutes les mers, couler à fond tous les bâtiments de toute grandeur, même au-dessous de cent tonneaux. En ce moment plusieurs navires anglais se trouvaient dans les ports de la Péninsule, accueillis avec une bienveillance extrême; ils y complétaient leurs approvisionnements, et les capitaines portaient déjà les ordres d'attaque. L'exécution commença au jour indiqué. Le 1er octobre 1804, quatre frégates anglaises assaillirent tout à coup quatre frégates espagnoles chargées de trésors, qui, naviguant sur la foi des

traités, n'avaient pas fait de préparatifs. Néanmoins, comme on était à peu près à forces égales, un amour-propre bien naturel ne permettait pas de céder sans résistance. La *Mercedes* prit feu dès les premiers coups de canon et sauta en l'air. Les trois autres bâtiments, horriblement maltraités, amenèrent pavillon. Un régiment d'infanterie, qui se rendait à Majorque, se trouva prisonnier. Après cet attentat, le cabinet de Saint-James voulut encore en imposer à l'opinion, et prétendit que les frégates espagnoles n'étaient amenées en Angleterre que pour y être gardées en garantie jusqu'à ce que l'Espagne pût donner l'assurance d'observer la plus stricte neutralité.

Grande fut la consternation de Charles IV lorsqu'il vit ainsi les Anglais fondre sur ses sujets. La désolation était partout. La fièvre jaune, maîtresse de tout le littoral de l'Andalousie, s'étendait encore depuis Ayamonte jusqu'à Algesiras. Là où s'arrêtait la peste venant du littoral, commençaient dans l'intérieur les fièvres pernicieuses qui ravageaient les deux Castilles. Des tremblements de terre presque continuels menaçaient d'engloutir les habitants; la province de Grenade en souffrit beaucoup. Il n'y avait plus de commerce ni d'industrie. L'étranger repoussait les provenances d'Espagne par d'interminables quarantaines. Le trésor éprouvait incessamment de grandes diminutions. Les principales sources du revenu public tarissaient; au lieu de recevoir des contributions, il fallait envoyer des secours à ceux qui ne pouvaient payer. Les hommes dévoués aux antiques opinions auxquelles on avait porté atteinte, ne manquaient pas de dire que ces malheurs étaient l'effet de la colère céleste. « On a porté la main sur l'autel, disaient-ils, on a vendu les propriétés des fondations pieuses, le ciel venge l'Église. » Puis on laissait entrevoir l'espérance d'un meilleur avenir si le pouvoir était entre les mains du prince des Asturies, qui guérirait les plaies de l'Église. Le gouvernement, appliqué à remédier à tant de maux, à provoquer l'activité à l'intérieur, à diminuer la masse de la dette dont l'amortissement fut poussé, vers la fin de 1804, à environ soixante-dix-sept millions de francs, ce gouvernement montra beaucoup de longanimité envers l'Angleterre. Il dissimula son indignation de l'attentat commis par les Anglais. Les pourparlers de paix durèrent tout le mois d'octobre. On attendait les explications que l'ambassadeur pourrait donner sur une conduite aussi étrange. Il ne répondit point aux notes qui lui furent adressées et partit. L'honneur national réclamait hautement contre tant de lenteurs. L'outrage fait au pavillon espagnol, la violation du droit des gens, l'orgueil des Anglais, leur cruauté envers les marins et les commerçants espagnols, soulevèrent contre eux des mouvements de haine, que la politique de la France avait soin d'entretenir, et le 11 décembre la guerre fut déclarée à l'Angleterre. L'Espagne s'associait donc à la France, et cette fois le gouvernement et la nation étaient parfaitement d'accord. On ne faisait pas la guerre sans quelque regret; mais l'orgueil castillan ranimait tous les courages, et s'il existait parmi les Espagnols quelques partisans de l'Angleterre, ils gardaient alors un profond silence. L'union avec la France était le vœu général. Les Espagnols, fiers de s'allier aux guerriers de Napoléon, désiraient prendre part à tous leurs triomphes. Le prince de la Paix, toujours généralissime des forces de terre et de mer, adressa son manifeste à la nation pour l'encourager aux sacrifices, afin de repousser les outrages de l'Angleterre. Dans l'année 1805 on fit réellement des efforts prodigieux. On leva une partie de la milice; on eut recours pour le recrutement de l'armée à des moyens inusités. Les compagnies d'élite furent retirées des régiments de milices pour former les quatre divisions de Vieille-Castille, de Nouvelle-Castille, d'Andalousie, et de Galice. On créa, sous le nom de *tercios*, un corps expéditionnaire composé d'infanterie et de cavalerie, destiné à la garde de la province de Buenos-

Ayres. Le camp de Saint-Roch, devant Gibraltar, fut renforcé; on travailla pour mettre les côtes et les ports en état de défense; on mit sous les armes les compagnies de milices urbaines dans les ports. Toutefois il y avait plus d'ostentation que de réalité dans ces préparatifs militaires. Le prince de la Paix, s'il avait conçu l'idée de profiter de l'attaque des Anglais pour rendre sa nation puissante, quel que dût être ensuite l'emploi de cette force subitement acquise, n'avait pas assez de popularité pour mener à fin une telle idée. Napoléon se serait probablement opposé à l'augmentation des troupes de terre dont il n'avait pas besoin, et qui auraient pu l'inquiéter. Elles ne furent pas mises au complet; on ne les réunit pas. Le gouvernement porta son attention principale, appliqua ses ressources à la marine. Un armement considérable apparut en moins de trois mois. Vers le milieu de mars, sans compter les vaisseaux envoyés en Amérique, et qui arrivèrent tous à leur destination, trois escadres, dans les ports de Cadix, Carthagène, la Corogne et le Ferrol, n'attendaient plus que le signal pour agir. La campagne de 1805 s'ouvrit avec une grandeur imposante; tandis qu'une formidable armée française menaçait l'Angleterre même d'une invasion, il s'agissait de distraire l'attention par des tentatives réelles ou simulées sur d'autres points importants de l'Europe, de l'Amérique, de l'Afrique, et même des Indes orientales. L'alliance de la France et de l'Espagne permettait d'embrasser un si vaste plan. De Rochefort devait sortir une escadre qui se rendrait aux Antilles, en dérobant aux Anglais sa marche et sa destination. L'escadre de Toulon, partie en même temps et avec les mêmes précautions, devait faire voile pour le détroit, débloquer Cadix, y rallier l'escadre espagnole, gagner aussi les Antilles, y joindre l'escadre de Rochefort, poursuivre partout les stations anglaises, reprendre la Trinité; puis, les deux escadres réunies reviendraient au mois de juin dégager le Ferrol, appeler les vaisseaux espagnols qui se trouveraient dans ce port, et marchant droit à Brest, grossir la flotte appareillée dans la rade pour dominer le canal et appuyer le débarquement. L'escadre de Rochefort partit en janvier, sous les ordres du contre-amiral Missiassy, triompha des mauvais temps, et arriva à la Martinique le 20 février.

L'escadre de Toulon mit également à la voile en janvier; mais, assaillie par de forts coups de vents, elle fut obligée de regagner le port. Le second départ ne put avoir lieu que le 30 mars. Le commandant en chef de toutes ces forces était l'amiral Villeneuve. Il entra dans le port de Cadix le 10 avril avec onze vaisseaux de ligne, sept frégates et deux bricks. Les Anglais qui n'avaient là que cinq vaisseaux et deux ou trois frégates, sous les ordres de sir John Orde, se retirèrent et allèrent joindre l'escadre qui bloquait le port de Brest. Dans la baie de Cadix, Villeneuve trouva l'*Argonaute*, de quatre-vingts canons, monté par le général Gravina, l'*Amérique*, de soixante-quatre canons, le vaisseau français l'*Aigle*, avec quelques bricks et corvettes. Le surlendemain de sa sortie de Cadix, la moitié de l'escadre espagnole mit à la voile pour le suivre. C'étaient le *Saint-Raphaël*, de quatre-vingts canons, le *Ferme*, de soixante-quatorze, le *Terrible*, de soixante-quatorze, l'*Espagne*, de soixante-quatre, la frégate la *Madelaine*, et d'autres bâtiments de moindre portée. Cette division arriva deux jours avant Villeneuve à la Martinique. La réunion s'opéra dans la rade de Fort-Royal le 14 mai. Malheureusement Missiassy, qui avait ordre de ne pas attendre plus de quarante jours dans ces parages, était parti après avoir fait un immense butin.

Les deux expéditions avaient inspiré des inquiétudes sérieuses à l'Angleterre. Comme il y avait beaucoup de points vulnérables, en Irlande, à Malte, en Égypte, dans l'Amérique occidentale, le gouvernement britannique fut obligé de disséminer ses forces, d'envoyer des escadres de tous les côtés. Parmi les alliés le secret fut si bien gardé que

Nelson lui-même perdit son temps à courir les mers pendant cinq mois sans trouver personne, ni deviner la route prise par les Français et les Espagnols. Ceux-ci eurent donc le loisir d'aller en Amérique et de revenir. Une fausse indication donnée à l'amiral anglais sauva peut-être l'escadre de Villeneuve. Le prince de la Paix avait dit au prince des Asturies, qui le pressait de questions sur l'emploi des forces et les plans de campagnes, que ces plans étaient fort vastes, et qu'ils pourraient varier selon les circonstances; que l'escadre de Rochefort partait pour les Indes orientales, celle de Toulon pour l'Égypte; que les autres frapperaient un grand coup en Irlande quand le moment serait venu. La princesse des Asturies, informée de ces détails, les transmit à Naples. Lorsque Nelson, après avoir perdu la trace de l'escadre de Toulon, repoussée d'abord dans ce port par la tempête, qui l'avait contrarié lui-même, parcourut les côtes des Deux-Siciles, s'informant sur tous les points, il reçut les renseignements communiqués par la princesse des Asturies, et à l'instant fit voile pour l'Égypte. De retour à Malte sans avoir rien trouvé, il apprit que Villeneuve, rentré à Toulon à cause de la tempête, se préparait à partir de nouveau, et qu'il embarquait toutes sortes d'équipements et de munitions. Il ne douta plus que l'expédition ne fût destinée pour l'Égypte, et occupa divers points d'observations pour la surprendre au passage. Enfin, lassé d'attendre, il s'approcha de Toulon. Trompé de nouveau dans ses conjectures, il se porta sur diverses parties de la Méditerranée, et apprit enfin que l'escadre avait franchi le détroit. Les vents contraires l'empêchèrent de pénétrer dans l'Océan. Informé par un avis positif de Lisbonne, le 11 mai, que Villeneuve cinglait vers l'Amérique, il fit force de voiles dans cette direction. Le 14, l'amiral français jetait l'ancre dans la rade de Fort-Royal, et l'armée franco-espagnole composait une force de dix-huit vaisseaux de ligne et sept frégates. Nelson la cherchait avec dix vaisseaux seulement; mais il espérait rencontrer deux croisières anglaises près de la Jamaïque et de la Barbade. De son côté Villeneuve venait de recevoir deux vaisseaux de plus, l'*Algésiras* et l'*Achille*, tous deux de soixante-quatorze canons, et la frégate la *Didon*, de quarante, qui amenaient des troupes de débarquement. Après vingt jours de repos dans la rade de Fort-Royal, Villeneuve prit le parti d'attaquer la roche du Diamant, qui gênait le commerce de la Martinique. L'assaut fut ordonné, et une position en apparence imprénable ne coûta que trois journées de feu et de sang. Les marins et les soldats des deux nations rivalisèrent de courage. La première chaloupe qui aborda le rocher, sous une pluie de mitraille, appartenait à l'escadre espagnole sous les ordres de Gravina. On adopta la résolution de reprendre la Trinité, et l'on fit des dispositions à cet effet; mais bientôt, pensant que Nelson, arrivé à la Barbade, avait été joint par lord Cochrane avec quatre vaisseaux de ligne, l'amiral français, malgré toutes les représentations de Gravina, voulut retourner en Europe. Nelson se mit à la poursuite des alliés, qu'il devança de quelques jours. A son arrivée à Gibraltar, il rallia l'amiral Collingewood qui croisait devant Cadix, et fit aussi rappeler Cornwallis, qui était devant Brest, et Calder, qui bloquait le Ferrol et la Corogne. Puis, craignant toujours une attaque sur l'Irlande, il se porta de ce côté. Les alliés arrivèrent à vingt lieues en deçà des Açores, le 22 juillet près du cap Finistère, marchant sur trois colonnes; ils découvrirent vingt-un vaisseaux anglais, presque tous de haut-bord. Une affaire s'engagea; mais, pendant la nuit, les Anglais firent force de voiles pour s'éloigner, après avoir enlevé deux bâtiments espagnols. Les alliés entrèrent le même jour 2 août dans les ports du Ferrol et de la Corogne. L'amiral Calder, revenu à la croisière, ne mit aucun obstacle à leurs mouvements. Au Ferrol furent ralliés encore cinq vaisseaux français de soixante-quatorze ca-

nons, et dix espagnols, dont un de cent dix canons, le *prince des Asturies*, où l'amiral Gravina arbora son pavillon, et un autre de quatre-vingts canons. L'armée navale allait partir pour Brest, quand elle reçut de Paris et de Madrid l'ordre de se rendre à Cadix sur-le-champ. C'était au moment même où l'Angleterre et la Russie venaient d'entraîner l'Autriche dans la troisième coalition, que Pitt cherchait à former depuis un an. La Prusse se tenait dans la neutralité, mais avec une attitude formidable. Il fallait donc ajourner le projet d'une descente en Angleterre. On sut même que l'Angleterre préparait diverses expéditions contre plusieurs points du continent. On reçut des avis annonçant que les Anglais voulaient se porter en force sur Cadix. Napoléon proposa d'envoyer dans ce port l'escadre combinée avant que les Anglais ne reçussent des secours. Les forces de Gravina et de Villeneuve, réunies avec l'autre escadre récemment équipée à Cadix, pouvaient frapper un grand coup et préparer de grands succès en Occident, tandis que les Français combattraient en Allemagne. D'après ce plan, une quatrième escadre, composée de quatre vaisseaux de ligne, ne devait pas d'abord quitter le port de Carthagène ; mais, réunie ensuite à une autre division française qui se complétait à Toulon, elle devait concourir à l'exécution des grandes entreprises de la grande armée navale. La flotte combinée sortit le 13 août du Ferrol; elle entra le 20 dans le port de Cadix sans avoir vu l'ennemi. L'amiral Collingewood croisait devant Cadix avec des forces inférieures de plus de moitié; il s'éloigna. Des renforts arrivèrent ensuite aux Anglais, amenés par Calder et par Cornwallis. Enfin Nelson prit le commandement général le 29 septembre. Gravina se rendit à Madrid, où il reçut des instructions. Quatre vaisseaux espagnols vinrent encore augmenter les forces rassemblées dans le port de Cadix. On distinguait la *Trinité*, de cent quarante canons, et la *Sainte-Anne*, de cent canons. Il y avait en totalité trente-trois vaisseaux de ligne, cinq frégates et quelques autres moindres bâtiments de guerre. Nelson avait sous ses ordres vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, quatre frégates et quelques bricks. Il dissimulait ce nombre autant qu'il le pouvait. Villeneuve, dont on avait jusqu'alors blâmé vivement la circonspection, ou plutôt la timidité, craignant d'être remplacé, sortit tout à coup de ses habitudes. Il avait reçu de son gouvernement l'ordre formel de ne pas compromettre la flotte combinée, et de la maintenir sur la défensive. On voulait que son successeur, l'amiral Rusily, trouvât les choses bien disposées pour prendre un rôle plus actif. Villeneuve crut qu'il fallait réparer à tout prix le tort fait à son honneur; certaines informations lui firent croire que Nelson avait détaché cinq ou six vaisseaux pour une expédition mystérieuse. Il pensa que le moment était favorable pour l'attaque. Gravina put à peine le retenir quatre jours. De nouveaux avis ne donnaient à Nelson que vingt-deux vaisseaux de ligne, et ajoutaient qu'il en attendait d'autres incessamment. Villeneuve résolut d'aller offrir la bataille à l'ennemi. Les Français et les Espagnols s'avancèrent en cinq divisions; ils se trouvèrent en face de l'escadre anglaise, présentant vingt-sept vaisseaux. Les Anglais manœuvrèrent avec une supériorité décidée. L'escadre combinée manquait d'ensemble ; ses lignes n'étaient même pas garnies. Les ordres des chefs n'étaient pas écoutés, ou les signaux n'étaient pas compris. Les deux vaisseaux amiraux, le *prince des Asturies* et le *Bucentaure*, se trouvèrent presque toujours aux prises avec sept ou huit vaisseaux anglais, sans être soutenus à temps. Le contre-amiral français Dumanoir, qui commandait l'avant-garde, ne put se décider à se mouvoir que pour filer devant les deux escadres sans avoir pris aucune part à l'action. Les Anglais triomphèrent complétement à Trafalgar. Nelson acheva là sa glorieuse carrière; mais il anéantit avant de mourir, les marines espagnole et

française. Sur dix-sept vaisseaux de l'escadre combinée qui furent mis hors de combat, deux espagnols seulement purent aller jusqu'à Gibraltar, traînés à la remorque ; les autres, parmi lesquels la *Trinité,* coulèrent à fond peu d'instants après la bataille ou échouèrent sur les côtes. Gravina sauva son pavillon, ramena son vaisseau démâté, démantelé, criblé de boulets, dans le port de Cadix, et mourut bientôt de ses blessures. L'honneur des armes avait seul été conservé. La nation espagnole se consola de ses désastres, et des poëtes chantèrent la défense héroïque de ses guerriers. Mais il n'était plus possible de reformer des escadres. On avait épuisé tous les moyens pour présenter les armements qui venaient d'être anéantis. Les fonds destinés à l'amortissement des *valès* royaux avaient servi aux premières dépenses de la guerre. Le pape avait accordé le septième des propriétés religieuses. On avait ouvert un emprunt de vingt-cinq millions de francs, dont les actions se transportaient, par endossement, comme les *valès* royaux, et l'on avait établi quelques impôts nouveaux.

Tandis que de tels revers accablaient l'Espagne, Napoléon triomphait en Allemagne, et se montrait plus exigeant envers son allié abattu. Après avoir obtenu un concours actif dont l'Espagne sentait les désastreux résultats, il réclama encore l'exécution du traité des subsides, et il fallut lui fournir vingt-quatre millions, heureux encore qu'il voulût se contenter de cette somme, car il élevait ses prétentions à soixante-douze millions. Il voulut l'annulation de la royauté nouvelle d'Étrurie, et le cabinet de Madrid obtint comme une concession de faire occuper la Toscane par une division de cinq mille hommes sous les ordres du général O'Farril, tandis que ce corps, perdu au milieu de tant d'États occupés par les Français, affaiblissait d'autant l'armée d'Espagne, déjà si réduite. En même temps l'empereur, plein de rancune contre le roi de Naples qui avait toujours servi les projets de l'Angleterre et qui avait pris part à la troisième coalition contre la France, préparait le renversement de ce frère de Charles IV. Quand des écrits, protégés par l'autorité de Napoléon, proclamèrent impossible la coexistence de la maison de Bourbon et de la nouvelle dynastie française ; quand l'ambassadeur français à Madrid, en exigeant la reconnaissance de Joseph Bonaparte comme roi de Naples, fit entendre que tout autre que Napoléon aurait déjà fait disparaître jusqu'au dernier prince de la famille des Bourbons, le roi d'Espagne dut être inquiet et offensé ; lorsque durant les négociations de paix suivies avec l'Angleterre, dans l'été de 1806, Napoléon communiqua au cabinet de Madrid certains articles en projet, par lesquels il offrait d'indemniser le roi de Naples au moyen de la cession des îles Baléares, et les Anglais avec l'abandon de Puerto-Vico, ou même de la Havane, le gouvernement d'Espagne dut prévoir ce qu'il pouvait attendre d'un pareil allié. Napoléon ne s'imposait plus aucune réserve ; il s'écriait : « Ma dynastie sera bientôt la plus ancienne de l'Europe. » — « Les rayons du cercle de l'empire doivent s'allonger vers le Midi. » A la nouvelle que Charles IV ne voulait pas reconnaître le nouveau roi de Naples : « Eh bien ! dit-il, son successeur le reconnaîtra. » Il semblait donc qu'il n'y eût plus d'espoir de salut qu'en s'unissant aux puissances résolues à faire la guerre. Mais l'empereur jugea à propos de rassurer la cour d'Espagne. On fit entendre que les vues du chef de la France, quelles qu'elles fussent, seraient au moins ajournées jusqu'à la mort du roi Charles ; que l'on s'occuperait même du sort de la reine et du prince de la Paix. Charles IV se serait facilement contenté de pareilles satisfactions, car le sort de son fils le touchait peu ; il était dégoûté des vices de cet héritier, effrayé par les regards de convoitise qu'il jetait sur sa couronne, par la haine brutale qu'il montrait contre son favori. Mais le prince de la Paix ne partageait pas la sécurité de son maître à l'égard de la France. L'avenir lui paraissait menaçant. Napoléon l'effrayait plus encore que la révolution, et cet effroi jetait une

incertitude déplorable dans sa politique. Après avoir fait des sacrifices immenses à la France, il était tout disposé à entrer dans une coalition qui aurait été assez puissante pour le garantir de la colère de l'empereur des Français. Mais Charles IV craignait la guerre par dessus tout. Le sort de l'Autriche l'épouvantait; il voulait qu'on ne se liât par aucun engagement positif avec d'autres puissances, de peur d'être compromis, si, comme on l'avait déjà vu, l'Autriche et la Prusse venaient à s'arranger avec la France. L'Angleterre voulut hâter la fin de ces hésitations, et conçut l'espoir d'armer la Péninsule entière contre la France. Une flotte nombreuse, conduite par lord S.-Vincent, parut au mois d'août 1806 dans le Tage, ayant à bord un négociateur anglais et des troupes, afin d'entraîner aussi la politique vacillante de Lisbonne. Mais les deux cours se tinrent encore sur la réserve, se défiant de l'Angleterre, et se mirent en communications plus fréquentes avec le baron de Strogonoff, envoyé de Russie à Madrid, qui se chargeait de procurer les fonds nécessaires, soit par des emprunts contractés à l'étranger, soit en comprenant ces emprunts dans les subsides que l'Angleterre devait fournir à la Russie et à la Prusse. On voulait surtout ne pas contracter d'obligation directe et onéreuse envers l'Angleterre. L'explosion devait se faire au moment où la Russie entrerait en lice dans le nord de l'Europe. On comptait sur le Portugal, où la princesse du Brésil, fille de Charles IV, devait étouffer le parti de Napoléon. Cette puissance devait armer, et l'Espagne lèverait des troupes et mobiliserait de l'artillerie, sous le prétexte de les opposer aux armements du Portugal. Des expéditions se rassemblaient dans les ports d'Angleterre. Tout à coup, et dans un moment décisif, une forte armée espagnole et portugaise, appuyée par des troupes anglaises et par des moyens maritimes, devait se montrer dans le midi de la France, et frapper un coup inattendu dans la portion de son territoire où il y avait plus de sécurité. Mais tous ces plans se combinaient dans le cabinet du prince de la Paix; aucun agent du gouvernement n'en étant prévenu, il n'y avait encore aucun commencement d'exécution, car Charles IV mollissait toujours, quoique l'attaque de la France contre le roi de Prusse ne dût plus lui laisser d'incertitudes sur le sort qui lui était réservé. Alors parut inattendue pour tous, inintelligible pour la plupart, une proclamation du cinq octobre du prince de la Paix. Il appelait la nation aux armes, sans désigner le nouvel ennemi qu'elle aurait à combattre. Il rappelait le souvenir de Philippe V; il demandait des chevaux à l'Estramadure et à l'Andalousie. Des circulaires furent adressées aux intendants, aux évêques, aux corrégidors, aux capitaines-généraux des provinces. Sans nommer l'ennemi contre lequel il s'agissait de lutter, on le désignait de manière qu'il ne pouvait être méconnu. On échauffait le patriotisme de la nation, pour obtenir d'elle des efforts aussi grands que la cause où l'on allait se trouver engagé était vaste et difficile. On annonça qu'on demanderait au peuple des bras, aux riches de l'argent. Une répartition de soixante mille recrues à fournir à l'instant par la voie du sort fut envoyée aux provinces. Un conseiller fut chargé de rédiger un plan de finances pour l'établissement de nouveaux impôts. Rien ne devait être négligé pour entrer avec gloire dans la lice qui allait s'ouvrir. Godoy avait cru faire un coup de maître. Il croyait ainsi entraîner le roi, qui parlerait seulement au moment de la déclaration de guerre quand tout serait prêt pour les hostilités. La proclamation était un cri d'alerte, une espèce de ruse pour engager la volonté du roi, qui hésitait à se prononcer.

On n'était point préparé en Europe à cette levée de boucliers de l'Espagne. Le baron de Strogonoff fut atterré de cette déclaration intempestive. Le Portugal se hâta de détruire les traces d'une connivence qui le rendait coupable aux yeux de Napoléon. Déjà le parti français, l'emportant sur le parti anglais, avait forcé lord S.-Vincent à s'éloigner de la rade de Lisbonne. Dans les cours

étrangères, les agents diplomatiques espagnols et français se demandaient s'ils devaient se considérer comme ennemis. La division espagnole détachée en Étrurie sous les ordres du général O'Farril, pour garder le royaume contre les Anglais, eut à craindre d'être traitée en ennemie par les troupes françaises répandues en Italie.

Cependant la bataille d'Iéna venait de renverser d'un seul coup la monarchie prussienne, et Napoléon lut dans le palais de Berlin le manifeste belliqueux du prince de la Paix. Les menaces ne l'effrayèrent pas. En réponse à la fanfaronnade de Godoy, il chargea un sénateur septuagénaire d'organiser les gardes nationales des départements frontières de l'Espagne. Néanmoins il avait le sentiment des maux que pouvait lui causer l'Espagne, libre de porter toute sa puissance contre la frontière du Nord. La soumission absolue, et avec une garantie durable de ce pays, lui parut dès lors une conséquence naturelle et nécessaire de l'extension de la France. Peut-être aussi jugeait-il l'occupation de l'Espagne par une armée française nécessaire à l'accomplissement de ses projets sur la Méditerranée. Peut-être encore songeait-il à effacer entièrement tous les Bourbons du tableau des souverains européens, ou à les incorporer à sa propre famille. Un événement tout récent pouvait favoriser ces dernières vues. La princesse des Asturies était morte au mois de mai, et l'infant don Ferdinand aurait embrassé avec ardeur une alliance qui l'aurait mis en état d'abattre l'odieux favori de son père.

Quoi qu'il en soit, à peine avait paru la malencontreuse proclamation du généralissime, que la nouvelle de la bataille d'Iéna parvint à Madrid. Roi, reine et ministres furent consternés. La faction du prince des Asturies s'écria que Godoy voulait perdre le pays, et lui enlever un allié dont la gloire rejaillissait sur l'Espagne; qu'il voulait attaquer le grand homme qui venait de rétablir la monarchie et la religion, et provoquer une révolution fatale comme celle qui avait fait perdre la couronne à Ferdinand IV de Naples. Les hautes classes de la société, les prêtres et les moines, répétaient les mêmes plaintes, car, outre leur admiration pour Napoléon, ils s'attachaient maintenant à lui de toute la force de leur haine contre le favori, et n'espéraient plus que dans le grand empereur pour les délivrer d'une autorité flétrissante. Quant aux hommes froids et sensés, ils se demandaient avec effroi quel serait le résultat de l'équipée du personnage dont la direction paraissait devoir être si fatale à la nation. Il n'y eut qu'une voix pour exhorter le roi à désavouer l'entreprise commencée. Le gouvernement se hâta de donner aux capitaines-généraux et évêques, intendants, l'ordre de regarder comme non avenue la circulaire du mois d'octobre. Ses agents firent insérer dans toutes les gazettes d'Europe des articles tendant à prévenir les coups qui allaient frapper l'Espagne. Les uns disaient que la proclamation était apocryphe, et qu'elle avait été forgée à Madrid par un ennemi du gouvernement. D'autres annonçaient que les intrigues de l'Angleterre à la cour de Turquie avaient déterminé l'empereur de Maroc à faire une descente en Andalousie à la tête de quarante mille Maures, et que l'appel au patriotisme des Espagnols était pour repousser les mécréants, qui ont laissé en Espagne de si affreux souvenirs. D'autres, rejetant les interprétations défavorables que la malveillance voulait donner aux actes nouveaux du cabinet de Madrid, disaient que l'augmentation des forces était nécessaire pour prévenir les nouveaux efforts qu'allaient tenter les ennemis éternels du continent contre un royaume intimement lié à la France par ses intérêts et sa situation, encore plus que par son inclination et ses habitudes. Des articles de journaux eussent fait peu d'impression sur l'esprit de Napoléon. Godoy cédant aux instances de son roi, s'abaissa devant l'empereur, confessa sa faute, et demanda merci. Il chercha à gagner les bonnes grâces de Murat et de la grande duchesse. Il sema l'or et les présents parmi les agents de la diplomatie française. Le résident espagnol à

Berlin, le général Benito Pardo, donna des explications à Napoléon qui affecta de le traiter avec distinction. Don Eugenio Izquierdo courut en Prusse pour offrir toutes sortes de satisfactions au dominateur du continent. Toutefois Napoléon, vainqueur à Iéna, avait encore affaire aux débris de la Prusse et à la Russie intacte; il ne crut pas qu'il fût possible à la France de combattre en même temps aux Pyrénées et sur la Vistule. Il pardonna à l'Espagne, parut ne pas s'être aperçu de l'attaque dirigée contre lui, parla de Charles IV dans les termes les plus affectueux. La vengeance fut différée jusqu'au jour où elle s'accorderait avec la politique. Mais l'empereur voulut affaiblir l'Espagne encore davantage, en la dépouillant d'une partie de ses forces, et la jeter plus avant dans son système anticommercial, anticontinental, funeste surtout à un pays qui avait beaucoup de colonies et pas de fabriques. Dans ce dessein il crut utile d'élever, de grandir encore le favori; il le jugea d'autant plus facile à renverser, puisqu'il n'avait aucun appui sur les intérêts ou la volonté du peuple. Après avoir reconnu Joseph Bonaparte comme roi de Naples, Charles IV, croyant encore être agréable à l'empereur, nomma Godoy grand-amiral de l'Espagne et des Indes, protecteur du commerce, en lui donnant les mêmes prééminences, traitement, honneurs et pouvoirs, qu'avait eus l'infant don Philippe sous le règne de Philippe V. Ces nouveaux titres n'ajoutaient pas maintenant au pouvoir réel du favori; le nombre de ses ennemis s'augmentait, et le prince des Asturies, alarmé par d'insidieuses dénonciations, craignait que l'amant de sa mère n'aspirât à le supplanter sur le trône. Les réjouissances et les fêtes célébrées à l'occasion de cette élévation nouvelle, le titre d'Altesse Sérénissime conféré à Godoy, poussèrent au dernier terme la haine de l'héritier du trône. Il jura la ruine de son ennemi; et pour cela il était prêt à tendre la main à l'oppresseur de son pays.

Les intrigues qui allaient déchirer la famille royale d'Espagne devinrent plus actives par l'arrivée d'un nouvel ambassadeur français. Napoléon, affectant une déférence hypocrite pour Charles IV, rappela Beurnonville, dont les formes rudes avaient heurté plus d'une fois son allié si docile, pour lui substituer le marquis François de Beauharnais, qui, par ses manières pleines de noblesse et de courtoisie, devait convenir davantage à la cour. Beauharnais s'insinua dans les secrets de la famille royale, caressant ou irritant les passions qui pouvaient servir les intérêts de l'empereur, et voyant que le favori nourrissait toujours des projets hostiles à la France, et cherchait à entraîner son maître vers des actes d'indépendance, ou même à des plans de concours dans le système de l'Angleterre et des puissances du Nord, il se rapprocha surtout du prince des Asturies, et enracina des idées d'alliance avec la famille impériale qui favorisaient le plus les idées de vengeance de l'infant, et offraient l'assurance d'une protection par laquelle Godoy serait écrasé. Les Bourbons de Madrid se mirent à exalter les vertus de Napoléon, à prêcher la paix avec lui à tout prix; il n'y eut plus moyen d'opposer la moindre résistance aux demandes de la France. On adhéra d'abord au blocus continental, tout en modérant l'application des mesures d'exécution, et l'on dut voir qu'il faudrait se résigner à voir la main de la France saisir le Portugal, pour le tenir violemment dans ce système. Godoy aurait voulu que l'Espagne se chargeât de cette aggrégation; mais il n'avait jamais que des lueurs de patriotisme, qui s'éteignaient devant les répugnances de son maître. Charles IV espérait que le Portugal se conformerait de lui-même aux désirs de l'empereur, et il n'aurait point osé tenter une entreprise avec la pensée qu'elle pourrait déplaire à l'arbitre de ses destinées. Au reste, Napoléon mit bientôt fin aux incertitudes de la cour d'Espagne au sujet du Portugal, en la réduisant à l'impossibilité de tenter un coup hardi sur Lisbonne, contrairement à sa volonté impériale, et en lui demandant un

nouveau gage de soumission. Au moment de sa terrible campagne de Pologne, il sollicita l'envoi d'une division de troupes espagnoles ; de cette façon, il compromettait l'Espagne vis-à-vis des puissances belligérantes, leur ôtait l'espoir qu'elles pouvaient fonder sur la coopération du cabinet de Madrid, décourageait l'Autriche et s'assurait de l'Espagne jusqu'à la fin de la guerre du Nord. Godoy se serait refusé à donner ce gage ; mais il n'avait que des vues confuses de la situation des choses, ne proposait que des partis contradictoires. D'ailleurs il sentait bien que si l'Espagne avait des éléments d'armée assez puissants pour animer cette armée de l'esprit militaire, la faire passer subitement de l'état de paix à l'état de guerre, et improviser une aggression contre la France, il fallait une volonté forte et éclairée, il fallait l'aide du patriotisme, et que la nation ne se lancerait pas vivement dans une guerre que l'opinion aurait regardée comme l'œuvre du favori. Le secours demandé fut accordé, et le généralissime, tout en expédiant ces troupes, laissa percer un mauvais vouloir qui amassa de nouveaux orages sur sa tête. Un corps de seize mille Espagnols traversa la France pour aller combattre sur les bords de la Baltique dans les intérêts de Napoléon et sous les ordres de ses généraux. Les six mille hommes qui avaient été envoyés en Étrurie vinrent le joindre en Allemagne. La division entière était commandée par le marquis de la Romana, qui avait fait la guerre en 1793 avec distinction, et que l'opinion publique désignait dès-lors comme devant exercer une action puissante lorsque les Espagnols redeviendraient une nation.

Pendant ce temps les Anglais faisaient aux Espagnols tout le mal qu'ils pouvaient. La mort de Pitt suspendit un instant les intrigues, les menées dans l'Amérique espagnole ; mais bientôt sir Home Popham, commandant général de l'expédition destinée à l'attaque du cap de Bonne-Espérance, reçut la double mission d'envahir d'abord les provinces de la Plata, et d'enlever, s'il était possible, la capitale de la vice-royauté, Buenos-Ayres, tandis qu'un homme fameux déjà par ses démêlés avec l'inquisition d'Espagne, puis par ses exploits au service de l'Union de l'Amérique du Nord, ses liaisons avec les républicains français, qui désirait ardemment voir l'Amérique méridionale secouer le joug de la métropole, Francisco Miranda de Caraccas, dont on s'était servi déjà infructueusement pour agiter les provinces du Sud, se jetterait de nouveau sur le pays de Venezuela, et arborerait dans la Colombie l'étendard de l'indépendance. Miranda courut à New-York, abondamment pourvu d'argent, sur une goëlette anglaise mise à ses ordres et chargée de munitions. Il s'y lia avec des armateurs ; quelques enthousiastes de liberté se joignirent à lui. Il réunit une foule d'aventuriers, fréta un bâtiment et se rendit à Jacmel dans l'île de Saint-Domingue, où d'autres forces lui furent envoyées du Port-au-Prince. Ce fut dans ce dernier port qu'il organisa ses bataillons, nomma des officiers, se fit reconnaître en qualité de commandant-général des troupes colombiennes, et prépara ses plans d'insurrection, ses proclamations, ses correspondances avec les provinces. Ayant reçu avis que le général anglais allait, de son côté, diriger une attaque sur Buenos-Ayres, Miranda mit à la voile le 10 avril, et parut le 19 sur la côte de Caraccas ; mais toutes ses tentatives d'excitation restèrent sans effet sur la population ; chacun s'empressa pour la défense commune. Le gouvernement n'eut à prendre aucune mesure de répression ; car Miranda n'eut pas un seul complice déclaré. Quelques officiers, avec une poignée de soldats, ayant mis pied à terre pendant la nuit, tentèrent d'enlever par surprise la forteresse d'Ocumare. Tous restèrent prisonniers sans qu'il fût tiré un seul coup de fusil. Deux vaisseaux espagnols tombèrent sur les deux corvettes ennemies et s'en emparèrent. Miranda eut à peine le temps de se réfugier sur la goëlette anglaise. Arrivé à la Trinité, il y recruta de nouvelles troupes. Le gouvernement anglais lui four-

nit de l'argent et surtout des forces navales imposantes pour ces parages, deux frégates de guerre, une corvette, trois brigantins, deux goëlettes et quelques barques de transport. L'expédition, prête à la fin de juillet, se montra de nouveau sur les côtes de Colombie, menaçant divers points à la fois, et se promenant le long du rivage pour exciter les colons à se déclarer. Repoussé avec perte de l'île de la Marguerite, Miranda se porta enfin sur Coro, où il parvint à débarquer six cents hommes; mais les troupes de la colonie, dispersées au loin, se réunirent, et Miranda fut obligé de se rembarquer après un combat dans lequel il perdit deux cents hommes. Il n'avait pas vu un seul homme répondre à son appel.

Vers le même temps à peu près les Anglais surprirent Buenos-Ayres. Ils firent croire qu'ils arrivaient au nombre de six mille hommes. Les manœuvres de leur flotte accréditèrent ce bruit. Le vice-roi, marquis de Sobremonte, perdit la tête. Il éparpilla ses troupes, et après quelques fausses attaques, l'ennemi, au bout de deux jours, fort de seize cents hommes, se trouva maître de la ville de Buenos-Ayres. Il ne put s'y maintenir qu'un mois environ. Les habitants demandaient un chef pour chasser l'ennemi. Santiago Liniers, officier de la marine royale, vint sous un déguisement préparer leur concours. Puis il alla prendre à Montevideo six cents soldats, qui furent transportés en partie par eau à Sacramento. La troupe se renforça de cent hommes en ce lieu. Les Anglais, attaqués à la fois par cette poignée de braves, par les paysans et par les habitants de la ville, se rendirent à discrétion après une perte de quatre cents hommes. Le général Beresford resta prisonnier avec douze cents hommes. Les marchandises anglaises, entassées dans la place à l'approche du siége furent confisquées. Le montant des prises et du butin s'éleva à plus de quinze millions de francs. Le ministère anglais songeait à s'assurer la possession de cette conquête par l'envoi de renforts considérables, lorsqu'il apprit la perte soudaine de Buenos-Ayres. Il voulut sauver son honneur aux dépens de l'amiral sir Home Popham. Ses vaisseaux partirent d'Angleterre conduits par l'amiral Stirling. Plusieurs bâtiments furent rappelés du cap de Bonne-Espérance et de Sainte-Cécile, et placés sous les ordres de l'amiral Georges Murray qui prit le commandement général. L'armée d'opération destinée à l'envahissement de la vice-royauté était forte de quinze mille hommes. La colonie de Sacramento ne put opposer aucune résistance; elle fut occupée sans difficulté. Montevideo soutint un blocus de quatre mois; la ville repoussa deux assauts, et finit par succomber en février 1807. Néanmoins les Anglais attendirent encore quatre mois avant de s'avancer sur Buenos-Ayres. Les habitants restèrent inflexibles devant les sollicitations et les menaces. Liniers avait dix mille hommes de troupes ou de milices et de volontaires; il reçut un renfort de trois mille hommes envoyés de Cordova par le vice-roi. Les troupes anglaises furent mises à terre le 25 juin dans la rade de Barragan, sous la protection de la nombreuse flotte dirigée par l'amiral Georges Murray en personne. Elles cherchèrent à combattre ainsi soutenues; mais il fallut enfin s'avancer. Elles mirent quatre jours pour arriver aux Quilmes. Elles formaient un corps de dix mille hommes en trois colonnes. Liniers se porta sur la droite du petit fleuve pour en défendre le passage. Le général anglais Whitelock fit un détour, et vint traverser le fleuve à un gué très-dangereux, avec deux colonnes, laissant la troisième et la réserve pour contenir les Espagnols. Mais le général espagnol courut aussitôt vers la ville avec la moitié de son monde pour arriver plus tôt que les Anglais. Les deux armées se trouvèrent en même temps aux Matadores. L'action s'engagea aussitôt; elle fut meurtrière sans être décisive. Liniers perdit plus de monde; la nuit et l'orage séparèrent les combattants. La troupe restée à la défense du port repoussa deux fois l'ennemi; ensuite elle partit pour rejoindre Liniers. Après une marche un peu désordonnée, tous les corps

espagnols se trouvèrent réunis aux portes de la ville, qui tout entière était sous les armes. Les Anglais mirent encore deux jours à disposer leur attaque. Enfin, ils se portèrent sur ce poste fortifié du Retiro, qu'ils enlevèrent après un feu des plus meurtriers. Ils réussirent encore sur deux autres points, mais furent repoussés de tous les autres avec une perte de deux mille hommes, et de nombreux prisonniers. Leur général consentit à renoncer à l'attaque de la ville, et à faire retirer les forces britanniques du fleuve de la Plata, à la condition que Liniers lui rendrait les prisonniers faits dans l'action, et tous les hommes pris avec le général Beresford. Au bout de deux mois, la place de Montevideo devait être évacuée par les Anglais, qui se retirèrent consternés de voir l'horreur de toute la population de ces contrées pour la domination de la Grande-Bretagne. Ils n'avaient pas obtenu plus de succès dans leurs efforts pour soulever contre les Espagnols les Pampas et les Araucaniens ; et même les Caciques avaient offert leurs secours à la ville de Buenos-Ayres. Le traité fait avec l'armée anglaise fut religieusement observé de part et d'autre, et la Grande-Bretagne ne fit point d'autre tentative contre l'Amérique espagnole tant que dura le règne de Charles IV.

Mais les expéditions anglaises ruinaient le commerce extérieur, et si nulle partie des colonies ne fut détachée de la couronne de Charles IV, les rapports étaient gênés entre ces colonies et la métropole. On avançait dans l'année 1807, et chaque jour amenait de nouveaux embarras financiers. De son côté, la France se montrait plus exigeante au sujet de l'affaire des subsides, non terminée. Il fallut se résigner à lui donner de l'argent, et pour cela on contracta un emprunt de vingt-trois millions de florins en Hollande. Napoléon ayant conclu la paix avec la Russie, libre de soucis du côté du Nord, put porter toute son attention vers le Midi. Il éblouit Godoy par de brillantes espérances, qui paraissaient réalisables après tant de fortunes prodigieuses d'ailleurs. La vanité n'était pas le seul mobile du prince de la Paix. Il songeait probablement à se préparer un refuge après Charles IV. Le prince des Asturies le détestait. Les mécontents devenaient de jour en jour plus nombreux. Les nobles se groupaient autour du prince des Asturies. Le clergé maudissait le ministre, qui avait osé toucher aux biens de l'Église; le peuple était prêt à lui attribuer tous les maux de l'Espagne. Le favori devait donc chercher à s'entendre avec l'empereur des Français contre lequel il avait voulu naguère assurer l'indépendance de son souverain. D'abord il fut question d'arracher à l'Angleterre le Portugal, afin d'avoir un prétexte plausible en apparence d'introduire des forces nombreuses jusque dans le cœur de l'Espagne. Napoléon pressa les négociations entamées avec Izquierdo, et il commença, au mois d'août 1807, à réunir à Bayonne une armée de vingt-cinq mille hommes, sous le titre de corps d'observation de la Gironde, nom dont le gouvernement français couvrait ses vues hostiles contre la Péninsule, et l'on donna le commandement de ces forces à Junot.

On conspirait maintenant la ruine de la maison de Bragance à Madrid aussi bien qu'à Paris. Izquierdo, l'agent de Godoy, reçut à Paris des pleins-pouvoirs de Charles IV, et signa, le 27 octobre, à Fontainebleau, un traité qui effaçait le Portugal de la liste des puissances. Des six provinces dont ce royaume était composé, la plus septentrionale dite d'entre Duero et Minho, était donnée en propriété et souveraineté au roi d'Étrurie, érigée en royaume sous le nom de Lusitanie septentrionale. Le prince de la Paix acquérait la propriété et la souveraineté des Algarves et de l'Alemtejo, avec le titre de prince des Algarves. Le royaume de la Lusitanie et la principauté des Algarves reconnaîtraient le roi d'Espagne comme protecteur. On devait tenir sous le séquestre le reste du Portugal, pour le restituer, lors de la paix générale, à la maison de Bragance, en échange de Gibraltar, de l'île de la Trinité, et des autres possessions maritimes

conquises par les Anglais sur les Espagnols. L'empereur des Français devait prendre de suite possession du royaume d'Étrurie; il consentait à reconnaître le roi d'Espagne comme empereur des deux Amériques. Une convention accessoire et conclue le même jour régla les détails de l'occupation du Portugal, de même que le mode d'administration après la conquête. Il fut décidé que la France gouvernerait les provinces séquestrées. Un corps de Français de vingt-cinq mille hommes d'infanterie, de trois mille de cavalerie, allait recevoir l'ordre de traverser l'Espagne. Il devait être joint par un corps de troupes auxiliaires espagnoles de huit mille hommes d'infanterie avec trois mille chevaux, et marcher droit sur Lisbonne. Une division de dix mille Espagnols prendrait possession de la province d'entre Duero et Minho, et une autre division de six mille hommes, de la même nation, occuperait l'Alemtejo et les Algarves. Il fut convenu que les généraux en chef des deux puissances administreraient le pays, et lèveraient les impôts au profit de leurs souverains respectifs. Les généraux espagnols, gouverneurs des provinces du nord et du midi du Portugal, devaient être dans une indépendance absolue du général commandant les troupes françaises; ce dernier même obéirait au roi d'Espagne ou au prince de la Paix, dans le cas où l'un ou l'autre viendrait à l'armée.

On n'avait point attendu la signature du traité de Fontainebleau pour porter les troupes françaises au delà des Pyrénées. Elles se mirent en mouvement dès que les bases fondamentales de la négociation eurent été assises. Le 17 octobre 1807, Junot reçut l'ordre d'entrer en Espagne dans les vingt-quatre heures. Le 18, la première division passa la Bidassoa; elle fut suivie de la seconde et de la troisième, du parc d'artillerie et de sa cavalerie. Les colonnes, au nombre de seize, se dirigèrent, par la grande route de Burgos et Valladolid, vers Salamanque. L'intendant des armées espagnoles avait été chargé de pourvoir aux besoins des troupes. Le lieutenant-général, don Pedro Rodriguez de la Buria, reçut le général Junot à Irun, et le complimenta au nom du prince de la Paix. Le corps espagnol se rassembla à Alcantara, sur le Tage; il était fort de huit bataillons, quatre escadrons, une compagnie d'artillerie à cheval et deux de sapeurs-mineurs. Le lieutenant-général don Juan Caraffa, capitaine-général de l'Estramadure, les commandait. Les troupes qui devaient occuper le royaume projeté de la Lusitanie septentrionale vinrent de la Galice, des Asturies et du royaume de Léon, se réunir à Tuy, sur les bords du Minho. Elles composèrent un corps de quatorze bataillons, six escadrons et une compagnie d'artillerie à pied, sous les ordres du lieutenant-général don Francisco Taranco y Plano, capitaine-général de la Galice. Le lieutenant-général don Francisco Solano, marquis del Socorro, capitaine-général de l'Andalousie, réunit à Badajoz huit bataillons, cinq escadrons et une compagnie d'artillerie à cheval, pour prendre possession des provinces échues en partage au prince de la Paix par le traité de Fontainebleau.

Godoy se prêtait activement à l'exécution d'un plan qui pouvait, en cas de changement de souverain en Espagne, le mettre à l'abri des persécutions. Peut-être la principauté des Algarves était à ses yeux un degré pour s'élever plus haut; car alors on parlait encore d'un projet que l'on prétendait avoir été conçu quelques années auparavant par Marie-Louise pour un changement de dynastie. Le prince des Asturies vivait seul, retiré, sans crédit, sans pouvoir. On surveillait sa conduite et ses démarches les plus indifférentes; et il éclatait souvent en plaintes amères. Les gens de sa maison parlaient aussi sans mesure, et toutes ces imprudences donnèrent lieu à un redoublement de vigilance. On avait remarqué que le prince recevait des lettres en secret, que souvent il passait la nuit à écrire. La reine fut informée de la mystérieuse vie que menait son fils; elle obséda son époux, qui ordonna de saisir les papiers de Ferdinand. Le lende-

main 29 octobre, à six heures et demie du soir, les ministres du roi et le gouverneur intérimaire du conseil ayant été convoqués dans la chambre de Sa Majesté, le prince comparut devant eux, fut soumis à un interrogatoire. Ensuite son père, accompagné des mêmes ministres et du même gouverneur, et à la tête de ses gardes, le reconduisit à sa demeure. Là le roi demanda au prince son épée, lui ordonna de rester aux arrêts, et fit placer des sentinelles pour le garder à vue. Les gens du prince furent également arrêtés.

Parmi les papiers saisis chez le prince se trouvait une adresse au roi, dans laquelle, après avoir retracé la vie et les principaux actes du prince de la Paix, on l'accusait de graves délits, et on le soupçonnait même d'avoir formé, pour monter sur le trône, le dessein de se défaire du roi et de toute la famille royale. On proposait, comme moyen d'éviter l'accomplissement des criminels projets du favori, de laisser au prince héréditaire la faculté de tout disposer pour se saisir de la personne de l'accusé et le confiner dans un château fort. On demandait également la mise sous le séquestre d'une partie de ses biens, l'emprisonnement de ses gens et d'autres personnes, suivant ce qui serait arrêté dans les décrets que le prince lui-même se chargerait de soumettre à l'approbation de son père. Le prince indiquait au roi un lieu de rendez-vous; mais il fallait que la reine et Godoy fussent soigneusement écartés. On suppliait en même temps le roi de ne pas quitter les côtés de son fils au moment de l'arrestation du favori, de crainte que la douleur de la reine n'ébranlât la résolution de Sa Majesté. On finissait par prier instamment le roi, dans le cas où il n'accéderait pas à la requête du prince, de lui garder le secret, sa vie pouvant courir d'imminents dangers, si l'on venait à découvrir une telle démarche.

Un autre écrit et une lettre dont les caractères étaient contrefaits venaient d'Escoïquiz, ancien précepteur de Ferdinand. On y insistait sur les mêmes points; et, cherchant à s'opposer à l'alliance antérieurement proposée entre le prince des Asturies et sa cousine, sœur de la princesse de la Paix, on insinuait le moyen d'arriver à un mariage avec une parente de l'empereur des Français. Dans ces instructions il était aussi demandé que le prince s'adressât à sa mère, en faisant un appel à ses sentiments de reine et de femme; car son orgueil devait être blessé des dédains de son amant en titre.

Toutes ces révélations annonçaient de la part du prince un ardent désir de s'emparer de l'autorité. Elles épouvantèrent le roi, qui déjà se voyait renversé du trône si on lui retirait l'appui de Godoy; elles poussèrent à une furieuse exaspération Marie-Louise, humiliée de voir ainsi exposer ses affronts. Le 30 octobre parut un décret, dans lequel le roi annonçait à son peuple qu'une trame odieuse avait été ourdie contre sa personne dans son propre palais; que sa vie était devenue à charge à son successeur; que lui-même avait saisi les intelligences du prince avec des scélérats; que le gouverneur du conseil et d'autres ministres réunis avaient fait les recherches nécessaires; que l'on avait découvert différents coupables, dont on avait décrété l'incarcération, et que lui-même avait ordonné la mise aux arrêts de son fils.

Vers le même temps, Charles IV écrivit à l'empereur Napoléon, en lui faisant part de l'événement de l'Escurial. Après lui avoir parlé de son activité pour coopérer à la ruine des Anglais, il lui parlait du dessein qu'il supposait à son fils de vouloir le détrôner, et l'accusait en outre d'une horrible machination contre la vie de sa mère. Il concluait par la nécessité de châtier le prince des Asturies, et de révoquer la loi qui l'appelait à succéder au trône, en mettant à sa place un de ses frères. Il terminait sa lettre en demandant l'assistance et les conseils de l'empereur.

Quant à Ferdinand, il s'effraya des suites de son arrestation; et le 30, après le départ du roi pour la chasse, il sollicita une entrevue de la reine, qui la refusa, et lui envoya

le ministre de grâce et justice, Caballero. Alors le prince déclara par écrit qu'il avait adressé le 10 octobre une lettre à l'empereur des Français, et qu'il avait expédié un décret, tout entier de sa main, avec la date en blanc, lequel autorisait le duc de l'Infantado à prendre le commandement de la Nouvelle-Castille aussitôt après la mort de son père. Il fit encore d'autres déclarations sur ses moyens de correspondance, ce qui détermina de nouvelles arrestations. Dans sa lettre confidentielle à Napoléon, le prince l'appelait le héros le plus grand parmi tous ceux qui l'avaient précédé. Il lui demandait pour épouse une princesse de sa famille, le priant d'aplanir les difficultés qui pourraient s'élever, et il finissait par protester qu'il se refuserait avec une invincible persévérance à tout autre projet de mariage qui ne serait pas précédé du consentement et de l'approbation positive de Sa Majesté impériale.

Dans cette cour de l'Escurial, aussitôt que l'on entendit le nom de Napoléon se mêler aux aveux du prince, tout le monde s'effraya. L'on ne demanda plus qu'à sortir d'embarras. Le pouvoir de l'empereur des Français, et les troupes qui avaient commencé d'entrer en Espagne, effrayèrent Godoy, qui résolut de couper court au procès entamé. Une dépêche d'Izquierdo, de Paris, en date du 11 novembre, le confirma dans cette résolution. Son agent lui disait que le ministre français avait exigé, par ordre de l'empereur, que, par aucun motif et sous aucun prétexte, il ne fût rien publié dans cette affaire de ce qui pourrait avoir rapport à l'empereur et à son ambassadeur. Godoy accourut de Madrid à l'Escurial, et offrit d'arranger une affaire si épineuse. Après s'être concerté avec le roi et la reine, il se présenta au prince en qualité de médiateur, et lui conseilla de demander à ses parents un humble pardon. Il lui dicta deux lettres contenant l'aveu humiliant de ses fautes; et pour achever l'avilissement de l'héritier du trône, ces lettres au roi et à la reine furent publiées avec un décret du 5 décembre, dans lequel, étalant toute la bassesse de Ferdinand, le roi déclarait lui pardonner à la prière de la reine, annonçant qu'il lui rendrait sa faveur lorsque ce fils l'aurait méritée par une réforme persévérante, et ordonnant en même temps que le procès se poursuivît, et que les résultats en fussent publics.

Les autres accusés furent poursuivis, mais absous par une junte spéciale ; le roi, de son autorité absolue, et par voie de gouvernement, confina dans des couvents et des forteresses et envoya en exil Escoïquiz, les ducs de l'Infantado et de San-Carlos, et diverses autres personnes compromises. Ainsi finit ce trop fameux procès de l'Escurial.

Ces débats déplorables dans la famille royale, cette fureur des partis pour assouvir leurs passions, l'abaissement du gouvernement, augmentaient encore la puissance de Napoléon. Il semblait que l'Espagne n'espérât plus qu'en lui pour être préservée de l'état d'abjection où voulaient la précipiter ses princes. L'armée française trouva partout sur son passage un accueil favorable. Les villes de Vittoria, Burgos et Valladolid donnèrent des fêtes au général en chef et aux principaux officiers. L'horreur manifestée peu d'années auparavant par les Espagnols contre un peuple qu'on leur avait représenté comme hérétique et ennemi de l'ordre social, avait fait place aux sentiments d'une hospitalité bienveillante. Les membres du clergé venaient au devant des colonnes ; les paysans accouraient sur la route pour voir passer des soldats qui étaient chrétiens comme eux. Il était aisé de reconnaître que le règne de Napoléon avait entièrement effacé l'antipathie de la nation catholique par excellence pour la France nouvelle. Les troupes étaient à peine arrivées à Salamanque, que Junot reçut l'ordre d'entrer immédiatement en Portugal, afin de ne pas être prévenu par les Anglais. Aussitôt Junot prit la direction de Ciudad-Rodrigo et de la gorge des montagnes de Peralès, et il arriva à Alcantara au bout de

cinq jours. Se réunissant en ce lieu à quelques troupes espagnoles aux ordres du général don Juan Carafa, les Français traversèrent l'Erjas, et arrivèrent à Castello-Branco sans rencontrer de résistance ; mais bientôt ils se trouvèrent dans un terrain si difficile qu'il fallut laisser les bagages en arrière ; et comme il n'y avait pas de ressources dans le pays, ils se livrèrent à toutes sortes d'excès, et furent imités par les Espagnols qui les accompagnaient.

L'avant-garde arriva le 23 à Abrantès, à vingt-cinq lieues de Lisbonne, sans que le gouvernement portugais eût reçu avis que les Français eussent passé la frontière. Le cabinet de Lisbonne ne savait à quel parti s'arrêter. Une opinion tendait à rechercher l'amitié de la France ; l'autre voulait resserrer les liens de l'antique alliance avec l'Angleterre. Le prince-régent était de ce dernier avis ; mais il n'osait prendre de mesures décisives. Après de longues incertitudes, croyant satisfaire l'empereur des Français, et ne pas trop froisser les intérêts britanniques, il permit à la factorerie anglaise de s'embarquer tranquillement le 18 octobre, emportant de grands capitaux. Le 22, on publia une proclamation qui défendait tout commerce et tout rapport avec l'Angleterre. C'est alors que revint à Lisbonne l'ambassadeur portugais près la cour de France, annonçant qu'il avait rencontré en Espagne l'armée impériale, se dirigeant à marches forcées vers l'embouchure du Tage. Alors les ministres ordonnèrent de séquestrer toutes les marchandises anglaises, et l'on mit sous la surveillance de la police les sujets britanniques résidant en Portugal. L'ambassadeur anglais, lord Strangford, se retira à bord de l'escadre qui croisait à l'entrée du port sous les ordres de sir Sidney Smith. L'arrivée d'une escadre russe qui vint jeter l'ancre sous les murs de Lisbonne augmenta encore l'inquiétude. On crut qu'il y avait accord entre Napoléon et le cabinet de Pétersbourg. A la nouvelle de l'entrée des Français dans Abrantès, l'ambassadeur anglais débarqua de nouveau à Lisbonne pour renouveler ses offres de service au prince-régent, et lui conseiller de se retirer sans délai au Brésil. Le 26 novembre, on annonça au peuple la résolution que prit la cour de transporter sa résidence à Rio-Janeiro jusqu'à la conclusion de la paix générale. Le 29, la famille royale fit voile pour l'Amérique, et la même nuit, à dix heures, les Français arrivèrent à Socaven, petit bourg à deux lieues de Lisbonne. Leur armée était dans un tel désordre, qu'il fut assez difficile de la reformer, et les maisons de campagne des bords du Tage furent saccagées par les traînards. Le 30, Junot prit possession de Lisbonne, et conserva pour le moment la régence qu'avait instituée le prince avant de s'embarquer, en lui adjoignant le Français Hermann. Puis, de son autorité privée, il imposa au commerce de Lisbonne un emprunt forcé de deux millions de *cruzades*, et confisqua les marchandises anglaises. Le patriarche de Lisbonne, l'inquisiteur général et d'autres prélats publièrent des pastorales où ils prêchaient la soumission et l'obéissance au nouveau gouvernement, et néanmoins le peuple donna des signes de mécontentement, lorsque le 13 décembre il vit arborer à l'arsenal le pavillon étranger ; et il éclata le 15, lorsqu'à l'issue d'une revue les forts saluèrent le drapeau français planté sur le château.

Quant au corps espagnol du marquis del Socorro, il s'était mis en possession de la forteresse d'Elvas, dont le commandant se rendit au commencement de décembre, après avoir demandé des ordres au gouvernement de Lisbonne. Socorro maintint autant que possible la discipline parmi ses troupes, et il se mit à projeter toutes sortes d'améliorations à Setubal. Quelques corps de la division de Carafa se dirigèrent, par Tomar et Coïmbre, sur Oporto, et servirent à compléter la division de Taranco, qui, dans les premiers jours de décembre, traversa le Minho avec six mille hommes. Le général, par sa sagesse et sa douceur, sut mériter la reconnaissance des Portugais.

Cependant en Italie Napoléon réunissait

l'Étrurie à l'empire français, et l'infante Marie-Louise, qui n'avait reçu aucun avis de ses parents d'Espagne du parti pris relativement aux États de son fils, qu'elle gouvernait comme régente depuis la mort de son époux, fut obligée de quitter brusquement Florence le 1er décembre. En passant à Milan, elle eut une entrevue avec Napoléon, qui lui confirma sa déchéance en vertu de stipulations arrêtées par le gouvernement espagnol, et lui conseilla d'attendre à Turin ou à Nice le terme des dissensions qui affligeaient la famille royale d'Espagne. La famille de Parme ainsi dépossédée continua néanmoins son voyage pour se rendre en Espagne, où elle allait assister à de nouveaux malheurs.

A Milan, Napoléon reçut une lettre de Charles IV, qui lui proposait d'unir son fils Ferdinand à une princesse de la famille impériale. L'empereur accepta la proposition, et assura n'avoir jamais reçu aucune lettre du prince des Asturies à ce sujet. Il en parla même à son frère Lucien, en lui offrant le trône de Portugal. Lucien n'accepta point la couronne lusitanienne, mais ne rejeta point l'union de sa fille avec l'héritier de l'Espagne. L'empereur flottait incertain entre les moyens dont il se rendrait maître de la Péninsule. L'idée à laquelle il était bien arrêté, c'était de commander sans entrave dans ce vaste pays.

Voulant avoir à sa disposition des forces imposantes pour atteindre ce but, il faisait former à Bayonne un second corps d'observation de la Gironde, composé de vingt-quatre mille hommes d'infanterie nouvellement organisée avec les soldats de la conscription de 1808, levée par avance, et de cinq mille chevaux. Le général Dupont commandait en chef. Les trois divisions qui constituaient ce corps étaient sous les ordres des généraux Barbon, Vedel et Malher. Ces troupes commencèrent à entrer en Espagne sans qu'il y eût eu à leur égard le moindre arrangement préalable entre les deux cabinets. Dupont arriva à Irun le 22 décembre, et au mois de janvier il parut vouloir se porter sur les confins du Portugal. Le général et les soldats montraient la plus grande insolence avec leurs hôtes.

Dans les premiers jours de janvier 1808, un troisième corps pénétrait déjà sur le territoire espagnol. Celui-ci était composé de vingt-cinq mille hommes d'infanterie et de deux mille sept cents cavaliers. Il commença à passer la frontière le 9 janvier, ayant à sa tête le maréchal Moncey. Le chef d'état-major était le général Harispe. Grouchy commandait la cavalerie, et les autres divisions étaient sous les ordres des généraux Musnier, de la Converserie, Morlot et Gobert. Ce corps continua sa marche jusque sur les limites de la Castille, comme s'il eût traversé des provinces françaises.

La cour de Madrid était chaque jour plus inquiète de la conduite de son allié, et des affronts que subissaient à Paris Izquierdo et l'ambassadeur espagnol prince de Masserano. Napoléon ne dissimulait plus guère son mépris pour le prince de la Paix. Le 24 janvier il laissa paraître dans le *Moniteur* deux adresses de son ministre des affaires étrangères, qui annonçaient le dédain le plus complet pour le traité de Fontainebleau. A l'empereur seul semblait appartenir la surveillance de la Péninsule tout entière.

Le 1er juillet, une proclamation de Junot déclara que la maison de Bragance avait cessé de régner, et que l'empereur Napoléon, ayant pris sous sa protection le beau pays de Portugal, voulait qu'il fût administré et gouverné en totalité au nom de Sa Majesté, et par le général en chef de son armée. Alors durent s'évanouir complétement les rêves de grandeur souveraine du crédule Godoy, et la maison de Parme dut renoncer aux espérances de la juste indemnité qui lui était due. Junot se saisit de l'autorité suprême, et institua un nouveau conseil de régence dont il se fit lui-même président. Le même jour il publia un décret de Napoléon, daté de Milan le 23 décembre, qui imposait au Portugal une contribution de guerre de cent millions.

Junot, redoutant l'effet de si odieux pro-

cédés, hâta le départ du peu de vieilles troupes portugaises qu'il y avait encore. Il en forma une petite division de dix mille hommes, à laquelle il fit prendre bien vite le chemin de Valladolid ; mais beaucoup de soldats désertèrent en route.

Cependant le général d'Armagnac, accueilli dans Pampelune avec trois bataillons, se saisit par ruse de la citadelle. Vers le même temps, une division de troupes italiennes et françaises de sept mille hommes, sous le général Duhesme, se réunit aux Pyrénées orientales. Cette division pénétra en Espagne, et se dirigea sur Barcelone. Avant d'arriver en vue de cette ville, Duhesme reçut du capitaine-général comte d'Ezpeleta l'injonction de suspendre sa marche, en attendant que l'on reçût des instructions de Madrid ; mais la cour ignorait entièrement l'envoi de troupes sur cette frontière. Duhesme répondit à Ezpeleta qu'il était prêt à remplir à tout risque les ordres de l'empereur. Un conseil de guerre tenu par Ezpeleta décida que l'on permettrait l'entrée des troupes françaises dans Barcelone. En effet elles pénétrèrent dans la capitale de la Catalogne, et bientôt elles surprirent aussi la citadelle. Le commandant de Montjuich ferma les portes ; mais le capitaine-général lui ordonna également de remettre cette forteresse aux Français. A Figuières, ils intimidèrent le gouverneur qui leur livra la citadelle de San-Fernando. Un ordre du prince de la Paix fit remettre la place de Saint-Sébastien entre les mains des alliés tyranniques de l'Espagne.

D'un autre côté, Napoléon demandait avec instance la réunion des escadres espagnoles avec les siennes. En conséquence l'ordre fut donné le 7 février à don Cayetano Valdès, qui commandait à Carthagène une force navale de six vaisseaux, de mettre à la voile pour Toulon. Des vents contraires et la répugnance de l'amiral à obéir empêchèrent l'exécution d'un pareil ordre, et l'escadre alla mouiller aux îles Baléares.

Dans les provinces éloignées du centre de l'Espagne, tous ces faits ne produisaient pas une forte impression. On les ignorait en général, ou bien on les attribuait aux menées de Godoy. Mais la cour était très-inquiète. Le prince de la Paix pénétrait les intentions sinistres de Napoléon. Puis l'insistance de l'empereur à parler d'un projet de mariage entre le prince des Asturies et une princesse du sang impérial lui faisait penser qu'il ne méditait pas le renversement du trône des Bourbons. Izquierdo, son agent à Paris, vint jeter dans son esprit de nouvelles terreurs. Probablement l'empereur voulait inspirer de telles craintes à la cour de Madrid, qu'elle prît une résolution semblable à celle de la cour de Lisbonne ; il eût été ainsi débarrassé de la présence importune de la famille royale.

Au mois de mars, nouveau corps d'armée formé aux Pyrénées occidentales, composé de dix-neuf mille hommes, sans compter six mille hommes de la garde impériale. Le commandement de ces forces était confié à Bessières, duc d'Istrie.

Il y avait déjà dans le cœur de l'Espagne cent mille Français, sans que l'on connût ouvertement l'objet véritable de leur entrée. Pour tous ces divers corps on nomma un général en chef, Murat, grand-duc de Berg, qui prit le titre de lieutenant de l'empereur. Il arriva à Burgos le 13 mars. Alors Godoy prit une prompte résolution. Il persuada au roi et à la reine qu'il fallait se transporter au delà des mers. D'abord ils jugèrent à propos de se retirer à Séville. On voulut former un camp à Talavera, et l'on ordonna à Solano de se replier du Portugal sur Badajoz. L'on avait aussi ordonné aux troupes d'Oporto de retourner en Galice.

A Madrid, de sourdes rumeurs se répandirent lorsqu'on sut que Godoy était parti le 13 mars pour Aranjuez, après que sa maîtresse doña Josefa Tudo eut fait des préparatifs de voyage. Les bruits acquirent de la consistance par les ordres qui survinrent de faire passer à Aranjuez la plus forte partie de la garnison de Madrid. Le conseil convint que préalablement l'on exposerait à Sa Majesté les conséquences fatales de son voyage pré-

cipité à Séville. Le roi eut l'air de suspendre son départ, et publia une sorte de décret pour calmer l'agitation de ses sujets, et en même temps faire un appel à leur dévouement. La multitude manifesta sa joie et se porta sous les fenêtres du palais d'Aranjuez en faisant retentir l'air de vivats pour la famille royale. Mais, comme on observa que, dans la nuit du 16 au 17, les troupes avaient quitté Madrid pour se rendre à la résidence royale, l'allégresse fit bientôt place à l'inquiétude. Le conseil donné par Godoy de se retirer d'abord dans le midi, d'y faire un appel à la nation, et enfin, s'il n'était pas écouté, de franchir l'Atlantique, ce conseil était sans doute le mieux approprié aux circonstances; mais telle était la haine qui fermentait maintenant contre cet homme, que, dès qu'on eut enfin les yeux ouverts sur les véritables projets de Napoléon, l'on reprocha au prince de la Paix d'avoir été de connivence avec lui ; c'était à lui que l'on attribuait maintenant tous les maux du pays, la ruine des finances, du commerce, l'assujettissement à l'étranger, les haines qui déchiraient la famille royale ; et cependant l'Espagne lui doit quelques bienfaits à cet homme. L'impulsion donnée par les Bourbons à l'industrie, aux arts, il la continua, il l'accéléra; il fit plus pour les arts et pour les sciences en quinze années, qu'il n'en avait été fait sous les trois règnes précédents. Malgré une guerre presque continuelle, les travaux civils entrepris furent poursuivis, plusieurs fabriques nouvelles furent établies ; parfois il donna une sorte de liberté aux lettres. Enfin il fit de fréquents efforts pour mettre ses souverains en garde contre la France ; mais il ne possédait pas un esprit assez étendu pour concevoir et suivre un système quelconque de gouvernement. Il n'avait aucune suite dans les idées. Avant Godoy, les rois d'Espagne avaient au moins dans leur gouvernement cette fixité et cette régularité qui maîtrisent la vénération des peuples alors même qu'elles n'ont pas leur bonheur pour but. Sous Godoy, le pouvoir fut irrésolu, versatile, inconstant; et d'ailleurs le favori avait souillé la majesté royale. Mais il y avait injustice absurde à l'accuser de prêter les mains aux projets de Napoléon. Il restait fidèle à Charles IV et à Marie-Louise, en préférant pour eux un sceptre en Amérique, plutôt que de les exposer à perdre à la fois le trône et la liberté dans la Péninsule hispanique. Il considérait d'ailleurs Napoléon comme un persécuteur acharné de sa propre personne, et pensait qu'il pourrait être la victime offerte en holocauste au ressentiment public.

Quoi qu'il en soit, après le départ des troupes de la capitale pour la résidence royale, l'agitation se manifesta plus vivement dans les populations de Madrid, d'Aranjuez et de tous les points environnants. L'ambassadeur de France exprimait hautement sa désapprobation du voyage des princes, et paraissait d'accord avec le prince des Asturies. L'approche des Français, dirigés de deux points par Murat et Dupont, semblait donner plus de force à l'infant. La curiosité avait attiré un grand concours de monde à Aranjuez, et les apprêts de voyage paraissaient irriter le peuple ainsi que les soldats. Le prince des Asturies avait exprimé son opposition à ce parti. Le peuple faisait des rondes de nuit, dirigé par le fougueux comte del Montijo. La troupe faisait des patrouilles, et des deux côtés la surveillance se portait particulièrement sur l'hôtel du prince de la Paix. L'explosion d'un fusil déchargé en l'air servit tout à coup de signal pour un effroyable tumulte. Une tourbe de peuple, des rassemblements d'hommes appartenant à des classes plus élevées, des domestiques du palais, des veneurs de l'infant don Antonio, des soldats débandés, se ruèrent sur l'hôtel de Godoy, en forcèrent la garde, et se répandirent partout, cherchant, sans pouvoir le trouver, l'objet de leur rage et de leur vengeance. On crut qu'il s'était évadé par quelque porte secrète et qu'il avait fui d'Aranjuez, ou qu'il avait trouvé un asile dans le palais. Le peuple pénétra dans les réduits les plus secrets. Les salons et les galeries furent en un moment

dépouillés de leurs somptueux ornements, qui furent livrés aux flammes. Quant à la princesse de la Paix et à sa fille, on les respecta. Le peuple s'attela à leurs voitures et les traîna jusqu'au palais. Le calme revint enfin. Les soldats rentrèrent dans leurs quartiers. Le 18 au matin, le roi rendit un décret par lequel il destituait le prince de la Paix de ses fonctions de généralissime et d'amiral, et lui permettait de choisir le lieu de sa retraite. Il annonça aussi cette résolution à Napoléon, qui s'en montra fort surpris. Le peuple, transporté de joie à cette nouvelle, accourut au palais pour féliciter la famille royale, qui se montra au balcon.

Comme une agitation sourde continuait à travailler les esprits, le roi et la reine ordonnèrent aux ministres de passer la nuit du 18 au 19 au palais. Dès le matin, Leurs Majestés avaient été prévenues qu'il se préparait pour la nuit un mouvement plus violent que celui de la veille, et que le prince des Asturies pouvait seul répondre de tout. Sur les instances de Caballero, ministre de la justice, le prince se rendit auprès du roi et de la reine, et fit des offres qui donnèrent lieu de soupçonner sa complicité dans les manœuvres des factieux. Toutefois les mesures par lui indiquées ayant été prises, l'on se livrait à quelque tranquillité, quand tout à coup, vers dix heures du matin, un bruit épouvantable vint annoncer quelque catastrophe. On venait de découvrir le prince de la Paix dans son propre hôtel. Le peuple s'y porta en foule. Des gardes-du-corps le sauvèrent et le conduisirent dans leur quartier. Le prince des Asturies, envoyé par Charles IV pour sauver Godoy, en imposa à la multitude, et déclara au favori, maintenant abattu, qu'il lui faisait grâce de la vie, et Godoy lui demandant s'il était déjà roi : « Pas encore, répondit Ferdinand, mais je le serai bientôt. »

Le peuple, calmé par la promesse du prince des Asturies, que le prisonnier serait jugé et puni conformément aux lois, consentit alors à se disperser, et tout rentra dans l'ordre. Mais, vers deux heures du matin, une voiture attelée de six mules s'étant arrêtée à la porte de la caserne des gardes-du-corps, le bruit se répandit que l'on allait tranférer le prisonnier à Grenade, et aussitôt s'éleva un grand tumulte. En un instant le peuple eut rompu les traits des mules, renversé et brisé la voiture. Le roi, malade, abattu, las de ces désordres inaccoutumés, pensant qu'une abdication en faveur de son fils était nécessaire, et croyant par ce moyen sauver la vie de son malheureux protégé, convoqua le même jour 19, à sept heures du soir, tous les ministres, et, en leur présence, il plaça la couronne sur la tête de son fils. L'acte d'abdication fut bientôt connu, et le peuple éclata en acclamations. Le prince, après avoir baisé la main de son père, se retira dans ses appartements, où il fut salué comme roi par les ministres, les grands et toutes les autres personnes présentes.

A Madrid, la nouvelle de l'arrestation de Godoy avait provoqué de nombreux vivats pour le roi, et des cris de mort contre le favori tombé. La maison de celui-ci fut envahie, les meubles furent jetés par les fenêtres et livrés aux flammes. Les mêmes excès furent commis sur les demeures des parents ou des créatures de Godoy. Lorsque des placards firent connaître l'abdication de Charles IV et l'avénement de Ferdinand VII, la joie fut poussée jusqu'au délire.

La plupart des villes et bourgs du royaume eurent aussi leurs fêtes et leurs désordres. L'ivresse fut si universelle que personne ne prit garde alors à la manière dont l'abdication de Charles IV s'était accomplie, et si cet acte avait été consommé dans une pleine et entière liberté. Le vieux roi confirma sa résolution quand il reçut le corps diplomatique à l'occasion de cet événement ; car il dit à M. de Strogonoff, ministre de Russie : « De ma vie je n'ai fait aucun acte avec plus de plaisir. » Néanmoins c'était la seconde émeute si violente qui avait déterminé cette résolution, dont il n'avait point parlé le matin même du 19.

Ferdinand VII monté sur le trône conserva d'abord les ministres de son père ;

mais peu à peu il les éloigna. Cayetano Soler, ministre des finances, fut remplacé par Azanza. A la guerre, Felice fit place au général O'Farril, récemment de retour de Toscane. Caballero, attaqué de tous les points, sut se résigner après quelque résistance à céder la justice à Piñuela. La marine resta confiée à Gil y Lemos. Le portefeuille des affaires étrangères fut conservé à Cevallos, auquel on pardonna son alliance avec Godoy. On rappela plusieurs bannis, entre autres Urquijo, Cabarus et Jovellanos. On remit en faveur tous ceux qui avaient été compromis dans l'affaire de l'Escurial, entre autres Escoïquiz, le duc de l'Infantado et le duc de San-Carlos.

La nouvelle administration s'empressa de condamner tout ce qui avait été fait sous le règne précédent, et interdit la vente du septième des biens du clergé accordée et autorisée deux ans auparavant par une bulle du pape. On supprima quelques impôts récemment établis ; mais l'attention publique ne se fixa point sur de tels actes. On s'occupait de tout autre chose.

Dans la matinée du 13 mars, le prince de la Paix avait été transféré d'Aranjuez à la forteresse de Villaviciosa pour y être mis en jugement. On poursuivit aussi plusieurs de ses parents et de ses amis, à cause de leurs liaisons avec lui. En vertu d'un décret du roi, les biens du favori furent confisqués, quoique les lois du pays n'autorisassent dans ce cas que le séquestre.

Mais il s'agissait maintenant de savoir comment tous ces changements seraient pris par le gouvernement de la France. La nouvelle cour, songeant à réaliser le mariage si ardemment désiré de Ferdinand avec une princesse du sang impérial, se confondit en protestations de dévouement envers l'empereur des Français et son beau-frère Murat. Le duc del Parque fut à la rencontre du grand-duc de Berg pour lui rendre hommage et veiller à son service. Le duc de Medina-Celi, le duc de Frias et le comte de Fernan-Nuñez partirent pour aller au devant de Napoléon.

Murat, qui était suivi par le corps de Moncey, lequel était soutenu par celui de Bessières, accéléra sa marche sur Madrid à la nouvelle des événements d'Aranjuez, tandis que Dupont s'avançait aussi, s'appuyant sur Guadarama, et laissait une division à Valladolid pour observer les troupes espagnoles de la Galice. La population de Madrid fit aux Français un accueil affectueux. On était au 23 mars, et tous les esprits étaient encore sous la préoccupation des scènes d'Aranjuez. Le 24, Ferdinand fit son entrée dans sa capitale au milieu d'un immense concours de peuple qui faisait retentir les airs de cris joyeux. En même temps ce peuple se trouva blessé par la vanité et les façons insolentes du chef des troupes françaises. Le sentiment national s'indigna de la froideur dédaigneuse de Murat et de l'ambassadeur de France pour le nouveau roi, et l'opinion à l'égard des Français s'altéra, prit par degrés une direction et un caractère d'hostilité. Jusqu'alors, en général, on ne voyait dans Napoléon qu'un ferme appui du pays et un protecteur zélé du nouveau monarque. L'occupation perfide des places du nord et d'autres faits équivoques étaient rejetés sur le compte de Godoy. D'un autre côté, le clergé espagnol voyait surtout dans Napoléon le restaurateur du culte. Les nobles s'imaginaient qu'ils seraient maintenus dans leurs priviléges par celui qui avait créé des ordres de chevalerie, et qui constituait une sorte de féodalité dans un pays où tout récemment il n'y avait plus de distinction de rang. Les hommes modérés, amis de la tranquillité, respectaient dans l'empereur des Français le restaurateur de l'ordre public en France.

Lorsqu'il fut informé des événements d'Aranjuez, Napoléon ne songea plus à s'attacher Ferdinand par un mariage avec une princesse de la famille impériale. Il résolut de mettre un prince français sur le trône d'Espagne. Il offrit même tout d'abord ce trône à son frère Louis, qui le refusa.

Cependant Madrid était tout occupée de la venue prochaine de ce grand empereur, et

l'on préparait des appartements pour le recevoir. Mais Napoléon ne se souciait plus de se rendre dans la capitale de l'Espagne depuis qu'un roi nouveau y était installé, appuyé sur l'affection populaire. Une nouvelle complication d'intérêts lui fournit un prétexte pour rester sur les frontières de son empire, et y jouer un rôle d'arbitre suprême. Charles et Marie-Louise, affligés, blessés de l'abandon où ils furent laissés, regrettèrent bien vite le pouvoir auquel ils avaient renoncé. L'entrevue de l'ex-roi avec le général Monthion, chef d'état-major de Murat, le 23 mars, lui donna l'idée de protester contre son abdication, et il fut soutenu dans cette résolution par Murat, qui s'appliquait à entretenir la division dans la famille royale, afin de ruiner cette vieille légitimité. En même temps Murat annonçait l'arrivée prochaine de l'empereur, insinuait à Ferdinand qu'il lui conviendrait d'aller à la rencontre de son protecteur pour aplanir les obstacles à la reconnaissance de ses droits. Le nouveau gouvernement mettait tout en œuvre pour gagner la bienveillance de l'empereur. On avait publié que Ferdinand VII ferait tous ses efforts pour resserrer les précieux liens d'amitié et d'alliance entre l'Espagne et la France. On recommanda au peuple de bien traiter l'armée française. Les troupes de Galice, qu'on avait rappelées d'Oporto, reçurent ordre d'y rentrer. Celles du comte de Socorro, qui étaient déjà en Estramadure en vertu des dernières dispositions de Godoy, durent regagner le Portugal.

Il était facile de voir que l'empereur ne voulait pas venir, et méditait quelque coup contre la royauté nouvelle. Néanmoins le gouvernement espagnol s'obstinait dans son aveuglement. Escoïquiz arriva le 28 mars dans la capitale, et fortifia encore les illusions de Ferdinand VII. Lorsqu'Izquierdo était venu de Paris apporter des propositions qui avaient consterné le prince de la Paix, il s'agissait de la cession des provinces au delà de l'Èbre à la France moyennant l'acquisition du Portugal, du règlement de la succession à venir en Espagne, puis d'un projet de mariage entre Ferdinand et une princesse du sang impérial. Ce fut à ce seul point qu'Escoïquiz voulut s'arrêter. Il s'imagina qu'une telle alliance était encore dans les vues de l'empereur, et sa crédulité fut partagée par tous les courtisans. Cependant les assurances de Murat à ce sujet ne devaient paraître qu'une mystification, puisqu'il continuait en même temps ses relations avec la reine d'Étrurie, la reine-mère et le vieux roi, sans s'occuper de reconnaître Ferdinand, sans daigner lui faire une visite d'étiquette. Quant à lui, tous ses désirs étaient satisfaits à l'instant. Ayant exprimé au ministre Cevallos combien il lui serait agréable d'avoir en sa possession l'épée de François Ier, elle lui fut remise aussitôt en grande pompe. Néanmoins Ferdinand avait peine à se décider à se mettre en route pour aller à la rencontre de l'empereur; car son frère don Carlos avait été détaché jusqu'à Burgos, et ne savait encore quel serait le terme de son voyage. Les conseillers ne s'accordaient pas dans leurs opinions. Cevallos s'opposait au départ du roi jusqu'à ce que l'on connût officiellement l'entrée en Espagne de l'empereur. Escoïquiz soutenait l'avis contraire; mais il aurait eu peu de succès sans l'arrivée à Madrid du général Savary, qui entraîna les irrésolus. Il avait la mission d'amener Ferdinand à Bayonne, avec le pouvoir d'employer à cet effet tous les moyens qui lui sembleraient convenables. A peine eut-il quitté sa voiture, qu'il sollicita et obtint une audience particulière de Ferdinand. Il déclara, avec toutes les apparences de la sincérité, qu'il venait de la part de l'empereur pour complimenter le roi, et pour apprendre de la bouche de Sa Majesté si ses sentiments à l'égard de la France étaient les mêmes que ceux du roi son père; auquel cas l'empereur, sans revenir sur ce qui s'était passé, et sans se mêler en rien de l'intérieur du royaume, reconnaîtrait immédiatement Sa Majesté pour roi d'Espagne et des Indes. Puis il annonça l'arrivée prochaine de son maître à Bayonne, d'où il se rendrait à Madrid; et un instant

après il insista pour que Ferdinand se rendît au devant de lui, afin qu'il prouvât par cette démarche son ardent désir de resserrer les nœuds de l'ancienne alliance qui existait entre les deux nations. Probablement, ajoutait-il, Ferdinand se montrerait à Burgos avec l'empereur. Le roi céda enfin aux désirs de Savary, qui était soutenu par la plupart des ministres et conseillers espagnols.

Don Jose Martinez de Hervas, qui avait accompagné le général Savary, donna avis que l'on tendait un piége au roi, et qu'il agirait prudemment en renonçant au voyage, ou au moins en le différant; mais on ne l'écouta point, et lorsque Savary eut demandé, au nom de l'empereur, la mise en liberté de Godoy, cette démarche n'éclaira pas encore les esprits, parce que le général français renonça ensuite à sa demande.

Le 10 avril, Ferdinand quitta donc Madrid et prit la route de Soma-Sierra pour se rendre à Burgos. La veille il avait écrit à son père en lui demandant une lettre pour l'empereur; mais il n'obtint pas même de réponse, parce que, dit-on, le vieux roi était déjà couché. Avant son départ, il ordonna la formation d'une junte suprême de gouvernement, présidée par son oncle l'infant don Antonio, et composée des ministres du roi. Dans les villes, les bourgs et les villages que le roi eut à traverser, il fut accueilli avec des transports inexprimables. Il entra à Burgos le 12 avril, sans que là ni plus loin on eût la moindre nouvelle de l'empereur des Français. Le général Savary renouvela encore ses promesses, et l'on arrêta que le roi irait jusqu'à Vittoria. Il arriva dans cette ville le 14. Napoléon gagna Bayonne dans la nuit du 14 au 15. L'infant don Carlos s'achemina vers ce point, de Tolosa où il était resté jusqu'alors. Savary, à bout d'artifices, partit pour Bayonne, emportant une lettre de Ferdinand pour Napoléon. La réponse, rapportée à Vittoria le 17 par Savary lui-même, était conçue en termes assez durs. Seulement elle donnait quelques espérances vagues relativement au mariage tant souhaité. Escoïquiz saisit encore ce point de la lettre, et augura très-bien du voyage du roi. Il y eut alors des Espagnols plus méfiants; mais les obstacles étaient déjà grands pour mettre le roi en sûreté. Les Français avaient augmenté la garnison de Vittoria, et Savary avait ordre d'enlever le roi dans la nuit du 18 au 19, s'il ne se montrait pas disposé à se rendre en France de bon gré. Il faisait donc bonne garde autour de la maison occupée par Ferdinand. On proposa divers plans d'évasion; mais Escoïquiz les fit tous repousser. Au moment du départ pour Bayonne, le peuple s'ameuta et supplia le roi de ne pas aller plus loin; mais tout fut inutile, et, l'effervescence calmée, on publia un décret dans lequel Ferdinand déclarait qu'il était assuré de la sincère et cordiale amitié de l'empereur des Français. Il partit le 19 de Vittoria, et arriva le même jour à Irun. Le 20 il passa la Bidassoa avec toute sa suite, et il entra à Bayonne ce même jour à dix heures du matin. Personne ne vint le recevoir de la part de Napoléon. Au delà de Saint-Jean-de-Luz, les grands d'Espagne envoyés par lui pour complimenter l'empereur lui apprirent que la veille ils avaient entendu Napoléon dire que les Bourbons avaient cessé de régner en Espagne. Aux portes de Bayonne seulement il reçut des félicitations de l'empereur par l'organe du prince de Neufchâtel et de Duroc, grand-maréchal du palais.

Après le départ du roi, Murat poursuivit plus activement sa correspondance avec la reine d'Étrurie relativement à la protestation de Charles IV. Le roi et Marie-Louise laissèrent bientôt éclater leur sollicitude pour Godoy; et pour se mettre en rapport plus direct avec leurs protecteurs, ils se transportèrent à l'Escurial. Murat, dans l'entrevue qu'il eut avec eux en ce lieu, leur promit la liberté du favori, et il la réclama de la junte. On en référa à Ferdinand, et le ministre Cevallos, qui avait suivi le jeune roi, répondit de Vittoria qu'on avait écrit à l'empereur, et qu'on lui avait promis d'user de clémence envers Godoy, et de lui faire

grâce de la vie dans le cas où il serait condamné à la peine capitale. Le 20 avril, Murat insista pour l'élargissement du prisonnier, et la junte céda à l'impérieux beau-frère de l'empereur. Godoy fut remis à un colonel français, qui lui fit aussitôt prendre le chemin de Bayonne, où il arriva le 26. Bientôt il eut une conférence avec Napoléon.

Malgré tant de déférence, Murat ne cessait d'articuler des griefs contre la junte. Après s'être répandu en plaintes ridicules, il finit par déclarer au général O'Farril, ministre de la guerre, que l'empereur ne reconnaissait en Espagne d'autre roi que Charles IV. Il lui donna à lire le manuscrit d'une proclamation venant, disait-il, du vieux roi, qui affirmait que son abdication avait été l'effet de la crainte, ainsi qu'il en avait informé son allié l'empereur des Français, dont l'appui lui était assuré pour reconquérir son trône. La junte, informée de ces faits, répondit qu'elle attendrait la communication de Charles IV, qu'elle en informerait Ferdinand VII, et demanda que Charles IV tînt son voyage de Bayonne secret, et n'exerçât sur sa route aucun acte de souveraineté. Murat alla s'entendre à l'Escurial avec les vieux souverains, et Charles IV écrivit à son frère don Antonio une lettre dans laquelle il soutenait que son abdication du 19 avait été forcée, et que le jour même il avait solennellement protesté contre cet acte. En renouvelant sa première déclaration, il confirma provisoirement la junte dans son autorité. Après avoir expédié un acte semblable à Napoléon, Charles IV, accompagné de la reine et de la fille du prince de la Paix, se mit en route pour Bayonne le 25 avril, escorté par les troupes françaises et par les carabiniers qui avaient formé la garde à l'Escurial.

Tous ces faits, et le ton arrogant des Français, poussaient au plus haut point l'irritation des esprits à Madrid et dans les communes environnantes. A Madrid les tentatives des autorités françaises pour publier la proclamation de Charles IV furent sur le point de provoquer un soulèvement. A Tolède il fallut des forces imposantes pour faire rentrer la population dans le calme. A Burgos on manifesta aussi de l'exaspération contre les Français. Murat n'en était que plus exigeant; il nomma lui-même un certain nombre d'Espagnols qui devaient aller auprès de l'empereur, en terre étrangère, pour traiter de l'administration intérieure de leur pays. La junte ne savait quel parti prendre, tourmentée par un insolent étranger, et retenue par les contradictions des conseillers qui avaient accompagné le roi. Cette junte, après s'être adjoint de nouveaux membres, dépêcha au roi des commissaires pour savoir si elle pourrait se substituer d'autres personnes, afin de se transporter là où elle aurait de la liberté dans ses opérations, dans le cas où elle cesserait de jouir de cette liberté à Madrid; si la volonté de Sa Majesté était que l'on commençât les hostilités; quand et comment l'on devrait agir; s'il fallait empêcher l'entrée de nouvelles troupes françaises en Espagne; si Sa Majesté jugeait à propos de convoquer les cortès.

On nomma de suite une nouvelle junte qui devait siéger à Saragosse, dans le cas où celle de Madrid se verrait privée de liberté. Mais les membres qui ne voulaient point prendre un parti actif et décidé s'appuyèrent sur les hésitations des conseillers de Bayonne. Cevallos fit dire à la junte, le 29 avril, de ne rien changer à la conduite qu'on avait tenue jusque-là envers les Français, afin d'éviter les conséquences funestes qui en pourraient résulter, soit contre le roi, soit contre tous les Espagnols qui accompagnaient Sa Majesté. Le conseiller qui apporta cette recommandation du ministre des affaires étrangères annonça aussi, de la part du roi, que Sa Majesté était décidée à perdre la vie plutôt qu'à consentir à une renonciation inique, ajoutant que la junte pouvait procéder sur cette assurance.

La junte devait donc être fort embarrassée dans ses résolutions; et la position menaçante des Français pouvait bien aussi la déconcerter. Ils avaient à Madrid et aux en-

virons vingt-cinq mille hommes, et ils occupaient le Retiro avec une nombreuse artillerie. A Aranjuez, Tolède et l'Escurial, stationnaient des divisions de Dupont, et la garnison espagnole de Madrid comptait moins de trois mille hommes. Néanmoins la population manifestait hautement son mécontentement. Murat multipliait les revues, irritait encore plus ces esprits blessés dans leur orgueil. Le 1er mai, Murat, en revenant de la revue accoutumée, et passant par la Puerta del Sol, fut accueilli par les huées et les sifflets du peuple. Ce jour-là il insista auprès de la junte pour que l'infant don Francisco se rendît à Bayonne avec la reine d'Étrurie; et, après une longue délibération, la junte se résigna à consentir à ce départ, et même à se servir des forces à sa disposition pour comprimer tout mouvement populaire. Le lendemain fut fixé pour le départ des infants. Lorsque l'on apprit que le jeune prince pleurait et ne voulait point partir, l'émotion publique fut des plus vives. Alors parut un aide de camp de Murat; le peuple voulait le mettre en pièces. Murat envoya deux pièces d'artillerie qui firent feu aussitôt sur la foule. A l'instant tous les quartiers se soulevèrent. L'on fit main basse sur les Français; mais les troupes balayèrent bientôt les rues. Des artilleurs espagnols voulurent soutenir l'insurrection, et causèrent quelques ravages avec leurs pièces; mais les Français s'emparèrent bientôt de cette artillerie. Alors les deux ministres membres de la junte, O'Farril et Azanza, qui, se jetant au milieu du feu, avaient fait de vains efforts pour arrêter les Français par leurs exhortations, allèrent trouver Murat, établi avec Moncey hors de la ville, sur la hauteur de la côte S.-Vicente. Ils promirent de rétablir la tranquillité si l'on voulait mettre fin aux mouvements de la troupe; le général Harispe se rendit avec eux au conseil, et de là on porta des promesses de pardon à la multitude, qui se retira. Tous les débouchés des rues et les points importants furent occupés par les Français, qui placèrent dans les carrefours des pièces de canon mèche allumée.

Après que le calme eut été rétabli, les Français arrêtèrent beaucoup d'Espagnols circulant dans les rues, sous prétexte qu'ils étaient armés; quelques-uns furent fusillés immédiatement, d'autres restèrent en dépôt dans l'hôtel des postes et dans les casernes. Là une commission militaire, sans entendre les prétendus coupables, les envoya au supplice par pelotons. Le peuple de Madrid étant atterré, l'on fit partir aussitôt l'infant don Francisco pour Bayonne. Le 4 au matin l'infant don Antonio se mit aussi en route.

Cependant à Bayonne Napoléon poursuivait l'exécution de ses plans. A peine Ferdinand, après sa première réception, était-il rentré dans son hôtel, le 20 avril, que le général Savary vint lui déclarer que l'empereur avait irrévocablement résolu de renverser du trône la race des Bourbons pour y substituer la sienne, et que Sa Majesté impériale exigeait que le roi, tant en son nom qu'en celui de toute sa famille, renonçât à la couronne d'Espagne et des Indes en faveur de la dynastie de Bonaparte. Alors Cevallos et Escoïquiz entrèrent en conférences. Cevallos, dans une entrevue avec le ministre français Champagny, soutint avec force et dignité les droits de son prince. L'empereur, qui avait tout entendu derrière une porte où il s'était placé, fit entrer les deux interlocuteurs dans son cabinet, donna à Cevallos le nom de traître; puis, s'apaisant, finit par lui dire qu'il ne devait pas sacrifier la prospérité de l'Espagne à l'intérêt de la famille des Bourbons.

Escoïquiz ensuite fut traité par l'empereur avec plus de douceur; mais Napoléon insista sur la violence par laquelle on avait arraché à Charles IV son abdication, et termina l'entretien en autorisant Escoïquiz à offrir en son nom à Ferdinand le royaume d'Étrurie en échange de la couronne d'Espagne, promettant d'ailleurs de lui faire épouser une princesse de sa famille. Tous les membres du conseil de Ferdinand, à l'exception d'Escoïquiz, furent d'avis de rejeter l'offre du royaume d'Étrurie. Cevallos se retira, et

fit place à don Pedro Labrador, qui rompit bientôt les conférences avec le ministre français Champagny ; mais Napoléon fit engager des explications entre Escoïquiz et M. de Pradt, parce qu'il aurait voulu décider Ferdinand à une renonciation de ses droits, et ne point être obligé de l'y contraindre. D'ailleurs toutes ces lenteurs donnaient à Charles IV et aux autres membres de la famille le temps d'arriver.

Charles IV et Marie-Louise furent traités en souverains sur le territoire français. Napoléon les vit aussitôt le 30. Dès qu'ils furent débarrassés des premiers visiteurs, parmi lesquels se présenta Ferdinand, que son père regardait avec colère et mépris, ils allèrent se jeter dans les bras de Godoy, qu'ils comblèrent de caresses. Le lendemain ils dînèrent à la table de l'empereur, où ils firent appeler le favori.

Peu après leur arrivée, les vieux souverains, d'accord avec Napoléon et Godoy, mandèrent Ferdinand devant eux, et Charles lui signifia que si le jour suivant, avant six heures du matin, il ne lui avait pas remis la couronne par un acte signé de sa main, sans explications ni conditions, lui, ses frères et toute sa suite, seraient dès ce moment traités comme émigrés. Napoléon ajouta qu'il se verrait forcé de se déclarer le protecteur d'un père et d'un roi malheureux contre un fils rebelle qui l'avait cruellement offensé. Le prince voulut répondre ; mais son père lui imposa durement silence, s'écria que son fils avait voulu le détrôner, l'assassiner, l'accabla d'injures, se leva même de son siége comme pour le frapper. Alors la reine à son tour éclata en invectives et en menaces contre son fils, et demanda à l'empereur de le faire monter sur l'échafaud. Napoléon, ému d'abord par la douleur du vieux roi qui se plaignait des outrages faits à ses cheveux blancs, se retira saisi d'horreur pour les emportements de Marie-Louise. Ferdinand, consterné, envoya sa renonciation, en date du 1er mai, avec les conditions suivantes : 1° que le roi Charles IV retournerait à Madrid accompagné de Ferdinand, qui le servirait comme le fils le plus respectueux ; 2° que les cortès se réuniraient à Madrid, et que, si le roi son père répugnait trop à une si grande mesure, l'on convoquerait tous les tribunaux et tous les députés du royaume ; 3° qu'en présence de cette assemblée Ferdinand formulerait sa renonciation, en exposant les motifs qui l'y auraient conduit ; 4° que le roi Charles n'emmènerait point avec lui les personnes qui s'étaient justement attiré la haine de la nation ; 5° que, si Sa Majesté ne voulait point régner ni rentrer en Espagne, Ferdinand, dans ce cas, gouvernerait en son nom royal et comme son lieutenant.

Charles IV ne souscrivit point à ces propositions. Il adressa, le 2, une réponse dans laquelle, au milieu de quelques réflexions sévères, se trouvent des phrases où l'on reconnaît l'empreinte de Napoléon. Ainsi, *tout doit être fait pour le peuple, et rien par lui... Je ne puis consentir à aucune réunion en junte... nouvelle suggestion des hommes sans expérience qui vous accompagnent*. Ferdinand revint, le 4, sur sa première réponse, disant « que l'exclusion perpétuelle de sa dynastie du trône d'Espagne ne pouvait s'effectuer sans le consentement exprès de tous ceux qui avaient ou pouvaient avoir des prétentions à la couronne, non plus que sans l'assentiment formel de la nation espagnole, réunie en cortès et en lieu sûr.

Le 5 mai arriva la nouvelle des événements de Madrid. Napoléon en fit part aux vieux souverains, eut avec eux une longue conférence, à laquelle fut appelé ensuite Ferdinand. Son père l'accabla encore d'insultes, lui imputa l'insurrection du 2 mai et les massacres qui en avaient été la suite, et lui déclara, que s'il ne renonçait pas à la couronne, il allait être à l'instant même accusé avec toute sa maison de conspiration contre la vie de ses souverains. Ferdinand, effrayé, abdiqua, le 6, purement et simplement, en faveur de son père, dans les termes que celui-ci avait prescrits. Le 5 avait été conclu un traité par lequel Charles cédait à Napoléon la couronne, sans autre condition que la conservation de

la monarchie dans son intégrité, et l'exercice du culte catholique à l'exclusion de tout autre. Godoy couronna sa carrière en signant ce traité comme plénipotentiaire avec le maréchal Duroc.

Ainsi finit le règne de Charles IV, qui, pendant deux ans, alla chaque jour à la chasse jusqu'à midi, et après le dîner retournait chasser jusqu'à la chute du jour, se faisant tenir au courant de ce qui se passait par son favori. Cependant il n'était pas dépourvu de qualités: il avait une intelligence prompte et une mémoire facile; il aimait la justice, et si par hasard il s'occupait d'affaires, il était expéditif, et travaillait avec une rare sagacité. Mais tous ces avantages étaient étouffés par son indolence et sa faiblesse, et d'ailleurs sa volonté s'anéantissait devant les caprices de la reine Marie-Louise.

Restait encore la renonciation de Ferdinand en sa qualité de prince des Asturies; car il n'était pas dépouillé de ses droits comme successeur immédiat de son père. Des menaces furent employées pour abattre la résistance de l'infant. Duroc et Escoïquiz signèrent comme plénipotentiaires un traité qui réglait les termes de la cession du prince des Asturies, et fixait sa pension, ainsi que celle des infants, pourvu qu'ils souscrivissent à cet acte. Don Antonio et don Carlos y adhérèrent en effet par une proclamation qu'ils publièrent à Bordeaux le 12 mai, conjointement avec Ferdinand. Quant à l'infant don Francisco, on ne lui fit rien signer, sans doute à cause de son âge. La reine d'Étrurie, malgré toutes ses attentions pour les Français, n'obtint pas de meilleures conditions que les autres membres de sa famille. On ne pouvait pas exécuter à l'égard de son fils le traité de Fontainebleau, parce que l'empereur avait promis aux députés portugais de conserver l'intégralité de leur territoire. On n'avait non plus aucune compensation à lui offrir en Italie; car il ne devait exister sur aucun point de ce pays une souveraineté qui tînt à la race des Bourbons. Il fallut bien qu'elle se contentât de la pension qui lui fut allouée.

Plusieurs plans furent conçus pour l'évasion de Ferdinand. Ses conseillers recevaient même d'assez fortes sommes à cet effet. Les sujets espagnols étaient prêts à tenter les coups les plus audacieux, à exposer leur vie; mais les princes manquaient de courage et d'énergie. Il ne fut pas possible de rien exécuter avec eux. Napoléon ne tarda pas à envoyer dans l'intérieur de la France les divers membres de la famille royale d'Espagne. Le 10 mai, Charles IV et Marie-Louise, la reine d'Étrurie et ses enfants, l'infant don Francisco et le prince de la Paix partirent pour Fontainebleau, et de là passèrent à Compiègne. Le 11, Ferdinand et les infants don Carlos et don Antonio quittèrent aussi Bayonne pour se rendre à Valençay, propriété du prince de Talleyrand, qui leur fut assignée pour résidence.

Toutefois la soumission de Ferdinand n'avait été qu'apparente. Lorsqu'il reçut le message de la junte à Bayonne, le 4 mai, il délibéra sur les demandes qui lui étaient adressées; et le lendemain 5 deux décrets furent rendus. L'un, écrit de la main du roi pour la junte suprême, disait qu'il n'était pas libre; qu'il lui était impossible de prendre aucune mesure; qu'il investissait la junte des pouvoirs les plus étendus pour exercer la souveraineté; que les hostilités devraient commencer dès le moment que l'on ferait passer Sa Majesté dans l'intérieur de la France. Le second décret, adressé au conseil ou à une magistrature quelconque dégagée de la tyrannie de l'étranger, portait que, le roi n'étant pas libre d'agir par lui-même, sa volonté était que les cortès fussent convoquées dans le lieu qu'on croirait le plus avantageux; qu'aussitôt réunies elles s'occupassent uniquement de procurer les moyens et les fonds nécessaires pour pourvoir à la défense du royaume, et qu'elles demeurassent en permanence pour faire face aux circonstances qui pourraient survenir.

Mais il était difficile maintenant que la junte pût prendre un parti d'elle-même, ou suivre les instructions qu'elle avait demandées. Elle avait été forcée, malgré de vives

protestations, de laisser Murat entrer dans la salle de ses délibérations. Elle se conforma ensuite à un décret de Charles IV, qui conférait au grand-duc de Berg le titre de lieutenant général du royaume et la présidence de la junte suprême. La nouvelle de l'abdication de Ferdinand, et le décret de ce prince qui lui ordonnait de se soumettre à l'autorité de l'ancien souverain, firent disparaître les restes de son hésitation. Elle considéra comme non avenus les deux décrets du 5 qui lui étaient parvenus, attendu que l'acte d'abdication de Ferdinand leur était postérieur. Elle fit en sorte même que la junte nommée pour remplacer celle de Madrid en cas de besoin n'exécutât pas non plus les mesures recommandées antérieurement pour la défense et l'organisation du pays.

De son côté, Napoléon, résolu de placer la couronne d'Espagne sur la tête de son frère Joseph, alors roi de Naples, voulut donner à cette translation l'apparence d'une déférence aux vœux des Espagnols. Le 8 mai, il fit demander par Murat que la junte suprême et le conseil de Castille déclarassent auquel des membres de sa famille il leur serait plus agréable que le trône d'Espagne fût dévolu. Le 12, le conseil répondit que les renonciations faites par la famille des Bourbons étant nulles, il ne lui appartenait point de répondre à la question qui lui était adressée. Mais le lendemain soir, appelé au palais, il obtint la faculté de faire toutes réserves sur les droits de Charles et de son fils, et alors il céda, et le 13, dans sa décision adressée au grand-duc, il déclara que, relativement aux propositions à lui soumises, *il lui paraissait qu'en exécution de la résolution prise par l'empereur le choix devait tomber sur son frère aîné, le roi de Naples.* Il adressa ensuite une lettre à l'empereur par deux de ses membres. La junte suprême et la ville de Madrid en agirent de même de leur côté, et demandèrent que Joseph Bonaparte fût choisi pour occuper le trône d'Espagne.

De plus Napoléon voulut que des députations d'Espagnols, présentant une sorte d'apparence des cortès, se réunissent à Bayonne pour donner une espèce de sanction nationale à ce qui s'était accompli. L'ordonnance de convocation parut dans la *Gazette de Madrid* du 24 mai, au nom du grand-duc de Berg et de la junte suprême, qui désigna plusieurs délégués, laissant à certaines corporations, aux villes qui avaient voté aux cortès, et à d'autres encore, le droit de procéder à leurs élections. Une assemblée de cent cinquante membres devait se réunir à Bayonne le 15 juin. Des grands, des nobles, des évêques, des chefs d'ordres religieux, enfin des membres du haut commerce, des universités, de la milice, de la marine, des conseils et de l'inquisition elle-même, devaient en faire partie. L'on choisit également des membres qui devaient représenter l'Amérique. Le ministre de Ferdinand Azanza, qui, le 23 mai, s'était rendu à Bayonne pour rendre compte à l'empereur de l'état des finances, fut retenu pour présider l'assemblée générale qui allait se tenir.

La junte de Madrid travailla fort activement pour presser la formation de cette assemblée; mais elle éprouva des refus de la part de personnages par elle désignés pour en faire partie. Le bailli don Antonio Valdès préféra s'enfuir de Burgos, où il avait sa résidence; le marquis d'Astorga se montra tout aussi indocile. L'évêque d'Orense ne craignit point de répondre à la lettre d'invitation par une sorte de profession où étaient exposées toutes les iniquités de Bayonne. Dans les premiers jours de juin, il n'y avait pas trente personnes venues auprès de l'empereur. Le 6 juin, Napoléon proclama par un décret son frère Joseph roi d'Espagne et des Indes; et ce monarque fut reconnu en cette qualité par les Espagnols qui se trouvaient à Bayonne, malgré toutes les répugnances, et le soir même de son arrivée, sans qu'il eût eu le temps de prendre ni repos ni nourriture. Les prétendus députés se partagèrent en quatre divisions, celle des grands du royaume, celle du conseil de Castille, celles des conseils de l'inquisition, des Indes et des finances, réunies toutes trois en une seule, et celle de l'armée. Elles compo-

sèrent chacune séparément, et par écrit, une adresse de félicitation; et avant d'en faire la lecture solennelle à Joseph, elles allèrent l'une après l'autre la présenter à l'approbation de Napoléon. Le duc del Infantado, chargé de rédiger l'adresse de félicitation, la terminait en disant : « Les lois d'Espagne ne nous permettaient pas d'offrir autre chose à Votre Majesté. Nous attendons que la nation se prononce et nous autorise à donner un essor plus libre à nos sentiments. » L'empereur accabla le duc d'expressions de colère et de mépris. L'Infantado se retira. Les grands corrigèrent leur adresse primitive, reconnurent pour roi Joseph Bonaparte, et Azanza, sans appartenir à cet ordre, se chargea de faire la lecture du discours.

Les magistrats qui portaient la parole au nom du conseil de Castille se bornèrent à déclarer quels étaient leurs vœux, et offrirent les compliments les plus exagérés à leur nouveau souverain.

§ IV. JOSEPH BONAPARTE.

(1808—1813.)

Joseph Bonaparte, par un décret daté du 10, accepta pour sa part la cession de la couronne d'Espagne faite en sa faveur par son frère, et confirma Murat dans la lieutenance du royaume.

Quoique le jour du congrès de Bayonne approchât, les membres qui devaient le composer ne se présentaient pas encore. Il en arriva quelques-uns enfin de ceux que l'on avait forcés de quitter Madrid, ou que les troupes françaises arrachaient de leur domicile. Avant l'ouverture de la session, un projet de constitution fut remis par Napoléon au ministre Azanza, nommé pour présider l'assemblée, sans que l'on pût savoir quel en était l'auteur. Le 15 juin la session s'ouvrit; dans cette première séance on procéda à la vérification des pouvoirs, et on lut le décret en vertu duquel Napoléon cédait la couronne d'Espagne à son frère Joseph. Dans celle du 17 on résolut d'aller offrir ses hommages au nouveau souverain. Le 20 fut présenté le projet de constitution, et l'on adopta quelques mesures pour le soulagement du peuple et la suppression de quelques impôts. Le 22, quatre religieux demandèrent que les couvents ne fussent pas entièrement supprimés. Une proposition fut faite pour l'abolition du saint Office; mais un inquisiteur s'efforça de prouver l'utilité de l'institution considérée sous le point de vue politique. Les conseillers de Castille l'appuyèrent avec force. Le 30 les discussions finirent, et l'on ajouta un dernier article à la constitution, par lequel il était dit qu'après l'année 1820 on présenterait, par ordre du roi, les améliorations et les modifications que l'expérience aurait démontré nécessaires et convenables. Enfin, le 7 juillet, l'assemblée s'était réunie dans le lieu de ses séances. Joseph Bonaparte prêta entre les mains de l'archevêque de Burgos le serment d'observer la constitution. Le même serment fut également prêté et la constitution reconnue et signée par les députés, dont le nombre ne dépassait pas quatre-vingt-onze. Vingt à peine avaient été nommés par les provinces; les autres on les avait pris parmi les personnes qui accompagnèrent le roi Ferdinand, ou parmi les membres des divers ordres résidant à Madrid ou dans les villes occupées par les troupes françaises. Quoique l'on recrutât des Espagnols arrêtés par hasard à Bayonne pour leur faire apposer leur signature à la nouvelle constitution, l'on ne put réunir cent cinquante noms, chiffre qui avait été fixé par les lettres de convocation. Ce qui proclamait bien haut que la constitution était im-

posée par le maître de la France, c'est que l'on y avait introduit la déclaration qu'il devait y avoir à perpetuité alliance offensive et défensive tant par terre que par mer entre l'Espagne et la France. Le 7 juillet, l'assemblée en corps alla complimenter Napoléon, qui parut embarrassé et honteux de son rôle. Autour de lui tout s'était plié à sa volonté, et tous les gens de la maison de Ferdinand et des infants avaient envoyé par écrit leur serment d'obéissance à la nouvelle constitution, et de fidélité au roi d'Espagne Joseph I[er]. Ferdinand lui-même avait adressé en son propre nom, et en celui de son frère et de son oncle, une lettre à Napoléon pour le féliciter de l'installation de Joseph sur le trône d'Espagne. Par une seconde lettre de félicitation à Joseph lui-même, Ferdinand disait qu'il se regardait comme un membre de l'auguste famille de Napoléon, puisqu'il avait demandé à l'empereur une de ses nièces pour épouse, et qu'il espérait l'obtenir.

Le 4 juillet, Joseph Bonaparte avait définitivement composé son ministère. La secrétairerie d'état fut donnée à Urquijo, qui avait été ministre sous Charles IV, et qui, par son esprit d'agression contre l'inquisition, s'était attiré l'inimitié de Rome et d'une partie du clergé; Cevallos fut chargé du ministère des affaires étrangères; don Sebastian de Piñuela et don Gonzalo O' Farril conservèrent leurs départements de la marine et de la guerre; le ministère des Indes fut donné à Azanza, et celui de la marine fut réservé à don Jose Mazarredo; les finances furent remises à Cabarrus. On inséra aussi dans la *Gazette de Madrid* la nomination de Jovellanos à un ministère; mais il rejeta fièrement une telle faveur.

Joseph Bonaparte distribua aussi des emplois de cour parmi les grands qui se trouvaient à Bayonne : le duc del Infantado, l'ancien conseiller intime de Ferdinand, fut nommé colonel des gardes espagnoles; et le prince de Castel Franco, colonel des gardes wallones. Enfin, après avoir réglé tout ce qui concernait le service intérieur du palais et l'installation du nouveau gouvernement, Joseph se décida à entrer en Espagne le 9 juillet, comptant qu'il lui serait facile d'arriver jusque dans la capitale du royaume.

CHAPITRE III.

LES JUNTES.

(1808—1814.)

Mais toutes ces prétendues discussions sur la constitution ne pouvaient en imposer à personne, ou plutôt c'étaient autant d'insultes à la nation espagnole. Les adhésions des Bourbons aux volontés de Napoléon étaient regardées comme les effets d'une situation violente; les hommages de quelques grands, comme des actes de lâcheté; et les nominations à des emplois publics n'étaient point prises au sérieux. L'admiration pour Napoléon avait fait place à la haine, et le nom français était en exécration.

La nouvelle des événements du 2 mai avait porté de toutes parts l'épouvante; et quand on apprit encore les abdications et les scènes honteuses de Bayonne, un immense cri de guerre retentit aussitôt dans les principales villes des provinces comme dans les campagnes. Ce fut dans les Asturies que l'on se prépara d'abord à la résistance. La junte générale de la principauté se trouvant réunie par hasard en ce moment, elle offrit tout de suite un centre d'action. Avec la nouvelle des massacres du 2 mai vint à Oviedo un ordre qui enjoignait au colonel commandant d'armes de publier l'édit de Murat publié le 3 à Madrid. L'autorité locale s'étant décidée, le 9, à obéir à cette injonction, des groupes nombreux poussèrent le cri de *Vive Ferdinand VII*, et la junte générale décida qu'il fallait résister aux ordres de Murat. Son président, le marquis de Santa-Cruz de Marcenado, déclara qu'il était prêt à marcher contre Napoléon. Murat et la junte suprême de Madrid prirent des mesures pour étouffer ces mouvements. Mais les chefs populaires s'agitèrent d'autant plus; les paysans des alentours accoururent à Oviedo. Le 25 la junte provinciale s'assembla, et la guerre fut déclarée à Napoléon; on s'était emparé de l'arsenal, on organisa des troupes, et les corps envoyés par la junte de Madrid contre Oviedo laissèrent les révoltés accomplir librement leur mouvement. A peine la junte des Asturies se fut déclarée souveraine, elle pensa à ouvrir des négociations avec l'Angleterre. Elle choisit pour les envoyer à Londres don Andrès Angel de la Vega et le vicomte de Matarosa (depuis comte de Torreno). Un corsaire les prit le 30 mai dans le port de Gijon. Le 6 juin ils abordèrent à Falmouth, partirent tout de suite pour Londres, où à leur arrivée ils eurent une entrevue avec le ministre des affaires étrangères

Canning, qui les assura de l'empressement de son gouvernement à soutenir l'insurrection. En effet l'on envoya aussitôt dans les Asturies des vivres, des munitions, des armes et des équipements en abondance. Le gouvernement anglais nomma pour passer aux Asturies deux officiers anglais et le major général sir Thomas Dyer. Les envoyés asturiens furent comblés de témoignages d'affection par toutes les classes en Angleterre, et leur présence provoqua partout l'enthousiasme. Cet enthousiasme augmenta encore lorsqu'arriva don Francisco Sangro, envoyé par la junte de Galice, qui apporta la nouvelle du soulèvement de cette province et même de la Péninsule entière.

A la Corogne, où quelques mesures de précaution prises par l'autorité militaire avaient indisposé les esprits, le bruit des abdications de Bayonne provoqua l'explosion. Le capitaine général don Antonio Filangieri, frère du criminaliste napolitain, abandonné par la troupe, finit par se mettre à la tête d'une junte, où entrèrent les autorités principales et des représentants des différentes classes ou corporations, soit civiles, soit religieuses. Des mesures vigoureuses furent adoptées; puis l'autorité ainsi improvisée convoqua une autre junte, dont l'élection se fit selon l'ancien mode en usage pour la députation du royaume de Galice; en même temps des commissaires allèrent dans toutes les communes pour organiser les moyens de défense et d'armement. Partout les ordres de la junte furent reçus avec soumission. Au Ferrol les dispositions contraires du commandant de la division et des chefs d'escadres furent paralysées par l'accord unanime des soldats et du peuple.

Les troupes de la Galice se formèrent rapidement; les recrues entrèrent dans les régiments anciens; et ces forces, réunies à celles qui vinrent s'y joindre postérieurement d'Oporto, presentèrent une masse de quarante mille hommes environ.

Les officiers municipaux nommés par les sept chefs-lieux de la province pour représenter son pouvoir suprême ne tardèrent point à se rendre à la Corogne, et l'assemblée s'y installa sous le nom de junte souveraine de Galice. Elle s'adjoignit l'évêque d'Orense, celui de Tuy, et don Andrès Garcia, confesseur de la défunte princesse des Asturies. Dans la Galice, les militaires furent les premiers moteurs de l'insurrection, et la population entière les soutint. Le clergé ne donna pas la première impulsion; mais il applaudit aux efforts des insurgés. Peu d'excès signalèrent l'intervention du peuple dans la défense de la province; les troupes se souillèrent par l'assassinat du capitaine général Filangieri, qu'immolèrent le 24 juin quelques soldats, tandis que ce chef prenait de sages dispositions pour couvrir le pays confié à sa défense. Des secours arrivèrent promptement d'Angleterre en Galice. Sir Charles Stuart aborda bientôt à la Corogne, et la présence de ce diplomate exalta les espérances.

A Santander, les menaces que fit transmettre de Burgos le maréchal Bessières, si le calme était troublé, indignèrent la population. La sédition éclata le 26 mai; le lendemain une junte se forma des membres de la municipalité et des notables du pays, qui élurent pour président l'évêque du diocèse. Ce prélat refusa d'abord ces fonctions; puis il se para du titre de régent souverain de Cantabrie, au nom de Ferdinand VII, et se donna de l'altesse. La nouvelle de l'insurrection des Asturies décida le soulèvement de toute la montagne de Santander; il y eut aussitôt un enrôlement général, et ces troupes à peine réunies s'en allèrent sur les limites de la province pour en garder les passages. Leur chef, don Juan Manuel de Velarde, promu brusquement au grade de capitaine général, alla immédiatement camper à Reynosa avec de l'artillerie et cinq mille hommes, paysans pour la plupart, mêlés à quelques miliciens de Laredo. Son fils, don Emeterio, occupa l'Escudo avec deux mille cinq cents hommes, paysans aussi. Un millier d'autres, ramassés dans

les districts de Santona, Laredo et autres petits ports, se placèrent sur les hauteurs de los Tornos.

La Castille et Léon, moins bien abrités, montraient encore plus d'audace. La ville de Logroño arbora le drapeau de l'insurrection ; et aussitôt le général Verdier, accourant de Vittoria, défit le 6 juin les masses de paysans qui voulurent combattre, et fit fusiller ceux que l'on prit les armes à la main. Ségovie rejeta les propositions d'accommodement de Murat ; mais le général français Frère dispersa bientôt les artilleurs et les paysans accourus pour défendre cette place, et entra dans Ségovie.

L'insurrection de Valladolid et Léon acquérait plus de consistance. Depuis que les Asturies avaient proclamé Ferdinand et déclaré la guerre aux Français, la province de Léon avait imité son exemple. Le 1er juin, l'arrivée de huit cents Asturiens avait déterminé l'élan de la ville même de Léon, où l'ardeur était contenue par le voisinage des Français. Une junte fut composée des membres de la municipalité et d'autres personnes, à la tête de laquelle fut placé don Manuel Castañon comme gouverneur militaire de la province. Au bout de quelques jours on déféra la présidence au capitaine-général-bailli don Antonio Valdes, ancien ministre de la marine, qui, par suite de son refus de se rendre à Bayonne, avait été obligé de s'enfuir sur le territoire léonais.

Valladolid fut d'abord contenue par l'autorité du capitaine général don Gregorio de la Cuesta ; mais le peuple dressa une potence sous le balcon de son hôtel, et, pour échapper au supplice, le vieux guerrier consentit à guider l'insurrection. Il convoqua aussitôt une junte, mais limita son autorité, et imposa les mêmes restrictions aux autres assemblées de ce genre formées dans chacune des villes ayant une intendance. Avila et Zamora constituèrent leurs juntes; Valladolid et les places libres du joug français se hâtèrent d'enrôler et de discipliner leurs troupes, tandis que Zamora et Ciudad-Rodrigo fournissaient des armes et des munitions de guerre. Mais la populace, en s'exaltant contre les Français, massacra d'anciennes créatures du prince de la Paix; à Valladolid on immola le directeur de l'artillerie de Ségovie, don Miguel de Cevallos, qui s'était retiré au moment de l'entrée des Français, et que de folles clameurs accusaient d'avoir livré cette ville à l'ennemi.

Dans les provinces du midi, les esprits ne furent pas plus tranquilles. A Séville, le 26 mai, des soldats du régiment d'Olivenza commencèrent le tumulte; le peuple se joignit à eux. Le 27 une junte fut convoquée; elle s'intitula junte suprême d'Espagne et des Indes, ce qui blessa les autres juntes. Elle fit instituer des juntes subalternes, et procéda sans désemparer aux enrôlements et aux armements. Toutes les villes et les villages d'Andalousie suivirent l'impulsion de Séville.

Pour assurer sa situation, la capitale de l'Andalousie devait s'appuyer sur le camp de S.-Roch et de Cadix. La junte dépêcha immédiatement deux officiers d'artillerie sur ces deux points. Le commandant du camp, don Francisco Xavier Castaños, qui déjà s'était mis en communication avec le gouverneur de Gibraltar, et avait résisté aux offres les plus séduisantes de l'autorité française établie à Madrid, se prononça ouvertement pour la cause nationale, à laquelle il donna ainsi l'appui de neuf mille hommes de troupes réglées qui étaient sous ses ordres. A Cadix le second messager andalous rencontra plus d'obstacles. Là résidait le capitaine général de l'Andalousie, don Francisco Solano, marquis del Socorro et de la Solana, depuis peu revenu de l'expédition de Portugal. Il laissait voir son penchant pour les envahisseurs, et ces sentiments l'avaient déjà exposé à quelques dangers à Badajoz ; mais à Cadix il était entouré de l'affection générale: néanmoins son éloignement pour les insurgés avait affaibli son influence. Lorsque fut arrivé le messager de Séville, n'osant pas prendre lui-même une résolution, il convoqua une réunion de généraux, dans la-

quelle fut adopté un ordre du jour qui exposait les difficultés de la résistance aux Français, et annonçait néanmoins l'envoi de commissaires à Séville. Ce moyen dilatoire causa de l'irritation; Solano, poursuivi dans son hôtel, promit de se conformer aux volontés du peuple. Le lendemain matin, le consul français fut obligé de se réfugier à bord de l'escadre française. Les mutins s'emparèrent du parc d'artillerie. Le 29 mai, une réunion de généraux convoquée par Solano s'inclina devant les volontés populaires; et chacun rejeta sur Solano les lenteurs antérieures. La fureur s'accrut contre lui, la multitude se porta sur son hôtel, le saisit et l'immola, puis le remplaca par le gouverneur de Cadix, don Tomas de Morla. La junte de Séville confirma ce choix; et elle fit partir pour l'intérieur de l'Espagne une partie de la garnison de Séville. Le 31 on proclama Ferdinand VII, et l'on institua une junte dépendante de la junte suprême de Séville. Le matin du même jour on entra en pourparlers avec les Anglais, qui approuvèrent les dispositions de la junte de Séville, reconnurent son autorité, et offrirent cinq mille hommes qui se rendaient à Gibraltar.

Le 6 juin, la junte suprême fit une déclaration solennelle de guerre à la France. En même temps elle publia des instructions relatives à la guerre de partisans. Jaen et Cordoue reconnurent la junte de Séville, et créèrent pour leur administration propre des juntes subordonnées. Les habitants de Jaen, se défiant de leur corrégidor, l'envoyèrent prisonnier à Valdepeñas de la Sierra, où le peuple mutiné le tua à coups de fusils. Cordoue fit occuper le pont d'Alcolea par une troupe de paysans appelée avant-garde d'Andalousie, sous les ordres de don Pedro Agustin d'Echavarri. La junte de Séville confia le commandement de toute l'armée à Castaños.

Cependant les insurgés de Cadix demandèrent à grands cris que l'on forçât l'escadre française mouillée dans la rade à se rendre. Le nouveau général, Morla, reculait le commencement des hostilités. L'amiral français Rosilly, ayant gagné du temps, prit une position plus avantageuse. On entra en pourparler, ensuite on se canonna; on négocia encore, et enfin, le 14 juin, les Français, qui ne pouvaient gagner le large, bloqués par l'amiral anglais Collingwood, se rendirent à discrétion. Plus assurés sur mer, les insurgés firent partir des messages pour les Canaries et les provinces d'Amérique; et, voulant établir des communications directes d'amitié et d'alliance, ils envoyèrent en Angleterre avec des pleins pouvoirs les généraux don Adrian Jacome et don Juan Ruiz de Apocada

Mais l'accord n'était point complet entre les insurgés, dont l'esprit aventureux ne se prêtait guère à l'établissement d'une autorité centrale. Des rivalités de provinces et de villes brisaient l'unité qu'on voulait établir. Grenade, siége d'une capitainerie générale et d'une chancellerie, n'aimait point à recevoir des ordres venus d'ailleurs. Cette ville résolut d'élire un gouvernement séparé, et d'agir par sa propre impulsion pour la défense commune. Le 29 mai, des dépêches furent apportées de Séville. Le capitaine général Escalante ordonna que l'on fît retirer le messager. Le lendemain la foule demanda que l'on proclamât Ferdinand VII; puis elle imposa la nomination d'une junte de quarante membres, à la tête de laquelle fut placée le capitaine général. Les enrôlements se poursuivirent avec activité. Le mouvement se communiqua aux villes de la province. A Malaga, le peuple commit quelques massacres. Grenade se mit en rapports avec Gibraltar, où elle envoya pour commissaire don Francisco Martinez de la Rosa. Le gouverneur, qui avait déjà reçu l'envoyé de Séville, se montra plus froid avec Martinez de la Rosa, craignant de la désunion entre les insurgés. A la fin il fournit des fusils et des munitions de guerre au commissaire; avec des ressources tirées du pays ou venues de divers points du dehors, Grenade put joindre une division considérable aux autres forces de l'Andalousie.

En Estramadure, l'avis des événements de Madrid avait excité le comte de la Torre del Fresco, et le marquis del Socorro, général

en chef des troupes revenues de Portugal, à publier une proclamation contre les Français dès le 5 mai, et à prendre diverses autres mesures. Mais, informés ensuite que la tranquillité était rétablie, ils changèrent de langage, et soutinrent avec zèle le gouvernement de Madrid. Socorro, séduit par le procédé de Murat, qui lui rendit sa capitainerie d'Andalousie, partit aussitôt pour cette province. Torre del Fresno, ancien protégé de Godoy, irrita la population de Badajoz par son attachement présumé à la cause des Français. Le 30 mai, le peuple cria aussi *Vive Ferdinand VII! Mort aux Français!* et finit par immoler le gouverneur. On choisit un commandant en chef, et une junte de vingt personnes s'assembla; les districts établirent d'autres juntes particulières qui obéirent aux ordres du chef-lieu. A la fin de juin, l'armée d'Estramadure comptait dejà vingt mille hommes, parmi lesquels se trouvaient beaucoup d'Espagnols qui s'échappaient par petites bandes du Portugal. Cette insurrection de l'Estramadure coupa les communications des Français de l'Alemtejo et de la Manche, et ceux-ci ne purent ni combiner leurs opérations, ni se donner la main pour éteindre le foyer d'insurrection allumé dans la capitale des Andalousies.

Occupées ou observées de près par l'armée française, les cinq provinces dont se compose la Nouvelle-Castille ne purent en général former des juntes, et se constituer une administration régulière. Leurs habitants fournirent néanmoins leur part à la défense commune par des embauchages de troupes, par des attaques isolées, des interceptions de courriers. Les troupes qui avaient leurs cantonnements dans les communes de la Castille purent facilement les abandonner, et aller s'incorporer dans les armées qui se levaient de toutes parts. A Madrid même des officiers et des soldats désertaient de tous les corps et par troupes entières.

Dans la partie orientale de l'Espagne, ce fut Carthagène qui donna le signal et poussa Murcie à lever l'étendard de l'indépendance. Le 22 mai, le bruit courut à Carthagène que le général Salcedo allait à Mahon pour conduire l'escadre espagnole à Toulon; le même jour on apprit les abdications de Bayonne. Il en résulta une effroyable explosion. Le consul de France se réfugia sur un bâtiment danois; le capitaine général, remplacé par don Balthasar Hidalgo de Cisneros, fut assassiné le 10 juin dans une émeute. Une junte se forma; et Carthagène offrit un puissant appui à Murcie et à tout le littoral. Cette ville se porta pleine d'ardeur à toutes les mesures qui pouvaient accélérer l'insurrection; elle expédia un lieutenant de vaisseau qui empêcha l'escadre de partir de Mahon pour Toulon.

Le 24 mai, à 7 heures du matin, des officiers envoyés par la junte de Carthagène entrèrent dans Murcie, proclamant Ferdinand VII. Le peuple et les étudiants embrassèrent des premiers la cause nationale; les *regidores* avec le chapitre ecclésiastique et la noblesse se réunirent en conseil, et décidèrent que Ferdinand serait solennellement proclamé, ce qui s'exécuta au milieu des *vivat* universels. A Villena, après le meurtre du corrégidor, on élut une junte de seize personnes, parmi lesquelles était le comte de Florida Blanca, l'ancien ministre de Charles III; les troupes de cette province agirent dans l'origine de concert avec la division militaire de Valence. Dans cette dernière ville il y eut plus d'énergie dans l'enthousiasme, et plus de fureur dans la vengeance. A la lecture de la *Gazette de Madrid* annonçant les abdications de Bayonne, des cris de *Vive Ferdinand! Mort aux Français!* retentirent dans tous les quartiers. Juan Rico, religieux franciscain, se mit à la tête des insurgés; la cour royale et le capitaine général les calmèrent par de vagues promesses. Mais le 24 mai arriva le capitaine don Vicente Gonzalez Moreno, et cet officier, avec le moine, détermina la prise de la citadelle. Le 25 on déclara la guerre aux Français, et l'on créa une junte très-nombreuse, où la plus haute noblesse se trouva mêlée aux plus humbles artisans. Le baron d'Albalet, nommé membre de cette junte, ayant négligé d'assister à ses séances, fut mis en pièces par le peuple; et

les nobles, pour détourner tout soupçon, redoublèrent leurs offrandes. Un complot plus horrible fut formé : les insurgés les plus ardents se saisirent de la citadelle où l'on gardait les prisonniers français, et l'on immola trois cent trente victimes. Rico fit de vains efforts pour arrêter cette boucherie; et toutes les autorités de la ville tremblèrent devant le chef des égorgeurs, le chanoine Balthasar Calvo. Le 6, Calvo, nommé membre de la junte, vint siéger encore tout baigné de sang, et ses sicaires se présentèrent trînant encore huit Français dans la salle de délibération, et les égorgèrent sous les yeux de l'assemblée. Enfin Rico reprit le dessus, et le 9 il détermina l'arrestation de Calvo, qui fut transporté à Mallorca. La junte créa un tribunal de sûreté publique composé de trois magistrats; on rechercha les principaux complices des massacres, et plus de deux cents coupables furent pendus publiquement ou exécutés en secret. Il fallait un exemple aussi terrible pour arrêter ces affreuses scènes de meurtre, qui se reproduisaient dans d'autres villes de la province.

La junte, débarrassée des scélérats qui l'avaient épouvantée, s'occupa plus librement de l'organisation de l'armée. La ville fut mise en état de défense. En même temps on dirigea sur Almansa un corps de quinze mille hommes sous les ordres du comte de Cervellon, auquel vint se réunir près Murcie don Pedro Gonzalez de Llamas. Un autre corps de huit mille hommes, commandé par don Pedro Adorno, prit position aux Cabrillas.

A Saragosse, l'émeute éclata le 24 mai; la multitude exigea que le capitaine général don Jorge Juan de Guillermi donnât sa démission, et elle le consigna prisonnier à la Aljaferia; on lui substitua son second, le général Moria; mais ensuite on offrit le commandement à don Antonio Cornel, qui refusa. Le 25, Moria convoqua une junte qui se montra timide et irrésolue. Alors le peuple tourna les yeux vers don Jose Palafox y Melci, qui, après avoir été en mission auprès de Ferdinand à Bayonne, était revenu dans les premiers jours de mai en Espagne, chargé peut-être d'organiser la résistance à Napoléon. Retiré mystérieusement dans une maison de campagne de sa famille aux environs de Saragosse, objet des méfiances du capitaine général, il se mit en rapport avec les hommes qui préparaient un soulèvement. Mandé plusieurs fois à Saragosse après la déposition de Guillermi, il demanda la réunion de la junte le 26 au matin, et se servit des insinuations qu'il avait reçues à Bayonne sur la nécessité de résister aux Français. Enfin les vœux de la multitude bruyamment exprimés le portèrent à la dignité de capitaine général. Les Aragonais obéirent à sa voix; il convoqua en cortès le royaume d'Aragon; les députés accoururent à Saragosse; et le 9 juin les séances s'ouvrirent dans l'hôtel de ville : trente-quatre membres y assistaient pour représenter les quatre ordres. L'assemblée, après avoir approuvé ce qui avait été fait, nomma Palafox capitaine général, et se sépara en instituant une junte de six membres, qui devait pourvoir à la défense commune, d'accord avec le chef militaire. Mais Palafox dirigea tout : la ville sentait le besoin d'une autorité plus concentrée; car elle était exposée au plus pressant danger : sa garnison ne comprenait pas deux mille hommes; toute l'artillerie se composait de douze pièces de petit calibre. On se hâta de réunir et de former les recrues qui accouraient; on recueillit des armes de toute espèce.

Le premier manifeste des insurgés de Saragosse disait, entre autres choses, que l'empereur, tous les membres de sa famille, et enfin tout général français, étaient personnellement responsables de la sûreté du roi, de son frère et de son oncle; que, dans le cas d'un attentat contre des vies si précieuses, pour que l'Espagne ne manquât point de souverain, la nation userait de son droit électif en faveur de l'archiduc Charles, comme petit-fils de Charles III, dans le cas où le prince de Sicile, l'infant don Pedro et les autres héritiers ne pourraient être appelés.

La Catalogne, dont la capitale était occupée par des forces françaises considérables, se trouvait ainsi privée de son centre et de ses

principales ressources; coupée par divers corps des envahisseurs, elle ne put concerter ses efforts; néanmoins les Catalans agirent isolément avec une puissante énergie. Il y eut des agitations même à Barcelone; mais les Français les continrent.

Les citoyens de Lerida préservèrent leurs murailles. Manresa brûla les décrets du gouvernement de Madrid. Tortose imita l'ardeur et les excès de Valence; son gouverneur périt misérablement; celui de Villa-Franca et de Panadès eut le même sort. A la fin de juin, la principauté de Catalogne institua une junte générale formée de représentants de tous ses districts; et la ville de Lerida fut alors choisie pour siége de l'assemblée.

A Mallorca, la proclamation de Ferdinand VII se fit le 29 mai; le 30 une junte fut installée; elle était composée de plus de vingt membres, et présidée par le capitaine général; on adjoignit plus tard deux députés pour Minorca, deux pour Iviza, et un autre pour l'escadre mouillée à Mahon. Dans cette dernière ville le gouverneur avait été déposé. A Palma tout s'était passé tranquillement; seulement le 29 mai, pour garantir la sûreté d'un officier français porteur des dépêches de Murat, on l'avait enfermé dans le château de Bellver; il fallut prendre la même précaution pour deux membres de l'institut de France, Arago et Biot, occupés alors de la mesure de l'arc du méridien. Mais le peuple, en voyant les astronomes français faire leurs observations géodésiques et astronomiques, s'imagina qu'on levait des plans pour les desseins de Napoléon. La junte, ne pouvant lutter contre les préjugés populaires, mit d'abord les savants à l'abri, et saisit l'occasion de les jeter à bord d'un bâtiment qui faisait voile pour Alger, d'où ils trouvèrent moyen de regagner leur patrie.

La Navarre et les provinces basques touchant à la France, privées de leurs plus importantes places de guerre, pressées de toutes parts, ne purent ni s'agiter ni établir dès l'abord une autorité insurrectionnelle; mais elles poussèrent à la désertion les soldats espagnols qui se trouvaient sur leur territoire, elles aidèrent les provinces engagées dans la lutte. Dès qu'elles furent débarrassées de l'ennemi, elles s'unirent aux autres pour contribuer à la destruction de l'ennemi commun.

Les Canaries suivirent l'impulsion donnée par Séville. Dans le mois de juillet le capitaine général ordonna que l'on proclamât Ferdinand VII; et les habitants de toutes les îles imitèrent l'exemple de la Péninsule. Seulement il y eut des querelles de prééminence entre les îles, et chacune eut une junte séparée. Le capitaine général fut déposé, on élut à sa place le lieutenant de roi don Carlo O'Donnell.

Le Portugal alors ne sépara pas ses destinées de celles de l'Espagne; les troupes espagnoles entrées dans ce royaume avec Junot furent d'abord pour lui un objet d'inquiétude et de surveillance. Après les événements du 12 mai, Napoléon ayant donné l'ordre au duc d'Abrantès d'envoyer du côté de Ciudad-Rodrigo quatre mille hommes pour agir de concert avec le maréchal Bessières, ce corps arriva au commencement de juin au pied du fort de la Conception qu'il se fit céder, et d'où il put observer les deux frontières d'Espagne et de Portugal. Un autre corps de quatre mille hommes aussi, qui devait pénétrer dans l'Andalousie pour appuyer les mouvements du général Dupont, voulut mettre le pied dans le comté de Niebla; mais l'insurrection avait alors pris de ce côté un caractère si formidable, que les Français n'osèrent poursu vre leur expédition.

Pendant ce temps il se passait des choses fort graves sur d'autres points du Portugal. Les Espagnols placés à Oporto sous les ordres du général français Quesnel, ayant reçu des avis de la junte insurrectionnelle de la Galice, mirent à leur tête le maréchal de camp don Domingo Belesta; et le 6 juin, se saisissant de Quesnel et du petit nombre de Français postés en ce lieu, toute la division espagnole qui occupait Oporto prit le chemin de la Galice. Les autorités du lieu firent mine d'abord d'embrasser la cause nationale, puis se soumirent de nouveau à Junot; mais, lorsque l'on apprit le soulèvement de Tras-

os-Montes, le 11 juin, et de la province d'entre Duero e Minho, Oporto se déclara de nouveau pour l'indépendance; la rébellion gagna Coïmbre et le reste de la Beira. Une junte formée à Oporto fut reconnue par tout le nord du Portugal, suivit ses négociations avec l'Angleterre, et conclut une sorte d'alliance offensive et défensive avec la junte de Galice. A Lisbonne, Junot fit désarmer et traiter en prisonniers de guerre les Espagnols mêlés aux Français pour former la garnison de cette capitale. Mais le marquis de Malespina put s'échapper de Mafra, et passer en Espagne avec le régiment des dragons de la reine. Sur la rive gauche du Tage, les Espagnols ne se laissèrent pas facilement surprendre; la plus grande partie du régiment de cavalerie de Marie-Louise put déserter; et beaucoup de soldats des corps de Murcie se sauvèrent en Espagne avec un drapeau. Les Algarves et tout le midi du Portugal se soulevèrent, et la junte portugaise de Faro fit un traité avec le gouvernement espagnol de Séville.

CHAPITRE IV.

OPÉRATIONS MILITAIRES DES FRANÇAIS CONTRE LES INSURGÉS.

Si l'on voulait que Joseph pût faire son entrée dans sa capitale, il fallait maintenant agir avec rapidité. Napoléon chargea Bessières de détacher des forces suffisantes pour étouffer l'insurrection de la province de Santander. Le maréchal fit partir de Burgos, le 2 juin, des troupes dans cette direction; mais bientôt il les rappela et les joignit à un autre corps commandé par le général Lasalle, et porta ces forces sur Valladolid. La petite ville de Torquemada, qui voulut les arrêter, fut pillée et brûlée; Palencia, plus soumise, fut épargnée. Le général Merle vint encore augmenter la division de Lasalle; et le 12, à Cabezon, sur la rive du Pisuergua, ces deux chefs culbutèrent du premier choc cinq mille bourgeois ou paysans et quelques troupes régulières réunies par le général Grégorio de la Cuesta, et entrèrent le soir dans Valladolid où ils s'arrêtèrent jusqu'au 16. De là ils prirent la direction de Santander. Lasalle prit position à Palencia pour observer la Cuesta qui s'était retiré sur Rio-Seco; et Merle, marchant sur les montagnes de Santander, s'avança le 21 sur Lantueno. Trente mille paysans placés sous les ordres de don Juan Manuel Velarde n'opposèrent qu'une bien faible résistance aux Français, qui entrèrent dans Santander le 23. Au même moment arrivait un autre corps parti de Miranda de Ebro, dirigé par le général Ducos, qui avait rencontré quelque résistance du côté de l'Escudo. Les insurgés se réfugièrent dans les Asturies.

Le 7 juin, le général de brigade Lefebvre-Desnouettes partit de Pampelune avec cinq mille fantassins et huit cents chevaux, arriva le 8 devant Tudela, força le passage de l'Èbre, traversa la ville, mit en fuite à Mallen les troupes envoyées par la junte de Saragosse sous le marquis de Lazan, les dispersa encore à Gallur le 13, et défit avec la même facilité, le 14, Palafox lui-même, qui était accouru prendre position à Alagon avec cinq mille bourgeois et paysans et quelque cavalerie régulière.

De Catalogne les Français envoyèrent aussi des troupes sur l'Aragon. Le général Schwartz, parti de Barcelone le 4 juin, fut arrêté à Martorell le 5 par une forte pluie. Les insurgés eurent le temps de se préparer; et des nuées de tirailleurs de Manresa et d'Igualada, réunies à Bruch, déterminèrent la retraite des Français, qui rentrèrent à Barcelone le 8 juin. Il fallut alors rappeler un autre corps de quatre mille deux cents hommes sous les ordres de Chabran, qui avait déjà occupé Tarragone, et qui, à son retour, eut à combattre des insurgés sur plusieurs points. Le 13, les colonnes réunies de Schwartz et de Chabran marchèrent pour châtier les habitants de Manresa et des en-

virons; elles échouèrent complétement contre la position de Bruch. Le général Duhesme, commandant supérieur à Barcelone, ne songea plus qu'à assurer des communications avec la France; à Mongat, le 17 juin, il dispersa les insurgés, les battit encore le même jour à Mataro, qui fut livrée au pillage; il échoua dans une attaque contre Gironne le lendemain; après son retour à Barcelone, les troupes laissées par lui à Mataro furent harcelées par les Catalans, et finirent par subir de grands échecs.

Sur les bords de Llobregat les populations se montraient aussi partout en armes; elles durent céder aux attaques de troupes envoyées de Barcelone; mais elles se réunirent de nouveau, et poussèrent des partis jusque dans les environs de Barcelone.

De Madrid Murat exerçait sans relâche son activité pour étouffer l'insurrection. L'Andalousie et Valence lui paraissaient mériter une attention plus sérieuse. Avant tout il s'occupa de contenir ces provinces, surtout lorsqu'à Séville se furent manifestés des symptômes d'insurrection.

Dupont, qui avait pris ses quartiers à Tolède, reçut l'ordre de se diriger sur Cadix; le 24 mai il se mit en marche, plein de confiance, et marqua d'avance le jour où il entrerait à Cadix. Il traversa paisiblement la Manche, et le 2 juin il pénétra dans le défilé de la Sierra-Morena. En entrant à Andujar, il apprit le soulèvement de Séville; il poursuivit sa route, et arriva le 7 au matin devant le pont d'Alcalea. Là était posté don Pedro Agustin d'Echavarri avec trois mille hommes de ligne : il y avait des bourgeois armés et une nombreuse artillerie. Cette position fut enlevée, et Echavarri abandonna Cordoue, où les Français entrèrent le 7; ils livrèrent cette ville au pillage, et se chargèrent de butin. Mais, l'insurrection les cernant de toutes parts, leurs convois étaient interceptés, et les excès commis à Cordoue exaspéraient les populations. Le soulèvement avait gagné la Manche, et à Valdepeñas il y eut un grand carnage entre les habitants et les Français. Dupont, effrayé de voir tout se lever autour de lui, et de ne plus recevoir aucun avis de ce qui se passait ailleurs, songea à la retraite. Le 16 juin il sortit de Cordoue, et arriva le 19 à Andujar; de là il envoya saccager Jaen.

Vers le même temps Moncey mena huit mille Français contre Valence; il devait grossir ses troupes avec des gardes espagnoles et wallones, mais ces soldats se débandèrent et allèrent rejoindre leurs compatriotes. Moncey s'arrêta quelques jours à Cuença; le général Excelmans et d'autres officiers envoyés par Murat pour le presser furent arrêtés en route, et conduits prisonniers à Valence. Là des mesures vigoureuses furent prises par la junte. Des postes nombreux furent établis au passage du Cabriel; et lorsqu'ils eurent été enlevés par les Français, on fortifia les défilés de las Cabrillas; les Français culbutèrent encore les insurgés, et descendirent dans les fertiles campagnes qui environnent la ville; mais le père Rico, qui avait essayé de soutenir le courage des siens aux Cabrillas, eut le temps d'arriver à Valence, et d'appeler tout le monde aux armes. Les femmes et les enfants travaillèrent aux fortifications; on éleva des ouvrages considérables; un camp s'établit en dehors des murailles sous les ordres de Felipe S.-March; et don Jose Caro était accouru d'Almansa avec des paysans armés. Ces deux chefs concertèrent d'habiles moyens de défense : lorsque, le 27, les Français, ayant reçu leur artillerie, commencèrent le feu, l'attaque put être assez vivement soutenue. Néanmoins l'ennemi s'empara de plusieurs postes, franchit les canaux d'irrigation, et somma le comte de la Conquista de rendre la place. On assembla la junte, la municipalité, le corps de la noblesse, et celui des métiers; on délibéra sur le parti à prendre; mais le peuple se porta en tumulte vers le lieu de la séance, et tous les membres de l'assemblée sortirent en appelant tout le monde au combat. Plusieurs assauts furieux furent repoussés avec perte; et le 29 les Français prirent la route d'Almansa. Le général Cervellon aurait pu les anéantir, mais il ne chercha pas même à disputer le passage du Jucar. Le général

Llamas, accouru de Murcie, harcela l'ennemi jusqu'à cette rivière, et cessa ses poursuites quand il vit l'inaction de Cervellon. Moncey put donc passer les défilés d'Almansa, et il fit halte à Albacete pour donner du repos à ses troupes.

A Madrid, l'autorité était livrée à l'inquiétude et à l'irrésolution. Murat, accablé par la maladie, ne se trouvait plus en état d'exercer le commandement supérieur; on envoya de France, pour le remplacer, le général Savary, ce qui mécontenta les généraux français; les actes devaient être sanctionnés par la signature du général Belliart. Suivant les ordres de Napoléon, Savary s'occupa de renforcer les corps d'armée épars dans les provinces. Incertain sur le sort de Dupont, il donna ordre au général Vedel d'aller le joindre avec les troupes qu'il commandait à Tolède; cette division recueillit en route les détachements que l'insurrection de la Manche avait rejetés de ce pays. Le 26 juin, les Français arrivèrent à Despenaperros, à l'entrée de la Sierra-Morena, et enlevèrent la position occupée par les Espagnols pour fermer le passage aux secours venant de Madrid. Vedel poursuivit sa route jusqu'à la Carolina, où il reçut un détachement que lui envoyait Dupont; puis il fit occuper plusieurs points sur ses derrières afin d'assurer ses correspondances avec Madrid.

Savary fit partir une brigade sous les ordres de Caulaincourt pour aller appuyer Moncey, et les troupes saccagèrent horriblement Cuença. Il adressa aussi l'ordre au général Frère de se joindre au maréchal; puis, voyant les débris de l'expédition de Valence en sûreté, il rappela Caulaincourt et Frère à Madrid. Moncey alors cessa de rien entreprendre, et se replia sur le Tage. Quant à Dupont, il reçut encore le renfort de la division Gobert, afin qu'il pût opérer avec plus de certitude sa retraite.

Les Asturies et la Galice faisaient de grands progrès dans l'organisation de leurs forces et la formation de leurs recrues; mais le général Cuesta, qui voulait réunir une armée à Benavente, appelait des secours de ces deux provinces; la junte des Asturies ne voulait point compromettre ses troupes si nouvelles dans les plaines de la Castile; mais, pour céder à la multitude, elle consentit à envoyer aux Castillans le régiment de Covadonga, composé de plus de mille hommes, aux ordres de don Pedro Mendez de Vigo, et à faire descendre à Leva un nombre égal de soldats sous la conduite du maréchal de camp comte de Torreno. En Galice, le chef militaire don Joaquin Blake voulait instruire les troupes avant tout; mais la junte de la Corogne, pressée par le messager de Cuesta et par les clameurs du peuple, donna l'ordre à Blake de joindre le général Cuesta. Il partit, laissa cinq mille hommes à Benavente pour servir de réserve, et amena quinze mille hommes à Cuesta, qui maintenant vit sous ses ordres une force de vingt-deux mille hommes. Bessières, apprenant que les Espagnols avaient l'intention de combattre, s'avança de Burgos à leur rencontre; le 14 au matin les avant-postes se rencontrèrent à Palacios, à une lieue et demie de Rio-Seco; les Français avaient douze mille fantassins et quinze cents chevaux. Bessières fit d'abord attaquer la forte position occupée par Blake, dont les troupes furent mises en désordre. Alors le général Merle, qui avait obtenu cet avantage, tomba sur les divisions dépendant de Cuesta, qui se retirèrent. Rio-Seco fut livrée à la fureur de la soldatesque française. Bessières poursuivit les Espagnols jusqu'à Léon, et fit de vaines tentatives pour engager Blake à reconnaître le roi Joseph.

Ce monarque intrus vit sa route assurée par la victoire de Bessières à Rio-Seco; le 20 il arriva à Chamartin vers midi; et descendant à la maison du duc del Infantado, il se disposa à faire son entrée à Madrid. Tout le pays qu'il avait traversé était désert; les habitants abandonnaient leurs maisons pour ne point se trouver sur son passage. Dans la capitale il dut reconnaître encore le sentiment de répulsion qui animait contre lui la Péninsule hispanique. On avait ordonné que les maisons fussent tendues et ornées extérieurement; pas un habitant peut-être

n'obéit. Le cortége marchait au milieu du silence comme pour une pompe funèbre.

Le 25 juillet se fit la cérémonie du couronnement : les fonctions de grand porte-étendard furent remplies par le comte de Campo Alange, sur le refus du marquis d'Astorga auquel elles appartenaient. Toutes les autorités, après avoir complimenté Joseph, lui prêtèrent serment de fidélité, ainsi que les principaux personnages ; il n'y eut que le conseil de Castille et la cour des alcaldes qui s'y refusèrent. Depuis que l'insurrection acquérait de la consistance, le conseil ne se montrait plus disposé à l'obéissance ; dès l'entrée de Joseph en Espagne, on l'avait averti de se préparer à prêter le serment d'usage. Le 22 juillet, on lui avait expressément réitéré l'ordre d'accomplir cet acte, suivant les stipulations de la constitution de Bayonne, que lui-même avait fait publier officiellement. Instruit de la résistance générale des provinces, ce corps avait essayé de gagner du temps, et ne répondit point avant le 24 aux ordres reçus. Ce jour-là il remit deux représentations relatives au serment et à la constitution. A l'égard de la constitution, il exposa : « Qu'il ne représentait pas la nation; que ce droit appartenait exclusivement aux cortès, lesquelles n'avaient point admis la constitution ; que, puisqu'il s'agissait, non plus de l'établissement d'une loi, mais de l'abolition de tous les codes anciens et de la formation de codes nouveaux, on ne pouvait l'obliger d'en jurer l'observation avant que la nation les eût reconnus et acceptés. » Malgré le développement de ces principes salutaires, le conseil finit par céder en ce qui touchait la constitution de Bayonne, qui fut communiquée, avec son autorisation, le 26 juillet. Mais, quant au refus de serment, il fut encouragé à persister par les avis confidentiels qui commençaient à faire connaître la situation critique des Français en Andalousie. En conséquence il insista le 28 sur les raisons alléguées, en ajoutant de plus des motifs de conscience. La bataille de Baylen vint le délivrer des persécutions du gouvernement intrus, qui dut porter ailleurs son attention.

Castaños, qui voulait d'abord former à la discipline et au maniement des armes les recrues et les volontaires qui lui arrivaient de tous les points, s'était vu forcé par la junte à décider l'attaque des Français à Andujar. Il établit son quartier général à Utrera, et ce fut dans cette ville et à Carmona que se réunirent successivement toutes ses forces. Pour plus de sûreté, Castaños pria le général Spencer, qui était à Cadix avec cinq mille Anglais à bord d'une escadre, de débarquer et de prendre position à Xérès. Après quelque hésitation, le général vint débarquer à Port-Sainte-Marie ; mais il ne prit aucune part à la guerre d'Andalousie. Le 9 juillet, les Espagnols se portèrent à une lieue et demie d'Andujar ; et il y eut des manœuvres et des escarmouches engagées durant plusieurs jours. Le 16 il y eut à Mengibar un engagement dans lequel les Espagnols obtinrent quelque avantage. Dupont ordonna à Vedel, qui était venu le fortifier à Andujar, de ramener sa division à Baylen. La nouvelle des événements de Valencej etait le découragement dans les rangs des Français. Les généraux étaient dans l'ignorance la plus complète des mouvements des Espagnols. Inquiétés par des tirailleurs, les chefs français postés à Baylen l'avaient quittée pour courir à Guarroman, à trois lieues de là sur la grande route. Vedel se dirigea de ce côté, et, poussant toujours devant lui, il atteignit la Carolina le 18. En ce moment deux divisions espagnoles occupaient Baylen. Dupont, maintenant enveloppé, tenta de s'ouvrir un passage sur Baylen le 19. Ses mouvements avaient été ralentis par les immenses bagages qu'il traînait après lui. Des efforts désespérés échouèrent contre les masses toujours renouvelées des Espagnols. Les Français étaient brûlés par le soleil, entassés sur un étroit espace avec leur butin, dévorés par la soif. A midi Dupont demanda une suspension d'armes, qui fut accordée. Tous les corps de l'armée espagnole garnirent les hauteurs voisines, et agirent concentriquement sur les huit mille hommes qui restaient à Dupont. Au bruit du canon, Ve-

del revint sur ses pas; mais marcha lentement, laissa faire des haltes. Lorsqu'il arriva près de Baylen, la suspension d'armes était convenue. Il s'arrêta pour parlementer, puis il attaqua, remporta des avantages signalés, et allait poursuivre ses succès, lorsqu'un aide de camp du général Dupont vint lui ordonner de ne rien entreprendre, parce que l'on traitait d'un armistice. Vedel, croyant qu'il s'agissait de réconcilier les juntes avec Joseph Bonaparte, fit cesser le feu, et conserva les prisonniers, les drapeaux et les canons que ses troupes avaient enlevés. Dupont demanda pour ses troupes la permission de passer par Baylen pour se retirer sur Madrid. On envoya son parlementaire à Andujar à Castaños, qui fit une réponse polie. Les négociations s'engagèrent, et la situation de Dupont empirant avec le temps, les Espagnols se montrèrent plus exigeants. Ils exprimèrent leur mépris pour le spoliateur de Cordoue, et demandèrent à traiter avec un autre chef. Le comte de Tilly, membre de la junte qui surveillait Castaños, fit adopter des résolutions extrêmes. Quelques chefs français voulaient que l'on attaquât les Espagnols, et que l'on s'efforçât de joindre Vedel; mais le plus grand nombre et les soldats, épuisés par la chaleur qui les dévorait, sur un espace de douze cents toises carrées, où ils étaient entassés avec cinq cents voitures et trois mille chevaux, infectés par l'odeur des cadavres, ne se sentirent plus la force de combattre. D'ailleurs ils espéraient par une capitulation conserver les dépouilles enlevées aux palais et aux temples de Cordoue et de Jaen. Dupont, démoralisé, donna des ordres contradictoires. Vedel, obéissant à un de ses messages, se retira sur la Sierra-Morena; mais il fut rappelé par des injonctions répétées de son supérieur, et dut se conformer à la capitulation signée à Andujar le 22 juillet par le général Castaños et le comte de Tilly du côté des Espagnols, par les généraux Marescot et Chabert du côté des Français. Le lendemain les forces aux ordres immédiats du général Dupont, composant huit mille hommes, déposèrent les armes à quatre cents toises du camp. Le lendemain Castaños se rendit à Baylen, où les divisions Vedel et Dufour, qui comptaient neuf mille hommes, abandonnèrent aussi leurs fusils, livrèrent leurs aigles, leurs chevaux et leur artillerie. Des détachements isolés dans la montagne et dans la Manche se rendirent aussi; en sorte que les Espagnols furent maîtres de vingt et un mille prisonniers. Tous ces hommes devaient être embarqués pour Rochefort. Les soldats de Vedel et de Dufour devaient rentrer en possession de leurs armes au moment de leur embarquement. Mais les victimes de l'obéissance passive, qui avaient abattu les adversaires placés devant eux, subirent le même destin que les vaincus. Les soldats de Vedel et ceux de Dupont ne devaient pas non plus revoir leur patrie. Partout sur leur route ils furent accablés d'outrages. On leur réclamait avec menaces les vases sacrés de Cordoue et de Jaen. Les paysans accouraient de tous les points pour les massacrer. Les officiers généraux et d'état-major furent les seuls qu'on envoya en France. Les soldats et les simples officiers, après avoir passé quelque temps dans les villages autour de Cadix, furent entassés sur les pontons dans la rade de Cadix. On les en tira longtemps après pour les mettre à la merci du gouvernement anglais. Tous ces hommes furent perdus pour la France.

Lorsqu'arriva dans la capitale l'officier français qui avait sur sa route déterminé tous les détachements à se soumettre à la capitulation d'Andujar jusque dans Manzanares, Joseph convoqua sans délai, le 29 juillet, un conseil composé des personnages les plus importants de son parti. Il fut résolu que l'on se retirerait sur l'Èbre. Le roi intrus laissa aux Espagnols compromis pour sa cause la liberté de rester ou de le suivre. Des sept ministres, Cabarrus, O'Farril, Mazarredo, Urquijo et Azanza s'attachèrent à sa personne. Penuela et Cevallos demeurèrent à Madrid. Leur exemple fut imité par les ducs del Infantado et del Parque, et par tous ceux qui avaient été témoins des scènes de Bayonne.

Avant de se mettre en route, les Français concentrèrent autour de Madrid les forces de Moncey et celles qui se trouvaient dispersées sur les bords du Tage. Joseph partit le 30, et le maréchal Moncey forma l'arrière-garde. Le 9, le roi fugitif entra à Burgos en même temps que Bessières, qui s'était replié de la province de Léon sur cette ville. Dans leur retraite, les Français semèrent partout le ravage et la désolation.

Cette évacuation de l'Espagne centrale amena la délivrance de Saragosse. Après la défaite de Palafox aux environs d'Alagon, le 14 juin, les Français avaient rejeté encore le capitaine général à six lieues de la capitale de l'Aragon, qu'ils sommèrent de se rendre. Quelques-uns même pénétrèrent dans les rues; il s'engagea ensuite un combat acharné où les Français subirent des pertes considérables par le feu qui partait des maisons et du château de la Aljaferia. Les habitants triomphants choisirent le corrégidor et intendant don Lorenzo Calvo de Rosas pour remplacer provisoirement Palafox, et le nouveau chef prit des mesures énergiques pour mettre la place en état de défense. Deux jours après son attaque infructueuse, le général français Lefebvre-Desnouettes menaça les habitants de les passer au fil de l'épée, s'ils ne se rendaient pas. On rejeta fermement ses sommations, et l'on éleva des batteries. Le capitaine général Palafox revint avec six mille hommes pour attaquer l'ennemi; mais il fut lui-même surpris à Epila, et ses troupes se retirèrent vers Calatayud. Alors Palafox, laissant un dépôt dans cette ville, revint le 2 juillet avec une petite division sur le territoire de Saragosse. Les assiégés avaient eu à subir bien des maux. Le 26 juin, ils avaient prêté le serment de verser la dernière goutte de leur sang pour la défense de la religion, de leurs foyers et du roi. Le 27, les Français, ayant reçu de la grosse artillerie et des renforts de Pampelune, ouvrirent un feu terrible sur la ville, et voulurent profiter de l'explosion d'une poudrière pour pénétrer dans l'enceinte. Les assiégés condamnèrent à mort le commandant du Mont, Torrero, qui avait abandonné ce poste, et les gouverneurs de las Cinco-Villas et de quelques autres petits forts, accusés d'intelligence avec l'ennemi. Le 30, les Français commencèrent le bombardement, puis firent une attaque générale sur tous les points. Le jeu de leur artillerie faisait abandonner les batteries extérieures. Un assaut fut tenté sur la Aljaferia, le Portillo et le Carmen, et les assaillants échouèrent partout. Alors arriva Palafox, et les Français se bornèrent à continuer le bombardement. Des tentatives se renouvelèrent sur plusieurs points. L'ennemi se trouva maître de plusieurs positions qui commandaient la ville. Des engagements se livrèrent chaque jour sous les murailles. Le 3 août, le colonel du génie Lacoste, aide de camp de Napoléon, dirigea un nouveau bombardement, qui jeta l'épouvante dans l'hôpital des blessés. Le 4, des brèches étaient ouvertes sur plusieurs points; les batteries espagnoles se taisaient. Après une lutte sanglante, les Français pénétrèrent dans la rue de Santa-Engracia, et déjà ils s'avançaient sur la rue del Coso; mais ils essuyèrent une grêle de balles partie de toutes les maisons. L'explosion d'un dépôt de poudre leur ouvrit un passage; ils s'emparèrent de postes importants. Des secours arrivés d'autres points aux Aragonais leur permirent de se défendre jusqu'à la nuit. Palafox alla au devant d'une petite division cantonnée à Jelsa. L'un des frères Palafox, le marquis de Lazan, vint ranimer les assiégés. Le capitaine général trompa le général Lefebvre-Desnouettes, qui voulait le détruire en rase campagne, et entra le 8 dans Saragosse. L'on continua à se battre dans les rues. Le 6 août arrivèrent la nouvelle officielle de l'affaire de Baylen et l'ordre expédié de Madrid de lever le siége et de se replier sur la Navarre. Puis vint un contre-ordre de Vittoria, enjoignant d'attendre de nouvelles instructions de Madrid. Les hostilités se poursuivirent avec plus de lenteur, et le 13 enfin les Français reçurent l'ordre définitif

de se retirer. En ce moment arrivait une division de Valence, qui voulait aussitôt attaquer l'ennemi. Les Français s'éloignèrent enfin dans la matinée du 14, après avoir perdu trois mille hommes dans ce premier siége.

La Catalogne repoussa non moins heureusement les tentatives des Français. La junte de Lerida organisa de nombreux miquelets; et une expédition de quatre mille six cents hommes, envoyée des îles Baléares et arrivée à Taragone le 23, donna une nouvelle impulsion aux mouvements de la principauté. Le marquis del Palacio, commandant de ces auxiliaires, fut nommé président de la junte de Lerida, et prenant l'offensive contre les Français, il envoya au secours de Gironne, assiégée pour la seconde fois par le général Duhesme. Le comte de Caldaguès, qui ralliait à lui Milans, Claros et d'autres chefs, parut le 15 août avec dix mille hommes en vue du camp des Français. Les assiégés firent alors une sortie qui coûta beaucoup de monde à leurs adversaires. L'aide de camp de l'empereur, le général Reille, qui avait fait aussi quelques tentatives malheureuses sur Rosas, et qui avait joint cette fois ses efforts à ceux de Duhesme, s'en retourna à Figuières; et Duhesme, se jetant à travers les montagnes, abandonna son artillerie et regagna Barcelone.

Tout semblait concourir à la délivrance de la Péninsule. Les députés des diverses juntes resserraient les liens avec l'Angleterre, et ils parvinrent à se mettre en rapport avec le corps de troupes espagnoles envoyé en Danemarck sous les ordres du marquis de la Romana, et dont quelques divisions, le chef lui-même, avaient été obligés de reconnaître Joseph. Cinq mille hommes environ furent enveloppés et désarmés par les Danois; mais neuf mille parvinrent à se réunir à Langland, et mirent à la voile le 13 août pour Gottembourg, en Suède, où ils attendirent des bâtiments de transport qui devaient bientôt les conduire dans leur patrie.

§ Ier. TENTATIVES DE CENTRALISATION.

Cependant à Madrid, après le départ des Français, le conseil de Castille, qui s'était d'abord tenu dans l'ombre, se produisit enfin sur la scène; et, voyant qu'il n'y avait aucune corporation pour diriger les mouvements de la population, il prétendit conserver ses antiques pouvoirs, et même les étendre. Certain que son autorité serait respectée dans la capitale, il s'adressa aux présidents des juntes et aux généraux des armées, à ceux-ci pour que des troupes s'approchassent du centre du royaume, à ceux-là pour qu'ils envoyassent des membres qui, réunis au conseil, s'occuperaient des moyens de défense, « parce que, disait ce corps, il n'appartenait qu'à lui de prendre des résolutions sur les mesures d'une autre espèce, d'éveiller le pouvoir de la nation, et d'opérer, par son influence et ses lumières, le bien général du pays. » Les juntes, fières des triomphes qu'elles venaient d'obtenir, se sentirent irritées de pareilles prétentions. Celle de Galice accusait chacun des membres du conseil d'avoir été partisan des Français, et reprochait au corps entier d'avoir été l'instrument le plus actif de l'usurpation. Palafox disait : « Ce tribunal n'a pas rempli ses devoirs. » Séville l'accusait d'avoir agi contre les lois fondamentales... d'avoir facilité à l'ennemi tous les moyens de s'emparer de l'Espagne... Ainsi s'exprimèrent à peu près toutes les autres juntes, à l'exception de celle de Valence, qui, le 8 août, adopta des termes flatteurs à l'égard du conseil; mais, dès le 15 du même mois, cette junte, blessée de voir que le pouvoir établi à Madrid expédiait des ordres à Valence comme si elle-même n'existait plus, défen-

dit qu'aucune autorité, de quelque classe que ce fût, entretînt de correspondance directe et eût aucune relation avec le conseil. Bientôt, assailli de censures ou d'outrages, le conseil crut nécessaire de publier un manifeste pour justifier sa conduite et ses actes, et en même temps il employa tous les moyens pour recouvrer son autorité perdue. Il tirait principalement sa confiance de la désunion qui régnait entre les juntes, et des débats qui s'étaient élevés dans leur sein. Dès le mois d'août, dans les Asturies, on avait réuni une nouvelle junte, pour donner plus de régularité au mouvement provoqué d'abord par hasard. On avait nommé ou réélu des députés municipaux qui la composaient, avec pleine connaissance de l'objet de leur réunion. Cette junte fut invitée à se réunir à l'assemblée de Galice et à celles de Léon et de Castille, pour former ensemble une représentation des provinces du nord. Les deux dernières s'étaient confondues depuis la funeste journée de Cabezon; elles étaient présidées par le bailli don Antonio Valdès, qui, après avoir été d'accord avec la Cuesta, avait fini par se brouiller avec ce général. Réunies à Ponferrada, elles se transportèrent à Lugo, où devait se faire la réunion des juntes proposée par celle de Galice. Cuesta fut irrité de ce changement de résidence, parce que des corporations qu'il considérait comme dépendantes de son autorité allaient ainsi lui échapper. Néanmoins les trois juntes de Galice, de Castille et de Léon, se rencontrèrent à Lugo. Celle des Asturies ne s'y rendit pas, peut-être parce que, regardant comme très-prochaine la convocation de toutes les députations du royaume, elle jugeait inopportune une réunion partielle entre quelques provinces du nord. Quand il fut question de former cette assemblée centrale, c'est alors qu'éclata la division des opinions. Les uns voulaient les cortès, d'autres préféraient une sorte d'expression de fédération. La junte de Galice, sachant que bien des esprits adopteraient un système fédéral, voulait éluder toute question relative à la réunion d'un seul et unique gouvernement central. Mais Antonio Valdès, que les trois juntes avaient élu pour président, fit adopter sa proposition tendante à la nomination de députés qui, représentant les trois juntes, concourussent avec les autres juntes du royaume à en former une centrale.

Des querelles très-vives avaient éclaté aussi entre Séville et Grenade; la capitale de l'Andalousie voulait que Grenade lui fût soumise, et le comte de Tilly proposa dans le sein de la junte de Séville de faire marcher une division sur Grenade. Castaños indigné déclara qu'il ne connaissait aucune distinction de provinces, et qu'il était général de la nation. Les deux juntes signèrent ensuite une sorte de traité.

Les Bourbons de Sicile voulurent tirer parti de ces divisions; déjà leur ambassadeur à Londres avait fait des démarches dans leur intérêt auprès des députés des Asturies et de Galice envoyés en Angleterre. Le 8 août, le second fils du roi de Sicile, le prince Léopold, vint à Gibraltar, accompagné du duc d'Orléans, dans l'espoir d'avoir la régence; mais il n'obtint aucun succès. D'ailleurs la nation faisait d'elle-même des efforts pour la formation d'un gouvernement central. Déjà, le 22 juin, la junte de Murcie avait répandu une circulaire où elle disait : « Villes ayant voix aux cortès, réunissons-nous, formons un corps, élisons un conseil qui, au nom de Ferdinand VII, donne une organisation aux mesures civiles. Évitons la division... Capitaines généraux... vous devez former un conseil militaire d'où émanent les ordres qu'auront à suivre ceux qui dirigent les armées... » Les Asturiens avaient aussi proposé dès le principe une convocation des cortès avec quelques modifications, et la Galice elle-même, malgré les idées de fédération dont elle était travaillée, avait envoyé en mission près des juntes du midi don Manuel Torrado, qui se trouvait à Murcie vers la fin de juillet, après avoir visité toutes les assemblées, et leur avoir proposé l'érection d'une junte centrale à laquelle chaque junte de province fournirait deux

membres. Le 16 juillet, celle de Valence avait adressé aux autres juntes son opinion dans le même sens. Celle de Badajoz agit de même. La junte de Grenade oublia ses débats avec Séville, et indiqua cette dernière ville comme le meilleur siége à choisir pour l'assemblée. La junte de Séville, toute préoccupée de sa suprématie, ne se prêta pas d'abord à la concorde ; elle prétendait que l'autorité centrale dont on parlait tant résidait en elle, et qu'il n'était pas besoin de s'occuper d'une autre force directrice. Elle se résigna pourtant à écouter la voix publique, et le 3 août proposa la formation d'une junte centrale où seraient envoyés deux membres par chacune des assemblées de province. Elle mit beaucoup de lenteur à choisir ses députés ; mais les autres juntes prirent toutes successivement dans leur sein des hommes honorables pour les représenter dans une assemblée unique.

De son côté, le conseil de Castille espérait, à force de manœuvres, conserver le pouvoir qu'on voulait lui arracher ; mais il se tint toujours aux anciennes pratiques des vieux gouvernements : il enchaîna la presse plus durement que par le passé ; il poursuivit même criminellement quelques personnes chez lesquelles furent trouvés des écrits émanés des juntes, surtout de celle de Séville. Il se crut plus assuré à l'arrivée à Madrid de quelques généraux, sur lesquels il pensait devoir exercer une grande influence.

Don Pedro Gonzalez de Llamas entra le premier dans la capitale, le 13 août, avec huit mille hommes de Valence et de Murcie, aux acclamations du peuple. L'enthousiasme fut poussé au dernier degré d'exaltation lorsque se présenta Castaños avec ses Andalous parés des dépouilles de l'ennemi. On fit ensuite de grandes réjouissances pour la proclamation de Ferdinand VII ; mais l'allégresse fut troublée par les événements de Biscaye et de Navarre.

Bilbao s'était soulevée aux premiers bruits de la victoire de Baylen, et le 6 août une junte élue par la population avait décrété un enrôlement général. Les Français se trouvaient inquiétés dans leur position sur les rives de l'Èbre ; et Joseph se hâta d'envoyer contre Bilbao une division sous les ordres du général Merlin, qui défit les Biscayens le 16, détermina la prompte retraite des secours envoyés des Asturies, entra dans la ville et la traita rigoureusement. Des mouvements excités en Navarre jusque vers la frontière française furent étouffés par une colonne que le général Dagout envoya de Pampelune. L'échec de Bilbao augmenta la clameur contre les généraux qui s'oubliaient au milieu des fêtes, et contre les juntes qui embarrassaient tout par leurs rivalités. Le conseil de Castille, désirant tirer parti de l'irritation des esprits, se mit en rapport avec le général Cuesta, et fit sonder par celui-ci le général Castaños. Le 5 septembre, on assembla un grand conseil de guerre auquel assistèrent Castaños, Llamas, Cuesta et la Pena, le duc de l'Infantado comme représentant de Blake, et un autre officier pour Palafox. Cuesta, n'ayant pu faire adopter la nomination d'un commandant en chef, quitta Madrid, disposé à ne point coopérer aux mesures arrêtées entre ses collègues, et se proposant de susciter des obstacles à la réunion de la junte centrale. Dans ce but, et en même temps pour satisfaire sa haine contre la junte de Léon, il fit arrêter deux de ses membres, Antonio Valdès et le vicomte de la Quintanilla, qui se rendaient à la junte centrale ; mais ses mauvais desseins ne prévalurent pas. Les députés élus par les diverses juntes arrivèrent à la capitale, et tout devait faire espérer que l'autorité centrale allait mettre fin aux prétentions rivales de chaque province à la suprématie. Après quelques hésitations, Aranjuez fut choisi pour le lieu des séances, et le 25 septembre s'installa solennellement le nouveau gouvernement, sous la dénomination de *junte suprême centrale et gouvernementale du royaume*. Composée alors de vingt-quatre membres, elle s'augmenta bientôt, et l'on en compta trente-cinq nommés pour la plupart par les juntes des provinces qui s'étaient formées au mois de mai. Chacune d'elles en-

voya deux députés. De plus Tolède fournit aussi deux représentants, ainsi que Madrid et le royaume de Navarre. Des îles Canaries vint un seul député. Le comte de Florida Blanca, alors âgé de quatre-vingts ans, fut élu président, et don Martin de Garay secrétaire général.

La nouvelle de l'installation du gouvernement central fut accueillie dans les provinces avec un enthousiasme universel; mais il y eut tout d'abord de la division, parce que Florida voulant faire prévaloir ses idées sur l'étendue de l'autorité royale, tandis que Jovellanos et Garay étaient partisans de l'intervention nationale par deux chambres de représentants, il en résulta de la défiance, de la lenteur, de la complication dans les détails. De plus on eut des démêlés avec le conseil de Castille, qui fit accompagner son serment, le 30, d'une espèce de protestation de la part de ses procureurs fiscaux, et demanda 1° la réduction du nombre des membres du gouvernement central; 2° l'extinction des juntes provinciales; 3° la convocation des cortès, conformément au décret rendu par Ferdinand VII à Bayonne.

Dans les circonstances actuelles, on ne pouvait ni réformer l'assemblée, ni blesser les juntes provinciales par un décret, ni s'occuper de la réunion des cortès; il fallait avant tout songer à la défense du pays. Pour la plus prompte expédition es affaires, la junte se divisa en autant de sections qu'il y avait de ministères en Espagne, de l'extérieur, de la justice, de la guerre, de la marine et des finances; les mesures proposées par chaque section étaient discutées en assemblée générale. On créa un secrétariat général, à la tête duquel fut placé l'écrivain Quintana.

Mais des soins puérils retinrent d'abord l'assemblée : au président fut dévolu le titre d'altesse, à chacun des membres celui d'*excellence;* on donna de la *majesté* à la junte en corps. Les représentants portaient sur la poitrine une plaque où étaient figurés les deux mondes; ils s'allouèrent un traitement de vingt-neuf mille francs.

D'autres décrets où se faisait sentir l'influence de Florida-Blanca furent loin de satisfaire les esprits : l'on suspendit les ventes des biens de mainmorte; il fut permis aux jésuites de rentrer en Espagne comme simples particuliers; la presse fut entravée; un inquisiteur général fut nommé. Quant à l'administration, la junte, trop nombreuse comme pouvoir exécutif, ne prenait que des résolutions lentes, et en matière de législation elle était trop bornée pour approfondir suffisamment les matières.

Toutefois, le 10 novembre, la junte publia un manifeste en date du 26 octobre, dans lequel étaient admirablement tracés un aperçu de la situation du pays et le plan de conduite à suivre pour le gouvernement central. Il y était question de tenir sur pied cinq cent mille fantassins et cinquante mille chevaux. Mais les armées n'étaient ni mieux pourvues ni plus nombreuses, et elles avaient déjà éprouvé des revers. Elles avaient été divisées, en vertu d'un décret, en quatre grands corps : 1° l'armée de la gauche, qui devait comprendre celle de Galice, celle des Asturies, les troupes venues du Danemarck, et les hommes des montagnes de Santander; 2° l'armée de Catalogne, fournie par cette province, les divisions du Portugal et de Mallorca, celles qu'avaient envoyées Grenade, l'Aragon et Valence; 3° l'armée du centre, qui devait se former des quatre divisions de l'Andalousie, de celles de Castille et d'Estramadure, de Valence et de Murcie, entrées à Madrid avec le général Llamas; 4° l'armée de réserve, composée des troupes de l'Aragon et de celles qui, pendant le siége de Saragosse, leur avaient été adjointes de Valence et autres points. L'on créa aussi une junte générale de guerre, présidée par le général Castaños.

Mais les opérations ne furent pas plus sagement combinées. D'ailleurs divers événements vinrent créer des obstacles. L'armée de Galice, qui s'était reformée sous les ordres

de Blake depuis la défaite de Rio-Seco, suivit les montagnes des Asturies et de Santander, et alla reprendre Bilbao qui lui fut enlevée par le maréchal Ney, et où elle rentra de nouveau le 11 octobre. Le même jour elle fut grossie par les troupes des Asturies, que dirigeait don Vicente Maria de Acevedo; et le 25 octobre Blake s'établit avec une partie de ces forcesentre Zornoza et Durango.

D'un autre côté, la Cuesta avait été, pour ses attentats contre les deux députés Valdès et Quintanilla, dépossédé de son commandement; l'armée de Castille, confiée d'abord à don Francisco Eguia, fut remise définitivement à don Juan Pignatelli.

Llamas, sorti de Madrid avec quarante-cinq mille Valenciens et Murciens, avait établi son quartier général à Tudela dans les premiers jours d'octobre; il fut suivi par la seconde et la quatrième division d'Andalousie, formant dix mille hommes, et commandées par don Manuel de la Peña.

Castaños était resté à Madrid dans l'espoir de se faire nommer généralissime. Mais, voyant qu'il n'avait point de chances de succès, il quitta la capitale le 8 octobre, arriva le 17 à Tudela, et alla concerter avec Palafox à Saragosse des opérations contre Pampelune. Toutes les troupes espagnoles parvenues vers le milieu d'octobre jusqu'en Biscaye et sur les bords de l'Èbre ne s'élevaient pas à soixante-dix mille hommes.

L'armée française, renforcée sur l'Èbre, se distribua en trois grands corps : celui du centre aux ordres du maréchal Ney, ceux de la gauche et de la droite, commandés par les maréchaux Moncey et Bessières. A la réserve se trouvait Joseph avec le maréchal Jourdan, son major général. L'effectif de ces troupes s'élevait en septembre à cinquante mille hommes, dont onze mille de cavalerie.

Un premier mouvement des troupes espagnoles leur coûta mille hommes, qui furent forcés de se rendre à Lérin. A Logroño, les Castillans de Pignatelli s'enfuirent en désordre devant le maréchal Ney; et Castaños se vit obligé de concentrer ses forces. Bientôt Napoléon arriva lui-même sur le théâtre de la guerre avec des troupes nombreuses; et de toutes ces masses, où fut comprise l'armée de Joseph, il forma huit corps: le premier sous le maréchal Victor; le deuxième sous le maréchal Bessières; le trosième sous le maréchal Moncey; le quatrième sous le maréchal Lefebvre; le cinquième sous le maréchal Mortier; le sixième sous le maréchal Ney; le septième sous le général Saint-Cyr; le huitième sous le général Junot.

Le 8 novembre Napoléon passa la Bidassoa, accompagné du maréchal Soult et du maréchal Lannes. Le même jour il arriva à Vittoria, où se trouvait Joseph; les Français du côté de la Navarre et de la Castille avaient conservé les positions qu'ils occupaient depuis les affaires de Lérin et Logroño. Dans la Biscaye, le maréchal Lefebvre n'avait point tardé à opérer; dès le 31 octobre il avait attaqué Blake, et après une action assez vive l'avait délogé de Zornoza. Une division française était venue favoriser les mouvements de Lefebvre. Mais Blake, renforcé par les troupes arrivées de Danemarck, avait pu obtenir un avantage à Balmaseda sur le général français Villate, établi dans ce poste par Lefebvre. Il se préparait à suivre ce succès lorsque parurent les maréchaux Lefebvre et Victor le 7 novembre; il lui fallut se replier; mais ensuite les deux maréchaux s'étant séparés, il vint présenter la bataille à Victor devant Espinosa de los Monteros; on combattit avec acharnement toute la journée du 10; mais le 11 les Espagnols essuyèrent une défaite complète. Blake essaya vainement de rallier du monde à Reinosa.

D'ailleurs Napoléon ne prenait aucun repos à Vittoria; il chargea le cinquième corps, commandé par Moncey, d'observer de Lodosa l'armée du centre et d'Aragon, laissa une partie du sixième corps à Logroño, tandis que le maréchal Ney avec le reste devait s'avancer sur Aranda de Duero; et le maréchal Soult remplaçant Bessières à la

tête du deuxième corps, pour que ce dernier chef se chargeât de la cavalerie, tous deux avec Napoléon suivirent la grande route de Madrid dans la direction de Burgos. Cette ville avait reçu environ douze mille hommes de l'armée d'Estramadure; ils se firent battre complétement par le général Lasalle à Gamonal, et les Français entrèrent pêle-mêle dans Burgos avec les vaincus. Le comte de Belveder, général de l'armée d'Estramadure, s'enfuit à Lerma, puis à Aranda de Duero, et enfin à Ségovie, où la junte centrale le remplaça par don Jose de Heredia.

Le maréchal Soult avait détaché une colonne sur Lerma, une autre sur la route de Valencia et de Valladolid, et le 10 novembre il s'était mis en route dans la direction de Reinosa pour couper la retraite à Blake. Le général espagnol, poursuivi de deux côtés par les maréchaux Soult et Lefebvre, fit partir ses blessés pour Léon; ils tombèrent entre les mains des Français, qui mirent à mort le général Acevedo. Blake lui-même s'enfuit avec les débris de ses troupes à travers les montagnes. Soult, après s'être rendu maître de Santander, poursuivit les Asturiens le long de la côte, en dispersa quatre mille à San-Vicente de la Barquera; et traquant Blake par la Liebana, il finit par déboucher dans les plaines du pays de Campos. Quant à Lefebvre, il s'était acheminé vers Valladolid. Le corps de Victor s'était réuni à Napoléon à Burgos.

Là l'empereur rendit un décret par lequel, tant en son nom qu'en celui de son frère, il accordait un pardon général et une amnistie pleine et entière aux Espagnols, y compris les généraux et les juntes, qui, un mois après son entrée à Madrid, déposeraient les armes et renonceraient à toute alliance et communication avec les Anglais. Il exceptait du bénéfice de ce décret les ducs del Infantado, de Hijar, de Medina Celi, d'Osuna, le marquis de Santa-Cruz del Viso, les comtes de Fernan Nunez et de Altamira, le prince de Castel Franco, Pedro Cevallos et l'évêque de Santander, qui étaient déclarés ennemis de la France et de l'Espagne, et traîtres aux deux couronnes.

L'empereur hésita quelque temps à Burgos pour savoir s'il tomberait sur Castaños, ou s'il irait à la rencontre de l'armée anglaise qui, venue du Portugal sous les ordres de sir John Moor, était arrêtée à Salamanque; car la junte de la Corogne s'étant opposée au débarquement d'un renfort de dix mille hommes partis d'Angleterre, les Anglais, en raison de la destruction d'une partie des armées espagnoles, semblaient ne pas se soucier de s'engager dans la Castille. Napoléon les fit tenir en respect par huit mille hommes qui battirent la plaine, et résolut de détruire l'armée du centre. Là il y avait du désordre. Comme on se défiait de la lenteur de Castaños, on lui avait adjoint Francisco Palafox, frère du capitaine général de l'Aragon, membre de la junte centrale, le marquis de Coupigny, qui avait combattu à Baylen, et le comte de Montijo. Dans un conseil de guerre où fut appelé aussi Jose Palafox venu à Saragosse, il fut résolu que l'on attaquerait l'ennemi; les nouvelles des désastres des autres corps jetèrent les esprits dans l'irrésolution; et le 19 les généraux s'aperçurent qu'ils étaient menacés par le maréchal Lannes, à la tête de trente mille fantassins et de cinq mille cavaliers des sixième et cinquième corps, tandis que Ney avec vingt mille hommes s'avançait vers Soria. En réunissant ses forces à celles de l'Aragon, Castaños avait quarante et un mille hommes. Le 22 on tint conseil à Tudela; rien ne fut décidé. Le lendemain les Français se montrèrent du côté d'Alfaro. Le terrain fut d'abord assez vivement disputé, et les Espagnols se défendirent vigoureusement; mais le soir ils furent mis en déroute complète. Une autre de leurs divisions, commandée par la Peña, fut défaite à Cascante; les Andalous purent seuls se retirer en assez bon ordre. Les débris des Aragonais, et presque tous les Valenciens et Murciens échappés au fer de l'ennemi, se sauvèrent à Saragosse, où s'était déjà retiré Palafox. Castaños arriva

le 25 à Calatayud. Une résistance opiniâtre de son arrière-garde lui permit de gagner Siguenza.

Napoléon, voyant que les Espagnols étaient battus sur touts les points, marcha sur Madrid; ses troupes défirent deux corps espagnols qui voulurent successivement défendre les passages de la Somo-Sierra, les 28 et 29. A ces nouvelles, la junte centrale quitta le 1er décembre Aranjuez, et décida que Badajoz serait désormais le lieu de réunion. A Madrid la population demanda des armes à grands cris, et l'on voulut fortifier cette ville; le gouvernement politique et militaire fut confié le 1er décembre à une junte qui avait pour président le duc de l'Infantado. La populace égorgea le *regidore*, marquis de Peralès, qu'elle accusait de vouloir livrer une porte aux Français. Le 2 parurent les troupes de l'empereur; une sommation fut repoussée. Le 3 la canonnade s'engagea; le Retiro fut emporté. Alors la junte écouta les propositions de l'empereur. Le 4 fut signée la capitulation. Mais Napoléon, la violant aussitôt, rendit plusieurs décrets dont l'un destituait tous les membres du conseil de Castille, qui furent d'ailleurs gardés prisonniers; d'autres abolissaient l'inquisition, réduisaient les couvents des deux tiers, prononçaient l'extinction des droits seigneuriaux et des privilèges, établissaient des douanes sur la frontière de France. Plusieurs de ces décrets, qui avaient été constamment réclamés par les Espagnols éclairés, gagnèrent au parti du gouvernement intrus un certain nombre de citoyens que les premiers actes de la junte centrale avaient indisposés, et servirent à d'autres de prétexte plausible pour devenir transfuges. Toujours au mépris de la capitulation, on saisit pour les envoyer en France le doyen du conseil, ainsi que plusieurs autres magistrats, le prince de Castel Franco, le marquis de Santa-Cruz del Viso, et le comte de Alta Miranda Trastamara. Le duc de Sotomayor échappa par la fuite au même sort. Le marquis de Saint-Simon, émigré français, condamné à mort pour avoir porté les armes contre sa patrie, ne dut la vie qu'aux larmes de sa fille.

Napoléon ne recueillit pas tous les avantages qu'il espérait de la prise de Madrid. Ses courriers étaient interceptés; et les armées espagnoles dispersées formaient encore des points de ralliement pour la résistance. Irrité de l'indocilité des Espagnols, il répondit au corrégidor de Madrid, qui vint le complimenter et lui demander le retour de Joseph, que les droits de la conquête lui donnaient le pouvoir de gouverner l'Espagne en nommant autant de vice-rois qu'elle avait de provinces; il ajouta cependant qu'il consentirait à céder ses droits à Joseph, lorsque tous les habitants de la capitale lui auraient donné des preuves de leur soumission et de leur fidélité par des serments partant du cœur et sans restriction jésuitique.

La population se soumit à la cérémonie du serment, et l'empereur ne fut pas plus empressé de replacer Joseph sur le trône. Celui-ci vint de lui-même à Chamartin où se tenait l'empereur; mais il fut si mal reçu qu'il se retira au Prado, conservant à peine l'apparence de la royauté.

Napoléon songeait à l'expulsion des Anglais et à la destruction complète des troupes espagnoles. Déjà celles qui s'étaient retirées vers Talavera et Ségovie sous les ordres de San-Juan et de Heredia, après l'occupation de l'Escurial et une marche désordonnée vers Madrid, s'étaient complétement débandées, avaient commis toutes sortes d'excès dans le pays, puis, retournant à Talavera, avaient fini par immoler leur général San-Juan.

L'armée du centre, apprenant que le passage de Somo-Sierra avait été forcé, s'était dirigée sur Guadalajara. La nouvelle de la reddition de Madrid fit prendre aux chefs la résolution d'une retraite dans les montagnes de Tolède; mais le 6 ils trouvèrent, à Villarejo de Salvanès, don Pedro de Llamas, que l'ennemi avait forcé d'abandonner Aranjuez. Alors tous les débris de l'armée du centre passèrent le Tage à plusieurs points

pour aller s'établir à Cuença. Les traînards furent surpris et sabrés le 6 à Nuevo-Bastan.

Les séditions vinrent ajouter aux misères de l'armée du centre. A Mondejar, le lieutenant-colonel Santyago voulut dépouiller du commandement de la première et de la quatrième division le général Villaviezo, afin de mener les troupes à Madrid; ses tentatives se renouvelèrent pendant deux jours, et le général la Peña, pour remédier à ces maux, se démit du commandement en chef en faveur du duc del Infantado, qui s'était échappé de Madrid.

A Cuença arrivèrent bientôt aussi les débris de la deuxième division, qui avait été mise en fuite le 8 à Santa-Cruz de la Zarza par le général Montbrun. Le 16 on recueillit également un faible corps qui, détaché du gros de l'armée depuis le 21 novembre, parvint à se frayer un passage à travers les troupes de l'ennemi répandues de tous côtés, et à ramener quelques prisonniers.

Tandis que les Espagnols se reformaient à Cuença, la Manche restait à découvert. Le maréchal Victor répandit de forts détachements dans les plaines de cette province; Tolède se rendit le 19 décembre; et avant la fin de ce mois l'ennemi s'était étendu jusqu'à Manzanarès, et semblait vouloir s'approcher des gorges de la Sierra-Morena. Des fuyards s'étaient cachés dans ces montagnes; ils y organisèrent des volontaires accourus de l'Andalousie et de la Manche; la junte centrale y avait envoyé un de ses membres, le marquis de Campo Sagrado, pour mettre cette chaîne en état de défense. Le marquis del Palacio, chargé du commandement en chef de l'armée qui se réunissait à Despeñaperras, se trouvait à Andujar. Il arriva divers secours, de sorte que vers le milieu de décembre l'on était parvenu à réunir à la Caroline et dans ses environs six mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux; les différents passages de la Sierra furent successivement fortifiés.

D'ailleurs l'ennemi était préoccupé de l'armée anglaise; il résolut de suivre cette armée dans la Castille, et d'agir en même temps du côté de l'Estramadure. Pour atteindre ce dernier but, le quatrième corps, sous le maréchal Lefebvre, se dirigea sur Talavera. Le général Galluzo, qui avait remplacé San-Juan, voulut d'abord arrêter les Français sur le Tage; mais les ponts d'Almaraz del Conde et de l'Arzobispo furent enlevés, et Galluzo fit sa retraite en bon ordre sur Trujillo; puis on courut à la débandade à Zalamea. L'Estramadure resta donc à la merci des Français qui menaçaient aussi l'Andalousie.

Pendant ce temps la junte centrale poursuivait ses efforts pour l'armement des volontaires, et entretenait d'actives négociations afin de déterminer le général anglais à une coopération active. Se transportant d'un lieu à l'autre, elle voyait son autorité respectée partout; néanmoins elle fut contrainte de céder aux représentations de la junte de Merida et de celle de la province réunies à Badajoz, et de retirer le commandement au général Galluzo pour le donner à Cuesta. Aussitôt celui-ci rappela les troupes de Zalamea, et fixa son quartier général à Badajoz, où il médita quelques entreprises contre l'ennemi. On pensa qu'il prenait ce parti par rancune contre la junte centrale qui avait choisi Séville pour le siége de sa résidence. En effet Cuesta laissait ainsi l'Andalousie ouverte aux incursions de l'ennemi; aussi, avant la fin de décembre, le gouvernement nomma le brigadier Valdenebro pour couvrir Santa-Olalla et le Ronquillo, ainsi que les gorges occidentales de la Sierra-Morena.

La junte centrale fit son entrée à Séville le 27, et ouvrit ses séances le lendemain à l'Alcazar. Le 28 décembre elle perdit Florida-Blanca, qui fut remplacé dans la vice-présidence par le marquis d'Astorga; et aussitôt on la vit modifier le système qu'avait fait adopter l'ancien ministre de Charles III.

Les circonstances étaient difficiles : les troupes espagnoles étaient dispersées, le chef de l'armée anglaise ne pouvait sortir de son irrésolution. Le 12 il s'était mis en mouvement de Salamanque pour Valladolid, voulant opérer contre Napoléon; mais bientôt il changea d'avis, et il se dirigea vers Toro et

Benavente pour se réunir à la division anglaise de Baird, et à la Romana, successeur de Blake, et détruire le corps de Soult avant que Napoléon pénétrât dans la Vieille-Castille. La Romana se trouvait à Léon, où s'étaient ralliés les restes de l'armée de la gauche, formant seize mille hommes. A Mayorga, le général Moore fut joint le 20 par le corps de Baird, et il eut sous ses ordres vingt-trois mille fantassins et deux mille trois cents cavaliers; les Anglais établirent leur quartier général à Sahagun. Soult concentra les dix-huit mille hommes qu'il commandait à Carrion; mais les Anglais, ayant reçu avis le 23 que Napoléon marchait sur eux, se retirèrent en deux colonnes, l'une sur Benavente, l'autre par la route de Valencia de San-Juan.

Les Français avaient été arrêtés par le froid dans la Guadarrama, puis par les pluies et le dégel; ce qui laissa le temps à Moore d'assurer ses communications avec Astorga, où il réunit ses deux colonnes. Les excès commis par ses soldats irritèrent contre eux les populations; et les Espagnols s'étant laissés surprendre à Mansilla, le désordre des troupes de la Romana chassées de Léon augmenta encore l'indiscipline des Anglais. Alors sir John Moore ne songea plus qu'à regagner les vaisseaux; les meilleures routes furent choisies pour ses soldats; l'artillerie espagnole tomba entre les mains de l'ennemi; les troupes de la Romana se fondirent, et lui-même à grand'peine put arriver avec son état-major dans la vallée de Valdearras. Il établit son quartier général à la Puebla de Tribès, où il réunit les hommes échappés aux maladies et à la poursuite de l'ennemi.

L'armée anglaise, fuyant précipitamment par les défilés de Manzanal, parvint le 2 janvier à Villa-Franca dans l'état le plus déplorable, laissant des traces affreuses de son passage. Napoléon, arrivé le 1er à Astorga avec soixante-dix mille fantassins et dix mille chevaux, détacha Soult avec vingt-cinq mille hommes à la poursuite de Moore. Soult pénétra dans le Vierzo après avoir divisé ses troupes en deux colonnes, dont l'une prit le chemin de Suencebadan, l'autre celui de Manzanal. A Carabelos, son avant-garde emporta quelques positions, puis fut arrêtée; Moore précipita sa retraite; les Anglais se livrèrent à mille désordres à Villa-Franca avant de s'enfuir, et sur leur route abandonnèrent bagages, artillerie, blessés, détruisirent des équipements envoyés d'Angleterre pour les troupes de la Romana. Ils s'arrêtèrent seulement à Lugo pour donner à leur escadre le temps de se préparer à la Corogne. Moore laissa reposer ses troupes deux jours dans des positions formidables, et, lorsqu'il crut que Soult avait reçu des renforts assez considérables pour l'attaquer, il reprit sa course; il fallut passer un jour à Betanzos pour refaire les bataillons. Enfin le 11 les Anglais arrivèrent en vue de la Corogne; mais les transports ne paraissaient pas. Il fallut encore faire des préparatifs de défense; Moore occupa la position du mont Mero rapprochée de la Corogne. Le 14 les Français commencèrent un mouvement d'attaque; mais les bâtiments anglais entrèrent alors dans le port. On embarqua aussitôt les malades et les blessés, les cavaliers démontés et cinquante-deux canons. On voulut même déterminer Moore à faire une capitulation pour que le départ s'opérât plus facilement; il repoussa avec indignation un tel avis. L'armée disponible devait s'embarquer le 16; mais les Français s'ébranlant sur toute leur ligne, un combat acharné s'engagea; sir John Moore, frappé mortellement, vécut assez pour voir que l'avantage restait à ses troupes. Le général Hope, investi du commandement en chef, fit embarquer toute l'armée pendant la nuit. Les habitants de la Corogne aidèrent leurs alliés à se transporter à bord des vaisseaux, et le gouverneur Alcedo retarda la capitulation assez de temps pour que les Anglais fussent hors de danger. Le 20 Soult entra dans la place, et installa de nouvelles autorités prises parmi les partisans de sa nation; les membres de la junte du royaume se dispersèrent après l'audience; le gouverneur et les autres autorités civiles,

ecclésiastiques et militaires, prêtèrent hommage au roi Joseph.

Soult détacha aussitôt des troupes vers le Ferrol. Aucune mesure n'avait été prise pour défendre le premier arsenal maritime de l'Espagne. Dès le 27 une capitulation ouvrit la place au général Mermel. La Galice fut consternée; peu de villes firent quelques démonstrations de résistance; la Romana seul resta debout dans un coin de la province avec une poignée de soldats. Les Français, voyant qu'il reculait toujours vers le Portugal, renoncèrent à le poursuivre, et passèrent ensuite à Santyago de Compostelle, où le maréchal Soult était entré sans coup férir le 3 février, se dirigeant sur Tuy. La Romana résolut de ne pas s'éloigner des frontières de Portugal, où Soult, laissant à Ney le commandement de la Galice, se préparait à pénétrer.

Cependant Napoléon, inquiet des nouvelles d'Autriche, avait quitté Astorga, et s'était rendu à Valladolid le 6 janvier; il y resta dix jours pour être assuré de l'embarquement des Anglais et prendre des mesures définitives relativement au gouvernement de l'Espagne. Il fit venir les députés de la municipalité de Madrid et des tribunaux, qui apportèrent les registres sur lesquels étaient apposées les signatures de ceux qui avaient reconnu le roi Joseph; puis il partit rapidement pour la France le 17.

Dans les premiers jours de janvier, Joseph s'était hasardé à faire quelques actes de royauté; il alla ensuite à Aranjuez, où il passa la revue du premier corps sous les ordres de Victor, destiné à se porter contre l'armée espagnole du centre, qui de Cuença s'était rapprochée du Tage. Le duc del Infantado, poussé par les clameurs des populations, avait conçu et abandonné toutes sortes de plans. Il voulut d'abord nettoyer la rive gauche du Tage des fourrageurs français; mais l'avant-garde, qu'il détacha contre huit cents dragons, agit sans ensemble, manqua son entreprise à Tarancon. C'est alors que les Français résolurent de se délivrer de ce dangereux voisinage. Les généraux Venegas et Senra s'étant postés à Uclès avec neuf mille fantassins et quinze cents chevaux, l'armée de Victor vint les attaquer et détruisit toutes leurs troupes, ensuite les Français se livrèrent à des excès inouis, et commirent d'horribles cruautés sur les habitants d'Uclès. A la nouvelle de ce désastre, le duc del Infantado, qui était à Carrascosa, se retira à Cabrejas, et dans un conseil de guerre il fut résolu que l'on pousserait à Valence. L'artillerie tomba entre les mains de l'ennemi; puis le duc del Infantado, changeant de plan, pénétra dans le royaume de Murcie, et arriva à Chinchilla le 21 janvier; ensuite il longea la Sierra-Morena, et finit par prendre position à Santa-Cruz de Madela. Il se mit encore à combiner de nouveaux plans, jusqu'à ce que la junte centrale le remplaçât par le comte de Cartaojal.

Après le succès d'Uclès, Joseph obtint de son frère la permission de faire son entrée solennelle dans Madrid le 22 janvier. Cette fois les dispositions avaient été prises; il y eut des spectateurs assez nombreux. Le roi intrus fut reçu à l'église de San-Isidoro par l'évêque et quelques membres du chapitre. Un *Te Deum* fut chanté; après quoi Joseph se rendit au palais.

Mais dans la Catalogne et dans l'Aragon les Français n'obtenaient pas d'aussi faciles succès. Les tentatives malheureuses de Duhesme sur Gironne avaient ranimé le courage des insurgés; la junte de la principauté, transportée de Tarragone à Villa-Franca, avait fait renforcer la ligne du Llobrégat, et Duhesme, ne voulant pas se laisser resserrer, était venu attaquer les Espagnols sur leur ligne entre Molins-de-Rey et San-Boil sans remporter d'avantages décisifs. L'armée des Catalans, grossie par des renforts venus de Portugal et de Mallorca et d'autres points, s'était élevée à dix-neuf mille cinq cents fantassins et huit cents chevaux, qui passèrent sous le commandement de don Juan Miguel Vivès le 28 octobre. Ce général envoya son avant-garde sous Alvarez dans le Lampourdan pour observer l'ennemi, et se rapprocha de Barcelone, où la situation de Duhesme

devint fort difficile. Les habitants ne contenaient point leur haine contre les Français; les officiers espagnols qui étaient dans la place préféraient y rester prisonniers de guerre plutôt que de reconnaître Joseph. Le général Vivès, espérant pratiquer des intelligences dans la place, s'en approchait de plus en plus, et formait des plans d'attaque; mais les Français allaient être vigoureusement soutenus. Le septième corps, de vingt-cinq mille hommes d'infanterie et de deux mille chevaux, sous les ordres de Gouvion-Saint-Cyr, était entré en Catalogne au commencement de novembre. Le 7 fut commencé le siége de Rosas par le général Reille. La ville fut enlevée dans la nuit du 26 au 27; la citadelle capitula le 5 décembre, et le commandant du petit fort de la Trinidad s'embarqua lui et les siens par les soins du capitaine anglais lord Cochrane. Alors Saint-Cyr, laissant dans le Lampourdan la division de Reille, marcha vers Barcelone avec quinze mille fantassins et quinze cents chevaux. A ce moment Vivès était renforcé par la division de Grenade, de onze mille sept cents fantassins et sept cents chevaux, sous les ordres de Reding, qui avait combattu à Baylen, et par celle d'Aragon, de quatre cents hommes, sous le marquis de Lazan; néanmoins il n'arrêta pas la marche de Saint-Cyr, parce qu'il était surtout préoccupé de l'idée d'attaquer Barcelone, et qu'il était encouragé par les offres des commandants des forces navales anglaises. Le 26 et le 27 novembre il enleva des positions extérieures, et le 5 décembre il parvint près de la place. Mais, apprenant que Saint-Cyr était en mouvement, Vivès se réunit à Reding avec quelques troupes, formant ainsi huit mille hommes appuyés par des milices, et fit observer les mouvements de l'ennemi par le marquis de Lazan et par le colonel Milans. Saint-Cyr, marchant rapidemment, tourna Hostalrich et vint camper en rase campagne, ayant en face de lui Vivès posté entre Llinas et Villalba, à gauche Milans, sur ses derrières Claros et Lazan. Le 16 décembre il attaqua les Espagnols, perça leur ligne, les culbuta, et s'empara d'immenses approvisionnements à Sarria; il arriva le 17 devant Barcelone; le 20 il partit pour le Llobregat, et prit position sur cette rivière, renforcé par la division du général Chabran. De l'autre côté de la rivière les Espagnols s'étaient réunis; le général Vivès, qui avait fui seul après la déroute du 16, vint les joindre, puis se rendit à Villa-Franca pour agir de concert avec la junte de la principauté.

A peine était-il parti, les Français se montrèrent; Reding résolut de se maintenir dans sa position retranchée au-dessus des collines d' Ordal. Le 21, à l'aube du jour, l'ennemi commença l'attaque. Le général Chabran alla occuper Molins-de-Rey, ville qui donna son nom à la bataille. Les Français tournèrent la droite, la refoulèrent sur le centre, et jetèrent la plus grande confusion dans la gauche, où les hommes étaient entassés pêle-mêle aux abords du pont de Molins-de-Rey. Vivès arriva pour voir la défaite de son armée. Le meilleur général d'artillerie des Espagnols, Caldaguès, fut fait prisonnier; toute l'artillerie resta au pouvoir du vainqueur. On perdit une énorme quantité d'armes, d'immenses magasins à Villa-Franca de Panadès et à Villa-Nueva de Sitjes; l'armée entra en pleine dissolution; la Catalogne presque entière fut à la merci des Français, qui forcèrent le passage du Bruch et répandirent au loin la désolation.

Mais Saint-Cyr, obligé d'approvisionner Barcelone, gêné dans ses communications avec la France, et harcelé par les partisans, ne put tirer parti de sa victoire; les Espagnols se rallièrent peu à peu à Tarragone; Reding remplaça Vivès, et s'occupa de réorganiser l'armée. Les Catalans se relevèrent et songèrent même à secourir Saragosse.

Cette ville avait fait des efforts inouïs pour se transformer en une place de guerre sous la direction de l'ingénieur San-Genès; vingt-huit mille hommes étaient armés pour la défendre. Palafox était secondé par don Felipe San-March et le général d'artillerie Villalba. Un corps de cavalerie de quatre

mille hommes était commandé par le général Butron.

Le 29 décembre, les troisième et cinquième corps français de Moncey et de Mortier arrivèrent en vue de Saragosse, et le lendemain Moncey fit enlever la position de Torrero; mais le général Gazan échoua contre le faubourg défendu par Manso. Alors les Français ouvrirent des tranchées vers l'Aljaferia, le pont de Huerva et le couvent de San-Jose; mais Butron les fit beaucoup souffrir par ses sorties. Junot, duc d'Abrantès, qui vint prendre le commandement en chef des Français, pressa les travaux; le 10 janvier, le couvent de San-Jose fut enlevé; le 12, la redoute del Pilar fut abandonnée. Le bombardement forçait les habitants à se presser dans les quartiers plus éloignés; ainsi entassés, ils furent en proie à des maladies contagieuses. Ils voyaient les Français s'approcher de plus en plus de l'enceinte. Les assiégeants avaient été inquiétés par les partisans et par des petits corps qui gênaient les communications. Mais le maréchal Lannes, étant venu prendre le commandement en chef des Français, ramena l'ensemble et l'énergie dans leurs opérations. Il rappela de Calatayud le maréchal Mortier, qui, mécontent de Junot, avait quitté le siége avec la division du général Suchet, et lui fit chasser les troupes de Perena des environs de Saragosse. Alors libres du côté de la campagne, les Français firent de grands préparatifs, et le 17 ils livrèrent l'assaut sur trois points; après une résistance acharnée de la part des assiégés, ils se logèrent dans les fortifications. Palafox refusa encore d'écouter les parlementaires français qui lui annonçaient les revers essuyés de tous côtés par les Espagnols et la retraite des Anglais. Alors les assiégeants employèrent la mine pour faire sauter les maisons. Chaque édifice leur coûtait cher; ils perdirent dans ces luttes de rues et de carrefours leur général du génie Lacoste; il y eut ensuite des combats et des assauts de tous les instants. Le faubourg fut attaqué et enfin emporté le 18 février; chaque jour les Français firent des progrès dans les rues de la ville. Enfin Palafox étant abattu par la maladie, il y eut une suspension d'armes, et l'on signa, le 20, une capitulation; mais la ville n'en fut pas moins livrée au pillage, et Palafox, qui devait avoir la liberté de se retirer où bon lui semblerait, ayant été retenu par la maladie, fut ensuite emmené en France, où, renfermé à Vincennes, il resta jusqu'en 1814. Lannes fit son entrée dans Saragosse le 5 mars, et fut reçu à l'église de Notre-Dame del Pilar par l'évêque suffragant, qui, absent de la ville pendant les deux siéges, y retourna pour célébrer le triomphe des ennemis de sa patrie. Le 14 mars, le maréchal Lannes partit pour la France, et fut remplacé par Junot.

Tant de succès obtenus par les armes françaises attirèrent des partisans au roi Joseph; les députations des municipalités voisines vinrent à la cour déposer leurs hommages; les chapitres ecclésiastiques et le clergé régulier ne furent pas moins empressés; et plusieurs prélats affectèrent un si grand dévouement, que la junte centrale rendit un décret contre eux. Néanmoins Joseph fit de vains efforts pour rendre l'ordre et la paix au royaume. Ses commissaires, envoyés dans les provinces pour prêcher au peuple l'obéissance, ne furent point écoutés, et l'on ne put guère compter que sur les revenus de la capitale pour subvenir aux dépenses publiques. Joseph voulut former des corps espagnols; mais les nationaux attirés de son côté, une fois reposés, équipés, passaient aux patriotes. Un système de terreur fut adopté, et servit à exaspérer la haine. Du reste, le pays ne pouvait aimer son nouveau monarque; car, écrasé par le passage continuel des troupes, pillé par ces soldats, il ne pouvait profiter d'aucune des mesures sages qui avaient été adoptées. D'ailleurs, livré aux plaisirs, peu respecté par les généraux français, dédaigné par son frère, Joseph ne gagnait point l'estime des Espagnols.

La junte centrale, tout en voyant échouer ses entreprises, était placée plus haut dans l'opinion; ses ordres étaient exécutés même dans les cantons occupés par l'ennemi.

Dans sa résidence de Séville elle eut la satisfaction de recevoir l'adhésion des provinces d'Amérique et d'Asie. Les événements de Bayonne avaient rempli d'indignation les colonies espagnoles. Les habitants de Cuba, Puerto Rico, du Yucatan et de la Nouvelle-Espagne furent unanimes dans leur réprobation. A Mexico, après avoir reçu les dépêches des députés des Asturies à Londres, et de la junte de Séville, on convoqua, le 9 août 1808, une réunion générale des autorités et des principaux citoyens, dans laquelle, après avoir reconnu toutes les juntes d'Espagne, on jura de ne se soumettre à nul autre souverain qu'à Ferdinand VII et à ses légitimes successeurs de la race royale de Bourbon. Dans les îles, l'enthousiasme fut plus actif; car, en novembre de la même année, on reprit la partie espagnole de Saint-Domingue, cédée aux Français par la paix de Bâle. Les mêmes sentiments éclatèrent successivement à Terre-Ferme, à Buénos-Ayres, au Chili, au Pérou, à la Nouvelle-Grenade, dans toutes les autres provinces des deux Amériques espagnoles, et s'étendirent jusqu'aux Philippines et aux Marianes. On réunit des secours pour les faire passer à la métropole; soixante-dix millions de francs furent envoyés au gouvernement de la junte centrale dans le cours de l'année 1809; la moitié au moins de cette somme était le produit de dons gratuits. La junte centrale, pénétrée de reconnaissance, rendit le 22 janvier un décret qui déclarait les possessions espagnoles des deux Indes parties intégrantes de la monarchie, convoquait pour les représenter les membres qui devaient être élus par leurs municipalités. En conséquence, les naturels d'Amérique et d'Asie furent mis sur le pied d'égalité complète avec les habitants de la Péninsule. L'éloignement, les retards qu'éprouva la publication du décret sur certains points, ne permirent pas que les représentants de ce pays arrivassent à Séville en temps opportun, et une innovation d'une si haute gravité était réservée dans son application aux gouvernements qui succédèrent à la junte centrale.

Cette assemblée était d'ailleurs occupée de soins de diverses natures; elle voulut restreindre l'autorité, circonscrire les pouvoirs et la composition des juntes provinciales; mais plusieurs de ces assemblées s'indignèrent d'un tel abaissement, et parlèrent de renouveler les députés qu'elles avaient envoyés pour former ce pouvoir maintenant si exclusif.

Il y eut au moins une compensation à ces discordes par la solennité que donna l'Angleterre à ses relations avec les insurgés. Le 9 janvier fut conclu à Londres un traité, en vertu duquel la Grande-Bretagne s'obligeait à secourir les Espagnols de tout son pouvoir, à ne reconnaître pour roi d'Espagne et des Indes que Ferdinand VII, ses héritiers ou légitimes successeurs. De son côté la junte centrale s'obligeait à ne céder à la France aucune portion de son territoire en Europe, ni dans les autres régions du globe. La junte fit de vains efforts pour négocier un traité de subsides. C'était pourtant là le point important pour elle, et les secours en argent de l'Angleterre ne s'élevaient pas à des sommes très-considérables. Les juntes provinciales de Galice, des Asturies et de Séville furent les seules qui reçurent chacune cinq millions de francs. Il fut versé à la junte centrale quatre cent mille francs en argent et cinq millions en lingots; et, lorsqu'elle demandait de l'argent, le gouvernement anglais répondait que, pour avoir des piastres fortes, il faudrait qu'il pût voir le commerce anglais admis dans les marchés d'Amérique. La junte centrale, réduite à ces faibles subventions pécuniaires et aux produits des provinces méridionales, n'aurait pu se livrer à aucune entreprise, sans le patriotisme des Espagnols et les puissants secours de l'Amérique. Au reste elle essaya aussi les voies de rigueur, et envoya de ses membres comme commissaires pour surveiller la marche des autorités des provinces. Quelquefois ces commissaires étaient mal accueillis, ainsi qu'il arriva au marquis de Villel à Cadix, où son séjour et ses mesures furent l'occasion d'une violente émeute. Mais il fallut bien re-

connaître le zèle de la junte centrale à fournir les renforts, à remonter les armées. Ainsi, dans le cours de février, une armée dite du centre put être réunie à la Caroline sous les ordres du comte de Cartaojal. Ainsi Cuesta put rallier les débris dispersés de ses troupes en Estramadure.

Celle de Cartaojal comptait seize mille fantassins et trois mille chevaux, et devait donner la main aux forces de Cuesta. Déjà le duc d'Albuquerque, commandant de l'avant-garde depuis la bataille d'Uclès, avait été mis à la tête de neuf mille fantassins et deux mille chevaux pour opérer du côté de Tolède; il fut sur le point de surprendre des dragons français à Mora; mais les Français se réunirent des environs, et Albuquerque, se repliant de position en position, se retira à Manzanarès. Ce jeune chef par son ardeur fit décider, malgré Cartaojal, d'autres expéditions de ce genre, et la division se mit entre les deux généraux. Cartaojal fit de fausses manœuvres et Sebastiani, commandant le quatrième corps à la place de Lefebvre, surprit ses troupes le 27 février à Ciudad-Real, au Viso, au Visillo et à Santa-Cruz de Mudela, et les réduisit à se réfugier dans la Sierra-Morena. Elles se rallièrent à Despeñaperros; le quartier général fut établi à Santa-Helena, et les Français s'arrêtèrent à Santa-Cruz de Mudela pour attendre des nouvelles du maréchal Victor, qui manœuvrait en Estramadure.

Dans cette province il y eut diverses rencontres entre les Français et les Espagnols sur les rives du Tage. Cuesta fit sa jonction avec le duc d'Albuquerque, le 27 mars, à Villa-Nueva de la Serena; et alors, revenant sur Medellin avec vingt mille fantassins et deux mille chevaux, il présenta la bataille au maréchal Victor qui commandait dix-huit mille fantassins et trois mille cavaliers. Pendant deux heures les Espagnols firent bonne contenance; mais tout à coup, malgré les efforts de Cuesta et d'Albuquerque, ils se débandèrent, furent sabrés par l'ennemi, et perdirent dix mille hommes. Avec les débris de son armée Cuesta se retira à Monasterio, sur les limites de l'Estramadure et de l'Andalousie.

A la nouvelle du désastre de Medellin, la junte centrale récompensa les guerriers qui s'étaient bien montrés, éleva Cuesta à la dignité de capitaine général, lui fit passer des secours, et mit sous ses ordres l'armée de la Manche, en lui adjoignant pour second Francisco Venegas; elle rappela le comte de Cartaojal.

Le gouvernement de Joseph dut croire que cette junte éprouvait du découragement, et il lui fit savoir qu'il était disposé à traiter avec elle; mais l'assemblée de Séville déclara qu'elle voulait, avant tout, la restitution de Ferdinand VII et l'évacuation immédiate du territoire espagnol. Des tentatives faites par le général Sebastiani auprès de Jovellanos, membre de la junte centrale, de Saavedra, ministre des finances, du général Venegas, n'obtinrent pas plus de succès. C'est cette constance de la nation espagnole qui encouragea l'Autriche à lever de nouveau l'étendard de la guerre contre Napoléon, et à ouvrir des rapports avec le gouvernement de Séville. Don Eusebio de Bardaji y Azara fut reçu comme plénipotentiaire à Vienne, et la cour d'Autriche nomma M. Gennotte son chargé d'affaires auprès de la junte d'Espagne.

Au nord-est, les esprits, loin d'être abattus par les revers, se livraient plutôt à l'irritation. A Lerida, au mois de janvier, la populace immola des prisonniers français et quelques personnes suspectes. Le général Reding, à l'aide de renforts arrivés de Grenade et de Mallorca, avait à peu près complété son armée; tandis que les Français étaient occupés à se procurer des vivres, on exerça les soldats; on utilisa les miquelets, et l'on résolut de harceler l'ennemi au lieu d'engager des batailles. Mais alors le marquis de Lazan rejoignit avec sept mille hommes la ligne espagnole, au moment où Saragosse était vivement pressée; quelques petits avantages avaient enflé le courage des Espagnols; ils voulaient absolument que l'on secourût cette ville : pour cela il fallait

se débarrasser de Saint-Cyr ; on résolut de l'attaquer. Le général Castro, avec plus de quinze mille hommes, devait se placer entre l'ennemi et Barcelone, tandis que Reding, avec huit mille hommes, déboucherait par le col de Santa-Christina, et que les miquelets descendraient partout des montagnes. Mais Saint-Cyr vint, le 16 février, percer cette ligne immense, surprit Castro à Igualada, et le rejeta sur Montmeneu et Cervera, puis il alla déloger les Espagnols d'autres positions. Reding vint pour rallier les vaincus, puis retourna vers Tarragone ; mais sur les hauteurs de Valls il attaqua une division française, attira sur lui l'armée ennemie et se fit battre complétement par Saint-Cyr. Le lendemain les Français entrèrent dans Reuss où ils furent bien accueillis, et coupèrent les communications de Tarragone avec le reste de l'Espagne. Ils comptaient d'ailleurs sur les encombrements des hôpitaux et sur les maladies contagieuses pour amener la reddition de cette ville. Mais les Catalans étaient loin de se laisser abattre ; les milices et les miquelets rejetèrent les Français à Villa-Franca, et bloquèrent de nouveau Barcelone. Saint-Cyr, manquant de vivres, dut quitter ses positions, et revint à Barcelone. Là il voulut forcer les autorités civiles à reconnaître le roi Joseph; elles refusèrent. On traîna vingt-neuf personnes en prison, parmi lesquelles le gouverneur espagnol, nommé par les Français eux-mêmes; et ces captifs furent envoyés en France. Le 18 avril, Saint-Cyr quitta Barcelone et se rendit à Vich, puis il se prépara au siége de Gironne, pensant que l'armée espagnole ne l'inquiéterait point; car elle était dévorée par les maladies, et le général Reding était mort des suites de ses blessures. Mais les milices et les paysans le harcelaient toujours. Alors se remuaient ces corps francs dont l'établissement avait été décrété par la junte centrale à la fin de décembre. L'un des premiers chefs qui formèrent de ces bandes indépendantes fut Juan Diaz Porlier, auquel on donna le surnom de Marquesito, parce qu'on le crut parent de la Romana; il se signala par diverses entreprises couronnées d'un plein succès. Juan Fernandez d'Echavarri, qui voulut opérer ainsi dans la montagne de Santander et la Biscaye, fut pris au mois de mars et fusillé. D'autres *guerillas* surgirent dans toutes les provinces occupées. On distingua ensuite de Juan Martin Diez, surnommé *l'Empecinado*. Aidé de ses trois frères, il réunit du monde, et se mit, au mois de décembre, à inquiéter l'ennemi; poursuivi à outrance, il s'échappa sans abandonner les prisonniers qu'il avait faits, et parvint à se mettre en sûreté à Ciudad-Rodrigo. La junte centrale le fit capitaine. Dans les mois d'avril et de mai, le fameux curé de Villoviado, don Geronimo Merino, prit les armes et forma un corps franc. Ce qui aida beaucoup, dans l'origine, à la formation de ces *guerillas* ce furent les secours et l'abri qu'elles trouvaient au besoin dans les places fortes et les lieux demeurés libres. Dans Ciudad-Rodrigo avait coutume de séjourner l'Anglais sir Robert Wilson. A la tête de sa légion lusitanienne, dans laquelle s'étaient incorporés des Espagnols et des Anglais dispersés, il protégeait les corps francs et inquiétait le général Lapisse, établi entre Ledesma et Salamanque. Les Asturies continuaient à montrer leurs sentiments patriotiques. La junte eut recours aux moyens extraordinaires pour avoir des hommes et de l'argent. Après les défaites des armées espagnoles, la junte des Asturies confia quelques troupes à don Francisco Ballesteros, qu'elle fit tout à coup maréchal de camp; celui-ci déploya une grande activité, beaucoup de talents, et, dans les premiers jours de février, il eut sous ses ordres cinq à six mille hommes avec lesquels il délogea l'ennemi des bords de la Deva, et s'avança jusqu'à San-Vicente de la Barquera.

Du côté de l'occident, pour se préserver de l'invasion qui avait inondé la Galice, la junte des Asturies donna le commandement de sept mille hommes à don Jose Worster. Ce général voulut faire une excursion dans la Galice où les patriotes l'appelaient; mais les Français sous Maurice Mathieu, après s'être retirés, revinrent le surprendre à Mon-

doñedo, dispersèrent sa division, et, pénétrant dans les Asturies, saccagèrent les communes entre la Navia et l'Eo. Le général français, apprenant que les troupes espagnoles se reformaient, rentra dans la Galice.

Dans cette province s'était tenu jusque-là le marquis de la Romana, s'abritant parfois sous la place portugaise de Chaves, grossissant chaque jour ses forces, et propageant l'insurrection; sur beaucoup de points se formèrent des *guerillas*. Le séjour de la Romana près de Monterey aurait donné une plus grande consistance au mouvement qui éclata du côté de Tuy, s'il n'avait été forcé de quitter ce point par la marche du maréchal Soult vers le Portugal.

Depuis l'embarquement des troupes de Moore à la Corogne, comme il ne restait que peu d'Anglais à Lisbonne, Napoléon espérait qu'il serait facile d'arriver aux portes de cette capitale, et il avait donné ordre à Soult d'envahir le Portugal par la côte de Galice avec le second corps et une partie de celui qu'avait commandé Junot, tandis que le général Lapisse et le maréchal Victor menaceraient la frontière par Ciudad-Rodrigo et l'Estramadure.

Soult, laissant à sa place le maréchal Ney, se mit en marche, et arriva le 3 février à Santyago; le 10 il était à Tuy; il éprouva des difficultés pour le passage du Minho, ce qui anima les populations contre les Français; on remonta le fleuve, harcelé par des nuées de partisans, et Soult passa à Orense, résolu à entrer en Portugal par Chaves, et à disperser d'abord la petite armée de la Romana. Celui-ci ayant rejeté les propositions des Français relativement à la reconnaissance de Joseph, Soult fit marcher rapidement son avant-garde sous Franceschi, et la Romana, ayant perdu une certaine quantité de soldats, se dirigea vers la Castille, puis entra dans les Asturies pour être à portée de fomenter l'insurrection dans la Galice. Il fit surprendre le château de Villa-Franca, et les Galiciens comptèrent sur son appui.

Mais dans les Asturies il se déclara contre la junte, la fit expulser du lieu de ses séances par cinquante soldats, en nomma une autre, et provoqua ainsi l'anarchie dans la province, ne s'occupant plus de son armée de Galice établie sur la Navia, et commandée par don Nicolas Mahy.

Le maréchal Ney, averti de cet état des choses, se mit en relation avec les forces qui se trouvaient dans la Castille et à Santander, se dirigea par les montagnes, puis descendit vers Oviedo avec six mille hommes, tandis que le général Kellermann, venant de Valladolid avec des forces au moins égales, pénétrait dans la principauté. La Romana, tiré tout à coup de ses distractions, donna des ordres à la division de Ballesteros et à celle de Worster, et passa en toute hâte à Gijon, où il s'embarqua pour descendre ensuite à terre à Rivadeo. Ney entra le 19 à Oviedo, qui fut livrée au pillage pendant trois jours. Worster s'était approché lentement par la montagne, et Ballesteros s'enfonça dans les gorges de Covadonga. Laissant Kellermann à Oviedo, et la division Bonnet accourue de Santander à Villaviciosa, Ney retourna par la côte de Galice, où l'appelaient les revers de Soult en Portugal, l'insurrection de la province de Tuy, et les mouvements du marquis de la Romana qui menaçait Lugo et encourageait le soulèvement des paysans.

La première partie de l'armée de la Romana, composée de six mille hommes et deux cents chevaux, sous les ordres de Nicolas Mahy durant l'absence de la Romana, s'avança jusqu'au monastère de Meera, peu éloigné de Lugo, tandis que Ney revenait des Asturies; son avant-garde refoula une colonne française dans Lugo, et défit le général Fournier sous les murs de cette ville.

Cependant l'insurrection de Galice devenait de plus en plus effrayante pour les Français laissés par Soult; des masses de paysans mêlés à quelques troupes reprirent Vigo le 28 mars, et défirent des forces françaises accourues de Tuy; et quoiqu'ils fussent ensuite battus dans quelques rencontres, qu'ils échouassent contre Tuy, ils réduisirent les Français à déloger de la rive droite du Minho. Ils se grossirent encore, se discipli-

nèrent, et, se joignant à la seconde partie de l'armée de la Romana commandée par don Martin de la Carrera, ce général vit seize mille hommes réunis sous ses ordres; il marcha sur Santyago, où il entra après avoir défait une colonne de trois mille Français; mais il lui fallut se retirer devant les opérations combinées des maréchaux Ney et Soult, de retour l'un des Asturies, l'autre du Portugal.

Le 23, Mahy leva le siége de Lugo à l'approche des troupes de Soult, et se replia sur Mondoñedo. Il y rencontra le 24 la Romana qui venait de Ribadeo, où il avait débarqué; aussitôt l'on résolut d'échapper aux maréchaux Ney et Soult, et d'aller s'abriter contre le Portugal en se dirigeant sur Orense par Monforte. Ney ne put forcer le passage du Minho au pont de San-Payo, défendu par la division de Carrera, maintenant aux ordres du comte de Noroña, les 7 et 8 juin. D'ailleurs Soult, jaloux de ce chef, ne seconda plus ses mouvements, et se contentant de jeter la Romana vers le Portugal, et de faire châtier les habitants du pays soulevés, il descendit vers las Portillas, et arriva le 23 à la Puebla de Sanabria. De Zamora il expédia le général Franceschi pour Madrid, afin d'informer Joseph de l'état des choses et des esprits; mais le général fut arrêté en route par des partisans. Ney, se voyant abandonné, entouré de périls, dénué de ressources, résolut de quitter la Galice; le 22 il évacua la Corogne, se dirigeant sur Astorga.

Ainsi la Galice se vit de nouveau délivrée d'ennemis au bout de cinq mois d'occupation. Peu de jours après, le comte de Noroña entra à la Corogne avec la division du Minho. Dans le même temps la principauté des Asturies fut également évacuée, grâce aux mouvements des paysans et des troupes espagnoles. Dans la partie orientale de la principauté, le général Ballesteros avait réuni plus de dix mille hommes. Après diverses marches et contre-marches, il tomba brusquement sur Santander, d'où les Français se retirèrent; mais il occupa cette ville pour peu de temps; l'ennemi revint l'attaquer, et, les troupes espagnoles s'étant dispersées, Ballesteros fut réduit à se jeter dans une chaloupe; Porlier s'échappa aussi à travers mille dangers.

Les Asturies et la Galice ne restèrent pas moins affranchies du joug de l'étranger, et le marquis de la Romana fut reçu dans la Corogne avec le plus vif enthousiasme; mais il supprima les juntes, et aussitôt s'arrêtèrent les mesures nécessaires pour l'armement des populations. Le marquis laissa écouler un mois avant de réunir l'élite de l'armée de Galice pour marcher sur la Castille. Il envoya Nicolas Mahy prendre le comandement militaire des Asturies, et ordonna que dix mille hommes choisis dans toutes les troupes asturiennes vinssent se réunir à lui dans la Castille sous les ordres de Ballesteros. Le marquis entra dans Astorga avec seize mille hommes et quarante pièces d'artillerie; il en partit le 18 août pour occuper le premier poste dans la junte centrale de Valence, laissant le commandement de son armée au duc del Parque. Plus tard Ballesteros se réunit à ce chef, et tous deux prirent la direction de Ciudad-Rodrigo.

Quant aux Français qui avaient quitté la Galice et qui composaient les deuxième et sixième corps, ils durent, en vertu d'un ordre de Napoléon, se mettre sous les ordres du maréchal Soult, ainsi que le cinquième corps qui faisait partie du commandement du maréchal Mortier et se trouvait à Valladolid. Mais Joseph opposa divers obstacles à l'accomplissement de la volonté de son frère.

La guerre, se développant à la fois sur presque toute la surface de la Péninsule, jetait souvent le gouvernement insurrectionnel dans les plus grands embarras. Ainsi, après la défaite de Medellin, il avait fallu calmer à Séville les agitations de la multitude, qui craignait que la junte centrale ne se rendît à Cadix afin de s'embarquer pour l'Amérique. Alors on s'écarta des règles tracées par l'ancien parti de Florida-Blanca; on vit qu'il fallait faire un appel à l'énergie nationale, et le parti avancé de la junte, représenté par Calvo de Rosas, proposa la convocation des cortès. Cette demande, prise en considération, fut soumise à l'examen préparatoire des

diverses sections de la junte. Les mécontents furent calmés, et il était d'autant plus important de les ramener, que parmi eux se montraient déjà le duc del Infantado et Francisco Palafox, et que le comte del Montijo remuait toujours les esprits par ses intrigues, provoquant des émeutes à Grenade et autres lieux, attaquant surtout l'autorité du gouvernement central.

Enfin, le 22 mai, la junte annonça par un décret le rétablissement de la représentation légale du royaume par les anciennes cortès, dont la première réunion aurait lieu l'année suivante, ou auparavant si les circonstances le permettaient. Un des articles du décret portait qu'une commission de cinq membres de la junte s'occuperait de revoir et de préparer les travaux nécessaires sur le mode de convocation des cortès et sur la première constitution. Mais diverses circonstances donnèrent lieu de penser que le décret n'était qu'un moyen de séduire l'opinion. On rétablit tous les conseils; le 25 juin on ordonna que le conseil royal et suprême de Castille résumât en lui tous les pouvoirs exercés jusqu'alors par les autres conseils relativement à l'Espagne ou à l'Amérique.

Malgré cette sorte de contradiction dans les actes de la junte, on lui sut gré de la vigueur de sa conduite pour la défense du pays, surtout après la reddition de Saragosse; car alors le découragement s'était répandu dans l'Aragon, et les Français avaient fait des efforts pour en profiter: ils avaient pris Jaca et Monzon; ils s'étendirent aussi sur la route de Valence jusqu'à Morella, en levant des contributions.

Mais les esprits se relevèrent bien vite; et lorsque le cinquième corps français fut entré en Galice sous les ordres du maréchal Mortier, le général Suchet, qui vint prendre le commandement du troisième corps, trouva déjà la résistance organisée contre les Français. La junte centrale avait ordonné la formation d'une seconde armée de la droite, dont le commandement fut donné à Blake, et qui fut grossie par huit bataillons valenciens sous les ordres de don Pedro Roca. Blake, investi de plus du commandement de la Catalogne, résolut d'entreprendre quelque chose contre les Français, et quitta Tortose le 7 mai; il espérait quelque succès du soulèvement des habitants du pays de Monzon; et en effet un corps de Français, qui voulut châtier les populations de leur désobéissance, fut réduit à se rendre sur les rives du Cinca. Blake força le général français Laval d'évacuer Alcañiz. Soult se vit contraint à venir au secours de cette division avant d'avoir réorganisé son armée; il attaqua Blake sans succès devant Alcañiz le 23 mai. Blake à son tour prit l'offensive et marcha sur Saragosse. Le 15 juin une bataille s'engagea à Maria, et les Espagnols furent défaits; ils se retirèrent en assez bon ordre; mais, battus de nouveau à Belchite, ils se dispersèrent dans toutes les directions. La division aragonaise de Lazan se rallia ensuite sur Tortose, celle de Valence à Morella et à San-Mateo. Suchet pensait n'avoir plus qu'à s'occuper de l'intérieur de sa province; mais les Français reconnurent que les habitants n'étaient point domptés.

Dans la Catalogne, les milices et les *guerillas* ne cessaient d'inquiéter l'ennemi, et des intelligences étaient entretenues avec Barcelone. Le marquis de Coupigny, qui commandait la principauté par intérim, espérait faire pénétrer une division dans la place. Mais les conspirateurs de la ville furent arrêtés, et plusieurs subirent la peine capitale.

Les mouvements du nord inquiétaient vivement le gouvernement de Joseph, qui en redoutait l'effet sur les populations du midi; car il savait que là il faudrait se livrer à des opérations militaires fort étendues. A Merida le maréchal Victor avait pris une forte position, afin d'observer Badajoz et de tenir en respect ce qui restait de l'armée de la Cuesta; mais toute l'Estramadure fut unanime pour repousser le joug de l'étranger, et, lorsque parurent les Anglais sur les confins de la province après les revers des Français en Portugal, l'insurrection fut générale sur les rives du Tage, et l'armée de Cuesta, considérablement renforcée, prit une attitude

menaçante. D'un autre côté Venegas, à la tête de l'armée de la Sierra-Morena, forte de dix-neuf mille fantassins et trois cents chevaux, se mit à courir les plaines de la Manche; et le roi Joseph effrayé, ayant ordonné à Mortier de s'approcher des montagnes de Guadarrama, demanda à Victor une division d'infanterie et de cavalerie, alla se joindre au quatrième corps de Sebastiani, qui détermina Venegas à rentrer dans ses anciens cantonnement; alors Joseph rendit à Victor les troupes détachées par ce maréchal, et revint à Madrid.

En juillet, les deuxième, cinquième et sixième corps français furent cantonnés à Valladolid, Salamanque, et dans le pays d'Astorga, sous le commandement supérieur du maréchal Soult; le premier et le quatrième s'établirent en même temps dans la Manche et sur les rives du Tage vers l'Estramadure. La réserve et la garde de Joseph vinrent aussi de Madrid prêter leur concours. Les alliés étaient aussi très-nombreux. Les Espagnols avaient les deux armées d'Estramadure et de la Manche; Wellesley, depuis duc de Wellington, arrivait de Portugal avec des troupes animées par leurs succès contre Soult; sir Robert Wilson avait réuni des Portugais et des Espagnols sous ses ordres, et le général Beresford arrivait avec des Portugais de Castello-Branco. Les forces étaient à peu près égales de part et d'autre. Deux cent mille hommes allaient entrer en lutte. Soult, de retour en Castille, ne songeait qu'à relever le courage de ses troupes et concentrer ses forces; mais il était contrarié dans ses plans par la rivalité du maréchal Ney et par les préoccupations du roi Joseph.

Sir Arthur Wellesley, après avoir fait un mouvement en avant, établit son quartier général à Plasencia le 8 juillet, et le 10 se rendit à las Casas del Puerto pour se concerter avec Cuesta. Le 21 les Anglais et les Espagnols se trouvaient entre Oropesa et Velada. Le 22 l'avant-garde escarmoucha avec la cavalerie française de Latour-Maubourg. Le 23 Wellesley demanda que l'on attaquât le maréchal Victor; Cuesta voulut différer, et dans la nuit du 23 au 24 les Français, bien inférieurs en nombre, eurent le temps de décamper, prenant la direction de Tolède. Alors Wellesley ne voulut plus avancer, parce que ses subsistances n'étaient point assurées, et Cuesta, marchant tout seul, s'avança le 25 jusqu'à Santa-Olalla et Torrijos.

Mais en reculant Victor avait reçu le roi Joseph avec sa garde et sa réserve, puis le général Sebastiani. Les Français concentrèrent toujours leurs forces en dépit des mouvements de Venegas et de Wilson vers Madrid. À Torrijos ils défirent l'avant-garde de Cuesta, qui dut venir s'abriter contre l'armée anglaise. Alors Wellesley, se préparant au combat, prit position à Talavera de la Reina. Le 27 les Français mirent en désordre la droite des alliés, où se trouvaient les Espagnols. Le 28 on se battit avec acharnement. Vers le soir le sort se décida contre les Français. En récompense de ce succès, la junte centrale nomma Wellesley généralissime de l'armée, et le gouvernement anglais l'éleva à la pairie sous le titre de lord Wellington. Néanmoins Wellington n'osa pas poursuivre les Français dans leur retraite, sans doute par crainte des mouvements du maréchal Soult. En effet le cinquième, le deuxième et le sixième corps des Français, formant cinquante mille hommes, marchaient en avant, et le 1[er] août Plasencia était occupée. Les Espagnols, les Portugais et les Anglais manœuvrèrent en conséquence. Cuesta, n'osant pas attendre à Talavera Joseph et Victor qui s'unissaient de nouveau, abandonna cette ville; et Wellington, passant le pont del Arzobispo, résolut d'établir sa ligne de défense derrière le Tage. Le cinquième et le deuxième corps français s'étaient concentrés pour forcer le passage du pont del Arzobispo, tandis que Victor devait appeler l'attention des Espagnols au pont de bois de Talavera. Le 8 le maréchal Mortier dirigea l'attaque contre le pont del Arzobispo. Huit cents cavaliers passèrent la rivière à gué sous la conduite du

général Caulincourt, et surprirent les Espagnols qui s'enfuirent. Cuesta, dégoûté, accablé de vieillesse et de fatigues, se démit du commandement, et fut remplacé par don Francisco d'Eguia. Les Français suspendirent leurs opérations dans l'Estramadure ; mais d'un autre côté l'audace de Venegas, qui, après avoir menacé Madrid à la faveur du mouvement de Talavera, voulut ensuite défendre le Tage à Aranjuez, amena la bataille d'Almonacid, à la suite de laquelle les Espagnols se débandèrent pour aller se reformer dans la Sierra-Morena. Wellington se retira vers les frontières de Portugal, malgré toutes les instances des généraux espagnols et de la junte centrale.

Joseph se crut maintenant assuré sur son trône, et promulgua une infinité de décrets relatifs au conseil d'état, à la confiscation des biens séquestrés, à l'abolition de la grandesse et des *titulos* de Castille n'émanant pas de son autorité, à la suppression des ordres de chevalerie, excepté l'ordre militaire d'Espagne qu'il avait créé, et la Toison-d'Or, à la suppression des ordres des moines mendiants ou rentés. La plupart de ces mesures tendaient à l'amélioration des finances, qui chaque jour tombaient dans un état plus pitoyable ; car le trésor ne recevait d'autres produits que celui de l'octroi de la capitale; et l'on fut réduit à établir un emprunt forcé sur les personnes opulentes de Madrid, à permettre de prendre l'argenterie des particuliers. L'on tira du palais royal tous les ustensiles d'argent qui étaient comme abandonnés à cause de leur ancienneté; on les porta à l'hôtel des Monnaies. L'on enleva des églises beaucoup d'objets d'or et d'argent; on en transporta une grande quantité de l'Escurial à Madrid. On avait créé aussi, sous le nom de *cedulas hypothecarias*, des titres qui devaient être échangés contre les anciennes créances de l'État, et servir à l'acquisition de biens nationaux, avec la faculté, pour ceux qui ne voudraient pas de ces biens, de recevoir des inscriptions sur le grand-livre de la dette publique. Mais tous ces moyens achevèrent de perdre leur valeur par la création de nouvelles cédules appelées *indemnizacion y recompenza*. Dans le principe, quelques courtisans et des spéculateurs achetèrent des cédules hypothécaires, avec lesquelles ils firent l'acquisition de biens-fonds provenant de confiscation ou ayant appartenu à des communautés religieuses ; mais en peu de temps ce papier éprouva une forte dépréciation, et fut presque réduit à une valeur nominale. Il fallut donc que Napoléon se résignât à fournir de France un subside de deux millions par mois.

En effet, il était difficile que le gouvernement intrus fût entretenu par un pays où tous les habitants étaient en armes contre lui. En Catalogne, où ils n'étaient pas appuyés par de grandes armées régulières, les insurgés étaient plus que jamais déterminés à ne point se soumettre. A Gironne, le gouverneur don Mariano Alvarez de Castro trouva des hommes disposés à défendre les fortifications toutes délabrées de la place, et leur résolution ne fléchit point lorsque la ville eut été complétement investie par les Français sous les ordres du général Verdier. Le bombardement commença dans la nuit du 13 au 14 juin ; les redoutes de San-Luis et de San-Narciso furent abandonnées le 19, et celles de San-Daniel le 21. Le général Saint-Cyr vint couvrir les travaux du siége. Le 3 juillet les Français commencèrent l'attaque du fort de Montjuich. Ils y livrèrent l'assaut le 4 sans succès. Le 8 ils montèrent quatre fois à la brèche, et furent repoussés. Encouragés par les succès de Saint-Cyr qui déjouait les projets des partisans et s'était emparé de Palamos, les Français poussèrent leurs travaux avec ardeur ; ils enlevèrent les ouvrages avancés de Montjuich, et le fort fut enfin évacué le 12 août. Mais la ville ne se défendit pas avec moins d'obstination ; toutefois elle était serrée de si près, qu'elle avait besoin de secours instantanés, et Blake, qui avait le commandement de la Catalogne et de l'Aragon, détournant l'attention de l'ennemi par plusieurs expéditions, fit entrer un convoi con-

sidérable dans Gironne avec trois mille trois cents hommes. L'artillerie française ouvrit de nouvelles brèches en septembre, et les assiégeants livrèrent trois assauts le 19 sans pouvoir se loger dans la place. Alors ils convertirent le siége en blocus. Blake voulut encore ravitailler la place ; mais cette fois tout le convoi et l'escorte tombèrent entre les mains de l'ennemi. La disette se faisait vivement sentir. Les Français avaient reçu des renforts amenés par leur nouveau chef le maréchal Augereau. Le 20 octobre ils s'emparèrent des secours que Blake avait tenté de faire parvenir aux assiégés ; et néanmoins Gironne se maintint encore tout le mois de novembre. Une constance si héroïque donna occasion à la junte centrale d'accorder aux défenseurs de Gironne les mêmes faveurs qu'aux habitants de Saragosse, et fit naître dans la principauté de Catalogne le désir d'opérer un soulèvement général pour aller au secours de la place, et dans ce but il se forma à Manresa, avant la fin de novembre, une espèce de congrès composé d'individus de toutes les classes et de tous les endroits de la principauté. Augereau, craignant l'effet de ces mesures, entreprit de nouvelles attaques le 2 décembre, et s'empara du faubourg del Carmen ; puis, élevant de nouvelles batteries, il s'empara de la redoute de la Ciudad et des maisons de la Gironella. Ses sommations furent encore repoussées ; mais Alvarez, abattu par la maladie, en proie au délire, se vit réduit, dans un intervalle lucide, à se démettre du commandement le 9, et enfin le 11 on capitula. Les Français entrèrent dans la place après sept mois de siége. Le gouverneur Alvarez revint à lui, et le 23 décembre on le fit partir pour la France, puis il fut ramené en Espagne et enfermé dans un cachot du château de Figuières, où il mourut aussitôt. La junte centrale décréta que l'on donnerait à don Mariano Alvarez, s'il était encore vivant, une récompense digne de ses éminents services ; et que si par malheur il était mort, l'on rendrait à sa mémoire et l'on accorderait à sa famille les honneurs et les récompenses dus à sa noble constance et à son patriotisme héroïque.

Pendant ce long siége de Gironne, l'Espagne avait été le théâtre d'événements importants. On a déjà vu ce qui était relatif à la bataille de Talavera. Valence, Murcie, les Andalousies, une partie de l'Estramadure et de la province de Salamanque, la Galice et les Asturies, libres de la présence de l'ennemi, n'étaient travaillées que par des luttes intestines. A Valence, l'ambitieux général don Jose Caro, qui excitait le désordre, s'était d'abord servi de certains chefs de l'insurrection pour chasser de son poste le comte de la Conquista ; puis il avait brisé ses instruments. Murcie ne se laissait pas entraîner par les désordres de Valence, et montrait plus de dévouement pour la cause générale. Les Andalousies suivaient naturellement l'impulsion du gouvernement central. L'Estramadure était soumise à la junte générale. La province de Salamanque était toute préoccupée de ses dangers à cause du voisinage immédiat de l'ennemi. La Galice et les Asturies étaient toujours agitées par suite des mesures imprudentes du marquis de la Romana ; et la première de ces provinces adressa les plus vives réclamations au gouvernement suprême, pour qu'il rétablît la junte provinciale ; ce qu'elle obtint seulement au bout de plusieurs mois. Les Asturies étaient gouvernées par le général Mahy et la junte que la Romana avait instituée. Mahy fut remplacé par le général don Antonio de Arce, au mois d'octobre. Le nouveau général n'avança pas les choses ; et il fallut l'approche de l'ennemi pour déterminer les autorités à calmer leurs querelles.

Dans les provinces occupées par l'ennemi, il y avait des divisions entre les chefs militaires. Il était d'ailleurs difficile de maintenir une grande subordination dans une guerre où les partisans et les *guerillas* avaient une si grande importance. Ainsi les vallées étroites de la Navarre et de l'Aragon avoisinant les Pyrénées étaient vivement défendues par des corps francs, sur lesquels le général Renovalès exerçait toutefois une

grande autorité personnelle. Les disputes qui s'élevèrent sur le commandement entre les chefs du même grade firent échouer en partie le plan conçu par la junte d'Aragon pour surprendre les Français à Daroca. L'occasion était manquée, et lorsque la junte envoya Pedro Villacampa pour rallier les diverses bandes de l'Aragon, les Français débusquèrent ce chef de ses montagnes, et s'emparèrent de la position de Tremedal. Alors le général Suchet s'avança jusqu'à Albarracin et Teruel, et obligea la junte d'Aragon à se réfugier plus loin.

Mais les provinces de Cuença et de Guadalajara donnaient de vives occupations à l'ennemi ; les juntes y formaient des foyers d'insurrection, des *guerillas* parcouraient le pays. Les chefs les plus renommés de ces cantons étaient le marquis de las Atayuelas et l'Empecinado. Parmi les *guerilleros* de la Manche se distinguaient Mir, Ximenez, Francisco Sanchez; entre ceux de Léon et de la Vieille-Castille on signalait surtout don Julian Sanchez. Au centre et dans les plaines de la Vieille-Castille, de petites bandes, telles que celles du Capuchino de Saornil et autres, étaient à la poursuite des Français. Porlier aussi descendait des montagnes de la Galice et des Asturies, et allait détruire des détachements ennemis. Toute la grande route de France, depuis Burgos jusqu'aux confins d'Alava, et les deux rives de l'Èbre, étaient parcourues par des *guerillas* qui faisaient souvent des expéditions lucratives. Parfois elles se livraient, en se réunissant, à des entreprises plus importantes. Alors commençait à se produire don Francisco-Xavier Mina, neveu d'Espoz y Mina, qui devint depuis si célèbre.

Quant à de grandes mesures générales, il était assez difficile d'en prendre au milieu des intrigues qui se croisaient. On était mécontent de la junte centrale depuis la campagne de Talavera, et le mécontentement était soutenu par des personnages d'une haute influence. Francisco Palafox lui-même, quoique membre de la junte, proposa, pour remédier aux maux qui accablaient le pays, de concentrer le pouvoir dans un seul régent, et indiqua le cardinal de Bourbon; mais il trouva de l'opposition auprès de ses collègues. Le conseil de Castille présenta une *consulte*, dans laquelle il faisait ressortir les inconvénients qu'il y avait à laisser la direction des affaires à un corps aussi nombreux que la junte centrale, attaquait la légitimité de cette assemblée, et demandait le rétablissement de l'ancien ordre de choses. D'un autre côté, il y avait peu d'accord entre les juntes. Celles d'Estramadure et de Valence bravaient l'autorité de la junte centrale. Néanmoins ces assemblées furent indignées des prétentions du conseil royal de Castille. Les mécontents de Séville ne gardaient plus aucune mesure, irrités de voir que la junte centrale ne se soumettait pas aux conditions proposées par Palafox, le conseil et ses adhérents. Leur dessein était de dissoudre la junte, de déporter à Manille quelques-uns de ses membres, et de créer une régence, en établissant le conseil royal dans toute la plénitude de son ancien pouvoir. On avait dans ce but gagné certains régiments, distribué de l'argent, et promis même de convoquer les cortès.

Dans les premiers jours de septembre, le plan arrêté était déjà au moment de recevoir son exécution, lorsque le duc del Infantado fit à l'ambassadeur anglais la confidence officieuse de ce qui se tramait. Le marquis de Wellesley essaya de détourner les conspirateurs d'une pareille pensée; sans les compromettre avec la junte centrale, on parvint à prévenir tout éclat, et celle-ci prit des mesures de précaution sans aller jusqu'à rechercher les coupables. Toutefois elle sentit qu'il fallait s'occuper de la question de concentration du pouvoir exécutif. Le bailli don Antonio Valdès proposa à ses collègues de se démettre tous du pouvoir; mais cet avis eut peu de succès. Le parti des hommes plus ardents, dirigé par Calvo, fit adopter : 1° la création d'une commission exécutive pour l'expédition des affaires du gouvernement; 2° la fixation de l'ouverture des cortès extraor-

dinaires au 1er mars 1810. On nomma pour rédiger le règlement à suivre par la commission exécutive une commission composée de Jovellanos, de Valdès, du marquis de Campo-Sagrado, de Castanedo et du comte de Gimonde ; mais la majorité de la junte rejeta le projet de ces commissaires. On chercha à ranimer la question de la régence, et l'on mit en jeu Palafox, puis le marquis de la Romana qui attaqua violemment la junte. Néanmoins cette assemblée le nomma le premier membre de la commission exécutive. On lui adjoignit Riquelme, Caro, Jocano, la Torre et le marquis de Villel, tous hommes dont l'opinion se rapprochait de l'ancien ordre de choses. Un décret du 28 octobre, publié le 4 novembre, annonça que les cortès seraient convoquées le 1er janvier 1810, pour commencer leurs fonctions le 1er mars suivant. On pressa la commission d'achever les travaux préparatoires qui lui avaient été confiés, et qui avaient plus particulièrement pour objet de fixer le mode d'élection et de constitution des cortès. La commission avança plus vite dans ses travaux lorsqu'elle fut débarrassée de Riquelme et de Caro, que l'on remplaça par Garay et le comte de Ayamans.

La commission exécutive s'installa le 1er novembre, et la junte ne s'occupa plus en corps d'aucune affaire du gouvernement, excepté de la nomination à quelques hauts emplois. Cette situation difficile des affaires intérieures était encore aggravée par les triomphes de Napoléon sur l'Autriche ; mais au lieu d'adopter une marche plus prudente, on se laissa emporter au désir de reprendre Madrid, à cause d'un beau triomphe du duc del Parque avec l'armée de la gauche sur le sixième corps français commandé par le général Marchand à Tamamès. L'arrivée des Asturiens de Ballesteros et de la division castillane sous le marquis de Castro-Fuerte, donna au duc del Parque près de trente mille hommes. La junte conçut de plus vastes projets, et ordonna que le général Eguia allât se réunir avec une partie de l'armée d'Estramadure à l'armée de la Manche. Eguia, ayant pris le commandement des troupes réunies, eut cinquante-deux mille hommes sous ses ordres.

Les premier et quatrième corps français, commandés par Victor et Sebastiani, se disposèrent à chasser Eguia de la Manche. Le général espagnol, après avoir fait un mouvement en avant, regagna tout à coup la Sierra-Morena. On lui retira le commandement qui fut donné à Areizaga ; et il ne fut plus question que de marcher sur Madrid. Malgré les observations de Wellington, qui vint à Séville visiter son frère le marquis de Wellesley, on persista dans ce projet ; on nomma même les autorités qui devaient fonctionner dans la capitale.

Areizaga commença son mouvement le 3 novembre. L'infanterie était distribuée en sept divisions, et à la tête de la cavalerie était l'habile général Freire. L'armée cheminait en deux grands corps, l'un par Manzanarès, l'autre par Valdepenas. Les généraux français Paris et Milhaud se retirèrent à l'approche des Espagnols, le premier du côté de Tolède, le second par la grande route à la Guardia. Le 10 il y eut près d'Ocaña un engagement d'avant-garde où l'avantage ne resta pas aux Espagnols. Toutefois l'ennemi se retira sur Aranjuez. Comme Areizaga perdit une semaine en expéditions inutiles et en tâtonnements, les Français concentrèrent des forces sur Aranjuez, et le maréchal Soult vint en prendre le commandement supérieur comme major général sous Joseph. Près d'Ontigola une rencontre de cavalerie devint funeste aux Espagnols. Enfin, lorsque les Français eurent réuni entre Ontigola et Aranjuez les quatrième et cinquième corps commandés par Sebastiani et Mortier, la réserve du général Dessoles et la garde de Joseph, Areizaga se vit obligé d'accepter la bataille, ayant à craindre de plus le maréchal Victor qui manœuvrait sur son flanc droit. Le 19 novembre il établit son centre à Ocaña, et rangea ses divisions autour de la ville. Les Français mirent tout de suite ses troupes en désordre, entrèrent dans Ocaña ; l'aile gauche des Espa-

gnols se retira précipitamment, et Areizaga, qui avait laissé le général Lacy engagé tout seul contre les Français, ne prit aucune mesure pour réunir les débris de l'armée, et gagna Daimiel. Cette déroute eut les conséquences les plus déplorables. Les Espagnols perdirent treize mille prisonniers, cinq mille morts ou blessés, leurs canons, leurs bagages. À peine quelques bataillons restèrent organisés avec une division et quelque cavalerie. La désolation fut générale. Les patriotes furent humiliés par l'entrée triomphale que Joseph alla faire à Madrid; et ils craignirent pour l'armée d'Estramadure commandée par Albuquerque, qui se retira sur Trujillo. Le duc del Parque, dont la marche sur Medina del Campo avait inquiété les Français, se vit aussi obligé de rétrograder après un engagement indécis au Carpio le 23. À Alba, ses troupes furent mises dans une déroute complète le 28 par le général français Kellermann; elles s'enfuirent dans plusieurs directions. Au commencement de décembre, le duc établit son quartier général au Bodon, à deux lieues de Ciudad-Rodrigo; et avant la fin de ce mois il se transporta à San-Martin de Trebejos, derrière la Sierra de Gata. Quant à Wellington, il quitta les bords de la Guadiana et passa au nord du Tage.

Quoique le pouvoir résidât maintenant en peu de mains, son action ne fut ni plus prompte ni plus ferme. La commission exécutive resta comme frappée de stupeur. Elle nomma la Romana pour réorganiser l'armée du centre; mais ce général resta à Séville. A sa place don Rodrigo Riquelme et le marquis de Campo-Sagrado se dirigèrent sur la Carolina pour s'occuper, conjointement avec Rabe, autre membre de la junte, de presser la formation de l'armée, et de la défense des passages de la Sierra.

Les ambitieux continuaient leurs manœuvres. Francisco Palafox et le comte de Montijo furent arrêtés et renfermés à Séville à cause de leurs menées. La Romana, qui mettait de l'activité à déconcerter les trames des autres, n'en continuait pas moins à troubler par sa conduite la paix et la bonne harmonie au sein du gouvernement. Ses vues étaient grandement secondées par son frère don Jose Caro, qui aspirait à voir sa famille gouverner le royaume. C'est dans ce sens qu'il travaillait les esprits à Valence. Mais, n'ayant pas obtenu en définitive tout le succès qu'il espérait, il appela un agent de son frère, don Lazaro de las Heras, qui exila à l'île d'Iviza don Jose Canga Arguellès et d'autres membres de la junte, dont les opinions se trouvaient alors en désaccord avec celles du général Caro.

La junte centrale, en proie à la discorde, prit cependant quelques mesures utiles pour la défense publique; mais les questions de principes, telles que la liberté de la presse, n'avançaient pas fort dans les commissions. On s'occupait plus activement de la convocation des cortès, dont le terme approchait. On adopta l'égalité de représentation pour toutes les provinces de l'Espagne; on décida que les cortès devaient se diviser en deux corps, l'un électif, et l'autre privilégié composé du clergé et de la noblesse. Les lettres de convocation expédiées à cette époque ne furent adressées qu'aux membres de la chambre élective; on ajourna l'expédition des lettres destinées aux membres privilégiés. Le même jour que partirent les lettres de convocation, les trois membres les plus anciens de la commission exécutive furent changés, conformément au règlement. A la place du marquis de la Romana, de Riquelme et de Francisco Caro, entrèrent le comte de Ayamans, le marquis del Villar et don Felice Ovalle. Mais tout présageait leur chute et celle de la junte centrale; tout annonçait l'invasion des Andalousies par les Français. La junte rendit, le 13 janvier, un décret annonçant qu'elle devait se trouver réunie le 1er du mois suivant à l'île de Léon, pour régler l'ouverture des cortès fixée au 1er mars. Ce décret fut considéré comme un effet de la peur.

Joseph, voulant envahir les Andalousies, prit avec lui les premier, quatrième et cinquième corps, avec la réserve et quelques

troupes espagnoles de nouvelle formation. Il comptait ainsi sous ses ordres cinquante-cinq mille hommes, que dirigeait en effet le maréchal Soult, son major général. Les Espagnols avaient hésité entre plusieurs partis, et leur irrésolution venait surtout de l'insuffisance de leurs forces pour défendre la chaîne de la Sierra-Morena. Le 20 janvier 1810, les Français se mirent en mouvement sur toute leur ligne. Le passage du Port del Rey, que défendait le général espagnol Giron, fut enlevé sans difficulté par le général Dessoles. Le général Gazan pénétra par le Port del Muradal, tandis qu'une de ses brigades tournait le passage de Despeñaperros. Le maréchal Mortier exécuta une attaque sur la chaussée même de Despeñaperros; et les Espagnols abandonnèrent toutes leurs positions avec quinze canons et beaucoup de prisonniers. Areizaga, qui conservait encore le commandement, courut se mettre à l'abri au delà du Guadalquivir. Le maréchal Soult et Joseph ne tardèrent pas à établir leur quartier général à Andujar. Bientôt arriva Victor, qui avait franchi facilement la Sierra depuis Almaden, quoiqu'il eût en tête les deux divisions espagnoles de Zerain et de Copons. Sebastiani avait d'abord éprouvé de la résistance de la part du général Vigodet, qui défendait les positions de Venta-Nueva et Venta-Quemada; mais, après avoir forcé ces passages, il avait vu ses adversaires se disperser tout à coup aux environs de Montizon, en sorte que Vigodet se rendit presque seul à Jaen, où il trouva le général en chef Areizaga et les généraux de division Giron et Lacy, également abandonnés de leurs soldats. Sebastiani continua sa route; il mit en pleine déroute les troupes de Castejon près d'Arguillas, s'empara du général et d'un grand nombre d'officiers et de soldats, puis il se mit en communication avec le général Dessoles sur sa droite, et, détachant des forces sur sa gauche jusqu'à Veda et Baeza, il occupa de ce côté la rive droite du Guadalquivir. Les autres généraux français manœuvrèrent dans le même sens, et le passage de la Sierra fut complété. Sebastiani franchit le Guadalquivir et entra dans Jaen le 23. Le même jour Victor entra à Cordoue; Joseph y arriva peu de temps après. Des députations de la ville vinrent à sa rencontre pour le recevoir et le féliciter. On chanta un *Te Deum*, et des fêtes publiques célébrèrent le triomphe du monarque étranger. Les Français s'arrêtèrent quelques jours à Cordoue à cause de leur incertitude sur les opérations du duc d'Albuquerque.

Ce général, établi sur les rives de la Guadiana, reçut des ordres contradictoires de la junte, et finit par se mettre en mouvement pour couvrir le siége du gouvernement, envoyant en même temps quelques troupes occuper Badajoz. Il ne put faire sa jonction avec les divisions de Zerain et de Copons, qui s'étaient retirées séparément dans le comté de Niebla, et qui finirent par s'embarquer plus tard pour Cadix.

Les troupes d'Albuquerque restant seules pour arrêter les Français, la junte ne pouvait plus demeurer à Séville. Presque tous ses membres partirent dans la nuit du 23 et la matinée du 24, les uns descendant le fleuve, les autres par la voie de terre. Ces derniers rencontrèrent bien des dangers. Les communes des cantons qu'ils devaient traverser, se croyant abandonnées par le gouvernement, s'étaient soulevées. A Xerès, le président de la junte, l'archevêque de Laodicée, et le comte d'Altamira marquis d'Astorga, n'échappèrent que par miracle aux poignards de la multitude. A Séville éclata aussi une sédition. Dès le 18, Calvo de Rozas avait dénoncé à la junte les complots qui se tramaient, et l'on avait donné ordre d'éloigner Francisco Palafox et Montijo, qui de leur prison dirigeaient peut-être les conspirateurs; mais la confusion des circonstances empêcha l'exécution de cet ordre. Le gouvernement étant parti, les conspirateurs restèrent maîtres de la place et ameutèrent le peuple. La junte provinciale se déclara elle-même junte suprême nationale. On fit entrer dans la junte don Francisco Saavedra, qui en fut nommé président, le général

Eguia, et le marquis de la Romana qui n'était point parti avec ses collègues. On adjoignit encore à l'assemblée Palafox et le comte del Montijo. On créa également une junte militaire, et ce fut elle réellement qui commanda pendant la courte durée de ce gouvernement éphémère. Elle était composée des membres nouvellement agrégés à la junte. D'abord elle nomma le marquis de la Romana général de l'armée de la gauche à la place du duc del Parque qu'elle envoyait en Catalogne, et remit à Blake le commandement de l'armée dite du centre.

La junte de Séville fit tous ses efforts pour engager les habitants à défendre leurs foyers et pour exciter le fanatisme du clergé. Mais les prêtres se tinrent tranquilles pour la plupart, et la sédition fut promptement terminée par les Français. Le comte del Montijo, en s'éloignant le 26 sous le prétexte de remplir une mission auprès du général Blake, laissa les agitateurs sans chef, et tous manquèrent, pour défendre la ville, de la résolution qu'ils avaient montrée pour la troubler.

Sebastiani anéantit les restes de l'armée du centre en prenant ou dispersant la cavalerie de Freire non loin d'Alcala la Real, et faisant saisir à Isnallos le parc d'artillerie échappé d'Andujar. Dans les derniers jours de janvier, lorsque Blake consentit à se charger du commandement que lui remit Areizaga, il ne voyait que quelques hommes épuisés, réfugiés à Diezma, appartenant à divers corps, et un bataillon des gardes espagnoles. Il recula jusqu'à Huercal-Overa, bourg du royaume de Grenade sur les confins de Murcie, et là il parvint à rassembler dans les premiers jours de février cinq mille hommes de toutes armes.

Sebastiani entra dans Grenade le 28 janvier; le clergé détourna le peuple de toute pensée de résistance; une députation fut envoyée à la rencontre du général français, et peu après son arrivée le régiment suisse de Reding prit parti dans ses troupes. Sebastiani se montra dur et hautain envers les autorités espagnoles, et frappa Grenade d'une énorme contribution extraordinaire.

En même temps les premier et cinquième corps s'étaient avancés sur Séville; le 28 ils eurent un engagement de tirailleurs avec les *guerillas* du duc d'Albuquerque, qui abandonna Carmona et recula vers la côte. Il rassembla toutes ses forces à Xerez, et entra au commencement de février dans l'île de Léon sans avoir été vivement inquiété.

Les Français tenaient avant tout à s'emparer de Séville; Victor parut devant ses murs à la fin de janvier; presque tous les membres de la nouvelle junte avaient disparu. Le 31, au moment où se faisaient des préparatifs d'attaque, la place envoya des parlementaires qui demandèrent que Séville fût distinguée dans la capitulation des autres chefs-lieux de la monarchie, et que les cortès fussent convoquées. Victor n'accéda point à la dernière demande, et il envoya une déclaration par laquelle il promettait protection aux habitants et à la garnison, et prenait l'engagement de ne point rechercher les actions et les opinions contraires à Joseph jusqu'à ce jour; il promettait en outre de n'imposer aucune contribution illégale. Les habitants ayant accepté les conditions de Victor, la petite garnison sous les ordres du vicomte de Gand partit pour le comté de Niebla; quelques membres de l'ancienne junte provinciale prirent la même direction, et, s'étant établis à Ayamonte, se constituèrent aussitôt comme la seule autorité légitime des districts libres de la province. Les Français entrèrent dans Séville le 1er février; ils trouvèrent des munitions, des fusils, des tabacs, du vif-argent; et sans perdre de temps Victor s'avança sur l'île Gaditane, dont son corps dut faire le blocus. La réserve se forma à Cordoue sous le général Dessoles, et le cinquième corps, commandé par Mortier, laissant une brigade à Séville, pénétra dans l'Estramadure, et donna plus tard la main au deuxième corps qui avançait depuis le Tage aux ordres du général Reynier.

Sebastiani, tranquille possesseur de Gre-

nade, voulut se rendre maître de Malaga, où s'allumait alors un foyer d'insurrection. Le colonel Vicente Abello y avait ameuté la multitude qu'il entraînait à toutes sortes d'excès; des agitateurs s'étaient portés même à Velez-Malaga, où ils avaient exercé des violences, arrachant cinquante mille piastres au duc d'Ossuna, jetant en prison les membres qui formaient la diète particulière de la ville, ainsi que le vieux général Cuesta. Sebastiani marcha le 5 février sur Malaga, dispersa une troupe de paysans qui voulurent défendre la gorge appelée Boca del Asno, culbuta dans la plaine les nombreux bataillons d'Abello, et le lendemain entra dans la ville que les bandes des insurgés avaient commencé à piller. Les caisses publiques et particulières tombèrent aux mains du général français, qui imposa en outre à la ville une contribution de quatre millions de francs.

Cependant d'importants événements se passaient à l'île de Léon et à Cadix. Plusieurs membres de la junte centrale s'étaient réunis dans l'île, où ils résignèrent toute autorité, et instituèrent un conseil suprême de régence de cinq membres pour exercer le pouvoir exécutif dans toute sa plénitude. Un règlement fut rédigé pour servir de plan de conduite au nouveau gouvernement; il était dit, entre autres choses, que la régence proposerait nécessairement aux cortès une loi fondamentale qui protégeât et assurât la liberté de la presse, et qu'elle devrait en attendant protéger de fait cette liberté, comme un des moyens les plus convenables non-seulement de répandre généralement les lumières, mais aussi de conserver la liberté civile et politique des citoyens. Un décret fut adopté relativement aux cortès; on insistait sur leur prompte convocation, et l'on ordonnait d'expédier immédiatement les lettres d'appel aux grands et aux prélats; les deux ordres (*brazos*) ne devaient plus se réunir en trois *estamentos*, mais seulement en deux, l'un populaire, l'autre des dignitaires. On indiquait aussi dans le décret la manière de suppléer à la représentation des provinces qui, occupées par l'ennemi, ne pouvaient nommer immédiatement leurs députés. La régence ne publia jamais ce décret, ayant horreur de toute espèce de représentation nationale.

Toutes ces mesures sanctionnées, la junte centrale passa aussitôt à la nomination des membres de la régence. Les choix tombèrent sur don Pedro de Quevedo y Quintano, évêque d'Orense, don Francisco Saavedra, Castaños, le général de marine don Antonio Escaño, et sur don Estevan Fernandez de Léon. Ce dernier fut exclu presque aussitôt, parce qu'il n'était pas né en Amérique, et qu'il fallait un membre des provinces d'outre-mer; on le remplaça par don Miguel de Lardizabal y Urique, naturel de la Nouvelle-Espagne. La régence fut installée le 31 janvier.

Mais une autre autorité s'élevait, qui se prétendait au moins l'égale de la régence. La municipalité de Cadix, sur une pétition d'un grand nombres d'habitants présentée par le syndic don Thomas Isturiz, s'occupa d'établir une junte populaire et munie de pleins pouvoirs pour la défense. Tous les habitants chefs de famille présentèrent aux commissaires de police de leurs quartiers une proposition close contenant les noms de trois individus. De l'ensemble de toutes ces propositions une liste fut formée, dans laquelle la municipalité choisit cinquante-quatre électeurs votants; ceux-ci à leur tour élurent parmi eux dix-huit membres, nombre dont la junte devait se composer, et qui devait se renoulever par tiers tous les quatre mois. Le nouveau corps s'installa le 29 janvier aux applaudissements des habitants de Cadix. Il servit tout de suite les ennemis acharnés de la junte centrale en déclarant que tous ses membres pourraient regagner leurs provinces, en exceptant l'Amérique, mais qu'on les laissait à la disposition du gouvernement, sous la surveillance et la responsabilité des capitaines généraux, qui devaient veiller à ce qu'ils ne se réunissent pas plusieurs dans une même province. La régence se prêta aussi à ce que l'on exi-

geait d'elle; le conseil royal de Castille, consulté sur un nouvel affront que l'on voulait faire subir aux anciens membres du gouvernement, déclara que l'on pouvait les poursuivre, comme eux-mêmes avaient fait instruire contre le comte de Tilly et Calvo de Rozas; et l'on fouilla leurs bagages pour vérifier l'exactitude des accusations de péculat portées contre eux.

La régence, tout en restant fidèlement dévouée à la cause de l'indépendance nationale, recula vers l'ancien ordre de choses. Le conseil royal voulut mettre l'occasion à profit pour ressaisir tout son pouvoir. Pour cela il s'empressa de jeter sa désapprobation sur tout ce qui s'était fait durant le gouvernement des juntes de province et de la junte centrale. Le 2 février, dans son adresse de félicitation à la régence, il affirma que tous les malheurs avaient dépendu de la propagation de principes subversifs, intolérants, séditieux, et flattant la simplicité du peuple; puis, recommandant la vénération pour les lois antiques, les louables usages et les saintes coutumes de la monarchie, il priait instamment la régence de s'armer de rigueur contre les novateurs. Soutenue par de tels conseils, celle-ci oublia la réunion immédiate des cortès qu'elle avait solennellement promise lors de son installation. Quant à la junte de Cadix, émule de la régence, en possession peut-être d'une plus grande autorité, elle avait par sa composition même des tendances plus démocratiques, et s'efforça de maintenir les classes diverses sous une loi commune.

Au reste les deux corps s'occupèrent entièrement de la défense de l'île Gaditane et de Cadix en particulier. Les ouvrages étendus se garnirent peu à peu de troupes. L'armée d'Albuquerque, augmentée par des officiers et des soldats dispersés qui venaient des diverses côtes aborder à Cadix, put compter à la fin de mars quatorze à quinze mille hommes. Il arriva aussi environ cinq mille Anglais que la junte de Cadix avait demandés à lord Wellington avant que l'on eût appris l'arrivée du duc d'Albuquerque. Il y avait en outre huit mille miliciens et volontaires. Une escadre anglaise, sous les ordres de l'amiral Purvis, se tenait à l'ancre dans la baie, ainsi qu'une escadre espagnole commandée par don Ignacio de Alava. Elles furent assaillies par une horrible tempête qui jeta plusieurs bâtiments à la côte. Comme les préparatifs de défense du côté de terre avaient été tardifs, les Français crurent que la ville ne ferait pas de résistance, et sommèrent en même temps Cadix et l'armée d'Albuquerque; leurs propositions furent rejetées, et aussitôt on travailla des deux côtés aux ouvrages militaires avec ardeur. Pour subvenir aux dépenses occasionnées par tant de travaux, la régence fut obligée de laisser l'administration des revenus à la junte même de Cadix qui jouissait d'une plus grande confiance dans le pays. L'intervention de ce corps dans le maniement des finances amena souvent de vifs débats avec le duc d'Albuquerque, et ce général résigna le commandement de l'île; envoyé en ambassade à Londres, il écrivit un manifeste injurieux contre la junte de Cadix qui répondit avec brutalité, et le duc, blessé mortellement, perdit la raison, puis la vie. Avec des impôts nouveaux et les remises d'Amérique, la junte fut en état de faire face aux besoins du service, et d'envoyer des secours aux provinces.

Cependant Joseph trouvait un grand plaisir à parcourir les villes d'Andalousie où il était accueilli avec assez d'empressement. Aussi prolongea-t-il son séjour dans cette province, distribuant des emplois et des décorations. Il rendit divers décrets pour répandre l'instruction et la prospérité, et à Séville il manifesta l'intention de convoquer les cortès dans le cours de l'année 1810. Dans ce but il ordonna que l'on prit une connaissance exacte de la population. Il s'occupa aussi de régler l'administration intérieure des communes; en conséquence il distribua le royaume en trente-huit préfectures, subdivisées elles-mêmes en sous-préfectures, à l'imitation de la France. Les plai-

sirs et le climat de l'Andalousie auraient retenu Joseph, si des opérations suivies en d'autres provinces n'avaient déterminé son retour à Madrid.

Le général français Bonnet avait envahi les Asturies, où il n'y avait plus que cinq à six mille hommes de troupes et les partisans de Porlier. La ligne de Colombrès fut forcée sans grande peine; le général espagnol Llano Ponte se replia sur l'Infiesto, et le général Arce, ainsi que la junte établie par la Romana, évacuèrent Oviedo. Les Français entrèrent dans cette ville le 30 janvier, et la quittèrent presque aussitôt pour concentrer leurs forces à la Pola de Siero, afin de se mettre à l'abri des corps francs de Porlier et de Castañon. Aussitôt les généraux espagnols reprirent possession d'Oviedo; mais les Français vinrent les culbuter au pont de Collato, et rentrèrent dans Oviedo; néanmoins le général Pedro Barcena leur opposa une résistance qui lui acquit de la gloire, et lui fit donner le commandement de l'armée d'opérations. Le général Arce, avant de se démettre, fit établir une junte constitutionnelle par les conseils municipaux. Cette autorité nouvelle réunit des troupes, et nomma pour général de la province don Jose Cienfuegos; elle reçut deux mille hommes de la Galice, et les chefs prenant l'offensive en même temps que Porlier tombait sur les derrières des Français, Bonnet évacua Oviedo; mais il revint aussitôt après avoir reçu des subsistances et des munitions, et s'empara pour la troisième fois de la ville le 29 mars. Les Espagnols se réfugièrent derrière la ligne du Nalon, d'où ils furent encore délogés.

Ils ne reçurent pas des secours assez actifs des Galiciens; car ceux-ci étaient déchirés par la discorde : au Ferrol une émeute populaire avait amené le massacre du commandant de l'arsénal Vargas; des juntes rivales contrariaient réciproquement leur action. D'ailleurs le général Mahy, chargé du commandement supérieur de la Galice, et qui aurait voulu aider les Asturiens, était obligé de séjourner à Lugo et à Villa-Franca pour couvrir le Vierzo; le siége d'Astorga par les Français attirait aussi son attention. Le 16 février, le général Loison était venu sommer cette place de se rendre; les travaux de siége furent commencés le 21 mars. Junot vint les presser; mais ses attaques furent longtemps repoussées, et la capitulation n'eut lieu que le 22 avril. Alors les Français se disposèrent à envahir le Portugal.

Vers le nord-est les Français n'étaient pas moins entreprenants. Le général Suchet, après avoir comprimé les mouvements de la Navarre malgré tous les efforts de Mina le jeune, résolut d'attaquer le royaume de Valence; il laissa environ quinze mille hommes pour tenir en respect les corps francs de l'Aragon et trois divisions qui restaient de l'armée espagnole défaite à Belchite, et lui-même conduisit douze à quatorze mille soldats à son expédition de Valence. Un corps sous les ordres du général Habert devait suivre le rivage de la mer, tandis que le général en chef lui-même prenait la route de Segorbe. Au bruit de cette invasion, les passions se soulevèrent à Valence, et le général Caro les fit tourner à des satisfactions de vengeances personnelles ou de parti; mais les mesures militaires furent négligées. Les deux colonnes françaises s'avancèrent, surmontant facilement les obstacles, et le 3 mars elles se réunirent à Murviedro : de là elles marchèrent sur Valence. Alors la fermentation augmenta dans la ville, et Caro se livra d'autant plus librement à des actes de violence; prenant le prétexte de secrètes communications entretenues par l'ennemi au sein même de Valence, il envoya la junte supérieure à San-Felipe de Xativa, et créa une commission militaire de police. Il était tout occupé d'exercer ses vengeances, lorsque les Français se présentèrent le 5 mars. Suchet somma la ville de se rendre; mais, voyant qu'il n'éclatait aucun mouvement intérieur, et craignant les nuées de *guerillas* qui se portaient tout autour de lui, il leva son camp dans la nuit du 10 au 11, et s'en retourna par où il était venu. Il rencontra des masses de paysans armés, en-

couragés par les mouvements de l'Aragon ; car la division de Villacampa, qui avait été délogée de son camp retranché près de Villel par le général Chlopicki, avait forcé les Français à se renfermer dans le séminaire de Teruel, et enlevé quelques convois; une autre division commandée par Perena avait fait quelques incursions sur le Cinca; et il fallut le retour du général en chef français pour assurer les conquérants dans leurs positions. Ce que voulait surtout Suchet, c'était la ruine ou la capture de Mina le jeune, qui s'était avancé jusqu'aux Cinco-Villas; il le fit pousuivre dans sa retraite en Aragon et en Navarre, et le chef de partisans, tombé entre les mains des Français le 31 mars, fut envoyé aussitôt en France; mais il eut pour remplaçant son oncle Francisco Espoz y Mina, qui eut bientôt effacé les exploits de son neveu.

Débarrassé de cette cause d'inquiétude, Suchet dut s'occuper d'exécuter des ordres reçus de Paris pour le siége de Lerida ; il semblait que cette expédition dût rencontrer peu d'obstacles, en raison des succès obtenus par le maréchal Augereau en Catalogne. Là le commandement supérieur avait passé successivement de Blake à Portago, de celui-ci à Conde, qui l'avait bientôt transmis à Henestrosa. Le congrès catalan était rarement d'accord avec l'autorité militaire, et les levées de paysans appelées *somatenes* furent dissipées par les forces des Français; les Espagnols se replièrent sur Manresa et Tona, et Augereau alla ravitailler Barcelone, où il remplaça Duhesme dans le gouvernement par le général Mathieu; puis il se replia sur Hostalrich, dont il faisait poursuivre le siége. Il déployait d'autant plus d'activité qu'il redoutait le zèle et les talents du nouveau général espagnol, don Enrique O'Donnell. En effet ce chef, à peine investi du commandement supérieur de la Catalogne, ranima les troupes et vint livrer à Vich un combat sanglant aux Français qui le repoussèrent; il dirigea une expédition plus heureuse sur Villa-Franca de Penadès, où son lieutenant Juan Caro prit sept cents Français, et le maréchal dut se porter continuellement sur la route de Barcelone à Hostalrich pour contenir O' Donnell et les Catalans. Enfin la garnison d'Hostalrich, se voyant réduite aux dernières extrémités, abandonna la place dans la nuit; mais son gouverneur tomba entre les mains des Français avec trois compagnies. Malgré ce succès, Augereau fut rappelé en France et remplacé par le maréchal Macdonald.

Suchet fit des progrès plus rapides sur un autre point de la Catalogne. Après être entré dans Balaguer, il commença, le 13 avril, à investir Lerida ; le 23 il défit O'Donnell qui était sur le point de secourir la place, fit enlever successivement plusieurs redoutes, et le 13 mai emporta la ville d'assaut; des bombes lancées sur la citadelle, où les habitants s'étaient réfugiés avec les troupes, déterminèrent le gouverneur Conde à se rendre le 14. Dans le même temps les Français occupèrent aussi le fort de l'île las Medas à l'embouchure du Ter. Le reste de mai et le mois de juin s'écoulèrent sans événement important. O' Donnell installa le 17 juillet à Tarragone un congrès catalan qu'il avait convoqué dans le dessein de ranimer l'esprit des habitants, et pour chercher les moyens d'opposer des forces suffisantes au maréchal Macdonald.

De son côté Suchet, faisant poursuivre à outrance les corps espagnols qui surprenaient ses convois, ordonna en outre l'investissement de Mequinenza; les travaux furent conduits avec activité par le général Musnier ; les assiégeants enlevèrent la ville dans la nuit du 4 au 5 juin, et le 8 ils réduisirent le gouverneur don Manuel Carbon à rendre la citadelle. Aussitôt Suchet envoya prendre possession du château de Morella, précieux pour lui à cause de sa situation sur les confins des royaumes d'Aragon et de Valence.

Néanmoins la domination française était repoussée sur tous les points par la population, et la résistance de l'île Gaditane enflammait encore le patriotisme. La prise du fort de Matagorda à l'embouchure du canal du Trocadero, que défendaient les Anglais, n'af-

faiblit pas le courage des assiégés ; le général Blake, nommé pour remplacer Albuquerque dans l'île, eut sous ses ordres dix-sept à dix-huit mille hommes. La régence, voulant en même temps détourner l'attention des Français sur d'autres points, les fit harceler dans le comté de Niebla par Francisco de Copons y Navia, et dans les montagnes de Ronda par les chefs de partisans et de contrebandiers, que vint encourager don Adrian Jacome, nommé commandant du camp de Saint-Roch. Les montagnards se présentèrent en si grandes masses devant Ronda, qu'ils réduisirent les Français à l'évacuer, et, quoique l'ennemi revînt ensuite en forces, les *guerilleros*, parmi lesquels se distinguait Andres Ortiz de Zarate, surnommé el Pastor, assaillirent de tous côtés ses détachements.

Du côté de Murcie où séjournait l'armée du centre, les Espagnols ne laissaient pas plus de relâche à l'ennemi. L'armée du centre, sous les ordres de Freire, forte de douze mille fantassins et deux mille chevaux, y fomentait l'insurrection. Sebastiani vint sur Baza et Lorca avec huit mille hommes; Freire se replia sur Alicante, détachant une division de son armée à Carthagène. Les Français prirent possession le 23 avril de la ville de Murcie, où ils firent un assez riche butin ; mais ils l'évacuèrent le 26, et derrière eux se levèrent tous les paysans; de nombreux partisans se formèrent dans les Alpujarras.

L'Estramadure n'était pas plus disposée à recevoir le joug de l'étranger. La junte de Badajoz répandait ses *guerillas* sur les rives du Tage; l'armée de la gauche se mit en marche vers la Guadiana, laissant seulement la division de Carrera pour empêcher les communications entre l'Estramadure et le pays au delà de la Sierra de Banos. Cette armée, réunie aux forces de Badajoz, comprenait vingt-six mille fantassins et deux mille cavaliers. La Romana s'appuya sur Elvas et Badajoz dans les mois de mars, avril et mai. ses troupes eurent de continuels engagements avec les troupes du maréchal Mortier. Ballesteros, dont la division était la plus exposée, avait pour refuge le pays montagneux entre l'Estramadure, le Portugal et le royaume de Séville, et il donnait aussi la main aux Espagnols du comté de Niebla. A la gauche, don Carlos O'Donnell eut à soutenir de vives attaques de la part du deuxième corps français du général Reynier, qui avait établi son camp à Merida.

Le maréchal Soult, irrité de la résistance des Espagnols, rendit un décret qui ordonnait de traiter en bandits les soldats espagnols de la régence. Ce pouvoir à son tour déclara que, pour chaque Espagnol passé par les armes, trois Français seraient pendus ; et le maréchal Soult calma ses fureurs.

De telles mesures des généraux français exaspéraient les populations ; l'établissement des gouvernements militaires dans plusieurs provinces de l'Espagne mécontenta même les partisans des Français ; car de cette sorte le pouvoir de Joseph lui-même était purement nominal ; et les généraux français disposaient à leur guise des ressources des provinces. Les adhérents du roi intrus firent des efforts pour la révocation d'un décret qui tendait à effacer l'Espagne du nombre des États de l'Europe, et ils envoyèrent à Paris don Miguel Ose de Azanza ; mais ce diplomate ne put rien obtenir, pas plus que l'ambassadeur ordinaire, le marquis d'Almenara.

Le gouvernement militaire d'une partie de l'Espagne convenait d'autant mieux à Napoléon qu'il lui fallait une plus grande régularité d'opérations pour l'envahissement du Portugal. A cette expédition il destinait les sixième et huitième corps qui étaient déjà en Castille, et le second qui les rejoignit bientôt ; le commandement en chef de cette force de soixante-six mille hommes d'infanterie et de six mille chevaux fut donné au maréchal Massena. Ayant assuré leur droite par l'occupation de plusieurs points des Asturies, et par celle d'Astorga, les Français attaquèrent sur leur front Ciudad-Rodrigo qui avait une garnison de cinq à six mille hommes sous les ordres du gouverneur don André Perez de Herrasti. La ville comptait d'ailleurs sur l'appui de lord Wellington, dont le quartier général était à Viseo. L'avant-garde anglaise

fut plus tard renforcée par la division espagnole de la Carrera. Le sixième corps français, sous les ordres du maréchal Ney, entoura la place ; le huitième, sous Junot, s'établit à San-Felice ; et la cavalerie, commandée par Montbrun, s'étendit sur les deux rives de l'Agueda. Une partie du mois de mai s'écoula en préparatifs ; les travaux commencèrent avec le mois de juin. Diverses attaques furent repoussées avec énergie ; alors les Français garnirent leurs batteries de siége, qui firent un ravage affreux. Malgré quelques sorties habilement conduites, il fallut capituler, et le 10 juillet la place fut remise au maréchal Ney. L'irritation fut grande contre lord Wellington, qui avait résisté à toutes les sollicitations de la Romana, du gouvernement espagnol et des habitants de Ciudad-Rodrigo ; et la Carrera quitta l'armée anglo-portugaise pour se réunir à la Romana. Après la prise de quelques autres points, Massena commença l'invasion du Portugal.

Tandis que les Français, s'avançant dans ce royaume, allaient se briser contre les fameuses lignes de Torres-Vedras, les Galiciens les inquiétèrent un peu sur leurs derrières, et les forcèrent à maintenir des troupes considérables sur les rives de l'Orbigo et de l'Esla. Mais le général Mahy, qui réunissait le commandement des Asturies à celui de la Galice, n'imprima pas une impulsion énergique aux populations ; dans les Asturies il ne sut pas donner de l'ensemble aux efforts des chefs divers, et, malgré les brillants exploits de Juan Diaz Porlier, la vaillance des généraux Moscoso et Barcena, l'avantage resta aux Français, qui toutefois durent tenir dans ces contrées des forces imposantes. L'Estramadure gêna aussi les opérations des Français en Portugal, en occupant le corps du maréchal Mortier, et l'empêchant de s'établir dans l'Alemtejo. En général les Espagnols conduisirent la guerre avec prudence. La Romana voulut, le 5 septembre, tenter la fortune en se réunissant aux divisions de Ballesteros et Carrera, placées sous les ordres du général Mendizabal ; mais il éprouva un échec grave à Cantaelgallo. Les Français défirent encore les Espagnols renforcés par un corps de Portugais, à Monasterio, le 15 ; et la Romana, voyant qu'il n'obtenait pas de succès dans la direction suprême des opérations militaires, partit pour Lisbonne, où il se réunit en octobre à l'armée anglaise.

Les Français ne pouvaient tirer un grand parti de leurs avantages en Estramadure, forcés de porter leur attention en même temps sur une infinité de points, et principalement sur les événements du comté de Niebla, de la Ronda et du reste de l'Andalousie.

En effet, Cadix entretenait la lutte par des secours et des expéditions maritimes. Dès le mois de juin, le général Lacy avait conduit une de ces expéditions sur Algesiras ; avec trois mille deux cents hommes de débarquement il s'était approché de Ronda, et, sans avoir pu surprendre les Français, il espérait leur créer de grands embarras, soutenu qu'il était par des chefs de partisans, tandis que les Anglais envoyaient à l'est de la Sierra une réserve de huit cents hommes. Mais les Français ne perdirent point de temps pour arrêter de tels projets. Le général Gérard avança vers Lacy, le maréchal Victor détacha des troupes vers l'ouest, et Sebastiani en fit autant dans une direction opposée. Lacy s'embarqua, puis prit terre encore à Algesiras, et se mit en communication avec Marbella et le camp de S.-Roch ; mais les Français se portèrent en masse sur la Sierra, et l'expédition se rembarqua définitivement pour Cadix le 22 juillet. Au bout d'un mois à peine, Lacy se rendit avec trois mille hommes sur des bâtiments espagnols et anglais vers le comté de Niebla, où le général Copons s'efforçait de tenir tête à l'ennemi ; il y eut quelques légers avantages obtenus ; mais dès qu'il eût attiré des corps considérables de Français, qui laissèrent ainsi plus de liberté à la Romana dans l'Estramadure, Lacy crut avoir rempli sa mission, et regagna ses bâtiments le 26 août. Autour même de l'île Gaditane, les efforts de l'attaque et de la défense se continuaient sans que

l'on fit de grands progrès d'aucun côté. L'île étant bien munie, le général Blake crut pouvoir se rendre dans le royaume de Murcie, où une armée de quatorze mille hommes servait de point d'appui à des bandes très-multipliées de partisans. Au bruit d'une excursion de Sebastiani, les habitants accoururent de tous les cantons, et se distribuèrent en compagnies qui s'incorporèrent à l'armée; et les dispositions de défense effrayèrent tellement le général français, qu'il se retira sans rien tenter. Sa déconvenue encouragea les mécontents du royaume de Grenade, où se manifestèrent des symptômes d'insurrection; mais, ayant surpris et fait prisonnier le lord Blayney qui voulait attaquer Malaga, Sebastiani contint les populations voisines. Blake voulut agir à son tour; mais il fut défait à Baza, ce qui arrêta l'élan de l'insurrection dans ces contrées.

Mais l'obstination espagnole ne devait pas céder à de tels coups; et les adversaires qui surgissaient de tous les points fatiguaient les Français et diminuaient sensiblement leurs rangs. Heureusement pour eux ces adversaires ne s'entendaient pas souvent entre eux, et se laissaient aller à des rivalités qui ruinaient leurs forces. Dans le royaume de Valence, don Jose Caro pensait bien moins à soutenir la guerre qu'à poursuivre ses vengeances; il avait laissé Suchet s'étendre sans tenter la moindre diversion. La clameur publique l'avait seule déterminé à envoyer le général O'Donoju pour s'opposer aux progrès de l'ennemi, et les échecs de ce chef ne le tirèrent pas lui-même de Valence. Lorsqu'il se mit en mouvement sur la demande pressante du général de Catalogne pour la délivrance de Tortose, ce fut pour s'enfuir aussitôt devant l'ennemi. Alors il tomba dans le mépris public; et comme on découvrit dans ce temps des projets de proscription par lui formés, il s'enfuit déguisé en moine dans l'île de Mallorca. Il fut remplacé par don Louis de Bassecourt, qui montra plus de courage, et mit au moins du soin à concerter ses opérations avec les généraux des autres provinces.

En Catalogne, le zèle du congrès et l'activité du général Enrique O'Donnell donnaient une grande énergie aux mouvements militaires, et le maréchal Macdonald, harcelé sur tous les points, ne pouvait guère exécuter autre chose que l'approvisionnement de Barcelone. Les mesures conciliatrices qu'il adopta ne pouvaient adoucir des esprits irrités par les cruautés d'Augereau, exaltés d'ailleurs par le patriotisme. Son armée se fondait par les marches et les petits engagements de chaque jour; et voyant qu'il ne pouvait rien accomplir, il résolut de favoriser au moins les opérations du général Suchet, qui assiégeait Tortose et avait repoussé diverses attaques dirigées par don Enrique O'Donnell. Macdonald, après une vaine tentative vers Tarragone, vint donc couvrir les opérations de Suchet devant Tortose. Mais O'Donnell, par des marches rapides de plusieurs détachements auxquels il fit prendre diverses routes, surprit les postes que l'ennemi avait à son arrière-garde, enleva le général Schwartz dans le château de l'Abisbal, tandis que son lieutenant Fleyrès s'emparait de San-Felice de Guijols, et le lieutenant-colonel Aldea de Palamos, où il firent douze cents prisonniers. Un tel succès alluma plus fortement la guerre contre les Français dans le nord de la Catalogne. Macdonald était obligé de se livrer à une activité continuelle pour protéger ses détachements et ses convois contre les Catalans dirigés par le marquis de Campoverde, par le baron d'Eroles et d'autres chefs encore; et le siége de Tortose, suspendu pendant les mois de septembre et d'octobre, le fut encore pendant toute la durée du mois de novembre. Sur les deux rives de l'Èbre, les Catalans et les Aragonais ne laissaient point de relâche aux Français; malgré les entraves apportées par l'incapacité du général en chef Carvajal, les Aragonais obtinrent des succès glorieux, et parmi leurs chefs don Pedro Villacampa se rendit surtout redoutable, jusqu'à ce que Suchet l'eût fait rejeter plus loin par le général polonais Klopicki. Le général Habert délivra aussi les Français des Espagnols campés à Falset. Le général Musnier fit

subir deux échecs à Uldecona et à Vinaroz au général Bassecourt qui de Valence voulait aussi inquiéter les Français; et Macdonald, ayant assuré les subsistances de Barcelone et les communications avec la France, put venir en décembre prêter un appui bien sérieux aux opérations du siége de Tortose. L'armée de Catalogne vint prendre position en face de ce maréchal; mais elle n'était plus dirigée par O'Donnell, qui, forcé par ses blessures d'aller se rétablir à Mallorca, avait laissé le commandement à don Miguel de Iranzo.

Les armées espagnoles cherchaient à se porter sur les points menacés par l'ennemi, et en même temps des *guerillas* se remuaient sur toute la surface de la Péninsule. Parmi les chefs les plus redoutables de ces bandes on distinguait, dans les Sierras de Grenade et de Ronda, Zaldivia, Marmol et Rey; dans la Manche, Francisquete, Diaz, Orobio, Abad, Pastrana; dans la province de Tolède, l'ancien médecin Palarea, Bustamente surnommé *Caracol*; du côté de Guadalajara Martin dit *l'Empecinado*, qui donna tant de besogne au général Hugo; Ubril à Ségovie, Gomez à Avila, Aguilar à Toro, Principe à Valladolid; à Palencia Tapia, à Burgos Merino, à la Rioja Amor, et Duran à Soria; dans les montagnes de Santander, Campillo; dans la Biscaye, Arostegui, dans Alava, Longa, et enfin dans le Guipazcoa, Jauregui appelé *el Pastor*. Les Français firent de grands efforts contre toutes ces bandes; ils s'attachèrent surtout à se délivrer de Francisco Espoz y Mina, qui avait donné dans l'Aragon et la Navarre une organisation redoutable à ses *guerillas*.

Cependant de graves questions de politique intérieure s'agitaient à Cadix. La régence avait recours à toutes sortes de moyens pour retarder les cortès; mais les représentations de députés nommés par les provinces, et l'opinion de Cadix, la réduisirent à ordonner que dans le plus bref délai se fissent les élections non accomplies, et que les députés nommés se rendissent à l'île de Léon dans le cours du mois d'août. Il y eut d'abord à fixer quelques préliminaires; il s'agissait d'abord de savoir si l'on convoquerait l'*estamento* des privilégiés. La majorité des opinions demandait une seule chambre; la régence prit l'avis du conseil de Castille, qui se déclara aussi pour une chambre unique. Toutefois quelques membres, entre autres Colon, le comte del Pinar, Riega, Estrada et Torres, demandèrent que l'on châtiât plutôt avec sévérité les députés des juntes qui s'étaient permis de demander la prompte convocation des cortès. L'irritation fut d'autant plus grande contre cette minorité, qu'elle avait été bien lente à embrasser la cause de l'indépendance. Le conseil d'état aussi consulté fut également d'avis que les privilégiés ne fussent point convoqués. La régence décida donc que les classes privilégiées ne siégeraient point à part dans les cortès qu'on allait réunir.

D'après le décret publié par la junte centrale, et dont on allait exécuter les dispositions, l'ancien mode d'élection était complétement changé; seulement, en souvenir de ce qui se pratiquait autrefois, l'on autorisait les villes ayant le *voto à cortès* à se faire représenter pour cette fois par un membre de leur municipalité. Le même droit était accordé aux juntes de provinces, comme récompense de leurs travaux en faveur de l'indépendance nationale. Ces deux classes de députés étaient loin de former la majorité, qui, d'après le nouveau mode d'élection, se trouvait dans les nominations faites par la généralité des citoyens. On choisissait un député par cinquante mille âmes; et le droit de suffrage était acquis aux Espagnols de toutes classes, âgés de vingt-cinq ans, domiciliés dans le pays, et aux commerçants payant patente. L'élection était indirecte, car elle passait par les trois degrés des juntes de paroisse, de canton et de province. L'éligible n'était pas soumis à d'autres conditions que l'électeur. On mettait dans une urne le nom des trois candidats qui avaient réuni les premiers la majorité absolue des voix, et celui que le sort désignait était proclamé député.

Les députés se trouvaient maintenant revêtus de pouvoirs étendus; car il était dit

dans les lettres de convocation que la nation allait être assemblée en cortès *pour rétablir et améliorer la constitution de la monarchie;* et dans les mandats l'on spécifia *que les députés pouvaient accorder et résoudre tout ce qui serait proposé aux cortès, tant sur les points indiqués dans les lettres closes de convocation, que sur toute autre matière, avec pleine, franche, libre et générale autorisation, sans qu'ils eussent jamais à s'abstenir sur une question quelconque faute de pouvoirs, car les électeurs leur conféraient tous ceux qui seraient nécessaires, sans exception ni limites.*

Une autre innovation importante, ce fut d'appeler les provinces d'Amérique et d'Asie à se faire représenter. Ces pays avaient été découverts lorsque les juntes nationales étaient à peu près tombées en désuétude. Quand on réunit des apparences d'assemblées représentatives, on ne songea point à y appeler des députés d'outre-mer; mais maintenant qu'était consacré le principe de l'égalité de droits entre tous les Espagnols des deux mondes, il fallait bien que les uns et les autres intervinssent dans un congrès où allaient se décider des questions qui intéressaient toute l'étendue de la monarchie. La difficulté était de conserver dans la pratique l'égalité proclamée en principe. Un pays comme l'Amérique, avec des castes diverses séparées par la différence des mœurs, esclaves des préjugés, offrait des problèmes difficiles à résoudre; de plus on manquait de statistique; la division était différente entre les provinces et les cantons; on n'avait pas le temps nécessaire ni pour demander de plus amples informations en Amérique, ni même pour tirer de la poussière des archives les renseignements inexacts et incomplets qu'on eût pu se procurer en Europe.

Par ces motifs, la junte centrale, dans le premier décret qu'elle publia relativement aux cortès le 22 mai 1809, s'était bornée à spécifier que la commission chargée des travaux préparatoires aurait à voir la part que les Amériques devaient prendre dans la représentation nationale. Lorsqu'au mois de janvier 1810 la même junte expédia aux provinces d'Espagne les lettres de convocation pour l'élection des députés aux cortès, elle rendit en même temps un décret en faveur de la représentation d'Amérique et d'Asie, déclarant que cette représentation aurait lieu par suppléance, et qu'elle se composerait de vingt-six membres choisis parmi les naturels de ce pays, résidant en Europe, jusqu'à ce qu'on pût aviser à un mode d'élection plus convenable. Ce décret ne fut point imprimé; l'on fit seulement insérer dans la *Gazette* du 7 janvier un avis annonçant la résolution. Afin de remédier autant que possible à ces inconvénients, la régence conserva pour le premier degré d'élection le système adopté jadis par la junte, en vertu duquel les municipalités, après avoir fait choix de trois noms différents, devaient en faire désigner un par le sort, et le remettre au vice-roi ou capitaine-général, qui, sur le nombre des candidats des diverses provinces, devait en choisir trois, et les tirer ensuite au sort. Celui dont le nom sortait de l'urne devait être nommé membre de la junte; mais, pour la nomination définitive des députés aux cortès, la régence adopta une base plus large. Les municipalités devaient choisir leurs représentants dans leurs provinces respectives, sans que leurs nominations dussent être soumises à un triage ultérieur; de sorte qu'au lieu d'un seul député pour chaque vice-royauté, ou capitainerie-générale, il y en avait autant que l'on comptait de provinces, ce qui rendit la représentation américaine assez nombreuse. Les représentants débarquèrent peu à peu à Cadix, et formèrent une portion considérable de l'assemblée.

Néanmoins on procéda à Cadix à l'élection des députés suppléants, tant pour les provinces d'outre-mer que pour celles d'Espagne, dont les représentants n'avaient pu se rendre à leur poste. Pour l'Amérique et l'Asie, la régence, cédant à diverses sollicitations, ordonna qu'on ajoutât deux députés suppléants aux vingt-six déjà désignés. Quant à la Péninsule, on ne devait élire

qu'un seul suppléant pour chacune des provinces qui étaient en retard. La régence résolut que les choix des suppléants, devant tomber sur des hommes nés dans les provinces représentées, se feraient à Cadix, qui était le refuge de la plupart des émigrés. Les élections commencèrent le 17 septembre, et en général on élut des hommes capables, grands partisans des réformes. Les colléges électoraux des provinces d'Espagne furent présidés par des membres du conseil de Castille, et ceux des provinces d'Amérique par don Jose Pablo Valiente, du conseil des Indes. Nulle province d'Espagne, pour ainsi dire, ne fournit moins de cent électeurs; Madrid en donna quatre mille. Les partisans de l'ancien ordre de choses virent s'évanouir leurs espérances; les hommes dévoués aux idées nouvelles sentirent croître leurs forces. Alors la régence, craignant pour son existence, voulut prendre des précautions. Par un décret du 16 septembre, elle prétendit rendre à tous les conseils leur ancienne organisation, espérant ainsi se créer un appui; on lui soupçonna des pensées plus funestes. Le conseil royal fit tous ses efforts pour que la présidence des cortès fût dévolue à son gouverneur ou doyen, et que sa propre chambre fût chargée de la vérification des pouvoirs des députés; que plusieurs de ses membres même fussent admis à siéger dans la représentation nationale à titre d'assistants. Mais c'étaient là des prétentions qui ne pouvaient plus être admises. Les députés arrivant des provinces, amis ou ennemis des réformes, étaient pleins de préventions et de méfiance contre les conseils et la régence elle-même. La présence d'un assez grand nombre de ces députés à Cadix, en septembre, fit insister auprès de la régence pour qu'elle déterminât enfin le jour de l'ouverture des cortès. Après bien des excuses elle fixa le 24. Les députés déjà présents opinèrent pour que la régence approuvât de sa propre autorité les pouvoirs de six d'entre eux, qui à leur tour vérifieraient ensuite ceux de leurs collègues. La régence accéda malgré elle à la proposition; toutefois, dans le décret publié à cet effet, elle déclarait qu'elle n'agissait ainsi que parce que les cortès étaient extraordinaires, mais qu'elle n'entendait porter nulle atteinte aux droits de la chambre de Castille, qu'elle réservait.

Les travaux préliminaires achevés, chacun attendait avec anxiété le 24 septembre, qui allait être le véritable point de départ de la révolution espagnole.

CHAPITRE V.

CORTÈS.

Lorsque les députés, après la prestation du serment le 24 septembre, se rendirent au lieu de leurs séances dans l'île, ils furent accueillis par les acclamations des troupes et de la population accourue de Cadix et d'autres lieux; car la nation fondait sur eux de grandes espérances. La régence, au contraire, ne voyait que d'un œil jaloux et mécontent la réunion de cette assemblée; aussi ne prit-elle aucune mesure pour diriger la marche d'hommes pour la plupart étrangers aux affaires, se flattant de l'idée qu'ils commettraient d'énormes fautes que la publicité ferait mieux reconnaître. Mais les cortès procédèrent sans embarras à leurs opérations préparatoires, nommèrent pour président don Ramon Lazaro de Dou, député de la Catalogne, et pour secrétaires don Evariste Perez de Castro et don Manuel Lujan. La régence, en se retirant de l'assemblée, avait laissé un écrit dans lequel, témoignant son désir de résigner le pouvoir, elle insistait sur la nécessité de constituer immédiatement un gouvernement en rapport avec la situation actuelle de la monarchie. On se contenta de donner acte de cet écrit; et presque aussitôt don Diego Munos Torrero, député pour l'Estramadure, développa les propositions suivantes: 1° Que les députés composant le congrès et représentant la nation espagnole se déclarassent légitimement constitués en cortès générales et extraordinaires, dépositaires de la souveraineté nationale; 2° que d'accord avec la volonté générale, elles reconnussent et proclamassent le seigneur don Ferdinand VII de Bourbon comme leur unique et légitime roi, et lui prêtassent de nouveau serment d'obéissance, déclarant nulle et de nulle valeur la prétendue cession de la couronne faite en faveur de Napoléon, non-seulement à cause de la violence intervenue dans ces actes injustes et illégaux, mais principalement encore parce qu'il leur avait manqué le consentement de la nation; 3° qu'il ne convenait pas que les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire restassent unis, et qu'ainsi les cortès se réservaient seulement l'exercice du premier dans toute son étendue; 4° que les personnes auxquelles on déléguerait le pouvoir exécutif, en l'absence du seigneur don Ferdinand VII, fussent responsables de leurs actes administratifs, conformément aux lois; que le conseil de régence actuel fût mis en mesure de continuer à remplir par intérim ses fonctions, sous la condition expresse de prêter immédiatement et séance tenante le serment de reconnaître la souveraineté de la nation, représentée par les députés des présentes cortès générales et extraordinaires; d'obéir à leurs décrets, aux lois et à la constitution devant être établies dans l'intérêt

de la sainte cause pour laquelle elles se sont réunies ; d'ordonner qu'ils soient observés, et de les faire exécuter ; de conserver l'indépendance, la liberté et l'intégrité de la nation ; de maintenir la religion catholique, apostolique et romaine, le gouvernement monarchique du royaume ; de rétablir sur le trône le bien-aimé roi don Ferdinand VII de Bourbon ; de n'avoir jamais en vue que le bien de l'État ; 5° que l'on confirmât pour le moment tous les tribunaux et cours de justice du royaume, ainsi que les autorités civiles et militaires, de quelque rang qu'elles fussent ; 6° en dernier lieu que l'on déclarât inviolable la personne des députés, sans qu'il fût permis d'intenter aucune action contre eux, si ce n'est dans les formes qui seraient fixées plus tard par un règlement. Toutes ces propositions furent adoptées, après une discussion brillante qui étonna tous les assistants ; la régence, confondue, se soumit aux décisions du congrès. Dans la nuit du 24 elle prêta serment suivant la formule adoptée par les cortès ; l'évêque d'Orense manqua seul à cette séance, à cause, dit-on, de son grand âge et de ses infirmités qui l'avaient forcé de se retirer chez lui à une heure aussi avancée.

Cent députés seulement assistèrent à la première séance ; les deux tiers environ avaient été nommés en titre par les provinces ; les autres, choisis à Cadix, comme suppléants. Ce fut une raison pour que plus tard on traitât cette assemblée d'illégitime ; mais peu à peu le nombre se compléta par les élections que firent les provinces. Il y eut au moins tout d'abord trois représentations entières ; celles de la Galice, de la Catalogne et de l'Estramadure. On vit assister aux séances divers députés des provinces de l'intérieur, qui avaient été élus malgré la présence de l'ennemi et pendant les intervalles de ses incursions. Trois mois étaient à peine écoulés que les députés de Léon, de Valence, de Murcie, des îles Baléares, prirent place dans l'assemblée des cortès ; ce qui parut plus étrange, c'est qu'en même temps vinrent siéger des députés de la Nouvelle-Espagne, élus sur les lieux mêmes. Les adresses de félicitation arrivèrent de toutes parts, et personne alors n'éleva la voix contre la légitimité des cortès. Au contraire, ni la distance ni la crainte de l'ennemi n'empêcha qu'on ne leur donnât des preuves multipliées de dévouement et de fidélité. Après avoir pris le titre de Majesté et avoir composé diverses commissions pour les différentes espèces d'affaires appartenant aux diverses branches d'administration, les cortès décidèrent qu'en attendant l'établissement d'un règlement la régence pouvait user de tout le pouvoir nécessaire à la défense, à la sûreté et à l'administration du pays dans les circonstances critiques où il se trouvait ; que pour le mode de communications, provisoirement la régence adresserait aux cortès des lettres officielles, ou enverrait des secrétaires d'état en personne. La régence qui voulait fatiguer et déconsidérer l'assemblée, importunait les cortès de ses demandes, et chercha en outre à gagner des députés. Elle conféra des emplois à divers membres du congrès, donnant la préférence aux Américains. L'indignation fut grande, et sur la proposition de don Antonio Capmany, il fut interdit à tout député de pouvoir accepter pour lui ni pour une autre personne des emplois, pensions, grâces, faveurs ou dignités du pouvoir exécutif. La prohibition fut même étendue à une année après que les députés actuels auraient cessé de l'être.

Une autre circonstance jeta de la déconsidération sur la régence. Don Nicolas Maria de Sierra, qui était secrétaire d'état au département de la justice, adressa à la junte d'Aragon un ordre pour qu'elle nommât elle-même la totalité des députés de la province ; et à cet effet il lui envoya une liste confidentielle des candidats, dans lesquels il signalait surtout lui-même, son premier commis don Tadeo Calomarde, et le ministre d'état don Eusebio de Bardaxi ; lorsque Sierra eut révélé ces faits dont la régence n'avait pas connaissance, elle se contenta d'annuler les élections, et maintint le ministre à son poste. Les efforts tentés pour tirer parti de la dé-

mission de l'évêque d'Orense comme membre de la régence et de son refus de serment comme dignitaire ecclésiastique, manifestèrent tout le mauvais vouloir des ennemis de l'assemblée nationale, sans leur profiter, car, après de bien longs débats, l'évêque se soumit à la formalité qu'on exigeait.

Des faits d'une bien plus haute gravité occupaient alors le gouvernement; il s'agissait des commencements de la révolution de l'Amérique du sud, dont les causes particulières et rapprochées tenaient aux événements de 1808.

Dans le principe et au moment où s'écroulait le trône des Bourbons, tous les pays d'outre-mer manifestèrent un véritable enthousiasme qui en imposa aux partisans des changements. Les abdications de Bayonne y produisirent une grande irritation; et les habitants de ces provinces fournirent avec libéralité des secours à leurs frères d'Europe. Mais le premier moment d'effervescence une fois passé, et les désastres se multipliant dans la Péninsule, l'opinion se modifia peu à peu, et l'on vit germer de nouveaux désirs d'indépendance, particulièrement dans la jeunesse créole de la classe moyenne et dans le bas clergé. Cette disposition fut entretenue à la fois par les Anglais, dans la crainte de voir succomber l'Espagne, et par les Français et les émissaires de Joseph dans le but de soustraire ce pays à l'influence du gouvernement de Séville et de Cadix; elle fut encouragée aussi par les Anglo-Américains, surtout à Mexico, et enfin dans les provinces de Rio de la Plata par les agents de l'infante dona Carlota, alors résidant au Brésil, dont le gouvernement, indépendant de l'Europe, n'était pas pour l'Amérique méridionale d'un meilleur exemple que ne l'avait été pour l'Amérique septentrionale la séparation des États-Unis.

La junte centrale se borna à des déclarations touchant l'égalité des droits, et négligea d'autres précautions plus importantes; en se retirant elle laissa l'Amérique, travaillée déjà de mille manières, avec les mêmes institutions, les classes pauvres dans l'abandon, et à la tête du pays des autorités sans force ni capacité, et dont quelques-unes étaient même soupçonnées de connivence avec les indépendants.

La première explosion se fit sans qu'il y eût accord préalable entre les diverses parties de l'Amérique; car les communications étaient bien difficiles, et les sociétés secrètes, qui plus tard eurent tant d'influence sur les événements d'outre-mer, n'étaient encore ni répandues ni organisées. Le mouvement commença par Caracas, et ce fut à la nouvelle de la perte des Andalousies et de la dissolution de la junte centrale. Le 19 avril 1810, la population de cette ville, capitale de la province de Venezuela, s'insurgea tout à coup, et les troupes s'unirent au peuple. La municipalité s'adjoignant quelques membres, s'érigea en junte suprême, en attendant que l'on pût, disait-elle, convoquer une assemblé nationale. Pris au dépourvu, le capitaine général don Vicente Emparan n'opposa aucune résistance; il fut bientôt dépouillé de son commandement et embarqué à la Guaira avec l'*audiencia* et les principales autorités espagnoles. Les autres provinces suivirent l'impulsion donnée par Caracas, à l'exception du district de Coro et de Maracaybo, où le gouverneur don Fernando Miyarès parvint à maintenir la tranquillité et le bon ordre.

Le principal motif qu'allégua Caracas pour la formation d'une junte suprême et indépendante, ce fut que toute l'Espagne se trouvait réduite sous le joug d'une dynastie étrangère; elle déclarait en même temps qu'elle ne ferait usage de l'autorité souveraine que jusqu'au retour de Ferdinand VII dans ses États, ou jusqu'à l'installation légale et solennelle d'un gouvernement constitué par des cortès auxquelles assisteraient les légitimes représentants des royaumes, provinces et villes des Amériques. En même temps la nouvelle junte faisait offre d'amitié et de secours aux Espagnols qui seraient occupés à combattre pour l'indépendance de la Péninsule. Ce n'étaient là que des ménagements apparents pour ne point heurter les sentiments du peuple, en attendant les innovations qui fussent agréables aux mas-

ses. Bientôt on abolit le tribut que payaient les Indiens. Les emplois furent partagés entre les naturels du pays, et l'on ouvrit les ports aux étrangers. Cette dernière mesure flattait surtout les propriétaires qui voyaient une augmentation de valeur dans les produits de leurs immeubles. C'était en même temps un moyen de se rendre favorables les nations commerçantes toujours avides de s'ouvrir de nouveaux marchés.

Aussi le ministère anglais, d'abord fort réservé lorsque l'insurrection éclata, déclara-t-il au bout de quelques mois que Sa Majesté britannique ne se croyait engagée par aucun lien à soutenir une partie quelconque de la monarchie espagnole contre une autre, à raison des différences d'opinions sur le mode à suivre pour régler leur système de gouvernement respectif, aussi longtemps qu'elles seraient d'accord pour reconnaître le même légitime souverain, et s'opposer à l'usurpation et à la tyrannie françaises.

Buenos-Ayres aussi poussa le cri de l'indépendance à la nouvelle des désastres de l'Andalousie apportée par un navire anglais. Le capitaine général don Balthasar Hidalgo de Cisneros consentit, sur la demande de la municipalité, à la convocation d'un congrès. Une des prmières mesures de cette assemblée fut la destitution de Cisneros; ensuite elle fit choix d'une junte suprême pour exercer le pouvoir au nom de Ferdinand VII.

Montevideo, qui se disposait à s'unir à Buenos-Ayres, s'arrêta en apprenant que le parti national était encore debout dans la Péninsule, et qu'il existait à l'île de Léon, sous le nom de régence, un gouvernement central.

La Nouvelle-Grenade suivit l'impulsion de Caracas, et institua une junte suprême le 22 juillet. Le nouveau gouverneur déposa le vice-roi don Antonio Amat. Puis à Santa-Fe, à Quito, et dans les autres provinces éclatèrent bientôt des querelles, des divisions, et la guerre.

Le Pérou demeura tranquille, et persista longtemps après encore dans sa fidélité à la mère-patrie, grâce à la prudence et à la fermeté du vice-roi don Jose Fernando Abascal, ainsi qu'au souvenir encore tout récent de la rébellion de Tupac Amaro et de ses cruautés.

La Nouvelle-Espagne ne remuait pas non plus, en dépit de toutes les manœuvres et de tous les complots.

La régence, en s'installant, avait nommé des personnes chargées de porter dans les provinces d'outre-mer la nouvelle des événements qui avaient signalé le commencement de l'année. Elle rappelait en même temps, dans une proclamation, l'égalité de condition accordée aux naturels du pays, envoyait des lettres de convocation pour qu'ils eussent à se faire représenter aux cortès par leurs députés. La régence n'alla pas plus loin que la junte centrale. Le 17 avril 1810 fut publié un ordre par lequel était autorisé le commerce direct de tous les ports des Indes avec les colonies étrangères et les nations de l'Europe. Le commerce de Cadix, alarmé d'un changement si subit, réclama sans retard. La régence feignit d'ignorer la publication faite en son nom, et de l'enquête ordonnée à ce sujet il résulta qu'en vertu d'une permission restreinte à l'article des farines et applicable seulement au port de la Havane, le département des finances des Indes avait étendu, de son autorité privée, cette permission aux autres produits et marchandises provenant de l'étranger, et en faveur de toutes les côtes d'Amérique. On instruisit un procès qui se termina par l'acquittement de toutes les personnes impliquées dans cette affaire où figurait, dit-on, un membre de la régence. L'ordre fut révoqué; mais le coup était porté; et suggéra aux agitateurs d'Amérique de nouvelles et puissantes raisons pour poursuivre l'entreprise commencée.

Ce fut le 4 juillet que la régence apprit l'insurrection de Caracas, et à la fin d'août celle de Buenos-Ayres; elle espéra que les troubles cesseraient dès que l'on connaîtrait la résistance indomptable de la Péninsule au joug de l'étranger, et ne sachant que résoudre, elle prit l'avis du conseil royal de Castille. On résolut de charger d'une mission

conciliatrice un homme éminent, qui à la dernière extrémité réunirait les troupes de Puerto-Rico, Cuba et Carthagène. On choisit don Antonio Cortavarria, membre du conseil royal, magistrat respectable, mais fort âgé, et d'ailleurs manquant de notions indispensables sur l'Amérique; il devait agir de concert avec le gouverneur de Maracaybo, don Fernando Miyarès, nommé capitaine général de Caracas en récompense de sa belle conduite.

Quant à Buenos-Ayres, comme on connaissait les intrigues de l'infante dona Carlotta dans ce pays, depuis sa résidence au Brésil, on y avait envoyé pour gouverneur le général don Gaspar de Vigodet. Lorsque fut arrivée la nouvelle de l'insurrection, on fit partir, en qualité de vice-roi du Rio de la Plata, don Francisco Xavier Elio, accompagné de cinq cents hommes, avec une frégate et une flûte. Au reste on lui fit, comme à Cortavarria, la recommandation de ne pas faire usage de la force avant d'avoir essayé de tous les moyens de conciliation.

Au sein de l'assemblée des cortès, les députés d'outre-mer s'agitèrent beaucoup pour que l'on s'occupât de leurs pays. Les discussions furent très-vives; on les tint en partie secrètes; et le 15 octobre fut adopté un décret dont les articles fondamentaux étaient 1° l'égalité des droits déjà sanctionnée; 2° une amnistie générale sans aucune restriction. A la suite de cette résolution vinrent d'autres déclarations et concessions toutes très-avantageuses à l'Amérique.

Les cortès s'occupaient en même temps de la liberté de la presse, qui fut proclamée, sous la réserve des matières religieuses, le 10 novembre; les délits de presse ne furent pas soumis au jury; l'examen en fut attribué à des juntes de censure qui devaient déclarer s'il y avait lieu à des poursuites de la part des tribunaux ordinaires.

Tandis que l'assemblée était occupée de la discussion sur la liberté de la presse, elle changea aussi les membres qui composaient le conseil de régence; elle réduisit les membres de cinq à trois; et choisit le général Blake, le chef d'escadre don Gabriel Ciscar, et le capitaine de frégate don Pedro Agar, Américain. Comme les deux premiers se trouvaient à Murcie, les cortès nommèrent deux suppléants, le général marquis del Palacio et don Jose Maria Puig, du conseil royal. Celui-ci et Agar prêtèrent serment purement et simplement; mais le marquis del Palacio ayant déclaré qu'il jurait sans préjudice des serments de fidélité qu'il avait prêtés au seigneur Ferdinand VII, de violents débats s'élevèrent; Agar et Puig furent seuls installés le 28 octobre, et le lendemain les cortès nommèrent à la place du marquis del Palacio le marquis del Castelar, grand d'Espagne. Les titulaires absents, Blake et Ciscar, n'occupèrent leurs siéges que le 8 décembre et le 4 janvier suivants. Quant au marquis del Palacio, il finit par faire des soumissions, et les cortès lui pardonnèrent son incartade. Malgré tous leurs embarras, les cortès voulaient s'occuper de réformes intérieures; on méditait la révision des franchises et immunités dont les diverses provinces de la Péninsule avaient joui anciennement; on voulait les corriger, les rendre uniformes, et les adapter à la situation présente de la nation; une commission spéciale fut nommée à cet effet; on y fit entrer des Européens de toutes les opinions et divers Américains.

A cette époque aussi le sentiment de nationalité se manifesta énergiquement, lorsqu'à l'occasion de lettres pleines d'une lâche humilité du roi captif à Napoléon, lettres insérées dans le *Moniteur* français, le bruit se répandit en Espagne qu'il était question d'unir Ferdinand à une princesse de la famille impériale, et de le faire remonter, à la faveur de cette alliance, sur le trône de ses ancêtres, sous des conditions contraires à l'honneur et à l'indépendance du pays. Des députés appartenant à toutes les opinions déclarèrent que dans ce cas les conditions acceptées par Ferdinand seraient rejetées par la nation, et que le roi lui-même pourrait bien ne pas être accueilli. Enfin, le 1er janvier 1811, un décret fut adopté dans les termes suivants: « Les cortès générales et extraordinaires,

conformément à leur décret du 24 septembre de l'année précédente, par lequel elles déclarèrent nulles et de nulle valeur les abdications faites à Bayonne par le légitime roi d'Espagne et des Indes, Ferdinand VII, non-seulement parce que ce prince n'était pas libre, mais encore parce que ces abdications manquaient d'une condition essentielle et indispensable, le consentement de la nation, déclarent qu'elles ne reconnaîtront point, et qu'elles tiennent au contraire pour nuls, de nulle valeur et de nul effet, tous acte, traité, convention ou transaction de quelque classe et nature que ce puisse être, consentis par le roi, tant qu'il demeurera dans l'état d'oppression et de captivité où il se trouve, que lesdits actes aient lieu en pays ennemi ou sur le territoire de l'Espagne, si dans ce dernier cas la personne du prince est entourée des armées, ou placée sous l'influence directe ou indirecte de l'usurpateur de sa couronne: car jamais la nation ne regardera son roi comme libre, et ne lui prêtera obéissance, jusqu'à ce qu'elle le voie parmi ses fidèles sujets, dans le sein du congrès national qui existe à présent ou qui existerait par la suite, ou du gouvernement établi par les cortès. Elles déclarent aussi que toute contravention au présent décret sera regardée par la nation comme un acte hostile à la patrie, et que le contrevenant demeurera responsable selon la rigueur des lois. Les cortès déclarent enfin que la généreuse nation qu'elles représentent ne déposera les armes, et ne prêtera l'oreille à aucune proposition d'accommodement à aucune convention de quelque nature qu'elle soit, qu'après la totale évacuation de l'Espagne et du Portugal par les troupes qui les ont envahis avec tant d'iniquité ; car les cortès sont résolues, avec la nation entière, à combattre sans relâche jusqu'à ce qu'elles aient pleinement assuré le maintien de la sainte religion de leurs ancêtres, la liberté de leur bien-aimé monarque, l'indépendance absolue et l'intégrité de la monarchie. » Ce décret reçut l'approbation unanime de cent quatorze députés qui se trouvèrent présents.

Pendant les premiers mois de l'année 1811, les cortès s'occupèrent de nouveau, et à plusieurs reprises, des provinces d'outre-mer; car il s'agissait d'apaiser le feu de l'insurrection qui gagnait tous les points. Il s'étendait de Buenos-Ayres au Paraguay et au Tucuman, puis ensuite au Chili, où le comte de la Conquista, ayant été investi du commandement, maintenait l'autorité de la métropole.

Les révolutions de la Nouvelle-Grenade avaient un caractère plus grave et de plus terribles conséquences; on avait dû les redouter dès le temps du vice-roi don Jose Iturrigary, qui fut déposé le 16 septembre 1809 par les Européens établis dans ce royaume, qui le soupçonnaient d'intelligences coupables avec les créoles. La junte centrale avait nommé pour lui succéder comme vice-roi l'archevêque don François Xavier de Lizana, vieillard d'une pauvre intelligence. La déposition d'Iturrigary, la faiblesse de l'archevêque vice-roi, puis les désastres de l'Espagne en 1810, firent éclater les mécontentements, et les factieux se prononcèrent ouvertement dans le mois de septembre de la même année. A leur tête était un prêtre obscur, don Miguel Hidalgo de la Costilla, curé du village de Dolorès, dans le district de la ville de Guanajuato ; il avait toujours haï les Espagnols, et il commença à tramer sa conspiration après quelques entrevues avec un général français envoyé par Napoléon pour plaider en faveur de son frère Joseph, lequel général fut arrêté dans les provinces intérieures, et conduit ensuite à la ville de Mexico.

Hidalgo souleva les Indiens et les mulâtres, et entra à leur tête, le 16 septembre, dans le village qui était sa paroisse. Agissant ensuite d'accord avec les capitaines du régiment provincial de la reine, don Ignacio Allenda et don Juan Aldama, il arriva à San-Miguel el Grande, où ce régiment se réunit à lui presque en totalité. Le corps d'Hidalgo se grossissait chaque jour, et

marcha en avant aux cris de *Vive Ferdinand VII! Mort aux Gachupinés!* nom que l'on donne aux Européens en ce pays. Les insurgés portaient sur leur étendard l'image de la Vierge de Guadalupe, très-révérée par les Indiens.

Hidalgo et ses partisans s'avancèrent ainsi, et parvinrent bientôt à s'emparer de Guanajuato, l'une des villes les plus riches de la contrée à cause des mines qu'on exploite dans son territoire. Le 18 octobre, les rebelles s'étendirent jusqu'à Valladolid de Mechoacan, et comme il régnait une grande fermentation à Mexico, leur triomphe paraissait presque assuré, si dans ce moment n'eût abordé, venant d'Europe, don Francisco Xavier Venegas, nommé vice-roi à la place de l'archevêque. Le mauvais esprit des mécontents de la capitale se contint, et des mesures énergiques furent prises contre le danger du dehors.

Hidalgo était seulement à quatorze lieues de Mexico, lorsque le colonel Torquato Trujillo, envoyé par Vénégas, marcha à sa rencontre avec quinze cents hommes. Les deux partis se rencontrèrent au mont de las Cruces, et la mêlée s'engagea. Le colonel Trujillo triompha; mais se voyant en présence d'une masse énorme d'ennemis, il jugea prudent de regagner de nuit Mexico, où son retour accrut les inquiétudes des uns et les espérances des autres.

Heureusement don Felice Calleja, commandant de la brigade de San-Luis de Potosi, à la nouvelle de la marche d'Hidalgo sur Mexico, se mit sur sa piste avec trois mille hommes de bonnes troupes. Le prêtre, encouragé par la retraite de Trujillo, se porta contre Calleja, qu'il rencontra près de d'Aculco le 7 novembre. Les insurgés furent complétement battus. Ils se refirent encore, et Calleja eut plusieurs engagements avec eux. Mais, après un grand combat livré le 17 janvier 1811 au pont de Calderon, dans la province de Guadalajara, Hidalgo et ses adhérents, contraints de se réfugier dans les provinces, furent faits prisonniers le 21 mars suivant et immédiatement fusillés

Sur la côte de la mer du Sud, toujours dans le royaume de la Nouvelle-Espagne, apparut aussi un autre pasteur, nommé don Jose Maria Morelos, audacieux et propre à de telles entreprises. Il finit cependant par avoir le même sort qu'Hidalgo, mais après avoir longtemps remué le pays.

La guerre qui s'alluma au Mexique à l'époque du soulèvement d'Hidalgo fut une guerre à mort contre les Européens, et ceux-ci prirent souvent leur revanche. Les ravages furent horribles, il en résulta pour l'Espagne un préjudice immense.

Les cortès employèrent tous leurs efforts pour adoucir les malheurs de l'Amérique. On discuta longuement sur la question de donner aux provinces d'outre-mer une représentation semblable à celle de l'Espagne. Le congrès déclara, le 9 janvier 1811, « que la représentation américaine aux cortès qui seraient désormais assemblées serait entièrement semblable à celle qui s'établirait dans la Péninsule, la constitution devant fixer le règlement de cette représentation nationale sur les bases d'une égalité parfaite, conformément au décret du 15 octobre. »

On ordonna de même alors que les naturels et les habitants de ces régions pussent semer et cultiver tout ce qu'il leur plairait; car il y avait des productions, telles que la vigne et l'olivier, dont la culture était prohibée. On permit aussi de choisir pour toute espèce de charges et d'emplois des créoles, des Indiens et des fils de ces deux races, comme s'ils étaient Européens.

On ne tarda pas non plus à délivrer les indigènes de toute l'Amérique du tribut qu'ils payaient, et l'on abolit même les réquisitions abusives que la pratique autorisait dans quelques districts. Enfin l'on supprima aussi la *mita*, ou le travail forcé des Indiens dans les mines, qui au reste n'était plus en usage que dans certaines parties du Pérou.

Les cortès prirent encore des mesures pour l'administration de la guerre et des finances, et fermèrent leurs séances dans l'île de Léon le 20 février 1811, pour les

rouvrir à Cadix le 24 du même mois. Il avait déjà été question de s'établir dans cette ville ; mais il avait fallu ajourner la résolution à cause de la fièvre jaune qui y éclata pendant l'automne de 1811, et qui ne disparut entièrement qu'à la fin de décembre.

Le 16 décembre, la nouvelle régence divisa la superficie de l'Espagne en six districts militaires, dans lesquels elle comprit aussi bien les provinces libres que celles occupées par l'ennemi. Pour leur défense elle destina six armées, qui reçurent les noms de première armée de Catalogne, deuxième d'Aragon et de Valence, troisième de Murcie, quatrième de l'île de Léon et de Cadix, cinquième d'Estramadure et de Castille, sixième de Galice et des Asturies. Peu de temps après on ajouta à cette division un septième district qui embrassait les provinces basques, la Navarre et la partie de la Vieille-Castille située à la gauche de l'Èbre, sans en excepter les montagnes et la côte de Santander ; mais on ne pourra pas toujours suivre ce classement dans l'exposé des faits. Les grandes manœuvres militaires dépendaient habituellement des plans des Français, qui, à la fin de 1810 et au commencement de 1811, avaient leurs trois grands corps d'opération stationnés à l'occident, au midi et au levant ; le premier en Portugal en face des Anglais, le second en Andalousie et dans l'Estramadure, et le troisième en Catalogne et sur la lisière des royaumes d'Aragon et de Valence. D'autres divisions étaient employées à la défense du gouvernement intrus de Madrid, et servaient à couvrir les routes militaires qui étaient à chaque instant sillonnées par des *guerillas*.

Dans le Portugal, Masséna s'était vu forcé d'opérer sa retraite, après avoir consumé un temps précieux devant les lignes de Torres-Vedras. Les divisions espagnoles sous les ordres de la Romana avaient appuyé les plans du général anglais Wellington, et, après la mort du marquis, elles rentrèrent en Estramadure afin d'embarrasser les entreprises des Français de ce côté.

En effet Soult avait reçu de Napoléon l'ordre d'assister Masséna ; mais Sebastiani avait besoin de tout le quatrième corps pour conserver Grenade et Murcie. Victor avec le premier corps était occupé au siége de Cadix et dans la Serrania de Ronda, et le cinquième, aux ordres de Mortier, veillait sur l'Estramadure et le comté de Niebla. Soult commença par obtenir l'autorisation d'attaquer d'abord Badajoz et Olivenza. Après avoir pris toutes les précautions pour assurer ses conquêtes d'Andalousie, il marcha en avant. Mendizabal, qui depuis le départ de la Romana commandait en Estramadure, se replia par Merida sur la droite de la Guadiana, et Ballesteros prit la direction de Freginal. Le maréchal Soult marcha directement sur Olivenza, qui fut investie le 11 janvier et capitula le 22. Ballesteros, poussé dans le comté de Niebla dont le district fut remis à son commandement, résista vigoureusement, à Villanueva de los Castillejos, aux généraux français Gazan et Rémond, puis se retira sur Sanlucar de Guadiana, et repassa tranquillement le fleuve. Lorsqu'il vit les Français porter leurs forces vers Badajoz, il revint dans le comté et fit subir des pertes considérables au général Rémond. Il voulait même pousser jusqu'aux portes de Séville, lorsqu'arrivèrent de tristes nouvelles d'Estramadure.

Des combats très-vifs avaient été livrés autour de Badajoz, investie depuis le 26 janvier. Mendizabal, appelant à lui les divisions espagnoles de l'armée anglo-portugaise, était venu soutenir les assiégés et harceler l'ennemi ; mais Soult dirigea contre lui une expédition commandée par le maréchal Mortier ; et sur les bords de la Gavora, le 19 février, les Espagnols furent mis dans une déroute complète. L'armée entière se dispersa, les canons et les bagages devinrent la proie de l'ennemi. Le gouverneur de Badajoz, don Rafaël Menacho, continua néanmoins de résister ; mais le 4 mars il fut tué par un boulet, et son successeur, don Jose de Imaz, capitula le 10. Après ce succès, le général de cavalerie Latour-Maubourg marcha sur Albuquerque et Valencia de Al-

cantara, dont il s'empara bientôt. Le 12 mars, Mortier mit le siége devant Campo-Mayor ; après que l'artillerie eut fait des ravages affreux dans la place, le 22 elle capitula.

Mais Soult fut rappelé à Séville par les attaques dirigées de Cadix pour éloigner la ligne des assiégeants. Après diverses tentatives isolées, un mouvement combiné entre les Anglais et les Espagnols, et dirigé par don Manuel de la Peña, qui avait sous son commandement douze mille deux cents fantassins et huit cents cavaliers, s'opéra le 28 février avec assez d'ensemble. L'armée se dirigea par le défilé de Facinas, et vint occuper les hauteurs en face de Cajas Viejas, puis manœuvra pour se mettre en communication avec l'île de Léon, et enfin alla tomber sur les Français qui avaient pris position dans les bois de sapin à Chiclana, remporta un avantage décidé grâce à l'action du général anglais Graham le 5 mars, et entra dans Santi-Petri, ce qui détermina l'évacuation de Medina Sidonia par les Français et les préparatifs de retraite de Victor sur Xerès; mais des débats très-vifs s'étant élevés entre la Peña et Graham, les alliés laissèrent passer l'occasion de poursuivre leurs avantages, et Victor, reprenant le 8 sa position de Chiclana, renforça tous les points de sa ligne.

Pour détourner l'attention portée toujours sur le succès incomplet de l'expédition de la Peña, la régence imagina d'envoyer dans le comté de Niebla cinq mille fantassins et trois cents chevaux aux ordres de Zayas, qui devait agir de concert avec Ballesteros. L'expédition débarqua le 19 aux environs de Huelva ; mais il fallut se retirer devant les forces supérieures de l'ennemi. Posté ensuite dans l'île de la Cascajera, à l'embouchure du Tinto, Zayas ne put appeler Ballesteros à une coopération sincère, et il retourna à Cadix le 31.

Toutefois les revers des Français en Portugal et la retraite de Masséna devaient fortifier les Espagnols et amener la coopération des Anglais en Estramadure. En effet Wellington avait donné ordre à Beresford de secourir Campo-Mayor et de recouvrer Olivenza et Badajoz. La première place avait été occupée le 22 mars par les Français, qui l'abandonnèrent aux alliés le 25 ; les deux autres eurent le temps de se mettre en état de défense.

Vers le même temps Castaños s'était chargé du commandement du cinquième corps à la place du général Mendizabal, tombé en disgrâce depuis la fatale défaite du 19 février. Il soutint sur la droite de la Guadiana les opérations des alliés, et Ballesteros de son côté leur prêta son concours. Olivenza se rendit le 15 avril. Le général Latour-Maubourg, successeur de Mortier, se replia sur Guadalcanal, et Wellington fit le 12 une reconnaissance sur Badajoz ; puis il regagna ses quartiers sur le Coa, laissant la conduite du siége à Beresford. En pénétrant en Estramadure, Wellington avait espéré obtenir une grande preuve de confiance du gouvernement espagnol, et il avait fait demander par le ministre anglais sir Arthur Wellesley, son frère, le commandement militaire des provinces limitrophes du Portugal, pour employer utilement les ressources qu'elles offraient, et combiner avec justesse les opérations de la guerre. La régence, vivement émue d'une telle prétention, avait rencontré aussi les plus fortes répugnances dans les cortès, et les Anglais avaient éprouvé un refus énergiquement exprimé.

Wellington ne montra que plus de résolution dans la défense de la cause qu'il servait. De retour à son camp il eut à déployer la plus grande activité contre Masséna, qui, ayant rétabli ses troupes et reçu des renforts, se préparait à reprendre la campagne. Le 5 mai il accepta au village de Fuentes-Onoro la bataille que lui présenta Masséna. L'action resta indécise, malgré quelques avantages remportés sur les troupes anglaises, et les Français n'ayant pu secourir Almeida, cette place fut évacuée le 10 par le général Brennier, qui fit sauter les ouvrages, perça une double ligne d'Anglais et de Portugais, et vint rejoindre les Français.

Masséna céda le 11 mai le commandement au maréchal Marmont, et Drouet, avec dix mille hommes qui lui restaient du neuvième corps, prit la route des Andalousies et de l'Estramadure.

Marmont cantonna son armée sur les bords du Tormès, et n'en laissa qu'une partie entre cette rivière et l'Agueda. Wellington fit camper la sienne entre le Coa et le ruisseau de Dos-Casas ; puis, avec deux divisions, il reprit le chemin de l'Estramadure au bruit de la marche de Soult sur cette province.

Les Anglo-Portugais comptaient de ce côté sur le concours de Castaños, de Ballesteros et d'une expédition partie de Cadix sous les ordres de Blake, qui porta les forces espagnoles à douze mille hommes. Arrivé à Elvas, Wellington voulut se mettre d'accord avec les généraux espagnols pour les opérations ultérieures, et l'on adopta le plan par lui proposé.

Soult, ayant pris ses mesures pour mettre à couvert les lignes de Cadix et de l'île de Léon, et garantir Séville de toute surprise, était arrivé à Villa-Franca le 14 avec vingt mille fantassins et quatre mille chevaux, ce qui fit lever le siége de Badajoz. Les alliés résolurent de lui présenter la batalle à la Albuera ; ils avaient environ vingt-huit mille fantassins et quatre mille chevaux ; le maréchal Beresford fut revêtu du commandement ; on combattit avec acharnement le 15 ; la victoire fut disputée valeureusement ; et les Français, en reprenant leurs positions, ne furent point poursuivis ; le 19 les deux armées se tenaient encore en ligne en présence l'une de l'autre. Soult se retira dans la nuit, marchant lentemennt sans être inquiété. Wellington, arrivé avec ses deux divisions le 19, donna l'ordre au maréchal Beresford de ne poursuivre l'ennemi qu'avec prudence. Soult fit halte à Llerena, appela près de lui toutes les troupes des Andalousies qui pouvaient le rejoindre sans trop dégarnir les points fortifiés et les positions occupées. Une fois renforcé, il résolut de se mettre en mouvement du côté de Badajoz, il ouvrit sa marche le 12 juin ; Drouet vint le joindre avec les restes du neuvième corps ; néanmoins il résolut d'attendre Marmont déjà en marche de la Guadiana.

Ce maréchal avait donné à l'armée de Portugal une nouvelle organisation, et avait distribué en six divisions les trois grands corps dont elle était formée. Après avoir approvisionné Ciudad-Rodrigo, il s'occupa d'opérer avec Soult en Estramadure ; il fit partir d'abord la quatrième division, puis suivit avec le reste ; au bruit de son approche, Wellington, qui voulait offrir la bataille à Soult à la Albuera, leva le siége de Badajoz et se retira à Elvas le 17 juin ; en même temps les Espagnols repassaient aussi la Guadiana. Ensuite, joint à son tour par le corps anglais du Coa sous les ordres de sir Brent Spencer, Wellington résolut de défendre la position de Campo-Mayor ; mais l'ennemi n'engagea aucune action.

Cependant Blake, se séparant de Wellington, voulut faire une excursion dans le comté de Niebla. Ses projets furent déjoués par des forces françaises détachées de Badajoz ; il repassa la Guadiana, puis se rembarqua le 10 juillet avec ses troupes expéditionnaires.

Soult revint à Séville après avoir ravitaillé Badajoz et fait sauter les fortifications d'Olivenza, laissant le général Drouet avec le cinquième corps pour observer la gauche des Anglais. Leur droite fut gardée quelques jours par le maréchal Marmont, dont les derrières étaient inquiétés par don Pablo Morillo. Pour garantir son armée de toute surprise, Marmont fortifia les anciens châteaux de Truxillo et de Medellin, et, laissant sur ce point la division du général Foy avec presque toute la cavalerie, il repassa lui-même le Tage le 20 juillet, et s'établit aux alentours d'Almaraz et de Plasencia.

Wellington aussi traversa le fleuve à Castello-Branco, les deux armées réglant leur marche l'une sur l'autre. Il laissa seulement le général Hill à Arronchès et Estremoz pour couvrir l'Alemtejo. Castaños, avec les troupes alors très-affaiblies de la cinquième armée prit ses quartiers à Valencia de Alcan-

tara et les environs. Ainsi les armées respectives et les corps de chacune d'elles revenaient occuper les points d'où ils étaient partis, et dont la conservation leur avait été spécialement confiée.

Cependant dans le royaume de Grenade Sebastiani était serré chaque jour de plus près. Le général Freire remporta des avantages à Ubado, jeta des troupes dans les Alpujarras sous le comte del Montijo; et l'arrivée seule de Drouet dans l'Andalousie détourna Sebastiani d'évacuer Grenade. Après son départ pour la France, son remplaçant, le général Laval, se trouva dans une position à peu près aussi difficile. L'armée de Galice stationnait presque toujours sur le Vierzo et sur d'autres points du royaume de Léon.

Dans les Asturies le commandement était confié à don Francisco-Xavier Losada, subordonné toutefois à Mahy, qui était général en chef des forces de la principauté comme de celles de Galice. Là les mouvements étaient rapides. On avançait et on reculait alternativement. On eut à subir des échecs assez graves à cause de la mauvaise organisation de l'armée. On s'occupa donc de refondre toutes ces troupes et de les soumettre à la discipline. Castaños avait en même temps le commandement supérieur de la sixième et de la cinquième armée; mais c'était en réalité Santocildès qui dirigeait les opérations après avoir succédé à Mahy. Il avait pour chef d'état-major Moscoso. L'armée divisée en nouvelles divisions et nouvelles brigades se trouva bientôt sur un pied respectable. La première division, aux ordres du général Losada, resta dans les Asturies; la seconde, commandée par Taboada, s'établit dans les gorges de la Galice vers le Vierzo, et la troisième, ayant à sa tête don Francisco Cabrera, se fixa à la Puebla de Sanabria. Une réserve fut placée à Lugo. Dans les premiers jours de juin, toute l'armée se mit en marche vers la Castille, à l'exception de la division de Losada qui se dirigea sur Oviedo. Cette manœuvre fit évacuer les Asturies, dont la capitale fut abandonnée par l'ennemi le 14 juin; et le 22 Santocildès fit son entrée dans Astorga au bruit des acclamations universelles. Un grand succès obtenu sur les Français à Cogorderos permit à une brigade des Asturies de venir joindre l'armée espagnole sur l'Orbigo. Au commencement de juillet, cette sixième armée, prenant l'offensive sur tous les points, allait être encore soutenue par la septième que Porlier commençait à former à Liebana, en attendant Mendizabal qui en avait le commandement en chef. En même temps les *guerillas* de Campillo, de Longa, du Pastor, de Tapia, de Merino, de Mina, inquiétaient les Français sur ces points. La grande route de France n'était pas plus sûre, car Mina surprit au *port* d'Arlaban un convoi escorté par douze cents hommes, délivra mille prisonniers que l'on menait en France, et se saisit d'un butin d'un million de francs. Bessières, auquel l'empereur confia la poursuite de tous les *guerilleros* de la Navarre, des provinces basques, d'une partie de la Castille, des Asturies et du royaume de Léon, abandonna bientôt un commandement où il n'avait pas de gloire à obtenir.

Dans la Catalogne, l'Aragon et Valence, le concert de Macdonald et de Suchet rendait la situation des Espagnols plus difficile. Dans le cours du mois de décembre 1810, Suchet poursuivit très-vivement le siége de Tortose, faisant chaque jour de nouveaux progrès, malgré des sorties meurtrières des assiégés, bien dirigées par le gouverneur, comte d'Alacha, et par Uriarte, son second. Mais, lorsque le feu de l'ennemi eut ruiné tous les ouvrages, Alacha, malade et blessé, entrava le reste de la défense, et finit par traiter avec le général français, qui vint le trouver dans le château. Le 1er janvier la ville fut remisé, et la garnison, forte de quatre mille hommes, resta prisonnière de guerre. L'indignation fut grande à cette nouvelle, et un conseil de guerre tenu à Tarragone condamna le comte d'Alacha à perdre la tête. Le 24 janvier il fut exécuté en effigie.

Quant au général Suchet, il ne perdit

point de temps pour profiter de ses avantages et fit occuper, le 8 janvier par le général Habert, le fort de San-Felipe dans le col de Balaguer, qui domine la route de Tarragone à Tortose. Il assura le cours et l'embouchure de l'Èbre, et se rendit à Saragosse pour s'occuper des soins de l'administration intérieure, et arrêter les excursions des *guerilleros* qui recommençaient leurs attaques.

A Tarragone, les soupçons planaient maintenant sur beaucoup de chefs; et les Catalans n'ayant plus confiance que dans le marquis de Campoverde, un soulèvement réduisit Iranzo à déposer le commandement, dont fut investi provisoirement Campoverde, en attendant la décision définitive du gouvernement suprême. Cette nomination arrêta la dissolution de l'armée, et déjoua les projets de Macdonald, qui, à la faveur des troubles, avait espéré se saisir de Tarragone. L'ennemi en se retirant éprouva des pertes considérables à Figuerola, où don Pedro Sarsfield mit en déroute une division italienne. Campoverde n'eut pas le même succès en poursuivant les Français, et Macdonald atteignit Lerida. D'ailleurs il lui était difficile d'entreprendre quelque chose contre l'ennemi, forcé qu'il était de contenir le peuple à Tarragone. Les exaltés ne voulaient pas entendre parler du capitaine général don Carlos O'Donnell; nommé par la régence, et à la suite de troubles toujours plus graves, à la sollicitation de la junte, des corporations et d'autres personnes, Campoverde fut mis définitivement en possession de son titre. Aussitôt il convoqua un congrès catalan, dans le but de se procurer des ressources. Après de grandes agitations et des conflits avec la junte provinciale, cette assemblée ne tarda pas à se dissoudre, et nomma une junte chargée comme la précédente de l'administration financière de la principauté.

Il fallait agir avec énergie, car on avait affaire à un ennemi qui ne prenait pas de repos. Suchet expédiait des corps qui arrêtaient les entreprises des partisans espagnols, et rejetaient de l'Aragon les chefs de *guerillas* les plus fameux. Investi par l'empereur du commandement de la Catalogne méridionale, et chargé de faire le siége de Tarragone, il laissa Macdonald pour préserver Barcelone ainsi que la Catalogne méridionale, tenir bloquée la place de Figuières qui venait d'être surprise par des détachements des troupes de Campoverde d'accord avec des partisans, mais sans que les Espagnols pussent ensuite concentrer des forces considérables sur ce point. Il se mit en mouvement le 2 mai avec environ quarante mille hommes, et le 4 il fit ses préparatifs pour investir Tarragone. Campoverde rentra dans la place le 10 avec deux mille hommes qui arrivèrent par mer protégés par l'escadre anglaise sous les ordres du commodore Codrington. Les sorties se renouvelaient sans cesse; et Sarsfield, qui tenait la campagne, harcelait continuellement l'ennemi. Les Français, après des luttes sanglantes, enlevèrent le 29 le fort de l'Olivo; et Campoverde sortit de Tarragone le 31 mai, laissant le commandement de la place à don Juan Senen de Contreras, à peine arrivé de Cadix, et chargeant don Juan Caro d'aller chercher des secours à Valence. Sarsfield eut la mission de défendre la ville basse et les bords de la mer, et laissa ses troupes du côté de Montblanch sous les ordres du baron d'Eroles. Campoverde établit son camp à Igualada le 3 juin; la junte s'était transportée à Monserrat. Le 7 le fort de Francoli se rendit. Les Français emportèrent encore quelques petits ouvrages; mais le 14 juin don Jose Miranda arriva dans la ville avec une division de Valenciens; quatre cents recrues équipées restèrent dans la place, quatre mille hommes allèrent joindre à Igualada le marquis de Campoverde, qui, ayant sous ses ordres environ onze mille hommes, résolut de faire une diversion en faveur de la ville assiégée. Comme en même temps le baron d'Eroles attaquait les détachements isolés de Français, interceptant les convois, Suchet voulut hâter la fin du siége. Le 21 juin il prépara l'assaut, alors que Sarsfield recevait l'ordre d'aller

commander une division de Campoverde. Le bastion d'Orléans et le fort Royal furent emportés ; Velasco dut quitter le côté du port; toute la ville basse tomba au pouvoir de l'ennemi qui pressa la dernière enceinte. Campoverde, poussé par les clameurs universelles, voulut faire une tentative en faveur des assiégés le 25 juin ; mais Miranda, chef de la division valencienne, n'exécuta point les ordres qu'il avait reçus, et Campoverde, voyant l'occasion manquée, se dirigea sur le Vendrell. Le 26, douze cents Anglais arrivés de Cadix n'osèrent point débarquer à l'aspect des ruines des fortifications. Le 28 au matin, les assiégeants ouvrirent un feu plus terrible ; à cinq heures du soir ils s'élancèrent à l'assaut, et, après avoir versé des torrents de sang, ils se rendirent maîtres de tous les points. Don Jose Gonzalez, frère de Campoverde, fut tué en se défendant sur le parvis de la cathédrale. Senen de Contreras, blessé au ventre, fut pris à la porte de San-Magin. Près de huit mille soldats furent faits prisonniers.

A la nouvelle de la prise de Tarragone, le découragement gagna la Catalogne, la désertion se mit dans l'armée; les Catalans préféraient la guerre de partisans au service régulier sous des chefs qui ne leur inspiraient pas de confiance, et les Valenciens réclamaient la permission de retourner défendre leurs foyers. Campoverde se rendit le 1er juillet d'Igualada à Cervera où fut assemblé un conseil de guerre, et l'on décida que la principauté serait évacuée, et qu'on n'y laisserait que des *guerillas* composées de Catalans. Les désertions furent alors plus fréquentes; le général Miranda insista plus vivement pour regagner Valence. De grandes difficultés s'opposaient à cette marche. car Suchet avait échelonné ses troupes le long de la côte jusqu'à Barcelone. Informé ensuite que Campoverde rentrait dans l'intérieur, et que nul indice n'annonçait plus l'intention de faire embarquer les Valenciens, il se borna à visiter Barcelone, et à concerter quelques mesures pour la continuation de la campagne, d'accord avec le gouverneur Maurice Mathieu; après quoi il revint à Tarragone, laissa cette ville et le camp sous les ordres du général Musnier, confia la garde de Tortose à la division Habert, et prépara de nouvelles expéditions. Au moment où il se repliait sur Tarragone, Campoverde, gagnant la côte, fit embarquer à Arenys la division valencienne; puis il prit le chemin de Vich. Dans cette ville il rencontra don Luis Lacy, envoyé par la régence de Cadix pour lui succéder, et lui remit le commandement le 9 juillet.

Lacy, voyant Suchet prêt à le poursuivre, partit de Vich et se rendit à Solsona, où le suivit la junte provinciale; il se mit à rallier son armée, et confia le commandement de Monserrat au baron d'Eroles, qui fut bientôt attaqué par Suchet, élevé en récompense de ses services à la dignité de maréchal. La position, regardée comme inexpugnable, fut emportée le 25 juillet; et comme le général Palombini, laissé en garnison sur ce point, y était continuellement inquiété, Suchet vit bien qu'il ne pouvait abandonner la Catalogne avant la prise de Figuières. La reddition de la place eut lieu le 19 août. Le gouverneur Martinez et deux mille hommes épuisés de fatigue, rongés par la faim, se livrèrent comme prisonniers de guerre. Alors Suchet se rendit à Saragosse pour faire les préparatifs nécessaires à l'expédition qu'il méditait dans le royaume de Valence.

La population valencienne était très-agitée; don Luis de Bassecourt avait encore augmenté l'effervescence en ouvrant un congrès qui s'était efforcé de dominer le chef militaire, et la régence avait envoyé provisoirement don Carlos O' Donnell pour exercer le commandement: celui-ci fit quelques tentatives contre les Français à l'aide de la marine anglaise, et envoya en Catalogne la division de Miranda dont il a déjà été question.

Cependant, malgré les succès partiels des armes françaises, la cause de Joseph ne faisait aucun progrès dans la nation espagnole ; les *guerillas* se levaient de tous les

points, insultaient les faubourgs de Madrid, et l'Empecinado venait recevoir dans ses rangs les soldats espagnols que le roi étranger faisait entrer dans ses corps de prétendues troupes nationales; dans la capitale la misère était effroyable. Joseph attribuait la désolation du pays aux armées françaises dont il eût voulu être délivré, au risque de perdre tout de suite sa couronne. Fatigué de sa dépendance, il résolut d'avoir une entrevue avec l'empereur son frère, et, regardant comme une circonstance favorable la naissance du roi de Rome, il prit la route de Paris le 23 avril, accompagné du ministre de la guerre O'Farril, et du ministre de l'intérieur Urquijo; il dut marcher lentement, obligé de prendre toutes sortes de précautions contre les partisans qui l'épiaient en route. Il assista au baptême du roi de Rome, et se dirigea de nouveau vers l'Espagne sans avoir rien obtenu; le 15 juillet il était rentré à Madrid. Affligé de voir la famine ravager sa capitale, indisposé contre son frère qui s'était borné à lui allouer un subside mensuel d'un million, il voulut transiger avec les Espagnols. Un chanoine de Burgos, don Tomas de la Peña, vint à Cadix chargé d'entamer une négociation avec la régence et les cortès. Les membres du gouvernement déclarèrent qu'ils ne manqueraient jamais à la confiance dont la nation les avait investis, et que le décret des cortès du 1er janvier serait la règle invariable de leur conduite. Ils ajoutèrent que ni eux, ni la représentation générale, ni Joseph, n'avaient pouvoir et qualité pour conduire à terme une négociation de semblable nature; car les cortès et la régence n'avaient droit à l'obéissance et au respect qu'autant qu'elles feraient face à l'usurpation et à l'invasion étrangères; mais il n'en serait plus ainsi dès qu'elles s'écarteraient de cette ligne tracée par la nation; et quant à Joseph, il était clair que, privé de l'appui de son frère, non-seulement il lui serait impossible de rien conclure, mais que cet isolement entraînerait la chute de son trône fragile et impuissant. Là finit la négociation. Les cortès n'en reçurent jamais communication officielle, et elle ne fut point répandue dans le public. Pendant les mois qui suivirent, de nouveaux émissaires furent expédiés de Madrid dans le même but, et leurs efforts n'obtinrent pas plus de succès.

Les cortès s'étaient transportées de l'île de Léon à Cadix où elles avaient ouvert leurs séances. Là fut présenté pour la première fois un budget de recettes et de dépenses. La dette s'élevait à 7,194,236,869 réaux de vellon, et les arrérages échus montaient à 219,691,473 réaux de vellon. Dans ce calcul n'entraient pas les engagements contractés depuis le commencement de l'insurrection; la dépense annuelle, sans compter les intérêts de la dette, était évaluée à 1,200,000,000 de réaux, et les revenus seulement à 255,000,000. Le lendemain du jour où le ministre des finances, Canga Arguellès, présenta les budgets aux cortès, celui des dépenses fut approuvé après une courte discussion. Il n'y avait rien de superflu; la guerre le consumait presque en entier. Les cortès s'appesantirent davantage sur celui des voies et moyens, et approuvèrent le rapport de la commission demandant que l'on mît à exécution la contribution extraordinaire de guerre imposée jadis par la junte; que l'on fixât la base de cette contribution sur la proportion des revenus ou produits nets des terres, du commerce et de l'industrie; que la cote correspondant à chaque contribuable fût progressive, suivant une échelle annexée à la loi. Les cortès adoptèrent encore l'impôt introduit par la junte centrale sur l'argenterie des églises et des particuliers, sur les voitures de luxe, etc. Le 30 mars, le ministre des finances lut un mémoire sur la dette et le crédit publics. Les cortès ne décidèrent rien dans le moment; mais, dans le mois de septembre suivant, elles rendirent un décret qui reconnaissait toutes les dettes anciennes et celles contractées depuis 1808 par les autorités et les gouvernements nationaux, en exceptant toute-

fois alors les créances des puissances non amies.

Bientôt après les cortès nommèrent aussi une junte nationale du crédit public; elle fut composée de trois membres, choisis sur neuf proposés par la régence. On lui remit le maniement de toute la dette, confié précédemment aux soins de la trésorerie générale et de la caisse de consolidation.

Les cortès s'occupèrent de l'organisation militaire et du rétablissement de la discipline; elles améliorèrent également l'administration des provinces, en adoptant pour les juntes un règlement qui fut publié le 18 mars, et resta en vigueur jusqu'à l'établissement complet de la nouvelle constitution. On y déterminait la manière de former ces autorités, dont les pouvoirs étaient définis et limités. Les membres en étaient élus comme les députés aux cortès, populairement; leur nombre était de neuf, excepté en certains endroits. En outre l'intendant et le capitaine général siégeaient dans les juntes; le capitaine général les présidait de droit. Le renouvellement des membres se faisait par tiers, et en trois ans; des commissions subordonnées étaient établies dans les districts.

C'était aux juntes qu'il appartenait d'expédier les ordres pour les enrôlements et les contributions, et de veiller au recouvrement des deniers publics. Toutefois elles ne pouvaient disposer d'aucune somme par elles-mêmes. Elles étaient également chargées du contrôle des achats et répartitions de vivres, d'habillement, de munitions, ainsi que des revues mensuelles et d'autres détails administratifs. Ce nouveau règlement eut de bons effets; du moins il arrêta sur-le-champ les changements arbitraires qui se faisaient dans les juntes selon l'intérêt des partis ou le caprice d'une ville.

Les cortès continuèrent également à porter la réforme dans la branche judiciaire, sans attendre le travail général que préparait sur cette matière la commission de constitution. Un décret fut promulgué le 22 avril pour abolir la torture, ainsi que la pratique de tourmenter les accusés par des contraintes. On s'occupa aussi de faire disparaître les juridictions seigneuriales; un décret promulgué sous la date du 6 août déclara l'abolition de ces juridictions et la suppression des expressions de vassaux et de vasselage, ainsi que des prestations soit en nature, soit personnelles, provenant de la même origine. Les seigneuries territoriales étaient laissées à leurs possesseurs, mais comme propriétés particulières, sauf des cas déterminés. Au reste des débats plus solennels devaient s'ouvrir pour l'établissement de la constitution.

A cette époque les cortès traitèrent en séances secrètes des offres de médiation faites par le gouvernement britannique entre les colonies d'Amérique et la métropole, et des insinuations du cabinet anglais relatives à des relations directes de commerce de la nation médiatrice avec les provinces insurgées; en même temps la note du ministre anglais annonçait que l'Angleterre n'interrompait en aucun cas ses communications avec ces contrées. C'était une question fort grave de changer tout à coup le système commercial; néanmoins les cortès, accueillant l'offre de l'Angleterre, se prononcèrent d'une manière assez favorable.

Une autre négociation fut entamée alors, et qui dépendit seulement du pouvoir exécutif. Don Francisco Zea Bermudez s'était rendu à Saint-Petersbourg comme agent secret du gouvernement; de retour à Cadix au mois de juin, il annonça que l'empereur de Russie se préparait à se déclarer contre Napoléon, et qu'il demandait uniquement à l'Espagne de tenir ferme encore une année. La régence expédia de nouveau Zea avec d'amples pouvoirs pour traiter; elle le chargea de répondre que le gouvernement espagnol continuerait à se défendre non-seulement pendant le temps que désirait l'empereur, mais bien plus encore, et tant qu'il existerait; car, outre que c'était son inflexible résolution, il ne pourrait pas en prendre une autre sans s'exposer à être la victime de la fureur du peuple, s'il essayait

d'entrer en composition avec Napoléon ou son frère. Zea partit, et l'on vit se réaliser plus tard les espérances que l'on avait conçues. Il fallait bien se porter ainsi dans l'avenir pour supporter le poids des malheurs présents.

Afin d'empêcher les Français d'accabler les Valenciens, Blake forma une expédition de dix mille hommes qui aborda d'abord à Almeria, réunit la troisième armée qui sous les ordres de Freire occupait les cantonnements de la Venta del Baul, et prit le devant pour préparer de son mieux les moyens de défense. Soult résolut de marcher au secours de Grenade menacée par cette concentration de forces, fit attaquer le 9 août par Godinot un corps espagnol commandé par Jose O'Donnel à Zujar, et les Français remportèrent un avantage bien décidé. Freire dut se replier sur le royaume de Murcie; toute l'armée se réunit à Cullar, et se dirigea sur las Vertientes; le 10 la cavalerie fut mise en déroute par le général Soult, frère du maréchal. Don Jose Antonio de Sanz conduisit par des marches savantes la deuxième et la troisième division à Palmar de don Juan. Freire, moins heureux, éprouva des fatigues inouïes, subit des pertes considérables, et n'amena que des débris à Alcantarilla; quant aux troupes expéditionnaires, elles s'étaient éloignées dans la direction de Valence.

En même temps des forces envoyées par le maréchal Soult dans les Alpujarras donnaient la chasse au comte del Montijo, qui parvint pourtant à leur échapper, et se réunit au corps principal de l'armée. Les Français ne persistèrent pas alors à pousser jusqu'à Murcie; le maréchal Soult était inquiet des nouvelles qui arrivaient d'Estramadure, et de l'arrivée du général Ballesteros dans la Serrania de Ronda.

Quant à Blake, parvenu dans le royaume de Valence, il activa les moyens de défense, renforça les régiments, exerça les recrues, et prit toutes les mesures pour résister à l'invasion de Suchet.

Il n'avait rien à négliger, car le maréchal méditait une formidable expédition. Après avoir laissé sept mille hommes avec le général Frère pour couvrir Lerida, Monserrat et Tarragone, ainsi que la navigation de l'Èbre, un nombre égal en Aragon sous le commandement de Musnier; assuré que l'armée française du nord de la Catalogne et un corps de réserve qui se formait en Navarre, ainsi que l'armée du centre vers Cuença et l'armée du midi du côté de Murcie, appuieraient ses opérations, Suchet se mit en mouvement le 15 septembre dans la direction de Valence. Il menait avec lui vingt-deux mille hommes qui se divisèrent en trois colonnes de marche, puis se réunirent et se présentèrent devant Murviedro. Leur arrivée fut plus prompte que Blake ne l'avait prévu; et il lui aurait fallu plus de temps pour équiper et discipliner ses troupes, et concentrer les forces qui devaient prendre part à la campagne. Ces forces étaient celles du royaume de Valence, ou seconde armée; celles qui en dépendaient et faisaient la guerre en Aragon sous les chefs don Jose Obispo et don Pedro Villacampa; une partie de la troisième armée, et les troupes expéditionnaires. Ces dernières avaient été retenues par la fièvre jaune, qui dans cet été et l'automne suivant sévit avec force à Carthagène, Alicante, Murcie, et les communes des environs. Les autres tardèrent, sous le prétexte de marches ou d'opérations qu'elles devaient exécuter avant de se réunir au corps principal. Toutefois Blake mit une garnison dans Murviedro, fortifia de plus en plus les ouvrages de Valence et les bords du Guadalaviar, puis fit passer la junte et le marquis del Palacio à la petite ville d'Alcira, située à cinq lieues de la capitale, dans une île formée par le Jucar, dont les rives devaient servir de seconde ligne de défense. Palacio conservait le commandement particulier de ce district; pour cette raison et pour se délivrer d'un personnage si embarrassant, Blake l'éloigna de Valence, sous prétexte de mettre à l'abri des hasards de la guerre les autorités supérieures de la province.

Murviedro, l'antique Sagonte, était le premier objet des attaques de Suchet; la ville



fut aussitôt occupée le 23 septembre, et le 28 les Français tentèrent l'assaut par surprise de la forteresse; ils échouèrent, mais ils défirent successivement Obispo près de Ségorbe, et O'Donnell à la Puebla de Valbona, et s'emparèrent d'Oropesa; alors, n'éprouvant plus aucune gêne dans leurs mouvements, ils agirent avec plus d'ensemble contre Murviedro. Neanmoins leurs assauts contre ce rocher restaient sans succès; et Blake, ayant reçu les troupes de la troisième armée sous les ordres de Mahy, crut être en état avec vingt-six mille hommes de faire lever le siége. Il réunit la garde de Valence à la milice, et dans la soirée du 24 il prit position non loin de l'ennemi. Suchet ne fut informé du mouvement des Espagnols que dans la nuit; il résolut aussitôt d'accepter la bataille, et se posta entre la mer et les hauteurs de Vall de Jésus et de Sancti-Spiritus, où le terrain devient plus étroit. Le 25 les colonnes espagnoles commencèrent l'attaque avec intrépidité; des positions furent enlevées et reprises; le centre lutta longtemps avant de céder; mais la gauche fut dispersée facilement, et la droite dut se retirer. Toutes les divisions espagnoles se mirent successivement à couvert derrière le Guadalaviar, et l'armée française s'établit à Betera, Albalat et le Puig. Cette défaite entraîna la reddition de Sagonte. Le gouverneur Andriani sortit par la brèche le 26 avec sa garnison de deux mille six cents hommes.

Néanmoins Suchet ne voulut point attaquer Valence avant d'avoir reçu des renforts. Au commencement de novembre il se contenta de prendre position à Paterna, en face de Cuarte, en s'étendant vers la mer sur la gauche du Guadalaviar. Les Espagnols s'établirent sur la droite. L'armée s'étendit depuis Manisès jusqu'à Monte-Olivete, et de là jusqu'à l'embouchure du fleuve se postèrent les habitants soulevés de la province.

Malgré l'importance des opérations de ce côté, les Français devaient encore porter leur attention sur d'autres points. En Catalogne Lacy fortifia Cardona, ainsi qu'une suite de positions qui se reliaient à la Seu d'Urgel. Il entoura de retranchements la montagne élevée et boisée d'Albusa, à quelque distance de Berga, où il exerçait les recrues. Puis il résolut de s'emparer des îles Medas à l'embouchure du Ter. Après qu'elles eurent été enlevées, les Anglais et les Espagnols les abandonnèrent; mais Lacy les fit occuper de nouveau et d'une manière définitive, et leur donna le nom de *Islas de la Restauracion*. Dès le 4 octobre il commença à rompre la ligne des postes fortifiés établis par les Français entre Barcelone et Lerida; et l'ennemi, recueillant toutes ses forces, abandonna le couvent d'Igualada, le bourg de Casamasana et même Monserrat. Lacy étant allé joindre la junte à Berga, le baron d'Eroles continua sa tâche, réduisit les Français à capituler dans Cervera, dans Bellpuip; puis, manœuvrant de concert avec Villamil, gouverneur de la Seu d'Urgel, il alla faire des excursions sur le territoire de France.

Dans l'Aragon et la Navarre, les forces des généraux Musnier et Reille suffisaient à peine pour maintenir la tranquillité et tenir tête à Duran, à l'Empecinado et à Mina. Plusieurs fois Duran et l'Empecinado occupèrent Calatayud, et lorsque les Français allaient les déloger, ils étaient bientôt rappelés par des irruptions de Mina qui enlevait des convois et fit même de nombreux détachements prisonniers. Les renforts appelés de France par Suchet durent rester en Aragon pour couvrir ce royaume.

Les projets des Français sur Valence étaient encore retardés dans leur exécution par les événements de Grenade et de Ronda. Ballesteros, débarqué le 4 septembre à Algesiras, établit d'abord son camp à Ximena, puis se retira pour attirer sur Saint-Roch un petit corps de Français qui fut presque détruit. Il occupa ensuite trois corps envoyés contre lui par le maréchal Soult, et les brava en s'abritant contre Gibraltar; puis, lorsque les Français se retirèrent faute de provisions, il maltraita leur arrière-garde, et fit d'heureuses tentatives contre de petites divisions ennemies.

Un plus grand ébranlement se faisait sentir à l'ouest. L'inaction de lord Wellington, qui resta fixé plus d'un mois dans son camp de Fuenteguinaldo, avait donné l'idée aux Français d'attaquer la sixième armée espagnole, de la détruire, et de faire une incursion dans la Galice. L'habile et vaillant Santocildès venait d'être remplacé dans le commandement par don Francisco Xavier Abadia, qui néanmoins lui laissa diriger la retraite au moment de l'attaque des Français; les Espagnols se replièrent en si bon ordre, et opposèrent parfois une si terrible résistance, que le général français Dorsenne ne s'avança pas plus loin que Villa-Franca del Vierzo; ensuite il se retira, se contentant de garder et fortifier Astorga. Il était d'ailleurs appelé par Marmont, qui projetait un mouvement sur l'Agueda et ses environs.

De ce côté Wellington avait résolu de réduire Ciudad-Rodrigo par la famine; et à cet effet il avait fortifié une ligne étendue de l'Azava inférieur, par le Carpio, Espeja et le Bodon, jusqu'à Fuenteguinaldo, où il avait son quartier général. Marmont s'avança pour secourir Cindad-Rodrigo, fit sa jonction avec Dorsenne, et le 25 il attaqua Wellington. Les Anglais quittèrent, après un engagement assez vif, leurs positions les plus avancées. Wellington recula encore le 27 devant les attaques des Français, pour établir son centre dans la petite ville portugaise d'Alfoyetes, puis fit un nouveau mouvement en arrière; et les Français, ayant dégagé Ciudad-Rodrigo, n'acceptèrent point la bataille qu'il leur présenta. Dorsenne se retira bientôt vers Salamanque et Valladolid, Marmont du côté de Plasencia; et alors Wellington commença les préparatifs nécessaires pour le siége de Ciudad-Rodrigo. Les mouvements des troupes espagnoles lui laissaient une grande liberté pour ses opérations. Don Julian Sanchez et don Carlos d'Espagne battaient les environs de Ciudad-Rodrigo, levant des recrues, et enlevant des fourrageurs ennemis; et à la droite de Wellington, Castaños, à la tête de la cinquième armée, et soutenu par les troupes auxiliaires du général anglais Hill, donnait beaucoup à faire aux Français. Ceux-ci voulant resserrer le cercle d'action de cette cinquième armée, le général Gérard s'établit à Cacerès, s'étendit jusqu'à las Brozas, et affama les Espagnols. Castaños demanda des secours aux Anglais, et le général Hill, enfoncé alors dans l'Alemtejo, se mit en marche pour l'Estramadure espagnole. Les alliés étant réunis attaquèrent le 28 octobre, au nombre de vingt mille hommes, à Arroyomolinos, le général Gérard qui fut surpris à la tête de quatre mille hommes; la déroute de l'ennemi fut complète, sa perte considérable. La terreur se répandit au loin; Badajoz tint ses portes fermées pendant deux jours et deux nuits. Mais bientôt le général Drouet marcha contre les alliés; les Espagnols se retirèrent à Cacerès, et les Anglo-Portugais dans leurs anciens cantonnements.

En Galice et dans les Asturies la cause de l'indépendance obtenait peu de succès. Abadia, voulant donner une nouvelle organisation à l'armée, fit des changements qui portèrent partout la confusion; et ce corps fut hors d'état de sortir du Vierzo. Alors les Français songèrent à envahir de nouveau les Asturies; le général Bonnet entra dans Oviedo, fit poursuivre don Francisco Xavier Losada qui se retirait avec ses troupes sur le Narcea, et les Français parvinrent jusqu'à Tineo le 12 novembre; mais il lui fallut concentrer ses forces et se borner à occuper la ligne de Pajarès à Oviedo; car il fut successivement resserré à l'occident par Losada et Barcena, et à l'orient par Porlier.

Ce dernier chef, et tous ceux qui commandaient les divisions et corps francs dont se composait la septième armée, firent vers la même époque une guerre continuelle à l'ennemi depuis les Asturies jusqu'à la Navarre inclusivement. Mendizabal, nommé général en chef dans ce district, ne se plaça à la tête d'aucun corps spécial; il les visita tous, en commençant par celui de Porlier, qui se tenait ordinairement à Potès dans les montagnes de Santander, et finissait par le corps de Merino à Burgos et celui de Mina en Na-

varre. Sa présence encourageait les populations, et les Français subirent des pertes considérables dans une suite d'attaques et de surprises. Mais c'était Mina surtout qui leur faisait une guerre d'extermination.

Toutes ces diversions reculèrent les désastres de Valence sans pouvoir les détourner. Malgré tous les travaux des Espagnols, la ville n'avait pu être convertie en une place de guerre respectable; la clé de la défense était à une lieue de Valence, à Manisès, où se trouvent les écluses des principaux canaux. Mahy avait là son quartier général; les divisions de Villacampa et d'Obispo s'y trouvaient ainsi qu'à Onofre. La cavalerie demeurait postée à Aldaya et Torrente. Sur la droite, à Cuarte, se tenait l'autre division du même général aux ordres de don Juan Creagh; celle de Zayas était dans le village de Mislata; aux abords de Valence se trouvait celle de Lardizabal, et la division de Miranda occupait Monte-Olivete. Toutes ces troupes ensemble composaient vingt-deux mille hommes. Différents points fortifiés, dont la ligne s'étendait jusqu'aux bords de la mer, continuaient à être gardés par des *guerilleros* et des paysans armés. Des chaloupes canonnières et quelques bâtiments de guerre anglais croisaient sur la côte.

Blake attira encore vers le royaume de Valence une nouvelle portion des forces de la troisième armée; mais il négligea les moyens irréguliers, les levées de paysans, etc., de sorte qu'il ne se manifesta point à Valence, pour la défense du pays, cette ardeur que l'on avait signalée en d'autres occasions. Le zèle était refroidi par la confiance exclusive du général dans la troupe de ligne.

L'armée ennemie acheva de se renforcer à la mi-décembre. Par l'arrivée des divisions Severoli et Reille, le maréchal réunit trente-quatre mille hommes sous son commandement. En même temps des ordres de Napoléon enjoignaient à d'Armagnac de faire des démonstrations d'attaque du côté de Cuença, à Marmont de détacher de l'armée de Portugal une forte colonne pour aller tomber sur Murcie.

Alors Suchet, plein de confiance, passa le 26 décembre le Guadalaviar près de Ribaroja. La Carrera, poussé par l'ennemi, battit en retraite sur Alcira; Mahy, forcé d'abandonner Manisès et San-Onofre, s'éloigna pour gagner le Jucar du côté de Chirivella. Zayas maintint avec avantage sa position de Misalta; mais l'ennemi, ayant pris possession de Manisès et de San-Onofre, força les Espagnols à évacuer Cuarte. Chirivella fut enlevée. Mahy, Creagh, Carrera, Villacampa et Obispo se séparèrent du gros de l'armée, et s'acheminèrent vers les rives du Jucar. Blake s'enferma avec Zayas, Lardizabal et Miranda, dans les retranchements intérieurs de la ville, qui commençaient en face de Santa-Catalina, et s'étendaient jusqu'à Monte-Olivete. Le général Habert, chargé de passer le fleuve à son embouchure, n'y parvint qu'à midi. Il s'empara du Lazareth, et mit facilement en déroute les paysans armés qui s'y trouvaient. Aussitôt il étendit sa ligne pour se réunir au corps où était le général Harispe, qui avait forcé la gauche des Espagnols. Pendant la nuit, les Français complétèrent l'investissement de Valence, et coupèrent les communications avec la grande route de Madrid et le chemin qui s'étend le long de l'isthme entre l'Albufera et la mer.

Blake avait retardé le départ de ses troupes qu'il devait conduire hors de Valence. Enfin la nuit du 28 au 29 fut choisie pour la sortie. La division de Lardizabal, qui était en tête, franchit le premier canal; mais la tête seule de cette avant-garde, sous le colonel Michelena, traversa tous les postes ennemis et parvint à Liria. Les Français, ayant été avertis, Lardizabal s'arrêta, et Blake donna l'ordre de rentrer dans Valence. Comme au moment du départ il avait laissé des instructions pour que le gouverneur don Carlos O'Donnell pût convoquer une junte extraordinaire composée des principaux habitants et des autorités, cette réunion provoqua de la fermentation dans la population, et il fallut nommer des commissaires pour aller examiner l'état des lignes. Blake

arrêta ces commissaires, et ordonna à la junte de se dissoudre, ne permettant pas qu'il y eût d'autre autorité populaire que la commission de district. Tout le monde obéit, et néanmoins le général ne voulut pas tenter une seconde sortie, de crainte de donner occasion par son absence à des désordres et à des accidents.

Suchet, profitant des fautes de son adversaire, resserra le blocus, renforça encore davantage ses lignes sur la rive gauche du Guadalaviar, et enveloppa Valence de manière à rendre inutile toute tentative d'évacuation de la part des troupes espagnoles. Il poussa les travaux avec vivacité, et Blake, abandonnant la ligne extérieure, se renferma dans la ville avec toute l'armée la nuit du 4 au 5 janvier, laissant seulement au dehors les troupes qui occupaient le faubourg del Remedio et les têtes de pont. Les Français occupèrent l'enceinte abandonnée et commencèrent aussitôt le bombardement de la ville. Les ravages furent affreux dans une population agglomérée, grossie encore de tous les habitants de la *Huerta*. Deux députations, l'une au nom de la commission du district, l'autre au nom du peuple, se présentèrent au général en chef pour demander que l'on capitulât. La multitude au contraire criait qu'il fallait se défendre. Des troupes furent appelées pour la contenir ; tout rentra dans l'ordre. Les assiégeants approchaient toujours, ne rencontrant d'obstacles que de la part du général Zayas du côté de la porte de San-Vicente. Le 8, Blake envoya proposer de capituler sous la condition qu'on le laisserait évacuer la ville avec toute son armée, armes et bagages, et se retirer sur Alicante et Carthagène. Suchet repoussa la proposition, et régla les articles d'une reddition pure et simple. Le 9 janvier, les Français occupèrent la porte del Mar et la citadelle. Le lendemain les Espagnols prisonniers partirent avec Blake pour la France au nombre de dix-huit mille. Suchet fit son entrée en grande pompe le 14, suivi de la majeure partie de ses troupes, par la porte de San-Jose, tandis que le général Reille pénétrait avec le reste par celle de San-Vicente. Le général Robert fut nommé gouverneur de la place. Le lendemain de la reddition de Valence les habitants furent désarmés, et plusieurs d'entre eux emmenés en France sous prétexte qu'ils étaient des provocateurs d'émeutes. On agit de même avec tous les moines que l'on put saisir, et dont le nombre s'éleva à quinze cents.

Malgré l'opinion des Français sur l'impulsion donnée à la résistance populaire en Espagne par ces religieux, à Valence le clergé fit un assez bon accueil aux envahisseurs. L'archevêque Company, sorti de l'ordre des franciscains, qui se tint caché à Gandia durant le siége, et ne revint à Valence qu'après la conquête de cette ville, fut prodigue de flatteries pour Napoléon et ses armées. Suchet reçut de la population des preuves d'affection assez vives. On s'attendait à lui voir protéger l'industrie si active dans ce pays, et l'on fondait de grandes espérances sur l'habileté de son administration.

Cependant s'avançaient les secours envoyés par Marmont à Suchet. Le général Montbrun, avec sa division de cavalerie, arriva le 9 janvier à Almansa; et quoiqu'un avis de Suchet du 11 l'engageât à retourner, il marcha sur Alicante qu'il espérait surprendre. Mais les troupes espagnoles qui avaient quitté le Jucar s'étant groupées autour de cette ville, Montbrun s'éloigna rapidement. Les Espagnols préparèrent une défense énergique pour ces cantons, et Suchet dut renoncer à ses projets contre Alicante et Carthagène. Il se contenta d'établir par delà le Jucar le général Harispe, et de placer à gauche de celui-ci, à Gandia, le général Habert. En même temps il se rendit maître du port et du château de Denia.

Les restes de la deuxième armée, les troupes de la troisième sous les ordres de Mahy, et le corps du général Freire, formant une force de dix-huit mille hommes, passèrent sous le commandement supérieur de don Jose O'Donnell, et se virent assaillis à la fois par Suchet, par Montbrun, et par une partie de l'armée française du midi qui arriva le

26 dans Murcie. Don Martin de la Carrera voulut surprendre dans cette ville le général Soult, frère du maréchal, à la faveur d'un soulèvement ; mais il périt avec tous les siens, et la ville fut livrée au pillage.

Suchet se mit en communication avec l'armée française du centre en occupant Buñol, détacha le général Musnier vers la Catalogne, engagea une correspondance avec don Pedro Garcia Navarro, gouverneur de Peñiscola, et le 4 février les Français furent reçus dans cette position presque inexpugnable.

Pour tant de pertes et de désastres, les Espagnols trouvèrent une faible compensation dans les avantages obtenus à Tarifa, d'où ils repoussèrent les forces considérables envoyées par le maréchal Soult. Un succès plus important pour la cause de l'indépendance fut la prise de Ciudad-Rodrigo, emporté par les Anglo-Portugais de Wellington le 19 janvier 1812, et qui fut remise aux mains de Castaños.

Au milieu de tous les hasards de la guerre, les cortès ne poursuivaient pas moins fermement leur œuvre législative, et la discussion de la constitution fut close le 25 janvier 1812, après cinq mois de débats. Cette constitution comprenait dix titres. Le premier traitait de la nation espagnole. On y posait de nouveau le principe de la souveraineté nationale, admis le 24 septembre précédent. Cent vingt-huit députés contre vingt-quatre adoptèrent l'article. Le second titre traitait du territoire, de la religion et du gouvernement. On se borna pour le moment à faire mention, dans un article, des principaux royaumes et provinces des deux Espagnes, en annonçant, dans un autre, qu'aussitôt que les circonstances le permettraient, on établirait une division plus convenable du territoire de la monarchie. Il fut déclaré que la religion catholique, apostolique et romaine, seule véritable, serait perpétuellement celle de l'Espagne, et que la nation prohibait l'exercice de toute autre. Quant au gouvernement, on établissait qu'il était monarchique et divisé en trois pouvoirs ; que la puissance législative appartenait aux cortès et au roi, l'exécutive exclusivement au roi, et le pouvoir judiciaire aux tribunaux. Dans le troisième titre il était question de la formation du pouvoir législatif, de la nomination des députés, de la tenue des cortès, de leurs pouvoirs et attributions, de la confection des lois et de la sanction royale. Les cortès s'étaient décidées pour une chambre unique. Elles prirent la population pour base des élections ; un député devait être nommé par soixante-dix mille âmes, et l'on n'exigeait alors d'autres conditions pour être éligibles que d'avoir vingt-cinq ans, être citoyen et natif de la province où se faisait la nomination. L'élection passait par les trois degrés des juntes de paroisses, de districts et de provinces. Étaient exclus de l'élection les ministres, les conseillers d'état, et ceux qui occupaient des charges dans la maison du roi. Tous les ans les cortès devaient tenir une session ; mais elles ne pouvaient rester réunies que trois mois, et un quatrième si le roi le demandait, ou si les deux tiers des députés en décidaient ainsi. Les députés devaient être nommés tous les deux ans, et l'on ne pouvait réélire les membres sortants. Les députés ne pouvaient accepter pour eux ni solliciter pour d'autres aucun emploi de nomination royale ni aucun avancement, si ce n'est par ancienneté, pendant tout le temps de leur mandat. Les pouvoirs des cortès s'étendaient à tout ce qui concerne la puissance législative. Elles s'étaient aussi réservé la ratification des traités d'alliance offensive, de subsides et de commerce, le droit de donner des règlements à l'armée, à la flotte et à la milice nationale, enfin le droit d'établir un plan d'enseignement public, et celui qu'il faudrait adopter pour le prince des Asturies, héritier de la couronne.

Pour la confection des lois, l'initiative était laissée à tous les députés sans aucune restriction ; mais on introduisit certaines formes et certains délais pour la discussion et le vote, afin d'éviter les décisions précipitées.

Le roi pouvait opposer son *veto* trois fois

à toute loi que les cortès lui présentaient; mais ensuite, s'il persistait dans son refus, la loi passait comme si elle avait reçu sa sanction.

Dans ce même titre III on établissait la députation permanente des cortès, et l'on spécifiait aussi la forme et les circonstances de la convocation des cortès extraordinaires. La députation permanente se composait alors de sept membres choisis par les cortès elles-mêmes, et qui étaient chargés, en l'absence de l'assemblée, de veiller à l'observation des lois, et spécialement des lois fondamentales, sans que ce droit leur donnât aucune autre autorité sur la matière.

Dans le titre IV on spécifiait l'inviolabilité du roi et l'étendue de son autorité, la succession à la couronne, les minorités et la régence, la dotation de la famille royale ou liste civile, le nombre des ministres et ce qui regardait leur responsabilité. Le roi exerçait la puissance exécutive dans toute sa plénitude. On lui accorda la faculté de déclarer la guerre, de faire et de ratifier la paix; mais on ne lui permit pas de s'absenter du royaume ni de se marier sans le consentement des cortès. On décida que la succession à la couronne aurait lieu par ordre régulier de primogéniture et de représentation entre les descendants mâles et femelles de la dynastie régnante des Bourbons. En restituant aux femmes le droit dont elles avaient joui dans les anciens royaumes de la Péninsule, les cortès ne choquaient en rien l'opinion nationale, et le parti le plus opposé aux réformes se montra très-favorable à ce système, à cause de son désir de mettre à la tête de la régence et d'approcher des degrés du trône l'infante dona Maria Carlota Joaquina, mariée à don Juan, prince héréditaire de Portugal, et fille aînée de Charles IV. C'était à elle que devait revenir la couronne à défaut de ses frères absents alors et captifs. On visait en outre à réunir sous une même dynastie la Péninsule entière. Il y avait une opinion si puissante en faveur de Carlota que, pour faciliter l'avénement de cette princesse, on rendit un décret particulier qui écartait de la succession à la couronne le plus jeune des frères de Ferdinand VII, l'infant don Francisco de Paule, et ses descendants. Par le même décret se trouvaient également exclus de la succession au trône l'infante dona Maria Luisa, reine-douairière d'Étrurie, et l'archiduchesse d'Autriche Marie-Louise, ainsi que les descendants de l'une et de l'autre.

Les cortès se réservèrent le droit de nommer la régence dans les minorités, et l'on décida que la dotation de la famille royale serait fixée au commencement de chaque règne.

On fixa le nombre des ministres à sept. Ils devaient être responsables de leurs actes devant les cortès. Dans le même titre était aussi créé un conseil d'état qui devait se composer de quarante membres, parmi lesquels quatre grands d'Espagne et quatre ecclésiastiques, dont deux évêques; inamovibles tous, ils étaient nommés par le roi sur une liste triple présentée par les cortès. Leurs principales attributions étaient de conseiller le monarque dans les affaires difficiles. Ils avaient aussi la présentation par listes triples à tous les bénéfices ecclésiastiques et à toutes les charges de magistrature.

Le titre V comprenait l'organisation des tribunaux. Il était interdit de juger aucun Espagnol par une commission spéciale quelconque, et l'on abolit les nombreux *fueros* si divers. On ne réserva que les juridictions ecclésiastiques et militaires. Tous les magistrats, depuis ceux du tribunal suprême de justice jusqu'aux plus inférieurs, étaient inamovibles et à la nomination royale, sur la proposion du conseil d'état. Venaient ensuite dans chaque commune les alcaldes, qu'élisaient les habitants.

En matière criminelle, la confiscation était abolie, ainsi que la coutume de raser les maisons en certains cas déterminés. Toutefois on ne crut pas le temps venu pour instituer immédiatement le jury; mais on annonça, par un article spécial, que dans la suite les cortès introduiraient, quand elles le jugeraient convenable, la distinction entre

les juges du fait et les juges du droit.

Le titre VI réglait l'administration intérieure des provinces et des communes. Celle des communes était confiée aux *ayuntamientos;* celle des provinces aux députations, d'accord avec les chefs politiques et les intendants. Pour détruire les dernières traces de l'administration héréditaire des officiers municipaux, on décida qu'il y aurait dans les communes, pour leur gouvernement intérieur, une municipalité d'un ou de plusieurs alcaldes, un certain nombre de *regidores*, et un ou deux procureurs syndics, tous élus par les habitants domiciliés, et renouvelés par moitié tous les ans.

Dans chacune des provinces il y avait un chef supérieur appelé chef politique, de nomination royale, auquel était confiée toute la partie administrative, et un intendant qui dirigeait les finances. Le premier présidait la députation, composée de sept membres nommés par les électeurs de districts, et qui se renouvelaient tous les deux ans. Ce corps avait dans toute la province les mêmes pouvoirs que les municipalités dans leurs circonscriptions respectives; il en étendait même les limites jusqu'à la politique générale. Les sessions de chaque députation provinciale se bornaient au terme de quatre-vingt-dix jours. Si ces assemblées excédaient leurs pouvoirs, le roi pouvait les suspendre en rendant compte de sa décision aux cortès.

Le titre VII était relatif aux attributions; il établissait qu'aux cortès appartenait le droit d'asseoir ou de confirmer les contributions directes ou indirectes; et que toutes ces contributions seraient réparties proportionnellement aux moyens des individus, sans aucune exception, sans aucun privilége.

Le titre VIII concernait la force militaire nationale; on posait comme règle fondamentale que les cortès auraient à fixer annuellement le nombre des troupes qui seraient nécessaires; on décidait que nul Espagnol ne pourrait se dispenser du service militaire à l'époque où il serait appelé par la loi. On remettait aux dispositions d'une loi speciale la formation et l'établissement des milices.

Le titre IX était consacré à l'instruction publique; il instituait des écoles primaires dans toutes les communes de la monarchie, et ordonnait qu'on procédât à une nouvelle organision des universités; il établissait une direction générale des études, composée de personnes d'un savoir reconnu, à laquelle était laissé, sous l'inspection du gouvernement, le soin de surveiller et de diriger l'enseignement public dans toute la monarchie. Dans ce titre était érigée en loi constitutionnelle la liberté de la presse; on y déclarait que les Espagnols pouvaient écrire, imprimer et publier leurs idées politiques, sans besoin de licence, révision ou approbation ultérieure à la publication.

Le titre X et dernier traitait de l'observation de la loi fondamentale et de la manière de procéder dans les changements ou modifications qu'on voudrait y apporter. Les cortès devaient, en s'installant, exercer une espèce de censure, et examiner les infractions à la constitution qui avaient pu être commises durant leur absence. On posa aussi le droit de pétition dont jouissait tout Espagnol.

Il s'agissait maintenant de nommer une nouvelle régence, et les intrigues étaient toujours plus vives en faveur de l'infante Maria Carlota, mais elles échouèrent; et le 21 janvier furent nommés régents : le lieutenant général duc del Infantado; don Joaquin Mosquera y Figueroa, membre du conseil suprême des Indes; le lieutenant général de la flotte, don Juan Maria Villavicencio; don Ignacio Rodriguez de Vivas, du conseil de Sa Majesté; et le lieutenant général comte del Abisbal. La présidence devait leur appartenir alternativement tous les six mois. Tous les régents, à l'exception du duc del Infantado, alors ambassadeur extraordinaire à Londres, prêtèrent serment devant les cortès le 22 janvier, et le même jour prirent possession de leur dignité. Ceux qui cessaient leurs fonctions furent nommés au conseil d'état par les cortès. Le 18 mars 1812, cent quatre-vingt-quatre membres des cortès signèrent la constitution; le 19, les députés de la régence

prêtèrent serment à la constitution. Les deux pouvoirs se rendirent ensuite à l'église del Carmen pour rendre grâces à Dieu ; le corps diplomatique assistait à la cérémonie. Dans la journée se fit la promulgation avec les cérémonies d'usage, et la nuit il y eut des réjouissances et des illuminations. La population de Cadix laissait éclater sa joie sans s'effrayer des détonnations de l'artillerie ennemie. La constitution fut jurée et proclamée de même dans l'île de Léon, puis dans les provinces et les armées de l'Espagne ; les corporations civiles et religieuses lui donnèrent leur adhésion ; une infinité de particuliers adressèrent au congrès leurs compliments et leurs félicitations.

Les guerriers espagnols, confiants dans les travaux de leurs législateurs, s'occupaient de l'indépendance nationale. En Catalogne, Lacy, Eroles, Sarsfield, inspiraient de vives inquiétudes aux Français. Les Catalans étaient d'autant plus disposés à prendre tous les armes, que Napoléon venait de diviser leur pays en quatre départements. Le général Decaen, commandant de cette province sous le maréchal Suchet, était tenu dans de continuelles alarmes par les partisans, par les conspirations dans les villes de Barcelone et de Lerida ; et le maréchal sentait qu'il devait lui-même se tenir sur ses gardes, car les esprits se relevaient de l'abattement causé par la chute de Valence. Don Francisco de Copons y Navia, déjà célèbre par sa récente défense de Tarifa, nommé au gouvernement supérieur de la province, vint s'installer dans Alicante, d'où il essaya de ranimer le patriotisme des Valenciens. Les seconde et troisième armées, encore aux ordres de don Jose O'Donnell, se reconstituaient à Murcie; leurs excursions du côté de Grenade, de la Manche ou de Valence, inquiétaient l'ennemi; et les partisans dans la Manche, appuyés par le général don Jose Martinez de San-Martin, interceptaient les convois français. On espérait beaucoup d'une division espagnole qui se formait à Alicante aux frais du gouvernement britannique, sous les ordres du général Roche, Anglais au service d'Espagne, et d'une autre du même genre organisée à Mallorca par le général Whittingham; elles devaient opérer de concert avec les deuxième et troisième armées et avec une expédition anglo-sicilienne qui se préparait. La campagne était battue par les bandes de l'Empecinado, de Villacampa et de Duran; ce dernier s'empara même de Soria et de Tudela

Dans la quatrième province on se maintenait en bon ordre; l'île de Léon bravait toutes les attaques de l'ennemi. A Ronda, Ballesteros obtint des succès. Dans l'Estramadure, les deux divisions du comte de Penne Villemur et de Morillo faisaient subir des pertes aux Français. L'armée du sixième district fit accélérer l'évacuation des Asturies. Castaños, chef suprême de cette armée, ainsi que de la cinquième et de la septième, alla réchauffer le patriotisme de la Galice en y proclamant la constitution. Cette province fut encore mieux appuyée par les Asturiens, lorsque ceux-ci, délivrés encore des Français qui avaient fait une nouvelle invasion, virent la sixième armée revenir sous les ordres de Santocildès.

Mendizabal commandait la septième armée, resserrant fortement l'ennemi; l'un des chefs sous ses ordres, Porlier, se portait à l'est des Asturies, ou dans les plaines de la Castille, ou vers Santander. Sous la direction de Mendizabal, la junte de Biscaye leva des bataillons qu'organisait Renovalès; el Pastor et Longa fomentaient partout l'insurrection. Dans la Navarre rattachée au septième district, Mina faisait subir des pertes énormes aux Français; il avait des engagements sérieux avec leurs généraux; le 9 avril il se saisit d'un convoi et détruisit l'escorte de deux mille hommes.

Le chef des alliés, Wellington, se réservait les grandes opérations. Après avoir fait bien des préparatifs, et pris toutes les mesures de précaution, il entreprit le siége de Badajoz vers le milieu de mars. Le 6 avril, un assaut furieux fut livré, la place emportée à la suite d'une résistance sanglante, et le gouverneur, réfugié dans le fort de San-

Cristobal, capitula le lendemain. Soult, qui s'était avancé au secours de la place, se retira et regagna Séville.

Marmont, ne voyant plus devant lui que peu de troupes, tandis que les principaux corps des alliés s'étaient portés sur Badajoz, avait essayé de prendre Ciudad-Rodrigo et Almeida; il avait même poussé au delà de la Guarda, après avoir dispersé les milices portugaises; mais la reddition de Badajoz lui fit regagner Salamanque; et les Anglais détruisirent les ouvrages qui assuraient à l'ennemi le passage du Tage en Estramadure et ses communications avec la Castille. Soult se vengea sur Ballesteros, qui, ayant passé le Guadalete le 1er juin et attaqué les Français à Bornos, fut complétement défait.

Malgré cette défaite, Wellington, pensant que les Espagnols suffiraient pour retenir Soult dans le midi, résolut de marcher en avant sur la Castille. Il était d'ailleurs encouragé par les événements du nord de l'Europe, qui forçaient Napoléon à tirer d'Espagne ses meilleures troupes pour les diriger contre la Russie; il savait aussi que Joseph ne pouvait s'appuyer sur les provinces centrales désolées par les désordres des Français et par la famine, et que d'ailleurs de graves dissensions existaient entre lui et l'empereur au sujet d'un démembrement de l'Espagne que Napoléon méditait au profit de la France. Le général anglais prit le parti de se constituer comme le centre de tous les mouvements militaires de la Péninsule. Il leva le 13 juin son camp de Fuenteginaldo; et le 17, après avoir passé le Tormès, il entra dans la ville de Salamanque; les forts restant occupés par huit cents Français, Marmont vint avec son armée pour les secourir, mais il manœuvra sans succès; les forts se rendirent le 26, et le 27 le maréchal se retira. Faisant ensuite des contre-marches, il repassa le Duero, et le 17 il maltraita une division anglaise, revint encore sur Salamanque, où se livra enfin une bataille longtemps disputée le 22 juillet; la victoire resta enfin aux alliés; mais le général Clausel, qui prit le commandement des Français après la blessure du maréchal Marmont et du général Bonnet, opéra la retraite en bon ordre, et les Anglais ne s'avancèrent pas au delà de Peñaranda. En récompense de ce glorieux succès, les cortès accordèrent à lord Wellington l'ordre de la toison d'or.

Quoique le roi Joseph s'avançât de Madrid avec l'armée du centre sur la Vieille-Castille, et qu'il cherchât à protéger la marche rétrogade de Clausel, les Français continuèrent leur retraite sur Burgos et Valladolid, et le 30 juillet Wellington entra dans cette dernière ville. Ses mouvements étaient favorisés par les *guerillas* qui tombaient sur les fourrageurs français, et surtout par la sixième armée espagnole composée de seize mille hommes, qui, descendant du Vierzo, vint bloquer Astorga, Toro et Tordesillas. En même temps le général portugais comte d'Amarante entrait en Espagne et assiégeait Zamora.

Wellington songeait à prévenir la jonction de l'armée française de Portugal avec Joseph, mais celui-ci se replia rapidement vers sa capitale, et les Anglais le suivirent vivement. Le 11 août il quitta Madrid avec son armée, laissant deux mille hommes au Retiro. Le même jour, à dix heures, l'Empecinado et Palarea pénétrèrent dans Madrid; lord Wellington ne tarda pas à se présenter à la porte San-Vicente, où la municipalité, formée de nouveaux membres, vint le complimenter. Les alliés furent accueillis dans tous les quartiers au bruit des acclamations. On nomma pour gouverneur de Madrid don Carlos d'Espagne, et le 13, par ordre de Wellington, suivant les dispositions de la régence du royaume, on proclama la constitution établie par les cortès générales et extraordinaires. On prêta serment le 14 par paroisses, et les habitants s'empressèrent de remplir ce devoir. Les Anglais réduisirent bien vite le Retiro, et pour calmer les inquiétudes des Espagnols qui avaient pris parti pour Joseph, le général Alava publia une proclamation conciliatrice qui attira tout de suite huit cents officiers et soldats sous les drapeaux nationaux. Don Carlos d'Espagne, au contraire, ordonna

des mesures vexatoires contre les suspects; la régence et les cortès prirent des arrêtés odieux sur la purification des employés, sur les monnaies françaises ou celles qui portaient l'empreinte de Joseph, et la dépréciation ou la prohibition d'une certaine partie du numéraire amena un bouleversement dans les relations commerciales. Heureusement les succès militaires compensaient l'effet de ces fautes de gouvernement. Les Français évacuèrent peu à peu la rive droite du Tage, et leurs détachements se réunirent au corps principal de leur armée du centre, qui poursuivait sa retraite dans la direction de Valence. Le 14 ils quittèrent Tolède. Une division de leur armée de Portugal détachée sous les ordres du général Foy, alla recueillir les garnisons de Toro et de Zamora pour les réunir au gros des forces françaises; car l'ennemi semblait ne plus songer à occuper les places de l'Espagne; il évacua Santander devant Porlier et Mendizabal général de la septième armée, se contentant de ravitailler Santoña; la constitution fut proclamée en grande pompe à Bilbao le 16 septembre.

Dans le midi, les troupes alliées qui stationnaient autour du maréchal Soult devaient commencer les hostilités pour faire accélérer l'évacuation des Andalousies. Les Français, après les événements de la Castille, songèrent tout de suite à leur retraite. Ils levèrent le siége de l'île Gaditane, abandonnèrent les positions qu'ils occupaient sur les rives du Guadalete et dans les montagnes de Ronda, et quittèrent enfin Séville, poursuivis par les troupes espagnoles. Le maréchal Soult s'arrêta quelques jours à Grenade, où il fut joint par divers détachements et par le cinquième corps sous les ordres de Drouet, et le 16 septembre il se dirigea sur Murcie.

Suchet, sans être compromis dans le nord-est, s'y voyait menacé de plusieurs points. Redoutant toujours l'arrivée d'une escadre anglo-sicilienne il avait concentré ses forces sur la côte, et don Jose O'Donnell, général des seconde et troisième armées, le fit attaquer sur les confins de Valence et de Cuença; mais les généraux Harispe et Delort, cantonnés de ce côté, firent subir aux Espagnols une sanglante défaite à Castalla. L'indignation fut vive à cette nouvelle; l'assemblée des cortès s'émut; des paroles accusatrices furent lancées contre la régence; un blâme sévère frappa don Jose O'Donnell, et son frère Enrique, comte del Abisbal, membre de la régence, donna sa démission; il fut remplacé par don Juan Perez Villamil.

L'apparition de l'escadre anglo-sicilienne releva les esprits abattus par le revers de Castalla. Le lieutenant général Thomas Maitland réunit six mille hommes à la division formée à Mallorca par le général Whittingham, se présenta sur les côtes de Catalogne, et, après avoir conféré avec Eroles, il alla définitivement aborder dans le port d'Alicante le 9 août. Mais les alliés ne s'avancèrent pas contre Suchet, à cause de la marche de Joseph avec l'armée du centre; en effet, le 26, Joseph entra dans Valence. Les troupes de Soult se rapprochaient aussi du même point, et bientôt elles furent en communication avec celles de Suchet.

Cependant Wellington avait quitté Madrid pour reprendre les opérations militaires; il avait appelé à lui les troupes de Castaños, et il entra dans Burgos le 18 septembre. Les alliés attaquèrent le château le 19; mais ils furent repoussés par la garnison française sous les ordres du général du Breton; les travaux de siége se poursuivirent; le 18 octobre, un assaut livré avec de grands efforts eut le plus triste résultat, et Wellington résolut de lever le siége le 22. Cet échec était rude venant à la suite des honneurs extraordinaires rendus au vainqueur de Salamanque : les cortès, par un décret du 22 septembre, lui avaient décerné le commandement en chef de tous les troupes alliées dans la Péninsule; et comme Ballesteros s'était montré disposé à ne point reconnaître un pareil supérieur, la régence l'avait dépouillé de son commandement et envoyé à Ceuta.

Au reste, les mouvements qui forcèrent lord Wellington à s'éloigner de Burgos étaient de haute gravité; ils venaient à la

fois des armées françaises du midi et du centre, et de celles qu'on appelait du Portugal et du nord. Les troupes de Soult et de Joseph revinrent sur Madrid par Cuença et Albacete. Le général Hill, grossi par les troupes anglo-portugaises qui avaient fait partie de la garnison de Cadix, et par celles d'Alicante, après avoir été posté sur les bords du Tage à Aranjuez et Tolède, passa par Madrid le 31 octobre, détruisit les ouvrages du Retiro, rassembla les divisions que lord Wellington avait laissées dans la capitale et ses environs; puis il continua sa marche, traversa les montagnes de Guadarrama, se dirigeant sur Alba de Tormès, dans le dessein de se réunir aux autres troupes de sa nation qui soutenaient la guerre dans la Vieille-Castille. Il fut accompagné par les divisions principales de la cinquième armée espagnole, qu'il avait amenées d'Estramadure; les seconde et troisième armées, qui s'étaient avancées avec Elio, retournèrent dans leurs districts respectifs de Valence et de Murcie, laissant avancer Joseph sur Madrid. Ce roi entra dans la capitale le 2 novembre; mais il la quitta le 7 pour se mettre à la poursuite des Anglais, afin d'agir de concert avec les armées du Portugal et du nord.

Le général Souham, qui commandait maintenant les troupes françaises opposées à Wellington, poussa vivement les troupes alliées. Hill, s'étant mis en communication avec le généralissime le 6 novembre, n'en continua pas moins son mouvement sur Alba de Tormès, et Wellington occupa le 8 novembre ses anciennes positions en face de Salamanque. Les Français suspendirent leur marche pour réunir des vivres et faire leur jonction avec les armées du midi et du centre. Puis le 14 ils passèrent le Tormès. Le 15, Wellington abandonna complétement ses positions de Salamanque, et partit avec son armée distribuée en trois corps. Les Espagnols se retirèrent également. Le 20, Wellington atteignit le territoire de Portugal. Les Espagnols, traversant le royaume, se dirigèrent sur la Galice, et la sixième armée prit de nouveau position au Vierzo pour se refaire et se préparer à de nouvelles campagnes. Porlier retourna dans les Asturies; et les troupes d'Estramadure, qui étaient venues avec Hill, prirent leurs quartiers d'hiver à Caceres et dans les villages environnants

Après avoir pénétré en Portugal, le général anglais établit ses quartiers d'hiver, cantonnant ses troupes sur une ligne qui s'étendait depuis Lamego jusqu'aux montagnes de Baños et de Bejar. De leur côté les Français prirent diverses directions et positions; leurs armées de Portugal et du nord se dispersèrent dans la Vieille-Castille, sous les ordres de Souham et de Caffarelli; les armées du centre et du midi regagnèrent la Nouvelle-Castille, sous les ordres des maréchaux Jourdan et Soult. Le roi Joseph rentra dans Madrid le 3 décembre, où des fêtes célébrèrent son retour. Wellington se rendit à Cadix pour se concerter avec le gouvernement espagnol sur la campagne qui devait s'ouvrir au printemps; régence, cortès, grands, bourgeois, peuple, rivalisèrent de zèle pour l'accueillir et le fêter. Au milieu des réjouissances, on apprit les désastres de Napoléon dans sa retraite de Russie. Ces nouvelles donnèrent un accroissement d'énergie aux défenseurs de l'indépendance espagnole. Des mesures furent prises pour imprimer plus de vigueur aux opérations et simplifier l'administration. La régence fondit en quatre armées d'opération et deux de réserve les troupes qui se trouvaient auparavant réparties en sept corps. La première fut formée de celle de Catalogne, et remise aux ordres du général Copons y Navia; la seconde, se composant de l'ancienne du même nom et de la troisième, resta sous le commandement de don Francisco Xavier Elio; l'ancienne quatrième armée, devenue la troisième, eut pour chef le duc del Parque; la quatrième se forma des cinquième, sixième et septième; son général était Castaños. Des deux armées de réserve, l'une devait s'organiser en Andalousie par les soins du comte de l'Abisbal, l'autre en

Galice sous la direction de Lacy. Sur toutes ces forces, cinquante mille hommes devaient manœuvrer sous les ordres immédiats de lord Wellington. Un décret des cortès du 6 janvier 1813 détermina les attributions et les pouvoirs des généraux, des chefs politiques, des intendants, etc. Peu de jours après, lord Wellington quitta Cadix et se rendit à Lisbonne. S'étant mis d'accord avec les gouvernements de la Péninsule, il put se préparer avec calme à l'exécution de ses plans.

Vers le même temps les cortès de Cadix, après de longues discussions, prononcèrent l'abolition de l'inquisition, qu'ils remplacèrent par des tribunaux protecteurs de la foi. Un peu plus tard, au mois de février, elles rendirent un décret portant en substance : 1° le maintien des communautés autorisées par la régence, à la condition que leurs couvents ne se trouveraient pas détruits ; et, dans ce dernier cas, défense expresse de faire des quêtes pour les relever ; 2° refus de conserver ou de rétablir ceux qui n'auraient point douze membres profès ; 3° défense d'avoir dans chaque commune plus d'un établissement du même ordre ; 4° défense enfin de rétablir d'autres couvents et d'admettre de nouveaux moines jusqu'à la résolution définitive des cortès. Mais ces décisions avaient mécontenté les partisans des anciennes institutions, qui méditèrent un plan d'attaque contre les réformateurs ; la division éclata entre les cortès et le gouvernement ; l'assemblée triompha, et la régence fut remise provisoirement aux trois conseillers d'état les plus anciens présents alors à Cadix, don Pedro Agar, don Gabriel Ciscar, et le cardinal de Santa-Maria della Scala, archevêque de Tolède, don Luis de Bourbon, fils de l'infant don Luis, frère de Charles III. Les trois nouveaux régents prêtèrent serment à la constitution et prirent immédiatement possession de leur charge le 8 mars. Leur nomination devint définitive le 22. Ils trouvaient des alliances conclues avec la Russie et la Suède, qui avaient reconnu la constitution, et ils n'eurent d'abord de débats à soutenir qu'avec le siége apostolique au sujet de la suppression de l'inquisition.

La guerre prenait alors un si grand développement que l'attention se détournait de Cadix. L'armée anglo-portugaise était placée dans ses cantonnements en face de Ciudad-Rodrigo ; à sa droite et à sa gauche, en Estramadure, en Galice, dans les Asturies, se trouvait distribuée la quatrième armée, que Castaños divisa en trois corps, sous les noms d'aile droite, centre, aile gauche, et qui offrait une force de quarante mille hommes. La cinquième armée, étendue dans la Manche et la Sierra-Morena, sous les ordres du duc del Parque, comprenait vingt-quatre mille hommes; le comte de l'Abisbal avait formé une réserve de seize mille hommes. Cette réserve ainsi que les armées de Castaños et del Parque manœuvrèrent de concert avec les Anglo-Portugais. Une seconde réserve, formée en Galice par Lacy, ne sortit pas de cette province. La première et la deuxième armée, qui agissaient en Catalogne, à Valence et dans l'Aragon, suivaient une direction à part.

Quant aux Français, leur armée du midi, aux ordres du maréchal Soult, avait son quartier général à Tolède ; celle du centre, sous Joseph, à Madrid, s'étendait sur les deux rives du Tage. L'armée dite du Portugal occupait la Vieille-Castille et une partie du royaume de Léon, ayant son quartier général à Valladolid ; elle était maintenant commandée par le général Reille. L'armée du nord, dont le siége principal était à Vittoria, se trouva sous les ordres du général Clausel.

Ces troupes voyaient chaque jour diminuer leurs forces par les appels qui étaient faits d'Allemagne. Le maréchal Soult lui-même quitta l'Espagne avec six mille hommes ; Joseph vint à Valladolid prendre le commandement en chef de toutes les troupes ; les armées du midi et du centre passèrent sous les ordres des généraux Gazan et Drouet.

Au nord, Mina, par des surprises de détachements, par l'attaque des convois, par des

marches et contre-marches, occupa durant le printemps l'attention de l'armée française du nord, à laquelle il fit subir des pertes considérables. En Catalogne, Copons et le baron d'Eroles avec la première armée, soutenus par la marine anglaise, détruisirent les points fortifiés que conservaient les Français entre Tarragone et Tortose, et le général Decaen avec ses deux divisions avait fort à faire pour maintenir et ravitailler ses places principales.

La seconde armée, qui avait ordinairement son quartier général à Murcie, sous les ordres d'Elio, appuyait les opérations de Catalogne, et quelques divisions agissaient en Aragon. Cette armée, se concertant avec l'expédition anglo-sicilienne maintenant commandée par sir John Murray, voulut s'approcher des cantonnements de Suchet; mais le maréchal les fit attaquer le 11 avril à Yecla par le général Harispe, qui défit complétement une division commandée par Miyarès. Le 12, le maréchal lui-même enleva le château de Villena, où il fit plus de mille prisonniers, puis il délogea les Anglais de Biar; mais il échoua le 13 contre la position de Castalla, et se replia sur Fuente la Higuera et Onteniente.

Vers le milieu du mois de mai, Wellington donna l'ordre de marcher en Castille; il avait sous ses ordres immédiats quarante-huit mille Anglais, vingt-huit mille Portugais, plus les divisions espagnoles de la quatrième armée établies sur la droite, lesquelles, avec les divisions de la même armée qui occupaient le Vierzo et les Asturies, montaient ensemble à vingt-quatre mille combattants. Le centre de la quatrième armée espagnole suivit le mouvement, venant du Vierzo et d'Oviedo, ainsi que la cinquième division sous Porlier, qui descendit des Asturies. Les Français abandonnèrent la ligne du Duero, se retirèrent derrière le Pisuerga, et enfin évacuèrent Burgos le 14 juin. Les alliés se trouvèrent tout à coup sur l'Èbre. L'évacuation de Madrid par le général Hugo, qui traînait avec lui un immense bagage, de riches dépouilles des palais et des temples, permit de disposer de la troisième armée qui s'était avancée dans la Manche, ainsi que l'armée de réserve organisée en Andalousie par le comte de l'Abisbal. Ces deux corps, par décision de Wellington, devaient alors manœuvrer pour empêcher Suchet de détacher des troupes des corps qui opéraient sur l'Èbre. Les armées de Joseph et de Wellington se trouvaient en présence à Vittoria. Le 21 juin, au point du jour, le général Hill, avec la deuxième division anglaise, les Portugais du comte d'Amarante et la division espagnole de Morillo, attaqua par la rivière Bayas; après avoir été repoussé, il passa le Zadorra, et finit par emporter Subijana de Alava.

Le centre anglais traversait en même temps le Zadorra sur les ponts que les Français avaient laissé subsister; néanmoins le centre et la gauche de l'ennemi tinrent longtemps avant de se replier en bon ordre sur Vittoria. La droite se défendit avec plus d'obstination encore; mais vers le soir les Anglo-Espagnols de Graham furent maîtres du chemin qui conduit de Vittoria à Bayonne. Alors il n'y eut plus que désordre et confusion pour les Français. Ils s'enfuirent avec précipitation dans la direction de Pampelune, abandonnant tous leur artillerie et leur bagage; le grand convoi parti de Madrid tomba aussi aux mains des vainqueurs. Les fuyards ne s'arrêtèrent qu'à Pampelune. La division du général Foy, laissée en Biscaye, réunit les garnisons de quelques places, opposa une vigoureuse résistance à Mondragon aux troupes de Mendizabal, vint prendre position près de Tolosa de Guipuzcoa, et se défendit le 25 obstinément contre une masse énorme d'Espagnols et d'Anglais. Foy se retira encore de position en position et rentra en France. Don Pedro Agustin Giron fut le premier qui rejeta les Français hors du sol espagnol, le 1er juillet.

En même temps les forts du Passage étaient enlevés; le comte de l'Abisbal s'emparait de ceux de Pancorbo; se remettant en marche et se dirigeant par Logroño et

Puenta-la-Reyna, il arriva aux environs de Pampelune.

Les troupes de Joseph rentrèrent en France, 1° par le port d'Arraiz, dans la vallée d'Ulzama qui suit la direction d'Urogne; 2° par Velate et la vallée de Bastan, en passant le port de Maya; 3° enfin par Roncevaux. Hill, qui les poursuivait, se mit à cheval sur les montagnes, observant le pays ennemi, mais sans rien entreprendre; car lord Wellington voulait s'occuper du général Clausel, contre lequel il détacha des forces considérables de son centre.

Clausel s'était approché de Vittoria le lendemain de la bataille, observé par Mina et par de la cavalerie régulière. Alors arrivait la sixième division anglaise aux ordres de Packenham. Clausel rebroussa chemin, et rentra le 26 à Tudela. Averti des mouvements dirigés contre lui, il marcha sur Saragosse, où il entra le 1er juillet; gagna le Gallego, et finit par prendre la route de Jaca et de Canfranc, qui le mena en France. Arrivé à Oléron, il se mit en communication avec les Français sortis d'Espagne par les Pyrénées septentrionales et par la Bidassoa. Mina, après l'avoir poursuivi, s'arrêta à quelque distance de Saragosse.

Lord Wellington établit alors son quartier général à Hernani, comme point plus central, et plaça l'armée anglo-hispano-portugaise dans les provinces de Guipuzcoa et de Navarre, en deçà des montagnes, sur une ligne courant de l'embouchure de la Bidassoa jusqu'à Roncevaux. Il résolut d'entreprendre tout de suite les siéges de Saint-Sébastien et de Pampelune. Le premier fut confié à sir Thomas Graham, le second au comte de Labisbal, qui attendit l'arrivée de don Carlos d'Espagne pour suivre les travaux avec vivacité.

Les succès n'avaient pas été aussi grands contre Suchet. Les Espagnols et les Anglo-Siciliens partis d'Alicante étaient descendus à terre au nombre de quinze mille à peu de distance de Tarragone, et avaient été appuyés par Copons, général de la première armée; mais des mouvements de Suchet d'un côté, et des Français de Barcelone de l'autre, déterminèrent les alliés à se rembarquer, abandonnant le siége de Tarragone qu'ils avaient entrepris. Une autre tentative des Anglais sur Palamos, soutenue par le baron d'Eroles, amena un combat acharné avec le général Lamarque à Bañolas, sans qu'il y eût d'avantages décisifs d'aucun côté. Dans le royaume de Valence, les deuxième et troisième armées espagnoles se firent battre par le général Harispe dans le village de Rogla. Le duc del Parque subit un rude échec à Carcajente; et Suchet, de retour à Valence, sachant en outre que cinq transports anglais de l'expédition de Catalogne avaient été pris à l'embouchure de l'Èbre, allait prendre l'offensive, lorsqu'il apprit le résultat de la bataille de Vittoria. Alors il évacua Valence, faisant sa retraite en bon ordre, en inclinant sur l'Aragon. Il conserva le petit château de Denia, mit douze cents hommes avec le général Rouelle dans Murviedro, laissa cinq cents hommes à Peñiscola, et grossit la garnison de Tortose, à la tête de laquelle il plaça le général Robert. Il se réunit à Musnier et à une brigade italienne postée à Teruel et Alcañiz, et alla établir son centre à Gandesa. Le général Paris, gouverneur de Saragosse, quitta cette ville où entra don Jose Duran, et, poursuivi par Mina, il fut obligé d'abandonner les bagages et les dépouilles de la capitale de l'Aragon pour rentrer en France par Huesca et Jaca. Mina, nommé au commandement général de l'Aragon, s'empara de l'Aljaferia de Saragosse, et reçut l'ordre de Wellington d'avancer sur Sanguesa pour aider au siége de Pampelune.

Suchet, reconnaissant maintenant l'impossibilité de se maintenir dans ses positions, ordonna que son armée passât l'Èbre par Mequinenza, Mora et Tortose, après avoir détaché le général Isidore Lamarque pour recueillir les petites garnisons de Belchite, Fuentes, Pina et Bujarolez. Il conserva Mequinenza sans abandonner Monzon, et abandonna le commandement de Lerida au général Maximilien Lamarque. Ensuite il

passa avec son armée à Reus, à Walls, à Tarragone, où il ordonna des préparatifs pour faire sauter les fortifications, et se transporta à Villa-Franca del Panadès, contrée riche et fertile, où, sans s'éloigner beaucoup de Tarragone, il donnait la main à Barcelone et au général Decaen.

De leur côté les alliés se mirent aussi en mouvement. Copons voulait inquiéter le flanc droit de Suchet. Lord Bentinck et l'expédition anglo-sicilienne, avec la division de Mallorca et la troisième armée sous le commandement du duc del Parque, s'avancèrent sur l'Èbre, et passèrent ce fleuve à Amposta, protégés par la marine anglaise. Ils détachèrent quelques troupes pour observer Tortose, tandis qu'ils se mirent à investir Tarragone. La deuxième armée, à l'exception de la division Sarsfield, qui ne tarda point à passer en Catalogne, continua d'occuper le royaume de Valence, et bloqua les points où étaient restées des garnisons ennemies.

Cependant Napoléon, irrité du désastre de Vittoria, priva Joseph et Jourdan du commandement, et nomma Soult son lieutenant en Espagne. Le maréchal, arrivé à Saint-Jean-Pied-de-Port le 12 juillet, fondit en une seule armée les divers corps revenus de la Péninsule, et la distribua en neuf divisions formant trois grands corps, celui de la droite sous Reille, celui du centre sous Drouet, et celui de la gauche sous Clausel. Il plaça une réserve aux ordres de Villatte. Deux divisions de grosse cavalerie furent conduites par Tilly et Treillard, une autre de cavalerie légère obéit au général Soult.

Le maréchal Soult voulait ouvrir sa campagne en secourant Pampelune et Saint-Sébastien. Le 25 au matin il força lui-même les entrées de Roncevaux que défendaient les Anglais, tandis que Drouet pénétrait par Maya malgré la résistance des Portugais et des Anglais. Le maréchal avança et s'empara de quelques positions. Wellington accourut le 27; le 28 il y eut des engagements sur toute la ligne, sans que les Français pussent percer et se faire jour vers Pampelune. Alors Soult essaya de s'ouvrir un passage par le chemin de Tolosa, afin de secourir Saint-Sébastien; mais le 30 Wellington força les Français d'abandonner leurs positions. Pendant ce temps Drouet avait obtenu des avantages sur Hill, et l'avait repoussé près d'Eguaras; mais Wellington, venant à opérer sur les derrières de Drouet, celui-ci s'échappa pendant la nuit par le passage de Doña-Maria. Au même instant Wellington se mit en mouvement sur Irurita. La poursuite continua le 1er août par les vallées de la Bidassoa et du Bastan, et les Anglo-Portugais se mirent en possession du passage de Maya, de manière que les divisions alliées se trouvaient rétablies sur le même champ de bataille où elles avaient commencé les opérations huit jours auparavant.

Les alliés pensèrent ensuite à presser de plus en plus le siége de Saint-Sébastien, qui, attaquée depuis la nuit du 13 au 14 juillet, avait repoussé un rude assaut le 25. Les Anglais augmentèrent leurs batteries. Le 31 ils livrèrent un assaut qui allait encore être repoussé, lorsqu'une explosion d'un amas de matières combustibles les fit pénétrer dans la place. Les Anglais et les Portugais saccagèrent impitoyablement la ville, puis y mirent le feu, et quinze cents familles restèrent sans abri. Le même jour 31, les Français tentèrent encore de secourir Saint-Sébastien. Ils passèrent la Bidassoa par le gué de Saraburo, et attaquèrent les positions espagnoles dirigées alors par le général Freire; mais ils échouèrent. Le château de Saint-Sébastien fut attaqué sans relâche, foudroyé par l'artillerie, et le gouverneur, le général Rey, se rendit le 8 septembre.

En Catalogne la fortune n'était pas aussi favorable aux alliés. Suchet, voyant Tarragone pressée vivement par les Anglo-Siciliens de Bentinck et les Espagnols de Copons, appela les généraux Decaen, Maurice Mathieu et Lamarque, et marcha par le chemin de Vendrell et d'Altafulla, tandis que Decaen prenait la direction de Walls et de Francoli. Bentinck se retira en arrière de

Tarragone, et Suchet, faisant sauter les fortifications de la place, recueillit la garnison de deux mille hommes qu'il incorpora à son armée, et concentra ses forces sur la ligne du Llobregat.

La division espagnole de Sarsfield vint occuper les décombres de Tarragone. La division de Mallorca resta à Reus et Walls, et lord Bentinck, s'avançant de nouveau, prit position à Villa-Franca. Une division de la troisième armée aux ordres du duc del Parque eut à souffrir d'une sortie que fit le général Robert, gouverneur de Tortose. Il se fit dans les cantons voisins de l'Èbre divers mouvements et changements de corps qui permirent à Suchet de bien s'assurer sur le Llobregat, et même de songer à chasser les Anglo-Siciliens des positions d'Ordal et de Villa-Franca. Les Anglais furent délogés d'Ordal; la gauche et le centre se virent obligés de plier. Les Espagnols qui avaient assisté à cette action rejoignirent les troupes de Copons à San-Sadurni et Martorell. Les Siciliens rencontrés par le général Decaen revinrent sur leurs pas, traversèrent la grande route de Barcelone, et parvinrent à s'embarquer à Sitges. Bentinck recueillit la droite des alliés, et Suchet ne poursuivit pas plus loin son succès. Bientôt après Bentinck fut remplacé par sir William Clinton.

Les désastres des Français en Espagne et la coalition générale des puissances européennes contre Napoléon permettaient aux Espagnols d'espérer voir promptement terminée la lutte de l'indépendance, et assurer aussi l'établissement des nouvelles réformes qui passaient pour les plus nécessaires. Les cortès générales poursuivaient leur carrière; mais elles étaient embarrassées dans la marche des innovations. Plusieurs députés élus récemment par les provinces qui demeuraient affranchies de la domination étrangère s'étaient ralliés au parti conservateur.

Les opinions se balancèrent lorsque ces cortès examinèrent s'il convenait de transporter à Madrid le siége du gouvernement. Les députés des provinces centrales voulaient, pour plaire à leurs commettants, placer l'assemblée dans la capitale. D'autres, en faisant la même demande, avaient pour but d'éloigner la représentation nationale des habitants de Cadix, novateurs ardents et déterminés. Sur une exposition de la municipalité de Madrid, on avait décidé, le 9 août, que l'on ne fixerait point le jour du changement de résidence, et que, si ce changement s'effectuait, ce serait seulement au profit de Madrid. Mais ensuite un député demanda que la session des cortès ordinaires, dont l'installation était fixée au 1er octobre, s'ouvrît à Madrid et non ailleurs. Une vive discussion s'engagea, et les votes se balancèrent exactement. Le lendemain la proposition fut rejetée seulement par quatre voix. La majorité, pour dissiper les bruits sur sa volonté de se perpétuer au pouvoir, prit des mesures à l'effet d'accélérer la venue des députés futurs. On s'occupa aussi d'améliorations dans le code pénal et dans les finances. On voulut soumettre le pays à une règle commune en égalisant les impôts; mais la contribution directe souleva contre les cortès l'animosité des communes.

La commission extraordinaire des finances présenta, le 7 septembre, le budget des recettes et dépenses pour la prochaine année 1814. C'était un travail informe privé des documents nécessaires. Les dépenses montaient à neuf cent cinquante millions de réaux, dont l'armée seule absorbait cinq cent soixante millions, et la marine quatre-vingts millions. On évaluait approximativement le total de la force armée à cent cinquante mille fantassins et douze mille chevaux. Pour couvrir les dépenses, on comptait sur les revenus des douanes, les rentes ecclésiastiques, ainsi que sur les autres recettes qui s'y trouvaient réunies d'habitude, et dont le produit était présumé s'élever à quatre cent soixante-trois millions neuf cent cinquante-six mille deux cent quatre-vingt-treize réaux. Le déficit devait être comblé par la contribution directe, qui allait être substituée aux anciens impôts supprimés. Les deux budgets furent approuvés

presque sans discussion, car le moment de la clôture des cortès extraordinaires approchait; on avait alors des séances de nuit. Ainsi, dans la nuit du 7 septembre fut lu le rapport de la commission spéciale des finances sur la dette publique. Les cortès avaient, comme on l'a déjà vu jadis, reconnu solennellement cette dette; elles avaient en outre nommé une junte qui s'occupait de l'affaire en particulier. Cette junte avait présenté précédemment aux cortès un plan pour la liquidation de la dette, et un autre pour la classification et son payement. Le premier donna lieu à la publication d'un décret sous la date du 15 août de cette année, qui prescrivait des règles aux liquidateurs. La dette se distinguait en dette antérieure et postérieure au 8 mars 1808, de façon que la dernière comprenait principalement tout ce qui concernait les fournitures, prêts et anticipations des communes et des particuliers, toutes choses dont la reconnaissance, pour éviter des fraudes et des abus, exigeait un examen particulier.

A l'égard de la classification et du payement de la dette, la junte du crédit public et la commission des cortès agirent d'accord. Elles répartirent toute la dette en dette avec intérêts et dette sans intérêts.

On fixait à la première classe un intérêt d'un et demi pour cent, tant que durerait la guerre avec la France, et un an au delà. Ce terme expiré, la masse entière des créances de cette classe devait rentrer dans ses droits précédents.

La dette sans intérêt ne comprenait que des créances qui n'avaient jamais joui d'aucun revenu. Elle devait s'éteindre par le moyen de la vente des biens nationaux, à laquelle on aurait procédé non point tout d'un coup, mais à des époques éloignées, et suivant les dispositions d'un règlement que devait établir la junte du crédit public.

Au reste, cet arrangement ne comprenait pas les emprunts et dettes de toute classe contractés jusqu'alors, et que l'on contracterait à l'avenir avec les puissances étrangères.

Quelque défectueux que fût ce plan, comme il offrait aux créanciers de la nation des gages nouveaux, les cortès l'approuvèrent dans toutes ses parties avec de légers changements. A la même époque, elles ordonnèrent l'exécution d'une autre disposition très-utile au crédit pour l'avenir; c'était l'annulation et la destruction par le feu de six mille quatre cent un *valès* royaux qui restaient au pouvoir de la junte de crédit public.

Le 8 septembre, les cortès nommèrent la députation permanente qui, aux termes de la constitution, devait être installée dans l'intervalle d'une session à l'autre.

Le 14 étant fixé pour la clôture des cortès extraordinaires, les membres de cette assemblée assistèrent à un *Te Deum*, et revinrent ensuite dans la salle de leurs séances. Là, après que le décret de dissolution eut été lu, le président fit un résumé de tous les travaux des cortès, puis il déclara qu'elles fermaient leur session. Les députés les plus renommés reçurent des fêtes des habitants de Cadix; mais il fallut interrompre les réjouissances pour songer aux moyens d'arrêter les progrès de la fièvre jaune. La régence ayant résolu de se retirer au port Sainte-Marie, une violente agitation se manifesta dans Cadix; et sur les représentations de la députation permanente, on convoqua de nouveau les cortès extraordinaires le 16 pour discuter la question de la translation. Après quatre jours de débats, on résolut de laisser la décision aux prochaines cortès extraordinaires, et l'on se sépara le 20.

Les cortès ordinaires furent constituées le 26 septembre, conformément aux prescriptions de la nouvelle loi fondamentale. Elles s'installèrent solennellement à Cadix le 1er octobre, et continuèrent leurs travaux dans cette ville jusqu'au 13 du même mois, jour où elles se transportèrent, ainsi que la régence, dans lîle de Léon, pour rouvrir leurs séances dans le couvent des carmélites déchaussés. D'abord elles furent loin de se composer de tous les députés qu'avaient nommés les provinces de la Péninsule et de

l'Amérique. Pour remplir le vide laissé par les absents, on avait résolu que leurs places seraient remplies par des membres des cortès extraordinaires, comme suppléants. On pensait avec ces anciens députés pouvoir conserver les réformes obtenues menacées par les nouvelles élections. De cette manière les partis se maintinrent en équilibre.

Aussitôt que l'assemblée fut ouverte, le ministre des finances présenta, conformément aux prescriptions de la constitution, l'état des affaires de son département, et le budget des recettes et dépenses. Les budgets étaient identiques avec les précédents, sauf une rectification très-légère au sujet du total de la force armée. Le ministre transmit un tableau déplorable du pays et de ses ressources. Pour couvrir le déficit qui résultait de cette situation des choses, il proposait la nouvelle contribution directe. A ce moyen il ajoutait celui d'un emprunt à Londres de dix millions de piastres fortes, lequel resta en projet. Il y eut des avances faites par le gouvernement britannique. Quant aux remises d'Amérique, elles diminuaient chaque jour, et se trouvaient d'ailleurs comprises, ainsi que les entrées de Cadix, dans le budget général.

Les autres affaires qui remplirent les travaux des cortès ordinaires pendant leur séjour à Cadix et à l'île de Léon se réduisirent, en général, à maintenir intacte l'œuvre de l'assemblée précédente, à éclaircir des doutes, à lever des scrupules. L'assemblée nouvelle ordonna toutefois que les communes soldassent par anticipation un tiers de la contribution directe, et elle accueillit l'offre de huit millions de réaux que fit la députation de Cadix moyennant la remise de diverses contributions. Elle approuva également un règlement détaillé qu'avait dressé la junte de crédit public pour son gouvernement et sa direction.

Il y eut alors une autre question fort grave dont la décision fut remise aux cortès. Il s'agissait du commandement accordé à lord Wellington, et la dispute roulait sur les pouvoirs dont il devait être revêtu comme généralissime de l'armée. Le duc désirait qu'on les étendît pour donner plus d'unité et de vigueur aux opérations militaires; la régence était opposée à ces prétentions; elle soumit l'affaire aux cortès. Comme l'assemblée était à la veille de se transporter à Madrid, elle ajourna toute décision; et quand elle fut installée dans la capitale du royaume, la marche des événements fit abandonner à Wellington et à ses adversaires leurs prétentions respectives. Les cortès décrétèrent que leurs séances seraient suspendues à l'île de Léon le 29 novembre 1813, pour être reprises à Madrid le 15 janvier 1814, et ce décret s'exécuta.

Les succès des armes des alliés autorisaient le retour du gouvernement au centre du royaume. Le mois de septembre s'était écoulé à peu près sans combats; mais le 7 octobre les alliés passèrent la Bidassoa, emportant toutes les positions et tous les ouvrages des Français. Alors Wellington, bien établi au delà des Pyrénées, attendit pour continuer ses opérations que Pampelune fût rendue; ce qui eut lieu le 31. Les alliés s'avancèrent vers Saint-Jean-de-Luz, où le maréchal Soult avait pris une forte position; le 10 novembre le combat recommença; les Anglais enlevèrent des ouvrages au-dessus du village de Sare; les Espagnols obtinrent les mêmes avantages au delà de Sare; les positions derrière Rinboue furent aussi emportées. Le général Freire s'emparait dans ce temps d'Ascaïn, sir John Hope délogeait les Français de la redoute au-dessus de Socoa. Les Français profitèrent de la nuit pour évacuer Saint-Jean-de-Luz, et le maréchal Soult, abandonnant la rive de la Nivelle, s'établit dans un camp retranché disposé près de Bayonne. Son attitude inspira des inquiétudes à Wellington, qui, pour se garantir contre toute surprise, se couvrit par une ligne de défense commençant derrière Biaritz et venant aboutir à la Nive, en face d'Arcangues. Comme le généralissime anglais avait peine à entretenir ses troupes, et qu'il n'osait pénétrer en France avant l'entrée des alliés du Nord sur le territoire français, il

résolut de renvoyer les Espagnols dans leur pays. En conséquence, Freire établit son quartier général à Irun, ayant ramené en Espagne toutes les divisions de la quatrième armée, à l'exception de la première sous les ordres de Morillo. Des corps nombreux restaient en Aragon, en Navarre, dans la Biscaye et sur les frontières, pour accourir au premier appel de Wellington. L'armée de réserve d'Andalousie fut cantonnée dans la vallée de Bastan, et s'éloigna ensuite jusqu'à Puenta-la-Reyna. Lord Wellington, sans vouloir étendre encore ses incursions, franchit la Nive, ce qui amena divers engagements sur les bords de cette rivière les 10, 11, 12 et 13 décembre; puis les deux armées se fortifièrent dans leurs positions. En Catalogne, Suchet et les généraux alliés se maintinrent aussi dans leurs situations respectives. De part et d'autre on semblait attendre d'ailleurs un grand dénoûment aux complications européennes.

La régence, libre d'inquiétudes au sujet de l'ennemi, se mit en route de l'île de Léon le 29 décembre, marchant à petites journées; elle était encore arrêtée par les manifestations de joie des populations, et n'entra dans Madrid que le 5 janvier 1814. Là elle fut accueillie au milieu des fêtes, et alla se loger dans le palais du roi. Le 15 les cortès ouvrirent leurs séances ; elles n'avaient à traiter d'abord en public que d'objets de peu d'importance; mais elles s'occupèrent en secret d'une affaire de la plus haute gravité. Napoléon, se voyant menacé d'une ruine complète par toute l'Europe, avait tenté une réconciliation avec Ferdinand ; et le duc de San-Carlos pour le prince espagnol, le comte de Laforêt représentant de l'empereur des Français, avaient signé le 8 décembre à Valençay un traité portant en substance : 1o que l'empereur des Français reconnaîtrait Ferdinand et ses successeurs pour rois d'Espagne et des Indes, selon le droit héréditaire établi de temps immémorial dans la monarchie, maintenue dans son intégrité comme elle était avant le commencement de la guerre actuelle, avec l'obligation de la part de l'empereur de restituer les provinces et places qu'occuperaient encore les Français, et avec l'engagement de la part de Ferdinand de faire évacuer le territoire espagnol par l'armée anglaise, en même temps que sortiraient ses adversaires ; 2o que les deux souverains (Napoléon et Ferdinand) conserveraient réciproquement l'indépendance des droits maritimes, ainsi qu'elle avait été stipulée dans le traité d'Utrecht, et comme elle avait été maintenue jusqu'en 1792 ; 3o que tous les Espagnols du parti de Joseph seraient réintégrés dans la jouissance de leurs droits, honneurs et prérogatives, ainsi que dans la possession de leurs biens, et qu'il serait accordé un terme de dix ans à ceux qui voudraient les vendre pour résider hors de l'Espagne ; 4o que Ferdinand s'obligerait à payer à ses augustes parents, le roi Charles IV et la reine son épouse, trente millions de réaux par an, et huit à la dernière en cas de veuvage ; 5o enfin que les parties contractantes convenaient de conclure un traité de commerce entre les deux nations, et que, jusqu'à la conclusion du traité, les relations commerciales subsisteraient sur le pied où elles se trouvaient avant la guerre de 1792. Le duc de San-Carlos avait quitté le 14 Valençay, où l'on amena les généraux Jose Palafox et Zayas, ainsi que l'ancien précepteur Escoïquiz ; mais il ne parvint à Madrid que le 4 janvier, et avant l'installation de la régence et des cortès. Mille bruits injurieux coururent sur sa mission, des attaques furent dirigées dans les journaux et au théâtre contre sa personne. La cour de Valençay, craignant l'effet du mauvais renom de San-Carlos, fit partir le 28 décembre, avec une mission semblable, don Jose Palafox, qui arriva à Madrid peu de jours après le duc.

La régence, informée du but de ces voyages, adressa à Ferdinand la copie authentique du décret des cortès extraordinaires du 1er janvier 1811, portant « qu'elles ne reconnaîtraient point, et au contraire tiendraient pour nul et de nulle valeur tous acte, traité, convention ou transac-

tion de toute espèce ou nature... octroyés par le roi, tant qu'il demeurerait dans l'état d'oppression et de manque de liberté où il se trouvait... car jamais la nation ne le considérerait comme libre, et ne lui prêterait obéissance, avant de le voir parmi ses fidèles sujets, dans le sein des cortès nationales... ou du gouvernement créé par les cortès. » En même temps elle y joignit la lettre suivante :

SEIGNEUR,

La régence des Espagnols, nommée par les cortès générales extraordinaires de la nation, a reçu avec le plus grand respect la lettre que Votre Majesté a bien voulu lui adresser par l'entremise du duc de San-Carlos, ainsi que le traité de paix et autres documents dont le duc était également chargé.

La régence ne peut exprimer assez vivement à Votre Majesté la consolation et la joie qu'elle a éprouvées en voyant la signature de Votre Majesté, par laquelle elle demeure assurée de la bonne santé dont jouit Votre Majesté, en compagnie de ses bien-aimés frère et oncle, les seigneurs infants don Carlos et don Antonio, et contemplant les nobles sentiments de Votre Majesté pour son Espagne chérie.

Toutefois la régence peut encore moins exprimer quels sont ceux du peuple loyal et magnanime qui vous reconnaît pour son roi, ni les sacrifices qu'il a faits, qu'il fait et qu'il fera toujours, jusqu'à ce qu'il vous voie placé sur le trône d'amour et de justice qu'il vous a préparé, elle se borne à déclarer que Votre Majesté est le roi aimé et désiré de toute la nation.

La régence, qui au nom de Votre Majesté gouverne l'Espagne, se voit dans la nécessité de donner connaissance à Votre Majesté du décret que les cortès générales extraordinaires ont rendu le 1er janvier 1811, dont copie est ici jointe.

La régence, en transmettant à Votre Majesté ce décret souverain, se dispense de faire la plus petite observation à l'égard du traité de paix; mais elle assure à Votre Majesté qu'elle trouvera dans le décret la preuve la plus authentique que les sacrifices faits par le peuple espagnol pour recouvrer la royale personne de Votre Majesté n'ont pas été infructueux, et elle se félicite avec Votre Majesté de voir déjà prochain le jour où elle aura l'ineffable bonheur de remettre à Votre Majesté l'autorité royale, qu'elle conserve à Votre Majesté en dépôt fidèle tant que durera la captivité de Votre Majesté.

Dieu conserve Votre Majesté de longues années pour le bien de la monarchie !

Madrid, 8 janvier 1814.

SEIGNEUR,

Aux pieds royaux de Votre Majesté,

Luis de BOURBON, cardinal d'Escala, archevêque de Tolède, *président*. Jose LUYANDO, *ministre d'état*.

Presque dans les mêmes termes, et à la date du 28 du même mois, la régence répondit aussi à la nouvelle lettre que lui avait adressée le roi par don Jose de Palafox, en rappelant seulement qu'on devait à Sa Majesté « le rétablissement des cortès, depuis sa captivité, rendant ainsi son peuple libre, et chassant du trône d'Espagne le monstre féroce du despotisme. » Cette indication faisait allusion au décret qu'aurait rendu le roi en 1808 à Bayonne, mais très-secrètement, pour convoquer les cortès, décret que la régence lui rappelait sans doute à la mémoire, à cause de ses défiances sur la marche que certains courtisans conseillaient à Sa Majesté de suivre à son retour en Espagne. On annonçait aussi dans la même lettre que le gouvernement avait nommé un ambassadeur extraordinaire pour assister à un congrès où les puissances belligérantes et alliées allaient donner la paix à l'Europe.

Successivement, et porteurs des réponses en question, le duc de San-Carlos et don

Jose de Palafox revinrent en France assez peu satisfaits l'un et l'autre, et le premier fort courroucé du mauvais accueil qu'il avait reçu et des insultes auxquelles il s'était exposé.

La régence communiqua toute l'affaire aux cortès, comme étant d'une extrême gravité. Elle s'enquit également auprès d'elles de ce qu'il conviendrait de faire dans le cas où Napoléon, laissant à part le traité proposé, relâcherait le roi, comme le bruit en courait déjà, dans le dessein d'écarter aussitôt que possible l'Espagne de l'alliance européenne, et d'introduire dans la Péninsule de nouvelles discordes. Avant de répondre à une question aussi délicate, les cortès résolurent d'entendre le conseil d'état, dont le corps entier, sans hésiter un instant, fut d'avis « qu'on ne permît point à Ferdinand VII d'exercer l'autorité royale jusqu'à ce qu'il eût juré la constitution dans le sein du congrès, et qu'on nommât une députation qui, à l'entrée en Espagne de Sa Majesté devenue libre, lui présenterait la nouvelle loi fondamentale, et l'informerait de l'état du pays, de ses sacrifices et de ses longues souffrances; » ajoutant à cela, relativement aux Espagnols qui avaient pris parti pour Joseph, d'autres recommandations un peu rigoureuses et d'un caractère acerbe comme l'opinion qui circulait.

A la vue de cet avis du conseil d'état et de la communication faite par la régence, les cortès délibérèrent en secret, et les membres de l'assemblée convinrent de rendre un décret, qu'on publia le 2 février, par lequel il était déclaré que, conformément à la décision prise par les cortès générales extraordinaires le 1er janvier 1811, on ne reconnaîtrait pas le roi comme libre, et dès lors on ne lui prêterait pas obéissance, jusqu'à ce que, dans le sein du congrès national, il eût prêté le serment exigé par l'art. 173 de la constitution; qu'à l'approche de Sa Majesté vers l'Espagne, les généraux des armées qui occuperaient les provinces frontières donneraient connaissance à la régence, qui devrait les transmettre aux cortès, de toutes les nouvelles qui leur seraient parvenues au sujet de l'arrivée du roi et de sa suite, avec les autres circonstances qu'ils auraient pu vérifier; que la régence donnerait aux généraux les instructions et ordres nécessaires, afin qu'à son arrivée à la frontière le roi reçût copie de ce décret du 2 février, et une lettre où la régence, avec la solennité convenable, l'informerait de l'état de la nation et des résolutions prises par les cortès pour assurer l'indépendance nationale et la liberté du monarque; qu'on ne laisserait entrer avec le roi aucune force armée, et que, dans le cas où cette force essayerait de pénétrer par les frontières ou les lignes des armées, elle serait repoussée conformément aux lois de la guerre; que si la force armée qui accompagnerait le roi était composée d'Espagnols, les généraux en chef observeraient les instructions qu'ils auraient reçues du gouvernement, dans le but de concilier les égards dus à ceux qui auraient souffert le triste sort de prisonniers, avec l'ordre et la sécurité de l'État; que le général de l'armée qui aurait l'honneur de recevoir le roi lui fournirait de cette même armée une escorte correspondant à sa haute dignité, et lui rendrait les honneurs dus à sa royale personne; qu'on ne permettrait à aucun étranger d'accompagner le roi; que cette défense s'appliquerait également aux Espagnols qui auraient obtenu de Napoléon ou de Joseph des emplois, pensions et décorations, de quelque espèce que ce fût, ou qui auraient suivi les Français dans leur retraite. On confiait au zèle de la régence la désignation de la route que devrait suivre Sa Majesté pour arriver à la capitale, et l'on autorisait le président, une fois l'entrée du roi sur le territoire espagnol bien constatée, à se rendre au devant de lui jusqu'à ce qu'il le rencontrât, et à l'accompagner à la capitale avec le cortége convenable; lequel président présenterait à Sa Majeté un exemplaire de la constitution, afin que dûment instruite elle pût prêter, après mûre délibération et avec toute liberté, le serment que prescrivait

ladite constitution, le roi allant droit à la salle des cortès, et de là passant immédiatement au palais pour recevoir, des mains de la régence, le gouvernement de la monarchie : de tout quoi les cortès devaient donner connaissance à la nation par le moyen d'un décret. »

Une majorité considérable approuva cet acte ; et l'on adopta aussi un manifeste que l'on devait publier, et dans lequel étaient exposés les motifs de la résolution prise. Les députés en petit nombre qui désapprouvèrent dans les cortès le décret du 2 février espéraient, après la destruction de l'usurpation étrangère, ruiner les nouvelles réformes, et replacer les choses dans l'état où elles étaient restées si longtemps en Espagne. A Séville, à Cordoue, à Madrid et en d'autres lieux où les mois précédents plusieurs membres de l'assemblée avaient été retenus à cause de la fièvre jaune qui ne leur permettait pas de se rendre à l'île de Léon, il y avait eu des juntes et des conférences dirigées vers ce but. Le comte del Abisbal, à cette époque en congé à Cordoue, s'y était mêlé, et depuis il conserva de secrètes intelligences avec les principaux chefs du parti anti-réformiste.

La crainte qu'inspiraient encore les Français, des embarras imprévus et le manque d'appui réel et solide, empêchèrent alors que le plan projeté ne s'effectuât ; et même certains députés qui étaient entrés dans le complot donnèrent cependant leur vote au décret du 2 février : car l'idée qui prédominait encore parmi eux était que Napoléon pourrait exercer une fatale influence sur le roi et ses conseillers.

Néanmoins, bien résolus à pousser plus loin leur projet dès que cet obstacle serait écarté, plusieurs députés et d'autres personnages s'abouchèrent avec le duc de San-Carlos. Des paroles imprudentes trahissaient parfois leurs intentions ; et leurs indiscrétions firent échouer le plan qu'ils avaient conçu pour le changement de la régence actuelle du royaume. Cette régence avait montré pourtant de la fermeté, de l'habileté ; à l'étranger on rendait hommage à ses services ; l'Autriche lui avait envoyé un chargé d'affaires, et la Prusse venait de conclure avec elle, le 20 janvier 1814, un traité dans lequel Sa Majesté prussienne reconnaissait Ferdinand VII comme seul roi légitime de la monarchie espagnole dans les deux hémisphères, et la régence du royaume qui le représentait pendant son absence et sa captivité, légitimement élue par les cortès générales extraordinaires, suivant la constitution sanctionnée par celles-ci et jurée par la nation.

Quant aux cortès ordinaires, elles terminèrent leur session de la première année le 19 février. Pour revenir à l'ordre interverti par les circonstances, les juntes préparatoires opérèrent le 20 du même mois, et le 1er mars s'ouvrit la session de la seconde année, ou la seconde législature de ces cortès.

La puissance française ne devait plus longtemps leur inspirer d'inquiétude. Sur le Llobrégat Suchet avait obtenu quelques avantages contre les Anglo-Siciliens et les Espagnols ; mais la situation des Français empirait dans la Catalogne. Les deux tiers de leur cavalerie, dix mille fantassins, presque toute l'artillerie, partirent pour le sud-est de la France ; Suchet lui-même alla se concentrer à Gironne et ses environs avec le reste de son armée ; Robert resta à Tortose avec une poignée de monde, et Habert fut réduit à s'enfermer dans Barcelone. La désertion de l'Espagnol Van Halen, qui, après avoir servi Suchet, déroba le chiffre et le sceau de l'état-major français, amena des résultats décisifs. Avec ces instruments on fabriqua de fausses dépêches, Van Halen se présenta comme officier d'état-major de Suchet, et le baron d'Eroles obtint ainsi l'évacuation des places de Mequinenza, Lerida et Monzon ; puis, faisant usage de la nullité des capitulations, les Espagnols arrêtèrent ces garnisons comme prisonnières de guerre. Suchet, frappé par des pertes si graves, dut encore envoyer dix mille hommes en France, et alors il lui fallut réunir les débris de son

armée sous le canon de Figuières, après avoir fait sauter les ouvrages fortifiés de Besala, Olot, Bascara, Palamos, etc., et avoir démantelé Gironne. Hors d'état de combattre, il fut réduit à s'occuper de négociations.

La grande armée alliée commença ses opérations le 14 février. Les Français se retirèrent en se défendant de position en position, et Soult, abandonnant Bayonne, alla concentrer ses forces à Orthez. Freire vint grossir les troupes espagnoles réunies aux Anglais; l'aile gauche des alliés passa l'Adour à son embouchure, grâce aux prodigieux efforts des marins anglais, et investit Bayonne; et Wellington avec presque toutes ses forces exécuta un mouvement général sur Orthez. Le 27 février une bataille s'engagea; les Français la perdirent après une vigoureuse défense. Soult marcha sur Tarbes en s'approchant des Pyrénées et laissant Bordeaux à découvert. Alors Wellington envoya de ce côté le duc d'Angoulême avec trois divisions sous les ordres de Beresford, et le 12 mars le prince et le maréchal anglais furent reçus dans l'ancienne capitale de la Guyenne aux acclamations des partisans des Bourbons.

Napoléon, pressé de tous côtés, venait d'expédier les passeports pour le départ des princes espagnols de Valençay, sans s'arrêter au refus de la régence pour l'approbation du traité porté à Madrid par le duc de San-Carlos. Ferdinand se fit précéder par le maréchal de camp don Jose Zayas, qui partit de Valençay le 10 mars avec une lettre pour la régence, et l'ordre de faire préparer tout ce qui était nécessaire pour la réception de Sa Majesté. Zayas fut parfaitement accueilli à Madrid. Dans la lettre dont il était porteur, on n'avait point évité de parler de cortès ni de ce qui avait existé durant l'absence de Sa Majesté, et l'on faisait entendre que les faits accomplis mériteraient sa royale approbation en tout ce qui serait utile au royaume; aussi la lecture de cette pièce dans l'assemblée nationale produisit une grande allégresse. Un décret fut rendu en conséquence pour attester la satisfaction des cortès.

Ferdinand ne se fit point attendre. Le 13 il quitta Valençay, accompagné des infants don Carlos et don Antonio, et des autres personnes qui étaient restées en leur compagnie; il voyageait sous le nom de comte de Barcelone. A Perpignan, il fut reçu le 19 mars par le maréchal Suchet, qui d'abord l'arrêta, puis lui laissa continuer sa route.

CHAPITRE V.

FERDINAND VII.

Ce fut le 22 mars 1814 que Sa Majesté Ferdinand VII foula le territoire espagnol. Le 24, don Francisco de Copons, général de la première armée espagnole, le vint recevoir sur la rive droite du Fluvia, et lui remit un pli cacheté et scellé qui lui avait été envoyé par la régence du royaume, et sous lequel se trouvait une lettre dans laquelle la régence informait Sa Majesté de l'état de la nation. Le 26, don Carlos, retenu en otage par le maréchal Suchet, vint rejoindre son frère et son oncle à Gironne. Copons refusa d'exécuter les engagements du roi relativement aux garnisons françaises des places fortes, qui devaient rentrer librement en France; le général espagnol invoqua les décrets des cortès qui défendaient tout engagement avec les Français, sinon d'accord avec les alliés. Ferdinand ne s'indigna pas fort de cette désobéissance à son autorité; d'ailleurs il dissimulait encore. Le 24 mars il avait écrit à la régence une lettre ambiguë, sans condamner le passé ni donner de garantie pour l'avenir. Toutefois les cortès s'abstinrent de toute marque de mécontentement; au contraire, elles rendirent quelques jours après un décret pour l'érection, sur la rive droite du Fluvia, d'un monument qui perpétuât la mémoire de ce qui s'était passé en ce lieu lors de l'arrivée du roi; elles s'occupèrent de la dotation de la famille royale, et la fixèrent à quarante millions de réaux par an, en ordonnant d'avancer un tiers de la somme pour les dépenses que pourrait occasionner le retour du roi. A chacun des infants, don Carlos et don Antonio, l'on assigna cent cinquante mille ducats payables par la trésorerie générale. Quant à l'infant don Francesco, il n'en fut pas fait mention, parce qu'il se trouvait alors avec son père et sa mère, auxquels personne ne pensa. Le roi et les infants, en passant à Tarragone, à Reus, suivirent les décisions des cortès; cependant il s'écarta de l'itinéraire qui lui avait été tracé pour se rendre aux instances de la députation provinciale d'Aragon, qui le supplia de visiter Saragosse. Ses conseillers étaient impatients des entraves que l'assemblée représentative lui imposait. A Daroca il y eut, le 11, une réunion à laquelle assista le comte del Montijo, et dans laquelle on fut d'avis que le roi ne jurât pas la constitution. Jose Palafox exprima seul un sentiment contraire. Une nouvelle conférence, à laquelle furent appelés les ducs de Frias et d'Osuna, n'amena aucun résultat. Mais le roi décida ensuite que le comte del Montijo se rendrait immédiatement à Madrid, pour tâcher d'y pénétrer les intentions des libéraux, et pour disposer le peuple en faveur des résolutions du roi, quelles qu'elles

fussent. Le 13, Ferdinand entra dans Teruel, où il aperçut mille emblèmes relatifs au nouvel ordre de choses ; il y applaudit. A Ségorbe, il fut joint le 15 par son oncle don Antonio qui arrivait de Valence. En même temps se présentèrent, venant de Madrid, le duc del Infantado et don Pedro Gomez de Labrador, qui, conjointement avec Jose Palafox et les ducs de Frias, d'Osuna et de San-Carlos, tinrent la nuit même du 15 un nouveau conseil, toujours pour décider si le roi devait ou non jurer la constitution. Il n'y eut pas encore de résolution arrêtée. Le 16 le roi fit son entrée dans Valence. Le capitaine général Elio alla à sa rencontre, le complimenta, et se répandit en plaintes amères contre le gouvernement. Un peu plus loin se présenta le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, président de la régence, qui ne consentit à baiser la main du roi que sur un ordre formel. Ferdinand était déjà irrité, lorsque le lendemain Elio fit déclarer à ses officiers qu'ils juraient de soutenir le roi dans la plénitude de ses droits ; alors le roi se mit à exercer à Valence la souveraineté, sans tenir aucun compte des résolutions arrêtées par les cortès.

Ces faits se lient étroitement à d'autres trames ourdies à Madrid pour engager bon nombre de députés à demander eux-mêmes l'abolition des cortès. A la tête de ces menées était don Bernardo Mozo Rosales, qui s'entendit avec quelques-uns de ses collègues pour adresser à Sa Majesté une représentation dans le but déjà signalé. Elle portait la date du 12 avril, et contenait un résumé rapide de tout ce qui s'était passé en Espagne depuis 1808, puis un éloge de la monarchie absolue, et se terminait néanmoins par la demande d'une nouvelle convocation des cortès avec la solennité et la forme en usage pour les cortès anciennes. Le principal objet de la représentation était d'encourager le roi à ne pas donner son assentiment à la nouvelle loi constitutionnelle, non plus qu'aux autres réformes introduites en son absence. Rosales se rendit à Valence pour aller porter cette représentation signée par soixante-neuf députés (1).

Les députés libéraux et leurs amis restèrent dans une attitude calme et confiante, sans que les nouvelles de Valence pussent les tirer de leur illusion ; ils ne provoquèrent aucune mesure, ne prirent aucune précaution, adressèrent au roi deux lettres qui restèrent sans réponse, et s'occupèrent des soins convenables pour recevoir Sa Majesté et célébrer la cérémonie de la *jura* dans la salle des cortès.

Les partisans de l'ancienne régence n'étaient plus contenus maintenant par la crainte de diviser les forces nationales auparavant nécessaires pour repousser l'étranger. Le maréchal Suchet avait évacué l'Espagne avec son armée dans les premiers jours d'avril, ne laissant de garnisons qu'à Figuières, Hostalrich, Barcelone, Tortose, Benasque, Murviedro et Peñiscola. Le 10 avril, à Toulouse, le maréchal Soult avait livré le dernier combat aux alliés, qui subirent de graves échecs. Comme ses forces étaient moitié moindres que celles de ses adversaires, que d'ailleurs il apprit la nouvelle de la déchéance de Napoléon, il opéra sa retraite pour se joindre à Suchet, et les hostilités cessèrent en vertu de deux traités des 18 et 19 avril, entre Wellington d'une part, et Soult et Suchet de l'autre. Une affaire très-vive dans laquelle la garnison de Bayonne maltraita très-fort les Anglais et prit sir John Hope, leur général, servit aux Français de consolation pour tant de revers qu'ils avaient éprouvés. Ainsi était terminée la guerre de l'indépendance.

Les complots pouvaient donc se tramer librement à Valence. A chaque instant se tenaient des conciliabules et des réunions secrètes, où n'était plus appelé aucun de ceux qui passaient pour incliner vers des opinions avancées. Une indisposition du roi, et le soin de régler certaines mesures préalables, retardèrent de quelques jours l'exé-

(1) On désigna ces députés sous le nom de *Perses*, parce que dans leur exposition ils rappelaient l'exemple des anciens Perses.

cution du plan médité pour dissoudre les cortès. Il s'agissait de faire approcher de Madrid des troupes à la dévotion des antiréformistes. Ces troupes s'avancèrent en effet sous les ordres de don Santiago Whittingham qui commandait la cavalerie en Aragon, et qui avait reçu ordre du roi lui-même de l'accompagner dans son voyage. Whittingham arriva à Guadalajara le 30 avril, et la régence lui ayant demandé quel était le motif de sa venue, il répondit qu'il obéissait aux volontés du roi, qui lui avaient été transmises par le général Elio.

Tout étant disposé à Valence pour le but qu'on se proposait, le roi quitta cette ville le 5 mai, emmenant avec lui les infants don Carlos et don Antonio, escorté par une division de la deuxième armée, sous les ordres du général en chef Elio. En même temps le cardinal de Bourbon reçut un ordre royal qui le rappelait à Madrid. Le roi fut accueilli dans les villes et villages sur sa route avec un enthousiasme extraordinaire; mais l'allégresse de quelques citoyens était troublée par les soldats d'Elio et par les masses populaires qui poussaient des clameurs contre les cortès et renversaient les pierres de la constitution, posées sur les places de chaque commune conformément à un décret de Cadix. Dès que les cortès surent que le roi s'approchait de Madrid elles agitèrent les propositions les plus violentes, puis elles nommèrent une députation prise dans leur sein pour aller le complimenter en route. Cette députation de six membres, ayant à sa tête l'évêque d'Urgel, rencontra le roi dans la Manche, au milieu du chemin; elle revint au prochain village pour offrir ses respects à Sa Majesté; mais elle ne put obtenir audience, et le roi lui donna ordre d'aller l'attendre à Aranjuez. Il enjoignit au cardinal de Bourbon de se retirer dans son diocèse de Tolède.

A Madrid, dans la nuit du 10 au 11 mai, furent arrêtés, en vertu d'un ordre royal, les deux régents don Pedro Agar et don Gabriel Ciscar, les ministres Alvarez Guerra et Garcia Herreros, et les députés aux deux assemblées des cortès Muñoz Torrero, Agustin Arguellès, Martinez de la Rosa, Antonio Oliveros, Lopez Cepero, Canga Arguellès, Antonio Larrazabal, Lorenzo Villanueva, Ramos Arispe, Jose Calatrava, Gutierrez de Teran, et Dionisio Capaz, ainsi que l'illustre écrivain Jose Quintana, le comte de Noblejas, son frère, et beaucoup d'autres. Les prisonniers furent enfermés dans la caserne des gardes du corps et dans d'autres prisons de Madrid. Quelques-uns furent jetés dans des cachots étroits et fétides. Les arrestations continuèrent les jours suivants, et s'étendirent aux provinces, d'où l'on amena à Madrid plusieurs personnages et députés illustres. Plusieurs députés échappèrent à la poursuite de leurs ennemis en passant en pays étranger.

Dans la même nuit, le général Eguia, nommé capitaine général de la Nouvelle-Castille, et qui avait présidé aux arrestations, se présenta chez le président des cortès, lui déclarant par ordre du roi que cette assemblée était dissoute. Le président ne fit aucune objection.

Dans la matinée du 11, le peuple arracha la pierre de la constitution et la traîna dans les rues, ainsi que divers emblèmes et ornements de la salle des cortès. Des cris de vengeance et de mort étaient poussés contre les libéraux.

En même temps était affiché un décret signé de la main du roi, daté de Valence du 4 mai, par lequel Sa Majesté, déclarant qu'elle ne jurerait point la constitution et qu'elle désapprouvait hautement les actes des cortès, affirmait néanmoins qu'elle abhorrait le despotisme, et offrait en outre de réunir des cortès, et d'assurer d'une manière ferme et durable la liberté individuelle, et même la liberté de la presse, dans les limites que prescrivait la saine raison.

Les cortès, lorsqu'elles avaient eu connaissance du décret de Valence, avaient déclaré que, loin de se dissoudre, elles opposeraient au besoin une résistance matérielle à l'exécution d'un ordre dont elles ne reconnaissaient pas la légalité. Mais à quels moyens avoir recours? Le nom de Fer-

dinand avait alors dans la nation une puissance magique. On ne pouvait pas compter sur les armées. Celle qu'on appelait la première demeura fidèle aux cortès, mais en prenant une attitude passive, et la seconde se prononça contre cette assemblée. Dans l'armée de réserve d'Andalousie, son chef, le comte de l'Abisbal, joua un double rôle. Dans la troisième armée, quelques officiers formèrent une ligue ou un parti contre le prince d'Anglona, qu'ils croyaient dévoué aux cortès. Les officiers subalternes de la quatrième armée se montrèrent plus favorables à la cause des cortès, mais sans oser rien faire de décisif.

Le roi entra à Madrid le 13 mai par la porte d'Atocha, au milieu d'un nombreux cortége militaire, au bruit des cris d'enthousiasme et des *vivat*. Le même jour se fit aussi, par la porte d'Alcala, l'entrée publique de lord Wellington. Ce général adressa vainement des représentations au roi sur la voie dans laquelle il entrait.

Peu à peu s'exécuta l'évacuation des places qui étaient encore au pouvoir des Français, et qui devaient être remises aux Espagnols suivant les conventions des 18 et 19 avril. Lé territoire de la Péninsule fut complétement délivré de tout ennemi. Enfin l'Espagne donna le 20 juillet son adhésion au traité de paix et d'amitié qu'avaient conclu les alliés avec la France le 30 mai précédent.

Au commencement de mai, le roi avait composé un ministère qu'il modifia avant la fin du même mois, mais à la tête duquel fut placé deux fois le duc de San-Carlos. Le système de persécution se continua, et l'on fit la guerre à tout ce qui paraissait favoriser les innovations. Ferdinand reprit sa puissance, les cortès avaient disparu, la constitution de Cadix n'existait plus que dans les souvenirs. L'Espagne de 1814 était redevenue l'Espagne de 1807; elle revenait comme autrefois à la double domination du prince et du clergé. Les corps divers qui constituaient le gouvernement et la haute magistrature judiciaire de l'Espagne en 1808 furent relevés en 1814.

Parmi les réformes introduites par le gouvernement de Joseph, et après lui par celui des cortès, il en était d'injustes, de spoliatrices, contraires à l'ordre rétabli; mais il y en avait d'autres que l'on aurait dû maintenir ou modifier avec réserve. Le roi n'eut pas l'idée de faire un choix. Il ne considéra pas la nature des actes, mais leur origine; le bien et le mal, la réforme salutaire et la mesure désastreuse, tout fut enveloppé dans une proscription générale. L'État, appauvri par une longue guerre, trouvait dans les propriétés des communautés religieuses d'utiles ressources, sans être obligé de grever le peuple d'impôts onéreux : jamais il ne s'était présenté un moment aussi favorable pour limiter et régulariser ces possessions exagérées, tombées en mainmorte. On aurait pu donner suite à la mesure d'examen et de réformation autorisée sous le règne de Charles IV par une bulle du pape. On ne s'enquit de rien de tout cela. On rendit aux couvents tous les biens dont les cortès avaient disposé, en même temps qu'une cédule royale rétablissait le saint-office, se fondant sur ce que l'usurpation et les prétendues cortès avaient regardé la suppression de ce tribunal comme une mesure très-efficace pour servir leurs projets pervers. On préparait le rappel des jésuites, en leur rendant les biens qui avaient appartenu à leur société dans le siècle précédent.

L'administration du royaume fut remise avec le plus grand soin dans la séculaire confusion que tant de ministres s'étaient appliqués à débrouiller. Au lieu de l'heureuse division territoriale décrétée par les cortès, reparurent ces provinces régies par des capitaines généraux cumulant certaines attributions judiciaires avec la plénitude de l'autorité militaire et administrative. Enfin on vit de nouveau fonctionner ces conseils de Castille, des Indes, des ordres, des finances, ds la marine et de la guerre, autorités indépendantes du ministère, que leurs traditions rendaient hostiles à toute réforme entreprise dans l'intérêt du pouvoir ou des peuples.

Autour de Ferdinand se forma cette ca-

marilla trop fameuse dirigée par le ministre de Russie, et qui, manquant de vues d'ensemble, paraissait n'avoir d'autre but que la destruction et la vengeance. En même temps qu'elle renversait tout ce que la révolution avait fait pour l'unité de l'Espagne, elle frappait sur tous les hommes qui avaient encouru sa haine. Dix mille Espagnols avaient eu le malheur de s'attacher au parti français; ils furent bannis, leurs biens séquestrés. Les membres de la régence, ceux des cortès, tous les ministres, tous les individus qui avaient coopéré à la rédaction de la constitution, ou qui s'en étaient montrés les zélés partisans, furent traduits devant des commissions pour y être jugés sans aucune forme légale. Le nombre des condamnations fut considérable; les *presides*, la détention dans les citadelles, l'exil, telles étaient les peines prononcées, et le roi n'usait pas du droit de grâce, et ces actes se continuaient avec une froide persévérance. Il y avait deux ans que le roi était rentré dans la plénitude de sa puissance, que les cachots étaient encore encombrés, que de longues listes de proscription apparaissaient encore par intervalles. Les membres du gouvernement subissaient eux-mêmes le joug d'un pouvoir supérieur; violents ou modérés, implacables ou conciliants, ils ne paraissaient que pour tomber sous les coups du ténébreux conseil où se décidaient leurs destinées.

Un tel régime devait avoir une funeste influence sur la prospérité intérieure du pays; mais il est difficile de se représenter le désordre où toutes choses avaient été jetées.

Les cortès en se retirant avaient laissé le trésor dans un complet dénûment, et la nation épuisée par de longs sacrifices. Le système de finances créé par la révolution avait été abandonné. Le clergé jouissait des biens qui lui avaient été rendus, et n'accomplissait pas les engagements auxquels il s'était soumis. Il fallait recourir à des taxes arbitraires qui faisaient des mécontents sans offrir un grand secours au trésor, à des droits de douanes exorbitants qui achevaient de détruire le commerce en rompant toutes les relations avec les pays étrangers. L'ancien régime, pour rester en possession de l'Espagne aurait eu besoin des trésors du Nouveau-Monde, afin de solder les frais d'une administration au moins inutile, et de tenir le pays dans l'engourdissement. Mais alors il aurait fallu avoir raison des insurrections déjà victorieuses, ou près de le devenir, à Venezuela, au Chili, au Pérou, à Buenos-Ayres, au Mexique, et combattre à la fois sur tous les points de cet immense continent. Pour contenir cette révolution qu'on appelait une révolte, on devait d'abord se procurer une armée. Pour embarquer cette armée, il fallait une flotte qu'on n'avait ni le temps ni les moyens d'équiper; on fut réduit à marchander des vaisseaux à la Russie. Afin d'obtenir des secours présents, il fallait s'adresser au crédit, et donner avec des garanties pour la dette publique quelques gages d'une bonne administration. Cette nécessité fut si pressante, que les Eguia, les Lozano Torres, ces champions des vieilles coutumes, reçurent à côté d'eux dans le conseil ministériel don Martin Garay, surnommé le Necker de l'Espagne, et quelques hommes de la même école.

Garay devait assurer des services pour lesquels il était sans aucune ressource, et en même temps faire honneur à une énorme dette publique à laquelle on venait d'enlever ses gages. La partie la plus pesante se composait de ces *valès* royaux, auxquels les cortès avaient rendu quelque crédit en affectant les biens de l'inquisition à leur remboursement (1). Cette hypothèque dé-

(1) Déjà en 1814 une immense dette étrangère pesait sur l'Espagne, et la bonne foi ne présida guère à sa liquidation. La Hollande avait fait en 1807 au ministère Godoy un prêt de soixante-douze millions qu'on hésita longtemps à reconnaître. Les réclamations françaises, dont le règlement dut s'opérer en vertu de la convention du 25 avril 1818, suscitèrent mille difficultés entre les deux cabinets. Enfin le gouvernement espagnol ne dut rien trouver de mieux pour diminuer la masse de ses engage-

truite, il en fallait chercher une autre, et l'on ne pouvait guère la trouver que dans les biens de mainmorte. Malgré de vives résistances, une négociation dut s'engager dans ce sens avec la cour de Rome, qui, par une bulle du 26 juin 1818, permit d'appliquer pendant deux ans à l'extinction de la dette publique les revenus et produits des prébendes ou autres bénéfices ecclésiastiques de nomination royale venant à vaquer, ordonna la vacance des bénéfices de libre collation pendant six années, et l'application de leurs revenus et du produit des annates à la même destination. Le ministre fut donc en mesure de présenter un plan de finances. Les *valès* avaient d'abord été réduits au tiers de leur valeur nominale; une cédule royale ordonna que les non-consolidés seraient admis à remplacer les autres par degré d'extinction et au moyen d'un tirage au sort. Enfin, une disposition générale opéra cette même année une classification de la dette en deux parties, l'une portant intérêt à quatre pour cent, l'autre considérée comme créance reconnue, mais sans intérêt.

Ces expédients ne suffisaient pas. Garay avait compté sur des ressources que la cessation complète du commerce et l'état désastreux de l'agriculture rendirent de jour en jour plus illusoires. Les événements de l'Amérique réclamaient un déploiement de forces auquel l'Espagne n'aurait pu suffire dans ses plus beaux jours. Le Mexique réduit s'agitait toujours; le Chili reconquis un moment s'affranchit de nouveau après de violentes secousses. Buenos-Ayres, au milieu de ses déchirements intérieurs, trouva moyen de résister aux attaques du dehors. Une république érigée sous le nom de Colombie devint le théâtre d'une lutte acharnée qui attira les regards de l'Europe. Bolivar commandait les armées de cet État nouveau. L'Espagne lui opposa Morillo, qui s'était fait une réputation de courage et d'habileté dans la guerre contre les Français. Les deux chefs combattirent avec une rare persévérance, subissant des alternatives de succès et de revers, sans jamais se laisser décourager. C'était une guerre à mort. Morillo se maintenait avec un courage héroïque; mais son adversaire avait sur lui de précieux avantages: il pouvait réparer ses pertes dans les lieux mêmes où il les éprouvait, tandis que son adversaire devait attendre longtemps des secours qui souvent tombaient au pouvoir de l'ennemi. Quelques souverains de l'Europe proposèrent leur médiation pour mettre fin à cette destruction; rien ne put décider les conseillers de Ferdinand à renoncer à rien de ce que l'on possédait dans le passé, et pour le ressaisir on ne voulut pas faire usage des moyens qu'avaient trouvés les réformateurs. Garay ayant voulu reprendre en sous-œuvre quelques plans des deux législatures, comme l'établissement et l'égale répartition de l'impôt direct, la suppression des immunités financières des provinces et des corporations, l'ouverture de quelques ports francs, et la modification des anciens tarifs, Garay paya tout à coup de telles tentatives de sa destitution, et fut envoyé en exil.

Rien ne semblait pouvoir relever ni le crédit ni l'industrie de l'Espagne, bloquée de Cadix à la Corogne par les corsaires des insurgés, compromise avec les États-Unis pour les Florides, et contrainte d'acheter l'apparente neutralité de l'Angleterre dans la lutte contre les colonies. Enfin le roi d'Espagne, persistant toujours dans son projet de frapper un coup décisif sur les colons rebelles, ayant besoin d'une somme de quinze millions de francs pour le départ de la grande expédition d'Amérique, ne put trouver de prêteurs, malgré le taux de l'intérêt fixé à huit pour cent, et l'hypothèque donnée sur les fonds de la guerre. Il exigea ce subside en janvier 1819, comme emprunt forcé,

ments, que de déclarer déchus de leurs droits à une liquidation tous les porteurs de titres par possession ancienne ou par acquisition, qui les auraient présentés à l'intrus, et en auraient obtenu la liquidation en reconnaissance ou inscription sur les livres de ce gouvernement.

de ses sujets et des négociants étrangers fixés dans ses États.

En se livrant à tant de violences capricieuses, on avait rendu les classes supérieures mécontentes, le peuple indifférent; on était réduit à s'appuyer sur la force armée. Mais l'armée elle-même mal équipée, mal payée, devenait un foyer d'insurrection. Les officiers qui avaient au péril de leur vie défendu l'indépendance de la nation, et conservé au roi l'héritage de ses ancêtres, se plaignirent de voir leurs services méconnus, leurs droits contestés, quelquefois même leur liberté menacée ou compromise. Des sociétés secrètes s'organisaient partout, et les plaintes que l'on se communiquait poussèrent à des complots.

Déjà il y avait eu des attaques contre le pouvoir; mais l'issue avait été funeste à leurs auteurs. Mina avait répondu par une révolte armée au refus de lui conférer le titre de capitaine général de la Navarre; abandonné par ses anciens compagnons, il s'était soustrait par la fuite à l'arrêt de mort qui l'avait frappé. Une année plus tard, Porlier, non moins illustre par ses exploits, repoussé de la cour par d'odieuses intrigues, avait soulevé un moment les garnisons de la Corogne et du Ferrol, et proclamé la constitution de Cadix; délaissé aussi par ses adhérents, il était venu finir sa vie glorieuse sur un gibet. Dans Madrid même une conspiration s'était tramée; il s'agissait d'enlever le roi, ou de le poignarder en cas de résistance. Le chef de ce complot, Richard, homme obscur, périt sur l'échafaud avec quelques-uns de ses complices, et ce procès fut l'occasion de recherches inquisitoriales et du rétablissement de la torture.

Mais les supplices n'arrêtaient pas le mouvement imprimé. Ce que Porlier avait tenté en Galice, le général Lacy l'entreprit en Catalogne; déjà un grand nombre de militaires étaient gagnés, lorsque le complot fut découvert par le capitaine général de la province. Un conseil de guerre prononça contre Lacy la peine de mort. On parut vouloir lui faire grâce, on suspendit son supplice; transporté aux îles Baléares, le malheureux général pouvait croire qu'on l'envoyait en exil, mais on prit plaisir à l'immoler après avoir fait espérer qu'il serait épargné.

A Valence des révoltes s'étaient préparées aussi; le capitaine général Elio avait saisi le chef Vidal, qui fut aussitôt pendu avec douze de ses complices, et cette rapidité d'exécution fut approuvée, récompensée; de sorte qu'Elio, encouragé, enleva la suite de l'instruction aux tribunaux ordinaires pour la déférer au saint-office.

Tant d'essais infructueux n'avaient fait qu'irriter les mécontents, qui espéraient d'ailleurs trouver plus d'appui dans leurs compagnons d'armes; car les expéditions malheureuses faites pour les colonies, et les craintes que chacun éprouvait de se voir contraint d'en faire partie, ajoutaient encore à tant de causes d'impatience et de dégoût.

Telles étaient les dispositions d'un nombre considérable d'officiers réunis à Cadix, où se formait lentement et difficilement l'armée destinée à cette expédition définitive contre les colonies révoltées, sur laquelle se concentraient toutes les espérances du gouvernement espagnol. Les soldats étaient effrayés par les récits de vieux guerriers mutilés revenus de Colombie et déposés dans un hôpital de Cadix. On leur fit entrevoir la possibilité d'échapper au malheur qui les attendait, sans s'exposer au reproche ou au soupçon de manquer de courage. On parla des souvenirs de la dernière guerre, de la liberté conquise et perdue, de la gloire compromise. On représenta le roi comme victime des coupables conseillers qui l'entouraient. Les commerçants de Cadix et de Malaga fournirent de l'argent pour faire fléchir la fidélité envers le roi absolu; les agents des États américains employèrent tous les moyens pour effrayer et séduire; et tout annonçait que l'on avait réussi.

Les conjurés nourrissaient d'autant plus d'espoir qu'ils avaient pour eux le chef même de l'expédition, O'Donnell, comte de l'Abisbal; mais ce général, après avoir donné une adhésion sincère à l'entreprise,

ne tarda pas à changer de sentiment. Il dévoila les complots, dénonça les conjurés, et en arrêta lui-même plusieurs, qui furent livrés au gouvernement. Récompensé d'abord, il devint bientôt suspect par la découverte d'une foule d'indices qui le signalaient à la défiance, et il fut rappelé avec tous les signes de la disgrâce. Les persécutions recommencèrent. Les hommes connus pour professer des opinions libérales, ou pour avoir appartenu autrefois au parti français, furent arrêtés. Tout annonça un redoublement de rigueur, qui produisit à son tour un redoublement d'irritation et d'espérance.

Les grands corps de l'État, effrayés des progrès du mal, et ne pouvant se cacher à eux-mêmes la tendance des esprits et les dangers dont le roi courait les chances, faisaient des efforts pour arrêter la marche funeste suivie depuis trop longtemps. L'inquisition elle-même parla de pardon et de miséricorde ; mais le gouvernement n'écouta rien, et poursuivit sa route. Toutefois, jeté dans l'incertitude par le rôle si singulier de l'Abisbal, il hésita dans les coups qu'il devait frapper ; et les conjurés, revenus de leur étourdissement, reprirent les projets un instant suspendus ; mais cette fois ils ne s'adressèrent plus à des généraux. D'ailleurs la fièvre jaune qui régnait alors dans Cadix ayant fait disséminer les troupes à quelques lieues de la place, un chef moins élevé pouvait donner l'impulsion dans l'un des cantonnements. Tout fut préparé en conséquence, et le vieux comte de Calderon, qui avait remplacé l'Abisbal dans le commandement supérieur de l'armée expéditionnaire, ne vit rien de ce qui se passait, et n'opposa aucun obstacle à des projets dont chacun s'entretenait autour de lui.

Le 1er janvier 1820, Riego rassemble un bataillon campé dans un village, le harangue, lui présente la constitution de 1812 comme la loi du pays, lui fait prêter serment à cette constitution, marche sur Arcos, surprend et enlève Calderon avec tout son état-major, et poursuit sa course sur San-Fernando, où il fait sa jonction avec le colonel Quiroga. Mais les portes de Cadix se ferment; la garnison et la flotte prennent une attitude imposante contre les rebelles. En même temps une armée de treize mille hommes, sous les ordres du général Freire, arrive à marches forcées pour les écraser. Ils essayent des proclamations sur le pays qui ne s'émeut pas, et les troupes royales les resserrent de plus en plus. Alors le chef de bataillon Riego se met, avec San-Miguel, à la tête d'une colonne de deux mille cinq cents hommes, sort de l'île de Léon, et se dirige vers le centre de l'Andalousie, prêchant l'insurrection et proclamant la constitution de Cadix. Avec sa faible troupe il entre sans obstacle dans Algesiras, Ronda, Cordoue, accomplissant librement son œuvre révolutionnaire, sans que les populations manifestent ni sympathie ni répugnance ; et cependant il était poursuivi par une colonne de troupes aux ordres de Jose O'Donnell, frère du comte de l'Abisbal. Il se trouvait à Cordoue avec trois cents hommes, en même temps qu'un régiment de cavalerie royale et plusieurs détachements d'infanterie. Cette indifférence générale suffisait pour anéantir l'entreprise des insurgés. Le découragement était au camp de l'île de Léon, et les forces disponibles du gouvernement s'accumulant en Andalousie, il semblait que la rébellion allait expirer.

Mais les émissaires qui étaient chargés de soulever les provinces travaillaient sans relâche. C'était dans la Galice surtout qu'ils redoublaient d'efforts. Le 21 février ils parvinrent à faire proclamer la constitution dans la capitale de cette province. A la nouvelle des événements de la Corogne, le Ferrol s'émut et suivit cet exemple le 23. Il en arriva de même à Vigo. Les insurgés marchèrent sur Santiago, d'où était sorti le lieutenant général avec les troupes fidèles. Lorsque furent connus les mouvements de la Galice, auxquels la population était restée complétement étrangère, le gouvernement voulut transiger avec la révolution, et

offrit de réunir les cortès par *estamentos*; mais on n'avait aucune confiance en ses promesses; car on se rappelait que le décret du 4 mai 1814, par lequel avait été abolie la constitution, contenait aussi l'engagement de convoquer les cortès, ce qui n'avait point été réalisé.

Les révolutionnaires de la capitale, excités par la faiblesse du gouvernement, travaillèrent ouvertement à leur but. Le roi appela comme un sauveur le général Ballesteros, qui arriva juste à Madrid pour déclarer au monarque qu'il fallait accepter la constitution; et le 9 mars Ferdinand jura cet acte qu'il détestait, au moment où la colonne de Riego, réduite à quelques hommes, était forcée de se dissoudre, quand la garnison de Cadix s'opposait énergiquement à l'insurrection.

Lorsque le roi eut prêté serment à la constitution de 1812, les populations et les troupes restées encore fidèles se résignèrent sans effort; car des mouvements avaient éclaté en Navarre, en Aragon, à Valence. Le comte de l'Abisbal avait fait proclamer l'acte constitutif de 1812 dans l'armée de la Manche. Chacun était alors frappé des effets désastreux du régime auquel on était soumis depuis plusieurs années, et l'on se trouvait heureux d'en être délivré sans guerre civile. Les prisons furent ouvertes, et quelques hommes passèrent des *presides* aux premiers emplois. Les rênes du gouvernement furent remises à des ministres d'opinions entièrement populaires. On prépara la réunion des cortès, et en attendant leur installation, de graves atteintes furent portées à l'autorité du roi, qui, tout en dissimulant ses affronts, sentit encore grandir sa haine contre le régime constitutionnel. Plusieurs provinces furent gouvernées par des juntes; il s'en établit même une dans la capitale sous le nom de *junte provisoire*. Le gouvernement la consultait sur toutes les affaires importantes. Alors parurent les sociétés patriotiques, qui attirèrent tous les exaltés et les oisifs du pays, et qui prétendirent prescrire la marche du gouvernement, l'admission ou le renvoi des ministres.

On attendait donc avec impatience l'arrivée des représentants qui devaient donner au pays un ordre de choses meilleur que celui dont on était délivré, sans que l'on se rendît compte des améliorations dont on avait besoin. Les esprits réfléchis reconnaissaient qu'il fallait modifier fortement la législation civile, rendre à la circulation des masses énormes de propriétés substituées; négocier avec Rome une réforme qui, sans toucher aux droits spirituels de l'Église, donnerait au clergé une attitude nouvelle, et supprimerait graduellement ce qui n'était plus nécessaire pour le maintenir dans une situation digne et indépendante; refondre le système financier pour donner des gages à la confiance publique; soumettre les provinces au droit commun, en combinant un large système de libertés locales avec l'unité de l'administration; ne pas imiter surtout le dernier gouvernement dans ses violences.

Les premiers travaux des cortès indiquèrent qu'elles comprenaient leur mission. L'état des finances, de l'armée, de la marine, donna lieu à des discussions lumineuses. Une loi importante sur les majorats fut votée dans un esprit de sagesse; ils furent replacés dans la classe des biens libres, et leurs propriétaires purent en disposer sous certaines réserves et conditions équitables; mais l'assemblée était en grande partie composée des membres des cortès extraordinaires de Cadix, qui regardaient l'œuvre de la constitution comme parfaite, et n'y voulaient souffrir aucun changement, ce qui dégoûta bien des Espagnols, pénétrés d'autres idées sur la pondération des pouvoirs. Ainsi, avant de se livrer à l'examen d'aucune affaire, il fallait d'abord que l'on s'occupât des adversaires de cette constitution en 1814, des soixante-neuf députés connus sous le nom des *Perses*, qui avaient présenté une adresse au roi à Valence en faveur du pouvoir absolu. Les *Perses* furent amnistiés, à l'exception du marquis de Mataflorida; mais on les déclara indignes de toute fonction

élective. D'un autre côté, les exaltés auraient voulu que l'on marchât bien plus rapidement dans la voie des perfectionnements. Il se forma bientôt une distinction entre les libéraux de 1812 et ceux de 1820. Le gouvernement et les cortès, craignant une réaction du parti absolutiste, croyaient nécessaire d'user de tolérance envers ceux qui avaient fait la révolution, et qui manifestaient la résolution de la défendre. Le parti exalté se grossit d'une manière extraordinaire, et bientôt il ne garda plus de ménagement ; ses journaux, ses clubs attaquèrent les ministres, les cortès, le roi. Il avait pour appui l'armée de l'île de Léon, dont les chefs reçurent un avancement rapide. Le gouvernement voulut disséminer dans les garnisons les corps qui la composaient. Voyant son insistance, les hommes de l'île de Léon prirent le parti d'envoyer à Madrid Riego, qui commandait en chef en l'absence de Quiroga, député aux cortès. A Madrid, les applaudissements, les ovations, furent prodigués au chef des hommes de 1820, qui, enivré de la faveur populaire, brava les cortès et les ministres; mais la garnison et la milice nationale se prononcèrent pour l'ordre alors établi. Riego, destitué de la capitainerie générale de la Galice qui lui avait été confiée après la révolution, reçut un ordre d'exil à Oviedo, et l'armée de l'île fut dissoute.

Toutefois la présence de Riego à Madrid avait donné aux exaltés une impulsion qui se continua même après son départ. Des conspirations découvertes dans quelques villes contre le régime nouveau, des tentatives de quelques *guerilleros* en Galice, servirent de prétexte aux agitateurs des clubs pour réclamer plus d'énergie contre les absolutistes. La discussion de la loi régulatrice des ordres religieux, au mois de novembre, dut se ressentir de cette disposition des esprits. L'on prétendit faire tous d'un coup ce qui devait être l'œuvre des années, et l'on jeta ainsi une empreinte de violence et de sacrilége sur des mesures dont la prudence de Rome aurait compris la nécessité de sanctionner le plus grand nombre. En supprimant immédiatement la plus grande partie des congrégations religieuses, et mettant leurs biens en vente, on se créait des difficultés de plus d'un genre. Si dans la Galice cette mesure excita l'indignation du peuple et grossit les bandes de la foi, en Catalogne, à Valence, les troupes durent veiller nuit et jour à la porte des monastères pour empêcher le pillage et le massacre. Le roi avait hésité à sanctionner le décret, et dans sa retraite de l'Escurial ses anciens conseillers reprirent sur lui de l'empire, lui exagérèrent les forces dont disposait la contre-révolution. La session étant close depuis le 9 novembre, il fit une tentative malheureuse de son pouvoir absolu, en nommant le général Carvajal capitaine général de la Nouvelle-Castille sans la signature du ministre de la guerre. Alors la fermentation devint terrible, et le ministère l'augmenta en secret afin d'effrayer le monarque. L'*ayuntamiento* de Madrid fit des représentations pour demander que le roi revînt dans la capitale, et le ministère les accueillit. Les clubs, les carrefours retentirent de menaces contre le roi. La députation permanente des cortès s'adressa également au roi pour le faire revenir à Madrid. On menaça d'aller le chercher à l'Escurial, et le monarque, après avoir révoqué la nomination du capitaine général Carvajal, retourna dans la capitale. Il entendit autour de lui les épithètes les plus insultantes, et courba la tête devant l'orage. Il se sépara de ses amis, des officiers de sa maison, de son majordome, de son confesseur, signant avec autant d'empressement des ordres d'exil pour tous, que des ordonnances destinées à élever les coryphées du parti exalté aux plus hautes fonctions civiles et militaires. Le commandement des principales provinces échut aux officiers de l'île de Léon, et Riego partit pour Saragosse comme capitaine général de l'Aragon. Les principaux meneurs des clubs furent nommés à des fonctions éminentes. Les insultes au roi continuèrent ; et comme un jour les gardes du corps s'émurent des

dangers qu'il pouvait courir, leur quartier fut tenu assiégé, et le corps fut détruit. L'*ayuntamiento* de Madrid imposa cette mesure au gouvernement.

Après avoir dévoré tant d'affronts, Ferdinand voulut tenter de secouer le joug. Il espérait en imposer par sa résolution nouvelle à des adversaires inquiets alors des dispositions des grandes puissances européennes; car l'Angleterre seule avait reconnu franchement le régime constitutionnel. La Russie n'avait pas dissimulé son mécontentement du triomphe de l'insurrection. La Prusse et l'Autriche s'étaient enveloppées dans une réserve peu bienveillante, et la France avait tenté d'amener des modifications à la situation du roi d'Espagne. Maintenant on ne pouvait plus douter des sentiments hostiles de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, dont les souverains condamnaient la révolution de Naples, et s'obstinaient à ne donner que des notes vagues relativement à l'Espagne. Ferdinand choisit l'ouverture de la seconde session des cortès, le 1er mars 1821, pour porter son attaque. Après avoir terminé le discours d'usage, qui avait été préparé par les ministres, il lut un supplément ajouté par lui, et se plaignit avec indignation des ministres qui avaient laissé sa personne livrée à tous les outrages. Le lendemain il les renvoya; mais demanda aux cortès de lui désigner d'autres candidats. Il était déjà effrayé de l'irritation causée par sa conduite et de l'exaltation de ses ennemis. Il choisit les nouveaux conseillers de la couronne parmi les membres du parti modéré de la chambre, mais qui pour la plupart étaient d'anciens constituants de Cadix. Au reste, les passions devaient s'enflammer; car si la révolution du Piémont était venue accroître les espérances des libéraux, la ruine des constitutionnels de Naples releva le courage des absolutistes; et quelques tentatives de ceux-ci furent l'occasion d'émeutes à Valence, à la Corogne, à Séville, à Barcelone. La populace fit jeter à bord de bâtiments et transporter aux îles Baléares l'évêque de la ville, le baron d'Eroles, les généraux Sarsfield et Sournas. Le roi, afin de détourner la colère des démagogues, envoya aux cortès un message pour exprimer sa douleur au sujet des événements d'Italie, et sa sympathie pour les malheurs des patriotes italiens. Le ministère, qui était regardé comme appartenant à la résistance, voulant aussi prévenir la défiance publique, proposa le 17 avril deux lois, dont l'une prononçait la peine de mort contre tous ceux qui tenteraient de renverser la religion ou la constitution, et le bannissement contre quiconque, en public ou en particulier, se permettrait des expressions tendant à ce renversement. La seconde loi établissait que les prévenus de conspiration arrêtés par la force armée, quelle que fût leur position sociale, devaient être traduits devant un conseil de guerre choisi dans le corps qui avait fait l'arrestation. Le jugement devait être prononcé dans les six jours qui suivraient l'arrestation; il était définitif et sans appel. Il devait être exécuté dans les quarante-huit heures, après avoir été confirmé par le chef supérieur de l'autorité militaire, et l'effet ne pouvait en être arrêté ni suspendu par l'exercice du droit de grâce, qui demeurait frappé d'impuissance et de stérilité dans les mains du roi. Toutes ces dispositions furent adoptées.

La populace, remuée par les révolutionnaires ardents, aurait voulu que cette loi fût appliquée à tous les délits politiques. Un chapelain du roi, Vinuesa, auteur d'un plan de contre-révolution, n'ayant été condamné qu'aux *presides*, des misérables, se réunissant à la *puerta* del Sol, prononcèrent contre lui une sentence de mort, et allèrent le massacrer en prison; puis ils essayèrent aussi d'immoler le juge dont l'indulgence leur paraissait criminelle. Le gouvernement, indigné, changea les autorités locales qui avaient laissé commettre ces attentats, et investit Morillo, le héros de l'Amérique, du commandement militaire de Madrid; mais l'aspect menaçant de l'Europe fit faiblir les cortès devant les sociétés populaires, et elles abrogèrent la loi qui donnait au gouvernement le droit de les suspendre. Le roi,

se sentant appuyé par une opinion assez forte, osa refuser sa sanction à cette résolution, ainsi qu'à une autre qui abolissait les redevances territoriales, si les titulaires ne pouvaient prouver qu'elles n'avaient pas une origine féodale.

Ainsi la confusion augmentait chaque jour. Des tentatives républicaines étaient faites à Malaga, à Barcelone; et dans cette ville le peuple fit échapper Bessières, condamné pour avoir tenté d'établir une république. Dans les environs de Manresa il y avait des bandes armées au nom de la foi; à Murcie l'on conspirait, à Malaga des absolutistes s'agitaient. Sur les frontières de France des bandes se préparaient, et l'on ne savait où prendre de l'argent pour accorder des récompenses à tous ceux qui en réclamaient, et pour organiser, équiper des troupes dont le besoin se faisait fortement sentir. A leur première installation les cortès avaient trouvé les caisses vides, et elles avaient cherché à réduire par des économies les charges que l'État ne pouvait plus supporter; mais les exigences nouvelles avaient absorbé au moins le résultat des réformes. Ne sachant comment faire face à toutes les nécessités, on sépara l'arriéré des dépenses courantes pour affecter à ces dernières les revenus de l'État. La dette ainsi écartée, on chercha à mettre en harmonie les recettes et les dépenses courantes. On rétablit la contribution foncière déjà introduite en 1808 et abandonnée en 1814. On créa des droits de patente, de timbre, d'enregistrement; mais on ne tarda pas à reconnaître que cette création d'impôts était antipathique à plusieurs provinces, et on fut obligé plus tard d'y renoncer. On abolit la dîme ecclésiastique et la dîme féodale, perçues au profit du clergé et des seigneurs; et l'on en rétablit la moitié comme impôt civil au profit du trésor. Mais l'insuffisance de ces moyens était évidente; on se détermina à tenter un emprunt garanti. Cette opération prenait un aspect politique. Les banquiers français traitèrent avec le gouvernement constitutionnel, le 2 novembre 1820, pour un capital de trois cent millions de réaux de vellon, réduit en réalité à soixante-dix pour cent : des frais énormes de commission, d'échange et de transport de fonds, diminuèrent la somme à tel point, que l'Espagne ne toucha en définitive qu'environ cent soixante-sept millions de réaux. Malgré des conditions si onéreuses, c'était encore un succès que d'avoir pu obtenir une somme aussi considérable et avec autant de rapidité; mais cette somme fut bientôt épuisée, et il fallut songer à un emprunt nouveau. Dans la seconde session, le 27 juin 1821, les cortès l'autorisèrent. En raison des difficultés qu'elles prévoyaient, elles n'osèrent point en limiter les conditions, et laissèrent au gouvernement une latitude indéfinie. D'ailleurs elles succombaient sous le poids des événements qui les assaillissaient de tous côtés. La question de l'indépendance de l'Amérique les épouvanta, et elles ne voulurent pas renoncer aux prétentions de l'Espagne despotique sur des hommes qui avaient aussi usé du droit d'insurrection. Les délégués des colonies ne purent faire adopter l'existence politique des États qu'ils représentaient; et, après d'inutiles discussions, toute négociation fut rompue. Bientôt les événements prirent une importance plus décisive. Le Pérou fut conquis par les troupes de Buenos-Ayres. Le Mexique, dégagé à son tour, s'offrit à Ferdinand ou à l'un des infants, à la condition qu'il viendrait le gouverner comme État indépendant; et sur le refus de la famille royale, il se livra à l'usurpation d'un chef obscur, Iturbide. Les autres États achevèrent de rompre les derniers liens qui les attachaient à la métropole. De tant de possessions si riches et si vastes, il ne resta à l'Espagne que quelques places fortes occupées par les débris de ses armées.

Au milieu de circonstances si graves, les cortès, arrivées au terme de leurs travaux à la fin de juin, n'avaient pas osé laisser la garde de la constitution à un ministère qui leur inspirait peu de confiance; fortifiées par des adresses *d'ayuntamientos* et de particu-

liers, elles avaient obtenu du roi l'engagement de réunir des cortès extraordinaires, et s'étaient séparées après avoir institué leur députation permanente, qui eut Calatrava pour président et Martinez de la Rosa pour secrétaire.

En attendant la réunion d'une nouvelle assemblée nationale, les sociétés populaires se saisirent de la scène politique et s'attachèrent à enflammer les passions. Parmi elles la confédération des *communeros*, ou des fils de *Padilla*, était la plus redoutable par son organisation et par l'emportement de ses membres. Le ministère se décomposa devant les obstacles opposés par les démagogues et les absolutistes; le roi se plut à choisir des membres de son conseil sans en donner avis aux autres. Alors les émeutes devinrent de plus en plus fréquentes à Madrid; elles échouèrent contre le courage et le sang-froid du capitaine général Morillo. Les sociétés avaient des ramifications en Aragon, et elles s'étaient mises en rapport avec un aventurier français pour proclamer la république à Saragosse; Riego s'était laissé entraîner dans ces projets. Lorsqu'il eut été suspendu de ses fonctions de capitaine général, et relégué à Lerida, les clubistes voulurent promener son portrait par les rues de la capitale, et l'offrir aux hommages du peuple; mais le chef politique de Madrid, San-Martin, avec la milice dispersa les rassemblements; et le calme présida au retour du roi de l'Escurial, le 22 septembre.

La session extraordinaire s'ouvrit le 28, et le roi indiqua aux cortès les objets qui devaient les occuper. C'était la division territoriale du royaume, la pacification des colonies, l'amélioration des finances, l'amélioration d'un code civil et d'un code criminel. Les cortès se livrèrent d'abord à ces travaux avec un zèle louable et une grande activité. La nouvelle division des provinces fut disposée avec habileté. On eut soin de rapprocher les populations qui avaient entre elles des intérêts communs, des mœurs analogues; on tint compte des souvenirs historiques, si puissants sur le peuple espagnol. Un code pénal fut discuté avec profondeur; quelques parties se ressentaient du moment où elles se produisaient; on restreignit beaucoup le droit de grâce par défiance contre la royauté; mais l'ensemble de l'œuvre méritait des éloges, les principes conservateurs de l'ordre social y dominaient. On décréta aussi une amnistie assez large pour laisser espérer la conciliation.

Pendant que les cortès remplissaient la mission dont elles étaient chargées, des événements de natures diverses allaient faire surgir des embarras nouveaux. La fièvre jaune ravageait la Catalogne, gagnait l'Andalousie, pénétrait dans l'Aragon. Quelques mesures de précaution furent prises, on forma quelques cordons pour isoler les lieux infectés. Mais les consignes étaient continuellement violées, et les progrès du mal étaient effrayants. Les corps savants de la France, les établissements de charité de ce pays, envoyèrent en Espagne des médecins dévoués, des gardes pour soigner les malades; mais le gouvernement français, tout en prenant des mesures de précaution sur ses frontières, organisa des forces qui servirent d'appui aux partisans armés des absolutistes, et l'armée d'observation le long des Pyrénées sembla chargée de faire exécuter l'interdit politique lancé sur la Péninsule. Dès ce moment l'aigreur entra dans les rapports des deux gouvernements; et le parti des exaltés espagnols redoubla de violence. Des pamphlets jetèrent des soupçons sur une infinité de personnes modérées et sur les membres de la famille royale. Des adresses, des représentations, des députations provinciales, des municipalités, des régiments, des fonctionnaires, demandèrent la réintégration de Riego dans ses honneurs. Comme le ministère évita de répondre, alors on éclata en menaces, et l'on arriva aux actes de violence. A Saragosse, le 29 octobre, une poignée de factieux voulut expulser le chef politique Moreda; mais la population le maintint dans ses fonctions et chassa les mutins. Cadix refusa de recevoir deux chefs politiques envoyés successivement par le gouvernement pour remplacer Jaureguy,

et celui-ci écrivit au roi pour lui déclarer qu'il n'obéirait à rien de ce qui serait ordonné par ses ministres, et pour le sommer de les renvoyer. Séville repoussa également le général et le chef politique envoyés par le gouvernement. L'anarchie triompha de même à Murcie. Elle échoua contre la vigueur de l'autorité légale à Cordoue, à Grenade et à Valence. Mina, qui voulut se maintenir à la Corogne en dépit du pouvoir central, fut réduit à céder la place au brigadier Latre.

Pour contraindre les anarchistes à l'obéissance, et disperser les bandes de partisans absolutistes qui sillonnaient plusieurs provinces, le ministère aurait eu besoin d'une armée nombreuse, disciplinée et fidèle; mais le trésor étant épuisé, il devenait impossible de payer avec exactitude les corps existants; comment en augmenter le nombre? La voie de l'emprunt national, tentée pour remplir le crédit de deux cent millions ouvert par les cortès à la fin de leur session ordinaire, n'avait produit que soixante-deux millions trois cent treize mille cinq cent soixante-deux réaux de vellon, pour lesquels on avait reconnu une dette de cent trois millions quatre cent vingt-cinq mille réaux. Il fallut donc recourir aux étrangers, et le ministre des finances Vallejo conclut, le 22 novembre 1821, un traité par lequel le gouvernement donna deux cent quatre-vingt millions en inscriptions de rente pour en obtenir cent quarante, et en outre convertit les anciennes obligations de l'emprunt de Hollande et les deux derniers emprunts en titres nouveaux, avec une perte énorme pour lui sur l'appréciation que l'on donnait aux différentes valeurs représentatives. Les résultats de cette opération furent tellement désastreux, que plus tard il fut question d'annuler l'emprunt, et qu'après une transaction avec les contractants, par suite de confusion d'intérêts et de commissions, le trésor espagnol subit une perte définitive de plus de deux cent quarante millions de réaux de vellon.

Engagé dans ces pénibles négociations, à l'issue desquelles il devait trouver les moyens d'entretenir une force matérielle, le ministère recherchait l'appui moral des cortès. Il apporta le 25 novembre à l'assemblée un message royal qui, en exposant les embarras suscités par la rébellion, réclamait les conseils et la coopération du congrès. Les débats qui s'engagèrent aussitôt firent éclater la désapprobation de la révolte; mais la commission nommée pour examiner l'état des choses divisa son rapport en deux parties, dont la première déclarait que la désobéissance des différentes localités constituées en révolte méritait châtiment, et la seconde rejetait sur les ministres les causes de cette désobéissance et de tous les maux publics. Le congrès, après de vifs débats, adopta une résolution qui déclarait les ministres déchus de la force morale nécessaire. Malgré les cris de triomphe des exaltés, le roi ne renvoya pas les ministres, qui demandèrent aux cortès des mesures sévères contre les autorités de Séville et de Cadix, et les rebelles furent décrétés d'accusation. Les deux villes andalouses firent leur soumission; l'autorité royale fut rétablie dans les autres lieux agités par le mauvais exemple. Mais déjà le roi était fatigué de sa résistance; il congédia ses ministres tout en les comblant d'éloges. Alors les clubs devinrent tout puissants; et les modérés, ne voyant plus d'abri autour du trône, essayèrent de former aussi une association dite *del Anillo;* mais l'hésitation et la mollesse de la plupart des membres annulèrent complétement son action, et les *anilleros* ne purent résister aux traits du ridicule dont les accablèrent leurs adversaires. Toutefois l'éveil avait été donné, et les cortès extraordinaires, avant de clore leur session le 14 février 1822, votèrent deux lois, dont l'une réprimait les excès de la presse, l'autre imposait des règles au droit de pétition. Le temps ne permit pas de réformer les sociétés patriotiques. Au moment où le congrès se séparait, Cadix, Séville et Valence étaient livrées à la rébellion, qui rejetait les ordres du pouvoir central aux cris de *Vive la constitution!* les provinces Basques et la Navarre étaient in-

festées de bandes rassemblées au nom de l'autel et du trône; en Aragon, Alcañiz, Calatayud, Alagon et Caspe, soulevés en masse, proclamaient l'autorité de la Vierge et de la religion, et ne cédèrent qu'à la vigueur du général Alava. A Pampelune, les habitants invoquaient souvent *le roi absolu*. Les champions de la foi, Juanito et la Rochepea en Navarre, Crespo et Domingo dans l'Alava, tenaient campagne. Dans les montagne de la Ronda on remarquait des symptômes de réaction; Gironne était attaquée par les factieux; la Catalogne était de nouveau le théâtre des conspirations.

Les nouvelles cortès s'ouvrirent le 1er mars 1822 sous de tristes auspices; les élections, faites sous l'empire des passions, avaient amené des hommes exaltés dans cette assemblée, qui, choisissant Riego pour son président, se mit tout de suite en désaccord avec le nouveau ministère, présidé par Martinez de la Rosa. Ces luttes entre les branches du pouvoir excitaient des émeutes absolutistes et des insurrections révolutionnaires. Des événements plus graves devaient attirer l'attention du gouvernement.

Déjà plusieurs fois des tentatives avaient été faites pour porter la guerre civile dans diverses provinces. Merino dans la Castille, Govostidi en Biscaye, Misas en Catalogne, avaient arboré le drapeau du pouvoir absolu, réuni des bandes plus ou moins nombreuses, essayé de renverser la constitution dans les contrées où ils s'étaient montrés. Jusqu'alors leurs efforts avaient été impuissants; mais au mois d'avril 1822 ces mouvements, presque insensibles jusque-là, prirent un caractère sérieux. Il y eut des entreprises combinées, suivies avec d'autant plus d'assurance qu'elles étaient encouragées et soutenues par la France. Dans le nord de la Catalogne, Misas, à la tête de six cents paysans, inquiétait vivement les autorités locales, et renversait partout sur son passage la pierre de la constitution. Poursuivi par des forces supérieures, il s'était réfugié deux fois sur le territoire français; puis il revenait avec une troupe plus considérable et plus aguerrie. Quesada se montrait dans la Navarre, et autour de lui se groupaient des forces redoutables. Les mécontents des provinces Basques ne restaient pas oisifs. En Aragon, Truxillo, Chafaudino, Hierro, tenaient la campagne, prenaient des villes, faisaient des prisonniers, et se défendaient quelquefois avec avantage contre les troupes régulières envoyées pour les soumettre.

En Catalogne, on parlait du baron d'Eroles comme dirigeant les mouvements de la province; mais il se réservait pour des opérations plus vastes, et son action était alors bien inférieure à celle d'Antonio Marañon, si fameux sous le nom du Trappiste. Ce dernier perdit douze cents hommes dans Cervera; mais avec la croix il rallia les insurgés dans les montagnes, et bientôt furent comblés les vides qu'avaient faits dans ses rangs le fer et le feu des ennemis. L'ancien républicain Bessières reformait des bandes absolutistes à mesure qu'elles étaient dispersées, et allait réparer ses forces épuisées sur la frontière de France.

Dans le même temps la réaction se faisait violemment sentir à Cordoue et à Séville. Enfin dans la Galice la guerre civile était commencée.

Pendant que les provinces étaient ainsi déchirées, le ministère s'efforçait de raffermir l'administration, proposait un nouveau règlement pour la milice nationale, et renouait les négociations au sujet de l'Amérique. Les cortès, laissant dormir leurs préventions, s'occupaient de soins législatifs. Elles discutaient des projets de loi sur les finances, sur le clergé; elles achevaient le code pénal; elles reprenaient et adoptaient de nouveau la loi sur les droits seigneuriaux, à laquelle le roi avait précédemment refusé sa sanction. La majorité s'y montrait toujours indécise, tantôt favorable, tantôt contraire aux ministres, jamais disposée toutefois à l'adoption de mesures violentes. Mais quand des rapports multipliés eurent fait connaître l'état des choses dans les provinces, les discussions prirent un caractère tout nouveau d'emportement. Les plus vives

interpellations furent adressées aux ministres. Néanmoins la majorité n'adopta aucun parti violent ; il fut seulement convenu qu'un message serait adressé au roi pour lui signaler la nécessité de mettre un terme à la situation critique du royaume. Après avoir indiqué les nombreux sujets de plainte qu'on avait eus depuis que le roi avait juré la constitution, on demandait le choix d'hommes résolus pour la direction des affaires, et l'expulsion du sol de l'Espagne des prélats et des prêtres qui prêchaient le fanatisme et la rébellion. Le roi, qui était à Aranjuez, informé des dispositions des puissances étrangères, et comptant sur des manifestations en faveur de son autorité dans le royaume, s'excusa sur son état maladif, et ne donna point de réponse à la députation chargée de lui présenter l'adresse. Deux jours après, le 30 mai, jour de Saint-Ferdinand, la foule se pressa à Aranjuez ; des masses de paysans de la Manche y accoururent, et lorsque le roi parut dans les jardins, les cris de *Vive le roi absolu!* retentirent de tous côtés. Les soldats de la garde et quelques officiers se mêlèrent à la multitude, et répétèrent ses acclamations. Mais le soir la milice dispersa la foule, et l'entreprise pour le moment n'eut pas d'autres suites.

Le même jour, à Valence, lorsque le canon donnait les salves accoutumées pour la fête, quelques artilleurs crièrent : *Vive le roi absolu! vive notre général Elio! mort à la constitution!* et pénétrèrent dans la citadelle ; mais, assiégés par le régiment de Zamora et par la milice, ils furent bientôt réduits à se rendre.

Ces deux faits poussèrent au dernier degré la colère des exaltés. Les députés proposèrent les moyens les plus violents, et mandèrent les ministres, qui se défendirent victorieusement et obtinrent des pouvoirs extraordinaires pour combattre l'insurrection.

En effet le péril était menaçant ; le général Quesada, quelque temps retiré en France, venait de pénétrer en Navarre avec un corps organisé sur la frontière. Il avait réuni à ce corps les bandes de Juanito et de Santo-Ladron, et constamment appuyé par la population, il tenait la campagne contre les troupes commandées par le général Lopez Baños.

En Catalogne se trouvait un corps nombreux qui avait pris le titre d'*armée de la foi*, qui se régularisait, se mettait en ligne sous les ordres de Mirallès, de Romagosa et du Trappiste. Romagosa et ses compagnons attaquèrent la Seu d'Urgel avec cinq cents hommes. La garnison essaya de se défendre ; mais le 21 juin l'assaut fut livré ; le Trappiste monta le premier à la brèche, un crucifix à la main ; son exemple entraîna ses soldats : la ville et la forteresse furent emportées. On y trouva soixante pièces d'artillerie et une quantité considérable d'armes et de munitions.

La nouvelle de ce succès parvint à Aranjuez, où des voix nombreuses en exaltèrent la gloire et les conséquences. Les libéraux exagérés sentirent croître leur fureur. Une grande fermentation régnait dans Madrid, lorsque revint le roi un peu avant la fin de la session. Le 10 juin, jour de la clôture du congrès, quand le roi se fut retiré, des rixes s'engagèrent entre le peuple et les gardes ; quelques grenadiers immolèrent même un de leurs officiers qui voulait contenir l'explosion de leur zèle pour le roi absolu. Comme cet officier appartenait aux *communeros*, la milice voulut venger sa mort ; la garnison se réunit à elle, et le 1er juillet on rassembla ses forces de part et d'autre. La cour s'abstint de toute espèce de déclaration. Quatre bataillons des gardes finirent par gagner le Pardo, les deux autres restèrent au château ; toutes les autorités se trouvèrent dans le plus grand embarras, craignant de voir commencer une lutte qui tournerait au profit de l'un ou l'autre des deux partis extrêmes. Le 3, les officiers envoyés par les bataillons du Pardo se présentèrent au roi pour lui exposer les insultes qu'ils avaient souffertes, et protester de leur dévouement à sa volonté. Mais les soldats privilégiés ne quittèrent pas leur position. Des

deux côtés on gardait une attitude menaçante, et au palais l'on espérait que le temps en s'écoulant préparerait le triomphe de la royauté. Les forces du gouvernement étaient occupées en Castille par les bandes du curé Anastasio, par celles de Laso et de Cuesta dans la province de Cuença, et par le soulèvement de Siguenza qui se liait à celui d'Aragon; d'un autre côté il fallait contenir les carabiniers royaux révoltés à Castro de Rio le 26 juin, et le régiment provincial de Cordoue qui avait suivi cet exemple le 27. On fut réduit à appeler à Madrid le général Espinosa avec toutes les troupes qu'il pourrait ramener. Le roi ayant mandé au ministre de la guerre de convoquer le soir même au palais une junte composée des ministres, du conseil d'état, du chef politique, du commandant général et des chefs de corps de l'armée permanente, le ministère conçut des soupçons, et, au lieu d'obéir tout de suite, il en référa au conseil d'état. Ce corps tenta toujours les voies de la conciliation, et le général Morillo se donna des peines infinies pour amener une transaction; les choses restant ainsi, le 5, le gouvernement pressa la marche des troupes d'Espinosa; mais le roi les fit arrêter, et dans la nuit du 6 les portes du palais se fermèrent lorsque voulurent sortir les ministres et le chef politique San-Martin. La nuit du 6 au 7, les gardes du Pardo pénètrent dans la ville, et se partagent en trois colonnes. L'une se porte sur le parc d'artillerie, la seconde sur la porte del Sol, la dernière sur la place de la Constitution. A une certaine distance du parc, quelques coups de fusils tirés par des hommes réunis au hasard mettent en fuite la première colonne qui se disperse, laissant prendre son commandant. Les deux autres, chassées par les miliciens et l'artillerie des points qu'elles voulaient occuper, se retirèrent en désordre vers le château. Les miliciens les poursuivirent; mais on capitula. Les deux bataillons restés immobiles dans le palais durent sortir et se rendre, l'un à Vilcavero, l'autre à Leganes, en conservant leurs armes, tandis que ceux du Pardo auraient à les déposer. Les premiers exécutèrent la convention; mais les autres s'enfuirent, et la cavalerie de la garnison se mettant à leur poursuite les fit tous prisonniers. Les ministres, délivrés de captivité, regagnèrent leurs demeures particulières.

Alors la milice prit possession du château; le roi vint la féliciter de sa victoire et la remercier de l'avoir délivré. Martinez de la Rosa et ses collègues se retirèrent, et leur place fut occupée par les chefs du parti victorieux. San-Miguel, ancien chef d'état-major de Riego, fut appelé au poste de ministre des affaires étrangères; Lopez Baños, l'un des chefs de l'île de Léon, reçut le portefeuille de la guerre; Gasco et Navarro, députés signalés par la violence de leur langage, dirigèrent l'intérieur et la justice.

La nouvelle administration commença par éloigner non-seulement de la cour, mais de la capitale, tous ceux que l'on soupçonnait d'avoir conseillé la dernière tentative de la cour. Puis on remplaça les grands officiers du palais. Les épurations passèrent de la cour à la ville et de la ville à la province. Le chef politique San-Martin fut remplacé par le brigadier Palarea; Morillo se retira devant Copons; Quiroga obtint le commandement de la Galice, et Mina celui de toutes les forces de la Catalogne. Alors on demanda des exécutions; un soldat des gardes et le lieutenant Goiffieux subirent le supplice de la garrote. A Valence, le général Elio, condamné pour un crime imaginaire par un conseil de guerre qui obéit aux vociférations de la populace, fut étranglé le 11 septembre.

Mais, pendant que les vainqueurs du 7 juillet poursuivaient ainsi leur triomphe, la guerre civile étendait ses ravages, et des événements d'un ordre nouveau lui donnaient un caractère plus politique.

Dans la Navarre, Quesada, battu d'abord par Lopez Baños, avait aisément réparé ses pertes à l'aide des secours de la France et du concours qu'il trouvait dans les habitants du pays. Il établit au camp d'Irati le centre de ses opérations, et tint en échec

pendant toute la campagne les troupes constitutionnelles qui lui furent opposées.

En Catalogne, les soldats de la foi, sous le commandement du baron d'Eroles, présentaient une force imposante. Une quantité d'officiers suffisante pour les cadres d'une grande armée était arrivée à la Seu d'Urgel. Des armes, des habits y étaient distribués; un parc d'artillerie considérable y était formé. Au 15 juillet vingt mille hommes étaient régulièrement inscrits sur les contrôles. Mosen Anton occupait la campagne jusqu'aux portes de Vich. Romagosa et Mirallès inquiétaient Torrijos et menaçaient Lerida. Enfin, le 23 juillet, Mequinenza fut attaquée et enlevée par une division récemment organisée dans ses environs, et la garnison de quatre cents hommes fut presque entièrement massacrée.

Un événement d'une portée plus grande fut l'établissement d'un gouvernement sous le titre de *régence suprême de l'Espagne pendant la captivité du roi*. Cette régence, composée du marquis de Mataflorida, de l'archevêque de Tarragone et du baron d'Eroles, fut installée le 14 août à la Seu d'Urgel, et elle institua trois ministres. Une proclamation fit connaître que, le roi étant privé de sa liberté depuis le jour où contraint par la force il avait accepté la constitution, tous les actes publiés en son nom depuis cette époque devaient être considérés comme nuls. La régence fut reconnue par la plupart des officiers de l'armée dite royale, qui lui prêtèrent serment de fidélité, puis par le général Eguia, O'Donnell, l'inquisiteur général, l'évêque de Pampelune et le général des capucins réunis en junte à Bayonne, par diverses juntes de provinces et par la députation de Biscaye. Ses troupes obtinrent d'assez brillants avantages sous les ordres d'Eroles, de Quesada et du Trappiste; elle-même reçut des secours notables du gouvernement français, et ses agents trouvèrent un accueil favorable au congrès de Vérone. Néanmoins elle fut obligée d'évacuer Urgel, et d'aller s'installer à Puycerda, d'où elle ouvrit un emprunt de quatre-vingts millions hypothéqués sur les biens du clergé. Cet emprunt motiva des réclamations de la part du gouvernement espagnol auprès de la France, mais on n'y fit pas droit. La régence ne se tint pas longtemps à Puycerda. Les défaites successives de ses troupes déterminèrent sa retraite en France, et le 7 décembre vit terminer son existence à Toulouse. Le gouvernement avait fait des efforts extraordinaires pour organiser des forces respectables. Ayant épuisé toutes les ressources, le 1er octobre il avait contracté un quatrième emprunt pour un capital nominal de trois cent quarante-huit millions, qui fut traité à soixante pour cent; et l'on consentit même à recevoir une partie de la somme stipulée en coupons d'intérêts des emprunts antérieurs, et en créances anciennes sur le trésor. Des sacrifices aussi énormes fournirent pour le moment des fonds avec lesquels on put équiper des soldats. Mina poursuivit les bandes royalistes sans relâche; il s'empara de Castel Follit, et, combinant habilement ses mouvements dans les montagnes, battit sur tous les points Eroles et les autres chefs du parti, et les rejeta au delà des frontières; il ne restait aux absolutistes que la Seu d'Urgel fortement occupée et bien approvisionnée.

L'état du pays dut agiter fortement les nouvelles cortès extraordinaires ouvertes le 7 octobre; car en ce moment, sur les frontières du nord, la guerre se faisait presque à forces égales. Dans le royaume de Murcie, le fameux brigand Jaime Alfonso avait arboré l'étendard de la foi. Le curé Merino s'était remis en campagne. El Rojo de Valderas escarmouchait également en Castille. Zaldivar, en Andalousie, reparaissait toujours. Dans la province de Tolède et dans celle de Cuença, les curés Atanasio et Joaquinillo soufflaient le feu de la guerre civile. A Siguenza, l'insurrection de Cuesta s'organisait sur une grande échelle.

Pour combattre tant de dangers, le ministère du 6 août imagina une suite de moyens révolutionnaires. Il proposa d'abolir les couvents isolés, et même ceux qui se

trouvaient dans des bourgs d'une faible population; d'autoriser le gouvernement à transférer les ecclésiastiques d'une résidence à l'autre, ainsi que les employés et même les juges; d'obliger les localités à se défendre contre les factieux; d'abréger les formalités des procédures criminelles.

Bientôt des mandats d'arrêt furent lancés contre les derniers ministres, contre San-Martin et Morillo. Toutefois l'indignation publique fit justice de l'accusation qui pesait sur eux. Le triomphe des ultrà-libéraux ne devint pas moins complet ensuite. Le gouvernement, fier du succès de ses troupes en Catalogne, bravait les dispositions menaçantes de la France et le mauvais vouloir de la cour de Rome. Les cortès accordaient une nouvelle levée de vingt-neuf mille hommes et un nouveau subside. Alors les grandes puissances virent que les modifications au système qui régissait l'Espagne devaient venir du dehors. Dans les premiers jours de janvier 1823 furent présentées à Madrid les notes de la France, de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, pour exiger des changements dans la constitution politique, ainsi que la liberté du roi, afin que les institutions émanassent de sa volonté. Le 11, les cortès adoptèrent un projet de message au roi, dans lequel, passant légèrement sur les actes, elles faisaient leur profession de foi politique, et déclaraient ne vouloir faire aucune concession aux puissants souverains qui les menaçaient. Les ambassadeurs de Russie, d'Autriche et de Prusse demandèrent immédiatement leurs passeports, et s'éloignèrent de Madrid; celui de France fit de même peu de temps après.

Mais un coup bien cruel fut porté à la fermeté des constitutionnels. Zarco del Valle ne commandait plus en Aragon, et sous son successeur, Velasco, les événements militaires y prirent une tournure sinistre. Bessières et le Royo réunirent cinq mille hommes, et attaquèrent les faubourgs de Saragosse; repoussés par la garnison et par la milice, ils se jetèrent précipitamment dans la province de Guadalajara. Le capitaine général O'Dali, qui marcha à leur rencontre, fut battu complétement, et son corps entièrement dispersé. On mit bien vite Madrid en état de défense, et Bessières s'arrêta.

En Biscaye, à la même époque, les partisans royalistes Guergue, Uranga, Castelar et Cuebillas obtinrent aussi quelques avantages partiels. Enfin, peu de temps après, Sampere et Ulman vinrent mettre le siége devant Valence. Les cortès, voyant s'accroître le nombre de leurs ennemis, proclamèrent une amnistie en faveur de ceux qui déposeraient les armes le 1er avril, et qui rentreraient dans le devoir. Le gouvernement prit des mesures de défense. Il chercha encore à se procurer de l'argent. Il voulut négocier un emprunt de huit cent millions de réaux; mais les banquiers qui s'en étaient chargés à commission n'osèrent pas continuer l'opération, et le gouvernement, qui n'avait pas vendu les certificats de rentes, resta leur débiteur de sept millions cinq cent quarante mille huit cents soixante-quinze réaux de vellon, pour les avances qu'ils avaient faites. Malgré tous ces embarras, cinq armées furent formées, pour lesquelles on nomma des généraux chargés de défendre le territoire : Mina en Catalogne; Ballesteros en Navarre, Aragon et Valence; Morillo dans la Vieille-Castille, les Asturies et la Galice; l'Abisbal dans la Nouvelle-Castille et l'Estramadure; Villacampa en Andalousie. Mais, tandis que l'on faisait des levées d'hommes, on manquait d'habits pour les vêtir, de fusils pour les armer. Néanmoins on se laissait aller à l'emportement des passions.

Le 19 février 1823, après la clôture des cortès extraordinaires, le bruit de la déposition du ministère provoqua de violents désordres. Le palais fut assiégé, et le roi se vit forcé de révoquer le décret. Les sociétés populaires des francs-maçons et des *communeros* luttèrent avec acharnement l'une contre l'autre; toutefois elles s'accordèrent pour faire rejeter toutes propositions de modifications à la constitution, malgré les conseils du duc de Wellington et de l'ambassadeur

d'Angleterre. Les nouvelles cortès ordinaires, ouvertes le 1er mars, s'occupaient beaucoup de la translation du gouvernement à Séville. On signifia au roi qu'il eût à se préparer pour cette translation; et, malgré des complots vagues et incertains, le départ s'effectua le 20.

Les éléments de résistance au système constitutionnel se développaient avec une rapidité effrayante. Les troupes des rebelles, qui avaient été forcées de céder le terrain aux armées constitutionnelles dans la Catalogne, l'Aragon, la Biscaye, la Navarre, Cuença et la Castille, se réorganisaient facilement. Dans le royaume de Valence, une force considérable, sous les ordres de Sampere et d'Ulman, s'était emparée du château de Murviedro; et lorsque l'armée française, sous le commandement supérieur du duc d'Angoulême, se mit en mouvement le 6, elle put compter sur l'appui de trente-cinq mille Espagnols royalistes aux ordres des généraux O'Donnell, d'Espagne et d'Eroles. Malgré les dissensions qui régnaient entre ces derniers avant l'invasion des Français, une junte provisoire, composée d'Eguia, d'Eroles, d'Erro et de Gomez Calderon, lança le 6 avril une proclamation qui annulait tous les actes survenus depuis le 7 mars 1820; et cette déclaration fut approuvée par le prince généralissime le 9 avril, à Oyarzun. L'armée française arriva sans obstacle sur la ligne de l'Èbre, laissant des corps pour bloquer Pampelune et Saint-Sébastien, et son quartier général fut établi à Vittoria. Les généraux espagnols voyaient clairement l'impossibilité de se défendre. Le corps d'armée le plus fort était celui de Mina, en Catalogne; il ne montait pas à vingt mille hommes. Celui de Ballesteros, porté à peu près au même nombre, avait une grande étendue de pays à défendre, et n'avait pas eu le temps de s'organiser. Morillo, en Castille, n'avait pas réuni plus de trois mille hommes. L'Abisbal, à Madrid, était parvenu à en rassembler douze mille. Enfin Villacampa, comptait à peine sous ses ordres douze à quinze cents hommes, outre les garnisons de Cadix et de Séville. L'Abisbal déclara bientôt qu'il fallait transiger avec la France.

Néanmoins à Séville, où les cortès s'ouvrirent le 23 avril, le président portait un défi à l'Europe entière. Du moins les ministres voulurent payer de leur personne à la guerre. San-Miguel déposa le portefeuille des affaires étrangères pour aller occuper la place d'adjudant de l'état-major de l'armée de Catalogne; Lopez Baños quitta aussi son portefeuille, qui fut donné à Barcena.

Mais toutes les clameurs n'arrêtèrent pas la marche des Français, qui entrèrent le 24 mai à Madrid. Les bandes de Bessières, qui voulaient se porter à des vengeances, avaient été chassées quatre jours auparavant par le général Zayas; celui-ci remit la capitale au duc d'Angoulême par capitulation.

Le prince généralissime s'occupa aussitôt de constituer un gouvernement provisoire, et il convoqua les anciens conseils de Castille et des Indes, pour qu'ils fissent des propositions à cet égard. Ces corps réunis, tout en reconnaissant que ni dans les lois, ni dans les usages de la monarchie espagnole, il ne se trouvait aucun précédent qui pût les autoriser à intervenir dans la nomination d'une régence, indiquèrent néanmoins pour remplir ces hautes fonctions leurs présidents le duc del Infantado et le duc de Montemar. L'évêque Cabia, Calderon et le baron d'Eroles furent les autres membres du gouvernement, qui s'intitula *régence du royaume durant la captivité du roi*. Ce pouvoir, dit le prince généralissime, devait être purement administratif, et le duc d'Angoulême promettait d'employer toute son autorité pour empêcher les persécutions et les excès, et de s'attacher à satisfaire les désirs des peuples sans écouter la voix des passions. Mais la régence se déclara investie de fait de la souveraineté pleine et entière, et se plaça à la tête d'une faction furieuse qui mit en jeu la populace; au nom de la fidélité tous les excès furent permis, le pillage, le meurtre, l'incendie.

Les gouvernants de Séville ne traitaient pas beaucoup mieux les pays soumis à leur domination. Après avoir autorisé tous les habitants à se former en *guerillas*, et décrété la formation d'une légion étrangère, maintenant ils employaient la violence pour faire rentrer les impôts; ils accordaient un emprunt forcé de deux cents millions de réaux, mettaient le séquestre sur les biens de tous les Espagnols qui prendraient parti pour les Français, et voyant que le dernier emprunt à l'étranger ne pouvait rien produire, ils ordonnèrent que l'or et l'argent des églises inutiles au culte fussent portés à la monnaie. Les cortès approuvèrent les ministres de ne s'être pas arrêtés à des communications faites au ministre anglais à Madrid par l'ambassadeur d'Angleterre à Paris et par le ministre des relations extérieures à Londres, consistant à proposer 1° qu'on déclarât que la constitution était octroyée par le roi; 2° que le conseil d'état fût nommé par le roi et participât au pouvoir législatif; 3° qu'on déclarât que l'instant était venu de faire des réformes à la constitution; 4° que les députés aux cortès se renfermassent dans les limites prescrites par la constitution.

Mais cette énergie des représentants ne se communiquait ni aux troupes ni aux populations. Les Français n'avaient pas éprouvé plus de résistance le long de la Méditerranée que dans l'Aragon et la Castille; le 13 juin il occupaient déjà Valence, et Ballesteros avait vu des régiments entiers de son corps passer du côté des envahisseurs. En Catalogne, les constitutionnels se défendaient mieux, et Mina ne laissait point faire de grands progrès au maréchal Moncey. Le gouvernement appela Ballesteros au commandement général de toutes les forces de l'est et du midi de l'Espagne; mais, comme ces forces n'étaient guère en état d'opposer de grands obstacles aux corps français de Bourmont et de Bordesoulle, qui au nombre de dix-sept mille hommes devaient se réunir à Séville, le parti qui se trouvait à la tête des affaires décida que le gouvernement et les cortès seraient transférés à Cadix. Une députation des cortès fut envoyée au roi pour lui donner communication de cette résolution; et Ferdinand ayant répondu que sa conscience et l'amour qu'il portait à ses sujets ne lui permettaient pas de quitter Séville, l'assemblée déclara que le roi était tombé dans un état d'impuissance morale, et qu'il fallait nommer une régence provisoire qui, pour le fait seul de la translation, fût investie du pouvoir exécutif. Valdès, Ciscar et Vigodet, élus pour composer cette régence, prêtèrent serment et s'occupèrent aussitôt du départ. Le mouvement populaire sur lequel le roi avait compté pour sa résistance n'eut pas lieu d'abord. Mais après le départ de la famille royale et des forces qui faisaient respecter le pouvoir exécutif, la populace tomba sur les malheureux qui devaient suivre le gouvernement; d'horribles désordres furent commis, et l'on vit livrés au pillage tous les bâtiments qui allaient mettre à la voile pour Cadix.

Des faits d'une telle nature devaient provoquer d'affreux excès dans le parti qui invoquait le pouvoir absolu du roi. A Saragosse la populace entassa quinze cents victimes dans les prisons; en Navarre furent commises de brutales vengeances; en Castille il y eut des massacres dans les prisons. A Madrid, dans la Manche, à Cordoue, les constitutionnels furent en butte aux outrages et aux violences. La régence de Madrid applaudissait presque à de telles scènes. Les autorités subalternes laissaient faire, et partageaient les dépouilles des victimes.

Le duc d'Angoulême, affligé de tant de maux, voulut hâter la délivrance du roi. Vers le milieu de juillet il se mit en route pour l'Andalousie; sur sa route il vit qu'il fallait opposer une barrière à la réaction populaire, et le 8 août il rendit à Andujar un décret qui interdisait aux autorités espagnoles toute arrestation sans l'autorisation du commandant des troupes françaises dans le district occupé par elles, et ordonnait aux commandants en chef des corps français de faire mettre en liberté tous les Espagnols qui auraient été arrêtés arbi-

trairement. Le décret excita la rage des persécuteurs; la régence protesta du ton le plus hautain; les volontaires royalistes de la Navarre prodiguèrent, dans leur adresse du 20 août, les insultes et les menaces à l'armée française et au prince qui la commandait. Le généralissime rétracta un acte qui soulevait contre lui des passions si furieuses, et les malheureux qui s'étaient crus sauvés furent de nouveau à la merci des persécuteurs.

Il était difficile qu'ils pussent y échapper; car la régence avait créé un corps qui devait remuer le royaume dans toutes ses profondeurs : c'étaient les volontaires royalistes formés à l'imitation des milices locales volontaires, et qui représentèrent véritablement les dernières classes de la démocratie armée. Les purifications complétaient le système de guerre suivi contre les hommes suspectés de libéralisme. La régence laissa en outre organiser des associations politico-religieuses, qui firent perdre au pouvoir civil tout ce qu'il avait gagné depuis Charles III.

Cependant la question militaire approchait d'une solution définitive. A Lugo la nouvelle des événements de Séville avait déterminé le général Morillo à réunir une junte, qui fut d'avis d'envoyer un parlementaire au général français Bourck pour demander un armistice. Bourck entra dans Lugo le 10 juillet par capitulation. La Corogne, où s'était retiré Quiroga, se rendit le 27 août, après avoir été le théâtre d'excès commis par le brigadier Mendez Vigo; le général Bourck occupa le Ferrol; la Galice et l'armée constitutionnelle reconnurent la régence.

Du côté du midi, Ballesteros avait reconnu la régence le 4 août, après un engagement assez vif à Campillo de Arenas. Riego, envoyé pour remplacer Zayas qui voulait faire sentir au gouvernement constitutionnel la nécessité de transiger, Riego fit saisir ce général à Malaga avec plusieurs officiers supérieurs, et ordonna leur embarquement; puis il se rendit dans les cantonnements de Ballesteros qu'il constitua prisonnier, et dont il voulut débaucher les troupes; forcé de s'éloigner, après diverses marches et contremarches, il finit par tomber entre les mains des habitans d'un village de la Sierra-Morena, qui le remirent aux Français le 12 septembre; mais ensuite les autorités espagnoles le réclamèrent.

Cependant le roi était arrivé le 15 juin à Cadix; les régents avaient résigné leur autorité entre ses mains, et les cortès nommèrent le 19 une députation pour aller complimenter Sa Majesté sur son heureuse arrivée. L'assemblée fit ensuite toutes sortes de déclarations contre les généraux qui avaient traité avec les Français, contre les députés qui ne s'étaient pas rendus à Cadix, contre les grands qui avaient signé une adresse au duc d'Angoulême. Le gouvernement, pour se procurer encore quelques ressources, contracta un emprunt à commission de deux cent quatre-vingt-onze millions six cent mille réaux de vellon; on annula les rentes créées pour le dernier emprunt dont l'exécution avait été arrêtée, et l'on obtint soixante et un millions quatre cent trente-cinq mille cinq cent vingt-cinq réaux de vellon. L'on retira des lettres de change protestées du gouvernement, et l'on paya les appointements des employés et des objets d'armement. Mais ces préparatifs devinrent inutiles. Une armée française assiégeait Cadix, et derrière elle presque toute l'Espagne s'était déclarée en sa faveur. Bientôt un parlementaire du duc d'Angoulême se présenta porteur d'une lettre dans laquelle le prince engageait le roi à accorder une amnistie, à convoquer les anciennes cortès, et à donner à ses peuples des garanties d'ordre, de justice et de bonne administration; il annonçait que si dans cinq jours le roi n'était pas en liberté, il aurait recours à la force.

Le gouvernement de Cadix répondit en exposant des théories politiques en contradiction avec celles du duc d'Angoulême, et fit entendre que des négociations étaient entamées avec le gouvernement de Sa Majesté britannique pour la médiation.

En effet on eut recours à l'ambassadeur anglais qui, depuis la nomination de la régence à Séville, s'était retiré à Gibraltar.

En septembre commencèrent les instances relatives à la médiation ; on se montrait disposé à recevoir toutes les conditions qui seraient imposées, pourvu que fussent assurés l'oubli du passé et la jouissance d'un gouvernement constitutionnel. Sir William A'Court se contenta d'envoyer au quartier général du duc son secrétaire lord Elliot avec les propositions du gouvernement de Cadix ; mais le prince répondit simplement qu'il ne traiterait qu'avec le roi rendu à la liberté.

Le 31 août le fort du Trocadero avait été enlevé, et la garnison était restée prisonnière. Le gouvernement fit écrire par le roi au duc d'Angoulême, qui répondit que pour regarder le roi comme libre il devait le voir à son quartier général. Après une suite de pourparlers inutiles, les cortès délibérèrent pendant six jours sur la situation des choses, sur les moyens de défense, et l'assemblée fut prorogée le 12. Le 18, les cortès se réunirent de nouveau pour prendre connaissance des négociations avec le général français. Le 20, les assiégeants s'emparèrent par un coup de main du château de Sancti-Petri. Le 23, ils jetèrent quelques bombes qui produisirent un découragement d'autant plus grand, que le même jour le régiment de San-Martial poussa des cris de *vive le roi absolu.*

Le 28, on rendit compte à la chambre d'un rapport des généraux Cayetano Valdès, gouverneur politique et militaire de Cadix, et Buriel, commandant de l'île, d'après lequel il n'y avait plus de ressource. Les cortès résolurent d'envoyer une députation au roi, pour lui annoncer qu'il pouvait se rendre au quartier général des Français. Mais une émeute s'opposa au départ du roi. Alors le duc d'Angoulême ordonna de préparer une attaque pour le 30. Aussitôt, à Cadix, le ministère élabora un décret par lequel le roi promettait de garantir la sûreté personnelle, la propriété et la liberté civile des Espagnols, les dettes nationales et l'oubli de tous les torts politiques. Le lendemain, 1er octobre, Ferdinand fit la traversée de Cadix à Puerto Santa-Maria. A peine en possession de son autorité, le 3 octobre, il annula tout ce qui avait été fait depuis le 7 mars 1820, et annonça qu'il se trouvait délié de tout engagement envers des sujets rebelles, et qu'il allait châtier leurs attentats. Le parti violent qui l'entraînait alors ne se contraignit pas dans ses vengeances. Le duc se rendit à Madrid, d'où il partit aussitôt pour Paris ; et le roi se mit en marche pour la capitale, où la faction absolutiste le ramena en triomphe. Là il s'aperçut qu'il allait subir un nouveau joug ; car, lorsqu'on lui présenta quelques officiers de volontaires royalistes, se rappelant les milices nationales, il dit que c'étaient *les mêmes chiens avec un collier différent.*

Sur quelques points les bannières constitutionnelles flottaient encore ; à Miravete, les troupes de ce parti avaient le dessus sur celles de Quesada ; mais à la nouvelle de la délivrance du roi, la lutte ne devait plus se soutenir. Le 18 et le 21 octobre, Lerida et la Seu d'Urgel se rendirent ; le premier novembre, Barcelone, Hostalrich et Tarragone, d'un autre côté Ciudad Rodrigo, Alicante, Carthagène et Badajoz capitulèrent ; mais toutes les conditions arrêtées furent violées, sans respect pour les engagements les plus solennels.

Les vainqueurs s'enivrèrent de vengeances. Un des supplices qu'ils réclamèrent le plus passionnément fut celui de Riego ; condamné par une loi faite après coup, pour avoir voté à Séville la déposition du roi, ce chef de faction subit la peine de la potence le 7 novembre sur la place publique de Madrid. Les coups tombèrent ainsi d'abord sur les têtes les plus signalées ; des capitaines illustres par leurs anciens exploits payèrent de leur vie la part qu'ils avaient prise au mouvement constitutionnel. Puis les persécutions atteignirent les hommes qui s'étaient efforcés de maintenir l'ordre pendant la durée d'un gouvernement de fait. Les généraux Ballesteros et Morillo durent s'en aller en exil. Les prisons furent encombrées ; la populace fut lancée contre les libéraux que l'on proscrivait sous le nom de *Negros* ; et durant le

ministère de Victor Saez, le confesseur du roi, le bourreau semblait être l'instrument le plus actif du pouvoir.

Ferdinand se sentit trop fortement dominé par la faction absolutiste, et il craignait d'ailleurs les projets qu'elle paraissait former sur son frère l'infant don Carlos, dont elle espérait un dévouement plus entier. L'ancien partisan Bessières, maintenant à la discrétion de la faction, ayant réuni des troupes sans ordres du gouvernement, porta sa tête sur l'échafaud. Ferdinand fut obligé de retarder l'évacuation de Barcelone par les Français, de crainte des hostilités des partisans du despotisme pur; il se vit obligé d'aller en Catalogne, afin de dissiper les rassemblements de troupes qui poussaient de trop vives clameurs pour le roi absolu, et il revint à Madrid plein de soupçons et d'inquiétudes. Son règne depuis la chute du ministère Saez est difficile à caractériser. Aucun principe nouveau ne fut proclamé, aucun abus ne fut solennellement répudié; pas une parole du pouvoir ne donna lieu de penser qu'on s'occuperait un jour à modifier ces coutumes des ancêtres, ces droits absolus du trône inséparables de ceux de la religion. En 1826, à l'occasion de l'établissement de la charte brésilienne en Portugal, une proclamation du gouvernement résumait encore tous les devoirs de l'Espagnol dans ces trois devises: *Aimer le roi, obéir au roi, et mourir pour son pouvoir absolu*. Malgré ces formules, un autre esprit dirigeait les affaires. Le conseil d'état avait été purgé des personnes les plus influentes. On avait fait des efforts, à la vérité impuissants, en 1825, pour soumettre les volontaires royalistes à l'autorité du ministre de la guerre. D'anciens serviteurs de la constitution et même du roi Joseph entourèrent parfois le trône; car le roi n'avait plus d'autre sentiment que celui de la sécurité personnelle; il ne voulait plus se livrer complétement au parti qui déjà proclamait un autre nom que le sien. Il avait toujours horreur de la constitution; mais il n'ignorait point que l'exclamation de *vive l'inquisition!* était accompagnée d'un autre cri. Ainsi il se voyait dans la nécessité d'écraser l'un et l'autre parti, d'immoler sans pitié les auteurs de tentatives audacieuses de quelque côté qu'ils se produisissent. D'ailleurs il fallait bien qu'il pactisât avec l'esprit nouveau; car il avait besoin d'argent pour son administration et son armée, et pour en avoir il devait avoir recours aux étrangers. Il fit souvent un appel aux places de commerce de l'Europe, et finit même par reconnaître les emprunts contractés par les cortès, en convertissant une partie de ces rentes contre de nouveaux titres, afin d'ajouter encore à l'émission de titres créés par lui. Au reste il puisa si fréquemment dans les bourses des banquiers de Londres, de Paris et d'Amsterdam, que le gouvernement auquel il transmit le pouvoir prétendit que de 1823 jusqu'à la fin de son règne la dette publique avait été augmentée de six cent soixante-cinq millions de francs. Il y eut en effet six emprunts royaux que certains écrivains anonymes ne font monter qu'à un milliard sept cent quarante-cinq millions huit cent-quatre-vingt-dix-mille six cent soixante-six réaux de vellon. Mais toutes ces opérations offrirent une telle confusion, qu'il est difficile de décider sur une pareille matière, et l'administration financière de l'Espagne s'est mise en état de suspicion vis-à-vis des capitalistes européens.

Quoi qu'il en soit, on voit que Ferdinand ne voulut pas constituer un parti, proclamer ses maximes, faire dominer ses intérêts. Il choisit seulement quelques hommes réputés habiles, et les opposa dans son conseil à des hommes nécessaires, mais redoutables. L'Espagne se prêtait à cette marche oblique; car les passions s'y éteignaient. Les volontaires royalistes, qui parfois faisaient main basse sur les *negros*, étaient punis. La majorité du corps épiscopal n'accueillait pas les cris poussés pour le rétablissement de l'inquisition. En 1827, les vieilles bandes de la foi, qui se soulevèrent en Catalogne contre Ferdinand et ses ministres *francs-maçons*, disaient-elles, furent écrasées sans retour, et leurs chefs furent accrochés aux potences de la principauté.

Les mêmes causes amenèrent l'extinction de l'effervescence libérale. Tarifa et Almeria furent attaquées sans résultat. Les frères Bazan ne trouvèrent aucun appui dans Alicante. Plus tard Milans ne put agiter les frontières de Catalogne, et même après la révolution qui, en juillet 1830, avait renversé en France la branche aînée des Bourbons et intronisé des principes populaires, les forces de l'ancienne opinion constitutionnelle ne purent se ranimer. Mina lui-même fut obligé de se dérober par la fuite aux poursuites des populations qui jadis avaient célébré ses exploits. Torrijos fut plus malheureux encore; attiré sur les côtes d'Andalousie par des promesses mensongères, il tomba dans le piége que lui avaient tendu les émissaires du gouvernement; les populations jadis si ardentes ne s'émurent pas de sa venue; son exécution si rapide et celle de ses compagnons frappèrent les esprits de consternation. Le supplice avait été ordonné froidement par une résolution irrévocable.

Ferdinand parut tout aussi indifférent ou indécis pour les membres de sa famille. Le 29 mars 1830, alors que son épouse, la jeune Marie-Christine de Naples, était enceinte, il rendit un décret pour proclamer, comme loi de l'État, la résolution du roi Charles IV, prise sur la demande des cortès de 1789, pour abolir la loi salique instituée par Philippe V en 1713, et rétablit ainsi le droit d'hérédité des femmes au trône d'Espagne; mais ensuite il ne montra pas plus de prédilection pour la jeune princesse Marie-Isabelle-Louise, née au mois de juillet de la même année. Il rapprocha de nouveau de son trône les partisans les plus dévoués de son frère don Carlos; et lorqu'une attaque de goutte le conduisit aux bords de la tombe en septembre 1832, il souscrivit un décret par lequel était révoquée la nouvelle loi de succession. Puis, revenu à la vie, il éloigna l'infant don Carlos, chassa les ministres qui avaient arraché une funeste signature à sa main défaillante, et proclama leurs odieuses manœuvres; et, comme pour se mettre à l'abri de nouvelles obsessions, il remit, le 6 octobre, en attendant le rétablissement de sa santé, la direction du pouvoir à la reine son épouse. Il la laissa publier des décrets d'amnistie pour les criminels politiques, prendre des mesures pour détruire l'existence des volontaires royalistes, réduire les attributions du conseil de Castille; ensuite, craignant de la voir avancer trop rapidement dans la carrière des réformes, il lui fit déclarer, dans un manifeste du mois de décembre, que son intention n'était pas d'opérer la moindre innovation dans les lois constitutives de la monarchie, ni de rien changer à ce qui était établi; le 4 janvier 1833 il déclara qu'ayant recouvré ses forces il reprenait les rênes du gouvernement. La veille, la reine avait fait déposer aux archives, pour qu'ils reçussent toute authenticité, les actes des cortès de 1789, et la résolution de Charles IV relativement à l'abolition de la loi salique. Malgré son antipathie pour les novateurs, Ferdinand sentit qu'il fallait constituer une force politique autour du berceau de sa fille. Les hommes pour lesquels le nom de don Carlos était une menace se groupèrent pour défendre la jeune princesse. Un décret du 7 avril 1833 convoqua les cortès à Madrid. Le 3 juin, les grands, les prélats et les procureurs des villes prêtèrent serment de fidélité et hommage à la princesse des Asturies, comme héritière de la couronne d'Espagne et des Indes; et le 29 septembre 1833 Ferdinand expira, laissant un sceptre bien pesant dans la main de sa fille.

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.

TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND ET DERNIER.

